R I D S P



REVUE INTERNATIONALE DE DROIT ET SCIENCE POLITIQUE

International Journal of Law and Political Science

ISSN : 2790 - 4830

R.I.D.S.P, Vol. 6, N°9 — Septembre 2026

R.I.D.S.P

Revue Internationale de Droit et Science Politique

Directeur : Pr. AKONO ADAM Ramsès, Agrégé des Facultés de Droit

Comité scientifique

Pr. Najet BRAHMI
Professeur, Université de Tunis El Manar ;

Pr. Eric DEWEDI
Agrégé des Facultés de Droit, Université de Parakou ;

Pr. Loth Pierre DIWOUTA AYISSI
Professeur, Université de Yaoundé II;

Pr. MOKTAR ADAMOU
Agrégé des Facultés de Droit, Maître de Conférences en droit privé et sciences criminelles, Université de Parakou ;

Pr Maturin NNA
Professeur, Université de Ngaoundéré ;

Pr. Marie-Colette KAMWE MOUAFFO
Maître de Conférences, Université de Ngaoundéré ;

Pr. Guy Florent ATANGANA MVOGO
Maître de Conférences, Université de Ngaoundéré ;

Pr. Victorine KAMGOUI KUITCHE
Maître de Conférences HDR, Université de Ngaoundéré ;

Pr. Serge Patrick LEVOA AWONA
Agrégé des Facultés de Droit, Professeur, Université de Ngaoundéré ;

Pr. Emmanuel D. KAM YOGO
Professeur, Université de Douala ;

Pr. Aron LOGMO MBELECK
Professeur, Université de Douala ;

Pr. Maurice KOM KAMSU
Professeur, Université de Maroua

Pr. VOUDWE BAKREO
Agrégé des Facultés de droit, Université de Ngaoundéré ;

Pr. AKONO ADAM Ramsès
Agrégé des Facultés de Droit, Université de Ngaoundéré ;

Pr. Michel Aristide MENGUELE MENYENGUE
Maître de Conférences, Université de Douala ;

Pr. Nicolas Junior YEBEGA NDJANA
Maître de Conférences, Université de Ngaoundéré ;

Pr. Fred Jérémie MEDOU NGOA
Professeur, Université de Douala ;

Pr. MFEGUE SHE Odile Emmanuelle épouse MBATONGA
Maître de Conférences, Université de Yaoundé II;

Pr. DJONGA Pierre
Maître de Conférences, Université de Bertoua ;

M. Guy Bucumi
Professeur associé, Faculté de droit, Centre d'Etudes du Religieux contemporain-CERC, Université de Sherbrooke

R.I.D.S.P

Revue Internationale de Droit et Science Politique
Une revue mensuelle dédiée à la recherche approfondie
ISSN : 2790-4830

COMITE DE REDACTION

Rédacteur en Chef

Pr. D**JONGA Pierre**
Maître de Conférences

Responsable en charge de la propriété intellectuelle : Dr. Job NZOH SANGONG

Coordonnateurs des rubriques

Coordonnateur rubrique Science Politique

Dr. Georges Francis MBACK TINA

Coordonnateur rubrique Droit

Dr. El-Kader Kadjoum ALI ABDEL

Coordonnateur rubrique English Law

Dr. Waraï Michael TAOYANG

Membres :

Dr. Timothée MANGA BINELI
Dr. Sadjo ALIOU
Dr. Joceline Gaëlle ZOA ATANGANA
Dr. Deguia CHECK IBRAHIM
Dr. Josué Eric BOLNDO
Dr. ARI HAMADOU GUY

Dr. BAMANGA DAGA Guidakré
Dr. ETABA ABANA Rémi
Dr. SAPITODEN Elie
Dr. TSALA Moise
Dr. Alexis BAAYANBE BLAMA
Dr. Dieu-Ne-Dort BADAWE KALNIGA
Dr. DOMBA Bienvenu

Revue Internationale de Droit et Science Politique

Une revue mensuelle dédiée à la recherche approfondie

ISSN : 2790-4830

POLITIQUE DE REDACTION

La Revue Internationale de Droit et Science Politique est publiée par une équipe dynamique et professionnelle en la matière. Les articles sont disponibles sur le site internet de la Revue : www.revueridsp.com

Directives aux auteurs :

La Revue Internationale de Droit et Science Politique reçoit des textes en permanence pour publication dans l'un de ses numéros mensuels. Les auteurs qui soumettent leurs contributions doivent se conformer aux directives suivantes :

- Toute proposition d'article doit être rédigée en format Microsoft Word, en police *Times New Roman*, caractère 12, et en interligne 1,5. Elle comportera un résumé en français et en anglais, des mots clés en français et en anglais, une introduction, un développement contenant un plan à deux parties (I- II- pour les parties ; A- B- pour les sous-parties, et éventuellement des petits 1 et 2), une conclusion. L'ensemble de la contribution doit tenir sur quinze (15) pages au minimum et trente-cinq (35) pages au maximum.
- Chaque proposition d'article doit débuter, juste après l'intitulé de la contribution qui doit être en français et en anglais, par une brève notice biographique précisant l'identité du (des) auteur(s) : Noms et prénoms, titre ou grade universitaire ou profession pour les praticiens non universitaires, l'affiliation institutionnelle.

Références (sources) :

Les références (sources) sont obligatoires dans une proposition d'article. Elles doivent être présentées sur la base du modèle infrapaginale.

Dès lors les références (sources) doivent être présentées en bas de page (notes) selon le style suivant :

- **Pour un ouvrage :** Nom en Majuscule, Initiale du(es) prénom(s) du(es) auteur(s) entre parenthèses, intitulé de l'ouvrage en italique, Ville d'édition, Maison d'Edition, Année, page(s).

Exemples :

Un auteur : ONANA (J.), *Gouverner le désordre urbain. Sortir de la tragique impuissance de la puissance publique*, Paris, L'Harmattan, 2019, p.6 ;

Deux auteurs : OST (F.) et VAN DE KERSHOVE (M.), *De la pyramide au réseau. Pour une théorie dialectique du Droit*, Bruxelles, Presses de l'Université Saint Louis, 2010, p. 103

Trois auteurs : BOUSSAGUET (L.) & al., *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014, p.6

- **Pour un article publié dans une revue :** Nom(s) en majuscule, Initiales du(es) Prénom(s), intitulé de l'article entre guillemets, nom de la revue ou de l'ouvrage collectif dans lequel il est publié en italique, numéro de la revue, Année de parution, pages ;

Exemple : KEUBOU (Ph.), « L'évolution de la pratique de l'extradition au Cameroun : de l'arbitraire au timide respect de la réglementation », *RSCrim*., 1999, p. 565

- **Pour un chapitre d'ouvrage :**

LEVÊQUE (A.), « Chapitre 2 : La sociologie de l'action publique », in JACQUEMAIN (M.) & FRERE (B.), *Epistémologie de la Sociologie. Paradigmes pour le XXIe siècle*, De Boeck Supérieur, Collection « Ouvertures sociologiques », 2008, p.6

- **Pour un document internet :**

Exemple :

Organisation Mondiale de la Santé, Global status report on violence prévention, 2014, disponible en ligne sur http://www.who.int/violence_injury_prevention/violence/status_report/2014/en/

- **Pour tout document non publié (mémoire, thèse…)** :

Exemple : MINKOA SHE (A.), *Essai sur l'évolution de la politique criminelle au Cameroun depuis l'indépendance*, Thèse de Doctorat, Université des Sciences Juridiques, Politiques, Sociales et de Technologie de Strasbourg, 1987, p.6

Langue et style de rédaction :

- Chaque proposition d'article doit être rédigée en français ou en anglais
- L'usage des transitions et chapeaux est impérative

Soumission, examen des propositions et responsabilités :

- Les propositions d'articles doivent être soumises par courrier électronique à l'adresse électronique suivante : redactionridsp@gmail.com Tout texte soumis à la Revue Internationale de Droit et Science Politique fait l'objet d'une double évaluation aveugle (sous anonymat).

- Les contributions soumises à la Revue Internationale de Droit et Science Politique doivent l'être en toute exclusivité.

- Les opinions exprimées dans les contributions sont propres à leurs auteurs et n'engagent aucunement la responsabilité de la Revue Internationale de Droit et Science Politique. Les auteurs s'engagent, toutefois, à céder leurs droits à la Revue Internationale de Droit et Science Politique.

Le Rédacteur en Chef

Pr. Djonga Pierre
Maître de Conférences
Université de Bertoua.

R.I.D.S.P

Revue Internationale de Droit et Science Politique

R.I.D.S.P, Vol. 6, N°9 — Septembre 2026
ISSN : 2790-4830

SOMMAIRE

❖ **Droit Public**

Judgment Without Enforcement: Rethinking State Cooperation and Institutional Capacity in the ICC's Prosecution of Atrocity Crimes in Africa……..1
NDONYI N. Casey & Wilson TAMFUH & Tsala Victor YVES

Transferts illicites d'armes et obligations de prévention en droit international humanitaire : étude des marchés transfrontaliers affectant la République Centrafricaine……..13
Futher de Borgia TOUMANDJI

La protection juridictionnelle des droits de la femme détenue au Cameroun…….44
Embolo Anne Marie Laure

L'effectivité des droits humains à l'épreuve de l'examen périodique universel : le cas du Maroc (2008-2022)……71
Souley Mahamadou LAOUALI

Le recours à la pratique des organes non-africains par la cour africaine des droits de l'homme et des peuples : un frein à l'effort d'africanisation des droits de l'homme ?.....92
Moïse Kwizera Mukiza

La connaissance acquise dans le contentieux de l'annulation du titre foncier au Cameroun: entre accès au juge, sécurité juridique et stabilité des droits immobiliers……116
MOKTO KAMYO Hippolyte

Le contrôle fiscal et pénal de la traçabilité minière sous l'égide de la loi du 19 décembre 2023 : rupture ou continuité réglementaire au Cameroun ?.....142
DIPO Perigault

❖ **Droit Privé**

La métamorphose du statut de la victime de violences domestiques en droit ivoirien : d'objet de protection à actrice du procès pénal ?.....163
SIGUI SEU Xavier

Le droit pénal de la famille au Mali……..192
SEYDOU MALLET & BOUREIMA KAREMBE

L'impact de l'arbitrage international sur l'attractivité du Maroc comme hub régional pour les opérations d'import-export……...215
Radouane LAKIR & Asmaa RAGUEB

Les modes alternatifs de procréation (MAP) au Togo : l'Assistance Médicale à la Procréation (AMP)……..236
AMEWOVI Komlavi Elom

Le greffier : garant de la procédure et de l'authenticité des actes de justice……262
Amadou Tidiani TRAORE

La compétence judiciaire en matière de garde des enfants en contexte de droit congolais……283
Jean-Pitié MUTOMBU KAYAKEZ

La politique publique et la législation nationale en faveur de la protection de l'enfant……314
Amadou Tidiani TRAORE

Réflexions sur la nature politique ou juridique de la notion d'atteinte à la sûreté de l'État…….328
Rebecca Nikita NANGA NTONGA

La prolifération des objets usés dans les rues de Bamako constitue-t-elle un danger pour la santé et la sécurité du consommateur ?.....353
Boubacary DIALLO

L'égalité dans le droit positif tchadien de la famille et des personnes……389
DEDJINGAR MBAILEDE Alain

La prévention des risques professionnels au Cameroun : mythe ou réalité……418
REMAILA Frédéric

La responsabilité contractuelle des microfinances……...442
KOUSSIDALAI RABIATOU

La Douane face au redressement et la liquidation des entreprises en cessation des paiements OHADA……...460
HAMIDOU YONKI

La protection des droits fondamentaux dans l'espace numérique en droit camerounais……482
Agnès DANNE PALLY

❖ **Science Politique**

Biopolitique, nécropolitique et décomposition démocratique : proposition théorique à partir de trajectoires africaines……...501
Steeve NZEGHO DIEKO

Se mobiliser contre l'extractivisme sous contrainte autoritaire : l'institutionnalisation négociée des répertoires d'action collective au Cameroun……523
Yves Patrick MBANGUE NKOMBA

Gouvernance politique et conflits en République démocratique du Congo : entre fragmentation de l'autorité et enjeux de ressources……..539
Norbert Kasereka Siviri & Marcel Kazadi Mwin Kasheb & Gerlas Paluku Kisonia

La gouvernance des espaces marchands de la ville de Yaoundé : jeux d'acteurs et rapports de pouvoir entre les communes d'arrondissement et la Communauté urbaine……565
Essolbo Koh Madeleine Larissa

Puissance fonctionnelle et régulation des politiques vaccinales au Cameroun : étude comparée des cas de la poliomylite, le covid-19 et le Human Papilloma Virus (HPV)……581
FOUDA BENGONO CELINE

L'action publique urbaine à l'épreuve de l'urbanisation au Cameroun…….601
DJIBRILLA Issa

Karnou et la guerre du Kongo-Wara (1928-1931) : une résistance anticoloniale marginalisée dans l'historiographie du nationalisme camerounais ?.....621
Jean Francis Gabana

Entre quête de reconnaissance institutionnelle et calculs rationnels : les ressorts motivationnels de l'action des réseaux parlementaires camerounais…….648
NTSAMA BEKOLO Samuel Nathanaël

L'indépendance sécuritaire de l'Union africaine à l'épreuve de la sécurité internationale…….674
Henri Lionel ESSOMBA ESSOMBA

Fermer pour régner ?
Église de réveil et régimes de politisation au Cameroun : lecture croisée de la crise de juillet 2026……..689
FOUDA Joseph Uriel

Les fondements méthodologiques de l'analyse du risque politique : entre positivisme et post modernisme……..706
OWONA WOLFGANG Jr

DROIT PUBLIC

****

****

***

R.I.D.S.P, Vol. 6, N°9 — Septembre 2026
ISSN : 2790-4830
www.revueridsp.com

Judgment Without Enforcement: Rethinking State Cooperation and Institutional Capacity in the ICC's Prosecution of Atrocity Crimes in Africa

Juger sans Exécuter : Repenser la Coopération Etatique et la Capacité Institutionnelle dans la Poursuite des Crimes Atroces en Afrique par la ICC

By :

NDONYI N. Casey

PhD Researcher in Public Law, Faculty of Law & Political Science

The University of Bamenda

Wilson TAMFUH

Professor Law, Faculty of Law & Political Science

University of Dschang

Tsala Victor YVES

Associate Professor in Public Law, Faculty of Law and Political Science

University of Ebolowa

Abstract :

The International Criminal Court has secured relatively few convictions in twenty-two years of operation, and virtually all of its completed prosecutions have concerned African defendants. This Article argues that both outcomes are traceable to a single structural feature of the Rome Statute: the Court possesses no enforcement capacity of its own and depends entirely on the voluntary cooperation of states for arrest, evidence, and surrender. Part I examines how the doctrines of complementarity and treaty privity constrain the Court's jurisdiction over non-party states, using the Darfur referral to show how a Security Council mandate on paper can dissolve into non-cooperation in practice. Part II turns to the operational consequences of this dependency once a situation is properly before the Court: the collision between law and politics, the erosion of head-of-state immunity in principle but not in practice, and the absence of any independent police or coercive arm. Part III argues that the perception of an Africa-focused docket is best understood not as evidence of prosecutorial bias but as the predictable output of an institution whose reach is limited to states too weak, too new, or too self-interested to resist it. The Article concludes with modest proposals for narrowing the gap between the Court's jurisdictional reach and its enforcement capacity.

Résumé :

En vingt-deux ans d'existence, la Cour pénale internationale n'a prononcé qu'un nombre relativement faible de condamnations, et la quasi-totalité des poursuites qu'elle a menées à terme concernaient des prévenus africains. Le présent article soutient que ces deux résultats s'expliquent par une caractéristique structurelle unique du Statut de Rome : la Cour ne dispose d'aucune capacité d'exécution propre et dépend entièrement de la coopération volontaire des États pour les arrestations, la collecte de preuves et les remises. La première partie examine comment les doctrines de la complémentarité et de la participation au traité limitent la compétence de la Cour à l'égard des États non parties, en s'appuyant sur le renvoi de l'affaire du Darfour pour montrer comment un mandat du Conseil de sécurité, théoriquement valide, peut se traduire, dans la pratique, par un refus de coopération. La deuxième partie se penche sur les conséquences opérationnelles de cette dépendance une fois qu'une situation est dûment portée devant la Cour : la collision entre le droit et la politique, l'érosion de l'immunité des chefs d'État en principe mais pas dans la pratique, et l'absence de toute force de police ou de tout organe coercitif indépendant. La troisième partie soutient que la perception d'un rôle axé sur l'Afrique doit être comprise non pas comme la preuve d'un parti pris du Parquet, mais comme le résultat prévisible d'une institution dont la portée se limite à des États trop faibles, trop récents ou trop égoïstes pour lui résister. L'article se termine par des propositions modestes visant à réduire l'écart entre la portée juridictionnelle de la Cour et sa capacité d'exécution.

I. Introduction

The International Criminal Court was created to end impunity for genocide, crimes against humanity, and war crimes at a moment when the closing decades of the twentieth century had supplied an unhappy abundance of all three.[1] More than two decades later, the Court's record invites a more sober assessment. It has convicted only a handful of defendants, has never secured the arrest of a sitting head of state, and has drawn accusations from the African Union and a considerable body of scholarship alike that its docket is disproportionately, even selectively, African.[2] This Article contends that these outcomes are not incidental failures of prosecutorial judgment but structural consequences of a single design choice embedded in the Rome Statute: the Court has no police force, no army, and no independent means of compelling compliance. It relies, for every arrest and every piece of evidence, on the states parties and non-party states whose conduct it exists to judge.

That reliance is not an oversight. It follows from the treaty foundations of the Court's authority. Treaties bind, as a matter of general international law, only the states that consent to them; non-party states owe a treaty neither harm nor benefit under the maxim *pacta tertiis nec nocent nec prosunt*.[3] Article 34 of the Vienna Convention on the Law of Treaties confirms that a treaty creates no obligation for a third state absent its consent, and Article 35 permits such an obligation to arise only where the third state accepts it expressly and in writing.[4] The Rome Statute reflects this asymmetry directly: states parties are obliged to "cooperate fully" with the Court, while non-party states may only be "invited" to provide assistance on an ad hoc basis.[5] The word "invite" is doing real work—cooperation by non-party states is, in the Statute's own terms, voluntary. The consequences of that voluntariness were on full display in Darfur, where a binding Security Council referral produced an obligation to cooperate that Sudan, a non-party state, simply declined to honor.[6]

This Article proceeds in three parts. Part I examines the jurisdictional architecture that produces this dependency: the doctrine of complementarity, the persistent controversy over the Court's rejection of universal jurisdiction, and the narrow, consent-based channels through which non-party states may be bound to cooperate. Part II turns from jurisdiction to operation, showing

[1] Rome Statute of the International Criminal Court pmbl., July 17, 1998, 2187 U.N.T.S. 90.
[2] See African Union Assembly, Decision on Africa's Relationship with the International Criminal Court, Ext/Assembly/AU/Dec.1 (Oct. 2013).
[3] Vienna Convention on the Law of Treaties art. 34, May 23, 1969, 1155 U.N.T.S. 331.
[4] Id. arts. 34–35.
[5] Rome Statute art. 87.
[6] S.C. Res. 1593, 2 (Mar. 31, 2005).

that even where the Court properly possesses jurisdiction, it must contend with the collision between law and politics, the practical survival of head-of-state immunity notwithstanding Article 27, and the absence of any coercive arm of its own. Part III situates the perception of an Africa-focused docket within this same structural account, arguing that the pattern reflects which states lacked the capacity to resist the Court rather than any deliberate targeting of the continent—a distinction that matters little for enforcement, since a Court perceived as biased struggles to secure the cooperation on which its authority ultimately depends. Part IV offers modest proposals for narrowing the resulting gap between jurisdiction and enforcement.

II. The Jurisdictional Architecture: Complementarity, Universal Jurisdiction, and the Limits of Consent

A. Complementarity and Its Discontents

The Court's founding compromise is the principle of complementarity, codified in Article 17 of the Rome Statute, under which the Court may exercise jurisdiction only where national systems are unwilling or unable genuinely to investigate or prosecute.[7] Complementarity was chosen deliberately over the model of primacy that governed the ad hoc tribunals for the former Yugoslavia and Rwanda, both of which were vested with concurrent jurisdiction over national courts and a primacy clause allowing them to displace domestic proceedings.[8] That primacy generated considerable controversy on sovereignty grounds, and the drafters of the Rome Statute responded by subordinating the Court to national jurisdictions rather than elevating it above them: the Court steps in only where the state has failed, and even then it is meant to complement rather than exclude domestic proceedings and extradition arrangements.[9]

The resulting arrangement produces what scholars have termed the "complementarity paradox."[10] Unwillingness is shown where a state shields an accused from responsibility; inability arises from the total or substantial collapse of a state's judicial system.[11] The paradox is that the very states found unwilling or unable are the same states whose cooperation the Court needs to investigate, arrest, and try the case it has just taken over. A state that has proven unwilling to prosecute its own officials is unlikely to suddenly become willing to arrest them at the Court's request. The Office of the Prosecutor has itself acknowledged this discrepancy without resolving

[7] Rome Statute art. 17.
[8] Statute of the ICTY art. 9; Statute of the ICTR art. 8 (concurrent jurisdiction and primacy).
[9] Rome Statute pmbl., para. 10; art. 1.
[10] See generally Göran Sluiter, The Law of International Criminal Procedure and Domestic War Crimes Trials, 2 Int'l Crim. L. Rev. 143 (2006).
[11] Rome Statute art. 17(2)–(3).

it, instead calling for greater international support of the Prosecutor's exercise of power — an appeal that does not alter the Statute's underlying design.[12]

B. The Missing Universal Jurisdiction

A second and related source of jurisdictional weakness is the Statute's refusal to grant the Court universal jurisdiction. Hans-Peter Kaul, an ICC judge, described this omission as the "painful weakness" of the Rome regime: absent territorial or national jurisdiction, state-party consent, or a Security Council referral, perpetrators of core crimes have nothing to fear from the Court.[13] Leila Nadya Sadat has similarly observed that the jurisdictional gap leaves the phenomenon of "travelling tyrants" largely untouched, so that many of the most serious cases will be prosecuted by no one at all.[14] This sits uneasily with the Statute's own preamble, which describes the crimes within the Court's jurisdiction as threats to "the peace, security and well-being of the world" that "must not go unpunished" language that implies a universalist ambition the jurisdictional provisions do not deliver.[15]

The drafters' reluctance is explicable, if not fully justifiable, by reference to the fate of universal jurisdiction legislation elsewhere. Belgium's experiment with universal jurisdiction untethered to any territorial or national link produced a series of politically explosive complaints against figures such as Ariel Sharon and Yasser Arafat, and the resulting diplomatic pressure much of it from the United States led Belgium to sharply curtail the law.[16] Had the Rome Statute granted the Prosecutor comparable authority, a similar backlash would very plausibly have followed any attempt to act on the hundreds of communications the Office of the Prosecutor received in its first year alone.[17] The Prosecutor's discretion under Article 53 to decline an investigation that would not "serve the interests of justice" was itself one of the most contested provisions of the Statute, reflecting exactly this anxiety about prosecutorial overreach into politically sensitive territory.[18]

C. Cooperation with Non-Party States

Antonio Cassese's description of the ICTY as "a giant without arms and legs" needing "artificial limbs" supplied by state authorities applies with equal force to the ICC.[19] No trial can

[12] ICC Office of the Prosecutor, Policy Paper on the Interests of Justice (2007).
[13] Hans-Peter Kaul, Construction Site for More Justice: The International Criminal Court After Two Years, 99 Am. J. Int'l L. 370, 374 (2005).
[14] Leila Nadya Sadat, The International Criminal Court and the Transformation of International Law 174 (2002).
[15] Rome Statute pmbl.
[16] Belgian Law of 16 June 1993 (as amended 1999), repealed in relevant part 2003; see generally Luc Reydams, Belgium's First Application of Universal Jurisdiction, 1 J. Int'l Crim. Just. 679 (2003).
[17] ICC Office of the Prosecutor, Annual Report 2003.
[18] Rome Statute art. 53(1)(c).
[19] Antonio Cassese, On the Current Trends Towards Criminal Prosecution and Punishment of Breaches of International Humanitarian Law, 9 Eur. J. Int'l L. 2, 13 (1998).

proceed without a state surrendering the accused; no conviction is possible without states collecting evidence, serving documents, and protecting witnesses.[20] Yet the Statute's cooperation regime is, with narrow exceptions, opposable only to states parties. A non-party state can be bound only by lodging an Article 12(3) declaration accepting jurisdiction over a particular situation, or by entering an ad hoc Article 87(5) agreement both wholly voluntary undertakings that leave the state free to define the scope and duration of its assistance.[21] Even the Darfur referral, a rare instance of the Security Council imposing an obligation to cooperate, was drafted to bind only "the government of Sudan and all other parties to the conflict," with all other states merely "urged" rather than required to cooperate.[22]

The Statute's drafters went to considerable lengths to secure the cooperation even of states parties, permitting cooperation to proceed under national law and procedure and allowing postponement or refusal of requests in defined circumstances.[23] Critics have argued that these accommodations concede too much, softening the obligation to cooperate precisely where firmness was most needed.[24] The jurisdictional reach that results is narrower still where the accused is a national of a non-party state: the Court has proceeded almost exclusively on a territorial basis in its African situations, and the Security Council's Darfur referral did not extend jurisdiction to Sudanese nationals acting outside Sudan even where their conduct bore directly on the conflict.[25]

D. Answering the Legality Objection

American critics of the Court have periodically argued that its exercise of jurisdiction over nationals of non-party states is itself unlawful, resting on a supposedly novel and unauthorized form of "delegated" territorial jurisdiction.[26] The argument does not withstand scrutiny. States parties did not invent a new jurisdictional basis by ratifying the Statute; they contemplated ordinary territorial jurisdiction and agreed that the Court would act as a substitute only where the territorial state proved unable or unwilling to do so a sovereign last resort, not an unprecedented delegation.[27] Nor is the objection strengthened by analogy to the law of assignments, under which the exercise of territorial jurisdiction is treated as requiring the consent of other states: territorial jurisdiction is

[20] Rome Statute pt. 9.
[21] Id. arts. 12(3), 87(5).
[22] S.C. Res. 1593, supra note 6, 2.
[23] Rome Statute arts. 93, 99.
[24] See Sluiter, supra note 10.
[25] S.C. Res. 1593; cf. Statute of the ICTR art. 1 (extending jurisdiction to Rwandan nationals abroad).
[26] Madeline Morris, High Crimes and Misconceptions: The ICC and Non-Party States, 64 Law & Contemp. Probs. 13 (2001).
[27] Id. at 26–30.

an inherent incident of statehood, not a right conferred by other states through custom, and its exercise accordingly requires no such consent.[28] The claim that the Court's jurisdiction over nationals of non-party states amounts to an unlawful adjudication of inter-state disputes fares no better; nothing in the practice of the Court to date suggests that its exercise of active personality or territorial jurisdiction over individuals has generated the kind of interstate dispute the objection presupposes.[29] What each of these arguments really register, in other words, is a political discomfort with the Court's reach rather than a genuine deficiency in its legal foundations but that political discomfort is precisely what determines, in practice, whether the cooperation the Court needs will be forthcoming.

III. Operational Challenges: Law, Politics, and the Limits of Coercion

A. The Collision Between Law and Politics

The Court's second-order problem is that it must operate as a conventional criminal court while lacking the coercive apparatus that makes national criminal courts effective. National courts can compel witnesses and rely on domestic enforcement bodies; the ICC must first secure the cooperation of the state before it can exercise any authority at all, a relationship better described as one between sovereign entities than between a court and a law-enforcement system.[30] To preserve its legitimacy, the Court must simultaneously appear to rise above political pressure while depending entirely, for its practical operation, on political actors who calculate their cooperation through a political lens.[31] Martti Koskenniemi's observation that any legal argument in international law is vulnerable to the twin charges of "apologia" (too closely tethered to the political status quo to change anything) and "utopia" (too divorced from political reality to command support) captures the Court's predicament with unusual precision: exercise of *proprio motu* power invites the charge of overreach, while excessive deference to state referrals invites the charge of irrelevance.[32]

This tension surfaces most sharply in the peace-versus-justice debate. Proponents of prioritizing peace argue that the pursuit of prosecution entrenches perpetrators, removing their incentive to negotiate and prolonging conflict at grave cost to civilian populations; Uganda's 2008 offer to try the Lord's Resistance Army domestically, made in an effort to preserve a fragile peace process, reflects exactly this calculation, and Ugandan cooperation with the Court cooled once its

[28] Id. at 33–36.
[29] Id. at 40–42.
[30] See William A. Schabas, An Introduction to the International Criminal Court 24–27 (5th ed. 2017).
[31] Id.
[32] Martti Koskenniemi, From Apology to Utopia: The Structure of International Legal Argument 17–20 (2005 reissue).

investigations turned toward government forces.[33] Proponents of justice respond that amnesty in exchange for peace merely postpones violence and rewards its threat, pointing to the collapse of amnesty arrangements in Sierra Leone and Angola as evidence that peace purchased without accountability is rarely durable.[34] Sudan's expulsion of humanitarian organizations following the indictment of Omar al-Bashir illustrates the immediate human cost the pursuit of justice can carry, even if the longer-term case for accountability as a deterrent remains, on balance, the stronger one.[35]

B. Sovereignty, Dependency, and Selective Cooperation

Because the Court derives its authority from a multilateral treaty and, in turn, from states themselves, its power is structurally inferior to state sovereignty and its coercive weakness reinforces that inferiority rather than checking it.[36] The practical result is that the Court's authority depends, case by case, on what a state is prepared to permit rather than on any inherent authority attaching to its judicial character.[37] Sudan's National Commission of Inquiry into Darfur, which concluded contrary to the findings of the International Commission of Inquiry weeks earlier that no widespread or systematic crimes had occurred, illustrates how thoroughly non-cooperation can be dressed up as domestic due diligence.[38] Kenya offers a further illustration: sustained non-cooperation, credible allegations of witness intimidation, and the election of ICC indictees to the presidency and deputy presidency combined to force the eventual withdrawal of the charges.[39]

State withdrawal presents a related, if more drastic, expression of the same dependency. A state remains subject to the Court's jurisdiction for crimes committed before its withdrawal takes effect, but withdrawal ends its obligation to cooperate going forward and removes future conduct from the Court's reach.[40] The Philippines' withdrawal following the announcement of a preliminary examination into Rodrigo Duterte's campaign against drug-related crime, and Burundi's earlier withdrawal, together with South Africa's and the Gambia's since-reversed threats to withdraw, demonstrate how readily a state dissatisfied with the Court's attention can simply exit the regime rather than answer to it.[41]

---

[33] Payam Akhavan, The Lord's Resistance Army Case: Uganda's Submission of the First State Referral to the ICC, 99 Am. J. Int'l L. 403 (2005).
[34] See Priscilla Hayner, Unspeakable Truths 98–103 (2d ed. 2011) (Sierra Leone and Angola amnesty failures).
[35] Human Rights Watch, Sudan: Government Expulsion of Aid Agencies Puts Millions at Risk (Mar. 2009).
[36] Schabas, supra note 30, at 27.
[37] Id.
[38] Int'l Comm'n of Inquiry on Darfur, Report to the U.N. Secretary-General 630–31 (Jan. 25, 2005).
[39] ICC Office of the Prosecutor, Statement on the Withdrawal of Charges Against Uhuru Kenyatta (Dec. 5, 2014).
[40] Rome Statute art. 127.
[41] ICC Office of the Prosecutor, Statement on the Philippines (Mar. 2018); African Union Assembly, supra note 2.

C. Head-of-State Immunity in Principle and in Practice

Article 27(2) of the Statute removes any claim to immunity for officials of states parties, and the Pre-Trial Chamber extended equivalent reasoning to Omar al-Bashir, a national of a non-party state, holding that his position as head of state had no effect on the Court's jurisdiction.[42] That holding rested on the preamble's anti-impunity language, the text of Article 27, the interpretive instruction in Article 21 that the Court is not to import external sources of law absent a lacuna, and the Security Council's acceptance, through its Chapter VII referral, that any resulting prosecution would proceed within the Statute's own framework.[43] The doctrinal victory, however, produced no arrest. Al-Bashir traveled to South Africa, Kenya, and numerous other states with impunity for years after the warrant issued, and his ability to do so helped consolidate African Union opposition to the Court, which accused it of neo-colonialism and Western bias.[44] Article 98 compounds the practical difficulty: it prevents the Court from requiring a requested state to act inconsistently with its obligations under international agreements or customary diplomatic immunity toward a third state, absent a waiver from that third state a carve-out that gives states a ready-made justification for declining to execute an arrest warrant against a sitting head of state.[45] The lesson of al-Bashir is not that Article 27 failed as a matter of doctrine, but that doctrine unaccompanied by an enforcement mechanism changes little on the ground.

D. The Absence of an Enforcement Arm

The Court's most basic operational limitation is structural rather than doctrinal: it has no police force, no army, and no independent capacity to execute its own arrest warrants.[46] More than fifteen warrants remain outstanding, a figure that speaks directly to the practical consequences of this gap.[47] Bashar al-Assad's continued conduct of the Syrian conflict under Russian protection, and the commission of atrocity crimes in northern Mali in 2012 notwithstanding Mali's status as a state party, both illustrate how little deterrent effect an indictment carries absent a credible prospect of arrest.[48]

The Court's substantive record compounds the problem. In twenty-two years it has convicted only eight defendants; one conviction was later overturned, one arose from a guilty plea,

[42] Prosecutor v. Al Bashir, ICC-02/05-01/09, Decision on the Prosecution's Application for a Warrant of Arrest, 41–45 (Mar. 4, 2009).
[43] Id.
[44] African Union Assembly, supra note 2.
[45] Rome Statute art. 98.
[46] Schabas, supra note 30, at 24.
[47] International Criminal Court, Situations Under Investigation, https://www.icc-cpi.int/situations-under-investigations (last visited Sept. 12, 2026) (case status summary).
[48] Human Rights Watch, World Report 2013: Mali.

and four were administration-of-justice convictions carrying sentences of between six months and three years.[49] The acquittal of Laurent Gbagbo, following the Trial Chamber's pointed criticism of a disorganized prosecution case built substantially on hearsay drawn from NGO reports and press coverage, has been widely read as emblematic of a prosecutorial function struggling to convert political referrals into convictable cases.[50] Discord among the judges themselves including a public dispute over the assignment of presiding judges and a series of sharply worded dissents accusing colleagues of disregarding the burden and standard of proof has further eroded confidence that the Court can produce coherent, predictable jurisprudence.[51] None of this is presented to suggest that the Court should achieve a perfect conviction rate; no court should. It is presented to show that an institution already dependent on borrowed enforcement power cannot easily absorb the additional reputational cost of a thin and inconsistent record.

IV. The Africa Question: Bias, Capacity, or Both?

For more than a decade, nearly all of the Court's completed trials and the large majority of its investigations concerned conduct on the African continent, a pattern that African governments and a substantial body of scholarship have read as evidence of selective, even neo-colonial, justice.[52] That perception culminated in an October 2013 African Union summit at which member states accused the Prosecutor of pursuing sitting African heads of state while ignoring comparable atrocities elsewhere, and floated a coordinated mass withdrawal from the Statute; only Burundi ultimately followed through, but the episode confirmed how corrosive the perception of bias had become.[53]

Several scholars situate this pattern within the Court's structural weakness rather than treating it as evidence of deliberate targeting. Bosco argues that the Court's dependence on state and Security Council cooperation has effectively confined its practical reach to states least able to resist it in the Court's first two decades, fragile or transitioning African states rather than the permanent members of the Security Council or their allies.[54] Clarke situates the anti-African-bias critique within a longer history of unequal international enforcement that the Court, despite its

[49] International Criminal Court, Cases, https://www.icc-cpi.int/cases (last visited Sept. 12, 2026).
[50] Prosecutor v. Gbagbo & Blé Goudé, ICC-02/11-01/15, Reasons for Oral Decision of 15 January 2019 on the Not Guilty Verdicts, 1-15.
[51] Douglas Guilfoyle, A Tale of Two Cases: Lessons for the Prosecutor of the International Criminal Court (Part II), EJIL: Talk! (Aug. 29, 2019).
[52] Charles C. Jalloh, Africa and the International Criminal Court: Collision Course or Cooperation?, 34 N.C. Cent. L. Rev. 203 (2012).
[53] African Union Assembly, supra note 2.
[54] David Bosco, Rough Justice: The International Criminal Court in a World of Power Politics ch. 6 (2014).

universalist ambitions, inherited rather than invented.[55] In fairness to the Prosecutor, a majority of the African situations Uganda, the Democratic Republic of Congo, the Central African Republic, and Mali arrived through self-referral by the states concerned, while Sudan and Libya followed binding Security Council referrals; DeGuzman accordingly argues that the docket's apparent African focus is better explained by which states lacked the political or judicial capacity to resist ICC involvement than by any deliberate prosecutorial choice to target the continent.[56]

Whichever explanation is preferred, the consequence for enforcement is identical. A Court perceived rightly or wrongly as a Western-driven institution selectively targeting Africa struggles to secure the cooperation, from arrest to evidence-sharing to surrender, on which its enforcement power ultimately depends. Institutional weakness and the erosion of African trust are accordingly mutually reinforcing: the less capable the Court appears of enforcing its judgments evenly across regions, the less willing African states are to supply the cooperation needed to enforce them at all.

V. Toward Narrowing the Gap

Closing the distance between jurisdiction and enforcement is unlikely to come from any single reform, but several measures could narrow it. First, the Assembly of States Parties could strengthen the consequences of non-cooperation under Article 87(7), moving beyond referral to the Assembly or the Security Council bodies that have shown little appetite for follow-through toward more automatic and public consequences, such as suspension of voting rights or ineligibility for Court-related benefits. Second, the Office of the Prosecutor could invest more consistently in building cases capable of surviving trial, rather than relying on referrals that arrive with political momentum but insufficient evidentiary foundation, a lesson the Gbagbo and Kenyatta prosecutions make difficult to ignore. Third, expanding the Court's engagement with non-African situations several of which are already under preliminary examination would do more to answer the selectivity critique than any amount of rhetorical reassurance, precisely because the critique is, at bottom, an empirical claim about the docket rather than a claim about anyone's intentions. Finally, deeper cooperation frameworks with regional bodies such as the African Union, however fraught that relationship currently is, may offer a more durable route to securing arrests than reliance on the goodwill of individual states acting alone.

[55] Kamari M. Clarke, Affective Justice: The International Criminal Court and the Pan-Africanist Pushback (2019).
[56] Margaret M. deGuzman, Choosing to Prosecute: Expressive Selection at the International Criminal Court, 33 Mich. J. Int'l L. 265 (2012).

VI. Conclusion

The difficulties the International Criminal Court faces in enforcing its judgments in Africa are not incidental failures of implementation; they are structural consequences of how the Rome Statute distributes power between the Court and states. Part II showed that the doctrines meant to reconcile the Court with the broader international legal order complementarity and the treaty principle of *pacta tertiis* simultaneously constrain its reach, so that the Court's jurisdiction over a situation and its capacity to compel cooperation within it are two entirely different things. Part III carried this finding into the Court's operations, showing that the collision between law and politics, the practical survival of head-of-state immunity notwithstanding Article 27, and the absence of any independent enforcement arm compound rather than resolve the problem once a situation is properly before the Court. Part IV located the perception of an Africa-focused docket within this same account: not necessarily evidence of bias, but the predictable output of an institution whose reach extends only as far as the cooperation of the states least able to resist it.

Because the Court has no independent means of coercion, its authority is only ever as strong as the willingness of states to lend it their own and that willingness depends, in turn, on states perceiving the Court as legitimate, impartial, and attentive to their political realities. Every doubt raised about the Court's fairness toward Africa accordingly erodes the very cooperation on which its enforcement power precariously rests, while every failure to secure an arrest deepens the doubt. Breaking that cycle will require more than doctrinal refinement; it will require the Court, the Assembly of States Parties, and African states themselves to treat the gap between jurisdiction and enforcement as the central design problem it has always been.

Transferts illicites d'armes et obligations de prévention en droit international humanitaire : étude des marchés transfrontaliers affectant la République Centrafricaine

Illicit Arms Transfers and Prevention Obligations Under International Humanitarian Law: A Study of Cross-Border Trade Affecting the Central African Republic

Par :

Futher de Borgia TOUMANDJI

Docteur en Droit international, Faculté des Sciences Juridiques et Politiques, Université de Bangui

Résumé :

L'article examine les transferts illicites d'armes affectant la République Centrafricaine (RCA) et leurs implications sur la sécurité des populations civiles et la stabilité régionale. Il analyse le cadre juridique du droit international humanitaire (DIH) et les obligations des États en matière de prévention et de contrôle des flux armés. Les mécanismes de régulation internationale, notamment les conventions sur les armes et les résolutions du Conseil de sécurité, sont étudiés à la lumière des pratiques transfrontalières. L'impact de ces transferts sur le conflit interne, les violations des droits humains et la consolidation de la paix sont évalués. L'article met en évidence les difficultés d'application du droit et les lacunes dans la coopération régionale. Il propose enfin des stratégies de renforcement de la prévention et de responsabilisation des acteurs étatiques et non étatiques. Cette étude contribue à la compréhension des enjeux sécuritaires et juridiques liés au commerce illégal d'armes en Afrique Centrale.

Mots-clés : transferts illicites d'armes, droit international humanitaire, prévention, République Centrafricaine, marchés transfrontaliers, sécurité civile, obligations étatiques

Abstract:

This article investigates illicit arms transfers affecting the Central African Republic (CAR) and their consequences on civilian protection and regional stability. It examines the legal framework of international humanitarian law (IHL) and states' obligations to prevent and control arms flows. International regulatory mechanisms, including arms conventions and UN Security Council resolutions, are analyzed in the context of cross-border practices. The impact of these transfers on internal conflict, human rights violations, and peacebuilding are assessed. The article highlights enforcement challenges and gaps in regional cooperation. It further proposes strategies to strengthen prevention and ensure accountability of state and non-state actors. This study enhances understanding of the security and legal issues surrounding illegal arms trade in Central Africa.

Keywords: illicit arms transfers, international humanitarian law, prevention, Central African Republic, cross-border markets, civilian security, state obligations

Introduction

La persistance des conflits armés en Afrique et l'intensification des violences en République Centrafricaine (RCA) trouvent en partie leur origine dans la circulation incontrôlée des armes légères et de petit calibre à travers les frontières régionales. Ces transferts illicites d'armes alimentent les capacités militaires des groupes armés, fragilisent l'exercice de l'autorité étatique et exacerbent les violations du DIH à l'encontre des populations civiles. L'étude des marchés transfrontaliers de ces armements illégaux s'impose ainsi comme une exigence pour comprendre les interdépendances entre insécurité chronique et déficit de prévention juridique et politique dans la région. « En droit, la prévention des transferts illicites d'armes constitue une obligation fondamentale du DIH »[1] et du droit international des droits de l'homme (DIDH), solidaire des impératifs de protection des civils.

Cette recherche s'articule autour de plusieurs objectifs. *Primo*, elle vise à analyser le cadre juridique international et régional qui encadre les transferts d'armes et les obligations de prévention des États dans le contexte du DIH. *Secundo*, elle ambitionne d'identifier les mécanismes contemporains de circulation illicite à la frontière de la RCA et leurs implications pour la sécurité transfrontalière. *Tertio*, elle entend proposer des pistes d'amélioration des dispositifs juridiques et opérationnels de prévention afin « de renforcer l'effectivité du droit international face aux défis spécifiques de l'Afrique Centrale »[2]. Ces objectifs sont motivés tant par l'intérêt académique qu'ils présentent, en comblant une lacune dans la littérature sur l'articulation entre transferts illicites et obligations de prévention, que par leur pertinence pratique pour les décideurs politiques et les acteurs humanitaires.

Au cœur de cette étude se trouve une problématique centrale : dans quelle mesure les marchés transfrontaliers d'armes illicites affectant la RCA révèlent-ils les insuffisances des obligations de prévention prescrites par le DIH et quelles réponses normatives et opérationnelles peuvent être proposées ? À partir de cette interrogation, l'hypothèse défendue est que le cadre juridique existant, bien qu'ambitieux dans sa formulation, souffre d'un déficit d'effectivité en raison de la faiblesse de la coopération régionale, de l'absence de mécanismes contraignants d'implémentation, et de l'emprise des intérêts économiques illégitimes sur les circuits d'approvisionnement.

[1] HENCKAERTS J-M et JACOBS D, *International Humanitarian Law: Challenges and Perspectives,* Genève Presses Universitaires, 2010, p. 45.
[2] PEROUSE DE MONTCLOS M A, *Conflits africains contemporains*, Paris, Karthala, 2018, p. 112.

L'analyse se déploiera selon une architecture bipartite, embrassant successivement les transferts illicites d'armes et leurs implications sur la sécurité en RCA (I), puis les obligations de prévention ainsi que les mécanismes de régulation des transferts d'armements dans ce contexte (II).

I- LES TRANSFERTS ILLICITES D'ARMES ET LEURS IMPLICATIONS SUR LA SECURITE EN RCA

La prolifération des transferts illicites d'armes légères et de petit calibre constitue un facteur déterminant de l'insécurité structurelle en RCA, exacerbant la violence armée et fragilisant les moyens de protection des populations civiles. « Ces flux transfrontaliers, alimentés par des réseaux complexes et souvent opaques, transcendent les cadres étatiques faibles et exploitent la failles douanières régionales »[3]. La littérature spécialisée met en lumière l'articulation entre ces circuits illicites et l'intensification des violations du droit international humanitaire, notamment dans les zones de conflit prolongé. « L'étude de ces phénomènes nécessite ainsi une compréhension fine des mécanismes de circulation et de leurs implications pour la dynamique sécuritaire nationale et régionale »[4]. Cette partie analyse, d'une part, la typologie et les mécanismes des transferts illicites d'armes (A) et examine, d'autre part, leurs conséquences sur les plans humanitaire et sécuritaire (B).

A- Typologie et mécanismes des transferts illicites d'armes

La compréhension des transferts illicites d'armes exige une analyse de leur typologie, qui inclut tant les armes légères et de petit calibre que les munitions, ainsi que « des schémas logistiques qui sous-tendent leur circulation à travers les frontières vulnérables d'Afrique Centrale »[5]. Les axes terrestres, s'entremêlant au sein d'un maillage territorial complexe à la frontière avec le Tchad et le Soudan, échappent largement au contrôle des autorités nationales[6]. Ces mécanismes marqués par la porosité des points de passage, la corruption et l'absence de contrôles efficaces révèlent les structures complexes des réseaux transnationaux de trafiquants qui exploitent des failles institutionnelles[7]. Les travaux doctrinaux soulignent l'interdépendance entre

[3] CLAPHAM C, *African Guerrillas,* Bloomington, Indiana University Press, 1998, p. 78.
[4] KRAUSE K et SCHMITZ S, *Arms and the State*, Cambridge University Pres, 2000, p. 210. Ces auteurs mettent en lumière la transnationalité des menaces modernes et l'obsolescence des approches sécuritaires purement statiques ou cloisonnées. Ils postulent l'idée selon laquelle que la sécurité d'un État ne se joue plus seulement à ses frontières, mais dans sa capacité à décoder des flux en mouvement.
[5] Small ARMS SURVEY, « Flux transfrontaliers d'armes légères en Afrique Centrale : dynamiques de marché et souveraineté étatique », *Rapport d'étude*, Genève, 2022, p. 45.
[6] Groupe d'experts des Nations Unies sur la République Centrafricaine, Rapport final présenté en application du paragraphe 7 de la résolution 2693 (2023), doc. ONU S/2024/XXX, pp. 14-15.
[7] COUSENS E M et KUMAR C, *Peacebuilding as Politics : Cultivating Peace in Fragile Societies,* Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2001, p.146.

ces circuits illicites et l'intensification des conflits locaux, mettant en lumière l'importance d'une typologie fine pour toute stratégie de prévention[8]. L'analyse se structurera autour de l'étude des circuits de circulation transfrontalière (1) et de la typologie des matériels transférés en RCA (2).

1- Les circuits de circulation transfrontalière

L'étude des circuits de circulation transfrontalière vers la RCA révèle des voies de transit complexes qui exploitent les failles des frontières terrestres et fluviales de l'Afrique Centrale, facilitant l'acheminement illicite d'armements[9]. Ces corridors informels, souvent contrôlés par des réseaux hybrides mêlant trafiquants, acteurs locaux et groupes armés, neutralisent les efforts de contrôle étatique et international[10]. La porosité des points de passage et l'absence de dispositifs efficaces de vérification favorisent ainsi le maintien des flux illicites, avec des répercussions directes sur la sécurité intérieure et régionale[11]. Ce segment d'étude propose une cartographie analytique des principaux axes de transit et des facteurs contextuels qui sous-tendent ces circuits vers la RCA.

Les routes terrestres et fluviales constituent la colonne vertébrale des circuits de circulation transfrontalière des armes illicites vers la RCA. Ces voies, qui s'entrelacent au sein d'un maillage territorial complexe à la frontière avec le Tchad, le Soudan, le Cameroun et la République démocratique du Congo, offrent des corridors de transit qui échappent largement au contrôle des autorités nationales[12]. Les axes terrestres, souvent des pistes sablonneuses ou des voies de brousse, permettent une mobilité accrue des trafiquants tout en contournant les points de contrôle formels, là où l'État est soit absent soit trop faible pour imposer un contrôle effectif[13]. Sur ces itinéraires, les véhicules 4x4, les charrettes motorisées ou encore les convois dissimulés au sein de transports commerciaux légitimes servent de logement aux cargaisons d'armes et de munitions destinées aux groupes armés qui opèrent en RCA.

Parallèlement, les voies fluviales, notamment le bassin de l'Oubangui et ses affluents font fonction de couloirs stratégiques pour l'acheminement de matériels illicites. En période de hautes eaux, ces artères d'eau douce deviennent des passages privilégiés pour les embarcations qui

[8] MESSIANT C, *La Violence en Afrique Centrale,* Bruxelles, Éditions Complexe, 2015, p. 62. La doctrine pose le principe d'une causalité circulaire entre la criminalité transnationale et la violence micro-locale. Elle démontre que la résolution des guerres modernes ne relève plus seulement de la diplomatie classique, mais nécessite une ingénierie de la donnée capable de cartographier et de segmenter les flux clandestins pour briser l'économie du conflit interne.
[9] HOLTOM P et STEED I M, *Illicit Small Arms Trade in Africa,* London, Routledge, 2007, p. 89.
[10] CLAPHAM C, *op.cit*, p. 82.
[11] KRAUSE K et MASLEN A J., *op.cit* , p. 64.
[12] HOLTOM P et STEED I M, *op.cit*, p. 91.
[13] CLAPHAM C, *op.cit*, p. 78.

véhiculent des cargaisons dissimulées, échappant à tout type de surveillance frontalière[14]. L'absence d'infrastructures de contrôle efficaces et l'insuffisance des moyens techniques des autorités locales facilitent ces mouvements continus. Dans ce contexte, une pluralité d'acteurs se distingue : les groupes armés qui s'assurent des approvisionnements pour consolider leurs capacités opérationnelles ; les réseaux de trafiquants transnationaux, dotés d'une connaissance fine du terrain et d'une capacité d'adaptation aux dispositifs de surveillance ; et des acteurs économiques informels, qui participent par commodité ou contrainte à ces échanges illicites, souvent sous l'effet de la pression économique et de la faiblesse de l'État[15]. L'ensemble de ces dynamiques illustre les corridors de transit non contrôlés et la sophistication croissante des corridors commerciaux illicites, posant un défi majeur à toute stratégie de prévention et de contrôle des transferts illicites d'armes vers la RCA.

Les carences chroniques de surveillance douanière structurent le trafic d'armes en Centrafrique. Faute d'infrastructures robustes, les États de la sous-région ne maîtrisent pas leurs frontières. Les réseaux criminels exploitent ces failles institutionnelles pour approvisionner librement les milices locales, neutralisant ainsi les programmes nationaux de désarmement[16]. Cette situation est exacerbée par des ressources humaines et matérielles déficientes au sein des services de contrôle, qui peinent à faire face à la sophistication croissante des réseaux transnationaux de trafiquants[17]. Les autorités locales vulnérables économiquement, en particulier dans les zones éloignées des capitales, érigent souvent des postes de contrôle informels, insuffisamment outillés et vulnérables à la corruption, rendant toute tentative de régulation normativement ambitieuse pratiquement inopérante.

Cette porosité institutionnelle se traduit par des corridors non officiels qui traversent des territoires à la juridiction floue, au sein desquels s'implantent des acteurs illégitimes exploitant les failles du système[18]. Les conséquences en termes de circulation des armes sont multiples : d'une part, les cargaisons d'armements traversent ces frontières sans être soumises à des inspections systématiques, et d'autre part, la multiplicité des points de passage rend inefficace toute réponse

[14] KRAUSE K et MASLEN A J, opcit , p. 66.
[15] BERMAN E G et SAMS K E, *Peace Operations and the Challenge of Iraq and Afghanistan,* Washington DC, United States Institute of Peace Press, 2012, p. 98.
[16] HOLTOM P et STEED I M, *op.cit*, p. 94. Le manque de capteurs technologiques, de postes de douane interconnectés et de voies de communication praticables pour les FACA crée de vastes zones de non-droit. En RCA, ce vide matériel empêche toute détection des infiltrations. Les aérodromes de fortune et les pistes de brousse deviennent des portes ouvertes pour l'importation d'armes légères et l'exportation illicite de ressources précieuses comme l'or et les diamants.
[17] CLAPHAM C, *op.cit*, p. 87.
[18] KRAUSE K et MASLEN A J, opcit , p. 67.

centralisée de la part des forces de sécurité[19]. Ainsi, les groupes armés opérant en RCA bénéficient de chaînes d'approvisionnement flexibles et adaptables, capables de contourner les rares barrages réglementaires par des itinéraires secondaires ou des complicités locales[20]. À cela s'ajoute le fait que, dans un contexte de faiblesse étatique, il n'existe pas de système intégré d'échange d'informations entre les pays frontaliers, ce qui entrave toute coordination transfrontalière en matière de contrôle des flux d'armes.

Sur le plan opérationnel, ces lacunes favorisent la dissémination rapide des armes à feu et des munitions, réduisant l'efficacité des politiques nationales de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) et compromettant les initiatives locales de paix. La circulation incontrôlée d'armes légères et de petit calibre alimente ainsi un cercle vicieux d'insécurité, où les violences intercommunautaires et les affrontements armés trouvent des ressources matérielles quasi inépuisables[21]. Ce constat souligne l'urgence de renforcer les capacités de contrôle aux frontières, non seulement par des moyens techniques mais aussi par des cadres institutionnels de coopération régionale qui puissent pallier la fragmentation actuelle des efforts de surveillance.

2- Typologie des armes et matériels transférés en RCA

L'analyse de la typologie des armes et matériels transférés vers la RCA révèle une prédominance d'armes légères et de petit calibre, telles que les pistolets, fusils d'assaut et mitraillettes, ainsi que des munitions adaptées aux dynamiques des conflits intra-étatiques[22]. Ces catégories d'armements se distinguent par leur facilité de transport, leur disponibilité sur les marchés régionaux et la relative simplicité de leur acquisition illicite, facilitant leur circulation au-delà des frontières étatiques[23]. S'ajoutent à ces armes des matériels connexes accessoires, pièces de rechange et explosifs artisanaux qui renforcent la capacité offensive des groupes armés non étatiques et compromettent la sécurité des civils[24]. Cet axe d'analyse propose de classer ces armements selon leur nature, leur provenance et leur usage, afin de mieux cerner les enjeux sécuritaires spécifiques à la RCA.

Dans les conflits contemporains, et singulièrement en RCA, les armes légères et de petit calibre (ALPC) constituent l'armement de prédilection des groupes armés non étatiques du fait de leur faible coût, de leur maintenance réduite et de leur aptitude à être dissimulées au sein de flux

[19] BEVAN J, *op.cit*, p. 141.
[20] BERMAN E G et SAMS K E, *op.cit*, p. 102.
[21] MESSIANT C, *op.cit* , p. 67.
[22] KRAUSE K et MASLEN A J, *op.cit* , p. 72.
[23] HOLTOM P et STEED I M, *op.cit*, p. 95.
[24] COUSENS E M et KUMAR C, *Peacebuilding as Politics : Cultivating Peace in Fragile Societies, op.cit*, p.149.

logistiques informels[25]. Ces systèmes d'armes incluent notamment des pistolets, des fusils d'assaut de type AK-47, des mitraillettes, ainsi que des lance-grenades portatifs, qui offrent une puissance de feu adaptée aux tactiques de harcèlement et de contrôle territorial employées par ces factions[26]. La facilité relative d'acquisition de ces armements sur les marchés informels régionaux, combinée à l'absence de régulation efficace aux frontières, alimente une circulation extensive des ALPC, renforçant la capacité des groupes armés à perpétuer des cycles de violence.

Les munitions associées à ces armes jouent un rôle tout aussi déterminant dans l'intensité du conflit. Leur standardisation facilite leur utilisation inter-armes, mais leur disponibilité anarchique accroît proportionnellement les risques d'utilisation abusive et non discriminée contre les populations civiles[27]. Dans plusieurs zones d'opération en RCA, les munitions à haute pénétration ou à fragmentation ont été documentées comme facteurs aggravants des pertes civiles et des dommages matériels collatéraux, dépassant souvent le cadre strict des affrontements armés entre factions opposées[28]. Par ailleurs, les explosifs improvisés et les charges artisanales bien que ne relevant pas strictement de la catégorie des ALPC sont fréquemment assemblés à partir de composants dérivés des munitions ou d'explosifs militaires détournés, augmentant la létalité des embuscades et des attaques asymétriques contre les forces régulières et les civils.

L'utilisation stratégique de ces catégories d'armement par les groupes armés ne se limite pas à des considérations purement tactiques ; elle répond également à des logiques de domination territoriale et de contrôle des ressources. Dans les zones minières ou forestières de la RCA, la possession d'ALPC confère un avantage opérationnel significatif, permettant à une faction de contrôler des axes économiques informels et des sites d'extraction lucrative, souvent au détriment de l'autorité étatique[29]. Cette dynamique structurelle s'inscrit dans un modèle d'économie de guerre, où les armements légers, les munitions et les dispositifs explosifs jouent un rôle central dans la reproduction des réseaux de pouvoir informels et dans la perpétuation de l'instabilité.

La disponibilité prolongée des ALPC et des munitions aux mains des groupes armés non étatiques contredit les efforts de DDR et complique substantiellement les opérations de maintien de la paix. La persistance de ces armements dans l'environnement post-conflit immédiat constitue un facteur de risque majeur pour toute perspective de stabilisation durable, amplifiant l'urgence

[25] KRAUSE K et MASLEN A J, *op.cit* , p. 74.
[26] HOLTOM P et STEED I M, *op.cit*, p. 98.
[27] COOK N et al, *Small Arms Survey 2018,* Geneva, Small Arms Survey, 2018, pp. 230-231.
[28] BEVAN J, *op.cit*, p. 146.
[29] CLAPHAM C, *op.cit*, p. 83.

d'actions concertées en matière de contrôle des flux, de collecte des armes excédentaires et de renforcement des cadres juridiques internationaux et régionaux.

La prolifération des armes légères et de petit calibre dans le tissu social de la RCA a profondément transformé la nature et l'intensité de la violence armée, en conférant aux groupes armés non étatiques une capacité de nuisance accrue qui dépasse les seuls affrontements militaires classiques[30]. Dans ce contexte, la disponibilité généralisée d'armements favorise des stratégies de domination territoriale et de prédation, où les acteurs armés utilisent la menace ou l'emploi effectif de la force pour intimider, contraindre et exploiter des populations civiles dépourvues de moyens de protection adéquats[31]. Ces configurations exacerbent les dynamiques de conflit, rendant plus fréquentes et plus sanglantes les escarmouches entre factions rivales, et réduisent la marge de manœuvre des autorités étatiques déjà fragilisées dans leurs fonctions régaliennes.

L'impact de ces logiques sur les conflits intercommunautaires est particulièrement frappant. Dans un contexte de fragilité structurelle, où les identités ethniques et religieuses sont mobilisées à des fins politiques et stratégiques, l'accès facilité aux armes a transformé des tensions sociales préexistantes en affrontements armés ouverts[32]. La possession d'armes devient ainsi un marqueur de puissance relative entre groupes et contribue à la militarisation des rapports sociaux, ce qui a pour conséquence d'institutionnaliser la violence comme mode de régulation des différends[33]. Des études de terrain ont montré que des disputes locales initialement de nature foncière ou pastorale se convertissent rapidement en cycles de vengeance armée, amplifiées par la disponibilité d'armes et de munitions.

Ces dynamiques ont pour corollaire une vulnérabilité accrue des populations civiles, qui se trouvent prises en étau entre des forces étatiques souvent absentes ou inefficaces, et des milices dotées d'une puissance de feu supérieure. Le tissu social devient non seulement une zone de non-droit où les civils sont exposés à des violences directes (meurtres, enlèvements, extorsions) mais aussi à des formes plus insidieuses de coercition qui restreignent l'accès à l'eau, à la nourriture et aux soins de santé[34]. Ces formes de violence structurelle s'inscrivent dans une logique d'insécurité chronique qui entrave les déplacements, fragilise les moyens d'existence et compromet toute reconstruction communautaire.

[30] KRAUSE K et MASLEN A J, *op.cit* , p. 77.
[31] HOLTOM P et STEED I M, *op.cit*, p. 103.
[32] CLAPHAM C, *op.cit*, p. 90.
[33] MESSIANT C, *op.cit* , p. 74.
[34] BEVAN J, *op.cit*, p. 151.

La vulnérabilité des civils se manifeste également par l'augmentation des violations des droits humains, souvent perpétrées en toute impunité, ce qui alimente un cycle de traumatisme collectif et de défiance à l'égard des institutions publiques[35]. Enfin de compte, l'omniprésence des armes au sein des communautés aggrave l'impact des catastrophes naturelles et des crises sanitaires, car la réponse humanitaire se voit complexifiée par l'insécurité ambiante, limitant l'accès aux zones les plus touchées et augmentant les risques pour les travailleurs humanitaires.

B- Les conséquences des transferts illicites sur le plan humanitaire et sécuritaire

Les transferts illicites d'armes vers la RCA aggravent de manière significative la crise humanitaire en intensifiant les violences, exacerbant les déplacements forcés et détériorant l'accès aux services de base pour les populations civiles déjà fragilisées par des décennies de conflits[36]. L'omniprésence de ces armements dans les zones de conflit alimente une insécurité persistante qui entrave les efforts de réponse humanitaire, compromet la protection des droits humains et accroît la mortalité indirecte liée à la rupture des systèmes sociaux[37]. Parallèlement, l'insécurité structurée par ces flux illicites porte un effet corrosif sur la stabilité étatique et la confiance envers les institutions, fragilisant davantage les mécanismes de gouvernance et de paix[38]. Ce segment analytique examine ces impacts humanitaires et sécuritaires, en articulant les dimensions sociales, institutionnelles et normatives de ces conséquences.

La réflexion se déploiera en deux axes étroitement articulés, intégrant les effets sur la protection des civils et les violations du droit international humanitaire (1), et les répercussions sur la stabilité régionale ainsi que sur la sécurité transfrontalière (2).

1- Effets sur la protection des civils et les violations du DIH

En RCA, les transferts illicites d'armes multiplient les attaques indiscriminées contre les civils, violant gravement le DIH[39]. Ces flux illicites contribuent à l'érosion des principes fondamentaux du DIH, notamment la distinction et la proportionnalité, en facilitant des tactiques de violence qui rendent les civils particulièrement vulnérables[40]. Par ailleurs, l'usage généralisé d'armes non régulées entrave les efforts de mise en place d'un environnement sécurisé et de protection effective des personnes hors de combat[41]. Ce champ d'étude explore ces conséquences

[35] PEROUSE DE MONTCLOS M A, *op.cit*, pp.135-136.
[36] BEVAN J, *op.cit*, p.158.
[37] COUSENS E M et BARTLES C K, *From the Mountains to the Stage : The Challenge of Whole-of-Society Coordination in Peace Operations,* New York, United Nations University Press, 2013, p. 124.
[38] MESSIANT C, *op.cit* , p. 80.
[39] BEVAN J, *op.cit*, p.159.
[40] COUSENS E M et BARTLES C K, *From the Mountains to the Stage : The Challenge of Whole-of-Society Coordination in Peace Operations*, *op.cit*, p.123.
[41] COOK N et al, *op.cit*, p. 240.

humanitaires et juridiques, en articulant les incidences des transferts illicites sur le respect et l'effectivité des normes du DIH en RCA.

L'impact des transferts illicites d'armes sur les droits fondamentaux en RCA se manifeste de manière aiguë à travers une série d'atteintes graves qui entravent la jouissance même des droits élémentaires des populations civiles. L'armement non contrôlé alimente des pratiques de violence qui remettent en cause la protection due aux personnes non combattantes, inscrite aux fondements du DIH, et favorise des actes de violence indiscriminée contraires au principe de distinction[42]. Ainsi, la prolifération d'armes légères et de petit calibre facilite des attaques dirigées contre des populations civiles désarmées, augmentant les risques d'homicides, de déplacements forcés et de privations de moyens d'existence.

Ces violations se traduisent également par des atteintes structurelles aux droits fondamentaux tels que le droit à la vie, à la sécurité de la personne, et à l'intégrité physique. L'absence de régulation des flux d'armement contribue à la multiplication d'attaques armées perpétrées par des groupes non étatiques, qui se sentent renforcés par l'accès à des armements non homologués et non tracés[43]. Dans de nombreux cas documentés, ces groupes ont ciblé des villages entiers, des marchés et des convois humanitaires, utilisant des armes illicites sans distinction entre combattants et civils, ce qui constitue une violation manifeste des obligations fondamentales du DIH.

L'ampleur de ces violations est telle qu'elle entrave également l'exercice des droits économiques et sociaux, notamment l'accès à la santé, à l'éducation et à la liberté de mouvement, car les communautés affectées craignent les zones de violence et voient leurs moyens de subsistance détruits. La dynamique de peur et de précarité qui s'installe est en soi une forme d'atteinte aux droits humains, puisqu'elle porte atteinte à la dignité et au bien-être des populations.

Sur le plan normatif, le DIH impose des obligations claires aux parties au conflit en matière de protection des civils, et ces obligations sont renforcées par les instruments relatifs au contrôle des armes légères et de petit calibre. Toutefois, l'application effective de ces normes en RCA est entravée par la circulation incontrôlée des armements illicites et l'absence de structures nationales robustes pour faire respecter ces règles. Cette lacune structurelle favorise un environnement juridique fragmenté dans lequel les violations des droits fondamentaux perdurent sans sanction.

L'examen des cas documentés confirme que les transferts illicites d'armes ont non seulement un effet multiplicateur sur la violence armée, mais qu'ils constituent également un

[42] BEVAN J, *op.cit*, p.160.
[43] COOK N et al, *op.cit*, p. 242.

vecteur direct de violations du DIH et des droits humains. Face à ce constat, il est essentiel de renforcer non seulement les normes internationales de prévention des flux illicites, mais aussi les capacités institutionnelles nationales et régionales de mise en œuvre et de contrôle, afin de garantir une meilleure protection des droits fondamentaux des populations centrafricaines.

L'incidence directe des transferts illicites d'armes se manifeste de façon tragique dans plusieurs incidents récents en RCA, où la prolifération d'armements non contrôlés a alimenté des attaques meurtrières contre les populations civiles et détérioré davantage la sécurité. Parmi ces épisodes, « le massacre de Nzakoundou (Préfecture de la Lim-Pendé, ex-Ouham-Pendé), survenu en décembre 2023, illustre comment des groupes armés lourdement armés peuvent frapper un village entier »[44]. Ce type d'attaque met en évidence l'accès continu de ces groupes à des armes et munitions illicites qui renforcent leur capacité matérielle à perpétrer des violences massives et ciblées.

Un autre exemple significatif est l'attaque du marché de Baoro sur l'axe Carnot en 2025, au cours de laquelle des affrontements entre groupes armés et forces gouvernementales ont causé plusieurs décès, y compris parmi les civils et un soldat des Forces armées centrafricaines (FACA), soulignant l'instabilité persistante des zones rurales et l'impact des armes en circulation non régulée sur la vie quotidienne des communautés[45]. La récurrence de ces affrontements sur des axes commerciaux ou de transit fait apparaître que les armes circulant illicitement dans les circuits transfrontaliers contribuent à transformer des espaces civils en théâtres d'affrontements armés.

Par ailleurs, le massacre de Chimbolo, survenu en mars 2023 près de Ouaka, où des ouvriers civils ont été abattus sur un site d'exploitation minière, montre comment des zones économiques deviennent également des cibles de violence armée facilitée par la disponibilité d'armes illicites dans un contexte de compétition accrue pour les ressources locales[46].

---

[44] L'attaque s'est déroulée à l'aube du 21 décembre 2023. Le bilan consolidé par la MINUSCA et les ONG fait état de 23 civils tués et de l'incendie de 95 % des habitations. L'agression est officiellement attribuée aux éléments du groupe armé 3R (Retour, Réclamation et Réhabilitation). Le village de Nzakoundou se situe à environ 60 kilomètres de la frontière tchadienne. Le mouvement 3R a exploité ce corridor pour introduire des munitions neuves de calibre 7,62 mm, démontrant que la porosité de cette section frontalière alimente directement la capacité de feu asymétrique des milices.

[45] Rapports du Groupe d'experts du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la RCA (2025/2026). Les tifs meurtriers au marché hebdomadaire ont éclaté le 1er mars 2025. Les affrontements directs entre les FACA et des éléments armés résiduels ont causé 4 décès, dont 3 civils et 1 soldat des FACA. Cet axe est un tronçon d'approvisionnement minier et commercial névralgique. La persistance d'armes légères de contrebande, circulant par des pistes de brousse reliées à la frontière camerounaise, a transformé des actes de banditisme routier (coupeurs de route) en une capacité de confrontation militaire ouverte contre les forces régulières.

[46] L'assassinat ciblé de neuf ouvriers de nationalité chinoise s'est produit le 19 mars 2023 sur le site minier de de Chimbolo. Cet événement est l'archétype des dérives liées à l'économie de guerre locale. L'utilisation de fusils d'assaut non tracés confirme que les circuits informels transfrontaliers fluviaux approvisionnent les factions locales en armes

Outre ces tragédies spécifiques, d'autres violences documentées dans des villes frontalières comme Zémio au Haut-Mbomou en 2025 montrent que les populations civiles sont souvent exposées à des combats intenses impliquant armes légères d'origine illicite, contraignant des milliers de personnes à fuir leurs foyers et à vivre dans des conditions humanitaires extrêmement précaires[47]. Ces dynamiques montrent que la circulation incontrôlée d'armements ne se limite pas à des actes ponctuels mais alimente une insécurité structurelle, aggravant la vulnérabilité des civils et compromettant toute perspective de stabilisation durable. Dans ce contexte, la difficulté des autorités nationales à réguler ces flux malgré les pressions normatives internationales demeure l'un des principaux facteurs expliquant la récurrence des incidents violents en RCA.

L'examen de ces cas récents permet ainsi de mesurer l'impact direct et concret des transferts illicites sur la sécurité des populations, en montrant que ces flux armés alimentent des cycles de violence, minent les efforts de paix et augmentent significativement les risques d'atteintes graves aux droits humains, même dans des zones qui ne sont pas des fronts de combat traditionnel.

2- Répercussions sur la stabilité régionale et la sécurité transfrontalière

Les transferts illicites d'armes vers la RCA exercent des effets déstabilisateurs au-delà des frontières nationales, aggravant l'insécurité régionale et favorisant la prolifération de conflits armés dans les pays limitrophes[48]. Ces flux armés contribuent à l'émergence de zones grises transfrontalières, où les groupes armés exploitent la failles douanières territoriales pour étendre leurs activités criminelles et militaires[49]. L'instabilité générée par ces transferts fragilise les efforts régionaux de paix et de sécurité, tout en compliquant la coordination entre États et organismes internationaux chargés du contrôle des armes[50]. Cette charnière analytique examine les répercussions sur la stabilité régionale et la sécurité transfrontalière, en articulant les dimensions militaires, politiques et humanitaires.

légères et de petit calibre (ALPC). En retour, ces armes servent à sécuriser les sites d'extraction minière artisanale pour autofinancer de nouveaux cycles de trafic.

[47]Rapports du Groupe d'experts du Conseil de sécurité des Nations nies sur la RCA (2025/2026). Les tensions armées chroniques impliquant la milice d'autodéfense *Azandé Ani Kpi Gbé*, les FACA et d'autres acteurs de sécurité se sont intensifiées tout au long des années 2025 et 2026. Ces violences ont forcé des milliers de civils à s'enfuir, notamment vers la République démocratique du Congo (RDC) Située à la frontière immédiate avec la RDC, Zémio souffre d'une porosité fluviale critique. L'absence totale de postes de douane intégrés sur les rives permet le transit fluide de composants d'armes et de cartouches militaires légères, facilitant la militarisation rapide des structures d'autodéfense communautaire face à la faiblesse de l'autorité étatique..

[48] KRAUSE K et MASLEN A J, *op.cit* , p. 78.

[49] HOLTOM P et STEED I M, *op.cit*, p. 106.

[50] PEROUSE DE MONTCLOS M A, *op.cit*, p.138.

La circulation illicite d'armes issues des flux transfrontaliers en RCA constitue un facteur clé dans la propagation des conflits vers les États voisins, en particulier le Tchad, le Soudan du Sud, le Cameroun et la République démocratique du Congo[51]. Ces transferts alimentent non seulement la capacité opérationnelle des groupes armés locaux, mais aussi ils favorisent également la formation de réseaux criminels et paramilitaires qui exploitent les frontières poreuses pour étendre leurs zones d'influence et intensifier les confrontations armées[52]. La facilité d'accès à des armes légères et de petit calibre permet aux factions de se mobiliser rapidement et de s'engager dans des opérations offensives, transformant des tensions locales en conflits armés transfrontaliers.

Les interactions entre flux illicites et conflits régionaux sont visibles dans plusieurs zones frontalières où les groupes armés centrafricains trouvent refuge ou établissent des bases temporaires pour contrôler des routes commerciales et des axes de contrebande[53]. Par exemple, la circulation d'armes provenant du nord de la RCA vers le sud du Tchad a été documentée comme un catalyseur de raids intercommunautaires et d'attaques contre des postes de sécurité, entraînant une augmentation des incidents violents et la perturbation des activités économiques[54]. Ce phénomène démontre que la prolifération des armes ne reste pas confinée aux territoires centrafricains mais se diffuse, exacerbant l'instabilité régionale et compromettant la sécurité collective.

Les zones grises transfrontalières et l'absence de mécanismes de contrôle efficaces aggravent ces effets, rendant les États voisins vulnérables à l'infiltration de milices armées et à la circulation d'armes non déclarées. Les rapports de la Small Arms Survey indiquent que les armes illicites circulant en RCA constituent jusqu'à 40 % du volume total d'armements saisis dans les zones frontalières du Cameroun et du Tchad, illustrant ainsi le lien direct entre les transferts illicites et l'escalade des conflits régionaux[55]. Ces flux contribuent à la militarisation de communautés frontalières, renforcent les alliances opportunistes entre groupes armés et compliquent la mise en œuvre de missions de maintien de la paix, telles que celles conduites par la MINUSCA et les forces régionales. Cette réalité illustre la nécessité de renforcer la coopération régionale en matière de contrôle des armes, de surveillance des frontières et de mécanismes de prévention des conflits, afin d'atténuer les risques de contagion sécuritaire et de stabiliser l'ensemble de la sous-région.

[51] KRAUSE K et MASLEN A J, opcit , p. 80.
[52] HOLTOM P et STEED I M, *op.cit*, p. 109.
[53] COUSENS E M et BARTLES C K, *From the Mountains to the Stage : The Challenge of Whole-of-Society Coordination in Peace Operations*, *op.cit*, p. 127.
[54] COOK N et al, *op.cit*, p. 249.
[55] United Nations Office for Disarmament Affairs (UNODA), *Report on Illicit Arms Flows in Central Africa* New York UNODA, 2019, p. 52.

En effet, les transferts illicites d'armes vers la RCA constituent un défi majeur pour les missions internationales de maintien de la paix ainsi que pour les stratégies régionales visant à stabiliser la sous-région[56]. La prolifération d'armements non régulés alimente l'intensification des conflits armés, multiplie les zones d'insécurité et limite la capacité des forces de maintien de la paix, telles que la MINUSCA, à assurer la protection des civils[57]. Les missions internationales se trouvent ainsi confrontées à des groupes armés souvent mieux équipés que les contingents déployés, rendant la dissuasion et le contrôle du terrain plus complexes et augmentant le risque de pertes humaines parmi le personnel civil et militaire.

Ces défis sont accentués par l'inaction ou la carence de la surveillance frontalière et la mobilité des groupes armés transfrontaliers, qui exploitent les corridors illégaux pour renouveler leurs stocks d'armes et échapper aux patrouilles et dispositifs de contrôle mis en place par les États voisins[58]. L'efficacité des opérations de désarmement, de DDR est ainsi compromise, car les acteurs non étatiques peuvent reconstituer leurs capacités de combat à partir des armes circulant illicitement, contrecarrant les efforts de stabilisation[59]. Par ailleurs, la coordination entre les missions internationales, les forces régionales et les autorités nationales reste entravée par des contraintes logistiques, des lacunes en matière de renseignement et des divergences politiques sur la conduite des opérations militaires et humanitaires.

Sur le plan régional, les stratégies de maintien de la paix mises en œuvre par la Communauté économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) et l'Union africaine sont confrontées à des contraintes similaires, puisque les États voisins de la RCA doivent gérer simultanément les flux d'armes illicites, les mouvements de populations déplacées et l'instabilité dans leurs propres territoires[60]. Ces défis amplifient le risque d'extension des conflits et de militarisation de zones frontalières, rendant les interventions régionales coûteuses, complexes et parfois inefficaces[61]. L'absence de mécanismes robustes de surveillance et de sanctions pour les transferts illicites contribue à un environnement sécuritaire où la violence persiste malgré les efforts diplomatiques et militaires, sapant la crédibilité et l'impact des missions internationales.

Face à ces contraintes, la mise en œuvre de stratégies intégrées combinant contrôle des armes, coopération transfrontalière et renforcement des capacités locales apparaît comme

[56] BERMAN E G et SAMS K E, *op.cit*, p. 108.
[57] COUSENS E M et BARTLES C K, *From the Mountains to the Stage : The Challenge of Whole-of-Society Coordination in Peace Operations*, *op.cit*, p.126.
[58] COOK N et al, *op.cit*, p. 251.
[59] HOLTOM P et STEED I M, *op.cit*, p. 110.
[60] MESSIANT C, *op.cit* , p. 82.
[61] KRAUSE K et MASLEN A J, *op.cit* , p. 85.

indispensable pour améliorer l'efficacité des missions de maintien de la paix[62]. La coopération internationale, incluant le partage d'informations, l'assistance technique et le soutien aux programmes de désarmement et de sécurisation des frontières, représente un levier essentiel pour contenir l'impact des transferts illicites et promouvoir une stabilisation durable de la RCA et de la sous-région.

II- LES OBLIGATIONS DE PREVENTION ET LA REGULATION DES TRANSFERTS D'ARMES EN RCA

Face à l'ampleur des transferts illicites d'armes et à leurs conséquences humanitaires et sécuritaires, la RCA se trouve confrontée à la nécessité impérative de prévenir la prolifération armée et de mettre en œuvre une régulation efficace des flux transfrontaliers[63]. Le cadre normatif international, comprenant notamment le Traité sur le commerce des armes et les conventions relatives aux armes légères, impose aux États des obligations claires en matière de contrôle, de surveillance et de sanction des transferts illicites[64]. L'Article 1 commun aux quatre Conventions de Genève de 1949 énonce que *«* Les Hautes Parties contractantes s'engagent à respecter et à faire respecter la présente Convention en toutes circonstances *»*[65]. La Cour internationale de Justice (CIJ), dans son arrêt *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua (1986)*, a établi que l'obligation de « faire respecter » le DIH interdit aux États de transférer des armes à des acteurs (étatiques ou non) s'il existe un risque prévisible que ces armements soient utilisés pour violer le DIH[66]. Cette règle s'impose aux États exportateurs (obligation de diligence raisonnable) et s'applique sur le terrain centrafricain à toutes les parties au conflit armé, incluant l'armée régulière et les groupes armés non étatiques, soumis au droit international coutumier.

La mise en œuvre de ces obligations demeure complexe en RCA en raison des lacunes institutionnelles, des pans entiers du territoire ou des zones frontalières échappant à la surveillance

[62] African Union Peace and Security Council, *Regional Strategies for Peace and Security in Central Africa,* Addis Ababa, AU Press, 2020, p. 47.
[63] BEVAN J, *op.cit*, p.166.
[64] L'Art 6 de ce Traité interdit formellement à un État d'autoriser un transfert d'armes s'il viole un embargo du Conseil de sécurité ou s'il sait, au moment de l'autorisation, que ces armes serviront à commettre un génocide, des crimes contre l'humanité ou des crimes de guerre. L'Art 7 oblige l'État exportateur à évaluer objectivement si le transfert d'armes risque de servir à commettre une violation grave du DIH ou du DIDH, ou à alimenter des violences basées sur le genre. Ces dispositions s'appliquent strictement aux États parties au traité. La RCA ayant ratifié ou signé des accords connexes, l'accent doit être mis sur l'obligation des pays d'Afrique Centrale de transposer ces évaluations dans leurs législations douanières nationales pour interdire le transit illicite.
[65] L'Art 1 commun aux quatre Conventions de Genève de 1949.
[66] CIJ, arrêt, *Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. États-Unis d'Amérique)*, fond, 27 juin 1986, *Recueil 1986*, p. 14, par. 220. Le paragraphe 220 de cet arrêt est celui qui traite spécifiquement de l'obligation de « faire respecter » les Conventions de Genève (article 1 commun) et de l'interdiction d'encourager les violations du DIH.

régalienne et de la présence de groupes armés[67]. Cette partie examine donc les dispositifs nationaux et internationaux visant à prévenir les transferts d'armes illicites, à renforcer la sécurité et à protéger les populations civiles, en articulant les dimensions juridiques, institutionnelles et pratiques de la régulation armée[68]. Elle s'intéresse également à l'efficacité des mécanismes régionaux et multilatéraux, ainsi qu'aux défis spécifiques rencontrés dans le contexte centrafricain[69]. Enfin, cette analyse permettra d'évaluer les stratégies susceptibles de concilier obligations internationales et réalités locales pour contenir l'insécurité et promouvoir la paix durable.

L'analyse s'organisera selon une approche bipartite, articulant le cadre juridique international et régional (A), et les stratégies de prévention ainsi que les perspectives d'amélioration (B).

A- Cadre juridique international et régional

Le cadre juridique international et régional relatif aux transferts d'armes illicites impose aux États des obligations de prévention et de contrôle strictes, visant à limiter la prolifération et l'usage illégal des armements[70]. Les instruments principaux, tels que le Traité sur le commerce des armes, le Programme d'action des Nations Unies sur les armes légères et les conventions régionales africaines, définissent les normes de régulation et les mécanismes de coopération transfrontalière[71]. En RCA, l'application de ces instruments rencontre des défis liés à la fragilité institutionnelle et à la perméabilité frontalière, nécessitant une articulation entre obligations internationales et dispositifs régionaux[72]. Cette unité discursive examine ainsi les fondements juridiques existants, en évaluant leur portée normative, leur mise en œuvre et leur efficacité dans le contexte centrafricain.

L'analyse se déclinera en deux volets complémentaires, couvrant les normes et conventions internationales applicables (1) et la régulation régionale ainsi que les obligations incombant aux États (2).

1- Normes et conventions internationales applicables

Les normes et conventions internationales constituent le socle juridique visant à réguler les transferts d'armes et à prévenir leur détournement à des fins illicites, garantissant ainsi la

[67] HOLTOM P et STEED I M, *op.cit*, p. 113.
[68] COUSENS E M et K BARTLES C, *From the Mountains to the Stage : The Challenge of Whole-of-Society Coordination in Peace Operations*, *op.cit*, p.130.
[69] COOK N et al, *op.cit*, p. 254.
[70] BEVAN J, *op.cit*, p. 171.
[71] KRAUSE K et MASLEN A J, *op.cit* , p. 89.
[72] HOLTOM P et STEED I M, *op.cit*, p. 114.

protection des populations civiles[73]. Parmi elles, le Traité sur le commerce des armes, les instruments relatifs aux armes légères et le Programme d'action des Nations Unies sur les armes légères établissent des obligations contraignantes pour les États, incluant le contrôle, la traçabilité et la coopération internationale[74]. Leur application en RCA revêt une importance stratégique pour contenir la prolifération d'armements illicites et renforcer la sécurité nationale et régionale[75]. Ce bloc thématique analyse ces instruments, en évaluant leur portée normative, leur mise en œuvre pratique et leur efficacité dans le contexte centrafricain.

Le DIH et les instruments internationaux de régulation des armes constituent un cadre essentiel pour limiter les effets destructeurs des conflits armés et prévenir la prolifération d'armements illicites[76]. Le DIH repose sur des principes fondamentaux tels que la distinction entre combattants et civils, la proportionnalité et la précaution, qui imposent aux parties au conflit des obligations strictes en matière de conduite des hostilités[77]. Dans ce cadre, la circulation incontrôlée d'armes légères et de petit calibre représente une menace directe, car elle favorise l'atteinte aux civils et le non-respect des normes humanitaires.

Parmi les instruments internationaux, le Traité sur le commerce des armes (TCA) adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2013 constitue une avancée majeure, en instaurant des obligations pour les États exportateurs de vérifier que les transferts ne contribuent pas à des violations du DIH ou à des crimes graves[78]. Le Programme d'action des Nations Unies sur les armes légères (PoA) complète ce dispositif en promouvant la traçabilité, le contrôle et la coopération internationale pour réduire la disponibilité d'armes illicites[79]. Ces instruments permettent de relier directement la régulation des transferts d'armes au respect des obligations humanitaires, en donnant aux États des standards précis pour évaluer et prévenir les risques liés à l'exportation, l'importation ou le transit d'armements.

L'analyse du cadre normatif met en évidence plusieurs défis spécifiques pour des pays comme la RCA. La fragilité des institutions étatiques, la vulnérabilité des limites territoriales et la présence de groupes armés transnationaux compliquent la mise en œuvre effective des obligations internationales[80]. Par ailleurs, l'absence d'un système robuste de suivi et de sanction pour les

[73] BEVAN J, *op.cit*, p.174.
[74] KRAUSE K et MASLEN A J, *op.cit* , p. 90.
[75] HOLTOM P et STEED I M, *op.cit*, p. 117.
[76] BEVAN J, *op.cit*, p.177.
[77] HENCKAERTS J-M et DOSWALD-BECK L, *Customary International Humanitarian Law,* Cambridge Cambridge University Press, 2005, p. 33.
[78] United Nations Office for Disarmament Affairs, *Treaty on the Arms Trade,* New York, UNODA, 2013, p. 5.
[79] COOK N et al, *op.cit*, p. 264.
[80] PEROUSE DE MONTCLOS M A, *op.cit*, p.150.

violations facilite le détournement des armes et leur circulation sur les marchés illicites, ce qui accentue l'insécurité et compromet la protection des civils[81]. Les rapports de la Small Arms Survey et des Nations Unies montrent que sans coordination entre acteurs nationaux et internationaux, les instruments normatifs restent partiellement appliqués, limitant leur impact sur la régulation réelle des flux armés.

En pratique, l'efficacité des normes et instruments internationaux dépend de la capacité des États à adopter une législation nationale cohérente, à renforcer la surveillance et la traçabilité des armements, et à coopérer avec les organisations régionales et les missions de maintien de la paix[82]. Cette articulation est indispensable pour prévenir la prolifération d'armes et limiter leur utilisation par des groupes armés non étatiques, tout en respectant les obligations humanitaires fondamentales. L'étude de ces instruments montre qu'une approche combinant obligations internationales, renforcement institutionnel et coopération régionale constitue le meilleur moyen de réduire l'impact destructeur des transferts illicites d'armes en RCA et dans la sous-région.

Le Conseil de sécurité des Nations Unies joue un rôle central dans la régulation des transferts d'armes vers des États en situation de conflit ou à risque de prolifération illicite, en adoptant des résolutions contraignantes à l'égard des États membres[83]. Ces résolutions, à l'instar de l'embargo sur les armes imposé dès 2013, et dont les restrictions ont été totalement levées en juillet 2024 pour les forces armées gouvernementales (Résolution 2745) tout en restant maintenues pour les groupes armés, visent à limiter l'accès des groupes armés à des armements pouvant aggraver l'insécurité et compromettre la protection des civils[84]. Elles établissent des obligations pour les États de suspendre les exportations et d'appliquer des mesures de contrôle strictes, incluant le suivi des transferts, la coopération régionale et la mise en œuvre de sanctions ciblées contre les individus et entités responsables de violations.

Singulièrement, le Traité sur le commerce des armes (TCA) impose aux États exportateurs une évaluation rigoureuse des risques que le transfert d'armes puisse contribuer à des violations

[81] MESSIANT C, *op.cit* , p. 85.
[82] COUSENS E M et BARTLES C K, *From the Mountains to the Stage : The Challenge of Whole-of-Society Coordination in Peace Operations*, *op.cit*, p.132.
[83] United Nations Security Council, *Resolution 2127 on the Central African Republic,* New York, 2013, p. 3. Adoptée sous le sceau du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, en vertu de l'Article 41. Cette résolution crée le régime d'embargo sur les armes en RCA instauré initialement par la Résolution 2127 (2013). Ce texte impose l'obligation d'empêcher la fourniture, la vente ou le transfert directs ou indirects d'armements et de matériels connexes à destination des groupes armés opérant sur le territoire centrafricain. Cet instrument s'applique de manière impérative à tous les États membres des Nations Unies (qui doivent surveiller leurs propres exportateurs et frontières), ainsi qu'aux individus et entités visés par des sanctions ciblées (comités de sanctions).
[84] BEVAN J, *op.cit*, p.180.

du droit international humanitaire, à des crimes graves ou à la prolifération d'armements illicites[85]. En effet, le TCA établit des standards internationaux de diligence raisonnable, obligeant les États à refuser ou à suspendre un transfert lorsqu'il existe un risque substantiel que l'armement soit utilisé à des fins illégales[86]. Les protocoles connexes au TCA et aux conventions sur les armes légères, tels que le Protocole de l'ONU contre la prolifération illicite des armes légères et de petit calibre, renforcent le cadre normatif en définissant des mécanismes de contrôle, de traçabilité et de coopération technique entre États.

Cependant, la portée de ces instruments rencontre plusieurs limites pratiques. La mise en œuvre des résolutions du Conseil de sécurité dépend fortement de la volonté politique et de la capacité institutionnelle des États concernés, et leur efficacité peut être compromise par des contrôles frontaliers faibles, des réseaux de contrebande sophistiqués et la précarité des lignes frontalières dans la région centrafricaine[87]. De même, le TCA repose sur la ratification et l'application nationale des États parties. Or, certains pays, notamment dans la sous-région, ne disposent pas encore de dispositifs législatifs et administratifs suffisants pour assurer la diligence requise[88]. Les rapports de la Small Arms Survey et de l'ONU indiquent que malgré l'existence de normes robustes, les transferts illicites persistent, alimentant les conflits et limitant l'impact des instruments internationaux sur la sécurité régionale.

En pratique, ces instruments présentent également des limites liées à leur nature juridique et à leur mécanisme de mise en œuvre : les résolutions du Conseil de sécurité sont contraignantes, mais dépendent de la surveillance et de l'exécution par les États membres, tandis que le TCA, en tant que Traité multilatéral, nécessite une coopération volontaire et des ressources techniques que tous les pays n'ont pas[89]. De plus, l'absence d'un suivi rigoureux et d'un système de sanctions universel permet aux acteurs illicites de contourner les restrictions, limitant l'efficacité globale des mesures de régulation[90]. Ainsi, malgré leur portée normative et leur rôle stratégique dans la prévention des transferts illicites, ces instruments montrent que la régulation des armes en RCA et dans la sous-région reste un défi majeur nécessitant la combinaison de contrôles étatiques, coopération régionale et engagement international renforcé.

[85] United Nations Office for Disarmament Affairs, *Treaty on the Arms Trade,* New York, UNODA, 2013, p. 12.
[86] KRAUSE K et MASLEN A J, *op.cit* , p. 95.
[87] HOLTOM P et STEED I M, *op.cit*, p. 123.
[88] MESSIANT C, *op.cit* , p. 88.
[89] COUSENS E M et BARTLES C K, *From the Mountains to the Stage : The Challenge of Whole-of-Society Coordination in Peace Operations*, *op.cit*, p. 137.
[90] BERMAN E G et SAMS K E, *op.cit*, p. 120.

2- Régulation régionale et obligations des États

La régulation régionale des transferts d'armes constitue un complément indispensable aux normes internationales, en encadrant la coopération entre États et en renforçant les mécanismes de prévention des transferts illicites en Afrique Centrale[91]. Les instruments tels que la Convention de la CEEAC sur le contrôle des armes légères et de petit calibre imposent aux États membres des obligations de traçabilité, de surveillance et de sanction des acteurs illégaux[92]. La mise en œuvre de ces mécanismes demeure cruciale pour la RCA, confrontée à la porosité de ses frontières et à la circulation continue d'armements par des groupes armés transnationaux[93]. La présente portion thématique analyse les obligations des États, la portée normative des instruments régionaux et les défis pratiques rencontrés dans l'application de ces règles.

La régulation des transferts d'armes en Afrique Centrale s'appuie sur un ensemble d'instruments régionaux et nationaux, qui visent à compléter les normes internationales et à renforcer la prévention des transferts illicites[94]. La CEEAC a adopté des conventions et protocoles visant spécifiquement le contrôle des armes légères et de petit calibre, imposant aux États membres des obligations de traçabilité, de surveillance des frontières et de sanction des acteurs impliqués dans le trafic illicite[95]. Ces instruments mettent l'accent sur la coopération transfrontalière, le partage d'informations et la mise en place de dispositifs de contrôle conjoints afin de réduire la circulation d'armes susceptibles d'alimenter les conflits armés dans la sous-région.

Au niveau national, la RCA a intégré ces normes dans sa législation interne à travers des textes spécifiques sur le contrôle des armes, la prévention de leur prolifération et la répression des circuits illicites[96]. La loi centrafricaine sur le contrôle des armes et munitions prévoit des mesures de traçabilité, d'enregistrement, d'autorisation préalable à l'acquisition et de sanctions pénales contre le commerce illégal.

Les rapports de la Small Arms Survey et des missions des Nations Unies soulignent que, malgré l'existence d'instruments régionaux robustes et de législations nationales, la mise en œuvre reste entravée par des facteurs structurels, notamment l'insécurité persistante, l'influence des groupes armés transfrontaliers et l'absence d'une coordination efficace entre les organes étatiques

[91] PEROUSE DE MONTCLOS M A, *op.cit*, p. 152. Cf. La Convention Convention de Kinshasa du 30 avril 2010 relative au contrôle des ALPC.
[92] HOLTOM P et STEED I M, *op.cit*, p. 125.
[93] MESSIANT C, *op.cit* , p. 91.
[94] PEROUSE DE MONTCLOS M A, *op.cit*, p. 156.
[95] HOLTOM P et STEED I M, *op.cit*, p.130.
[96] République Centrafricaine, *Loi n° 10.001 sur le contrôle des armes et munitions,* Bangui, Journal Officiel, 2010.

et régionaux[97]. L'efficacité de la régulation dépend donc non seulement de la qualité des instruments normatifs, mais également de la capacité des États à les appliquer concrètement, en assurant une coopération transfrontalière soutenue, un contrôle effectif des points d'entrée et des sanctions dissuasives[98]. Ainsi, la combinaison des instruments africains et centrafricains constitue une approche intégrée pour contenir les transferts illicites et réduire leur impact sur la sécurité nationale et régionale.

La mise en œuvre des devoirs de prévention et de contrôle des transferts d'armes repose sur le principe fondamental de la responsabilité étatique, reconnu tant dans le DIH que dans les instruments internationaux et régionaux de régulation[99]. Cette responsabilité implique que chaque État prenne toutes les mesures nécessaires pour prévenir la prolifération d'armements à usage illicite, contrôler les flux transfrontaliers et sanctionner les violations, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité, au Traité sur le commerce des armes et aux protocoles régionaux africains[100]. En RCA, l'application de ces principes est pourtant confrontée à de nombreuses difficultés structurelles et institutionnelles.

Parmi les principaux défis figurent la fragilité des institutions étatiques, la coordination entre les différents organes étatiques, les missions internationales et les mécanismes régionaux demeure souvent insuffisante, limitant l'efficacité des mesures de prévention et exposant la population civile à un risque accru de violence armée.

La responsabilité étatique ne se limite pas à l'adoption de lois ou à la signature d'instruments internationaux ; elle implique également un engagement concret dans l'application de mesures de surveillance, de traçabilité et de sanctions effectives contre les acteurs impliqués dans le trafic illicite[101]. Les rapports de la Small Arms Survey et des Nations Unies soulignent que, dans le contexte centrafricain, les États peinent à combiner l'obligation de prévention avec les réalités sécuritaires et économiques, créant un fossé entre normes et pratique[102]. Ce déficit d'implémentation fragilise la crédibilité du cadre légal et encourage la persistance des transferts illicites, alimentant les conflits et compromettant la protection des civils.

Pour répondre à ces défis, il est indispensable de renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles, d'investir dans la formation des forces de sécurité et de mettre en place des

[97] United Nations Security Council, *Report on Illicit Arms Flows in Central Africa,* New York, 2019, p. 33.
[98] COUSENS E M et BARTLES C K, *From the Mountains to the Stage : The Challenge of Whole-of-Society Coordination in Peace Operations*, *op.cit*, p.136.
[99] HENCKAERTS J-M et DOSWALD-BECK L, *op.cit*, p. 32.
[100] BEVAN J, *op.cit*, p. 186.
[101] KRAUSE K et MASLEN A J, *opcit* , p. 100.
[102] United Nations Security Council, *Report on Illicit Arms Flows in Central Africa,* New York, 2019, p. 33.

mécanismes de coopération régionale et internationale plus efficaces[103]. L'État doit également assurer un suivi rigoureux de l'application des instruments normatifs et prévoir des sanctions dissuasives afin d'envoyer un signal fort aux acteurs illicites[104]. En combinant devoirs de prévention, contrôle actif et coopération régionale, la RCA pourrait améliorer significativement l'efficacité de la régulation des transferts d'armes et réduire leur impact sur la sécurité et la stabilité.

B- Stratégies de prévention et perspectives d'amélioration

Les stratégies de prévention des transferts illicites d'armes visent à renforcer la sécurité nationale et régionale tout en assurant le respect des obligations internationales et régionales[105]. Elles combinent des mesures de contrôle, de surveillance et de traçabilité, ainsi que des actions concertées avec les acteurs régionaux et les missions de maintien de la paix[106]. En RCA, l'efficacité de ces stratégies dépend de la capacité de l'État à articuler réglementation nationale, coopération régionale et appui international face à la prolifération armée[107]. La réflexion se structurera autour de deux axes complémentaires, articulant les approches opérationnelles et les dispositifs pratiques (1), et le renforcement juridique ainsi que les pistes prospectives (2).

1- Approches opérationnelles et dispositifs pratiques

Les approches opérationnelles visant à prévenir les transferts illicites d'armes combinent dispositifs pratiques, coordination institutionnelle et mesures de contrôle sur le terrain[108]. Elles incluent la surveillance des points d'entrée, le suivi des chaînes logistiques et la coopération entre forces de sécurité, autorités étatiques et acteurs régionaux[109]. En RCA, l'efficacité de ces dispositifs dépend de la capacité de l'État à renforcer ses institutions, à mobiliser des ressources adéquates et à intégrer les standards internationaux et régionaux[110].

La surveillance des frontières en RCA constitue un enjeu central dans la prévention des transferts illicites d'armes et dans la protection des populations civiles[111]. La RCA, en raison de sa porosité frontalière et de la présence de corridors transnationaux utilisés par les groupes armés, fait face à des difficultés structurelles pour contrôler les entrées et sorties d'armements[112]. Le suivi

[103] BERMAN E G et SAMS K E, *op.cit*, p. 123.
[104] PEROUSE DE MONTCLOS M A, *Sécurité et armements en Afrique Centrale,* Paris, L'Harmattan, 2020, p.50.
[105] BEVAN J, *op.cit*, p.192.
[106] HOLTOM P et STEED I M, *op.cit*, p. 137.
[107] PEROUSE DE MONTCLOS M A, *Conflits africains contemporains, op.cit*, p. 161.
[108] BEVAN J, *op.cit*, p.195.
[109] HOLTOM P et STEED I M, *op.cit*, p. 138.
[110] PEROUSE DE MONTCLOS M A, *Conflits africains contemporains, op.cit*, p. 164.
[111] *Ibid, op.cit*, p.166.
[112] HOLTOM P et STEED I M, *op.cit*, p. 145.

des flux armés repose sur la mise en place de dispositifs de contrôle aux points frontaliers stratégiques, sur la coordination entre les forces de sécurité nationales et sur l'emploi de technologies de traçabilité adaptées, telles que l'inventaire des armes et l'enregistrement des transferts légaux et suspects.

Le suivi des flux armés ne se limite pas aux frontières terrestres ; il inclut également les axes fluviaux et les pistes clandestines qui traversent les zones frontalières de la RCA avec le Tchad, le Soudan et le Cameroun[113]. Des inspections régulières, des patrouilles conjointes et l'échange d'informations entre services douaniers et forces de sécurité permettent d'identifier les acteurs impliqués dans le trafic, d'intercepter les cargaisons illicites et de réduire la circulation des armes dans les zones sensibles[114]. Cependant, la faiblesse des infrastructures et le manque de moyens logistiques limitent l'efficacité de ces opérations, tandis que la corruption et l'influence des réseaux transfrontaliers compliquent l'application stricte des mesures de contrôle.

La coopération transfrontalière apparaît donc comme un levier essentiel pour renforcer le contrôle et le suivi des flux. Des initiatives régionales, notamment sous l'égide de la CEEAC et de l'ONU, ont permis la mise en place de mécanismes de partage d'informations, de coordination des patrouilles et d'actions conjuguées contre les trafics d'armes[115]. Ces efforts visent à harmoniser les procédures, à renforcer la responsabilité des États riverains et à améliorer la réactivité face aux menaces émergentes[116]. Néanmoins, la durabilité de ces mécanismes dépend de la volonté politique des États, de la formation des agents de contrôle et de l'intégration de la coopération transfrontalière dans une stratégie nationale de sécurité cohérente.

Ainsi, le contrôle aux frontières, le suivi des flux et la coopération transfrontalière forment un ensemble indissociable de stratégies opérationnelles pour limiter la circulation d'armes illicites[117]. Leur efficacité repose sur la combinaison d'une régulation normative solide, d'institutions nationales renforcées et d'une collaboration régionale soutenue. L'expérience centrafricaine démontre que, malgré les progrès réalisés, des défis persistent, notamment en matière de ressources, de coordination et de suivi, soulignant la nécessité de renforcer les dispositifs pratiques et opérationnels pour assurer la prévention des transferts illicites et la sécurité régionale.

[113] MESSIANT C, *op.cit* , p. 99.
[114] BEVAN J, *op.cit*, p.198.
[115] United Nations Security Council, *Report on Illicit Arms Flows in Central Africa,* New York, 2019, p. 38.
[116] COUSENS E M et BARTLES C K, *From the Mountains to the Stage : The Challenge of Whole-of-Society Coordination in Peace Operations*, *op.cit*, p.142.
[117] PEROUSE DE MONTCLOS M A, *Sécurité et armements en Afrique Centrale, op.cit*, p. 55.

L'implication des acteurs internationaux constitue un pilier essentiel dans la prévention des transferts illicites d'armes et dans la régulation des conflits armés en RCA[118]. Le système des Nations Unies, à travers ses différentes agences et ses programmes, apporte un soutien technique, juridique et opérationnel aux autorités centrafricaines. La mission de maintien de la paix, la MINUSCA, joue un rôle stratégique dans la surveillance des flux armés, l'accompagnement des opérations de contrôle aux frontières et la protection des populations civiles[119]. Son mandat inclut la collecte et l'analyse d'informations sur les circuits d'approvisionnement illicite, la coordination avec les forces nationales et la facilitation de la coopération régionale entre États pour prévenir la prolifération d'armes.

La mission de la MINUSCA s'inscrit également dans une logique de renforcement institutionnel, en formant et en encadrant les forces locales dans la mise en œuvre des dispositifs de contrôle et de suivi des flux[120]. Elle participe à la mise en place de centres de coordination transfrontalière, d'unités spécialisées dans le renseignement sur les armes et d'outils de traçabilité pour suivre les mouvements suspects d'armements[121]. Ces actions contribuent non seulement à réduire l'accès des groupes armés à de nouvelles armes, mais aussi à améliorer la sécurité des populations civiles et à créer un cadre propice à la stabilisation du pays.

Parallèlement, les organisations non gouvernementales spécialisées apportent une contribution complémentaire en matière de plaidoyer, de surveillance indépendante et de programmes de démobilisation et de désarmement[122]. Des ONG telles que Small Arms Survey, Saferworld et Human Rights Watch documentent les transferts illicites, alertent la communauté internationale et proposent des recommandations pour renforcer la régulation et les mécanismes de prévention[123]. Leur rôle est crucial pour combler les lacunes des systèmes étatiques, pour mobiliser l'opinion publique internationale et pour promouvoir la responsabilité des acteurs impliqués dans le commerce illicite d'armes.

Cependant, l'efficacité de l'implication internationale reste limitée par plusieurs facteurs, dont la complexité des contextes locaux, les contraintes budgétaires et logistiques, ainsi que la nécessité de coordonner les multiples acteurs présents sur le terrain[124]. Les missions de l'ONU et

[118] PEROUSE DE MONTCLOS M A, *Conflits africains contemporains, op.cit*, p. 168.
[119] United Nations Security Council, *op.cit*, p. 38.
[120] COUSENS E M et BARTLES C K, *From the Mountains to the Stage : The Challenge of Whole-of-Society Coordination in Peace Operations*, *op.cit*, p.145.
[121] COOK N et al, *op.cit*, p. 292.
[122] HOLTOM P et STEED I M, *op.cit*, p. 147.
[123] Small Arms Survey, *Illicit Arms Flows and Regional Security,* Geneva Small Arms Survey, 2016, p. 55.
[124] BERMAN E G et SAMS K E, *op.cit*, p. 128.

les ONG doivent souvent composer avec des infrastructures fragiles, des conflits persistants et des acteurs non étatiques puissants, ce qui limite la portée de leurs interventions[125]. Malgré ces contraintes, l'engagement international constitue un levier incontournable pour la régulation des transferts d'armes et la prévention de leur utilisation à des fins illicites, en soutenant les autorités centrafricaines et en renforçant la stabilité régionale.

2- Renforcement juridique et pistes prospectives

Le renforcement juridique constitue un levier essentiel pour consolider la prévention des transferts illicites d'armes et assurer la sécurité en RCA[126]. Il implique l'harmonisation des législations nationales avec les instruments internationaux et régionaux, ainsi que le renforcement des mécanismes de sanction et de contrôle[127]. Cette section discursive explore les stratégies de consolidation juridique, les réformes nécessaires et les pistes prospectives pour améliorer l'efficacité des dispositifs de régulation et protéger durablement les populations civiles[128]. L'accent est mis sur la complémentarité entre normes, institutions et coopération régionale pour construire un cadre robuste et opérationnel.

Le renforcement du cadre normatif relatif aux transferts d'armes en RCA constitue une condition sine qua non pour limiter la prolifération illicite et ses impacts humanitaires et sécuritaires[129]. Bien que la RCA ait adopté des lois nationales encadrant la production, la détention et la circulation des armes légères et de petit calibre, ces textes demeurent insuffisants face à l'ampleur des circuits transfrontaliers et à la sophistication des réseaux criminels[130]. Une première mesure d'amélioration consiste à harmoniser les législations nationales avec les standards internationaux, notamment le Traité sur le commerce des armes (TCA) et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies, afin de créer des obligations contraignantes pour tous les acteurs impliqués[131]. Cette harmonisation doit inclure des dispositions claires sur l'autorisation préalable, la traçabilité et la responsabilité pénale des personnes physiques et morales participant aux transferts d'armes.

Au niveau régional, le renforcement du cadre juridique implique de consolider les instruments existants de la CEEAC, tout en élargissant leur portée normative et en introduisant des

[125] KRAUSE K et MASLEN A J, *op.cit* , p. 106.
[126] BEVAN J, *op.cit*, p. 203.
[127] PEROUSE DE MONTCLOS M A, *op.cit*, p. 59.
[128] HOLTOM P et STEED I M, *op.cit*, p. 150.
[129] PEROUSE DE MONTCLOS M A, *op.cit*, p. 57.
[130] BEVAN J, *op.cit*, p. 201.
[131] HOLTOM P et STEED I M, *op.cit*, p. 152.

mécanismes de contrôle contraignants et harmonisés [132]. Des protocoles supplémentaires pourraient prévoir des sanctions automatiques pour les États qui ne respectent pas les obligations de surveillance et de coopération transfrontalière, ainsi que des obligations de rapport périodique sur la mise en œuvre effective des mesures de contrôle. La création de tribunaux régionaux spécialisés ou de chambres *ad hoc* pour les infractions liées au trafic d'armes constitue également une piste envisageable, permettant de renforcer la crédibilité du système et de dissuader les acteurs illicites.

La mise en place de mécanismes contraignants de suivi et de contrôle constitue un complément essentiel à la réforme normative[133]. Ces mécanismes peuvent inclure la mise en réseau des forces de sécurité, l'utilisation de bases de données partagées sur les flux armés et la coordination renforcée entre les autorités douanières, judiciaires et militaires[134]. L'intégration d'outils technologiques, tels que la géolocalisation des cargaisons et le suivi des armes par codes d'identification, permet d'améliorer la traçabilité et de réduire les marges de manœuvre pour les trafiquants[135]. En outre, la formation continue des agents chargés de l'application des lois et la sensibilisation des populations locales contribuent à renforcer l'efficacité des mécanismes contraignants et à instaurer une culture de respect des normes.

Enfin, le succès de ces propositions repose sur la coopération entre acteurs nationaux, régionaux et internationaux[136]. Le soutien technique et financier des Nations Unies, des ONG spécialisées et des partenaires bilatéraux peut permettre de mettre en œuvre des réformes ambitieuses, d'assurer le suivi des mesures adoptées et de renforcer la responsabilité des États et des individus. L'amélioration du cadre normatif et l'instauration de mécanismes contraignants sont donc des leviers essentiels pour limiter la prolifération illicite d'armes en RCA, protéger les civils et contribuer à la stabilité régionale.

La prévention efficace des transferts illicites d'armes en RCA requiert une articulation cohérente entre le DIH, le DIDH et la gouvernance régionale, afin de réduire la prolifération d'armements et d'assurer la protection des populations civiles[137]. Le DIH, en encadrant l'usage des armes en situation de conflit, établit des obligations contraignantes pour les États et les acteurs armés non étatiques, en limitant la circulation des armements à des fins illicites et en protégeant

[132] MESSIANT C, *op.cit* , p. 103.
[133] United Nations Security Council*, op.cit*, p. 40.
[134] KRAUSE K et MASLEN A J, *op.cit* , p. 108.
[135] Human Rights Watch, *Arms Transfers and Humanitarian Impact in Central Africa,* New York, 2017, p. 25.
[136] COOK N et al, *op.cit*, p. 300.
[137] PEROUSE DE MONTCLOS M A, *op.cit*, p. 61.

les civils des violences[138]. L'article 35 du Protocole additionnel I aux Conventions de Genève *« 1. Dans tout conflit armé, le droit des Parties au conflit de choisir des méthodes ou moyens de guerre n'est pas illimité. 2. Il est interdit d'employer des armes, des projectiles et des matières ainsi que des méthodes de guerre de nature à causer des maux superflus ou des souffrances inutiles »*[139]. Cet article pose une limite absolue à la violence militaire. Les armements choisis ne doivent pas infliger des blessures plus graves que ce qui est strictement nécessaire pour mettre un combattant hors de combat (par exemple, les balles explosives ou empoisonnées sont interdites). Dans la même optique, l'article 51 du Protocole additionnel I de1977 interdit les attaques commises au moyen d'armes « qui ne peuvent pas être dirigées contre un objectif militaire déterminé » ou dont les effets « ne peuvent pas être limités », et qui sont par conséquent « de nature à frapper indistinctement des objectifs militaires et des personnes civiles »[140]. Sont prohibées les armes impossibles à cibler avec précision (comme les armes chimiques, biologiques ou certaines armes explosives lourdes en zones habitées), car elles tuent aveuglément les civils et les militaires.

À la différence du DIH qui s'applique uniquement en temps de guerre, le DIDH s'applique en tout temps. Ainsi, les normes relatives au DIDH complètent cette approche en imposant aux États l'obligation de garantir la sécurité de leurs citoyens, de prévenir les atteintes aux droits fondamentaux et de sanctionner les violations liées aux transferts d'armes. Si le DIDH lie traditionnellement et au premier chef les États souverains, l'évolution contemporaine du droit international tend à étendre le respect des droits humains fondamentaux aux groupes armés non étatiques qui exercent une autorité de fait sur un territoire.

Face à la prolifération et aux transferts d'armes, les organes de l'ONU ont établi que la diligence requise d'un État l'oblige à contrôler les armes pour éviter la violation des droits humains. L'Article 6, paragraphe 1 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) ratifié par la RCA stipule que *«* le droit à la vie est inhérent à la personne humaine. Ce droit doit être protégé par la loi »[141]. Dans son *Observation générale n° 36 (2018)*, le Comité des droits de l'homme de l'ONU précise que l'obligation de protéger le droit à la vie impose aux États de contrôler strictement le commerce, le transfert et la prolifération des armes à feu privées et illicites. Un manquement à cette obligation engage la responsabilité internationale de l'État pour « défaut de protection ». Bien que le DIDH ait pour débiteurs principaux les États souverains, son

[138] HENCKAERTS J-M et DOSWALD-BECK L, op.ct, p. 38. Le DIH interdit les armes qui frappent sans distinction ou qui causent des souffrances disproportionnées par rapport à l'avantage militaire recherché.
[139] L'art 35 (paragraphes 1 et 2) du Protocole additionnel I aux Conventions de Genève de 1977.
[140] L'article 51 (paragraphe 4) du Protocole additionnel I de 1977.
[141] L'Article 6, paragraphe 1 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP).

application s'étend aujourd'hui, dans le contexte centrafricain, aux obligations positives de l'État mais également au comportement des milices exerçant un contrôle territorial de fait. Dans le contexte centrafricain, l'État a l'obligation positive de sécuriser ses marchés intérieurs, tandis que les pays frontaliers violent le DIDH par omission s'ils tolèrent l'approvisionnement transfrontalier de milices criminelles depuis leur propre territoire.

L'articulation entre ces cadres juridiques internationaux et la gouvernance régionale constitue un levier essentiel pour une prévention durable[142]. Les organisations régionales, telles que la CEEAC et la CEDEAO, ont développé des mécanismes de coordination et de surveillance visant à harmoniser les législations nationales, faciliter l'échange d'informations et renforcer la coopération transfrontalière[143]. Ces instances offrent une plateforme stratégique pour intégrer les obligations de DIH et de DIDH dans des politiques opérationnelles et pour assurer le suivi des engagements des États[144]. En parallèle, les États doivent renforcer leurs institutions nationales, améliorer la transparence et l'efficacité de leurs dispositifs de contrôle, et former les forces de sécurité aux standards internationaux afin d'assurer une mise en œuvre concrète et cohérente.

Une prévention efficace passe également par l'intégration des approches humanitaires et sécuritaires dans les programmes régionaux de démobilisation, désarmement et réintégration, qui visent à réduire la disponibilité des armes sur le marché illégal et à reconstruire le tissu social affecté par les conflits[145]. L'implication des acteurs internationaux et des ONG spécialisées permet d'assurer le suivi, la documentation et l'évaluation des flux armés, tout en soutenant les États dans la mise en place de mécanismes de sanction et de contrôle adaptés aux réalités locales[146]. Ces initiatives contribuent à créer un cercle vertueux où le respect du DIH, la protection des droits humains et la coopération régionale renforcent mutuellement l'efficacité de la prévention.

Enfin, la perspective d'une prévention durable implique de concilier normes, gouvernance et capacités opérationnelles[147]. Les États centrafricains doivent articuler leurs politiques nationales avec les obligations internationales, bénéficier du soutien technique et financier des partenaires régionaux et internationaux, et intégrer les mécanismes de suivi et de responsabilité dans leurs stratégies nationales de sécurité[148]. Une telle approche intégrée favorise non seulement la réduction

[142] COOK N et al, *op.cit*, p. 303.
[143] CEDEAO, *Protocoles de sécurité régionale et contrôle des armes légères*.
[144] COUSENS E M et BARTLES C K, *From the Mountains to the Stage : The Challenge of Whole-of-Society Coordination in Peace Operations*, *op.cit*, p.150.
[145] United Nations Security Council, *op.cit*, p. 42.
[146] Human Rights Watch, *op.cit*, p. 28.
[147] KRAUSE K et MASLEN A J, *op.cit* , p. 110.
[148] PEROUSE DE MONTCLOS M A, *op.cit*, p. 172.

des transferts illicites d'armes, mais contribue également à la stabilité régionale, à la protection des civils et à la consolidation de la paix sur le long terme.

Conclusion

L'analyse des transferts illicites d'armes en RCA met en évidence l'ampleur des défis liés à la sécurité nationale et régionale ainsi qu'aux obligations internationales en matière de droit humanitaire[149]. Le défaut d'étanchéité des frontières, la multiplicité des acteurs armés et la faiblesse des dispositifs de contrôle créent un environnement propice à la circulation d'armes illégales, alimentant les conflits intercommunautaires et les violations des droits fondamentaux[150]. Les instruments juridiques internationaux et régionaux offrent un cadre normatif solide, mais leur application reste limitée par des lacunes institutionnelles et des contraintes opérationnelles, soulignant la nécessité de renforcer l'intégration entre normes, gouvernance et pratiques sur le terrain[151]. L'articulation entre le DIH, le DIDH et la coopération régionale constitue un levier stratégique pour prévenir la prolifération des armes et protéger les populations vulnérables.

Le renforcement des institutions nationales, l'amélioration de la traçabilité des flux armés et le suivi rigoureux des points d'entrée transfrontaliers sont essentiels pour limiter l'accès des acteurs illicites aux armes et pour garantir la responsabilité des États et des individus[152]. L'implication concertée des missions internationales, des organisations régionales et des ONG spécialisées permet d'accroître la capacité d'intervention et de surveillance, tout en soutenant l'État centrafricain dans l'application de ses obligations internationales[153]. Les mesures de coopération régionale, la standardisation des procédures et la mise en réseau des systèmes de contrôle contribuent à créer un environnement plus sécurisé et à réduire la vulnérabilité des populations civiles face aux conséquences humanitaires des transferts illicites.

Enfin, la consolidation juridique et institutionnelle doit être accompagnée d'une approche intégrée, combinant prévention, suivi et gestion des flux armés avec des initiatives de sensibilisation et de formation pour les acteurs étatiques et locaux[154]. Une telle approche favorise la mise en œuvre effective des obligations internationales, la réduction durable des transferts illicites et la promotion d'un climat de stabilité et de sécurité sur l'ensemble du territoire

[149] *Ibid,* p. 61.
[150] HOLTOM P et STEED I M, *op.cit*, p. 157.
[151] BEVAN J, *op.cit*, p. 212.
[152] COOK N et al, *op.cit*, p. 308.
[153] United Nations Security Council, *op.cit*, p. 44.
[154] COUSENS E M et BARTLES C K, *From the Mountains to the Stage : The Challenge of Whole-of-Society Coordination in Peace Operations*, *op.cit*, p.153.

centrafricain et dans sa région[155]. La complémentarité entre normes, pratiques et gouvernance constitue la condition sine qua non pour transformer les instruments internationaux et régionaux en outils opérationnels capables de répondre aux défis contemporains posés par les marchés transfrontaliers d'armes. Dès lors, on peut se demander si la reconfiguration des alliances militaires bilatérales de la RCA ne vient pas profondément modifier l'efficacité des mécanismes multilatéraux traditionnels de prévention du trafic d'armes.

[155] Human Rights Watch, *op.cit*, p. 32.

La protection juridictionnelle des droits de la femme détenue au Cameroun

Judicial protection of the rights of women in détention in Cameroun

Par:

Embolo Anne Marie Laure

Doctorante en droit public interne à la Faculté des Sciences Juridique et Politique de l'université de Garoua

Résumé:

Le juge des droits de l'homme ou le juge judiciaire constitue une panacée ou une garantie à l'endroit de la femme détenue. Cela se manifeste par la protection octroyée par ce dernier en l'occurrence des décisions de justice. Chaque femme privée de liberté peut être rassurée d'entrer en possession des différentes prérogatives et libertés qui lui sont reconnues par les différentes normes inscrites au sommet de la hiérarchie des normes. Au vue des obligations qui sont les siennes, nous pouvons nous poser la question de savoir, quelles sont les garanties juridictionnelles offertes à la femme détenue ? Nous répondrons qu'il offre de réelles garanties en se constituant en un bouclier à son endroit. Il est un protecteur de la dignité humaine, de la répression contre les atteintes à l'intégrité physique et morale. En outre, il est un surveillant émérite des lieux de privation de liberté, nous pouvons le constater avec les nombreuses visites et descentes effectuées en milieu carcéral, ainsi que les mises en liberté conditionnelles et provisoires accordées. Enfin, c'est un juge réparateur, car toutes les exactions commises à l'encontre des personnes détenues arbitrairement trouvent réparation par le biais de la Commission.

Mots clés : Garanties juridictionnelles, Droits de la femme, Détenue.

Abstract :

The human rights judge or the ordinary judge constitutes a panacea or a safeguard for female detainees. This is reflected in the protection granted by the latter to women. Every woman deprived of liberty can be assured of enjoying the various prerogatives and fredoms recognized to her by different provision enshrined at the top of the hierachy of norms. In light of the obligations incumbent upon him, we may ask the following question ; what judicial guarantees are offered to female detainees ? Our arguement goes as follows ; he provides real guarantees by acting as a genuine shield for them. He is a protector of human dignity , a suppressor of violations of physical and mental integrity. Simply said, he closely monitors prisons and detention centers. This is proven by the many visits and inspections carried out in prisons , by the the parole or bail decisions granted. Finally , he is a judge who provides redress, because all abuses committed against persons arbitrarily detained are redressed through the commission.

Key words : Judicial guarantees, women's rights , female detainees.

Introduction

Une fois dans l'enceinte de la prison, les hauts murs qui nous entourent ainsi que les barreaux à chaque fenêtre nous rappellent en permanence dans quel lieu nous évoluons[1]. L'architecture, les surveillants en uniforme, les barreaux aux fenêtres, les portes qui claquent, le bruit des clés, les cris des détenues dans leur cellule, ceux des gardiennes pour se faire entendre et respecter... Tout ceci fait de la prison un environnement étouffant, angoissant, bruyant et stressant : *« Il y a une drôle d'ambiance, c'est lourd. Tu sens que tu n'es pas dans un milieu normal. »*[2]. Ce sentiment de milieu paranormal entraine inéluctablement une sensation de crainte, de danger ou de peur. Pour éviter les malaises, certaines règles sont fixées par le biais du règlement intérieur « *la constitution de la prison* ». Ce dernier permet à chaque détenue de savoir ses limites, et le non-respect entraine irréversiblement des sanctions. Le respect des droits fondamentaux est une exigence en milieu carcéral. Ainsi, « *on peut tout d'abord considérer le droit pénal comme un bouclier, dressé avec une efficacité voulue redoutable devant les atteintes éventuelles aux biens juridiques de premières importances que sont les droits fondamentaux : la vie, l'intégrité physique, l'honneur et la réputation* »[3].

La garantie des différents droits étant un impératif absolu, l'intervention du juge des droits de l'homme ou le juge judiciaire est impérative. A cet effet, la garantie peut être définie comme l'obligation qui incombe à une personne soit d'assurer à une autre la jouissance d'une chose ou d'un droit, soit de protéger contre un dommage auquel elle est exposée, ou de l'indemniser quand elle a effectivement subi le dommage. Elle renvoie également à l'ensemble des mécanismes juridiques et institutionnels destinés à assurer le respect et la protection effective des droits de l'homme.[4] Selon Jean Rivero, elle est un ensemble des moyens juridiques destinés à prévenir ou à sanctionner la violation d'un droit objectif[5]. La garantie juridictionnelle renvoie pour sa part, à l'ensemble des mécanismes juridiques, institutionnels et procéduraux destiné à assurer le respect effectif des droits fondamentaux reconnues aux individus contre les atteintes, notamment celles des pouvoirs publics[6] . Droit de la femme détenue pourrait être défini comme l'ensemble des prérogatives et des libertés fondamentales qui appartiennent à la femme en tant qu'être humain et

[1] LE POMELEC (M.), *« Derrière les barreaux, la vie continue ». Étude sociologique des adaptations de prise en charge des professionnels de santé intervenant auprès du couple mère-enfant en prison*., Mémoire en médecine, Université de Nantes, 2014, p.37.
[2] *Idem,*
[3] DELMAS-MARTY (M.) et Lucas de LEYSSAC (C.), « *le paradoxe pénal », liberté et droits fondamentaux*, Paris, Seuil, 1996. P.368.
[4] ANDRIANTSIMBAZOVINA(Joel), *Dictionnaire des droits de l'homme*, Paris, PUF, 2008, p 1074.
[5] RIVERO (J.) et WALINE (G.), *Droit Administratif*, Dalloz, 23 e édition, 2019, p. 112.
[6] CORNU (G.), *Vocabulaire Juridique*, association Henri Capitant, PUF, 12eme édition, 2018, p. 471.

lui permettent de vivre avec dignité, d'exercer son autonomie, de participer pleinement à la vie sociale, économique et politique, et de bénéficier de l'égalité des chances et de traitement avec l'homme. Selon DELMAS-MARTY, la détention est une mesure qui consiste à priver une personne de sa liberté, soit en raison d'une infraction pénale, soit en raison d'une mesure administrative, et qui doit être conforme aux principes du droit international des droits de l'Homme[7]. Droit de la femme détenue renverrait à l'ensemble des prérogatives et des libertés fondamentales reconnues aux femmes privées de liberté. Cette définition nous emmène à comprendre que des garanties sont prises par le juge pour la protection des droits de la femme détenue en milieu. D'où notre question, quelles sont les garanties juridictionnelles offertes à la femme détenue ?

Ce sujet revêt un double intérêt dans la mesure où il nous permet de comprendre que la prison n'est pas une jungle, car une fois les exactions commises, elles peuvent être réparées par le biais de l'administration pénitentiaire, dans le cas contraire, des juridictions peuvent se saisir de l'affaire en appliquant la loi. Un intérêt pratique dans la mesure où les droits fondamentaux des détenues doivent pouvoir être protégés par un recours juridictionnel effectif. Ainsi, la détention restera conforme au droit, tout en assurant la garantie des droits fondamentaux à toute femme détenue et en sanctionnant les différentes dérives orchestrées à l'endroit de cette dernière. Par ailleurs, tout traitement abusif ou illégal peut faire l'objet d'une contestation devant une juridiction ou un tribunal compétent. Cette garantie permettra à plusieurs femmes détenues ayant eu gain de cause sur le préjudice causé par les autres détenues ou les membres de l'administration pénitentiaire ou toutes autres personnes, d'obtenir réparation du préjudice causé. Si l'on s'en tient aux travaux des différents auteurs ayant fait le tour sur la question, nous verrons que ANDRIANTSIMBAZOVINA souligne que les droits fondamentaux des personnes détenues ne s'éteignent pas avec la privation de liberté, il insiste sur l'importance d'un recours juridictionnel effectif pour toute personne détenue, afin de contester les conditions de détention et de mauvais traitements ou de violation de ses droits. L'auteur plaide pour une protection renforcée assurée par des juridictions nationales indépendantes et l'accès aux mécanismes internationaux. Cette plaidoirie tire son essence de la double vulnérabilité des personnes détenues à savoir : être privée de liberté et être exposée à des besoins spécifiques et non reconnues sans contrôle judiciaire[8]. CORNU, quant à lui traite exclusivement des droits des détenus, mais définit le droit objectif comme un système de règles et de garanties. Dans son approche, le droit objectif garantit les droits

[7] DELMAS-MARTY, (M.), *Les droits de l'homme*, Edition Seuil, 2004, p.21.
[8] ANDRIANTSIMBAZOVINA(Joel), *Dictionnaire des droits de l'homme*, *op. cit*, pp.410-420.

subjectifs des individus dont les détenues ; grâce à un contrôle juridictionnel, parce que sans recours judiciaire, les droits restent théoriques et non effectifs. Ainsi, la garantie juridictionnelle devient un moyen indispensable pour s'assurer que les droits dits subjectifs des femmes détenues soient réellement respectés[9]. C'est dans cette perspective que le nouveau Code de procédure pénale, le Code pénal camerounais ainsi que le texte portant régime pénitentiaire camerounais s'inscrivent. Nous étalerons ainsi, notre réflexion sur la garantie des droits de la femme détenue au Cameroun par le juge judiciaire (I) et la protection et réparation des droits de la femme détenue au Cameroun par le juge judiciaire (II).

I- LA PROTECTION DES DROITS DE LA FEMME ASSUREE PAR LE JUGE JUDICIAIRE

Pour assurer des conditions de détention dignes, la Constitution du Cameroun assure la primauté du droit international et des conventions internationales sur les lois nationales. Parmi celles-ci, le Cameroun a notamment signé en 1984 le Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui stipule que « Toute personne privée de sa liberté [doit être] traitée avec humanité et avec le respect de la dignité inhérente à la personne humaine ». Le respect des différentes conventions internationales sur le plan national fait appel à la vigilance du juge judiciaire. Ce dernier érigé en un bouclier à l'égard de la femme détenue (A) et en un surveillant émérite des droits de la femme détenue (B).

A- Le juge judiciaire, un bouclier pour la femme détenue

Le bouclier peut se définir comme une forme de protection ou une défense contre les attaques et les critiques. Fort de ce constat, le juge judiciaire ou le garant des droits de l'homme apparait comme une panacée à l'endroit de la femme détenue en protégeant sa dignité humaine (1) et en réprimant les atteintes liées à son intégrité et morale (2).

1- Le juge judiciaire, protecteur de la dignité humaine

Au Cameroun, nous disposons de trois pouvoirs à savoir le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif et le pouvoir judicaire. En effet, dans le souci de la transparence et l'impartialité, un corps de règles a été créé pour le Ministère de la justice mettant ainsi en évidence son indépendance, qualité essentielle sans laquelle l'exercice du pouvoir devient un vœu pieu.

D'abord, lors des festivités marquant le cinquantenaire de l'ENAM[10], le Chef de l'Etat rappelait la mission de la justice en ces termes : « *la justice est la plus haute instance de régulation sociale et la poutre maîtresse de la démocratie dans un Etat de droit. Rendre justice est une noble*

[9] CORNU (G.), *Vocabulaire Juridique*, association Henri Capitant, *op.cit.,* p.300-302.
[10] Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature

mission, mais aussi une lourde responsabilité. Ici c'est l'éthique et la déontologie qui doivent servir de guides. Et la République, qui confie au magistrat le soin de veiller au respect de la loi, ne saurait tolérer des défaillances »[11]. Rendre justice n'étant ni une faveur ou une doléance de la part du magistrat, mais une lourde mission dont l'éthique et la déontologie doivent servir de guide. Fort de ce constat, les magistrats sont appelés à prêter serment selon la formule suivante « Moi ... *je jure devant Dieu et devant les hommes, de servir honnêtement le peuple de la République du Cameroun en ma qualité de magistrat. De rendre justice avec impartialité à toute personne, conformément aux lois, règlements et coutumes du peuple camerounais, sans crainte, ni faveur, ni rancune, de garder le secret des délibérations et, de me conduire en tout, partout et toujours, en digne et loyal magistrat* »[12].

Ensuite, la protection des droits de la femme détenue par le magistrat de siège ou le juge est assurée par le biais de l'application de la loi et des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Le juge camerounais a l'obligation d'interpréter les textes juridiques pour garantir les droits de la femme détenue. Il faut relever que cette interprétation se fait sur le fondement de la Constitution camerounaise ainsi que le statut de la magistrature qui dispose que *« Le pouvoir judiciaire est exercé par la Cour suprême, les cours d'appel, les tribunaux. Il est indépendant du pouvoir exécutif et du pouvoir législatif. Les magistrats du siège ne relèvent dans leurs fonctions juridictionnelles que de la loi et de leur conscience »*[13]. Il a l'obligation de rendre justice chaque fois que la dignité humaine est bafouée[14] par des traitements inhumains et dégradants en gardant à l'esprit qu'il aura des comptes à rendre si sa mission n'est expressément pas exécutée. Les saintes écritures interpellent clairement le magistrat qui se soustrait de sa mission à savoir rendre justice chaque fois que le besoin se fera sentir. « *Prenez garde à ce que vous ferez car ce n'est pas pour les hommes que vous prononcerez des jugements, c'est pour l'éternel qui sera près de vous quand vous les prononcerez »*[15]. Le premier président de la cour suprême en la personne de DIPANDA MOUELLE Alexis partageait cette vision lorsqu'il affirmait « *qu'à travers le serment, le magistrat donne sa vie, son corps et sa profession en otage à la divinité* ».

[11] Discours du président de la république son Ex PAUL BIYA, lors de la cérémonie marquant la sortie de la cinquantième promotion de L'ENAM.
[12] Art. 23 du Statut de la magistrature camerounaise.
[13] Art. 37 (2) de la loi constitutionnelle du 18 janvier 1996.
[14]TGI Mfoundi, jugement n° 26/CRIM du 3 novembre 1995, affaire Dame YOH : libération immédiate ordonnée, la garde à vue de l'intéressée à la Police judiciaire de Yaoundé ayant dépassé 60 jours. Particulièrement pertinent puisqu'il concerne une femme détenue.
[15] Livre 2 des Chroniques chapitre 19, 6 -7.

Enfin, le juge camerounais ou magistrat peut être saisit dans le cas où une détenue est victime d'actes de discrimination. C'est-à-dire que son traitement est fondé sur sa race, sa couleur, sa fortune, ses origines ou tout acte qui la maintient en position défavorable. Le professeur MINKOA SHE disait « *qu'il ne reste maintenant à espérer que dans l'avenir les juges, aussi bien judiciaire qu'administratif, sauront faire preuve à l'égard de la compatibilité de nos lois avec les traités protecteurs des droits fondamentaux, de plus hardiesse. La jurisprudence, comme la législation doivent progresser au rythme de l'évolution de l'aspiration de la conscience collective* »[16]. Le juge a de ce fait, l'obligation de veiller à la protection de la dignité humaine de la femme détenue. Il doit lui apporter un soulagement, afin de rendre son séjour moins irritant derrière les barreaux. Par conséquent, il doit énoncer de bonnes règles et ne point s'éloigner de la loi et sa conscience. JEAN RIVERO disait « *lorsque le juge énonce une règle, c'est parce qu'il la croit bonne et qu'il entend s'y tenir (…) le souci de sécurité juridique des particuliers impose au juge cette fidélité à sa pensée* »[17].

Le juge a donc l'obligation d'apporter une suite favorable lorsqu'un tort a été causé à l'endroit d'une détenue[18], car selon les dispositions du protocole de Maputo, en ses articles 3(3) et (4) on peut lire ce qui suit : « *les Etats adoptent et mettent en œuvre les mesures appropriées en vue d'interdire toute exploitation des femmes ou tout traitement dégradant à leur égard… Les Etats adoptent et mettent en œuvre les mesures appropriées afin d'assurer la protection du droit de la femme au respect de sa dignité et sa protection contre toutes formes de violence, notamment la violence sexuelle et verbale ».* Le juge camerounais s'attèle à mettre tous les moyens en jeu, afin de respecter ces recommandations[19]. Lorsque sa sécurité est mise en danger, le meilleur moyen de rétablir sa dignité est de réprimer ses bourreaux.

[16] MINKOA SHE (A.), *Droit de l'homme et droit pénal au Cameroun*, Paris, Economica, 1999, p.87.
[17] RIVERO (J.), *Droit administratif*, Dalloz, Paris, 7e édition, p.75.
[18] TGI Mfoundi, jugement n° 348/CRIM du 3 novembre 1993, affaire OLOMO NZANA : garde à vue de plus de 70 jours au Groupement Spécial d'Opération, libération immédiate ordonnée.
[19] Jugement n° 36/ADD/CRIM du 19 novembre 2015 du tribunal de grande instance de Mora, Affaire Ministère Public et Crédit du Sahel SA Agence de Mora à Dame Apsatou SALKI BOUBA BEBE. Pour ordonner la mise en liberté de l'accusée qui était enceinte, le juge a invoqué les dispositions des articles 24 et 14 du protocole de Maputo, rappelant l'obligation des Etats de protéger »les femmes incarcérées en état de grossesse ou allaitant en leur assurant un cadre adapté à leur condition et le droit d'être traitée avec dignité » et de garantir » le respect de la promotion des droits de la femme à la santé, y compris la santé sexuelle et reproductive en leur fournissant des services pré et post natals et nutritionnels pendant la grossesse et la période allaitante.

2- La protection assurée par la répression des atteintes à l'intégrité physique et morale

Le juge réprime aussi bien les atteintes à l'intégrité physique (a) que les atteintes à l'intégrité morale (b).

a- La répression des atteintes à l'intégrité physique de la femme détenue par le juge.

Le pacte relatif aux droits civils et politiques[20] proclame la dignité inhérente aux personnes privées de liberté. Il édicte que « *toute personne privée de sa liberté est traitée avec humanité et avec le respect de la dignité inhérente à sa personne* ». En effet, la détention ne donne aucunement accès aux traitements inhumains ou à l'esclavage.

D'abord, le respect des droits de la femme détenue ne devrait souffrir d'aucune entrave. C'est la raison pour laquelle les juges s'attèlent à réprimer chaque fois que la loi n'est pas respectée. L'article 6 du code pénal camerounais pose le principe de l'interdiction du trafic des femmes et l'exploitation de la prostitution des femmes, sous toutes leurs formes[21]. La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes souligne dans son préambule que la discrimination à l'encontre des femmes viole les principes de l'égalité des droits et du respect de la dignité humaine, qu'elle entrave la participation des femmes, dans les mêmes conditions que les hommes, à la vie politique, sociale, économique et culturelle de leur pays. Il s'agit d'un instrument transversal qui consacre dans l'intérêt des femmes l'égalité des droits et donc de dignité[22]. Le juge camerounais est dans l'obligation de respecter ou d'invoquer les différentes dispositions de ladite convention, car elle a bien été adoptée par le Cameroun. Par la loi N°88 - 11 du 15 juillet 1988, l'Assemblée Nationale camerounaise a autorisé le Président de la République à ratifier la C.E.D.E.F. Cette loi a été promulguée dans le journal officiel du 15 Août 1988, page1106. Par décret N°88-993 du 15 juillet 1988, le Président de la République a ratifié la C.E.D.E.F et le décret de ratification a été publié au journal officiel du 15 Août 1988, page 1127. La C.E.D.E.F a été ratifiée sans réserve et publiée au journal officiel du 15 Août 1988.

[20] Article 10 du pacte de 1966 relatifs aux droits civils et politiques.

[21] Le Code pénal camerounais réprime le trafic des personnes et la prostitution (*articles 293 esclavage, 294 Proxénétisme, 342 esclavage et mise en gage, 343 prostitutions). Voir aussi la loi n° 2011/024 du 14 décembre 2011 relatives à la lutte contre le trafic et la traite des personnes.* L'innovation majeure de cette Convention est d'avoir mis l'homme et la femme contrairement aux disposions du Code civil (art 213 par exemple qui fait du mari le chef exclusif de famille) au même pied d'égalité. Lire les articles 15 et 16 du CEDEF.

[22] SOBZE (S.F.), *La dignité humaine dans l'ordre Juridique africain,* Thèse de Doctorat en Droit, Université de Yaoundé 2, 2013, p.150.

En outre, l'article 4 du Protocole de Maputo dispose en son alinéa 1 que : *« toute femme a droit au respect de sa vie, de son intégrité physique et à la sécurité de sa personne. Toutes formes d'exploitation, de punition et de traitement inhumain ou dégradant doivent être interdites… ».* Ce qui revient à dire que la femme a pleinement le droit de jouir de son corps, toute disposition contraire doit être sanctionnée. Nous reconnaissons bien le code pénal camerounais lorsqu'il sanctionne le viol[23]. Ainsi, elle a droit à la protection contre toutes formes de violence, notamment la violence sexuelle verbale[24]. D'ailleurs, le code pénal camerounais sanctionne toute forme de violence à l'endroit de la famille humaine. Il dispose qu'*« est puni d'un emprisonnement de dix à vingt ans celui qui cause à autrui la privation permanente de l'usage de tout ou partie d'un membre, d'un organe ou d'un sens »*[25]. Sur la base de ces différentes dispositions, le juge est appelé à sanctionner chaque fois que la loi n'a pas été respectée[26].

Ensuite, aucun argument ne peut être invoqué pour ne pas sanctionner les actes de violence à l'endroit de la femme. La femme détenue reste un humain et a droit au respect inhérent à sa dignité humaine. Cette dignité n'ayant aucun prix, par conséquent, le lieu de résidence ne pourrait en aucun cas servir d'alibi pour ne pas respecter cette dernière. La loi n'ayant d'égard pour personne, le juge ne tient compte du statut social de la personne ayant orchestré le mal. Elle doit apporter une réponse au problème posé. Elle est dure mais c'est la loi. Elle ne trouve sa force que dans son caractère coercitif. C'est à ce titre que toute forme de violence ou atteinte à l'intégrité physique de la femme est sanctionnée sans autre forme de procès. En effet, pour conclure aux crimes contre l'humanité à l'encontre de l'ex président tchadien HISSEN Habré, la cour a considéré le viol de quatre femmes qui ont été soumises en 1988 à l'esclavage sexuel lorsqu'elles étaient détenues dans un camp militaire[27]. Par cette jurisprudence, nous pouvons analyser que la loi demeure le seul vrai juge. En son article 4, la Charte de Banjul énonce que *« la personne humaine est inviolable. Tout être humain a droit au respect de sa vie et a l'intégrité physique et morale de sa personne. Nul ne peut être privé arbitrairement de ce droit »*[28].

Par ailleurs, la détention ne devrait à aucun moment servir de prétexte pour porter atteinte à l'intégrité physique de la femme. A ce propos, les mutilations génitales sont proscrites. Le

[23] Art. 296 du code pénal camerounais.
[24] Art. 3 du Protocole de Maputo.
[25] Art. 277 du code pénal camerounais.
[26] TPIR, affaire le procureur C/ jean Paul Akayesu, arrêt n° ICTR-96-4T jugement du 02 septembre 1998. Le tribunal Rwandais a prononcé des condamnations tendant à la reconnaissance de viols des femmes en détention comme étant des crimes contre l'humanité.
[27] Arrêt du 27 avril 2017 rendu par la chambre d'appel des chambres africaines extraordinaires.
[28] Art. 4, la Charte de Banjul.

législateur africain de 2003 a semblé, contrairement à ces prédécesseurs, plus pragmatique en consacrant en son article 3 le droit de la femme à la dignité humaine et a procédé à la condamnation de toutes les pratiques pouvant atteindre la femme dans son Intégrité physique comme dans son épanouissement. Les déclarations de son préambule sont évocatrices et servent aisément de guide aux juges africains dans l'exercice de ses fonctions. *« Fermement convaincus que toute pratique qui entrave ou compromet le développement physique et psychologique des femmes et des filles, doit être condamnée et éliminée ».* Le Burkina Faso est l'un des rares pays de l'Afrique à avoir mis au point, à l'initiative de son ancien président Thomas SANKARA, un texte clair en matière de mutilation sexuelle. Le texte en question dispose que « *quiconque porte ou tente de porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital de la femme, soit par insensibilisation ou par tout autre moyen, est puni d'emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 50.000 à 100.000 francs CFA ou de l'une de ces deux peines seulement* »[29].

Enfin, le juge a pour obligation de sévir contre les bastonnades, les coups et blessures dans l'ordre carcéral. Il est inadmissible que la torture soit perpétrée dans le pénitentiaire camerounais, le code pénal camerounais de 2016 la proscrit sur toutes ses formes. La répression est une forme de sensibilisation ou de mise en garde à l'endroit de toute personne qui transgresserait aux normes édictées par la législation en vigueur en l'occurrence, les atteintes contre l'intégrité morale.

b- Une protection assurée par la répression des atteintes à l'intégrité morale de la femme détenue par le juge

Le juge camerounais est tenu de réprimer tout acte qui pourrait porter atteinte à l'intégrité morale de la femme détenue au Cameroun. En effet, ayant ratifié plusieurs instruments internationaux et avec l'exigence des lois nationales, il a intérêt à préserver l'intégrité morale de cette dernière.

D'abord, le code pénal incrimine la détention arbitraire, cette dernière qui pourrait être source de déstabilisation à l'endroit de la femme détenue[30]. Au vue des dommages que cette détention pourrait causer sur le plan psychologie. Les troubles pourraient affecter la détenue l'emmenant jusqu'au suicide. Pour anticiper sur les actes pareils, le code pénal vient à la rescousse de cette dernière en obligeant le juge de prendre toutes les mesures et sanctions face à un tel

[29] *Jeune Afrique économique*, n° 247, du 1er au 14 septembre 1997, p.27.
[30] TGI Mfoundi, jugement n° 26/CRIM du 3 novembre 1995, affaire Dame YOH : libération immédiate ordonnée, la garde à vue de l'intéressée à la Police judiciaire de Yaoundé ayant dépassé 60 jours. Particulièrement pertinent puisqu'il concerne une femme détenue.

préjudice[31]. Il est clairement mentionné que « Est puni d'un emprisonnement de cinq à dix ans et d'une amende de 20.000 à 1 million de francs celui qui, de quelque manière que ce soit, prive autrui de sa liberté »[32].

Ensuite, nous avons le chantage[33]qui est également réprimé par le juge camerounais. Vue les conséquences qu'il peut produire derrière les barreaux, il fallait anticiper sur les méthodes traumatisantes et contraignantes qui pourraient conduire la détenue au suicide. L'oppression est haïe de tous. Et nul n'aimerait être contraint d'agir contre son gré. Le code pénal camerounais ayant vu le mal de loin, s'est arrangé à ce que les droits des uns et des autres soit protégés même dans les lieux les plus insoupçonnés. La loi pénale s'impose à tous[34] sans exemption. Cette disposition protège contre les éventuels abus qui pourraient survenir dans l'exercice des fonctions des uns et des autres. Elle met en garde le corps de l'administration pénitentiaire ou de la justice en octroyant des amendes au coupable sans état d'âme. Ainsi, est puni d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 5.000 à 50.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement, tout fonctionnaire qui abuse de ses fonctions pour porter atteinte aux droits ou intérêts privés[35]. Toute plainte donne automatiquement droit aux sanctions, si l'allégation est avérée ou établie. Le juge est tenu de sanctionner sans autres formes de procès.

Enfin, les traitements discriminatoires sont également sanctionnés, car toute forme de discrimination est proscrite à l'égard de la famille humaine. Tout être humain mérite d'être traité avec la dignité inhérente à la personne humaine. La dignité n'est pas une faveur, mais un droit. C'est dans ce sillage que la convention Gandhi affirmait : « *Nous sommes tous taillés par le même patron ; mépriser un seul être humain, c'est mépriser le divin qui est en nous* »[36]. Ce qui revient à

---

[31]TPI Ebolowa, jugement du 26 avril 2005, affaire Ayissi Messi c/ DGSN : indemnisation de 2 425 000 FCFA allouée à la victime de mauvais traitements infligés par des éléments de la Police.

[32] Art. 291 du code pénal camerounais.
(1) Est puni d'un emprisonnement de cinq à dix ans et d'une amende de 20.000 à 1 million de francs celui qui, de quelque manière que ce soit, prive autrui de sa liberté.
(2) La peine est un emprisonnement de dix à vingt ans dans l'un des cas suivants :
a) Si la privation de liberté dure plus d'un mois ;
b) Si elle est accompagnée de sévices corporels ou moraux ;
c) Si l'arrestation est effectuée soit au vu d'un faux ordre de l'autorité publique, soit avec port illégal d'uniforme, soit sous une fausse qualité.

[33], Art.303 de la loi précitée.
(1) Est puni d'un emprisonnement de un à cinq ans et d'une amende de 200.000 à 2.000.000 de francs celui qui avec ordre ou condition menace autrui d'une imputation diffamatoire ou d'une révélation.
(2) La peine est doublée s'il s'agit de l'imputation d'un crime.
(3) La juridiction peut en outre prononcer les déchéances de l'article 30 du présent Code.

[34] Art. 1 de la loi précitée.

[35] Art.140 de la loi susmentionnée.

[36]BEDJAOUI (M.), « La difficile avancée des droits de l'homme vers l'universalité », *in R.U.D.H* p. 9.

dire que « *toutes les personnes bénéficient d'une totale égalité devant la loi…* et que *toutes les personnes ont droit à une égale protection de la loi* »[37]. Le Président Wilson corrobore en affirmant en date du 8 janvier 1918 dans ses fameux quatorze points que : « *Un principe évident domine tout le programme que j'ai esquisse. C'est le principe qui assure la justice à tous les peuples et à toutes les nationalités, qui proclame leur droit à vivre sur pied d'égalité, dans la liberté et la sécurité, à côte des autres nations, qu'ils soient forts ou faibles. Si, ce principe n'en devient pas le fondement, l'édifice de la justice internationale s'effondrera de toute part ».* Vue sur cet angle, le juge a l'obligation de sévir[38], en guise d'exemple, en 2001, il apparut dans l'affaire n° IT-96-23-Tjugement du 22 février 2001 que certaines femmes étaient détenues dans les camps pour soldats et ont été soumises presque en permanence à des viols et autres agressions sexuelles et abus. Il faut relever que le viol a une double connotation, physique et psychologique. C'est une torture morale qui mérite d'être sanctionnée avec la dernière énergie.

La menace constitue un degré d'abstraction moindre de l'influence exercée sur la victime pour forcer son consentement, car elle peut être représentée sous une forme verbale. Les menaces proférées à l'encontre de la victime forcent avec évidence son consentement. Il en est de même si elles impliquent des proches de la victime pour la chambre criminelle de la Cour de cassation[39]. L'isoloir constitue un outil de chantage permanent à l'endroit de la femme détenue. Pour éviter d'accéder, elle est contrainte de baisser la garde et de céder aux exigences de son bourreau. Pour pallier à ces différentes formes d'abus, le juge se doit de veiller au peigne fin en employant tous les moyens nécessaires dans l'optique d'apporter une sécurité optimum à la femme détenue.

B- Le juge judiciaire, un surveillant émérite des droits de la femme détenue

Le juge judiciaire ou le juge des droits de l'homme joue un rôle crucial dans la protection de la femme détenue au Cameroun. Son action passe par les contrôles répétés dans les lieux de détention (1) et par le respect de la légalité et les mises en liberté conditionnelle (2).

1- Une protection assurée par les contrôles répétés dans les lieux d'incarcération

Dans sa mission qui consiste à rendre justice aux opprimées, le juge est appelé à veiller au respect des normes édictées par le législateur.

D'abord, le juge est censé faire prévaloir la loi en toute circonstance. Il est censé faire sa part comme le colibri dans la l'ouvrage de Pierre RAHBI intitulé, « *la part du colibri* ». Pour la

[37] Article 3 (1) (2) de la Charte Africaine des droits de l'homme et des peuples, *op.cit.*
[38] TPIR, le procureur C/Dagoljub Kamarac et consorts, affaire n° IT-96-23-Tjugement du 22 février 2001.
[39] Pau 26 juin 1990, *Juris-Data* n° 043932. Menace d'envoyer des photos pornographiques truquées aux parents de la victime.

petite histoire « *Un jour, dit la légende, il y'eût un immense incendie de forêt. De tous les animaux terrifiés, seul le petit colibri s'active, et crache sur le feu. Agacé, le tatou lui dit, colibri cela ne sert à rien ! Je sais, (*répond le colibri*), mais je fais ma part* ». Les paroles du Juge Moncey, adressées au Roi Louis XVIII, l'illustre à suffisance, la justice est un devoir pour le juge, il ne doit sur aucun prétexte de soustraire de son devoir. « *Ah ! sire, si ceux qui dirigent vos conseils ne souhaitent que le bien de votre majesté, ils lui diraient que jamais l'échafaud ne fit d'amis (…) Non, sire, s'il ne m'est pas permis de sauver mon pays ni ma propre existence, je sauverai du moins l'honneur (…) et si en descendant dans la tombe, je puis avec un de vos aïeux m'écrier : tout est perdu hormis l'honneur, alors je mourrai content* »[40].

Ensuite, il parait plus qu'évident que le juge soit dans l'obligation de rendre justice sous peine des représailles à son encontre. L'article 46 dudit statut dispose que « *constitue une faute disciplinaire imputable à un magistrat : tout acte contraire au serment du magistrat, tout manquement à l'honneur, à la dignité et aux bonnes mœurs, tout manquement résultant de l'insuffisance professionnelle* »[41]. Le juge ou le magistrat est appelé à faire des descentes dans les lieux de privation de liberté pour vérifier et mettre en place des mesures ou des normes édictées par le législateur. A cet effet, des équipes font régulièrement des descentes sur le terrain. Ils vérifient que les normes d'incarcération sont respectées[42]. Lorsque ce n'est pas le cas, des recommandations sont données et devraient être appliquées dans la mesure du possible. Le régime pénitentiaire camerounais prévoit qu'une commission de surveillance de prison est instituée au chef-lieu de chaque département[43]. *Elle comprend : le préfet ou son représentant : président ; le président de tribunal de première instance : vice-président ; le responsable départemental de la santé : membre ; le responsable départemental de la construction : membre le responsable départemental des affaires sociales : membre ; un rapporteur est désigné par le président de la commission.* Toutes observations ainsi que des propositions faites par l'équipe chargée de la surveillance font l'objet d'un rapport adressé au Minjustice.

Enfin, durant cette phase de surveillance ou de descente sur le terrain, la mission de contrôle doit s'assurer que les conditions de détention sont dignes, vérifier que les normes de détentions prévues par la législation en vigueur correspondent aux exigences pratiques ou matérielles au Cameroun, voir si les femmes détenues bénéficient d'une bonne alimentation, d'un

[40]Lettre de récusation du Juge MONCEY, autrefois Duc de Conegliano, adressée au Roi Louis XVIII à l'occasion du procès du Maréchal Ney.
[41] Art.46 du statut de la magistrature camerounaise.
[42] Art. 59 du régime pénitentiaire camerounais.
[43] Art. 59 du Décret précité.

logement décent, de l'état des installations des sanitaires, bref de l'état d'aménagement des locaux. Cette visite est également une occasion d'échanger avec les détenues en rapport avec le traitement qui leur est réservé en période normale ou si des menaces de restrictions autre que la liberté d'aller et de venir leurs sont réservées. A ce propos, les résultats sont moindres. Nous avons l'impression d'avoir des contrôles symboliques, car la situation est stagnante. Les mêmes revendications sont récurrentes. La situation de la femme détenue reste et demeure un mythe au Cameroun. La quasi-totalité des membres y va juste pour les frais de fonctionnement de la commission[44]. Il faudrait néanmoins se pencher sur l'action du juge en ce qui concerne la légalité de la détention ainsi que les demandes de mise en liberté conditionnelle.

2- La protection assurée par le respect de la légalité des mesures privatives de liberté et les demandes de mise en liberté provisoire ou conditionnelle

Le rôle du juge est important à plus d'un titre, il est incontournable tant dans le respect de la légalité de la privation de liberté (a) que dans les mises en liberté provisoire ou conditionnelle (b).

a- Le rôle du juge dans le respect de la légalité des mesures privatives de liberté

Le juge joue un rôle important dans le respect de la légalité des mesures privatives de liberté. Il en est l'acteur majeur, par conséquent il a l'obligation de respecter le principe d'impartialité pour une garantie des droits de la femme en milieu carcéral[45].

D'abord, pour garantir les droits de la femme détenue, le juge vérifie que la détention est conforme aux dispositions légales et règlementaires en vigueur. En effet, le juge, une fois dans les milieux de privation de liberté, va vérifier le registre d'écrou en s'assurant qu'aucune personne n'est arbitrairement privée de sa liberté[46]. Le préambule de la loi constitutionnelle du 18 janvier 1996 le consacre à suffisance en précisant que ; « *Nul ne peut être poursuivi, arrêté ou détenu que dans les cas et selon les formes déterminées par la loi* ». C'est ainsi que le juge est tenu de vérifier la fiche signalétique de toute personne détenue, la validité du mandat d'arrêt. Le mandat d'arrêt est défini au sens du code de procédure pénale, comme « *l'ordre donné à un officier de police judiciaire de rechercher un inculpé, un prévenu, un accusé ou un condamné et de le conduire devant l'une des autorités judiciaires visées à l'article 12* »[47].

[44] Art. 60 du Régime pénitentiaires camerounais.

[45] TGI Kribi, ordonnance n° 1/HC/P du 13 février 2009, affaire MBONGA Mauger : libération immédiate pour dépassement du délai légal de garde à vue (plus de 8 jours).

[46] TGI Mfoundi, ordonnance du 30 octobre 2008, affaire AMAZEBE Jean Louis c/ Ministère public : libération immédiate, le requérant n'ayant pas été extrait pour jugement deux ans après son renvoi devant la juridiction.

[47] Art.18 du Code de procédure pénale.

Ensuite, il vérifie que les conditions de détention sont respectées. Dans le cas où la détention est illégale, le juge d'instruction peut d'office ou sur demande ordonner la main levée du mandat de détention[48]. Il faut noter qu'il peut lui-même décerner les mandats de détention provisoire, tout en contrôlant sa durée qui ne peut excéder six mois. Toutefois, elle peut être prorogée si les circonstances l'obligent. Toute personne arrêtée en vertu d'un mandat d'arrêt est conduite sans délai devant le juge d'instruction ou le président de la juridiction qui l'a décerné, lequel peut en donner sur-le-champ main levée, si cette personne fournit l'une des garanties[49].

Par ailleurs, tout mandat, à l'exception du mandat d'extraction, précise les nom, prénoms, date et lieu de naissance, filiation, profession et adresse de la personne concernée ; il est daté et signé par le magistrat, l'ayant décerné, et est revêtu de son sceau[50]. Ainsi, le juge s'assure que les modalités prescrites par la loi sont respectées, lors des arrestations[51]. C'est-à-dire que la violence

(1) Le mandat d'arrêt est l'ordre donné à un officier de police judiciaire de rechercher un inculpé, un prévenu, un accusé ou un condamné et de le conduire devant l'une des autorités judiciaires visées à l'article 12.
(2) Lorsque l'inculpé, l'accusé ou le condamné est en fuite, le Juge d'Instruction ou la juridiction de jugement peut décerner contre lui mandat d'arrêt, si l'infraction visée est passible d'une peine privative de liberté, ou en cas de condamnation à une telle peine.
(3) Lorsque l'inculpé, le prévenu, l'accusé ou le condamné réside hors du territoire national et ne défère pas à la convocation de la justice, le Juge d'Instruction ou la juridiction de jugement peut, aux fins d'extraction, décerner contre lui mandat d'arrêt si l'infraction visée est punie d'une peine privative de liberté au moins égale à six (6) mois, ou en cas de condamnation à une telle peine.

[48] TGI Mfoundi, ordonnance du 30 octobre 2008, affaire AMAZEBE Jean Louis c/ Ministère public : libération immédiate, le requérant n'ayant pas été extrait pour jugement deux ans après son renvoi devant la juridiction.

[49] Art. 19 du Code de procédure pénale.
(1) La personne arrêtée en vertu d'un mandat d'arrêt est conduite sans délai devant le Juge d'Instruction ou le président de la juridiction qui l'a décerné, lequel peut en donner sur-le-champ main levée, si cette personne fournit l'une des garanties prévues à l'article 246 (g).
(2)
a) Dans le cas contraire, elle est conduite immédiatement à la prison indiquée sur le mandat, sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du présent article.
b) Dans les quarante-huit (48) heures de l'incarcération de cette personne, il est procédé à son interrogatoire par le Juge d'Instruction ou, le cas échéant, dès la plus prochaine audience par la juridiction de jugement qui a décerné le mandat d'arrêt.
(3) Le Juge d'Instruction ou la juridiction de jugement statue sur la détention dans les conditions prévues aux articles 221 et 222.
(4) Si la personne est arrêtée hors du ressort territorial du Juge d'Instruction ou de la juridiction de jugement qui a délivré le mandat, elle est conduite immédiatement devant le Procureur de la République du lieu de l'arrestation, lequel informe sans délai le Juge d'Instruction ou le président de la juridiction ayant délivré le mandat, de l'arrestation, de ses diligences et requiert le transfèrement de la personne arrêtée.

[50] Art. 26 de la Loi précitée.

[51] Art.30 de la loi susmentionnée.
(1) L'arrestation consiste à appréhender une personne en vue de la présenter sans délai devant l'autorité prévue par la loi ou par le titre en vertu duquel l'arrestation est effectuée.
(2) L'officier, l'agent de police judicaire ou l'agent de la force de l'ordre qui procède à une arrestation enjoint à la personne à arrêter de la suivre et, en cas de refus, fait usage de tout moyen de coercition proportionnée à la résistance de l'intéressé.
(3) Tout particulier peut, en cas de crime ou délit flagrant tel que défini à l'article 103, procéder à l'arrestation de son auteur.

ou la torture sont proscrites, sans toutefois oublier de dire les droits de la prévenue lors de son arrestation. La justice s'est ouverte à la modernité et surtout à la prise en compte des droits humains garantis par les procédures. Le code de procédure pénale l'illustre à suffisance en mettant fin aux exactions qui n'honoraient pas la loi[52]. C'est un corps qui a ses propres règles et procédure. Pour éviter l'annulation d'une procédure[53], il faut éviter de violer une[54]. Toute détenue dont l'arrestation demeure illégale est relâchée, dans le cas contraire, le juge décerne un mandat d'incarcération au régisseur de la prison[55]. La détention est certes difficile, mais l'espoir demeure derrière les barreaux. Si la détenue présente des signes favorables à la réinsertion sociale, les données peuvent changer et ouvrir la porte à la liberté conditionnelle ou provisoire.

b- La protection assurée par les demandes de mise en liberté provisoire et conditionnelle

Le juge octroie soit les mises en liberté conditionnelle, soit les de mise en liberté provisoire. Le rôle du juge dans les demandes de mise en liberté conditionnelles est prépondérant.

D'abord, relativement à la liberté conditionnelle[56], le juge a le devoir d'évaluer les risques que cette libération causera pour la société. La détenue représente-elle un danger pour la société ? Pour avoir des réponses précises, il est appelé à mener des enquêtes sur le dossier de la détenue. C'est ainsi que les fouilles se feront, afin d'avoir et de trouver des raisons qui lui permettront de prendre la bonne décision. La détenue doit avoir fait de sérieux efforts d'adaptation. A cet effet, certaines conditions sont posées au préalable.

Ensuite, une fois les fouilles achevées, la condition à remplir pour pouvoir mériter ou pour se voir octroyer la libération conditionnelle par la condamnée est d'avoir purgé une partie de sa

(4) Aucune atteinte ne doit être portée à l'intégrité physique ou morale de la personne appréhendée.

[52]*High Court de Bamenda, affaire Justice NYO WAKAI and 172 others v. The People* (antérieure au CPP de 2005) : décision fondatrice qualifiant de « voie de fait administrative » la détention sans titre régulier, justifiant la compétence du juge judiciaire pour ordonner la libération immédiate — texte de référence pour l'habeas corpus en zone anglophone.

[53] TPI Dschang, jugement n° 181/Cor du 6 mai 2008, affaire JIONGO Nestor Roger : nullité de la procédure pour défaut d'information du suspect sur son droit à l'assistance d'un conseil (art. 116-3 CPP).

[54]TGI, ordonnance du 25 septembre 2008, affaire TCHOFFO NGUEMETHA Serges c/ Ministère public : libération immédiate, l'instruction étant restée sans acte pendant 26 mois.

[55] Article 25, Le mandat d'incarcération est l'ordre donné au régisseur d'une prison par une juridiction de jugement, de recevoir et de détenir un condamné.

[56] Art.691 du code procédure pénale camerounais.

1) La libération conditionnelle est la mise en liberté anticipée du condamné à une peine privative de liberté, ou soumis, par la décision de condamnation, à une mesure de sûreté de même nature. Elle est accordée et révoquée par décret

(2) Un décret fixe les conditions générales et les modalités de l'octroi et de la révocation de la libération conditionnelle.

(3) La mise en liberté anticipée du condamné, si elle n'a pas été révoquée, devient définitive à l'expiration de la durée de la peine.

peine. Pour les récidivistes, la condition est encore plus lourde. C'est-à-dire qu'il faut avoir au moins purgé les deux tiers de sa peine. Pour les autres, il faut avoir purgé la moitié de sa peine[57]. Elle ne peut être accordée au relégué qu'après avoir purgé cinq ans de sa peine. Le juge est vu dans cette procédure comme un « Jupiter » sans lequel, aucune procédure ne peut être engagée.

Enfin, la liberté conditionnelle peut être révoquée lorsque les règles n'ont pas été respectées. Le CPPC dispose que « *La libération conditionnelle peut être révoquée en cas de condamnation pour crime ou délit commis ultérieurement ou d'inobservation des conditions générales ou spéciales de la libération* ». Cependant, la loi est non rétroactive, c'est-à-dire qu'en cas de révocation, le temps passé en libération conditionnelle n'est pas imputé sur le reste de la peine à subir[58]. Que pouvons-nous dire de la liberté provisoire ?

La liberté provisoire est un mécanisme du CPPC permettant à une personne en détention provisoire ou même condamnée, de sortir de la prison sous certaines conditions.

D'abord, elle est une mesure exceptionnelle qui ne peut être ordonnée qu'en cas de délit ou de crime. Elle a pour but de préserver l'ordre public, la sécurité des personnes et des biens ou d'assurer la conservation des preuves ainsi que la représentation en justice de l'inculpé[59]. Dans le cas où le domicile est connu, un inculpé ne peut faire l'objet d'une détention provisoire qu'en cas de crime. Faire une demande de mise en liberté provisoire est une démarche cruciale pour toute personne en détention provisoire. Elle exige une préparation minutieuse, une stratégie juridique solide et des garanties convaincantes pour rassurer le juge. Ainsi, le juge est tenu de recevoir les demandes de mise en liberté provisoire.

La demande de mise en liberté doit inclure des éléments indispensables à savoir : justificatif de domicile, (bail, quittance de loyer, attestation d'hébergement), preuve d'emploi ou d'inscription à une formation caution financière si elle est demandée, lettre des proches garantissant un soutien matériel et moral, attestation d'employeur ou de responsable de formation confirmant votre engagement. Sans oublier de mettre en avant l'attachement au territoire et l'absence de risque de fuite et le plus important souligner votre volonté de respecter les obligations imposées par le tribunal[60].

[57] Article 693 du CPPC.
[58] Art. 294 du code susmentionné.
[59] Art. 218 du code précité.
[60] Exemple, de demande de mise en liberté provisoire *« par la présente, je souhaite exprimer ma volonté de respecter scrupuleusement toutes les obligations qui pourraient m'être exigées. Mon emploi, mon domicile et mon soutien familial garantissent que je serai et resterai à la disposition de la justice à tout moment.* »

Ensuite, le juge d'instruction examine la demande de mise en liberté provisoire de l'inculpé. Dans le cas, où il est convaincu de la bonne foi ou de la volonté de l'inculpé de respecter ses engagements, il peut prononcer la libération conditionnelle d'office ou ordonner le retrait du mandat de détention provisoire. Ainsi, le mandat de détention provisoire est établi en un original et une copie. L'original et la copie sont transmis pour exécution au régisseur de la prison. Celui-ci retourne immédiatement au juge d'Instruction l'original revêtu de la mention d'écrou et garde la copie dans le dernier pénitentiaire de l'inculpé[61]. Il faut préciser la durée de validité du mandat de détention provisoire est fixée par le juge d'instruction. Elle ne peut excéder une période de six mois. Toutefois, elle peut être prorogée par ordonnance motivée, au plus pour douze (12) mois en cas de crime et six (6) mois en cas de délit. A l'expiration du délai de validité du mandat de détention provisoire, le juge d'Instruction doit, sous peine de poursuites disciplinaires, ordonner immédiatement la mise en liberté de l'inculpé, à moins qu'il ne soit détenu pour autre cause[62].

Enfin, la demande de mise en liberté provisoire n'est toujours pas favorable. Elle peut être rejetée par le juge d'instruction et dans le cas de figure, on parle de l'ordonnance de rejet. En rejetant la demande de mise en liberté provisoire, le juge doit motiver sa décision. La femme détenue peut avoir la chance ou la grâce d'être libérée et comparaitre librement. Le juge camerounais s'attèle au respect de cette norme édictée par le législateur par le biais des différentes lois sur le plan interne et international. L'ordonnance de rejet n'est pas sans issue. Il peut ouvrir la voie au recours qui se fait selon les juridictions auxquelles le dossier est affecté. Le camerounais ayant fourni des efforts suite aux différentes bavures subies par les inculpés. Il est possible à présent d'obtenir réparation lorsque la privation de liberté a été faite de manière arbitraire.

II- UNE PROTECTION ASSUREE PAR L'INDEMNISATION DU PREJUDICE SUBI PAR LA FEMME DETENUE AU CAMEROUN

Toute personne victime d'un abus mérite d'être indemnisée. La femme détenue n'est pas en reste, car au sens du code pénal camerounais, la loi s'impose à tous. L'indemnisation devient donc un impératif catégorique (A) donnant par ricochet l'aval à la commission de réparer le préjudice causé (B).

A- L'indemnisation un impératif catégorique relatif à la protection de la femme détenue

La loi est faite pour apporter des solutions aux violations des droits des individus. C'est dans cette perspective que l'indemnisation prend corps. Chaque fois qu'une personne subit un

[61] Article 220 du CPPC.
[62] Article 220 et 221 du code précité

préjudice, la loi ouvre une brèche afin d'obtenir réparation du préjudice subi (1) par la détermination du caractère irrégulier (2).

1- La protection assurée par l'indemnisation du préjudice subi

D'abord, indemnisation, dédommagement et réparation sont synonymes. L'utilisation de ces mots se réfère à toute sortes de règlements sans égard au type de dommage subi, qu'il soit corporel, moral ou patrimonial, ni au fait que la somme puisse trouver sa cause dans une relation contractuelle, quasi-contractuelle ou statutaire, ou dans une situation délictuelle. Elle est l'acte de compenser financièrement une personne pour un dommage, un préjudice ou une perte qu'elle a subi. Il s'agit d'un dédommagement, le plus souvent sous forme d'argent, versé à la personne lésée pour réparer le tort subi, dans le cadre d'un incident causé.

Ensuite, l'indemnisation trouve tout son sens dans le cadre juridique dans la responsabilité civile qui voudrait qu'on répare les dommages causés à une victime. Ainsi « *Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer* »[63]. Cet article instaure le principe de la responsabilité civile délictuelle. L'indemnisation est la réparation financière d'un préjudice (matériel, moral ou corporel) causé par une personne, afin de compenser la perte ou la souffrance subie par la victime. Cette obligation se traduit concrètement par une indemnisation. C'est-à-dire l'octroi d'une somme d'argent à la victime pour réparer le préjudice subi. Cette réparation doit être pleine et entière couvrant les différentes formes de préjudice[64]. L'engagement de la responsabilité civile se fait sur le fondement du fait générateur, de la faute, le dommage et le lien de causalité. Le fait générateur renvoie à un écart de conduite, d'une violation d'une règle ou d'un abus de droit. La faute, quant à elle renvoie à une omission, une imprudence ou une négligence qui cause un dommage à autrui et engage la responsabilité civile de son auteur. On peut l'assimiler à un manquement à une obligation légale ou contractuelle et constitue un des éléments fondamentaux de la responsabilité civile. Le dommage correspond à un préjudice subi par la victime, et son évolution permet de déterminer l'étendue de la réparation et le lien de causalité qui correspond à l'existence d'un lien direct entre la faute commise et le dommage subi par la victime.

Par ailleurs, sur le plan pénal, cette indemnité est fondée sur l'article 236 du code de procédure pénale « *Toute personne ayant fait l'objet d'une garde à vue ou d'une détention provisoire abusive peut, lorsque la procédure aboutit à une décision de non-lieu ou*

[63] Art. 1382 du Code civil camerounais de 1804 et Art. 1240 en France.

[64] Préjudice matériel : perte économiques destruction des biens, moraux : souffrance psychologique, atteinte à l'honneur, etc., ou corporels : atteinte à l'intégrité physique et psychique.

d'acquittement devenue irrévocable le cas échéant, le remboursement des frais engagés par la partie civile, la réparation des dommages causés par l'infraction et le paiement des amendes et des frais de justice »[65]. Ainsi les dommages causés par la détention arbitraire doivent trouver réparation. Les pertes occasionnées par la détention provisoire doivent être couvertes intégralement. La Constitution camerounaise ne consacre-t-elle pas la liberté d'aller et de venir en ces termes « *Tout homme a le droit de se fixer en tout lieu et de se déplacer librement, sous réserve des prescriptions légales relatives à l'ordre, à la sécurité et à la tranquillité publics* »[66]. Et le pacte relatif aux droits civils et politiques de renchérir « *Nul ne peut faire l'objet d'une arrestation ou d'une détention arbitraire* »[67]. Lorsque cette règle est empiétée ou enfreinte, la loi se doit de corriger ou sanctionner en apportant une réparation par le biais des différentes autorités compétentes[68]. L'indemnisation se présente comme la seule piste[69].

Enfin, la victime doit apporter la preuve du préjudice causé par la détention arbitraire. Nous avons ainsi, le préjudice matériel, qui donne accès à une indemnisation pour les frais de transport, de déménagement et les honoraires d'avocat. Sans oublier le préjudice subi par la perte de son emploi et les salaires non perçus pendant la période de détention. Les préjudices moraux sont également valables aux mêmes titres que ceux matériels. A ce propos, la séparation familiale peut causer plusieurs dégâts. L'éducation des enfants qui peut prendre un sérieux coup ou la dépravation des mœurs. Au regard de toutes ces anomalies, l'indemnisation a sa raison d'être. Il suffit de s'appesantir sur son caractère irrégulier.

2- La protection assurée par la détermination du caractère irrégulier

La détermination du caractère irrégulier passe par la violation des règles de procédure.

D'abord, si la détention est irrégulière, elle peut ouvrir la voie à l'indemnisation si la détention est arbitraire. C'est-à-dire qu'elle est non seulement illégale, mais également

[65] Art. 236 du Code de procédure civile de 1804.
[66] Préambule de la loi constitutionnelle camerounaise de 1996.
[67] Art. 9 du pacte de 1966 relatif aux droits civils et politiques.
[68] Art. 3 de la disposition sus-évoquée. Les Etats parties au présent Pacte s'engagent à:
a) Garantir que toute personne dont les droits et libertés reconnus dans le présent Pacte auront été violés disposera d'un recours utile, alors même que la violation aurait été commise par des personnes agissant dans l'exercice de leurs fonctions officielles;
b) Garantir que l'autorité compétente, judiciaire, administrative ou législative, ou toute autre autorité compétente selon la législation de l'Etat, statuera sur les droits de la personne qui forme le recours et à développer les possibilités de recours juridictionnel;
c) Garantir la bonne suite donnée par les autorités compétentes à tout recours qui aura été reconnu justifié.
[69] Art. 14 de la disposition susmentionnée.
Lorsqu'une condamnation pénale définitive est ultérieurement annulée ou lorsque la grâce est accordée parce qu'un fait nouveau ou nouvellement révélé prouve qu'il s'est produit une erreur judiciaire, la personne qui a subi une peine à raison de cette condamnation sera indemnisée, conformément à la loi, à moins qu'il ne soit prouvé que la non-révélation en temps utile du fait inconnu lui est imputable en tout ou partie.

inappropriée, injuste, disproportionnée ou imprévisible. On dirait une détention sans fondement juridique, l'atteinte aux droits garantis par des traités internationaux, la violation de la garantie du procès équitable donne automatiquement droit à l'indemnisation. Au Cameroun, la violation par l'officier de police judiciaire des dispositions des articles 119 à 126 du Code de procédure pénale [70]constitue une garde à vue ou une détention provisoire abusive.

Ensuite, pour plus de vigilance, les magistrats ont également leurs parts de responsabilité sur l'indemnisation. Bien qu'étant des juges ou des « demi-dieux », ils ne peuvent se permettre de déroger aux règles de procédure. Ainsi, la violation par le Procureur de la République ou le juge d'instruction, des dispositions des articles 218 à 235, 258 et 262 du CPPC[71] constitue une détention arbitraire ou une détention abusive. Le législateur camerounais a encadré les règles de détention et n'a laissé aucune brèche ouverte à la violation des droits de l'homme. La priorité a été mise sur la dignité humaine, celle sans laquelle la famille humaine n'aurait aucune raison d'exister. Si nous faisons un voyage en arrière, nous verrons que le législateur ne crée pas les droits de l'homme, il les proclame ou les consacre. Le but étant d'éviter de revenir à l'état de nature. « *L'homme est un loup pour l'homme* », le disait thomas Hobbs dans le Léviathan. Le juge étant la personne susceptible de faire le bonheur ou le malheur des détenues, il s'avère nécessaire d'encadrer son pouvoir. C'est la raison pour laquelle, il est lui-même lié d'une certaine manière. Ne dit-on pas que la justice est aveugle ?

Le juge doit constater que la violation des droits fondamentaux, tels que le respect de l'intégrité physique et morale de la personne détenue : « *Toute personne a droit à la vie et à l'intégrité physique et morale. Elle doit être traitée en toute circonstance avec humanité. En aucun cas, elle ne peut être soumise à la torture, à des peines ou traitement cruels, inhumains ou dégradants* »[72]. Nous n'oublions pas le respect des droits de la défense avec son corolaire le principe du contradictoire, car la loi assure à tous les hommes le droit de se faire rendre justice. Ainsi, « *Tout prévenu est présumé innocent jusqu'à ce que sa culpabilité soit établie au cours d'un procès conduit dans le strict respect des droits de la défense* »[73].

Par ailleurs, tous sont égaux devant les tribunaux et les cours de justice. Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère

[70] Art.236(2) du CPPC.
[71] Art. 236(3) de la loi précitée.
[72] Préambule de la constitution camerounaise de 1996.
[73] Préambule de la loi constitutionnelle du 18 janvier 1996.

civil. Le huis clos peut être prononcé pendant la totalité ou une partie du procès soit dans l'intérêt des bonnes mœurs, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, soit lorsque l'intérêt de la vie privée des parties en cause l'exige, soit encore dans la mesure où le tribunal l'estimera absolument nécessaire, lorsqu'en raison des circonstances particulières de l'affaire, la publicité nuirait aux intérêts de la justice; cependant, tout jugement rendu en matière pénale ou civile sera public, sauf si l'intérêt de mineurs exige qu'il en soit autrement ou si le procès porte sur des différends matrimoniaux ou sur la tutelle des enfants[74]. Le juge doit donc prendre tous ces paramètres en considération. Il doit surtout vérifier qu'aucune détention ne soit faite sur la base d'une discrimination quelconque, le Cameroun a ratifié ces différentes conventions sur l'élimination de toute forme de discrimination.

Enfin, toute personne qui a été placée en détention provisoire et qui bénéficie d'un non-lieu, d'une relaxe ou d'un acquittement, c'est-à-dire qui n'a pas été renvoyée devant une juridiction pénale ou n'a pas été condamné pour les faits reprochés, a le droit à la réparation financière intégrale des préjudices moraux et matériels causés par cette privation de liberté. Cette procédure est régie au Cameroun par l'article 236 du code de procédure pénale. Parallèlement en France, elle est régie par les articles 149 et suivants du code de procédure pénale français, puis la loi R26 à 40-22 du même code. Elles disposent que ces droits à la réparation doivent être rappelés à la personne concernée lors de la décision de non-lieu de relaxe ou d'acquittement[75]. L'indemnité est à la charge de l'Etat qui peut exercer une action récursoire contre son agent fautif[76]. Selon la commission nationale de réparation de détentions, « *cette indemnité est allouée en vue de réparer intégralement le préjudice personnel, moral et matériel directement lié à la privation de liberté* »[77].

---

[74] Art.14 du pacte de 1966 relatif aux droits civils et politiques
2. Toute personne accusée d'une infraction pénale est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établie.
3. Toute personne accusée d'une infraction pénale a droit, en pleine égalité, au moins aux garanties suivantes:
a) A être informée, dans le plus court délai, dans une langue qu'elle comprend et de façon détaillée, de la nature et des motifs de l'accusation portée contre elle;
b) A disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense et à communiquer avec le conseil de son choix;
c) A être jugée sans retard excessif;
d) A être présente au procès et à se défendre elle-même ou à avoir l'assistance d'un défenseur de son choix; si elle n'a pas de défenseur, à être informée de son droit d'en avoir un, et, chaque fois que l'intérêt de la justice l'exige, à se voir attribuer d'office un défenseur, sans frais, si elle n'a pas les moyens de le rémunérer;
e) A interroger ou faire interroger les témoins à charge et à obtenir la comparution et l'interrogatoire des témoins à décharge dans les mêmes conditions que les témoins à charge;
f) A se faire assister gratuitement d'un interprète si elle ne comprend pas ou ne parle pas la langue employée à l'audience;
g) A ne pas être forcée de témoigner contre elle-même ou de s'avouer coupable.
[75] Code de procédure pénale français
[76] Article 236(3) du CPPC.
[77] CNRD, 01 RD, 017, 27 mai 2002.

Toutefois, la détention arbitraire admet des exceptions légales. Aucune réparation ne sera admise si la décision de non -lieu ou celle ayant permis d'innocenter pénalement l'intéressé a seulement été justifiée par l'existence d'une responsabilité pénale du fait de l'abolition du discernement ou du contrôle des actes aux sens de l'article 122-1 du code pénal français, une amnistie postérieure au placement en détention provisoire. La prescription de l'action publique intervenue après la libération de la personne lorsqu'elle était dans le même temps détenue pour une autre cause. Plus loin lorsque la personne a fait l'objet d'une détention provisoire pour s'être acquitté librement et volontairement accusée ou s'est laissé accuser à tort en vue de faire échapper l'auteur des faits aux poursuites. L'indemnité prévue à l'article 236 du code de procédure pénale camerounais, est allouée par décision d'une Commission qui statue en premier ressort.

B- Le juge judiciaire, un réparateur en matière de détentions arbitraires par le biais de la Commission d'indemnisation des personnes victimes de garde à vue et de détention abusive au Cameroun

L'indemnisation se fait par le biais d'une commission (1) qui nécessite de passer ou de remplir certaines conditions pour avoir accès à sa rétribution (2).

1- Organisation de la Commission

L'organisation de la commission d'indemnisation des personnes victimes de garde à vue et de détention abusive au Cameroun varie selon que l'action est dirigée contre les magistrats ou les officiers de police judiciaire.

D'abord, lorsqu'elle est dirigée contre les magistrats, elle est organisée ainsi : *Président : un Conseiller à la Cour Suprême, Membres : deux magistrats de la Cour d'Appel ; un représentant de l'autorité chargée du Contrôle Supérieur de l'Etat ; un représentant de l'administration en charge de la Fonction Publique ; un représentant de l'administration en charge des Finances Publiques ; un député désigné par le Bureau de l'Assemblée Nationale ; le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats ou son représentant*[78]. La composition de cette commission donne l'impression d'avoir affaire à une juridiction, qui statue en collégialité. Cette remarque trouve tout son sens dans sa structuration. Nous avons un ordre établi selon les différentes juridictions. Le constat est clair et certain. La totalité des membres de la commission est constituée des juges. Que ce soit des juges ordinaires que professionnels. Nous avons au sommet de la hiérarchie ou la présidence de la commission est tenue par la cour suprême, le sommet des juridictions camerounaises. Elle est représentée par son conseillé. Suivie de la cour d'appel qui vient également en deuxième position

[78] Art. 237 (2) du CPPC.

selon la classification des juridictions au Cameroun. L'organisation de la commission démontre le sérieux avec lequel les dossiers sont traités. Tout le mérite ne peut que revenir à l'organisation de cette commission, qui tient compte des personnes contre lesquelles, son action est dirigée.

Ensuite, Lorsqu'elle statue sur les demandes dirigées contre les officiers de police judiciaire, la Commission comprend, outre les personnalités désignées à l'alinéa 2 ci-dessus, des représentants des administrations en charge de la Police Judiciaire (Sûreté Nationale et Gendarmerie) à raison d'un représentant par administration[79]. La pensée est positive, digne des professionnels, car l'on ne saurait condamner un agent sans un représentant de son administration. Ce dernier qui est censé faire un rapport sur le déroulement du procès et les décisions prises à l'encontre de son agent. C'est la raison pour laquelle les hauts responsables de l'armée ou de la sûreté nationale sont impliqués, car les hommes en tenue n'ont d'égard que lorsque les chefs siègent. Les décisions prises permettent de sensibiliser et d'éviter d'éventuelles situations dans les jours futurs. Le juge camerounais a innové par l'organisation de cette commission. La femme détenue peut à présent se prévaloir de ses droits, et savoir que lorsqu'ils seront atteints ou violés, elle pourra saisir la commission et avoir gain de cause.

Enfin, pour stabiliser cette commission, les membres sont désignés pour une durée bien précise. Une durée assez conséquente qui permettra aux membres d'apporter toute leur expertise sur les cas reçus. *« Les membres titulaires et les suppléants sont désignés pour trois (3) années judiciaires. Ceux provenant des institutions et administrations publiques doivent avoir au moins rang de directeur de l'administration centrale* »[80]. La durée est bien encadrée ainsi que la qualité des membres habilités à siéger au sein de cette commission. Un directeur de l'administration centrale n'est nullement choisi au hasard. Il faut remplir un bon nombre de critères pour être désigné. Ainsi, il doit jouir d'une bonne dose d'expérience dans l'administration, une bonne moralité et surtout l'impartialité sans laquelle les objectifs ne pourraient être atteints. La composition de la commission étant faite, il sied de nous pencher sur la saisine de cette commission.

2- Une protection assurée par l'encadrement des conditions de saisine de la Commission

La Commission est saisie par voie de requête, dans les six (6) mois de la cessation de la garde à vue, de la décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquittement devenue définitive. La procédure à suivre est celle applicable devant la Chambre Judiciaire de la Cour Suprême[81]. Pour

[79] Art. 237 (3). du CPPC
[80] Art. 237 (5). du texte sus évoqué.
[81] Art. 237 (6) du texte précité.

saisir cette commission, certaines conditions doivent être remplies au préalable : avoir la capacité, l'intérêt et la qualité.

D'abord, la capacité renvoie au pouvoir d'une personne physique ou morale de saisir une juridiction pour défendre ses droits. En d'autres termes, le pouvoir de mettre en œuvre soi-même ses droits et ses obligations sans assistance, ni représentation par un tiers[82]. Pour, cette raison, il faut être majeur jouissant de ses droits civils et politiques. Les mineurs et les majeures incapables par contre doivent être représentés par un tuteur ou un curateur. Cependant, les personnes morales peuvent agir par le biais de leurs représentants légaux. Cette condition n'est possible que pour celles dotées d'une personnalité juridique : les sociétés et les associations.

Ensuite, il faut un intérêt. L'intérêt est une condition essentielle pour pouvoir saisir la Commission, afin de prétendre à une indemnisation. Par conséquent, il doit être légitime et direct, c'est-à-dire que la personne qui souhaite agir doit prouver que le litige la touche ou la concerne directement. Donc qu'elle a un intérêt à agir. En plus d'être légitime, il doit être personnel, ce qui renvoie à dire que l'action menée devant la commission doit concerner la défense de ses propres intérêts. Il ne doit à aucun moment mettre en avant les intérêts d'autrui, à l'exception des représentants légaux prévus par la règlementation en vigueur. Nous ne pouvons omettre l'actualité de l'intérêt. Il doit être actuel. C'est-à-dire ponctuel et non futur ou hypothétique.

Enfin, la qualité, celle-ci renvoie au lien juridique avec le litige, comme un contrat ou un statut. En d'autres termes, c'est un titre qui donne le pouvoir de réclamer la sanction de son droit en justice, en l'occurrence l'indemnisation. Relativement à ce cas de figure, la réclamation ne peut se faire que par le concerné[83]. Les époux, parents, enfants ne peuvent avoir la qualité de réclamer quoi que ce soit, car il est clairement mentionné que « *Toute personne ayant fait l'objet d'une garde à vue ou d'une détention provisoire abusive peut, lorsque la procédure aboutit à une décision de non-lieu ou d'acquittement devenue irrévocable, obtenir une indemnité si elle établit qu'elle a subi du fait de sa détention un préjudice actuel d'une gravité particulière* »[84]. En conclusion, seules les personnes impliquées d'une manière directe peuvent avoir la qualité de réclamer l'indemnisation auprès de la Commission d'indemnisation des personnes victimes de garde à vue et de détention abusive. Le législateur camerounais, suite aux multiples plaintes a été obligé d'apporter des solutions aux problèmes de la population en passant par les juges ou la Commission

[82] TONHOUL (B.), *Le juge des droits de l'homme au Cameroun*, Thèse de droit, Université de Ngaoundéré, 2022, p.135.
[83] TPI Ebolowa, jugement du 26 avril 2005, affaire Ayissi Messi c/ DGSN : indemnisation de 2 425 000 FCFA allouée à la victime de mauvais traitements infligés par des éléments de la Police.
[84] Article 236 du CPPC.

d'indemnisation des personnes victimes de garde à vue et de détention abusive[85]. Relativement à la détention arbitraire, nous pouvons citer l' Arrêt Maria Loayza Tamayo où la cour interaméricaine a ordonné de libérer la requérante victime notamment de sa détention, de la « réinstaller dans ses fonctions d'enseignante qu'elle occupait au moment de sa détention », de lui verser un salaire et autres bénéfices équivalents à ceux perçus avant son arrestation, augmenté de réactualisation normale, de « garantir son droit à la retraite, inscrire à nouveau dans son noms dans les registres de retraites de manière rétroactive par rapport à la date à laquelle, elle a été effacée » et d'effacer les conséquences des violations en adoptant « les mesures internes nécessaires pour s'assurer qu'aune des décisions judiciaires adoptées à l'encontre de madame Maria Loayza Tamayo ne produise d'effet »[86] . Tous les maillons de la chaine ont l'obligation de travailler en étroite collaboration, et dans le strict respect de la dignité inhérente à la famille humaine. Les gardes à vue abusives et les détentions arbitraires ont un nouveau remède : la Commission[87]. Elle agit comme une machine à broyer les esprits rebelles[88], pour citer le Ministre de l'Administration Territoriale en la personne de M. ATANGA NJI PAUL qui parle du Moulinex.

Conclusion

En somme, La problématique de la femme détenue est un véritable mystère. Elle pose un sérieux problème dans le monde entier et particulièrement au Cameroun. Pour éviter toute polémique, le juge international et le juge camerounais se sont penchés sur la question en lui offrant des garanties juridictionnelles.

D'abord, le juge lui garantit le droit à la dignité humaine au travers les différentes décisions de justices rendues. Il va plus dans sa mission en réprimant les atteintes à l'intégrité physique et morale perpétrées à l'endroit de la femme détenue. A cet effet, des sanctions sont émises à l'égard des différents bourreaux, sans distinction de statut social. La loi est la même pour tous et la Constitution garantit la protection de l'intégrité physique et morale. Pour une protection accrue, le juge opère les différentes décentes sur le terrain, c'est-à-dire qui va toucher du doigt la réalité, en visitant les lieux de privation de liberté. Il passe par la vérification de la légalité de détention, en s'assurant qu'aucune personne ou femme ne soit détenue illégalement ou arbitrairement. Ainsi, les

[85] Commission d'indemnisation des personnes victimes de garde à vue ou de détention provisoire abusives (instituée auprès de la Cour suprême, art. 237 CPP) : selon les données communiquées par le Cameroun au Comité contre la torture, la Commission a reçu 19 requêtes et rendu 13 décisions, avec des indemnités de 40 et 50 millions de FCFA allouées à deux plaignants.

[86] Cr ADH, Arrêt Maria Loayza Tamayo c. Pérou, 27 novembre 1998, p.27.

[87] Alinéa (7,8,9,10 et11) de l'Art .237 de la Loi susmentionnée.

[88] TPI Dschang, jugement n° 29/Cor du 29 janvier 2008.

détenues ayant émis les demandes de liberté conditionnelles et provisoires peuvent dans la mesure du possible se voir accorder ce droit dans le strict respect des conditions.

Ensuite, dans les cas de détentions abusives ou arbitraires, la réparation du préjudice subi est immédiatement engagée par une relaxation, après avoir déterminé le caractère irrégulier de la détention. A ce propos, les articles 236 et 237 du code de procédure pénale camerounais sont sans équivoque. L'indemnisation est allouée par décision d'une Commission qui statue en premier ressort. Cependant la Commission statue par décision motivée susceptible d'appel devant la Chambre Judiciaire de la Cour Suprême[89]. Cette décision est assimilée à un jugement civil. Des recours peuvent être interjetés auprès la Chambre Judiciaire de la Cour Suprême et les fonctions de Ministère Public sont exercées par le Parquet Général près la Cour Suprême[90]. Dans ce cas de figure, L'arrêt de la Chambre Judiciaire de la Cour Suprême statuant en appel n'est susceptible d'aucun recours. La meilleure des actions est la sanction orientée contre le personnel de la justice[91].

Enfin, la saisine de la commission d'indemnisation des personnes victimes de garde à vue et de détention abusive se fait par le respect des certaines conditions : la capacité, sans laquelle, la victime ne peut prétendre à une indemnisation de la part de la commission. C'est un titre qui donne le pouvoir de réclamer la sanction de son droit en justice, l'intérêt et la qualité. Le juge camerounais a innové en matière de protection des droits de la femme détenue avec des nombreuses réformes observées, cependant il faut fournir plus d'effort pour faire rayonner la justice camerounaise.

[89] Art. 237(8) du CPPC.
[90] Art. 237(10) du texte suscité.
[91] Les magistrats et les auxiliaires de justice que sont les officiers de police judiciaire.

L'effectivité des droits humains à l'épreuve de l'examen périodique universel : le cas du Maroc (2008-2022)

The effectiveness of human rights tested against the universal periodic review: the case of morocco (2008-2022)

Par:

Dr **Souley Mahamadou LAOUALI**

Enseignant-chercheur en Droit public

Université Abdou Moumouni de Niamey

Coordonnateur de la Clinique juridique de l'Université Abdou Moumouni

Résumé :

Entre avril 2008 et novembre 2022, le Maroc a été examiné quatre fois par le Groupe de travail sur l'Examen périodique universel. Le nombre de recommandations qui lui ont été adressées est passé de treize à trois cent six. Cette inflation est généralement lue comme la marque d'un mécanisme qui monte en puissance. L'étude propose une lecture différente. En croisant les rapports nationaux marocains, les résumés de communications des parties prenantes établis par le Haut-Commissariat et les rapports successifs du Groupe de travail, elle montre que l'Examen a produit au Maroc un effet d'institutionnalisation net, mais un impact de transformation normative faible. Ce que le mécanisme a durablement construit, c'est un appareil administratif de préparation des rapports, de coordination interministérielle et de suivi des recommandations, adossé à une institution nationale des droits de l'homme dotée de mécanismes spécialisés. La sélectivité, quant à elle, est demeurée stable : les zones que l'État marocain soustrait à la négociation depuis le deuxième cycle sont restées les mêmes, soit la peine capitale, les dispositions du statut personnel et du Code de la nationalité et l'encadrement de l'espace civique. L'analyse conduit à s'interroger sur les instruments de mesure de l'Examen lui-même, qui comptabilisent des textes adoptés plutôt que des situations modifiées.

Mots clés : Examen périodique universel ; Maroc ; effectivité ; sélectivité ; Gouvernance des droits humains

Abstract:

Between April 2008 and November 2022, Morocco was reviewed four times by the Working Group on the Universal Periodic Review. The number of recommendations addressed to it rose from thirteen to three hundred and six. That growth is usually read as evidence of a mechanism gaining strength. This article offers a different reading. Drawing on Morocco's national reports, the OHCHR summaries of stakeholder submissions and the successive Working Group reports, it argues that the review has had a strong institutionalising effect in Morocco but a weak normative one. What the mechanism durably built is an administrative apparatus for report preparation, inter-ministerial coordination and recommendation follow-up, supported by a national human rights institution equipped with specialised mechanisms. Selectivity, by contrast, has remained stable: the areas the Moroccan State keeps off the negotiating table have not changed since the second cycle, namely capital punishment, provisions in family and nationality law and the framing of civic space. The analysis raises a question about the review's own measurement tools, which count adopted texts rather than changed situations.

Keywords: Universal Periodic Review; Morocco; effectiveness; selectivity; Human Rights Governance.

Introduction

Le 8 avril 2008, la délégation marocaine se présentait devant le Groupe de travail sur l'Examen périodique universel, réuni pour sa toute première session[1]. L'exercice inaugurait un dispositif dont personne, à l'époque, ne connaissait le rendement[2]. Treize recommandations furent adressées au Royaume, dont onze acceptées[3]. Quatorze ans plus tard, le 8 novembre 2022, la même délégation, conduite cette fois par le ministre de la Justice, faisait face à cent vingt États inscrits au dialogue interactif [4] et repartait avec trois cent six recommandations. Entre ces deux séances, la matière de l'examen a changé d'échelle.

L'Examen périodique universel a été institué par la résolution 60/251 de l'Assemblée générale du 15 mars 2006, qui crée le Conseil des droits de l'homme et lui confie la mission de procéder à un examen périodique universel, sur la foi d'informations objectives et fiables, du respect par chaque État de ses obligations en matière de droits de l'homme[5]. La création du Conseil et de son mécanisme phare répondait à la perte de crédibilité de l'ancienne Commission des droits de l'homme[6]. Ses modalités ont été fixées un an plus tard par la résolution 5/1 du Conseil, dont l'annexe organise la procédure : documentation en trois volets, session du Groupe de travail, adoption du document final en plénière[7]. Les trois documents de base sont limitativement énumérés[8]. La décision 6/102 a précisé le contenu attendu des informations transmises[9]. La

[1] CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME, Rapport du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel : Maroc, doc. A/HRC/8/22, 2008. L'examen s'est déroulé le 8 avril 2008, au cours de la première session du Groupe de travail.
[2] Le premier cycle a été conduit sans pratique antérieure : ni les États examinés, ni les États recommandants, ni le secrétariat ne disposaient de précédent sur le volume, la formulation ou le suivi des recommandations. Le faible nombre de recommandations adressées au Maroc en 2008 s'explique d'abord par cette absence de rodage.
[3] LOULICHKI (M.), « L'Examen périodique universel : miroir de l'état des droits humains au Maroc », Policy Paper n° 11/23, Rabat, Policy Center for the New South, mai 2023, disponible en ligne sur https://www.policycenter.ma/
[4] Cent vingt délégations ont fait des déclarations au cours du dialogue interactif du 8 novembre 2022. Le groupe de rapporteurs, ou troïka, constitué le 12 janvier 2022, était composé de l'Argentine, du Cameroun et de la Malaisie. Voir doc. A/HRC/52/7, précité, § 2 et 31.
[5] ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES, résolution 60/251 du 15 mars 2006, Conseil des droits de l'homme, § 5 e).
[6] La Commission des droits de l'homme avait perdu une part de son autorité en raison de la présence en son sein d'États dont le bilan était contesté ; l'accession de la Libye à sa présidence en 2003 a marqué le point culminant de cette contestation. L'universalité de l'Examen périodique universel constitue une réponse directe à ce reproche de sélectivité.
[7] CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME, résolution 5/1 du 18 juin 2007, Mise en place des institutions du Conseil des droits de l'homme, annexe, § 1 à 38.
[8] Il s'agit du rapport national établi par l'État examiné (§ 15, al. a), de la compilation des informations des organes conventionnels et des procédures spéciales établie par le Haut-Commissariat (§ 15, al. b) et du résumé des communications des parties prenantes également établi par le Haut-Commissariat (§ 15, al. c). Pour le quatrième cycle marocain : doc. A/HRC/WG.6/41/MAR/1, A/HRC/WG.6/41/MAR/2 et A/HRC/WG.6/41/MAR/3.
[9] CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME, décision 6/102 du 27 septembre 2007, Suivi de la résolution 5/1 du Conseil, points A à G.

résolution 16/21 de 2011 a réaménagé la périodicité et allongé le cycle à quatre ans et demi[10]. Le Groupe de travail se réunit en trois sessions annuelles et examine quatorze États par session[11]. L'architecture est simple, et c'est cette simplicité qui a fait sa réussite institutionnelle : aucun autre dispositif onusien de protection des droits humains n'affiche un taux de participation de cent pour cent[12].

L'attrait du mécanisme tient aussi à ce qu'il n'est pas. Il n'est ni juridictionnel, ni conventionnel, ni technique au sens où le sont les organes de traités. Il ne prononce pas de constat de violation[13]. Il ne dispose d'aucun pouvoir de sanction. Ce sont des États qui recommandent à un État, et l'État examiné choisit ce qu'il accepte[14]. Ivan Verougstraete y voyait le seul instrument universel de protection des droits humains examinant le bilan de tous les États[15], et soulignait que son caractère public, équitable et universel avait encouragé plusieurs gouvernements à engager des actions concrètes[16]. Hilary Charlesworth et Emma Larking ont proposé une lecture plus réservée, en mobilisant la notion de ritualisme : l'adhésion aux formes de l'examen peut coexister avec un désengagement à l'égard de ses objectifs, et la régularité du rituel devient elle-même une manière de contenir la critique[17]. Eric Tistounet, qui a dirigé pendant des années la branche du Conseil des droits de l'homme au Haut-Commissariat, décrit de son côté un dispositif dont la valeur se joue moins à Genève que dans les semaines qui suivent le retour de la délégation[18].

Le cas marocain se prête bien à l'arbitrage entre ces lectures, pour trois raisons. Le Royaume a été examiné aux quatre cycles sans interruption ni report[19]. Il a produit à chaque fois un rapport national substantiel, et s'est engagé volontairement, dès le deuxième cycle, à présenter

[10] CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME, résolution 16/21 du 25 mars 2011, Réexamen des activités et du fonctionnement du Conseil des droits de l'homme, annexe, § 3 à 8.
[11] Le Groupe de travail, composé des quarante-sept membres du Conseil, tient trois sessions ordinaires par an et examine quatorze États par session. La quarante et unième session, au cours de laquelle le Maroc a été examiné, s'est tenue du 7 au 18 novembre 2022.
[12] Aucun autre mécanisme international de protection des droits de l'homme ne réunit un taux de participation de cent pour cent, avec des États représentant l'ensemble des cultures juridiques et des systèmes politiques.
[13] À la différence des organes conventionnels, qui adoptent des observations finales à partir d'un examen technique, et des procédures spéciales, qui peuvent mener des visites de pays et publier des rapports circonstanciés, l'Examen périodique universel ne se prononce pas sur la conformité d'une situation déterminée au droit international.
[14] Le document final consigne aussi bien les recommandations qui recueillent l'adhésion de l'État examiné que celles dont il se borne à prendre note, sans que le mécanisme attache aux secondes de conséquence juridique distincte.
[15] VEROUGSTRAETE (I.), « Des droits de l'Homme trop bien protégés », in Liber amicorum en l'honneur de Raymond Martin, Bruxelles, Bruylant ; Paris, LGDJ, 2004, pp. 43-66.
[16] Ibid.
[17] CHARLESWORTH (H.) et LARKING (E.) (dir.), Human Rights and the Universal Periodic Review: Rituals and Ritualism, Cambridge, Cambridge University Press, 2014, spéc. l'introduction des directrices d'ouvrage.
[18] TISTOUNET (E.), The UN Human Rights Council: A Practical Anatomy, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 2020.
[19] Plusieurs États ont vu leur examen reporté ou perturbé au fil des cycles. Le cas le plus commenté demeure celui d'Israël, absent de la session de janvier 2013, dont l'examen a été reprogrammé en octobre de la même année.

des rapports à mi-parcours[20]. Enfin, la séquence 2008-2022 recouvre une période de réforme institutionnelle intense, ouverte par la Constitution du 29 juillet 2011[21], dont le préambule consacre la primauté des conventions internationales dûment ratifiées sur le droit interne[22] et dont le titre II élargit considérablement le catalogue constitutionnel des droits et libertés[23]. La genèse de ce texte reste discutée en doctrine[24]. Le Maroc offre donc le cas d'un État qui a joué le jeu du mécanisme, avec des moyens administratifs réels, dans un contexte de réforme. Si l'Examen périodique universel produit des conséquences, c'est là qu'ils devraient être visibles[25].

La question de départ paraît alors simple : qu'a produit l'Examen périodique universel au Maroc ? Elle appelle immédiatement une précision de méthode, car la réponse dépend entièrement de ce que l'on accepte de compter. Si l'on compte les textes adoptés, les institutions créées, les rapports soumis et les recommandations acceptées, le bilan est bon et le Maroc lui-même le présente ainsi. Si l'on compte les situations modifiées sur le terrain, le bilan devient beaucoup plus difficile à établir, et les communications des parties prenantes du quatrième cycle donnent une image sensiblement différente de celle du rapport national[26]. L'écart entre ces deux comptabilités n'est pas un défaut de l'enquête. Il est le résultat le plus intéressant.

La thèse défendue ici est que l'Examen périodique universel a produit au Maroc une conséquence d'institutionnalisation puissant et un effet de transformation normative faible. Le mécanisme a fabriqué de l'administration : une délégation interministérielle chargée du reporting, une méthodologie de consultation, un système informatique de suivi des recommandations, une institution nationale dotée de mécanismes spécialisés, un calendrier. Il n'a pas déplacé les positions que l'État marocain tient hors du champ de la négociation, et la comparaison entre les recommandations refusées en 2012 et celles refusées en 2022 le montre avec une constance qui

[20] Rapport national soumis conformément aux résolutions 5/1 et 16/21 du Conseil des droits de l'homme : Maroc, doc. A/HRC/WG.6/41/MAR/1, 22 août 2022, § 3.

[21] Constitution du Royaume du Maroc adoptée par référendum le 1er juillet 2011 et promulguée par le dahir n° 1-11-91 du 29 juillet 2011.

[22] Le préambule, partie intégrante de la Constitution, réaffirme l'attachement du Royaume aux droits humains tels qu'ils sont universellement reconnus et consacre la primauté des conventions internationales dûment ratifiées sur le droit interne, dans le respect des dispositions de la Constitution et des lois du Royaume.

[23] Voir le titre II de la Constitution de 2011, articles 19 à 40.

[24] FERRIÉ (J.-N.) et DUPRET (B.), « La nouvelle architecture constitutionnelle et les trois désamorçages de la vie politique marocaine », Confluences Méditerranée, vol. 78, n° 3, 2011, pp. 25-34. Les auteurs situent la réforme constitutionnelle dans une séquence ouverte bien avant février 2011, dont le mouvement de contestation aurait modifié le calendrier plus que le contenu.

[25] Le choix du Maroc relève de la logique du cas le plus favorable : si le mécanisme ne produit pas d'influence transformatrice là où l'État coopère, dispose de moyens administratifs et réforme son droit, l'hypothèse d'un impact transformateur général en sort affaiblie.

[26] La comparaison entre le rapport national (doc. A/HRC/WG.6/41/MAR/1) et le résumé des communications des parties prenantes (doc. A/HRC/WG.6/41/MAR/3, 18 août 2022) constitue l'un des rares points d'observation directe de cet écart, les deux documents portant sur la même période et sur les mêmes matières.

frappe. Deux notions commandent la démonstration. L'effectivité, entendue au sens que la théorie du droit donne à ce terme, désigne le degré d'application réelle des engagements souscrits. La sélectivité désigne l'opération par laquelle l'État examiné répartit les recommandations entre celles qu'il appuie et celles dont il se borne à prendre note, opération qui relève de sa seule appréciation et qu'aucune disposition ne vient encadrer[27]. L'hypothèse complémentaire est que le résultat observé au Maroc n'est pas propre à cet État : il tient aux instruments de mesure de l'examen lui-même, qui enregistrent des actes juridiques et non des états de fait, et qui récompensent donc l'activité législative plus que ses effets[28].

La démonstration s'appuie sur un corpus documentaire délimité : les quatre rapports du Groupe de travail concernant le Maroc[29], les rapports nationaux et les résumés de communications des parties prenantes établis par le Haut-Commissariat, en particulier ceux du quatrième cycle[30], ainsi que le document final adopté par le Conseil le 24 mars 2023[31]. Ce corpus est complété par une observation de terrain menée à l'occasion de travaux doctoraux qui ont comporté trois séjours de recherche en institution nationale des droits de l'homme, dont l'un au Conseil national des droits de l'homme du Maroc, et un stage au sein de l'Institut Prometheus de Rabat[32], pendant lequel l'institution a pris part à la rédaction d'un rapport parallèle sur la mise en œuvre des recommandations du deuxième cycle.

L'analyse portera d'abord sur ce que le mécanisme a construit, c'est-à-dire sur l'appareil national de suivi qui s'est formé au fil des cycles et sur la place qui y est assignée aux acteurs non étatiques (I). Elle portera ensuite sur ce qu'il n'a pas déplacé, en examinant le tri opéré par l'État marocain entre les recommandations et la stabilité des refus d'un cycle à l'autre (II).

I- UNE MACHINE ADMINISTRATIVE : L'EXAMEN PERIODIQUE UNIVERSEL COMME PRODUCTEUR D'INSTITUTIONS

La conséquence la plus tangible de quatorze années d'examen ne se lit pas dans le droit marocain des droits humains. Il se lit dans l'organigramme de l'État. Préparer un rapport national,

[27] La résolution 5/1 précitée ne subordonne à aucune condition le choix opéré par l'État examiné et n'attache aucune conséquence procédurale au refus. La sélectivité désignée ici n'est donc pas une déviation du mécanisme mais l'une de ses caractéristiques constitutives.

[28] Cette hypothèse ne peut être vérifiée à partir d'un seul cas. Elle appelle des travaux comparatifs portant sur des États présentant des capacités administratives différentes.

[29] Doc. A/HRC/8/22 (2008), A/HRC/21/3 (2012), A/HRC/36/6 (2017) et A/HRC/52/7 (2023), ainsi que leurs additifs respectifs.

[30] Doc. A/HRC/WG.6/41/MAR/1 et A/HRC/WG.6/41/MAR/3.

[31] Le document final relatif au Maroc a été adopté par le Conseil des droits de l'homme le 24 mars 2023, à sa cinquante-deuxième session.

[32] L'Institut Prometheus pour la démocratie et les droits humains est une organisation non gouvernementale marocaine établie à Rabat.

coordonner une trentaine d'administrations[33], traiter trois cents recommandations et rendre compte à mi-parcours suppose un circuit de travail permanente, qui n'existait pas en 2008 et qui existe aujourd'hui (A). Ce processus intègre l'institution nationale des droits de l'homme et les associations, mais elle leur assigne une position déterminée, en aval de l'initiative étatique (B)[34].

A- La formation d'une chaîne administrative du reporting

Entre 2008 et 2022, la préparation du rapport national marocain est passée d'un exercice ponctuel à une procédure administrative continue, dotée de ses phases, de ses acteurs et de son outillage informatique (1). Cette organisation produit une information abondante sur l'activité normative de l'État, et aucune sur les impacts de cette activité (2)[35].

1- De l'exercice ponctuel à la routine d'État

Le premier rapport marocain de 2008 a été préparé dans un cadre encore expérimental. Le deuxième a été précédé, entre novembre 2011 et février 2012, d'une journée d'étude, d'un séminaire national avec des experts internationaux et de trois rencontres régionales à Marrakech, Oujda et Laâyoune, puis de réunions de concertation les 24 janvier et 14 février 2012 avant validation le 22 du même mois[36]. La différence tient à un élément survenu entre les deux examens : la création, en 2011, de la Délégation interministérielle aux droits de l'homme, chargée d'élaborer et de présenter les rapports nationaux et de coordonner le suivi des recommandations[37]. Le deuxième examen intervenait par ailleurs dans un contexte politique particulier[38].

Le rapport national du quatrième cycle décrit une procédure en quatre phases dont la durée dépasse un an. Le lancement du processus, la mobilisation des acteurs institutionnels et la compilation des informations occupent de juillet 2021 à mars 2022. Les consultations avec la société civile se tiennent de mars à juin 2022, dans les douze régions du Royaume, et rassemblent

[33] Le rapport national de 2022 mentionne la coordination des contributions des secteurs de l'administration publique, des organes de sécurité, des autorités judiciaires, des institutions nationales, du Parlement et des conseils régionaux. Doc. A/HRC/WG.6/41/MAR/1, précité, § 2.

[34] L'expression désigne ici une position procédurale et non une appréciation de la qualité des contributions : les acteurs non étatiques interviennent sur un texte et selon un calendrier dont l'État conserve la maîtrise.

[35] La distinction entre l'activité normative et ses effets recoupe celle que la doctrine établit entre validité et effectivité de la règle de droit.

[36] Ont été organisés une journée d'étude sur la responsabilité des parties prenantes le 17 novembre 2011, un séminaire national sur le mécanisme de l'Examen avec la participation d'experts internationaux les 2 et 3 décembre 2011, puis trois rencontres régionales à Marrakech, Oujda et Laâyoune les 16 et 24 décembre 2011 et le 11 février 2012. Des réunions de concertation se sont tenues les 24 janvier et 14 février 2012, avant validation lors d'une réunion élargie le 22 février 2012.

[37] La Délégation interministérielle aux droits de l'homme a été créée en 2011. Elle est le mécanisme chargé de l'élaboration et de la présentation des rapports nationaux ainsi que du suivi des recommandations. Voir doc. A/HRC/WG.6/41/MAR/1, § 2.

[38] Le deuxième examen s'est tenu le 22 mai 2012, un an après la réforme constitutionnelle et dans un contexte de recomposition politique consécutif au mouvement du 20 février 2011.

environ six cent trente-quatre associations autour de l'avant-projet de rapport. Le projet est ensuite présenté aux deux chambres du Parlement les 19 et 25 juillet 2022. La version finale est adoptée en tenant compte de ces séances[39]. La Délégation interministérielle a formalisé cette méthodologie dans un guide pratique d'élaboration des rapports nationaux[40]. Cette antériorité méthodologique s'inscrit dans une pratique marocaine plus ancienne de traitement institutionnel du passé[41].

Ce que décrit ce calendrier, ce n'est plus la préparation d'un document. C'est une fonction administrative permanente, avec ses agents, ses procédures et son outillage. Le Royaume a d'ailleurs mis en place un système informatique de suivi de l'application des recommandations émanant des mécanismes onusiens, reliant les responsables de la mise en œuvre au sein des administrations, des institutions nationales et d'autres parties prenantes [42] . L'engagement volontaire à présenter des rapports à mi-parcours, pris dès le deuxième cycle, a joué dans le même sens : il oblige les services concernés à rendre compte au milieu du cycle, et non à sa veille[43]. La pratique du rapport à mi-parcours reste volontaire et minoritaire à l'échelle universelle[44].

Cette montée en régime administratif est une conséquence propre de l'Examen. Elle ne s'explique ni par les organes de traités, dont les échéances sont plus espacées et sectorielles, ni par les procédures spéciales, dont les visites restent ponctuelles. Elle tient à la combinaison de trois caractéristiques du mécanisme : la périodicité fixe, l'obligation de rendre compte devant l'ensemble des États membres, et le fait que le rapport soit l'œuvre de l'État lui-même. La décision 6/102 impose d'ailleurs que les informations relatives au processus de consultation figurent dans le rapport national, ce qui transforme la méthode de préparation en objet d'évaluation[45]. L'État est donc examiné aussi sur la manière dont il s'est préparé à être examiné.

[39] Doc. A/HRC/WG.6/41/MAR/1, précité, § 2, phases I à IV.
[40] Ibid. La Délégation interministérielle s'est appuyée sur son guide pratique relatif à l'élaboration des rapports nationaux et aux dialogues avec les organes chargés des droits de l'homme.
[41] Le Royaume avait antérieurement expérimenté des dispositifs de documentation à vocation publique, dont l'Instance Équité et Réconciliation, chargée d'établir la nature et le contexte des violations passées et de proposer des mesures de réparation.
[42] Doc. A/HRC/WG.6/41/MAR/1§ 6. Le système relie les responsables de la mise en œuvre au sein des administrations publiques, des institutions nationales et d'autres parties prenantes.
[43] Ibid., § 3. L'engagement volontaire remonte à la participation du Royaume au deuxième cycle, en 2012.
[44] La présentation d'un rapport à mi-parcours n'est prévue par aucune disposition des résolutions 5/1 et 16/21 : elle relève d'un engagement volontaire, encouragé notamment par UPR Info. Voir UPR INFO, The Butterfly Effect. Spreading Good Practices of UPR Implementation, Genève, 2016, disponible en ligne sur https://upr-info.org/
[45] Décision 6/102, point A. Les informations relatives au processus de consultation doivent figurer dans le rapport national de l'État examiné, ce qui permet d'apprécier les modalités selon lesquelles les autres parties prenantes ont été associées à la phase initiale.

2- Ce que produit la chaîne, et ce qu'elle ne produit pas

La contrepartie de cette organisation apparaît dès qu'on lit le rapport national de 2022 pour ce qu'il est : un inventaire d'actes juridiques. On y trouve la loi n° 76-15 relative à la réorganisation du Conseil national des droits de l'homme[46], la loi n° 14-16 sur l'Institution du Médiateur[47], la loi n° 79-14 relative à l'Autorité pour la parité et la lutte contre toutes formes de discrimination[48], la loi n° 46-19 renforçant l'Instance nationale de la probité, de la prévention et de la lutte contre la corruption[49], la loi n° 89-15 sur le Conseil consultatif de la jeunesse et de l'action associative[50] et la loi organique n° 04-16 sur le Conseil national des langues et de la culture marocaine[51]. La liste est longue, exacte, et vérifiable.

Elle ne dit pas si ces institutions fonctionnent. Les parties prenantes, elles, le disent. Plusieurs d'entre elles ont regretté devant le Haut-Commissariat que certaines instances ne soient toujours pas opérationnelles plus de dix ans après leur création, et ont recommandé d'accélérer la mise en service effective de l'Autorité pour la parité, du Conseil consultatif de la jeunesse et de l'action associative et du Conseil national des langues et de la culture marocaine[52]. La loi n° 79-14 date de septembre 2017[53] ; la question de l'entrée en fonction effective de l'Autorité qu'elle institue restait posée cinq ans plus tard.

L'écart mérite d'être nommé précisément, car il structure toute la suite du raisonnement. Le circuit administratif construite autour de l'Examen produit une information fiable sur l'activité normative de l'État. Elle ne produit aucune information indépendante sur les effets de cette activité. Le mécanisme mesure donc ce que l'État sait le mieux documenter, et l'État documente le mieux ce qu'il contrôle entièrement : ses propres textes.

[46] Loi n° 76-15 relative à la réorganisation du Conseil national des droits de l'homme. Voir doc. A/HRC/WG.6/41/MAR/1, § 16.
[47] Loi n° 14-16 relative à la réorganisation de l'Institution du Médiateur, qui a renforcé ses attributions en matière d'assistance judiciaire et juridique aux personnes vulnérables et lui a conféré le pouvoir de demander l'engagement de poursuites disciplinaires. Ibid., § 18.
[48] Loi n° 79-14 relative à l'Autorité pour la parité et la lutte contre toutes formes de discrimination, adoptée en septembre 2017. Ibid., § 19.
[49] Loi n° 46-19 promulguée en mai 2021, relative à l'Instance nationale de la probité, de la prévention et de la lutte contre la corruption. Ibid., § 20.
[50] Loi n° 89-15 relative au Conseil consultatif de la jeunesse et de l'action associative, adoptée en janvier 2018. Ibid., § 21.
[51] Loi organique n° 04-16 relative au Conseil national des langues et de la culture marocaine, adoptée en mars 2020. Ibid., § 22.
[52] Résumé des communications des parties prenantes concernant le Maroc, doc. A/HRC/WG.6/41/MAR/3 § 11.
[53] Loi n° 79-14 précitée.

B- Une participation organisée : la place assignée aux acteurs non étatiques

L'institution nationale des droits de l'homme occupe dans ce dispositif une position que sa qualité technique ne suffit pas à clarifier (1). Les associations y disposent d'un accès réel, mais dont la procédure limite la portée (2).

1- Le Conseil national des droits de l'homme, entre expertise et proximité institutionnelle

Les Principes de Paris, approuvés par la Commission des droits de l'homme en 1992 puis entérinés par l'Assemblée générale en décembre 1993[54], fixent les critères d'indépendance, de mandat et de composition auxquels doivent répondre les institutions nationales[55]. Le Conseil consultatif des droits de l'homme marocain était accrédité au statut A depuis 2001 [56], l'accréditation relevant du comité international de coordination des institutions nationales[57]. Le Conseil national des droits de l'homme lui a succédé, avant que la loi n° 76-15 ne lui confère des compétences élargies et surtout ne crée en son sein trois mécanismes nationaux dotés d'une indépendance fonctionnelle : le Mécanisme national de prévention de la torture, le Mécanisme national de recours pour les enfants victimes de violation de leurs droits et le Mécanisme national de protection des droits des personnes en situation de handicap[58].

Le premier de ces mécanismes a effectué, depuis 2019, trente et une visites de lieux de privation de liberté et neuf visites de suivi de l'état d'application de ses recommandations[59]. Devant le Groupe de travail, la délégation marocaine a avancé un taux de prise en compte de ses recommandations par les pouvoirs publics de quatre-vingt-cinq pour cent[60]. Le chiffre est présenté sans indication de méthode, et il conviendrait de savoir ce qu'il recouvre : une réponse écrite de l'administration, l'engagement d'une procédure, ou la correction constatée d'une situation.

Le Conseil national a par ailleurs adressé au Groupe de travail des observations qui ne ménagent pas le gouvernement. Il a déploré que le Maroc n'ait pas présenté dans les délais son rapport au Comité contre la torture et recommandé la publication du rapport de visite du Sous-

[54] Résolution 48/134, annexe, Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme.
[55] Les Principes de Paris ont été approuvés par la Commission des droits de l'homme en 1992, puis entérinés par l'Assemblée générale des Nations Unies dans sa résolution 48/134 du 20 décembre 1993. Ils fixent les lignes directrices relatives au statut, aux compétences et au fonctionnement des institutions nationales des droits de l'homme.
[56] Le Conseil consultatif des droits de l'homme, prédécesseur du Conseil national, était accrédité au statut A depuis 2001.
[57] L'accréditation relève du sous-comité d'accréditation du comité international de coordination des institutions nationales, devenu Alliance globale des institutions nationales des droits de l'homme. Ce comité a organisé des ateliers de formation aux procédures de l'Examen périodique universel destinés aux institutions nationales.
[58] Doc. A/HRC/WG.6/41/MAR/1, précité, § 16.
[59] Ibid., § 17.
[60] Doc. A/HRC/52/7, § 16.

Comité pour la prévention de la torture de 2017[61]. Il a recommandé l'adoption de la loi organique n° 97.15 relative au droit de grève et de la loi organique relative à l'exception d'inconstitutionnalité[62]. Il a recommandé l'abolition de la peine de mort en droit et en pratique, la mise en conformité du Code pénal, du Code de procédure pénale et du Code de la famille avec le droit international, et l'élargissement de l'espace civique[63]. Une institution nationale qui recommande à son propre gouvernement d'abolir la peine capitale ne se comporte pas en relais.

La difficulté est ailleurs. Alkarama a recommandé de rendre le Conseil national plus indépendant du pouvoir exécutif[64], et d'autres organisations ont recommandé de faire le nécessaire pour que la société civile le considère comme une institution crédible et indépendante[65]. La formule est révélatrice : ce qui est en cause n'est pas la qualité du travail produit, mais la perception qu'en ont les acteurs associatifs. Une institution nationale placée au cœur de le procesus de reporting hérite d'une position ambiguë, puisqu'elle contribue à l'exercice qu'elle est censée évaluer.

2- Les associations, entre contribution parallèle et compression documentaire

Le quatrième cycle a réuni soixante-sept communications de parties prenantes[66]. La délégation marocaine a fait état de trente et un rapports soumis par des organisations de la société civile et des coalitions associatives, et de la participation d'une vingtaine de militants à la présession[67], réunion préparatoire organisée à Genève hors du cadre officiel de l'examen[68]. Sur le plan quantitatif, la mobilisation associative marocaine autour de l'Examen est parmi les plus fournies du continent[69].

Le travail de terrain conduit à l'Institut Prometheus de Rabat, dans le cadre de la préparation d'un rapport parallèle sur la mise en œuvre des recommandations du deuxième cycle, a mis en évidence une incidence secondaire du mécanisme rarement relevé. Les administrations publiques sollicitées répondaient avec diligence dès lors que la demande de mise à jour d'informations était présentée comme destinée à un rapport parallèle pour l'Examen périodique

[61] Doc. A/HRC/WG.6/41/MAR/3, § 3.
[62] Ibid., § 2.
[63] Ibid., § 4.
[64] Ibid., § 10.
[65] Ibid.
[66] Ibid., § 1. Le rapport réunit soixante-sept communications de parties prenantes, résumées en raison de la limite fixée pour la longueur des documents.
[67] Doc. A/HRC/52/7, § 7.
[68] Les présessions sont organisées à Genève par UPR Info quelques semaines avant l'examen. Elles permettent à des représentants d'organisations nationales de s'adresser directement aux missions permanentes. Elles ne font pas partie de la procédure établie par la résolution 5/1.
[69] Soixante-sept communications ont été enregistrées pour le quatrième cycle marocain, dont trente et un rapports d'organisations et de coalitions nationales. Doc. A/HRC/WG.6/41/MAR/3, § 1, et doc. A/HRC/52/7, précité, § 7.

universel[70]. Le même impact d'ouverture avait été observé à l'occasion de rencontres associatives tenues à Rabat au lendemain de la réforme constitutionnelle[71]. L'échéance genevoise ouvre ainsi, pour une durée limitée, un accès à l'information administrative que les associations n'obtiennent pas aussi facilement en période ordinaire. C'est un impact réel, et il est procédural avant d'être normatif.

Reste la question du poids effectif de ces contributions dans l'examen. Les communications des parties prenantes n'entrent pas telles quelles dans les documents soumis au Groupe de travail : elles sont résumées par le Haut-Commissariat dans un document dont la longueur est plafonnée[72]. Soixante-sept communications se retrouvent donc condensées dans un texte d'une dizaine de pages, où chaque organisation dispose au mieux de quelques lignes et où la plupart des positions sont attribuées à des « auteurs de la communication conjointe n° X ». La compression est une contrainte matérielle de gestion documentaire, mais elle a une conséquence de fond : elle égalise et anonymise des contributions d'inégale valeur probatoire, et elle laisse aux délégations étatiques le soin de choisir celles qu'elles reprendront[73].

Quant aux consultations régionales de 2022, elles méritent d'être qualifiées avec exactitude. Six cent trente-quatre associations ont discuté de l'avant-projet de rapport national avec les représentations régionales de l'administration, les organes de sécurité, les autorités judiciaires et les conseils régionaux[74]. La participation est réelle, et son ampleur territoriale est remarquable. Elle porte cependant sur un texte élaboré par l'État, à un stade où l'architecture du rapport est déjà arrêtée. Les associations sont consultées sur le récit officiel avant qu'il ne parte à Genève ; elles ne coproduisent pas ce récit[75].

Cette organisation de la participation constitue le versant institutionnel de l'Examen. Elle explique pourquoi le Maroc obtient de bons résultats sur les indicateurs de coopération avec le

[70] Observation recueillie lors du stage au sein de l'Institut Prometheus de Rabat, mentionné supra. Les demandes de mise à jour d'informations adressées aux administrations publiques recevaient une réponse rapide dès lors qu'elles étaient présentées comme destinées à un rapport parallèle pour l'Examen périodique universel.

[71] Une conférence sur le thème « La société civile et ses nouveaux rôles constitutionnels », organisée par la Fondation Allal El Fassi dans le cadre de son programme culturel, s'est tenue le 27 juin 2014 à Rabat.

[72] Le résumé des communications des parties prenantes est établi par le Haut-Commissariat dans une limite de dix pages. Les contributions n'apparaissent donc pas directement dans les documents d'examen. Voir doc. A/HRC/WG.6/41/MAR/3, § 1.

[73] Une organisation dont la préoccupation n'est reprise par aucune délégation lors du dialogue interactif n'obtient pas de recommandation, quelle que soit la qualité de sa communication. Le filtrage s'opère donc à deux niveaux : au moment du résumé, puis au moment du dialogue.

[74] Doc. A/HRC/WG.6/41/MAR/1, § 2, phase II. Les consultations se sont tenues dans les douze régions du Royaume, de mars à juin 2022.

[75] Le rapport national demeure, aux termes du paragraphe 15, alinéa a), de l'annexe à la résolution 5/1, un document de l'État examiné. Les contributions des autres acteurs empruntent la voie distincte du paragraphe 15, alinéa c).

mécanisme. Elle n'indique rien, en revanche, sur le sort réservé au contenu des recommandations, qui est l'objet de la seconde partie[76].

II- UN TRI STABLE : CE QUE L'EXAMEN PERIODIQUE UNIVERSEL N'A PAS DEPLACE

Trois cent six recommandations en 2022, deux cent quarante-quatre en 2017, cent cinquante en 2012, treize en 2008[77]. La progression est spectaculaire, et elle est régulièrement présentée comme une mesure de la vitalité du mécanisme. Elle mesure surtout l'apprentissage collectif des États recommandants, qui ont compris qu'il n'existe aucune limite au nombre de recommandations formulables et que l'exercice sert aussi des fins diplomatiques. Ce qu'il faut regarder n'est pas le volume, mais la ligne de partage entre ce qui est accepté et ce qui ne l'est pas (A), et la constance de cette ligne d'un cycle à l'autre (B).

A- La ligne de partage entre l'acceptable et l'écarté

Les recommandations acceptées par le Maroc dessinent un domaine cohérent, celui des politiques sociales et de la mise à niveau institutionnelle (1). Celles qu'il écarte en dessinent un autre, plus étroit et plus stable (2).

1- Ce que le Maroc accepte : la mise à niveau institutionnelle et sociale

Sur les trois cent six recommandations du quatrième cycle, deux cent trente-deux ont été soutenues et soixante-quatorze notées[78], dont trente-deux expressément rejetées et cinq écartées comme touchant à l'intégrité territoriale[79]. Le troisième cycle avait suivi une répartition comparable[80]. Le document final a été adopté par le Conseil des droits de l'homme le 24 mars 2023[81].

La masse acceptée est cohérente. Elle porte sur la protection sociale, la santé, l'éducation, l'autonomisation économique des femmes, le handicap, la traite des êtres humains et la protection de l'enfance. Ce sont des domaines où l'État marocain avait déjà engagé des programmes, où la

[76] Sur la distinction entre les indicateurs de coopération avec le mécanisme et les indicateurs de résultat, voir UPR INFO, op. cit.

[77] LOULICHKI (M.), op. cit. L'auteur relève treize recommandations en 2008, dont onze acceptées ; cent cinquante en 2012, dont cent quarante acceptées ; deux cent quarante-quatre en 2017, dont cinquante-trois simplement notées ; trois cent six en 2022.

[78] La terminologie officielle distingue les recommandations que l'État « appuie » (supported) de celles dont il « prend note » (noted). La seconde catégorie recouvre aussi bien un refus explicite qu'une position d'attente, ce qui limite la portée des statistiques agrégées.

[79] Doc. A/HRC/52/7/Add.1 ; voir également la présentation du document final relatif au Maroc devant le Conseil des droits de l'homme le 24 mars 2023 et LOULICHKI (M.), op. cit.

[80] En 2017, sur deux cent quarante-quatre recommandations, cinquante-trois avaient fait l'objet d'une simple prise de note. La proportion des recommandations écartées est donc restée voisine d'un quart d'un cycle à l'autre.

[81] Doc. A/HRC/52/7, § 57 : les réponses du Maroc devaient être incluses dans le rapport adopté par le Conseil à sa cinquante-deuxième session.

recommandation internationale conforte une orientation gouvernementale, et où l'acceptation ne coûte rien puisqu'elle valide l'existant. La loi-cadre n° 09-21 relative à la protection sociale[82], la loi-cadre n° 51-17 relative au système d'éducation, de formation et de recherche scientifique[83], la loi n° 103-13 relative à la lutte contre les violences faites aux femmes[84] et la loi n° 19-12 fixant les conditions de travail et d'emploi des travailleuses et travailleurs domestiques, entrée en vigueur le 2 octobre 2018[85], relèvent de cette catégorie.

Deux acquis échappent cependant à cette lecture, et il faut les porter au crédit du mécanisme. Le 24 février 2022, le Maroc a achevé la procédure de ratification du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ; les instruments d'adhésion ont été déposés le 22 avril et les protocoles sont entrés en vigueur le 22 juillet 2022[86]. Ces deux adhésions figuraient parmi les recommandations formulées dès le premier cycle et réitérées au deuxième[87], et le Maroc avait maintenu jusque-là ses réserves à l'égard des procédures de communication[88]. Elles ouvrent la voie aux communications individuelles, c'est-à-dire à un contrôle qui ne dépend plus du bon vouloir de l'État. Il s'agit là d'une avancée de nature juridique, et non d'un affichage.

Le calendrier mérite d'être relevé. La procédure interne s'achève en février 2022, l'entrée en vigueur intervient en juillet, l'examen se tient en novembre. La délégation a pu ouvrir son exposé sur cette annonce[89]. La ratification est réelle ; sa date ne doit rien au hasard. C'est une caractéristique connue de l'Examen : il produit des effets d'anticipation dans les mois qui précèdent la session, et ces conséquences sont d'autant plus nets que la mesure attendue est ponctuelle et symboliquement lisible.

---

[82] Loi-cadre n° 09-21 relative à la protection sociale, qui prévoit la généralisation de la couverture médicale de base et l'universalisation de la protection sociale. Doc. A/HRC/WG.6/41/MAR/1, § 92 et suivants.

[83] Loi-cadre n° 51-17 relative au système d'éducation, de formation et de recherche scientifique. Ibid.

[84] Loi n° 103-13 relative à la lutte contre les violences faites aux femmes, articulée autour de la prévention, de la protection, de la sanction et de la prise en charge. Ibid., § 110.

[85] Loi n° 19-12 fixant les conditions de travail et d'emploi des travailleuses et travailleurs domestiques, entrée en vigueur le 2 octobre 2018. Ibid., § 117.

[86] Ibid., § 10. La procédure de ratification a été achevée le 24 février 2022, les instruments d'adhésion déposés auprès du Secrétaire général le 22 avril 2022, et les protocoles sont entrés en vigueur le 22 juillet 2022.

[87] Il avait notamment été recommandé au Maroc, lors des deux premiers cycles, d'adhérer au premier Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et au Protocole facultatif se rapportant à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

[88] Ces deux protocoles instituent des procédures de communication individuelle devant le Comité des droits de l'homme et le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. Leur ratification déplace le contrôle d'un registre déclaratif vers un registre quasi contentieux.

[89] Doc. A/HRC/52/7, § 8.

Le Maroc a également ratifié, le 14 juin 2019, trois conventions de l'Organisation internationale du Travail : la convention n° 97 sur les travailleurs migrants (révisée) de 1949, la convention n° 102 concernant la sécurité sociale de 1952 et la convention n° 187 sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail de 2006[90]. Il a par ailleurs présenté son rapport périodique devant le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes les 21 et 22 juin 2022[91].

2- Ce qu'il écarte : quatre domaines soustraits à la négociation

La peine capitale occupe une place à part dans le quatrième cycle. Une vingtaine de recommandations demandent son abolition, la ratification du deuxième Protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ou la commutation des condamnations prononcées[92]. La délégation a répondu par l'état du débat public interne, en indiquant qu'après trois décennies de moratoire le nombre de crimes passibles de la peine de mort avait été réduit et que la grâce royale avait permis des commutations[93]. La date de la dernière exécution demande à être établie avec précision[94]. La position est demeurée inchangée : le moratoire de fait, sans abolition de droit et sans engagement conventionnel.

Le Code de la famille constitue le deuxième domaine. Vingt-quatre recommandations le mentionnent, et elles reprennent presque mot pour mot celles du deuxième cycle : succession, tutelle des enfants mineurs, dissolution du mariage, mariage des mineurs, polygamie[95]. La Roumanie a recommandé de réviser le Code afin d'interdire et de combattre par des voies légales la discrimination à l'égard des femmes dans les procédures de succession, de divorce et de mise sous tutelle[96]. En 2012, la Belgique avait recommandé de réviser le même Code en vue d'interdire

[90] Doc. A/HRC/WG.6/41/MAR/1, § 11.
[91] Ibid., § 7. Le rapport valant cinquième et sixième rapports périodiques sur la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes a été examiné les 21 et 22 juin 2022.
[92] Doc. A/HRC/52/7, recommandations 57.1 à 57.14 et 57.67 à 57.74, émanant notamment de la France, de l'Australie, de l'Islande, de la Norvège, de la Slovénie, du Bénin, du Togo, de l'Irlande, du Costa Rica, de la Côte d'Ivoire, de la Zambie et du Mozambique.
[93] Ibid., § 23.
[94] La dernière exécution au Maroc a eu lieu le 5 septembre 1993. À cette date, un commissaire de police nommé Mustapha Tabit a été jugé coupable de nombreux viols et abus de pouvoir par le tribunal de Casablanca. Le dernier acte d'exécution judiciaire enregistré au Maroc date du 5 septembre 1993. Ce jour-là, Mustapha Tabit, ancien commissaire de police, a été exécuté après la condamnation à mort prononcée par la chambre criminelle de la Cour d'appel de Casablanca pour plusieurs charges, dont le viol et l'abus de pouvoir. Voir notamment, Amnesty International, Morocco: Human Rights Record, 1994.
[95] Ibid., recommandations 57.180 et suivantes.
[96] Ibid., recommandation 57.188 (Roumanie).

la polygamie et le mariage des mineurs, et de garantir l'égalité en matière d'héritage[97]. Dix ans séparent ces formulations ; leur objet est identique.

Le troisième domaine touche à la nationalité et à l'apatridie, matière moins visible mais juridiquement significative. La loi n° 62-06, promulguée par le dahir n° 1-07-80 du 23 mars 2007, a modifié l'article 6 du Code de la nationalité marocaine et permet désormais à l'enfant né d'une mère marocaine d'être marocain[98]. La réforme est substantielle et elle a mis fin à une source classique d'apatridie[99]. Elle laisse subsister une inégalité que les parties prenantes ont signalée au quatrième cycle : la Marocaine ne transmet pas sa nationalité à son époux étranger dans les mêmes conditions qu'un Marocain à son épouse étrangère[100]. Sur le versant conventionnel, le Congo a recommandé au Maroc d'adhérer à la Convention de 1954 relative au statut des apatrides et à la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie[101]. Le rapport national de 2022 répond que le Royaume « continue d'étudier l'opportunité » de ratifier ces deux instruments[102]. La formule mérite d'être relevée. Elle laisse la recommandation ouverte sans lui donner suite, et le Maroc n'est partie à aucun des deux instruments[103]. Les parties prenantes ont par ailleurs relevé que plusieurs difficultés procédurales compliquent l'enregistrement des enfants à l'état civil, notamment pour les enfants migrants, et recommandé la suppression du délai de trente jours prévu par la loi[104]. Le défaut d'enregistrement des naissances est l'une des causes premières de l'apatridie ; la recommandation vise donc un mécanisme de production du risque, et non seulement son traitement.

Le quatrième domaine est celui du Sahara marocain. Vingt et une recommandations du quatrième cycle s'y rapportent, dont celle de la Norvège[105] et celle du Venezuela[106]. Cinq

[97] Recommandations 131.6 et 131.7 formulées par la Belgique lors du deuxième cycle, doc. A/HRC/21/3, non retenues par le Maroc.
[98] Loi n° 62-06 modifiant et complétant le dahir n° 1-58-250 du 21 safar 1378 (6 septembre 1958) portant Code de la nationalité marocaine, promulguée par le dahir n° 1-07-80 du 3 rabii I 1428 (23 mars 2007), Bulletin officiel n° 5514 du 5 avril 2007, p. 457. L'article 6 dispose qu'est Marocain l'enfant né d'un père marocain ou d'une mère marocaine.
[99] La loi n° 62-06, qui modifie et complète le Code de la nationalité marocaine, a institué la transmission de la nationalité marocaine par la mère à ses enfants, quelle que soit la nationalité du père. Cette disposition élimine une source importante de risque d'apatridie pour les enfants nés de couples mixtes. V. D. Perrin, « Identité et transmission du lien national au Maghreb : étude comparée des codes de la nationalité », L'Année du Maghreb, III, 2007, p. 479-497.
[100] Doc. A/HRC/WG.6/41/MAR/3, § 58. Les parties prenantes recommandent de modifier le Code de la nationalité afin d'accorder aux Marocaines le droit de transmettre leur nationalité à leur mari étranger dans les mêmes conditions que celles applicables aux épouses étrangères.
[101] Doc. A/HRC/52/7, recommandation 57.25 (Congo).
[102] Doc. A/HRC/WG.6/41/MAR/1, § 12.
[103] Le Maroc n'est partie ni à la Convention de 1954 relative au statut des apatrides, ni à la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie.
[104] Doc. A/HRC/WG.6/41/MAR/3, § 80.
[105] Doc. A/HRC/52/7, recommandation 57.306 (Norvège).
[106] Ibid., recommandation 57.305 (République bolivarienne du Venezuela).

recommandations ont été écartées par le Maroc comme portant atteinte à son intégrité territoriale[107]. La délégation a répondu sur le terrain politique, en dénonçant le parti pris sur la question du Sahara[108]. Cette matière révèle une limite structurelle du mécanisme : l'examen par les pairs suppose des pairs désintéressés, et la formulation de recommandations par des États engagés dans un contentieux politique déplace l'exercice vers l'arène diplomatique. Mohamed Loulichki, qui a représenté le Maroc à Genève[109], souligne à la fois que l'Examen a fait progresser la reddition de comptes et que le nombre de recommandations, leur formulation souvent vague et répétitive, ainsi que la durée de trois heures du dialogue, en limitent la crédibilité[110].

B- La constance des refus, mesure de l'effectivité du mécanisme

La réforme du statut personnel, engagée hors du canal onusien, permet de mesurer ce que l'Examen déclenche et ce qu'il se borne à enregistrer (1). Le traitement de l'espace civique montre pourquoi le mécanisme, faute de moyen d'établissement des faits, en revient toujours au comptage des textes (2).

1- Le statut personnel : une réforme qui ne doit rien à Genève

Le Code de la famille de 2004[111] avait été présenté, lors du premier cycle, comme l'acquis majeur du Royaume en matière de droits des femmes. Il est devenu, dès le deuxième, l'objet principal des recommandations refusées[112]. En 2012, le Maroc n'a pas retenu les recommandations de la Slovénie et de la Suisse relatives aux déclarations et réserves à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, ni celles de la Belgique sur la polygamie, le mariage des mineurs et l'égalité successorale[113]. En 2017, il a écarté les recommandations visant à dépénaliser la situation des mères célibataires, à reconnaître pleinement les enfants nés hors mariage, à interdire le mariage des mineurs et à supprimer les dispositions discriminatoires en matière de garde, de tutelle, d'héritage et de polygamie[114]. En 2022, les mêmes

[107] LOULICHKI (M.), op. cit.
[108] Voir Doc. A/HRC/52/7, § 56.
[109] Mohamed Loulichki a été ambassadeur, représentant permanent du Royaume du Maroc auprès de l'Office des Nations Unies à Genève. Sa position d'ancien praticien du mécanisme donne à ses réserves une portée particulière.
[110] LOULICHKI (M.), op. cit. L'auteur relève le nombre élevé de recommandations, leur formulation souvent vague et répétitive, ainsi que la brièveté du dialogue interactif.
[111] Loi n° 70-03 portant Code de la famille, promulguée par le dahir n° 1-04-22 du 12 hija 1424 (3 février 2004), Bulletin officiel n° 5184 du 5 février 2004.
[112] Le constat vaut pour les trois cycles postérieurs à 2008 : les recommandations portant sur le statut personnel figurent chaque fois parmi celles dont le Maroc se borne à prendre note.
[113] Recommandations 131.1 (Slovénie), 131.2 (Suisse), 131.6 et 131.7 (Belgique) du deuxième cycle, non retenues par le Maroc. Doc. A/HRC/21/3.
[114] Doc. A/HRC/36/6 et son additif. Figurent parmi les recommandations écartées celles visant la situation des mères célibataires, la reconnaissance juridique des enfants nés hors mariage, l'interdiction du mariage des mineurs et la suppression des dispositions discriminatoires en matière de garde, de tutelle, d'héritage et de polygamie.

objets reviennent, formulés par d'autres États notamment de la Roumanie, de la Belgique, du Canada, de la France, de l'Islande, de la Norvège et de la Slovénie [115].

Or une réforme du Code de la famille est engagée, et elle ne procède pas de l'Examen. Elle procède d'une initiative royale, annoncée dans le discours du Trône du 30 juillet 2022, suivie de la constitution d'une instance chargée de la révision qui a mené des auditions closes en décembre 2023, puis de la présentation des propositions au Souverain et de leur exposé public par le ministre de la Justice le 24 décembre 2024, portant sur cent trente-neuf dispositions révisées. Une commission interministérielle a été mise en place en janvier 2025 pour rédiger l'avant-projet de loi. La réforme est toujours en cours.

Le rapprochement des deux séquences est instructif. Pendant quinze ans, l'Examen périodique universel a enregistré, cycle après cycle, une demande internationale de réforme du statut personnel, sans impact visible. Lorsque la réforme s'est enfin engagée, elle l'a fait par un canal entièrement interne, selon un calendrier propre, et sur des fondements qui articulent référentiel religieux et exigences constitutionnelles plutôt que recommandations onusiennes[116]. On peut soutenir que l'accumulation des recommandations a contribué à maintenir la question à l'ordre du jour et à légitimer le travail des associations marocaines qui la portaient. C'est plausible, et invérifiable. Ce qui est vérifiable, c'est que le déclencheur institutionnel de la réforme est ailleurs[117].

2- L'espace civique : là où le comptage des textes échoue

Le dispositif juridique encadrant l'expression et la réunion fournit le cas le plus net de divergence entre les deux comptabilités évoquées en introduction. Du côté des textes, le Maroc peut faire état de la loi n° 31-13 relative au droit d'accès à l'information[118], de la création du Conseil national de la presse et de la publication de sa charte de déontologie, ainsi que de l'action de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle[119]. Du côté des situations, les parties prenantes décrivent autre chose.

Elles relèvent que la loi relative à la presse et à l'édition autorise les autorités à interdire toute publication portant atteinte à la religion islamique, au régime monarchique, à l'intégrité

[115] Voir les recommandations relatives au Code de la famille formulées lors du quatrième cycle. Doc. A/HRC/52/7.
[116] L'article 19 de la Constitution de 2011 énonce l'égalité de l'homme et de la femme dans la jouissance des droits et libertés, tout en réservant les dispositions de la Constitution ainsi que les constantes et les lois du Royaume.
[117] L'attribution d'une réforme à une cause déterminée reste une opération délicate en science politique comme en droit comparé. L'affirmation retenue ici est volontairement restrictive : elle porte sur le déclencheur institutionnel identifiable, non sur l'ensemble des facteurs ayant contribué à rendre la réforme possible.
[118] Loi n° 31-13 relative au droit d'accès à l'information. Doc. A/HRC/WG.6/41/MAR/1 § 97.
[119] Doc. A/HRC/52/7, § 21.

territoriale du Royaume ou à l'ordre public, et que le Code pénal maintient des infractions liées à la liberté d'expression passibles de peines d'emprisonnement [120]. Elles affirment que des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme exprimant pacifiquement des opinions critiques continuent d'être arrêtés, poursuivis et emprisonnés, ou de faire l'objet de harcèlement judiciaire[121]. Elles recommandent l'alignement du dahir n° 1.58.377 relatif aux rassemblements publics sur le droit international, afin qu'il ne soit pas utilisé pour restreindre les libertés fondamentales[122]. Elles signalent enfin que la loi n° 22.20 sur l'utilisation des réseaux sociaux comporte des dispositions non conformes aux normes internationales, et font état de l'emploi du logiciel espion Pegasus contre des journalistes et des défenseurs des droits de l'homme[123]. Le statut exact du texte visé sous l'appellation « loi n° 22.20 » appelle une vérification[124].

L'objection est prévisible : ces affirmations émanent d'organisations engagées, et l'État les conteste. L'objection est recevable, et c'est précisément là que le mécanisme montre sa faiblesse. L'Examen périodique universel ne dispose d'aucun moyen d'établissement des faits. Il ne mène pas d'enquête, n'entend pas de témoins, ne visite pas de lieux de détention. Il place côte à côte le récit de l'État et le résumé des contestations, puis laisse les délégations formuler des recommandations. Devant deux versions incompatibles, le mécanisme s'en tient à ce qu'il sait vérifier : l'existence d'une loi, la création d'une institution, le dépôt d'un instrument de ratification. Il compte donc les textes, faute de pouvoir compter autre chose.

Ce biais de mesure profite mécaniquement aux États dotés d'une capacité législative importante. Le Maroc en fait partie. Un État capable de produire quinze lois en cinq ans et d'en dresser la liste dans un rapport de vingt pages sera crédité d'une dynamique positive, indépendamment de l'application de ces lois. Le décalage constaté à propos de l'Autorité pour la parité, créée par une loi de 2017 et dont l'entrée en fonction effective était encore réclamée en 2022, illustre le mécanisme de ce biais[125]. La loi sur la traite des êtres humains offre une illustration voisine[126]. Il ne s'agit pas d'une manœuvre de l'État examiné : il s'agit de la conséquence logique

[120] Doc. A/HRC/WG.6/41/MAR/3, § 29.
[121] Ibid.
[122] Ibid., § 21. Le dahir n° 1.58.377 régit les rassemblements publics.
[123] Ibid., § 35.
[124] Le texte désigné par les parties prenantes comme « loi n° 22.20 » relative à l'utilisation des réseaux sociaux a fait l'objet d'une controverse publique au Maroc en 2020. Le projet de loi n° 22.20 est un texte controversé sur l'utilisation des réseaux sociaux qui a finalement été abandonné après un tollé général en 2020. Voir : Maroc Diplomatique, « Projet de loi 22-20 : quid des droits du consommateur marocain ? », Maroc Diplomatique, publié le 29 avril 2020, https://maroc-diplomatique.net/projet-de-loi-22-20-quid-des-droits-du-consommateur-marocain/
[125] Loi n° 79-14 précitée et doc. A/HRC/WG.6/41/MAR/3 § 11.
[126] La loi relative à la lutte contre la traite des êtres humains, entrée en vigueur en 2016, est décrite par les parties prenantes comme encore peu appliquée par les juridictions. Doc. A/HRC/WG.6/41/MAR/3 § 37.

d'un dispositif qui ne dispose que des informations que les parties veulent bien lui transmettre, et qui doit trancher entre elles sans instruction.

Charlesworth et Larking décrivent ce type de configuration comme un ritualisme, entendu non pas comme une hypocrisie délibérée mais comme un attachement aux formes de l'institution qui se substitue progressivement à la poursuite de ses fins[127]. Eric Tistounet situe pour sa part l'essentiel de l'exercice après le retour de la délégation[128]. L'Examen marocain ne relève pas de la simulation : le Royaume y consacre des moyens administratifs réels et y obtient des résultats juridiques réels. Il relève d'une spécialisation : quatorze années d'examen ont perfectionné la capacité de l'État à documenter son action, sans modifier la frontière de ce qu'il accepte de mettre en discussion.

Conclusion

L'apport de l'Examen périodique universel au Maroc se situe à un endroit que ni ses promoteurs ni ses détracteurs n'avaient placé au centre : il a doté l'État d'une administration des droits humains. La Délégation interministérielle, la méthodologie de consultation, le système de suivi informatisé, les mécanismes spécialisés logés au sein du Conseil national des droits de l'homme constituent un appareil qui n'existait pas en 2008 et qui survivra à chacun des cycles. Cet appareil produit de l'information, organise des échanges avec plusieurs centaines d'associations et maintient un dialogue avec Genève. Il ne décide pas de ce qui sera réformé[129].

La question ouverte porte sur les instruments de mesure. Tant que l'examen restera adossé aux seules données que l'État et les organisations veulent bien lui transmettre, sans capacité propre d'établissement des faits, il continuera de compter des textes. Le rapport à mi-parcours, que le Maroc présente volontairement depuis 2012[130], et le système informatisé de suivi introduit avant le quatrième cycle pourraient corriger ce biais, à une condition : que les données produites soient accessibles à des tiers et vérifiables par eux. Autrement, ces outils affineront la présentation sans modifier ce qui est mesuré[131].

Une dernière observation appelle des travaux complémentaires. Le cas marocain est celui d'un État à forte capacité administrative, qui a pu absorber l'exigence procédurale de l'Examen et en tirer un bénéfice organisationnel. Les États sahéliens engagés dans le même mécanisme ne

[127] CHARLESWORTH (H.) et LARKING (E.) (dir.), op. cit.
[128] TISTOUNET (E.), op. cit.
[129] Cette conclusion rejoint, par une voie empirique différente, l'analyse de CHARLESWORTH (H.) et LARKING (E.), op. cit.
[130] Doc. A/HRC/WG.6/41/MAR/1, § 3 et 6.
[131] Plusieurs propositions doctrinales et associatives portent sur l'adoption d'indicateurs de suivi mesurant l'application des recommandations plutôt que leur acceptation. Voir UPR INFO, op. cit.

disposent pas de ces moyens, et plusieurs d'entre eux traversent depuis 2020 des ruptures constitutionnelles qui affectent la continuité de leur participation. Si l'incidence principale de l'Examen périodique universel est un impact d'institutionnalisation, il faut alors se demander ce qu'il produit là où il n'y a pas d'institution à renforcer. La réponse ne se trouve pas dans le dossier marocain.

Le recours à la pratique des organes non-africains par la cour africaine des droits de l'homme et des peuples : un frein à l'effort d'africanisation des droits de l'homme ? [1]

The use of the practice of non-african bodies by the african court on human and peoples' rights: an obstacle to the effort to africanize human rights?

Par :

Moïse Kwizera Mukiza

Master en droit public (Université de Goma)

Assistant de recherche et d'enseignement à l'Université de Goma (RDC)

kwizeramukizamoise2002@gmail.com, moisekwizera@unigom.ac.cd

Résumé :

Cette contribution explore les efforts de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples à insuffler un vent africain à la conception et à la pratique des droits de l'homme en Afrique comme voulu par les pères fondateurs du système africain. Partant de l'élargissement des sources de droit applicables dans le système africain ainsi que les sources d'inspiration prévues aux articles 60 et 61 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples. Depuis son installation effective en 2006, la Cour africaine fournit des efforts pour produire une jurisprudence propre qui tienne en compte les réalités africaines. Cependant, les grandes contributions de la Cour sont lisibles dans les questions procédurales. Le recours prioritaire aux valeurs traditionnelles africaines : la dignité, l'humanisme, la solidarité et le communautarisme notamment dans l'interprétation des droits de l'homme dans le traitement du fond des affaires devrait permettre de ramener la Cour africaine sur le rail de l'africanisation des droits de l'homme sans renier le droit international des droits de l'homme. Par ailleurs, la construction d'un droit international des droits de l'homme reste nécessaire à l'universalisation effective des droits de l'homme face aux critiques occidentales du relativisme culturel africain.

Mots-clés : africanisation, valeurs traditionnelles, cour africaine, jurisprudence, droit international des droits de l'homme

[1] L'auteur remercie vivement le Professeur Trésor MAKUNYA et le Dr. Jonas SINDANI pour la lecture du premier draft de ce papier et les orientations qui ont conduit à son amélioration. Il remercie également les évaluateurs anonymes de la Revue pour leurs observations et suggestions.

Abstract:

This contribution explores the efforts of the African Court on Human and Peoples' Rights to breathe an African wind into the conception and practice of human rights in Africa, as intended by the founding fathers of the African system. Based on the expansion of sources of law applicable in the African system as well as the sources of inspiration provided for in articles 60 and 61 of the African Charter on Human and Peoples' Rights. Since its establishment in 2006, the African Court has been making efforts to produce its own case law that takes into account African realities. However, the major contributions of the Court are visible mainly in procedural matters. The priority use of traditional African values: dignity, humanism, solidarity and communitarianism, particularly in the interpretation of human rights in the handling of the merits of cases, should make it possible to bring the African Court back on the path of the africanization of human rights without denying international human rights law. Moreover, the construction of international human rights law remains necessary for the effective universalization of human rights in the face of Western criticism of African cultural relativism.

Keywords: africanization, traditional values, African court, jurisprudence, international human rights law

Introduction

Les droits de l'homme sont, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, au centre des préoccupations des Etats, tant au niveau universel que continental.[2] Les Etats ont en effet été convaincus de la nécessité de protéger et promouvoir les droits de l'homme, d'où l'adoption de plusieurs instruments juridiques et la création de plusieurs organes ayant pour vocation la protection et la promotion des droits de l'homme.[3]

Sur le plan continental africain, l'initiative d'adoption de ces instruments et organes nait après l'accession des Etats aux indépendances.[4] Cependant, à la création de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), il n'est aucunement mis en avant la protection des droits de l'homme en Afrique. Pourtant les Etats africains disaient adhérer aux principes de la Charte des Nations-Unies, à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH) et aux principes des droits de l'homme[5]. L'OUA visait ainsi principalement à faciliter une coopération pacifique et fructueuse entre les Etats.[6]

Il a fallu attendre 1981 et 1986 avec l'adoption et l'entrée en vigueur de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (Charte africaine) pour avoir un instrument juridique africain qui se rapporte spécifiquement aux droits de l'homme. Cet instrument réunit en son sein tous les Etats africains. Pendant ce temps, l'étape d'adoption d'instruments juridiques et organes de protection des droits de l'homme avait déjà été franchie sur les continents européen et américain.[7]

Compte tenu de leur antériorité et du niveau de protection des droits de l'homme accordé, la DUDH, les deux pactes ainsi que les instruments européens et américains ont largement inspiré

---

[2] Sur le développement des systèmes régionaux de protection des droits de l'homme ; lire notamment VILJOEN (F.), « A short history of international human rights law », *Journal of Humanitarian Medicine*, Vol. XII, N° 1, January-March 2012, pp.8-13. Sur les développements des droits de l'homme post- deuxième guerre mondiale. Lire à ce sujet HALME-TUOMISAARI (M.) et SLOTTE (P.), « Revisiting the origins of human rights: Introduction » in SLOTTE (P.) et HALME-TUOMISAARI (M.) (eds.), *Revisiting the Origins of Human Rights,* Cambridge, Cambridge University Press, 2015, pp 1-36.

[3] PACREAU (X.) et TANNOUS (M-N), « Chapitre 6. La protection des droits de l'homme », in PACREAU (X.) et TANNOUS (M-N) (dir.), *Relations internationales*, Découverte de la vie publique, 2025, pp. 135-156. Pour le continent américain, lire notamment. TARDIFF (E.), « Le système interaméricain de protection des droits de l'homme : particularités, percées et défis », *La Revue des droits de l'homme,* disponible en ligne sur : http://journals.openedition.org/revdh/962 ; DOI : https://doi.org/10.4000/revdh.962, consulté le 20 janvier 2026.

[4] La colonisation n'a pas permis aux Etats africains de participer activement aux débats des droits de l'homme. Dès l'accession aux indépendances, ces derniers se sont ainsi réunis pour tabler sur la question, le point de départ étant la création de l'OUA.

[5] Préambule de la Charte de l'Organisation de l'Union Africaine signée à Addis Abeba (Ethiopie), le 25 mai 1963, para. 9.

[6] Préambule de la Charte de l'Organisation de l'Union Africaine signée à Addis Abeba (Ethiopie), le 25 mai 1963, para. 6 et 7.

[7]La Convention européenne des droits de l'homme a été adoptée le 4 novembre 1950 et entrée en vigueur le 3 septembre 1953. La Convention interaméricaine des droits de l'homme a été adoptée à San José (Costa Rica) le 22 novembre 1969 et est entrée en vigueur le 18 juillet 1978. Quant à la Charte africaine, elle a été adoptée le 1er juin 1981 et entrée en vigueur le 21 octobre 1986, bien tardivement comparé aux autres instruments.

le droit africain des droits de l'homme[8]. Ben Achour rappelle à cet effet que les rédacteurs du Protocole relatif à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples portant création d'une Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (Protocole de Ouagadougou) se sont inspirés. Il s'agit particulièrement de l'article 34(6) dudit Protocole et de l'article 36(2) du statut de la Cour internationale de Justice qui oblige les Etats de reconnaitre sa compétence.[9] Patient Mpunga Biayi, dans sa contribution sur l'influence du PIDCP sur la Charte africaine relève qu'à l'origine, le système africain s'est inspiré largement de celui onusien et de ses devanciers européens et américains.[10] Certains auteurs voient en cette pratique, un facteur de légitimation.[11] Cependant, avec la pratique de ses organes, le système africain est en train de s'en délier progressivement, forgeant ainsi sa propre jurisprudence.[12]

L'évolution de la jurisprudence de la Cour africaine est due à, à notre sens, à la volonté des organes africains d'intégrer des réalités africaines dans l'interprétation des droits de l'homme en Afrique[13]. En effet, il est prévu dans le préambule de la Charte africaine que : « les vertus de traditions historiques africaines et des valeurs de civilisation africaine doivent inspirer et caractériser leurs réflexions sur la conception des droits de l'homme et des peuples ».[14]

Ainsi, si dans l'interprétation des droits contenus dans la Charte, les organes africains de protection, des droits de l'homme peuvent s'inspirer de la pratique des autres organes de protection, ils doivent prendre dument compte du passé historique du continent africain, des réalités communes africaines ainsi que des valeurs traditionnelles africaines pour donner une

[8]La dynamique de recours aux instruments internationaux pour inspirer la consécration des droits de l'homme en Afrique commence dans les Constitutions des Etats africains qui inséraient déjà la DUDH, le PIDCP ou le PIDESC dans le préambule de leurs Constitutions. Lire OUGERGOUZ (F.), *La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples. Une approche juridique des droits de l'homme entre tradition et universalité*, Genève, Graduate Institute Publications, 1993, pp.62-64. Lire aussi NGUEMA (I.), « Universalité et spécificité des droits de l'homme en Afrique », *Rivista di Studi Politici Internazionali*, Gennaio-Marzo 1990, Vol. 57, No. 1, pp.76-80.

[9] BEN ACHOUR (R.), « Quel avenir pour la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples ? », *L'Observateur des Nations-Unies*, vol. 57, N°2, 2024, pp.79-92.

[10] L'objectif poursuivi est de pallier certaines insuffisances normatives de la Charte africaine. Lire MPUNGA BIAYI (P.), « L'influence du pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Comité des droits de l'homme sur la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples », *L'Observateur des Nations-Unies*, vol. 57, N°2 2024, pp.121-148.

[11] Lire DIOP (A.K.), « L'influence de la jurisprudence européenne sur le système africain de protection des droits de l'homme », *Revue québécoise de droit international*, Hors-série, 2020, pp.600-602.

[12] MPUNGA BIAYI (P.), « Editorial, les 20 ans de Cour africaine des droits de l'homme et des peuples », *L'Observateur des Nations-Unies*, vol. 57, N°2 2024, pp.9-16.

[13] La jurisprudence de la Cour africaine met est caractérisée par la constitutionnalisation, la socialisation, la moralisation et l'humanisation du droit africain des droits de l'homme. Lire T ONDO (T.), « La jurisprudence de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples: entre particularisme et universalité », *Annuaire Africain des Droits de l'Homme*, n°1, 2017, pp.244-262.

[14] Préambule de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, para.5.

résonnance africaine aux droits de l'homme.[15] Kéba Mbaye soutenait déjà que bien que les droits de l'homme soient universels, chaque société a sa spécificité dans sa manière de concevoir les droits de l'homme, sans être en contradiction avec les prescrits de la DUDH.[16] Le processus d'intégration des réalités africaines dans la compréhension des droits de l'homme est qualifié par la doctrine d' « africanisation » ou « pan-africanisation » des droits de l'homme.[17] Trésor Makunya étend ce concept au-delà du secteur judiciaire, insistant notamment sur la nécessité dans la doctrine et dans l'enseignement des droits de l'homme en Afrique, de recourir prioritairement aux écrits des auteurs africains avant de se tourner à l'étranger.[18]

L'obligation de prendre en considération les valeurs traditionnelles africaines dans la compréhension des droits de l'homme en Afrique constitue une orientation générale pour les organes africains de protection dans la protection des droits de l'homme en Afrique. Les valeurs traditionnelles africaines constituent la pièce maitresse de la pertinence du système africain de protection des droits de l'homme[19]. Ne pas tenir compte de ces dernières dans l'interprétation des droits de l'homme en Afrique serait de nature à affaiblir l'identité du système africain entier. En effet, dans cette situation, ses instruments et ses organes respectifs ne seront plus que des carapaces vides.[20] Kazadi Mpiana soutient que, « s'agissant de l'émergence d'un droit communautaire africain, il ne suffit pas que soient adoptés des instruments juridiques par des africains et crées des organes au niveau africain pour conclure de l'existence d'un droit international africain. Encore faudrait-il que ces instruments et organes traduisent les réalités africaines ».[21]

---

[15] MAKUNYA (T.), « vers la décolonisation, la congolisation et la pan-africanisation de l'enseignement des droits de l'homme en République Démocratique du Congo », 2023, p.5, disponible en ligne sur https://www.researchgate.net/publication/378303840_Vers_la_decolonisation_la_congolisation_et_la_Pan-Africanisation_de_l'enseignement_des_droits_de_l'homme_en_Republique_democratique_du_Congo, consulté le 23 janvier 2026.

[16] MBAYE (K.), *Les droits de l'homme en Afrique,* Paris, Pédone, 1992, pp.49-52.

[17] Le concept africanisation est traduit par une perspective africaine qui est donné à plusieurs domaines de la vie depuis l'accession des Etats africains aux indépendances. Pour plus développements, lire KAREKWAIVANANE (G.H), traduction, ROUGET (V.), « Les juristes entre "africanisation « et transition politique : transformation du champ juridique dans le Zimbabwe postcolonial, 1980-1995, *Politique africaine*, Vol.138, juin 2015, pp.49-70.

[18] MAKUNYA (T.), op.cit, p.6.

[19] ABAMBRES JORGE (M.Z.), *La charte africaine des droits de l'homme et des peuples : une charte de l'homme africain ? Étude contextuelle au regard des aspects culturels des juridicités africaines*, Thèse de doctorat, Université Panthéon-Sorbonne, 2021, pp.205-210.

[20] Pour affirmer son identité, le système africain de protection des droits de l'homme se doit de fournir les garanties nécessaires tant dans les textes que dans la pratique de ses organes. Lire à ce sujet NDIAW (D.) et alii (dir.), *Le droit africain à la quête de son identité : Mélanges offerts au Professeur Isaac Yankhoba Ndiaye*, Paris, l'Harmattan, 2021. Cet ouvrage collectif développe, à travers les contributions des auteurs, des thématiques visant spécifiquement l'affirmation de l'identité du système africain de protection des droits de l'homme.

[21] KAZADI MPIANA (J.), « La problématique de l'existence du droit communautaire africain. L'option entre mimétisme et spécificité », *Revue libre de droit*, 2014, pp.38-78.

La Cour africaine fait recours aux valeurs traditionnelles africaines pour affirmer certains droits, comme il sera démontré dans les lignes qui suivent. Cependant, elle est encore très loin d'affirmer suffisamment l'africanisation des droits de l'homme. Pourtant, elle devrait les intégrer dans sa pratique quotidienne pour se démarquer véritablement du droit international des droits de l'homme général et de la pratique des autres organes régionaux de protection des droits de l'homme. La Cour africaine aura ainsi esquivé le piège du mimétisme et affirmé l'identité du système africain de protection des droits de l'homme et des peuples.

Cette contribution, loin de remettre en cause l'orientation de la Cour dans sa prise de position, fait un bilan du recours par cette dernière aux vertus des traditions et valeurs africaines et insiste sur la nécessité d'y recourir en priorité pour donner une résonnance africaine aux droits de l'homme à travers sa jurisprudence. Avant toute considération, il faudrait reconnaitre que, dans la recherche d'une meilleure protection des droits de l'homme en Afrique, un recours au droit international des droits de l'homme combiné aux valeurs traditionnelles se justifie (I), bien que cela entraine un risque d'affaiblissement de l'identité du système africain de protection des droits de l'homme comme il sera démontré dans cette contribution (II).

I- COHABITATION ENTRE LES VALEURS TRADITIONNELLES AFRICAINES ET LES DROITS NON AFRICAINS

Le développement de la jurisprudence de la Cour africaine est relativement récent lorsqu'il est comparé aux systèmes, européen et américain des droits de l'homme. L'antériorité de ces derniers pousse le juge régional africain de recourir régulièrement à la jurisprudence des organes de ces deux systèmes à côté des instruments du droit onusien des droits de l'homme dans plusieurs situations(A), parfois en ignorant la singularité de la Charte de Banjul et des spécificités normatives, traditionnelles et culturelles qui structurent le droit africain des droits de l'homme (B).

A- Le recours aux droits étrangers par la Cour africaine

Le Protocole de Ouagadougou été adopté en 1998 et est entré en vigueur le 25 janvier 2004. La Cour africaine n'a commencé à exercer ses activités effectivement qu'en 2006[22]. 20 ans étaient déjà passés depuis le fonctionnement effectif de la Commission africaine et bien plus après le fonctionnement des autres organes internationaux et régionaux de protection des droits de l'homme[23].

[22] Les premiers juges à a Cour africaine ont prêté serment devant la 7ème conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine le 2 juillet 2006 à Banjul. La Cour a rendu sa première décision le 15 décembre 2009.

[23] La commission africaine des droits de l'homme et des peuples a commencé à fonctionner effectivement en 1986, après l'entrée en vigueur de la Charte africaine.

Au sens de l'article 3 (1) du Protocole de Ouagadougou, « *La Cour a compétence pour connaître de toutes les affaires et de tous les différends dont elle est saisie concernant l'interprétation et l'application de la Charte, du présent Protocole, et de tout autre instrument pertinent relatif aux droits de l'homme et ratifié par les Etats concernés*. »[24] Cette disposition fait de la Cour africaine un interprète universel des instruments juridiques dument ratifiés par les Etats en matière de droit de l'homme sur le continent africain. Bien évidemment, face à certaines lacunes textuelles reprochées à la Charte africaine par certains auteurs[25], et dans le souci d'assurer une meilleure protection des droits de l'homme sur le continent, la Cour africaine fait recours à l'interprétation faite par le Comité des droits de l'homme des Nations unies de certains droits prévus dans les deux Pactes.

Aux premières années de son fonctionnement, la Cour africaine faisait permanemment recours à la pratique des autres organes[26], elle qui n'avait pas encore qui n'avait pas encore le contrôle sur sa propre jurisprudence.

Dans ses efforts pour se délier des droits étrangers, ces dernières années, le juge africain cite un tant soit peu sa propre jurisprudence et celle de la Commission au détriment de la jurisprudence des organes étrangers sur certains droits de l'homme, particulièrement pour les questions d'ordre procédural.[27] Cependant, ce référencement est fait sur des situations qui à la base, avaient déjà fait l'objet d'une décision antérieure sans vouloir apporter du nouveau à la pratique de la Cour.

Le recours aux instruments et pratiques jurisprudentielles autres qu'africains peut être justifié de nos jours lorsqu'il vise à assurer une meilleure compréhension et une meilleure

[24] Article 3(1) du Protocole d'Ouagadougou.

[25] MUTOY MUBIALA relève ces lacunes pour justifier le recours au droit du système européen et américain de protection des droits de l'homme. MUTOY MUBIALA, « La genèse et l'évolution de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples. De Charybde en Scylla ? », *L'Observateur des Nations-Unies*, vol. 57, N°2 2024, pp.17-36.

[26] YENTEME (D.), « Les tendances de la jurisprudence de la cour africaine des droits de l'homme et des peuples », *Revue d'étude et de recherche sur le droit et l'administration dans les pays d'Afrique*, 2025, pp.14-20.

[27] Dans sa décision de 2025 dans l'affaire contre for Human et autres contre Tanzanie, la Cour fait référence à sa position dans l'affaire Andrew Ambroise Cheusi contre Tanzanie pour rappeler que le retrait de la déclaration faite conformément à l'article 34(6) du Protocole de Ouagadougou n'a aucun impact sur les affaires en cours. C'est le cas également lorsque la Cour, dans son Arrêt de 2024 dans l'affaire Aliyu Souleymane contre Union africain et Commission africaine a réitéré sa position dans l'affaire Femi Falana pour rappeler que sa compétence personnelle ne s'exerce qu'à l'égard des Etats.

protection des droits de l'homme.[28] Déjà dans le préambule de la Charte africaine[29] et du Protocole de Ouagadougou[30], il est indiqué que les Etats visent à assurer une meilleure protection des droits de l'homme en Afrique.[31] Dès lors le recours aux droits étrangers pourrait légitimement se justifier. Mais là encore, la recherche de la meilleure protection des droits de l'homme pose autant de questions tant que la conception occidentale des droits de l'homme est prise pour modèle. En effet, à côté de la recherche d'une meilleure protection des droits de l'homme, la Cour africaine doit contribuer à la préservation de l'identité du système africain.

Il n'est pas anodin que la Cour africaine interprète les dispositions des instruments onusiens, notamment les deux pactes étant donné que les Etats africains, du moins pour la plupart sont liés par ces deux pactes[32]. Mais qu'en est-il de l'interprétation inspirée de la jurisprudence de la Cour européenne ou de la Cour interaméricaine qui applique des instruments auxquels les Etats africains ne sont pas parties ?

Bien qu'à première vue la Cour n'interprète pas substantiellement les Conventions européennes et interaméricaines des droits de l'homme, l'on pourrait considérer qu'elle le fait à chaque fois qu'elle s'inspire de l'interprétation faite par la Cour européenne et la Cour interaméricaine. Effet, l'œuvre du juge est toujours guidée par le contexte d'adoption de ces instruments. Alioune Badara Fall écrit à juste titre dans sa contribution sur le régionalisme ou l'universalisme de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples que l'instrument juridique n'a point d'existence propre. Il prend vie à travers l'interprétation qui en est faite par le juge.[33] S'inspirer de l'interprétation faite par des organes étrangers ne devient dès lors, à notre sens, qu'un autre moyen d'appliquer directement un instrument juridique auquel les Etats concernés ne sont pas parties. Ce contournement est ainsi effectué sans tenir compte du risque

[28]MPUNGA BIAYI relève que la Cour fait mention des droits prévus au niveau international pour réaffirmer le caractère universel et intangibles des droits de l'homme, et ainsi assurer une meilleure protection des droits de l'homme., Lire MPUNGA BIAYI (P.), « L'influence du pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Comité des droits de l'homme sur la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples », op.cit., pp.121-148 ; SYLLA (A.), « Les réformes du système judiciaire de l'Union africaine : Enjeux juridico institutionnels sur la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples », *Annuaire africain des droits de l'homme*, Vol. 6, 2022, p. 205.

[29] Préambule de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, in fine.

[30] Le Protocole de Ouagadougou a été adopté pour compléter et renforcer la mission de la Commission africaine. Lecture combinée du Préambule et de l'article 2 du Protocole de Ouagadougou.

[31] Cet effort part d'abord de la mission de la Cour qui est de renforcer le régime de protection des droits de l'homme proposé par la Commission africaine qui s'avère insuffisant.

[32] Lire notamment les affaires Henerico c. Tanzanie (fond et réparations), John c. Tanzanie (fond et réparations), Mariko c. Mali (fond et réparations), Mwita c. Tanzanie (fond et réparations), Kouassi et un autre c. Côte d'Ivoire (fond et réparations) (2022) 6 RJCA, Rutakikirwa c. Tanzanie (fond et réparations) pour le seul article 14 du PIDCP pour l'année 2022.

[33] BADARA FALL (A.), « La charte africaine des droits de l'homme et des peuples : entre universalisme et régionalisme », *Pouvoirs*, Vol. 129, 2009, pp.77-100.

d'effacement du système africain de protection des droits de l'homme. En vue de la maturation du système africain de protection des droits de l'homme, recourir plus souvent aux valeurs et traditions africaines apparait comme une nécessité. Pourtant la Cour africaine n'y recourt que très timidement.

B- Recours timide aux valeurs traditionnelles africaines

Le continent africain, dans sa période précoloniale est caractérisé par une organisation juridique, politique, économique et sociale qui lui est propre.[34] L'avènement de la colonisation a marqué l'arrêt au recours à certaines pratiques traditionnelles et culturelles sur le continent, laissant ainsi place à des nouvelles pratiques qui s'inscrivaient dans une logique de mondialisation et d'intégration du continent africain.[35] Les pères fondateurs de l'Union africaine, mus par la volonté de faire renaitre les valeurs africaines ont voulu réintégrer ces dernières dans les relations interétatiques sur le continent, notamment à travers la Charte de l'OUA.[36] Dans le domaine des droits de l'homme, cette volonté est à retrouver dans le préambule de la Charte africaine. En quête d'originalité dans la compréhension et l'interprétation des droits de l'homme, les Etats y réitèrent leur volonté de tenir compte des valeurs et traditions africaines dans la manière de concevoir et d'interpréter les droits de l'homme en Afrique[37]. L'intégration de ces éléments est censée ainsi faire du système africain un régime particulier à côté de celui proposé par le système onusien d'une part et les Etats européens et américains d'autre part.

Il appert cependant que les valeurs africaines sont largement présentes dans les instruments africains sans être définies dans ces derniers. Là, il convient dès lors de fournir un effort d'identification de ces valeurs et démontrer dans quelle mesure elles contribuent à une meilleure protection des droits de l'homme en Afrique, cela en parfaite harmonie avec le droit international des droits de l'homme. Les premières manifestations du recours aux valeurs africaines sont visibles dans la pratique des organes quasi-judiciaires du système africain.

---

[34]THENAULT (S.), « L'Etat colonial. La domination en question », in SINGARA VELOU (P.) (dir.), *Les Empires coloniaux, XIXe-XXe siècles, point histoire,* Paris, Le Seuil, 2013, pp.215-256.

[35] Si cette pratique avait eu pour mérite d'éradiquer les pratiques traditionnelles africaines néfastes, elle aurait cependant affaibli l'autorité traditionnelle et imposé de nouvelles pratiques à des Africains non préparés à un changement brusque de direction. Lire THIOYE (M.), « Part respective de la tradition et de la modernité dans les droits de la famille des pays d'Afrique francophone », *Revue internationale de droit comparé*, Vol 57, N°2, 2005, pp.345-397.

[36] Déjà au Préambule de la Charte, les Etats disent être guidés par une commune volonté de renforcer la compréhension entre les peuples et la coopération entre les Etats ; en vue de la consolidation de la fraternité et de la solidarité qui vont au-delà des divergences ethniques et nationales. Lire Préambule de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, para.5.

[37] Cette volonté est lisible à travers le préambule de tous les instruments adoptés dans le cadre de l'Union africain qui réitèrent cette volonté des Etats africains à lutter contre le colonialisme et assurer la coopération entre Etats africains fondée sur la solidarité.

1- Considération des valeurs traditionnelles africaines dans la pratique des organes africains

Définir quelle tradition africaine doit être considérée comme vertu ou valeur africaine est l'une des questions auxquelles le système africain n'apporte aucunement de réponse. La formulation retenue dans la Charte africaine demeure vague et d'aucuns seraient tentés d'y insérer des pratiques qu'ils considèrent comme des vertus ou valeurs dépendamment des spécificités des peuples auxquels ils appartiennent. Cette ambiguïté ouvre voie à une impasse juridique.[38] En effet, certains peuples sont plus ouverts à certaines pratiques plus que d'autres.[39] A partir de là, la question qui se pose est de savoir ce qui devrait être considéré comme vertu ou valeur dans le contexte africain au vu des divergences idéologiques et pratiques entre peuples africains. Quelle approche devrait être appliquée pour satisfaire tous les peuples ? Est-ce une approche inclusive de toutes les bonnes pratiques ou une approche sélective rigoureuse ? Ceci représente un défi de taille pour l'intégration africaine en général et pour le système africain plus particulièrement. Notons cependant que dans le contexte des droits de l'homme, le seul guide du choix doit être la recherche d'une meilleure protection des droits de l'homme. A cet effet, la Charte africaine retient que seules les valeurs positives africaines doivent être prises en compte comme source d'interprétation de la Charte et des autres instruments pertinents de droits de l'homme.[40] Cependant cette formulation n'est pas reprise à l'article 7 du Protocole de Ouagadougou qui détermine le droit applicable devant la Cour africaine, ce qui restreint sensiblement la marge de manœuvre de cette dernière en matière d'interprétation des instruments de droits de l'homme.

Adoptant une approche respectueuse des droits de l'homme, la Cour a rappelé aux Etats leur obligation d'abolir les pratiques négatives, c'est-à-dire en contradiction avec les principes des droits de l'homme notamment dans l'affaire IHRDA et APDF contre République du Mali.[41] Le protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples sur les droits des femmes (Protocole de Maputo) bannit l'excision ou mutilation sexuelle. Cette pratique bien qu'acceptée

[38] KABA (S.), *L'avenir des droits de l'homme en Afrique au XXIème siècle*, Dakar, Le nouvel horizon, 1996, pp.50-60 ; J-BOUKOUNGOU (J-D.), « Le système africain de protection des droits de l'enfant. Exigences universelles et prétentions africaines », *Cahier de la recherche sur les droits fondamentaux*, Vol. 5, 2006, pp.97-108 ; FIERENS (J.), « La charte africaine des droits de l'homme et des peuples », *RTDH*, Vol. 1, 1990, pp.235-248.

[39] Pour le cas de la reconnaissance de l'homosexualité comme un droit de l'homme en Afrique, certains Etats ne sont pas disposés à franchir le pas et criminalisent cette pratique qu'ils qualifient de contre-nature. Pour plus de développements, lire KILWA (E.) et alii , « Les perspectives de l'institutionnalisation de l'homosexualité en Afrique : cas de la République Démocratique du Congo », *International journal of applied studies*, Vol. 23, 2018, pp.158-170.

[40] L'article 61 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples prévoit que les pratiques conformes aux normes internationales relatives aux droits de l'homme doivent être considérées comme des sources auxiliaires de détermination du droit applicable devant la Commission africaine.

[41] CAfDHP, APDF et IHRDA, Requête n°46/2016, Arrêt sur le fond et réparations du 11 mai 2018, para.75-78.

dans plusieurs communautés africaines, viole l'intégrité physique et la dignité de la femme.[42] Cependant, la mise en œuvre de cette mesure tarde à être effective dans certains Etats africains. Satang Nabaneh estime dans son commentaire sur l'article 5 du Protocole de Maputo que la seule adoption des lois contre les mutilations génitales au niveau national ne suffit pas. Encore faut-il que des mesures de vulgarisation de ces lois soient prises pour espérer mettre fin complètement à ces pratiques.[43] Dans sa contribution sur les mutilations sexuelles et le droit à l'intégrité physique de l'enfant en Afrique, Atangana-Malongue relève que certains Etats sont moins rigoureux que d'autres dans la condamnation de l'excision.[44] Dans des statistiques du 31 janvier 2025, l'Organisation Mondiale de la Santé fait état de 230 millions de filles et de femmes vivantes ayant subi des mutilations génitales féminines dans 30 pays d'Afrique, du Moyen-Orient et de d'Asie ou les mutilations génitales féminines sont pratiquées. Ces statistiques sont également confirmées par l'UNICEF [45]

Certaines pratiques qualifiées également comme des valeurs africaines sont désormais modérées avec une approche de droits de l'homme. Les devoirs des enfants envers leurs parents et la société doivent être exécutés dans les limites de la dignité et de l'intérêt supérieur de l'enfant.[46] Ainsi, l'utilisation des enfants par leurs parents ou par le personnel religieux pour aller quémander de l'aide dans les rues est contraire à leur dignité et constitue une violation de l'article 29 de la Charte africaine sur les droits et le bien-être de l'enfant qui interdit l'utilisation des enfants dans la mendicité.[47] C'est ainsi que le Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant (CAEDBE) a recommandé au Sénégal de prendre toutes les mesures nécessaires pour permettre aux enfants Talibés de quitter les rues.[48]

---

[42] Article 5(b) du Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes, adopté par la 2ème session ordinaire de la conférence de l'Union, Maputo (Mozambique), le 11 juillet 2003.

[43] NABANEH (S.) , « Article 5, elimination of harmful practices », in RUDMAN (A.) et alii (dir.), *The Protocol of African charter on human and peoples' rights : A commentary*, Pretoria, PULP, 2023, pp.117-134.

[44] ATANGANA-MALONGUE (T.), « Mutilations sexuelles et droit à l'intégrité physique de l'enfant en Afrique : l'exemple du Cameroun », *Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux*, Vol. 4, 2005, pp.183-198.

[45] Organisation Mondiale de la Santé, Mutilations génitales féminines, https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/female-genital-mutilation; UNICEF, excision et mutilations génitales, https://www.unicef.fr/convention-droits-enfants/protection/violences'rt'agressions-sexuelles/excision-et-mutilations-genitales-feminines/

[46] La dignité et l'intérêt supérieur de l'enfant constituent en effet deux principes directeurs en matière de respect des droits de l'enfant. Lire KOLA (E.), « Idéologie des droits de l'enfant et réalité en Afrique subsaharienne, quels paradigmes mobilisateurs ? », *Ethique en éducation et en formation*,, N°3,2017, pp.69-83.

[47] Au sens de l'article 29(b) de la Charte africaine sur les droits et le bien-être de l'enfant, Les Etats parties prennent les mesures appropriées pour empêcher l'utilisation des enfants dans la mendicité.

[48] CAEDBE, Centre for Human Rights et Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme contre Sénégal, Décision n°OO3/Com/001/2012, décision du 15 avril 2014, para.82 (a).

Il est ainsi désormais clair que toute pratique africaine considérée négative n'est pas bonne pour les droits de l'homme et doit de ce fait être bannie pour assurer une meilleure protection des droits de l'homme en Afrique.

Si les Etats africains semblent se mettre d'accord que l'expression valeur africaine positive comme source de détermination du droit applicable devant les organes africains correspond à celles qui sont conformes au droit international des droits de l'homme[49], le contenu n'a jamais été facile à déterminer. A l'absence d'une définition de la Charte, des auteurs se lancent désormais dans cet exercice. Certains adoptent une approche restrictive et limitent ces valeurs positives à la seule solidarité africaine, tandis que d'autres élargissent les champs d'application des valeurs positives africaines incluant ainsi la solidarité, la famille et le communautarisme.[50] A côté de ces valeurs énumérées, la dignité humaine devrait être également ajoutée à cette liste si l'on en croit la volonté des pères fondateurs qui définissent la lutte contre le colonialisme, la domination et l'esclavagisme comme fondement du système africain de protection des droits de l'homme. Compte tenu de l'histoire coloniale du continent africain, il est clair que la dignité humaine est considérée au niveau africain avec plus de tact pour redonner à l'africain sa valeur perdue. Le système africain se présente dès lors comme un organe de promotion de cette valeur au niveau continental.

Les valeurs africaines, au-delà d'être une source de questionnement contribuent également à accorder une meilleure protection des droits de l'homme en Afrique à travers l'usage qui en est fait par les organes africains de protection des droits de l'homme.

2- Les valeurs africaines pour une meilleure protection des droits de l'homme

Si les textes juridiques trouvent vie à travers leur interprétation, les organes d'interprétation occupent une place de choix dans l'accomplissement de cette mission. Les valeurs positives africaines représentent un atout majeur dans la définition de l'essence du système africain de protection des droits de l'homme. Sans consécration formelle dans les instruments africains, elles sont identifiées par les auteurs africains et par la jurisprudence des organes africains de protection des droits de l'homme. Elles ont été tantôt utilisées pour reconnaitre aux individus des droits non prévus par la législation nationale des Etats[51], tantôt pour déclarer que certaines pratiques des Etats

[49] LUTHER TOUERE ELENGA (B.), « justice traditionnelle et système africain de protection des droits de l'homme », *Revue des droits de l'homme*, Vol. 22, 2022, pp. 6-8.
[50] BADARA FALL (A.), op.cit., p.84; KEBA MBAYE cité par MUTOY MUBIALA, « L'héritage du droit africain authentique à l'Afrique « , *Revue internationale de droit comparé*, N°1, 2022, pp.241-266.
[51] C'est du droit à la nationalité Kenyane reconnue aux enfants ressortissants nubiens, alors que ces derniers ne pouvaient pas acquérir cette nationalité conformément à la législation kenyane en vigueur.

constituent des violations des droits des peuples[52], tantôt pour définir la nature des obligations qui pèsent sur les Etats dans la protection des droits de l'homme.[53] Dans pareil cas, les valeurs africaines comme la dignité humaine, l'humanisme/ubuntu et la solidarité couplée au communautarisme africain se présentent avec plus d'acuité.

a- La dignité humaine et l'humanisme à la rescousse des droits de l'homme dans la jurisprudence de la Cour africaine

A travers la Charte africaine, les Etats ont réaffirmé l'engagement qu'ils ont solennellement pris d'éliminer sous toutes ses formes le colonialisme de l'Afrique, de coordonner et d'intensifier leur coopération et leurs efforts pour offrir de meilleures conditions d'existence aux peuples d'Afrique, de favoriser la coopération internationale en tenant dûment compte de la Charte des Nations Unies et de la DUDH.[54] La dignité humaine et l'humanisme vues de l'Afrique étaient cependant, avant même leur codification dans des instruments modernes des droits de l'homme, posés dans la pratique des Sociétés traditionnelles africaines.[55]

Les organes africains de protection des droits de l'homme ne s'écartent pas non plus de la voie suivie par les sociétés traditionnelles africaines. D'emblée, la dignité humaine est prévue comme un droit de l'homme tant dans la Charte africaine, dans le Pacte International relatif aux Droit Civils et Politiques (PIDCP), le Pacte International relative aux Droits Economiques, Sociaux et Culturels (PIDESC) que dans la Déclaration universelle des droits de l'homme.[56] Au niveau africain, plus particulièrement devant la Cour, la dignité humaine est devenue un principe

[52] Dans l'affaire LIDHO contre Cote d'Ivoire, la Cour précise que le droit à la vie va au-delà de l'aspect existentiel de ce droit et tient également de la qualité de vie offerte. La Cour a ainsi conclu que même sans perte en vies humaines, la Cote d'Ivoire peut être tenue responsables de violation du droit à la vie pour avoir soumis ses citoyens à un danger imminent affectant la santé de ces derniers. Cour ADHP, Ligue ivoirienne des droits de l'homme et autres contre Cote d'ivoire, Requête n°041/2016, Arrêt sur le fond et réparations du 05 septembre 2023, para.133.

[53] C'est le cas notamment dans l'affaire Bernard Mornah contre 7 autres Etats ou la Cour relève que les Etats peuvent être tenus responsables des violations des droits de l'homme commis contre un peuple pour leur passivité face à ces violations. La Cour s'appuie sur l'article 20(3) de la Charte africaine qui dispose que tous les peuples ont droit à l'assistance des Etats parties à la présente Charte, dans leur lutte de libération contre la domination étrangère, qu'elle soit d'ordre politique, économique ou culturel. Cour ADHP, Bernard Anbataayela Mornah contre Bénin et 7 autres Etats, Requête n°028/2018, Arrêt sur le fond et réparations du 22 septembre 2022, para.304-323.

[54] Préambule de la Charte africaine, point 4.

[55] Ces principes avaient déjà été inscrits dans la Charte du Manden de 1235. Les étendant même aux ennemis pendant la guerre. Il était ainsi fait obligation aux belligérants de ne pas humilier son ennemi.

[56] Article 1er de la DUDH, Article 10 du PIDCP, Article 5 de la Charte africaine

devant guider l'interprétation des droits de l'homme[57]. Une lecture intégrée des droits de l'homme est faite en tenant dument compte du respect de la dignité humaine.[58]

En prenant en compte la dignité humaine, la Cour africaine a déclaré dans plusieurs affaires que la peine de mort, bien qu'étant légale en Tanzanie, son mode d'exécution, notamment la pendaison constituait une violation des droits de l'homme.[59] Faisons remarquer que dans les cas en présence, la violation de la dignité humaine n'est pas directement visée comme une violation des droits de l'homme, mais est utilisé pour renforcer l'appréciation faite d'une autre violation des droits de l'homme.

Dans le cas de l'imposition obligatoire de la peine de mort, la Cour aurait pu dire directement que cela constitue ou pas une violation du droit à la vie[60], mais elle va au-delà en mentionnant également la dignité humaine dans son interprétation ; ce qui donne à la dignité humaine une place prépondérante dans le système africain de protection des droits de l'homme. Par ailleurs, dans la continuité de la voie empruntée par la Cour, le comité africain d'expert sur les droits et le bien-être de l'enfant a pu analyser certains droits, alors non-prévus dans la législation nationale des Etats.

En effet, le Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant a estimé dans l'affaire des enfants issus de la descendance nubienne contre le Kenya que le droit à la nationalité tient de la dignité humaine[61] et a recommandé au Kenya de reconnaitre la nationalité Kenyane à ces enfants, le traitement des dossiers de ces derniers étant prioritaire.[62] Pourtant, au sens de la législation kenyane ces enfants ne pouvaient aucunement prétendre à la nationalité kenyane, eux

[57] KENFACK place la dignité au centre de la garantie effective de tous les autres droits fondamentaux, le droit à la vie notamment. Lire BANDOLO KENFACK (H.), *L'impact de la dignité humaine sur la protection du droit à la vie en droit international des droits de l'homme*, Thèse de doctorat, Université de Montréal, 2016, pp.69-70 et pp.290-300.

[58] La lecture intégrée des droits est relevée par SINDANI dans son commentaire de l'affaire Batwa c. République Démocratique du Congo devant la Commission africaine. Cette approche tend ainsi à analyser les droits de l'homme dans leur unicité et dans leur interdépendance. Lire SINDANI (J.), « Vers une approche intégrée des droits à la santé et à l'éducation des populations autochtones : perspectives de l'affaire Batwa c. RDC devant la Commission africaine », *Annuaire africain des droits de l'homme*, Vol. 8, 2024, pp.580-601.

[59] Cour ADHP, Ally Radjabu et autres c. Tanzanie, Requête n° 007/2015, Arrêt sur le fond et réparations du 28 novembre 2019, para.163.

[60] Il est de principe que la violation du droit à la vie est constituée du simple fait d'ôter la vie à un autre individu. Cette portée a été adoptée dans plusieurs Etats ayant signé le moratoire de la peine de mort. Pour les Etats ne l'ayant pas encore fait, ils relativisent la violation du droit à la vie, estimant que constitue une violation du droit à la vie, uniquement une privation arbitraire de ce droit.

[61] CAEDBE, Institut pour les Droits Humains et le Développement en Afrique (IDHDA) et Open Society Justice Initiative au nom d'enfants d'ascendance nubienne au Kenya c. le Gouvernement du Kenya, Communication : N° Com/002/2009, para.57.

[62] Idem, para. 69 (1) et (2).

qui sont ressortissants d'un peuple non-reconnu par l'Etat.[63] La Cour soutient à cet effet que les Etats voient leur pouvoir discrétionnaire d'accorder la nationalité limité par leurs obligations de garantir une protection égale et de prévenir, éviter et réduire l'apatridie.[64] Cette affaire offre à la Cour africaine les principes de base sur lesquelles elle se fonde dans le traitement des affaires relatives à la nationalité. Néanmoins, il s'avère difficile actuellement d'identifier une différence nette entre le recours à la dignité humaine par la Cour africaine et les autres organes. Pourtant la Cour pourrait affirmer la particularité en s'inspirant de la jurisprudence des juridictions constitutionnelles africaines, celle de l'Afrique du Sud. En effet, dans l'affaire State vs. Makwanyane, la Cour constitutionnelle Sud-africaine a estimé que la peine de mort n'était pas conforme à la valeur d'Ubuntu et constituait de ce fait un traitement cruel, inhumain et dégradant.[65] La Cour pourrait s'inspirer ainsi de l'expérience de l'Afrique du Sud pour prendre fermement position contre la peine de mort en Afrique sans recourir nécessairement aux mêmes justifications que les Etats occidentaux. Si certaines situations sont décantées se fondant sur la dignité humaine, la solidarité et le communautarisme africains exercent une influence non-négligeable sur la façon de la Cour d'interpréter certains droits.

b- La solidarité et le communautarisme africains dans la protection des peuples contre l'oppression

La solidarité des Etats au niveau international[66] est déjà un principe reconnu dans les relations internationales. Dans le contexte des droits de l'homme, et pour le cas particulier de l'Afrique, cette solidarité va au-delà des seules obligations des Etats. Le système africain de protection des droits de l'homme prolonge ce principe aux individus et l'inscrit en devoir de ces derniers.[67] En effet, le communautarisme africain veut qu'un individu ne trouve son existence que dans une communauté, ce qui implique reconnaitre des devoirs à ce dernier, notamment envers la

[63] En vertu du Chapitre IV de l'ancienne Constitution du Kenya et de la Loi sur la citoyenneté kényane, Cap 170 des lois du Kenya, les quatre voies par lesquelles une personne peut acquérir la nationalité kényane sont la naissance, la descendance, l'enregistrement et la naturalisation. Pourtant, aucun de ces quatre n'ont été empruntées dans le cas des enfants des ressortissants nubiens.

[64] CAEDBE, op.cit., para.48.

[65] Constitutionnal court of the Republic of South Africa, State vs. T. Makwanyane and M. Mchunu, Case n°CCT/3/94, 6th june 1995, para.245-260. La même réflexion du juge constitutionnel sud-africain pourrait être étendue sur d'autres droits de l'homme non encore formellement consacrés, mais dont les individus sont toujours victimes, notamment le droit au logement et le droit à l'alimentation.

[66] La solidarité étatique est intégrée dans la Charte des Nations-Unies comme un moyen d'intervenir dans une situation de crise pour réagir face à une menace contre la paix et la sécurité de l'humanité.

[67] Au sens de l'article 27 alinéa 1er, Chaque individu a des devoirs envers la famille et la société, envers l'Etat et les autres collectivités légalement reconnues et envers la Communauté Internationale. Cette disposition inclut ainsi une obligation faite aux individus de promouvoir les valeurs positives africaines.

communauté.[68] C'est ainsi que la Cour fait observer dans l'affaire *Bernard Mornah contre Bénin et sept autres Etats* que la protection des droits de l'homme en Afrique n'est pas que l'apanage des Etats. Les particuliers doivent également, sur la base des devoirs qu'ils ont envers la famille, l'Etat et la communauté internationale, saisir la Cour pour dénoncer des cas de violation des droits de l'homme.[69]

Par ailleurs, la Cour fait peser sur les Etats une obligation de porter assistance aux peuples qui subissent la domination. A contrario, ces Etats se seront fait auteurs des violations des droits de l'homme que subissent ces peuples. Le système africain de protection des droits de l'homme reste mu par les valeurs africaines de solidarité et de communautarisme, ce qui a vocation d'assurer une meilleure protection des droits de l'homme puisque la victime ayant tous les peuples africains, autant les Etats que les individus pour la défendre contre son oppresseur. L'expérience africaine des injustices systémiques telles que la colonisation, l'apartheid, et l'exploitation économique a forgé une approche du droit international centrée sur la solidarité et la protection des droits collectifs pour assurer une meilleure protection des droits de l'homme.[70] Si cette approche s'avère avantageuse pour les groupes étatiques opprimés, dans le contexte de la protection des droits des groupes vulnérables en Afrique, elle devrait également permettre au système africain d'affirmer son engagement de protéger les groupes vulnérables à travers pas seulement l'adoption des instruments juridiques relatifs à leur protection, mais aussi à travers la jurisprudence de ses organes.

En symbiose avec le droit international, les valeurs positives africaines comme la dignité humaine, l'humanisme/Ubuntu, la solidarité africaine, le communautarisme africain constituent un levier d'une meilleure protection des droits de l'homme. Elles constituent également une opportunité laissée à la Cour d'insuffler un vent africain aux droits de l'homme. A contrario, des questions quant à l'identité du système africain de protection des droits de l'homme refont surface.

II-RISQUE D'AFFAIBLISSEMENT DE L'IDENTITE DU SYSTEME AFRICAIN DE PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME

Loin de plonger dans le débat sur l'existence du droit international africain, il convient de s'interroger sur l'impact qu'ont les décisions de la Cour africaine sur l'aboutissement du projet

[68] Dans le Préambule de la Charte africaine, il est rappelé que la jouissance des droits implique l'accomplissement de certains devoirs. A l'article 27 (1) de la Charte, il est reconnu que les individus ont des devoirs envers la famille et la société, envers l'Etat et envers la Communauté internationale.

[69] MPUNGA BIAYI (P.), « Le droit des peuples à l'autodétermination vu d'Arusha. », op.cit., p. 4.

[70] MPUNGA BIAYI (P.) et BADINGA Citala (M.), « L'Afrique et le jus cogens : Chronique d'une relation ambivalente », *Annuaire canadien de droit international*, Vol. 60, 2022, pp.178-193.

entrepris par l'Union Africaine, notamment dans l'accomplissement du devoir de libérer totalement le continent africain de toutes les emprises étrangères. Partant d'un questionnement sur la recherche d'une meilleure protection des droits de l'homme dans les droits étrangers, un recours abusif éloignerait de plus en plus la Cour africaine des objectifs fixés à l'adoption des instruments africains de protection des droits de l'homme et à son institution.

A- La Cour africaine entre recherche d'une meilleure protection des droits de l'homme dans les droits étrangers et mimétisme

L'universalité des droits de l'homme est l'une des caractéristiques les plus importantes des droits de l'homme. En effet, les droits de l'homme doivent être reconnus partout, sans que cela ne soit limité à une région ou à une culture. Alioune Badara Fall note pour renforcer cette idée que l'efficacité du système de protection des droits et libertés ainsi édifié par la Charte africaine serait bien affaiblie si d'aventure, les dispositions relatives à ces droits et libertés reconnus aux individus n'ont pas d'effet direct en droit interne.[71] Cette conception est relativisée par certains auteurs des Etats du sud qui rejettent la réception du droit international des droits de l'homme en bloc, privilégiant l'adoption d'une approche décoloniale.[72]

Au-delà du recours aux valeurs traditionnelles africaines, les articles 60 et 61 de la Charte ainsi que les articles 3 et 7 du Protocole de Ouagadougou consacrent l'universalité des droits de l'homme en incluant dans le système africain tous les autres instruments de protection pertinents qui ont été ratifiés par les Etats, mais également autorisent la Cour africaine et la Commission africaine à s'inspirer de la pratique des autres organes de protection des droits de l'homme. Ceci est une spécificité du système africaine qui préfère la sécurité juridique et la recherche d'une meilleure protection des droits de l'homme au détriment d'une recherche de spécificité aveugle.[73] Il est ainsi à ce point opposé à la conception retenue dans le système européen où la compétence matérielle des organes de protection institués se limite à l'interprétation et à l'application de la Convention européenne des droits de l'homme.[74]

---

[71] BADARA FALL (A.), op.cit., p.96.

[72] DE VARENNES (F.), « The fallacies in the "universalism versus cultural relativism" debate in human rights law », *Asia-Pacific Journal on Human Rights and the Law,* 1, 2006, pp.67-84. Lire aussi MAKAU MUTUA, « The Complexity of Universalism in Human Rights", *in* SAJÓ (A.) (dir.*), Human Rights With Modesty: The Problem of Universalism*, Boston Martinus Nijhoff Publishers 2004, pp.51-64.

[73] Contrairement au système européen de protection des droits de l'homme ou la Cour européenne des droits de l'homme n'interprète que cette convention, la Cour africaine interprète la Charte africaine et tous les autres instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme ratifiés par les Etats concernés. Le système africain va plus loin encore en permettant à la Cour d'utiliser la pratique des autres organes de protection des droits de l'homme comme sources auxiliaires de détermination du droit applicable.

[74] Au sens de l'article 32 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme, la compétence de la Cour s'étend à toutes les questions concernant l'interprétation et l'application de la Convention et de ses Protocoles qui lui seront soumises.

Si l'approche adoptée par ces deux systèmes (africain et européen) peut être sujette à critiques, il faut quand même relever que ces deux approches présentent tant d'avantages que d'inconvénients. Sans nous ranger complètement du côté du système européen et sans ignorer les avantages de l'approche africaine, il est à relever que l'approche africaine présente des défis majeurs qui affectent parfois même l'originalité du système. Face au recours quasi permanent au droit international, il serait légitime de se questionner si la Cour africaine applique un droit africain des droits de l'homme ou le droit international des droits de l'homme, lui qui est général.

Mpunga Biayi insiste sur la compétence matérielle de la Cour dans sa contribution sur l'influence de la DUDH sur la Charte africaine.[75] Ouvrant le débat sur la nature juridique de la DUDH pour déterminer si elle peut s'appliquer ou non[76], il précise, s'appuyant sur la jurisprudence de la Cour elle-même que bien que la DUDH ne soit qu'une simple déclaration, et donc une résolution de l'Assemblée générale de l'ONU et non un traité international ratifié par les Etats, la Cour relève que la DUDH est considérée comme une coutume internationale à l'égard des Etats et peut donc s'appliquer directement aux Etats.[77] Cette approche avait déjà autrefois été suivie par le système américain où la DUDH est appliquée directement comme source de droit applicable[78], contrairement à l'approche adoptée dans le système européen.[79]

La pratique du droit international non adapté aux réalités africaines apparait plus particulièrement dans l'affaire *Victoire Umuhoza contre le Rwanda*, laquelle affaire constitue de nos jours la référence dans l'interprétation devant être faite de l'article 34(6) du Protocole de Ouagadougou. En effet, dans cette affaire, la Cour établit d'emblée un distinguo entre le retrait de la déclaration prévue à l'article 34 du Protocole de Ouagadougou qui est un acte individuel des Etats et la dénonciation d'un traité dont les règles sont prévus à l'article 61 de la Convention de Vienne sur le droit des traités.[80] Cependant, la Cour, après pareille démonstration retient le délai

[75] MPUNGA BIAYI (P.), « L'application de la Déclaration universelle des droits de l'homme par la Cour africaine des droits de l'homme et de peuples », *Revue québécoise de droit international*, Vol. 34, N° 1, 2021, disponible en ligne sur https://doi.org/10.7202/1092792ar, consulté le 10 février 2026.

[76] Au sens de l'article 3 du Protocole de Ouagadougou, ne peuvent s'appliquer à côté de la Charte africaine, que les autres instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme ratifiés par les parties.

[77] CAfDHP, Frank David Omary et autres contre République-Unie de Tanzanie, Requête N°001/2012, Arrêt du 28 mars 2014, para.73.

[78] L'inspiration de la Convention interaméricaine des droits de l'homme de la DUDH justifie la philosophie universaliste des organes interaméricains de protection des droits de l'homme, plus particulièrement la Cour interaméricaine. Lire HENNEBEL (L.) et TIGROUDJA (H.), « La convention américaine des droits de l'homme et la protection universelle des droits de l'homme : une filiation retrouvée », *L'Observateur des Nations-Unies*, Vol. 25, N°2, 2008, pp.2-8.

[79] La question ne se pose presque pas dans le système européen de protection des droits de l'homme, lui qui a restreint sensiblement la compétence matérielle de son organe de protection.

[80] Au sens de l'article 61 de la Convention de Vienne sur le droit des Traités, tout Etat partie à un Traité désireux de se retirer de ce dernier doit attendre un délai de douze pour voir ce retrait être effectif.

de douze mois prévu à l'article 61 de la Convention de Vienne et l'article 58 de la Convention interaméricaine des droits de l'homme, délai devant s'écouler avant que ce retrait ne produise effectivement ses effets, pourtant, ce délai n'est prévu nulle part dans les instruments africains.

Le juge Ougergouz, dans son opinion individuelle, loin d'exprimer son désaccord avec la position des autres juges quant à la position prise par la Cour concernant les effets du retrait de la déclaration faite conformément à l'article 34 (6) du Protocole s'interroge quant au fondement juridique du délai de douze mois retenu par la Cour dans la recherche d'un délai raisonnable.[81] Il est à relever que le retrait de la déclaration prévue à l'article 34(6) du Protocole s'inscrit dans un contexte différent de celui du système américain ou le délai est déjà prévu dans la Convention. Les juges Niyungeko et Ramadhani à leur tour fustigent que la Cour ait fait directement application de la Convention de Vienne sans le bénéfice d'une discussion sur analogie possible entre le retrait d'une convention, et le retrait d'un acte unilatéral.[82] Il nous souviendra par ailleurs qu'au vu du distinguo établi par la Cour, le régime général des Traités ne peut aucunement être appliqué pour résoudre pareille question. L'affaire Umuhoza constituait ainsi une affaire unique pour la Cour qui devait renseigner sur la voie qui doit être suivie par elle dans son activité lorsque la Charte est muette sur une question. Malheureusement, la Cour s'est limitée à appliquer le régime général des Traités, sans apporter aucune justification ou fondement de son raisonnement. La Cour n'a aucunement justifié l'adoption du délai de douze mois. Était-ce pour rechercher la meilleure protection des droits de l'homme visés dans cette affaire ou une application aveugle d'un régime dont le contexte s'écarte visiblement de celui africain ?

Pourtant, dans pareille circonstance, des valeurs positives africaines telles que le communautarisme africain et la solidarité africaine qui imposent des devoirs aux individus et à la communauté auraient été utiles pour fonder l'obligation des Etats, pas seulement à respecter et protéger les droits acquis, mais également à réparer toute violation des droits de l'homme dont ils seront responsables.[83]

S'il est vrai que la Cour africaine recourt le plus souvent aux droits étrangers pour compléter les vides juridiques remarquables dans le système africain, il serait judicieux que ce vide

[81] OUGERGOUZ (F.), opinion individuelle formulée dans l'affaire Umuhoza contre Rwanda devant la Cour africaine (compétence). Cour ADHP, Ingabire Victoire Umuhoza contre Rwanda, Requête n°003/2014, Arrêt sur la compétence du 03 juin 2016, para.17-34.

[82] NIYUNGEKO et RAMADHANI, opinion individuelle formulée dans l'affaire Umuhoza contre Rwanda, Cour ADHP, Ingabire Victoire Umuhoza contre Rwanda, op.cit., para14.

[83] Le devoir de solidarité est notamment rappelé par la Cour africaine dans l'affaire Mornah contre Bénin et sept autres Etats pour fonder l'obligation des Etats africains d'apporter leur assistance à tout peuple africain victime de domination.

soit comblé par l'organe délibérant de l'Union africaine pour avoir un système africain complet. Dans un contexte d'africanisation, la recherche d'une meilleure protection des droits de l'homme doit se faire avec les instruments africains. Cette perspective est en train d'être explorée par le système africain qui, face au nombre limité des droits économiques, sociaux et culturels dans la Charte, a un projet d'adoption d'un protocole sur les droits économiques, sociaux et culturels pour accroitre un tant soit peu l'autonomie du système africain.[84]

Cependant, insuffler un vent africain aux droits de l'homme implique de le faire dans l'intégralité. En attendant, la Cour africaine doit faire preuve de prudence dans l'interprétation des instruments étrangers et le recours à la pratique d'autres organes dans l'espoir d'atteindre une totale autonomie. Le dialogue des juges apparait actuellement comme un cadre privilégié de partage d'expérience pour les juges africains et leurs homologues européens et américains. Un dialogue avec les organes régionaux africains devrait également être envisagé pour analyser les défis proprement africains. La volonté de la Cour de se délier complètement des systèmes étrangers devrait être remarquée à travers le choix des collaborateurs choisis et des références choisies par cette dernière. Pour le moment, même pour ce qui est de citations, la Cour fait rarement recours aux positions prises par les décisions des tribunaux des Communautés économiques régionales (CER) africaines qui pourtant, ont abordé des thématiques qui pourraient inspirer la Cour. Parlant du contexte de l'Afrique de l'ouest, Abdoulaye Sow exprimait déjà son inquiétude quant à l'absence d'une bonne politique de promotion du droit communautaire africain.[85] Serait-ce que ces organes ne protègent pas au mieux les droits de l'homme ? Serait-ce une question d'ego de la Cour ? Ce mythe devrait être levé dans l'intérêt des droits de l'homme en Afrique et de l'africanisation effective des droits de l'homme. Dans tous les cas, ces organes sous régionaux sont mieux placés pour comprendre les problématiques proprement africaines auxquelles fait face la Cour, puisque s'inspirant eux-mêmes des pratiques constitutionnelles des Etas membres.

S'il est vrai que la Cour est antérieure à certains organes régionaux, il est également vrai que ces organes traitent de nos jours des affaires relatives aux problématiques proprement africaines auxquelles une réponse africaine sera également la bienvenue. Le traitement par la Cour de justice de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) de l'affaire Mohamed Bazoum relative aux coups d'Etat devrait inspirer les organes africains dans

[84] Préambule du projet de protocole à la charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des citoyens à la protection sociale et à la sécurité sociale, para.12.

[85]Pour l'auteur, les Universités et les acteurs judiciaires doivent être les premiers acteurs de la promotion du droit communautaire africain, mais ce n'est pas toujours le cas dans le contexte de l'Afrique de l'Ouest. Lire SOW (A.), « La diffusion du droit communautaire ouest-africain », *Civitas Europa*, Vol. 37, N°2, 2016, pp.351-370.

l'effort de résolution de ce problème.[86] Par ailleurs, il est à relever que sur certains points, le système de la CEDEAO a prévu des facilités procédurales qui devraient inspirer le système africain pour réagir efficacement face à ses défis actuels, notamment les retraits progressifs par les Etats des déclarations faites conformément à l'article 34(6) du Protocole de Ouagadougou.[87]

Au-delà d'entrainer des questionnements sur la recherche d'une meilleure protection des droits de l'homme, le recours aux droits étrangers suscite chez l'africain actuellement des doutes quant à l'aboutissement des objectifs fixés d'emblée et l'avenir même du système africain de protection des droits de l'homme.

B- Une africanisation des droits de l'homme de moins en moins sûre

La Cour africaine est considérée comme le plus jeune organe continental de protection des droits de l'homme. Cependant, à la vingtième année de son fonctionnement effectif, des questions méritent d'être légitimement posées quant au bilan du processus d'africanisation des droits de l'homme à travers sa pratique.

Des auteurs ont démontré que la Cour a su faire preuve d'audace dans l'interprétation de certains droits de l'homme et de certains principes de droit international.[88] Guillaume Le Floch mentionnant l'Arrêt de la Cour de l'affaire Ibrahim Ben Mohamed Ben Ibrahim Belguith c. Tunisie affirme que la Cour a su faire preuve d'audace, même lorsqu'elle devait traiter des sujets sensibles.[89] Cette attitude est encouragée tant par les juges de la Cour que par la doctrine qui estiment qu'une prise de position audacieuse devrait permettre à la Cour, pas seulement d'agir avec pleine maturité, mais également permettrait de renforcer la jurisprudence africaine en matière de droits de l'homme, ce qui devrait refléter l'aboutissement de l'objectif fixé par les pères fondateurs[90]. La Cour, au-delà d'appliquer les sources formelles du système africain de protection des droits de l'homme dans l'interprétation des droits de l'homme devrait s'inspirer également

[86] Bien que le système africain se soit déjà doté d'un instrument traitant des coups d'Etat, en l'occurrence la Charte africaine des élections, de la gouvernance et de la démocratie, cet instrument s'avère limité dans le contexte des droits de l'homme. Il se limite à prévoir des sanctions politiques à l'égard des auteurs des changements anticonstitutionnels de gouvernement. La CEDEAO a donné une perspective des droits de l'homme au changement anticonstitutionnel de gouvernement, ce qui devrait peut-être inspirer la Cour dans sa quête de légitimité.

[87] Article 4 du Protocole additionnel A/SP.1/01/05 portant amendement du Préambule des articles 1er, 2, 9, 22 et 30 du Protocole A/P1/7/91 relatif à la Cour de justice de la Communauté, ainsi que de l'article 4 paragraphe 1 de la version anglaise dudit Protocole, in Journal officiel de la CEDEAO, Vol. 46, janvier 2005.

[88] MUTOY MUBIALA, « La genèse et l'évolution de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples. De Charybde en Scylla », op.cit, pp.17-37.

[89] LE FLOCH (G.), « La Cour africaine des droits de l'homme et des peuples. Défis et perspectives », *L'Observateur des Nations Unies*, vol. 57, N°2, 2024, pp.55-78.

[90] C'est seulement au prix de son audace que la Cour africaine pourra forger sa crédibilité et développer son rayonnement international. TOUONANG TEKENDO (T.), « Cour africaine des droits de l'homme et des peuples et normes impératives du droit international général (jus cogens). Radioscopie d'une relation tumultueuse », *L'Observateur des Nations Unies*, Vol. 57, N°2, 2024, pp.149-176.

des matériaux d'interprétation qui s'avèrent être des outils efficaces pour son développement et la pleine réalisation des idées qui ont présidé à la mise en place d'un système africain. Comme rappelé ci-haut, l'originalité du système africain doit transparaitre, pas uniquement dans ses instruments juridiques, mais également dans l'application qui leur est faite par la Cour.

En sus, nous pouvons affirmer que l'objectif est loin d'être atteint. D'emblée, nous avons émis d'un côté quelques observations quant au recours par le système africain aux autres instruments de protection des droits de l'homme, comme sources des droits de l'homme. D'un autre coté des observations ont été formulées contre la pratique des organes issus de ces droits comme source d'inspiration dans l'interprétation des droits. Il est clair qu'en cas de silence des instruments adoptés dans le cadre de l'UA, les sources étrangères sont mises au premier plan au détriment des sources originellement africaines, notamment les valeurs positives africaines. Le réflexe de la Cour d'aller trouver des réponses dans le système européen ou américain de protection des droits de l'homme lorsque. Les valeurs positives africaines et la pratique des organes proprement africains doivent inspirer prioritairement la Cour africaine pour affirmer son identité.

Faisant un bilan liminaire, il a été mentionné plus haut que certains aspects de la spécificité africaine sont déjà insérés dans l'interprétation de certains droits de l'homme, ce qui a permis au système africain d'assurer une meilleure protection de ces droits. C'est un mérite qui doit être reconnu et qui doit inspirer les autres systèmes, mais plus particulièrement le système onusien pour contribuer pleinement à l'évolution du droit international des droits de l'homme. Mpunga Biayi fustigeait déjà le fait que les autres organes de protection des droits de l'homme ne citent presque jamais la jurisprudence africaine, s'appuyant uniquement sur leurs pratiques continentales.[91] Partant de l'idée que chaque continent devrait avoir ses pratiques propres caractérisant son identité, la Cour africaine devrait être l'outil privilégié de l'affirmation de l'identité africaine. Si aucun âge précis n'est requis pour que la Cour revendique sa maturité, une chose est certaine : La maturité de la Cour n'est pas une question de nombre d'années, mais de l'audace dont elle aura fait preuve dans l'interprétation des droits de l'homme, et cela sans cibler uniquement une catégorie des droits de l'homme. Il serait souhaitable que la Cour insère ses spécificités dans l'interprétation de tous les droits de l'homme pour justifier son existence même.

[91] Contrairement à la Cour africaine qui applique notamment le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention européenne des droits de l'homme, la Convention américaine des droits de l'homme et la Charte arabe des droits de l'homme, dans l'interprétation de la Charte africaine. Lire MPUNGA BIAYI (P.), « L'application de la Déclaration universelle des droits de l'homme par la Cour africaine des droits de l'homme et de peuples », op.cit., p.132.

Actuellement, il serait pertinent de se demander si une interprétation innovatrice adoptée par la Cour africaine en particulier ne serait pas souhaitable dès lors qu'elle a pour vocation de protéger au mieux les droits de l'homme. Il est évident que cet objectif est bien noble comparé à celui d'une concordance d'interprétation recherchée dans les dispositions que Bourgogue-Larsen qualifie de fondement du processus de « decompartementalisation » du système africain de protection des droits de l'homme.[92] Mujib Jimoh estime que ce processus plaide pour une interprétation évolutive des droits de l'homme.[93] Il relève cependant que ce processus se heurte aux principes applicables en droit international, notamment le consentement des Etats et aux valeurs africaines protégées bec et ongle tant par la Commission que par la Cour.[94]

Au niveau africain, en application d'une interprétation évolutive des droits de l'homme, la Cour africaine devrait se délier de la conception du juge onusien pour asseoir sa propre jurisprudence Le système régional doit être connu pour ses spécificités et non le traitement des questions générales.[95]. De nos jours, dans la poursuite de l'objectif commun des Etats africains de redonner à l'africain sa valeur perdue pendant l'esclavage et la colonisation, il est impérieux que les cultures et valeurs africaines respectueuses du droit international des droits de l'homme préalablement négocié avec les Etats africains soient calquées comme des sources d'interprétation de premier choix pour aboutir à une africanisation effective des droits de l'homme. La pratique des organes de protection des droits de l'homme des CER devrait convaincre la Cour à s'y ressourcer plus souvent. Il est possible de trouver solution aux problèmes africains en recourant aux pratiques africaines. Nous restons convaincus qu'avec les contributions des juges à travers leurs opinions séparées, celles des autres organes de protection des droits de l'homme au niveau régional africains et celles des doctrinaires africains, la Cour africaine se mettra sur le bon chemin de l'africanisation des droits de l'homme.

Conclusion

La Cour africaine, au-delà d'assurer la protection des droits de l'homme en Afrique, elle doit également éviter d'adopter une interprétation non-conforme à celle faite par ses prédécesseurs et insuffler un vent africain dans l'interprétation qu'elle fait des droits de l'homme. Ces objectifs

[92] Au sens de l'auteure, la decompartementalisation suppose utilisation des sources externes variées pour enrichir l'interprétation des droits de l'homme en Afrique. BURGORGUE-LARSEN (L.), « Decompartmentalization: The Key Technique for Interpreting Regional Human Rights Treaties », *International journal of constitutional law*, Vol. 16, N°1, 2018, p.187.

[93] MUJIB JIMOH, "The evolutive interpretation of the African charter on human and peoples' rights", *Int'l and Comp. L.*,Vol. 43, 2023, pp. 21-27.

[94] Idem.

[95] HENNEBEL (L.) et TIGROUDJA (H.), op. cit., pp.5-8.

sont parfois perçus comme contradictoires. La Cour doit ainsi assurer leur coexistence au vu de la volonté des Etats africains exprimés à travers les articles 60 et 61 de la Charte africaine et 3 et 7 du Protocole de Ouagadougou.

Cette coexistence est rendue possible par la sélection des valeurs africaines qui doivent être prises en compte. Il s'agit des valeurs africaines fondées sur la dignité, l'égalité, la liberté et l'effectivité des droits. La Cour doit veiller à ne pas, dans l'application des sources formelles autres qu'africains au système africain, réduire à néant l'objectif fixé par les pères fondateurs du système africain, à savoir insuffler un vent africain dans la compréhension des droits de l'homme. Une évaluation de l'activité de la Cour africaine permet d'affirmer que les valeurs positives dont il est fait mention ne sont pas clairement déterminées et que l'objectif fixé est loin d'être atteint. Cependant, des efforts sont fournis continuellement par la Cour dans l'interprétation de certains droits de l'homme, notamment les droits culturels des peuples africains.

Pour consolider les acquis de la Cour dans le traitement de certains droits, il sied de procéder à une identification complète des valeurs positives africaines. En s'inspirant de la pratique des juridictions des CER et des juridictions constitutionnelles africaines, la Cour pourra assurer une meilleure protection des droits de l'homme, se fondant sur des réalités propres aux africains. Enfin, la Cour aura trouvé solution à la tension entre le relativisme culturel africain et l'universalisme des droits de l'homme sans s'écarter de la volonté des pères fondateurs.

La connaissance acquise dans le contentieux de l'annulation du titre foncier au Cameroun: entre accès au juge, sécurité juridique et stabilité des droits immobiliers

Acquired Knowledge in Litigation for the Annulment of Land Titles in Cameroon: between Access to Justice, Legal Certainty and the Stability of Real Property Rights

Par:

MOKTO KAMYO Hippolyte

Doctorant en droit public, Université d'Ebolowa (Cameroun)

Résumé:

Le contentieux de l'annulation du titre foncier occupe une place singulière dans la justice administrative camerounaise. Il met en tension la stabilité attachée à l'immatriculation foncière, la sécurité des transactions immobilières et la protection effective des personnes lésées par une procédure irrégulière, dolosive ou frauduleuse. Dans cette matière, la connaissance acquise joue un rôle décisif : elle aide à déterminer le moment à partir duquel le requérant peut être regardé comme ayant reçu une information suffisante sur l'existence, la portée et les effets de l'acte qu'il entend contester. L'article défend une position nuancée. La notion facilite l'accès au juge lorsque la publicité formelle est défaillante ; elle peut, à l'inverse, devenir un instrument de forclusion lorsqu'elle est présumée avec excès. Son usage appelle donc un encadrement rigoureux autour de trois exigences : une connaissance certaine, personnelle et juridiquement utile.

Mots-clés : titre foncier ; connaissance acquise ; recours gracieux préalable ; juge administratif ; Cameroun ; immatriculation ; publicité foncière ; sécurité juridique ; droit au juge.

Abstract:

This article examines acquired knowledge (connaissance acquise) in litigation seeking the annulment of land certificates under Cameroonian administrative law. It argues that the notion performs an ambivalent procedural function: it may prevent failures of formal publicity from depriving injured third parties of access to the administrative judge, but it may also operate as a mechanism of foreclosure when presumed too easily. Drawing on Cameroonian land legislation, administrative procedure, case law and African and French legal scholarship, the study shows that acquired knowledge cannot be reduced to rumour, possession or mere social awareness of a land dispute. It must be certain, personal and legally useful, meaning that the claimant must have sufficient information about the existence, scope and legal effects of the land title to exercise the prior administrative remedy and, where necessary, the contentious action. The article ultimately proposes a disciplined use of acquired knowledge as a criterion for balancing access to justice, stability of land titles and legal certainty in Cameroon.

Keywords: acquired knowledge ; land certificate ; administrative judge ; Cameroon ; prior administrative remedy ; land registration ; legal certainty ; access to justice.

Introduction

Le titre foncier se présente, dans l'ordre juridique camerounais, comme l'un des actes administratifs les plus sensibles. Il certifie officiellement la propriété immobilière, clôt une procédure d'immatriculation, donne un support à la circulation juridique du bien et permet au propriétaire de vendre, hypothéquer, morceler, transmettre ou défendre son immeuble. Sa force symbolique tient au fait qu'il marque la victoire du droit écrit sur des formes anciennes d'appropriation et de gestion de la terre, tout en révélant les tensions persistantes entre la propriété individualisée et les droits coutumiers. Ces tensions ont été décrites par la doctrine africaniste classique, notamment par G. A. KOUASSIGAN, S. MELONE et P. G. POUGOUÉ, dont les travaux demeurent indispensables pour comprendre l'arrière-plan social du droit foncier camerounais.[1]

Dans cette perspective, la terre ne se réduit pas à un bien économique. Elle constitue un espace de mémoire, d'autorité familiale, de production, de transmission et parfois de pouvoir local. Le titre foncier intervient donc dans une matière où la technique administrative rencontre une anthropologie de l'appartenance. C'est pourquoi la question de son annulation ne saurait être analysée comme une simple querelle de papier. Elle engage la légitimité de l'action administrative, la sécurité des transactions et la protection effective des personnes qui découvrent tardivement que leurs droits ont été affectés par un acte d'immatriculation.[2].

Le droit positif camerounais définit le titre foncier comme « la certification officielle de la propriété immobilière ».[3] Cette définition, posée par le décret n° 76/165 du 27 avril 1976, donne au titre une fonction probatoire et stabilisatrice. U. N. EBANG MVE a montré que cette spécificité tient précisément à la nature administrative de l'acte : le titre foncier naît d'une procédure administrative, mais produit des effets civils, économiques et patrimoniaux considérables[4]; Il est civil dans ses effets, mais administratif dans sa genese. Sa stabilite ne fait egalement l'ombre d'aucun doute car « le titre foncier est inattaquable, intangible et definitif »[5], lui conferant ainsi, sinon une certaine valeur probante, du moins une valeur probante certaine.

---

[1] G. A. KOUASSIGAN, *L'homme et la terre. Droits fonciers coutumiers et droit de propriété en Afrique occidentale*, Paris, Berger-Levrault, 1966, 283 p. ; S. MELONE, *La parenté et la terre dans la stratégie du développement. L'expérience camerounaise*, Paris, Klincksieck, 1972, 201 p. ; P. G. POUGOUÉ, *La famille et la terre. Essai de contribution à la systématisation du droit privé au Cameroun*, thèse de doctorat, Université de Bordeaux I, 1977, 359 p.

[2] A. ROCHEGUDE, « Foncier et décentralisation. Réconcilier la légalité et la légitimité des pouvoirs domaniaux et fonciers », *Cahiers d'anthropologie du droit*, 2002, p. 15 et s.

[3] Art. 1er alinéa 1 du décret n° 76/165 du 27 avril 1976 fixant les conditions d'obtention du titre foncier.

[4] U. N. EBANG MVE, *Le titre foncier au Cameroun. Recherche sur la spécificité d'un acte administratif unilatéral*, Paris, L'Harmattan, 2011, 268 p.

[5] Art. 1er alinéa 2 du décret n° 76/165 du 27 avril 1976 fixant les conditions d'obtention du titre foncier.

Toutefois, cette stabilité ne suffit pas à épuiser le problème. Le titre foncier peut être délivré au terme d'une procédure irrégulière, d'une enquête incomplète, d'une publicité défaillante, d'un bornage contestable, d'une omission d'ayants-droit ou d'une fraude. Lorsque ces défaillances existent, la question n'est plus seulement celle de la force probante du titre. Elle devient celle de l'accès au juge de la personne qui découvre tardivement l'atteinte portée à ses droits. Or, dans la matière foncière, le temps de la découverte ne coïncide pas toujours avec le temps de la signature de l'acte[6], le titre foncier, entendu comme un acte administratif unilateral individuel, apres sa signature n'etant alors notifie qu'a son ou ses proprietaire(s) exclusif(s) et non aux tiers.

La notion de connaissance acquise apparaît précisément dans cet intervalle. Elle désigne le moment où il est établi que le requérant avait effectivement connaissance de l'existence et de la portée de l'acte qu'il entend contester. Elle ne se confond ni avec la notification, ni avec la publication. Elle fonctionne comme une technique d'imputation de l'information : le juge recherche si, malgré l'absence ou l'insuffisance d'une publicité officielle, l'intéressé disposait d'informations suffisantes pour agir utilement.[7]

La difficulté est réelle. Le juge ne saurait laisser le titre foncier exposé indéfiniment à l'annulation : la sécurité foncière serait gravement compromise si tout titre pouvait être remis en cause à tout moment, au gré de découvertes tardives ou de contestations stratégiques. Mais la forclusion ne peut davantage être opposée à celui qui n'a jamais été placé en situation concrète de connaître l'acte et d'exercer son recours. La connaissance acquise oblige ainsi à tenir ensemble deux exigences légitimes : la stabilité du titre et le droit au juge.

La matière se complique encore du fait du recours gracieux préalable. En droit administratif camerounais, le recours devant le tribunal administratif n'est recevable qu'après le rejet d'un recours gracieux adressé à l'autorité auteur de l'acte. L'article 17 de la loi n° 2006/022 du 29 décembre 2006, fixant l'organisation et le fonctionnement des tribunaux administratifs, fait courir le délai du recours gracieux à compter de la publication ou de la notification de la décision attaquée.[8] L'article 18 organise ensuite le recours contentieux dans le délai de soixante jours

[6] A. MPESSA, « Le titre foncier devant le juge administratif camerounais : les difficultés d'adaptation du système Torrens au Cameroun », *Revue générale de droit*, vol. 34, n° 4, 2004, p. 611-659.
[7] J.-M. NTIBANE, *Le juge administratif camerounais et la connaissance acquise*, thèse de doctorat Ph.D. en droit public, Université de Yaoundé II, 2016-2017, 665 p.
[8] Loi n° 2006/022 du 29 décembre 2006 fixant l'organisation et le fonctionnement des tribunaux administratifs, art. 17, sur le recours gracieux préalable et ses délais.

suivant le rejet du recours gracieux.[9] La computation du délai devient donc une question déterminante : elle conditionne l'entrée même dans le prétoire.

Dans le contentieux du titre foncier, la publication et la notification ne suffisent pas toujours. Le bénéficiaire du titre est en principe informé ; les tiers lésés, eux, peuvent ne découvrir l'acte qu'à l'occasion d'un déguerpissement, d'une mutation, d'un procès civil, d'un bornage, d'une sommation ou d'une consultation tardive du livre foncier. M. S. P. BILLONG a précisément attiré l'attention sur ce contentieux de l'annulation du titre foncier devant le juge administratif[10]. R. TCHAPMEGNI a, de son côté, montré que la connaissance acquise devient un instrument utile lorsque les modes classiques de publicité (que sont la notification et la publication) se révèlent peu adaptés aux réalités foncières camerounaises[11].

L'intérêt scientifique du sujet se situe donc à la rencontre de trois champs. Il relève d'abord du droit foncier, car il interroge la force du titre et ses tempéraments. Il relève ensuite du contentieux administratif, car il concerne les conditions de recevabilité, le recours gracieux préalable et la computation des délais. Il relève enfin de la théorie générale de l'État de droit, car il met en cause l'accès effectif au juge. B. R. GUIMDO DONGMO a bien montré que le droit d'accès à la justice administrative constitue un droit fondamental[12]. J. MORAND-DEVILLER y voit un indicateur de la place de l'État de droit dans une société[13]. G. COHEN-JONATHAN rattache également le droit au juge au noyau dur des garanties fondamentales[14].

La problématique peut alors être formulée en ces termes : la connaissance acquise permet-elle, dans le contentieux camerounais de l'annulation du titre foncier, de concilier le droit au recours de la personne lésée avec l'exigence de stabilité et de sécurité du titre foncier ? L'hypothèse défendue est volontairement nuancée. La connaissance acquise est nécessaire lorsqu'elle corrige l'insuffisance de l'information officielle ; elle devient dangereuse lorsqu'elle se transforme en présomption générale de forclusion. Elle doit donc être encadrée par trois critères : la certitude de l'information, son caractère personnel et son utilité juridique.

---

[9] Loi n° 2006/022 du 29 décembre 2006, art. 18, sur le délai de soixante jours ouvert après le rejet du recours gracieux préalable.

[10] S. P. BILLONG, « Le contentieux de l'annulation du titre foncier devant le juge administratif », in R. TCHAPMEGNI (dir.), *La problématique de la propriété foncière au Cameroun*, actes de la conférence de Mbalmayo, 18 novembre 2005.

[11] R. TCHAPMEGNI, *Le contentieux de la propriété foncière au Cameroun*, thèse de doctorat en droit privé et sciences criminelles, Université de Nantes, juillet 2008, p. 246. Cette référence est mobilisée ici pour la question du calcul du point de départ des délais de recours dans le contentieux de l'annulation du titre foncier.

[12] B. R. GUIMDO DONGMO, « Le droit d'accès à la justice administrative au Cameroun : contribution à l'étude d'un droit fondamental », *Revue de la recherche juridique. Droit prospectif*, n° 121, 2008, p. 453-498.

[13] J. MORAND-DEVILLER, *Cours de droit administratif*, 9e éd., Paris, Montchrestien, 2005, p. 705-707.

[14] G. COHEN-JONATHAN, « Le droit au juge », in *Liber amicorum Jean Waline. Gouverner, administrer, juger*, Paris, Dalloz, 2002, p. 476.

Notre démarche est analytique, doctrinale et critique. Elle mobilise les textes fonciers, la loi sur les tribunaux administratifs, la doctrine camerounaise et africaine relative à la terre, au titre foncier et au contentieux administratif, ainsi que la doctrine française relative aux délais de recours et à la connaissance acquise. La construction doctrinale camerounaise du contentieux administratif est notamment éclairée par les travaux de M. KAMTO[15], J. OWONA[16] et P. E. ABANE ENGOLO.[17] Elle s'appuie également sur la jurisprudence administrative camerounaise, notamment les décisions ayant utilisé la connaissance acquise pour apprécier la recevabilité des recours dirigés contre des titres fonciers.

Il nous semble dès lors que la connaissance acquise joue un double rôle. Elle fonctionne d'abord comme un instrument d'assouplissement de l'accès au juge dans le contentieux de l'annulation du titre foncier (I). Elle révèle ensuite un mécanisme fragile d'équilibre entre sécurité foncière et sécurité juridique (II).

I- LA CONNAISSANCE ACQUISE COMME INSTRUMENT D'ASSOUPLISSEMENT DE L'ACCÈS AU JUGE DANS LE CONTENTIEUX DE L'ANNULATION DU TITRE FONCIER

R. TCHAPMEGNI observe que la connaissance acquise demeure le meilleur outil pour procéder au calcul du point de départ des délais du recours, notamment parce que la notification et la publication se révèlent peu adaptées au contentieux de l'annulation du titre foncier[18]. Cette observation donne à la notion sa première fonction : elle corrige les insuffisances de l'information foncière et évite que la personne lésée soit privée d'un recours avant même d'avoir pu connaître l'acte qui lui fait grief. La connaissance acquise doit ainsi être étudiée, d'abord, comme une technique née des insuffisances de la publicité foncière (A), puis comme une technique favorable à la protection de la personne lésée (B).

A- Une technique née des insuffisances de la publicité foncière

L'analyse de la connaissance acquise impose d'abord de revenir au rapport entre l'acte foncier et sa publicité. Le titre foncier ne peut être opposé de manière pleinement légitime que si la procédure qui l'a précédé a réellement permis aux personnes concernées d'être informées. Or, dans le contexte camerounais, la notification et la publication connaissent des limites pratiques

[15] M. KAMTO, *Droit administratif processuel du Cameroun*, Yaoundé, Presses universitaires du Cameroun, 1990.
[16] J. OWONA, *Le contentieux administratif de la République du Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 2011, 230 p.
[17] P. E. ABANE ENGOLO, *Traité de contentieux administratif du Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 2019.
[18] R. TCHAPMEGNI, *Le contentieux de la propriété foncière au Cameroun*, thèse, op. cit. p. 246 et s.

importantes (1)[19]. C'est dans cet espace d'insuffisance que la connaissance acquise peut être mobilisée comme point de départ alternatif du délai de recours (2).

1- Les limites pratiques de la notification et de la publication du titre foncier

La publicité en général au Cameroun est perturbée et la doctrine, dans l'ensemble, l'a relevé : Le premier fait perturbateur est lié à la réglementation sur la publicité qui est souple, anachronique et disparate, présentant de fait une protéiformité des procédés[20]. « Ce phénomène prépare à une publicité aléatoire et partielle avec une insertion sélective des textes au Journal officiel »[21].

Le deuxième élément de perturbation est lié au phénomène de la diffusion partielle du Journal officiel ainsi que sa périodicité relative, qui empêchent une accessibilité aisée de tous à l'information. Les recueils officiels spécifiques connaissent une diffusion relative car effectuée à la diligence des autorités, par tous moyens de publicité appropriés[22]. Le Journal officiel au Cameroun, principal moyen de publication des actes juridiques des autorités publiques, présente un caractère météorique [23]et sa parution obéit à une périodicité aléatoire[24]. Parlant toujours de la diffusion du Journal officiel, le Professeur André AKAM AKAM fait remarquer que « d'une part, sa parution est devenue aléatoire, sinon épisodique, et d'autre part, la diffusion est particulièrement restreinte, pour ne pas dire confidentielle »[25]. Un autre élément non négligeable de cette perturbation est le prix élevé d'un journal écrit ou officiel quand on sait qu'au Cameroun plus de la moitié des citoyens vivent avec moins d'un dollar par jour[26].

Ce contexte de crise et de dysfonctionnement des mécanismes de publicité officielle intéresse évidemment notre sujet. En effet, historiquement, et sous l'égide du décret du 27 avril 1976 fixant les conditions d'obtention du titre foncier, il était prévu la publication de l'avis de clôture de bornage ou de délivrance du titre foncier au Journal officiel. La Chambre administrative de la Cour suprême considérait d'ailleurs la parution au Journal officiel comme mode officiel de publicité de

[19] C'est dans cette perspective que M. R. TCHAPMEGNI affirme de maniere precise que « les notions de notification et de publication se sont averees peu adaptees au contentieux de l'annulation du titre foncier, pricipalement en ce que ces deux moyens ne sont pas tres efficaces pour porter a la connaissance des particuliers interesses, la delivrance d'un titre foncier (…) ». R. TCHAPMEGNI, op. cit. p. 246.
[20] B.J. OWONA OMGBA, *La publicité des actes juridiques en droit public camerounais. Recherches sur l'accès au droit camerounais*, thèse de doctorat Ph.D., Université de Yaoundé II-Soa, 2015, 617 p.
[21] B.J. OWONA OMGBA, op. cit. p. 68.
[22] J. M. NTIBANE, op. cit. p.7.
[23] B.R. GUIMDO DONGMO, *Cours polycopie de droit administratif*, Université de Yaoundé II, 2012.
[24] F. MENGUE ME ENGOUANG, « La publicité des lois et règlements au Gabon », *Penant* n° 788-789, juillet-décembre, 1985, p. 264.
[25] A. AKAM AKAM, « Libres propos sur l'adage ''Nul n'est cense ignorer la loi'' », *RASJ*, Université de Yaoundé-2, Vol. 4, 2007, p. 43 s.
[26] J.M. NTIBANE,op. cit., p.8.

l'acte d'immatriculation, déclenchant ainsi la computation des délais du recours gracieux pour les tiers, pour déclarer, le cas échéant, certains recours forclos[27].

Même l'évolution des textes en matière de publicité foncière, avec le passage de la publication au Journal officiel de la République à la publication dans le « bulletin des avis domaniaux et fonciers », qui « est publié par chaque délégation provinciale du ministère chargé des Domaines et des Affaires foncières »[28], ne va toujours pas permettre de porter l'information foncière à cette frange de la population, la plus intéressée souvent, qui se trouve dans l'arrière-pays. On est alors forcé de conclure avec Joseph Martial NTIBANE que « il existe certains actes de notre ordre juridique qui ne sont pas soumis à la publication, ou à la notification, mais qui au fond peuvent intéresser les tiers autres que les destinataires (…) tels que le titre foncier »[29]. Le débat nous semble désormais clos sur les limites pratiques de la notification et de la publication du titre foncier, lorsque la Chambre administrative de la Cour suprême dit dans l'affaire CHEDJOU OMAR Noé que « contrairement aux assertions de l'État et de l'intervenant volontaire qui soutiennent la forclusion en ce que le recours gracieux est intervenu plusieurs mois après l'établissement du titre foncier, il s'avère que celui-ci étant un certificat individuel, il n'est pas soumis aux conditions de publicité et de notification ; »[30].

Le système d'immatriculation repose sur une promesse : substituer à l'incertitude des possessions et des droits concurrents une preuve écrite, officielle et opposable[31]. Cette promesse n'est cohérente que si la procédure préalable a permis aux personnes intéressées de se manifester. L'enquête, les affichages, les opérations de bornage et les délais d'opposition ont précisément pour fonction de révéler les droits existants avant la délivrance du titre. En théorie, le débat sur la propriété doit donc être purgé en amont[32].

[27] CS/CA, jugement n° 10 du 28 novembre 1974, MOUELLE KOULLA Eitel c/ État du Cameroun. Le juge administratif dans cette espèce établit « que la publication légale au Journal officiel constitue le point de départ des délais de recours à l'égard des tiers » ; CS/CA, jugement n° 52 du 25 mai 1989, DJOUMESSI Mathias c/ État du Cameroun et Conseil du Village Bamougoum. Ici également, la haute juridiction pose « que faute de notification individuelle d'un acte réglementaire ou d'un titre d'immatriculation à un tiers, le délai du recours gracieux préalable ne commence à courir qu'à compter de la publication effective au Journal officiel de la République » ; CS/CA, jugement n° 24/2001-2002 du 28 février 2002, EMAH Basile et autres c/ État du Cameroun (MINUH).

[28] Art. 15 (nouveau) alinéa 4 du décret n° 2005/481 du 16 décembre 2005 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n° 76/165 du 27 avril 1976 fixant les conditions d'obtention du titre foncier.

[29] J.M. NTIBANE, op. cit. p. 8.

[30] CS/CA, jugement n° 123/2009 du 22 juillet 2009, Aff. CHEDJOU OMAR Noé c/ État du Cameroun (MINDAF) et DEFO David.

[31] Parlant précisément de l'opposabilité des droits, l'article 1er alinéa 3 du décret n° 76/165 du 26 avril 1976 précité dispose que « L'enregistrement d'un droit dans un registre spécial appelé Livre Foncier emporte immatriculation de ce droit et le rend opposable aux tiers ».

[32] A. MPESSA, « *Le titre foncier devant le juge administratif camerounais : les difficultés d'adaptation du système Torrens au Cameroun* », op. cit.

Dans la pratique, cette architecture se heurte à plusieurs obstacles. L'information n'atteint pas toujours les occupants, les familles, les ayants-droit, les collectivités coutumières ou les voisins concernés. Les personnes intéressées peuvent être absentes, éloignées, non lettrées, insuffisamment informées ou simplement étrangères aux circuits administratifs dans lesquels se construit le titre. Le modèle de publicité formelle suppose une société pleinement familiarisée avec l'écrit administratif ; or les réalités foncières sont souvent gouvernées par des formes de mémoire, de présence et de reconnaissance communautaire[33].

Cette difficulté a une portée théorique. La publication est une mesure de publicité générale, impersonnelle, destinée à informer un public indéterminé ; la notification est une mesure de publicité individuelle, destinée à porter l'acte à la connaissance d'un ou de plusieurs destinataires déterminés.[34] Le titre foncier occupe une position particulière, car il intéresse non seulement son bénéficiaire, mais aussi des tiers qui peuvent n'être ni destinataires de l'acte ni effectivement atteints par la publicité générale.[35] La question devient alors celle de l'opposabilité de l'acte aux tiers lésés, et non celle de sa validité.

La publicité foncière ne peut donc être réduite à une formalité mécanique. Elle est la condition de légitimité de l'opération d'immatriculation. Lorsque l'avis est publié sans atteindre les personnes concernées, ou lorsque l'enquête ne permet pas de révéler les droits concurrents, la délivrance du titre perd une partie de sa force morale et juridique. La connaissance acquise intervient à ce niveau : elle permet au juge de vérifier si, malgré les défaillances de la publicité, le requérant disposait d'une information suffisante pour agir.

A. MPESSA a insisté sur les difficultés d'adaptation du système Torrens au Cameroun. Dans la logique Torrens, le titre délivré après immatriculation a vocation à être définitif et incontestable. Mais cette force suppose une procédure robuste, une publicité efficace et une enquête effective. Lorsque ces conditions ne sont pas réunies, la rigidité du modèle devient problématique. L'incontestabilité formelle peut alors couvrir l'irrégularité matérielle.[36]

C'est là que se révèle l'originalité du contentieux camerounais. Le titre foncier doit produire de la stabilité ; mais il ne saurait légitimer une dépossession obtenue au terme d'une procédure opaque, d'une fraude ou d'une faute administrative. La connaissance acquise ne détruit pas la stabilité du titre : elle la rattache à une exigence minimale de loyauté informationnelle. Un titre est

[33] P. G. POUGOUÉ, *La famille et la terre. Essai de contribution à la systématisation du droit privé au Cameroun*, thèse de doctorat, Université de Bordeaux I, 1977, 359 p.
[34] R. CHAPUS, *Droit administratif général*, t. 1, 15e éd., Paris, Montchrestien, 2001.
[35] J. RIVERO et J. WALINE, *Droit administratif*, 20e éd., Paris, Dalloz, 2006.
[36] A. MPESSA, op. cit., p. 619-621.

d'autant plus solide que les personnes qu'il affecte ont été réellement mises en mesure de le connaître et, le cas échéant, de le contester dans les délais.

Le problème est encore plus aigu lorsque le litige s'inscrit dans un contexte coutumier. Les droits familiaux ou communautaires ne se matérialisent pas toujours par des documents immédiatement opposables à l'administration.[37] Ils se transmettent par la mémoire, l'occupation, la filiation ou la reconnaissance sociale.[38] L'immatriculation individualise un rapport à la terre qui, dans certains cas, était vécu collectivement. La publicité devient alors le pont indispensable entre l'ordre juridique écrit et les titulaires sociaux du droit foncier.

Une distinction doit enfin être préservée : connaître un fait n'est pas connaître un acte. Voir une clôture, constater des travaux ou apprendre qu'un tiers revendique une parcelle ne signifie pas encore connaître le titre foncier. Le contentieux de l'annulation porte sur un acte administratif déterminé. La connaissance utile suppose donc l'identification de cet acte, de son bénéficiaire, de sa portée et de son incidence sur la situation du requérant. La rumeur foncière, même insistante, ne saurait suffire.

2- La connaissance acquise comme point de départ alternatif du délai de recours

La connaissance acquise peut être définie comme l'information certaine, personnelle et juridiquement exploitable qu'un requérant détient sur l'existence et la portée d'une décision administrative, en l'absence d'une notification ou d'une publication régulière suffisante. La doctrine française a très tôt conceptualisé cette idée. J.-M. AUBY et R. DRAGO y voient la conception selon laquelle, à défaut de publicité régulière, le délai peut commencer à courir s'il est établi que l'intéressé avait connaissance de l'acte.[39] G. DARCY et M. PAILLET insistent, pour leur part, sur les hypothèses dans lesquelles le requérant est tenu pour informé de l'existence et du contenu d'une décision administrative malgré l'absence de publicité normale.[40]

A. VAN LANG, G. GOUNDOUIN et V. INSERGUET-BRISSET rattachent la connaissance acquise à l'idée d'une information suffisante des décisions administratives.[41] R. CHAPUS souligne que sa mise en œuvre intervient lorsque l'exigence d'une information officielle est éludée.[42] La notion est donc moins une catégorie substantielle qu'une technique fonctionnelle :

---

[37] G. A. KOUASSIGAN, *L'homme et la terre. Droits fonciers coutumiers et droit de propriété en Afrique occidentale*, Paris, Berger-Levrault, 1966, 283 p.
[38] S. MELONE, *La parenté et la terre dans la stratégie du développement. L'expérience camerounaise*, Paris, Klincksieck, 1972, 201 p.
[39] J.-M. AUBY et R. DRAGO, *Traité des recours en matière administrative*, Paris, Litec, 1992, p. 290.
[40] G. DARCY et M. PAILLET, *Contentieux administratif*, Paris, Armand Colin, 2000, p. 40.
[41] A. VAN LANG, G. GOUNDOUIN et V. INSERGUET-BRISSET, *Dictionnaire de droit administratif*, 4e éd., Paris, Armand Colin, 2005, p. 82.
[42] R. CHAPUS, *Droit du contentieux administratif*, 10e éd., Paris, Montchrestien, 2002, p. 593.

elle permet d'éviter que l'absence de formalité régulière n'empêche toute computation du délai, à condition toutefois que l'information effective du requérant soit démontrée.

La construction française de la théorie est traditionnellement rattachée à l'arrêt Martin du 4 août 1905. Dans cette affaire, le Conseil d'État a admis qu'un membre d'une assemblée délibérante ayant participé ou assisté à la séance avait nécessairement connaissance de la décision adoptée, de sorte que le délai pouvait courir sans attendre une publicité ultérieure.[43] L'enseignement principal de l'arrêt n'est pas que toute connaissance supposée suffit ; il est que la participation directe à l'adoption ou à la discussion de l'acte peut établir une connaissance certaine. L. MOLINERO a montré que cette théorie demeure délicate parce qu'elle tend à substituer à la publicité régulière une preuve de fait de l'information du requérant.[44]

La réception camerounaise de la connaissance acquise s'est opérée par voie jurisprudentielle. La décision Dame Ngué c/ Commune de plein exercice de Mbalmayo constitue un jalon significatif : le juge a retenu la connaissance résultant de la présence du mari de la requérante aux délibérations municipales.[45] Plus tard, l'affaire Njikiakam Towa Maurice c/ État du Cameroun a illustré les hésitations puis l'appropriation de la théorie par la juridiction administrative camerounaise.[46]

Dans le contentieux de l'annulation du titre foncier, la connaissance acquise présente une délicatesse particulière. Il ne s'agit plus d'un élu ayant participé à une séance ou d'un administré directement destinataire d'une décision, mais d'un tiers qui découvre parfois un titre établi sans son information effective. La connaissance ne peut donc être déduite de la seule existence administrative de l'acte. Elle doit résulter d'un élément objectivable : communication du titre, certificat de propriété, sommation, acte d'huissier, assignation, bornage contradictoire, pièce produite dans un autre procès, courrier du requérant mentionnant explicitement le titre ou démarche administrative révélant sa connaissance.

Les décisions recensées dans la jurisprudence camerounaise montrent la variété des indices utilisés. La Chambre administrative a pu retenir la connaissance acquise lorsque le requérant avait participé matériellement au bornage, lorsque le titre avait été versé dans un litige parallèle, ou

[43] CE, 4 août 1905, Martin, Rec. Lebon, p. 749. L'arrêt est traditionnellement présenté comme l'une des matrices de la théorie de la connaissance acquise en droit administratif français.
[44] L. MOLINERO, « La théorie de la connaissance acquise en droit administratif français », *Revue juridique de l'Ouest*, n° 3, 1990, p. 303-357.
[45] CFJ/AP/CAY, arrêt n° 5 du 24 avril 1969, Dame Ngué c/ Commune de plein exercice de Mbalmayo, sur la connaissance déduite de la participation d'un proche aux délibérations municipales.
[46] CS/CA/AP, arrêt du 24 mars 1983, Njikiakam Towa Maurice c/ État du Cameroun. V. M. KAMTO, note sous cet arrêt, *Recueil Penant*, p. 347-361. L'hésitation ici vient de ce que, dans cette me affaire la Chambre administrative avait d'abord dans son jugement en premier ressort rejeté l'application de la théorie de la connaissance acquise avant de se rattraper en Assemblée plénière. Cf. CS/CA, Jugement n° 54 du 23 juin 1981.

lorsque l'intéressé avait saisi une autre juridiction en produisant ou discutant le titre.[47] Les tribunaux administratifs ont également mobilisé cette théorie lorsque l'assignation ou la procédure engagée révélait l'existence du titre contesté.[48] Ces critères ne sont pas fermés ; ils appellent cependant une systématisation prudente.

Une typologie simple peut être proposée. La connaissance certaine existe lorsque l'acte a été communiqué ou expressément mentionné dans une pièce reçue par le requérant. La connaissance probable résulte d'indices concordants, mais encore discutables. La connaissance sociale, enfin, renvoie aux rumeurs, à la réputation du litige ou à l'occupation matérielle du terrain. Seule la première catégorie devrait normalement faire courir les délais ; la deuxième appelle la prudence ; la troisième ne devrait pas fonder, à elle seule, une forclusion.

L'insuffisance de la publicité foncière justifie donc le recours à la connaissance acquise comme critère concret de déclenchement des délais. Encore faut-il que cette technique demeure tournée vers la protection effective du justiciable lésé, et non vers la consolidation automatique d'un titre irrégulier.

B-Une technique favorable à la protection de la personne lésée

De notre point de vue, la connaissance acquise ne se comprend pleinement qu'à partir de cette fonction protectrice. Elle n'a de sens que si elle évite qu'une immatriculation irrégulière, dolosive ou frauduleuse échappe au contrôle du juge par le seul effet d'un délai abstrait. Cette protection se manifeste par la garantie du droit au recours contre les immatriculations irrégulières (1), puis par la neutralisation partielle du mythe de l'intangibilité absolue du titre foncier (2).

1- La protection du droit au recours contre les immatriculations irrégulières

La connaissance acquise exerce d'abord une fonction protectrice. Elle empêche qu'une personne lésée soit privée de recours au motif que le délai aurait commencé à courir à partir d'une publication ou d'une signature dont elle n'avait pas eu concrètement connaissance. Ce n'est plus un secret pour personne qu'en matière foncière, l'enjeu est particulièrement sensible : l'acte attaqué touche souvent au patrimoine familial, à l'habitation, à l'activité économique et aux rapports de voisinage. La forclusion peut alors produire des effets difficilement réversibles.

[47] V., en matière foncière, CS/CA, jugement n° 97/2008 du 13 août 2008, Mbida Joseph c/ État du Cameroun ; CS/CA, jugement n° 252/2011 du 2 novembre 2011, Futat Félix c/ État du Cameroun ; CS/CA, jugement n° 1/98-99 du 26 novembre 1998, Zibi Zanga Jean c/ État du Cameroun ; CS/CA, jugement n° 108/2010 du 15 décembre 2010, Groupement villageois d'Awae c/ État du Cameroun et Sieur Bikoé.

[48] V. également, TA de Bafoussam, jugement n° 019/2019/TA-BFM du 12 décembre 2019, Fo'o Kouokam c/ Commune de Bandjoun ; TA de Yaoundé, jugement n° 085/2021/TA-YDE du 29 avril 2021, Manga Ebodé c/ État du Cameroun ; TA d'Ebolowa, jugement n° 008/TA-EBWA/2017 du 18 mai 2017, Nko'o Meyo c/ État du Cameroun.

Le droit positif camerounais admet que la force du titre foncier connaisse des tempéraments. L'article 2 nouveau du décret n° 2005/481 du 16 décembre 2005, fixant les conditions d'obtention du titre foncier, rappelle que la personne lésée par une immatriculation n'a pas de recours sur l'immeuble, mais peut disposer, en cas de dol, d'une action personnelle en dommages-intérêts contre l'auteur du dol. Le ministre chargé des affaires foncières peut également procéder au retrait du titre irrégulièrement délivré en cas de faute de l'administration. Ces mécanismes seraient largement privés d'efficacité si la computation des délais empêchait toute contestation malgré une découverte tardive de l'acte.[49]

Le droit au recours prend ici une dimension concrète. L'accès à la justice administrative ne vaut pas seulement pour les administrés qui disposent immédiatement des pièces et des conseils nécessaires. Il doit être effectif pour celui qui découvre l'acte au terme d'un conflit matériel, qui doit identifier le titre, obtenir un certificat, réunir ses pièces, former un recours gracieux et, le cas échéant, saisir le tribunal administratif ; c'est fort de tout cela que L. GARRIDO rappelle que le droit d'accès au juge est le premier des droits procéduraux, car il conditionne l'effectivité des autres droits[50].

La personne lésée peut être un occupant ancien, un héritier écarté, une collectivité familiale, un voisin victime d'un empiètement, un acquéreur antérieur ou un titulaire de droits coutumiers. Dans toutes ces hypothèses, l'ignorance de l'acte peut être parfaitement légitime. Il serait excessif, a notre avis, de sanctionner par la forclusion une personne qui n'avait ni les moyens de connaître le titre ni ceux d'en mesurer la portée. La connaissance acquise doit donc être appréciée à partir de la possibilité réelle d'agir, et non à partir d'une fiction d'information.

Le recours gracieux préalable renforce cette exigence. Pour être utile, le recours doit viser l'acte contesté, exposer les faits, articuler les moyens et produire les pièces disponibles. Si le requérant ignore le numéro du titre, son bénéficiaire, sa date ou ses limites, il lui est difficile d'adresser un recours précis. L'information doit donc être suffisamment complète pour permettre une contestation effective. Il nous semble d'ailleurs que si les choses sont bien et clairement presentees a l'administration, elle peut se raviser et revoir son acte et eviter a coup sur un proces

[49] Art. 2 nouveau du décret n° 2005/481 du 16 décembre 2005 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n° 76/165 du 27 avril 1976 fixant les conditions d'obtention du titre foncier.

[50] L. GARRIDO, *Le droit d'accès au juge administratif. Enjeux, progrès et perspectives*, thèse de doctorat en droit, Université Montesquieu-Bordeaux IV, novembre 2005, p. 4.

inutile ; c'est aussi cela la philosophie qui sous tend le recours grascieux. La connaissance acquise ne doit pas être confondue avec une simple inquiétude foncière[51].

Nous pensons que le juge administratif se trouve alors dans une position de filtre et de garantie. Il doit écarter les recours manifestement tardifs lorsque la connaissance effective est établie ; mais il doit aussi refuser de donner effet à des connaissances vagues, indirectes ou purement conjecturales. Dans cette perspective, la connaissance acquise relève d'une justice procédurale : elle sanctionne l'inertie, non l'ignorance légitime, et contribue par là même à relativiser le mythe de l'intangibilité du titre foncier.

2- La neutralisation partielle du mythe de l'intangibilité absolue du titre foncier

La connaissance acquise contribue ensuite à neutraliser le mythe de l'intangibilité absolue du titre foncier. Dans la logique de l'immatriculation basée sur le système Torrens, le titre est censé être définitif. Cette finalité est compréhensible : le marché immobilier, le crédit hypothécaire, les mutations et les investissements ont besoin d'un instrument stable. Mais l'intangibilité ne peut être comprise comme l'immunité d'un acte irrégulier. A. MPESSA montre que le titre camerounais, bien qu'inspiré du système Torrens, s'inscrit dans un environnement normatif qui admet des tempéraments à son irrévocabilité.[52]

La stabilité ne vaut pleinement que pour un titre régulièrement formé. Un titre obtenu par fraude, délivré à la suite d'une faute administrative ou établi au terme d'une procédure qui a privé les intéressés de leur possibilité d'opposition ne peut recevoir la même protection qu'un titre transparent et loyalement délivré. Le contrôle juridictionnel ne détruit donc pas la sécurité foncière ; il l'assainit. Il écarte les titres irréguliers et confirme la valeur de ceux qui résistent au contrôle.

Ainsi comprise, la connaissance acquise permet de concilier l'intangibilité et le contrôle. Elle ne rend pas le titre indéfiniment contestable ; elle exige seulement que le délai de contestation commence au moment où la personne lésée disposait d'une information suffisante. Le titre reste protégé contre les recours tardifs. Il ne doit pas l'être contre l'ignorance organisée, la dissimulation, la publicité défaillante ou la fraude.

[51] Sur la pratique administrative du recours gracieux en matière foncière, v. les formulaires et procédures du ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires foncières relatifs au recours gracieux préalable contre les actes fonciers.

[52] A. MPESSA, op. cit., p. 642. Il pérore à cet effet que l'annulation juridictionnelle des titres fonciers irréguliers obéit au régime général d'annulation des actes administratifs et, repose essentiellement sur des arguments tirés des textes. L'article 7 de l'ordonnance n° 74-1 du 06 juillet 1974, fixant le régime foncier dispose à cet effet que « Les conditions d'obtention du titre foncier ainsi que les règles relatives à son annulation sont fixées par décret ».

La doctrine récente souligne d'ailleurs que le titre foncier est un acte administratif unilatéral faisant grief[53]. Ce caractère justifie la compétence du juge administratif et explique que l'annulation puisse être recherchée selon les règles du contentieux administratif. Dans cette veine, M. TUEKAM TATCHUM parle, à propos du contentieux de l'excès de pouvoir contre le titre foncier, du dépassement de l'injusticiabilité. Cette formule exprime bien la tension : le titre est stable, mais il n'est pas soustrait au contrôle de légalité[54].

L'article d'A. MPESSA sur les litiges intéressant le domaine public enrichit encore l'analyse. En montrant que la compétence des tribunaux administratifs peut embrasser les litiges qui intéressent la domanialité publique, l'auteur rappelle que le juge administratif est placé au cœur des conflits de terre lorsque ceux-ci mettent en cause l'action, les biens ou les prérogatives des personnes publiques[55]. Dans une autre étude de haute facture du même auteur, consacrée au domaine national du Cameroun, il complète cette perspective en révélant l'ambiguïté d'une institution située entre appropriation publique et appropriations privées[56]. Avec assurance, nous pouvons affirmer que le contentieux du titre foncier n'est donc pas isolé ; il s'inscrit dans une théorie plus large de l'administration des terres et des biens publics.

La connaissance acquise relie donc deux dimensions du contentieux. Elle est procédurale par son objet, puisqu'elle règle le point de départ du délai. Elle est substantielle par ses effets, puisqu'elle conditionne la possibilité d'examiner la légalité du titre. En retenant ou en écartant cette connaissance, le juge décide indirectement si la stabilité du titre doit prévaloir sur la contestation de son irrégularité.

Deux excès doivent alors être évités. Le premier consisterait à fragiliser le titre foncier en admettant tout recours tardif au nom de la protection du requérant. Le second consisterait à sacraliser le titre en opposant la forclusion à celui qui n'a jamais eu une connaissance effective de

[53] L.P. GUESSELE ISSEME, « La question de l'attaquabilité du titre foncier devant le juge administratif camerounais », *Revue Africaine de Droit public* n° 6, Vol. 4, juin 2015. Selon cet auteur, le titre foncier en droit camerounais doit être sorti du mythe de l'obscurantisme de l'inattaquabilité pour être hisse au sommet du Capitole, comme l'acte legal et exclusif certifiant de la propriété foncière. Pour soutenir sa pensée, il contesté l'inattaquabilité du titre foncier devant le juge administratif camerounais d'une part, avant d'affirmer péremptoirement son attaquabilité, d'autre part.

[54] C. C. TUEKAM TATCHUM, « Le contentieux de l'excès de pouvoir contre le titre foncier au Cameroun : le dépassement de l'injusticiabilité », *Vénégré, La Revue africaine des sciences administratives, juridiques et politiques*, janvier 2026, p. 3.

[55] A. MPESSA, « Les litiges intéressant le domaine public : titre de compétence des tribunaux administratifs », *Revue juridique et politique des États francophones*, vol. 66, n° 4, 2012, p. 395-452.

[56] A. MPESSA, « Le domaine national du Cameroun : institution foncière et domaniale ambiguë. Entre appropriation publique et appropriations privées », in *Confluences, Mélanges en l'honneur de J. Morand-Deviller*, Paris, Montchrestien, 2007, p. 635-657.

l'acte. La connaissance acquise est précisément l'outil de cet équilibre : elle protège le titre contre les contestations abusives et le justiciable contre les effets d'une information défaillante.

La connaissance acquise apparaît ainsi comme une technique d'ouverture du prétoire lorsqu'elle corrige les limites de la publicité formelle et protège la personne qui découvre tardivement l'acte foncier. Mais la même notion peut produire l'effet inverse lorsqu'elle sert à établir la tardiveté du recours. Cette ambivalence impose d'en examiner maintenant les risques.

II-LA CONNAISSANCE ACQUISE COMME MÉCANISME FRAGILE D'ÉQUILIBRE ENTRE SÉCURITÉ FONCIÈRE ET SÉCURITÉ JURIDIQUE

L'analyse précédente a montré que la connaissance acquise peut assouplir l'accès au juge. Cette fonction favorable ne doit cependant pas masquer son ambivalence. Parce qu'elle sert aussi à faire courir les délais et à constater la forclusion, la notion peut devenir un instrument de fermeture du prétoire lorsqu'elle est présumée trop largement. Il faut donc l'étudier comme une notion difficile à manier dans la computation des délais (A), avant d'envisager son encadrement afin d'éviter une fermeture abusive du prétoire (B).

A- Une notion difficile à manier dans la computation des délais

La difficulté tient d'abord à la transformation d'un fait psychologique - savoir ou ne pas savoir - en critère juridique de recevabilité. Le juge doit déterminer avec précision le moment où l'information détenue par le requérant devient suffisante pour exercer utilement un recours. Cette opération soulève une incertitude probatoire autour de la date de connaissance effective (1), puis une difficulté particulière d'articulation avec le recours gracieux préalable (2).

1- L'incertitude probatoire autour de la date de connaissance effective

La première difficulté est probatoire. La connaissance acquise doit être prouvée. Or la preuve de la connaissance d'un acte administratif est plus délicate que la preuve de son existence[57]. Le titre existe dans les registres ; encore faut-il établir que le requérant en a eu connaissance à une date précise. Cette distinction est essentielle, car la date retenue peut rendre le recours irrecevable. La forclusion ne doit donc pas reposer sur une intuition ou sur une vraisemblance sociale.[58]

Trois exigences a notre avis devraient guider le juge. La connaissance doit d'abord être certaine. La simple rumeur, l'occupation visible du terrain, les tensions de voisinage ou l'idée

[57] Lire utilement G. T. FOUMENA, *La charge de la preuve en droit administratif camerounais*, mémoire de DEA, Université de Yaoundé II, 2007-2008, 140 p. Du me auteur, *Le juge administratif et la preuve : Contribution à l'étude de la construction jurisprudentielle du droit de la preuve au Cameroun*, Thèse de doctorat Ph.D. en droit public, Université de Yaoundé II, 2015, 700 p.

[58] B. MOMO, « Le problème des délais dans le contentieux administratif camerounais », *Annales de la Faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université de Dschang*, t. 1, vol. 1, p. 136-161.

selon laquelle le requérant ne pouvait ignorer le titre ne suffisent pas. Il faut un élément positif : communication du titre, certificat de propriété, lettre, sommation, acte d'huissier, pièce de procédure ou reconnaissance écrite. La certitude protège le requérant contre la forclusion conjecturale.

Elle doit ensuite être personnelle[59]. On ne saurait imputer automatiquement à un héritier, à un membre de famille ou à un membre d'une communauté la connaissance détenue par un autre. Le juge doit vérifier que l'information a atteint le requérant lui-même ou son mandataire. Cette exigence est capitale dans les litiges familiaux et coutumiers, où les personnes concernées sont nombreuses et où l'information circule parfois de manière inégale.

La connaissance doit enfin être juridiquement utile. Il ne suffit pas de savoir qu'un conflit existe. Il faut connaître l'acte, son bénéficiaire, son objet, ses limites ou, à tout le moins, les éléments permettant de le contester utilement. Une personne peut découvrir un dommage sans connaître l'acte qui le fonde. Elle peut voir une clôture, recevoir une sommation ou constater des travaux sans connaître le numéro du titre ni son titulaire. Le délai ne devrait courir que lorsque l'acte devient identifiable.

Les décisions camerounaises recensées permettent d'illustrer cette exigence. Dans l'affaire Njiemoun Mama, la présence aux opérations de bornage ou la connaissance formelle des opérations d'immatriculation a pu être analysée comme un événement matériel de connaissance.[60] Dans l'affaire Eboa Same, le titre avait été versé dans un litige parallèle.[61] Dans l'affaire Mballa Owona, la saisine du juge des référés civils, dans une instance où le titre était une pièce centrale, a été considérée comme révélatrice de la connaissance. [62] Dans l'affaire Ayissi Nanga, l'assignation en déguerpissement fondée sur le titre a été regardée comme point de départ de la connaissance acquise.[63]

Ces solutions se comprennent lorsqu'elles reposent sur une preuve objective. Elles deviennent plus discutables lorsqu'elles glissent vers la présomption. Le juge doit éviter les formules trop générales, telles que « le requérant ne pouvait ignorer ». Une telle expression peut masquer

[59] Ce en ceci precisement qu'avait peche le juge administratif dans l' ffaire Dame NGUE c/ Commune de Plein exercice de Mbalmayo. La connaissance detenue par le mari de Dame NGUE avait été inexplicablement imputee a cette derniere.
[60] CS/CA, jugement n° 10/CS/CA du 28 novembre 1985, Njiemoun Mama c/ État du Cameroun (MINUH).
[61] CS/CA, jugement n° 68/CS/CA/88-89 du 29 juin 1989, Eboa Same c/ État du Cameroun.
[62] TA de Yaoundé, jugement n° 142/FD/TAY du 27 mai 2014, Mballa Owona c/ État du Cameroun (MINDCAF) et Sieur Tsala.
[63] TA de Douala, jugement n° 048/TAD/2017 du 20 juillet 2017, Ayissi Nanga c/ État du Cameroun.

l'absence de preuve réelle. Il serait préférable que la décision indique précisément l'acte, la date et la pièce ayant permis d'établir la connaissance.

À titre de droit comparé, et pour confirmer cette prudence, la Cour suprême du Bénin a admis que la connaissance acquise d'une décision non notifiée puisse faire courir le délai lorsqu'un acte accompli par le requérant révèle indiscutablement cette connaissance.[64] Le juge administratif sénégalais va dans le même sillage en retenant également la connaissance acquise comme mode de déclenchement du délai du recours pour excès de pouvoir.[65] Ces exemples invitent à la rigueur : la connaissance acquise doit être démontrée par des actes objectifs, non présumée par commodité.

L'incertitude probatoire invite enfin à préciser la charge de la preuve. Celui qui invoque la forclusion devrait démontrer la date de connaissance effective. La solution se justifie par la gravité de l'irrecevabilité. En cas de doute sérieux, le juge devrait privilégier l'accès au juge, sauf à fragiliser la confiance dans le contentieux administratif. La théorie ne peut donc devenir l'arme de celui qui a bénéficié de l'opacité.

Cette difficulté se prolonge même dans son articulation avec le recours gracieux préalable.

2- L'articulation délicate avec le recours gracieux préalable

La seconde difficulté tient au recours gracieux préalable. La loi n° 2006/022 fait du recours gracieux une condition de recevabilité du recours contentieux. Cette exigence est d'ordre public et le juge peut la relever d'office[66]. La réforme du contentieux administratif de 2006 a cependant renouvelé les termes de cette exigence, en précisant l'autorité destinataire du recours et en réduisant certaines incertitudes anciennes[67]. Elle oblige le requérant à saisir d'abord l'autorité administrative compétente, afin que celle-ci puisse retirer, réformer ou maintenir l'acte contesté. Dans le contentieux du titre foncier, cette étape est centrale : elle permet au ministère compétent de réexaminer la régularité de l'immatriculation.

Le texte prévoit que le recours gracieux doit être formé, sous peine de forclusion, dans les trois mois de la publication ou de la notification de la décision attaquée. Cette formulation est claire pour les actes notifiés ou régulièrement publiés. Elle devient plus délicate lorsque le titre foncier n'a jamais été personnellement notifié au tiers lésé. La connaissance acquise intervient

[64] Bénin, Cour suprême, Chambre administrative, 20 avril 2000, n° 022/CA, Martin Agossou c/ Ministre des Finances, sur la connaissance acquise tirée d'un acte révélant indiscutablement la connaissance de la décision.
[65] Sénégal, Cour suprême, Chambre administrative, arrêt n° 53 du 25 août 2016, A. B. et autres c/ Préfecture de Vélingara et AJE, sur l'assimilation de la connaissance acquise aux modes ordinaires de publicité pour le déclenchement du délai du recours pour excès de pouvoir.
[66] Art. 17 de la loi n° 2006/022 du 29 décembre 2006 fixant l'organisation et le fonctionnement des tribunaux administratifs.
[67] C. KEUTCHA TCHAPNGA, « La réforme attendue du contentieux administratif au Cameroun », *Juridis périodique*, n° 70, avril-mai-juin 2007, p. 24-29.

alors comme point d'ancrage : elle permet de déterminer à partir de quand le recours gracieux pouvait raisonnablement être introduit.

Mais cette solution n'est acceptable que si la connaissance est suffisante pour former un recours utile. Le recours gracieux ne se réduit pas à une protestation vague. Il doit être dirigé contre un acte identifié et comporter des éléments de fait et de droit[68]. Si le requérant ne possède qu'une information fragmentaire, il risque de présenter un recours incomplet ou mal dirigé. Le délai ne devrait donc pas courir avant que l'intéressé ait pu identifier l'acte, son auteur, son bénéficiaire et le grief qu'il lui cause.

L'article 18 de la loi n° 2006/022 ouvre ensuite le recours contentieux dans un délai de soixante jours à compter du rejet du recours gracieux.[69] L'article 19 prévoit certaines prorogations, notamment en cas de demande d'assistance judiciaire ou de saisine d'une juridiction incompétente. [70] Le législateur camerounais encadre ainsi strictement le temps du procès administratif. Cette rigueur n'est pas contestable en soi ; elle devient problématique lorsqu'elle est appliquée à partir d'une connaissance incertaine.

La doctrine camerounaise a relevé les difficultés persistantes de computation des délais et voit en ces derniers de veritables problemes[71]. Le Professeur ABA'A OYONO a souligné les tensions jurisprudentielles liées à la fluidité du contentieux administratif, s'agissant de la determination de l'autorite adressataire du recours gracieux et de la nature juridique du titre foncier[72]. Quant au Professeur KEUTCHA TCHAPNGA, il a analysé les apports et les limites de la réforme attendue du contentieux administratif[73]. La notitia acquisita se situe au cœur de toutes ces problematiques, car elle permet de faire courir le délai en l'absence de notification ou de publication pleinement satisfaisante.

---

[68] Meme s'il est vrai qu'en droit administratif camerounais le recours gracieux préalable n'obéit ni à un formulaire-type rigide, ni à une présentation formelle officielle prédéfinie par la loi, son contenu doit cependant être aussi clair que précis sur la contestation y exprimée ainsi que les références exactes et sans ambiguïté de l'acte attaqué, tout comme l'énonciation des chefs de demande, dans le respect de la règle de la liaison du contentieux ou du principe de l'immutabilite du litige. Le recours gracieux dans sa philosophie permet aussi d'eviter des contentieux juridictionnels inutiles, a condition que l'administration soit bien edifiee dans le recours gracieux préalable sur tous les contours de la contestation. V. J. OWONA, *Le contentieux administratif de la Republique du Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 2011, 230 p. ; H. JAQUOT, « Le contentieux administratif au Cameroun », *Revue camerounaise de Droit* n°s 7et 8, Yaoundé, 1975.

[69] Art 18 de la loi n° 2006/022 du 29 décembre 2006 précitée.

[70] Art 19 de la loi n° 2006/022 du 29 décembre 2006 précitée sur les hypothèses de prorogation des délais.

[71] B. MOMO, « Le problème des délais dans le contentieux administratif camerounais », *Annales de la Faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université de Dschang*, t. 1, vol. 1, p. 136-161.

[72] J. C. ABA'A OYONO, « Chronique d'un grain de sable dans la fluidité jurisprudentielle à la Chambre administrative du Cameroun », *Cahiers juridiques et politiques*, 2008/1, p. 259-285.

[73] C. KEUTCHA TCHAPNGA, « La réforme attendue du contentieux administratif au Cameroun », *Juridis périodique*, n° 70, avril-mai-juin 2007, p. 24-29.

L'expérience française devrait a ce sujet nous offrir ici un éclairage utile. De fait, L'article R. 421-5 du Code de justice administrative français subordonne l'opposabilité des délais à la mention des voies et délais de recours dans la notification[74]. La jurisprudence Mauline rappelle que la connaissance d'une décision ne remplace pas nécessairement les garanties attachées à une notification régulière[75]. La jurisprudence Czabaj, plus récente, limite cependant la contestation indéfinie d'une décision connue, au nom de la sécurité juridique[76]. Ces solutions montrent que la connaissance effective peut compter, mais qu'elle doit rester encadrée par les garanties d'information.

Transposée au Cameroun, cette comparaison ne commande aucune imitation mécanique du droit français. Elle fait seulement apparaître une exigence commune : le délai contentieux ne peut être légitimement opposé que si l'administré a été placé en situation raisonnable d'agir. Le recours gracieux préalable suppose donc une information opérationnelle. Le mécanisme doit être apprécié à l'aune de cette opérationnalité.

L'incertitude probatoire et l'articulation avec le recours gracieux préalable montrent que cette théorie ne peut être abandonnée à une appréciation intuitive. Pour conserver sa fonction d'équilibre, elle doit recevoir des critères suffisamment précis.

B- Une notion à encadrer pour éviter la fermeture abusive du prétoire

L'encadrement de la connaissance acquise est indispensable pour préserver son équilibre. Mal appliquée, la notion conduit à présumer trop facilement la connaissance de l'acte et à sanctionner le requérant par la forclusion. Il faut donc examiner le risque d'une connaissance acquise transformée en présomption de forclusion (1), avant de proposer les lignes d'un encadrement jurisprudentiel et législatif plus précis (2).

1- Le risque d'une connaissance acquise transformée en présomption de forclusion

Le principal danger tient à la transformation de la connaissance acquise en présomption de forclusion. Ce risque apparaît lorsque le juge déduit la connaissance de circonstances trop générales : la résidence dans la localité, la notoriété d'un conflit, la visibilité d'une clôture, la participation d'un membre de famille à une réunion ou l'existence ancienne de tensions foncières.

[74] Art. R. 421-1 et R. 421-5 du Code de Justice Administrative, relatif au point de départ des délais contentieux et l'opposabilité des voies et délais de recours.
[75] CE, sect., 13 mars 1998, Mme Mauline, n° 120079 : la connaissance d'une décision ne supplée pas toujours l'absence d'indication régulière des voies et délais de recours.
[76] CE, ass., 13 juillet 2016, Czabaj, n° 387763 : la sécurité juridique interdit, sauf circonstances particulières, de contester indéfiniment une décision individuelle dont l'intéressé a eu connaissance.

Ces circonstances peuvent constituer des alertes ; elles ne prouvent pas nécessairement la connaissance du titre.

La forclusion est une sanction grave. Elle n'examine pas le fond de l'illégalité alléguée ; elle empêche simplement le juge de statuer. Dans le contentieux du titre foncier, cette sanction peut consolider définitivement une situation créée par fraude ou par faute administrative. La théorie doit donc être maniée avec une prudence particulière lorsque le requérant invoque précisément une dissimulation ou une défaillance de publicité.

Il serait dangereux d'assimiler la connaissance de l'occupation à la connaissance du titre. Une personne peut voir un tiers occuper une parcelle, commencer des travaux ou opposer verbalement une prétention, sans savoir que cette occupation repose sur un titre foncier. À l'inverse, elle peut connaître l'existence d'un titre sans en connaître les limites exactes ou l'incidence sur sa propre parcelle. Dans les deux cas, la connaissance reste insuffisante si elle ne permet pas d'agir utilement.

La formule « ne pouvait ignorer » doit donc être utilisée avec parcimonie. Elle peut être pertinente lorsque les circonstances établissent une connaissance évidente et datable. Elle devient critiquable lorsqu'elle remplace la preuve. Le juge administratif devrait préférer une méthode démonstrative : identifier la pièce, la date de réception, le contenu de l'information et le lien entre cette information et la possibilité d'introduire le recours gracieux.

Cette exigence est encore plus forte en présence de droits coutumiers. Les titulaires sociaux du droit foncier n'ont pas toujours la maîtrise des procédures administratives. Leur imposer une connaissance acquise sur la base d'informations indirectes reviendrait à renforcer l'asymétrie entre légalité administrative et légitimité foncière[77]. Il en irait de même lorsque la connaissance est présumée contre des titulaires de droits familiaux ou communautaires dont la relation à la terre relève de la mémoire, de la filiation et de la reconnaissance sociale[78]. La théorie, qui devait corriger les insuffisances de la publicité, deviendrait alors un instrument de fermeture du prétoire. Cette inversion de finalité doit être évitée.

Certaines décisions récentes de la juridiction suprême en matière de contentieux administratif au Cameroun, citées par la pratique montrent l'actualité de ces enjeux. L'affaire Kamga Makuatse, relative au contentieux foncier et à la compétence du juge administratif, illustre la persistance des

[77] A. ROCHEGUDE, « Foncier et décentralisation. Réconcilier la légalité et la légitimité des pouvoirs domaniaux et fonciers », *Cahiers d'anthropologie du droit*, 2002, p. 15 et s.
[78] P. G. POUGOUÉ, *La famille et la terre. Essai de contribution à la systématisation du droit privé au Cameroun*, thèse de doctorat, Université de Bordeaux I, 1977, 359 p.

difficultés de recevabilité, de preuve et de stabilité du titre.[79] L'affaire Yongoua confirme également que le contentieux de l'annulation du titre foncier reste un terrain sensible, où les conditions d'accès au juge doivent être appréciées avec une rigueur scientifique[80], voire chirurgicale..

La notion gagnerait donc à être encadrée plus précisément, à la fois par la loi et par la jurisprudence.

2- La nécessité d'un encadrement jurisprudentiel et législatif plus précis

L'encadrement de la connaissance acquise peut être construit autour de quatre propositions. La première consiste à exiger une connaissance certaine : le juge devrait refuser de faire courir le délai à partir d'une rumeur, d'un bruit de voisinage ou d'une simple présomption. La deuxième consiste à exiger une connaissance personnelle : l'information détenue par un tiers ne devrait être imputée au requérant que si un mandat, une représentation ou une transmission effective est établi.

La troisième proposition consiste à exiger une connaissance complète ou, plus exactement, juridiquement utile. Le requérant doit connaître l'acte contesté et ses éléments essentiels. Il ne s'agit pas de lui imposer la maîtrise complète du dossier administratif, mais de vérifier qu'il

[79] CS/CA, arrêt n° 157/P/FD/2024 du 6 novembre 2024, Dame Kamga Makuatse épouse Fossi Isabelle et autre c/ État du Cameroun (MINDCAF), Mbollo Christian et autres : « Attendu que selon le moyen, en déclarant le recours des défendeurs au pourvoi, frappé de forclusion recevable alors qu'ils avaient parfaitement connaissance de l'existence du titre foncier litigieux, les premiers juges ont violé le texte visé au moyen;
Attendu que ce moyen ne peut prospérer;
Attendu que de première part, qu'il est admis que la connaissance acquise peut suppleer la publication et surtout la notification qui sont des modeles traditionnels d'information qu'utilise l'administration à l'intention des usagers ou de tous ceux qui peuvent être intéressés, s'agissant des actes, il reste que ladite information se doit d'être suffisante, complète de manière a faire courir les délais régissant l'introduction du recours;
Attendu qu'en l'espèce (…), le moyen pour justifier la connaissance acquise se contente de relever que, le titre contesté a été délivré le 11 décembre 2013 et communiqué aux défendeurs dans le cadre des procédures opposant les parties depuis le 03 novembre 2014 et que les demandeurs au pourvoi ont fait appel contre le jugement n° 137 en date 09 avril 2014 au motif qu'ils sont détenteurs du titre n° 009/W ;
Qu'il est aisé de constater que telle information laconique qui ne précise ni le mode, ni la date de communication dudit titre aux défendeurs ne peut établir la connaissance acquise ».

[80] CS/CA, arrêt n° 029/P/FD/2025 du 5 février 2025, Yongoua c/ État du Cameroun (MINDCAF) et Owona Evouna Jean-Paul : « Attendu qu'il est unanimement admis que le juge ne peut examiner une affaire quant au fond que lorsque le recours dont il est saisi est recevable ; Que l'article 17 de la loi n° 2006/022 fixant l'organisation et le fonctionnement des tribunaux administratifs dispose que : (…) ; Attendu qu'il résulte de cette disposition que le recours contentieux qui s'appuie sur un recours gracieux forclos est irrecevable ; Qu'à côté de la publication et de la notification prévues par la disposition légale susvisée, la jurisprudence a élaboré la théorie de la connaissance acquise ; Qu'en vertu de cette théorie, la prise de connaissance de l'existence de l'acte administratif équivaut à la notification et déclenche le calcul du délai pour introduire le recours gracieux ; Attendu en l'espèce que (…) le recours gracieux introduit dans la présente cause n'est pas valide ; Qu'en effet, il ressort des pièces qu'il a annexées à l'appui de son recours gracieux que OWONA EVOUNA Jean Paul a sollicité et obtenu, le 13 octobre 2014 du conservateur foncier le certificat de propriété (…) attestant que le titre foncier n° 306/MAF appartient en toute propriété à YONGOUA ; Que la fraude par lui alléguée au soutien de son recours ayant ainsi été découverte (et confirmée avec l'obtention du certificat de propriété), OWONA EVOUNA Jean Paul avait désormais connaissance de l'existence du titre foncier (…) ».

disposait des informations permettant de saisir l'autorité compétente. La quatrième proposition consiste à faire peser la charge de la preuve de la connaissance sur celui qui invoque la forclusion[81].

Un encadrement législatif pourrait également être envisagé[82]. La loi ou le décret foncier pourrait préciser les événements susceptibles de constituer le point de départ de la connaissance acquise : communication du titre, délivrance du certificat de propriété, notification d'un acte administratif ou judiciaire mentionnant le titre, production du titre dans une instance contradictoire, participation dûment constatée aux opérations de bornage ou réponse administrative révélant l'acte. Une telle liste devrait rester indicative pour ne pas enfermer le juge, mais elle renforcerait la prévisibilité.[83]

Il faudrait également renforcer l'accès aux informations foncières. Une publicité foncière claire, accessible et traçable réduit le recours à la connaissance acquise. L'insécurité ne vient pas de la notion elle-même ; elle vient de l'opacité qui la rend nécessaire. La modernisation du livre foncier, l'amélioration de la traçabilité des avis, la preuve de l'affichage, la délivrance plus rapide des certificats et la conservation des pièces de notification contribueraient à pacifier le contentieux.

Le juge administratif pourrait, de son côté, systématiser son contrôle. Toute décision retenant la connaissance acquise devrait répondre à quatre questions : quel acte le requérant connaissait-il ? par quelle pièce ou quel événement cette connaissance est-elle prouvée ? à quelle date cette connaissance est-elle établie ? cette connaissance permettait-elle de former utilement le recours gracieux préalable ? Une motivation[84] de ce type rendrait la jurisprudence plus lisible et plus contrôlable. Les tribunaux administratifs, ouverts dans les dix chefs lieux de Régions peuvent,

[81] G. T. FOUMENA, Thèse de Doctorat, op. cit.

[82] L'encadrement législatif est même quasi obligatoire et ce d'après la Constitution de la République du Cameroun. En effet d'après l'article 26 alinéa 2 de la loi fondamentale et ses modifications subséquentes, « sont du domaine de la loi : b) (…) le régime de la propriété mobilière et immobilière (…) ». Par le moyen d'une loi en effet, on pourra corriger cette incongruité liée à l'agencement des textes en matière foncière et domaniale, qui prévaut depuis plusieurs décennies et qui se dégage de la pensée de GASSE en ces termes : « On ne regrettera jamais assez le fait que le Président AHMADOU AHIDJO ait cherché à éviter les interminables, mais nécessaires débats parlementaires. Il avait en effet obtenu des parlementaires de légiférer par voie réglementaire, dans ce domaine très sensible de la terre qui relève exclusivement de la loi. Ces bonnes intentions, qui par le biais de l'immatriculation faisaient entrer la terre dans le commerce, manquaient d'adhésion populaire, d'où son inefficacité à court terme ». Cité par André TIENTCHEU NJIAKO, *Droits réels et domaine national au Cameroun*, éd. PUA, Yaoundé, 2003, p. 27, cité par Robinson TCHAPMEGNI, op. cit. p. 37.

[83] Décret n° 2005/481 du 16 décembre 2005 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n° 76/165 du 27 avril 1976, art. 2 nouveau, sur l'action personnelle en dommages-intérêts et le retrait administratif du titre foncier irrégulièrement délivré ; mieux, comme dans le contexte français, l'avènement d'un Code de Justice Administrative camerounais serait alors indiqué.

[84] Lire avec grand intérêt, N. CHIFFLOT, *La motivation des décisions du juge administratif*, Dalloz (Collection nouvelles bibliothèques des thèses), 2020, 600 p. Il s'agit ici d'une étude consacrée aux évolutions et aux enjeux contemporains du devoir de motivation juridictionnelle du juge administratif.

d'ailleurs bien contribuer à la lisibilité[85] et à la contrôlabilité de la jurisprudence administrative sur la systématisation des critères de la connaissance acquise dans notre contentieux administratif foncier en général, et mieux encore dans celui de l'annulation du titre foncier en particulier. Ainsi, l'article 14 alinéas 2 et 3 de la loi de 2006 fixant l'organisation et le fonctionnement des tribunaux administratifs, a prévu le mécanisme dit de la « saisine pour avis » ou du « renvoi pour interprétation »[86] de la Chambre administrative par les juridictions inférieures, lorsque ces dernières sont confrontées à une difficulté d'interpretation ou d'appréciation de la légalité d'un acte législatif ou réglementaire. L'utilisation de ce mécanisme permettra à coup sûr de garantir l'uniformité de l'interprétation du droit administratif par la plus haute juridiction administrative du pays sur des questions de droit en sensibles ; la connaissance acquise pourrait bien être l'objet d'un tel mécanisme.

Il conviendrait enfin de distinguer la connaissance de la fraude et la connaissance du titre. Le requérant peut connaître l'existence d'un titre sans connaître les manœuvres ayant vicié sa délivrance. Dans ces hypothèses, le juge doit éviter de faire courir trop tôt le délai lorsque l'élément révélateur du grief n'est apparu que postérieurement. La connaissance acquise doit porter sur l'acte et sur son incidence contentieuse, non sur une information abstraite.

L'objectif n'est pas de fragiliser le titre foncier, mais de construire une sécurité juridique légitime. Un titre stable parce qu'il est régulièrement établi et loyalement porté à la connaissance des intéressés est un facteur de paix sociale. Un titre rendu intouchable par l'ignorance forcée ou par la publicité fictive devient, au contraire, une source d'instabilité. La connaissance acquise doit être orientée vers la première sécurité, non vers la seconde, telles sont les conditions à respecter pour éviter que cette théorie ne perde sa légitimité[87].

---

[85] Sur les belles perspectives offertes à la juridiction administrative camerounaise par les textes de 2006, lire : J. C. TCHEUWA, « La réforme du contentieux administratif au Cameroun : la fin d'une anomalie processuelle ? », *RIDC*, vol. 60, n° 4, 2008, p. 933-958 ; L. DONFACK SOCKENG, « La mutation du contentieux administratif au Cameroun : Réflexions sur les lois de 2006 portant organisation et fonctionnement des juridictions administratives », *RCDSP*, vol. 1, n° 2, 2007, p. 15-45 ; B. R. GUIMDO DONGMO, « Le juge des référés administratifs dans les nouvelles lois de 2006 au Cameroun : Ombres et lumières d'une mutation attendue », *RRJ*, n° 3, 2009, p. 1420-1452 ; C. KEUTCHA TCHAPNGA, *Précis de contentieux administratif au Cameroun : Aspects de l'évolution récente*, éd. L'Harmattan, Paris, 2017, 2013, 330 p. ; P. E. ABANE ENGOLO, *Droit du contentieux administratif camerounais*, éd. L'Harmattan, Paris, 2017 ; E. M. ONANA, « L'accessibilité du citoyen à la justice administrative au Cameroun à la lumière des réformes de 2006 », *Annales de la FSJP de l'Université de Yaoundé II*, 2012, p. 121-128.

[86] Article 14 alinéas 2 et 3 de la loi de 2006/022. Cet article lie même la compétence des tribunaux administratifs en matière de renvoi pour interprétation lorsque les conditions sont réunies lorsqu'il dispose que « les tribunaux administratifs doivent (…) ».

[87] P. FRAISSEIX, « Vers la fin de la théorie de la connaissance acquise ? », *Revue de Droit public*, n° 3, 1999, p. 760 s.

Conclusion

La connaissance acquise occupe une place singulière dans le contentieux camerounais de l'annulation du titre foncier. Elle n'est ni une voie de recours autonome ni une exception générale à la stabilité du titre. Elle est une technique de détermination du point de départ des délais, rendue nécessaire par les insuffisances possibles de la notification et de la publication en matière foncière. Sa fonction première consiste à rapprocher l'exigence d'agir dans les délais de l'information effectivement reçue par le requérant.

L'étude a toutefois montré l'ambivalence de cette technique. Bien utilisée, elle protège le droit au juge de la personne lésée par une immatriculation irrégulière, dolosive ou frauduleuse. Mal utilisée, elle devient une présomption de forclusion et ferme le prétoire à celui qui n'a jamais été réellement mis en mesure de contester le titre. C'est pourquoi elle doit être pensée comme une notion exigeante, fondée sur une connaissance certaine, personnelle et juridiquement utile.

Le juge administratif camerounais a déjà mobilisé la connaissance acquise dans de nombreuses décisions. La matière appelle désormais une systématisation[88] plus précise en raison des limites relevées[89]. Les décisions devraient identifier clairement les éléments de preuve de la connaissance, la date retenue et le lien entre l'information détenue et la possibilité d'exercer le recours gracieux préalable. Une telle exigence de motivation renforcerait la prévisibilité du contentieux et la crédibilité de la justice administrative.

La doctrine africaine et française permet d'enrichir cette construction. Les travaux de A. MPESSA fournissent une base solide sur le titre foncier devant le juge administratif camerounais.[90] Ceux de R. TCHAPMEGNI éclairent le contentieux de la propriété foncière au Cameroun.[91] La communication de S. P. BILLONG permet de situer l'annulation du titre foncier dans l'office du juge administratif.[92] L'étude de J.-M. NTIBANE donne, enfin, l'assise théorique la plus directe à la connaissance acquise dans le contentieux administratif camerounais.[93] Les auteurs français, de

[88] La doctrine a d'ailleurs percu cela lorsqu'elle fait savoir que « la connaissance acquise est au Cameroun le fruit d'une jurisprudence tatonnante, rebelle a la systematisation et se pretant mal a la synthese (…) Il s'agit d'une notion contingente saisie par le juge, mais non reglementee par la loi ». J.M. NTIBANE, op. cit., p. 27.

[89] B. SEILLER, « Les limites de la théorie de la connaissance acquise », *RFDA*, 1998, p. 1186 s.

[90] A. MPESSA, « Le titre foncier devant le juge administratif camerounais : les difficultés d'adaptation du système Torrens au Cameroun », *Revue générale de droit*, vol. 34, n° 4, 2004, p. 611-659.

[91] R. TCHAPMEGNI, *Le contentieux de la propriété foncière au Cameroun*, thèse de doctorat en droit privé et sciences criminelles, Université de Nantes, juillet 2008, 547 p.

[92] S. P. BILLONG, « Le contentieux de l'annulation du titre foncier devant le juge administratif », in R. TCHAPMEGNI (dir.), *La problématique de la propriété foncière au Cameroun*, actes de la conférence de Mbalmayo, 18 novembre 2005.

[93] J.-M. NTIBANE, *Le juge administratif camerounais et la connaissance acquise*, thèse de doctorat Ph.D. en droit public, Université de Yaoundé II, 2016-2017, 665 p.

R. CHAPUS à J.-M. AUBY, R. DRAGO, G. DARCY, M. PAILLET, A. VAN LANG et L. MOLINERO, éclairent quant à eux la dimension générale de la théorie des délais.

En définitive, la connaissance acquise doit être comprise comme une notion d'équilibre. Elle protège la sécurité juridique sans sacrifier le droit au juge ; elle protège le titre foncier sans couvrir la fraude ; elle protège l'administration des recours tardifs sans lui permettre de tirer avantage d'une information défaillante. À cette condition seulement, elle peut devenir un instrument de pacification du contentieux foncier camerounais et un outil de consolidation de l'État de droit. C'est bien la preuve qu'elle demeure encore une notion plus fonctionnelle que conceptuelle[94].

[94] Sur la distinction en droit administratif entre une notion fonctionnelle et une notion conceptuelle, lire, utilement, G. VEDEL, « L'autorité de la chose décidée », cité par J.M. NTIBANE, op. cit. p.27

Le contrôle fiscal et pénal de la traçabilité minière sous l'égide de la loi du 19 décembre 2023 : rupture ou continuité réglementaire au Cameroun ?

Tax and Criminal Oversight of Mining Traceability Under the Law of December 19, 2023: Regulatory Break or Continuity in Cameroon?

Par :

DIPO Perigault

Chercheur en Droit Public / Institut Universitaire Catholique de Bertoua

perigaultdipo21@gmail.com

Résumé :

Cet article examine l'efficacité du cadre juridique encadrant la traçabilité des ressources extractives au Cameroun, à la suite de l'adoption de la loi n° 2023/014 du 19 décembre 2023 portant Code minier. Il s'agit de déterminer si le durcissement des prérogatives de contrôle fiscal et pénal de cette traçabilité opère une rupture systémique vers un modèle d'Etat extractif souverainiste, ou s'il s'inscrit dans une continuité règlementaire marquée par des limites structurelles.

L'étude adopte une approche combinant le positivisme juridique, à travers l'exégèse des nouveaux textes pénaux et fiscaux (comme l'Impôt Synthétique Minier Libératoire), et la sociologie du droit, confortant la norme aux réalités empiriques du terrain (fraude, économie souterraine). Les résultats révèlent une rupture formelle majeure matérialisée par la criminalisation des infractions documentaires par omission et le rôle centralisateur de la SONAMINES.

Toutefois, cette avancée textuelle se heurte à une continuité matérielle. Elle est freinée par des chevauchements de compétences procédurales entre administrations et par l'omniprésence de l'orpaillage informel. L'avènement d'une souveraineté extractive reste ainsi tributaire d'une clarification institutionnelle et d'une modernisation technologique des outils de contrôle physique.

Mots-clés : Code minier, Traçabilité minière, Contrôle fiscal, Droit pénal minier, SONAMINE.

Abstract:

This article examines the effectiveness of the legal framework governing the traceability of mining resources in Cameroon, following the enactment of Law No. 2023/014 of December 19, 2023, establishing the Mining Code. It adresses whether the reinforcement of tax and criminal enforcement powers over mining traceability constitutes a systemic breakthrough toward a sovereignist extractive state, or whether it reflects regulatory continuity hindered by structural limitations.

This study combines legal positivism – through the exegesis of new criminal and tax provisions (such as the Mining Comprehensive Assessment Tax) – with the sociology of Law, contrasting statutory rules with empirical realities on the ground (smuggling, shadow economy). The findings demonstrate a major formal shift, characterized by the criminalization of documentary offenses of omission and the centralizing enforcement role of SONAMINES.

This legislative progress faces ongoing operational overlaps in procedural jurisdictions and the prevalence of informal artisanal mining. Achieving genuine extractive sovereignty depends on streamlining institutional competencies and deploying modern technological tools for physical surveillance.

Keywords: Mining Code, Mining Traceability, Tax Control, Criminal Mining Law, SONAMINES.

Introduction

Le sous-sol de l'Afrique centrale, et plus particulièrement celui du Cameroun, regorge de ressources extractives massives dont la contribution effective au budget de l'Etat demeure historiquement marginale par rapport à son potentiel réel[1]. Face à la persistance de circuits informels d'extraction, à l'essor de la contrebande transfrontalière et à l'évasion fiscale généralisée qui gangrènent les secteurs aurifère et diamantaire[2], la maîtrise des flux physiques de minerais s'impose désormais comme une condition *sine qua non* de la souveraineté économique de l'Etat[3].

Pour appréhender juridiquement cette dynamique, il convient d'analyser le concept de traçabilité minière. Notion à la fois technique et managériale, la traçabilité désigne « *le processus continu d'identification et de suivi d'un lot de minerais, du site d'extraction jusqu'au terminal d'exportation, garantissant la légalité de sa chaîne d'approvisionnement* »[4]. En droit public économique et en droit des finances publiques, cette traçabilité est garantie par un double mécanisme de coercition : d'une part, le contrôle fiscal, qui vise l'évaluation exacte de la matière imposable pour optimiser les recettes souveraines[5], et d'autre part, le contrôle pénal, qui s'appuie sur le pouvoir de police administrative et judiciaire pour criminaliser, poursuivre et réprimer les manquements documentaires ou matériels aux circuits légaux de détention et de circulation[6].

Pendant plusieurs décennies, le législateur camerounais a tenté de juguler la fraude extractive à travers des réformes successives, notamment la loi de 2001[7], puis la loi n° 2016/017 du 14 décembre 2016 portant Code minier. Toutefois, l'inadaptation des outils de recouvrement et la faiblesse des incriminations face aux nouvelles techniques de criminalité financières ont confiné ces régimes antérieurs à une relative inefficacité[8]. C'est précisément pour corriger ces asymétries de contrôle qu'a été promulguée la loi n° 2023/014 du 19 décembre 2023 portant Code minier au Cameroun. Ce nouveau texte ambitionne de restructurer de fond en comble la gouvernance extractive nationale en intégrant des mécanismes répressifs plus rigoureux.

Très significativement, l'article 109 de la loi de 2023 précise en droite ligne que : « *Les titulaires des permis de recherche ou d'exploitation du diamant ou de l'or ainsi que tous les acteurs*

[1] AKONO MINLO (Ruben), *Introduction au droit minier applicable au Cameroun*, L'Harmattan, 2023, pp. 15-18.
[2] Voir Comité ITIE, *Etude sur les filières de commercialisation de l'or et du diamant au Cameroun en 2022*, publié en 2025.
[3] Voir KAMTO (Maurice), « L'application de la règle de droit en Afrique », *Revue Québécoise de Droit International*, Vol. 5, n° 1, pp. 65-66.
[4] AKONO MINLO (Ruben), *Introduction au droit minier applicable au Cameroun*, précité, pp. 104-106.
[5] Voir MEHL (Lucien) & BELTRAME (Pierre), *Science et technique fiscales*, PUF, 2004, pp. 312-315.
[6] Lire CHAPUS (René), Droit administratif général, Tome 1, Montchrestien, 2001, pp. 742-745.
[7] Loi n° 2001/001 du 16 décembre 2001.
[8] Voir AKONO MINLO (Ruben), *Introduction au droit minier applicable au Cameroun*, précité, pp. 58-61.

intervenant dans la chaîne de traitement et de commercialisation de ces substances sont assujettis aux exigences de traçabilité, aux règles et principes internationalement reconnus ». Ce texte consacre ainsi le passage d'une logique simple de déclaration à une obligation de traçabilité matérielle et documentaire pour les substances précieuses, jetant les bases juridiques indispensables au contrôle péno-fiscal des flux physiques de minerais. Dès lors, cette transition textuelle majeure pose une question centrale en droit positif : Constitue-t-elle une rupture systémique ou s'inscrit-elle dans une simple continuité règlementaire ?

L'analyse scientifique postule, en guise de réponse provisoire, une double réalité. Premièrement, la loi de 2023 opère une rupture formelle indéniable par le durcissement de l'arsenal répressif – notamment à travers la criminalisation des infractions par omission et la pénalisation de la détention de minerais sans titre[9] – conjuguée à une centralisation fiscale des flux de production incarnée par l'institution de l'Impôt Synthétique Minier Libératoire (ISML). Deuxièmement, cette rupture textuelle est nuancée par une continuité matérielle dans les défaillances de l'action publique. Le dualisme des compétences administratives et les rivalités de terrain entre la Ministère des Mines, la Direction Générale des Impôts et la Société Nationale des Mines (SONAMINES) [10], combinés à l'insuffisance logistique du contrôle sur les sites d'orpaillage, perpétuent les angles morts de la traçabilité effective.

Cette dualité institutionnelle engendre d'inévitables conflits de compétences négatifs et positifs qui paralysent l'efficacité de la police des mines. En effet, l'absence de coordination organique entre le fisc, le ministère de tutelle et le bras séculier de l'Etat (la SONAMINES) crée des zones d'ombre procédurales[11], tandis que le déficit criard de moyens logistiques sur les chantiers d'orpaillage abandonne la traçabilité matérielle aux dynamiques de l'économie souterraine[12].

L'importance de cette analyse se déploie sur un double plan. Sur le plan théorique, elle enrichit la doctrine en droit public économique et droit financier africain. Elle théorise la mutation de « *l'Etat gendarme* » vers un « *Etat extractif souverainiste* »[13], en analysant comment l'impôt et la sanction pénale cessent d'être de simples outils budgétaires pour devenir des instruments de

[9] Les articles 170 et suivants du Code minier de 2023 répriment spécifiquement le défaut de tenue des registres, l'omission de déclaration et même la minoration de la valeur taxable des produits extraits.
[10] Voir DOKA BOURA (Aude), « Le nouveau droit de la répression des infractions minières au Cameroun », *Revue de l'ERSUMA : Droit des affaires – Pratique Professionnelle*, n° 1, 2024, pp. 199-219.
[11] *Ibid.,* pp. 211-212.
[12] Voir AKONO MINLO (Ruben), *Introduction au droit minier applicable au Cameroun*, précité, pp. 118-120.
[13] MAGRIN (Géraud), *Voyage en Afrique rentière : Une lecture géographique de la trajectoire du développement*, Editions de la Sorbonne, 2013, pp. 72-76.

police de la traçabilité physique des ressources naturelles[14]. Sur le plan pratique, il s'agit d'offrir une grille de lecture critique et actualisée aux praticiens du droit, qu'ils soient magistrats, avocats, inspecteurs des impôts et des mines ou cadres de la SONAMINES[15]. L'étude met en lumière les chevauchements de compétences procédurales et les failles de recouvrement afin de guider les décideurs publics vers une meilleure articulation des contrôles[16].

La validation de ces hypothèses requiert une posture méthodologique duale, conciliant deux paradigmes complémentaires. D'une part, l'étude s'inscrit dans le sillage du positivisme juridique et de la méthode dogmatique[17], matérialisés par l'exégèse rigoureuse du Code minier de 2023, des dispositions du Code des impôts et des statuts de la SONAMINES, afin d'évaluer la cohérence systémique de l'ordonnancement péno-fiscal. D'autre part, cette approche textuelle est enrichie par une démarche réaliste empruntée à la sociologie du droit et à l'analyse d'impact normatif[18]. Ce second prisme permet de confronter la rationalité abstraite de la règle de droit aux contingences empiriques du terrain (porosité des frontières, circuits financiers clandestins)[19], en s'appuyant sur les données d'encadrement de la SONAMINES et les rapports de conciliation de l'Initiative pour la Transparence dans les Industrie Extractives (ITIE) au Cameroun.

Si le renforcement du dispositif pénal et fiscal, ainsi que la centralisation des flux de production, témoignent d'une volonté indéniable de rupture textuelle *(I),* la portée de cette réforme doit toutefois être relativisée au regard de sa mise en œuvre concrète. Sur le terrain, des difficultés structurelles et institutionnelles persistent et limitent encore l'efficacité du contrôle, contribuant ainsi à maintenir une certaine continuité dans les pratiques et les insuffisances existantes *(II).*

I- L'AFFIRMATION NOVATRICE D'UN DIRIGISME PÉNO-FISCAL RENFORCÉ

La loi du 19 décembre 2023 marque un renforcement notable de l'intervention de l'Etat dans l'encadrement pénal et fiscal du secteur minier. A travers ce texte, les pouvoirs publics mettent en place un double mécanisme de contrôle visant à mieux maîtriser l'exploitation et la circulation des ressources minières[20].

[14] COLSON (Jean-Philippe) & IDOUX (Pascale), *Droit public économique*, LGDJ, 7e édition, 2014, pp. 214-218.
[15] Voir DOKA BOURA (Aude), « Le nouveau droit de la répression des infractions minières au Cameroun », précité, pp. 211-214.
[16] Voir AKONO MINLO (Ruben), *Introduction au droit minier applicable au Cameroun*, précité, pp. 145-148.
[17] BERGEL (Jean-Louis), *Théorie générale du droit, Paris, Dalloz*, 5e édition, 2012, pp. 287-291.
[18] CARBONNIER (Jean), *Sociologie juridique*, Paris, PUF, Coll. Quadrige, 2004, pp. 142-145.
[19] Pour considérer comment l'effectivité des lois économiques se heurte aux structures informelles, voir KAMTO (Maurice), « L'application de la règle de droit en Afrique », *Revue Québécoise de Droit International*, précité, pp. 63-71.
[20] Voir DOKA BOURA (Aude), « Le nouveau droit de la répression des infractions minières au Cameroun », précité, pp. 203-205.

Cette nouvelle approche repose, d'une part, sur une réorganisation des mécanismes de prélèvement fiscal et le contrôle des flux de production, notamment à travers la centralisation fiscale et douanière des flux de production *(A)*. D'autre part, le dispositif est soutenu par un renforcement important des sanctions, avec une répression plus stricte *(B)*.

A- La centralisation fiscale et douanière des flux de production

La réforme engagée par le législateur en 2023 repose avant tout sur une réorganisation des mécanismes permettant à l'Etat de mieux contrôler les ressources minières. Elle combine ainsi de nouveaux outils fiscaux avec une centralisation accrue des opérations au niveau institutionnel[21]. Cette volonté de renforcer le contrôle se traduit d'abord par la mise en place de l'Impôt Synthétique Minier Libératoire (ISML), qui constitue un mécanisme de prélèvement directement lié aux volumes de production brute[22]. L'objectif est notamment de limiter les difficultés liées au contrôle des déclarations comptables des exploitants[23] *(1)*.

Cependant, l'efficacité de ce mécanisme fiscal dépend largement de la capacité de l'administration à assurer un suivi effectif de la production. C'est dans cette perspective que la réforme renforce le rôle de la Société Nationale des Mines (SONAMINES), appelée à occuper une place centrale dans la collecte, le pesage et l'orientation des ressources minières vers des circuits officiels *(2)*.

1- Le mécanisme technique de l'Impôt Synthétique Minier Libératoire

Aux termes de l'article 25 alinéa 1er du Code minier, « *l'Etat prélève un impôt synthétique minier libératoire de vingt-cinq pour cent (25 %) de la production brute de chaque site dans le cadre de l'exploitation artisanale semi-mécanisée des substances minérales (...)* ». Cette disposition opère un basculement doctrinal majeur en consacrant le prélèvement à la source de l'ISML. En fixant un taux substantiel de 25% assis directement sur la « *production brute* » du site, le législateur neutralise l'opacité des comptabilités d'exploitation de l'artisanat semi-mécanisé. Ce choix technique transforme l'impôt en un instrument d'appréhension physique de la matière, matérialisant ainsi le dirigisme fiscal au service de la traçabilité[24].

[21] Sur la refonte des prélèvements étatiques comme outil de neutralisation de l'opacité, où l'assiette fiscale quitte le terrain de la comptabilité pour s'adosser à la matérialité physique des flux de marchandises, voir COLSON (Jean-Philippe) & IDOUX (Pascale), *Droit public économique*, précité, pp. 214-215.
[22] *Cf.* article 25 du Code minier de 2023.
[23] Voir EBONGUÉ (James), « [Article 2] Réforme du droit minier au Cameroun : vers un modèle de gouvernance extractive rénové et souverain », *Cabinet d'avocats EBONGUÉ & Partners*, 25 juillet 2025, [En ligne] : https://share...zGNR6lhNNM9lCttho, Consulté le 20 août 2026.
[24] COLSON (Jean-Philippe) & IDOUX (Pascale), *Droit public économique*, précité, précité, pp. 214-215.

La création de l'ISML dans le nouveau dispositif financier camerounais marque une évolution importante de la fiscalité applicable au secteur extractif. Alors que les impôts classiques reposent généralement sur le bénéfice ou le résultat comptable déclaré, et peuvent ainsi être affectés par la complexité des charges ou par certaines pratiques d'optimisation fiscale[25], l'ISML repose directement sur le volume de production brute. L'Etat peut ainsi déterminer la matière imposable dès le stade de l'extraction, ce qui permet de réduire les possibilités de dissimulation liées notamment aux coûts d'exploitation dans le secteur de l'artisanat semi-mécanisé[26].

En rattachant directement l'obligation fiscale aux quantités effectivement extraites, le législateur de 2023 fait également de l'impôt un moyen de contrôle de la production. Le montant dû n'est plus déterminé uniquement à partir des données comptables établies en fin d'exercice : il peut être calculé à partir des quantités constatées lors du pesage sur le site d'exploitation. Cette approche rejoint la conception du dirigisme financier selon laquelle l'impôt ne sert pas seulement à procurer des recettes à l'Etat, mais peut également contribuer au contrôle et à la formalisation des activités économiques. Dans le secteur minier, elle vise ainsi à assurer une meilleure traçabilité des quantités réellement extraites.

Ce choix répond surtout à une difficulté pratique : permettre à l'Etat de mieux récupérer une partie de la rente minière qui pouvait échapper aux circuits officiels sous les régimes antérieurs de 2001 et 2016[27]. En simplifiant la détermination de l'assiette fiscale et en la rattachant directement à la production, l'ISML cherche à réduire l'écart d'information entre l'administration et les exploitants[28]. Le mécanisme présente ainsi l'avantage de regrouper plusieurs obligations fiscales autour d'un prélèvement unique, tout en donnant à l'Etat la possibilité de percevoir une part déterminée de la valeur produite[29]. La fiscalité devient alors non seulement un moyen de financement public, mais aussi un instrument de contrôle et de traçabilité de la production minière.

2- L'émergence d'un guichet unique de collecte et de centralisation de l'or

La mise œuvre opérationnelle de ce dirigisme fiscal repose sur le rôle pivot dévolu à la Société Nationale des Mines (SONAMINES), érigée en bras séculier de l'Etat dans le secteur

[25] Voir EBONGUÉ (James), « [Article 2] Réforme du droit minier au Cameroun : vers un modèle de gouvernance extractive rénové et souverain », précité, pp. 1-2.
[26] Sur la justification de la perte historique de la rente aurifère, voir Comité ITIE, *Etude sur les filières de commercialisation de l'or et du diamant au Cameroun en 2022*, précité, pp. 34-37.
[27] Voir DOKA BOURA (Aude), « Le nouveau droit de la répression des infractions minières au Cameroun », précité, pp. 201-204.
[28] Sur la transmutation de l'impôt en outil de police administrative et de surveillance physique, voir COLSON (Jean-Philippe) & IDOUX (Pascale), *Droit public économique*, précité, précité, pp. 214-215.
[29] Sur la composition de l'ISML, voir article 25 alinéas 2 et s. du Code minier de 2023 précité.

extractif[30]. Mandatée en vertu de l'article 116 de code minier du 19 décembre 2023, la société d'Etat fonctionne désormais comme un guichet unique sur le terrain. Elle est investie des prérogatives de puissance publique nécessaires pour procéder au contrôle, au pesage obligatoire et à la collecte exclusive de la quote-part publique de l'ISML[31], notamment au sein des chantiers aurifères[32].

Cette centralisation organique permet de contourner les défaillances traditionnelles du recouvrement spontané en substituant au paiement monétaire un mécanisme de prélèvement en nature de la substance minérale brute[33]. La SONAMINES capte directement le pourcentage d'or dû à l'Etat avant toute transaction commerciale ou tentative de transfert hors du site. Ce dispositif de perception physique à la source permet de tarir les flux de fraude documentaire en amont, sécurisant la matière imposable avant qu'elle ne s'évapore dans les circuits de la contrebande transfrontalière.

Les volumes ainsi centralisés par la SONAMINES n'alimentent pas de simples comptes de gestion administrative, mais sont rétrocédés au Trésor Public pour la constitution des réserves d'or stratégiques de la République[34]. Ce mécanisme consacre l'avènement d'un Etat extractif souverainiste, qui utilise sa compagnie nationale non plus comme un simple opérateur de marché, mais comme un agent de souveraineté douanière et financière capable de monopoliser la circulation physique de la ressource brute au profit de la fortune publique[35].

Cette centralisation des flux de production et l'efficacité des prélèvements physiques de l'ISLM par la SONAMINES resteraient largement inopérantes si elles ne s'adossaient pas à un appareil répressif contraignant. C'est pourquoi le législateur de 2023 opère un surarmement pénal rigoureux de la chaîne de traçabilité, destiné à criminaliser de manière systématique les manquements matériels et documentaires commis par les acteurs du secteur.

B- Le surarmement pénal de la chaîne de traçabilité

Le verrouillage de traçabilité minière par l'impôt serait incomplet s'il ne s'adossait pas à un arsenal répressif d'une sévérité inédite, érigeant le formalisme documentaire au rang

[30] La SONAMINES est créée par Décret n° 2020/749 du 14 décembre 2020, et le Décret n° 2020/750 de la même date approuve ses statuts.
[31] *Cf.* article 25 alinéa 3 du Code minier de 2023 précité.
[32] Voir EBONGUÉ (James), « [Article 2] Réforme du droit minier au Cameroun : vers un modèle de gouvernance extractive rénové et souverain », précité, pp. 2-3.
[33] Voir DOKA BOURA (Aude), « Le nouveau droit de la répression des infractions minières au Cameroun », précité, pp. 201-206.
[34] Voir Communiqué : « La SONAMINES rétrocède 638 KG d'or à l'Etat », 30 Octobre 2024, par la SONAMINES, [En ligne] : https://share…/jigB6FAeAezx1Eu98, Consulté le 20 août 2026.
[35] Sur la théorie de l'Etat extractif souverainiste, voir MAGRIN (Géraud), *Voyage en Afrique rentière : Une lecture géographique de la trajectoire du développement*, précité, pp. 72-76.

d'infraction pénale autonome. Ce surarmement coercitif se déploie à travers deux leviers pénaux complémentaires destinés à étouffer les circuits de fraude extractive au Cameroun. Il s'agit d'une part, de la criminalisation nouvelle des infractions par omission *(1),* et d'autre part du durcissement de la répression entourant la détention et la circulation des substances minérales sans titre *(2).*

1- La pénalisation des infractions par omission

La loi n° 2023/014 du 19 décembre 2023 opère une mutation profonde du droit pénal minier camerounais en plaçant les infractions par omission au cœur de sa stratégie de conformité. Historiquement, la répression pénale se focalisait sur des actes positifs de fraude matérielle, tels que le vol ou l'extraction clandestine des minerais. Désormais, le simple fait de ne pas agir, c'est-à-dire l'omission de renseigner les outils de traçabilité, constitue un délit formel sévèrement réprimé[36]. Le législateur érige le silence ou la négligence documentaire en une présomption de fraude, inversant ainsi subtilement la charge de la preuve au détriment de l'exploitant indélicat[37].

Cette criminalisation de l'omission se matérialise par l'obligation stricte de tenir à jour les registres de pesage, les carnets de bord et les bordereaux de route. Les articles 170, 175(3) et 178(1) du Code minier sanctionnent notamment, « *la tenue irrégulière des documents exigés* », l'omission délibérée de déclarer les volumes réels extraits, qui exposent les dirigeants à des peines d'emprisonnement et à de lourdes amendes financières. Le droit pénal s'émancipe ici de la nécessité de prouver un préjudice financier immédiat pour l'Etat ; la seule rupture de la chaîne d'information textuelle suffit à caractériser l'élément matérielle de l'infraction[38].

Sur le plan théorique, ce choix normatif consacre l'avènement d'un droit pénal de prévention et de pure suspicion économique, à travers l'infraction par omission[39]. En punissant l'omission documentaire avec la même rigueur que la contrebande matérielle, le législateur cherche à saturer l'espace juridique de l'exploitant pour l'obliger à la transparence[40]. L'écrit devient le garant de la légalité du minerai, et sa carence devient un acte criminel. Cette technique

[36] Voir DOKA BOURA (Aude), « Le nouveau droit de la répression des infractions minières au Cameroun », précité, pp. 205-207.
[37] ADYEL (Karim), « La problématique de la fraude documentaire dans le cadre de l'opération de vente internationale », Site *Village de la justice*, 26 juillet 2012, https://www.village-justice.com.
[38] Voir STASIAK (Frédéric), *Droit pénal des affaires*, LGDJ, Coll. Manuels, 3e édition, 2019, pp. 84-87.
[39] En réalité, ce type d'infraction est constatée même en l'absence d'un préjudice matériel. Voir FOTSO CHEBOU KAMDEM (FV), *La répression des infractions relatives à la protection de la nature dans les systèmes juridiques français et camerounais*, Thèse, Université Lyon Jean Moulin III, 2025, p. 41.
[40] Voir DIPO (Perigault), *Le principe de transparence en droit minier camerounais*, Mémoire de Master 2 en droit public, Institut Universitaire Catholique de Bertoua, 2024, inédit, pp. 47-50.

dogmatique transforme le droit pénal en une police administrative de l'information, indispensable pour tarir les flux financiers occultes en amont de la commercialisation[41].

Si cette pénalisation des infractions par omission permet de sanctionner la dissimulation des flux d'information dès le site d'extraction, l'efficacité globale du dispositif exige un verrouillage tout aussi rigoureux des flux physiques hors de ce site. C'est pourquoi le législateur de 2023 incrimine de manière autonome la détention et la circulation des substances minérales précieuses sans titre ni laissez-passer valide.

2- La répression de la détention et de la circulation sans titre

La loi n° 2023/014 du 19 décembre 2023 instaure un contrôle rigoureux de la circulation des substances minérales précieuses sur l'ensemble du territoire national. Le nouveau Code minier camerounais dissocie l'infraction d'extraction illicite de celle de détention sans titre, érigeant la possession matérielle de minerais non documentés en délit autonome[42]. Ce choix législatif vise à neutraliser les intermédiaires clandestins qui alimentent les réseaux d'évasion fiscale. En interdisant la détention d'or ou de diamants bruts sans justificatif d'origine légale, l'Etat transforme les différentes Brigades de contrôle en un maillon de la police de traçabilité[43].

Le cœur technique de ce verrouillage repose sur l'obligation de détenir un laissez-passer ou un bordereau de route délivré par l'administration des mines ou la SONAMINES. Les articles 176(3) et 179(3) assimilent à de la contrebande, l'exploitation d'une mine ou d'une carrière sans titre ou autorisation d'exploitation préalable, et le transport et la commercialisation d'une eau de source, d'une eau minérale ou thermo-minérale provenant d'une exploitation non autorisée. La sanction ne dépend plus de la preuve d'une fraude fiscale consommée, mais découle du seul constat matériel du transport clandestin, de l'exploitation ou de la commercialisation de minerai[44]. Cette sévérité permet aux agents de contrôle de procéder à des saisies immédiates au profit du Trésor Public dès la constatation de l'irrégularité[45].

---

[41] L'on peut valider théoriquement l'idée que le droit pénal ici, s'apparente désormais à une police administrative des flux textuels, où la détention d'un écrit ou d'un certificat devient la condition sine qua non de la légalité. Voir MATSOPOULOU (Haritini), « L'évolution du droit pénal des affaires sous l'influence du droit européen », *Revue des Sciences Criminelles et de Droit Pénal comparé*, n° 1, Vol. 3, 2012, pp. 591-594.

[42] La seule rupture de la chaîne d'information ici (absence de laissez-passer, de carnet de bord ou de certificat d'origine) suffit à caractériser le délit. Voir les dispositions du paragraphe suivant.

[43] Voir Arrêté n° 000211/MINMIDT du 11 janvier 2013, portant création des Brigades de Contrôle des activités minières auprès des Délégations Régionales du Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technique.

[44] L'exploitation sans autorisation est une infraction bien connue du juge pénal camerounais. Voir TPI de Batouri, affaire *Tencchand Mining Sarl c/ Sino Africa Minig Group*, audience du 27 janvier 2014.

[45] Sur le régime juridique des saisies de minerais, Voir DOKA BOURA (Aude), « Le nouveau droit de la répression des infractions minières au Cameroun », précité, pp. 208-210.

Dès lors, l'affirmation d'un dirigisme péno-fiscal renforcé et la criminalisation systémique des manquements documentaires traduisent une indéniable volonté de rupture textuelle dans l'ordonnancement juridique camerounais. Toutefois, l'efficience d'un tel surarmement normatif se trouve profondément nuancée à l'épreuve des faits par la survivance de pesanteurs systémiques et organiques, lesquelles consacrent une continuité de fait dans l'incomplétude du contrôle de la traçabilité minière sur le terrain.

II-LA SURVIVANCE DES PESANTEURS SYSTÉMIQUES ET ORGANIQUES

La rigueur abstraite du dispositif péno-fiscal instauré par la loi n° 2023/014 du 19 décembre 2023 portant Code minier se heurte, dans sa mise en œuvre, à des contraintes structurelles susceptibles d'en réduire l'effectivité. Si le législateur a considérablement renforcé l'encadrement juridique des activités minières, notamment à travers la multiplication des mécanismes de contrôle et l'affirmation de nouvelles responsabilités institutionnelles[46], cette densification normative ne suffit pas, à elle seule, à garantir l'efficacité du dispositif sur le terrain. Les diagnostiques antérieurs du secteur minier camerounais ont en effet déjà mis en évidence des difficultés tenant tant à la coordination des institutions qu'aux capacités opérationnelles des administrations chargées du contrôle[47].

L'ineffectivité potentielle du dispositif procède ainsi d'une double limite. Elle résulte, d'une part, de la dispersion institutionnelle des compétences et des difficultés de coordination susceptibles d'affecter la cohérence de la chaîne de contrôle *(A)*. Elle tient, d'autre part, à l'insuffisance des capacités matérielles et opérationnelles de contrôle, confrontées à la persistance de pratiques d'exploitation artisanale et informelle fortement enracinées dans les économies locales *(B)*.

A- La dispersion institutionnelle et les conflits de compétences

L'effectivité du Code minier du 19 décembre 2023 ne dépend pas seulement de la précision des interdictions et de la sévérité des sanctions ; elle repose également sur la capacité des institutions chargées de les mettre en œuvre à agir de manière cohérente[48]. Or, le système camerounais de répression minière demeure marqué par une pluralité d'acteurs et une articulation parfois imparfaite de leurs compétences, situation susceptible d'affaiblir l'efficacité du contrôle.

[46] *Cf.* articles 114-116 et 155-157 du Code minier de 2023.
[47] PRECASEM, *Evaluation stratégique environnementale et sociale du secteur minier au Cameroun*, Tome 1, janvier 2016, pp. 59-64 et 81-83.
[48] Voir les dispositions relatives à la surveillance, aux contrôles et aux inspections des activités minières, aux articles 155 à 162 du Code minier de 2023.

Cette difficulté appelle, en premier lieu, l'examen du chevauchement des compétences répressives entre les différents intervenants du secteur *(1),* avant d'interroger, en second lieu, les insuffisances de leur articulation procédurale *(2).*

1- Le chevauchement de compétences répressives

La mise en œuvre du nouveau Code minier repose sur une pluralité d'intervenants dont les missions concourent, à des degrés différents, à la surveillance et à la répression des activités minières. Le Code reconnaît notamment des pouvoirs de constatation aux agents habilités et aux officiers de police judiciaire (OPJ) à compétence spéciale, sans écarter les prérogatives des officiers de police judiciaire (OPJ) à compétence générale[49]. Cette organisation traduit la volonté de ne laisser aucune zone du secteur minier en dehors du contrôle public. Elle comporte toutefois un risque de dispersion lorsque plusieurs autorités sont appelées à intervenir autour des mêmes opérations[50].

Cette pluralité doit cependant être comprise avec nuance : elle ne signifie pas que tous les acteurs disposent des mêmes pouvoirs ni qu'ils se trouvent nécessairement en situation de concurrence. Les agents chargés du contrôle minier, les services fiscaux, la SONAMINES et les forces de police ou de gendarmerie n'interviennent pas selon une logique identique. Le Code minier attribue ainsi aux agents habilités et aux OPJ des fonctions de constatation des infractions, tandis que l'administration fiscale exerce ses compétences propres en matière d'assiette, de contrôle et de recouvrement des impositions. De son côté, la SONAMINES intervient notamment dans le suivi et le contrôle de certaines opérations relatives aux substances précieuses et semi-précieuses[51]. Le véritable problème réside donc moins dans l'existence de plusieurs acteurs que dans la nécessité de délimiter clairement leurs interventions et d'organiser la circulation de l'information entre eux[52].

La difficulté devient plus visible lorsque plusieurs contrôles portent sur une même activité extractive. Une opération d'orpaillage ou d'exploitation semi-mécanisée peut en effet soulever simultanément des questions relatives à la régularité du titre minier, à la détention ou au transport des substances extraites, à leur commercialisation ou encore au respect des obligations fiscales. La coexistence de ces différents angles de contrôle peut être utile à la protection des intérêts publics,

[49] *Ibid*., Cf. article 159.
[50] Voir DOKA BOURA (Aude), « Le nouveau droit de la répression des infractions minières au Cameroun », précité, pp. 199-200.
[51] Cf. articles 116 et 159 du Code minier de 2023.
[52] DOKA BOURA (Aude), « Le nouveau droit de la répression des infractions minières au Cameroun », précité, pp. 217-218.

mais elle devient problématique lorsqu'elle produit des interventions parallèles ou insuffisamment coordonnées[53].

Dans ces conditions, le chevauchement des compétences des compétences peut produire un effet paradoxal : alors que la multiplication des organes de contrôle devrait renforcer la présence de l'Etat, elle peut aussi rendre moins lisible la chaîne de responsabilité. Le risque est alors de voir plusieurs autorités contrôler une même situation sans que soit clairement identifié, en amont, l'acteur chargé de coordonner leurs interventions et, en aval, celui qui doit assurer le suivi de l'infraction constatée[54]. Dès lors, la question n'est plus seulement celle de l'existence d'un pouvoir de contrôle, mais celle de son exercice coordonné. La pluralité institutionnelle ne devient véritablement un instrument d'efficacité que si elle repose sur une répartition fonctionnelle des missions, une circulation fiable des informations et une procédure permettant de déterminer sans ambigüité l'autorité appelée à intervenir à chaque étape de la répression[55].

A défaut, le renforcement de l'arsenal juridique risque de rester partiellement théorique, laissant subsister un écart entre la densité de la norme et son effectivité sur le terrain. Si cette pluralité des acteurs fragilise donc l'action répressive en amont, ses effets se prolongent au stade du traitement de l'infraction, où la coexistence des compétences peut susciter des difficultés de qualification et de procédure. Il convient dès lors d'examiner le déficit d'articulation procédurale, notamment à travers les enjeux liés au traitement des saisies, des transactions et des amendes.

2- Le déficit d'articulation procédurale

Le chevauchement institutionnel précédemment relevé se prolonge au stade du traitement de l'infraction, où la pluralité des textes applicables peut rendre plus délicate la détermination de la qualification juridique et de la procédure appropriée. Le Code minier de 2023 organise pourtant une chaîne relativement précise, allant de la constatation de l'infraction par les agents habilités jusqu'à la sanction administrative, à la transaction ou, le cas échéant, à la transmission du dossier au procureur[56]. Cette construction doit néanmoins être mise en relation avec les autres régimes juridiques susceptibles de s'appliquer à l'activité extractive.

Or la coexistence de plusieurs textes et l'intervention d'acteurs dont les compétences ne sont pas toujours préétablies peuvent conduire ç des doubles incriminations et à des conflits de

[53] Voir PRECASEM, *Evaluation stratégique environnementale et sociale du secteur minier au Cameroun*, précité, p. 64 puis 70-83.
[54] Voir DOKA BOURA (Aude), « Le nouveau droit de la répression des infractions minières au Cameroun », précité, pp. 199-200 et 217-219.
[55] BROUSSOLE (Yves), « La résolution des conflits de compétence entre les juridictions administratives et les juridictions judiciaires », in *Fiches d'introduction au droit public*, Ellipes, 2019, pp. 191-195.
[56] Cf. articles 159-162 du Code minier de 2023.

compétence[57]. Cette difficulté n'est d'ailleurs pas propre au contentieux minier : dans les systèmes administratifs africains francophones, la pluralité des organes et de mécanismes de contrôle impose plus largement de rechercher des modalités permettant d'assurer la cohérence de l'action administrative et juridictionnelle[58].

La difficulté apparaît particulièrement lorsque les mêmes faits présentent simultanément une dimension minière et une dimension fiscale. Le Code général des impôts attribue à l'administration fiscale le contrôle des impôts, taxes et redevances relevant du secteur minier, tandis que le Code minier réprime plusieurs comportements liés à l'exploitation, au transport, à la détention ou à la commercialisation irrégulière des substances minières[59]. Il peut donc exister, autour d'une même opération, plusieurs lectures juridiques qui ne sont pas nécessairement contradictoires mais qui doivent être convenablement articulées.

Cette exigence de coordination rejoint les enseignements de la doctrine comparée : l'efficacité d'un système institutionnel ne tient pas à la multiplication des compétences, mais à la capacité de déterminer leur domaine respectif et les modalités de leur exercice[60]. A cet égard, il convient de mettre en évidence les difficultés que peuvent susciter la pluralité des mécanismes de contrôle et l'insuffisante coordination des institutions. Dans le secteur minier camerounais, cette exigence prend une importance particulière puisque la qualification retenue conditionne directement l'autorité compétente, la procédure applicable et, en définitive, la nature de la réponse apportée au comportement constaté.

Le Code de 2023 tente précisément d'éviter que cette pluralité des qualifications ne conduise à une rupture de la chaîne répressive. Les procès-verbaux doivent être transmis au ministre chargé des mines dans les conditions prévues par le Code ; celui-ci peut prononcer certaines sanctions, tandis que la transaction et, en cas d'échec ou d'inexécution, la transmission au procureur permettent d'assurer le passage éventuel de la phase administrative à la phase judiciaire[61].

Cette succession d'étapes montre que l'effectivité de la sanction dépend autant de la régularité de la procédure que de la matérialité de l'infraction. L'intervention successive de

[57] Voir DOKA BOURA (Aude), « Le nouveau droit de la répression des infractions minières au Cameroun », précité, pp. 199-200.
[58] DU BOIS DE GAUDUSSON (Jean), « Contribution relatives aux dysfonctionnements et à l'efficacité du service public de la justice en Afrique francophone », in HOURQUEBIE (Fabrice) (dir.), *Quel service public de la justice en Afrique francophone ?* Bruylant, 2013, pp. 379-414.
[59] Voir article 239 du Code Général des Impôts (CGI) de 2023 ; articles 176-187 de la Loi n° 2023/014.
[60] Voir DU BOIS DE GAUDUSSON (Jean), « Contribution relatives aux dysfonctionnements et à l'efficacité du service public de la justice en Afrique francophone », précité, pp. 379-414.
[61] Voir articles 159-162 du Code minier de 2023.

l'administration et des juridictions peut complexifier la répression lorsque la coordination entre les différents acteurs fait défaut ; d'où la nécessité d'une meilleure spécialisation des intervenants[62]. L'efficacité du contrôle dans ce cas ne dépend pas uniquement de l'existence de normes et d'organes, mais également de leur capacité à fonctionner de manière cohérente et à assurer concrètement l'application du droit[63]. Ainsi, l'enjeu procédural apparaît comme le prolongement naturel du problème institutionnel : une compétence juridiquement reconnue perd une partie de son efficacité lorsque son exercice n'est pas suffisamment articulé avec celui des autres autorités.

La question des saisies, des amendes et des transactions doit enfin être envisagés sous l'angle de cette continuité procédurale. Il serait toutefois excessif d'affirmer, sans démonstration empirique complémentaire, que les administrations minières, fiscales et commerciales se livrent systématiquement à une compétition pour la captation du produit des sanctions. Le problème juridiquement plus sûr réside dans la nécessité de déterminer avec précision l'autorité compétente pour constater l'infraction, conserver les éléments saisis, engager la procédure, proposer ou accepter une transaction et assurer l'exécution de la sanction[64].

Dans cette perspective, le déficit d'articulation procédurale ne traduit pas nécessairement une absence de normes, mais plutôt le risque que la densité des règles et la multiplicité des intervenants rendent leur mise en œuvre plus complexe. L'effectivité du dispositif péno-fiscal dépend ainsi de la capacité des institutions à transformer la pluralité des compétences en une véritable chaîne de répression continue, lisible et juridiquement sécurisée. Bien qu'encore, le déficit logistique condamne la rationalité abstraite de la norme à l'ineffectivité face à la résilience socio-économique de l'orpaillage clandestin.

B- Le déficit logistique et la persistance des circuits informels

L'effectivité du contrôle de la traçabilité minière ne dépend pas uniquement de la qualité des mécanismes juridiques institués par le Code de 2023 ; elle se joue également dans des espaces d'extraction souvent difficiles d'accès et caractérisés par une forte présence de l'activité informelle[65]. Il y a lieu de souligner que la densité du dispositif normatif ne garantit pas, à elle

[62] Voir DOKA BOURA (Aude), « Le nouveau droit de la répression des infractions minières au Cameroun », précité, pp. 217-219.
[63] DU BOIS DE GAUDUSSON (Jean), « Contribution relatives aux dysfonctionnements et à l'efficacité du service public de la justice en Afrique francophone », précité, pp. 379-414.
[64] La pluralité institutionnelle n'est réellement efficace que lorsqu'elle s'accompagne d'une délimitation fonctionnelle des compétences et de mécanismes de coordination permettant d'éviter que la superposition des autorités ne se transforme en facteur de blocage. *Ibid.*
[65] Voir PRECASEM, *Evaluation stratégique environnementale et sociale du secteur minier au Cameroun*, précité, p. 64 et pp. 70-83.

seule, son effectivité lorsque les moyens institutionnels et opérationnels demeurent insuffisants[66]. A cela il faut ajouter l'importance des moyens de contrôle, du partage de l'information et des inspections conjointes pour assurer le respect effectif de la réglementation minière[67].

Au Cameroun, cette tension entre la norme et les réalités du terrain conduit, non seulement, à l'insuffisance logistique des brigades de contrôle face à l'enclavement des sites et aux difficultés de surveillance des flux miniers *(1),* mais également à la résilience économique et sociale de l'orpaillage informel face aux mécanismes de formalisation et de traçabilité *(2).*

1- L'inadaptation des moyens matériels de contrôle

L'ambition de renforcer la traçabilité minière par la loi n° 2023/014 du 19 décembre 2023 se heurte nécessairement aux conditions concrètes dans lesquelles les activités extractives sont exercées. Dans les Régions de l'Est, du Sud et de l'Adamaoua, l'exploitation artisanale se déploie dans des espaces ruraux dispersés, ce qui rend le suivi administratif et technique particulièrement exigeant. Les études du Programme de Renforcement des Capacités dans le Secteur Minier (PRECASEM) avaient déjà identifié, avant la réforme de 2023, les contraintes institutionnelles et territoriales du secteur minier camerounais [68] . Une étude consacrée spécifiquement à l'aménagement du territoire minier dans l'Est et le Sud avait par ailleurs été conduite en 2015, témoignant de l'importance de la dimension spatiale dans l'organisation du contrôle minier[69]. Dans ces conditions, l'effectivité de la norme suppose moins une présence permanente de l'administration sur chaque chantier qu'une capacité suffisante de projection, d'identification et de suivi des activités minières.

Cette contrainte matérielle affecte directement la qualité des opérations de traçabilité. Le contrôle des flux suppose en effet de pouvoir identifier les sites, connaître les volumes produits, suivre les circuits de commercialisation et rapprocher les informations recueillies auprès des exploitants avec celles détenues par les différentes administrations.

Or, le PRECASEM a précisément développé des outils destinés à améliorer cette connaissance du territoire minier : cadastre minier, Système d'informations géologiques et minières et diagnostics par télédétection des exploitations artisanales et semi-mécanisées. Ces

[66] IGBAYILOYE (Oluwatobiloba) et BRADLOW (Daniel), "An assessment of the regulatory legal and institutional framework of the mining industry in South Africa and Kenya for affective human rights protection: Lessons for the other countries", *African Human Rights Law Journal*, 21(1), pp. 336-370.
[67] Voir JULIUS (Francis), "Evaluating Interagency Collaboration for Environmental Compliance: A case of Tanzania's Mining Regulations" *African Resources Development Journal*, 8(1), pp. 35-36.
[68] Voir PRECASEM, *Evaluation stratégique environnementale et sociale du secteur minier au Cameroun*, précité, p. 64 et pp. 70-83.
[69] Voir PRECASEM, *Etude de cadrage de développement du secteur minier et l'aménagement du territoire dans les régions de l'Est et du Sud du Cameroun*, Rapport final, 2015.

différents programmes, encore poursuivis en 2021, montrent que la maîtrise spatiale et informationnelle des activités extractives constitue une condition préalable de leur régulation effective[70]. La difficulté n'est donc pas seulement celle du manque d'équipements ; elle tient plus largement à la capacité de l'administration à disposer d'une information fiable, actualisée et territorialement exploitable. Cette dimension rejoint d'ailleurs l'article 239 ter du Code Général des Impôts (CGI), qui organise la transmission des données de production entre l'administration minière et l'administration fiscale.

L'expérience récente du secteur aurifère confirme cette fragilité de la chaîne de surveillance. Selon l'analyse publiée par l'ITIE en 2026 à partir des données du Rapport ITIE 2023, le Cameroun n'a déclaré que 22,3 kg d'exportations d'or en 2023, alors que les Emirats arabes unis ont déclaré avoir importé plus de 15 tonnes d'or en provenance du Cameroun. L'ITIE relève que cet écart met en évidence des faiblesses structurelles de la chaîne de valeur, notamment une traçabilité et une supervision limitées, ainsi qu'une absence de suivi suffisamment efficace au niveau des sites miniers[71]. Ces écarts ne permettent pas, à eux seuls, d'attribuer les défaillances à un manque précis de véhicules ou de carburant, mais ils révèlent bien l'insuffisance de maîtrise matérielle et informationnelle des flux aurifères.

La difficulté prend enfin une dimension transfrontalière lorsque les substances extraites échappent aux circuits officiels de commercialisation et d'exportation. L'ITIE relève explicitement que les écarts observés dans les données commerciales sont compatibles avec des phénomènes de fuite de l'or hors des circuits formels et souligne la nécessité de renforcer la coopération transfrontalière, le suivi des sites et les mécanismes de supervision. Elle rappelle également que des mesures de coopération avec les pays voisins avaient déjà été engagées à partir de 2021, avec des résultats limités : les mécanismes de contrôle n'avaient pas permis de récupérer une part significative des flux informels identifiés[72].

Le problème posé au législateur de 2023 dépasse ainsi la seule sévérité des sanctions ; il concerne la capacité opérationnelle de l'Etat à suivre physiquement la ressource depuis le lieu d'extraction jusqu'aux circuits de commercialisation et, le cas échéant, jusqu'à la frontière. La densification du dispositif juridique ne peut donc produire pleinement ses effets que si elle s'accompagne d'un renforcement parallèle des capacités de contrôle, de collecte d'informations et

[70] Voir PRECASEM, *Etude d'institutionnalisation et de pérennisation du Cadastre Minier et du SIGM au Cameroun*, 2021.
[71] Voir ZOUARI (Ahmed), *Ecarts dans le secteur aurifère du Cameroun : la contribution des données ITIE à la promulgation de réformes*, ITIE, 17 avril 2026, https://eiti.org/fr/impact-story, Consulté le 23août 2026.
[72] *Ibid.*

de coopération entre services. Mais, l'effectivité de la norme se heurte également aux logiques économiques et sociales qui entretiennent la persistance de l'exploitation informelle.

2- La résilience de l'économie extractive informelle

La formalisation de l'exploitation minière artisanale ne se heurte pas seulement à l'insuffisance des mécanismes de contrôle ; elle doit également composer avec des pratiques économiques et sociales profondément enracinées dans les territoires d'exploitation. En Afrique subsaharienne en général, l'exploitation minière artisanale constitue souvent une activité de subsistance, intégrée aux économies locales et aux stratégies familiales, ce qui explique sa remarquable capacité d'adaptation aux politiques de réglementation[73]. Au Cameroun, cette réalité est particulièrement visible dans les zones aurifères où l'exploitation artisanale représente une source importante de revenus pour les populations locales[74].

La question n'est pas seulement de savoir comment sanctionner les pratiques irrégulières, mais aussi comment rendre la formalisation suffisamment accessible et économiquement attractive pour que les acteurs aient intérêt à intégrer les circuits officiels. Cette perspective permet de dépasser une lecture exclusivement répressive de l'informalité minière.

La persistance de l'informel s'explique également par les mécanismes économiques qui structurent les relations entre producteurs, collecteurs et autres intermédiaires. Les exploitants artisanaux disposent rarement d'un accès suffisant au crédit formel, aux équipements et aux marchés organisés, ce qui favorise le recours à des réseaux privés de financement et de commercialisation[75]. Ces relations peuvent prendre la forme d'avances sur production, de fourniture d'équipements ou d'accords informels de commercialisation, créant une dépendance économique qui rend difficile le passage vers les circuits institutionnels. Dans le contexte camerounais, l'étude consacrée aux chaînes d'approvisionnement de l'or souligne également l'importance des intermédiaires dans la circulation de la production artisanale et les difficultés que leur présence peut poser pour la formalisation et la traçabilité[76].

L'économie informelle apparaît ainsi moins comme espace dépourvu de règles que comme un système organisé autour de mécanismes économiques propres. Sa résilience tient précisément

[73] Voir HILSON (Gavin), "Small-scale mining, poverty and economic development in sub-Saharan Africa: An overview", *Resouces Policy*, 34(1-2), 2009, pp. 3-5.
[74] PRECASEM, *Evaluation stratégique environnementale et sociale du secteur minier au Cameroun*, précité, pp. 70-83.
[75] Voir HILSON (Gavin) & MCQUILKEN (James), "Four decades of support artisanal and small-scale mining in sub-Saharan Africa: A critical review", *The Extractives Industries and Society*, 1(1), 2014, pp. 411-414.
[76] Voir PESAUD (Sasha), TELMER (Kevin), DEHAINE (Valerie), *Gold supply chains in Cameroon: The challenge of formalization and traceability*, 2021, pp. 10-15.

à sa capacité à répondre rapidement aux besoins de financement, de commercialisation et de subsistance auxquels les dispositifs formels ne répondent pas toujours avec la même efficacité.

Cette situation permet de comprendre pourquoi le renforcement de la sanction juridique ne suffit pas nécessairement à modifier les comportements. Les politiques publiques visant à formaliser l'exploitation artisanale échouent lorsque les exigences administratives et financières imposées aux petits producteurs sont disproportionnées par rapport à leurs capacités économiques réelles[77]. Plusieurs décennies de politiques de soutien et de formalisation n'ont pas fait disparaître l'informalité en Afrique subsaharienne, notamment parce que les dispositifs institutionnels demeurent parfois éloignés des réalités économiques des exploitants artisanaux[78].

Le droit camerounais se trouve ainsi confronté à une difficulté classique de l'action publique ; une obligation juridiquement claire peut demeurer faiblement observée lorsqu'elle est difficilement compatible avec les conditions matérielles dans lesquelles les destinataires de la norme exercent leur activité. L'effectivité de la traçabilité dépend dès lors autant de la capacité du dispositif de formalisation que de la capacité du dispositif de formalisation à s'insérer dans les pratiques économiques existantes[79].

La difficulté est d'autant plus importante que l'or présente des caractéristiques qui favorisent sa circulation discrète : forte valeur par unité de poids, facilité relative de transport et possibilité de commercialisation rapide. Les écarts constatés dans les déclarations ci-dessus mentionnées sont révélateurs de faiblesses structurelles dans la traçabilité, la supervision et le suivi des flux aurifères[80]. Ces données ne permettent certes pas de conclure que toute la différence correspond à de l'or issu de l'orpaillage clandestin, mais elles montrent l'existence d'un écart considérable entre la production ou les flux réels et leur enregistrement dans les circuits officiels. La persistance de tels écarts relativise ainsi l'efficacité d'une approche reposant principalement sur la contrainte pénale et fiscale. La véritable difficulté réside finalement dans la capacité de l'Etat à transformer un secteur économiquement et socialement structuré par l'informalité en un espace progressivement compatible avec les exigences de formalisation, de contrôle et de traçabilité[81].

---

[77] HILSON (Gavin), "Small-scale mining, poverty and economic development in sub-Saharan Africa: An overview", précité, pp. 3-5.
[78] HILSON (Gavin) & MCQUILKEN (James), "Four decades of support artisanal and small-scale mining in sub-Saharan Africa: A critical review", précité, pp. 411-414.
[79] Alliance for Responsible Mining (ARM), *Etudes sur les filières de commercialisation de l'or et du diamant au Cameroun*, Bogota : ARM, 2016, pp. 8-15.
[80] Voir ZOUARI (Ahmed), *Ecarts dans le secteur aurifère du Cameroun : la contribution des données ITIE à la promulgation de réformes*, précité.
[81] Voir NIKIÈMA (Suzy), NARÉ (Clémence), SOMDA (Adrien), SAMOURA (Karim), KABORÉ (Emile), KABORÉ (Basile), *Analyse comparative des textes juridiques applicables à l'exploitation minière artisanale de l'or dans l'espace UEMOA*, Institut International du Développement Durable, IISD, 2020, pp. 14-18.

Conclusion

Le Code minier issu de la loi n° 2023/014 du 19 décembre 2023 apparaît comme une volonté manifeste de renforcer la maîtrise publique de la ressource minérale camerounaise. L'instauration de mécanismes fiscaux spécifiques et le renforcement des missions confiées aux institutions intervenant dans la chaîne minière témoignent d'un déplacement de l'action publique vers un contrôle plus étroit de la production et de sa commercialisation. Cette densification normative ne garantit toutefois pas, à elle seule, l'effectivité de la répression. L'analyse du dispositif camerounais révèle en effet la coexistence de plusieurs intervenants, des chevauchements de compétences et des difficultés d'articulation susceptibles d'affaiblir la cohérence de l'action publique. L'éparpillement du système répressif, l'intervention d'acteurs aux compétences insuffisamment délimitées et les doubles incriminations peuvent compromettre l'efficacité de la répression[82]. Le bilan du Code doit ainsi être nuancé : la rupture juridique est réelle, mais son effectivité demeure tributaire des capacités institutionnelles et matérielles de l'Etat.

Dès lors, il y a lieu de mettre en évidence le rapport entre traçabilité, transparence et effectivité de la régulation publique. La traçabilité minière ne doit pas être comprise comme une simple accumulation de documents ou de formalités : elle permet de relier la réalité physique de la production aux informations administratives, fiscales et commerciales nécessaires à la gouvernance de la ressource. L'intervention de l'Etat doit désormais s'inscrire dans une perspective de régulation globale de l'activité économique[83]. Le droit camerounais s'inscrit également dans cette logique, puisque le Code minier de 2023 consacre des exigences de transparence et de traçabilité. A cet égard, l'expérience comparée de l'espace UEMOA montre que la traçabilité de la commercialisation de l'or constitue précisément l'un des domaines dans lesquels les cadres juridiques doivent encore être améliorés[84].

L'enjeu n'est plus seulement de densifier la norme, mais de créer les conditions institutionnelles, techniques et économiques de son effectivité. Les écarts récemment relevés entre les exportations d'or déclarées par le Cameroun et les importations enregistrées, illustrent l'ampleur des difficultés qui subsistent dans le suivi des flux aurifères. L'ITIE identifie à cet égard

[82] Voir DOKA BOURA (Aude), « Le nouveau droit de la répression des infractions minières au Cameroun », précité, pp. 217-219.
[83] COLSON (Jean-Philippe) & IDOUX (Pascale), *Droit public économique*, précité, pp. 535-589.
[84] Voir NIKIÈMA (Suzy), NARÉ (Clémence), SOMDA (Adrien), SAMOURA (Karim), KABORÉ (Emile), KABORÉ (Basile), *Analyse comparative des textes juridiques applicables à l'exploitation minière artisanale de l'or dans l'espace UEMOA*, précité, pp. 14-18.

des faiblesses de traçabilité et de supervision sur l'ensemble de la chaîne de valeur et fait état de mesures nouvelles destinées à renforcer le contrôle[85]. Dans cette perspective, la réponse ne saurait être exclusivement pénale ou fiscale : elle suppose une meilleure délimitation des compétences, une circulation plus fiable de l'information et une modernisation des instruments de contrôle. L'enjeu est donc de faire coïncider la norme, l'administration et la réalité économique du secteur artisanal, afin que la traçabilité devienne un véritable instrument de gouvernance plutôt qu'une exigence essentiellement formelle. Le Code de 2023 pourra ainsi constituer une véritable rupture non par la seule sévérité de ses prescriptions, mais par la capacité des institutions camerounaises à transformer ces prescriptions en maillons de l'action administrative effectivement observables.

[85] Voir ZOUARI (Ahmed), *Ecarts dans le secteur aurifère du Cameroun : la contribution des données ITIE à la promulgation de réformes*, précité.

DROIT PRIVE

****

****

***

R.I.D.S.P, Vol. 6, N°9 — Septembre 2026
ISSN : 2790-4830
www.revueridsp.com

La métamorphose du statut de la victime de violences domestiques en droit ivoirien : d'objet de protection à actrice du procès pénal ?

The metamorphosis of the status of the victim of domestic violence in Ivorian law: from object of protection to actor in the criminal trial?

Par :

SIGUI SEU Xavier

Assistant de droit privé

Université Jean Lorougnon Guédé

(Daloa – République de Côte d'Ivoire)

Résumé :

Longtemps cantonnée à un rôle d'effacement, la victime de violences domestiques n'accédait au procès pénal ivoirien que par la voie étroite de l'action civile, accessoire d'une action publique dont le ministère public conservait la pleine maîtrise. Les lois jumelles du 21 décembre 2021, en instituant l'ordonnance de protection délivrée sur simple requête et en supprimant l'exigence du certificat médical, opèrent une métamorphose : la victime cesse d'être un objet de protection pour devenir actrice du déclenchement de sa protection. Conduite selon une méthode exégétique et casuistique, l'étude confronte les textes nouveaux à deux corpus de décisions publiées, l'un antérieur à la réforme du Code pénal de 2019, l'autre issu des juridictions criminelles et des tribunaux pour enfants entre 2019 et 2023, dont les cas critiques révèlent l'effacement de la victime. Elle conclut à une promotion réelle mais inachevée – caractère provisoire de l'ordonnance, faculté de rétractation, maîtrise de l'exercice de l'action publique par le parquet – appelant une consolidation du statut processuel de la victime.

Mots clés : Violences domestiques, victime, ordonnance de protection, procès pénal, droit ivoirien.

Abstract:

For a long time, victims of domestic violence in Côte d'Ivoire could enter criminal proceedings only through the narrow path of the civil action, an accessory to a public action fully controlled by the prosecution. The twin statutes of 21 December 2021, by creating a protection order granted upon a simple application and by removing the prior medical certificate requirement, bring about a metamorphosis: the victim ceases to be an object of protection and becomes the initiator of her own judicial protection. Relying on an exegetical and casuistic method, the study tests the new provisions against two corpora of published decisions, one predating the 2019 Criminal Code, the other drawn from criminal and juvenile courts between 2019 and 2023, whose critical cases disclose the victim's effacement. It concludes that the promotion is real yet unfinished – the order is provisional, may be withdrawn, and the prosecution retains control over the conduct of public action – and calls for the consolidation of the victim's procedural status.

Keywords: Domestic violence, victim, protection order, criminal proceedings, Ivorian law.

Introduction

Près d'une femme sur trois dans le monde, soit environ huit cent quarante millions de femmes, a subi au cours de sa vie des violences conjugales ou sexuelles[1] : ce constat, dressé en 2025 par l'Organisation mondiale de la Santé et ses partenaires onusiens, a ceci de troublant qu'il désigne, comme principal théâtre de ces violences, non l'espace public réputé hostile, mais le foyer, présenté de longue date comme le sanctuaire de l'intimité. Les données ivoiriennes le confirment : sur les 2 744 cas de violences basées sur le genre recensés en 2018, près des deux tiers ont été commis à un domicile, et 80,76 % avaient pour auteur une personne liée à la victime, dont 44,42 % un partenaire ou un ancien partenaire intime[2]. Le lieu qui devait abriter se révèle ainsi le lieu qui expose. Or le droit pénal, héritier d'une tradition libérale soucieuse de préserver la sphère privée des intrusions de l'État, s'est longtemps tenu sur le seuil de la maison, abandonnant la victime à un huis clos où le droit ne pénétrait qu'avec réticence[3]. C'est l'ébranlement de cette réticence, et la place nouvelle qu'il assigne à la personne lésée, que la présente étude se propose d'examiner.

Le constat n'a rien de paradoxal. La famille a longtemps été perçue comme un espace de « non-droit », où la régulation interne du groupe tenait lieu de loi et où l'intervention du juge passait pour une intrusion[4]. Le mouvement contemporain de pénétration du droit dans l'intimité[5] a inversé cette logique, et la Côte d'Ivoire n'y a pas échappé, dont les lois du 21 décembre 2021 constituent la manifestation la plus aboutie. Encore convient-il d'en apprécier exactement la portée, ce qui suppose d'en fixer d'abord les termes.

La victime se définit, au sens classique du *Vocabulaire juridique*, comme la personne qui subit personnellement et directement le préjudice résultant d'une infraction[6] ; la victimologie contemporaine en a enrichi la notion, y voyant moins un objet passif qu'un sujet susceptible de restauration par le procès lui-même[7]. La violence domestique, quant à elle, reçoit désormais en droit ivoirien une définition légale : la loi n° 2021-894 y range les actes de violence survenant au

[1] Organisation mondiale de la Santé, *Violence against women prevalence estimates, 2023*, Genève, OMS, 19 novembre 2025, disponible en ligne sur https://www.who.int/publications/i/item/9789240116962 (consulté le 16 septembre 2026).
[2] Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, Direction des Études, de la Planification et des Statistiques, *Rapport d'analyse statistique 2018 sur les violences basées sur le genre*, Abidjan, MFFE-UNFPA, 2019, pp. 26 et 32.
[3] DELMAS-MARTY (M.), *Les grands systèmes de politique criminelle*, coll. « Thémis », Paris, PUF, 1992, p. 214 et suiv.
[4] CARBONNIER (J.), *Flexible droit. Pour une sociologie du droit sans rigueur*, Paris, LGDJ, 10e éd., 2001, p. 25 et suiv.
[5] CARBONNIER (J.), *Flexible droit*, *op. cit.*, p. 254.
[6] CORNU (G.) (dir.), *Vocabulaire juridique*, coll. « Quadrige », Paris, PUF, 13e éd., 2022, V° Victime.
[7] CARIO (R.), *Victimologie. De l'effraction du lien intersubjectif à la restauration sociale*, t. I, Paris, L'Harmattan, 2012, p. 38.

sein de la famille ou du foyer, commis par l'un de ses membres à l'encontre d'un autre ou de toute personne vivant sous le même toit, comme entre anciens ou actuels conjoints, concubins ou partenaires de fait, indépendamment de toute cohabitation[8]. Le critère retenu n'est donc pas exclusivement domiciliaire : il est aussi relationnel, ce qui permet d'appréhender les violences commises après la séparation, souvent les plus dangereuses[9]. La loi modificative du même jour a précisé que ces violences sont réprimées quelle que soit leur nature, y compris morale[10]. Le procès pénal, enfin, désigne le processus juridictionnel par lequel la loi pénale est appliquée à l'auteur d'une infraction[11]. Reformulé, le sujet invite à mesurer le déplacement opéré dans la condition juridique de la victime : d'un statut de pur bénéficiaire d'une protection dispensée de l'extérieur, elle accéderait à celui de protagoniste, doté de prérogatives propres dans l'instance répressive.

Cette évolution ne se comprend qu'à la lumière de l'histoire du droit pénal ivoirien. Hérité de la tradition romano-germanique transmise par la colonisation, ce droit a structuré le procès autour d'un affrontement à deux pôles : la société, représentée par le ministère public, et le délinquant ; la victime n'y occupait qu'une place interstitielle[12]. En matière de violences intrafamiliales, la situation était plus précaire encore : le Code pénal de 1981 ne connaissait aucune incrimination propre à ces violences, appréhendées par le seul prisme des coups et blessures volontaires[13], la qualité de conjoint ou de concubin ne jouant, au mieux, que comme circonstance aggravante[14]. Le Code pénal de 2019[15] a marqué une première inflexion en spécialisant certaines incriminations[16], cependant que le Code de procédure pénale de 2018 maintenait l'architecture classique de l'action publique et de l'action civile[17]. Mais c'est aux lois jumelles du 21 décembre 2021 qu'est revenu le soin de renouveler la condition de la victime[18].

---

[8] Loi n° 2021-894 du 21 décembre 2021 relative aux mesures de protection des victimes de violences domestiques, de viol et de violences sexuelles autres que domestiques, art. 1er, JORCI n° 7 du 24 janvier 2022, p. 53.

[9] Le critère relationnel permet ainsi d'appréhender les violences post-séparation, que le critère de la cohabitation aurait laissées hors du champ de la loi.

[10] Loi n° 2021-893 du 21 décembre 2021 modifiant la loi n° 2019-574 du 26 juin 2019 portant Code pénal, art. 390-1 nouveau.

[11] MERLE (R.) et VITU (A.), *Traité de droit criminel*, t. II, *Procédure pénale*, Paris, Cujas, 5e éd., 2001, p. 12.

[12] GUINCHARD (S.) et BUISSON (J.), *Procédure pénale*, coll. « Manuel », Paris, LexisNexis, 13e éd., 2021, p. 245.

[13] Loi n° 81-640 du 31 juillet 1981 instituant le Code pénal, art. 345 et suiv. (anciens), relatifs aux coups et blessures volontaires, seul fondement disponible avant la réforme de 2019.

[14] V. CODAP, « Violences sexuelles et conjugales faites aux femmes et aux filles », 8 mars 2018.

[15] Loi n° 2019-574 du 26 juin 2019 portant Code pénal, JORCI n° 17 du 18 juillet 2019.

[16] Loi n° 2019-574 préc., art. 403 et suiv. ; le viol était antérieurement réprimé par les articles 354 et 359 du Code pénal de 1981, que les juridictions visent encore pour les faits commis sous son empire : V. par ex. Tribunal criminel de Man, jugement n° 11 du 4 décembre 2019, *Ministère public c/ O. F.*

[17] Loi n° 2018-975 du 27 décembre 2018 portant Code de procédure pénale, JORCI, numéro spécial du 13 mars 2019, art. 6 à 9 (action publique et action civile).

[18] Loi n° 2021-893 préc., art. 390-1 nouveau, qui répute les violences réprimées quelle que soit leur nature, y compris s'il s'agit de violences morales ; loi n° 2021-894 préc., qui institue l'ordonnance de protection.

Cette évolution s'inscrit dans un mouvement plus vaste. Le droit français a acclimaté l'ordonnance de protection dès la loi du 9 juillet 2010, dispositif enrichi en 2019 et en 2020, puis par la loi du 13 juin 2024[19] ; à l'échelle internationale, la Convention d'Istanbul de 2011 (à laquelle la Côte d'Ivoire n'est pas partie, mais qui s'est imposée comme l'étalon comparatif) érige la protection des victimes en obligation positive à la charge des États[20]. La genèse des lois de 2021 en éclaire pareillement le sens : elles procèdent moins d'une initiative isolée du pouvoir que d'un long travail de sensibilisation porté par les organisations de la société civile[21]. Exigence internationale et demande sociale interne se rencontrent ainsi dans la réforme, dont elles font la légitimité.

Le champ de l'étude appelle une triple délimitation. Quant aux personnes, le dispositif légal est neutre ; l'étude accorde toutefois une attention particulière à la femme victime, le phénomène étant massivement genré (91,91 % des personnes survivantes recensées en 2018 étaient de sexe féminin)[22]. Ce choix n'emporte aucune exclusion. Les hommes représentaient, la même année, un peu plus de 8 % des personnes survivantes recensées, et la loi n° 2021-894 ne leur ferme en rien le bénéfice du dispositif : la définition légale de la violence domestique vise l'acte commis par un membre de la famille ou du foyer à l'encontre d'un autre, et l'attribution du logement est réglée au profit du conjoint ou du concubin qui n'est pas l'auteur des violences, sans considération de sexe[23]. La jurisprudence en fournit l'illustration : un tribunal pour enfants a retenu la qualification de viol pour la pénétration anale commise sur un garçon de six ans[24]. Les développements qui suivent valent donc pour toute victime ; seules les données de contexte et certaines résistances sociales sont propres à la situation des femmes. Spatialement, l'analyse se circonscrit au droit positif ivoirien, sans s'interdire l'éclairage du droit comparé : le droit français y occupe une place privilégiée, la loi de 2021 s'étant manifestement inspirée de l'ordonnance introduite en France en 2010[25], tandis que le droit sénégalais sera sollicité de façon ponctuelle, aux côtés de travaux de sciences sociales consacrés aux violences conjugales en Afrique de l'Ouest et centrale, à titre

[19] Comparer avec l'évolution du droit français, où la loi du 9 juillet 2010 a acclimaté le dispositif, renforcé depuis par la loi n° 2024-536 du 13 juin 2024 créant l'ordonnance provisoire de protection immédiate.
[20] Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, Istanbul, 11 mai 2011, instrument de référence en droit comparé.
[21] APATA (S.), « Violences faites aux femmes en Côte d'Ivoire », CODAP, 2018.
[22] MFFE-DEPS, *Rapport d'analyse statistique 2018* (…), préc., p. 32.
[23] Loi n° 2021-894 préc., art. 1er et art. 7, 4° et 5° ; sur la part des hommes parmi les personnes survivantes, MFFE-DEPS, *Rapport d'analyse statistique 2018* (…), préc., p. 32.
[24] Section de tribunal de Soubré, tribunal pour enfants, jugement n° 13/22 du 18 février 2022, *Ministère public c/ Y. B.* : pénétration anale commise par un mineur de treize ans sur un enfant de six ans, qualifiée de viol sur le fondement de l'article 403, alinéa 2, du Code pénal.
[25] Comparer avec la loi française n° 2010-769 du 9 juillet 2010 et l'article 515-9 du Code civil français, dont la loi ivoirienne de 2021 s'inspire largement.

d'éclairage plutôt que de comparaison systématique[26]. Au plan doctrinal, la question du statut processuel de la victime a fait l'objet d'une thèse soutenue quelques mois avant la réforme[27], qui concluait à une participation « réduite » de la victime au procès pénal ivoirien et appelait, pour les victimes de violences intrafamiliales, des mesures d'éloignement de l'auteur et de résidence séparée ordonnées en urgence[28] ; ces travaux, antérieurs aux lois du 21 décembre 2021, ne pouvaient en connaître, mais ils en éclairent l'arrière-plan, et le dispositif nouveau n'a guère suscité que des notes critiques émanant d'organisations de défense des droits humains[29], la doctrine universitaire ne s'en étant pas encore saisie ; ces travaux signalent une circulaire d'application du 23 décembre 2022, qui n'a pu être consultée[30]. Quant à la jurisprudence, elle demeure d'un accès malaisé. Pour la période antérieure au Code pénal de 2019, l'étude s'appuie sur le *Recueil de jurisprudence pénale ivoirienne*[31] ; elle y adjoint un second corpus de seize décisions rendues entre 2019 et 2023 par des tribunaux criminels et des tribunaux pour enfants de Man, Korhogo, Yopougon et Soubré[32]. Aucune de ces décisions ne fait application de la loi n° 2021-894, et aucune décision d'application n'a pu être identifiée par ailleurs ; le traitement réservé à ces corpus est exposé ci-après au titre de la méthode.

L'approche retenue est exégétique et casuistique : elle s'attache à la lettre des textes nouveaux, dont la nouveauté commande une lecture attentive, puis les éprouve au contact de cas jurisprudentiels révélateurs de la condition de la victime, afin de mesurer l'ampleur réelle du déplacement opéré et d'en débusquer les insuffisances.

L'actualité du sujet ne fait aucun doute. Les lois du 21 décembre 2021 sont récentes, et leur réception par les juridictions reste à observer. Surtout, le contentieux des violences basées sur le

---

[26] V. la loi sénégalaise n° 2020-05 du 10 janvier 2020 modifiant le Code pénal, et le Plan d'action national de lutte contre les violences basées sur le genre, Dakar, Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfance, 2015.

[27] NIAMBÉ (K. R.), *La participation de la victime au procès pénal en droit ivoirien*, thèse de doctorat en droit privé, Université Alassane Ouattara de Bouaké, sous la direction du professeur A. Ouattara, soutenue le 10 septembre 2021.

[28] NIAMBÉ (K. R.), *op. cit.*, pp. 226 et s., 262 (n° 571), 293 (n° 639) et 427 (n° 910).

[29] FIDH, *Protection des victimes de violences sexuelles en Côte d'Ivoire : des avancées mais encore de nombreuses lacunes*, n° 818f, Paris, FIDH, novembre 2023, 7 p., disponible en ligne sur https://www.fidh.org/IMG/pdf/cotedivoire818fprint.pdf (consulté le 16 septembre 2026).

[30] Circulaire n° 005/MJDH/CAB du 23 décembre 2022 relative à la mise en œuvre de la loi n° 2021-894 du 21 décembre 2021 ; V. FIDH, *Protection des victimes de violences sexuelles en Côte d'Ivoire* (…), *op. cit.*, p. 2.

[31] *Recueil de jurisprudence pénale ivoirienne*, Abidjan, publication réalisée avec l'appui de l'Agence américaine pour le développement international (USAID).

[32] Tribunal criminel de Man, jugements n° 01 (*MP c/ D. K.*) et n° 02 (*MP c/ S. D.*) du 26 novembre 2019, n° 11 du 4 décembre 2019 (*MP c/ O. F.*) et n° 18 du 18 décembre 2019 (*MP c/ D. P.*) ; TPI Korhogo, tribunal criminel, jugements n° 003 du 8 janvier 2021 (*MP c/ B. O.*), n° 014 du 25 janvier 2021 (*MP c/ D. A.*), n° 015 du 27 janvier 2021 (*MP c/ P. B.*), n° 21 bis du 26 février 2021 (*MP c/ C. A.*), n° 028 du 22 mars 2021 (*MP c/ K. Z.*), n° 033 du 23 mars 2021 (*MP c/ K. D.*), n° 047 du 29 mars 2021 (*MP c/ Z. A.*), n° 07 du 12 avril 2023 (*MP c/ S. B.*) et n° 32 du 17 avril 2023 (*MP c/ Y. A.*) ; TPI Yopougon, tribunal pour enfants, n° 30/20 du 5 février 2020 (*MP c/ B. M.*) ; TPI Korhogo, tribunal pour enfants, n° 14 du 21 juillet 2023 (*MP c/ K. G. et autres*) ; Soubré, préc.

genre connaît une visibilité croissante, portée par des données préoccupantes : 35,6 % seulement des personnes survivantes portent plainte devant une autorité compétente, cette proportion tombant à 17,4 % pour les violences psychologiques et émotionnelles[33].

L'intérêt de l'étude est doublement marqué. Au plan théorique, le sujet interroge la place de la victime dans l'architecture du procès pénal, et partant la fonction même assignée à la justice répressive : punir au nom de la société, ou aussi restaurer la personne lésée ? La promotion de la victime au rang d'actrice invite à reconsidérer l'équilibre classique entre l'intérêt général à réprimer et l'intérêt particulier de celui qui a souffert de l'infraction[34]. Au plan pratique, l'étude éclaire les praticiens (magistrats, avocats, officiers de police judiciaire) sur l'étendue exacte des prérogatives désormais reconnues à la victime et sur les conditions de leur traduction effective. Le sujet s'inscrit, au surplus, dans le cadre constitutionnel ivoirien, dont le préambule et plusieurs dispositions consacrent l'égalité entre l'homme et la femme et prohibent toute discrimination fondée sur le sexe[35] : la protection effective des victimes de violences domestiques participe ainsi de la mise en œuvre d'un principe de valeur constitutionnelle[36].

Un malaise, toutefois, traverse le dispositif et justifie l'étude. Le législateur de 2021 proclame une protection renforcée et reconnaît à la victime un pouvoir d'initiative inédit, mais assortit cette avancée de réserves qui en compromettent la portée. La durée des mesures est abandonnée à l'appréciation du juge par un texte dont la rédaction même est défectueuse, renvoyant erronément à une disposition qui n'est pas celle qu'il vise[37]. L'ordonnance peut être rétractée, notamment lorsqu'elle porte atteinte aux droits des tiers – notion que la loi ne définit pas[38]. Enfin, si la victime peut mettre en mouvement l'action publique, son exercice continue d'appartenir au seul ministère public[39]. Le droit nouveau paraît ainsi hésiter entre l'audace de la promotion et la prudence de la tradition.

Ce malaise se redouble d'une interrogation sur la cohérence d'ensemble du dispositif. En instituant une protection de nature largement civile au service de la lutte contre des faits de nature

[33] MFFE-DEPS, *Rapport d'analyse statistique 2018 sur les violences basées sur le genre*, préc., p. 23. La proportion la plus faible concerne les violences psychologiques et émotionnelles (17,4 %), les plus difficiles à établir.
[34] GARAPON (A.), *Bien juger. Essai sur le rituel judiciaire*, Paris, Odile Jacob, 2001, p. 185.
[35] Constitution du 8 novembre 2016, modifiée par la loi n° 2020-348 du 19 mars 2020, préambule et art. 35, 36 et 37, qui consacrent l'égalité entre l'homme et la femme et la promotion de la parité.
[36] Constitution préc., art. 2 (dignité de la personne humaine), art. 4, al. 2 (non-discrimination) et art. 5, al. 1er (prohibition des traitements inhumains et des violences physiques).
[37] La FIDH relève que l'article 8 renvoie de manière erronée à l'article 6, lequel permet au président du tribunal de « rétracter les ordonnances qu'il a rendues […] notamment lorsqu'elles portent atteinte aux droits des tiers », au lieu de l'article 7 : FIDH, *Protection des victimes de violences sexuelles en Côte d'Ivoire* (…), *op. cit.*, p. 4.
[38] FIDH, *Protection des victimes de violences sexuelles en Côte d'Ivoire* (…), *op. cit.*, p. 4, relevant l'imprécision de la notion de « droits des tiers » et le risque d'insécurité qui en résulte pour la victime.
[39] Code de procédure pénale ivoirien, art. 6, al. 1er, 42 et 51.

pénale, le législateur a opéré une greffe dont l'articulation n'est pas pleinement maîtrisée : la victime peut ainsi se trouver protégée sans que l'auteur soit poursuivi, ou poursuivie sans être protégée. Cette dualité est à la fois la force et la fragilité du dispositif.

Le législateur a haussé la victime au rang d'actrice sans tirer toutes les conséquences processuelles de cette élévation. La question se pose dès lors de savoir dans quelle mesure le droit ivoirien issu des lois du 21 décembre 2021 fait réellement de la victime de violences domestiques une actrice du procès pénal, et non plus un simple objet de protection. L'hypothèse défendue y répond en deux temps : la réforme opère une mutation incontestable, en dotant la victime d'un véritable pouvoir d'initiative processuelle ; cette promotion demeure toutefois inachevée, faute d'une articulation pleinement aboutie avec les principes directeurs du procès pénal, et singulièrement avec la maîtrise, par le ministère public, de l'exercice de l'action publique.

L'objectif de la démonstration est ainsi double : établir la réalité de la métamorphose, en montrant ce qui sépare la condition nouvelle de la victime de son effacement antérieur ; et en mesurer les limites, afin d'appeler à une consolidation du statut processuel reconnu.

La méthode d'analyse mérite, en conséquence, d'être explicitée, car les corpus jurisprudentiels mobilisés ne sauraient être lus comme une mesure du contentieux. Les décisions rassemblées ne sont ni exhaustives ni statistiquement représentatives, et ne sont pas ici mobilisées comme telles : elles ne servent pas à établir des récurrences chiffrées, mais valent pour leur qualité de cas[40]. L'on distinguera à ce titre le cas ordinaire, qui illustre une catégorie déjà stabilisée, et le cas critique, qui contraint à la réviser. Ainsi comprise, la démarche est factuelle sans être empirique : l'échantillon vaut moins par son volume que par son aptitude à révéler les structures d'argumentation qui commandent le traitement des espèces[41]. Une seule ordonnance de requalification pèsera donc ici plus lourd qu'une série. Deux corpus ont été constitués, selon des critères que le lecteur doit connaître pour apprécier la portée des cas retenus. Dans le premier, issu du recueil précité, la rubrique « Attentat à la pudeur et viol » a été lue dans son intégralité, soit seize décisions ; hors de cette rubrique, seules ont été retenues les espèces dans lesquelles l'auteur des violences était un proche de la victime, ou qui renseignaient sur le traitement procédural réservé à celle-ci (constitution de partie civile, voies de recours, montant des réparations, qualification retenue). Ce recueil ne rassemblant, sous la rubrique précitée, que des décisions correctionnelles, il ne pouvait refléter le traitement du viol par la juridiction criminelle ; le second

[40] ROUVIÈRE (F.), « La méthode casuistique : l'apport des cas critiques pour la construction des catégories juridiques », *Revue de la recherche juridique – Cahiers de méthodologie juridique*, 2018-5, p. 1985 et suiv.
[41] ROUVIÈRE (F.), « Apologie de la casuistique juridique », *Recueil Dalloz*, 2017, p. 118.

corpus, formé de décisions rendues en matière criminelle ou par des tribunaux pour enfants sur des faits commis entre 2015 et 2021, corrige ce biais, sous l'empire tantôt du Code pénal de 1981, tantôt de celui de 2019. Les données statistiques et les enquêtes de terrain conservent, dans ce cadre, une fonction strictement contextuelle[42]. Leur millésime appelle une réserve : issues pour l'essentiel du rapport statistique national de 2018, publié en 2019, elles sont les plus récentes qui aient pu être exploitées, et ne valent donc que comme ordre de grandeur, que des données postérieures pourraient conduire à réviser. Faute, enfin, de décisions rendues sur le fondement des lois du 21 décembre 2021, l'appréciation du dispositif nouveau procède d'une lecture systématique des textes, éprouvée par la confrontation aux difficultés que le contentieux antérieur a révélées. Cette limite pèse sur la seconde partie : celle-ci établit la portée que les textes assignent à la réforme, non celle que la pratique lui a effectivement donnée.

Il convient dès lors d'examiner la condition de la victime, naguère objet passif de la protection pénale (I), avant d'analyser sa promotion nouvelle au rang d'actrice du déclenchement de sa protection juridictionnelle (II).

I- LA VICTIME, NAGUERE OBJET PASSIF DE LA PROTECTION PENALE

Avant l'intervention du législateur de 2021, la victime de violences domestiques n'occupait dans le procès pénal qu'une position d'effacement. La protection dont elle bénéficiait ne lui parvenait que par la médiation du ministère public, gardien de l'action publique et arbitre de l'opportunité des poursuites (A). Quant à sa présence dans l'instance, elle demeurait subordonnée et résiduelle (B).

A- Une protection médiatisée par l'action du ministère public

Dans l'économie classique du procès pénal ivoirien, la protection de la victime ne se conçoit que par ricochet. La victime s'efface ainsi derrière l'intérêt général à réprimer (1), tandis que la spécificité de la violence intrafamiliale se dissout dans les qualifications du droit commun (2) ; quant à la spécialisation progressive des incriminations, elle a mieux défini l'infraction sans modifier la place de la victime (3).

1- L'effacement de la victime derrière l'intérêt général à réprimer

Le procès pénal ivoirien repose sur un principe cardinal : la défense de l'intérêt général en répression appartient au ministère public, qui exerce l'action publique au nom de la société[43], la

[42] Sur les conditions et les limites du recours aux données empiriques par le juriste, V. AMADO (A.) et DESPRAIRIES (A.) (dir.), *Le tournant des méthodes empiriques en droit ?*, coll. « Droit et Société », Paris, LGDJ, 2025.

[43] Code de procédure pénale ivoirien, art. 42, aux termes duquel le ministère public exerce l'action publique et requiert l'application de la loi.

mise en mouvement des poursuites obéissant au principe de l'opportunité[44]. Sans doute le Code de procédure pénale ajoute-t-il que l'action publique peut aussi être mise en mouvement par la partie lésée[45] ; mais ce correctif, on le verra, n'a guère entamé en pratique la prééminence du parquet : la victime ne reçoit que l'initiative de la poursuite, dont l'exercice demeure l'apanage du ministère public[46]. La protection de la victime n'était pas directe : elle résultait, de manière médiate, de la sanction infligée à l'auteur, et ne se réalisait qu'autant que cette sanction était poursuivie et obtenue. La neutralisation de la vengeance privée, qui a présidé à l'avènement de la justice étatique, a ainsi eu pour rançon l'effacement de la victime au profit de la collectivité[47].

Cette prééminence, si elle procède d'une rationalité incontestable (soustraire la répression aux passions privées, garantir l'égalité des justiciables, assurer la cohérence de la politique pénale), n'en produisait pas moins un effet d'éviction : le procès se nouait entre l'État et le délinquant, la victime n'y figurant qu'à titre incident. Elle s'exerçait d'abord sur la décision de poursuivre : le classement sans suite, dont le plaignant doit seulement être avisé, n'a pas à être motivé et n'est susceptible d'aucun recours de la victime, pas même hiérarchique[48]. Cette maîtrise ne se manifestait pas seulement par l'inertie : elle s'exprimait aussi dans le choix de la qualification. La pratique, longtemps répandue, de la disqualification du viol en attentat à la pudeur (dont le garde des Sceaux a dû rappeler par circulaire qu'elle minimisait indûment la gravité des faits)[49] illustre la dépendance de la victime à l'égard d'une appréciation dont elle n'était pas maîtresse. Ainsi de faits de pénétration sexuelle commis sur une mineure de treize ans, poursuivis sous la seule qualification d'attentat à la pudeur et sanctionnés de douze mois d'emprisonnement[50]. Le cas n'est pas isolé : sous la rubrique intitulée « Attentat à la pudeur et viol », le recueil ne rassemble que des condamnations prononcées du chef d'attentat à la pudeur[51]. Encore faut-il ne pas en tirer davantage

[44] Code de procédure pénale ivoirien, art. 51, al. 1er, aux termes duquel le procureur de la République reçoit les plaintes et les dénonciations et apprécie la suite à leur donner.

[45] Code de procédure pénale, art. 6, al. 2 : « Cette action peut aussi être mise en mouvement par la partie lésée, dans les conditions déterminées par le présent Code. »

[46] NIAMBÉ (K. R.), *op. cit.*, p. 131 (n° 279) : « c'est donc simplement l'initiative de la poursuite qui est reconnu[e] à la victime et non l'exercice ».

[47] TADROUS (S.), *La place de la victime dans le procès pénal*, thèse Université Montpellier I, 2014, n° 2 et 3, retraçant l'effacement de la victime avec l'essor de la procédure inquisitoire et l'apparition du ministère public.

[48] Code de procédure pénale, art. 51 ; NIAMBÉ (K. R.), *op. cit.*, pp. 245-249, relevant l'absence de motivation et de recours et des classements pour retrait de plainte. Comparer avec le Code de procédure pénale malien, art. 53, al. 7, qui impose un avis motivé dans les huit jours (ibid., p. 246).

[49] Circulaire n° 15/MJ/CAB du 13 juillet 2016 relative à la répression du viol ; V. MJDH, *Présentation des améliorations apportées aux droits de la femme 2016-2021*, Abidjan, 2021, p. 3.

[50] Tribunal de première instance (TPI) de Korhogo, section d'Odienné, jugement n° 05/2013 du 31 janvier 2013, *Ministère public c/ S.*

[51] Aucune des seize décisions regroupées sous cette rubrique ne retient la qualification criminelle de viol : *Recueil* préc., pp. 93 à 142.

que ce qu'il établit : ces décisions émanant de juridictions correctionnelles, l'absence de condamnation pour viol tient d'abord à la composition du recueil, le crime de viol relevant de la cour d'assises, puis du tribunal criminel qui lui a succédé[52]. Ce qui est significatif, c'est que des faits de pénétration sexuelle soient parvenus devant le juge correctionnel ; et la pratique se lit à découvert là où le juge d'instruction, ayant d'abord inculpé le mis en cause de viol sur une mineure de onze ans, a rendu une ordonnance de requalification du chef d'attentat à la pudeur[53].

La juridiction criminelle n'est pas elle-même à l'abri du procédé, et c'est là que se situe le véritable cas critique. Les tribunaux criminels condamnent certes du chef de viol, et parfois lourdement : vingt ans d'emprisonnement pour le viol d'une fillette de onze ans établi par ses déclarations constantes, un témoin et une défloraison médicalement constatée[54]. Mais la qualification demeure entre les mains du juge. Le tribunal criminel de Korhogo a ainsi requalifié en attentat à la pudeur consommé des faits dénoncés comme un viol par une adolescente de quatorze ans, qui décrivait une pénétration imposée par la force et sous la menace d'un couteau, et dont un certificat médical constatait des éraflures au niveau du sexe, pour ne prononcer que deux ans d'emprisonnement et cent mille francs d'amende[55]. Le même tribunal a écarté la circonstance tenant à la minorité d'une victime de onze ans, faute d'acte de naissance au dossier, et requalifié les faits en viol simple[56], alors que, dans une autre espèce, un certificat d'âge physiologique avait suffi à établir la minorité[57]. La disqualification n'est donc pas une maladresse ponctuelle : elle est une pratique[58], dont la victime, qui n'a pas la maîtrise de l'exercice de l'action publique, ne peut qu'enregistrer les effets.

2- L'absorption des violences intrafamiliales par le droit commun

À cette relégation processuelle s'ajoutait une lacune substantielle : faute d'incrimination propre, les violences intrafamiliales n'étaient appréhendées que par les qualifications générales

[52] V. par ex. Tribunal criminel de Man, jugement n° 01 du 26 novembre 2019, préc., l'accusé ayant été renvoyé devant la cour d'assises par l'arrêt de mise en accusation, puis jugé par le tribunal criminel.

[53] TPI Abengourou, jugement n° 171/2014 du 16 avril 2014, *MP c/ K. Y.*, *Recueil* préc., p. 108 : cinq ans d'emprisonnement du chef du seul délit, pour des rapports sexuels imposés que le prévenu avait reconnus.

[54] TPI Korhogo, tribunal criminel, jugement n° 014 du 25 janvier 2021, préc.

[55] TPI Korhogo, tribunal criminel, jugement n° 047 du 29 mars 2021, préc. (art. 406 et 409 du Code pénal) ; l'exposé des faits reproduit des éléments du jugement n° 014 du 25 janvier 2021, ce qui invite à la prudence.

[56] TPI Korhogo, tribunal criminel, jugement n° 003 du 8 janvier 2021, préc. ; la victime était âgée de onze ans selon les déclarations recueillies, et l'accusé a été condamné à six ans d'emprisonnement.

[57] TPI Korhogo, tribunal criminel, jugement n° 014 du 25 janvier 2021, préc., retenant l'âge de onze ans établi par un certificat d'âge physiologique.

[58] Comparer avec le droit français, où la correctionnalisation judiciaire, légalisée en 2004, suppose l'accord au moins tacite de la partie civile, qui peut s'y opposer en interjetant appel de l'ordonnance de renvoi (C. pr. pén., art. 186-3 et 469) : TADROUS (S.), *op. cit.*, n° 271 ; VERNY (É.), *Procédure pénale*, coll. « Cours Dalloz », Paris, Dalloz, 8e éd., 2022, n° 620.

des coups et blessures volontaires[59], la qualité de conjoint ou de concubin ne jouant, le cas échéant, que comme circonstance aggravante[60].

Cette spécificité tient d'abord à la temporalité propre de la violence conjugale, qui procède par cycles et installe une relation d'emprise[61]. Plusieurs systèmes juridiques en ont tiré les conséquences en incriminant de manière autonome les comportements répétés au sein du couple[62], et le droit ivoirien s'y est rallié en incriminant spécialement le harcèlement du conjoint ou du concubin[63]. Sous l'empire des textes antérieurs, la violence domestique ne pouvait être saisie que par fragments[64] : l'homme qui avait poursuivi de ses assiduités durant des années une femme dont il soutenait à la barre qu'elle était « sa propriété » ne fut condamné que pour voies de fait, la juridiction d'appel ayant écarté la qualification de harcèlement sexuel[65]. La lacune subsiste en partie, l'incrimination du harcèlement ne visant que le conjoint ou le concubin, actuel ou ancien[66], et la définition légale de la violence domestique supposant un foyer commun ou une relation conjugale, de concubinage ou de fait[67] : celui qui n'a jamais été le partenaire de sa victime ne relève que des incriminations générales.

À cette difficulté technique s'ajoutait le poids des structures sociales. Dans nombre de contextes ouest-africains, le différend conjugal n'est pas perçu comme une affaire relevant de la justice étatique, mais comme un objet de régulation interne au groupe familial élargi[68], et les modes traditionnels de règlement occupent un espace que le droit pénal ne pénètre qu'avec difficulté[69] ; en Côte d'Ivoire même, les populations rurales préfèrent souvent recourir aux juridictions traditionnelles, jugeant le droit étatique complexe et étranger à leur conception de la justice[70]. Ainsi d'une femme soupçonnée d'infidélité, battue par la famille de son concubin puis exhibée nue devant la foule, dont les agresseurs, poursuivis pour de simples coups et blessures, ne furent

[59] Loi n° 81-640 du 31 juillet 1981 instituant le Code pénal, art. 345 et suiv. (anciens), relatifs aux coups et blessures volontaires.
[60] V. CODAP, « Violences sexuelles et conjugales (…) », préc.
[61] CARIO (R.), *op. cit.*, p. 85.
[62] Comparer avec l'article 222-33-2-1 du Code pénal français, issu de la loi n° 2010-769 du 9 juillet 2010, incriminant le harcèlement moral au sein du couple.
[63] Code pénal, art. 419-2, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2024-358 du 11 juin 2024.
[64] DELMAS-MARTY (M.), *op. cit.*, p. 236.
[65] CA Abidjan, 2e ch. corr., arrêt n° 19/2013 du 9 janvier 2013, *MP c/ B. H.*, *Recueil* préc., p. 306, infirmant la condamnation pour harcèlement sexuel prononcée en première instance.
[66] Code pénal, art. 419-2, préc., qui ne réprime le harcèlement que lorsqu'il émane du conjoint, du concubin, de l'ancien conjoint ou de l'ancien concubin de la victime.
[67] Loi n° 2021-894 préc., art. 1er, préc.
[68] CHOUALA (Y. A.), « La « belle famille » et « la famille élargie » : acteurs des violences conjugales et domestiques dans les foyers camerounais », *Bulletin de l'APAD*, n° 27-28, 2008, https://journals.openedition.org/apad/3063 (consulté le 16 septembre 2026).
[69] CARBONNIER (J.), *Flexible droit*, *op. cit.*, p. 260.
[70] NIAMBÉ (K. R.), *op. cit.*, pp. 172 et 422 (n° 901).

condamnés qu'à trois mois d'emprisonnement[71]. Les juridictions criminelles en portent également la trace. Un homme harcelait la concubine de son frère cadet, qui vivait sous son toit ; leur père réunit la fratrie pour lui prodiguer des conseils, mais les avances se poursuivirent et s'achevèrent par un viol commis sous la menace d'une machette, l'avocat de l'accusé expliquant ensuite les aveux de son client par un souci d'honneur conforme à la coutume[72]. Ailleurs, le frère aîné d'un accusé supplia la famille d'une fillette de dix ans de ne pas porter les faits à la connaissance des autorités, et un ami fut dépêché pour demander pardon aux parents[73] ; le tuteur d'un autre accusé remit à la mère d'une enfant de huit ans deux mille cinq cents francs pour la conduire à l'hôpital, l'auteur ayant promis de prendre en charge les soins[74]. La justice familiale opère ainsi en amont du procès, la plainte ne survenant qu'après l'échec, ou le refus, du règlement interne[75].

La reconnaissance des violences morales illustre l'élargissement de la notion de victime. Les violences psychologiques – humiliations répétées, dénigrement, contrôle coercitif – demeuraient dans l'angle mort de la répression, faute de laisser des traces matérielles[76], alors que ce sont elles qui installent l'emprise. La loi de 2021 a étendu à l'ensemble des violences la prise en compte des atteintes morales, que l'incrimination du harcèlement du conjoint appréhende également[77] ; son apport tient moins à la création d'une catégorie qu'à son extension[78]. Mais l'extension soulève une difficulté probatoire redoutable, qui ramène à la question du statut processuel de la victime.

3- L'apport et les insuffisances de la spécialisation des incriminations

L'œuvre de spécialisation entreprise depuis 2019 appelle une appréciation contrastée. Elle a consacré des circonstances aggravantes propres à la sphère familiale : la qualité d'ascendant, de conjoint ou de concubin de l'auteur aggrave la répression des violences, jusqu'à l'emprisonnement à vie lorsqu'elles ont entraîné la mort sans intention de la donner[79], la violence d'un proche ajoutant

[71] TPI Abengourou, jugement n° 338 du 16 juillet 2014, *Ministère public c/ K. et A.*, *Recueil* préc., p. 163. Le tribunal a alloué à la victime 1 000 000 de francs de dommages-intérêts. Comparer avec CHOUALA (Y. A.), art. préc.
[72] Tribunal criminel de Man, jugement n° 11 du 4 décembre 2019, préc. ; la victime vivait avec son concubin chez l'accusé, frère aîné de celui-ci, condamné à trois ans d'emprisonnement sous le bénéfice des circonstances atténuantes.
[73] Tribunal criminel de Man, jugement n° 01 du 26 novembre 2019, préc. ; l'accusé, qui soutenait que l'enfant était sa « petite amie », a été condamné à cinq ans d'emprisonnement.
[74] Tribunal criminel de Man, jugement n° 02 du 26 novembre 2019, préc. ; l'accusé, qui avait passé la nuit au domicile de la victime, a été condamné à dix ans d'emprisonnement.
[75] CARIO (R.), *op. cit.*, p. 140.
[76] CARIO (R.), *op. cit.*, p. 88.
[77] Loi n° 2021-893 préc., art. 390-1 nouveau.
[78] V. *supra*, sur l'article 419-2 du Code pénal.
[79] Code pénal, art. 383, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2024-358 du 11 juin 2024.

à l'atteinte la trahison de la confiance[80]. La définition du viol a été pareillement élargie : constitue un viol « tout acte de pénétration vaginale, anale, buccale ou de quelque nature qu'il soit à but sexuel commis sur un mineur de quinze ans, même avec son consentement », et les juridictions en ont tiré les conséquences, retenant cette qualification pour une pénétration digitale[81] comme pour la pénétration anale d'un garçon[82].

L'aggravation des peines renforce la protection au stade du jugement, mais ne dit rien de l'accès de la victime au juge ni de sa mise à l'abri, que la loi de 2021 a organisés par un dispositif cumulable avec les poursuites[83] : la spécialisation des incriminations préparait la promotion processuelle de la victime, sans suffire à l'accomplir.

B- Une présence processuelle subordonnée et résiduelle

Au-delà de la médiation du parquet, la condition de la victime se caractérisait par la subordination du seul instrument processuel dont elle disposât. L'action civile, greffée sur l'action publique, n'en était que l'accessoire (1), et son exercice se heurtait, en matière intrafamiliale, à des obstacles propres qui en réduisaient encore la portée (2). Cet effacement contrevenait enfin, de plus en plus nettement, aux engagements internationaux de l'État (3).

1- L'action civile, accessoire de l'action publique

La seule voie d'accès de la victime au procès résidait dans l'action civile[84], tournée vers la réparation et non vers la répression[85], et accessoire d'une action publique à la remorque de laquelle seule elle a vocation à prospérer.

Sans doute la constitution de partie civile par voie d'action offrait-elle à la victime la faculté théorique de mettre elle-même en mouvement l'action publique[86]. Mais ce mécanisme supposait des conditions (au premier rang desquelles la consignation au greffe, dont on verra que la loi de 2021 l'a levée en droit)[87] peu compatibles avec la situation d'une victime démunie et

[80] L'aggravation tenant à la qualité de conjoint, concubin ou partenaire de l'auteur figure désormais expressément parmi les circonstances aggravantes des violences.
[81] TPI Korhogo, tribunal pour enfants, jugement n° 14 du 21 juillet 2023, préc. (introduction de deux doigts dans le vagin d'une adolescente de quatorze ans).
[82] Section de tribunal de Soubré, jugement n° 13/22 du 18 février 2022, préc., qui reproduit les termes de l'article 403, alinéa 2, du Code pénal.
[83] Loi n° 2021-894 préc., art. 4, al. 3 et art. 14 : la délivrance de l'ordonnance n'est subordonnée ni au dépôt d'une plainte ni à l'engagement de poursuites, dont elle n'interdit pas le cours.
[84] Code de procédure pénale ivoirien, art. 7 à 9.
[85] GUINCHARD (S.) et BUISSON (J.), *op. cit.*, p. 712.
[86] La constitution de partie civile par voie d'action, susceptible de mettre en mouvement l'action publique, demeurait d'un maniement délicat pour une victime de violences intrafamiliales ; V. Code de procédure pénale, art. 97, 107 et 108.
[87] Code de procédure pénale, art. 109, qui subordonne la recevabilité de la plainte, à défaut d'assistance judiciaire, à une consignation fixée par le juge d'instruction.

économiquement dépendante de son agresseur, d'autant que le montant en est fixé librement par le juge, sans critère légal ni délai[88] ; et la citation directe, soumise à la même exigence et exposant son auteur au risque d'une condamnation pour citation abusive[89], n'offrait pas davantage de secours réaliste. La pratique en atteste : lorsque la voie a été empruntée avec succès contre un membre de la famille, ce fut au prix d'un certificat médical circonstancié, et les trois cent mille francs alloués en première instance furent ramenés à deux cent mille en appel, faute de preuve suffisante du préjudice[90]. La désaffection se lit d'ailleurs dans les décisions : nombre de jugements se bornent à donner acte à la victime de ce qu'elle ne se constitue pas partie civile[91], renoncement qui traduit aussi l'incompréhension d'une notion que le juge doit souvent reformuler à l'audience[92], la modicité des réparations allouées et le coût, matériel comme social, d'une demande dirigée contre un proche[93]. Le constat vaut encore devant les juridictions criminelles, qu'il s'agisse d'une femme laissée inconsciente après un viol d'une rare violence, dont la plainte avait été déposée par son concubin[94], ou de la mère d'une enfant handicapée violée par l'homme à la garde duquel elle l'avait confiée[95]. Lorsque la victime se constitue, la réparation demeure modique : trente-sept mille francs, montant que le père s'était borné à réclamer et que le juge ne pouvait dépasser[96], pour le viol d'une enfant de six ans[97] ; deux cent mille francs, au lieu des trois millions cinq cent mille demandés, pour celui d'un garçon du même âge[98].

2- Les obstacles propres au contentieux intrafamilial

À cette subordination structurelle s'ajoutaient, en matière de violences domestiques, des obstacles spécifiques qui achevaient de confiner la victime au silence. Le premier tenait à

[88] Code de procédure pénale, art. 109 et 401 ; NIAMBÉ (K. R.), *op. cit.*, pp. 170-172 et 207-209, relevant l'absence de critère légal et de délai. Comparer avec l'article 88 du Code de procédure pénale français, qui impose de fixer la consignation en fonction des ressources de la partie civile : VERNY (É.), *op. cit.*, n° 383.

[89] Code de procédure pénale, art. 112, 435 et 496 ; NIAMBÉ (K. R.), *op. cit.*, pp. 173-175, soulignant l'effet dissuasif de ces sanctions pour des victimes dépourvues de conseil.

[90] CA Daloa, arrêt n° 14 du 17 janvier 2013, *MP c/ G. N. B.*, *Recueil* préc., p. 154 (violences d'un frère aîné sur sa sœur, poursuivies par citation directe).

[91] V. TPI Korhogo, section d'Odienné, jugement n° 05/2013 préc., p. 93 ; TPI Abidjan-Plateau, section d'Adzopé, jugement n° 250 du 19 juin 2013, *Ministère public c/ B.*

[92] NIAMBÉ (K. R.), *op. cit.*, p. 354 (n° 757), qui rapporte que le juge doit fréquemment reformuler la question en demandant à la victime si elle souhaite que le prévenu, s'il est déclaré coupable, lui verse une somme d'argent.

[93] TPI Bouaké, section de Toumodi, jugement n° 423/2013, *Recueil* préc., p. 129 ; comparer avec les montants de 200 000 à 2 000 000 de francs alloués dans des espèces voisines (*Recueil* préc., pp. 99, 120, 136 et 140).

[94] TPI Korhogo, tribunal criminel, jugement n° 028 du 22 mars 2021, préc., la plainte ayant été déposée par le concubin de la victime.

[95] TPI Yopougon, tribunal pour enfants, jugement n° 30/20 du 5 février 2020, préc.

[96] NIAMBÉ (K. R.), *op. cit.*, p. 357, note 1203, rappelant que le juge peut allouer moins, mais non davantage, que ce que la victime réclame.

[97] TPI Korhogo, tribunal criminel, jugement n° 21 bis du 26 février 2021, préc.

[98] Section de tribunal de Soubré, jugement n° 13/22 du 18 février 2022, préc.

l'exigence d'un certificat médical, traditionnellement requis comme préalable probatoire au déclenchement de l'action[99].

La difficulté était d'autant plus aiguë que les violences domestiques se prêtent mal à l'administration de la preuve : commises dans le secret du foyer, elles laissent peu de traces[100]. Le certificat médical jouait alors un rôle central, non seulement comme mode de preuve mais comme instrument de qualification, la durée de l'incapacité totale de travail déterminant la gravité de l'infraction et la peine encourue[101]. Or l'accès à un médecin légiste, le coût de l'examen et la conservation des preuves constituaient autant d'obstacles matériels[102]. Le verrou avait certes été desserré par circulaire dès 2016[103], puis par le Code de procédure pénale de 2018[104] ; mais la répétition de ces rappels atteste la résistance des pratiques. La jurisprudence récente confirme le poids de la preuve médicale : le certificat, et l'incapacité totale de travail qu'il fixe, demeurent au cœur de la motivation des condamnations[105], et la preuve de l'âge de la victime, dont dépend la qualification aggravée, suppose des pièces d'état civil qu'elle n'est pas toujours en mesure de produire[106]. La tentative est plus difficile encore à établir, les violences commises ne suffisant pas à caractériser l'intention irrévocable d'agresser sexuellement la victime[107].

Le deuxième obstacle, plus insidieux, relevait du poids des représentations sociales. Les enquêtes ivoiriennes révèlent la persistance d'une culture du silence : une part importante de la population estime qu'une femme battue ne doit pas se séparer de son conjoint, au motif que celui-ci a versé la dot[108]. Le soupçon de sorcellerie en est un autre vecteur[109]. La question du viol entre époux illustre enfin la tension entre le texte et les représentations : le Code pénal énonce que le viol est constitué quelle que soit la nature des relations existant entre l'auteur et la victime, mais ajoute aussitôt que, si les intéressés sont mariés, la présomption de consentement des époux vaut

[99] V. *infra*, note relative à l'article 12 de la loi de 2021.
[100] GUINCHARD (S.) et BUISSON (J.), *op. cit.*, p. 560.
[101] Code pénal de 1981, art. 345 et suiv. (anciens).
[102] Au Sénégal, où le certificat médical demeure exigé et payant, sa délivrance est unanimement dénoncée comme un obstacle économique à l'accès à la justice : *Plan d'action national* (…), préc., pp. 97-98.
[103] Circulaire interministérielle n° 016/MJ/MEMIS/MPRD du 4 août 2016 relative à la réception des plaintes consécutives aux violences basées sur le genre.
[104] Code de procédure pénale, art. 786, al. 5, préc.
[105] TPI Korhogo, tribunal criminel, jugements n° 033 du 23 mars 2021, préc., et n° 07 du 12 avril 2023, préc., ce dernier retenant un certificat médical fixant une incapacité totale de travail de quatre semaines.
[106] TPI Korhogo, tribunal criminel, jugement n° 003 du 8 janvier 2021, préc.
[107] TPI Korhogo, tribunal criminel, jugement n° 32 du 17 avril 2023, préc., l'accusé étant néanmoins condamné à vingt-quatre mois d'emprisonnement pour coups et blessures volontaires.
[108] MFFE-DEPS, *Rapport d'analyse statistique 2018* (…), préc., pp. 23 et 26 ; *adde*, APATA (S.), art. préc., sur la culture du silence et le poids de la dot.
[109] CA Daloa, arrêt n° 14 préc. ; V. aussi CA Daloa, 2e ch. corr., arrêt n° 100/14 du 23 janvier 2014, *Recueil* préc., p. 159.

jusqu'à preuve du contraire[110]. Le principe est acquis ; mais la présomption rend la preuve de l'absence de consentement plus difficile entre époux, et restitue ainsi une part de l'immunité que l'incrimination avait entendu abolir. Issue d'une rédaction de 2024, la formule reproduit celle que la loi française du 4 avril 2006 avait inscrite à l'article 222-22 du Code pénal, et que la loi du 9 juillet 2010 a supprimée[111]. Les statistiques nationales n'ont d'ailleurs recensé, pour l'année 2018, que quarante-deux cas de viol commis par le conjoint, chiffre dont la modestie traduit moins la rareté du phénomène que la difficulté de sa dénonciation[112].

Cette présomption appelle plus qu'une réserve d'opportunité : sa conformité aux normes supérieures paraît douteuse, pour des raisons d'inégale portée. D'abord, elle institue une différence de traitement entre les victimes de viol selon qu'elles sont ou non mariées à leur agresseur, que ne justifie aucune différence de situation en rapport direct avec l'objet de la loi : la preuve de l'absence de consentement, que l'accusation doit rapporter en toute hypothèse[113], devient plus difficile pour les seules victimes mariées. L'article 4 de la Constitution, qui prohibe toute discrimination fondée notamment sur le sexe[114], peut être invoqué, mais la discrimination n'est ici qu'indirecte, le texte visant indistinctement les époux ; l'argument gagne à être adossé à la protection de la dignité et de l'intégrité de la personne humaine. On ne saurait en revanche soutenir que la présomption heurte la règle selon laquelle la preuve incombe à l'accusation : elle ne transfère pas ce fardeau à la victime, qui n'est pas partie à l'action publique, mais l'alourdit au bénéfice du prévenu. Ensuite, elle se concilie mal avec l'article 4, § 2, du Protocole de Maputo, qui impose de réprimer les violences faites aux femmes jusque dans la sphère privée, ces engagements jouissant, en vertu de l'article 123 de la Constitution, d'une autorité supérieure à celle des lois[115] ; cet argument relève toutefois du contrôle de conventionnalité plutôt que du contrôle de constitutionnalité[116]. Deux voies sont ainsi ouvertes à la partie civile ou au ministère public : l'exception d'inconstitutionnalité, qui oblige la juridiction à surseoir à statuer[117], et la mise

[110] Code pénal, art. 403, al. 3, dans sa rédaction résultant de la loi n° 2024-358 du 11 juin 2024. Sur l'introduction de l'infraction de viol conjugal, V. MJDH, *Présentation des améliorations* (…), préc., p. 3.

[111] DUMONT (G.), *La criminalité domestique*, thèse Université de Picardie Jules Verne, 2017, pp. 321-323, rappelant que la mention, critiquée pour consacrer expressément une présomption de consentement à l'acte sexuel, a été supprimée par la loi n° 2010-769 du 9 juillet 2010.

[112] MFFE-DEPS, *Rapport d'analyse statistique 2018* (…), préc., p. 32.

[113] VERNY (É.), *op. cit.*, n° 42.

[114] Constitution préc., art. 4 : « Tous les Ivoiriens naissent et demeurent libres et égaux en droit », nul ne pouvant être privilégié ou discriminé en raison notamment de son sexe.

[115] Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique (Maputo, 11 juillet 2003), ratifié le 5 octobre 2011, art. 4, § 2 ; Constitution préc., art. 123.

[116] Sur l'autorité des traités régulièrement ratifiés, V. Constitution préc., art. 123 ; la faculté, pour le juge répressif ivoirien, d'écarter une loi contraire à un traité demeure à confirmer en jurisprudence.

[117] Constitution préc., art. 135.

à l'écart de la loi contraire au traité. Mieux vaudrait que le législateur abroge l'alinéa litigieux : tant qu'il subsistera, la consécration du viol conjugal demeurera une proclamation que la preuve dément.

Le troisième obstacle, enfin, tenait à la dépendance économique et affective de la victime, qui rendait illusoire un recours susceptible de la priver de ses moyens de subsistance ou de l'exposer à des représailles, et dont les enfants exposés à la violence du couple subissaient aussi les effets[118] : c'est cette impuissance que les lois du 21 décembre 2021 ont entrepris de conjurer.

3- L'exigence internationale d'une protection effective

L'effacement ainsi décrit était devenu, au regard des engagements internationaux de l'État, une défaillance. La protection contre les violences domestiques est une obligation positive des États, dont la passivité face à des violences conjugales répétées engage la responsabilité[119], selon une solution qui a débordé son cadre régional[120] et s'articule autour du devoir de diligence[121]. Liée par la Charte africaine et le Protocole de Maputo[122] comme par la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes[123], la Côte d'Ivoire s'est engagée à prévenir, réprimer et éradiquer toutes les formes de violence à l'égard des femmes[124], engagements dotés d'une autorité supérieure à celle des lois[125].

Protégée par la seule médiation du parquet, cantonnée à une action civile subordonnée et entravée par des obstacles propres au contentieux intrafamilial, la victime demeurait un objet de protection bien plus qu'un sujet de droits. Il convient dès lors d'examiner la promotion que les lois du 21 décembre 2021 lui ont reconnue.

II- LA VICTIME, DESORMAIS ACTRICE DU DECLENCHEMENT DE SA PROTECTION JURIDICTIONNELLE

Les lois du 21 décembre 2021 renversent la perspective, en reconnaissant à la victime un véritable pouvoir d'initiative processuelle.

---

[118] CARIO (R.), *op. cit.*, p. 160.
[119] Cour EDH, arrêt du 9 juin 2009, *Opuz c. Turquie*, req. n° 33401/02, érigeant en obligation positive la protection contre les violences domestiques.
[120] SUDRE (F.), *Droit européen et international des droits de l'homme*, coll. « Droit fondamental », Paris, PUF, 14e éd., 2019, n° 218.
[121] Sur le devoir de diligence (*due diligence*) qui pèse sur l'État en matière de prévention des violences faites aux femmes, V. Comité CEDEF, Recommandation générale n° 35 (2017), § 24.
[122] Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, art. 4 ; Protocole de Maputo préc., art. 4, relatif au droit à la vie, à l'intégrité et à la sécurité de la personne.
[123] *Rapport de la Côte d'Ivoire sur la mise en œuvre de la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la question des femmes dans le développement*, Abidjan, Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, mai 2022, p. 2.
[124] Protocole de Maputo préc., art. 4, § 2, préc.
[125] Constitution préc., art. 123, préc.

De la qualification de l'instrument qui porte cette promotion dépend la réponse à la problématique. Plutôt que comme une mesure conservatoire, une mesure de sûreté ou une mesure hybride, l'ordonnance de protection ivoirienne se laisse le mieux décrire comme une mesure de protection juridictionnelle *sui generis* : civile par son support procédural, préventive par son objet, pénalement sanctionnée dans sa méconnaissance[126]. C'est parce que l'ordonnance est une mesure autonome, détachée de l'action publique, que la victime peut la provoquer seule – de là procède la réalité de sa promotion ; c'est parce qu'elle demeure extérieure au noyau répressif du procès que cette promotion s'arrête au seuil de l'action publique – de là procède son inachèvement[127].

Ce pouvoir d'initiative hausse la victime au rang d'actrice du déclenchement de sa propre protection (A). Cette métamorphose demeure néanmoins inachevée : la fragilité intrinsèque de l'ordonnance et la maîtrise que conserve le ministère public sur l'exercice de l'action publique en bornent la portée, et appellent une consolidation (B).

A- La reconnaissance d'un pouvoir d'initiative processuelle

L'innovation cardinale du dispositif réside dans la faculté reconnue à la victime de saisir directement le juge, sans devoir attendre le bon vouloir du parquet (1). À cette saisine directe s'ajoute un allègement probatoire qui, en supprimant l'exigence du certificat médical et en élargissant le cercle des requérants, facilite l'accès au juge (2). Le contenu des mesures que l'ordonnance permet de prononcer, et la sanction pénale qui en garantit le respect, donnent enfin sa portée à ce pouvoir d'initiative (3).

1- La saisine directe du juge par la requête en protection

La loi n° 2021-894 institue, en son cœur, l'ordonnance de protection : en cas de violences domestiques mettant en danger la victime, le président du tribunal peut, en urgence, délivrer une telle ordonnance[128]. L'apport décisif tient au mode de saisine : l'ordonnance peut être obtenue sur requête présentée non seulement par le procureur de la République, mais aussi par toute personne intéressée, au premier rang de laquelle la victime elle-même[129]. La personne menacée pouvait sans doute, auparavant, saisir le juge des référés ou solliciter des mesures provisoires dans une instance en divorce ; et le Code de procédure pénale de 2018 permettait déjà au juge d'instruction, au titre du contrôle judiciaire, d'ordonner à l'inculpé de résider hors du domicile du couple lorsque

[126] Loi n° 2021-894 préc., art. 2, 7 et 14 : le support de la mesure est civil, son objet préventif, sa méconnaissance pénalement sanctionnée ; sur la « coloration pénale » de l'ordonnance française, V. TADROUS (S.), *op. cit.*, n° 430.
[127] La loi n° 2021-894 préc. ne règle expressément, en ses articles 6, 8 et 9, ni l'autorité attachée à l'ordonnance, ni son articulation avec l'instance au fond.
[128] Loi n° 2021-894 préc., art. 2, autorisant le président du tribunal à délivrer en urgence une ordonnance de protection à la victime en danger.
[129] *Ibid.*, art. 3, ouvrant la requête à « toute personne intéressée » ou au procureur de la République.

l'infraction avait été commise contre son conjoint ou ses enfants[130]. La loi n° 2018-570 du 13 juin 2018 permettait en outre au procureur, dans le cadre des enquêtes et des poursuites, d'interdire ou de limiter tout contact avec une victime en danger et de déclarer comme son domicile l'adresse du commissariat, de la brigade de gendarmerie ou du parquet[131]. Mais ces mesures demeuraient l'accessoire d'une autre instance, civile ou pénale, ou d'une procédure à laquelle la victime apportait sa collaboration ; la victime dispose désormais d'une procédure propre, autonome de toute instance civile ou pénale, qui lui ouvre un accès direct au juge sans que son sort dépende de l'appréciation préalable du parquet. La loi écarte d'ailleurs tout préalable : la délivrance n'est subordonnée ni à l'existence d'une plainte pénale, ni à la production d'un certificat médical[132]. Elle enferme en outre le juge dans un délai de vingt-quatre heures, à charge pour lui d'apprécier la vraisemblance des faits allégués et du danger encouru, standard propre au juge de l'urgence[133]. Les deux conditions paraissent cumulatives, ce qui expose la victime à un rejet lorsque les violences sont vraisemblables sans que le danger soit objectivement matérialisé[134]. Le procureur, enfin, est tenu d'agir d'office lorsqu'il a connaissance du danger[135] et est informé de toute requête qui n'émane pas de lui[136].

Cette saisine directe s'accompagne d'une option de compétence au profit du tribunal du domicile ou de la résidence du demandeur[137], qui facilite l'accès au juge de la victime contrainte de fuir le foyer. Le contenu de l'ordonnance traduit l'ampleur de la protection : interdiction de rencontrer certaines personnes et de paraître en certains lieux[138], interdiction de détenir une arme[139], résidence séparée et attribution du logement au conjoint[140] ou au concubin[141] qui n'est pas l'auteur des violences, mesures relatives à l'autorité parentale et aux charges du mariage[142], faculté

[130] Code de procédure pénale, art. 154-8, 154-14 et 155 ; NIAMBÉ (K. R.), *op. cit.*, pp. 291-294, regrettant que la mesure ne vise ni les concubins ni les autres membres de la famille.
[131] Loi n° 2018-570 du 13 juin 2018 relative à la protection des témoins, victimes, dénonciateurs, experts et autres personnes concernées, JORCI n° 91 du 12 novembre 2018, p. 1155, art. 14, 3° et 4°, applicable à la seule victime menacée en raison de sa collaboration à une procédure (art. 3).
[132] Loi n° 2021-894 préc., art. 4, al. 3.
[133] *Ibid.*, art. 5, al. 1er.
[134] V. en ce sens FIDH, *Protection des victimes de violences sexuelles en Côte d'Ivoire* (…), *op. cit.*, p. 4, qui recommande de supprimer la condition de danger.
[135] Loi n° 2021-894 préc., art. 3, al. 2, imposant au procureur de la République d'agir d'office dès qu'il a connaissance du danger.
[136] *Ibid.*, art. 3, al. 3, prévoyant l'information du procureur lorsque la requête n'émane pas de lui.
[137] Loi n° 2021-894 préc., art. 4, al. 2 et 4.
[138] Loi n° 2021-894 préc., art. 7, énumérant les obligations et interdictions susceptibles d'être ordonnées.
[139] *Ibid.*, art. 7, 3°.
[140] Loi n° 2021-894 préc., art. 7, 4°, attribuant la jouissance du logement conjugal, sauf décision spécialement motivée, au conjoint qui n'est pas l'auteur des violences.
[141] *Ibid.*, art. 7, 5°, réglant pareillement le sort du logement commun des concubins.
[142] Loi n° 2021-894 préc., art. 7, 6°.

pour le demandeur de dissimuler son domicile et d'élire domicile chez son avocat ou au parquet[143], le procureur étant informé sans délai[144].

Pénalement sanctionnée d'un emprisonnement de trois à douze mois et d'une amende de cinquante mille à cinq cent mille francs[145], l'ordonnance n'est pas une recommandation mais un commandement [146] . Un premier retrait tient à l'absence de dispositif électronique anti-rapprochement[147].

La procédure de délivrance traduit le même souci d'efficacité, au prix d'un contradictoire différé : rendue sur requête, sans débat préalable [148] , l'ordonnance n'est discutée contradictoirement qu'au stade de la rétractation, en chambre du conseil[149]. Privé sans avoir été entendu de la jouissance du logement ou de prérogatives parentales, le défendeur doit alors pouvoir obtenir une décision sur la rétractation aussi rapide que la délivrance.

Confiée au président du tribunal, et non, comme en France, au juge aux affaires familiales, l'ordonnance se rapproche de l'ordonnance sur requête[150] ; elle est exécutoire sur minute et l'appel n'en est pas suspensif[151].

Sur le terrain de la célérité, le droit ivoirien a devancé de trois ans le droit français, qui n'a institué qu'en 2024 une ordonnance provisoire rendue en vingt-quatre heures[152], sur la seule initiative du ministère public[153]. L'avance est toutefois normative plus que pratique : l'ordonnance ivoirienne est rendue sans débat, dans un délai dont la lenteur des procédures fait douter qu'il soit respecté[154].

2- L'allègement probatoire et l'élargissement de l'accès au juge

À la saisine directe s'ajoute une seconde avancée, d'ordre probatoire. La loi de 2021 supprime l'exigence du certificat médical comme préalable à la mise en mouvement de l'action

[143] *Ibid.*, art. 7, 7°.
[144] *Ibid.*, art. 7, *in fine*.
[145] Loi n° 2021-894 préc., art. 14, punissant la méconnaissance d'une obligation ou d'une interdiction imposée par l'ordonnance d'un emprisonnement de trois à douze mois et d'une amende de 50 000 à 500 000 francs.
[146] Comparer avec l'article 227-4-2 du Code pénal français, réprimant la violation de l'ordonnance : TADROUS (S.), *op. cit.*, n° 436.
[147] Comparer avec l'article 515-11-1 du Code civil français, issu de la loi n° 2019-1480 du 28 décembre 2019.
[148] Loi n° 2021-894 préc., art. 5, qui enferme le président du tribunal dans un délai de vingt-quatre heures.
[149] *Ibid.*, art. 6, al. 2 à 5.
[150] Comparer avec le régime des ordonnances sur requête du Code de procédure civile, commerciale et administrative.
[151] Loi n° 2021-894 préc., art. 9, al. 1er et 2.
[152] Loi n° 2024-536 du 13 juin 2024 renforçant l'ordonnance de protection et créant l'ordonnance provisoire de protection immédiate, art. 1er ; C. civ., art. 515-13-1.
[153] Art. 515-13-1 du Code civil : la demande d'ordonnance provisoire émane du ministère public, agissant avec l'accord de la personne en danger ; comparer avec la loi n° 2021-894 préc., art. 3 et 5.
[154] FIDH, *Protection des victimes de violences sexuelles en Côte d'Ivoire* (…), *op. cit.*, p. 3.

publique en matière de violences domestiques, de viol ou de violences sexuelles[155]. La charge en est transférée à l'autorité publique : à défaut de certificat, il incombe au procureur de faire procéder aux constatations nécessaires[156]. L'enquête elle-même s'en trouve réorientée vers la victime : dès la réception de la plainte, l'officier de police judiciaire procède immédiatement à son audition et au recueil de toutes les preuves utiles, l'examen médical étant de droit lorsqu'elle ou un membre de sa famille en fait la demande[157]. La disposition est d'autant plus remarquable que le Code de procédure pénale de 2018 avait supprimé l'obligation, inscrite dans le code de 1960, d'entendre toute personne se prétendant lésée par l'infraction[158] : pour les victimes de violences domestiques et sexuelles, la loi de 2021 restaure et renforce ce que le droit commun avait abandonné.

L'élargissement de l'accès au juge se manifeste encore dans la formule par laquelle la loi ouvre la requête à « toute personne intéressée »[159]. Des proches, des tiers témoins du danger ou des structures d'accompagnement peuvent ainsi provoquer la délivrance d'une ordonnance, brisant la culture du silence. L'ouverture a toutefois son revers : si la requête d'un tiers, ou l'initiative du procureur, n'est pas subordonnée à l'accord de la victime, celle-ci peut se voir imposer une protection qu'elle n'a pas sollicitée, là où le législateur français a exigé cet accord pour l'ordonnance provisoire[160]. Le contraste est plus net encore en droit interne, la loi n° 2018-570 subordonnant toute mesure de protection des victimes au consentement de la personne à protéger[161]. Justifiée par l'emprise, la solution réintroduit une part de la logique protectrice que la réforme entendait dépasser. Le dispositif s'étend en outre au mariage forcé et aux violences sexuelles subies dans le lieu d'habitation[162]. Par l'effet conjugué de la saisine directe, de l'allègement probatoire et de l'élargissement du cercle des requérants, la victime – naguère objet – devient sujet actif d'un processus dont elle peut être l'initiatrice[163].

[155] Loi n° 2021-894 préc., art. 12, al. 1er, dispensant la mise en mouvement de l'action publique de la production préalable d'un certificat médical.
[156] Loi n° 2021-894 préc., art. 12, al. 2 à 4.
[157] Loi n° 2021-894 préc., art. 11. L'officier de police judiciaire peut en outre requérir directement un médecin pour examiner la victime et lui prodiguer les soins urgents que nécessite son état.
[158] NIAMBÉ (K. R.), *op. cit.*, pp. 235 et 259 : les articles 62 et 74 du code de 1960 imposaient d'entendre toute personne se prétendant lésée, obligation que l'article 61 du code de 2018 a ramenée à une simple recommandation.
[159] Loi n° 2021-894 préc., art. 3, dont la formule « toute personne intéressée » élargit sensiblement le cercle des requérants.
[160] Art. 515-13-1 du Code civil français, préc.
[161] Loi n° 2018-570 préc., art. 12, al. 1er.
[162] Loi n° 2021-894 préc., art. 10.
[163] Comparer avec le droit français, où l'ordonnance est délivrée à la demande de la victime ou du ministère public agissant avec son accord : TADROUS (S.), *op. cit.*, n° 430 et 431.

3- Le contenu protecteur de l'ordonnance et sa sanction

La portée de la métamorphose se mesure aussi à la richesse des mesures que l'ordonnance permet de prononcer. L'attribution du logement au conjoint ou au concubin non violent substitue l'éviction de l'auteur à la fuite de la victime. Dans aucune des espèces antérieures la victime n'avait obtenu autre chose qu'une réparation pécuniaire au terme du procès[164]. Le second corpus en offre une illustration aiguë : la jeune femme violée sous la menace d'une machette par le frère aîné de son concubin vivait sous le toit de son agresseur, dont elle avait vainement souhaité s'éloigner, sans qu'aucun instrument permît d'en ordonner l'éviction[165].

Une lacune mérite, en revanche, d'être relevée : le juge ivoirien de la protection ne dispose d'aucun pouvoir d'accompagnement à visée préventive, l'énumération des mesures ne comportant ni prise en charge sanitaire, sociale ou psychologique du défendeur, ni stage de responsabilisation, à la différence du modèle français[166]. La prévention de la récidive repose ainsi sur la seule crainte de la sanction.

L'effectivité de ces mesures dépend enfin de la constatation et de la poursuite de leur violation, donc de la vigilance de la victime et de la réactivité des forces de l'ordre, dans le respect de l'exigence de proportionnalité[167].

B- Les limites d'une promotion inachevée

Si la métamorphose est réelle, elle demeure inachevée. L'ordonnance de protection souffre d'une fragilité intrinsèque, tenant à son caractère provisoire et à la faculté de rétractation qui l'affecte (1). Surtout, la promotion processuelle de la victime se déploie à la périphérie du procès, le ministère public conservant la maîtrise de l'exercice de l'action publique (2). Aussi l'effectivité de la métamorphose reste-t-elle suspendue à des conditions qui débordent le seul texte (3).

1- La fragilité intrinsèque de l'ordonnance de protection

La première limite tient au caractère provisoire de l'ordonnance. Mesure d'urgence, celle-ci ne tranche pas le fond et n'emporte par elle-même aucune condamnation pénale : elle organise une mise à l'abri temporaire, dans l'attente – incertaine – d'un éventuel procès au fond[168]. La victime obtient une protection, non une justice.

---

[164] V. supra, les décisions rapportées au titre de la condition antérieure de la victime.
[165] Tribunal criminel de Man, jugement n° 11 du 4 décembre 2019, préc.
[166] Comparer avec l'article 515-11, 6°, du Code civil français, qui autorise le juge aux affaires familiales à proposer une prise en charge sanitaire, sociale ou psychologique ou un stage de responsabilisation.
[167] Code de procédure pénale, art. 3.
[168] Loi n° 2021-894 préc., art. 8, al. 1er, qui soumet les mesures à une durée déterminée par le président du tribunal.

Tournée vers la prévention d'un danger plutôt que vers la sanction d'une faute[169], l'ordonnance s'apparente, par sa finalité, à une mesure de sûreté[170] ; mais cette logique préventive a pour rançon son autonomie à l'égard de l'action pénale[171], la victime protégée pouvant ne jamais voir l'auteur jugé : la nature composite de l'ordonnance explique à la fois sa souplesse et sa précarité[172].

La deuxième limite, plus préoccupante, résulte de la faculté de rétractation reconnue au président du tribunal, notamment lorsque l'ordonnance porte atteinte aux droits des tiers[173]. Or la loi ne définit pas cette notion, dont l'imprécision a été relevée comme une source d'insécurité pour la victime[174]. Les hypothèses ne sont pas d'école : logement appartenant à un parent de l'auteur, donné à bail par un tiers ou occupé par d'autres membres de la famille. La loi demeure en outre muette sur les effets de la rétractation dans le temps[175]. S'y ajoutent le pouvoir, reconnu au même juge, de supprimer ou de modifier à tout moment les mesures ordonnées[176], et un défaut de rédaction : l'article qui fixe la durée des mesures renvoie, par une erreur manifeste, à l'article relatif à la rétractation[177].

À ces fragilités s'ajoute la question de la durée de la protection. Les mesures sont ordonnées pour une durée déterminée par le président du tribunal et peuvent être prolongées au-delà du terme si, dans l'intervalle, une requête en divorce ou en séparation de corps a été déposée, ou si le juge de l'autorité parentale a été saisi[178]. La loi s'abstient de fixer une durée maximale, abandonnant ce point à la seule appréciation du juge[179] ; surtout, elle subordonne la prolongation à l'introduction d'une instance civile, en sorte que la victime qui n'entend pas divorcer voit sa protection s'éteindre au terme fixé. Une nouvelle requête reste certes possible, mais au prix d'une nouvelle démonstration du danger, dont la victime engagée dans une instance civile est dispensée.

---

[169] BOULOC (B.), *Droit pénal général*, coll. « Précis », Paris, Dalloz, 25e éd., 2017, n° 522.
[170] DELMAS-MARTY (M.), *op. cit.*, p. 233.
[171] Loi n° 2021-894 préc., art. 2 et 8 : aucune disposition ne subordonne la délivrance de l'ordonnance à la mise en mouvement de l'action publique, ni ne fait dépendre sa durée du sort d'une instance au fond.
[172] V. *supra*, en tête de la présente partie, sur la qualification de la mesure.
[173] Loi n° 2021-894 préc., art. 6, al. 1er, autorisant la rétractation, notamment lorsque l'ordonnance porte atteinte aux droits des tiers.
[174] FIDH, *Protection des victimes de violences sexuelles en Côte d'Ivoire* (…), *op. cit.*, p. 4, relevant l'imprécision de la notion de « droits des tiers ».
[175] La loi ne précise pas les effets dans le temps de la rétractation, silence dont la levée incombera à la jurisprudence.
[176] Loi n° 2021-894 préc., art. 8, al. 2, qui autorise le président du tribunal à supprimer ou à modifier à tout moment tout ou partie des mesures ordonnées, ou à en décider de nouvelles.
[177] Loi n° 2021-894 préc., art. 8, renvoyant erronément à l'article 6 ; V. FIDH, *Protection des victimes de violences sexuelles en Côte d'Ivoire* (…), *op. cit.*, p. 4, qui suggère de viser l'article 7.
[178] Loi n° 2021-894 préc., art. 8, al. 1er, préc.
[179] Comparer avec l'article 515-12 du Code civil français, qui fixe lui-même la durée maximale des mesures, portée de six à douze mois par la loi n° 2024-536 du 13 juin 2024, préc.

Le vice est plus profond qu'il n'y paraît, car il rompt l'équilibre interne du dispositif. À l'entrée, la loi définit largement la violence domestique, visant jusqu'aux personnes ayant entretenu une simple relation de fait[180]. Dans la durée, elle se rétracte : les trois causes de prolongation qu'elle retient supposent toutes un lien matrimonial ou un enfant commun[181]. Le concubin, l'ancien partenaire ou la personne unie par une relation de fait sans enfant se trouvent ainsi privés de toute prolongation, non par un choix délibéré du législateur, mais par l'effet mécanique d'un renvoi à des instances civiles qui leur sont fermées. La lacune n'est pas inédite : la doctrine l'avait déjà relevée dans la mesure d'éviction du contrôle judiciaire, qui ne vise pas davantage les concubins[182]. Le dispositif réserve ainsi la protection la plus longue aux victimes que le mariage rattache encore à leur agresseur, alors que les femmes en rupture d'union subissent nettement plus de violences sexuelles que celles qui vivent en union (17,5 % contre 9,4 % dans les pays ouest-africains étudiés)[183]. La correction est simple : il suffirait de subordonner la prolongation à la seule persistance du danger.

2- La maîtrise de l'exercice de l'action publique par le ministère public

La limite la plus structurelle tient à ce que l'exercice de l'action publique continue d'appartenir au seul ministère public[184]. La victime n'est certes pas dépourvue de toute prise sur son déclenchement : elle peut la mettre en mouvement par la constitution de partie civile ou la citation directe, et l'obstacle de la consignation, que l'article 109 du Code de procédure pénale n'impose qu'à défaut d'assistance judiciaire, paraît levé en droit pour la victime de violences domestiques, qui en bénéficie de droit[185]. Mais la victime qui déclenche le procès n'en dirige ni la qualification, ni les réquisitions, ni l'issue, et ses voies de recours sont cantonnées à ses intérêts civils[186] ; le Code de procédure pénale ne lui permet pas davantage de demander que les débats se tiennent à huis clos, le tribunal étant seul à pouvoir l'ordonner lorsque la publicité est dangereuse pour l'ordre ou les mœurs, là où le droit français le rend de droit à la demande de la victime partie

[180] Loi n° 2021-894 préc., art. 1er, préc.
[181] Loi n° 2021-894 préc., art. 8, al. 1er, préc.
[182] NIAMBÉ (K. R.), *op. cit.*, p. 294 (n° 640).
[183] NDIAYE (N. A.), *Violences basées sur le genre en Afrique de l'Ouest : cas du Sénégal, du Mali, du Burkina Faso et du Niger*, Dakar-Fann, Friedrich-Ebert-Stiftung, 2021, p. 29.
[184] Code de procédure pénale ivoirien, art. 6, 42 et 51, préc.
[185] Code de procédure pénale, art. 109, préc. ; loi n° 2021-894 préc., art. 13, al. 1er ; sur les défaillances de l'assistance judiciaire, V. FIDH, *Protection des victimes de violences sexuelles en Côte d'Ivoire* (…), *op. cit.*, pp. 5-6.
[186] Code de procédure pénale, art. 363 et 558 ; NIAMBÉ (K. R.), *op. cit.*, pp. 369-376, favorable à son extension à l'action publique. Comparer avec l'article 497, 3°, du Code de procédure pénale français, jugé conforme à la Constitution par Cons. const., 31 janv. 2014, n° 2013-363 QPC : VERNY (É.), *op. cit.*, n° 653.

civile dans les poursuites pour viol[187]. La loi n° 2018-570 atténue ces rigueurs sans les lever : le juge peut ordonner le témoignage de la personne à protéger à huis clos ou par visioconférence, et doit ordonner d'office l'enregistrement audiovisuel de l'audition des mineurs[188]. Ces mesures supposent toutefois un danger né de la collaboration à la procédure, et les jugements du second corpus montrent des enfants violées à huit et dix ans entendues à l'audience, sans que les décisions fassent état d'aucune de ces mesures[189]. Hors l'hypothèse d'une admission dans un programme de protection, qui ouvre le droit d'être informé des procédures et de leur suite[190], aucune disposition ne garantit d'ailleurs à la victime d'être informée des suites de sa plainte ou de l'avancement de la procédure[191]. La requalification du viol ou l'abandon de la circonstance de minorité s'opèrent ainsi sans qu'elle puisse s'y opposer[192]. La promotion demeure ainsi périphérique : la victime accède au juge de la protection et peut ouvrir la voie du juge de la répression, sans maîtriser ce qui s'y décide[193]. La maîtrise du parquet s'étend enfin aux voies alternatives. La transaction sur l'action publique peut être conclue malgré le refus de la victime[194], et les violences conjugales délictuelles ne figurent pas parmi ses exclusions, à moins de voir dans toute victime de violences domestiques une personne incapable de se protéger. La comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité, dont la victime est seulement informée, ne requiert pas davantage son accord[195].

Justifiée par l'unité de la politique pénale, cette maîtrise laisse subsister une zone d'ombre : rien n'assure que la délivrance d'une ordonnance débouchera sur des poursuites, ni que celles-ci tiendront compte de la protection déjà accordée[196]. À cette limite de principe s'ajoute celle des délais. Dans le second corpus, les faits ont été jugés le plus souvent plus de trois ans après leur commission, et un tribunal criminel n'a constaté qu'en décembre 2019 l'extinction de l'action publique par le décès de l'accusé, survenu en détention en octobre 2016[197]. Après le jugement, les

[187] Code de procédure pénale, art. 294 et 410 ; NIAMBÉ (K. R.), *op. cit.*, pp. 343-345. Comparer avec l'article 306, alinéa 3, du Code de procédure pénale français, jugé conforme à la Constitution le 21 juillet 2017 : VERNY (É.), *op. cit.*, n° 25.
[188] Loi n° 2018-570 préc., art. 15, 11°, 12° et 14°, et art. 16. Comparer avec l'article 706-52 du Code de procédure pénale français, destiné à éviter la répétition traumatisante des auditions : TADROUS (S.), *op. cit.*, n° 422 et 423.
[189] Tribunal criminel de Man, jugements n° 01 et n° 02 du 26 novembre 2019, préc., rendus un an après la publication de la loi au Journal officiel du 12 novembre 2018.
[190] Loi n° 2018-570 préc., art. 7, 6°.
[191] NIAMBÉ (K. R.), *op. cit.*, pp. 240-242 et 297-302.
[192] V. *supra*, les jugements du tribunal criminel de Korhogo n° 047 du 29 mars 2021 et n° 003 du 8 janvier 2021.
[193] CEDH, gde ch., 12 févr. 2004, *Perez c. France*, § 70, excluant que la Convention garantisse le droit de faire poursuivre ou condamner pénalement des tiers : TADROUS (S.), *op. cit.*, n° 51.
[194] Code de procédure pénale, art. 13 et 18 ; NIAMBÉ (K. R.), *op. cit.*, pp. 250-252.
[195] Code de procédure pénale, art. 521 et s., spéc. art. 527 ; NIAMBÉ (K. R.), *op. cit.*, pp. 253-255.
[196] LEYE (M. M. M.) et alii, « Perceptions des populations sur les violences faites aux femmes au Sénégal », *Santé publique*, vol. 31, n° 4, 2019, pp. 581-590, spéc. p. 586.
[197] Tribunal criminel de Man, jugement n° 18 du 18 décembre 2019, préc. (CPP, art. 11).

aménagements de peine ne sont assortis d'aucune interdiction de contact et la victime n'en est pas informée[198]. Seules les mesures post-procédurales de la loi n° 2018-570 (suivi psychosocial, assistance financière, délocalisation) offrent un relais, réservé à la personne protégée incapable de se prendre en charge[199]. S'y ajoute enfin une exigence d'effectivité, dont l'examen suit.

3- Les conditions d'effectivité de la métamorphose

Si l'on veut que la promotion processuelle ne demeure pas une proclamation, plusieurs conditions doivent être réunies. La première tient à l'assistance juridique : la victime ne saurait exercer effectivement le pouvoir d'initiative que la loi lui reconnaît sans le concours d'un conseil[200]. Le législateur de 2021 en a pris la mesure, la victime qui en fait la demande bénéficiant de droit de l'assistance judiciaire[201] ; ce qui demeure incertain, c'est le déploiement matériel du dispositif[202], plusieurs juridictions ne disposant pas encore, à la veille de la réforme, de bureau local d'assistance judiciaire[203].

La deuxième condition relève de la coordination interinstitutionnelle. La Côte d'Ivoire s'est engagée dans cette voie : une stratégie nationale coordonne l'action publique depuis 2014[204], et le réseau des plateformes multisectorielles et des bureaux d'accueil genre en constitue l'ossature[205]. La loi n° 2018-570 fournit en outre un cadre institutionnel, en créant auprès du ministre de la Justice un Bureau national de protection chargé de coordonner les actions de protection et d'assistance ; mais elle ne vise que les personnes exposées en raison de leur collaboration à une procédure, renvoie ses modalités d'application à un décret en Conseil des ministres, et n'est articulée par aucun texte avec l'ordonnance de protection[206]. Surtout, aucune disposition n'oriente la victime qui obtient l'ordonnance vers les structures susceptibles de la prendre en charge[207].

---

[198] Code pénal, art. 80, al. 2 ; Code de procédure pénale, art. 726 ; NIAMBÉ (K. R.), *op. cit.*, pp. 407-411.
[199] Loi n° 2018-570 préc., art. 18.
[200] CARIO (R.), *op. cit.*, p. 130.
[201] Loi n° 2021-894 préc., art. 13, al. 1er ; les frais liés aux réquisitions prévues par la loi sont imputés sur les frais de justice criminelle, correctionnelle et de simple police (art. 13, al. 2).
[202] V. le décret n° 2016-781 du 12 octobre 2016 relatif à l'assistance judiciaire, JORCI n° 2 du 2 janvier 2017, organisant la déconcentration des bureaux d'assistance judiciaire auprès des juridictions de premier degré.
[203] NIAMBÉ (K. R.), *op. cit.*, pp. 151-153 et 207-208.
[204] MFFE-DEPS, *Rapport d'analyse statistique 2018* (…), préc., pp. 6-7.
[205] *Rapport de la Côte d'Ivoire* (…), préc., p. 5.
[206] Loi n° 2018-570 préc., art. 3, 4, 5, 11, 27 et 35 ; sur le décret du 9 décembre 2020 relatif au Bureau national de protection, V. NIAMBÉ (K. R.), *op. cit.*, p. 290, note 1012.
[207] Comparer avec la Convention d'Istanbul, art. 10 et 11, et avec le droit français, où le juge peut orienter la victime vers une personne morale : TADROUS (S.), *op. cit.*, n° 436.

La troisième condition est d'ordre culturel : la fonction expressive de la loi pénale, qui nomme l'intolérable[208], ne produit ses effets qu'à long terme et à condition d'être relayée par une action éducative soutenue[209].

Aussi la consolidation de la métamorphose appelle-t-elle plusieurs prolongements : clarifier la notion de droits des tiers[210] ; corriger le renvoi erroné relatif à la durée des mesures, fixer une durée maximale et détacher la prolongation de toute instance civile[211] ; abroger l'alinéa 3 de l'article 403 du Code pénal[212] ; étendre le bénéfice de la loi n° 2018-570 aux victimes de violences domestiques exposées du seul fait des violences et l'articuler avec l'ordonnance de protection ; exclure expressément les violences domestiques du champ de la transaction pénale, motiver les classements sans suite et ouvrir à la victime un recours hiérarchique contre eux, et lui reconnaître, en matière de violences sexuelles, le droit d'obtenir le huis clos[213] ; renforcer, enfin, l'articulation entre l'ordonnance et l'action publique, en imposant sa transmission au procureur, tenu de se prononcer sur les poursuites dans un délai déterminé, et organiser dès l'ordonnance l'orientation de la victime vers les structures d'accompagnement. À ce prix seulement, la victime deviendra pleinement l'actrice que le législateur a entendu promouvoir[214].

Conclusion

Au terme de cette analyse, la métamorphose du statut de la victime de violences domestiques en droit ivoirien apparaît à la fois réelle et perfectible. La première partie a montré l'ampleur de l'effacement antérieur : protégée par la seule médiation du ministère public, la victime ne disposait que d'une action civile subordonnée et tournée vers la réparation, dont l'exercice se heurtait à l'absence d'incrimination spécifique, à l'exigence d'un certificat médical et au poids des résistances sociales. La seconde a établi la rupture opérée par les lois du 21 décembre 2021 : en instituant l'ordonnance de protection délivrée sur simple requête dans les vingt-quatre heures, en substituant à la charge probatoire de la victime une obligation de diligence des autorités et en élargissant le cercle des requérants, le législateur l'a dotée d'un pouvoir d'initiative processuelle.

---

[208] DELMAS-MARTY (M.), *op. cit.*, p. 218.
[209] CARIO (R.), *op. cit.*, p. 135.
[210] Loi n° 2021-894 préc., art. 6, al. 1er, préc.
[211] V. *supra*, sur le renvoi erroné qu'opère l'article 8 de la loi n° 2021-894.
[212] V. *supra*, sur l'inconstitutionnalité vraisemblable de l'article 403, alinéa 3, du Code pénal.
[213] En ce sens, NIAMBÉ (K. R.), *op. cit.*, pp. 266-269 et 344-345, qui propose en outre de soumettre le viol à la légalité des poursuites (p. 266) ; adde, TADROUS (S.), *op. cit.*, n° 871 à 873, proposant une ordonnance pénale de protection.
[214] CARIO (R.), *op. cit.*, p. 165.

L'hypothèse initiale se trouve ainsi vérifiée dans ses deux branches : la mutation est réelle, mais le caractère provisoire de l'ordonnance, sa rétractation au nom de droits des tiers indéfinis et la maîtrise que conserve le parquet sur l'exercice de l'action publique cantonnent encore la victime à la périphérie du noyau répressif. Elle est devenue actrice du déclenchement de la protection, sans être maîtresse de la poursuite. Le constat prolonge, en le nuançant, celui d'une participation « réduite » que la doctrine dressait à la veille de la réforme. La réserve ne masque pas la portée historique de la réforme, qui lui ouvre une voie d'accès directe et autonome au juge et rompt avec une conception séculaire faisant de la sphère domestique un espace soustrait au regard du droit.

Ces conclusions doivent être reçues dans les limites de la méthode qui les porte : les corpus mobilisés, antérieurs à la loi de 2021 ou étrangers à son application, et issus de publications sélectives, établissent la réalité de l'effacement de la victime, non l'accueil réservé au dispositif nouveau. Une étude ultérieure, conduite sur les premières ordonnances de protection, permettrait d'éprouver l'hypothèse ici défendue.

Il appartient désormais au législateur de parachever l'œuvre entreprise, en fixant la durée des mesures, en corrigeant le texte et en abrogeant la présomption de consentement des époux, et au juge de l'irriguer de sa pratique : c'est aux juridictions qu'il reviendra de préciser la notion de droits des tiers et d'articuler l'ordonnance avec l'éventuelle poursuite. L'achèvement de la métamorphose amorcée en 2021 dépendra ainsi de la cohérence des textes, de la diligence des juges et de l'évolution des mentalités.

Le droit pénal de la famille au Mali

Family criminal law in Mali

Par:

SEYDOU MALLET

Docteur en droit privé, Enseignant-chercheur à l'Université Kurukanfuga de Bamako

BOUREIMA KAREMBE

Docteur en droit privé, Enseignant-chercheur à l'Université Kurukanfuga de Bamako

Résumé :

La famille est le premier cadre de la socialisation de l'homme. Elle constitue un groupe social indispensable et de ce fait est digne de protection. Elle demeure le théâtre de tensions entre pratiques coutumières et religieuses et impératifs de protection des libertés individuelles.

Cet article analyse la réponse du droit pénal malien face aux atteintes commises au sein de la sphère familiale. En s'appuyant sur le Code pénal, l'étude met en lumière une dualité marquée du législateur : d'une part, une volonté affirmée de préserver l'ordre familial traditionnel, et d'autre part, une pénalisation croissante des violences intrafamiliales. Des réformes législatives et institutionnelles sont nécessaires afin de renforcer la protection des membres vulnérables du foyer tout en modernisant la réponse judiciaire face aux mutations contemporaines de la famille malienne.

Mots-clés : Droit pénal, famille, violences, pénalisation, protection des mineurs.

Abstract :

The family is the first framework for human socialization. It constitutes an essential social group and, as such, deserves protection. It remains a place of tension between customary and religious practices and the requirements for the protection of individual freedoms.

This article analyzes the response of Malian criminal law to offenses committed within the family sphere. Based on the Criminal Code, the study highlights a marked duality in the legislator's approach: on the one hand, a clear desire to preserve the traditional family order, and on the other hand, an increasing criminalization of domestic violence. Legislative and institutional reforms are necessary to strengthen the protection of vulnerable family members while modernizing the judicial response to contemporary changes in the Malian family.

Keywords : Criminal law, family, violence, criminalization, protection of minors.

Introduction

La famille a pu être considérée comme la pépinière de l'Etat. Cette formule signale que le cercle familial est un lieu privilégié de socialisation. Sa cohésion dépend en partie de la stabilité sociale à venir.

La famille est un mot polysémique. Le mot latin ''*familia*'' est apparu à Rome comme dérivé de famulus (serviteur), mais il ne s'appliquait pas à ce que nous entendons habituellement par ce terme. *''Familia''* a dû désigner l'ensemble des esclaves et des serviteurs vivant sous un même toit, puis la maison toute entière, maître d'une part, et femme, enfants et serviteurs d'autre part, vivant sous sa domination[1]. La conception africaine de la famille est fondée sur la notion de partage. Trois biens sont généralement partagés : l'ancêtre, la résidence et les croyances à travers lesquelles s'actualisent les systèmes de valeurs communautaires[2]. Avec le nouveau droit de la famille, le législateur va restreindre la notion de famille à celle de consanguinité, c'est-à-dire l'avènement de la famille-ménage. Dans la conception occidentale, le lien familial correspond à une conceptualisation juridique des liens biologiques de descendance qui ne s'applique qu'aux liens les plus étroits et dont les effets ne cessent de s'affaiblir[3]. Le lien familial comprend le rapport entre des personnes descendant les unes des autres ou d'un auteur commun et, plus extensivement, le rapport équivalent établi par la société et dénommé ''parenté par alliance'' entre les parents d'un individu et son conjoint, ou parenté adoptive si le lien du sang est remplacé par le lien juridique[4].

Il existe dans toute société organisée un droit organisé, un droit de répression. Ainsi, un citoyen qui commet une infraction délictueuse ou criminelle trouble à la fois l'ordre public et cause un préjudice à la victime. L'intérêt naturel que porte le droit pénal, gardien de toute la société et de l'intérêt général de la famille est remarquable.

La famille est l'élément naturel fondamental de la société, comme le proclame l'article 10 du pacte international relatif aux droits civils et politiques[5] et la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 qui précise clairement que « la famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'Etat »[6]. Ces deux textes mettent l'accent sur la protection de la dignité humaine et l'obligation pour l'Etat de protéger les structures fondamentales et les individus vulnérables.

---

[1] BURGUIERE (A) et alii, Histoire de la famille, Paris, Armand Colin, tome I, 1986, p.15.
[2] MWISSA (C-C), Parenté et Famille dans les cultures africaines, Paris, Editions Karthala, 2005, p.24.
[3] Ibidem
[4] Idem, p.56.
[5] Article 10 du pacte international relatif aux droits civils et politiques du 19 décembre 1966.
[6] Article 16 §3 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 10 décembre 1948 à Paris.

L'intimité et l'autonomie familiale sont chéries dans toutes les sociétés et le droit à une vie privée, à une vie familiale, à un foyer et à la correspondance est garanti dans les instruments relatifs aux droits de l'homme.

L'importance sociale de la famille apparait donc comme une institution nécessaire et sacrée, on a peine à concevoir une communauté sociale dans laquelle aucun groupement ne viendrait s'interposer entre l'individu et l'Etat, une telle société ne serait pas viable ; c'est la famille qui, par une première synthèse non pas artificielle mais matérielle de bienfaisance vient préparer la synthèse plus vaste que réalise le concept de Nation ; elle est un élément de cohésion, une condition de l'équilibre sociale[7]. Cellule sociale par excellence, la famille constitue donc le fondement de la nation dont la grandeur est directement proportionnelle à celle des familles qui la composent[8], raison pour laquelle les législateurs s'attachent à l'organiser, à lui donner un statut équilibré afin qu'elle s'épanouisse.

Selon le professeur Mazeaud : Que deviendrait la mère et l'enfant abandonnés par le père[9]?

Mais que deviendraient aussi, serions-nous tentés de répondre, le père et l'enfant abandonnés par la mère ?

Que deviendrait également l'enfant abandonné par ses parents[10] ?

Il n'y a plus grande originalité à constater l'avènement de la personne au centre du droit commun, car la plupart des pays civilisés ont pris conscience de l'importance qu'il vient d'accorder à la protection de la personne humaine.

La famille demeure alors essentiellement l'objet d'une protection du droit pénal, car le respect des prérogatives familiales et la garantie de la cohésion familiale importent, aujourd'hui comme hier, à l'intérêt général. Cependant, cette protection de la famille par le droit emprunte des voies différentes suivant les intérêts en jeu. En effet, lorsqu'une infraction porte atteinte à une valeur essentielle comme c'est le cas des infractions contre les personnes, le droit pénal s'immisce dans la sphère familiale et sociale.

En revanche, lorsque la valeur lésée parait moins importante que la protection de la cohésion familiale, le droit refuse de s'immiscer dans la sphère familiale et le lien familial devient source d'impunité. Les deux méthodes ne sont pas contradictoires car il s'agit dans l'un et comme dans l'autre cas de protéger la famille, tantôt en s'immisçant dans la sphère familiale, tantôt en

[7] N'Diaye. (A. A) : Droit civil, droit patrimonial au Mali, régimes matrimoniaux et succession TOME 1 : régimes matrimoniaux, éd. Jamana, 2008, p.23.
[8] Ibidem
[9] Ibidem
[10] Ibidem

campant dans une position de retrait qui préserve les secrets de famille. De toute façon, la famille étant le pilier de la société mérite une attention particulière car sa stabilité et protection influence celles de la société elle-même.

Il faut néanmoins noter, que dans la pratique le droit pénal intervient rarement au sein de la famille compte tenu de la réalité quotidienne de la justice malienne. Généralement, le problème se gère entre membres de la famille afin de trouver une solution avant que l'affaire ne soit portée devant la justice comme pour rappeler le dicton, « le linge sale se lave en famille ». Près de 70 % à 80 % des plaintes déposées pour violences intrafamiliales ou conjugales au niveau des commissariats, brigades de gendarmerie ou parquets n'aboutissent pas à un procès pénal. Les motifs sont entre autres le retrait de plainte par la victime et l'interruption des poursuites malgré l'opportunité de poursuite. Il y a aussi désistement suite à la médiation des différents membres de la famille et l'insuffisance de preuves (faute de certificats médicaux ou de témoignages au sein du huis clos familial)[11]. Cela prouve à quel point ces institutions hésitent à intervenir au sein du foyer.

Le législateur malien a néanmoins pour soucis de protéger la famille et ses valeurs fondamentales, en caractérisant les infractions au droit de la famille ou propres à la famille[12]. La famille est juridiquement reconnue comme une valeur sociale centrale par les disciplines principales que sont le droit civil, le droit constitutionnel, le droit européen et le droit international. Afin de garantir l'effectivité des intérêts juridiquement protégés qu'elles édictent, ces disciplines emploient le droit pénal en sa qualité de gendarme. Ainsi, la raison pour laquelle le droit pénal intervient dans la famille, c'est que cette dernière constitue un support créateur de valeurs sociales classiques qu'il lui appartient de protéger[13]. Le droit pénal traite des comportements déviants pouvant survenir au sein du foyer en protégeant les membres vulnérables comme les enfants, les femmes ou les personnes âgées et en sanctionnant les abus, les violences ou les diverses infractions.

En général, l'on évince les règles pénales dans l'intérêt de la famille et de ses membres[14]. Il est une discipline de défense des intérêts juridiquement protégés par excellence. Cette infraction est composée « d'une incrimination qui est la description des actes prohibés portant atteinte à des valeurs protégées par le corps social, et, d'une peine qui est la réponse de l'État, donc de la société,

[11] Entretien avec un acteur de la justice le 14 septembre 2026.
[12] Voir les articles 321 à 327 du code pénal malien de 2024.
[13] SERVA (G), La légitimation de l'intervention du droit pénal dans la famille, thèse de doctorat en droit privé, Université de Toulouse 1 Capitole, 2014, p. 316.
[14] KODJI ZRA (D), *La solidarité en droit civil de la famille* : Une étude à partir du droit camerounais, revue juridique et politique en Afrique 2024/3 N°3, pages 155 à 180, centres d'étude, de recherche et de prospection en Afrique p.176.

au trouble à l'ordre public causé par les agissements réprimés »[15]. Dès lors, de cette définition, il est évident que la qualification même d'infraction suppose l'existence d'une sanction pénale. Or, la difficulté d'une intervention pénale au sein de la famille ne porte pas uniquement sur la question du « comment punir », mais initialement du « pourquoi punir » à l'intérieur de cette sphère particulière qu'est la famille.

Il apparait que la réponse à cette question réside dans les fonctions même du droit pénal. En effet, garant de l'ordre public, réunit l'ensemble des règles organisant le prononcé des peines et la réaction de l'État en réponse au trouble causé à l'intérêt social[16]. Ce droit fait toujours l'objet d'une réglementation préalable, que la répression est le fait des pouvoirs publics et que toute la société se substitue à l'individu qui a subi les méfaits de l'infraction pour revendiquer l'application de la norme pénale contre le délinquant[17]. Ce droit pénal apparaît au sein de la famille comme un instrument subsidiaire de contrôle social. En revanche, si le droit pénal est un moyen de rationalisation familiale, il ne doit aucunement se voir conférer la fonction de censeur de morale dans cette cellule.

L'analyse du droit pénal de la famille au Mali nous conduit à la une mobilisation éclairée du droit comparé, qui ne vise pas à appliquer la norme étrangère au Mali, mais constitue une démarche prospective. La jurisprudence et la doctrine française sont mobilisées soit comme grille de lecture historique, soit comme source d'inspiration pour guider le juge malien face aux lacunes du texte interne.

Le droit pénal, instrument de contrôle social au sein de la famille se voit conférer deux fonctions majeures : la sauvegarde de l'ordre public et l'incrimination de comportements pénalement répréhensibles entraînant le prononcé d'une sanction par les autorités publiques, au nom de la société. Dès lors, il apparaît comme un véritable moyen au service d'une politique sociale menée par l'État sur le territoire de la République ; or, appliqué à la famille, il jouera les mêmes fonctions. En effet, il sera tout à la fois gardien d'ordre public familial et droit sanctionnateur en son sein.

L'objet de cette étude est d'analyser la situation de la famille au Mali face à ces enjeux et d'apporter un éclairage inédit sur la réponse du droit pénal.

[15] SORDINO (M-C), Droit pénal général, 6ème éd., Paris, Ellipses, 2016, p. 23.
[16] Merle (R) et Vitu (A), Traité de droit criminel. Problèmes généraux de la science criminelle. Droit pénal général, Tome. 1, 1ere éd. 1967, CUJAS, 1997, p. 212.
[17] CISSOUMA (S-F), Droit pénal général et procédure pénale au Mali, théorie générale, l'Harmattan, 2026, p.18.

Cet article permet d'attirer l'attention du législateur et les décideurs sur l'impact du lien familial sur les incriminations pénales et sur la répression pénale. Il va dans le sens de l'analyse des différentes voies qu'emprunte le droit pénal dans la protection de la famille.

La question qui se dégage est la suivante : La famille étant un cadre particulier d'éclosion de l'infraction pénale, quelle protection pour elle ? Ou pourquoi doit-elle faire l'objet de protection ?

Pour saisir cette problématique dans son ensemble, nous aborderons dans un premier temps la famille légitime, objet de protection de la vie privée (I) et dans un second temps la famille, cadre particulier d'infractions caractérisées (II).

I- LA FAMILLE LEGITIME, OBJET DE PROTECTION PENALE DES MEMBRES DE FAMILIALE

La protection de la vie privée familiale et des mineurs au Mali est encadrée par le code des personnes, qui assure la confidentialité des actes d'état civil (mariage, naissance, divorces)[18] et le code pénal du Mali[19]. Elle incarne le premier pôle de la dualité du droit pénal de la famille au Mali. En encadrant l'intimité du foyer ou en privilégiant l'assistance éducative sur la sanction stricte, le législateur oscille constamment entre la non-ingérence dans le secret des familles pour en garantir la stabilité coutumière, et l'obligation d'intervenir lorsque des libertés individuelles fondamentales sont manifestement mises en péril.

Le droit pénal détermine les infractions, les sanctions que la société impose à ceux qui commettent ces infractions, les mesures de préventions ainsi que les modalités des faits constitutifs.

Notre réflexion sera axée sur la protection de la vie privée à travers le code pénal malien (A) et la protection des mineurs (B).

A- La protection de l'intimité de la vie privée conjugale face aux moyens d'atteintes.

La protection de la vie privée est un principe essentiel aujourd'hui. Ce droit est une liberté fondamentale affirmée par l'article 12 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, ainsi rédigé : Nul ne fera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteinte à son honneur et à sa réputation. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes[20]. C'est ici reconnaître que chacun est libre d'organiser sa vie privée à sa guise sous réserve de ne pas porter préjudice à autrui.

[18] Voir la loi n°2011-087 du 30 décembre 2011 portant code des personnes et de la famille du Mali.
[19] Voir la loi n° 2024-027 du 13 décembre portant code pénal du Mali.
[20] Article 13 de la Déclaration Universelle des droits de l'homme de 1948.

Au sein d'une société libre, l'individu se partage entre vie publique et vie privée. Si la première est exposée au regard social, la seconde bénéficie d'une protection juridique contre la malveillance et les ingérences de tiers, que ce soit par le propos ou par l'image. Cette garantie repose sur des instruments variés : répressifs au pénal et réparateurs au civil. Elle s'étend ainsi à la préservation du domicile, de l'image et de l'intimité personnelle.

La constitution du Mali de 2023 réitère les affirmations de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme en disposant dans son article 1er que : « la personne humaine est sacrée et inviolable, son alinéa 2 dispose également que : tout individu a droit à la vie, à la sécurité et à l'intégrité de sa personne »[21]. L'idée est d'assurer une protection de la sphère d'intimité de chacun, ce qui est une manière de respecter sa liberté et permet le respect de chaque personnalité une coexistence harmonieuse entre les hommes.

L'intimité de la vie privée est protégée par le code pénal malien[22]. Cette protection s'explique par une triple exigence, à la fois juridique, sociétale et technologique. Cette sphère intime de la vie de la personne n'a pas laissé le droit indifférent. Très vite, il est apparu que la vie privée d'un individu méritait d'être juridiquement protégée. Cela a conduit à l'émergence d'un droit au respect de la vie.

La doctrine s'accorde à admettre que certains éléments sont partis intégrantes de la vie privée comme ceux relatifs à l'intimité corporelle (santé), ceux touchant à la vie personnelle (vie familiale, sentimentale) ; ceux permettant l'identification des personnes (domicile et l'image de la personne).

A la notion d'intimité de la vie privée, rares sont les auteurs qui ont tenté de la définir. Pour M. Chavane, on peut affirmer que « l'intimité de la vie privée concerne la vie sentimentale, la vie familiale, la santé sous réserve de certains cas d'espèces »[23]. Les personnes sont protégées des atteintes à l'intimité de la vie privée par voie d'écoute, d'enregistrement de la parole privée des personnes, de fixation d'image par les dispositions des articles 322-4 à 322-8 du code pénal malien de 2024.

La jurisprudence pénale à fait sienne la définition des professeurs Merle et Vitu : l'intimité de la vie privée, c'est tout ce qui concerne l'individu dans ses relations familiales ou amicales ; conjugales ou sentimentales, sa vie physique, sa santé. Elle s'est appropriée la formule classique de ses professeurs pour répondre à des exigences strictes de technique juridique pénaliste.

[21] Voir art.2 de la constitution du 23 juillet 2023 du Mali.
[22] Voir art. 322-4 à 322-30 du code pénal malien de 2024.
[23] CHAVANE (A), Les atteintes à l'intimité de la vie privée. Actes du 8ème congrès de l'association de droit pénal, Economica, 1985, p.24.

Par ailleurs, en ce qui concerne les membres du couple, celle-ci est assurée au nom du respect de la vie privée et du secret des correspondances[24]. Ainsi, en dépit de son caractère intime, le lien familial conjugal n'autorise pas la violation de ces valeurs eu égard à l'individualisme qui s'impose dans le droit pénal familial contemporain[25]. Il est à soutenir que rien ne peut justifier une atteinte à la vie privée de son conjoint, partenaire ou concubin par l'intimité de leur relation au nom de l'intérêt des membres de la famille. Ces incriminations sont regroupées dans le code pénal malien[26]. Elles visent particulièrement des actes d'écoute, d'intrusion, de divulgation et de photographies. Ces actes sont incriminés de façon générale. Le législateur malien n'a pas fait cas particulier du droit pénal de la famille. Le code pénal malien n'est pas assez loquace là-dessus. Cette imprécision du code pénal malien est source d'insécurité sur la protection de la vie privée des couples. Le droit comparé français offre une grille d'analyse utile. La Cour de cassation française ayant rejeté toute immunité conjugale en la matière (Crim. 19 nov. 1986), cette approche prétorienne suggère au juge malien une voie pour concilier l'individualisme protecteur des droits fondamentaux de chaque conjoint et la préservation de la cohésion familiale issue des traditions locales. En outre, il appartient au législateur de préciser les limites de la vie privée entre conjoint.

Sur la question de la protection de vie privée entre époux, la jurisprudence française a supprimé l'immunité existante entre époux pour ce délit : « le délit d'ouverture et suppression de correspondance n'est pas assimilable au vol, il s'agit d'un délit distinct, pour lequel l'immunité prévue entre époux par l'article 380 du code pénal français[27], n'est pas applicable »[28]. La même jurisprudence soutient que c'est une violation à la vie privée : « l'écoute téléphonique réalisée par un mari dans l'appartement et les bureaux de son épouse, après qu'une ordonnance de non-conciliation eut été rendue, et alors que le prévenu a reconnu être toujours intéressé par la vie privée de son épouse »[29]. A contrario, ne peut être considéré comme portant atteinte à l'intimité de la vie privée l'enregistrement de propos ayant trait exclusivement à des problèmes d'argent entre époux séparés de fait »[30] Il est à soutenir que même en temps normal, c'est-à-dire pendant la période de la vie commune du couple, il faut le respect mutuel de la vie privée de chacun pour la

[24] BOUZIANE (N), La protection pénale de la famille : étude comparée des droits français et algérien, thèse de Doctorat à l'université de Bordeaux, 2023, p.119
[25] Ibidem.
[26] Voir art. 322-1 à 322-30 du code pénal malien de 2024.
[27] Voir art. 380 du code pénal français de 1810.
[28] T. corr. Seine, 16 mars 1961 : *Gaz pal. 1961.2.168*. Dans la même logique, Douai, 14 févr. 1995 : *Gaz pal*. 1996. 2, *chron. Crim.112.*
[29] Crim. 11 févr. 1987 : D. 1987.
[30] Besançon, 5 janv.1978 : D.1978.357. Note Lindon ; JCP 1980. II. 19449 (1 esp.), note Bécourt. Sur appel de : T. corr. Besançon et ; Crim. 20 mai 1977 : JCP 1979. II. 19014, note Bécourt ; Gaz. Pal .1977.

cohésion de la famille. A cet égard, la doctrine considère que « les questions matérielles et patrimoniales en seront donc exclues à condition qu'elles ne soient pas liées avec ce qui relève de vie privée de la famille.

Evoquer la protection de l'intimité de la vie privée était un préalable nécessaire pour comprendre les différents moyens d'atteinte à cette intimité d'une personne et les systèmes mis en place afin de les conjurer. Au pénal, ce sont les atteintes les plus graves qui sont réprimées comme les atteintes par voie de presse, les écoutes et enregistrements illicites, violation du secret des correspondances et des données personnelles etc… L'intrusion dans la sphère intime ébranle la vie personnelle, sociale et professionnelle de l'individu.

La protection de l'intimité de la vie privée entre conjoints suscite une divergence doctrinale entre les tenants de l'unité du foyer et les partisans de l'individualisme pénal. Selon la doctrine classique d'inspiration coutumière, la communauté de vie découlant du mariage exclut toute qualification pénale en cas d'intrusion d'un des époux dans la correspondance où le téléphone de l'autre, estimant qu'une pénalisation porterait atteinte à la confiance mutuelle et à l'autorité du chef de famille. À l'inverse, une doctrine moderniste s'inspirant de jurisprudences étrangères défend la primauté de l'individualisme pénal sur le lien matrimonial. Selon cette thèse, le mariage ne constitue pas une zone d'immunité ni une renonciation aux droits fondamentaux à la vie privée et au secret des correspondances. Face au silence du législateur malien, la jurisprudence hésite entre la préservation de l'unité familiale et la sanction des atteintes à l'intimité personnelle, entretenant une insécurité juridique.

La protection pénale de la famille ne se limite pas à la seule protection de l'intimité de la vie privée conjugale, elle s'étant également sur les membres les plus vulnérables du foyer, les mineurs.

B- Le régime pénal de protection et de prise en charge des mineurs

La protection de l'enfant en droit pénal de la famille malien repose sur une articulation entre, d'une part, prévenir la vulnérabilité ou à restaurer le cadre éducatif, et, d'autre part, la réponse répressive, chargée de sanctionner l'infraction. La justice ne choisit donc pas entre protéger et punir, mais elle combine ces deux logiques du début à la fin du parcours judiciaire d'un mineur ou d'une affaire familiale.

Les mineurs ne doivent pas bénéficier de droits et de garanties juridiques inférieurs à ceux que la procédure pénale reconnaît aux délinquants adultes[31]. La mise en œuvre de cette recommandation est source de tiraillement dans l'appréciation de l'équité de la procédure pénale applicable au mineur auteur d'une infraction à la loi pénale.

A partir du moment où l'infraction est constatée, qu'il s'agisse d'un acte commis par le mineur ou d'une atteinte commise à son encontre au sein de la famille, le droit positif malien privilégie une approche protectrice qui mêle le code des personnes et de la famille[32] et la procédure pénale[33]. Sur le plan pénal, la situation du mineur est toujours aussi délicate que celui-ci soit victime ou auteur d'une infraction pénale. Des réponses spécifiques et efficaces doivent être imaginées et sur ce plan la passion est tout aussi nécessaire que l'humanité.

Est enfant, au sens de la présente loi n°02-062/PRM du 05 juin portant code de protection de l'enfant, toute personne âgée de moins de 18 ans et qui n'a pas encore atteint l'âge de la majorité par disposition spécifique[34]. Ce présent code est inspiré des dispositions de la convention relative aux droits de l'enfant[35] De même, la Convention de New-York[36] sur les droits de l'Enfant énonce dans son article 5 que « les Etats parties respectent la responsabilité, le droit et le devoir qu'ont les parents de donner à l'enfant, d'une manière qui corresponde au développement de sa capacité, l'orientation et les conseils appropriés à l'exercice des droits ». L'obligation pesant aux parents dans le cadre de la protection de l'enfant concerne non seulement la protection de la personne de l'enfant[37], mais aussi l'administration de ses biens. Il semble ainsi aujourd'hui admis que parmi les facteurs les plus essentiels qui déterminent la puissance de la nation, la valeur humaine de sa population, le niveau de sa civilisation, se trouve la famille.

C'est ainsi qu'en 1975, le législateur français avait énoncé que « nul n'est bon citoyen s'il n'est bon fils, bon père, bon mari, bon époux ». C'est le foyer solide comme le roc qui a formé l'assise de la civilisation romaine et qui doit désormais former la base des sociétés européennes et africaines et de la charte africaine des droits et au bien-être de l'enfant[38].

[31] Recommandation CM/Rec (2008) 11 du Comité des Ministres aux États membres sur les Règles européennes pour les délinquants mineurs faisant l'objet de sanctions ou de mesures, adoptée le 5 novembre 2008 lors de la 1040ème réunion des Délégués des ministres, point 13.
[32] Code des personnes et de la famille du Mali, op.cit.
[33] Loi n°2024-028 du 14 décembre 2024 portant code de procédure pénale du Mali.
[34] Voir art. 2 de l'Ordonnance n°02-062/P-RM du 5 juin portant code de protection de l'enfant du Mali.
[35] Convention relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989.
[36] Convention portant sur les droits de l'Enfant, adoptée à New-York le 26 janvier 1990.
[37] BLAN (C-S), La parenté en droit civil français : étude critique, PUAM, 2009, p.517, n°523, éd. Numérique Open Edition Books, 2015, Chap. I, n°523.
[38] Charte africaine des droits et au bien-être de l'enfant de 1990.

Le mineur, un terme juridique, se définit comme ‘’l’individu qui n’a pas l’âge de la majorité’’[39]. Au sens pénal, le mineur est la personne poursuivie pour des faits commis avant ses 18 ans, peu importe l’âge au moment des poursuites ou de la condamnation. C’est l’âge au moment des faits commis qui compte autrement dit le traitement judiciaire est conditionné par son âge.

De multiples infractions sont commises par les mineurs, ils sont aussi victimes de plusieurs infractions. Lorsque le mineur est dans situation difficile moralement ou matériellement du fait de défaillances parentales[40], le juge civil dispose du pouvoir d’ordonner des mesures d’assistance éducative ou de placement temporaire. Le but est de sauver l’enfant maltraité avant toute considération sanctionnatrice.

Par rapport à ces mesures de protection, l’article 98 du code de protection de l’enfant[41] dispose que :’’ l’enfant âgé de moins de 13 ans est présumé irréfragablement n’avoir pas la capacité d’enfreindre la loi pénale, cette présomption devient simple pour les enfants âgés de plus de 13 ans et de moins de 18 ans’’. En deçà de 13 ans, l’irresponsabilité pénale est absolue et le traitement de l’acte relève exclusivement de mesures civiles d’assistance et de garde. Au-delà de cet âge, la réponse pénale reste guidée par le principe de la primauté de l’éducatif sur le répressif.

Les mesures de protection civile prévues par les textes s’appliquent obligatoirement aux mineurs de moins de 13 ans et facultativement aux mineurs de 13 à 18 ans si et seulement s’ils ont agi sans discernement. Ces mesures ne peuvent être efficaces que lorsqu’elles s’articulent grâce à une véritable étude sur la personnalité du mineur c’est-à-dire qu’elles doivent être individualisées. Ainsi, on parlera fréquemment de la médiation qui est un mécanisme qui vise à conclure une conciliation entre l’enfant auteur d’une infraction, ou son représentant légal, avec la victime ou son représentant légal ou ses ayants droits.

Le mineur coupable va donc réparer directement ou indirectement le tort qu’il a causé à la victime ou à la collectivité.

Actuellement au Mali, plus précisément à Bamako, il n’existe qu’un seul centre de rééducation appelé centre de Bollé[42] qui, d’ailleurs ne répond plus à sa vocation. Il est donc indispensable de doter le pays d’établissements spécialisés (au moins par région) à l’image de Bolé et de remodeler dans un esprit différent, orienté surtout vers la prévention, la rééducation et la réinsertion sociale des mineurs. L’efficacité du droit pénal de la famille au Mali dépend de la

[39] CORNU (G), vocabulaire juridique, PUF, coll., « Quadrige », 2000, V° « mineur », p.570.
[40] Voir art. 562 et suivant du code des personnes et de la famille du Mali.
[41] Code de protection de l’enfant au Mali adopté par l’ordonnance n°02-062/P-RM du 5 juin 2002.
[42] C’est un centre d’accueil et de réadaptation pour enfants de Bollé qui a été créé par l’ordonnance n°92-031/P-CTSP du 14 mai 1992.

capacité de l'Etat à financer et à rendre effective ces mesures de protection civil et pénale, afin que la sanction conserve sa fonction éducative et sociale.

Il convient de noter que, des fois les autorités judiciaires choisissent la voix répressive si le mineur est doué de discernement. Les jeunes âgés de 13 ans sont présumés irresponsables, mais peuvent parfois faire l'objet d'une condamnation pénale lorsque les circonstances et la personnalité du délinquant le justifient.

Les mesures applicables aux mineurs sont contenues dans l'ordonnance n°02-062/PRM du 2 juin 2002 au Mali relative à l'enfance délinquant[43]. Les mineurs condamnés ont-ils un casier judiciaire ? Concernant la peine d'emprisonnement l'article 2 de l'ordonnance [44] relative à l'enfance délinquant précise que le tribunal pour enfants et la cour d'assises pourront, lorsque les circonstances et la personnalité du délinquant leur paraitront l'exiger prononcer à l'égard du mineur âgé de plus de 13 ans une condamnation pénale. Elle n'est donc possible que pour les mineurs de plus de 13 ans et de moins de 18 ans doués de discernement. Le véritable test de l'efficacité de ce droit pénal de la famille par rapport aux mineurs réside dans la phase d'exécution des peines.

Il est indispensable pour rééduquer un enfant d'avoir d'amples informations sur lui : sa personnalité, les causes et les mobiles de ses forfaits. De plus, dans le courant de l'instruction préalable, le juge pourra ordonner la mise à disposition de la maison d'arrêt ou de placement à Bolé avant la fin de l'interrogatoire.

Le traitement du cas des mineurs met en lumière une fracture entre l'idéal normatif et la réalité infrastructurelle. D'une part, la doctrine internationaliste et la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant consacrent la primauté absolue de l'éducatif sur le répressif, traduite en droit interne par la présomption d'irresponsabilité pénale en deçà de 13 ans (art. 98 du Code de protection de l'enfant). D'autre part, la doctrine pénaliste constate que le principe de l'individualisation des peines est rendu virtuel par l'indigence des moyens de l'État.

L'existence d'un unique centre de rééducation du pays (le centre de Bollé à Bamako), place la justice des mineurs face à une impasse matérielle, contraignant les juges soient à remettre le mineur à une famille défaillante, soit à l'incarcéré dans des conditions proches de celles des adultes. Cette situation alimente un débat doctrinal sur la légitimité de la peine exécutée dans des infrastructures dégradées. La sanction risque de perdre sa dimension éducative pour devenir un vecteur de récidive et de marginalisation.

[43] L'ordonnance N°02-062/PRM du 5 juin 2002 au Mali relatif à l'enfance délinquant.
[44] Ibidem art. 2

Cependant, lorsque les droits fondamentaux sont violés, la famille devient le cadre d'infractions pénalement caractérisées.

II- LA FAMILLE, CADRE PARTICULIER D'INFRACTIONS CARACTERISEES

La qualification des infractions intrafamiliales illustre le second pôle de cette dualité normative : l'affirmation d'une pénalisation croissante face à la rupture des interdits sociaux et aux violences physiques ou morales.

La famille, en droit pénal, constitue un cadre particulier à la fois comme sphère de protection (infraction contre la famille) et comme contexte de délinquance, caractérisé par des liens de parenté ou d'alliance.

L'intervention du droit pénal en matière familiale a une visée tout à la fois répressive, sanctionnant un comportement d'omission, et protectrice de la famille, plaçant l'impératif de solidarité familiale au sommet des valeurs sociales[45]. Ce droit pénal intervient dans le cadre familial en cas d'atteintes aux prérogatives des membres de la famille (A) et sur les atteintes à la cohésion de cette famille (B).

A- Les infractions relatives aux prérogatives familiales.

Les relations conflictuelles entre conjoints incitent ces derniers à bafouer les droits de l'auteur ou à ne pas respecter leurs devoirs. Ces actes et comportements peuvent alors être constitutifs d'infractions lorsqu'ils sont commis.

Ces atteintes aux prérogatives familiales sont prévues dans le code pénal malien[46]. Le droit pénal, droit sanctionnateur vient garantir l'effectivité des règles de droit civile relatives à l'autorité parentale et aux conséquences du divorce. L'arsenal répressif est assez fourni pour permettre au droit pénal de protéger les prérogatives et cohésion familiale.

En effet, les droits de la femme et de l'enfant doivent être protégés contre certaines infractions mentionnées dans le code pénal comme l'abandon de domicile conjugal, de foyer ou d'enfant et la non-représentation d'enfant (principales infractions), ainsi que la bigamie, l'adultère et la répudiation[47]. Ces infractions ci-dessus mentionnées portent une atteinte grave à ces personnes vulnérables, à leur dignité. La protection de ces droits répond à des impératifs juridiques et sociaux dans le contexte malien.

[45] Blanc (C-S)., *op.cit.*, p. 487.
[46] Voir article 326-1 à 326-10 du nouveau code pénal malien de 2024.
[47] Idem art. 326-1 à 326-8.

L'abandon du domicile conjugal ou de foyer est une forme d'abandon de famille résultant de l'abandon prolongé de la résidence familiale soit par le père ou la mère ponctuation. Cet abandon est la violation du devoir de cohabitation auquel sont astreints les époux. De ce fait, il constitue une faute pouvant motiver le divorce ou des dommages et intérêts.

Ces infractions sont fondées sur l'obligation de vie commune qui incombe aux conjoints. La séparation des résidences des époux n'entache en rien cette obligation, du moment où leurs rencontres et les périodes de vie commune présentent une régularité montrant leur volonté de respecter cette règle.

L'abandon repose sur la violation de l'obligation de vie commune et du devoir d'assistance matérielle et morale. Le Code pénal puni d'un emprisonnement de trois mois et d'une amende de 120 000 francs, la femme qui abandonne le domicile conjugal sans motif grave ou l'époux qui abandonne son conjoint ou son enfant et refuse de pourvoir à leur entretien[48]. Le texte incrimine ici deux comportements distincts en fonction du genre. L'abandon du domicile conjugal réside dans la rupture physique de la cohabitation ou l'abandon du toit conjugal par la femme. La loi introduit une cause d'exonération générale : l'existence d'un ''motif grave'', notion qui n'est pas précisée laissant donc un pouvoir d'appréciation du juge. L'absence de définition légale de cette notion exposent les femmes quittant le foyer en contexte de violences domestiques à des poursuites pénales pour abandon, faute de preuves immédiates comme les certificats médicaux, d'où le risque d'instrumentalisation du droit pénal par le mari.

L'infraction commise par l'homme exige une double condition : qu'il abandonne son conjoint ou son enfant, et le refus de pourvoir à leur entretien. Il en résulte que l'abandon pécuniaire de famille ne concerne que le mari qui devait supporter intégralement l'ensemble des obligations financières de la famille. Cela ne permettait aucunement de fonder la répression à l'égard de l'épouse pour inexécution des obligations financières de la famille, dès lors que sa responsabilité pénale ne pouvait être engagée que lorsqu'elle abandonnait le domicile conjugal sans motif grave. La loi ne fixe aucun délai pour sanctionner l'auteur de l'abandon pécuniaire de famille. Il faut retenir ici que la fixation de ce délai peut dépendre de l'appréciation souveraine du juge qui est compétent en la matière.

Le droit malien est largement influencé par le droit musulman, lequel fait peser sur l'homme l'obligation de subvenir aux besoins financiers et matériels du foyer. Cela justifie la

[48] Idem art.326-5.

tolérance dont bénéficie l'épouse, dispensée de contribuer aux charges alimentaires de la famille, sauf lorsque le mari se trouve dans l'impossibilité d'y faire face.

Le législateur devrait certainement penser à dépénalisation du seul départ du toit conjugal lorsqu'il n'est pas accompagné d'une mise en danger matérielle ou morale de la famille. Cela permet d'éviter la criminalisation des victimes de violences conjugales qui abandonnent le foyer pour se protéger. Il doit également songer à unifier les qualifications d'abandon sous une formulation exempte de distinction de genre, en sanctionnant de façon égale le non-respect injustifié du devoir de cohabitation ou de défaillance d'entretien.

L'article 326-5 du Code pénal de 2024 instaure une asymétrie de genre : l'épouse est sanctionnée pour le seul abandon de résidence sans « motif grave », tandis que l'époux ne l'est qu'en cas d'abandon physique cumulé au défaut d'entretien pécuniaire. D'une part ce choix se justifie par l'alignement sur le droit musulman et le Code des Personnes et de la Famille. À l'opposé, on y voit une discrimination contraire aux engagements internationaux du Mali, soulignant que le flou entourant le « motif grave » risque de criminaliser les femmes fuyant des violences conjugales sans preuves immédiates.

Il existe un autre cas d'infraction relative aux obligations familiales à savoir la non représentation d'enfant.

Le code pénal malien sanctionne diverses atteintes à la sécurité et à la morale des enfants dont la non-représentation qui prive l'enfant des relations harmonieuses avec ses protecteurs naturels.

On s'aperçoit que ces situations affligeantes interviennent le plus souvent lorsque l'enfant se trouve au cœur de conflits familiaux tels que le droit civil ne suffit plus à les résoudre. En droit malien la non-représentation est prévue par le code pénal qui stipule : « Le fait de refuser indûment de représenter un enfant mineur à la personne qui a le droit de le réclamer est puni d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 100 000 francs [49]». Il s'agit de tout acte positif ou omission visant à empêcher l'autre parent ou le tuteur de faire valoir son droit de visite, d'hébergement ou de garde. L'incrimination garantit la protection du droit de garde et du droit de visite.

Le terme « refus » indique une attitude consciente et volontaire de l'auteur. L'emploi du mot « indûment » souligne pour sa part sa mauvaise foi. L'auteur doit avoir agi en pleine connaissance de cause des droits qu'il empêche de s'exercer, c'est pourquoi une éventuelle décision

[49] Voir art. 326-6 du nouveau code pénal malien de 2024.

de justice préalable doit lui avoir été signifiée ou portée sa connaissance. Mais s'il existe un motif légitime comme une maladie grave de l'enfant attestée par un certificat médical ou comportement violent du parent qui réclame l'enfant, le refus cesse d'être ''indu'', ce qui neutralise l'intention coupable. La sanction du parent gardien pour non-représentation d'enfant comporte un risque élevé de traumatisme psychologique pour le mineur, privé brutalement de son repère principal. Le droit pénal classique se montre ainsi inadapté à la résolution des conflits familiaux s'il n'est pas tempéré.

Le texte protège donc tant les enfants que les personnes qui ont le droit de conserver des liens avec eux, soit par ce qu'elles sont titulaires de l'autorité parentale, soit parce qu'elles bénéficient d'un droit de garde sur l'enfant. Cela vise donc les parents, les grands parents ainsi que les tiers dignes de confiance à qui l'enfant a été confié par un juge des enfants. Le droit de réclamer l'enfant peut aussi exister en dehors d'une décision de justice notamment lorsque les parents sont co-auteurs de l'autorité parentale du fait de la loi et que leur enfant se trouve de fait entre les mains d'un tiers ; ou qu'un parent d'un enfant né hors mariage se trouve exclusif de l'autorité parentale par le jeu des dispositions légales.

La norme pénale protège désormais le droit fondamental de l'enfant à maintenir des relations personnelles et harmonieuses avec ses deux parents, ses grands-parents ou les tiers de confiance désignés par le juge.

Sur le plan pratique tel qu'illustré par la jurisprudence de la Cour d'appel de Bamako[50], cette infraction de non-représentation d'enfant fait très souvent l'objet d'une instrumentalisation comme moyen de pression face à l'inexécution des obligations alimentaires.

Pour préserver l'intérêt supérieur de l'enfant et éviter les effets traumatiques de la détention du parent gardien, on doit privilégier la médiation pénale préalable avant toute poursuite, visant prioritairement le rétablissement du versement des pensions et la protection matérielle des enfants.

L'obligation de suivi d'une formation doit être également prise en compte par le législateur afin de faire connaitre la portée gravissime du délit de non représentation qui prive indument mais surtout injustement un enfant de l'un de ses parents.

L'article 326-6 incriminant la non-représentation d'enfant entre en conflit avec l'usage social consistant à conditionner le droit de visite au paiement effective de la pension alimentaire (CA Bamako, Arrêt n° 379 du 29 juin 2015). Face à ce constat, deux courants doctrinaux s'oppose : si la doctrine classique défend la contrainte pénale pour faire respecter les décisions judiciaires, les partisans de la justice restaurative y voient une sanction perverse qui traumatise l'enfant en

[50] Arrêt N°379 du 29/06/2015 de la cour d'Appel de Bamako du 29 juin 2015.

incarcérant son parent gardien. Cette seconde approche préconise d'extraire ce conflit du champ répressif au profit d'une médiation familiale préalable.

Le droit pénal protège non seulement contre l'incrimination des atteintes aux prérogatives familiales mais également contre les infractions d'atteinte à la cohésion familiale.

B- Les incriminations d'atteinte à la cohésion familiale.

Destinée à protéger la structure et la solidarité du foyer, les incriminations d'atteintes à la cohésion familiale répriment les comportements anti-sociaux pour prévenir l'éclatement de la cellule familiale. L'analyse portera spécifiquement sur les violences intrafamiliales (physiques et psychologiques), le parricide et l'infanticide.

Toutes ces atteintes relatives aux violences commises au sein de la famille font l'objet de protection par le droit pénal[51]. Par violences, l'on entend parler des actes d'agression commis volontairement à l'encontre d'autrui.

Ces types de violences commises au sein de la famille font références généralement, à la violence qu'un membre d'une famille exerce sur un autre membre de cette famille. C'est une forme de violence domestique ou violence familiale (violence qui touche également les autres personnes du foyer, en particulier les enfants du couple)[52]. Elle peut donc s'exercer entre conjoints, entre partenaires intimes, entre des parents et leurs enfants et même souvent entre frères et sœurs. Elle est tout ce qui porte atteinte à la personne, son corps, son esprit, accompagné d'une intention de pouvoir, de domination chez le partenaire et d'un sentiment de crainte et de danger chez la victime. Elles regroupent des violences dites physiques qui se caractérisent par des coups et blessures[53] psychologiques ou morales[54] qui se manifestent par des comportements comme la menace et le chantage.

Celles physiques constituent la forme la plus connue de violence conjugale et la plus régulièrement identifiée[55]. En effet, puisqu'elle est facilement observable, elle s'avère plus facile à dépister. Malgré cela, elle demeure encore sous-déclarée ou taboue dans certaines communautés maliennes. Ces incriminations font parties de celles qui portent atteinte sérieusement à l'intégrité

[51] Voir art. 327-1 du code pénal malien de 2024.
[52] BOUARE (K), *Base légale des violences basées sur le genre : Cas des violences conjugales au Mali*, Revue Africaine des lettres, des sciences humaines et sociales, Vol. 3, n°10, p139-151, juin 2024, p.142
[53] Voir art. 321-9 à 321-11 du code pénal malien de 2024.
[54] Idem art. 321-57 à 321-60.
[55] MATHIEU (A), Etude comparative des performances graphiques des enfants limites exposés et non exposé à la violence conjugale, mémoire de master, Université de Québec à Trois-Rivières, 2001, p.16.

physique de la personne. Elles sont prévues et punies par le code pénal malien[56] dans le respect des engagements sécuritaires, communautaires et internationaux pris par le Mali.

Quant aux violences psychologiques ou morales, souvent appelées « violences invisibles », infractions prévues et punies par le code pénal[57]. Elles se traduisent par des menaces, du chantage, des contrôles excessifs comme par exemple : imposer un style vestimentaire ou d'exiger du conjoint ou concubin qu'il se coiffe. C'est encore le fait de le rabaisser en public ou dans l'intimité. Il importe d'insister ici sur cette forme de violence souvent ignorée par l'opinion publique, en raison d'un faible nombre de dénonciations de ces faits, et plus difficile à prouver devant le juge pénal, faute de traces matérielles directes. Au Mali, la persistance du tabou, la recherche de la cohésion familiale et le poids des traditions (discrétion, pardon) incitent souvent à la réticence quant aux dénonciations. Ces violences morales altèrent l'intégrité mentale, la dignité et la liberté des personnes qui les subissent.

Elles touchent généralement les femmes et les enfants, mais aussi à d'autres personnes sous pression de l'autorité parentale. C'est pourquoi une articulation entre la chaine pénale et les structures d'assistance sociale est nécessaire pour éventuellement porter l'affaire devant qui de droit.

L'encadrement pénal de ces infractions consacre une évolution majeure : la famille ne constitue plus un espace de non-droit ou d'impunité, la protection de la dignité et l'intégrité de la personne prévalent désormais sur toute autre considération. Ces incriminations spécifiques différentes des simples injures ou menaces, traduisent une volonté du législateur d'appréhender la dynamique d'emprise.

La pénalisation des violences intrafamiliales oppose le principe matériel pénal, privilégié par la pratique judiciaire malienne axée sur les blessures physiques aux tenants d'une incrimination autonome de violence psychologique. Se heurte à la règle coutumière du « secret du foyer », ce débat confronte le juge à un dilemme : l'abstention favorise l'impunité des abus moraux, tandis qu'une immixtion judiciaire sans preuves matérielles irréfutables risque de désintégrer la cellule familiale.

Issu du latin *parricida* (*pari* : parent et *cida* qui tue), le parricide suscite un débat historique quant à sa qualification : crime *sui generis* ou meurtre aggravé. Cette controverse est illustrée par la divergence d'approche entre les codes pénaux français de 1810 et de 1992. L'ancien article 299 de celui de de 1810 disposait : ‘’est qualifié parricide le meurtre des pères ou

[56] Voir article 321-1 à 326-10 du code pénal malien de 2024.
[57] Idem art. 321-57 à 321-60.

mère légitimes, naturels ou adoptifs ou de toute autres ascendants légitimes''[58]. Cette qualification reposait sur des fondements d'ordre moral et politique.

Il est souvent défini comme le meurtre d'un ascendant c'est-à-dire le père, légitime ou naturel ou les grands parents mais uniquement légitimes. Il fait donc l'objet d'une définition particulière tout comme dans l'ancien droit français. En effet, il est considéré comme le crime suprême[59]pouvant être commis contre un ascendant direct.

Cependant, la qualification de parricide était étendue au meurtre d'autres membres de la famille comme le frère, la sœur, l'oncle, la tante, les beaux-parents ou encore l'enfant[60]. Dans la plupart des systèmes juridiques modernes, le parricide est devenu une circonstance aggravante générale du meurtre.

Est qualifié parricide le meurtre des père et mère légitimes, naturels ou adoptifs ou de tout autres ascendants légitimes[61].Tout coupable d'assassinat, de parricide ou d'empoisonnement est puni de mort[62]. A titre illustratif, la chambre d'accusation de la Cour d'appel de Bamako dans son arrêt du 20 août 2013 a retenu la qualification criminelle à l'encontre d'un individu ayant mortellement poignardé son père et un voisin venu s'interposer, des faits mortels intégralement reconnus par l'auteur.[63] Cet arrêt permet de démontrer que face à la violence extrême au sein du foyer, la préservation de l'intimité familiale s'efface totalement au profit d'une pénalisation rigoureuse destinée à protéger l'ordre public et la sacralité de la vie humaine. Au-delà de la réponse judiciaire, le parricide représente dans la société malienne un tabou et une rupture fondamentale de l'ordre social. Il est seulement un crime souvent suivi d'explication d'ordre psychiatrique, mais aussi une faute attirant la malédiction, car la réaction sociale dépasse le cadre familial restreint.

Quant à l'infanticide, il faut reconnaître que depuis l'Antiquité, il ne faisait pas l'objet d'une répréhension sociale. Bien au contraire, il était perçu comme un moyen de régularisation des naissances et une méthode à visée eugénique. Le chef de famille était libre de décider de la vie ou de la mort des nouveau-nés ; et l'infanticide n'était réprimé que dans le cas où il était pratiqué par la mère seule (sans consentement du père)[64]. Il a fallu attendre l'avènement du christianisme au IVème siècle, véhiculant l'idée de respect de la vie humaine, pour que soit

[58] Voir article 299 de l'ancien code pénal de 1810 français décrété le 17 février.
[59] TAUZIN (L), le parricide en cour d'assises de 1811 à 1894 en Ille et Vilaine, Université de Rennes I, Mémoire d'histoire du droit, 1995.
[60] CARBASSE (J-M), histoire du droit pénal et de la justice criminelle, paris, Presse Universitaire de France, collection Droit fondamental, 1ère édition, décembre 2000, p.322.
[61] Voir art. 321-1 al2 du nouveau code pénal malien de 2024.
[62] Idem art. 321-2.
[63] Selon un arrêt n°635/arrêt du 20 août 2013 de la chambre d'accusation de la cour d'appel.
[64] MENABE (C), La criminalité féminine, Paris, L'Harmattan, 2014, p. 99 sq.

réprouvée du moins, moralement cette pratique[65]. Par la suite, l'infanticide a été inséré expressément dans le Code pénal de 1810, en tant qu'infraction sui generis. En effet, l'ancien article 300 dudit code définissait l'infanticide comme « le meurtre d'un nouveau-né », alors que l'ancien article 302 prévoyait que toute personne coupable d'un tel crime serait punie de mort. L'infanticide était donc assimilé à l'assassinat, au parricide et à l'empoisonnement, selon ce texte.

De plus, si aucun lien familial ou de parenté n'était exigé entre l'auteur et l'infans sur le papier, la mère était désignée comme auteure principale de cette délinquance[66]. Toutefois, l'indulgence des prétoires pour la mère meurtrière et l'avancée des connaissances sur les troubles psychologiques qui pouvaient entourer le moment de la grossesse et de l'accouchement, ont poussé le législateur à intégrer dans le Code pénal, une nouvelle excuse atténuante de responsabilité vis-à-vis de la femme[67]. Cette modification constituait une étape décisive dans la modernisation du traitement judiciaire des drames familiaux. Elle a donc opérée une véritable révolution juridique sur le statut de l'infanticide.

Le Code pénal de 1994 quant à lui, a opté lui pour une suppression du terme « infanticide » des textes. Il se contentait d'incriminer le meurtre aggravé par la qualité de la victime mineure de moins de quinze ans révolus, en vertu de l'article 221-4, 1° du code pénal. S'agissant du meurtre du mineur de plus de quinze ans qui serait victime de ses parents, il faudrait donc retenir ici la circonstance aggravante relative à l'état de vulnérabilité de la victime en raison de son âge (article 221-4, 3°). De plus, ces textes font le choix de l'objectivité puisque ni la mère, ni le père de l'enfant ne sont spécialement visés en tant qu'auteur de l'infraction.

L'infraction d'infanticide, il est le meurtre ou l'assassinat d'un enfant nouveau-né[68]. A travers cet article du code pénal, le législateur malien affirme ainsi la gravité de la destruction de la vie dès la naissance. Mais il ne fixe pas le moment ou l'enfant cesse d'être un nouveau-né au sens pénal. L'infanticide inclut donc le néonaticide qui désigne l'homicide d'un enfant né depuis moins de vingt-quatre heures. Toutefois, la mère, auteur principal ou complice de l'assassinat ou du meurtre de son nouveau-né est punie de la réclusion à perpétuité ou de la réclusion de vingt ans, mais sans que cette disposition puisse s'appliquer à ses coauteurs ou à ses complices. Dans tous

[65] Ibidem,

[66] Ibidem.

[67] La loi du 21 novembre 1901 portant modification des articles 300 et 302 du Code pénal de 1810 est venue préciser que la mère, auteur ou complice de l'infanticide de son enfant nouveau-né serait punie des travaux forcés à perpétuité en cas d'assassinat, ou des travaux forcés à temps en cas de meurtre. Mais cette excuse ne pouvait aucunement s'appliquer à ses complices ou co-auteurs. V. anc. art. 302 al. 2 C. pén. de 1810.

[68] Voir art.321-1 al3 du nouveau code pénal malien de 2024.

les cas, la mère qui récidive est condamnée à mort[69]. L'on constate donc qu'il y a un allègement de la peine qui n'est valable que pour la mère auteure de l'infraction, ses complices n'en bénéficient pas[70]. L'on peut se demander pourquoi instaurer un allègement de la peine pour cette dernière. Considérant que toute génitrice doit protéger sa progéniture et la défendre avec ''becs et ongles'', l'on se dit de prime à bord que l'infanticide commis par la mère doit être frappé d'une aggravation de la peine. Le législateur a pourtant allégé la peine pour cette dernière.

Avec la modernisation de la procédure pénale issue des textes de fin 2024, le recours aux expertises scientifiques et psychiatriques devient central pour qualifier la matérialité des faits ou ajuster l'individualisation de la peine.

Concernant les pratiques homicides au XIXe siècle, Annick Tillier[71] a présenté une étude sur l'infanticide en Bretagne. Il en ressort que les mères commettant l'infanticide sont pour la plupart des mères célibataires, des épouses adultères ou des veuves. En cas de déni de grossesse, c'est-à-dire que lorsque la femme est surprise par l'arrivée de son bébé, l'intention criminelle peut naître[72]. Selon l'interprétation faite par des psychologues sur la question, pour les cas de déni de grossesse ces mères « ne sont évidemment pas dans un état normal.

Elles dérapent, elles basculent, et ce je sais, mais je ne veux pas savoir est un paradoxe psychique qui les protège de leur souffrance »[73]. Ce mécanisme appelé clivage selon les psychologues n'est pas de l'ordre de la folie selon ces derniers[74]. Tous ces motifs psychologiques complexes peuvent justifier l'allègement de la peine qui est faite. Ici, cette étude d'Annick Tillier est invoquée par analogie, pour illustrer les mécanismes sociaux, économiques ou culturels similaires susceptible de mener à l'infanticide au Mali.

A la différence du droit français ayant dissous le parricide et l'infanticide dans les circonstances aggravantes générales, le code pénal malien maintient une approche mixte. En conservant une excuse légale d'atténuation au profit de la mère, le législateur prend en compte les réalités psycho-sociales de la maternité traditionnelle. Il équilibre ainsi la répression des atteintes

[69] Idem art.321-2 al2.
[70] Ibidem.
[71] TILIER (A), *Des criminelles au village. Femmes infanticides en Bretagne (1825-1865),* Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2001, 447p.
[72] TSIKOUNAS (M), Compte rendu du livre d'Annick TILLIER (Des criminelles au village), Revue d'histoire moderne & contemporaine, 2003/1, p.182-185, disponible sur :https://www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2003-1-page-182.htm, consulté le 10 Août 2026.
[73]CLAIRE (M), Mère infanticide, meurtre d'enfant, bébé, déni de grossesse : l'affaire Courjault, disponible sur : http://www.marieclaire.fr/,mere-infanticide-meurtre-enfant-bebe-deni-de-grossessse-affairecourjault,20061,31375.asp, consulté le 10 Août 2026.
[74] Ibidem.

intrafamiliales avec la préservation de la cohésion sociale, affirmant la famille comme un cadre répressif spécifique garant des personnes vulnérables.

Conclusion

Au terme de cette étude, il apparaît nettement que le droit pénal de la famille au Mali est structuré par une dualité fondamentale. L'analyse des atteintes à l'intimité, de la protection des mineurs et des infractions intrafamiliales révèle la recherche constante d'un point d'équilibre : d'un côté, la sauvegarde de l'ordre familial traditionnel et du pluralisme normatif alimentée par la retenue du juge et le respect des mécanismes coutumiers ; de l'autre, la pénalisation indispensable des atteintes aux personnes pour protéger les membres les plus vulnérables du foyer.

Cette protection passe tantôt par l'immixtion dans la sphère familiale afin de rappeler les valeurs essentielles, tantôt par un refus d'immixtion lorsque la paix des familles prime sur la défense des intérêts lésés, comme en matière d'atteinte aux biens. En tout état de cause, le droit pénal reflète les évolutions qui ont marqués la famille. Ces évolutions ont parfois été analysées sous l'approche d'une crise, l'institution familiale ne parvenant plus à assurer ses fonctions de socialisation et d'éducation des enfants.

L'efficacité et l'humanisation de ce droit pénal ne sauraient toutefois reposer sur une logique exclusivement répressive. Pour répondre aux mutations contemporaines de la famille malienne et surmonter les dérives pratiques, des réformes s'imposent. Le législateur malien doit notamment consacrer une incrimination autonome des violences psychologiques conjugales, unifier les qualifications d'abandon de foyer sous des critères neutres, et institutionnaliser la médiation pénale familiale préalable. Seule une telle articulation entre rigueur normative, alternatives restauratives et formation continue des acteurs judiciaires permettra de garantir pleinement l'intérêt supérieur des victimes tout en préservant la cohésion sociale.

L'impact de l'arbitrage international sur l'attractivité du Maroc comme hub régional pour les opérations d'import-export

The Impact of International Arbitration on Morocco's Attractiveness as a Regional Hub for Import-Export Operations

Par:

Radouane LAKIR

Professeur

Asmaa RAGUEB

Doctorante en droit privé, Université Hassan Ier, Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales de Settat

Résumé :

Le Maroc ambitionne de devenir un hub régional pour les opérations d'import-export tournées vers l'Afrique et le bassin méditerranéen. Cet article se demande dans quelle mesure son cadre arbitral international contribue à cette ambition. L'approche associe l'analyse doctrinale, la comparaison des législations et l'exploitation de données tirées de rapports institutionnels et d'une enquête exploratoire menée auprès de quarante-sept juristes d'affaires. L'arbitrage y apparaît comme l'un des mécanismes qui sécurisent les transactions transfrontalières, sans être à lui seul le ressort de l'attractivité du pays. L'étude retrace le chemin parcouru depuis la loi n° 08-05 de 2007 jusqu'à la loi n° 95-17 de 2022, rappelle l'adhésion très précoce du Royaume à la Convention de New York de 1958 et examine l'accueil que les juridictions réservent aux sentences étrangères. Des fragilités demeurent. Elles tiennent à l'indépendance perçue des arbitres, à leur spécialisation et à la durée des procédures, et elles pèsent sur la position du Maroc face à Dubaï, au Caire et à Maurice. L'article propose enfin deux outils de recherche : un indice composite d'attractivité arbitrale, appliqué à titre exploratoire aux quatre places étudiées, et un protocole de codification du contentieux marocain de l'exequatur et de l'annulation, dont le dépouillement reste à conduire. Les résultats obtenus forment un faisceau d'indices convergents et non la preuve d'un lien de causalité. Ils nourrissent des recommandations destinées à consolider le dispositif arbitral marocain.

Mots-clés : arbitrage international, Maroc, hub régional, import-export, CIRDI, CCJA, investissement étranger, règlement des différends, indice d'attractivité

Abstract:

Morocco aims to become a regional hub for import-export operations directed towards Africa and the Mediterranean basin. This article asks to what extent its international arbitration framework contributes to that ambition. The approach combines doctrinal analysis, comparative review of legislation and data drawn from institutional reports and from an exploratory survey of forty-seven in-house and business lawyers. Arbitration emerges as one of the mechanisms that secure cross-border transactions, without being on its own the driver of the country's attractiveness. The study traces the path from Law No. 08-05 of 2007 to Law No. 95-17 of 2022, recalls the Kingdom's very early accession to the 1958 New York Convention and examines how Moroccan courts treat foreign awards. Weaknesses remain. They concern the perceived independence of arbitrators, their specialisation and the length of proceedings, and they weigh on Morocco's position against Dubai, Cairo and Mauritius. The article finally puts forward two research tools: a composite arbitral attractiveness index, applied on an exploratory basis to the four seats studied, and a coding protocol for Moroccan exequatur and annulment case law, whose systematic review is still to be carried out. The findings amount to converging evidence rather than proof of a causal link. They inform recommendations aimed at consolidating the Moroccan arbitration framework.

Keywords: international arbitration, Morocco, regional hub, import-export, ICSID, CCJA, foreign investment, dispute resolution, attractiveness index

Introduction

Depuis le début du XXIe siècle, le commerce international s'est complexifié au point que la sécurité juridique des transactions est devenue une préoccupation de premier ordre pour les opérateurs économiques. Les chaînes d'approvisionnement s'étirent sur plusieurs continents. Un même litige peut opposer un exportateur, un transporteur, une banque et un assureur qui relèvent chacun d'un droit différent.

Dans ce paysage, l'arbitrage international a pris l'ascendant sur les juridictions étatiques. Il est plus souple, plus discret, et ses sentences s'exécutent presque partout dans le monde.

Pour le Maroc, qui veut faire de Casablanca une plateforme régionale tournée vers l'Afrique subsaharienne et le pourtour méditerranéen, la question est stratégique. Lorsqu'une multinationale choisit où installer son centre régional, elle regarde la fiscalité et la main-d'œuvre. Elle regarde aussi, et on l'oublie souvent, la prévisibilité du droit qui s'appliquera à ses litiges commerciaux (Cutler, 2003 ; Born, 2021).

La littérature consacrée à l'arbitrage commercial international au Maghreb reste pourtant clairsemée. Certains travaux portent sur la réforme législative marocaine (Jalal, 2008 ; Naciri, 2014), d'autres sur l'investissement étranger au Maroc (Benali et Houssain, 2019). Aucun, à notre connaissance, n'étudie de façon documentée le lien entre l'efficacité du système arbitral et le positionnement du pays comme hub logistique.

C'est cette lacune que la présente étude voudrait commencer à combler. La question qui la guide est la suivante : dans quelle mesure le cadre normatif et institutionnel de l'arbitrage international au Maroc contribue-t-il à l'attractivité du pays comme hub régional d'import-export ?

La formulation est volontairement mesurée. L'attractivité d'un territoire tient à un ensemble de facteurs, parmi lesquels la stabilité macroéconomique, les infrastructures, la fiscalité, les accords commerciaux et la qualité de la main-d'œuvre. Le cadre arbitral y occupe une place significative, mais il n'est pas seul. Il ne s'agit donc pas d'isoler l'arbitrage comme cause unique de l'attractivité marocaine. Il s'agit d'apprécier sa contribution propre et les conditions dans lesquelles elle pourrait être renforcée. Les limites d'une telle démonstration sont discutées plus loin (II, A, 2).

Deux outils sont proposés en chemin, et il faut dire dès maintenant ce qu'ils sont. Le premier est un indice composite d'attractivité arbitrale, appliqué ici à titre exploratoire à quatre places. Le second est une grille de codification de la jurisprudence marocaine de l'exequatur et de l'annulation. Il s'agit d'un protocole de recherche : son application au corpus de soixante décisions déjà

rassemblé fera l'objet d'un travail distinct. Nous avons préféré l'annoncer franchement plutôt que de laisser attendre des résultats que cet article ne livre pas.

Le raisonnement suivra deux temps. Le Maroc dispose d'un cadre arbitral porteur d'attractivité, mais encore inabouti (I). L'attractivité régionale qui en résulte est réelle, mais elle reste fragile et appelle une consolidation méthodique (II).

I- UN CADRE ARBITRAL PORTEUR D'ATTRACTIVITE MAIS ENCORE INABOUTI

Avant d'évaluer le dispositif marocain, il faut comprendre pourquoi la qualité d'un système arbitral pèse dans les choix de localisation des opérateurs. Les fondements théoriques de cette attractivité (A) éclairent ensuite l'examen du cadre normatif et institutionnel marocain (B).

A- Les fondements théoriques de l'attractivité arbitrale

1- L'arbitrage, variable de localisation des échanges et des investissements

Les théories de la localisation des investissements directs étrangers ont fini par intégrer la qualité institutionnelle parmi les variables de premier plan, et avec elle l'efficacité des mécanismes de règlement des litiges (North, 1990 ; Acemoglu et Johnson, 2005). Pour un opérateur du commerce international, la sécurité juridictionnelle se comporte comme un bien public. Quand elle fait défaut, il la paie en coûts de transaction (Williamson, 1985).

Face aux juridictions étatiques, l'arbitrage offre plusieurs avantages. La neutralité du forum écarte le risque de voir le juge favoriser la partie locale. Le libre choix du droit applicable et de la langue permet d'adapter la procédure à chaque relation contractuelle. La confidentialité, enfin, protège les secrets d'affaires, ce qui compte beaucoup dans la distribution et la logistique, où la réputation des acteurs est un actif à part entière.[1]

Surtout, la Convention de New York de 1958, qui compte aujourd'hui 172 États parties, permet de faire exécuter la sentence dans la quasi-totalité des pays du monde. Aucune décision judiciaire nationale n'offre une telle portée (UNCITRAL, 2022). Dans l'import-export, où les biens et les créances en litige sont souvent dispersés entre plusieurs États, cet avantage est décisif.

Plusieurs études économétriques vont dans le même sens. Sur un échantillon de 145 pays, Nunn (2007) montre que la qualité des institutions judiciaires favorise nettement les échanges bilatéraux de produits dont les contrats sont difficiles à vérifier par un juge. Anderson et

[1]La doctrine reste partagée sur la nature de ce rapport. Pour certains auteurs, l'arbitrage se substitue à une justice étatique défaillante. Pour d'autres, il la complète, car son efficacité dépend du concours du juge au stade de l'exequatur et du contrôle (Dezalay et Garth, 1996 ; Born, 2021). La seconde lecture est celle retenue ici, puisqu'elle explique pourquoi la qualité des juridictions de contrôle pèse sur l'attractivité d'une place arbitrale.

Marcouiller (2002) observent pour leur part que l'insécurité institutionnelle freine le commerce dans des proportions comparables à celles des barrières tarifaires. Améliorer le cadre arbitral pourrait donc produire sur les flux commerciaux un effet voisin d'une baisse des droits de douane. Il faut toutefois garder en tête que ces travaux mesurent la qualité institutionnelle en général et ne portent pas sur le Maroc. Ils servent ici d'analogie théorique, pas de preuve directe.

L'import-export est d'ailleurs une terre d'élection pour l'arbitrage. Une même chaîne réunit importateurs, exportateurs, transitaires, transporteurs, assureurs et banques documentaires. Les litiges qui en naissent sont souvent complexes et transfrontaliers, et une juridiction étatique peine à les traiter lorsqu'elle ne peut pas atteindre toutes les parties. Les règles applicables sont en outre très techniques. Qu'il s'agisse des Incoterms 2020, des règles et usances uniformes UCP 600 relatives aux crédits documentaires ou des conventions sur la vente et le transport internationaux (CVIM, CMR, Convention de Varsovie), ces matières demandent une expertise sectorielle que le juge commercial généraliste ne possède pas toujours.

La confidentialité joue ici un rôle particulier (Gaillard et Savage, 1999 ; Redfern et Hunter, 2015). Dans le commerce des denrées alimentaires, des produits pharmaceutiques ou des biens de grande consommation, un litige rendu public peut abîmer durablement la relation entre un fournisseur et son distributeur, et parfois la relation avec des clients tiers. La souplesse procédurale complète le tableau : les règlements de la CCI et du SIAC prévoient l'intervention d'un arbitre d'urgence, qui permet d'obtenir des mesures conservatoires en quelques jours.

2- La concurrence entre places arbitrales et la proposition d'un indice de mesure

La notion d'attractivité territoriale vient de la géographie économique (Krugman, 1991) et a été transposée à la compétitivité des nations (Porter, 1990). On peut la rendre opérationnelle à travers quelques indicateurs : la prévisibilité du droit, l'indépendance judiciaire, la durée moyenne des procédures, le coût et la réputation internationale de la place.

Appliqué à l'arbitrage, ce cadre a notamment servi à Dezalay et Garth (1996) pour analyser la rivalité entre Londres, Paris, Genève et New York, à laquelle se sont joints plus tard Singapour, Hong Kong et Dubaï. Le Maroc s'inscrit dans ce paysage comme une place émergente en quête de légitimité régionale, principalement à travers le CIMAR.

L'attractivité d'une place arbitrale repose en réalité sur deux dimensions. La première est fonctionnelle : qualité du service, compétence des arbitres, sécurité juridique des sentences, prévisibilité des coûts. La seconde est symbolique, et elle compte peut-être davantage. Être désigné dans les clauses compromissoires des grands contrats internationaux est un signal de légitimité qui ne se construit que sur la durée. Le Maroc doit travailler les deux en même temps.

La théorie des effets d'agglomération apporte un éclairage complémentaire. Marshall (1920) avait montré que la concentration d'activités semblables dans un même lieu produit des externalités positives, et Jacobs (1969) a souligné le rôle de la diversité urbaine dans ces dynamiques. Rapportée à l'arbitrage, l'idée est simple : réunir en un même lieu des avocats d'affaires, des arbitres reconnus et des cabinets d'expertise renforce l'attractivité de la place. Avec environ deux cents entreprises membres et une vocation de hub financier continental, Casablanca Finance City offre un cadre propice à ce type d'écosystème.

Cette concurrence n'a rien de spontané. Elle reflète des stratégies d'État délibérées. Singapour a investi plusieurs centaines de millions de dollars dans Maxwell Chambers, un complexe entièrement consacré à l'arbitrage international. Dubaï a créé le DIFC, une zone franche juridique dotée de sa propre législation inspirée de la common law.

Ces investissements ont redessiné la carte mondiale de l'arbitrage. Des hubs régionaux se sont formés, chacun captant les litiges de sa zone d'influence : Singapour pour l'Asie du Sud-Est, Hong Kong pour la Chine, Dubaï pour le Golfe et l'Afrique orientale, Johannesburg pour l'Afrique australe. Casablanca pourrait jouer ce rôle pour l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne francophone. C'est une chance, puisque le Maroc peut devenir la porte d'entrée juridique de l'Afrique pour les investisseurs européens et nord-américains. C'est aussi une exigence, car il devra investir suffisamment dans ses institutions pour convaincre les opérateurs d'inscrire Casablanca dans leurs clauses.

La littérature juxtapose ces facteurs d'attractivité, qu'ils soient normatifs, institutionnels ou réputationnels, sans les réunir dans un instrument de mesure unique. Pour dépasser la simple description à laquelle s'exposent les comparaisons entre places arbitrales, nous proposons un outil original, l'Indice d'Attractivité Arbitrale Régionale (IAAR).

L'IAAR réunit cinq composantes, notées chacune sur 20 points, pour un score global sur 100. La conformité normative (C1) mesure l'alignement de la législation nationale sur la Loi-type de la CNUDCI révisée en 2006 : un alignement total vaut 20 points, un alignement partiel 10 points, l'absence d'alignement 0. La capacité institutionnelle (C2) rapporte le nombre de nouveaux dossiers traités chaque année par l'institution de référence à celui de la place la mieux dotée de l'échantillon. La célérité procédurale (C3) rapporte la durée la plus courte observée à la durée moyenne de la place, de sorte qu'une procédure plus longue est pénalisée. La densité conventionnelle fiscale (C4) rapporte le nombre de conventions de non double imposition au maximum observé. Le rayonnement réputationnel (C5), enfin, retient la présence dans le

classement GAR 100 : 20 points si la place y figure, 0 dans le cas contraire. C'est une mesure simplifiée de la réputation internationale.[2]

Les cinq composantes sont ici pondérées de façon égale. Nous ne disposons pas encore d'une base suffisante pour justifier empiriquement une autre pondération, et c'est une limite que nous assumons. L'indice est appliqué plus loin aux quatre places étudiées (II, A, 1). Son intérêt tient à sa reproductibilité : il pourrait être transposé à d'autres ensembles régionaux, comme l'Afrique de l'Ouest ou l'Afrique australe, et aider les pouvoirs publics à suivre l'effet de leurs réformes dans le temps. Parce que sa pondération est égale, que ses composantes sont peu nombreuses et qu'il dépend des données publiées par les institutions, il faut le voir comme un point de départ méthodologique et non comme un instrument de mesure achevé.

B- Un cadre normatif et institutionnel marocain en voie de modernisation

1- Des sources normatives progressivement mises à niveau

Pendant longtemps, le droit marocain de l'arbitrage a souffert de sa dispersion. Les règles étaient réparties entre le Code de procédure civile de 1974, le Code de commerce de 1996 et diverses conventions bilatérales d'investissement. Cet éparpillement créait des incertitudes, qu'il s'agisse de la validité de la clause compromissoire dans certains contrats, de l'arbitrabilité des litiges impliquant des personnes morales de droit public ou de la constitution du tribunal arbitral lorsque les parties sont nombreuses.

La loi n° 08-05 du 30 novembre 2007 a rassemblé et modernisé le régime de l'arbitrage interne et international, en l'insérant aux articles 306 à 327-70 du Code de procédure civile (Jalal, 2008). Inspirée de la Loi-type de la CNUDCI de 1985, elle a rapproché le droit marocain des standards internationaux sans s'y aligner entièrement. Elle a consacré le principe de compétence-compétence et la validité de la clause compromissoire dans les contrats commerciaux. Elle a permis aux parties d'organiser l'instance par référence à un règlement institutionnel. Elle a aussi limité les recours en annulation à une liste fermée de motifs, inspirée de l'article 34 de la Loi-type.

Quinze ans plus tard, la loi n° 95-17 relative à l'arbitrage et à la médiation conventionnelle a franchi une étape supplémentaire. Promulguée par le dahir n° 1-22-34 du 24 mai 2022, elle sort l'arbitrage du Code de procédure civile pour lui consacrer un texte autonome, qui traite aussi de la

[2]Pour C3, la durée retenue est le point médian de la fourchette publiée : 21 mois pour le Maroc, 13,5 pour Dubaï, 17,5 pour Le Caire et 15 pour Maurice. Le score est égal à 20 multiplié par le rapport entre la durée la plus courte de l'échantillon et la durée de la place. Pour C2 et C4, le score est égal à 20 multiplié par le rapport entre la valeur de la place et la valeur maximale observée, soit 289 dossiers et 115 conventions pour Dubaï. Les valeurs sont arrondies à une décimale.

médiation conventionnelle.[3] Ce changement répond à une demande ancienne des praticiens. Plusieurs questions restent néanmoins ouvertes au regard de la Loi-type révisée en 2006. À notre connaissance, le texte n'organise ni la jonction d'instances connexes ni le financement de l'arbitrage par un tiers, pratique pourtant courante dans les arbitrages d'investissement. Les praticiens étrangers citent régulièrement ces points comme des sources d'incertitude.

Sur le plan international, le Maroc a été l'un des tout premiers États à rejoindre la Convention de New York. Il l'a ratifiée le 12 février 1959, et elle est entrée en vigueur à son égard le 7 juin de la même année, ce qui en fait l'un des premiers États arabes et africains à s'y être engagés (UNCITRAL, 2022). Cette ratification est assortie d'une réserve de réciprocité.[4] Elle garantit que les sentences rendues au Maroc peuvent bénéficier du régime d'exécution simplifié dans les autres États parties.

Dans la pratique, l'application de la Convention par les juridictions marocaines a progressé. Les premières décisions trahissaient une certaine réticence à reconnaître les sentences étrangères, nourrie par une conception extensive de l'ordre public international. La jurisprudence récente de la Cour de cassation marque une ouverture : l'ordre public international ne peut faire obstacle à une sentence que si son exécution serait « manifestement contraire » aux principes fondamentaux de l'ordre juridique marocain. Cette évolution n'est encore illustrée que par des décisions isolées. Le protocole de codification présenté plus loin (II, A, 2) vise précisément à la vérifier de manière systématique.

Des difficultés pratiques demeurent. Les praticiens font état de délais d'exequatur compris entre dix-huit et trente-six mois (UGGC, 2021), alors qu'à Singapour ou à Paris l'exequatur s'obtient en trois à six mois.[5] La jurisprudence marocaine a aussi longtemps hésité sur la qualification des sentences, internes ou internationales, dont dépend le régime procédural applicable. La loi n° 95-17 a entendu clarifier ce point, et il faudra observer comment les juridictions s'approprient ses dispositions.

À ces textes s'ajoute un important réseau conventionnel. Le Maroc a conclu plus de soixante-dix accords bilatéraux d'investissement comportant des clauses d'arbitrage entre investisseur et

[3]La loi n° 95-17 a été publiée au Bulletin officiel n° 7099 du 13 juin 2022. Elle abroge les articles 306 à 327-70 du Code de procédure civile issus de la loi n° 08-05. Les développements consacrés à ce texte tiennent compte de sa rédaction à la date de publication. Leur mise à jour devra intégrer les premières décisions rendues sur son fondement.
[4]Au titre de cette réserve, le Maroc n'applique la Convention qu'à la reconnaissance et à l'exécution des sentences rendues sur le territoire d'un autre État contractant (UNCITRAL, 2022). Vu le nombre d'États parties, la portée pratique de cette restriction est aujourd'hui limitée.
[5]Ces délais proviennent de sources professionnelles et non d'une statistique judiciaire systématique. Le quatrième axe du protocole de codification présenté en II, A, 2 a précisément pour objet de les vérifier sur le corpus de décisions rassemblé.

État, notamment avec les États-Unis (1985), la France (1996), l'Espagne (1997) et l'Allemagne (2001). La plupart renvoient au CIRDI. Le Royaume a été partie à une dizaine de procédures devant ce centre, dans les télécommunications, l'eau, l'assainissement et l'agriculture. L'affaire *Société Générale c. Maroc* (ARB/04/18) a montré la nécessité de gérer de manière plus active les risques contentieux liés aux investissements étrangers (ICSID, 2023).

Ces expériences ont conduit les autorités à revoir leur manière de négocier les nouveaux accords. Elles y introduisent désormais des périodes de consultation préalable, des mécanismes de jonction des procédures et des définitions plus précises de l'investissement protégé. La révision des accords existants, notamment avec les États de l'Union européenne et avec le Royaume-Uni depuis le Brexit, reste un chantier prioritaire.

2- Des institutions arbitrales en quête de visibilité

Plusieurs centres d'arbitrage opèrent au Maroc. Le principal est le Centre d'Arbitrage, de Médiation et de Conciliation (CIMAR) de la Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services de Casablanca. Créé en 2003, il a traité environ 450 dossiers entre 2010 et 2023, avec une nette montée en puissance depuis 2018 (CIMAR, 2023). Son règlement, révisé en 2019, s'inspire largement de celui de la CCI. Ses tarifs, bien inférieurs à ceux de la CCI ou de la LCIA, sont un véritable atout pour les litiges de taille moyenne entre entreprises de la région MENA.

Le CIMAR manque pourtant de visibilité internationale. Ses statistiques ne figurent pas régulièrement dans les grands annuaires comme la Global Arbitration Review ou Who's Who Legal, et peu d'arbitres inscrits sur sa liste ont une expérience significative des litiges dépassant cinq millions d'euros. Le Centre Marocain d'Arbitrage International (CMAR), actif depuis 2010, s'est spécialisé dans les litiges entre entreprises africaines et européennes, avec une compétence particulière pour les contrats d'infrastructure et d'énergie.

Le Maroc entretient par ailleurs des liens avec la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage (CCJA) de l'OHADA, sans être partie au Traité.[6] Cette proximité avec un système arbitral harmonisé couvrant dix-sept États africains est un atout pour qui veut se positionner comme plateforme d'arbitrage panafricain (Diallo, 2022).

II- UNE ATTRACTIVITE REGIONALE ENCORE A CONSOLIDER

Les atouts décrits jusqu'ici doivent être mis à l'épreuve. La comparaison avec les places concurrentes et les données recueillies sur le terrain permettent de situer le Maroc avec plus de

[6]L'OHADA regroupe aujourd'hui dix-sept États membres. Le Maroc n'est pas partie au Traité de Port-Louis. Ses liens avec l'organisation relèvent de la coopération institutionnelle et doctrinale, ce qui explique que la question d'une adhésion soit discutée parmi les recommandations (II, B, 2).

précision (A). Elles font aussi apparaître des fragilités auxquelles il est possible de répondre par des réformes réalistes (B).

A- Un positionnement concurrentiel éclairé par la comparaison et par l'enquête

1- Le Maroc face à Dubaï, au Caire et à Maurice

La comparaison porte sur quatre places : Casablanca, Dubaï, Le Caire et l'Île Maurice. Elle retient cinq critères, qui sont l'alignement du cadre normatif sur la Loi-type de la CNUDCI, le volume de dossiers traités, la durée moyenne de résolution, le réseau de conventions fiscales et la réputation internationale mesurée par le classement GAR. Les données proviennent de la Global Arbitration Review, des statistiques de la CCI, du rapport *Business Ready* de la Banque mondiale et des rapports annuels des institutions concernées.

Dubaï s'est imposé comme la place dominante de la zone MENA. Il a réuni une législation très moderne, avec la DIFC Arbitration Law de 2008 amendée en 2021, une justice bilingue de common law, une fiscalité nulle pour les entreprises offshore et un écosystème de services juridiques de niveau international. En 2022, le DIAC a enregistré 289 nouveaux dossiers, pour une valeur médiane en litige de douze millions de dollars (DIAC, 2022). Ce succès tient à deux choix. Le premier est la création du DIFC, zone franche juridique régie par une législation autonome inspirée du droit anglais, qui a attiré les entreprises étrangères sans les soumettre au droit émirien. Le second est une politique de promotion active en Asie centrale, en Afrique orientale et dans le sous-continent indien, faite de partenariats avec les chambres de commerce locales et de conférences arbitrales régulières.

Le Centre Régional du Caire pour l'Arbitrage Commercial International (CRCICA), créé en 1979 sous l'égide de l'Organisation juridique consultative afro-asiatique, jouit d'une légitimité ancienne en Afrique et dans le monde arabe. Plus de quarante ans d'activité lui ont permis de constituer une jurisprudence arbitrale abondante, publiée en arabe, en anglais et en français. En 2022, il a traité 125 nouveaux dossiers, dont une part croissante impliquait des parties d'Afrique subsaharienne (CRCICA, 2022). Sa grille tarifaire, dégressive et nettement plus basse que celle de la CCI pour les litiges de moins de cinq millions de dollars, le rend compétitif. Le CRCICA souffre toutefois de l'instabilité politique égyptienne et de l'image dégradée du climat des affaires au Caire.

L'Île Maurice a construit une offre tournée vers les litiges d'investissement et le commerce international en Afrique australe et orientale. Le MARC applique une législation calquée sur la version intégrale de 2006 de la Loi-type, ce qui lui donne un alignement normatif supérieur à celui du Maroc. Son adhésion à la Convention de Singapour sur la médiation et son réseau de quarante-cinq conventions fiscales en font un point d'appui recherché pour le commerce triangulaire

(UNCTAD, 2022). Sa stratégie mérite l'attention. Maurice a délibérément ciblé les litiges liés aux investissements en Afrique subsaharienne, en développant une expertise en propriété intellectuelle, en contentieux minier et en contrats d'infrastructure de télécommunications. Plutôt que d'affronter les grandes places généralistes, elle s'est bâti une réputation dans un créneau bien délimité. Le Maroc pourrait suivre une voie comparable en se spécialisant dans le commerce agroalimentaire, dans les contrats de distribution en Afrique de l'Ouest francophone ou dans le financement du commerce.

Critère	Maroc (CIMAR)	Dubaï (DIAC)	Le Caire (CRCICA)	Maurice (MARC)
Alignement sur la Loi-type CNUDCI	Partiel	Total	Partiel	Total
Nouveaux dossiers (2022)	environ 85	289	125	environ 50
Durée moyenne (mois)	18 à 24	12 à 15	15 à 20	12 à 18
Langues	FR, AR	EN, AR	AR, EN, FR	EN, FR
Conventions fiscales	plus de 60	plus de 115	plus de 55	plus de 45
Classement GAR 100	Non classé	Classé	Non classé	Non classé

Tableau 1 : Comparaison des places arbitrales de la zone MENA et Afrique (sources : GAR, 2023 ; ICC, 2022 ; DIAC, 2022 ; CRCICA, 2022 ; CIMAR, 2023).

Le tableau 1 montre un retard quantitatif net du Maroc face à Dubaï et au Caire. Le pays a pourtant des atouts : sa situation au carrefour de l'Europe, de l'Afrique subsaharienne et du Moyen-Orient, des juristes bilingues en français et en arabe, et un réseau dense d'accords commerciaux préférentiels, qui comprend l'Accord d'Agadir, l'accord de libre-échange avec les États-Unis de 2006, l'accord d'association avec l'Union européenne et de nombreux accords avec des États africains.

Ce retard en volume ne doit pas masquer un potentiel réel. Les quelque 85 dossiers traités chaque année par le CIMAR traduisent sans doute moins un manque d'attractivité intrinsèque qu'un déficit de promotion institutionnelle. Le SIAC de Singapour traitait lui-même moins de soixante dossiers par an au début des années 2000. Il est devenu l'une des toutes premières places mondiales, avec plusieurs centaines de dossiers annuels, grâce à une stratégie de développement soutenue par l'État.

L'application de l'IAAR aux données du tableau 1, avec une pondération égale des cinq composantes, donne les scores présentés au tableau 2.

Place	C1 Normatif (/20)	C2 Dossiers (/20)	C3 Célérité (/20)	C4 Fiscal (/20)	C5 Réputation (/20)	Score IAAR (/100)
Maroc (CIMAR)	10	5,9	12,9	10,4	0	**39**
Dubaï (DIAC)	20	20	20	20	20	**100**
Le Caire (CRCICA)	10	8,7	15,4	9,6	0	**44**

Place	C1 Normatif (/20)	C2 Dossiers (/20)	C3 Célérité (/20)	C4 Fiscal (/20)	C5 Réputation (/20)	Score IAAR (/100)
Maurice (MARC)	20	3,5	18,0	7,8	0	**49**

Tableau 2 : Score composite IAAR par place arbitrale (calcul des auteurs à partir du tableau 1, pondération égale des cinq composantes).

Cet exercice a d'abord une valeur heuristique, et il appelle deux remarques. La première concerne l'écart entre le Maroc (39 sur 100) et Dubaï, qui sert d'étalon avec 100 points. Cet écart tient pour l'essentiel aux composantes C2 et C5, c'est-à-dire au volume de dossiers et à l'absence de classement GAR. Ce sont des variables de notoriété et de masse critique plus que de qualité normative, ce qui conforte l'idée d'un déficit de promotion plus que de fond.

La seconde remarque porte sur la proximité entre le Maroc et Le Caire (44 sur 100), alors que le centre égyptien a plus de quarante ans d'existence. L'écart de cinq points reste modeste, mais il faut se garder d'en tirer davantage qu'il ne permet. Nous avons testé plusieurs pondérations alternatives. Elles réduisent l'écart sans l'inverser. Celui-ci ne se renverserait que si la densité conventionnelle fiscale pesait environ six fois plus que le volume de dossiers et la célérité, ou si l'on ajoutait une composante qualitative, comme la stabilité politique perçue, sur laquelle le Maroc devancerait nettement l'Égypte.[7] Le classement entre ces deux places doit donc être lu comme fragile. L'IAAR éclaire des ordres de grandeur, il ne tranche pas des écarts fins.

Les chiffres ne disent pas tout, et le succès de Dubaï mérite une lecture plus attentive. Trois mécanismes paraissent déterminants. Le premier est l'autonomie juridique du DIFC par rapport au droit fédéral émirien. Plutôt que de réformer l'ensemble du système judiciaire national, les autorités ont créé une enclave régie par un droit importé, immédiatement lisible pour les investisseurs de tradition anglo-saxonne. Le deuxième est le recrutement, pour les DIFC Courts qui siègent en anglais, d'anciens magistrats de la Cour d'appel d'Angleterre et du pays de Galles. Il a conféré à la place une crédibilité immédiate, sans période d'apprentissage. Le troisième est l'association d'une zone franche fiscale et d'une zone franche juridique. L'investisseur y trouve un guichet unique et n'a pas à séparer ses choix fiscaux de ses choix de sécurité juridictionnelle.

[7]Trois scénarios ont été testés. En doublant le poids de C1 et en réduisant de moitié celui de C5, on obtient 44,7 pour le Maroc et 48,8 pour Le Caire. En réduisant de moitié le poids de C2 et en doublant celui de C4, on obtient 42,4 et 44,4. En triplant le poids de C4, on obtient 42,9 et 44,8. Avec une pondération égale, Le Caire devance le Maroc de 2,8 points sur C2 et de 2,6 points sur C3, tandis que le Maroc ne le devance que de 0,9 point sur C4. L'inversion supposerait donc que C4 pèse environ six fois plus que C2 et C3, ou qu'une sixième composante donne au Maroc une avance d'au moins 4,5 points sur 20.

Ce modèle se transpose mal au Maroc, et la comparaison chiffrée ne suffit pas à lever les obstacles. Une enclave de common law s'accorderait difficilement avec la tradition civiliste marocaine. Elle se heurterait aussi à la place qu'occupe le droit national dans la conception marocaine de l'ordre public. Dubaï, où le droit fédéral coexiste avec la common law du DIFC, n'a pas eu à affronter cette difficulté dans les mêmes termes. Le recrutement de magistrats étrangers soulève en outre, au Maroc, une question de souveraineté judiciaire dont la sensibilité politique doit être prise au sérieux.

Ce qui peut réellement être transposé, ce n'est donc pas le modèle dans son ensemble, mais certains dispositifs, que l'on peut adopter séparément et cumuler. On pense à la bilinguisation des procédures de contrôle judiciaire, à la publication systématique et structurée de la jurisprudence arbitrale, ou à un guichet administratif unique réunissant Casablanca Finance City, le CIMAR et une chambre judiciaire spécialisée. Cette hypothèse, plus modeste qu'une reproduction du modèle du DIFC, sous-tend la proposition de chambre commerciale internationale discutée plus loin (II, B, 2).

2- Les enseignements et les limites des données empiriques

Trois sources ont été mobilisées. La première est documentaire : rapports annuels du CIMAR de 2018 à 2023, statistiques du ministère de la Justice sur le contentieux commercial et données de la CNUCED sur les flux d'investissements étrangers vers le Maroc. La deuxième est une enquête conduite entre septembre et novembre 2023 auprès de 47 juristes d'affaires et responsables juridiques d'entreprises multinationales installées au Maroc, avec un taux de réponse de 62 %. La troisième est un corpus de soixante décisions rendues entre 2015 et 2023 par les cours d'appel de Casablanca et de Rabat en matière d'exequatur et d'annulation. Ce corpus est constitué, mais son dépouillement systématique n'est pas encore achevé. Le présent article n'en exploite donc pas les résultats et se borne à exposer le protocole qui servira à l'analyser.

L'examen des investissements étrangers entrants entre 2010 et 2023 révèle une corrélation positive entre les réformes du cadre arbitral et la progression des investissements dans les secteurs exposés au commerce international. Selon l'Office des Changes (2023), les investissements étrangers dans la logistique, le commerce de gros international et la distribution ont progressé de 12,4 % par an en moyenne sur la période. La hausse s'accélère à partir de 2015, une fois la loi n° 08-05 entrée dans la pratique.

Cette corrélation doit être lue avec prudence. La même période a vu monter en puissance d'autres facteurs d'attractivité : le port de Tanger Med et les infrastructures logistiques, de nouveaux accords commerciaux préférentiels, les incitations fiscales liées au statut de Casablanca

Finance City, et une amélioration générale du climat des affaires mesurée par les classements internationaux (World Bank, 2023). Cette étude n'a pas mobilisé de méthode de décomposition économétrique permettant de distinguer la part de la hausse imputable au cadre arbitral de celle due à ces facteurs. La corrélation est donc compatible avec une contribution positive de l'arbitrage, sans la démontrer. Elle ne peut, à elle seule, porter les conclusions de l'article. Elle s'ajoute à d'autres indices et se lit avec eux.

L'enquête apporte un éclairage complémentaire. 73 % des juristes interrogés jugent la qualité du cadre arbitral « importante » ou « très importante » dans le choix d'implanter une entité commerciale au Maroc. Ce résultat rejoint les études internationales sur la localisation des sièges régionaux, qui placent la qualité du droit et de la justice parmi les trois premiers critères, aux côtés de la fiscalité et du coût du travail qualifié, mais pas au premier rang. L'arbitrage apparaît ainsi comme un facteur parmi d'autres, et non comme le moteur principal de l'attractivité marocaine.

Un autre chiffre est plus parlant. 81 % des répondants déclarent avoir inscrit dans leurs contrats récents avec des partenaires étrangers une clause renvoyant à une institution internationale, qu'il s'agisse de la CCI, de la LCIA ou du CIRDI, plutôt qu'au CIMAR. Ce choix traduit une réserve persistante envers les institutions locales, qu'il faut nuancer. Il reflète en partie une inertie contractuelle, les juristes d'entreprise reprenant les clauses types validées par leur maison mère. Il révèle aussi un doute sur la capacité du CIMAR à traiter des litiges complexes à fort enjeu. Les litiges de faible montant, inférieurs à 500 000 dirhams, lui sont en revanche majoritairement soumis.

La portée de ces pourcentages dépend de la composition de l'échantillon, et c'est là que se situe la principale faiblesse de l'enquête. La répartition des répondants selon l'origine géographique du capital de leur entreprise, leur secteur d'activité et la taille de leur entité n'a pas été documentée à ce stade.[8] Tant qu'elle ne l'est pas, on ne peut pas savoir si l'échantillon reflète surtout de grandes filiales ou s'il inclut aussi des PME exportatrices. Les chiffres de l'enquête doivent donc être lus comme les indices d'une tendance perçue par un groupe de praticiens, non comme une mesure représentative de l'ensemble des opérateurs étrangers présents au Maroc.

Le contentieux de l'exequatur et de l'annulation constitue le troisième volet de la recherche. À notre connaissance, aucun travail publié sur le Maroc n'en a encore proposé une exploitation systématique et chiffrée. Nous en présentons ici le programme, non les résultats. La grille retenue

[8]Ces informations n'ont pas été recueillies de manière exploitable lors de la passation du questionnaire. Elles seront documentées et publiées avec toute exploitation ultérieure de l'enquête.

s'inspire de celles qu'utilisent les études de jurisprudence comparée (Redfern et Hunter, 2015). Elle code chaque décision selon cinq axes. On relève d'abord la nature de la décision, demande d'exequatur ou recours en annulation, avec la juridiction saisie et l'année. On note ensuite son sens : accueil, rejet ou décision non définitive. Le troisième axe recense le motif retenu en cas de refus ou d'annulation, qu'il s'agisse de l'ordre public international, d'une irrégularité dans la constitution du tribunal arbitral, d'une atteinte au contradictoire, d'un dépassement de mission ou d'un défaut de notification. Le quatrième mesure le délai entre la saisine et la décision, afin de vérifier les durées évoquées plus haut. Le cinquième, enfin, identifie le lieu où la sentence a été rendue, pour savoir si les juges traitent différemment les sentences internes et étrangères.

Appliquée à l'ensemble du corpus, cette grille permettra de vérifier, au-delà de quelques décisions isolées, le mouvement d'ouverture jurisprudentielle décrit plus haut (I, B, 1). Elle mesurera le poids respectif des différents motifs de refus ou d'annulation. Elle dira aussi s'il existe des écarts entre les cours d'appel de Casablanca et de Rabat. Si de tels écarts se confirmaient, ils nuiraient à la prévisibilité que recherchent les opérateurs et plaideraient en faveur de la chambre spécialisée proposée plus loin. La taille du corpus permettra de dégager des tendances descriptives solides, mais pas de conduire des tests de significativité statistique. Il faudra donc rester prudent avant de généraliser un écart, par exemple entre juridictions.

Au total, trois limites doivent être gardées à l'esprit. La corrélation entre réformes arbitrales et investissements ne permet pas d'isoler l'effet propre de l'arbitrage. Une stratégie d'identification plus solide supposerait une approche en différences de différences, comparant des secteurs inégalement exposés aux réformes de 2007 et de 2022, ou un modèle de gravité du commerce à la manière de Nunn (2007) calibré sur les données marocaines. L'enquête, faute de données sur la composition de l'échantillon, ne permet aucune inférence statistique générale. Le corpus jurisprudentiel, enfin, n'est pas encore exploité. Les enseignements de cette partie constituent donc des indices convergents de plausibilité, et non une démonstration robuste du lien de causalité entre qualité du cadre arbitral et attractivité économique. Les recommandations qui suivent reposent sur ce constat nuancé.

B- Des fragilités structurelles aux leviers de consolidation

1- Les fragilités persistantes du dispositif marocain

La première difficulté tient aux arbitres. Les praticiens regrettent souvent le manque d'arbitres indépendants, spécialisés et reconnus à l'international. La liste du CIMAR compte environ 120 noms, mais une part importante est composée de magistrats en exercice ou

d'universitaires. Les praticiens étrangers jugent leur disponibilité et leur familiarité avec l'arbitrage commercial international insuffisantes (Naciri, 2014). À Singapour ou à Paris, en comparaison, les institutions disposent de centaines de spécialistes, parmi lesquels d'anciens praticiens du commerce international, des ingénieurs et des experts financiers dotés d'une double compétence.

L'indépendance des arbitres à l'égard des juridictions étatiques suscite aussi des interrogations, surtout lorsque l'État ou une entreprise publique est partie à l'arbitrage. Un code de déontologie, accompagné d'une procédure de récusation transparente et d'une publication des décisions rendues sur les demandes de récusation, renforcerait la confiance.

La deuxième difficulté est la durée. Un arbitrage dure en moyenne de dix-huit à vingt-quatre mois au Maroc, sans compter l'exequatur. Les recours en annulation y ajoutent souvent de douze à trente-six mois. Dans les cas les plus défavorables, cinq à six ans peuvent séparer l'ouverture de la procédure de l'exécution effective de la sentence. L'un des principaux avantages de l'arbitrage disparaît alors. La Cour d'appel de Casablanca, compétente pour la grande majorité des recours, est chroniquement surchargée, avec environ 2 800 affaires commerciales en instance chaque année (Ministère de la Justice, 2023).

La troisième difficulté est l'absence d'une juridiction commerciale spécialisée dans le contentieux international. Contrairement à Dubaï, le Maroc n'en dispose pas, et les rapports de la Banque mondiale présentent cette lacune comme un frein à son attractivité judiciaire (World Bank, 2023). Les juges des tribunaux de commerce, compétents dans les litiges internes, sont rarement formés aux questions complexes de droit international privé, de droit maritime ou de financement du commerce international.

La dernière difficulté est linguistique. Depuis 1965, les juridictions marocaines travaillent en arabe, alors que les affaires internationales se traitent surtout en français ou en anglais. Les arbitrages conduits au CIMAR peuvent se dérouler en français ou en anglais, mais les recours devant les juridictions étatiques se déroulent en arabe. Les parties étrangères doivent alors faire traduire leurs pièces, ce qui coûte cher et expose à des erreurs (Benali et Houssain, 2019).

2- Les voies d'une consolidation réaliste

Le premier levier est législatif. L'adoption de la loi n° 95-17 a satisfait la demande d'un texte autonome, distinct du Code de procédure civile. Il reste à achever l'alignement sur la Loi-type révisée en 2006. Le législateur pourrait préciser le régime de l'arbitrage multipartite et de la jonction des instances, encadrer le financement par un tiers et consacrer clairement le principe *favor arbitrandum* dans l'interprétation des clauses compromissoires (Born, 2021 ; Fouchard,

Gaillard et Goldman, 1999). D'autres questions sensibles méritent un examen attentif : l'arbitrabilité des litiges impliquant des personnes morales de droit public, et la langue utilisée devant les juridictions étatiques de contrôle.

Le deuxième levier est juridictionnel. Le Maroc pourrait créer, au sein de Casablanca Finance City, une juridiction commerciale internationale travaillant en français et en anglais. Les DIFC Courts de Dubaï, la juridiction commerciale de l'Île Maurice et le Qatar Financial Centre Court offrent des précédents. Cette juridiction serait dotée de juges spécialisés. Sa compétence serait optionnelle et couvrirait les litiges commerciaux transfrontaliers dépassant un seuil financier à définir. Une telle initiative renforcerait nettement la crédibilité de Casablanca (CGEM, 2022).

Deux questions doivent être tranchées pour concevoir cette juridiction. La première concerne le statut des juges. Faut-il des magistrats marocains formés au droit international, ou d'anciens magistrats étrangers, comme l'ont choisi le DIFC et le Qatar ? Une formule hybride paraît la plus acceptable. La juridiction serait composée majoritairement de magistrats marocains et pourrait s'adjoindre des assesseurs étrangers dans les affaires les plus complexes. La seconde question concerne la publication des décisions. Une jurisprudence accessible, structurée et diffusée en plusieurs langues est un facteur décisif pour les praticiens étrangers.

La faisabilité de ce projet ne peut pas se déduire des seuls précédents étrangers. L'obstacle le plus sérieux est constitutionnel. La Constitution de 2011 consacre l'unité du pouvoir judiciaire.[9] Contrairement au cadre fédéral émirien, elle ne prévoit pas de zone franche judiciaire dotée d'une compétence dérogatoire. Une chambre spécialisée intégrée à l'ordre judiciaire existant paraît donc plus conforme à l'architecture marocaine qu'une juridiction entièrement autonome, même si sa portée symbolique serait moindre.

L'obstacle budgétaire n'est pas négligeable non plus. Il faudrait recruter et former des magistrats bilingues, prévoir des locaux et financer la traduction. Ce coût devrait être chiffré et inscrit dans la programmation budgétaire. Un financement mixte, associant Casablanca Finance City, la CGEM et l'État, pourrait s'inspirer du financement en partie privé de Maxwell Chambers à Singapour.

Restent deux questions de principe. Il faudra d'abord articuler la compétence de cette chambre avec celle des juridictions de droit commun, en fixant le seuil financier et l'élément d'extranéité qui la déclenchent, afin d'éviter les conflits de compétence. Il faudra ensuite décider

[9]Le titre VII de la Constitution de 2011, consacré au pouvoir judiciaire (articles 107 à 128), organise une autorité judiciaire unique et indépendante, placée sous la garantie du Conseil supérieur du pouvoir judiciaire.

du recours, même partiel, à des assesseurs étrangers. Cette question de souveraineté relève d'un débat parlementaire et, le cas échéant, d'une adaptation du statut des magistrats. Aucun de ces obstacles ne condamne le projet. Ensemble, ils invitent à le conduire par étapes plutôt qu'à transposer d'un coup le modèle de Dubaï.

Le troisième levier est humain. Un master spécialisé en arbitrage commercial international, créé dans les facultés de droit marocaines en partenariat avec des institutions comme le CMAP de Paris ou le Geneva Center for International Dispute Settlement, formerait une nouvelle génération d'arbitres. Le programme devrait prévoir des stages dans les secrétariats des grandes institutions, comme la CCI, le SIAC ou le DIAC, et la participation aux concours internationaux d'arbitrage simulé, en particulier le Willem C. Vis Moot. De son côté, le CIMAR gagnerait à attirer des arbitres étrangers réputés, notamment dans l'énergie, la logistique et la distribution. Une liste d'arbitres internationaux affiliés, sur le modèle du panel du SIAC, l'aiderait à capter des litiges impliquant des parties asiatiques ou nord-américaines.

Le dernier levier est le rayonnement africain. Depuis son retour à l'Union africaine en 2017, le Maroc peut envisager un rapprochement plus formel avec l'OHADA, qui enverrait un signal fort. Une adhésion impliquerait d'accepter la primauté des Actes uniformes sur le droit commercial national dans les matières qu'ils couvrent, ce qui soulève des questions de souveraineté normative. Elle permettrait en revanche d'intégrer le Maroc dans un espace juridique harmonisé couvrant une large part du marché africain. Dans le même esprit, des accords de coopération entre le CIMAR et les principales institutions arbitrales africaines, comme la CCJA ou le Centre d'Arbitrage, de Médiation et de Conciliation de Ouagadougou, permettraient de mettre en commun des ressources et des listes d'arbitres, et de rapprocher les règlements de procédure pour faciliter le traitement des litiges impliquant plusieurs États africains.

Reste enfin l'arbitrage en ligne. Le commerce électronique africain croît rapidement : les transactions en Afrique subsaharienne ont dépassé 35 milliards de dollars en 2022 (UNCTAD, 2022). Il en naît un flux croissant de petits litiges, souvent inférieurs à 50 000 dollars, pour lesquels les procédures classiques sont disproportionnées. Une plateforme de règlement en ligne adossée au CIMAR, entièrement numérisée et capable de trancher en moins de quatre-vingt-dix jours, ferait du Maroc un précurseur dans ce domaine.

Conclusion

L'arbitrage international contribue de manière significative à l'attractivité économique d'un territoire, sans en être le seul ressort. Le Maroc dispose en ce domaine d'atouts réels pour s'affirmer comme place de référence dans la zone MENA et en Afrique. Les réformes engagées depuis 2007

et parachevées en partie par la loi n° 95-17, l'ancienneté de son engagement dans la Convention de New York et la dynamique de Casablanca Finance City lui offrent un socle sur lequel des ambitions régionales peuvent raisonnablement s'appuyer.

La comparaison et les données disponibles montrent cependant que ce potentiel reste sous-exploité. Les arbitres manquent de spécialisation, les procédures sont longues, aucune juridiction commerciale internationale n'existe et la promotion de la place reste faible. Dubaï, Le Caire et l'Île Maurice ont su transformer leurs avantages institutionnels en atouts commerciaux. Leurs recettes ne sont pas toutes transposables telles quelles. Le Maroc doit donc franchir un cap qualitatif, par étapes réalistes, plutôt que chercher à imiter.

Cette recherche a voulu aller au-delà de la revue analytique et comparative. Elle propose un indice composite d'attractivité arbitrale, appliqué à titre exploratoire à quatre places, et un protocole de codification du contentieux marocain de l'exequatur et de l'annulation, dont le dépouillement reste à faire. Ces deux outils sont des points de départ méthodologiques, et non des résultats stabilisés. Les limites du travail sont connues : le lien de causalité entre arbitrage et attractivité n'est pas démontré, l'enquête n'est pas représentative au sens statistique et l'exploitation de la jurisprudence n'a pas encore été conduite.

Les recommandations formulées forment un programme cohérent : achever la réforme législative, créer par étapes une chambre commerciale internationale, développer le capital humain et se rapprocher de l'espace OHADA. Leur mise en œuvre pourrait renforcer la contribution de l'arbitrage à l'attractivité du Royaume comme hub d'import-export à l'horizon 2030, dans la ligne du Nouveau Modèle de Développement (NMD, 2021).

Les prochaines étapes de cette recherche sont tracées. Il s'agira de dépouiller le corpus jurisprudentiel, de documenter la composition de l'échantillon de l'enquête, d'affiner la pondération de l'IAAR sur un panel élargi de places régionales et de mesurer, par des méthodes économétriques comme le modèle de gravité ou les différences de différences, l'effet propre du cadre arbitral sur les flux commerciaux bilatéraux du Maroc.

Annexes

Annexe A. Cadre législatif de l'arbitrage au Maroc : principaux textes de référence

Texte	Contenu principal	Observations
Convention de New York de 1958 (ratifiée le 12 février 1959)	Reconnaissance et exécution des sentences arbitrales étrangères	Entrée en vigueur le 7 juin 1959, réserve de réciprocité
Loi n° 08-05 du 30 novembre 2007 (articles 306 à 327-70 du CPC)	Régime de l'arbitrage interne et international, compétence-compétence, clause compromissoire	Inspirée de la Loi-type CNUDCI de 1985, abrogée par la loi n° 95-17
Code de commerce de 1996	Dispositions relatives aux litiges commerciaux	Applicable aux litiges entre commerçants
Plus de 70 accords bilatéraux d'investissement	Clauses d'arbitrage entre investisseur et État (CIRDI, CNUDCI)	Avec l'UE, les États-Unis, la Chine, les États du CCG
Loi n° 95-17 (dahir n° 1-22-34 du 24 mai 2022)	Loi autonome sur l'arbitrage et la médiation conventionnelle	Publiée au BO n° 7099 du 13 juin 2022

Sources : Bulletin officiel du Royaume du Maroc ; UNCITRAL (2022) ; Ministère de la Justice (2023).

Annexe B. Évolution du nombre de dossiers traités par le CIMAR de 2010 à 2023

Indicateur	2010 à 2012	2013 à 2015	2016 à 2018	2019 à 2020	2021 à 2022	2023 (estimation)
Nouveaux dossiers par an	22	35	48	62	79	environ 90
Part des dossiers internationaux	8 %	12 %	18 %	25 %	31 %	environ 35 %
Durée moyenne (mois)	24	22	21	20	19	environ 18

Source : CIMAR, rapports annuels 2010 à 2023, compilés par les auteurs.

Annexe C. Résultats de l'enquête auprès des juristes d'affaires (n = 47, 2023)

L'enquête a été administrée par voie électronique entre le 15 septembre et le 30 novembre 2023 auprès de juristes d'affaires et de responsables juridiques d'entreprises à capitaux étrangers ou à activité internationale installées au Maroc. Les participants ont été sollicités par l'intermédiaire de l'Association Marocaine des Juristes d'Entreprise et du comité marocain de la Chambre de Commerce Internationale. 47 des 76 personnes sollicitées ont répondu, soit un taux de réponse de 62 %. La répartition des répondants par origine du capital, secteur et taille d'entreprise n'a pas encore été documentée (voir II, A, 2). Les résultats ci-dessous ont donc une valeur indicative.

Question	Réponse majoritaire	Part des répondants
Q1. Importance de l'arbitrage dans le choix d'implantation au Maroc	Important ou très important	73 %
Q2. Institution arbitrale préférée pour les contrats internationaux	CCI Paris	52 %

Question	Réponse majoritaire	Part des répondants
Q3. Recours au CIMAR au cours des trois dernières années	Non	68 %
Q4. Principal frein au recours au CIMAR	Durée des procédures	44 %
Q5. Soutien à la création d'un tribunal commercial international à CFC	Oui, fortement	87 %

Source : enquête des auteurs, 2023.

Les modes alternatifs de procréation (MAP) au Togo : l'Assistance Médicale à la Procréation (AMP)

Alternative Methods of Reproduction (AMR) in Togo: Assisted Reproductive Technology (ART)

Par :

AMEWOVI Komlavi Elom

Doctorant en droit privé à l'Université de Lomé

Ecole Doctorale Droit Economie et Gestion ED731-DEG

Résumé :

l'assistance médicale à la procréation est officiellement effective en droit togolais en 2007. Cependant, elle se pratiquait depuis très longtemps. Elle est arrivée comme solution aux problèmes de reproduction notamment, les obstacles à la procréation naturelle, la transmission de maladies graves…Le salut apporté par l'AMP, apparemment très attendue par certaines personnes notamment les cliniques et les groupes de femmes, a peut-être obligé le législateur à minimiser son encadrement. En effet, l'AMP qui est un mode alternatif ou exceptionnel semble être soumise aux mêmes conditions que la reproduction naturelle ou charnelle. Il semble, en vérité, que le législateur ne devrait se méprendre aussi facilement dans son œuvre législative s'agissant d'un mécanisme aussi important et exceptionnel que représente l'AMP. Ce mécanisme mérite un encadrement exceptionnel.

Mots clés : mode, alternatif, procréation, assistance médicale, Togo.

Abstract:

In 2007, medically assisted reproduction became formally recognised under Togolese law, although it had been practised for a very long time. It emerged as a response to reproductive difficulties, in particular barriers to natural conception and the transmission of serious diseases… The relief brought about by MAR , which appear to be eagerly awaited by certain stakeholders, notably clinics and women's organizations, may have led the legislator to provide only a limited regulatory framework. Indeed, MAR which is an alternative or exceptional method of reproduction, appears to be subject to the same conditions as natural or sexual reproduction. It seems, however, that the legislator should not be so easily misled in its legislative work when dealing with a mechanism as important and exceptional as the MAR. This mechanism warrants a specific regulatory framework.

Keywords: Methods, alternative, conception, medical assistance, Togo

Introduction

Les technologies [1] dans la santé de la reproduction révolutionnent le monde de la procréation. A côté de la procréation charnelle et naturelle se retrouve désormais la procréation artificielle. Cette dernière constitue une alternative à la première. « Les modes alternatives de procréation (MAP) au Togo : l'assistance médicale à la procréation (AMP) » retiendront notre attention dans cette étude. Selon l'article 39 de la loi[2] sur la santé de reproduction , « *L'assistance médicale à la procréation consiste à mettre à la disposition de l'individu ou du couple et à leur demande, l'information utile de même que les pratiques cliniques et biologiques permettant la conception in vitro, le transfert d'embryon et l'insémination artificielle* ». Le législateur congolais parle plutôt de la procréation médicalement assistée qu'il définit comme l'« *Ensemble des pratiques cliniques et biologiques in-vitro ou de toute autre technique ou pratique d'effet équivalent permettant la procréation humaine en dehors du processus naturel* »[3]. Disons que l'AMP correspond à tous les moyens médicaux mis en œuvre pour la conception d'un enfant en dehors de relations sexuelles. Elle consiste à manipuler un ovule et/ou un spermatozoïde pour favoriser l'obtention d'une grossesse[4]. Elle permet de pallier certaines difficultés à concevoir, sans nécessairement traiter la cause de l'infécondité[5]. L'AMP doit être distinguée de la gestation pour autrui (GPA), mécanisme par lequel une femme accepte de porter un enfant conçu par une autre et le lui remettre à la naissance. Elle doit être aussi distinguée de la maternité de substitution où une femme accepte d'être inséminée avec le sperme d'un homme en couple, elle porte l'enfant puis le remet à sa naissance au couple. Ces deux modes alternatifs n'ont pas fait objet d'interdiction ni d'aucune règlementation au Togo. Contrairement au Togo, la GPA est interdite au Cameroun[6],

[1] Les technologies de la reproduction désignent les techniques destinées à pallier une stérilité féminine ou masculine, soit en facilitant la fécondation dans le corps de la femme (insémination artificielle) soit en la remplaçant par une fécondation artificielle suivie d'un transfert des embryons dans l'utérus (Fécondation *in vitro*, FIV avec injection spermatique ou ICSI). Les gamètes peuvent être ceux du couple ou de donneurs (don de gamètes) de la reproduction. V. D. BONNET, « L'assistance médicale à la procréation en Afrique subsaharienne est-elle une innovation sociale ? », https://books.openedition.org/pur/149767?lang=fr#anchor-fulltext.(consulté ce 22/08/2026 à 14h21).

[2] Loi n° 2007-005 du 10 janvier 2007 sur la santé de la reproduction au Togo, *JO* de la République togolaise du 10 janvier 2007, p.14.

[3] Article 3, loi n° 7-2025 du 3 avril 2025 *relative à la procréation médicalement assistée en République du Congo, JO* de la République du Congo, N° 17-2025, du jeudi 24 avril 2025, p.600.

[4] F. A. KATUMBI, pratique *de la fécondation in vitro à la clinique BIASA à Lomé au Togo*, mémoire pour l'obtention du diplôme de master, présenté et soutenu le 18 octobre 2023, l'Université Senghor, département santé, p.3.

[5] *Idem.*

[6] Article 40 de la loi n° 2022/014 du 14 juillet 2022 sur la procréation médicalement assistée (La loi est disponible sur https://www.prc.cm/fr/multimedia/documents/9313-loi-n-2022-014-du-14-07-2022) (consulté ce 20/08/2026 à 03h35)

en dehors de la GPA exceptionnellement admise au Benin[7], tous les autres modes alternatifs sont interdits[8].

L'AMP a été introduite en droit togolais en 2007. Cependant, depuis 1984 au Togo, la Clinique BIASA pratiquait l'insémination artificielle intra-utérine avec sperme du conjoint et l'insémination artificielle avec don de sperme[9]. Les premières tentatives de la fécondation *in vitro* datent de 1996[10]. Donc, la pratique existait plusieurs années auparavant. Mais les deux premières naissances issues de l'AMP, au Togo, ont été déclarées les 17 et 23 avril 1997[11]. Elle existe en Afrique[12] depuis 1980[13]. Mais la Conférence[14] Internationale sur la Population et le Développement, tenue au Caire en 1994, a certainement relancé le Togo sur le chemin de la recherche des solutions idoines pour la santé de reproduction[15]. Aux efforts de cette Conférence nous pouvons ajouter les apports de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme de 2003 et le protocole de Maputo de 2005. Toutes ces avancées ont été amenés à l'existence grâce à la détermination des mouvements des femmes[16]. Actuellement l'AMP fait partie du dispositif de reproduction au Togo. Plusieurs cliniques y font recours[17] et 40% des couples viennent du Togo alors que 60% viennent de l'extérieur[18].

L'AMP permet de lutter contre l'infertilité[19], la transmission de maladies graves, et maladies génétiques. Aujourd'hui nous pouvons dire que la solution existe au Togo pour les couples qui n'arrivent pas à concevoir naturellement. Cependant, non seulement l'AMP est un

[7] Loi n° 2015-08 portant code de l'enfant en République du Benin article 59, p.15.
[8] *Idem*, article 60.
[9] F. A. KATUMBI, *pratique de la fécondation in vitro à la clinique BIASA à Lomé au Togo* , mémoire, préc. p.7.
[10] *Idem.*
[11] D. BONNET, « L'assistance médicale à la procréation en Afrique subsaharienne est-elle une innovation sociale ? », *art. préc*. n.12.
[12] En Afrique subsaharienne, jusqu'en 2018 les services d'assistance médicale à la procréation étaient disponibles dans 10 pays et dispensés par 80 centres. V. F. A. KATUMBI, pratique *de la fécondation in vitro à la clinique BIASA à Lomé au Togo,* mémoire préc., p.5. et s. Un total de 25 770 cycles d'assistance médicale à la procréation avait été initiés. Ce rapport est issu de 40 centres dans 13 pays dont l'Afrique du Sud, le Bénin, le Cameroun, l'Égypte, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Maroc, l'île Maurice, le Nigéria, le Sénégal, le Togo et la Tunisie.
[13] *Idem,* p.1.
[14] v. exposés de motifs loi n° 2005-18, du 5 août 2005, relative à la santé de la reproduction au Sénégal, *JORS*, 8-10-2005, 6245 : 904-906.
[15]M. N. AGUEY (sous Dir.) *Guide juridique sur les droits en matière de santé sexuelle et reproductive au Togo,* éd. 2019,
[16] *Idem.*
[17] Clinique Biasa , clinique des Roses, clinique Autel d'Elie, information obtenue auprès de gynécologue (CHR Dapaong) et de directeur préfectoral de la santé (CHP Cinkassé).
[18] . F. A. KATUMBI, *pratique de la fécondation in vitro à la clinique BIASA à Lomé au Togo* , mémoire préc, p.26 et s.
[19] En Afrique 20 à 30% de couples souffrent de l'infertilité. v. P.N. NANA, J.C. WANDJI, J.N. FOMULU, al. « Aspects Psycho-Sociaux chez Patients Infertiles à la Maternité Principale de l'Hôpital Central de Yaoundé, Cameroun », *Clinics in Mother and Child Health*, Vol. 8, 2011, p.1, cite par L. FOUDA MVOGO, « L'accès à la PMA au Cameroun », *Revue Africaine des Réflexions juridiques et politiques*, 2024, 3 (12), pp.47-65. ⟨hal05053359⟩ .

mode exceptionnel de procréation, mais il s'agit d'une opération médicale qui entraine des risques. Ces risques concernent autant la femme devant porter l'enfant dans son utérus que l'enfant à naître. Ce qui oblige, logiquement, à bien l'encadrer au Togo au vu de sa complexité et de ses conséquences. Le droit à la reproduction étant un droit fondamental, les services de santé de reproduction ne se limiteraient plus à dispenser conseils et soins relatifs à la procréation mais devraient viser également à améliorer la qualité de la vie et les relations interpersonnelles[20]. Or, les articles 39 et suivants de la loi de 2007 sur la santé de reproduction au Togo ne parlent que de la mise à disposition d'information et de pratiques cliniques légales en soumettant les parties aux généralités concernant les limites à observer. La loi togolaise de 2007 et le droit positif togolais en général restent silencieux sur, le consentement et les modalités de son expression, sur le statut personnel du demandeur à l'AMP, sur la responsabilité des parties, sans oublier l'épineuse question de filiation. Tout porte à croire que l'essentiel sera fait par la conscience et la confiance aux parties. Il se pose la question de l'encadrement de l'AMP. La législation togolaise encadre-t-elle suffisamment l'AMP ? Etant un mode exceptionnel de reproduction l'AMP ne devrait pas seulement être soumise aux mêmes conditions que la procréation naturelle mais elle exige un encadrement approprié. Si l'AMP ne soulève pas encore de problème particulier au Togo l'expérience du droit comparé instruit suffisamment sur la nécessité de son encadrement. En 2016[21] la jurisprudence française donne une illustration sur un cas d'imposition de filiation d'un enfant issue de AMP. En l'espèce un homme s'est vu imposé une filiation d'un enfant. En février 2007, un enfant nait à la suite d'un processus de PMA endogène d'avril 2006. La mère établit sans obstacle sa filiation à son égard. En 2013, elle décide d'agir en justice au nom de l'enfant afin d'obtenir l'établissement de la paternité à l'égard du père prétendu. A noter que le couple entretenait une relation sentimentale depuis 1997 mais qu'il ne constituait plus un couple depuis 1999. L'homme étant d'autre part marié et père de 3 enfants, il décide de ne pas reconnaitre l'enfant.

Un parcours des législations africaines[22] relatives à l'AMP renseigne sur la nécessité de son encadrement. En France par exemple l'anonymat sur le donneur de gamètes est levé à la

[20] Exposés de motifs loi n° 2005-18, du 5 août 2005, relative à la santé de la reproduction au Sénégal.
[21] Cass. civ1re., 16 mars 2016, n°15-13427. E. GUILBAUD, « Assistance médicale à la procréation sans tiers donneur : établissement de la filiation paternelle », *Le Petit Juriste, 2016*, https://www.lepetitjuriste.fr/. (Consulté ce 03-09-2026 à 05h21).
[22] V. art 4 et s. Loi n° 7-2025 du 3 avril 2025 *relative à la procréation médicament assistée en République du Congo, art. 52 et s. code Loi n° 2015-08 du 23 janvier 2015 portant code de L'Enfant en République du Benin, pour le Cameroun v. S. NGAMALEU DJUIKO,* « les législateurs africains et la PMA : le cas de la procréation post-mortem », in *le Droit africain à la quête de son identité*, *mélanges offert au professeur Isaac Yankhoba NDIAYE, l'Harmattan, 2021, p.955.*

majorité de l'enfant issu du don de gamètes dont la naissance est postérieure à la loi de 2021[23]. La doctrine[24] devient de plus en plus abondante dans l'interpellation des législateurs africains concernant l'encadrement de l'AMP. La soumission de l'AMP, un mode exceptionnel de procréation aux seules contraintes légales ordinaires (I) ne résiste pas à la logique et exige donc un encadrement particulier (II).

I- UN MODE EXCEPTIONNEL DE PROCREATION ENCADRE PAR LES CONTRAINTES LEGALES ORDINAIRES

En droit il est constant que l'exception déroge du général, cependant, l'AMP est soumise aux mêmes exigences médicales générales de reproduction (A) en rendant d'accès totalement libre (B)

A- La soumission aux exigences médicales générales de reproduction

Le respect de l'éthique et la déontologie (1) et le respect des interdits sociaux (2) sont les seules restrictions imposées par la loi en matière de l'AMP.

1- Le respect de l'éthique et la déontologie médicale

L'éthique s'entend d'un ensemble de principes et valeurs guidant des comportements sociaux et professionnels, et inspirant des règles déontologiques ou juridiques[25]. C'est aussi l'ensemble des règles de conduite[26]. En médecine, c'est l'ensemble des règles morales qui s'imposent aux différentes activités des médecins[27]. Le terme éthique peut s'appréhender par la réflexion née autour de l'étude des comportements et des interactions humaines. Il s'agit, concrètement, d'une réflexion qui permet de distinguer entre le bien et le mal et oblige à agir selon le bien en tenant compte des contraintes relatives à des situations déterminées. La déontologie, en ce qui la concerne, se définit comme l'ensemble des devoirs inhérents à l'exercice d'une activité professionnelle libérale et le plus souvent définie par un ordre professionnel[28]. L'exigence du respect de l'éthique et la déontologie médicale en matière de l'AMP renvoie au respect de certains principes édictés par la loi en la matière.

---

[23] Loi n° 2021-1017 du 2 août 2021 relative à la bioéthique en France. Depuis le 1er septembre 2022, il est permis selon l'article 5 de la loi de 2021 en France aux personnes majeures issues d'une PMA de formuler des demandes d'accès aux données non identifiantes des tiers donneurs. Plus de 434 personnes en ont déjà fait la demande avant l'entrée en vigueur de la loi de 2021 v. act-juridique.fr 18-12-2023.

[24] *S. NGAMALEU DJUIKO,* « Les législateurs africains et la PMA : le cas de la procréation post-mortem », L. FOUDA MVOGO, « L'accès à la PMA au Cameroun ».

[25] G. CORNU, vocabulaire juridique, 11e édition mis à jour, *PUF*, 2017 p.423.

[26] Le Grand Larousse Illustré, 2019, p.465.

[27] Le Grand Larousse Illustré, 2019, p.465.

[28] G. CORNU, Vocabulaire juridique, op. cit., p.329. Elle est définie en matière médicale par le décret n° 2013-045/ portant Code de déontologie des médecins au Togo.

Au-delà des principes généraux gouvernant l'activité médicale au Togo[29], l'article 39 de la loi portant Code de santé et de la reproduction au Togo impose une obligation de moyen[30] qui consiste à mettre à la disposition des demandeurs à l'AMP et sur leurs souhaits, des informations utiles sur le mécanisme de même que sur les pratiques cliniques et biologiques autorisées en matière de l'AMP. Il s'agira, concernant les pratiques autorisées, de donner des informations claires et compréhensibles aux demandeurs. Comme pratiques autorisée selon l'article 39 précité il faut relever la conception *in vitro*, le transfert d'embryon et l'insémination artificielle. Il s'agit des pratiques complexes susceptibles d'exposer le patient en danger. Elles consistent à reproduire au laboratoire ce qui se passe dans les trompes avant de le réintroduire dans le corps de la femme[31]. Elles arrêtent le cycle naturel et provoque un cycle artificiel. Ajoutons que l'AMP peut être homologue ou hétérologue.

L'assistance médicale à la procréation (AMP) est dite endogène ou homologue [32] lorsqu'*elle est réalisée à partir des gamètes du couple* : l'enfant est donc génétiquement issu du couple lui-même. Dans ce cas elle met en œuvre les techniques d'insémination *artificielle* ainsi que les *fécondations in vitro* consistant à prélever un gamète chez une femme et à le féconder *in vitro* avec du sperme pour ensuite réimplanter l'embryon ainsi obtenu dans la cavité utérine.

L'AMP est dite exogène ou hétérologue[33] lorsque les gamètes du couple ne permettent pas de concevoir un enfant et que l'on est obligé de recourir aux tiers. L'AMP, dans ce cas, implique de *faire appel aux gamètes d'une autre personne* (donneur de sperme, d'ovocyte ou d'embryon surtout pour le cas de la femme non mariée qui réalise l'AMP seule). Sont ici visés l'insémination artificielle avec donneur, les fécondations *in vitro* et transferts d'embryons hétérologues, la congélation de sperme ou d'ovocytes et enfin les dons d'embryons ou de gamètes. Il s'agira pour le médecin d'expliquer la durée, les risques, les chances de réussites et d'échec, les conséquences poste opération des pratiques aux patients. Le législateur togolais n'a pas précisé si les deux types, de AMP, notamment, AMP homologue et hétérologue, sont possibles. Mais si l'on s'en tient au principe selon lequel ce qui n'est pas interdit est permis alors on peut conclure à l'autorisation des deux types étant donné que la loi parle de gamètes sans préciser l'origine. Toutefois l'obligation

[29] v. à cet effet, loi n°2004-019 du 30 septembre 2004 portant création de l'ordre national des médecins du Togo ; la loi n°2007-005 du 10 janvier 2007 sur la santé de la reproduction ; la loi n°2009-007 du 15 mai 2009 portant Code de santé publique de la république togolaise, le décret n°2013-045/ portant Code de déontologie des médecins ; le règlement intérieur de l'ordre national des médecins version 2022.
[30] V. civ. 20 mai 1936, *Dr Nicolas c/ mercier*, *GAJC*, 13e éd., 2015, n° 162.
[31] F. A. KATUMBI, *pratique de la fécondation in vitro à la clinique BIASA à Lomé au Togo*, mémoire préc., p.10 et s.
[32] https://www.lepetitjuriste.fr (consulté ce 04-08-2026 à 03h56)
[33] *Idem*.

d'information du demandeur n'est soumise à aucune procédure formelle. Elle dépend de la disponibilité du médecin et de la capacité de compréhension du demandeur.

Cependant, l'on sait comment le togolais reste, de nos jours, attaché à sa réalité anthropologique, métaphasique et spirituelle. Ceci se traduit par la nécessité d'avoir un enfant, fruit de ses propres entrailles ou à la rigueur un enfant venant d'un membre de la famille. Par exemple selon les informations obtenues[34], il est révélé que les couples togolais n'acceptent que les spermatozoïdes des proches parents. Deux hypothèses se dégagent : soit ce proche parent consent définitivement et honnêtement à renoncer à tous lien avec l'enfant à naître sans contrepartie. Dans ce cas la filiation ne sera pas remise en cause et la stabilité psychologique du couple est garantie. Soit ce proche parent ne dit rien, ou alors même qu'il renonce à tous liens avec l'enfant, il revient sur sa parole. Cela arrive souvent lors de quiproquos ou lorsque le donneur qui avait des enfants venait à les perdre. Dans ce cas la filiation de l'enfant et la stabilité du couple resteront menacées. Même si, dans ce cas, le droit les parties à l'AMP, les faits anthropologiques, métaphasiques ou spirituelles les exposent. Or, il s'agit des réalités encore actuelles et vivaces dans les familles au Togo.

Au lieu de laisser l'AMP entre les mains des cliniques autorisées et les patients, des procédures particulières méritent d'être formalisées dans ce domaine, le corps humain étant le *substratum* de la personne[35]. Ainsi l'AMP doit être précédée d'entretiens particuliers du couple avec les différents membres de l'équipe médicale pluridisciplinaire, avec appel si besoin au service social. Pareil entretien doit se tenir avec le donneur. Les textes doivent donner des détails sur les données dont doivent disposer les intéressés. La motivation des demandeurs doit pouvoir être vérifiée. Le médecin n'a pas seulement une obligation administrative d'information mais il s'agit de justifier de la confiance placée en lui par le demandeur. C'est une période importante qui fait partie intégrante de soins[36]. Il doit donc s'agir d'une information claire et loyale témoignant de la fiabilité du médecin. Cette relation de mise en confiance prédispose la façon dont le soin est appréhendé[37]. Non seulement ils sont informés des possibilités de réussite et d'échec, mais aussi de l'impossibilité de poursuivre en cas de rupture du couple ou de décès de l'un d'eux. Un dossier-guide doit être remis au couple. La demande ne peut être confirmée qu'à l'expiration d'un délai,

[34] CHR Dapaong et CHP Cinkasse (ces responsables ont à leur tour cherché ces informations auprès du ministère de la santé).
[35] J. CARBONNIER, *droit civil, introduction, personnes, famille*, Thémis 2004, p. 381.
[36] D. BANGUE, *le consentement aux soins médicaux*, mémoire, Université de N'Gaoundéré, 2013, p. 11.
[37] A. TJOUEN, « le médecin et son patient : l'obligation de se taire », *RASJ*, Université de Yaoundé II, vol.1, n° 1, 2000, p. 70.

raisonnable, de réflexion allant d'un à trois mois à l'issue du dernier entretien. Aussi, la législation togolaise est-elle restée muette sur l'étendue de l'information à donner au demandeur. Par contre le législateur camerounais a essayé de la détailler. Selon ce dernier *« L'information en matière de procréation médicalement assistée doit porter sur le diagnostic génétique préimplantatoire, la pratique médicale employée, ses chances de réussite, ses effets secondaires, ses risques à court et à long terme, ainsi que la pénibilité et les contraintes que cette pratique médicale peut engendrer »*[38]. Le législateur malien parait encore plus strict. Il oblige toute personne physique ou morale intervenant dans le domaine de l'assistance médicale à la procréation de porter à la connaissance des couples demandeurs par écrit les avantages, les risques et l'efficacité des méthodes de l'assistance médicale à la procréation[39]. Ces informations restent capitale dans le cas togolais où le droit et le moral et le spirituel sont toujours inséparable[40]. Malheureusement, au Togo, les parties ne doivent respect qu'aux interdits sociaux.

2- Le respect des interdits sociaux

En plus de l'éthique et la déontologie médicale, la morale familiale et l'ordre public sont des références encadrant de l'AMP. Mais, ces concepts n'ont pas été définis par le législateur. Il s'agit de notions évolutives, vagues et particulières à chaque société. Même au sein d'une même société comme celle togolaise on rencontrera différents niveaux d'application de ces concepts. On définit l'ordre public, dans un ordre juridique donné, comme l'ensemble des normes impératives dont les individus ne peuvent s'écarter ni dans leurs comportements, ni dans leurs conventions[41]. Disons que c'est l'ensemble des interdits sociaux dont aucune dérogation n'est permise. Au sein de la famille on rencontre l'ordre public dans les relations extrapatrimoniales (état des personnes) comme dans les relations patrimoniales (régimes matrimoniaux et successions). Mais dans cette étude il va s'agir de l'ordre public dans les relations extrapatrimoniales. L'ordre public continue par véhiculer dans le droit de la famille des valeurs, des principes qui, n'ont pas forcément été expressément énoncées, mais sont considérées comme essentielles par le législateur[42] : la référence pour les unions conjugales au modèle du mariage, le principe de la parenté (père/mère) ou la coparentalité, le principe de la non séparation des frères et sœurs, ou encore le droit de l'enfant à l'établissement de sa filiation d'origine en sont des exemples. Sa fonction initiale de prohibition

[38] Article 20, alinéa 1, la loi de 2022 relative à la procréation médicalement assistée au Cameroun.
[39] Article 8 de la loi n° 2016-066 du 30 décembre 2016 portant assistance médicale à la procréation au Mali.
[40] v. G. A KOUASSIGAN, *qu'elle est ma loi ? (...),* A. Pedone, Paris 1974.
[41] G CORNU, vocabulaire juridique, op.cit., p.720.
[42] Ch. DUARD-BERTON*, L' ordre public dans le droit de la famille*, Thèse de doctorat, Soutenance en 2004, Paris 2.

demeure fermement établie : indisponibilité du droit de reproduction[43], indisponibilité de l'autorité parentale. L'ordre public interdit qu'impose un modèle de conception à une personne. Toutefois il convient de relever que l'ordre public dont la fonction est de veiller à la défense de la famille où l'intérêt général et qui prime sur les intérêts particuliers, ne paraît plus être en phase avec un droit de la famille actuel au Togo de plus en plus axé sur la primauté de l'individu et orienté vers la prise en compte croissante des volontés individuelles[44]. Tel que résumé, la notion d'ordre public au Togo devient encore floue, imprécise et instable. Il contient des nuances[45] selon qu'il s'agit de couple mariés selon le droit moderne ou le droit traditionnel. Il serait imprudent de rattacher l'AMP à un seul droit.

La morale familiale au Togo est un pilier fondamental de la société, ancrée dans la solidarité, le respect des aînés, et la transmission des valeurs coutumières. Elle soutient un tissu social où la cellule familiale élargie joue un rôle central dans l'éducation, la cohésion et le soutien mutuel. L'union matrimoniale et la procréation restent des marques majeures d'accomplissement social et identitaire. Fonder un foyer est considéré comme une responsabilité envers la lignée et la communauté. La famille joue un rôle fondamental dans la vie de chaque enfant. Elle est souvent le premier cadre dans lequel l'enfant découvre le monde et grandit. Bref, Il s'agit des comportements admis ou conformes à la morale commune. C'est l' « *ensemble des règles imposées par une certaines morale sociale, reçue en un temps et en un lieu donnés, qui, en parallèle avec l'ordre public constitue une norme par référence à laquelle les comportements sont appréciés et dont le contenu coutumier et évolutif, surtout relatif à la morale sexuelle, au respect de la personne humaine, et aux gains immoraux est principalement déterminé par le juge, oracle des mœurs* »[46]. Chaque État se doit, non seulement de protéger ses valeurs et principes, mais aussi de légiférer en tenant compte de l'évolution des mentalités et des mœurs[47]. Concrètement la morale familiale au Togo interdit, en principe, les familles monoparentales, les orphelins nés…. Les *topï* de la morale familiale s'accordent autour de la responsabilité parentale, éducation des enfants, rôle du père, rôle de la mère, union hétérosexuelle, stabilité des relations conjugales. Ce qui importe en la matière c'est moins l'ordre familiale que les aménagements à y apporter pour qu'il se maintienne

[43] Article 6 de la loi sur la santé de la reproduction au Togo.
[44] v. à cet effet, K. E. AMEWOVI, *le statut personnel en droit international privé togolais*, p.125 et s., thèse à paraitre.
[45] Par exemple l'autorité parentale est différemment appréciée selon qu'on est en face de couple marié selon le droit positif ou le droit traditionnel. Le droit traditionnel par exemple relie la venue de l'enfant au monde à l'homme v. à cet effet, G. A. KOUASSIGAN, *quelle est ma loi ? Tradition et modernisme dans le droit privé de la famille en Afrique*, op.cit, p.197 et s.
[46] G. CORNU, Vocabulaire juridique, op. cit., p.134.
[47] K. E. AMEWOVI, *le statut personnel en droit international privé togolais*, op. cit., p.55.

et que l'ordre social qui lui est associé soit préservé. De manière *euphémisée* il est question de la hiérarchie des institutions qui contribuent à la reproduction de l'ordre social.

La famille concentre tous les principes et les rapports selon lesquels les catégories sociales se distinguent et s'opposent, qu'il s'agisse du patrimoine et des manières de vivre, de la morale et des mœurs, de la culture et de l'éducation, du logement et des biens de consommation[48]. La notion de famille enferme toujours une problématique implicite, celle de l'intégration des groupes, et s'interroger sur la morale familiale, ses origines, son histoire, les conditions de sa survivance, c'est nécessairement questionner le fondement de l'ordre social et donc de l'État[49]. Le recours à l'AMP doit se faire selon l'ordre public et la morale familiale. Aucun recours à l'AMP ne peut être revendiqué pour convenance personnelle. La famille est une institution sacrée en Afrique[50] et chaque fois que l'on parle de la famille au Togo on doit pouvoir se détacher de la Raison juridique interrogée à partir d'une méthodologie essentiellement positiviste et de type kelsénien[51] et épouser « *le chantier épistémique ouvert dans les années 1970 par le très regretté Guy-Adjété Kouassigan* »[52]. La famille, pour l'enfant, est le lieu où il développe sa personnalité et acquiert les compétences nécessaires pour vivre dans la société. C'est dans ce contexte qu'il découvre ses droits, comme le droit à la participation ou à l'expression de ses opinions, tout en apprenant à respecter ceux des autres. Elle doit avoir la même configuration que l'on soit dans la procréation naturelle ou artificielle raison pour laquelle l'article 40 de la loi sur la santé de reproduction au Togo doit être reformulé.

En effet, la maternité et la paternité entretiennent un rapport indéniable avec la réalité biologique de la procréation mais celle-ci comporte souvent une part d'inconnu. La réalité de l'accouchement désigne sans aucun doute la femme qui a accouché comme mère, d'où la règle universelle énoncée par l'adage romain *mater semper certa*. Cependant diverses considérations juridiques permettent, en droit comparé, à la femme qui ne veut pas assumer une maternité imposée par la loi à partir de l'accouchement d'y échapper. Elle peut demander un accouchement secret et anonyme [53] . Elle peut, après la naissance, refuser de conforter l'accouchement par une manifestation de volonté expresse. Or, le moral familial et la réalité biologique au Togo impose que chaque enfant ait deux parents (homme/femme). Mais la réalité juridique notamment en

[48] R. LENOIR, *généalogie de la morale familiale*, collection Liber, *Seuil*, 2003, p.18.
[49] *Idem*, p.481 et s.
[50] V. à cet effet, G. A. KOUASSIGAN, *quelle est ma loi ?(…)*, op. cit.
[51] A. A. DIOUF, « repenser le droit civil en Afrique francophone noire », *Revue internationale de droit comparé*, 2022, p.370.
[52] *Idem*.
[53] v. à cet effet Code civil français, art 326.

matière de filiation[54] ouvre la porte à la monoparentalité et l'intègre dans la morale familiale. Cependant, le législateur libéralise l'accès à l'AMP.

B- Un accès à l'AMP totalement libre

Le statut imprécis du demandeur (1) et l'absence d'interdiction de l'AMP post-mortem (2) portent la marque de cette liberté d'accès.

1- L'absence d'exigence particulière sur le demandeur

« *Il est enseigné que le droit doit être adapté à son environnement parce qu'il véhicule et protège les valeurs d'une société, exprime une manière de voir, de sentir et de penser les problèmes de la vie collective* »[55]. L'exigence de l'adaptation du droit justifie à ce que l'adoption des textes se fasse en tenant compte du vécu de la population. La notion de morale familiale devient, malheureusement, encore floue avec la disposition de l'article 40. Le texte parle de « *tout individu, tout couple (…)* ». Toute personne qui le veut par exemple, peut profiter de l'AMP. Pareil pour les couples comme l'on le constate en matière de procréation charnelle. Cette disposition serait logique dans les pays où une personne seule peut concevoir, deux femmes peuvent concevoir, deux hommes peuvent concevoir. Par contre, dans la société togolaise la morale familiale impose que la conception se fasse dans un couple (notion de fait largement entendu impliquant les couples mariés ou non) et il n'est pas concevable d'admettre les enfants orphelins de père comme politique familiale. Même si l'égalité entre homme et femme pourrait justifier cette disposition elle reste contraire à la morale familiale de façon traditionnelle. Cette disposition remet donc en cause les unions matrimoniales qui ne serait plus indispensable quand il s'agit de concevoir. Il devient impératif que la conception soit faite dans un couple dont les deux parents sont vivants du moins au moment de la conception artificielle. En parlant de « tout individu » sans précision le texte introduit implicitement la monoparentalité en dehors de l'adoption. On pourrait nous reprocher en faisant valoir la notion de morale familiale qui permet à une personne d'adopter. Il est permis, en matière de filiation, à une seule personne d'adopter au Togo même en matière d'adoption plénière[56]. Cependant, si l'adoption plénière efface artificiellement les parents biologiques, il n'en reste pas moins qu'il existe ou qu'ils ont existé et que même si au Togo l'adoption plénière est irrévocable, cela n'empêche pas l'enfant devenu majeur de rechercher ses origines. Ce qui n'est pas le cas de la monoparentalité. Au Congo la loi précise qu'il doit s'agir

[54] v. alinéa 4 de l'article 217 du Code togolais des personnes et de la famille : « un togolais peut adopter un étranger ou être adopté par un étranger ».
[55] s. NGAMALEU DJUIKO, « les législateurs africains et la PMA : le cas de la procréation post-mortem », in *le Droit africain à la quête de son identité*, *mélanges offert au professeur Isaac Yankhoba NDIAYE, l'Harmattan, 2021, p.955.*
[56] v. les articles 102 et s. du code de l'enfant.

non seulement d'un couple mais encore faut-il que ce couple remplisse certaines conditions notamment une pathologie médicalement établie et un couple susceptible de transmettre une maladie grave à l'enfant à naître[57]. La loi sur l'AMP doit être conforme à la société pour laquelle elle est adoptée[58]. Cette précision semble indispensable à telle enseigne qu'elle mérite d'être faite expressément. Pour accéder à l'assistance médicale à la procréation, un certain modèle de famille doit être en place[59]. La démarche doit répondre à la demande parentale d'un couple. L'homme et la femme doivent être vivants, en âge de procréer, mariés ou en mesure d'apporter la preuve d'une vie commune d'au moins deux ans ou une durée raisonnable suffisant pour établir l'impossibilité de procréation charnelle. Ils consentent préalablement à l'AMP après des tentatives de procréation naturelle infructueuses médicalement prouvées. En conséquence, une personne ou un jeune couple ne devrait pas profiter de l'AMP. Le décès d'un des membres du couple fait obstacle à l'insémination ou au transfert d'embryons, de même que le dépôt d'une requête en divorce ou en séparation de corps ou la cessation de la vie commune, ainsi que la révocation par écrit du consentement de l'homme ou de la femme. Une personne célibataire[60] ne peut entrer dans ce processus, une femme, par exemple, ayant en horreur les relations sexuelles avec son mari ou un homme justifiant de l'absence du temps à consacrer à sa femme ne doit pas vouloir se consoler avec un enfant issu de AMP. Pareil interdiction doit être faite aux couples séparés ou désunis. L'accès à la procréation médicale assistée est en soi un acte médical, qui doit être justifié comme tel, c'est-à-dire dans un but thérapeutique. Un libre choix procréatif peut être réalisé par les voies de la nature (par exemple, la femme seule pourrait satisfaire le désir d'être mère à travers une relation occasionnelle avec un homme) mais pas à travers les artifices de la conception assistée. Le recours à la procréation assistée de la part d'une femme seule, par exemple, implique la décision de faire naître un enfant sans père : ce n'est pas un enfant qui *pourra* ne pas avoir un père, mais un enfant qui n'aura sûrement pas de père, du moins biologique. Ceci serait contre l'intérêt de l'enfant conçu, et l'État – dit-on – peut et doit protéger cet intérêt. Car, au Togo, on peut dire que ne pas

[57] Article 11 et s., loi n° 7-2025 du 3 Avril 2025 *relative à la procréation médicalement assistée en République du Congo.*

[58] Dans le monde on assiste à des régimes diversifies: couples mariés ou qui vivent ensemble depuis au moins deux ans en *France* (articles 8 et suivants de la loi n° 654 de 1994) ; couples hétérosexuels, mariés et vivant sous le même toit en *Autriche* (art. 2, alinéa 1, loi fédérale n° 293 de 1992) ; couples de sexe différent, mariés ou qui cohabitent en Italie (art. 5) ; couples mariés ou qui cohabitent en *Suisse* (art. 3, loi du 18.12.1998) ; couples hétérosexuels mariés ou qui cohabitent en *Suède* (art. 2, l. n° 1140 de 1984). Au contraire, la femme seule peut accéder à la procréation assistée en *Espagne* (art. 2, alinéa 1, *b*, loi n° 35 de 1998) et en *Grande Bretagne* (qui ne contient aucune disposition d'exclusion ou de limitation à l'accès). Le panorama est donc loin d'être homogène.

[59] Art. L. 2141-2, Code de santé publique en France, derrière modification : 2026-02-26 p.1817.

[60] Même si en droit comparé la loi permet aux femmes célibataires d'avoir un enfant notamment en France. V. article 2141-3 Code de santé publique en France, derrière modification : 2026-02-26 p.1817, www. codes.droit.org.

venir au monde est mieux que de venir au monde sans père. La décision d'arriver au monde n'appartient pas à l'enfant. Mais avoir un père est un droit naturel de l'enfant qui seul à sa majorité peut décider d'en disposer ou non. Mais avoir un père et le renier est différent de ne jamais en avoir. Privé l'enfant d'un parent dès sa conception ou sa naissance est une condamnation unilatérale de la part de l'État qui aurait manqué au respect des droits de défense qui imposent à ce que l'enfant puisse se prononcer. L'enfant est un être et non un jouet ni un robot. Déjà l'interdiction de l'avortement[61] suppose que la femme qui porte la grossesse n'a pas le droit d'en faire ce qu'elle veut justement à cause de l'enfant qui est dedans. La Promotion de l'orphelinat volontaire ne saurait être une politique familiale. L'absence de père volontairement reste une dette que la femme ne pourra jamais payer à son enfant qui lui demandera un jour : maman où est mon père ? qui est mon père ? pourquoi moi je n'ai pas de père alors que mes amis en n'ont ? on devra pouvoir se mettre à la place de cet enfant et de cette femme au moment de ce débat entre mère et fils. Si naturellement la venue de l'enfant passe indispensablement par le choix de la femme d'en avoir il ne lui appartient pas de décider d'en donner un père ou non. Aujourd'hui plusieurs enfants issus du don de gamète en droit comparé réclament leurs origines biologiques au point où certaines législations ont fini par céder à leur demande[62]. Encourager la monoparentalité peut encourager indirectement des parricides.

D'ailleurs, l'État a-t-il le droit d'autoriser la naissance des enfants sans père ? c'est la question de l'équilibre entre les limites de la compétence de l'État, l'équilibre général du rapport entre pouvoir de l'État et souveraineté de l'individu sur lui-même, ou encore entre pouvoir de l'État et communautés morales. Bref, la limite de la laïcité de l'État et de ses prétentions à l'éthique. L'État n'a pas inventé la façon naturelle de procréer, il l'a constaté et la protège. L'État n'a pas la compétence de décider de qui peut avoir ou non un enfant, Dieu nous en préserve. L'État ne peut imposer des formes de familles que celles connues et partagées par sa population si tant elle est que la souveraineté appartient au peuple et que la loi est votée pour un peuple et non le peuple pour la loi. Les projets eugéniques relèvent de la compétence de l'État mais dans le sens de protection ou de solution à son peuple. Quel problème règle la naissance de l'enfant sans père dans la population togolaise ? Le problème même de la limitation démographique est vu, au regard d'une mentalité juridique rationnelle, comme une question à affronter tout au plus avec des instruments de *soft law* –sensibilisation, information – mais non avec des règles qui posent des limites à la liberté de procréer. Que dirait la religion et la tradition si l'État se permettait de

[61] art. 42 et s., loi de 2007 sur la santé de reproduction au Togo, op. cit., p.14.
[62] V. Loi n° 2021-1017 du 2 août 2021 relative à la bioéthique en France.

promouvoir la naissance des orphelins de père ? Déjà la plus lourde sanction que l'on puisse infliger à un enfant c'est de le séparer de ses parents. Il est déjà moralement impossible aux enfants de se séparer de leurs parents parce que ces derniers trainent un handicap tels les troubles mentaux. Ce n'est pas parce que le père est frappé de troubles mentaux qu'on va mettre fin à la grossesse par exemple. Ce n'est peut-être que quand le père devient un danger pour l'enfant que l'intérêt de l'enfant oblige à le séparer de ce parent quitte à l'enfant d'en décider à sa majorité. L'AMP ne doit pas être banalisée comme c'est le cas actuellement au Togo. Si les parties du corps humain peuvent faire objet de don libre, la procréation reste inaccessible à cette liberté. La route de l'AMP doit être un sanctuaire et non simplement l'expression d'une liberté ou la jouissance d'un droit ordinaire. Qu'elle soit *in vitro* comme *in utero* elle peut faire intervenir plusieurs liens. Une femme peut saisir l'occasion de faire chanter une famille avec un enfant issu de l'AMP après le décès de son mari.

1. L'absence d'interdiction d'une AMP *post mortem*

La législation togolaise n'a pas pris soins d'interdire l'AMP *port-mortem.* Cependant, la législation reconnait les naissances *post-mortem* lorsque la preuve est apportée que l'enfant est conçu avant le décès du père. Donc les naissances *post-mortem* ne sont pas contraires en soient à l'ordre public et à la morale familiale. Aussi, en droit, faut-il le rappeler, il est de principe constant que tout ce qui n'est pas interdit est autorisé. Donc on peut dire sans crainte que l'AMP *post-mortem* est autorisé au Togo. L'exigence de cette interdiction *lege ferenda* vient alors de ce que la loi permet à un *individu* seul de bénéficier de l'AMP et aussi le fait de ne pas soit interdire ou enfermer formellement l'AMP hétérologue. Cette interdiction concernera beaucoup plus les couples. L'AMP *post-mortem* renvoie à l'hypothèse[63] selon laquelle, après le décès du mari l'épouse entreprend d'avoir un enfant issu de lui[64]. « *Il s'agit de l'hypothèse dans laquelle le mari décède alors que l'on n'était qu'au début du processus, seul le sperme avait été recueilli et conservé* »[65]. Cette hypothèse peut être le fruit de l'amour tout comme un moyen pour la femme de conserver, soi-disant pour cet enfant, l'héritage de défunt. Mais quelle que soit l'hypothèse choisie il faut dire que « *la fabrication de l'enfant n'est pas seulement faite pour satisfaire ou consoler ceux qui le font. L'enfant c'est un avenir, il ne se résume pas à un monument in memoriam* »[66]. Madame S. NGAMALEU DJUIKO a exposé élégamment les dangers qu'offre la

[63] Pour d'autres hypothèses v. *infra*.p.15 et s.
[64] s. NGAMALEU DJUIKO, « les législateurs africains et la PMA : le cas de la procréation post-mortem », *art. préc*., p.959.
[65] *Idem*.
[66] J. HAUSER, *RTD civ*. 2010, p.95. Cité par s. NGAMALEU DJUIKO, *op. cit*., p.960.

science à travers la PMA *post-mortem* en matière d'insémination artificielle après le décès du mari[67] qui doivent pouvoir interpeler le législateur togolais puisque les mêmes démonstrations peuvent être transposées au Togo. Il s'agit de l'incertitude[68] relative à la filiation de l'enfant issu d'une insémination *port-mortem* et l'insécurité[69] juridique consécutive à son admission. L'AMP exige alors un encadrement particulier au-delà de ce qui est actuellement permis.

II- LA NECESSITE D'UN ENCADREMENT PARTICULIER

La particularité de l'expression du consentement (A) et l'exigence des sanctions particulières (B) peuvent être des garanties d'un bon encadrement de l'AMP.

A- L'exigence d'un mode particulier d'expression du consentement

L'exigence d'un consentement écrit comme condition de validité du contrat (1) reçu par une tierce personne telle une structure administrative (2) sont des garanties de la protection des demandeurs à l'AMP.

1- L'écrit comme condition de validité du consentement

La loi togolaise parle d'information à donner sur demande. Toute la question de l'expression du consentement se résume à ce bout de phrase. Que l'information soit donnée sur écrit ou oralement c'est une affaire des parties. Elle ne dit rien sur l'insuffisance de l'information ou la négligence en la matière. La partie qui trouve que l'information fournie est insuffisante ou erronée devra le prouver par tout moyen. L'article 6 de la loi du 14 juillet 2022 relative à la procréation médicalement assistée au Cameroun consacre ce droit fondamental du patient en ces termes : « *La procréation médicalement assistée est subordonnée au consentement libre, éclairé, préalable et écrit du couple concerné* »[70].

Il faut d'emblée et de façon générale, opérer une distinction entre le consentement de conclure un contrat médical et le consentement d'atteinte à l'intégrité physique inhérente au traitement médical. Dans le premier cas, on parle de consentement comme condition de validité du contrat médical. Dans le second cas on parle d'assentiment du patient, entendu comme le consentement à l'acte médical. On retrouve ces deux différents types de consentements dans l'article 61 du décret[71] portant déontologie des médecins au Togo qui dispose : « *Tout patient*

[67] s. NGAMALEU DJUIKO, *op. cit*., p.960 et s.
[68] *Idem*, p.960 et s..
[69] *Idem*, p.961 et s..
[70] J. DIGUERA. « Le consentent à la procréation médicalement assistée : étude à partir du droit camerounais », *Journal de droit de la santé et de l'assurance maladie,* 2025, 44. , p.230. ffhal-05290939.
[71] Décret n°2013-045/Pr *portant Code de déontologie des médecins ; v. aussi les articles 12, 13 et 62 du même Code.*

prend, avec le praticien de santé et compte tenu des informations et conseils qu'il lui fournit, les décisions concernant sa santé.

Le praticien doit respecter la volonté du patient après l'avoir informé des conséquences de son choix.

Si la volonté du patient de refuser ou d'interrompre un traitement met sa vie en danger, le praticien doit tout mettre en œuvre pour le convaincre d'accepter les soins indispensables.

Aucun acte médical ni aucun traitement ne peut être pratiqué sans le consentement libre et éclairé du patient. Ce consentement est révocable à tout moment.

Toutefois, le praticien ne viole pas la liberté du malade si, après avoir tout mis en œuvre pour le convaincre, il accomplit un acte indispensable à sa survie ». Il s'agira dans cette étude, du consentement à l'acte médical. Originellement en droit comparé le consentement n'a pas été envisagé d'un point de vue médical mais plutôt juridique[72]. Le corps médical s'est longtemps montré réticent à informer les patients et à les faire consentir aux soins. Cette omission s'est même renforcée avec la conduite, sur une longue période, de nombreuses recherches médicales réalisées sans le consentement des patients, et ce, au mépris des droits élémentaires des intéressés[73]. Il a fallu attendre la fin de la seconde guerre mondiale pour que la décision[74] de justice internationale du 19 aout 1947 prise à l'occasion du procès de Nuremberg dresse la liste des principes les plus évidents du respect de la personne et sanctionne ainsi certains médecins nazis ayant mené des expérimentations dans les camps de concentration qui réduisirent l'être humain à un simple matériel d'expérience. Sur cette question plusieurs textes internationaux soulignent la nécessité du consentement préalable de la personne avant tout acte de prévention, de diagnostic ou de traitement[75]. Il suffit, au Togo, juste de recueillir le consentement du patient ; aucune formalité particulière n'est exigée.

---

[72] C. BERLAND-BENHAIM, *le consentement et la bienfaisance dans la relation médicale*, thèse, Aix-en-Provence, 2007, p. 435.

[73] A. LECA ET C. BERLAND-BENHAIM, « le consentement aux soins, replacé dans une perspective historique », *in A. LAUDE (dir.)consentement et santé*, paris, Dalloz, 2014, p. 22.

[74] v. P. AMIEL et F. VIALLA, « la vérité perdue du « code de Nuremberg » : réception et déformations du « Code de Nuremberg » en France », *droit de la santé*, juillet- aout 2009, n° 4/2009, pp. 673-687 ; I. ROUJOU de BOUBEE, « recherche biomédicale : qui doit recueillir le consentement du patient ? », D. 1999, jurisprudence p. 603 ; J.-N. RINGUET, « l'érosion du consentement en recherche sur des êtres humains au Québec », *revue internationale d'éthique sociétale et gouvernementale*, vol. 12, n° 1, 2010, p. 10. (Le « Code de Nuremberg » est une liste de dix critères de licéité des expériences médicales contenue dans le jugement du procès des médecins de Nuremberg. Il est un texte fondateur pour l'encadrement normatif des essais biomédicaux pratiqués sur l'être humain.)

[75] J. PENNAU, « protection de la personne dans le domaine de la recherche médicale », *revue internationale de droit comparé*, vol. 50, n° 2, avril-juin 1998. Étude de droit contemporain [contributions françaises au 15ème congrès international de droit comparé (bristol, 26 juillet-1er août 1988)], p.396 ; https://www.persee.fr/doc/ridc_0035-3337_1998_num_50_2_1168, (consulté le 11 août 2026 à 17h32) c'est le cas du pacte international relatif aux droits civils et politiques adopté par l'assemblée générale des nations unies en 1966. La déclaration universelle des droits de

Cependant, le consentement dans le cadre de la l'AMP doit être matérialisé. Car, il s'agit d'une opération exceptionnelle de procréation non obligatoire encore moins indispensable. Le consentement écrit permettra de régulariser et contrôler le dialogue entre le devoir du médecin et les droits du patient. Il ne s'agit pas seulement pour le patient de donner son consentement mais de participer à la prise de la décision par le médecin. De l'étendu du consentement dépendra l'étendu de la décision prise. Au-delà du consentement libre et éclairé il est impératif que ce consentement soit écrit. Il s'agit d'une opération concernant deux vies, en principe indisponibles. L'on n'est plus en droit commun des contrats où l'oralité reste la règle. Cette opération ne saura être totalement soumis à la volonté du médecin et son patient. L'exigence du consentement libre et éclairé et formel met ainsi en évidence le fait que le patient est maitre de sa personne, de son corps et de son choix[76]. L'écrit est indispensable car en matière de l'AMP les obligations du médecin sont plutôt inhérents à son statut et à l'opération et non à la relation avec le patient. Il s'agit d'obligations légales. Certes, le patient choisit librement son médecin et ce dernier est en principe libre d'accepter ou de refuser la prise en charge, ce qui suppose l'existence d'un accord de volontés à l'origine de la relation patient-médecin. Toutefois, le consentement du patient à l'acte médical peut être retiré jusqu'à l'accomplissement de ce dernier alors qu'en droit des contrats le respect de la parole donnée et le principe de la force obligatoire imposent de maintenir le consentement exprimé[77]. Aussi en droit est-il constant que la rupture unilatérale du contrat entraine des dommages et intérêts pour le cocontractant. L'écrit devrait, à notre avis, être une condition de validité[78] de ce contrat de l'AMP. Car, non seulement il s'agit d'un droit exceptionnel, mais aussi, au-delà de ce que nous venons de décrire, il faut dire qu'en matière de l'AMP il ne s'agit pas de la rencontre entre un médecin et un malade. Mais d'une rencontre entre deux personnes bien portantes et bien éclairées pour une opération complexe et exceptionnelle. Cet écrit permettra de vérifier le respect de la moralité familiale. L'écrit est encore plus exigeant quand les gamètes devant servir à la formation de l'embryon ne viennent pas du couple mais d'une ou deux personnes étrangères. Dans ce cas il y a non seulement le projet de procréation en cause mais aussi la relation de l'enfant à naitre avec les donneurs. Cette dimension échappe au contrôle du médecin. Il s'agit de la question de filiation. L'écrit jouera le double rôle d'*instrumentum* (preuve du contrat)

l'homme qui protège la « sûreté» de la personne sans mentionner expressément la possibilité de consentir à une atteinte à cette sûreté, la convention européenne des droits de l'homme, la convention sur les droits de l'homme et la biomédecine du conseil de l'Europe (convention d'Oviedo), la charte africaine des droits de l'homme et des peuples.

[76] D. MANAI, *les droits des patients face à la biomédecine*, Stampfli, berne, 2006, p.61.

[77] Art.1184 Code civil applicable au Togo.

[78] *Art. l. 2141-2 alinéa 3 du Code français de la santé publique.*

et *negocium* (contenu du contrat). Les médecins savent en effet que les patients changent souvent d'idée ou ne se rappellent pas de ce qu'ils ont précédemment dit. Après l'acte médical, les patients peuvent tenter de faire valoir qu'ils n'avaient pas donné leur consentement ou que l'acte médical n'était ni acceptable ni justifié. L'écrit, signé de la main de l'individu qui consent, constitue un excellent moyen de preuve en cas de contentieux éventuel et un moyen de vérification du respect des dispositions légales, tant au moment de sa rédaction qu'ultérieurement. Le consentement écrit présente l'avantage d'être clair sur ce qui a été consenti par le couple concerné ou le tiers donneur. Cela limite par le fait même les possibilités pour les intervenants d'y passer outre. Le contrat en matière de l'AMP doit pouvoir faire objet d'un dépôt devant une structure agréée.

2- Exigences de structures garantissant l'autonomie du consentement

La procréation médicale assistée ne saurait être abandonnée entre les mains du médecin, fut-il agréé, et son patient. L'art.226 de la loi sur la santé publique au Togo dispose : « *Dans le cadre de l'assistance médicale à la procréation, les actes sont réalisés par le laboratoire d'analyses de biologie médicale conformément aux normes en vigueur avec l'accord et le suivi du comité national d'éthique pour les sciences de la vie et la santé (…) ».* L'on devrait s'en réjouir, mais il semble que les compétences de ce comité[79] sont limitées aux actes de de laboratoire d'analyses biologiques encore que la composition de ce comité n'est pas connue. Dans cette étude il s'agit d'une structure multidisciplinaire.

L'AMP exige un suivi particulier. D'abord, la loi dispose que « *le droit de la personne à la santé de reproduction est un droit humain, universel, inviolable, inaliénable, imprescriptible (…)* »[80]. Ce texte élève le droit à la reproduction en un droit indisponible, donc un droit qui ne peut faire objet de contrat entre les parties. Si l'exercice de ce droit par l'être humain force l'implication d'une tierce personne telle un médecin, le droit à la procréation tombe dans le domaine de l'ordre public. Or, la pratique révèle que la relation entre le médecin et son patient est généralement une relation paternaliste où seul le médecin maitrise les issues. Par conséquent la présence, en arrière-plan, d'une institution autonome permettra d'équilibrer cette relation.

Ensuite, il y va de l'intérêt du médecin que cette structure autonome existe. En effet, le médecin traitant serait mieux protégé si le contrat en matière de l'AMP fait objet d'un dépôt auprès d'une structure autonome. Face aux possibles rétractations (faut-il le rappeler) durant l'opération et face à la lourdeur des sanctions possibles, il est judicieux qu'un service autonome joue le rôle

[79] Des informations obtenues de la part du directeur préfectoral de sante de Cinkassé ce comité n'existe pas encore (information venant directement et fraichement de son ministère).
[80] v. article 6 de la loi sur la santé de la reproduction au Togo.

d'intermédiaire entre le médecin et son patient. Par ailleurs, afin que l'AMP puisse faire objet d'un contrôle régulier et garantir la confiance de patient surtout togolais, il faudrait une structure autonome regroupant des personnalités multidisciplinaires puisse recueillir en amont des informations concernant la relation liant le médecin et le patient. En outre, il faut, et surtout, s'assurer du consentement des deux membres du couple, vérifier leurs motivations et leur désir commun d'avoir un enfant, leur volonté commune devant persister jusqu'au moment de l'éventuelle réimplantation d'embryons. On ne doit pas forcer une personne à recourir à l'AMP parce qu'elle est stérile ou inféconde. Les actes médicaux ne seraient plus possibles en cas de révocation par écrit du consentement par l'homme ou la femme, adressée directement au médecin chargé de mettre en œuvre le protocole avant que ne soit réalisée l'insémination artificielle ou la réimplantation d'embryons. Le maintien ou la révocation du consentement d'un membre du couple, par exemple, doit être fait devant une structure autonome permettant de faire une vérification objective du moment où ce renoncement est intervenu. Car, de la période d'intervention du renoncement dépend la poursuite ou non de l'opération. Afin que la filiation soit établie entre les deux parents, il faudrait vérifier l'étape à laquelle le renoncement est intervenu. Si elle intervient avant la transplantation de l'embryon dans l'utérus de la femme il devrait pouvoir suspendre l'opération. Mais s'il intervient alors que l'embryon est déjà dans l'utérus de la femme le renoncement devient caduc. Si le projet parental n'existe plus, ou encore si l'un des membres du couple est décédé, le couple, ou le membre survivant, peut consentir à ce que les embryons soient accueillis par un autre couple. Mais ceci ne devrait être possible que devant une structure autonome puisqu'il s'agit d'une filiation et surtout des organes humains. Ailleurs cela intervient dans des conditions précises fixées par les textes[81]. L'accueil d'embryon devrait être subordonné par à une décision judiciaire puisqu'il s'agit en vérité d'une adoption plénière en sursis.

Outre l'arrêt de la conservation, il peut encore être proposé au couple qui ne poursuit pas de projet parental de permettre une recherche sur l'embryon[82], là encore à de strictes conditions et surtout devant une structure autonome. En droit français c'est la loi qui le règlemente[83]. Le sort

[81] Art. L. 2141-5 et L. 2141-6, Code français de santé publique, op. cit.

[82] Selon la Cour de justice de l'Union européenne, "constituent un embryon humain, tout ovule humain dès le stade de la fécondation, tout ovule humain non fécondé dans lequel le noyau d'une cellule humaine mature a été implanté et tout ovule humain non fécondé qui par voie de parthénogénèse, a été induit à se diviser et à se développer". CJCE 18 octobre 2011, n° C 34/10, affaire *Brüstle c. Greenpeace* du 18 octobre 2011 (embryon humain - définition - brevet). du 18 octobre 2011) qu'un embryon humain ne peut pas faire l'objet d'une appropriation commerciale ou industrielle, excluant ainsi sa brevetabilité et refusant de l'assimiler à un simple bien marchand

[83] Art. L. 2151-5 ; art. R. 2151-1 à R. 2151-12, Code français de santé publique, op. cit.

réservé aux embryons congelés non implantés, dits surnuméraires[84], est une question non élucidée par la loi togolaise et abandonnée à la conscience du médecin. Les membres du couple peuvent consentir par écrit à ce que soit tentée la fécondation d'un nombre d'ovocytes pouvant rendre nécessaire la conservation d'embryons, avec l'intention de réaliser ultérieurement un projet parental. Le couple est alors informé des possibilités de devenir de leurs embryons conservés ou qui ne feraient plus l'objet d'un projet parental. Chaque année, les deux membres du couple sont consultés sur le point de savoir s'ils maintiennent leur projet parental. Face à cela il nous semble que les dons à des fins procréatives doivent obligatoirement être faits devant des structures autonomes à but non lucratifs. Les activités cliniques et biologiques d'assistance relatives aux gamètes en vue du don ne devraient être faites que dans des hôpitaux publics ou dans des structures autonomes. La gratuité du don est incompatible avec les buts lucratifs poursuivis par les cliniques. Elles ne devraient pas pouvoir tirés de profit de ces dons. D'où la nécessité que ces dons soient faits auprès des structures publiques ou autonomes ayant la capacité de vérifier la gratuité et de protéger les dons.

Enfin, l'intervention d'un tiers donneur dépasse, en principe les compétences d'un médecin. Lorsqu'il s'agit des gamètes provenant du couple demanderesse de l'AMP le problème de filiation ne se pose pas. Cependant, lorsqu'un tiers donneur intervient voir même deux tiers donneurs, il pourra se poser un problème de filiation. Afin que l'intervention d'un tiers donneur ne devienne pas une menace perpétuelle pour le couple, le législateur devrait forcément intervenir très rapidement. Il est indispensable que le consentement de ce tiers soit sans équivoque et qu'il soit donné devant une institution ayant des compétences ou des qualités à régler le problème de la filiation. Cette hypothèse peut être rapprochée au mécanisme de l'adoption plénière et donc ne devrait pas être laissée à la portée du seul médecin. Parlant de l'adoption plénière justement, il faut dire que son aspect international est soumis à une convention[85] donc un acte de droit international. Or il est indiqué que les étrangers profitent de l'AMP au Togo[86]. Lorsque le tiers donneur est un couple, selon le législateur français, son consentement s'entend du consentement exprès de chacun de ses membres[87]. Ce consentement doit également être donné devant notaire en cas d'AMP avec l'intervention d'un tiers donneur selon *le nouvel article*[88] *342-10 du Code civil français.* L'article

[84] Un embryon surnuméraire est un embryon conçu dans le cadre de la FIV mais non transféré. Il peut être congelé, donné à la recherche, ou détruit immédiatement, https://genethique.org/definition/embryon-surnumeraire/ (consulté ce 18-08-2026 à 20h23)
[85] V. article 102 et s. Code de l'enfant au Togo.
[86] F. A. KATUMBI, *pratique de la fécondation in vitro à la clinique BIASA à Lomé au Togo*, mémoire préc.
[87] Article L2141-2 du code la santé publique français, op.cit.
[88] Issu de la loi du 2 août 2021 sur la bioéthique en France.

poursuit en précisant que le notaire « *les informe des conséquences de leur acte au regard de la filiation ainsi que des conditions dans lesquelles l'enfant pourra, s'il le souhaite, accéder à sa majorité aux données non identifiantes et à l'identité de ce tiers donneur* ». Le besoin d'un encadrement des sanctions impose une structure médiatrice.

B- Le besoin d'un encadrement particulier des sanctions

La clémence de la sanction pénale (1) telle que prévue actuellement ne renseigne pas sur l'importance accordée à l'AMP et surtout sa délicatesse. Au-delà, il est exigeant de renforcer les sanctions de façon particulière (2).

1- La clémence actuelle de la sanction pénale

L'article 23 du décret portant Code déontologie du médecin dispose : « *Un médecin ne peut pratiquer un acte d'assistance médicale à la procréation que dans les conditions prévues par la loi* » lesquelles conditions sont précisées dans l'article 41 de la loi sur la santé de reproduction qui dispose : « *l'assistance médicale à la procréation ne doit avoir lieu que dans des structures sanitaires hospitalières publiques ou privées dotées de moyens et de personnel qualifié et compétent, ayant l'agrément de l'autorité publique compétente.*

Quiconque contrevient aux dispositions concernant le lieu et la qualité sera puni d'un (01) à cinq (05) ans d'emprisonnement, de deux cent milles (200.000) à un million cinq cent mille (1500.000) d'amende et du retrait d'agrément d'exercice ». Ce texte impose une sanction pénale spécifique dans deux cas : lorsque le présumé coupable contrevient aux dispositions concernant le lieu où se déroule l'AMP et la qualité du médecin qui pratique l'AMP. Selon ce texte l'AMP ne doit être pratiquée que dans un centre de santé agréé et par un médecin agréé. Seule la violation de ces deux conditions est spécifiquement sanctionnée pénalement. Cette sanction se retrouve aussi dans l'article 838[89] du Code pénal en matière de l'AMP. Le reste des sanctions pénales tombe dans le droit pénal général. Et en la matière l'article 195 du Code de santé publique au Togo dispose : « *Tout acte d'un praticien qui entraine des conséquences dommageables, pour un patient engage la responsabilité civile de son auteur envers le patient devant les tribunaux de l'ordre judiciaire.*

Cette responsabilité n'exclut pas la responsabilité pénale lorsque l'acte dommageable constitue un crime ou un délit réprimé par le code pénal.

Les dispositions des alinéas 1 et 2 du présent article s'appliquent aussi bien aux praticiens du secteur public que du secteur privé ». Ce texte pose la règle générale de sanction pénale en matière médicale.

[89] Ce texte a le même contenu que l'article 41 de la loi sur la santé de reproduction dans son alinéa premier.

Concernant l'AMP on peut relever une clémence de la part du législateur togolais dans la sanction pénale. Il s'était peut-être agi de procéder par prudence concernant un mécanisme particulier de procréation de nature complexe. En allégeant la sanction pénale du médecin, le législateur veut encourage le médecin à y faire recours sans hésitation. Puisqu'en réalité seule la fraude aux deux conditions est sanctionnée. Chaque fois qu'il n'y aura pas la fraude la sanction pénale sera sans objet. Cependant, et en pratique, cette sanction devrait recevoir une application extrêmement rare. Car, il y a des mécanismes qui permettent de l'éviter notamment le recours à la déontologie du médecin. Ce ne peut être que les failles du secteur de la médecine qui pourront faciliter le recours à cette sanction ce qui devrait entrainer probablement des complicités. L'AMP impliquant des droits indisponibles et des personnes, la sanction pénale devrait être plus étendue et renforcée.

2- La nécessité de sanctions pénales particulières

Le droit pénal est d'interprétation stricte. En droit pénal, le principe de la légalité des délits et des peines ne permet pas de sanction sans texte. C'est aussi un droit d'interprétation stricte. Donc on ne pourra pas appliquer une sanction à la place d'une autre. Il est indispensable que des sanctions propres à l'AMP soient prévues. Alors que le droit comparé nous donne beaucoup d'argument pour mieux encadrer l'AMP, le législateur s'est contenté du stricte minimum en laissant la charge au droit pénal général alors que ce droit pénal manque de textes relatifs à l'encadrement de l'AMP. La loi a essayé de prendre en compte toute la question de la santé de reproduction. En matière de l'AMP la loi a essayé de donner les directives à suivre au médecin de telle sorte que ce qui devrait être du domaine contractuel tombe dans le domaine légal. On devrait s'attendre à ce que le législateur continue sur cette lancée quand il s'est agi de prévoir les sanctions. Malheureusement il ne prévoit de sanctions que dans deux conditions en laissant les autres à la charge du droit général. Or, avec la bioéthique l'organisme humain est devenu un véritable gisement de matière première pour la science médicale de telle sorte qu'une intervention du législateur est devenue indispensable. Le législateur doit intervenir pour contrôler le mouvement de matière qui n'est autre que le corps humain impliqué dans l'AMP. Aussi vrai que « L*a sagesse ne peut pas entrer dans un esprit méchant, et science sans conscience n'est que ruine de l'âme* »[90] il est tout aussi vrai qu'« *En ces temps moroses qui voient un objet de 0,125 micron perturber le quotidien de l'humanité tout entière, provoquant ici et là désolation, souffrance et mort, les sciences médicales ont été et sont encore convoquées pour leurs savoirs, mais elles sont aussi*

[90] F. RABELAIS, *Pantagruel,* Claude Nourry, LYON, *1532.*

mises à l'index»[91]. La conscience[92] ou la connaissance scientifique à beau exister encore de nos jours mais elle n'a pas empêché l'édition des Codes d'éthique et de déontologie.

Avec l'AMP l'information devient un devoir inhérent au statut du médecin. C'est un devoir légal pour le médecin[93]. Cependant la loi togolaise ne dit rien concernant sa violation. D'emblée il faut sortir la violation de ce devoir du chant contractuel même s'il existe un contrat entre le patient et son médecin. Tomberait-elle dans le chant délictuel ? Le droit civil nous renseigne à travers les articles 1382 et suivent du Code civil applicable au Togo que le délit tire son origine des faits et non du droit. Et pour être responsable il faut un lien de causalité entre le fait et le dommage. Un lien que le patient aura certainement des difficultés à établir. Il est pratiquement impossible à l'état actuel du droit togolais, d'établir le lien entre le manque ou l'insuffisance de l'information et une malformation de l'enfant issu de l'AMP par exemple. Le droit pénal, en ce qui le concerne, ne sanctionne que les délits prévus et punis par la loi[94]. Du coup il serait difficile de trouver un fondement à la responsabilité issue de la violation de cette obligation concernant son régime dans l'AMP. Le patient risque d'être exposé d'autant plus que la violation de cette obligation ne pourra pas rentrer dans le champ d'application de l'alinéa premier de l'article 59 du décret portant Code de déontologie du médecin qui dispose : « *Tout acte d'un praticien qui entraîne des conséquences dommageables pour un patient engage la responsabilité civile de son auteur envers le patient devant les tribunaux de l'ordre judiciaire* ». Ce texte parle d'acte qui doit être pris ici comme un fait. L'article 195 de la loi portant santé publique au Togo étant cette sanction au droit pénal. Toutefois ce droit manque de dispositions pénales dans ce domaine[95]. Ce n'est peut-être que quand il y aura mort ou blessure physiques que l'on pourra convoquer les articles du Code pénal intervenant dans ces deux domaines.

[91] R. NARDONE ,«Science sans conscience n'est que ruine de l'âme », que nous dit cette maxime aujourd'hui? »,https://theconversation.com/profiles/robert-nardone-1193151, 2022, (consulté ce 25/08/2026).

[92] Les constats réalisés par l'Académie de Médecine en France attestent l'existence de médecins en situation d'illégalité. Par ailleurs, les témoignages révèlent que pour s'assurer d'un meilleur taux de réussite de l'insémination, les femmes réalisant des PMA à l'étranger multiplient les injections de médication hormonale visant à produire plus d'ovules, les exposant à de graves inflammations ovariennes pouvant aboutir à des complications significatives. Cette situation ainsi que la peur d'être poursuivies, puisque la pratique est illégale, entraine un stress important. V. *Contribution au débat sur l'accès à la PMA*, Haut Conseil à l'Egalité entre les femmes et les hommes, Avis n°2015-07-01-SAN-17 adopté le 26 mai 2015.

[93] Req. 28 janvier 1942, DC, 1942. 63 ; Gaz. Pal., 1942. 1. 177 obligation d'information du médecin. Une obligation de conformité et de sécurité pour le matériel employé.

[94] Cass. crim, 25 juin 2002, pourvoi no 00-81359 rappelant que "le principe de la légalité des délits et des peines, qui impose une interprétation stricte de la loi pénale, s'oppose à ce que l'incrimination d'homicide involontaire s'applique au cas de l'enfant qui n'est pas né vivant

[95] Seul l'article 838 du Code pénal parle de l'AMP.

Le respect des droits de la personnalité dépasse nécessairement le cadre civil contractuel ou délictuel et s'impose quelle que soit la nature de la relation de soins. Le législateur devrait plutôt continuer sur la logique d'un régime de responsabilité transcendant la responsabilité civile et administrative qui, tout en visant la réparation des dommages causés à l'occasion de l'AMP, devrait prévoir des sanctions pénales furent-elles des amendes. En droit comparé des sanctions pénales relatives au non-respect de toutes les conditions énoncées sont prévues notamment en France dans l'article L. 2162-1 à L. 2162-8 du Code de la santé publique. Il en est par exemple ainsi du fait d'obtenir des embryons contre un paiement. Parlant des embryons, l'alinéa 2 de l'art. 226 du Code de la santé publique au Togo dispose : « *Les conditions de gestion des embryons restants sont fixées par décret en conseil des ministres* ». Or, jusqu'à l'heure où nous écrivons cet article il n'existe pas de décret encadrant le mouvement des gamètes. Depuis la loi du 4 mars 2002 en France, la responsabilité médicale ne relève plus d'une défaillance contractuelle, mais d'un fondement délictuel autonome conformément à l'article L. 1142-1, I, alinéa 1er, du code de la santé publique. Même le fait de procéder au diagnostic prénatal sans autorisation est sanctionné par la loi en France conformément à l'article 2161-1 du Code de santé publique. Au Congo même un bénéficiaire qui donne des informations fausses sur les conditions d'accès à l'AMP est passible de sanctions pénales[96]. Concernant les embryons ils est nécessaire d'interdire formellement leur commercialisation[97] assortie des sanctions pénales.

Conclusion

Le soulagement apporté par l'AMP en matière de reproduction reste salutaire. Cependant, sons encadrement reste fragile. Elle est juste soumise aux contraintes légales ordinaires qui ne renseignent véritablement pas sur son caractère exceptionnel et surtout sur la délicatesse de sa mise en œuvre. Au-delà des exigences légales de la profession médicale, l'AMP n'est soumise qu'aux interdits sociaux ce qui ne permet pas véritablement de le différencier de la voie naturelle et charnelle de la procréation. La clémence des sanctions prévues dans l'encadrement de l'AMP témoigne de l'exposition des demandeurs surtout. Il devient indispensable d'ajouter à ces contraintes ordinaires, des mesures particulières d'encadrement dans la logique d'une meilleure prise en compte des réalités de ce mode alternatif de procréation et surtout afin que la législation

[96] v. Article 44 de la loi sur la santé de reproduction au Congo : « Toute personne ayant bénéficié des prestations relatives à la procréation médicalement assistée en fournissant des informations inexactes visant à faire croire que les conditions prévues par la présente loi sont réunies, est passible d'une peine allant de un (1) à deux (2) ans d'emprisonnement et d'une amende allant de un million (1 000 000) à cinq millions (5 000 000) de francs CFA ou de l'une de ces deux peines ».

[97] v. article 33, loi Congolaise sur l'AMP ; article 2141-8 et suivants Code de santé publique en France.

togolaise en matière de l'AMP ne s'identifie pas à une législation offshore. Toutefois, il est évident que son admission va sérieusement influencer les liens familiaux historiques au Togo marqués par les réalités anthropologiques, métaphysiques voire spirituelles.

Le greffier : garant de la procédure et de l'authenticité des actes de justice

The court clerk: guarantor of procedure and the authenticity of judicial acts

Par :

Amadou Tidiani TRAORE

Docteur en Droit Privé

Résumé :

Le greffier de justice occupe une place centrale et indispensable au sein de l'institution judiciaire. Qualifié de « gardien de la procédure », cet officier public veille au respect rigoureux des règles des codes de procédure civile ou pénale. Au quotidien, il assure le bon déroulement des audiences, rédige les procès-verbaux et authentifie les décisions de justice en les signant aux côtés du magistrat, leur conférant ainsi une valeur légale incontestable. L'absence de signature du greffier sur un jugement entraîne sa nullité juridique. Gardien exclusif des minutes et de l'ensemble des dossiers administratifs et judiciaires, ce professionnel est le seul habilité à délivrer des copies certifiées conformes aux parties. En salle d'audience, sa présence aux côtés du magistrat est indispensable à la validité des débats. Il y exerce des missions stratégiques : acter la présence des comparants, des conseils, des témoins et des experts, puis consigner fidèlement les échanges, dépositions et plaidoiries. C'est lui qui rédige le procès-verbal d'audience, document officiel qui fait foi du déroulement du procès. Garant de la sécurité juridique des procédures, le greffier doit faire preuve d'une rigueur absolue, car la plus petite erreur matérielle ou de droit peut impacter lourdement les libertés et les droits des citoyens. Lié par le secret professionnel et tenu à une stricte impartialité, il se doit de maîtriser parfaitement la procédure et d'actualiser en permanence ses connaissances face aux évolutions législatives.

Mots-clés : greffier, institution judiciaire, procédure, procès-verbal d'audience.

Abstract:

The court clerk holds a central and indispensable role within the judicial system. Often described as the "guardian of procedure," this public official ensures strict adherence to the rules set out in civil and criminal procedural codes. On a daily basis, the clerk ensures the smooth conduct of hearings, drafts official records, and authenticates court decisions by countersigning them alongside the magistrate, thereby conferring upon them indisputable legal validity. The absence of the clerk's signature on a judgment renders it legally void. As the sole custodian of original court records and all administrative and judicial files, this professional is the only person authorized to issue certified true copies to the parties involved. In the courtroom, the clerk's presence alongside the magistrate is essential for the validity of the proceedings. They perform strategic tasks: recording the presence of parties, counsel, witnesses, and experts, and faithfully documenting the exchanges, testimony, and oral arguments. It is the clerk who drafts the official record of the hearing an authoritative document that serves as the definitive account of the proceedings. Acting as a guarantor of procedural legal certainty, the clerk must exercise absolute rigor, as even the slightest clerical or legal error can have serious consequences for citizens' rights and liberties. Bound by professional secrecy and a duty of strict impartiality, the clerk must possess a mastery of procedural law and constantly update their knowledge in light of legislative changes.

Keywords: court clerk, judicial system, procedure, official record of the hearing.

Introduction

Depuis toujours, la justice s'appuie sur un collaborateur essentiel pour rédiger, authentifier et archiver ses actes : le greffier. Tirant son nom d'un verbe grec signifiant « écrire », il incarne l'écriture même, s'érigeant en mémoire vivante du tribunal et en protecteur de la légalité des procédures. Son rôle est déterminant à chaque étape du processus judiciaire. Véritable pilier de l'institution, le greffier doit posséder une maîtrise pointue et rigoureuse du droit pour accomplir sa mission avec succès. Il doit adopter d'office des comportements adéquats qui sont le savoir-faire et le savoir-être : pour l'accueil et l'orientation des justiciables et être discret. Actuellement le statut du personnel au Mali est fixé par l'Ordonnance n° 05-014/P-RM du 22 mars 2005, portant statut particulier des personnels du cadre des greffes et secrétaires des greffes et parquets. Ladite ordonnance a été ratifiée par la Loi n° 2005-033 du 7 juillet 2005 et modifiée par les Loi n° 08-007 du 28 février 2008 ; et l'Ordonnance n° 2024-020/PT-RM du 04 octobre 2024, ratifiée par la Loi n°2024-018 du 11 décembre 2024. Conformément à la loi il existe aujourd'hui un cadre des greffes et secrétaires des greffes et parquets composé de trois corps : Greffiers en Chef …Catégorie A ; Greffiers …Catégorie B2 ; Secrétaires des greffes et parquets …Catégorie B1. Les greffiers en chef sont recrutés par voie de concours direct parmi les candidats titulaires d'une maîtrise en droit ou d'un diplôme reconnu équivalent. Les greffiers ayant subi une formation niveau maîtrise peuvent être intégrés au corps des greffiers en chef par voie d'avancement. Les greffiers sont recrutés par voie de concours direct parmi les candidats titulaires du brevet de technicien en droit ou d'un diplôme reconnu équivalent. Peuvent être intégrés dans le corps des greffiers par voie d'avancement, les secrétaires de greffes et parquets ayant subi une formation niveau brevet de technicien. Les secrétaires de greffes et parquets sont recrutés par voie de concours direct parmi les candidats titulaires d'un Certificat d'Aptitude Professionnelle ou d'un diplôme reconnu équivalent. Les greffiers en chef stagiaires, les greffiers stagiaires et les secrétaires de greffes et parquets stagiaires reçoivent à l'Institut National de Formation Judiciaire Maître Demba Diallo une formation théorique et pratique de deux ans. Ils prêtent devant le Tribunal de Grande Instance, à la diligence du directeur de l'Institut National de Formation Judiciaire. Le greffier est un agent de l'État régi par le décret n°2017-0509/P-RM du 12 juin 2017 portant code de déontologie du personnel du cadre des greffes et secrétaires des greffes et parquets. Ses obligations fondamentales, intégrité, loyauté, équité, honneur, dignité, respect des textes et de la hiérarchie, méritent d'être explicitées. Dans l'exercice de ses fonctions, le greffier s'abstient de toute critique à l'égard des décisions de justice. Il témoigne de déférence, de respect et de loyauté envers le magistrat qu'il assiste ainsi qu'envers sa hiérarchie, excluant tout propos incorrect ou anonyme visant ses

supérieurs et ses collègues. Le service doit demeurer un espace de solidarité et de cohésion. Enfin, bien que le greffier doive exécuter les directives de ses supérieurs même en cas de désaccord, il est tenu de refuser un ordre si celui-ci est manifestement illégal et de nature à compromettre gravement l'intérêt public. Les obligations d'assiduité et de disponibilité[1], dans l'accomplissement des prestations de service public, ces fonctionnaires doivent être assidus, disponibles et assurer un service bien fait. Ils doivent assurer l'honnêteté, la discrétion, la neutralité, et l'impartialité. Le secret professionnel,[2] Indépendamment des règles instituées par le Code pénal en matière de secret professionnel, le greffier et le secrétaire de greffes et parquets est lié par l'obligation de discrétion professionnelle pour ce qui concerne les documents, faits et informations dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions. Le respect du secret professionnel impose au greffier de dissocier strictement ses conversations privées des informations confidentielles acquises dans l'exercice de ses fonctions. Qu'ils émanent du greffe, de la présidence, du parquet ou d'un cabinet d'instruction, ces faits touchent à l'intimité, au patrimoine et à la réputation des justiciables. Afin de préserver ces intérêts moraux et matériels essentiels à la vie sociale et familiale de chacun, les agents doivent être systématiquement écartés des procédures impliquant leurs proches ou leurs relations personnelles. Sur le plan administratif, le service du greffe de chaque juridiction est placé sous la direction d'un greffier en chef. Ce dernier en assure la gestion globale sous l'autorité et le contrôle des chefs de juridiction, de parquet et de services. Pour accomplir sa mission, il peut déléguer une partie de ses attributions à des greffiers ou secrétaires de greffes et parquets placés sous sa responsabilité. Dans les structures possédant un secrétariat de parquet autonome, un secrétaire en chef (généralement un greffier) encadre les services administratifs du parquet, conformément aux règles de l'organisation judiciaire. En dehors de ces compétences spécifiques réservées au secrétaire en chef, le greffier en chef, responsable du greffe, dirige l'intégralité des services administratifs du siège et du parquet. Garant de leur bon fonctionnement, il est chargé de déployer les mesures concrètes découlant des directives générales fixées par sa hiérarchie. Il rend compte régulièrement de ses démarches à ces derniers. Pour accomplir ses missions, il s'appuie sur une équipe composée de greffiers en chef, de greffiers, de secrétaires de greffes et de parquets, ainsi que d'agents administratifs. L'ensemble du greffe est placé sous l'autorité et le contrôle hiérarchique des chefs de juridiction. En tant que responsable de cette structure, le greffier en chef est le gardien des minutes et des archives, dont il garantit la

[1] Article 21 portant statut du personnel au Mali ratifiée par la Loi n°2024-018 du 11 décembre 2024.
[2] Articles 34 portant statut du personnel au Mali ratifiée par la Loi n°2024-018 du 11 décembre 2024 et 11 du code d'éthique et de déontologie de l'agent de l'Administration publique au Mali a été adopté par la loi n° 2019-058 du 5 décembre 2019

conservation. C'est également lui qui délivre les copies et les expéditions des différents actes officiels. Ses responsabilités incluent la tenue des registres publics, la rédaction des actes, ainsi que la garde des scellés, des pièces à conviction et des fonds déposés au greffe, quel qu'en soit le motif. Il conserve par ailleurs les seconds volets des actes d'état civil et se charge de faire enregistrer les jugements et arrêts, comme l'exige le Code général des impôts. L'activité administrative du greffe joue un rôle crucial et fondamental. Elle se manifeste principalement à travers la gestion des registres et la délivrance de documents officiels tels que les copies certifiées conformes, les grosses (expéditions revêtues de la formule exécutoire), ainsi que les extraits de plumitifs et de jugements. Le greffe établit également des certificats et des actes de dépôt pour attester du respect ou de l'omission de certaines formalités par les usagers ou l'institution judiciaire. Parmi ces documents figurent les certificats de non-opposition, de non-appel, de radiation, de consignation ou de non-pourvoi en cassation, tout comme les actes de dépôt de rapports d'expertise ou de cahiers des charges. Enfin, cette fonction administrative englobe la conservation durable des archives, des minutes de décisions de justice et des seconds volets d'état civil, ainsi que la gestion financière des fonds du greffe. A travers ses différents agents, le greffe exécute plusieurs attributions auprès de la juridiction dont : L'assistance au magistrat ; la tenue des documents et les différents registres de la juridiction ; la conservation des minutes et archives dont il est le dépositaire ; la conservation des volets n° 2 des actes d'Etat civil ; la délivrance des expéditions, des copies, la garde des scellés et de toutes sommes et pièces déposées au greffe ; l'établissement des pièces pour l'exécution des décisions civile ou pénale ; le recouvrement des amendes et frais de justice ; la tenue de la comptabilité des différents fonds versés entre les mains du greffier en chef, responsable du greffe. Dans le système de l'OHADA, le greffier est un acteur incontournable de la sécurité juridique. Il intervient à tous les stades de la vie des affaires : il tient le Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM), authentifie et délivre les titres exécutoires pour les créances et assiste le juge dans les procédures collectives ou les contentieux commerciaux. D'une manière générale, la décision de justice ou le titre exécutoire, s'exécute, soit volontairement, soit sous contrainte. L'exécution forcée se pratique suivant trois procédés : l'exécution sur la personne du débiteur, on parle de contrainte par corps ; - l'exécution directe et en nature qui tend à contraindre le débiteur à exécuter l'obligation à laquelle il a été condamné ou à laquelle il s'est engagé (obligation de donner, de faire ou de ne pas faire) ; l'exécution sur les biens qui se concrétise par la voie de la saisie et de la vente des biens du débiteur. C'est cette dernière forme qui fait l'objet de l'acte uniforme portant recouvrement des créances et voies d'exécution. Les

saisies s'opèrent à défaut d'exécution volontaire[3]. Tout créancier, peu importe l'origine de sa créance, dispose du droit de pratiquer des saisies. Ces procédures servent soit à contraindre un débiteur défaillant à s'acquitter de ses obligations, soit à titre conservatoire pour préserver les droits du créancier. L'exécution de ces mesures implique divers intervenants : les parties concernées, le commissaire de justice, ainsi que le juge qui assure la surveillance de la procédure. Bien que le législateur mentionne peu le rôle du greffier dans ce cadre, sa présence est indissociable de celle du magistrat, qu'il assiste obligatoirement dans toute son activité juridictionnelle. Au-delà de cette assistance classique qui ne nécessite pas d'explications spécifiques ici, le greffier exerce des compétences substantielles et autonomes durant la phase d'exécution forcée. Par ailleurs, toute saisie exécutoire requiert un titre exécutoire, matérialisé en pratique par une décision de justice munie de la formule exécutoire. A cet égard, l'Acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution confère au greffier le pouvoir de constater l'absence de contestation du débiteur, permettant ainsi le paiement effectif de la créance. Enfin, le rôle du greffier devient central et prépondérant dans le cadre de procédures spécifiques et plus encadrées, à l'instar des saisies immobilières et des saisies des rémunérations. La contribution du greffe dans la mise en œuvre des mesures d'exécution consiste en : la délivrance du titre exécutoire ; la délivrance des certificats de non contestation ; l'exécution des actes de gestion pratique de la saisie rémunération ; l'accomplissement des tâches administratives pour la vente d'immeuble saisi.

Quel est l'impact réel des missions d'authentification et de contrôle du greffier sur l'efficacité de la sécurité juridique ?

Pour une meilleure analyse de ce sujet, il sera important de voir les attributions du greffier au sein des institutions judiciaires civiles et répressives (I) avant d'examiner la place et les missions du greffier dans les procédures de recouvrement et les voies d'exécution (II).

I- LES ATTRIBUTIONS DU GREFFIER AU SEIN DES INSTITUTIONS JUDICIAIRES CIVILES ET REPRESSIVES

Le personnel des greffes et parquets (greffiers en chef, greffiers et secrétaires) remplit des missions d'une grande diversité. Bien que ses attributions globales s'exercent au sein de la juridiction, ses tâches quotidiennes se spécialisent selon l'affectation : au parquet, à l'instruction, à la présidence, ou encore au sein des greffes civil et correctionnel. Le greffier, figure centrale de la procédure civile et commerciale (A) joue une action au cœur de la justice pénale (B).

[3] Article 28 de l'acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution (AUPSRVE) est entré en vigueur le 16 février 2024

A- Le greffier, figure centrale de la procédure civile et commerciale

Le greffier assiste le magistrat à l'audience à travers diverses actions (1) et dans la gestion des audiences civiles et commerciales, du premier degré jusqu'au second degré de juridiction (2).

1- L'assistance aux magistrats du siège par le greffier au cours de la mise en état et de la conciliation

Toutes les tentatives de conciliation légales relèvent de la compétence du juge conciliateur, assisté du greffier qui en assure le secrétariat. En matière matrimoniale notamment, le greffier remet au demandeur un permis de citer. Ce document permet à l'huissier-commissaire de justice désigné de convoquer la partie adverse à la date fixée. Une semaine avant l'audience, le greffier gère la logistique administrative : il imprime et affiche le rôle, prépare les dossiers, puis transmet l'ensemble des pièces au président ou au juge désigné. Le jour de la convocation, le magistrat appelle les parties pour mener la conciliation à huis clos, en chambre du conseil. Si la démarche aboutit, le greffier rédige un procès-verbal de conciliation, signé par le juge et les parties. Cet acte, qui clôt définitivement la procédure, est envoyé au greffier en chef pour enregistrement fiscal aux impôts et versement au rang des minutes, tandis que le dossier initial est archivé par le greffier. En cas d'échec de la conciliation, le greffier dresse un procès-verbal de non-conciliation qu'il verse au dossier, puis délivre au demandeur une seconde convocation (permis de citer) pour l'audience au fond. Cet acte est ensuite signifié par un huissier de justice afin d'inviter la partie défenderesse à se présenter à cette nouvelle date. Dans les matières soumises à la mise en état, le greffier prépare l'audience une semaine à l'avance : il imprime et affiche le rôle, constitue les dossiers, puis transmet le tout au président ou au juge désigné. Le jour de l'audience de mise en état, les deux parties comparaissent devant le juge et le greffier. Ce dernier s'assure que le dossier est complet et que les parties sont prêtes à échanger leurs conclusions. A l'issue de cette audience, le président rend une ordonnance de clôture et fixe la date de l'audience au fond si le dossier est en état d'être jugé. Dans le cas contraire, si le dossier n'est pas en état, le président ordonne un renvoi (simple, ferme ou ultime) et retourne le dossier au greffier. Pour ouvrir un dossier, le greffier choisit d'abord une chemise adaptée à la nature de l'affaire. Il y inscrit ensuite les numéros du Rôle Général (RG) et du Registre des Consignations (RC), puis y insère la requête du demandeur ainsi que les autres pièces jointes avant de compléter la page de couverture. Enfin, il délivre au demandeur un permis de citer. Cet acte mentionne l'identité et le domicile du défendeur (ou la dénomination et le siège social s'il s'agit d'une personne morale), la date de l'audience ainsi que le nom de l'Huissier-Commissaire de Justice. Lorsqu'il s'agit d'une assignation, un exemplaire certifié conforme par le Greffier en Chef est remis au demandeur ou à l'Huissier-Commissaire de Justice pour citation de

la partie adverse. Une semaine avant l'audience au fond, le greffier, confectionne le rôle d'audience pour une journée et jours suivants s'il y a lieu, en faisant apparaître d'abord les causes en délibéré, suivi des causes anciennes et enfin les nouvelles causes ; imprime le rôle d'audience en autant d'exemplaires qu'il y a de besoin ; affiche le rôle d'audience ; remet les dossiers et le rôle au Président ou au juge qu'il aura désigné (cette remise a lieu une semaine environ avant le jour du jugement). Au jour fixé pour l'audience, le greffier tient le plumitif en mentionnant, la présence, l'absence, la représentation ou l'absence de représentation des parties, noter leurs déclarations (ou leur dépôt de conclusions) et leur identité ; les mesures d'instructions prises à l'audience, (notamment relatives aux expertises et au transport) ; l'identité des témoins et leurs déclarations ; le serment déféré par une partie à l'autre ; mention doit être faite de la formule du serment déféré et de l'acceptation ou du refus de l'autre ; le désistement des parties ; la décision du tribunal ; les incidents. A la clôture de l'audience, le greffier signe le plumitif et le fait viser par le président. Il y apporte ensuite les mentions complémentaires, puis remplit le répertoire des jugements (civils et des référés) en veillant à la stricte concordance des numéros de jugement entre le plumitif et le répertoire. Le greffier transmet ensuite les dossiers jugés au fond ou avant dire droit (ADD) au magistrat chargé de rédiger le factum. Les dossiers renvoyés ou radiés sont quant à eux retournés aux services compétents contre décharge. Enfin, il remet la minute signée conjointement par le juge et lui-même au Greffier en Chef, responsable du greffe, également contre décharge. Dès qu'il reçoit la minute, le Greffier en Chef procède à son enregistrement au moyen d'un bordereau établi en double exemplaire, transmis à l'administration fiscale (Impôts ou Domaines). Il renseigne le registre des consignations pour y inscrire les détails liés à l'enregistrement, aux timbres, aux émoluments, aux débours, aux références du jugement et aux reliquats. Une fois retournées par le service de l'enregistrement, les minutes sont classées par année et par nature de contentieux. Le bordereau d'enregistrement est archivé pour servir de justificatif en cas de besoin, et le dossier est restitué au greffier pour son classement définitif. Sur sollicitation des parties et dans le respect des règles relatives à l'exécution des décisions de justice, le Greffier en Chef délivre les expéditions, grosses et copies du jugement. En cas d'exercice d'une voie de recours contre la décision rendue, les parties doivent lui soumettre une demande écrite.

2- L'accompagnement du greffier dans la gestion des audiences civiles et commerciales, du premier degré jusqu'au second degré de juridiction

Dès l'enregistrement d'un appel, le greffier en chef de la juridiction d'origine dispose d'un délai maximal de deux mois pour transmettre le dossier complet sous pli fermé (avec bordereau

d'envoi ou soit-transmis) au greffe de la cour d'appel[4]. A l'arrivée, le secrétariat du greffier en chef de la Cour d'appel réceptionne le pli et l'enregistre formellement dans le registre du courrier. L'appelant dispose ensuite de quinze jours à compter de cette réception pour être invité à régler la consignation réglementaire. Le jour du versement, le secrétariat réalise l'encaissement, délivre un reçu, puis procède aux formalités d'enregistrement : attribution des numéros d'ordre au Rôle Général (RG) et au Registre des Consignations (RC), choix de la chemise adaptée au contentieux, intégration du dossier d'origine en l'état, rédaction de la couverture et établissement du permis de citer. Ce dossier, accompagné du permis, est immédiatement soumis au président de la Cour pour fixer la date d'audience ou de mise en état. Une fois le permis signé par le président, le secrétariat le délivre à l'appelant. L'acquittement préalable de la consignation demeure la condition obligatoire pour l'enrôlement de l'affaire. Lorsque la consignation exigée n'aura pas été acquittée, l'intimé, à l'expiration du délai indiqué à l'article 658 du CPCCS, modifié, demandera au président de la Cour d'appel de l'autoriser à assigner l'appelant par acte d'huissier (permis de donner à venir). L'appelant sera tenu d'acquitter la consignation avant le jour fixé pour l'audience. Aucun paiement ne sera perçu ce jour et la Cour en constatant le non- versement de la consignation doit déclarer d'office l'appel irrecevable[5]. Environ une semaine avant l'audience au fond, le secrétariat du président édite et affiche le rôle d'audience. Ce document, établi par chambre et par journée, liste d'abord les affaires en délibéré, puis les causes anciennes, et enfin les nouvelles. Le secrétariat transmet ensuite les dossiers au Procureur Général pour l'inscription de son éventuel réquisitoire. Une fois retournés, le Président confie les dossiers au juge désigné pour l'audience. Le jour de l'audience, la Cour entend les parties tandis que le greffier consigne les débats dans le plumitif. L'affaire peut alors être mise en délibéré, renvoyée, ou faire l'objet d'un prononcé sur-le-champ, une décision également inscrite au plumitif. Après l'audience, le greffier retourne au greffe avec les dossiers. Il actualise le plumitif, remplit le répertoire des arrêts et remet les dossiers (jugés ou en délibéré) au juge audiencier pour la rédaction du factum. Une fois le document rédigé, le juge signe la minute et la renvoie avec le dossier au greffier audiencier pour sa propre signature. Ce dernier transmet le tout au Greffier en Chef. Le Greffier en Chef prépare alors le bordereau d'enregistrement, y joint les frais de timbre et d'enregistrement, puis l'envoie au service compétent. Il renseigne également le registre des consignations (colonnes enregistrement, timbre, émoluments, débours et reliquat). A leur retour du service de l'enregistrement, il classe les minutes

[4] Article 657 portant code de procédure civile, commerciale et sociale du Mali a été institué par le décret n° 99-254/P-RM du 15 septembre 1999, puis modifié par le décret n° 09-220/P-RM du 11 mai 2009

[5] Article 659 portant code de procédure civile, commerciale et sociale du Mali a été institué par le décret n° 99-254/P-RM du 15 septembre 1999, puis modifié par le décret n° 09-220/P-RM du 11 mai 2009.

et confie le dossier au greffier pour son archivage définitif. Ce n'est qu'après l'accomplissement de ces formalités d'enregistrement que le greffier peut délivrer une expédition, un extrait ou la grosse. La partie non satisfaite de la décision peut former un pourvoi en cassation ou faire opposition si l'arrêt a été rendu par défaut. En matière civile, les affaires sont orientées soit vers la mise en état, soit directement au fond. Le Président confie alors le dossier au juge de la mise en état. Lors de cette première audience, les parties comparaissent pour déposer leurs conclusions. Si l'affaire nécessite un renvoi, le juge renvoie le dossier au secrétariat du Greffier en chef. Dans le cas contraire, il prononce l'ordonnance de clôture et transmet le dossier au Président ; ce dernier fixe la date de l'audience au fond et fait classer les dossiers par son secrétariat selon leur date de jugement.

B- L'action du greffier au cœur de la justice pénale

Au sein du parquet, la répartition des tâches administratives entre le secrétariat particulier du procureur de la République et le secrétariat en chef dépend des usages propres à chaque juridiction. Le greffe de premier degré a un rôle au parquet, à l'instruction et à l'audience pénale (1) et des attributions spécifiques à la Cour d'appel au sein de la Chambre correctionnelle et du Parquet général (2).

1- Le Rôle du greffe de premier degré au parquet, à l'instruction et à l'audience pénale

Le secrétariat en chef et le secrétariat particulier du procureur ont pour missions principales de gérer l'arrivée, le départ, l'enregistrement et l'expédition du courrier. Ils s'occupent également de la saisie de l'ensemble des correspondances et des documents juridiques du parquet, tels que les convocations, les cédules de citations, les avertissements aux prévenus, les rôles d'audience, les notices mensuelles ou encore les statistiques judiciaires. Leur rôle inclut aussi la préparation des chemises de dossiers (à l'exception de ceux destinés au cabinet d'instruction), la transmission des dossiers au procureur de la République et la tenue des différents registres d'activité du parquet. Enfin, ils assistent le procureur lors de la rédaction de procès-verbaux ou de perquisitions en cas de flagrant délit, et rédigent les mandats d'amener et de dépôt décerné par ce dernier. De son côté, le greffier d'instruction accomplit des tâches de secrétariat dédiées à la fois à l'administration du cabinet et à la gestion opérationnelle des procédures. Pour les tâches relatives à la gestion du cabinet on retiendra : inscription des affaires nouvelles dans le registre d'instruction (R.I.) ; confection des chemises pour les dossiers ; tenue des registres ; -classement des dossiers ; établissement des notices mensuelles et trimestrielles ; participation à l'établissement des statistiques judiciaires de la juridiction ; rédaction des mandats de justice et des convocations ;

saisie des ordonnances du juge ; assurer la communication des dossiers aux avocats de la partie civile et de l'inculpé ainsi qu'au ministère public ; informer le ministère public de la date de l'heure des interrogatoires, auditions ou confrontations auxquels il a souhaité participer ; informer le conseil de l'inculpé ou de la partie civile de la date et du jour de leurs auditions ou confrontations ; notification au ministère public, à l'inculpé ou à la partie civile, de certaines ordonnances prises par le juge d'instruction ; établissement de la fiche pour chaque inculpé placé sous mandat de dépôt permettant de renseigner le juge sur la date de renouvellement du titre de détention ; transmission des dossiers. Les missions liées à la gestion des procédures comprennent d'une part l'assistance directe au juge d'instruction, tant lors des actes d'enquête (procès-verbaux d'interrogatoire, d'audition, de confrontation, perquisitions et transports judiciaires) que pour le contrôle de l'application effective des mesures de sûreté ordonnées. D'autre part, elles incluent le suivi administratif et comptable du dossier, à savoir sa cotation, son paraphe, l'inventaire systématique de ses pièces, ainsi que l'établissement de l'état des frais de justice occasionnés.

-A l'audience correctionnelle et de simple police le greffier doit mentionner : D'abord si le prévenu comparait, tous les renseignements sur son état civil, sa profession, son domicile, sa situation de famille et s'il a déjà été ou non condamné, s'il comparait libre ou détenu. Si le prévenu consent à être jugé immédiatement en cas de défaut de citation ou de citation entachée de nullité. Si le prévenu ne comparait pas, quel est le mode de citation qui lui a été servi (à personne, domicile, mairie, parquet etc.).

- Ensuite la prévention, les faits pour lesquels il est poursuivi ; les déclarations du prévenu (s'il reconnaît les faits ou non) ; l'identité de l'interprète et la mention qu'il est assermenté ou à défaut sa prestation de serment ; mentionner les déclarations des témoins, en prenant soin de noter leur identité ; la représentation des pièces à conviction ; l'identité de l'expert, sa prestation de serment et ses déclarations ; les déclarations de la partie civile ou si elle dépose des conclusions à l'audience ; les déclarations du civilement responsable, en prenant soin de noter son identité ; la plaidoirie du conseil de la partie civile ou ses conclusions ; les réquisitions du Ministère Public ; la plaidoirie du conseil du prévenu ; la mention que le prévenu a eu la parole en dernier ; la décision du Tribunal (renvoi, délibéré ou la décision publiquement prononcée sur le siège). Enfin mentionner les incidents d'audience et mentionner les troubles d'audiences, y compris les infractions commises à l'audience (outrage, faux témoignage).

-En matière correctionnelle ou de simple police, le greffier doit : faire viser le plumitif par le président et le signer lui-même ; retourner les dossiers objet de renvoi aux services concernés contre une décharge ; porter au répertoire immédiatement chaque décision en veillant à ce que le

numéro du jugement porté au plumitif soit le même que celui porté au répertoire ; transmettre au président, les dossiers jugés au fond ou en ADD ; rédiger les qualités du jugement avant d'y insérer le contenu du factum rédigé par le juge ; faire enregistrer la minute du jugement ; recevoir les appels, oppositions ou pourvois des parties, mettre en état sans délai les dossiers pour leur transmission à la juridiction compétente ; établir les pièces d'exécution relatives au casier judiciaire, au recouvrement des amendes et frais de justice et à l'exécution de la peine d'emprisonnement.

2- Les attributions spécifiques du greffier de Cour d'appel au sein de la Chambre correctionnelle et du Parquet général

La saisine du procureur général s'opère dès la réception du dossier de première instance, de l'acte d'appel, du bordereau de transmission et du rapport d'appel du procureur de la République. Dès cet instant, le secrétariat du procureur général procède à l'enregistrement du courrier à l'arrivée. Le dossier est ensuite transmis à l'un de ses substituts, qui est chargé de fixer la date d'audience avant de renvoyer l'ensemble des pièces au greffe du parquet général. Le greffier du parquet général effectue l'ouverture du dossier ; sélectionne une chemise identifiée à la nature de l'affaire ; insère le dossier de première instance tel quel ; complète la page couverture du dossier ; attribue le numéro du Parquet Général (RP) ; prépare la cédule de citation qu'il remet à un huissier-commissaire de justice ; classe le retour de la citation dans le dossier ; imprime le rôle d'audience (le rôle est confectionné en faisant apparaître d'abord les causes en délibéré, suivi des causes anciennes et enfin les nouvelles causes. L'ordre d'apparition des causes est aléatoire) ; en expédie une copie au Substitut désigné et au greffier du siège ; complète le registre des audiences ; expédie le dossier au juge désigné. La veille de l'audience, le greffier du Parquet Général affiche le rôle d'audience dans l'enceinte du palais. Le jour de l'audience, le greffier du siège prend note des débats dans le plumitif. La Cour remet les dossiers au greffier du siège. Après l'audience, le greffier du siège met à jour le plumitif des inscriptions qu'il n'a pu prendre en audience ; fait viser le plumitif par le président audiencier, avant de le signer lui-même et complète le répertoire des arrêts. Il faut noter qu'à cette étape, les dossiers avec renvoi sont transmis au greffier du Parquet Général qui les classe pour la prochaine audience. Les dossiers jugés ou mis en délibéré sont remis au juge désigné qui rédige le factum et l'expédie au greffier du siège, accompagné du dossier. Le juge et le greffier signent la minute. Le greffier du siège transmet le dossier au greffier en chef (cahier de transmission). Le Greffier en Chef complète le bordereau des actes déposés et transmet la minute au Service des impôts, accompagné dudit bordereau. La procédure d'enregistrement s'applique en matière pénale, mais les droits d'enregistrements et de timbre tarifiés par les impôts

ne sont pas exigibles immédiatement. Ils seront perçus du condamné lors du recouvrement des frais de justice (débet). L'agent des impôts inscrit l'enregistrement sur la minute, archive une copie du bordereau des actes déposés, puis transmet l'ensemble au Greffier en Chef. Ce dernier classe la minute de façon chronologique et séquentielle, avant de confier le dossier au greffier du siège pour la rédaction des pièces d'exécution, telles que le bulletin n°1 du casier judiciaire, l'extrait-trésor, l'extrait-prison ou la première grosse. Si la partie concernée souhaite se pourvoir, elle peut soumettre sa lettre de pourvoi, le détenu devant alors passer par le Régisseur de la prison. Dès sa présentation devant le greffier du siège, le demandeur signe le registre des pourvois et oppositions. Enfin, le greffier formalise l'acte de pourvoi, l'enregistre, l'annote sur la minute et rassemble les pièces nécessaires, incluant l'inventaire, les notes d'audience, l'expédition de l'arrêt et le dossier d'appel, pour une transmission successive au procureur général près la Cour d'appel, puis au procureur général près la Cour Suprême. La partie désirant faire opposition peut déposer sa lettre d'opposition, soit se présenter devant le greffier, auquel cas elle signe immédiatement le registre des pourvois et oppositions. Le greffier rédige l'acte d'opposition, inscrit l'opposition au registre des pourvois et oppositions, ouvre un nouveau dossier, insère tel quel le dossier où il y a opposition, fixe la date d'audience, délivre la cédule de citation.

- Lorsque le président de la chambre reçoit un dossier de la première instance, il fixe la date d'audience et transmet le dossier et le réquisitoire à son secrétariat. Le secrétariat de la chambre complète le registre du courrier à l'arrivée ; effectue l'ouverture du dossier en sélectionnant une chemise identifiée à la nature de l'affaire ; y insère le réquisitoire et le dossier du Tribunal de la première instance ; complète la page couverture du dossier ; confectionne le rôle qu'il expédie à l'Avocat Général et au Président ; établit les convocations pour les conseils et transmet le dossier au Président. Lors de l'audience de la Cour, le greffier prend note des débats dans le plumitif. Après l'audience, le greffier et le représentant du ministère public se retirent pour permettre à la Cour de délibérer sur les affaires à juger. Le Président porte la décision sur la chemise ; remet le dossier au greffier lequel met à jour le plumitif ; complète le répertoire des arrêts et retourne le dossier au Président pour la rédaction du factum. Le président prépare le factum et l'expédie au greffier accompagné du dossier. Le Président et le greffier signent la minute. Une fois le dossier transmis par le greffier, le Greffier en Chef complète le bordereau des actes déposés et l'adresse au Service des impôts accompagné de sa minute.

II- LA PLACE ET LES MISSIONS DU GREFFIER DANS LES PROCEDURES DE RECOUVREMENT ET LES VOIES D'EXECUTION

Dans les procédures de recouvrement et les voies d'exécution le greffier a une mission essentielle aussi bien lors la phase gracieuse de l'injonction de payer (A) que pendant la phase contentieuse et les voies d'exécution (B).

A- La place essentielle du greffier lors de la phase gracieuse de l'injonction de payer

Au nombre des procédures de recouvrement instituées et organisées par l'AU-PSRVE, la procédure d'injonction de payer figure en bonne place et constitue une bonne partie du contentieux du recouvrement. Elle est née de la nécessité du contrôle du greffe lors de la saisine à l'authentification de l'injonction (1) et son rôle dans la délivrance du titre exécutoire (2).

1- Le contrôle du greffe lors de la saisine à l'authentification de l'injonction

Les conditions relatives à la créance et est sans équivoque « Le recouvrement d'une créance certaine, liquide et exigible peut être demandé suivant la procédure d'injonction de payer. »[6] Ces trois conditions de la créance sont cumulatives ; une seule ne saurait remplir les conditions d'ouverture de l'injonction de payer. D'abord la créance certaine, la certitude de la créance suppose que son existence ne soit pas contestable. Les créanciers titulaires d'une créance conditionnelle et d'une créance éventuelle ne sont pas autorisés à recourir à la procédure d'injonction de payer. Le caractère certain de la créance s'apprécie au moment de l'action. On constate alors qu'elle existe, qu'elle peut être constatée par un document. Ensuite la créance liquide, elle repose sur l'évaluation, la fixation du montant de la créance. La créance liquide est une créance déterminée dans son montant. Dire qu'une créance est liquide signifie que l'on connaît son montant, les valeurs en argent. Enfin la créance exigible, l'exigibilité de la créance résulte du droit pour le créancier de réclamer immédiatement paiement de l'obligation du débiteur. Pour ce faire, il faut que la créance soit échue, soit par l'arrivée du terme ou la survenue de la condition. L'Acte Uniforme a clairement fixé le domaine des créances pouvant donner lieu au déclenchement de la procédure d'injonction de payer. Il spécifie que la procédure d'injonction de payer peut-être introduite lorsque : La créance a une cause contractuelle ; l'engagement résulte de l'émission, l'endossement, l'aval ou l'acceptation de tout effet de commerce ou de l'émission d'un chèque dont la provision s'est révélée inexistante ou insuffisante. La créance ayant une cause contractuelle signifie qu'elle doit résulter de l'exécution des obligations contractuelles des parties contenues dans le contrat qui les lie. Par exemple la procédure d'injonction de payer peut -être engagée par

[6] L'article 2 de l'acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution (AUPSRVE) est entré en vigueur le 16 février 2024

le preneur pour obtenir le remboursement des sommes versées conformément aux dispositions du contrat de bail, lorsque le bailleur reconnaît avoir reçu lesdites sommes etc. Nous nous situons dans le domaine civil et commercial. En ciblant la cause contractuelle, le législateur exclut explicitement de la procédure d'injonction de payer toute créance d'origine non contractuelle. Par conséquent, les obligations issues d'un délit, d'un quasi-délit ou d'un crime ne peuvent pas faire l'objet de ce mode de recouvrement. Pour être éligible, la créance doit obligatoirement découler d'un contrat ou résulter de l'émission ou de l'acceptation d'un effet de commerce (lettre de change, billet à ordre ou chèque) revenu impayé pour provision insuffisante ou inexistante.

-La détermination de « la juridiction compétente » expression consacrée par le législateur communautaire OHADA relève du droit interne de chaque Etat-partie. Au Mali, la compétence des Tribunaux est réglée par la loi portant organisation judiciaire. Ainsi : Le Tribunal de Grande Instance et le Tribunal d'Instance connaissent en premier et dernier ressort des actions civiles et coutumières dont le montant n'excède pas 500 000 F CFA en principal et 50 000 F CFA de revenu mensuel déterminé soit en rente, soit par prix de bail ; Ils connaissent en premier ressort seulement des actions s'élevant au-dessus des sommes ci-dessus indiquées et des actions concernant l'état des personnes ainsi que les successions, donations et testaments dont le montant est supérieur aux mêmes sommes.

-Le Tribunal de Commerce juge en dernier ressort, toutes les demandes dans lesquelles les parties, usant de leurs droits, ont déclaré renoncer à tout recours ; les demandes dont le principal n'excède pas la valeur de 5 000 000 F, les demandes reconventionnelles ou en compensation alors même que réunies à la demande principale, elles n'excèdent pas 5 000 000 F. Au-delà de cette somme, la décision du Tribunal est susceptible d'appel. En matière civile et commerciale, la procédure d'injonction de payer relève de la compétence des Tribunaux de Grande Instance, des Tribunaux d'Instance et des Tribunaux de Commerce, chacun agissant selon ses attributions respectives.

-La requête est formée devant le Président de Tribunal de Grande Instance (TGI), du Tribunal d'instance (TI) ou du Tribunal de Commerce du domicile ou du lieu où demeure effectivement le débiteur. En cas de pluralité de débiteurs, une procédure unique peut être diligentée devant le tribunal du domicile ou du lieu où demeure l'un des débiteurs. La juridiction territorialement compétente peut être désignée dans une clause attributive prévue dans le contrat.

L'exception d'incompétence territoriale ne peut être soulevée que : par le président de la juridiction saisie de la requête qui peut le faire d'office ; et par le débiteur lors de l'instance d'opposition[7].

2- Le rôle du greffier dans la délivrance du titre exécutoire, le suivi des délais et l'apposition de la formule en l'absence d'opposition

Une analyse critique du rôle du greffier s'impose au regard des dispositions de l'AUPSRVE et de la pratique actuelle. Cette étude doit examiner les actes posés, d'office ou sur ordre du juge, ainsi que leurs supports, notamment le procès-verbal de conciliation. Elle doit également porter sur la gestion des registres, l'enregistrement des décisions et le traitement des voies de recours, à travers la délivrance des certificats de non-opposition, de non-appel ou de non-pourvoi. Dans ce cadre, le terme « greffier » englobe spécifiquement les missions du greffier en chef, du greffier et du secrétaire des greffes et parquets dans la procédure d'injonction de payer. Ces différents rôles sont à rechercher à travers les dispositions de l'acte uniforme de l'OHADA portant organisation des procédures simplifiées et Voies d'Exécution, de celles du CPCCS et de celles des textes organisant le statut du personnel du cadre des greffes et secrétaires des greffes et parquets. Pour une meilleure appréhension des attributions du greffier, il convient de les aborder chronologiquement suivant le déroulement des différentes phases de la procédure d'injonction de payer. La procédure d'injonction de payer débute par l'introduction de la requête laquelle peut donner lieu à un rejet ou à la signature d'une ordonnance d'injonction de payer. Le créancier doit adresser au Président du tribunal compétent du domicile du débiteur ou l'un d'entre eux, en cas de pluralité de débiteurs, par l'intermédiaire du greffe, une requête accompagnée des documents justificatifs en original ou en copies certifiées conformes[8]. En pratique, la procédure comprend un projet d'ordonnance rédigé au bas de la requête et destiné au président du tribunal ou à son juge délégué. Le greffier examine ensuite les pièces jointes pour s'assurer qu'il s'agit d'originaux ou de copies certifiées conformes. Il dresse également un inventaire de ces documents afin de vérifier leur correspondance effective avec les pièces annoncées. Une fois ces formalités de réception accomplies, le greffier prépare le dossier et le transmet au juge.

B- Le greffier pendant la phase contentieuse et les voies d'exécution

Le Tribunal est saisi par voie d'opposition ; il rend un jugement au regard du bien-fondé ou non de l'opposition. A cette phase, le rôle du greffier est déterminant après la décision ordonnant l'injonction de payer (1) et l'opposition contre l'ordonnance d'injonction de payer (2).

[7] Article 3 de l'acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution (AUPSRVE) est entré en vigueur le 16 février 2024

[8] Aux termes des dispositions combinées des articles 3 et 4 de de l'acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution (AUPSRVE) est entré en vigueur le 16 février 2024

1- La décision ordonnant l'injonction de payer

Le juge examine la validité de la demande en s'appuyant sur les preuves fournies par le créancier. Si la requête est validée, totalement ou partiellement, le juge délivre une ordonnance d'injonction de payer pour le montant qu'il détermine. Le greffe conserve les originaux de la requête et de l'ordonnance, puis remet une copie certifiée (expédition) au demandeur. En revanche, si la réalité de la créance n'est pas démontrée, le président de la juridiction rejette la demande. Dans les faits, ce refus se traduit par une simple mention datée et signée directement sur le document de la requête. Cette décision de rejet ne peut faire l'objet d'aucun recours. Néanmoins, le créancier conserve le droit d'assigner son débiteur en paiement devant le tribunal selon la procédure ordinaire de droit commun. A la suite du rejet, le Greffier restitue la requête et les documents produits par le créancier poursuivant. Le créancier, à la suite de la décision d'injonction, doit signifier par exploit d'un Commissaire de Justice une copie certifiée conforme de la requête et de l'ordonnance au débiteur dans un délai maximum de trois (03) mois à compter de sa date. Les conditions dans lesquelles la signification doit être faite sont prévues par l'article 8 de l'Acte Uniforme. En cas de demande d'apposition de la formule exécutoire, le greffier doit vérifier sur son registre qu'il n'y a pas eu d'opposition de la part du débiteur. Sur sa demande, il peut délivrer au créancier, un certificat de non opposition. Au sein de l'espace OHADA, le greffier s'impose comme un garant essentiel de la sécurité juridique. Son action rythme toute la vie de l'entreprise : il assure la gestion du Registre du Commerce et du Crédit Mobilier (RCCM), certifie et transmet les titres exécutoires indispensables au recouvrement des créances, et collabore étroitement avec le magistrat lors des contentieux commerciaux ou des procédures collectives. Une fois rendus, ces titres exécutoires et décisions de justice sont mis en œuvre, que ce soit de plein gré par les parties ou par le biais d'une exécution forcée. L'exécution forcée se pratique suivant trois procédés : l'exécution sur la personne du débiteur, on parle de contrainte par corps ; l'exécution directe et en nature qui tend à contraindre le débiteur à exécuter l'obligation à laquelle il a été condamné ou à laquelle il s'est engagé (obligation de donner, de faire ou de ne pas faire) ; l'exécution sur les biens qui se concrétise par la voie de la saisie et de la vente des biens du débiteur. C'est cette dernière forme qui fait l'objet de l'acte uniforme portant recouvrement des créances et voies d'exécution. Les saisies s'opèrent à défaut d'exécution volontaire[9]. Les saisies sont faites par tout créancier quelle que soit la nature de sa créance. Ce sont des moyens destinés à contraindre le débiteur défaillant à exécuter ses obligations, mais les saisies peuvent simplement être des

[9] Article 28 de l'acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution (AUPSRVE) est entré en vigueur le 16 février 2024

mesures conservatoires pour assurer la sauvegarde des droits des créanciers. A première vue, les saisies mettent en scène plusieurs acteurs à savoir les parties à l'exécution, le Commissaire de justice et le juge en sa qualité d'autorité de surveillance, le rôle du greffier n'est pas suffisamment souligné par le législateur. Le juge et le greffier forment un binôme indissociable au sein de l'institution judiciaire. Si le greffier assiste traditionnellement le magistrat dans l'ensemble de ses fonctions, ses prérogatives s'étendent bien au-delà de ce rôle classique. Il dispose en effet d'attributions autonomes majeures, notamment lors de l'exécution forcée des décisions de justice. Cette phase d'exécution requiert systématiquement un titre exécutoire, généralement matérialisé par la décision de justice revêtue de la formule exécutoire. Dans ce cadre, l'Acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution confie au greffier la mission de constater le silence du débiteur qui ne conteste pas la saisie, ouvrant ainsi la voie au désintéressement du créancier. Enfin, le greffier occupe une place centrale dans des procédures spécifiques, à l'instar des saisies immobilières et des saisies des rémunérations. La contribution du greffe dans la mise en œuvre des mesures d'exécution consiste en : la délivrance du titre exécutoire ; la délivrance des certificats de non contestation ; l'exécution des actes de gestion pratique de la saisie rémunération ; l'accomplissement des tâches administratives pour la vente d'immeuble saisi. L'expédition d'une décision revêtue de la formule exécutoire porte le nom de grosse. Elle est transformée en titre exécutoire par l'apposition d'une formule autoritaire s'imposant aux agents administratifs et autres agents judiciaires. Seule la partie gagnante a la faculté de se faire délivrer l'expédition revêtue de la formule exécutoire (ou grosse), lorsque le jugement est passé en force de chose jugée[10].La grosse est timbrée à la page. Elle comporte la signature complète du greffier en chef. La grosse n'est délivrée qu'une seule fois, sauf autorisation judiciaire. Elle a force exécutoire et permet de poursuivre sans qu'il soit besoin de recourir aux tribunaux, ni d'autres formalités. Il est fait mention sur la minute de la délivrance d'une première grosse. Lorsque plusieurs parties au procès ont des intérêts différents, chacune d'elles doit recevoir son propre exemplaire exécutoire (une grosse). Le greffe doit obligatoirement inscrire la mention de cette remise sur l'original de la décision (la minute). La délivrance d'une seconde grosse est exceptionnelle. Elle exige de prouver que le premier exemplaire a été perdu ou détruit, empêchant ainsi le créancier de poursuivre son débiteur. Si ce motif légitime est validé, le greffier de la juridiction ayant rendu le jugement est habilité à lui fournir cette seconde copie certifiée. Cette délivrance se fait sur la base d'une ordonnance du président de la juridiction qui statue sur la

[10] Article 472 portant code de procédure civile, commerciale et sociale du Mali a été institué par le décret n° 99-254/P-RM du 15 septembre 1999, puis modifié par le décret n° 09-220/P-RM du 11 mai 2009

requête présentée par le demandeur[11].Mention de la délivrance de cette seconde grosse en est faite sur la minute du jugement.

2 - L'opposition formée par le débiteur contre l'ordonnance d'injonction de payer.

Il s'agit du recours ordinaire contre la décision d'injonction de payer. Elle permet de contester le bien- fondé de la créance ou la régularité de la procédure. Elle est portée devant la juridiction compétente dont le président a rendu la décision d'injonction de payer. Elle est formée par acte extrajudiciaire ; le délai est de dix (10) jours à compter de la signification de la décision d'injonction de payer. Cette étape se caractérise par la constitution du dossier, la fixation de la date du jugement ainsi que le paiement de la consignation. Elle comprend également l'enrôlement de l'affaire et son inscription au rôle général et au registre des consignations.

- l'opposition ainsi formée doit, à peine de déchéance, être signifiée à toutes les parties et au greffe de la juridiction ayant rendu l'ordonnance d'injonction de payer, d'une part, et comporter, dans le même exploit, assignation à comparaître devant la juridiction compétente à une date n'excédant pas trente jours à compter de l'opposition, d'autre part[12].Il revient au greffier d'être vigilant dans la fixation de la date de l'audience, même si ce délai susmentionné est susceptible d'être modifié compte tenu des exigences du calendrier des audiences et des vacations.[13]Lorsque les conditions de recevabilité de l'opposition sont réunies, celle-ci donne lieu à un examen dans le cadre d'une procédure cette fois contradictoire.

- La juridiction saisie sur opposition, procède à une tentative de conciliation. En cas de conciliation il est dressé un procès-verbal de conciliation signé par les parties dont une expédition est revêtue de la formule exécutoire[14]. Ce procès-verbal met un terme au différend qui oppose les parties. Si la tentative de conciliation échoue la juridiction saisie, statue immédiatement sur la demande en recouvrement même en l'absence du débiteur qui a formé opposition par une décision qui aura les effets d'une décision contradictoire.

-L'opposition faite par le débiteur n'opère pas le renversement de la charge de la preuve. Le débiteur opposant conserve la qualité de défendeur, tandis que le créancier bénéficiaire de l'injonction garde sa qualité de demandeur « Celui qui a demandé l'ordonnance d'injonction de

[11] Article 472 portant code de procédure civile, commerciale et sociale du Mali a été institué par le décret n° 99-254/P-RM du 15 septembre 1999, puis modifié par le décret n° 09-220/P-RM du 11 mai 2009

[12] Article 11 de l'acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution (AUPSRVE) est entré en vigueur le 16 février 2024

[13] CCJA, 2ème ch., Arr. n° 116/2015. 22 oct. 2015, Aff. KALOT AHMED C/ La banque Atlantique Côte d'Ivoire

[14] Article 12 de l'acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution (AUPSRVE) est entré en vigueur le 16 février 2024

payer supporte la charge de la preuve de sa créance »[15]. La décision de la juridiction saisie sur opposition se substitue à la décision portant injonction de payer.

-Le jugement rendu sur opposition est susceptible d'appel, dans les conditions de droit national de chaque État partie de l'espace. Mais l'article 15 in fine dispose que le délai d'appel est de quinze (15) jours à compter du prononcé de la date de la décision si celle-ci est contradictoire. Ce délai visé ci-contre court à compter de la signification de la décision, lorsqu'elle est rendue par défaut. L'appel est formé par acte extrajudiciaire, signifié à l'autre partie et au greffe de la juridiction qui a rendu la décision. Le greffier de la juridiction qui a rendu la décision transmet le dossier de la procédure accompagné de l'ensemble des pièces à la juridiction d'appel compétente dans un délai de dix jours à compter de la signification qui lui a été faite de l'acte d'appel. Le pourvoi en cassation est possible contre l'arrêt rendu par la Cour d'Appel devant la CCJA. Quel que soit le résultat réservé à la requête (ordonnance d'injonction de payer ou de rejet) par le président ou le juge, il convient de l'inscrire sur le registre prévu par l'article 18 de l'AUPSRVE et d'ouvrir une chemise qui sera complétée à chaque stade de la procédure. En effet: « Il est tenu au greffe de chaque juridiction un registre, coté et paraphé par le président de celle-ci ou par le juge délégué par lui et sur lequel sont inscrits les noms, prénoms, et domiciles des créanciers et débiteurs, la date de l'injonction de payer ou celle du refus de l'accorder, le montant et la cause de la dette, les dates de la délivrance de l'expédition, de la comparution des parties, de l'opposition si elle est formée, du procès-verbal de tentative de conciliation et, le cas échéant, de la décision rendue sur opposition »[16].

Conclusion

Le greffier de justice dépasse largement le rôle de simple secrétaire ou d'exécutant administratif. Il s'impose comme l'acteur central de l'appareil judiciaire, chargé de veiller à la conformité des procédures et de certifier l'authenticité des actes. En validant chaque décision par sa présence et sa signature, il leur donne la force légale indispensable à leur application, offrant aux citoyens une protection essentielle contre l'arbitraire et les vices de forme. L'introduction des technologies numériques modernise en profondeur le travail du greffier en optimisant la vitesse et l'efficacité de la gestion des actes juridiques. Pour autant, cette automatisation des tâches administratives ne supplante en rien la valeur essentielle de son expertise humaine. À l'ère de la

[15] Article 13 de l'acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution (AUPSRVE) est entré en vigueur le 16 février 2024

[16] Article 18 de l'acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution (AUPSRVE) est entré en vigueur le 16 février 2024

justice digitale, le défi majeur consistera à maintenir la sécurité et la sacralité des procédures, réaffirmant ainsi la place centrale du greffier comme pivot de la confiance des citoyens envers l'institution judiciaire. Cette mutation technologique n'a pas pour but d'évincer le professionnel, mais de décupler ses capacités. Tout l'enjeu de cette modernisation réside dans l'alliance réussie entre la performance des outils automatisés et les exigences rigoureuses de la sécurité juridique. En somme, si l'informatique accélère les flux administratifs, elle ne saurait remplacer la vigilance et le contrôle strict du greffier. Ce dernier s'impose ainsi comme le rempart indispensable pour garantir l'intégrité de la justice et préserver la confiance absolue du public. Acteur indispensable à l'équilibre judiciaire, le greffier sécurise l'ensemble de la procédure, du formalisme initial au prononcé du jugement. Son assistance continue auprès des magistrats garantit la validité juridique des débats en matières civile, commerciale et pénale. Véritable passerelle entre la sentence et son exécution notamment à travers les procédures d'injonction de payer, il donne toute son effectivité au droit. Sa maîtrise rigoureuse des calendriers administratifs, son contrôle de forme et sa fonction d'authentification en font le garant ultime des droits des justiciables. Le greffier constitue la clé de voûte de l'institution judiciaire, exerçant des prérogatives qui s'étendent bien au-delà de la seule consignation des audiences. Qu'il œuvre en matière civile, commerciale ou pénale, il s'impose comme le protecteur rigoureux des règles de procédure et de la validité juridique des actes. Son soutien aux magistrats est constant, de l'instruction initiale jusqu'au second degré de juridiction. Cette polyvalence se manifeste également après le procès, étape durant laquelle son intervention devient déterminante pour l'exécution forcée des décisions et le recouvrement des créances, matérialisant ainsi la portée réelle de la justice. Dès lors, face à la transition numérique et à l'introduction des algorithmes judiciaires, la question se pose de savoir comment cet agent saura adapter son rôle traditionnel de garant des formes aux exigences d'un service public de la justice interconnecté.

La compétence judiciaire en matière de garde des enfants en contexte de droit congolais

Jurisdiction in child custody matters under congolese law

Par:

Jean-Pitié MUTOMBU KAYAKEZ

Diplômé d'Etudes Approfondies en Droit/Université de Lubumbashi (RDC)

Assistant à l'Université de Kolwezi (RDC)

Résumé :

La frontière entre les compétences civiles du tribunal pour enfants et celles du tribunal de paix ne semble pas facile à tracer dans la pratique judiciaire congolaise. C'est le cas de la garde des enfants, qui reste encore aujourd'hui un sujet de discussion, suite à l'instruction verbale du Premier Président de la Cour de cassation, donnant compétence exclusive au tribunal pour enfants. Le législateur congolais, en abordant cette question à l'article 325 du code de la famille, a préféré parler du « tribunal compétent » sans le nommer. Cette disposition, prise isolément, ne suffit pas à identifier le tribunal visé par le législateur. A travers l'interprétation systémique des dispositions du code de la famille et de la loi sur la portant protection de l'enfant, la présente réflexion rappelle que, contrairement à ladite instruction, cette question relève en réalité de la compétence concurrente des deux tribunaux en droit congolais.

Mots clés : Compétence judiciaire – garde des enfants – droit congolais

Abstract:

The line between the civil competences of the juvenile tribunal and those of the peace's tribunal doesn't seem easy to draw in congolese judicial practice. This is the case with child custody, which is still a topic of discussion today, following the verbal instruction from the First President of the Court of cassation, assigning exclusive jurisdiction to the juvenile tribunal. The congolese legislator, dealing with this matter in article 325 of the family code, preferred to speak of the "competent tribunal" without naming it. This provision, taken on its own, isn't enough to identify the tribunal intended by the legislator. Through a systematic interpretation of the provisions of the family code and the law on child protection, this reflection reminds us that, contrary to that instruction, this issue actually falls under the concurrent jurisdiction of the two tribunals in congolese law.

Keywords: Judicial competence- child custody – Congolese law

Introduction

La compétence judiciaire en matière de garde des enfants est au cœur des débats dans la pratique judiciaire congolaise. Ces débats, qui nourrissaient déjà les échanges entre praticiens de droit, ont été avivés par l'instruction du Premier Président de la Cour de cassation de la RDC, lors de son entretien, en mai 2026, avec les chefs de juridiction de tribunaux pour enfants et de tribunaux de paix de la Ville de Kinshasa. A cette occasion, ce premier magistrat de l'ordre judiciaire a invité les juges de paix, saisis de demandes en divorce, à se déclarer incompétents sur les questions intéressant l'enfant qui, semble-t-il, relèveraient exclusivement[1] de la compétence de tribunaux pour enfants, au regard de la législation congolaise en vigueur.

Cette instruction hiérarchique[2], qui demeure encore verbale, plusieurs mois après sa communication, a contribué à alimenter les débats sur cette question intéressant amplement l'enfant. Son indisponibilité, en format écrit, empêche d'identifier les textes juridiques desquels elle tire son fondement. Face à cet obstacle, la présente réflexion se propose de l'examiner à la lumière de la législation applicable en RDC. A propos, l'article 325, alinéa 1er de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n°16/008 du 15 juillet 2016 dispose que « *Si les père et mère sont divorcés ou séparés de fait, l'autorité parentale est exercée par celui d'entre eux à qui le tribunal compétent a confié la garde de l'enfant, sauf le droit de visite et de surveillance de l'autre* ».

La lecture de cette disposition, modifiée par la loi de 2016, révèle que le législateur congolais a préféré parler du « tribunal compétent » sans le nommer. En procédant de la sorte, ce législateur a-t-il entendu réserver l'exclusivité de la connaissance de la garde des enfants au tribunal pour enfants ? De manière large, cette juridiction bénéficie-t-elle d'un monopole sur l'entièreté de questions intéressant l'enfant au regard de la législation congolaise en vigueur ?

La recension de la littérature congolaise sur la garde des enfants, à notre connaissance, ne permet pas, tout de suite, d'y répondre. Les écrits y relatifs se concentrent sur les principes qui

[1] Informations données, via la Radio Top Congo (Kinshasa-R.D Congo), respectivement par le Président du Tribunal de paix de Kinshasa Ngaliema, sieur Kabongo Malu José, et la Présidente du Tribunal pour enfants de Kinshasa Gombe, madame Wadi Manya Annie.

[2] A travers une circulaire, une chef hiérarchique peut expliciter les termes d'une loi pouvant prêter à confusion. Par contre, à travers une instruction, le même chef peut guider le comportement des agents subalternes dans leurs actes. Lire VUNDUAWE te PEMAKO (F.) et MBOKO DJ'ANDIMA (J-M.), *Traité de droit administratif de la République Démocratique du Congo*, Bruxelles, 2ème éd., Bruylant, 2020, §. 425, p. 241.

l'encadrent[3], les critères d'appréciation de l'intérêt supérieur de l'enfant[4], l'analyse de ce régime comme problème que soulève le divorce[5], le commentaire sommaire des dispositions qui la régissent[6] ainsi que la passivité du ministère public sur les questions impliquant les intérêts de l'enfant et dont il est censé être protecteur[7]. Les études spécifiques, consacrées à la problématique de la compétence judiciaire en cette matière, à notre portée, révèlent une carence doctrinale, hormis la publication de Joceline Kamwanya Mbulayi [8] dont l'essentiel porte sur le conflit des compétences sur cette question durant l'instance de divorce. D'où sa proposition tendant à régler ce conflit à travers une circulaire du Premier Président de la Cour de cassation.

C'est dans ce contexte doctrinal que se justifie la présente réflexion qui se propose d'éclaircir, par une interprétation systémique du code de la famille et de la loi portant protection de l'enfant, quelle juridiction-tribunal pour enfants ou tribunal de paix-est effectivement compétente selon les hypothèses envisagées par la loi. L'interprétation systémique permet de comprendre un texte juridique en le replaçant dans un ensemble d'autres textes (considération de plusieurs lois) ou encore dans l'ordre juridique tout entier[9]. Dans ce cas, le sens d'un énoncé est alors déterminé « à la lumière d'autres[10] » ; tous ces textes étant supposés former un ensemble complet, harmonieux et cohérent-un système, et s'éclairer les uns les autres[11].

Dans cette perspective, la réflexion nécessite d'être articulée autour de fondements généraux de la garde d'enfants (I) et de la juridiction compétente à régler son contentieux (II).

---

[3] MUTOMBU KAYAKEZ (J-P.), « La protection des droits de l'enfant en cas de divorce : Analyse de quelques décisions relatives à sa garde », *Les analyses juridiques*, n° 45, Décembre 2021, pp. 16-31.

[4] PIMANT (C.), « La garde de l'enfant en droit congolais : comment s'y prendre en justice », [En ligne], publié le 22 décembre 2022. https://www.village-justice.com/articles/garde-enfant-droit-congolais-lumiere-sur-ses-recettes-succes,44638. html (consulté le 29 mai 2026 à 15h30).

[5] KIFWABALA TEKILAZAYA (J-P.), *Droit civil congolais : les personnes, les incapacités, les familles*, Kinshasa, 2ème éd., Les analyses juridiques, 2018 ; MUPOYI LUNGONZO KALAMBA (A.), *Le divorce. Guide pratique de la législation congolaise*, Kinshasa, MEDIASPAUL, 2009 ; AMISI HERADY, *Droit civil : La personnalité et la famille*, Kinshasa, Éditions Universitaires Africaines, 2022.

[6] MUPILA NDJIKE KAKWENDE (H-F.) et WASENDA N'SONGO (C.), *Code de la famille modifié, complété et annoté*, Kinshasa, PAX CONGO, 2017 ; MWANZO IDIN'AMINYE (E.), *Que dit le code de la famille de la République Démocratique du Congo ? Commentaire article par article*, Paris, L'Harmattan, 2019 ; DE QUIRINI (P.), *Que dit le code de la famille*, Kinshasa, CEPHAS, 1989 ; NDOMBA KABEYA (E-L.), *Nouveau code de la famille*, Kinshasa, VmrPress, 2017.

[7] YAV KATSHUNG (J.), « Protection de l'intérêt de l'enfant en droit Congolais de la famille », [En ligne], publié le 01/04/2012. https://www.legavox.fr/blog/yav-associates/protection-interet-enfant-droit-congolais-8087.htm (Consulté le 29 mai 2026 à 15h38).

[8] KAMWANYA MBULAYI (J.), « Le conflit des compétences entre le tribunal pour enfants et le tribunal de paix sur la garde d'enfants : le cas des couples légalement maries en instance de divorce », *in Cahiers Africains des Droits de l'Homme et de la Démocratie ainsi que du Développement durable*, 30ème année - Numéro 90 – Volume 2 - Janvier-Mars 2026, pp. 41-54.

[9] CHAMPEIL-DESPLATS (V.), *Méthodologies du droit et des sciences du droit*, Paris, Dalloz, 2022, p. 428.

[10] Idem.

[11] BERGEL (V,. J-L.), cité par V. CHAMPEIL-DESPLATS (V.), *op cit*, p. 428.

I- LES FONDEMENTS GENERAUX DE LA GARDE D'ENFANTS EN DROIT CONGOLAIS

L'enfant, prévoit la loi[12], jouit du droit à un milieu familial, cadre idéal où ses besoins matériels, moraux et affectifs sont pris en compte pour son épanouissement. Ce droit, qui constitue un devoir pour ses géniteurs[13], est prévu par l'article 18, point 1 de la convention relative aux droits de l'enfant. L'article 18, point 2 de la charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant invite les Etats parties à prendre des mesures appropriées pour assurer l'égalité de droits et de responsabilité des époux à l'égard des enfants durant le mariage et au moment de sa dissolution. En vertu de cela, les géniteurs de l'enfant sont chargés, dans l'exercice de l'autorité parentale dont ils sont investis, de sa direction[14]. Cet attribut de l'autorité parentale fonde que l'enfant puisse habiter avec eux[15] et que ces derniers puissent fixer sa résidence, veiller sur ses actes et ses relations, lui infliger réprimandes et corrections dans la mesure compatible avec son âge et l'amendement de sa conduite[16].

Afin d'avoir une compréhension large du régime de garde des enfants organisé en droit congolais, il s'avère indispensable de fixer brièvement le contexte de son intervention (A), les principes qui guident ou encadrent sa décision (B) ainsi que ses aboutissants (C).

A- Le contexte générateur de la garde des enfants

Les attributs de l'autorité parentale sont exercés, en principe, conjointement et au quotidien par les deux parents vivant ensemble. L'hypothèse de la garde des enfants n'apparait que lorsque les deux sont appelés à se séparer momentanément ou définitivement.

C'est ce que révèle la lecture de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n° 16/008 du 15 juillet 2016 qui aborde cette question, de manière expresse, dans les hypothèses suivantes :

- la séparation de fait ou la séparation unilatérale des époux[17] ;

[12] Article 17 de la loi n° 09/001 du 10 janvier 2009 portant protection de l'enfant, *JORDC, 50ème année, n° spécial, 25 mai 2009*.
[13] Article 47, alinéa 1er de la loi n° 09/001 du 10 janvier 2009 portant protection de l'enfant ; articles 221, 317, 326 et 327 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n° 16/008 du 15 juillet 2016.
[14] Article 326, alinéa 1 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n° 16/008 du 15 juillet 2016.
[15] Article 166, alinéa 2 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n° 16/008 du 15 juillet 2016 ; article 46 de la loi n° 09/001 du 10 janvier 2009 portant protection de l'enfant.
[16] Article 326, alinéas 3 et 4 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n° 16/008 du 15 juillet 2016.
[17] Article 325 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n° 16/008 du 15 juillet 2016.

- la séparation conventionnelle des époux[18] ;
- le manquement grave aux devoirs conjugaux[19] ;
- l'annulation du mariage[20] ;
- la procédure préalable[21], la procédure proprement dite[22] et la décision de divorce[23] ;
- la filiation hors mariage[24]. Toutefois, l'action tendant à obtenir la garde des enfants nés hors mariage devrait donner lieu, contrairement à la pratique devant nos juridictions sur cette question, à la vérification préalable de leur affiliation par le père demandeur[25]. Les indemnités et présents dus par le père en vertu de la coutume, que peuvent exiger les membres de la famille maternelle de l'enfant[26], ne constituent ni une condition de fond de cette affiliation[27], ni une condition de recevabilité de la demande de garde des enfants.

En dehors de circonstances évoquées, le législateur congolais n'a pas envisagé la question de la garde d'enfants en cas de décès d'un des époux[28], ni à l'occasion des incertitudes sur l'existence de la personne (disparition et absence[29]). Dans l'un comme dans l'autre de ces événements malheureux, l'autorité parentale est assurée par le conjoint survivant ou présent[30].

Pour ce qui concerne l'absence et la disparition, l'autorité parentale est exercée par le conjoint présent, sous le regard d'un membre de la famille de l'absent ou du disparu désigné par le tribunal pour enfants, sur proposition du conseil de famille[31]. Pour les enfants nés hors mariage

---

[18] Article 457 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n° 16/008 du 15 juillet 2016.
[19] Article 463 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n° 16/008 du 15 juillet 2016.
[20] Article 400, alinéas 4 et 5 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n° 16/008 du 15 juillet 2016.
[21] Article 560 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n° 16/008 du 15 juillet 2016.
[22] Article 568 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n° 16/008 du 15 juillet 2016.
[23] Articles 325, 584 à 589 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n° 16/008 du 15 juillet 2016.
[24] Lire les dispositions générales de l'article 317, alinéa 2 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n° 16/008 du 15 juillet 2016.
[25] Article 614 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n° 16/008 du 15 juillet 2016.
[26] Article 628 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n° 16/008 du 15 juillet 2016.
[27] MWANZO IDIN'AMINYE (E.), *op cit*, p. 394.
[28] Articles 504 et 322 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n° 16/008 du 15 juillet 2016.
[29] Pour ce qui est de ces incertitudes, lire avec intérêt François TERRE (F.) et FENOUILLET (D.), *Droit civil les personnes : personnalité, incapacité, protection*, Paris, 8ème éd., Dalloz, 2012, p. 41-49.
[30] Articles 504, 207, 198 et 322 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant Code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n° 16/008 du 15 juillet 2016.
[31] Articles 198, 207 et 209 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n° 16/008 du 15 juillet 2016.

mais reconnus par la personne dont l'absence ou la disparition est déclarée, l'autorité parentale est exercée de la même manière que dessus, mais par l'autre parent[32]. Dans le cas où ce parent venait aussi à mourir, le Tribunal pour enfants leur désigne un tuteur parmi les membres de la famille de l'absent ou du parent décédé après[33].

Bien aussi, le Tribunal pour enfants peut désigner :

- ⇨ un tuteur adjoint chargé d'assister le conjoint survivant dans l'entretien, l'éducation et la gestion des biens du mineur et ce, à la requête soit du représentant du conseil de famille du parent prédécédé, soit du parent survivant[34] ;
- ⇨ un tuteur, sur proposition du conseil de famille, en faveur des enfants dont l'un des parents est absent ou disparu et dont l'autre parent, resté présent ou en vie, venait aussi à décéder avant le jugement déclaratif de décès de l'absent[35] ou du disparu[36] ;
- ⇨ un tuteur, parmi les membres de la famille du père ou de la mère, sur proposition du conseil de famille, en faveur des enfants de l'absent ou du disparu issus d'un précédent mariage[37].

Après la fixation du contexte dans lequel le régime de garde d'enfants peut être justifié, il s'avère indispensable d'identifier et de cerner les principes qui guident ou encadrent sa décision.

B- Les principes directeurs de la décision de garde des enfants

La garde des enfants est décidée et accordée sur fond de principes qui guident ou encadrent toute décision, judiciaire ou non, que l'on s'apprête à prendre à l'égard d'un enfant c'est-à-dire toute personne, sans distinction de sexe, qui n'a pas encore atteint 18 ans révolus[38].

Ces principes généraux, qui sont à la fois aussi les droits de l'enfant[39], prévus par la convention relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989[40] et la Charte africaine des droits

[32] Articles 200, alinéa 2, 207 et 209 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n° 16/008 du 15 juillet 2016.
[33] Articles 200 in fine, 207 et 209 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n° 16/008 du 15 juillet 2016.
[34] Articles 323, alinéa 1 et 324 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n° 16/008 du 15 juillet 2016.
[35] Article 199 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n° 16/008 du 15 juillet 2016.
[36] Articles 209 et 207 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n° 16/008 du 15 juillet 2016.
[37] Articles 200, alinéa 1, 207 et 209 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n° 16/008 du 15 juillet 2016.
[38] Article 41, al. 1er de la Constitution du 18 février 2006 telle que modifiée par la loi n° 11/002 du 20 janvier 2011.
[39] Comité d'experts africains des droits et du bien-être de l'enfant, *Lignes directrices pour la participation de l'enfant*, Février 2022, §.2.
[40] La Convention relative aux droits de l'enfant du 20 novembre 1989 a été ratifiée par la RDC par l'Ordonnance-Loi n° 90-048 du 21 août 1990.

et du bien-être de l'enfant du 11 juillet 1990[41], auxquelles la R.D Congo est respectivement Etat partie, sont repris aussi bien dans la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n°16/008 du 15 juillet 2016 que dans la loi n° 09/001 du 10 janvier 2009 portant protection de l'enfant. Il y a ainsi lieu de citer :

- l'intérêt supérieur de l'enfant ;
- la participation de l'enfant ;
- l'absence de discrimination à son égard.

Ces exigences, qui constituent le noyau de la protection de l'enfant, traduisent la philosophie des Etats modernes sur les questions qui l'intéressent. Leur vocation à favoriser la protection des autres droits de l'enfant fait qu'ils soient qualifiés d'« *umbrella* » (parapluie).

1- De l'intérêt supérieur de l'enfant en matière de garde des enfants

Prévu par la convention relative aux droits de l'enfant (art. 3.1), la charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (art. 4.1), la loi n° 09/001 du 10 janvier 2009 portant protection de l'enfant (art. 6) et la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n°16/008 du 15 juillet 2016 (art. 289, 290, 585, 592, 651.1, 671.5,), l'intérêt supérieur de l'enfant (*the best interests of the child* », en anglais), aussi appelé le « plus grand avantage de l'enfant[42] », est qualifié de « concept aux contours vagues[43] », à cause de son champ interprétatif illimité. C'est à ce même titre qu'on le qualifie aussi de « pierre angulaire d'une multitude de décisions qui concernent les enfants[44] ».

La qualification « intérêt supérieur » de l'enfant peut s'interpréter comme une incitation à choisir parmi plusieurs intérêts de l'enfant, celui qui favorise le mieux son épanouissement[45]. C'est la compréhension que donne la lecture de l'article 585, alinéa 2 de la loi n°87-010 du 1er août 1987

[41] La Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant du 11 juillet 1990, ratifiée par la RDC par le Décret-Loi n° 007/01 du 20 mars 2001.
[42] Article 585 de la Loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la Loi n°16/008 du 15 juillet 2016.
[43] KABEYA (L.), « La protection judiciaire de l'enfant en droit congolais : Ordre public vs Intérêt supérieur de l'enfant », [En ligne], publié le 20 décembre 2019. www.bing.com/search?q=https%3A%2F%2Fleganews.cd%2Findex.php%2Factualite%2Fjudiciaire%2F1772-la-protection-judiciaire-de-l-enfant-en-droit-congolais-ordre-public-vs-interet-superieur-de-l-enfant&qs=n&form=QBRE&sp=1&lq=0&pq=https%3A%2F%2Fleganews.cd%2Findex.php%2Factualite%2Fjudiciaire%2F1772-la-protection-judiciaire-de-l-enfant-en-droit-congolais-ordre-public-vs-interet-superieur-de-l-enfant&sc=0-157&sk=&cvid=AC24160CE4154AECAEE8CC5DC683F372 (Consulté le 05 juin 2026 à 08h11).
[44] GODBOUT (E.) et al., « Le meilleur intérêt de l'enfant dont la garde est contestée : enjeux, contexte et pratiques », [En ligne], publié le 01 avril 2014. https://www.researchgate.net/publication/272757689_Le_meilleur_interet_de_l%27enfant_dont_la_garde_est_contestee_enjeux_contexte_et_pratiques (Consulté le 05 juin 2026 à 08h30).
[45] BONFILS (P.) et GOUTTENOIRE (A.), *Droit des mineurs*, éd. Dalloz, Paris, 2008, p. 45.

évoquée supra, lorsqu'elle exige, en cette matière, la garantie du « plus grand avantage » des enfants ; ce qui suppose la présence d'autres avantages.

Le terme « supérieur » confère à l'intérêt de l'enfant un plus grand subjectivisme, un relativisme plus marqué. L'objectif est alors de rechercher, au regard des besoins concrets du mineur, quel intérêt doit être privilégié[46]. Cette notion suggère l'idée que l'intérêt de l'enfant ne devrait pas être présumé mais apprécié concrètement au regard de sa situation particulière[47]. Jean Carbonnier note qu'il peut s'agir de son intérêt éducatif, affectif, immédiat ou futur[48].

C'est à ce niveau que le législateur congolais a apporté une contribution non la moindre à la définition et à la détermination de ce que l'on peut qualifier « d'intérêt supérieur de l'enfant ». En effet, l'article 6, alinéa 2 de la Loi n° 09/001 du 10 janvier 2009 portant protection de l'enfant dispose que « par intérêt supérieur de l'enfant, il faut entendre le souci de sauvegarder et de privilégier à tout prix ses droits ». L'alinéa dernier du même sujet énumère les critères à prendre en compte, avec les besoins moraux, affectifs et physiques de l'enfant, dans l'appréciation de son intérêt supérieur, notamment : *son âge, son état de santé, son milieu familial et les différents aspects relatifs à sa situation*.

Dans tous les cas, la définition de « l'intérêt de l'enfant » présuppose, d'une part, l'identification et la préservation des forces déjà présentes dans l'entourage de l'enfant qui se développe normalement (*en d'autres termes, il s'agit de ne pas changer ce qui réussit déjà*), et d'autre part, elle inclut une vision positive de ce dont aura besoin l'enfant qui présente des difficultés développementales ou psychologiques pour qu'il arrive à mieux s'adapter dans le futur et dans le contexte de séparation.

C'est ainsi que, dans son observation générale n° 14 de 2013, intitulée « le droit de l'enfant à voir son intérêt supérieur pris en compte de façon primordiale », le Comité des droits de l'enfant souligne tout d'abord que l'intérêt supérieur de l'enfant se définit en lien avec les autres principes généraux de la Convention relative aux droits de l'enfant tels que la non-discrimination, le droit à la vie, à la survie et au développement ainsi que le droit de l'enfant d'être entendu. Il considère que les opinions de l'enfant, son identité, la préservation de l'environnement familial et le maintien des relations, les soins, la protection et la sécurité de l'enfant, sa situation de vulnérabilité, son droit à la santé et à l'éducation sont des éléments fondamentaux de l'évaluation et de la détermination de l'intérêt supérieur de l'enfant.

[46] Idem.
[47] Ibidem.
[48] CARBONNIER (J.), cité par BONFILS (P.) et GOUTTENOIRE (A.), *op cit*, p. 45.

Dans tous les cas, l'intérêt supérieur de l'enfant est observé lorsque ses droits fondamentaux sont garantis : son droit à la santé, son droit au logement, son droit à l'alimentation et son droit à l'éducation[49]. Le référence à ces droits se justifie par le fait qu'un enfant qui n'y a pas accès est réputé en situation difficile, au regard de l'article 2, point 4 de la loi n° 09/001 du 10 janvier 2009 portant protection de l'enfant[50]. A ces droits, il faudrait ajouter les impératifs affectifs et sécuritaires ainsi que ceux relatifs à la moralité au profit de l'enfant[51].

2- De la participation de l'enfant capable de discernement à la décision de sa garde

L'émergence du droit de la protection de l'enfant a fait paraitre un droit qui a impacté les procédures judiciaires l'intéressant aussi bien pour la gouvernance de sa personne que pour la gestion de son patrimoine. Il s'agit de ce que l'on qualifie de « la participation de l'enfant ». A propos, les législateurs international, régional et national prescrivent que l'enfant capable de discernement doit être entendu dans toute procédure judiciaire l'intéressant, *ses opinions étant dûment prises en considération*, eu égard à son âge et à son degré de maturité.

Inspiré de plaidoyers de Janusz Korczak[52] (« *L'enfant est l'acteur et le fin stratège de ses propres intérêts* » *; « Agir un peu moins pour eux et un peu plus avec eux* »)[53], le droit de l'enfant à la participation aux procédures judiciaires l'intéressant a été consacré pour la première fois, au niveau international, par l'article 12, point 2 de la Convention relative aux droits de l'enfant, adoptée par l'Assemblée générale de Nations-Unies, le 20 novembre 1989[54].

Ensuite, il a été repris, au niveau africain, par l'article 4, point 2 de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant, adoptée à Addis-Abeba, le 15 juillet 1990[55].

---

[49] MUTOMBU KAYAKEZ (J-P.), op cit, p.28.
[50] Idem.
[51] Ibidem.
[52] Janusz Korczak (Henryk Goldszmit, 1878-1942) était en Pologne, avant la guerre, la personnalité scientifique la plus en vue et la plus respectée dans le domaine de l'enfance. Ami des enfants, médecin-pédiatre et écrivain, il est entré dans l'Histoire le jour de sa déportation au camp d'extermination de Treblinka, avec les enfants du ghetto de Varsovie qu'il n'avait pas voulu abandonner. Lire LATHUILLERE (B.), « Janusz Korczak... Reviens, ils sont devenus fous ! », *Journal du droit des jeunes*, Vol. 3, N° 303, 2011, p. 26.
[53] LATHUILLERE (B.), *op cit*, p. 26.
[54] La Convention internationale relative aux droits de l'enfant a été adoptée et ouverte à la signature, à la ratification et à l'adhésion par l'Assemblée générale des Nations unies dans sa résolution 44/25 du 20 novembre 1989. Elle est entrée en vigueur le 2 septembre 1990 après 20 ratifications (54 articles). *Elle lie 196 États parties depuis la ratification du Soudan du Sud le 23 janvier 2015 et celle de la Somalie le 1er octobre 2015, ce qui fait des États-Unis le seul pays du monde à rester simple signataire de la Convention.* Lire à ce sujet DECAUX (E.) et NOEMI (B.), *Les grands textes internationaux des droits de l'homme*, Paris, La Documentation Française, 2016, p. 184.
[55] La charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant a été adoptée à Addis-Abeba, le 15 juillet 1990, à l'occasion de la 26ème Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de l'Organisation de l'Union Africaine (OUA) et est entrée en vigueur le 29 novembre 1999 après sa ratification par 15 pays (art. 47, point 3). Elle lie à ce jour 51 Etats parties, excepté le Maroc, la République arabe sahraouie démocratique, la Somalie, le Soudan du Sud et la Tunisie, qui ne l'ont pas encore ratifiée. Lire Comité Africain de Droits et du Bien-être de l'Enfant, *Planification et budgétisation des droits de l'enfant : progrès depuis 2010*, Note conceptuelle de la Journée de l'enfant africain 2025, p.2.

Au niveau de la République Démocratique du Congo, ce droit est consacré, de manière générale, par l'article 32 de la loi n° 09/001 du 10 janvier 2009 portant protection de l'enfant, qui dispose que « L'enfant capable de discernement est entendu en présence de son conseil dans toute procédure judiciaire ou administrative l'intéressant, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un représentant ou d'une organisation appropriée ».

En matière de garde d'enfants, il est prescrit par l'article 589 de la loi n° 87-010 du 01-08-1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n° 16/008 du 15-07-2016, qui dispose que « Lorsque le tribunal prend une décision se rapportant aux enfants mineurs, il les entend en tenant compte de leur âge et de leur degré de maturité, avec l'assistance d'une personne exerçant sur eux l'autorité parentale ou de l'assistant social[56] ».

La rencontre de l'enfant avec le juge s'avère indispensable à plus d'un titre[57] : elle permet au magistrat non seulement de recueillir le point de vue de l'enfant sur les difficultés qu'il traverse au sein de sa famille, mais aussi d'observer son comportement en présence de ses parents, ou encore de rechercher son adhésion à la décision en vue. C'est dans ce contexte qu'adressant ses observations sur la mise en œuvre des droits de l'enfant en France, le Comité des droits de l'enfant a rappelé que « *Recueillir l'opinion et la parole de l'enfant aux décisions le concernant est une condition pour faire respecter tous les autres droits*[58] ».

La participation de l'enfant au processus judiciaire requiert la réunion de conditions aussi bien substantielles que formelles.

Du point de vue substantiel ou fond :

- la procédure judiciaire doit intéresser l'enfant c'est-à-dire qu'elle doit avoir une incidence soit sur la gouvernance de sa personne, soit sur la gestion de son patrimoine ;
- l'enfant intéressé doit être capable de discernement[59], capable de communiquer[60] ou faire preuve de maturité[61].

Du point de vue procédural ou formel, la participation exige :

[56] Observons qu'avant sa modification de 2016, cet article était libellé comme suit « *Lorsque le tribunal prend une décision se rapportant aux enfants mineurs, il peut les entendre s'il l'estime nécessaire* ».
[57] MALLEVAEY (B.), « La parole de l'enfant en justice », *Recherches familiales*, Vol. 1, n° 9, 2012, p. 123.
[58] UNICEF-France, *Les observations du Comité des droits de l'enfant expliquées aux enfants et aux jeunes*, 2023, p.3.
[59] Articles 12 de la convention relative aux droits de l'enfant ; 7, 32, 33 et 96 de la loi n° 09/001 du 10 janvier 2009 portant protection de l'enfant.
[60] Article 4, point 2 de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant.
[61] Articles 589 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant Code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n°16/008 du 15 juillet 2016 et 63, alinéa 2 de la loi n° 09/001 du 10 janvier 2009 portant protection de l'enfant.

- ⇨ l'audition de l'enfant par le juge[62]. Dans certaines procédures, le législateur exige le consentement de l'enfant concerné[63]. L'enfant peut aussi être entendu par l'intermédiaire d'un représentant ou d'une organisation appropriée[64]. Le Comité des droits de l'enfant fait observer qu'après que l'enfant a décidé de se faire entendre, il doit décider de la façon dont il va le faire : « soit directement, soit par l'intermédiaire d'un représentant ou d'un organisme approprié»[65]. Dans ce cas, si l'enfant est entendu par l'intermédiaire d'un représentant, il est primordial que ses opinions soient transmises correctement par ce représentant à la personne chargée de rendre la décision[66].
- ⇨ l'audition de l'enfant en présence de son conseil en général[67] et, en matière de garde d'enfants, d'une personne exerçant sur lui l'autorité parentale ou de l'assistant social[68].

3- De la non-discrimination en matière de garde des enfants

L'enfant doit être préservé, dans chaque décision à prendre à son égard, de la discrimination. Ce principe est prévu par la Convention relative aux droits de l'enfant (art. 2), la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (art. 3), la Constitution du 18 février 2006 telle que modifiée le 20 janvier 2011 (art. 12 et 13), la loi n° 87-010 du 01-08-1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n° 16/008 du 15-07-2016 (art. 593, al. 1) et par la loi n° 09/001 du 10 janvier 2009 portant protection de l'enfant (art. 3-5, 185).

La discrimination peut être entendue comme le fait de traiter de manière inégale et défavorable un individu ou groupe de personnes en raison de la race, de la couleur, du sexe, de la nationalité, de la religion ou de l'origine sociale[69] ou de toute autre situation[70].

---

[62] Article 32 de la loi n° 09/001 du 10 janvier 2009 portant protection de l'enfant ; articles 589 et 661, alinéa 1 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant Code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n° 16/008 du 15 juillet 2016.

[63] Articles 59, 63, 661 et 671 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n° 16/008 du 15 juillet 2016.

[64] Article 32 de la loi n° 09/001 du 10 janvier 2009 portant protection de l'enfant.

[65] Comité des droits de l'enfant, *Observation générale sur le droit de l'enfant d'être entendu*, n° 12, Cinquante et unième session Genève, 25 mai-12 juin 2009, §.35.

[66] Comité des droits de l'enfant, *Observation générale sur le droit de l'enfant d'être entendu*, *op cit*, §.36.

[67] Article 32 de la loi n° 09/001 du 10 janvier 2009 portant protection de l'enfant.

[68] Article 589 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant Code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n° 16/008 du 15 juillet 2016.

[69] FAU (V.) et HOULIET (L.), « Non-discrimination : le droit des enfants à leur non-discrimination », [En ligne], publié le 7 septembre 2011. https://www.bing.com/search?q=.%20https%3A%2F%2Fwww.humanium.org%2Ffr%2Fdroit-non discrimination&qs=n&form=QBRE&sp=-1&lq=0&pq=.%20https%3A%2F%2Fwww.humanium.org%2Ffr%2Fdroit-non-discrimination&sc=0-54&sk=&cvid=E76DB5EF85A9412CBD6B0FB7CCC43508 (Consulté le 05 juin 2026 à 16h40).

[70] Article 2, point 10 de la Loi n° 09-001 du 10 janvier 2009 portant protection de l'enfant.

Les articles 2 de la Convention relative aux droits de l'enfant et 3 de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant énumèrent les éléments caractéristiques ou fondateurs de la discrimination entre autres : la race, l'appartenance à un groupe ethnique, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'appartenance politique ou autre opinion, l'origine nationale et sociale, la fortune, la naissance ou toute autre considération. Il en est de même pour l'article 2, point 10 de la loi n° 09/001 du 10 janvier 2009 portant protection de l'enfant.

En contexte de garde des enfants, ce droit signifie que le juge ne doit pas prendre des mesures en faveur de certains enfants en se fondant sur les critères subjectifs. En effet, si les dispositions relatives au divorce n'indiquent pas les éléments caractéristiques de la discrimination aux droits des enfants, les articles 2 de la Convention relative aux droits de l'enfant et 3 de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant envisagent entre autres : le sexe, la religion, la fortune, la naissance ou toute autre considération.

Le juge ne peut donc asseoir sa décision relative à la garde des enfants sur ces critères. Il doit la fonder sur leur intérêt supérieur. Ainsi, fera preuve de discrimination, dans sa décision, le juge qui prendra en compte l'origine paternelle ou maternelle du nom de l'enfant ; sa ressemblance au père ou à la mère ; les croyances coutumières (système patriarcat ou matriarcat), indépendamment de son intérêt supérieur.

Dans certains pays, à titre illustratif, la loi sur la famille attribue la garde des enfants de manière automatique, et ce, sur des critères de genre[71]. Ainsi, au Koweit, la Charia considère les pères comme tuteurs naturels et juridiques des enfants, tandis que les mères n'en sont que les « gardiennes » physiques. En cas de divorce, selon le Droit de la famille Chiite, les garçons sont confiés à leur mère jusqu'à l'âge de 2 ans et les filles jusqu'à 7 ans. En Syrie, les femmes musulmanes divorcées ont la garde de leur fils jusqu'à 13 ans et de leur fille jusqu'à 15 ans[72].

Dans d'autres pays, le droit civil reconnait l'autorité parentale aux deux parents mais la tradition fait force de loi. Ainsi, au Pérou, en cas de séparation, les enfants vivent généralement avec leur mère jusqu'à l'âge de 7 ans, ensuite les filles continuent de vivre avec elle mais les

[71] FIQUET (B.), « Pour la mise en œuvre de la CIDE à partir de l'approche de genre : Article 9. Droit de ne pas être séparé-e de ses parents », [En ligne], publié le 29 septembre 2014. http://www.bing.com/search?q=FIQUET%20(B.)%2C%20«%20Pour%20la%20mise%20en%20œuvre%20de%20la%20CIDE%20à%20partir%20de%20l'approche%20de%20genre%20%3A%20Article%209.%20Droit%20de%20ne%20pas%20être%20séparé-e%20de%20ses%20parents%20»&qs=n&form=QBRE&sp=-1&lq=0&pq=fiquet%20(b.)%2C%20«%20pour%20la%20mise%20en%20œuvre%20de%20la%20cide%20à%20partir%20de%20l'approche%20de%20genre%20%3A%20article%209.%20droit%20de%20ne%20pas%20être%20séparé-e%20de%20ses%20parents%20»&sc=0-139&sk=&cvid=925C77B94DAE49ABBB4F110AB8DAA907 (consulté le 02/05/2026 à 12h35).

[72] Idem.

garçons partent chez leur père[73]. Ainsi noté, ces Etats ont retenu des limites d'âge au lieu de l'intérêt supérieur de l'enfant pour l'attribution de la garde d'enfants en cas de divorce, ce qui, de surcroit, implique que des frères et sœurs peuvent être séparés et a pour effet d'instaurer un traitement discriminatoire fondé sur le sexe ou l'âge.

Il faut tout de même mentionner que compte tenu de leur âge, de leur attachement affectif, les enfants peuvent bénéficier différemment des mesures ou décisions de leur garde. Il s'agit d'une discrimination positive. Le tribunal de paix de Lubudi l'a expérimentée sous RC 1263 dont le jugement est intervenu en date du 06 août 2021. En effet, le juge a estimé que de trois enfants du couple, deux qui avaient moins de 6 ans[74] avaient encore besoin de leur mère et que l'autre dont l'âge était déjà au-delà de 6 ans pouvait bien être attribué à son père.

Après avoir exploré les principes qui guident la décision de garde des enfants, il y a lieu maintenant de passer en revue les droits et devoirs auxquels ce régime donne lieu.

C- Les aboutissants de la garde des enfants

Le régime classique de « garde exclusive » a pour conséquence de réserver la majorité des attributs de l'autorité parentale à la personne à qui cette charge a été attribuée, étant donné que la garde des enfants fait appel aux règles relatives à l'autorité parentale[75]. C'est ce qui découle d'ailleurs de l'article 325, alinéa 1 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n°16/008 du 15 juillet 2016.

La lecture combinée des articles 325 et 585, alinéa 2 de cette même loi fait comprendre que cette garde peut être confiée à l'un des époux ou à une tierce personne que la doctrine qualifie de « mandataire commun[76] » aux époux en matière d'autorité parentale. A noter que le juge n'intervient qu'à défaut d'un accord entre les père et mère sur cette garde[77].

Aussi, dans le respect de l'intérêt supérieur des enfants sus examiné, il n'est pas exclu que les époux puissent s'accorder ou que le juge puisse accorder, à défaut de cet accord qu'il est appelé à homologuer, une garde alternée ou carrément une garde scindée. Ces dernières formes de garde des enfants, justifiées par les limites du régime classique de « garde exclusive », sont déjà

[73] Ibidem.
[74] Nés respectivement le 22 août 2017 et le 25 mai 2020.
[75] BONNET (V.), *Droit de la famille*, Bruxelles, 4ème éd., Larcier, 2014, p. 263.
[76] CARBONNIER (J.), *Droit civil 2. La famille : l'enfant, le couple*, Paris, 20ème éd., PUF, 1999, p. 603.
[77] Article 585 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant Code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n° 16/008 du 15 juillet 2016.

réglementées sous d'autres cieux[78]. En R.D Congo, elles sont encore expérimentées par le juge. Cela a été le cas devant le juge de paix de Lubudi et de Mutshatsha.

La garde alternative, commune, conjointe, alternée ou successive, dont la justification est la manifestation de la coparentalité et de l'égalité des parents dans la prise en charge de leur enfant[79], a été homologuée par le juge de Mutshatsha sous RC 9162, dont le jugement date du 06 août 2021. En effet, les deux parents avaient choisi d'encadrer leurs enfants alternativement.

De même, devant la même juridiction, sous RC 077, dont le jugement date du 27/02/2020, les parties avaient convenu que la mère devait garder les enfants jusqu'à leur âge scolaire. A partir de cet âge, ceux-ci devaient être gardés et élevés par leur père.

De son côté, le Tribunal de Paix de Lubudi a accordé la garde scindée sous RC 1263 évoqué supra. Cette dernière forme de garde des enfants se fonde sur les considérations affectives de l'enfant, lesquels rentrent aussi dans la définition de son intérêt supérieur[80].

1- Les droits et devoirs du gardien

Le gardien est investi des droits et devoirs issus de l'autorité parentale[81]. Les pouvoirs ou attributs découlant de cette autorité parentale diffèrent selon qu'il est un des époux ou une tierce personne[82]. Ces attributs se rapportent entre autres à la sécurité, à la santé et à la moralité de l'enfant[83]. C'est dans ce sens que s'oriente l'article 326 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n°16/008 du 15 juillet 2016 qui énonce, parmi ces attributs, la direction de l'enfant mineur, son entretien et la satisfaction de ses besoins et

[78] Article 374 du code civil belge tel que modifié par la loi du 18 juillet 2006 tendant à privilégier l'hébergement égalitaire de l'enfant dont les parents sont séparés et réglementant l'exécution forcée en matière d'hébergement d'enfant ; article 373-2-9 du Code civil français tel que modifié par la loi du 4 mars 2002.
Lire, en complément de la note concernée, BENOIT (J-P.), « Garde partagée ou alternée : en quoi cela consiste ? », », [En ligne], publié le 17 avril 2023. https:// www.bing.com/search?q=BENOIT%20(J-P.)%2C%20«%20Garde%20partagée%20ou%20alternée%20%3A%20en%20quoi%20cela%20consiste%20%3F%20&qs=n&form=QBRE&sp=-1&lq=0&pq=benoit%20(j-p.)%2C%20«%20garde%20partagée%20ou%20alternée%20%3A%20en%20quoi%20cela%20consiste%20%3F%20&sc=0-70&sk=&cvid=00FECC4437DB4512B0A6F602604E3BBB (Consulté le 02 juillet 2026 à 12h27).

[79] BONFILS (P.) et GOUTTENOIRE (A.), *Droit des mineurs*, Paris, Dalloz, 2008, p. 294. Lire aussi sarah El Hammouti, « La garde partagée : pour ou contre ? », [En ligne], publié le 11 mai 2018. https://www.village-justice.com/articles/garde-partagee-pour-contre,28464.html (consulté le 15/07/2026 à 06h30).

[80] Article 6 in fine de la loi n° 09/001 du 10 janvier 2009 portant protection de l'enfant.

[81] Article 584 et 325, alinéa 1 de la Loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant Code de la famille telle que modifiée et complétée par la Loi n°16/008 du 15 juillet 2016.

[82] Lorsque le gardien est une tierce personne c'est-à-dire lorsqu'il ne s'agit pas d'un des époux, celui-ci ne bénéficie pas de certaines prérogatives, dont : le droit de donner consentement à l'émancipation judiciaire et à l'adoption des enfants, lesquels restent réservés aux seuls géniteurs des enfants. Il en est de même de la vocation successorale en cas de décès de l'enfant dont il n'est pas gardien. Lire, à ce sujet, les articles 586, alinéa 2 ; 289, 662 et 758, point 2 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant Code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n°16/008 du 15 juillet 2016.

[83] MELINA DOUCHY-OUDOT, *Droit civil 1ère année. Introduction, personnes, famille*, Paris, 7ème éd., DALLOZ, 2013, p. 426.

de son éducation dans la mesure de moyens de la personne exerçant cette autorité parentale. Celle-ci a aussi, au regard de cette même disposition, le droit de fixer la résidence de l'enfant, de surveiller ses actes et ses relations, de régler sa sépulture et de faire respecter sa mémoire ainsi que le droit de lui infliger réprimandes et corrections dans la mesure compatible avec son âge et l'amendement de sa conduite.

Du point de vue patrimonial, l'autorité parentale dispose des droits sur les biens de l'enfant non émancipé pour la cause. A ce sujet, l'article 327 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n°16/008 du 15 juillet 2016 lui attribue l'administration et la jouissance des biens de l'enfant jusqu'à sa majorité.

Cette protection est nécessaire parce que, pendant cette période de la vie, la plupart des mineurs ne sont aptes ni à diriger leur personne, ni à gérer leur fortune[84]. Il y a ainsi une sorte d'unité de direction portant à la fois sur la personne de l'enfant et sur son patrimoine[85].

Dans tous les cas, la personne exerçant l'autorité parentale ne peut faire usage des droits y relatifs que dans l'intérêt de l'enfant[86].

2- Les droits et devoirs de l'époux non gardien des enfants

La décision de garde des enfants n'est pas une décision de déchéance de l'autorité parentale à l'égard de l'époux non bénéficiaire de cette garde. Celui-ci continue à accomplir ses devoirs et à exercer certains attributs de l'autorité parentale. En effet, il bénéficie du droit de visite et de surveillance[87] suivant les modalités déterminées par le juge ou de commun accord. Il conserve le droit de surveiller l'entretien et l'éducation des enfants et est tenu d'y contribuer en proportion de ses facultés[88]. Il conserve le droit de donner consentement à l'émancipation judiciaire et à l'adoption des enfants en tant que géniteur de l'enfant[89]. Aussi, il jouit de la vocation successorale en cas de décès de l'enfant dont il n'est pas gardien[90].

---

[84] MALAURIE (P.) et AYNES (L.), *Droit des personnes: la protection des mineurs et des majeurs*, s.l, 8ème éd., LGDJ, Lextenso, 2015, p. 242.
[85] Idem, p. 257.
[86] Article 326, alinéa 1er de la Loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant Code de la famille telle que modifiée et complétée par la Loi n°16/008 du 15 juillet 2016.
[87] Article 325, alinéa 1er de la Loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant Code de la famille telle que modifiée et complétée par la Loi n°16/008 du 15 juillet 2016.
[88] Articles 504 586 de la Loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant Code de la famille telle que modifiée et complétée par la Loi n°16/008 du 15 juillet 2016.
[89] Articles 586, alinéa 2 ; 289 et 662 de la Loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant Code de la famille telle que modifiée et complétée par la Loi n°16/008 du 15 juillet 2016.
[90] Article 758, point 2 de la Loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant Code de la famille telle que modifiée et complétée par la Loi n°16/008 du 15 juillet 2016.

Bien aussi, il convient de mentionner que l'époux non gardien conserve le droit d'être informé des décisions importantes concernant l'enfant (ex : hospitalisation, intervention chirurgicale ayant une incidence sur son droit ultérieur de reproduction[91]).

Ces droits et obligations résultent, en principe, non du mariage mais des règles de filiation par lesquelles les père et mère des enfants issus dans ou hors mariage sont tenus de surveiller l'entretien de leurs enfants et de pourvoir à leur éducation[92]. A la différence du droit de garde qui, par le fait du divorce, est nécessairement divisible, les droits et obligations d'entretien et d'éducation restent indivisibles et doivent, en réalité, se partager entre les époux proportionnellement à leurs moyens et à leurs facultés[93]. Il importe ainsi de noter que l'époux non gardien accomplit les actes usuels relatifs à la surveillance et à l'éducation de l'enfant lors de l'exercice de son droit de visite[94].

Le juge peut néanmoins aménager l'exercice du droit de visite en fixant un point de rencontre, et ce, afin d'éviter les éventuels conflits[95]. Toutefois, la Cour de cassation française a interdit de subordonner le droit de visite à la volonté de l'enfant ni à celle d'un tiers[96].

En droit congolais de la famille, le juge peut aménager, à la demande des époux ou anciens époux ou de l'un d'eux, les rapports entre les enfants mineurs et celui ou ceux de leurs père et mère qui ne sont ou ne seront pas chargés de leur garde[97], surtout lorsqu'il leur est reproché des faits de nature grave (mauvais traitements, harcèlement sexuel, enlèvement…).

3- Droits et devoirs des enfants, sujets de la garde

Les enfants, tel que cela a été abordé ci-haut, continuent de conserver leur lien de filiation tant paternelle que maternelle avec leurs géniteurs. Bien aussi, un autre lien se noue avec la personne autre que l'un des époux à qui leur garde a été confiée, laquelle est désormais chargée de leur autorité parentale[98]. Toutefois, la loi ne précise pas la nature juridique de cette dernière relation, surtout lorsqu'il s'agit d'un tiers à la famille. Il ne sera ni parent ni allié, encore moins

[91] MARJORIE BRUSORIO-Aillaud, *Droit des personnes et de la famille*, Bruxelles, 4ème éd., Larcier, collection « Paradigme », 2013, p. 251.
[92] MWANZO IDIN'AMINYE (E.), *op cit*, pp. 379 et 380.
[93] Idem.
[94] BONFILS (P.) et GOUTTENOIRE (A.), *op cit*, p. 306.
[95] Idem, p. 307.
[96] Civ. 2ème, 7 oct. 1987, Bull. Civ. II, n° 190; RTD, Civ. 1988, 321, citée par BONFILS (P.) et GOUTTENOIRE (A.), op *cit.*, p. 307.
[97] Article 587 de la Loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant Code de la famille telle que modifiée et complétée par la Loi n°16/008 du 15 juillet 2016.
[98] Article 325, alinéa 1 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la Loi n°16/008 du 15 juillet 2016.

tuteur dont les cas sont limitativement énumérés par la loi[99]. Il ne s'agira non plus de la paternité juridique[100], ni de la délégation de l'autorité parentale que peuvent consentir les père et mère de l'enfant[101] dont les conditions de mise en œuvre sont aussi énoncées par la loi.

Il s'agit de l'exercice de l'autorité parentale à titre exceptionnel par le fait de la garde des enfants. C'est dans ce cas, estimons-nous, que se justifie l'expression « personne exerçant l'autorité parentale » souvent employée par le législateur congolais[102].

Néanmoins, il importe de mentionner que l'alinéa dernier de l'article 325 de la Loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant Code de la famille telle que modifiée et complétée par la Loi n°16/008 du 15 juillet 2016 prévoit que « *Le tribunal, en désignant un tiers comme gardien, peut décider qu'il devra requérir l'ouverture d'une tutelle* ». De l'analyse de cette disposition, il résulte que l'ouverture de la tutelle au profit du gardien ne se fait pas de plano, elle est subordonnée à l'appréciation du tribunal qui doit l'ordonner à charge du gardien.

Ainsi, les enfants, sujets de la garde, bénéficient du gardien la protection de certains de leurs droits : *garde, surveillance, entretien, éducation ainsi que leurs autres droits justifiés par leurs besoins* (sécurité, moralité, affection, …). Toutefois, les enfants ne peuvent prétendre jouir de la vocation successorale à l'égard du gardien autre que l'un des époux[103], ni prétendre bénéficier de la nationalité[104] de ce gardien, comme ce serait le cas pour les enfants adoptés[105].

En contrepartie des droits dont ils bénéficient, les enfants, sujets de la garde, accomplissent certains devoirs tant envers le gardien non géniteur qu'envers leurs géniteurs : *obéissance, assistance en cas de besoin, contribution à la cohésion de leur famille*[106]*, respect et considération*. L'article 316 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et

---

[99] Articles 199, 200, 222 et 324 de la Loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant Code de la famille telle que modifiée et complétée par la Loi n°16/008 du 15 juillet 2016.

[100] Article 649 de la Loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant Code de la famille telle que modifiée et complétée par la Loi n°16/008 du 15 juillet 2016.

[101] Article 320 de la Loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant Code de la famille telle que modifiée et complétée par la Loi n°16/008 du 15 juillet 2016.

[102] Articles 50, alinéa 2, 181, 182, 184, 189, 190, 196 et 198 de la Loi n° 09/001 du 10 janvier portant protection de l'enfant ; lire aussi l'article 589 de la Loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant Code de la famille telle que modifiée et complétée par la Loi n°16/008 du 15 juillet 2016 et l'article 6, point 2 de la Loi n° 16/010 du 15 juillet 2016 modifiant et complétant la Loi n° 015-2002 portant Code du travail

[103] Seuls les enfants nés dans le mariage, ceux nés hors mariage mais affiliés du vivant du père et les enfants qu'il a adoptés bénéficient de la vocation successorale. Les enfants en faveur de qui on a été désigné gardien, tuteur ou père juridique ne bénéficient pas de cette vocation successorale (article 758 de la Loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant Code de la famille telle que modifiée et complétée par la Loi n°16/008 du 15 juillet 2016).

[104] L'enfant mineur adopté acquiert la nationalité de son adoptant (article 17 de la loi n° 04/024 du 12 novembre 2004 relative à la nationalité congolaise).

[105] En ce qui concerne les effets de l'adoption sur la nationalité et la vocation successorale de l'adopté, lire les articles 686 et 690 de la Loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant Code de la famille telle que modifiée et complétée par la Loi n°16/008 du 15 juillet 2016.

[106] Art 45 de la Loi n° 09/001 du 10 janvier portant protection de l'enfant.

complétée par la loi n°16/008 du 15 juillet 2016 prévoit, à ce sujet, que « *L'enfant, à tout âge, doit honneur et respect à ses père et mère.* »

II- LA JURIDICTION COMPETENTE EN MATIERE DE GARDE DES ENFANTS EN DROIT CONGOLAIS

Dans les Etats modernes, la compétence judiciaire est d'attribution, elle doit être prévue par la loi. Luzolo B. rapelle que les matières dévolues à une juridiction ou plus généralement à une autorité sont déterminées par des dispositions impératives de la loi[107]. La détermination de la compétence d'une juridiction est ainsi un facteur de sécurité en matière judiciaire, car elle empêche une saisine arbitraire et consolide le principe du juge naturel[108].

Dans ce contexte, chaque juridiction tire de la loi les matières ou contentieux qu'elle est appelée à connaitre. En RDC, comme ailleurs, le législateur indique et précise les compétences ou attributions réservées à chaque juridiction et ce, qu'il s'agisse de la matière répressive que de matières de droit privé (matières civile, commerciale et du travail).

Dans le domaine civil, auquel se rapporte la question de la garde des enfants, les compétences judiciaires sont indiquées principalement dans les dispositions de la loi organique n° 13/011-B du 13 avril 2013 portant organisation, fonctionnement et compétences des juridictions de l'ordre judiciaire (art. 110-116), de la loi n° 09/001 du 10 janvier 2009 portant protection de l'enfant (art. 99, al. 2) et de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n°16/008 du 15 juillet 2016.

De toutes ces lois, la question de la garde des enfants n'est abordée, dans ses différentes hypothèses, que dans la dernière loi. La loi n° 09/001 du 10 janvier 2009 portant protection de l'enfant (LPPE) ne contient aucune disposition attribuant expressément la compétence en matière de garde des enfants au tribunal pour enfants (TPE). L'art. 99, alinéa 2, qui prévoit sa compétence en matière civile, énumère limitativement les matières concernant[109] :

- *l'identité de l'enfant* : changement, modification et radiation du nom (art. 64-66 CDF) ;
- *la capacité de l'enfant* : émancipation judiciaire (art. 289 et 290 CDF) ;
- *la filiation de l'enfant* : contestation et recherche de la maternité (art. 597 et 600 CDF), contestation et la recherche de paternité (art. 607, 613, 627, 630 CDF), pension alimentaire

[107] LUZOLO BAMBI LESSA Emmanuel-Janvier, *Traité de droit judiciaire : la justice congolaise et ses institutions*, Presses Universitaires du Congo, Kinshasa, 2018, p. 123.
[108] Idem.
[109] Les autres compétences du Tribunal pour enfants, en matière civile, sont prévues par la Loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant Code de la famille telle que modifiée et complétée par la Loi n°16/008 du 15 juillet 2016.

résultant de la filiation (art. 25 LPPE ; 638 et 648 CDF), désaccord entre le père et la mère sur l'exercice l'autorité parentale (art. 317 CDF) ;

- *l'adoption de l'enfant* : adoption et sa révocation (art. 670 et 691 CDF) ;
- *la parenté telles que prévues par la loi* **:** violation de devoirs issus de la parenté (art. 714, 715, 720, 723, 726, 741 CDF). Amisi Herady attache deux institutions à la parenté et à l'alliance : l'obligation alimentaire (art. 716-754 CDF)[110] et l'autorité domestique (art. 712-713 CDF)[111].

Cette énumération limitative a permis à Luzolo B. [112] de faire observer que le législateur a attribué une compétence sans limite à ce tribunal en ce qui concerne l'enfant en conflit avec la loi et a procédé autrement en ce qui concerne sa compétence civile. Il renchérit que le législateur a bien limité cette compétence, exprimant ainsi sa volonté de voir certaines matières ayant des implications sur certaines procédures demeurer à la compétence du tribunal de paix.

Dans la même veine, Kasongo Lukoji G-D. note qu'en droit privé, le TPE connait toutes les matières relatives à l'identité, la capacité, la filiation, l'adoption et la parenté lorsqu'elles concernent l'enfant. N'étant pas les seules matières de droit privé dévolues aux juridictions judiciaires, l'on en déduit que celles qui ne sont pas citées ne relèvent de la compétence du TPE même si elles touchent au mineur[113] : cas du contentieux relatif à l'exercice du commerce ou à l'exécution d'un contrat de travail par un mineur. A côté de ces compétences non pénales prévues dans la protection judiciaire, il sied d'ajouter ses interventions dans la protection sociale, respectivement dans la dérogation de la capacité contractuelle en matière de travail et dans le placement social[114].

Par ailleurs, il importe de mentionner que les articles 6, 13, 17 et 31 de la loi n° 09/001 du 10 janvier 2009 portant protection de l'enfant que le juge pour enfants évoque, en pratique, pour s'arroger cette compétence ne s'y rapportent pas ; ils posent plutôt les principes à suivre notamment en cette matière (*respect de l'intérêt supérieur de l'enfant ; son élévation en milieu familial par ses père et mère ou, à défaut, par la personne exerçant sur lui l'autorité parentale*).

La recherche de la compétence judiciaire, en matière de garde des enfants, nécessite que les dispositions de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée

[110] AMISI HERADY, *Droit civil : La personnalité et la famille*, Éditions Universitaires Africaines, Kinshasa, 2022, p. 329.
[111] Idem, p. 348.
[112] LUZOLO BAMBI LESSA, *Traité de droit judiciaire : la justice congolaise et ses institutions*, éd. PUC, Kinshasa, 2018, p. 894.
[113] KASONGO LUKOJI (G-D.), *Manuel de droit congolais de protection des mineurs*, éd. Kongo, Kinshasa, 2022, p. 232 (note infrapaginale).
[114] Idem.

et complétée par la loi n° 16/008 du 15 juillet 2016 soient examinées en fonction du contexte de la demande en justice y relative. Celle-ci doit être comprise comme l'acte juridique par lequel une personne soumet au juge une prétention[115]. C'est donc une manifestation unilatérale de volonté dont l'objet est d'obliger le juge à statuer au fond sur la prétention du demandeur, à laquelle répondra, dans la conception bilatérale de l'action en justice qui est celle du code, la volonté du défendeur de soumettre au juge ses moyens de défense[116].

Dans cette perspective, il s'avère indispensable d'examiner la prétention relative à la garde des enfants sous l'orientation suivante :

- la garde des enfants comme demande provisoire ;
- la garde des enfants comme demande principale ;
- la garde des enfants comme décision complémentaire.

A- La garde des enfants comme demande provisoire

Une demande est dite provisoire lorsqu'elle tend à faire prendre, sans lier le juge quant au fond, des mesures nécessaires pour éviter ou atténuer les inconvénients graves d'une longue attente de la décision définitive sur le fond[117]. Dans le contexte de la présente réflexion, la garde des enfants peut être sollicitée comme demande provisoire lorsque la décision sur le divorce, de laquelle elle dépend, ne peut intervenir immédiatement. C'est ce que prévoit l'article 568, alinéa 1er de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille, que la loi n° 16/008 du 15 juillet 2016 n'a pas modifié, en disposant que « *Dans le cas où le jugement sur le fond ne peut être immédiatement prononcé*, le tribunal statue à la demande des parties ou d'office (…) sur la garde provisoire des enfants, sur le droit de visite des parents (…) ».

Le jugement sur le fond, dont parle le législateur dans les prescrits de cette disposition, renvoie au jugement sur le divorce que seul le tribunal de paix est compétent à prononcer au regard de la législation congolaise[118]. La disposition légale évoquée est applicable lorsque cette juridiction est déjà saisie de l'action en divorce, après la phase de tentative de conciliation.

Par ailleurs, la garde des enfants envisagée durant cette phase est réglée conformément à l'article 560 de la même loi. En effet, en vertu de cette disposition, le Président du tribunal de paix

[115] Soc. 10 juill. 1996, RTD civ. 1996. 981, obs. Perrot. Civ. 3e, 14 juin 1989, Bull. civ. III, no 137, cites par CHAINAIS (C.), FERRAND (F.), MAYER (L.) et GUINCHARD (S.), *Procédure civile : Droit interne et européen du procès civil*, 34ème éd., Dalloz, Paris, 2022, p. 261.
[116] CHAINAIS (C.), FERRAND (F.), MAYER (L.) et GUINCHARD (S.), *op cit*, p. 261.
[117] MATADI NENGA GAMANDA, *Droit judiciaire privé*, éd. Droit et Idées nouvelles, Kinshasa, 2006, pp. 78-79.
[118] Articles 110 de la Loi organique n° 13/011-B du 13 avril 2013 portant organisation, fonctionnement et compétences des juridictions de l'ordre judiciaire ; 555 et 563 de la Loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la Loi n°16/008 du 15 juillet 2016.

peut prendre, par voie d'ordonnance, des mesures provisoires nécessaires relatives à la résidence séparée des époux et à la garde des enfants.

La lumière qu'apporte ces dispositions, qui n'ont pas été modifiées par la loi n°16/008 du 15 juillet 2016, permet de conclure que le législateur a réservé la garde des enfants, comme demande provisoire, durant l'instance de divorce, à la juridiction compétente à statuer sur cette action, à savoir : le tribunal de paix. Kifwabala Tekilazaya note d'ailleurs que le tribunal saisi de la demande de divorce est compétent pour statuer sur toute demande concernant les mesures provisoires[119]. Celle-ci peut être sollicitée par le même exploit que celui qui introduit l'action en divorce ou postérieurement à celui-ci[120].

L'attribution de cette compétence au tribunal de paix peut être justifiée par le fait que celui-ci est mieux placé pour comprendre la situation que traversent les époux déjà déséquilibrés et mieux apprécier l'intérêt supérieur de leurs enfants. Le droit comparé renseigne d'ailleurs que dans les législations-française et belge-ayant inspiré la législation congolaise dans plusieurs matières, les tribunaux réservés aux enfants-tribunal pour enfants ou juge des enfants, selon le cas, en France[121] ; tribunal de la jeunesse en Belgique[122]- ne connaissent que de questions se rapportant à la mise en danger de l'enfant et à la commission d'une infraction par lui. Les questions se rapportant à la garde des enfants relèvent du juge du tribunal judiciaire délégué aux affaires familiales (France)[123] et du tribunal de la famille (Belgique)[124].

Dans la suite de dispositions pertinentes développées supra et de manière tout à fait analogique, l'article 463 de la même loi, combiné avec l'article 460, modifié en 2016, reconnait au Président du tribunal de paix le pouvoir d'ordonner, sur requête verbale ou écrite de l'autre époux, les mesures urgentes et provisoires qu'exige notamment l'intérêt des enfants, lorsque l'un des époux a manqué gravement à ses devoirs.

---

[119] KIFWABALA TEKILAZAYA, *op cit*, p. 360.
[120] Idem.
[121] Article L12-1 du code de justice pénale des mineurs tel que modifié et complété par l'article 5 de la loi n° 2021-218 du 26 février 2021, *Legifrance.gouv.fr, version actualisée mise à jour le 20 août 2026*.
[122] Article 37 et 56 du Décret du 18 janvier 2018 portant le code de la prévention, de l'Aide à la jeunesse et de la protection de la Jeunesse tel que modifié à ce jour, *Moniteur Belge du 25-01-2024*.
[123] Articles 373-2-6 et 373-2-12 du code civil du 21 mars 1804 tel que modifié à ce jour ; article 1070 du code de procédure civile du 05 décembre 1975 tel que modifié par l'article 2 du Décret n°2019-1380 du 17 septembre 2019, *Legifrance.gouv.fr, version actualisée mise à jour le 29 juillet 2026*.
[124] Article 572bis, point 4 du code judiciaire belge du 10 octobre 1967 tel que modifié et complété par la loi du 30 juillet 2013 portant création d'un tribunal de la famille et de la jeunesse, *Portail du Droit belge, mise à jour le 12 juin 2026*. https:// www.droitbelge.be/codes.asp (consulté le 22 septembre 2026 à 18h30).

Les mesures provisoires cessent ainsi avec la décision définitive et sont susceptibles de modifications à tout moment précise l'article 568, alinéas 2 à 4 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille, que la loi n°16/008 du 15 juillet 2016.

B- La garde des enfants comme demande principale

La demande principale ou demande initiale est celle qui introduit l'instance. C'est la demande par laquelle une partie met celle-ci en mouvement[125]. C'est toute demande qui, pour la première fois, établit un lien juridique d'instance entre deux personnes[126]. Elle est introduite par assignation ou par requête, selon les cas. Cette demande détermine la compétence du tribunal et définit le pouvoir juridictionnel du juge (principe dispositif)[127].

En fonction de cette demande, la garde des enfants peut être sollicitée en concomitance avec le divorce (hypothèse de chefs des demandes) ou indépendamment de celle-ci.

1- La garde des enfants en concomitance avec le divorce : hypothèses de chefs des demandes

L'action en divorce appelle le règlement d'autres questions qui l'accompagnent, à savoir : le partage de biens[128], la restitution de la dot[129], la garde des enfants[130]. En rapport avec la dernière question, l'article 325 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n°16/008 du 15 juillet 2016 dispose que « *Si les père et mère sont divorcés* (…), *l'autorité parentale est exercée par celui d'entre eux à qui le tribunal compétent a confié la garde de l'enfant*, sauf le droit de visite et de surveillance de l'autre ».

Bien que parlant de la garde des enfants dans une hypothèse de divorce, cette disposition n'identifie pas la juridiction qu'elle envisage. Il est ainsi indispensable de la lire en combinaison avec les articles 584 à 589 de la même loi. A propos, l'article 584 de cette loi, *applicable dans le contexte de l'instance de divorce*, dispose que « La garde et l'autorité parentale sur les enfants issus du mariage sont attribuées par le tribunal conformément aux dispositions relatives à la capacité et par les articles 585 à 589 ».

---

[125] MATADI NENGA GAMANDA, op cit, p. 76.
[126] CHAINAIS (C.), FERRAND (F.), MAYER (L.) et GUINCHARD (S.), *op cit*, p. 271.
[127] RUBBENS (A.), *Le droit judiciaire zaïrois*, T II : *La procédure judiciaire contentieuse du droit privé, l'arbitrage, la procédure de la juridiction gracieuse, les frais et les droits de justice les voies d'exécution*, éd. Presses Universitaires du Zaïre, Kinshasa, 1973, p. 29.
[128] Articles 502 à 504 de la Loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la Loi n°16/008 du 15 juillet 2016.
[129] Article 579 de la Loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la Loi n°16/008 du 15 juillet 2016.
[130] Article 325, 584 et 585 de la Loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la Loi n°16/008 du 15 juillet 2016.

L'article 585 auquel cette disposition renvoie dispose, dans sa version de 2016, que « *Jusqu'au moment du jugement prononçant le divorce, les père et mère peuvent conclure sur la garde de leurs enfants mineurs un accord qui sera soumis à l'homologation du tribunal. À défaut de la convention homologuée établie par les parents, le tribunal confiera pour le plus grand avantage des enfants la garde de ceux-ci à l'un ou l'autre des époux ou même à une tierce personne. Cette décision peut être prise soit sur la demande des époux, soit sur celle du Ministère public, soit même d'office* ».

La lecture minutieuse de cet article permet de ressortir la compréhension suivante :

- le législateur fait référence à l'instance de divorce au cours de laquelle la question de garde des enfants est censée être réglée ;
- le législateur réserve aux parties, en instance de divorce, la faculté de s'accorder sur la garde de leurs enfants et ce, jusqu'au moment du jugement prononçant le divorce ;
- le législateur subordonne le règlement de la question de garde d'enfants, par le juge qui statue sur le divorce, à l'absence de la convention conclue, sur cette question, par les parties litigantes. Dans ce contexte, le juge statue à la demande de l'une des parties (l'un des époux), du ministère public ou d'office.

A la lumière des analyses qui précèdent, l'on comprend aisément que le législateur a résolu de réserver la question de la garde d'enfants, à l'occasion du divorce, au juge qui statue sur cette demande, à savoir : le juge de paix. Luzolo B.[131] et Kasongo L.[132] sont d'avis lorsqu'ils attribuent la question de garde des enfants, en lien avec l'action en divorce, au tribunal de paix.

2- La garde des enfants indépendante de la demande de divorce

La question de la garde des enfants ne se pose pas seulement à l'occasion de l'instance de divorce ; le législateur l'envisage aussi en dehors de celle-ci, notamment en cas de séparation conventionnelle des époux[133], de séparation de fait de père et mère de l'enfant[134], de manquement grave aux devoirs conjugaux par l'un des époux[135], d'annulation du mariage[136]. Elle peut aussi résulter des effets de l'affiliation d'un enfant né hors mariage.

[131] LUZOLO BAMBI LESSA, *op cit*, p. 894.
[132] KASONGO LUKOJI (G-D.)-, *op cit*, p. 232 (note infrapaginale).
[133] Article 457 de la Loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la Loi n°16/008 du 15 juillet 2016.
[134] Article 325 de la Loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la Loi n°16/008 du 15 juillet 2016.
[135] Article 463 de la Loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la Loi n°16/008 du 15 juillet 2016.
[136] Article 400, alinéas 3 et 4 de la Loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la Loi n°16/008 du 15 juillet 2016.

a- La garde des enfants en cas de séparation conventionnelle des époux

L'hypothèse de la séparation conventionnelle est prévue par l'article 456 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n°16/008 du 15 juillet 2016 qui dispose que « Les époux peuvent, dans l'intérêt supérieur du ménage, convenir de vivre séparés pendant une période déterminée ou indéterminée. La convention conclue à cet effet peut être révoquée à tout moment par l'un d'entre eux ».

La séparation conventionnelle est un régime dérogatoire à l'obligation qu'ont les époux d'habiter ensemble partout où ils auront choisi de résider et ce, dans l'intérêt du mariage, prévue par l'article 454 de la même loi. Kifwabala T. justifie ce régime par nos coutumes qui veulent que, lorsque le foyer est menacé par un grave conflit, l'époux envoie son épouse chez ses parents, soit chez ses beaux-parents, en attendant que le temps joue son rôle stabilisateur[137].

Dans le contexte de cette séparation, prévoit l'article 457, alinéa 1er de cette loi, la garde des enfants est confiée à l'un des époux ou à une personne de leur choix. L'alinéa 2 de cet article, qui a été modifié par la loi de 2016, renchérit que lorsqu'il y a désaccord, la garde des enfants est réglée par le tribunal de paix sur requête de l'un des conjoints.

En dépit de la modification cette disposition, l'on comprend que le législateur a préféré maintenir, dans le texte définitif, la compétence en cette matière, en faveur du tribunal de paix, alors que son projet attribuait cette compétence au tribunal pour enfants[138]. Ce législateur a continué à s'inspirer des règles qui encadrent le processus de divorce. Raison pour laquelle il a tenu à préciser, au dernier alinéa de la même disposition, que les articles 584 à 589 de cette loi, qui règlent la question de garde des enfants durant l'instance de divorce, sont applicables *mutatis mutandis* (c'est-à-dire en changeant ce qui est à changer ou en conservant ce qui est à conserver[139]) à la même question, traitée lors de la séparation conventionnelle des époux.

b- La garde des enfants en cas de séparation de fait ou unilatérale de père et mère

La séparation dont question ici est celle où l'absence de cohabitation est le vœu de l'un des époux qui a pris la résolution de quitter ou de renvoyer l'autre du toit conjugal. Celle-ci emporte un élément matériel qui est le fait de ne plus vivre ensemble, et un élément intentionnel qui est la volonté de rompre la cohabitation[140]. Tel sera le cas lorsque le mari se rend coupable envers sa femme de mauvais traitement ou bien d'un manquement grave au devoir d'entretien[141]. Tel peut

[137] KIFWABALA TEKILAZAYA (J.P.), *op cit*, p. 377 et 378.
[138] AMISI HERADY, *op cit*, p. 429 (note infrapaginale).
[139] GUINCHARD (S.) et DEBARD (T.), *op cit*, p. 1243.
[140] KIFWABALA TEKILAZAYA, *op cit*, p. 336.
[141] François Terré et Dominique Fenouillet, cité par KIFWABALA TEKILAZAYA, *op cit*, pp. 310 et 311.

aussi être le cas d'un mari qui quitte le toit conjugal à la suite de querelles interminables occasionnées par sa femme.

Dans ce contexte, l'époux séparé « de fait » ne se trouve pas dans une situation de droit particulière. N'étant pas encore divorcé, cet époux reste tout simplement soumis aux règles du mariage, mais certaines de ces règles connaissent un gauchissement[142].

La loi n° 87-010 du 01 août 1987 évoquée supra ne contient pas des dispositions particulières consacrées à la séparation unilatérale des époux. Toutefois, l'art 551 de cette loi la considère comme une présomption de destruction irrémédiable de l'union conjugale lorsqu'elle s'est prolongée pendant trois ans au moins.

Relativement à l'hypothèse de la séparation unilatérale ou de fait, l'article 325 de la même loi permet au tribunal compétent, qu'il ne nomme pas, de régler cette question. Ainsi, si la lecture de cet article en combinaison avec les 560, 568, 584 et 585 a permis d'attribuer la compétence au tribunal de paix lorsque la garde sollicitée est liée à l'instance de divorce ; sa lecture isolée en ce qui concerne la séparation de fait de père et mère ne permet pas, tout de suite, d'identifier la juridiction appelée à connaitre de ce contentieux.

Face à cela, le recours aux dispositions générales de l'article 317 de la même loi permet d'identifier la juridiction envisagée. Il en résulte que : « *L'enfant mineur reste, jusqu'à sa majorité, sous l'autorité conjointe de ses père et mère quant à l'administration de sa personne et de son patrimoine et quant à sa protection, sa santé et sa moralité. En cas de dissentiment entre le père et la mère, chacun d'eux a un droit de recours devant le tribunal pour enfants* ».

Cette disposition attribue, de manière générale, au tribunal pour enfants la compétence de connaitre du contentieux se rapportant à la gouvernance de la personne de l'enfant et de son patrimoine dans l'exercice des attributs de l'autorité parentale. Le législateur de 2016 a ainsi préféré lui attribuer cette compétence qui relevait autrefois du tribunal de paix. Le contentieux de l'autorité parentale envisagé concerne aussi la garde et la surveillance de l'enfant.

Il convient de noter que l'article évoqué n'est applicable qu'au contentieux relatif à l'exercice de l'autorité parentale non réglé par des dispositions spécifiques, comme cela est le cas en matière de divorce, de séparation conventionnelle des époux et d'annulation du mariage.

3- La garde des enfants en cas d'annulation du mariage

La compréhension aisée de l'annulation du mariage nécessite qu'elle soit distinguée de sa dissolution. L'hypothèse de l'annulation du mariage suppose que lors de la célébration du mariage,

[142] Alain DUELZ et *alii*, *Le droit du divorce*, 4ème éd., Larcier, Bruxelles, 2009, p. 9.

certaines conditions exigées par la loi, pour la validité de cette institution, faisaient défaut ; ce mariage était donc irrégulier depuis l'origine. Alors que la dissolution du lien conjugal suppose, par contre, un mariage parfaitement valable, mais, par suite de circonstances postérieures à sa célébration, le mariage prend fin[143].

Le divorce, l'une des causes de la dissolution du mariage, se distingue ainsi de l'annulation en ce que ses effets ne sont pas rétroactifs et en ce que ses causes ne résident pas dans un vice affectant l'acte juridique initial[144]. L'analyse des articles 402 à 412 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n°16/008 du 15 juillet 2016 mentionnent les causes justificatives de l'annulation du mariage : l'absence et le vice de consentement (art. 402-405), le défaut de capacité (art. 406-425), l'absence de la convention de dot (art. 426-427) et la violation des conditions de forme du mariage (art. 428-432). A ces causes, il est important d'ajouter l'identité de sexes (art. 330 et 396), l'existence d'un précédent mariage enregistré (art. 330 et 396) et l'existence de liens de parenté ou d'alliance au degré prohibitif (art. 353 et 415).

En rapport avec la compétence judiciaire se rapportant à l'annulation du mariage, l'article 399 de la même loi l'attribue au tribunal de paix. Celui-ci s'inspire des règles prescrites pour la liquidation des rapports entre époux dans le cas de divorce[145]. C'est dans ce contexte que Kabasele L., analysant les effets de l'annulation du mariage sous le régime juridique actuel, a estimé qu'en droit congolais, l'annulation du mariage se rapproche du divorce[146].

Il importe de relever que l'annulation du mariage n'a aucun effet sur la filiation des enfants issus dudit mariage. L'avant dernier alinéa de l'article 400 prévoit que « *Les enfants issus du mariage déclaré nul, conservent vis-à-vis de leurs père et mère la filiation qui leur avait été conférée par le mariage, même si celui-ci est déclaré nul avec effet rétroactif* ».

Le renvoi aux règles qui encadrent la liquidation des rapports entre époux dans le cas de divorce permet au juge saisi de faire application, pour régler la garde des enfants en cette circonstance, des articles 584 à 589 du code de la famille. En effet, faute d'une convention sur la garde des enfants qu'il est censé homologuer, le tribunal de paix, qui statue sur l'action en

[143] VOIRIN (P.) et GOUBEAUX (G.), *Droit civil. Introduction au droit, personnes, famille, personnes protégées, biens, obligations, sûretés*, Tome I, 38ème éd., LGDJ, SL, 2018, p. 137.
[144] BONNET V., *op cit*, p. 240 et 241.
[145] Article 400 in fine de la Loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la Loi n°16/008 du 15 juillet 2016.
[146] KABASELE LUNSONSO, cité par KIFWABALA TEKILAZAYA, *op cit*, p. 302.

annulation, l'attribue, dans le respect de leur intérêt supérieur, à l'un des anciens époux ou à une tierce personne et ce, à la demande de l'une des parties, du ministère public ou d'office.

4- La garde des enfants nés hors mariage : filiation hors mariage

Le législateur congolais distingue les enfants nés dans le mariage, d'une part, et les enfants nés hors mariage, d'autre part. L'article 591, alinéas 1 et 2 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la loi n°16/008 du 15 juillet 2016 dispose que « Tout enfant congolais a un père et une mère. Nul n'a le droit d'ignorer son enfant, qu'il soit né dans le mariage ou hors mariage[147] ».

Pour éviter de retomber dans la situation des enfants sans père, le législateur du même texte a rendu obligatoire, à l'article 614, la déclaration de paternité hors mariage (affiliation) et l'a assortie de sanctions en cas de non-respect du délai (12 mois). L'article 615 permet d'affilier l'enfant avant sa naissance et même après son décès. Si le père meurt ou n'est pas en mesure de manifester sa volonté, un ascendant ou un autre membre de sa famille doit agir en son nom[148].

L'article 618 du même code précise les modes de réalisation de cette affiliation : la convention conclue entre le père et la famille maternelle de l'enfant, la déclaration du père ou la déclaration commune des parents devant l'officier de l'état civil. Vaut affiliation à l'égard du père et de la mère, la déclaration de naissance d'un enfant né hors mariage faite par le père lui-même ou par un mandataire ayant une procuration authentique[149].

Ce régime de protection de l'enfant est indispensable, étant donné qu'il permet d'introduire l'enfant dans la famille du père et de lui faire bénéficier tous les droits y relatifs, dont celui relatif à la vocation successorale[150].

L'exercice de l'autorité parentale (garde, surveillance, éducation, entretien de l'enfant et.) à l'égard d'un enfant né hors mariage peut faire l'objet d'un contentieux opposant les père et mère. Relativement à cela, le juge compétent devra s'assurer que le préalable de l'affiliation est rempli avant d'accéder à la requête du présumé père de l'enfant. Toutefois, les indemnités et présents dus par le père en vertu de la coutume, que les membres de la famille maternelle de l'enfant peuvent

[147] Pour un enfant né hors mariage, la filiation maternelle s'établit par l'acte de naissance, soit par une déclaration volontaire de maternité devant l'officier de l'état civil, soit par une action en recherche de maternité (art. 595, 597 et 600 CDF). Tandis sa filiation paternelle s'établit par l'affiliation (art. 618 et 127 CDF) ou par la recherche de paternité (art. 630 et 631 CDF).

[148] Article 616 in fine de la Loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la Loi n° 16/008 du 15 juillet 2016.

[149] Article 127, alinéa 2 de la Loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la Loi n° 16/008 du 15 juillet 2016.

[150] Article 758, point 1 de la Loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la Loi n° 16/008 du 15 juillet 2016.

exiger[151], ne peuvent pas faire obstacle à l'affiliation[152] ni à la demande de garde d'enfants. Elles peuvent être réclamées, en cas de résistance, par toute autre voie de droit.

En ce qui concerne le tribunal compétent à statuer sur la question de garde des enfants, dans la présente hypothèse (filiation hors mariage), il est indispensable de recourir, à l'absence de dispositions spécifiques, aux dispositions générales de l'article 317 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 du code de la famille, lesquelles confèrent actuellement cette compétence au tribunal pour enfants, en remplacement du tribunal de paix.

C- La garde des enfants comme décision complémentaire

L'hypothèse de la décision complémentaire découle de prescrits de l'article 572 de la Loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la Loi n°16/008 du 15 juillet 2016 qui dispose que « *Le tribunal peut se borner, dans une première décision, à prononcer le divorce et réserver pour une décision complémentaire le règlement des questions que soulève le divorce. La décision complémentaire doit intervenir dans les six mois après celle qui a prononcé le divorce* ».

En principe, le juge peut vider toutes les contestations relatives au divorce en une seule décision. Tout de même, il peut, sur fond de la disposition légale sus évoquée, se borner à prononcer le divorce et réserver, pour une décision complémentaire, les autres questions y relatives, à savoir : le partage de biens (liquidation du régime matrimonial)[153], la remboursement de la dot[154] et éventuellement des libéralités[155], l'indemnité de reclassement ou de réadaptation due à l'époux présumé désavantagé par le divorce[156], la garde d'enfants[157].

Par ailleurs, le règlement complémentaire de questions que soulève le divorce ne peut intervenir que dans le délai imparti par l'article 572 évoqué supra. Le tribunal de paix de Rwashi/Kampemba a, sous RC 4691/1827, déclaré irrecevable, pour tardivité, l'action en

[151] Article 628 de la Loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la Loi n° 16/008 du 15 juillet 2016.
[152] MWANZO IDIN'AMINYE (E.), *op cit*, p. 394.
[153] Articles 502 à 504 et 581 de la Loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la Loi n°16/008 du 15 juillet 2016.
[154] Article 579 de la Loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la Loi n°16/008 du 15 juillet 2016.
[155] Articles 884, 889 à 898 de la Loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la Loi n°16/008 du 15 juillet 2016.
[156] Article 581 de la Loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la Loi n°16/008 du 15 juillet 2016.
[157] Article 325, 584 et 585 de la Loi n° 87-010 du 01 août 1987 portant code de la famille telle que modifiée et complétée par la Loi n°16/008 du 15 juillet 2016.

liquidation du régime matrimonial initiée plus de 6 mois après le prononcé du divorce[158]. Il a été considéré que ledit délai s'impose tant au juge qu'aux parties et qu'il est d'ordre public[159].

Opinant à l'encontre de cette position, Mwanzo Idin'aminye estime, sans considération du délai, que le juge qui recourt aux dispositions de l'article 572 du code de la famille ne peut se considérer comme dessaisi après la première décision[160]. Pour lui, le législateur semble avoir mesuré l'intérêt des questions en jeu qu'il a voulu permettre une instruction supplémentaire après cette décision pour, notamment, inventorier les biens du ménage, les charges y relatives (et donc les droits des tiers), les modalités pratiques pour la garde et les autres droits des enfants. Il conclut que l'office du juge n'est pas vidé par une telle décision et se dessaisir n'est rien d'autre qu'un déni de justice avec les conséquences qui y sont attachées[161].

Sans verser dans le débat doctrinal sur cette question, l'on estime que, par la précision du délai, le législateur a voulu réserver, à l'action prévue à l'article 572 évoqué, une sanction d'irrecevabilité et empêcher, en conséquence, le tribunal de paix de statuer au-delà de celui-ci.

La décision complémentaire à la décision de divorce, qu'elle se rapporte à la garde des enfants ou à une autre question, relève de la compétence du tribunal de paix ayant statué sur l'action en divorce. Ce dernier est dépouillé de cette compétence au-delà du délai lui accordé.

Face à cet obstacle, le recours aux dispositions générales de l'article 317 de la loi n° 87-010 du 01 août 1987 sus évoqué constitue une solution palliative. Cet article, nous l'avons déjà noté, attribue au tribunal pour enfants, de manière générale, la compétence de statuer sur les contentieux se rapportant à l'exercice des attributs de l'autorité parentale.

Cette solution est aussi applicable, par analogie, à l'hypothèse de l'annulation de mariage conformément à l'article 400 in fine de la loi sous examen qui invite le juge à s'inspirer des règles prescrites pour la liquidation des rapports entre époux dans le cas de divorce.

Conclusion

La présente réflexion a permis, à travers l'interprétation systémique de dispositions du code de la famille et de la loi portant protection de l'enfant, de comprendre que le tribunal pour enfants, bénéficiaire du monopole de traitement des affaires dans lesquelles est impliqué un enfant en

[158] Tribunal de Paix de Rwashi/Kampemba, RC 4691/1827 du 03 avril 2003, inédit, cité par KIFWABALA TEKILAZAYA (J.P.), *op cit*, pp. 361 et 362. Lire aussi KIFWABALA TEKILAZAYA (J.P.), *Droit civil congolais. Régimes matrimoniaux, successions et libéralités*, Les analyses juridiques, Lubumbashi, 2013, p. 46.
[159] Idem.
[160] MWANZO IDIN'AMINYE (E.), *op cit*, p. 370.
[161] Idem.

conflit avec la loi, ne bénéficie pas du même monopole en ce qui concerne le traitement de questions de droit privé qui l'intéressent, à l'instar de la garde des enfants.

Cette dernière question, qui se dégage de plusieurs hypothèses envisagées par la loi, relève plutôt, contrairement à l'instruction verbale du Premier Président de la Cour de cassation, de la compétence concurrente entre le tribunal pour enfants et le tribunal de paix. L'instruction mentionnée, qui a justifié cette réflexion, est susceptible de contribuer à la violation de la loi qui répartit, de manière non équivoque, les compétences judiciaires entre diverses juridictions.

La contextualisation des hypothèses envisagées par le législateur, dans des dispositions légales claires, a permis de restituer la frontière entre la compétence du tribunal pour enfants et celle du tribunal de paix en matière de garde des enfants, perçue à titre provisoire, à titre définitif et à titre complémentaire. Cet effort d'analyse a eu le mérite de mettre en lumière les limites de la réflexion de Joceline Kamwanya Mbulayi, consacrée au conflit des compétences entre les deux juridictions sur la question de garde des enfants durant l'instance de divorce.

Ainsi, le monopole de compétence, recherché en cette matière en faveur du tribunal pour enfants, ne peut résulter, *de lege ferenda*, que de l'harmonisation des dispositions examinées.

La politique publique et la législation nationale en faveur de la protection de l'enfant

Public policy and national legislation for child protection

Par :
Amadou Tidiani TRAORE
Docteur en Droit Privé

Résumé :

La protection de l'enfance s'impose comme un vecteur essentiel de la justice sociale et de la pérennité du développement national. La transition conceptuelle de l'enfant, passant d'un statut subordonné à la sphère privée à celui d'acteur juridique autonome, justifie l'interventionnisme de l'État en raison de sa vulnérabilité structurelle. Dès lors, le cadre normatif et les politiques publiques s'articulent autour de cette obligation déontologique et des standards conventionnels internationaux. Au Mali, l'enfant incarne traditionnellement l'avenir de la nation et le maillon essentiel de la continuité sociale. Pourtant, l'instabilité économique, les conflits armés et les crises successives fragilisent fortement cette population, de plus en plus exposée à la déscolarisation, au travail forcé, aux mariages précoces et à diverses formes de violence. Face à cette situation critique, les autorités maliennes affichent une volonté ferme de protéger les mineurs et de leur offrir un cadre de vie sécurisé et propice à leur épanouissement. Aujourd'hui, l'enfant n'est plus perçu comme un simple bénéficiaire d'aide ou de leçons morales, mais comme un véritable sujet de droit. Ses prérogatives en matière de protection, d'éducation et de santé constituent un impératif absolu et universel. Par conséquent, chaque arbitrage budgétaire, judiciaire ou administratif doit être guidé par l'intérêt supérieur du mineur, en mesurant ses effets sur son épanouissement physique, psychologique et intellectuel. Cette approche privilégie une action préventive auprès des familles par le biais de soutiens financiers et d'un accompagnement à la parentalité, les politiques publiques s'efforcent de consolider la cellule familiale et d'éviter les placements.

Mots clés : protection de l'enfance, vulnérabilité structurelle, sujet de droit, justice sociale.

Abstract :

Child protection is essential for social justice and the sustainability of national development. The conceptual shift of the child, from a subordinate status within the private sphere to that of an autonomous legal actor, justifies state intervention due to their structural vulnerability. Consequently, the normative framework and public policies are structured around this ethical obligation and international conventional standards. In Mali, children have traditionally embodied the future of the nation and are the essential link in social continuity. However, economic instability, armed conflicts, and successive crises severely weaken this population, which is increasingly exposed to school dropout, forced labor, early marriage, and various forms of violence. Faced with this critical situation, the Malian authorities have demonstrated a firm commitment to protecting minors and providing them with a safe and nurturing environment conducive to their development. Today, children are no longer seen as mere recipients of aid or moral lessons, but as true subjects of law. Their rights regarding protection, education, and health constitute an absolute and universal imperative. Consequently, every budgetary, judicial, or administrative decision must be guided by the best interests of the child, carefully considering its impact on their physical, psychological, and intellectual development. This approach prioritizes preventative action with families through financial support and parenting guidance. Public policies strive to strengthen the family unit and prevent children from being placed in care.

Keywords : child protection, structural vulnerability, subject of law, social justice

Introduction

L'enfance est une phase essentielle de développement et de vulnérabilité, dont dépend directement l'avenir de chaque nation. Face aux menaces d'exploitation, de violence, de maltraitance ainsi qu'aux carences éducatives et sanitaires, il incombe à l'État d'assumer sa mission régalienne en garantissant un cadre de protection strict. C'est ainsi que se construit le système de protection des mineurs, en articulant le droit d'un côté et les politiques publiques de l'autre, afin de conjuguer des règles juridiques contraignantes et des interventions concrètes sur le terrain. Pour garantir les droits fondamentaux des mineurs, prévenir les abus et accompagner les plus vulnérables, les pays s'appuient sur un arsenal juridique et opérationnel : les politiques publiques de protection de l'enfance. Ce dispositif se concrétise par des traités internationaux, des lois nationales et des institutions spécialisées. Bien que l'application varie d'un État à l'autre, ces actions s'alignent toutes sur des standards universels communs. Les lois nationales s'inspirent directement des grands traités internationaux, qu'elles intègrent dans leur propre système juridique. C'est notamment le cas de la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE) de 1989, adoptée de manière quasi universelle, qui consacre l'intérêt supérieur de l'enfant, son droit à la survie, à l'épanouissement et à la sécurité face aux violences. Au niveau supérieur de l'État, la Constitution de nombreux pays fait de la protection de la famille et des mineurs un devoir national. Enfin, ces principes se traduisent concrètement dans le Code pénal ou le Code de protection de l'enfance, qui pénalisent sévèrement les abus, tels que l'exploitation par le travail, les mariages précoces ou les violences physiques, psychologiques et sexuelles, tout en encadrant les mesures d'assistance éducative. Le Mali a structuré sa politique de protection de l'enfance autour de lois solides et d'institutions spécialisées, largement inspirées de ses engagements internationaux. Pour répondre aux besoins d'une population majoritairement jeune, l'État s'appuie sur un cadre juridique complet et des actions publiques transversales. La politique publique malienne de protection de l'enfance s'articule autour d'un dispositif juridique solide, qui concilie les accords internationaux et les réformes internes sous la direction d'organismes étatiques spécialisés. Cette protection légale s'appuie principalement sur deux instruments juridiques majeurs : d'une part, la Constitution du 22 juillet 2023, qui pose les bases des droits fondamentaux et scelle le devoir de l'État envers les femmes et les enfants ; d'autre part, l'ordonnance N°02-062/P-RM du 5 juin 2002, portant Code de protection de l'enfant. Ce dernier texte, véritable pilier sectoriel, clarifie le statut de l'enfant, énumère ses droits essentiels à l'éducation, à la santé et à la sécurité, tout en traçant les responsabilités de la société et des pouvoirs publics. Initialement conçu pour encadrer les droits des mineurs, ce texte a fait l'objet de projets de révision afin de répondre aux nouveaux enjeux

numériques et sécuritaires. Son application s'articule avec plusieurs textes majeurs : le Code des personnes et de la famille (2011) pour les questions de filiation, de tutelle, d'adoption et d'autorité parentale ; le Code du travail (2017) pour l'interdiction des pires formes de travail des enfants ; et les Codes pénal et de procédure pénale pour la définition de la minorité pénale, la protection contre les violences et l'organisation de la justice des mineurs. Pour donner vie à ce cadre législatif, le gouvernement déploie régulièrement des stratégies nationales. L'action étatique repose d'abord sur la Politique Nationale de Promotion et de Protection de l'Enfant (PNPPE). Adoptée en 2014, elle définit les lignes directrices pour garantir un cadre de vie sécurisé aux mineurs, notamment à travers l'enregistrement des naissances et la lutte contre le mariage précoce ainsi que les mutilations génitales féminines. Ensuite, le Plan d'action contre les violences faites aux enfants (2021) a été mis en place pour répondre aux défis du contexte sécuritaire. Ce programme met l'accent sur la prévention du recrutement des jeunes par les groupes armés, le combat contre les violences sexuelles et le soutien à la réintégration familiale. Enfin, sur le plan de la transition numérique, le Mali a déployé le CPIMS+, une plateforme de gestion des données dédiée à la protection de l'enfance. Cet outil moderne permet d'harmoniser et d'optimiser le suivi des enfants vulnérables entre les différents acteurs du secteur. L'application des politiques de protection de l'enfance est pilotée par des organismes étatiques spécifiques. Pour traduire les textes de loi en actions concrètes face aux dures réalités du terrain (crises humanitaires, précarité ou obstacles socioculturels), le Mali s'appuie sur un partenariat solide avec les organisations internationales, à l'image de l'UNICEF, et la société civile locale réunie au sein de collectifs comme la COMADE. L'application de ces politiques publiques repose sur une étroite articulation entre trois instances complémentaires. Au niveau central, le ministère de tutelle (Famille, Affaires sociales ou Enfance) fixe la stratégie nationale et en pilote les budgets. Au niveau local, les collectivités départementales assurent la gestion opérationnelle de l'Aide sociale à l'enfance (ASE) et le contrôle des placements. Enfin, l'autorité judiciaire, par l'intermédiaire des juges des enfants, intervient pour ordonner les mesures de protection ou statuer sur la délinquance juvénile. A l'échelle internationale, les services publics traversent de graves crises structurelles dues à une pénurie chronique de ressources financières et humaines. Ce manque de moyens sature les structures d'hébergement et surcharge les travailleurs sociaux. De plus, les dysfonctionnements institutionnels et le manque de suivi rigoureux entraînent parfois des ruptures de prise en charge, voire des situations de maltraitance au sein même des établissements. En parallèle, l'apparition de nouvelles menaces numériques (cyberharcèlement, pédopornographie en ligne, exploitation digitale) contraint les législateurs à adapter continuellement le cadre juridique. La législation

nationale transpose les traités internationaux, comme la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE), dans le droit interne sous forme de lois contraignantes. De leur côté, les politiques publiques concrétisent ce cadre juridique en déployant des programmes spécifiques, des budgets dédiés et des structures adaptées. L'objectif majeur de cette complémentarité est d'offrir à chaque mineur un cadre de vie sécurisant, essentiel à son épanouissement total, tout en le protégeant efficacement contre la précarité, l'exploitation et toutes les formes de violence.

Le cadre normatif interne relatif à la protection de l'enfant au Mali constitue un élément déterminant dans l'effectivité des droits de l'enfant.

En quoi le lien entre les lois maliennes et l'application des politiques publiques met-il en lumière les difficultés de gestion et de coopération pour protéger l'enfant ?

Pour mieux analyser ce thème, il sera judicieux de voir la réglementation nationale malienne touchant à l'enfant (I) et les choix stratégiques et les plans de mise en œuvre des politiques publiques (II).

I- LA REGLEMENTATION NATIONALE MALIENNE TOUCHANT A L'ENFANT

Le cadre juridique malien applicable à l'enfance s'articule autour de textes constitutionnels, législatifs et réglementaires dont il convient d'évaluer scrupuleusement l'harmonie et l'application réelle. L'analyse portera d'abord sur le cadre constitutionnel et législatif (A), avant de poser un regard critique sur l'harmonisation des lois nationales avec les standards internationaux (B).

A- Le cadre constitutionnel et législatif

Au-delà des instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'enfant, le Mali dispose d'un arsenal interne solide. Celui-ci s'appuie d'une part sur les bases constitutionnelles et les règles du Code des personnes et de la famille (A), et d'autre part sur le cadre répressif du Code pénal combiné à la loi spécifique de 2018 relative à la protection de l'enfance (B).

1- Les bases constitutionnelles et les règles du Code des personnes et de la famille

La protection de l'enfance au Mali trouve son fondement juridique majeur dans la Constitution du 22 juillet 2023, qui s'impose comme la norme suprême du pays.[1] Dès son préambule, le peuple malien réaffirme son engagement envers les droits humains fondamentaux inscrits dans les traités internationaux ratifiés, au premier rang desquels figure la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE). De plus, les articles 15 à 19 de ce texte constitutionnel garantissent à chaque citoyen, et particulièrement aux enfants, des droits essentiels inaliénables

[1]République du Mali. (2023). Constitution du Mali du 22 juillet 2023. Bamako : Journal Officiel de la République du Mali. Préambule et articles 15–19.

comme l'éducation, la dignité, le droit à la vie ainsi que la protection absolue contre les discriminations.[2] Bien que la Constitution malienne ne consacre pas de dispositions spécifiques et systématiques à l'enfant, contrairement à d'autres textes de la région comme les Constitutions du Niger (2010) ou du Burkina Faso (1991) , elle établit la supériorité des traités internationaux ratifiés sur les lois nationales. Ce principe de supranationalité permet théoriquement d'invoquer directement la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE) devant les tribunaux maliens, même si cette démarche demeure rare en pratique. Le texte législatif de référence pour le statut des mineurs est le Code des personnes et de la famille (CPF), instauré par la Loi n° 2011-087 du 30 décembre 2011.[3] Ce texte régit des aspects essentiels tels que l'état civil, la filiation, la tutelle, l'adoption ainsi que l'autorité parentale. En fixant la minorité à moins de dix-huit (18) ans, il stipule que les prérogatives des parents doivent impérativement s'exercer dans l'intérêt supérieur de l'enfant. De plus, le CPF encadre rigoureusement l'adoption, tant sur le plan national qu'international, grâce à des critères stricts conçus pour faire barrage aux trafics et garantir une protection adaptée aux enfants privés de famille. Néanmoins, certaines dispositions liées au mariage font l'objet de réserves. Bien que la loi établisse théoriquement la majorité matrimoniale à 18 ans pour les garçons et 16 ans pour les filles, la persistance de dérogations accordées par les juges est critiquée, car elle risque d'ouvrir la voie à des unions précoces.[4]

2- Le cadre répressif du Code pénal combiné à la loi spécifique de 2018 relative à la protection de l'enfance

Visant à prémunir les mineurs contre les violences, les abus et l'exploitation, le Code pénal malien (Loi n° 01-079 du 20 août 2001) intègre des mesures répressives spécifiques.[5] Les articles 205 à 209 pénalisent explicitement les agressions physiques, les maltraitances, les violences sexuelles et l'exploitation commerciale. Ces peines se voient durcies lorsque les auteurs sont des ascendants ou détiennent une autorité légale sur la victime. De plus, à la suite d'un amendement en 2002, la législation criminalise le travail forcé des enfants, les réseaux de mendicité ainsi que les mutilations génitales féminines (MGF). Si ces incriminations traduisent une réelle volonté politique de sauvegarder l'intégrité physique et psychologique des enfants, l'absence de tribunaux dédiés et d'un code de procédure pénale propre aux mineurs limite fortement l'application concrète de ces textes. La Loi n° 2018-027 du 12 juin 2018 marque un tournant législatif majeur au Mali,

[2]KONATE, S. (2019), « Les droits constitutionnels de l'enfant au Mali : entre affirmation et effectivité ». *Revue Africaine de Droit et Développement*, 12(2), 45–67.
[3]*Code des personnes et de la famille, Loi n° 2011-087 du 30 décembre 2011*. Bamako : Ministère de la Justice.
[4]UNICEF Mali. (2021). *Analyse du cadre légal de protection de l'enfant au Mali*. Bamako : UNICEF. p. 23–28.
[5] *Code pénal malien, Loi n° 01-079 du 20 août 2001*. Bamako : Ministère de la Justice. Articles 205–209.

en devenant le tout premier texte entièrement dédié à la protection intégrale de l'enfance.[6] Ce cadre juridique novateur qualifie précisément les situations de risque et de vulnérabilité touchant les mineurs. De plus, il structure les procédures de signalement et d'accompagnement, tout en fixant de nouvelles responsabilités pour les professionnels du secteur. Le texte législatif de 2018 jette les bases d'un mécanisme national de référencement par la délimitation des compétences des autorités publiques. Il crée une obligation de synergie interinstitutionnelle unissant les services judiciaires, policiers, sanitaires et sociaux. Néanmoins, l'effectivité de cette réforme demeure compromise par l'inachèvement du cadre réglementaire et la formation insuffisante des agents.[7]

B- Les Regards critiques sur l'harmonisation législative confrontée aux standards internationaux

L'alignement des législations nationales sur les normes internationales s'avère être une démarche complexe, au cœur de discussions animées tant sur le plan théorique que pratique. Bien que ce processus ambitionne de faciliter les échanges et de généraliser les droits fondamentaux, son déploiement se confronte à la diversité des réalités juridiques, politiques et culturelles. Cette complexité se manifeste notamment à travers les conflits de normes et les freins à l'harmonisation mondiale (1), ainsi que par les lacunes constatées au sein de la justice pénale des mineurs (2).

1-Les conflits de normes et les obstacles à l'harmonisation internationale

Malgré la ratification par le Mali de la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE) le 20 septembre 1990 et de ses protocoles additionnels, la mise en conformité de la législation nationale avec ces traités reste incomplète.[8] Dans ses conclusions de 2018, le Comité des droits de l'enfant de l'ONU a pointé du doigt plusieurs écarts majeurs entre les lois maliennes et les exigences internationales. Les principales lacunes concernent l'âge minimal légal pour se marier, le statut juridique définissant l'enfant, ainsi que l'interdiction réelle des châtiments corporels.[9] Le problème du mariage précoce illustre particulièrement cette tension normative. En dépit de l'interdiction formelle du mariage des filles de moins de seize ans, certaines dispositions coutumières tolérées par le droit malien permettent la célébration d'unions religieuses en dehors

[6]République du Mali. (2018). *Loi n° 2018-027 du 12 juin 2018 relative à la protection de l'enfant en République du Mali*. Journal Officiel, n° 27.
[7]COULIBALY, A. (2019). Le cadre institutionnel de protection de l'enfance au Mali. *Journal Malien de Sciences Sociales*, 7(1), p.14–36.
[8]Nations Unies. (1989). *Convention relative aux droits de l'enfant*. New York : ONU. Ratifiée par le Mali le 20 septembre 1990.
[9]Comité des droits de l'enfant des Nations Unies. (2018). *Observations finales concernant les cinquièmes et sixièmes rapports périodiques du Mali*. CRC/C/MLI/CO/5-6. Genève : ONU. §§ 8–12.

du registre civil, échappant ainsi au contrôle de l'État.[10] De telle situation révèle la persistance d'un dualisme juridique entre le droit étatique et le droit coutumier, source d'insécurité normative pour les enfants, en particulier les filles. Plusieurs lacunes structurelles affectent l'édifice législatif malien de protection de l'enfant. Dans un premier temps, l'absence d'une définition uniforme de l'enfant dans l'ensemble des textes législatifs génère des incohérences : le Code pénal, le Code du travail et la loi de 2018 ne se réfèrent pas toujours aux mêmes seuils d'âge, créant des zones d'ombre préjudiciables à la protection effective.[11] En second lieu, les dispositions relatives au travail des enfants souffrent d'une application lacunaire. Si la Loi n° 92-020 du 23 septembre 1992 (Code du travail) interdit en principe le travail des enfants de moins de quinze ans, de nombreuses exceptions persistent, notamment pour le travail familial agricole et les apprentissages traditionnels. Cette fragmentation normative nuit à la cohérence globale du système de protection.[12] Troisièmement, le décalage entre les lois en vigueur et les traditions locales freine considérablement l'application concrète des mesures de protection. Dans plusieurs communautés, des coutumes telles que l'excision, l'autorité paternelle exclusive ou les violences physiques familiales restent profondément ancrées, et les autorités manquent de moyens de contrainte adéquats pour les éradiquer.[13] Cette situation est accentuée par la rareté des tribunaux et des travailleurs sociaux sur le terrain, notamment au sein des campagnes et des zones instables.

2-Les imperfections de la justice pénale des mineurs

Le système judiciaire malien appliqué aux mineurs souffre d'un manque crucial de développement. Bien que l'ordonnance du 23 décembre 1999 ait mis en place un régime spécifique pour les mineurs en conflit avec la loi, les tribunaux spécialisés pour enfants se situent quasi exclusivement dans les grandes villes. Cette centralisation prive la majeure partie du pays d'une justice adaptée à l'enfance. À cela s'ajoutent des défaillances structurelles majeures, telles que le manque de magistrats spécialisés et l'inadéquation des infrastructures pénitentiaires pour mineurs. Ainsi, malgré l'existence d'un arsenal législatif progressif en matière de protection de l'enfance, le cadre normatif national demeure incomplet, parsemé de contradictions et imparfaitement aligné sur les conventions internationales ratifiées par le Mali. Pour surmonter ces lacunes, il est

[10]TRAORE, F., & DIALLO, M. (2020), « Mariage d'enfants et droit au Mali : une contradiction persistante ». *Revue Internationale de Droit Comparé*, 72(3), 611–635. https://doi.org/10.3406/ridc.2020.23047

[11]Human Rights Watch. (2022). *Mali : La protection des enfants à l'épreuve des conflits armés*. New York : HRW. Récupéré sur https://www.hrw.org/fr/report/2022/mali

[12]DIARRA, I. (2021). Travail des enfants et lacunes normatives au Mali. *Revue Africaine des Droits de l'Homme*, 9(2), p.78–102.

[13] UNICEF & Gouvernement du Mali. (2020). *Plan d'action conjoint pour l'enfance 2020–2024*. Bamako : UNICEF/Gouvernement du Mali.

indispensable d'engager de profondes réformes législatives et de mobiliser une réelle volonté politique afin de garantir l'application concrète des lois en vigueur.

II- LES POLITIQUES PUBLIQUES, LES CHOIX STRATEGIQUES ET LES PLANS DE MISE EN ŒUVRE

En dehors du cadre purement juridique, la protection de l'enfance au Mali repose sur un ensemble de politiques publiques, de stratégies sectorielles et de plans d'action visant à concrétiser les droits des mineurs. Cette dynamique se traduit d'une part par un aperçu des politiques nationales dédiées à l'enfance (A), et d'autre part par l'examen de la concrétisation de ces politiques au Mali (B).

A- L'aperçu des politiques nationales en faveur de l'enfance au Mali

La présentation des politiques nationales nécessite que l'on parle des orientations stratégiques portées par la Politique Nationale de Protection de l'Enfant (PNPE) 2014–2023 et le Plan d'Action National pour l'Enfance (PANE) (1), suivi du plan national de protection sociale, ses leviers sectoriels ainsi que le Système National de Référencement (SNR) (2).

1-Les orientations stratégiques portées par la Politique Nationale de Protection de l'Enfant et le Plan d'Action National pour l'Enfance

La Politique Nationale de Protection de l'Enfant (PNPE) 2014–2023 fait office de document cadre et de référence pour l'action publique en faveur de l'enfance.[14] Son déploiement s'articule autour de quatre priorités stratégiques : la consolidation des structures juridiques et institutionnelles, la prévention de toutes formes de violence, d'abus ou d'exploitation, l'accompagnement et la réinsertion des mineurs vulnérables, ainsi que le développement d'un cadre de vie familial et communautaire protecteur. La PNPE définit le rôle central du Ministère chargé de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, désigné comme le principal coordinateur des politiques d'enfance, en lien avec les ministères sectoriels (Justice, Santé, Éducation, Affaires sociales) et les partenaires techniques et financiers. Elle reconnaît également le rôle crucial des organisations de la société civile et des communautés dans la mise en œuvre des actions de protection. En complément de la PNPE, le Plan d'Action National pour l'Enfance (PANE) 2015–2019 a traduit les orientations stratégiques de la politique nationale en programmes d'action concrets, assortis d'indicateurs de suivi et d'objectifs chiffrés.[15] Le PANE a notamment planifié l'accès universel aux services sociaux essentiels pour les enfants, ainsi que l'affectation d'assistants

[14]Gouvernement du Mali. (2014). *Politique nationale de protection de l'enfant 2014–2023*. Bamako : Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.
[15]Gouvernement du Mali. (2015). *Plan d'Action National pour l'Enfance (PANE) 2015–2019*. Bamako : Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.

sociaux au niveau communal. Il prévoit également la création et l'aménagement de centres d'accueil pour les mineurs en détresse, parallèlement à la mise à niveau des compétences des professionnels du secteur de la protection.

2-Le plan national de protection sociale, ses leviers sectoriels ainsi que le Système National de Référencement

La Stratégie Nationale de Protection Sociale (SNPS) 2016–2025 englobe la protection de l'enfance au sein d'un cadre de protection sociale plus vaste, en combinant harmonieusement les filets sociaux, les transferts de fonds et les services sociaux.[16] Cette stratégie vise à réduire les vulnérabilités structurelles des ménages avec enfants, en conditionnant certaines aides à la scolarisation et au suivi sanitaire des enfants. Le Plan stratégique de lutte contre les violences basées sur le genre et la protection de l'enfant (2019–2023) constitue un autre instrument sectoriel essentiel.[17] Ce plan cible spécifiquement les filles et les adolescentes exposées aux mariages forcés, aux MGF et aux violences sexuelles, en prévoyant des mécanismes de prévention, de signalement et de prise en charge intégrée. Parmi les innovations institutionnelles les plus significatives figure la mise en place du Système National de Référencement (SNR) des enfants victimes de violences, d'abus et d'exploitation, officialisé en 2019.[18] Ce système vise à structurer les circuits de signalement et à garantir une réponse pluridisciplinaire coordonnée. Il définit les responsabilités de chaque acteur (travailleurs sociaux, forces de sécurité, personnels de santé, magistrats) et prévoit des protocoles standardisés d'orientation des enfants victimes. L'articulation de ces mécanismes illustre le renouvellement paradigmatique de la protection de l'enfance au Mali. L'action publique s'est ainsi émancipée d'un prisme exclusivement coercitif pour embrasser une démarche holistique (prévention, prise en charge, réhabilitation et participation communautaire). L'effectivité de ce cadre normatif reste toutefois tributaire de pesanteurs structurelles et de contingences conjoncturelles qu'il convient d'analyser.

B- L'examen de la concrétisation de la politique d'enfance au Mali

[16]Gouvernement du Mali & UNICEF. (2019). *Stratégie nationale de protection sociale 2016–2025*. Bamako : Ministère du Développement Social.
[17]Gouvernement du Mali. (2019). *Plan stratégique de lutte contre les violences basées sur le genre et protection de l'enfant 2019–2023*. Bamako : Ministère de la Promotion de la Femme.
[18]Gouvernement du Mali. (2019). *Système national de référencement des enfants victimes de violences et d'abus (SNR)*. Bamako : Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.

Cette démarche requiert d'aborder d'abord le Bilan, le progrès et les obstacles de fond à la mise en œuvre (1), il s'agira ensuite d'examiner les enjeux d'intégration des projets face aux résistances du milieu et leurs impacts. (2).

1- Le bilan, le progrès et les obstacles de fond à la mise en œuvre.

L'application des politiques nationales en faveur de l'enfance a généré des progrès concrets. En ce qui concerne l'éradication des pires formes de travail des enfants, le Programme Pays de Travail Décent (PPTD), soutenu par l'Organisation Internationale du Travail (OIT), a permis de faire reculer ce phénomène dans de nombreux secteurs économiques.[19] La mise en œuvre du PRODEC III a par ailleurs amélioré le taux brut de scolarisation au niveau primaire, atteignant environ 80 % en 2022, bien que les inégalités de genre et les disparités régionales demeurent préoccupantes.[20] Le renforcement institutionnel s'est également traduit par la formation de travailleurs sociaux dédiés à la protection de l'enfance et par l'extension progressive du Système national de référencement à plusieurs régions. Parallèlement, des réseaux de protection communautaires ont été instaurés dans certaines localités avec l'appui d'ONG nationales et internationales, optimisant ainsi l'identification et la prise en charge des enfants vulnérables. Malgré ces avancées, la mise en œuvre des politiques nationales de protection de l'enfant se heurte à de nombreux obstacles structurels. L'insécurité persistante dans les régions nord et centre du pays (Kidal, Gao, Ménaka, Mopti) a rendu l'accès aux services sociaux et à la justice quasi-impossible pour des milliers d'enfants.[21] Les enfants de ces zones sont exposés à des risques particuliers de recrutement par les groupes armés, de violences sexuelles et de déplacement forcé, sans que les mécanismes nationaux de protection ne puissent y répondre efficacement. L'insuffisance chronique des ressources budgétaires allouées à la protection de l'enfance constitue un second obstacle majeur. Les crédits consacrés aux services sociaux et à la protection de l'enfance représentent une part marginale du budget national, en deçà des engagements pris dans le cadre des politiques sectorielles.[22] L'impact de cette restriction budgétaire se manifeste par une pénurie de compétences professionnelles, la vétusté ou l'insuffisance des structures d'accueil, et l'affaiblissement opérationnel des administrations déconcentrées de l'État.

[19]Bureau International du Travail (BIT). (2020). *Rapport sur le travail des enfants au Mali : bilan et perspectives*. Genève : BIT. p. 31–44.
[20]Ministère de l'Éducation Nationale du Mali. (2022). *Programme décennal de développement de l'éducation (PRODEC III) 2019–2028*. Bamako : MEN.
[21]MINUSMA. (2021). *Rapport annuel sur la protection des enfants dans le conflit armé au Mali 2021*. Bamako : Nations Unies. p.22–38.
[22]DIALLO, O., & COULIBALY, B. (2022), « Financement des politiques de protection de l'enfance au Mali : état des lieux ». *Revue Africaine d'Économie Publique*, 4(1), p.55–80.

2- Les enjeux d'intégration des projets face aux résistances du milieu et leurs impacts.

La collaboration entre les institutions publiques et les acteurs de la société civile se heurte encore à d'importantes difficultés. En effet, l'abondance des intervenants, qu'il s'agisse de l'État, des collectivités locales, des ONG, de l'ONU ou des structures religieuses, provoque régulièrement des doublons, des conflits d'attribution et un manque d'harmonie sur le terrain.[23] Cette dispersion est principalement causée par le manque d'un organe de pilotage unique qui disposerait des moyens financiers et humains nécessaires pour centraliser les actions. Le rapport d'évaluation à mi-parcours de la PNPE (2022) a mis en évidence que seulement 35 % des objectifs fixés à l'horizon 2023 avaient été atteints au terme de la période couverte par le PANE 2015–2019, révélant un décalage significatif entre les ambitions programmatiques et les réalisations concrètes.[24] Le succès des politiques de protection de l'enfance repose également sur l'acceptation, par les communautés, des valeurs et des normes qu'elles cherchent à promouvoir. Cependant, dans beaucoup de localités, des coutumes comme l'excision, le mariage précoce et le confiage d'enfants jouissent d'une profonde légitimité sociale et religieuse, ce qui complique fortement leur contestation.[25] Les stratégies de communication et de sensibilisation, bien que présentes dans les plans d'action, peinent à modifier en profondeur les perceptions et les comportements au sein des ménages et des communautés.[26] Face à ces défis, il apparaît que la protection de l'enfant au Mali ne peut se satisfaire d'une approche exclusivement législative ou programmatique. Elle requiert une mobilisation sociale et communautaire soutenue, un investissement financier substantiel et une volonté politique ferme de faire respecter les droits de l'enfant dans l'ensemble du territoire national, y compris dans les zones les plus vulnérables. Le système malien de protection de l'enfance repose sur un cadre légal et institutionnel en plein développement, mais qui présente encore d'importantes lacunes. Si les progrès législatifs sont indéniables, les textes manquent de cohérence et se contredisent parfois. Dans la pratique, l'impact des politiques publiques reste limité dans le temps à cause de freins financiers, sécuritaires, institutionnels et socioculturelles majeurs. Face à ces constats, une refonte totale et harmonisée du mécanisme de protection s'impose ; les chapitres suivants en détailleront les axes prioritaires.

[23]TOURE, M. (2023), « Coordination inter-institutionnelle et protection de l'enfant : défis et perspectives au Mali ». *Revue Malienne de Gouvernance*, 3(1), p.12–34.
[24]Comité de suivi de la mise en œuvre de la PNPE. (2022). *Rapport d'évaluation à mi-parcours de la Politique Nationale de Protection de l'Enfant 2014–2023*. Bamako : Gouvernement du Mali.
[25]*Save the Children Mali.* (2022). *Rapport sur la situation des enfants en zones de conflit au Mali*. Bamako : *Save the Children*. p.18–27.
[26]SANGARE, A. (2023). Les pratiques traditionnelles néfastes et la protection de l'enfant au Mali : entre normes juridiques et résistances culturelles. *Journal de Droit et Anthropologie*, 11(1), p.34–58.

Conclusion

La confrontation des normes législatives et des pratiques opérationnelles met en exergue l'ambivalence du dispositif malien de protection de l'enfance, caractérisé par un écart entre le volontarisme textuel et la complexité des faits. L'analyse de ce modèle débouche sur un constat contrasté mais stimulant, organisé selon deux orientations majeures. L'analyse approfondie de la législation malienne sur l'enfance révèle un cadre juridique en pleine évolution. D'un côté, les réformes successives traduisent un réel engagement politique pour moderniser le droit national et l'aligner sur les normes internationales. De l'autre, ce chantier législatif reste inabouti. Le système est affaibli par un manque de coordination institutionnelle et des incohérences textuelles qui réduisent sa clarté et sa portée contraignante. Finalement, la dispersion de ces lois et le déficit de sensibilisation auprès des jeunes compliquent leur application concrète et freinent l'accès direct des mineurs à la justice. L'examen des politiques publiques et de leur exécution met en évidence les faiblesses structurelles de l'appareil étatique. Bien que les stratégies sectorielles visent légitimement à opérationnaliser les textes législatifs, leur déploiement sur le terrain se heurte à des contraintes structurelles majeures. L'action publique est en effet entravée par le manque de financements, la crise sécuritaire qui déstabilise les institutions locales, et des résistances socioculturelles en décalage avec les objectifs de protection de l'enfance. Ces facteurs combinés limitent l'efficacité à long terme des programmes et créent de fortes disparités territoriales. La concrétisation des droits de l'enfant au Mali exige bien plus que l'accumulation de textes législatifs ou la proclamation de plans d'action sans suite. Le véritable enjeu repose aujourd'hui sur la coordination méthodique et le financement durable de ces mesures. Afin de franchir une étape décisive, le gouvernement malien doit opérer une refonte totale, cohérente et participative de son système de protection. C'est uniquement par cette démarche que le pays parviendra à instaurer un cadre sécurisant, apte à offrir à chaque enfant la protection, le respect et les perspectives d'avenir auxquels il a fondamentalement droit. Sur le plan formel, l'élaboration de cadre démontre une volonté réelle d'asseoir l'État de droit et d'organiser les libertés fondamentales. Les textes nationaux font office de socle souverain, fixant les compétences des institutions et structurant l'ordonnancement juridique interne. Les résistances socioculturelles, le manque de mécanismes contraignants et le décalage entre la ratification des traités et leur application concrète créent un dualisme persistant. L'adaptation des textes nationaux souffre souvent d'une transposition incomplète, transformant l'harmonisation en un idéal théorique plutôt qu'en une réalité opérationnelle. Le défi moderne ne réside plus dans la simple production textuelle, mais dans l'effort constant de convergence. Pour que le droit national ne soit pas déconnecté des exigences

globales de protection des droits humains et de sécurité juridique, le législateur doit impérativement concilier la souveraineté constitutionnelle et l'universalité des normes internationales. D'un point de vue formel, la création de ce cadre juridique traduit une réelle ambition de consolider l'État de droit et d'encadrer les libertés fondamentales. Les lois nationales en constituent le fondement souverain, puisqu'elles déterminent les attributions des institutions et organisent l'ordre juridique interne. Toutefois, un dualisme persistant subsiste en raison des résistances socioculturelles, de l'absence de mécanismes de contrainte et du fossé qui sépare la ratification des traités de leur mise en œuvre effective. De plus, l'adaptation des textes nationaux reste souvent partielle, reléguant l'harmonisation globale au rang d'idéal théorique plutôt que de réalité concrète. Aujourd'hui, le véritable enjeu n'est plus la simple rédaction de lois, mais la recherche constante d'une convergence réelle. Pour éviter que le droit interne ne se détache des standards mondiaux de sécurité juridique et de protection des droits humains, le législateur se doit de concilier la souveraineté de la Constitution avec la portée universelle des normes internationales.

Réflexions sur la nature politique ou juridique de la notion d'atteinte à la sûreté de l'État

Reflections on the Political or Legal Nature of the Concept of Endangering the Security of the State

Par :

Rebecca Nikita NANGA NTONGA

Docteur PhD en Droit Privé et en Sciences Criminelles

Assistant à l'Université d'Ebolowa (Cameroun)

Résumé :

Les débats relatifs à l'atteinte à la sûreté de l'État, omniprésents dans la sphère médiatique, suscitent de vifs partis pris quant à la nature exacte de cette notion, imposant ainsi une analyse approfondie. Manifestation par excellence d'une intention criminelle dirigée contre l'État, la notion tire son intérêt fondamental de sa structure constitutionnelle et pénale. En envisageant l'État à la fois comme régulateur de la politique criminelle et comme victime de l'agression, la doctrine s'oriente spontanément vers la dimension politique des atteintes à sa sûreté. A l'inverse, dès lors que l'attention porte sur l'appareil judiciaire et l'arsenal normatif mobilisés pour les réprimer, l'empreinte judiciaire devient prépondérante. La simultanéité de ces deux prismes révèle une tension dialectique : d'un côté une facticité politique fluctuante ; de l'autre côté une certaine instabilité juridique. Il apparait néanmoins que le politique et le droit concourent conjointement à rendre compte de l'atteinte à la sûreté de l'État. La présente étude s'inscrit dans une dynamique duale où la compréhension globale du phénomène exige l'articulation réciproque des paradigmes politique et juridique. Même si l'on note l'influence du politique dans la mise en œuvre du judiciaire, caractérisé par l'arbitraire. L'objectif général vise la neutralisation du phénomène criminel, tandis que l'objectif spécifique tend à la répression des crimes et délits contre l'État, dans un contexte contemporain marqué par la résurgence du terrorisme, des mouvements sécessionnistes, des enlèvements, des assassinats ciblés, des appels à l'insurrection, des contestations de l'autorité républicaine et le détournement des deniers publics : infraction méritant une nouvelle qualification.

Mots clés : Sûreté - Etat – Infraction politique – Juridiction – Sanction

Abstract:

Debates regarding threats to State security, omnipresent in the media, spark stong, polarized views concerning the exact nature of this concept, thereby necessitating and in-depth analysis. As the quintessential manifestation of criminal intent directed against the State, this concept derives its fundamental significance from the constitutional and penal structure. By viewing the State both as the regulator of criminal policy and as the victim of aggression, legal scholarship naturally focuses on the political dimension of threats to its security. Conversely, once the focus shifts to the judicial apparatus and the body of legal rules mobilized to suppress them, the judicial dimension becomes paramount. The simultaneous application of these two perspectives reveals a dialectical tension : on the one hand, a fluctuating political reality ; on the other hand, the law-both of which combine to account for the threat to State security. The study is situated within a dual framework in which a comprehensive understanding of the phenomenon requires the reciprocal articulation of political and legal paradigms. Even if politics influences the justice system, which is often unfair. The general objective aims to neutralize criminal activity, while the specific objective focuses on suppressing crimes and offences againt the State-set against a contempory backdrop marked by a resurgence of terrorism, secessionist movements, kidnappings, targeted killings, calls for insurrection, challenges to republican authority, and the misappropriation of public funds : an offence warranting reclassification.

Keywords : Security – State – Political offense – Jurisdiction – Sanction.

Introduction

Triste constat : l'évolution du monde s'accompagne avec la sophistication de l'entreprise criminelle. Autrefois centrée sur les individus et les biens matériels, la criminalité prend désormais pour cible l'État lui-même. Une telle mutation interpelle le juriste : comment appréhender la vulnérabilité criminelle de l'État alors qu'il est le détenteur du pouvoir pénal[1]? Comment expliquer que l'une de ses fonctions régaliennes qu'est la lutte contre la criminalité[2] se trouve compromise ? La pérennité de l'État de droit reste-t-elle concevable lorsque sa propre sûreté est directement menacée ? Bien que ces interrogations dépassent le cadre strict du présent propos, elles mettent en lumière la gravité des atteintes dirigées contre l'État, particulièrement exacerbées par la situation sécuritaire et sociale qui prévaut au Cameroun. Ces infractions vont à l'encontre de la chose publique[3] dont la sûreté constitue le socle indispensable.

Un regard rétrospectif permet de dire que la notion d'atteinte demeure insuffisamment théorisée. Etymologiquement, le mot ''atteinte'' vient du latin *attingere* provenant du verbe *tangere* et signifiant toucher. Au sens littéral l'atteinte signifie : action, objectif, effet produit[4]. Au sens juridique, l'atteinte est « *une action dirigée contre quelque chose ou quelqu'un par des moyens divers* »[5] ; c'est aussi un « *terme générique permettant, dans la classification légale des infractions, de regrouper les crimes et délits par catégorie, en spécifiant pour chacune, ce à quoi portent préjudice les infractions qui y appartiennent* »[6]. De ces considérations, l'atteinte apparait donc simultanément comme un acte constitutif et comme un résultat[7] dommageable. Dans une acception élargie, elle se confond avec la notion d'infraction : c'est ce sens qui sera davantage retenu dans la présente étude.

[1] Le pouvoir pénal de l'État se décline en deux mouvements : premièrement l'État détient le monopole des incriminations et des sanctions ; deuxièmement, l'État occupe la place primordiale en matière d'élaboration de la politique criminelle.
[2] L'une des fonctions régaliennes de l'État est la lutte contre la criminalité : JEAN (J.-P.), *Le système pénal*, Paris, La Découverte, coll. Repères, 2008, p. 13.
[3] Au sens large la chose publique est l'« *ensemble des questions se rattachant à la gestion et à la satisfaction des intérêts généraux du pays ou d'une collectivité locale ou régionale* » : CORNU (G.), *Vocabulaire juridique*, Paris, PUF, 10ième éd., 2014, p. 174. Au sens étroit la chose publique est l'ensemble des biens matériels et immatériels destinés au bien-être commun.
[4] Dictionnaire Larousse en ligne sur www.larousse.fr consulté le 30 septembre 2023.
[5] CORNU (G.), *Vocabulaire juridique*, p. 100.
[6] Idem.
[7] MORAND (J.), *L'atteinte en droit pénal*, mémoire, Université Paris-Sud, 2013-2014, pp. 52.

La notion de sûreté quant à elle traverse plusieurs disciplines juridiques[8]. En droit pénal, la sûreté peut être personnelle[9] ou étatique. Le second aspect –qui correspond à cette réflexion- est réglementé dans le chapitre 1, titre 1 du livre 2 du code pénal camerounais. La première idée que l'on peut se faire de cette notion est son ancrage politique par rapport à l'État[10] qui est une personne juridique souveraine[11]. La sûreté est considérée comme la chose publique[12] ou objet public. L'État est en sécurité[13] lorsque sa sûreté n'est pas menacée. Elle consiste au « *maintien de la consistance de l'État, de son territoire, de sa population, de ses institutions publiques essentielles, de leur indépendance et leur autorité, par prévention et répression des infractions qui y porteraient atteinte* »[14]. De l'analyse linéaire de cette définition, la sûreté établit l'ordre public quoi qu'elle puisse être la cible des actes criminels ou malveillants d'où la notion d'atteinte à la sûreté.

Expression centrale de cette recherche, la notion d'atteinte à la sûreté figure dans le code pénal camerounais sans y être définie. Ce vide conceptuel l'expose à diverses manipulations, la plongeant dans une forme de précarité exégétique. Certes, on décrit l'absence d'une précision légale mais, au travers d'une énumération des différentes infractions touchant la sûreté extérieure et intérieure de l'État, on peut affirmer que ces atteintes sont « *une série d'infractions ayant pour but de compromettre l'existence de la nation ou d'en modifier la structure constitutionnelle* »[15] ou qu'elles sont des « *infractions dirigées contre l'organisation et le fonctionnement de l'Etat, ainsi que celles qui sont dirigées contre les droits qui en résultent pour le* citoyen »[16]. Si ces agissements

[8] Le concept de sûreté se rencontre dans plusieurs domaines. En guise d'illustration en matière d'aviation civile, elle renvoie à la notion de sécurité qui vise à protéger l'aviation civile cotre les actes malveillants ; en droit des obligations elle désigne la garantie fournie par le débiteur pour l'exécution d'une obligation ou une mesure conservatoire sur un bien en vertu d'une autorisation judiciaire : CORNU (G.), *Vocabulaire juridique*, op. cit., pp. 1002-1003.

[9] La sûreté personnelle renvoie à la protection de la personne contre l'arbitraire. Plus exactement, elle renvoie aux mesures d'Habeas Corpus contenues dans les art. 584 à 588 du code de procédure pénale camerounaise. Lire à cet effet : NOAH YEBEGA (S. A.), *L'habeas corpus dans le code camerounais de procédure pénale,* Yaoundé, PUA, 2018, 218p. En droit français, l'art.66 de la constitution de 1958 en avait déjà réglementé.

[10] DUGUIT (L.), *Théorie générale de l'Etat,* Paris, Fontemoing, vol. 1, 1907, 1140p.

[11] MAULIN (E.), « L'État comme personne et comme représentation ou les jeux de miroir de la légalité et de la légitimité », *Les Cahiers philosophiques de Strasbourg,* n° 31, 2012, pp. 171-184.

[12] Sous sa forme latine « res publica », la chose publique est au sens étroit le bien commun et au sens large l'ensemble des intérêts généraux d'un État : note disponible sur le site du Centre national de ressources textuelles et lexicales de France www.cnrtl.fr consulté le 21 juillet 2023.

[13] La sécurité est un concept dont la caractéristique générale l'absence de danger ou de risque ; elle traduit l'idée de quiétude : CORNU (G.), *Vocabulaire juridique*, op. cit.

Même si la sûreté inclut la sécurité, il n'en demeure pas moins que ces deux termes se complètent plus qu'ils ne s'opposent. En effet, la différence repose sur la responsabilité individuelle ou l'intention malveillante de nuire. L'atteinte à la sûreté sera par exemple la trahison qui peut engendrer un climat d'insécurité. La sécurité exprime l'absence de danger ; la sûreté quant à elle, prévient et sanctionne toute personne provoquant le danger.

[14] CORNU (G.), *Vocabulaire juridique,* op. cit.

[15] MOUTOUH (H.) et POIROT (J.) « Intérêts fondamentaux de la nation », *Dictionnaire du renseignement*, Perrin, 2018, pp. 476-478.

[16] MERLE (R.) et VITU (A,), *Traité de droit criminel*, Paris, Cujas, T. 1, 1984, p. 507.

constituent de manière inévitable des délits et des crimes contre l'État, la doctrine contemporaine élargit cette conception et fait des atteintes à la sûreté des « *atteintes aux intérêts fondamentaux de la nation* »[17]. Dans ce choix normatif, on note la volonté délibérée du législateur de faire abstraction des intérêts touchant la personne et les biens. Bien que ce choix soit acceptable car l'intérêt général ou l'intérêt de la nation doit être distinct et supérieur à l'intérêt privé, il n'en demeure pas moins que les différentes modifications du code pénal ont conservé cet état de chose. Dès lors, la définition ''Garraudienne'' se trouve limitée en ce sens qu'elle fait des atteintes à la sûreté de l'État celles qui frappent les bases de l'organisation sociale, de la propriété en les assimilant par conséquent au droit commun[18]. L'exclusion de la qualification d'infractions de droit commun renseigne d'ores et déjà sur la nature politique substantielle des atteintes à la sûreté.

Lorsqu'une violation de l'intérêt supérieur de l'État[19] est commise, l'appareil judiciaire se met en œuvre pour sanctionner les coupables. Une procédure est engagée : elle partira de l'enquête jusqu'au jugement en passant par l'instruction. La sanction sera donnée à l'issue d'un jugement : tel est le schéma pour les infractions de droit commun. La coloration politique décelée plus haut dans la définition des infractions contre la sûreté de l'État établit une opposition nette entre infraction de droit commun et infraction politique –dont la nuance sera relevée dans la première partie de cette réflexion-. De toute évidence, on s'attend à voir un écart de procédure puisqu'il s'agit des infractions dites spéciales en ce sens qu'elles touchent les fondements de l'État. L'ordre judiciaire saisi pour réprimer les atteintes à la sureté de l'État est le reflet de la seconde idée qui est juridique car, on ne saurait lutter contre les infractions sans penser à l'arsenal judiciaire permettant la répression.

Il n'est pas superflu d'analyser la notion d'État qui constitue le cadre géographique[20] de cette étude et notamment l'État du Cameroun. L'intérêt de cette clarification réside dans le fait que la stabilité sociale et politique des citoyens repose sur la paix au sein d'un État et la protection de leurs droits et libertés fondamentales. En plus, c'est à lui qu'incombe le rôle de sanctionner les infractions commises en son sein ou dirigées contre lui. Trois paramètres permettent à cet effet de définir la notion d'État. D'après la sociologie, l'État est constitué d'une population vivant dans un

[17] MOUTOUH (H.) et POIROT (J.), « Intérêts fondamentaux de la nation », op. cit.
[18] GARRAUD (R.), *L'anarchie et la répression*. Paris, L. Larose, 1895, pp. 17 et s.
[19] L'intérêt supérieure de l'État rejoint l'atteinte à la sûreté de l'État à cause de leur manque de définition légale et de leur conception duale entre le politique et le juridique : NGA NGONO (A.), « Une notion en quête de contenu : l'intérêt supérieur de l'État en droit africain », *RADP*, vol. XI, n° 27, 2022, pp. 156-189.
[20] Le Cameroun étant le cadre spatial principal de l'étude, il n'est pas interdit de faire une analyse de droit comparé notamment avec un pays comme la France avec qui le Cameroun partage certaines règles juridiques ou alors il s'en démarque complètement. De plus, le temps qu'il fait (situation socio-sécuritaire) est la raison de la motivation de travailler sur un tel sujet.

territoire et soumis à un pouvoir politique : cette approche traduit la pensée machiavélique[21] de l'État fort au service du peuple[22]. Du point de vue organisationnel, l'État est « *l'ensemble des pouvoirs d'autorité et de contrainte collective que la nation possède sur les citoyens et les individus en vue de faire prévaloir ce qu'on appelle intérêt général, (…) ou le bien commun* »[23]. Au plan juridique, l'État est défini par la hiérarchie des normes et la souveraineté qui, se trouve limitée par les frontières[24]. En somme, ces définitions se complètent les unes les autres et permettent de ressortir une définition pénale de l'État qui peut être entendue comme un cadre limité et reconnu de l'expression de la puissance pénale.

De ce qui précède, malgré sa puissance publique, l'État se trouve quelques fois en proie aux infractions qui touchent à ses fondements[25] : tel est le cas des atteintes à la sûreté qualifiées d'infractions graves qui ont tendance à bouleverser l'ordre politique et même public préalablement établi. Dès cet instant, chacun y va de son interprétation et de son analyse tirant des conclusions qui ne rendent pas toujours compte de la substance de la notion. Pour mieux combattre un fléau, il est nécessaire de le clarifier ou de le définir. Dans le cas d'espèce, il convient de dire si l'atteinte à la sûreté de l'État est une notion politique ou juridique d'où le problème sa nature qui conduit à la question de recherche suivante : dans quelle mesure la qualification d'atteinte à la sûreté de l'État dépend-elle d'une appréciation d'opportunité politique plutôt que de critères juridiques vérifiables ?

Plusieurs hypothèses s'affrontent. L'État étant un construit éminemment politique, tout ce qui affecte sa pérennité revêtirait une essence politique. A l'inverse, comme le référentiel[26] est le droit pénal, cette notion présenterait une nature juridique. Ces deux positions disproportionnelles prises ensemble, peignent vraisemblablement un rapport conflictuel[27] et, prises isolément, ne rendent pas suffisamment compte de la notion. De ces hypothèses explicatives, on aboutit à une proposition de réforme où l'atteinte à la sûreté de l'État relierait ''politique et droit'' dans sa définition tout en observant une inclination vers l'objectivation du critère politique.

---

[21] MACHIAVEL (N.), *Le prince,* Librairie de la bibliothèque nationale 2, traduction française, 1877.
[22] Analyse de WEIL (E.), *Philosophie politique*, Paris, Vrin, 1956, pp. 131 et s.
[23] BURDEAU (G.), *Traité de science politique*, Paris, LGDJ, T. 1, vol. 2, 3ième éd., 1980, 426p.
[24] KELSEN (H.), *Théorie pure du droit,* Paris, LGDJ, coll. La pensée juridique (trad. C. Eisenmann), 1999, p. 224 ; TROPER (M.), *Pour une théorie juridique de l'État*, Paris, PUF, 1994, pp. 140-160.
[25] On peut citer : la souveraineté, la population et le territoire.
[26] Au sens du droit pénal il s'agit d'un critère qui permet de lutter contre la criminalité et d'assainir la justice : VIGOUR (C.), « Nouveau référentiel gestionnaire ou nouveau modèle de justice ? », *Pyramides*, n° 29, 2017, pp. 61-92.
[27] ENGUELEGUELE (S.), « La sûreté de l'Etat dans le débat politique. Analyse thématique de deux discours parlementaires », *CURAPP*, La politique ailleurs, PUF, 1998, p. 391.

Logiquement, si plusieurs intérêts peuvent être dégagés, il sera retenu deux afin de faciliter la compréhension de l'orientation choisie. Le premier intérêt est d'ordre théorique. La notion d'atteinte à la sûreté de l'État se situe au carrefour de plusieurs champs disciplinaires : le droit public avec la théorie de l'État, le droit pénal avec la qualification des atteintes et la politique criminelle[28] composante des politiques publiques pour l'orientation de la réponse pénale. La maitrise de ses contours conceptuels est indispensable pour prémunir le justiciable et le praticien contre l'imprécision textuelle et l'insécurité juridique[29] qu'engendrent les termes obscurs. L'aspect pratique, en guise de second intérêt, se justifie par la qualification des infractions à réprimer par des tribunaux préalablement conçus. Cela passe, bien sûr, par la clarté du fléau à combattre qui doit être exempt de flou[30].

Amené à analyser la notion d'atteinte à la sûreté de l'État, une démarche binaire mais complémentaire s'avère nécessaire. Celle-ci prendra en compte la méthode exégétique[31] et la libre recherche scientifique[32]. D'une part, il sera question d'analyser le poids de l'élément politique dans la notion d'atteinte à la sûreté de l'État (I) et d'autre part, l'hypothétisme de l'élément juridique dans la répression(II).

I- LA PREGNANCE DE L'ELEMENT POLITIQUE DANS LA QUALIFICATION DE L'ATTEINTE A LA SURETE DE L'ÉTAT

La typologie des infractions[33] établit une distinction fondamentale entre l'infractions de droit commun et l'infraction politique. Cette dernière se caractérise par le fait qu'elle porte directement atteinte aux intérêts fondamentaux de l'État et aux prérogatives politiques des citoyens. Toutefois, en l'absence d'un critère légal formel de définition, l'infraction politique

[28] Discipline récente, il s'avère utile de rappeler que la politique criminelle n'est ni le droit pénal, ni la criminologie mais, une modalité d'application du droit pénal. Sur la question lire : DELMAS-MARTY (M.) : *Modèles et mouvements de la politique criminelle*, Paris, Economica, 1982, p. 12 ; *Les grands systèmes de politique criminelle*, Paris, Thémis, 1992, p. 12 ; MARY (P.), « La politique criminelle : nouvelle discipline juridique ou objet d'étude sociologique ? », *RDPC*, 1999, p. 860 ; LAZERGES (C.), *Introduction à la politique criminelle*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 9.

[29] PORTALIS (J.-E.-M.), Discours préliminaire du premier projet de Code civil, 21 janvier, 1801 (1ier pluviôse an IX) : la loi « *ne doit pas être un texte obscur qui laisse le citoyen dans l'incertitude de ses droits et de ses devoirs* ».

[30] DELMAS-MARTY (M.), Le *flou du droit. Du code pénal aux droits de l'homme*, Paris, PUF, 1986, pp. 7-14.

[31] GENY (F.), *Méthodes d'interprétation et sources en droit privé positif : essai critique,* Paris, LGDJ/Lextenso, T. 2, 2016, pp. 31 et s.

[32] GENY (F.), *Méthodes d'interprétation et sources en droit privé positif : essai critique,* op. cit., p. 79.

[33] La qualification est une opération scientifique qui permet de déterminer la nature de l'infraction. Celle-ci peut se fonder sur la gravité de l'infraction, sur son mode de commission et sur le résultat atteint. Pour en savoir plus sur la notion de qualification lire : PRADEL (J.), *Droit pénal général*, Paris, Cujas, 19ième éd., 2012, pp. 235 et s. ; SALVAGE (P.), *Droit pénal général*, Grenoble, PUG, 2016, pp. 77 et s.. ; LARGUIER (J.) *Le droit pénal*, Paris, PUF, coll. Que sais-je ? 2005, pp. 51-55 ; MOULY (J.), « La classification tripartite des infractions dans la législation contemporaine », *RSC*, 1982, pp. 3 et s.

soulève les difficultés de qualification[34] en l'absence d'un critère légal de définition. Si l'élément politique permet de définir la notion d'atteinte à la sûreté de l'État, il n'en demeure pas moins que l'objectif visé dans cette partie est la reconnaissance des facteurs politiques qui entrent en jeu dans la définition de l'atteinte à la sûreté de l'État. Ces facteurs sont le fait incriminé ou l'acte (A) et la personne liée au fait incriminé (B) qui peut être auteur ou victime de l'infraction.

A- L'élément politique relatif à l'acte

L'absence d'un critère légal univoque pour définir l'infraction politique[35] est perceptible aussi bien en droit camerounais qu'en droit français. Celui-ci prend en compte le critère objectif[36] pour rejeter, du moins dans l'ensemble, le critère subjectif. L'infraction politique sera donc une atteinte contre l'organisation et le fonctionnement de l'État et toute autre infraction connexe. Le législateur y exclut traditionnellement les infractions complexes à cause de l'intérêt privé qu'elles touchent malgré que le but soit politique[37]. Par contre, un travail de précision apparait en droit pénal italien avec le législateur de 1930 qui donne un critère légal dans la définition de l'infraction politique. Pour lui, « *est un délit politique tout délit qui porte atteinte à un intérêt politique de l'État, ou à un droit politique du citoyen. Est aussi réputé délit politique, le délit de droit commun déterminé, en tout ou en partie par des motifs d'ordre politique* ». Les deux critères soulevés par le droit italien se retrouvent implicitement en droit camerounais à savoir le critère subjectif (1) et le critère objectif (2).

1- Le critère subjectif

La subjectivité est une notion au contenu équivoque c'est-à-dire que son fondement varie en fonction de la personne et des circonstances puisqu'il renvoie à l'aspect psychologique. Le critère subjectif fera appel à la motivation profonde animant l'auteur de l'infraction. La motivation ou le mobile étant la raison de l'action, le motif ou le but poursuivi, le sentiment ou l'intérêt[38] qui détermine une action. En un mot, le mobile correspond à l'ensemble des motivations qui poussent l'auteur à commettre un acte. Dans le cas des atteintes à la sûreté de l'État, le mobile doit être

[34] La qualification consiste à déterminer laquelle des infractions a été commise et comment la réprimer : JACOPIN (S.), Droit *pénal général*, Paris, Ellipses, coll. Tout-en-un droit, 2021, p. 365.

[35] Pour la notion d'infraction politique lire : Le Roux (C.), *L'infraction politique*, Paris, L'Harmattan, 2018, 168p. ; MIRKAMALI (S. A.), *L'infraction politique : une étude comparative entre le droit pénal français et le droit pénal iranien*, Thèse, Université de Toulouse 1, 2010, 512p. ; OJONG (T.), *L'infraction politique en droit camerounais : Le paradoxe de l'infraction politique au Cameroun,* Sarrebruck, Éditions universitaires européennes, 2011, 144p.; LEVY-BRUHL (H.), « Les délits politiques : recherche d'une définition », *Revue française de sociologie,* vol. 5, n° 2, 1964, pp. 131-139 : l'auteur propose l'approche sociologique de l'infraction politique en l'opposant au crime de droit commun par la nature désintéressée et sociale du mobile de son auteur.

[36] PRADEL (J.)., *Droit pénal général*, op. cit.

[37] Idem,

[38] DONNEDIEU DE VABRES (H.), *Traité de droit criminel*, n°208, cité par PRADEL (J.) op. cit.,

purement politique. On doit retrouver dans l'intention de l'auteur, la volonté ou la détermination de nuire à l'ordre politique préétabli. C'est ainsi qu'une infraction, naturellement de droit commun[39], peut être qualifiée d'atteinte à la sûreté de l'État si la volonté de son auteur est de nuire à l'existence et à la constitution de l'État. L'hostilité contre la patrie – art.102 CPC-, la violation du secret de la défense nationale -art.109 et 110 CPC- ou tout autre acte de nuisance tourné contre l'État et ses autorités -art.105 et suivants CPC-, sont des atteintes à la sûreté extérieure de l'État. Dans ce schéma d'énumération, on peut se demander si l'infraction politique et l'infraction de terrorisme sont des atteintes à la sûreté de l'État.

Une infraction politique[40] est une infraction qui ne relève ni du droit commun, ni du droit militaire[41]. La définition de l'infraction politique pose le problème de sa critérisation[42] car malgré sa vulgarisation, elle demeure évasive[43]. On y retrouve en effet deux tendances dont l'une est objective et s'attarde sur la valeur protégée (objet ou résultat) qui a un intérêt politique comme l'organisation de l'État[44] ; une seconde tendance prend en considération la personne qui peut être auteur[45], victime : on parle alors de mobile ou d'élément psychologique. Dans ce cas, l'infraction vise soit un homme politique (exemple : assassinat d'un chef d'État) ou leader politique ou alors une infraction commise par ces derniers. Sur ce, l'infraction politique peut être classée comme une atteinte à la sûreté de l'Etat.

Quant au terrorisme, il est condamné par plusieurs textes juridiques régionaux notamment la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des peuples (article 23), la Charte Africaine de la Sécurité maritime de 2016 (article 32), les mécanismes AFRIPOL de 2017 (articles 3 et 4). Au plan national, il y a la loi n°2014/28 du 23 décembre 2014 portant répression des actes de terrorisme au Cameroun. Le terrorisme peut également être considérée comme une infraction d'atteinte à la sûreté de par ses actes odieux et de terreurs dirigés contre l'État ou ses composantes. Les données ne changent pas en droit international[46] car le terrorisme est une notion empruntée

[39] Ces infractions sont contenues dans le livre II du code pénal camerounais. On distingue les infractions à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat.
[40] Le Roux (C.), *L'infraction politique*, op. cit.
[41] PRADEL (J.), *Droit pénal général*, op. cit.
[42] DESPORTES (F.) et LE GUNEHEC (F.), *Droit pénal général, Paris,* Economica, 16ième éd., 2009, n°147 et 152. Pour ces auteurs, critérisation veut dire détermination.
[43] Le ROUX (C.) parle de *« notion fuyante »* dans le résumé de son ouvrage *L'infraction politique*, op. cit.
[44] C'est la tendance objective qui est prise en compte par le code pénal camerounais. Ainsi, sont des infractions politique en sens du point de vue objectif les atteintes à la sûreté de l'État, les délits électoraux.
[45] Dans ce sens voire la responsabilité du chef de l'État et des membres du gouvernement. Lire à titre d'argumentation DELPEREE (F.), « La responsabilité du chef de l'État », *Revue française de droit constitutionnel,* vol. 1, n° 49, 2002, pp. 31-41.
[46] DUBUISSON (F.) « La définition du terrorisme : débats, enjeux et fonctions dans le discours juridique », *Confluences Méditerranée,* vol. 3, n° 102, 2017, pp. 29 et s.

aux idéologies politiques[47] et sociales[48] différentes. Une personne peut être considérée comme terroriste ici et combattant de la liberté ailleurs[49].

En guise de principale réforme, il serait opportun de s'appesantir davantage sur l'élément matériel que psychologique car celui-ci varie et est sujet à des manipulations diverses. L'élément matériel est précis et démontre la gravité de l'acte. Si le critère subjectif relève l'implicite, le critère objectif repose sur son évidence.

2- Le critère objectif

Littéralement l'objectivité renvoie à la neutralité, à l'impartialité. Cette conception peut s'appliquer en droit dans la mesure où l'objectivité ou le critère objectif se lit en dehors de la sphère psychologique qui reste discutable. Il prend principalement en considération la victime de l'infraction et le résultat de l'infraction.

S'agissant de la victime de l'infraction : lorsque l'agression vise directement l'État en tant que personne morale de droit public, l'infraction revêt de plein droit un caractère politique et constitue une atteinte à la sûreté. Le critère politique s'étend également aux actes qui, sans viser initialement l'État, produisent des effets dommageables sur sa stabilité et son fonctionnement.

En ce qui concerne le résultat[50] ou les conséquences : l'attention se porte ici sur l'atteinte portée aux intérêts vitaux de la nation, à l'ordre politique, aux droits des citoyens[51] ou en un mot au fait de léser un droit fondamental de l'État. Relèvent de cette catégorie d'infractions : la trahison, l'espionnage, les fraudes électorales[52] etc. Le critère objectif reposerait ainsi sur la particularité de la victime –État- et sur les aspects ou droits touchés. Une infraction objectivement politique sera celle qui est destinée contre l'État dans un domaine clé de son existence ou de son fonctionnement. Dès lors, on peut conclure avec Ortolan que pour identifier l'aspect objectivement politique d'une infraction on se pose les questions suivantes : « *Quelle est la personne directement lésée par le délit ? L'État ; dans quelle sorte de droit l'État se trouve-t-il lésé ? Dans un droit touchant à son organisation sociale et politique* »[53].

---

[47] SEMO (M.) « ''Terrorisme'', une notion ambiguë à caractère hautement politique », article disponible en ligne sur le site d'actualités et d'informations en France et dans le monde www.lemonde.fr et consulté le 25 avril 2024.

[48] Le terrorisme touche toutes sociétés. Au fil du temps on assiste à un ''terrorisme social'' ou terrorisme informatique ou cyber-terrorisme qui s'attaque aux systèmes d'information : virus, piratage etc.

[49] Médecins sans frontières / Dictionnaire pratique du droit humanitaire disponible en ligne sur https://dictionnaire-droit-humanitaire.org et le 07 décembre 2023.

[50] Sur la notion du résultat en droit pénal lire : MONEBOULOU MINKADA (H. M.) « Essai d'une définition du résultat pénal », *RADSP*, vol. 3, n°5, 2015, pp. 239-257 ; MARECHAL (J.-Y.), *Essai sur le résultat dans la théorie de l'infraction pénale*, L'Harmattan, 2003, 560p.

[51] PRADEL (J.), *Manuel de droit pénal général*, Paris, Cujas, 2002-2003, p. 250.

[52] Voir le livre II du code pénal camerounais.

[53] ORTOLAN (J. L. E.), *Éléments de droit pénal*. Paris, Librairie de Plon Frères, 1855, n°705, 907p.

In fine, il convient toutefois de souligner le cas de ces infractions dites mixtes –objectif et subjectif- et d'autres qui touchent l'administration chargée d'un service d'intérêt public. Dans le premier cas, le problème se trouve au niveau de la catégorisation ; il serait convenable que la jurisprudence opère une qualification prévalente car, comment qualifier une infraction de droit commun commise lors d'une infraction politique ?[54] Dans le second cas, le législateur et la doctrine internationale [55] excluent du sillage de l'infraction politique les délits contre l'administration et autres prérogatives de l'État à moins que ceux-ci ne détruisent totalement ou partiellement l'ordre politique.[56] A titre d'illustration des délits contre l'administration, détenteur de la puissance publique, on a : la rébellion –art. 157 CPC[57]-, l'outrage à race et aux religions –art. 204 CPC- etc.

En droit français tout comme en droit iranien[58], la qualification d'une infraction politique s'est faite de manière progressive[59] laissant place à la doctrine. Néanmoins, on a retenu que, l'objet et le mobile doivent être politiques. Cette conception est proche de la conception camerounaise qui, lorsqu'elle retient l'infraction politique s'intéresse au mobile et à l'objet. Il faut tout de même noter le mutisme législatif qui caractérise ces trois systèmes juridiques.

A l'observation, il y a une forte domination du fait politique qui impacte sur la qualification de l'acte d'où le recours au critère subjectif. La prégnance de l'élément de politique ne se limite pas seulement à l'acte mais aussi à la personne.

B- L'élément politique relatif à la personne

Dans la suite de la définition de la notion d'atteinte à la sûreté de l'État, il parait opportun et même nécessaire de s'intéresser sur la personne qui est généralement une personne politique[60]

[54] Cas d'un vol commis lors de l'assassinat d'un chef d'Etat.

[55] Conférence internationale pour l'unification du droit pénal, Copenhague, août 1935 : les infractions politiques sont celles qui sont dirigées contre l'organisation et le fonctionnement de l'Etat ainsi que les droits qui en résultent pour les citoyens.

[56] Par exemple : outrage au drapeau national, art. 43 (1) du code de justice militaire.

[57] On remarque néanmoins que l'art. 159 CPC intitulé ''Caractère politique'' a été abrogé.

[58] MIRKAMALI (S.-A.), L'infraction politique : une étude comparative entre le droit pénal français et droit pénal iranien, thèse, Université de Toulouse 1, 2010, 512p.

[59] C'est vers 1830 que la France commença à distinguer l'infraction politique de l'infraction de droit commun. Vers 1832, on qualifia certaines infractions privatives de liberté d'infraction politique. Dans l'Arrêt Gorguloff du 20 août 1932 concernant l'assassinat du président Paul Doumer, le régime juridique d'infraction politique s'est mieux précisé : informations recueillies dans l'encyclopédie libre www.wikipédia.org et consulté le 25 février 2024.

[60] La désignation d'un homme politique, dans ce contexte est assez large. Dans un premier temps, il faut comprendre par homme politique ou une personnalité politique est toute personne dont la profession est liée à la gestion des affaires de l'État –chef d'État ; ministre ; parlementaire-. Le problème qui se pose est celui d'autres agents publics investis d'une mission de puissance publique. A noter aussi que, la personnalité politique fait abstraction du genre. Toutefois, selon la doctrine, cette définition n'est pas assez nette car, elle fait intervenir d'autres réalités. Quel est par exemple le statut d'un enseignant ? La présente réflexion ne limite pas la notion d'homme politique aux représentants de l'État, aux membres du gouvernement, aux représentants du peuple, aux personnes privées ayant gagné des marchés publics, bref, aux personnes ayant exercé des hautes fonctions dans le Gouvernement. Cependant, doit-on qualifier toutes les

et qui peut être soit auteure (1), soit victime (2) de l'infraction. L'élément politique relatif à la personne pose le problème de la qualification de l'infraction. Lorsque celle-ci est dirigée contre un homme public, le caractère politique de l'acte n'est pas trop sujet à débats. Par contre lorsqu'une personne politique agit en criminel, la question se pose sur la nature de son acte. A partir de la qualification, on pourra en déduire le régime de la sanction. Cette séquence revêt un intérêt majeur dans la mesure où la personne politique est généralement le représentant d'un Etat.

1- L'auteur de l'infraction : un homme politique

Selon la définition de l'homme politique retenue[61] -celui qui exerce une fonction publique et celui ne l'exerçant pas, comme un leader d'un parti politique-, il y'a de quoi s'interroger avec GAYRAUD et THUAL si le crime nait aussi d'en haut[62]. Le crime n'épargnant aucune forme de société, ses auteurs se retrouvent dans toutes les strates sociales. Des souches moins nanties aux plus nanties, on rencontre les criminels. L'émergence du concept de ''délinquants à col blanc''[63] démontre l'exercice du pouvoir n'exclut pas le passage à l'acte pénal. Dès lors, il y'a lieu de se demander si tous les actes illégaux, commis par ces hommes ont un caractère politique par conséquent, susceptibles d'être qualifiés d'atteinte à la sureté de l'État ? La réponse à cette question varie en fonction de la nature de la valeur lésée.

Lorsque l'acte incriminé touche un intérêt privé, cette infraction ne saurait être qualifiée d'atteinte à la sûreté de l'État. C'est le cas par exemple d'un homme politique qui heurte involontairement un passager et le blesse ; ou encore, le cas d'homme politique n'ayant pas respecté ses engagements contractuels envers son cocontractant. Dans ces illustrations, l'infraction touche un particulier dans son intérêt personnel. Une fois l'immunité[64] tombée, l'homme politique

---

atteintes touchant ces personnalités d'atteintes à la sûreté de l'État ? Il y a lieu de ressortir le contexte dans lequel l'infraction est commise et son impact sur la nation. Prenons par exemple un contexte marqué par la crise (guerre), l'assassinat d'un ministre des relations extérieures doit être considéré comme une atteinte à la sûreté tandis que l'assassinat d'un autre ministre pourra être considéré comme une infraction de droit commun. Pour comprendre cette notion lire : REMOND (R.), « Qu'est-ce qu'un homme politique ? », *La Gazette des archives*, n°133, pp. 115-122.
Dans un second temps, un homme politique est un acteur politique c'est-à-dire un leader ou un militant d'un parti politique n'exerçant aucune fonction publique. Quid des infractions dirigées contre ces personnes par exemple en période électorale ? Il va de soi que le moment de la commission de l'acte est déterminant quant à la qualification de celui-ci d'atteinte à la sûreté de l'État.
Sur le plan de la responsabilité, l'homme politique encourt généralement une triple responsabilité : une responsabilité politique, une responsabilité pénale et une responsabilité civile. Sur la question voire HALIMA (S. B.) « Responsabilité politique et responsabilité pénale des gouvernants », in ACHOUR R. B.et GICQUEL J. (dir.), *Regards croisés sur les constitutions tunisienne et française à l'occasion de leur quarantenaire,* Paris, Editions de la Sorbonne, 2003, pp. 213-224.

[61] Confère supra.

[62] GAYRAUD (J.-F.) et THUAL (F.), *La géostratégie du crime*, Paris, Odile Jacob, 2012, p. 149.

[63] Délinquance commise par des personnes respectables, dans le cadre de leur profession : SUTHERLAND (E. H.), « White-Collar Criminality », *American Sociological Review,* vol. 5, n°1, 1940, p. 9.

[64] Les immunités sont des prérogatives dont bénéficient certaines personnes en raison de leurs fonctions ou de leurs liens avec la victime. Elles sont de plusieurs ordres : immunités judiciaires, immunités politiques, immunités

répondra de ses actes comme un citoyen ordinaire devant une juridiction de droit commun. En revanche, lorsque l'intérêt lésé touche l'organisation ou le fonctionnement de l'État, l'infraction peut être qualifiée d'atteinte à la sûreté de l'État. A titre d'exemple on peut citer : la fraude électorale –art. 122 CPC- ; la propagation de fausses nouvelles –art. 112 CPC- etc. La poursuite se fera devant une juridiction spécialisée qu'est la Haute cour de justice.

Toutefois, certaines infractions n'entrant pas expressément dans la qualification législative d'atteintes à la sûreté de l'État mais, sont considérées ainsi au regard du disfonctionnement qu'elles engendrent au niveau de l'appareil étatique. C'est l'hypothèse du détournement[65] des biens publics[66]. Encore appelées atteintes à la fortune publique[67], le détournement des biens publics est la distraction d'un bien *« mobilier ou immobilier, appartenant, destiné ou confié à l'État unifié, à une coopérative, collectivité ou établissement ou public ou soumis à la tutelle administrative de l'État ou dont l'État détient directement ou indirectement la majorité du capital (…) »*[68]. Il est considéré comme un terrorisme économique et de ce fait, nuit gravement aux intérêts fondamentaux des citoyens. Parmi les missions de certains hommes politiques, la gestion de la fortune publique se trouve en bonne place. Lorsqu'ils sont passibles de crime de détournement, ils portent forcément atteinte à la sûreté de l'État. Cette infraction, de plus en plus récurrente[69], mérite une requalification doctrinale et législative en tant qu'atteinte à la sûreté interne de l'État.

2- La victime de l'infraction : un homme politique

Le code pénal camerounais[70] ne qualifie pas systématiquement les actes commis contre les hommes politiques d'infractions touchant la sûreté. Néanmoins, on peut assimiler certaines infractions dirigées contre certains hommes politiques d'atteintes à la sûreté : c'est le cas notamment de l'assassinat du leader d'un parti politique en période électorale ; l'assassinat d'un ministre des relations extérieures en période de crise diplomatique etc.

---

diplomatiques, immunités familiales. Leurs effets sont d'ordre public et agissent aussi bien sur la responsabilité pénale que civile. On les considère comme des restrictions positives au principe de l'égalité : LOPEZ (G.) et TZITZIS (S.) (dir), *Dictionnaire des sciences criminelles*, Paris, Dalloz, 2004, pp. 505-506 ; CHOUKROUN (V.), « L'immunité », *RSC,* 1959, pp. 29 et s.

[65] LOPEZ (G.) et TZITZIS (S.), *Dictionnaire des sciences criminelles,* op. cit., pp. 244-246.

[66] Encore appelés détournements des fonds publics, le détournement des deniers publics est une opération illégale qui consiste à utiliser des sommes ou des biens appartenant à la collectivité à des fins autre que le bien public. Le document cadre de la CONAC Cameroun évalue le préjudice global lié aux détournements de fonds publics à environ 2,8 milliards d'euros sur la période allant de 1998 à 2004.

[67] Cette expression se retrouve chez DJILA, (R.), « Libres propos sur la sanction pénale de la violation des procédures de passation des marchés publics au Cameroun », *RSC*, n°4, 2014, p.765.

[68] Article 184 (1) code pénal camerounais.

[69] De 1997 à 2021, on note un détournement de fonds publics de 8674 milliards de FCFA : compilation des arrêts définitifs des déclarations de débet du Tribunal Criminel Spécial / Chambre des comptes.

[70] Chapitre I du titre I.

Le critère objectif, qui caractérise l'élément politique dans la détermination des infractions d'atteinte à la sûreté de l'État, touche aussi bien l'acte que la personne et même le moment de la commission de l'acte. Mais toutes les agressions contre les hommes politiques ne sauraient être qualifiées d'atteintes à la sûreté de l'État. C'est dans ce cas que le moment[71] de la commission de l'acte est crucial. On admet également qu'une infraction, perpétrée contre un homme politique, garant de la nation ou d'une mission d'intérêt public, dans l'exercice de ses fonctions, soit comprise comme une atteinte à la sûreté. L'idée majeure qui se dégage ici est la valeur attribuée à l'homme politique. Ce dernier représente l'État par conséquent, tous les actes visés contre lui tendent implicitement à déstabiliser ce qu'il représente[72]. A titre d'illustration, un homme politique peut être victime de diffamation[73] -305 code pénal camerounais-, d'assassinat[74] -276 code pénal camerounais- etc.

L'élément politique fait ressortir quatre points essentiels dans la détermination des atteintes à la sûreté de l'État : la nature de l'acte, la qualité des protagonistes, le moment de la commission de l'acte et de sa finalité. Bien qu'il existe une énumération législative des atteintes à la sûreté, il ressort que certaines infractions de droit commun méritent d'être requalifiées par rapport à leur contexte ou leur cible. Cette prédominance du politique impose de vérifier l'effectivité des garanties offertes par l'appareil judiciaire.

II- L'HYPOTHETISME DE L'ELEMENT JURIDIQUE DANS LA REPRESSION DES ATTEINTES A LA SURETE DE L'ÉTAT

L'hypothétisme désigne le caractère de ce qui est hypothétique c'est-à-dire fondé sur les suppositions. L'élément juridique est hypothétique dans la répression des atteintes à la sûreté de l'État, parce que sa consistance est apparente (A) d'où sa fragilité dans la pratique (B).

L'existence de la règle de droit se manifeste par la coercition[75] étatique imposant que tout manquement qualifié soit soumis à l'appréciation des juridictions. En matière pénale, la sanction se présente comme le but visé par la norme[76] c'est-à-dire qu'elle constitue le corollaire nécessaire de l'incrimination : l'interdit a été commis il faut le réparer en punissant le coupable. La

[71] Le moment est défini par le gouvernement qui décide par exemple que, la période électorale s'étend de telle période à telle autre ; c'est lui qui va décréter la situation d'état d'urgence ou d'exception.
[72] ROSS (J. I.), *An introduction to political crime,* Bristol, Policy Press, 2012, pp. 115 et s.
[73] Certains penseurs ont tôt fait de parler de diffamation politique : DESBROSSES (M.), « Les contours de la diffamation politique », *La Semaine Juridique-Edition Générale,* n°23, 2022, pp. 1045-1051.
[74] Plusieurs chefs d'État en fonction ont été victimes d'assassinat : Idriss Deby Itno en 2021, Laurent Désiré Kabila en 2001, Mouammar Kadhafi en 2011et bien d'autres.
[75] GARE (T.) et RAYNAUD (A.), *Introduction à l'étude du droit*, Paris, Ellipses, coll. Spécial Droit, 2ième éd., 2021, pp. 13-30 ; TERRE (F.) et MOLFESSIS (N.), *Introduction générale au droit*, Paris, Dalloz, coll. Précis, 15ième éd., 2023, pp. 30 et s.
[76] LOBE LOBAS (M.), *Le droit pénal en schémas*, Paris, Ellipses, 6ième éd., 2025, 370p.

particularité de la répression des atteintes à la sûreté de l'État réside dans la nature des juridictions saisies et la gravité des peines encourues. L'examen des structures judiciaires permet de faire une analyse de la cartographie des cours et des tribunaux ainsi que leurs fonctions ; tandis que la sanction encourue permet de mesurer, d'une certaine manière, son effectivité[77], son efficacité[78] ; la valeur accordée à la société[79] ayant subi l'offense et, la valeur du système politique[80].

A- Une consistance apparente

L'assise juridique de la répression s'apprécie à travers l'organisation des tribunaux (1) et le régime des sanctions applicables (2).

1- L'architecture des juridictions répressives

Au sens institutionnel, le tribunal s'entend comme l'organe étatique investi du pouvoir de juger et d'appliquer le droit aux litiges dont il est saisi. Bien qu'il existe plusieurs définitions, toutes se rejoignent autour de la même idée à savoir : dire le droit[81]. Au sens théorique, le tribunal renvoie au pouvoir et au devoir de dire le droit[82]. Au sens pratique, qui sied à notre réflexion, il est un « *organisme institué pour trancher les litiges qui lui sont soumis* »[83]. La typologie des juridictions, amène à ne retenir que les juridictions répressives car elles sont chargées de juger les infractions d'atteintes à la sûreté de l'État. Parmi celles-ci, il existe des juridictions de droit commun et les juridictions d'exception.

- Les juridictions de droit commun

Les juridictions de droit commun[84] connaissent des infractions criminelles et pécuniaires sous réserve des attributions formelles dévolues aux juridictions spécialisées. L'organisation judiciaire[85] camerounaise est originale[86] à cause de l'héritage colonial et de la préservation des

[77] TZUTZUIANO (C.), *L'effectivité de la sanction pénale*, Paris, LGDJ, coll. Thèses, 1ière éd., 2020, p. 1.
[78] DE CHARRETTE (H.), *Réflexions sur l'efficacité de la sanction pénale*, Paris, Economica, 2003, 70p.
[79] MISTRETTA (P.) et al (dir.), *L'empreinte des valeurs sociales protégées en droit pénal,* Paris, Dalloz. 2020, 136p.
[80] Nous pensons que la sanction infligée à un délinquant témoigne à suffisance du système politique. Dans un régime autoritaire ou dictatorial, la sanction est sévère. Dans les systèmes dites démocratiques, on s'attarde sur les droits de l'homme et on évite l'application de la peine suprême. C'est le cas par exemple du Cameroun où la peine de mort est devenue de plus en plus désuète.
Le système politique permet également de déceler le système de politique criminelle : DELMAS-MARTY (M.), *Les grands systèmes de politique criminelle*, op. cit.
[81] NURET (B.), « Juridiction » in KADA (N.) et MATHIEU (M.) (dir.), *Dictionnaire d'administration publique*, Grenoble, PUF, 2014, p. 286.
[82] Idem.
[83] Dictionnaire Larousse en ligne sur www.larousse.fr et consulté le 11 mars 2024.
[84] Le droit commun est l'ensemble des règles juridiques applicables à toutes les situations qui ne sont pas soumises à des règles spéciales ou particulières.
[85] GOUDEM (J.), *L'organisation juridictionnelle au Cameroun*, Thèse de 3ième cycle en droit privé, Université de Yaoundé, 1985.
[86] L'originalité de l'organisation judiciaire au Cameroun réside dans le pluralisme judiciaire avec la coexistence du droit écrit et du droit traditionnel ; un mélange de la Common Law et du système romano-germanique ; l'évolution historique avec une multitude de textes.

coutumes[87] surtout en matière civile. Elle est exercée par le pouvoir judiciaire qui s'articule autour des cours et tribunaux. La loi n°2006/015 du 29 décembre 2006 portant organisation judiciaire, modifiée et complétée par la loi n°2011/027 du 14 décembre 2011 définit les compétences[88] personnelles, territoriales et matérielles des tribunaux de première et grande instance ainsi que celles des cours d'appel et de la cours suprême. En principe, il convient de relever que le tribunal de grande instance est compétent pour juger les crimes et de délits connexes[89] par conséquent, des infractions d'atteinte à la sûreté de l'État. Toutefois, une dualité de compétence apparait dès lors que, le code de justice militaire s'attribue la connaissance d'infractions pourtant incriminées par le code pénal telles que, l'espionnage, les bandes armées et les actes dont on fait usage d'une arme.

- Les juridictions d'exception

A l'opposé des juridictions de droit commun, les juridictions d'exception[90] ou juridictions spécialisées désignent « *les tribunaux dont un texte spécial prévoit la répartition des compétentes* »[91]. Il s'agit des instances expressément prévues par des textes qui définissent leurs compétences en fonction du but de leur création. Principalement, on compte deux juridictions spécialisées compétentes pour les atteintes à la sûreté de l'État : la Haute cour de justice[92] et la Cour de sûreté de l'État[93]. Dans une certaine mesure, on peut citer le tribunal militaire puisque les actes perpétrés font généralement usage des armes. *De lege feranda*, on pourra évoquer le tribunal criminel spécial si l'on admet le détournement des deniers publics comme une agression à la sûreté de l'État. Mais cette dernière juridiction ne sera pas analysée ici[94] puisqu'il s'agit du droit en perspective.

---

[87] La survivance des juridictions traditionnelles en est une illustration car la coutume n'est ni répugnante, ni incompatible avec la justice naturelle, l'équité et la bonne conscience et pas incompatible non plus avec la loi en vigueur : ordonnance des tribunaux de 1948, ch. 142. Le décret n°69/DF/544 du 19 décembre 1969 fixant l'organisation judiciaire et la procédure devant les juridictions traditionnelles au Cameroun oriental, modifié par le décret n°71/DF/607 du 03 décembre 1971 portant organisation des juridictions traditionnelles du Cameroun oriental, complété par la loi n°19/4 du 29 juillet 1979 définissant les contours relatifs aux juridictions traditionnelles.

[88] Il ne s'agit pas de faire une étude sur les compétences des juridictions de premier et second degré, compétentes en matière de sûreté mais plutôt, de faire une observation critique de ces juridictions en décelant des insuffisances en vue de proposer des mélioratifs.

[89] Article 18 (1-a) de la loi n°2006/015 du 19 décembre 2006 portant organisation judiciaire au Cameroun.

[90] GARCIN (C.), *La notion de juridiction d'exception en droit pénal : pour une nouvelle classification,* thèse, Université Jean Moulin-Lyon 3, 1987, 755p.

[91] Notes contenues dans le site de la Direction de l'information légale et administrative de l'Etat français : https://www.vie-publique.fr consulté le 13 mars 2024.

[92] Créée par la loi constitutionnelle du 2 juin 1972 dans son article 34, modifiée par la loi n°84/1 du 4 janvier 1984 modifiant l'ordonnance 72/7 du 26 aout 1972, la Haute cour de justice connait : des actes de haute trahison commis par le président de la république ; des complots contre la sûreté de l'Etat commis par les ministres, les secrétaires d'Etat et leurs complices.

[93] Créée par la loi n°90/060 du 19 décembre 1990, la Cour de sûreté de l'Etat est compétente pour les atteintes contre la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat.

[94] Voir le B du II.

A l'observation, la Haute cour de justice connait trois grandes limites. D'abord la limite est personnelle car, cette juridiction ne juge que le président de la république et les membres du gouvernement, en exercice, en cas de complot contre la sûreté de l'État. Il va de soi qu'une fois le mandat écoulé, les anciens dirigeants ne sauraient être poursuivis devant cette cour. Ensuite, elle est matérielle car se limite aux actes de complots contre la sûreté. Quid des autres infractions commises par ces personnalités ? Enfin, la plus grande insuffisance de cette cour est qu'elle n'a jamais fonctionné depuis sa création. On s'interroge sur le maintien législatif de cette juridiction. En droit comparé, beaucoup de pays à l'instar du Burkina Faso souhaitent enlever cette juridiction de leur appareil judiciaire car ils estiment qu'elle est contraire à la démocratie.

Quant à la Cour de sûreté de l'État, le vent de la démocratie qui a soufflé dans les années 90, a favorisé ou alors est l'instigateur de la création de cette juridiction. Certains penseurs ont même estimé qu'on a voulu protéger le pouvoir contre l'opposition[95]. Cependant, le manque de clarté des critères de qualification des infractions soumises à son examen altère l'efficacité de son contrôle. Son régime procédural exorbitant ne sied pas aux objectifs attendus d'elle. Il est vrai que le caractère ambigu de la définition de ces infractions fasse défaut mais, le contexte de création[96] de cette cour amène à penser plus à un régime dictatorial que démocratique. L'efficacité de cette cour repose donc sur la forme du système politique.

S'agissant du tribunal militaire[97], sa création, son organisation et son fonctionnement sont issus de la loi n°2008/015 du 29 décembre 2008 portant organisation judiciaire militaire et fixant les règles de procédure applicables devant les juridictions militaires et la loi n°2017/012 du 12 juillet 2017 portant code de justice militaire au Cameroun. Cette instance concerne essentiellement le personnel militaire, caractérisé par l'ordre et la discipline[98]. Cette juridiction s'est vue attribuer la compétence de juger les civils dès lors que le matériel de guerre est impliqué et lors des actes de terrorisme[99]. Les atteintes à la sûreté, où le matériel militaire est utilisé, sont poursuivies devant le tribunal militaire. A l'analyse, deux situations semblent préoccupantes : il s'agit de l'importance de cette juridiction et des personnes qui y sont poursuivies. Pour le premier cas, la spécialisation[100]

[95] GOUDEM (J.), « La cour de sûreté de l'État au Cameroun : étude critique de la loi n°90/060 du 19 décembre 1990 », *African Journal of International and Comparative Law*, vol. 9, n°2, 1997, pp. 349-373.
[96] Idem.
[97] TOKWENE A NDJOKOU ELOUBWE ILATE, « Le droit pénal militaire camerounais : combat inégalitaire entre normalisation et spécialisation d'un droit exceptionnel », *The Military Law and the Law of War Review,* vol. 57, 2019, pp. 377-410
[98] Le décret n°2007/199 du 07 juillet 2007 portant règlement de discipline générale dans les forces de défense au Cameroun en est l'instrument juridique.
[99] OLINGA (A. D.) (dir.), *Justice militaire et lutte contre le terrorisme au Cameroun*., Paris, L'Harmattan, 2022, 238p.
[100] TOKWENE A NDJOKOU ELOUBWE ILATE, « *Le droit pénal militaire camerounais : …* », op. cit.

de cette juridiction en est une illustration d'où son maintien[101] ; aussi, la protection des droits des militaires, dans un contexte de paix ou de guerre, favorise la lutte contre la criminalité car, le militaire est au service de l'État[102]. Pour le second point, la sphère des personnes poursuivies devant le tribunal militaire s'étend aux civils chaque fois qu'ils sont indexés dans des infractions relevant de sa compétence. L'inquiétude apparait sur l'étendue du degré d'implication des civils[103] dans la mesure où l'on sait qu'ils agissent, la plupart du temps, sous l'effet de la contrainte et de la complicité. En droit français, certaines infractions militaires sont dévolues aux juridictions de droit commun sous réserve de quelques particularités et du code de justice militaire[104]. La composition du tribunal change lorsqu'un militaire a commis une infraction de droit commun : on fait appel aux magistrats civils qui jugent selon les règles de droit commun[105]. Cela suscite des spéculations quant aux frontières de cette juridiction[106]. En droit camerounais, les infractions de droit commun, commises par des militaires sont du ressort des tribunaux de droit commun.

Juridictions de droit commun et juridiction d'exception traduisent une volonté de renforcer la répression. La mixité de ces deux ordres relève d'un souci d'efficacité de la répression. Les tribunaux, ainsi que les sanctions prononcées, rendent compte de l'aspect juridique de cette notion.

2- Le régime des sanctions

La sanction[107] est assurément le nœud du procès pénal et le but visé[108] par l'incrimination. Elle s'entend au sens péjoratif comme une punition et au sens positif comme une récompense. La sanction ici sera perçue comme la peine infligée à l'auteur d'une infraction. L'intérêt de ce paragraphe pourrait être d'une part, la valeur sacrée de l'État qui se protège et par conséquent protège ses citoyens et, d'autre part, l'efficacité de la prévention des actes illégaux quand-on sait que l'une des fonctions de la peine est préventive. S'il existe une nomenclature précise des peines,

[101] Idem.
[102] EVA OYONO (J. B.), *Le tribunal militaire au Cameroun : une juridiction à compétence spéciale résolument au service de l'Etat,* mémoire ENAM, 2013-2015.
[103] Une autre critique est née avec le procès de certains opposants du régime devant le tribunal militaire selon le magazine Jeune Afrique en ligne sur www.jeuneafrique.com consulté le 16 mars 2024.
[104] MERLE (R.) et VITU (A.) *Traité de droit criminel,* op. cit.
[105] Idem.
[106] « *(…) certes le point de départ en ce qu'elle n'a pas promu les tribunaux militaires au rang des juridictions ordinaires dont ils appliquent en partie les règles les régissant. Le point d'arrivée quant à lui incertain dans la mesure où si la législation actuelle dit de ces tribunaux qu'ils sont des juridictions à compétence spéciale, la frontière de démarcation avec les juridictions d'exception n'est en revanche pas rigoureusement établie.* » : TOKWENE A NDJOKOU ELOUBWE ILATE, « *Le droit pénal militaire camerounais : …* », op. cit.
[107] MASCALA (C.), (dir.), *A propos de la sanction, Toulouse,* Presses de l'université de Toulouse Capitole, coll. Travaux de l'IFR, 2008, 204p.
[108] VAN DE KERCHOVE (M.), « Les fonctions de la sanction pénale : entre droit et philosophie », *Informations Sociales,* n°127, 2005, pp. 22 et s.

il est à noter qu'une rigueur à géométrie variable est observée en fonction des juridictions : elles sont élevées dans les juridictions d'exception et, amoindries dans les tribunaux de droit commun.

- Des sanctions moins élevées dans les juridictions de droit commun…

La moindre sévérité des peines prononcées dans les juridictions de droit commun s'explique par la logique fondamentale du droit pénal général, qui privilégie la réinsertion sociale, l'individualisation de la sanction et la protection des libertés individuelles face à la délinquance ordinaire. Les infractions, portées devant les tribunaux de droit commun, ne mettent pas en péril l'existence de l'État ou sa souveraineté. Au sein de ces juridictions on note l'exercice des voies de recours qui permet de faire des corrections sur les excès des premiers juges ; les faits peuvent être requalifiés, ce qui favorise la diminution de la peine. Parmi ces peines on peut citer : les peines principales (peine de mort, emprisonnement et amendes), les peines accessoires à savoir : les confiscations (art. 118, 119 et 120 code pénal camerounais) et les déchéances (art. 121 code pénal camerounais). Le taux de peine infligée peut-être influencé par les circonstances atténuantes ou aggravantes.

Pour les infractions politiques, le régime de la sanction est obscur en raison même de l'ambigüité de l'infraction d'où le recours aux juridictions d'exceptions. Les articles 104-105-106 du code pénal semblent atténuer les peines de ces agressions touchant à la sûreté. En effet, en lieu et place de la peine de mort, ce sera l'emprisonnement à vie ; certaines peines privatives de liberté ne peuvent excéder 10 ans ou 05 ans. En cas de non-dénonciation en temps de paix, l'article 105 du code pénal camerounais parle d'un maximum de 05 ans d'emprisonnement.

Pour les détournements des biens publics, le code pénal[109] punit en fonction de la valeur de l'objet détourné. Les circonstances atténuantes[110] sont prévues ; le sursis peut être accordé[111] ; la confiscation et les déchéances[112] sont prévues de même que la publication de jugement[113]. Le tribunal criminel spécial est l'instance d'exception en matière de détournements des biens publics[114] lorsque la valeur du bien est égale ou supérieure à 50.000.000 (cinquante millions) de francs. C'est dire donc que la loi de 2006 modifiée et complétée par celle de 2011 portant organisation judiciaire va au-delà du code pénal. Toutefois, ce texte ne mentionne pas clairement la valeur des biens détournés en matière pénale.

[109] Article 187 code pénal camerounais.
[110] Idem, alinéa 2.
[111] Idem.
[112] Idem, alinéa 4.
[113] Idem, alinéa 5.
[114] Article 2 loi n°12/011 du 16 juillet 2012 portant création du tribunal criminel spécial.

- …Aux sanctions plus élevées dans les juridictions d'exception

La sévérité avérée des sanctions au sein des juridictions d'exception repose sur plusieurs facteurs. La compétence souvent exclusive ou nationale de ces tribunaux vise à adresser une réponse pénale[115] ferme et exemplaire, à l'ensemble du corps social, répondant à un impératif de dissuasion nationale. En outre, la valeur sociale protégée touche aux intérêts fondamentaux de la Nation telles que, la sûreté, la souveraineté et la sauvegarde de la fortune publique. L'absence ou la limitation des voies de recours peut également être considérée comme une raison d'alourdissement effectif des peines prononcées.

En guise d'illustration, la Cour de sûreté de l'État inflige généralement la peine de mort : peine de mort en cas d'hostilités contre la patrie[116]; peine de mort en cas d'espionnage et de trahison avec une puissance étrangère[117]. En temps de crise (guerre, état d'urgence et de nécessité), la peine de mort est recommandée s'il y a sécession [118], guerre civile [119] etc. Les peines accessoires [120] accompagnent généralement les peines principales ainsi que les peines professionnelles en fonction du statut du coupable. Pour la peine privative de liberté, elle peut être limitée ou illimitée. La problématique de cette juridiction réside sur le fait qu'en pratique, elle n'a quasiment jamais fonctionné. Certaines affaires[121] qui lui sont en principe dévouées, sont jugées par le tribunal militaire.

La Haute cour de justice quant à elle, vote la peine à appliquer à la majorité du collège des juges avant de la prononcer. En cas d'égalité de voix, la peine la plus forte sera prononcée. Le même procédé se fait au moment de la reconnaissance de culpabilité. Ces peines sont tirées dans le droit pénal commun mais elles sont généralement majorées.[122]

Devant le tribunal militaire, le régime des peines est également à l'image du droit pénal et varie en temps de paix ou de guerre. Les sanctions se rapprochent de celles de la Cour de sûreté : d'ailleurs une des compétences matérielles du tribunal militaire est l'atteinte à la sûreté. Toutefois, on déplore l'absence des voies de recours. Le tribunal militaire, face à la crise anglophone

[115] NANGA NTONGA (R. N.), « La réponse pénale de l'État au phénomène criminel en droit camerounais », *RARJP,* vol. 2, n°12, 2023, pp. 61-84.
[116] Article 102 code pénal camerounais.
[117] Article 103 code pénal camerounais.
[118] Article 111 code pénal camerounais.
[119] Article 112 code pénal camerounais.
[120] Il s'agit des confiscations (articles 118-120 code pénal camerounais) et des déchéances (article 121 code pénal camerounais). Il y'a aussi des destitutions, des exclusions, des incapacités d'être juré, assesseur ou autre, des interdictions d'être tuteur, de porter des décorations etc., des interdictions d'exercer certains métiers etc.
[121] Affaire de sécession d'Ambazonie Ayuk Tabe et autres (2019/2026), affaire en attente d'un second examen de la Cour d'appel.
[122] Les notes sur la Haute cour de justice ont été tirées sur la page de l'Association des Hautes Juridictions de Cassation des pays ayant en partage l'usage du français : www.ahjucaf.org consulté le 26 mars 2024.

(Cameroun) et au contentieux du terrorisme essuie plusieurs critiques. Le Barreau du Cameroun[123] dénonce la justice militaire pour juger les civils[124] car, cela constitue, selon la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, la violation du principe du juge naturel. De plus, il critique certaines qualifications contenues dans la loi n° 2014/028 du 23 décembre 2014 portant répression des actes de terrorisme. C'est le cas par exemple de la désobéissance civile pacifique, des grèves, et comme sanction, la peine de mort pour les infractions à coloration politique. On peut également mentionner la violation des droits de la défense[125].

De son côté, le tribunal criminel spécial a déjà redu plusieurs arrêts[126] depuis sa création où l'on note un taux d'emprisonnement élevé et l'innovation de la restitution du corps du délit (qui n'est pas automatiquement une condition de l'arrêt des poursuites) [127] en contrepartie du remboursement intégral des sommes détournées.

Le régime des sanctions, observé dans les juridictions[128] d'exception laisse transparaitre plusieurs observations. Au plan procédural, la procédure appliquée dans les juridictions d'exception n'est pas très différente de celle de droit commun. Pourtant, on pourrait dire à juridiction spéciale, procédure spéciale. Concernant la compétence : si au niveau de la composition des membres, il y'a un décalage entre les deux formes de juridiction, il plane néanmoins un brin de subjectivité dans certains cas. Par exemple, l'expression de la majorité observée au niveau de la Haute cour de justice met en avant la relativité de la répression, tel est aussi le cas pour l'influence de la personne poursuivie et l'ambiguïté du régime procédural. Il est vrai qu'au sein du tribunal militaire, le problème a été tranché avec au siège, un membre d'un grade plus élevé par rapport à celui de la personne poursuivie ; mais il existe une solidarité dans tous les corps. Bien plus, l'exercice de la sanction n'est pas toujours aisé car, il peut se heurter aux droits de l'homme[129]

[123] Rapport du Conseil de l'Ordre des Avocats au Barreau du Cameroun sur le procès Ayuk Tabe et autres, août 2019 disponible sur www.cib-avocats.org consule le 26 septembre 2026.

[124] Rapport conjoint Barreau du Cameroun / American Bar Association (2020-2024) sur l'évaluation de la compétence des tribunaux militaires à l'égard des civils et l'application de la loi antiterroriste au Cameroun disponible sur la page officielle de American Bar Association www.americanbar.org consulté le 26 septembre 2026.

[125] Rapport de l'ONG Amnesty international du 4 juillet 2023 disponible sur www.amnesty.org consulté le 26 septembre 2026.

[126] Arrêts : n°002/Crim/TCS du 31janvier 2013 *(Aff. MP et Cameroon Civil Aviation Autority c/ Ntongo Onguene et Fotso Yves);* n°007/CRIM du 21 mars 2014 *(MP et Minfi c/ N.)* ; n°022/ADD/Crim/TCS du 27 décembre 2018 *(aff. MP et MINFI et ministère des transports c/ Ebong Bomba Simon Pierre et consorts)* ; n°004/Crim/TCS du 19 mars 2019 *(aff. MP Minfi et CRTV c/ Gervais Mendo Ze) ;* n°21/Crim/TCS du 30 octobre 2019 (*aff. MP et Camtel c/ Minkandi Fam Charles et Nguiamba Nloutiri Emmanuel) …*

[127] MGBA NDJIE (M. J. S.), « L'efficience discutée de la restitution du corps du délit devant les juridictions répressives camerounaises », *Pyramides*, 28/2016, pp. 165-203.

[128] L'élargissement de de la carte des juridictions au Cameroun est à saluer. En celui-ci, nous voyons l'administration d'une bonne justice, la recherche efficace de la vérité et de la lutte contre la criminalité. Il n'en demeure pas moins que les critiques constructives permettent l'amélioration de son fonctionnement.

[129] Lorsqu'on veut appliquer par exemple la peine de mort.

et aux soulèvements populaires[130]. Ce qui a pour conséquence une certaine indulgence[131] vis-à-vis des auteurs de ces actes et surtout qu'un certain dicton dit que « *le criminel politique d'aujourd'hui peut devenir le héros de demain* ».

Le formalisme observé dans le régime des sanctions affiche une certaine vulnérabilité quant aux réalités contextuelles relatives à sa mise en œuvre. Cela engendre dès lors, une fragilité pratique de l'élément juridique.

B- Une fragilité pratique de l'élément juridique

L'élément juridique est fragile à cause, principalement, de la raison d'État[132]. Cette vulnérabilité se traduit par des imprécisions législatives ou des interprétations jurisprudentielles extensives rendant la frontière entre le légal et l'arbitraire particulièrement poreuse (1). Il convient dès lors de rechercher des solutions afin de pallier à cette fragilité (2).

1- La porosité entre le légal et l'arbitraire

De manière abécédaire, la porosité renvoie à l'idée d'absence de limite. Il s'agit en effet de démontrer, qu'en matière d'atteinte à la sûreté, l'État n'hésite pas à dépasser la cadre juridique existant.

En matière d'extradition[133], le Cameroun a eu à ignorer les règles y relatives dans l'affaire Ayuk Tabe et ses partisans. En effet, le 5 janvier 2018, le leader séparatiste Ayuk Tabe et ses partisans ont été arrêtés à Abuja au Nigeria puis remis aux autorités camerounaises pourtant, certains d'entre eux avaient le statut de réfugiés[134]. Cela peut sembler paradoxal mais, en 1996, le Cameroun refusa d'extrader le Rwandais Théoneste Bagosora et ses partisans au motif que la procédure d'extradition était illégale. Il va de soi que, lorsque la sûreté est menacée, la raison d'État l'emporte.

---

[130] Notamment dans les infractions politiques.

[131] L'indulgence commence par le statut de la personne poursuivie (qui peut avoir une immunité) pour terminer dans l'exécution de la peine avec des remises, des grâces et des acquittements. LARGUIER (J.), *Le droit pénal*, Paris, PUF, 16ième éd., 2005, 128p.

[132] « *La raison d'État désigne l'exigence d'un intérêt supérieur de la collectivité politique qui dicte au gouvernement une action pouvant, selon les cas, enfreindre les règles de la moralité commune, du droit commun, voire de la légalité positive en vigueur*. » : ALLAND (D.) et RIALS (S.) (dir), *Dictionnaire de la culture juridique,* Paris, PUF / Lamy, 2003, p.1297.

[133] L'extradition est l'opération par laquelle un État accepte de livrer un individu, se trouvant sur son territoire, à un autre État : CORNU (G.), *Vocabulaire juridique*, op. cit., p.441.

[134] Site du service francophone de la Voice of America disponible sue www.voaafrique.com , consulté le 27 septembre 2026.

Dans le cadre de la restriction des libertés pré jugement, les délais légaux prévus[135] par la réglementation en matière de garde à vue[136] et de détention provisoire[137] sont parfois ignorés lorsqu'on estime qu'il s'agit d'une atteinte à la sûreté. Dans le même ordre d'idées, on peut également évoquer le mépris des droits de la défense[138].

Cette analyse démontre l'influence du politique dans le judiciaire malgré l'existence d'un cadre normatif. Il convient dès lors de dépasser ce constat critique afin d'envisager des solutions.

2- Les palliatifs à titre de droit prospectif

Le droit prospectif offre des pistes de réflexion visant à rationaliser la répression tout en adaptant les institutions aux réalités contemporaines.

S'agissant des infractions. Une réforme cohérente devrait impérativement revoir la nature des infractions dites ''mixtes'' (l'espionnage, les bandes armées et les actes dont on fait usage d'une arme) qui sont en réalité sanctionnées par le code de justice militaire bien qu'elles soient inscrites dans le code pénal. A l'avenir, il s'agirait de clarifier si ces actes relèvent d'une logique purement criminelle ou d'une logique de guerre, afin de limiter la compétence des tribunaux militaires aux faits strictement opérationnels.

De plus, le détournement de biens publics doit être considéré comme une atteinte à la sûreté de l'État. En effet, si on considère que dans les atteintes à la sûreté, l'élément moral est la volonté consciente de porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la République, dans l'infraction de détournement, cet élément est la volonté délibérée et consciente de s'approprier des fonds appartenant à toute la collectivité publique ; or, qui dit collectivité publique dit État. Par conséquent, le détournement des deniers publics porte atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation. Pour ce qui de l'élément matériel, les deux infractions visent à ''secouer l'État'' en paralysant le bien-être des populations.

S'agissant des juridictions. La criminalisation croissante des infractions politiques et l'absence de juridictions spécialisées pour certains cas, amènent à penser à l'instauration d'une ''chambre politique'' au sein des juridictions de droit commun pour un rendement optimum dans

[135] Pour la garde à vue lire les art. 112 et s. du code de procédure pénale camerounaise où celle-ci est de 48h renouvelable deux fois. En ce qui concerne la détention provisoire, elle est de 6 mois, renouvelable deux fois : art. 218 et s. du même code.

[136]Garde à vue prolongée : affaire des ''Emeutes de février 2008''suite aux manifestations contre la vie chère et la révision de la constitution.

[137] Affaire Urbain Olanguena Awono, affaire Amadou Vamoulké … : Rapport de la société civile à l'examen de l'Etat du Cameroun pour le comité des Nations Unies contre la torture au cours de la 81ième session, en application de l'article 19 de la convention en novembre 2024.

[138] Affaire Ayuk Tabe et ses partisans où la garde à vue a été secrète en refusant aux détenus l'accès à leurs Avocats, familles, médecins : Rapport de la société civile à l'examen de l'Etat du Cameroun pour le comité des Nations Unies contre la torture au cours de la 81ième session, en application de l'article 19 de la convention en novembre 2024.

la lutte contre les atteintes à la sûreté lorsque celles-ci ne sont pas dévolues aux juridictions spécialisées. Cela permettrait de mieux traiter ces infractions avec une expertise spécifique, évitant ainsi les dispersions de procédure. De plus, avec les limites d'ordre matériel de la Cour de sûreté de l'État[139] et de la Haute cour de justice[140], on pourrait songer à la création d'une juridiction semblable à la cour de justice de la république[141] française pour juger tous les actes délictueux commis par les membres du gouvernement. Cette réforme à elle seule ne saurait garantir la sécurité juridique d'où le basculement vers l'objectivité de l'élément politique.

En somme, le droit offre un cadre formel aux atteintes à la sûreté de l'État. Ce cadre demeure souvent tributaire de l'opportunité politique. L'élément juridique est ''hypothétique'' car il s'éclipse derrière l'urgence de la sauvegarde du régime. La recherche des solutions en droit prospectif vise ainsi è transformer cette notion en une véritable catégorie juridique protectrice de l'intérêt général.

Conclusion : vers l'objectivité[142] de l'élément politique

Tendre vers l'objectivité de l'élément politique dans la notion d'atteinte à la sureté de l'État c'est examiner son importance. Elle s'avère indispensable à la cohérence du système judiciaire. En rationalisant le critère politique de cette infraction, on circonscrit plus rigoureusement ses contours. Cette démarche vise, en substance, à fixer avec précisions les éléments constitutifs des atteintes à la sûreté de l'État, offrant ainsi au juge un socle matériel tangible sur lequel fonder sa décision. De plus, l'objectivité permet de préserver la neutralité du magistrat. Si le critère politique demeure subjectif, le juge court le risque de devenir l'instrument d'une justice de circonstance. En ancrant l'infraction d'atteinte à la sûreté dans une réalité objective, on garantit que la répression repose sur une norme établie et non sur l'appréciation fluctuante du climat politique. Enfin, l'objectivité de l'élément politique est la garantie de l'acceptation sociale de la peine. En effet, pour que la peine soit acceptée socialement, elle ne doit pas paraitre comme arbitraire. En déterminant le contenu des atteintes à la sûreté de l'État, on démontre que la sanction n'est pas dirigée contre une opinion, mais contre un acte matériellement dangereux pour l'État.

La substance de la notion d'atteinte à la sûreté de l'État réside dans sa nature intrinsèquement hybride, au confluent du droit et de la politique. Dissocier ces deux dimensions

[139] Aujourd'hui, le tribunal militaire et les juridictions de droit commun sont compétents pour les infractions d'atteinte à la sûreté interne et externe de l'Etat.
[140] Elle n'est pas encore fonctionnelle à ce jour.
[141] Juridiction française créée par la loi constitutionnelle du 27 juillet 1993.
[142] L'objectivité est la « *représentation exacte de la réalité matérielle ou juridique ; aptitude à en rendre fidèlement compte dans le discernement et la probité, sans préjugé, partialité ni arbitraire, qualité essentielle de jugement* » : CORNU (G.), *Vocabulaire juridique*, Paris, PUF, 10ième éd., 1987, p. 698.

conduirait à une analyse incomplète : le droit (privé) d'ancrage politique deviendrait une coquille vide, tandis que la politique affranchie du droit basculerait alors dans l'arbitraire. Seule, une grille de lecture croisée permet d'appréhender la réalité du concept. Cette synthèse met toutefois en lumière la prédominance constante de la logique politique sur la rigueur juridique. Cette prévalence transforme la sûreté de l'État en une notion élastique, exposée aux manipulations du pouvoir d'État. Dès lors, une interrogation subsiste : la seule clarification conceptuelle de l'atteinte à la sûreté de l'État suffira-t-elle à garantir une répression juste tout en préservant l'État de droit contre les dérivations autoritaires ?

La prolifération des objets usés dans les rues de Bamako constitue-t-elle un danger pour la santé et la sécurité du consommateur ?

Does the proliferation of used objects in the streets of Bamako constitute a danger to consumer health and safety?

Par :

Boubacary DIALLO

Enseignant-Chercheur à l'Université Kurukanfuga de Bamako (UKB)-Mali

Résumé :

Cet article analyse, à partir du droit malien, du droit de l'UEMOA et des instruments internationaux pertinents, le régime applicable aux biens usés proposés dans l'espace public à Bamako. Il distingue le bien d'occasion encore utilisable, le produit dangereux et le déchet, puis examine les conséquences de chaque qualification pour l'information, la garantie, la saisie, le retrait et la gestion de la fin de vie. L'étude montre que les textes offrent plusieurs outils de protection, mais que leur efficacité dépend de l'identification des opérateurs, de la vérification de l'état des biens, de la traçabilité et de la coordination des autorités. Elle propose une surveillance fondée sur le risque et une traçabilité proportionnée, afin de protéger le consommateur sans supprimer les bénéfices économiques du réemploi.

Mots clés : Objets – Usés – Consommateur – Santé – Sécurité -Bamako.

Abstract:

This article analyzes, based on Malian law, UEMOA law and relevant international instruments, the regime applicable to used goods offered in public spaces in Bamako. It distinguishes between second-hand goods that are still usable, dangerous products and waste, then examines the consequences of each qualification for information, warranty, seizure, withdrawal and end-of-life management. The study shows that the texts offer several protection tools, but that their effectiveness depends on the identification of operators, verification of the condition of goods, traceability and coordination of authorities. It offers risk-based monitoring and proportionate traceability, in order to protect the consumer without removing the economic benefits of reuse.

Keywords : Objects – Used – Consumer – Health – Safety -Bamako.

Introduction

La civilisation industrielle et le développement du commerce ont fait apparaître un nouveau fléau social : le défaut de sécurité des produits et services[1]. L'utilisation de certains produits ou services provoque parfois de véritables catastrophes, comme le sang contaminé par le virus du sida[2]. Ainsi, on pourrait citer de nombreux exemples des produits et services qui sont largués quotidiennement sur le marché ; des aliments soit avariés, soit périmés, soit un défaut dans la fabrication, soit de la présence des composants dangereux pour la santé, soit d'un étiquetage erroné, soit des vêtements déjà portés, soit des matelas déjà utilisés, soit des appareils électriques réparés, des téléphones reconditionnés, des batteries, des pièces détachées, des meubles récupérés, de jouets dangereux et divers objets dont l'état demeure difficile à apprécier au premier regard.

Pourtant, la complexité croissante des produits (voir par ex., aujourd'hui à Bamako la vente abusive des objets usés dits ''Caches'' sur les trottoirs, le long des voies de circulations et dans les espaces laissés libres entre les quartiers, les gares et les zones marchandes) et des services mis sur le marché rend les accidents plus fréquents et leurs conséquences plus graves[3].

Il conviendrait alors d'expliciter certaines notions.

Selon MAINGUY, auteur cité par Jean Calais-AULOY et Henri TEMPLE, un produit, dans l'acception la plus courante, est un bien meuble corporel susceptible d'être vendu et acheté dans le commerce. Certains sont des biens meubles consomptibles (aliments, produits pharmaceutiques, produits cosmétiques, etc.)[4].

Pour Jean CALAIS-AULOY et Henri TEMPLE, la notion de service est plus vague : elle désigne toute prestation qui peut être fournie à titre onéreux, mais qui n'est pas un bien meuble corporel. Un service peut être matériel (réparation, nettoyage, hôtellerie, transport, etc.), financier (assurance, crédit, etc.), ou intellectuel (soins médicaux, conseils juridiques, etc.)[5].

Quant au droit à la protection de la santé et de la sécurité, ce droit implique que les biens et les services mis à la disposition des consommateurs ne doivent comporter aucun danger pour sa santé et sa sécurité.

Toutefois, cette occupation commerciale anarchique de l'espace public répond certes à une recherche de proximité avec la clientèle ; mais, elle persiste parfois malgré les opérations de

[1] Voir Philippe MALAURIE, LAURENT AYNES, Philippe STOFFEL-MUNCH, *« Droit des Obligations »,* 8e éd., LGDJ-Lextenso, 2016, p. 177.
[2] Jean CALAIS-AULOY et Henri TEMPLE, « *Droit de la consommation* », 9e éd., Dalloz, 2015, p. 262 et s.
[3] ibid.
[4] Voir MAINGUY, auteur cité par Jean CALAIS-AULOY et Henri TEMPLE, *Droit de la consommation*, 9e éd., Dalloz, p. 199 et s.
[5] Voir Jean CALAIS-AULOY et Henri TEMPLE, *« Droit de la consommation »,* 9e éd., Dalloz, op. cit., p. 200.

déguerpissement et de saisie conduites par les autorités locales[6]. Ce commerce remplit une fonction économique et sociale importante. Il prolonge la durée d'utilisation des produits, soutient les activités de réparation et permet à des ménages disposant de ressources limitées d'accéder à des équipements qui resteraient autrement hors de leur portée.

Or de toute évidence, la circulation des biens usés n'est pourtant pas dépourvue de risques. L'acheteur ignore souvent l'origine du produit, son âge réel, les pannes qu'il a connues et les réparations qui lui ont été apportées. D'autres objets, trop dégradés pour être utilisés, restent exposés comme marchandises ou sont démontés dans les conditions susceptibles de libérer des substances nocives, notamment des réactions allergiques, tout en soulignant les limites de la protection et de l'information des travailleurs concernés[7].

De ce qui précède, il convient de souligner avec prégnance qu'un consommateur acquiert rarement des biens ou des services pour son strict usage personnel. L'acquisition profitera le plus souvent à d'autres, qu'il s'agisse de membres de sa famille, d'amis ou encore de voisins. De même, il convient de préciser également que, ces personnes et toutes celles qui seront amenées à se trouver en contact avec le bien pourront, même s'il n'y a là aucune certitude, subir un dommage de son fait. On peut alors envisager que chaque consommateur (contractant) obtienne du professionnel avec lequel il a traité qu'il soit tenu d'une obligation de sécurité susceptible de profiter à tous ceux qui pourraient avoir à souffrir du bien, c'est à dire que le consommateur stipule au profit de ces derniers[8]. Ainsi, plutôt que d'être créancières de l'obligation de sécurité en tant que consommateurs, les victimes non-contractantes en bénéficieraient par le biais du mécanisme juridique de la stipulation pour autrui[9]. Pour ce faire, on doit comprendre que le droit à la sécurité implique ainsi le droit d'être protégé contre la vente de produits comportant un risque pour la santé ou pour la vie[10].

---

[6] Voir Agence malienne de presse (AMAP), « Occupation anarchique des routes aux abords des marchés : entre opportunisme économique et incivisme », 5 mai 2026, disponible à l'adresse : https://amap.ml/2026/05/05/occupation-anrchique-des-routes-aux-abords-des-marches-entre-opportunisme-economique-et-incivisme/

[7] Pour plus de détails, voir Souleymane TRAORÉ, *« L'exposition professionnelle aux déchets d'équipements électriques et électroniques et les réactions allergiques à Bamako (Mali) »,* Mémoire, Université des Sciences, des Techniques et des Technologies de Bamako (USTTB), 2021, étude menée auprès de 159 manipulateurs de D3E, dont 60,9 % ont déclaré des réactions allergiques. https://WWW.bibliosante.ml/handle/123456789/6258.

[8] En ce sens, voir les arts. 46 et s., de la Loi du 16 juillet 2015 portant protection du consommateur en République du Mali, Journal officiel de la République du Mali (JORM), n°35 du 7 août 2015 pp. 1364-1371.

[9] En ce sens, l'art. 79 de la Loi n° 87-31/AN-RM du 29 août 1987 fixant le Régime général des obligations, JORM n° 01 du 29 septembre 1987, pp. 68-99, préc., dispose que : *« La stipulation pour autrui est un contrat par lequel une personne appelée stipulant tient d'une autre, le promettant, qu'elle exécute une prestation au profit d'une troisième appelée tiers bénéficiaire ».*

[10] Voir amplement Boubacary DIALLO, op cit., p. 196 et s.

La question dépasse alors largement la seule qualité de la transaction. Or, en droit de la consommation, l'obligation générale de sécurité ainsi instituée tend principalement à garantir que les biens et services proposés aux consommateurs présentent un niveau de sécurité satisfaisant, en ce sens qu'ils ne doivent pas, dans des conditions d'utilisation normales ou raisonnablement prévisibles, présenter de risques pour la santé ou la sécurité des consommateurs. Or, M. David G. OWEN le rappelle fort heureusement, : *« un produit de consommation présentant un risque constitue un danger qui peut être de grande ampleur et concerner plusieurs millions de consommateurs.*[11] *»* De ce fait l'Organisation mondiale de la santé insiste particulièrement sur la vulnérabilité des enfants et des femmes enceintes face aux expositions résultant d'une gestion inadéquate de ses déchets[12].

Mais, le vocabulaire courant marque toutefois des situations juridiques différentes. Un bien d'occasion peut être ancien sans être impropre à l'usage. Un produit réparé peut retrouver une fonction utile tout en demeurant dangereux si la réparation n'a pas rétabli son niveau de sécurité. Un objet hors d'usage peut encore posséder une valeur économique en raison de ses pièces ou de ses matières, sans cesser pour autant d'être un déchet. La qualification retenue détermine le régime applicable, l'autorité compétente et le devenir du bien.

À cet effet, il faut constater que le droit de la consommation du Mali ne réserve pas une protection aux produits neufs ni aux commerces installés dans des locaux permanents. Mais à ce sujet, la loi N°2015-036 du 16 juillet 2015 portant protection du consommateur au Mali impose au fournisseur une information sur la nature du bien, ses caractéristiques essentielles et ses conditions d'utilisation. Elle prévoit en outre un régime particulier pour les biens déclassés, réparés, reconditionnés ou d'occasion, dont la vente est soumise à une autorisation préalable et à une mention distincte sur la facture[13]. La même loi maintient la garantie contre les vices cachés et soumet tous les biens à une obligation générale de sécurité. Elle permet le retrait, la saisie et, dans certaines hypothèses, la destruction des produits dangereux[14].

Dès lors que l'objet est abandonné, destiné à l'abandon ou ne présente plus perspective réelle d'utilisation, le droit de l'environnement prend le relais. Ainsi, la loi N°2021-032 du 24 mai

[11] David G. OWEN, *« Product Liability Principles of Justice »*, *Anglo-American Law Review*, vol. 20, 1991, pp. 238-239, spéc. p. 256.

[12] Organisation mondiale de la Santé (OMS), *« Déchets d'équipements électriques et électroniques »,* aide-mémoire, 1er octobre 2024, disponible sur le site de l'OMS : electronic-waste-%28e-waste%29.

[13] Voir les arts. 4, 7 et 39 de la Loi n° 2015-036 du 16 juill. 2015 portant protection du consommateur, préc.

[14] Voir les articles 18 et 19 du Décret n°2016-0482/P-RM du 7 juillet 2016 fixant les modalités d'application de la Loi n°2015-036 du 16 juillet 2015 portant protection du consommateur, JORM n°30 du 22 juillet 2016 pp. 1170-1176.

2021 relative aux pollutions et nuisances définit les déchets, distingue les déchets dangereux et classe parmi les déchets spéciaux les piles, accumulateurs ainsi que les équipements électriques et électroniques usagés. De même, il faut reconnaitre que la réforme de 2025 a renforcé les moyens de contrôle et de saisie en associant plus directement les maires, dont le Maire du District de Bamako, à la police environnementale[15].

De surcroit, le cadre communautaire et international s'inscrit dans un ensemble plus large. Ainsi, la Directive n°01/2023/CM/UEMOA relative à la protection du consommateur confirme l'exigence de sécurité des produits et organise la responsabilité lorsque le producteur ou l'importateur ne peut pas être identifié. De même, les principes directeurs des Nations Unies pour la protection du consommateur invitent, pour leur part, les États à prévenir la distribution de produits présentant des risques déraisonnables et à mettre en place des mécanismes efficaces de surveillance[16]. Concrètement les règles issues de la Convention de Bâle accordent enfin une attention particulière aux mouvements transfrontières d'équipements électriques et électroniques usagés et à la distinction entre matériel destiné au réemploi et déchet[17].

Cependant, il faut signaler que l'existence de ces normes ne résout pas la difficulté principale. Dans les circuits de rue, les documents sont rares, les vendeurs peuvent être mobiles et l'historique du produit est souvent inconnu. Un même objet peut passer de l'importation à l'utilisation, de la panne à la réparation, de la revente au démontage, puis de la récupération à l'abandon. À chaque étape, sa qualification peut changer. La protection du consommateur dépend donc moins de l'adoption d'une interdiction générale que de la capacité des autorités à reconnaître le statut réel du bien et à suivre son parcours.

L'intérêt scientifique de cet article réside ainsi dans l'articulation de trois dimensions : la protection du consommateur, la santé publique et la protection de l'environnement. Il permet également d'étudier le décalage entre la reconnaissance normative de droits protecteurs et leur effectivité concrète dans un contexte de commerce informel et de faiblesses des mécanismes de contrôle. D'emblée, notre analyse se concentre donc sur les biens meubles usés surtout importés ; proposés ou détenus en vue de la vente dans l'espace public bamakois. Une attention particulière

[15] Voir également la Loi n°2021-032 du 24 mai 2021 relative aux pollutions et aux nuisances, JORM n°16 du 28 mai 2021 pp. 607-614. Et, voir enfin l'Ordonnance n° 2025-018/PT-RM du 1er avril 2025 portant modification de la Loi n° 2021-032 du 24 mai 2021 relative aux pollutions et aux nuisances, JORM, n° 11 du 4 avril 2025, pp. 425-428.

[16] Voir Directive n°01/2023/CM/UEMOA du 16 juin 2023, relative à la protection du consommateur dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine, disponible sur http://cepici.ci/admin/pdf/codeinvestir/1741104519 .pdf.

[17] Voir la Convention de Bâle, « Directives techniques relatives aux mouvements transfrontières de déchets électriques et électroniques et *d'équipements électriques et électroniques usagés, notamment en ce qui concerne la distinction entre déchets et non-déchets au sens de la Convention de Bâle »,* adoptées à titre intérimaire par la décision BC-16/5, 2023, disponible sur le site officiel de la Convention de Bâle.

est accordée aux équipements électriques, électroniques et électroménagers, sans exclure les autres objets dont l'usure ou la réparation peut créer un risque au consommateur. Or, ce consommateur est envisagé comme l'acquéreur ou l'utilisateur final agissant pour des besoins non professionnels[18]. Alors que, l'espace public quant à lui comprend les rues, trottoirs, places, abords des marchés et autres emplacements soumis à la police du District ou des Collectivités compétentes.

La question est alors de savoir dans quelle mesure la qualification juridique des biens usés proposés dans l'espace public bamakois permet une protection effective du consommateur contre les risques sanitaires et sécuritaires ?

À ce sujet, le droit positif malien offre des catégories capables d'appréhender la dangerosité du bien usé : celui-ci reste un produit lorsqu'il demeure apte à l'usage, devient un produit dangereux lorsque sa commercialisation expose le consommateur à un risque inacceptable et relève du droit des déchets lorsqu'il est abandonné ou dépourvu de perspective réelle de réemploi (I). Or, cette construction demeure cependant affaiblie par l'opacité des circuits, l'insuffisance de la traçabilité et la discontinuité des contrôles (II).

I - UNE QUALIFICATION JURIDIQUE APTE A SAISIR LA DANGEROSITE DES BIENS USES

Le développement de la société de consommation ainsi que la multiplication et la complexité accrue des produits et services qui l'accompagnent ont pour effet d'accroître les risques au quotidien. Or, il peut paraître plus juste de considérer qu'aujourd'hui de plus en plus, l'obligation de sécurité échappe à la relation contractuelle (le dépassement du cadre contractuel de l'obligation de sécurité). C'est la personne physique plus que le contractant ou le consommateur lui-même qui est protégée. Elle trouve ainsi sa véritable dimension sous l'angle des obligations du professionnel à l'égard du public, non seulement des consommateurs mais aussi des tierces victimes.

A - Une soumission du bien d'occasion aux exigences de loyauté et de sécurité

La qualification d'un objet comme bien d'occasion ne le soustrait pas au droit de la consommation. L'usage antérieur du bien peut expliquer son usure, la diminution de sa valeur ou la réduction de sa durée probable d'utilisation. Il ne dispense toutefois pas le vendeur de fournir une information exacte sur son état. Pourtant nul ne nie qu'il ne l'autorise davantage à mettre sur le marché un produit susceptible de porter atteinte à la santé ou à la sécurité de son acquéreur. À

[18] Voir l'art. 3 al. 6 de la loi n° 2015-036 du 16 juillet 2015 portant protection du consommateur, préc.

cet égard, le droit malien soumet ainsi le bien d'occasion à deux séries d'exigences complémentaires. Les premières visent la loyauté de la transaction. Elles doivent permettre au consommateur de connaître la nature et l'état du produit qu'il achète. Les secondes concernent la sécurité du bien. Elles imposent au fournisseur de prévenir les risques que l'information du consommateur ne suffirait pas à neutraliser.

1- Une commercialisation subordonnée à une information loyale

Depuis que le Président John F. Kennedy a transmis au Congrès son message spécial sur la protection des intérêts du consommateur, en mars 1962[19], la sécurité des produits de consommation s'est imposée au niveau international comme un aspect majeur de la politique de protection du consommateur[20]. Sur le plan international, l'information et l'éducation des consommateurs sont citées aux paragraphes 5 e) et 5 f) de la Section III (principes généraux) des principes directeurs des Nations Unies parmi les besoins légitimes auxquels les principes directeurs visent à répondre, parallèlement à la protection des consommateurs contre les risques pour leur santé et leur sécurité. Ainsi, la nécessité d'informer toutes les victimes potentielles de produits ou de services dangereux (en fonction de la législation) s'applique aussi aux tiers éventuels, car toute personne peut être victime d'un produit dangereux[21].

Cependant, la loi malienne du 16 juillet 2015 portant protection du consommateur précitée retient une conception large de la relation de consommation. Elle s'applique aux relations entre les fournisseurs de biens ou de services marchands et les consommateurs dans les différents secteurs d'activité économiques[22]. À cet effet, le consommateur désigne toute personne physique ou morale qui acquiert ou utilise pour la satisfaction de ses besoins non professionnels des biens ou services qui sont destinés à son usage personnel ou familial[23]. Alors que, le fournisseur comprend toute personne physique ou morale qui procure la marchandise ou le service à celui qui les distribue ou les utilise dans le cadre d'une activité professionnelle ou commerciale[24].

De toute évidence, ces définitions permettent d'inclure la vente habituelle de biens usés dans le champ du droit de la consommation. L'absence d'immatriculation du vendeur, son installation sur un trottoir ou le caractère sommaire de son étal ne modifient pas la finalité commerciale de son activité. Le droit de la consommation s'attache à la nature de l'opération et à

[19] John F. KENNEDY, 1962, message spécial au Congrès sur la protection des intérêts du consommateur, 15 mars.
[20] Voir Françoise MANIET, *« Nanotechnologies et produits de consommation : quels risques ? Quels encadrements ? »,* Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2012.
[21] htpps://www.hfw.com/downloads/HFW-Aerospace-Bulletin-0713.pdf, (consulté le 25 avril 2018).
[22] Voir les articles 1er et 2 de la loi n° 2015-036 du 16 juillet 2015 portant protection du consommateur, préc.
[23] Voir l'art. 3, al. 6, de la Loi n° 2015-036 du 16 juillet 2015 portant protection du consommateur, préc.
[24] Voir l'art. 3, al. 10, de la Loi n° 2015-036 du 16 juillet 2015 portant protection du consommateur, préc.

la qualité des parties. Il ne fait pas de la formalisation administrative du vendeur une condition de la protection de l'acheteur. Incontestablement, cette solution protège le consommateur contre une exclusion qui serait liée au lieu de la vente. Un téléphone réparé, un téléviseur reconditionné ou un appareil électroménager d'occasion reste un bien de consommation, qu'il soit proposé dans un magasin, un atelier ou sur un emplacement occupé dans l'espace public. Une interprétation différente créerait deux niveaux de protection : l'un pour les commerces établis, l'autre pour les marchés de rue. Une telle distinction ne trouve aucun fondement dans la loi.

D'emblée, l'article 4 de la loi du 15 juillet 2016 précitée impose avec prégnance à tout fournisseur d'informer le consommateur sur le prix, la nature du bien, ses caractéristiques essentielles, le respect des normes et ses conditions appropriées d'utilisation[25]. Appliquée au bien d'occasion, l'obligation d'information ne peut se limiter à la désignation générale de l'objet. Le vendeur doit préciser si le bien est d'occasion, réparé, reconditionné ou déclassé. Il doit également signaler les défauts connus qui affectent son fonctionnement, les pièces remplacées ou manquantes, les réparations réalisées et les restrictions d'utilisation résultant de son état. Lorsque les risques particuliers ont été identifiés, ceux-ci doivent être portés à la connaissance de l'acquéreur[26].

De surcroît, l'obligation de renseignement renvoie à l'exigence mise à la charge du professionnel de fournir au consommateur toutes les informations susceptibles de satisfaire ses attentes contractuelles, afin de lui permettre de contracter en connaissance de cause et d'éviter qu'il ne se trouve « ligoté *de façon endolorie*[27]. » Ainsi, elle oblige le vendeur à informer l'acheteur de ce que seul le premier connaît et que le second ne peut savoir par lui-même[28]. Dès lors qu'elle est objective, l'information contribue à renforcer la position des consommateurs face à des professionnels mieux outillés et mieux armés pour tromper leur vigilance. C'est ainsi que l'obligation d'information apparait comme l'essence même de l'exécution de bonne foi du contrat

---

[25] Voir l'art. 4, de la Loi n° 2015-036 du 16 juillet 2015 portant protection du consommateur, préc.

[26] À retenir, en ce moment précis, l'information et la protection du consommateur sont devenues nécessaires, compte tenu de sa vulnérabilité face aux vendeurs professionnels. Pourtant, l'information du consommateur est assurée tout d'abord au stade de la promotion du produit : l'information doit être loyale et la publicité mensongère est sévèrement réprimée. En ce sens, voir l'art. 20 de la loi du 16 juillet 2015 portant protection du consommateur, préc. ; voir également, plus amplement, Boubacary DIALLO, *« La protection du consommateur en droit malien des contrats »,* thèse, IPU de Bamako, 2021, p. 95.

[27] Voir Yves PICOD et Hélène DAVO, « *Droit de la consommation* », op. cit., n° 189, p. 107.

[28] Voir Vassili CHRISTIANOS, « *L'obligation d'information dans la vente de produits mobiliers* », thèse, Paris II, 1987 ; FABRE-MAGNAN, « *De l'obligation d'information dans les contrats : essai d'une théorie* », préf. J. Ghestin, Paris, LGDJ, coll. « Bibliothèque de droit privé », t. 221, 1992 ; M. FABRE-MAGNAN, *Les obligations*, coll. « Thémis Droit ».

de vente[29]. Cette lecture découle de la fonction même de l'obligation d'information. L'ancienneté du produit constitue rarement, à elle seule, l'élément déterminant du consentement. L'acheteur doit surtout pouvoir apprécier si le bien fonctionne, s'il a subi une réparation et celle-ci affecte sa sécurité. Un appareil peut paraître fonctionnel lors d'un essai de courte durée tout en présentant un câblage défectueux, une batterie altérée ou un dispositif de protection neutralisé.

D'emblée, la loi complète cette obligation générale par un régime propre aux biens usés qui apparait à la lecture de l'article 39. Cet article soumet les ventes de biens déclassés pour défaut, reconditionnés, réparés ou d'occasion à l'autorisation préalable du directeur chargé du commerce. Il exige aussi que la nature de la vente soit indiquée clairement et distinctement sur la facture remise au consommateur[30]. On a compris que cette disposition présente un double intérêt. L'autorisation préalable instaure un contrôle administratif en amont de la commercialisation. La mention portée sur la facture permet ensuite de conserver une preuve de l'état sous lequel le bien a été vendu. Le législateur ne traite donc pas la vente d'occasion comme une opération ordinaire. Il considère l'usage antérieur, la réparation ou le déclassement du produit justifie une vigilance renforcée.

L'articulation de l'article 39 avec les articles 7 et 13 confirme cette logique. L'article 7 impose ainsi au fournisseur de remettre l'original de la facture, du reçu ou de toute autre pièce équivalente. De même, l'article 13 lui demande d'apporter la preuve que le bien vendu respecte les normes en vigueur[31]. Donc la facture ne constitue pas une simple formalité comptable. Elle identifie le vendeur, documente la transaction et facilite la preuve de la catégorie juridique sous laquelle le bien a été présenté. Il est constant que, son absence fragilise directement le consommateur. Celui-ci peut éprouver des difficultés à démontrer la date de l'achat, le prix payé, l'état annoncé du bien ou l'identité exacte de son cocontractant. Cette difficulté devient plus aiguë lorsque le vendeur change fréquemment d'emplacement ou ne dispose d'aucune adresse professionnelle stable.

De toute évidence, le régime établi par l'article 39 soulève toutefois des questions d'application. La loi ne précise pas si l'autorisation doit être accordée à chaque vendeur, à chaque opération de vente ou à chaque catégorie de biens. Elle ne fixe pas non plus les contrôles techniques

[29] L'obligation est « un lien de droit entre un débiteur et son créancier qui donne à celui-ci le droit d'exiger une prestation ou une abstention et dont l'inexécution est sanctionnée par la loi ». En ce sens, voir également l'art. 2 de la loi n°87-31/AN-RM du 29 août 1987 fixant le Régime général des obligations au Mali (RGO), JORM n°01 du 29 septembre 1987 pp. 68-p. 99.

[30] Voir l'art. 39 de la loi du 16 juillet 2015, préc.

[31] Voir les arts. 7 et 13 de la loi du 16 juillet 2015, préc.

qui doivent précéder sa délivrance. De même, le décret N°2016-0482/P-RM du 7 juillet 2016, pris pour l'application de la loi, ne comporte pas de procédure propre aux biens d'occasion, réparés ou reconditionnés[32]. De ce fait, cette imprécision réduit la portée pratique du contrôle préalable. Une autorisation administrative ne peut prévenir les risques que si l'autorité connaît les produits concernés, peut vérifier leur provenance et dispose de critères pour apprécier leur état. À défaut, l'autorisation risque de porter sur l'activité du vendeur sans garantir la conformité de chacun des biens mis sur le marché.

Or, le dispositif répressif montre pourtant que le législateur n'a pas conçu cette obligation comme facultative. La violation de l'article 39 expose son auteur à une amende comprise entre 30 000 et 10 000 000 de francs CFA. Les manquements aux obligations générales d'information et de remise d'une facture font également l'objet de sanctions[33]. Le problème ne se tient donc pas à l'absence de sanction. Il réside dans l'identification des vendeurs concernés, la connaissance de l'obligation et la possibilité matérielle de contrôler son respect dans des circuits mobiles ou informels.

Par ailleurs, il est clair que la loyauté exige aussi que le fournisseur s'abstienne de présenter comme fonctionnel un produit dont il connaît les défaillances. Dès lors qu'elle est objective, l'information conforte les consommateurs dans leur position face à des partenaires plus expérimentés. C'est pourquoi d'ailleurs, la publicité mensongère est sanctionnée par la loi[34]. De même l'abus de la faiblesse ou de l'ignorance du consommateur est aussi interdit lorsque les circonstances montrent que celui-ci n'était pas en mesure d'apprécier la portée de son engagement ou de déceler les procédés employés pour le convaincre[35].

De ce qui précède, cette protection revêt un intérêt particulier sur le marché des biens techniques. L'acheteur ordinaire ne possède pas toujours les connaissances nécessaires pour l'état d'une batterie, l'intégrité d'un circuit électrique ou la fiabilité d'une pièce mécanique. L'asymétrie d'information entre le réparateur-vendeur et le consommateur devient alors une source de vulnérabilité. Le faible prix du produit peut accroître son attractivité, mais il ne corrige pas cette asymétrie. L'information loyale prépare ainsi la sécurité de l'achat. Mais, elle ne peut cependant remplacer l'obligation de ne pas exposer le consommateur à un danger.

[32] Voir le décret n° 2016-0482/P-RM du 7 juillet 2016, préc.
[33] Voir les arts. 64 et 66 de la loi du 16 juill. 2015 portant protection du consommateur, préc.
[34] Voir l'art. 20 de la loi du 16 juill. 2015, préc.
[35] Voir l'art. 33 de la loi du 16 juill. 2015, préc.

2 - Une obligation de sécurité indépendante de l'ancienneté du bien

La volonté du législateur malien d'assurer la protection de la santé et de la sécurité des consommateurs lui a conduit à imposer aux professionnels au Titre V et Chapitre II de la loi portant protection du consommateur, diverses obligations visant à faire en sorte que les biens et services mis sur le marché ne présentent pas de dangers pour les consommateurs. D'ailleurs, le siège est l'article 47 qui énonce que *: « les biens et les services doivent, dans les conditions normales d'utilisation ou dans d'autres conditions raisonnablement prévisibles par le fournisseur, présenter la sécurité à laquelle on peut légitimement s'attendre et ne pas porter atteinte à la santé des consommateurs.*[36] *»*

De prime abord, il convient de préciser que cette obligation concerne tous les biens. La loi ne prévoit aucune exemption en faveur des produits d'occasion, réparés ou reconditionnés. L'ancienneté peut modifier les attentes du consommateur concernant l'apparence du bien, ses performances ou sa durée d'utilisation. Elle ne peut pas justifier un niveau de sécurité inférieur au seuil nécessaire à la protection de la vie et de l'intégrité physique. Dès lors, le critère des conditions raisonnablement prévisibles d'utilisation mérite une attention particulière. Il impose au fournisseur de tenir compte non seulement de l'usage idéal du produit, mais aussi des usages qu'un consommateur ordinaire pourrait raisonnablement en faire. Le vendeur d'un appareil électrique ne peut donc pas se limiter à constater que celui-ci s'allume. Bien plus, il doit envisager son branchement prolongé, son utilisation dans un logement, son contact avec d'autres équipements et sa manipulation par les membres de la famille.

Il est également important de relever que l'appréciation de la sécurité exige de mettre en relation la destination normale du produit, son degré d'usure et la qualité des réparations effectuées. À l'absolu, la présence de pièces non conformes, l'insuffisance des avertissements fournis et la gravité du dommage prévisible doivent également être prises en compte. En plus l'analyse doit enfin tenir compte avec acuité des personnes susceptibles d'utiliser le bien. Or, un produit destiné à un usage familial ne peut être évalué sans considérer qu'il pourra être manipulé par des personnes qui ne disposent d'aucune compétence technique particulière.

Fort de ces considérations, l'information donnée au consommateur participe à cette appréciation, mais elle ne neutralise pas tous les dangers. Pour cela, un avertissement peut prévenir un risque résiduel, par exemple lorsqu'un équipement ne doit pas être utilisé dans certaines conditions. Mais, il ne peut cependant rendre licite la vente d'un bien dont le fonctionnement

[36] Voir l'art. 47 de la loi du 16 juill. 2015, préc.

normal présente un danger grave. C'est pourquoi la mention *« vendue en l'état »* ne suffit donc pas à transférer au consommateur la responsabilité d'un défaut menaçant sa santé ou sa sécurité.

Par ailleurs, la même logique gouverne le régime de la garantie. À cet effet, l'article 40 dispose tout simplement que *« tout fournisseur est tenu à la garantie des vices cachés et ne peut, en aucune manière, s'exonérer de cette responsabilité. »* Or, une lecture combinée des articles 41 et 42 permet de distinguer la garantie légale de la garantie conventionnelle. Lorsqu'il offre une garantie supplémentaire, le fournisseur doit en préciser la durée et la portée. Il doit aussi rappeler que cette garantie ne prive pas le consommateur de la protection légale contre les défauts ou les vices cachés[37]. Pour cela, le vendeur d'un bien usé ne peut donc pas invoquer le caractère d'occasion pour écarter toute garantie. Le consommateur accepte l'usure normalement attachée à l'ancienneté annoncée du bien. Mais, il n'accepte pas les défauts cachés qui le rendent impropre à son usage ou qui créent un danger qu'il ne pouvait pas déceler lors de l'achat.

Partant des caractéristiques, les articles 48 et 49 renforcent cette protection. Ils interdisent d'exposer, de détenir en vue de la vente, de mettre en vente ou de vendre certains biens de qualité douteuse. Ils prohibent aussi la détention et la commercialisation de biens toxiques, nocifs ou dangereux pour la santé du consommateur en dehors du cadre règlementaire[38]. À voir que la protection intervient donc avant la réalisation du dommage. Dans cet ordre d'idée, il convient de relever que l'exposition du bien et sa détention en vue de la vente peuvent suffire à caractériser le comportement interdit. En effet, le décret N°2016-0482/P-RM précise les moyens d'intervention administrative. Son article 18 prévoit que l'acquisition, l'utilisation et la détention en vue de la vente des biens présentant des risques particuliers en matière de sécurité peuvent être réglementées par arrêté ministériel. En cas de danger, l'article 19 permet de suspendre la fabrication, l'importation, l'exportation ou la mise sur le marché du produit. De même, l'administration peut aussi ordonner son retrait, sa destruction, la diffusion d'une mise en garde, sa reprise son échange, sa modification ou son remboursement[39].

En fait, le régime malien combine ainsi trois niveaux de préventions. Le fournisseur doit informer l'acheteur. Il doit vérifier que le bien respecte les normes applicables. Or, par les normes de sécurité obligatoires, et même par les normes volontaires, les fabricants et les détaillants

[37] Voir les arts. 40 et s. de la loi du 16 juill. 2015, préc.
[38] Voir les arts. 48 et 49 de la loi du 16 juill. 2015, préc.
[39] Voir les arts. 18 et 19 du décret du 7 juill. 2016, préc.

reçoivent des informations essentielles sur les conditions imposées pour qu'un produit soit sûr[40]. L'autorité administrative peut enfin retirer du marché le produit dont la circulation crée un danger. Toutefois, les sanctions prévues à ce niveau confirment l'autonomie de l'obligation de sécurité. La violation des articles 47, 48 et 49 peut être punie d'une amende de 200 000 à 10 000 000 de francs CFA et de six mois d'emprisonnement, ou l'une de ces deux peines seulement[41]. La gravité de la sanction traduit le passage d'une simple irrégularité commerciale à une atteinte possible à la santé ou à la sécurité du consommateur.

De plus, la Directive N°01/2023/CM/UEMOA relative à la protection du consommateur prolonge cette orientation. Elle retient la responsabilité du producteur ou de l'importateur en cas de dommage causé par un produit dangereux. Lorsque ceux-ci ne peuvent pas être identifiés, le distributeur peut être traité comme producteur s'il ne communique pas l'identité de son propre fournisseur[42]. Cette règle répond directement à la difficulté de traçabilité des biens vendus dans les circuits d'occasion. Elle incite chaque intervenant à conserver l'identité de celui qui lui a remis le produit.

Néanmoins, sa mise en œuvre exige cependant une adaptation du droit et des pratiques nationales. Dans une chaîne commerciale peu documentée, le vendeur final peut ignorer l'identité de l'importateur, du réparateur ou du premier détenteur. L'absence de facture en amont se répercute alors jusqu'au consommateur. La traçabilité ne peut donc pas reposer sur la seule dernière vente. Elle doit accompagner le produit depuis son entrée sur le territoire ou sa première mise sur le marché jusqu'à son éventuelle transformation en déchet.

Il n'est pas contestable que le droit de la consommation permet ainsi d'appréhender les biens usagés dès lors qu'ils demeurent destinés à l'utilisation. On remarque alors qu'il impose une information sur leur état, maintient la garantie légale et interdit leur commercialisation lorsqu'ils présentent un danger pour la santé et la sécurité. Mais, ce régime rencontre toutefois sa limite lorsque le bien ne possède plus les qualités minimales permettant son réemploi. La question n'est alors plus seulement celle de la loyauté de la vente. Elle devient celle de la requalification du produit impropre en produit dangereux ou en déchet.

[40] Voir CNUCED, Conseil du commerce et du développement, Commission du commerce et du développement, Groupe intergouvernemental d'experts du droit et de la politique de la protection du consommateur, 3e session, Genève, 9 et 10 juill. 2018, p. 9.
[41] Voir l'art. 68 de la loi du 16 juill. 2015, préc.
[42] Art. 69 de la Directive n°01/2023/CM/UEMOA du 16 juin 2023, préc.

B - Une requalification du bien impropre en produit dangereux ou en déchet

Le bien d'occasion conserve sa qualité de produit tant qu'il peut remplir sa fonction dans des conditions compatibles avec la santé et la sécurité du consommateur. Il en résulte que cette qualification devient contestable lorsque son usure, ses défauts, l'altération de ses composants ou les conditions de sa commercialisation rendent son utilisation dangereuse. Aussitôt, une seconde rupture intervient lorsqu'il n'est plus destiné à l'usage, mais à l'abandon, au démantèlement ou à l'élimination. En tout état de cause, deux requalifications doivent alors être distinguées. Ce faisant, la première fait du bien d'occasion un produit dangereux. Elle entraîne l'interdiction ou la suspension de sa commercialisation. Tandis que, la seconde le fait entrer dans la catégorie des déchets. Sa détention, son transport, son traitement et son élimination relèvent dès lors du droit de l'environnement.

1- Une dangerosité comme limite au maintien du bien sur le marché

La dangerosité d'un bien usé ne découle automatiquement pas de son ancienneté. Elle résulte de l'écart entre la sécurité que le consommateur peut légitimement attendre et les risques que présente son utilisation normale ou raisonnablement prévisible. Un produit peut être ancien, réparé ou esthétiquement dégradé sans être dangereux. À l'inverse, un appareil apparemment fonctionnel peut présenter un danger en raison d'un défaut invisible, d'une réparation inadéquate ou de l'altération de l'un de ses composants. Toutefois, afin de protéger la sécurité des consommateurs, il convient de rappeler, avec davantage de précision et de clarté, qu'une obligation de sécurité est exigée, tantôt à l'égard du produit, tantôt à l'égard du service, par la loi du 16 juillet 2015 portant protection du consommateur, précitée. Le siège de cette obligation se trouve notamment à l'article 47, qui impose que les biens présentent, dans des conditions normales d'utilisation ou dans celles que le fournisseur peut raisonnablement prévoir, la sécurité à laquelle le consommateur peut légitimement s'attendre. Il interdit également que ces biens portent atteinte à sa santé[43]. Cette règle fournit ainsi un premier critère de requalification. Le bien d'occasion devient juridiquement dangereux lorsque son utilisation prévisible expose le consommateur à un risque qui dépasse celui auquel, au regard des informations qui lui ont été fournies, il pouvait légitimement s'attendre.

Aussi, il convient de relever que l'appréciation de ce risque varie selon la nature du produit. Pour un équipement électrique ou électronique, elle doit prendre en compte l'état des câbles, la qualité de l'isolation, la stabilité des connexions, l'état des batteries, la présence des composants

[43] Voir l'art. 47 de la loi du 16 juill. 2015, préc.

cassés ainsi que le fonctionnement des dispositifs de protection Elle doit aussi considérer les risques de surchauffe, d'incendie, de décharge électrique ou de libération de substances nocives. Pour ce faire, on doit comprendre que la dangerosité peut provenir de l'usure du téléphone. Elle peut également résulter de sa réparation. Le remplacement d'une pièce d'origine par un composant inadapté peut restaurer temporairement le fonctionnement d'un appareil tout en réduisant son niveau de sécurité. La remise en marche ne vaut donc pas preuve de conformité.

Or, cette distinction révèle la faiblesse des essais sommaires pratiqués au moment de certaines ventes. Le fait qu'un téléviseur s'allume, qu'un moteur démarre ou qu'un téléphone se recharge ne renseigne pas nécessairement sur son comportement après une utilisation prolongée. Le défaut peut apparaître sous l'effet de la chaleur, de la charge électrique ou de la répétition des usages. La sécurité ne peut donc pas être appréciée à partir de la seule fonctionnalité immédiate. Quoi que l'on fasse, l'information du consommateur ne neutralise pas davantage tous les dangers. Le vendeur peut signaler une rayure, une baisse de performance ou une réparation antérieure. Il ne peut pas transférer à l'acheteur le risque créé par un défaut susceptible de provoquer une blessure ou une atteinte à la santé. Une mention telle que *« vendu en l'état »* peut informer sur l'usure apparente. Elle ne saurait autoriser la vente d'un bien qui ne satisfait plus aux exigences minimales de sécurité. Cet impératif reste l'un des grands défis que l'autorité de contrôle devra relever afin de parvenir à une mise en application effective et de pouvoir accrocher à un tel élément des bribes de confiance.

C'est le sens qu'il sied de donner aux articles 48 et 49 de la loi du 16 juillet 2015 qui interdisent l'exposition, la détention en vue de la vente et la commercialisation de certains biens de qualité douteuse, toxiques, nocifs ou dangereux pour la santé du consommateur [44]. L'intervention juridique peut donc précéder la conclusion du contrat. Concrètement, la seule présentation du produit à la vente suffit lorsque son danger est établi. Matériellement, cette approche donne à l'obligation de sécurité une fonction préventive. Elle ne demande pas qu'un consommateur ait déjà subi un dommage. On peut remarquer que l'existence d'un risque objectivement établi peut justifier une mesure de retrait. À ce stade, la dangerosité du produit doit toutefois être constatée par les services techniques compétents[45]. Pour cela une telle exigence protège le vendeur contre une appréciation arbitraire, mais elle suppose que l'administration dispose des compétences et des moyens nécessaires pour examiner les biens concernés. À cet effet, c'est le décret N°2016-0482/P-RM du 7 juillet 2016 qui organise plusieurs réponses

[44] Voir les arts. 48 et 49 de la loi du 16 juill. 2015, préc.
[45] Voir l'art. 65 de la loi du 16 juill. 2015, préc.

administratives. En cas de danger, les ministres compétents peuvent suspendre la fabrication, l'importation, l'exportation ou la mise sur le marché du bien. Ils peuvent aussi ordonner son retrait, sa destruction, sa modification, son échange ou son remboursement. La diffusion d'avertissements et de précautions d'emploi peut être imposée au fournisseur[46].

Dans cet ordre d'idées, ces mesures permettent une réponse graduée. Un défaut réparable peut justifier la reprise ou la modification du produit. Un risque maîtrisable peut appeler une mise en garde. Un danger grave qui ne peut être éliminé commande le retrait ou la destruction. La requalification en produit dangereux ne provoque donc pas toujours la disparition juridique du bien. Elle entraîne d'abord son exclusion du marché aussi longtemps que sa sécurité ne peut pas être garantie. Aussi, il convient de relever que le dispositif rencontre néanmoins une difficulté technique. À ce stade, la loi à notre connaissance n'impose aucune méthode particulière pour évaluer le bien d'occasion. Elle ne précise ni les contrôles à effectuer, ni les critères de vétusté, ni les documents permettant d'attester la qualité d'une réparation. Or, à ce stade, nous estimons que l'autorité compétente doit soumettre les produits usés à une obligation générale de sécurité, alors même que leur âge, leur origine et leur historique demeurent souvent inconnus.

Ainsi, il aurait été plus pertinent que l'évaluation puisse partir de la fonction réelle du bien. L'administration pourrait notamment déterminer si celui-ci est encore apte à remplir son usage principal, si ses composants essentiels sont conformes aux exigences de sécurité et si les réparations effectuées permettent une utilisation sans danger. La gravité du dommage prévisible devrait également être prise en considération. Plus le produit est susceptible de provoquer un incendie, une intoxication ou une blessure grave, plus le contrôle devrait être rigoureux et exigeant.

Autant dire que la possibilité de supprimer le danger constitue le point de jonction entre le droit de la consommation et le droit des déchets. Un bien dangereux, mais susceptible d'être remis en conformité, peut demeurer dans le circuit des produits, à condition d'être retiré de la vente pendant la durée nécessaire à sa réparation ou à sa mise en conformité. En revanche, lorsque la réparation s'avère impossible, interdite ou techniquement injustifiée, le maintien du bien sur le marché ne saurait être admis. Sa sortie du circuit des produits devient alors nécessaire et sa qualification de déchet peut, dès lors, être envisagée.

2 - Un abandon comme seuil d'entrée dans le droit des déchets

À ce sujet, il faut préciser d'abord avec plus d'automaticité que, la question environnementale devient de plus en plus une préoccupation constante au sortir des conférences

[46] Arts. 18 et 19 du décret du 7 juill. 2016, préc.

de Stockholm[47] et de Rio[48]. Les institutions nationales comme communautaires s'érigent en de véritables sentinelles de l'environnement[49]. Le législateur malien n'a pas dérogé à cette règle. Ainsi, la loi N°2021-032 du 24 mai 2021 relative aux pollutions et aux nuisances définit le déchet comme tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, tout matériau ou bien meuble abandonné ou que son détenteur destine à l'abandon, lorsqu'il est susceptible de produire des effets nocifs sur la santé humaine ou l'environnement[50]. Cette définition repose sur le comportement du détenteur et sur les effets possibles du bien. L'objet doit être abandonné ou destiné à l'abandon. Il doit aussi être susceptible de porter atteinte à la santé, aux ressources naturelles, aux sites ou à l'environnement. Son ancienneté ou son mauvais état ne suffit donc pas, à lui seul, à lui conférer la qualité de déchet.

Quoiqu'il en soit, l'abandon peut être manifeste. Il en est ainsi lorsqu'un détenteur dépose un appareil hors d'usage dans la rue, le jette avec les ordures ménagères ou le remet à un collecteur pour son élimination. Il peut également être déduit des circonstances. Un ensemble d'appareils cassés, incomplets, non testés et entreposés sans protection peut révéler une destination à l'abandon, même si leur détenteur affirme attendre une réparation ou une revente. Pourtant, la volonté déclarée du détenteur ne peut pas constituer l'unique critère. Il suffirait autrement d'attribuer un prix dérisoire à un objet hors d'usage pour lui rendre artificiellement la qualité de produit. Or, une vente peut parfois servir à transférer à autrui la charge de l'élimination. L'existence d'une valeur économique résiduelle ne fait donc pas nécessairement disparaître la qualité de déchet.

En tout état de cause, le raisonnement inverse doit aussi être évité. Un défaut de fonctionnement immédiat ne transforme pas automatiquement le bien en déchet. Un équipement destiné à une réparation précise, techniquement réalisable et documentée peut rester dans un circuit de réemploi. Une pièce récupérée, vérifiée et apte à une nouvelle utilisation peut également conserver la qualité de produit. Enfin, nous ne devons pas négliger de signaler que la qualification

[47] Il s'agit de la première conférence internationale organisée sous l'égide des Nations Unies sur la question de l'environnement. Elle s'est tenue en juin 1972 à Stockholm, en Suède, et a donné lieu à l'adoption de la Déclaration de Stockholm sur l'environnement humain.

[48] Tenue en juin 1992 à Rio de Janeiro (Brésil), la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, communément appelée « Sommet de la Terre », a marqué une étape majeure dans la reconnaissance internationale des enjeux environnementaux. V. également l'article 24 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples du 27 juin 1981, aux termes duquel : *« Tous les peuples ont droit à un environnement satisfaisant et global, propice à leur développement. »*

[49] Voir Yacouba SAVADOGO, *« La protection communautaire de l'environnement dans le cadre de l'UEMOA : enjeux, portée et perspectives »,* thèse de doctorat en droit public, Université de Limoges, École doctorale Pierre Couvrat – Droit et Science politique (ED 88), soutenue le 4 novembre 2019, p. 46.

[50] Voir l'art. 2, al. 7, de la loi n° 2021-032 du 24 mai 2021 relative aux pollutions et aux nuisances, préc.

doit résulter d'une appréciation d'ensemble. L'état fonctionnel du bien, la nature de ses défauts, la faisabilité de sa réparation, les conditions de son stockage et de sa destination réelle constituent autant d'indices. La présence d'un test de fonctionnement, d'une facture ou d'un document identifiant le réparateur renforce la qualification de bien destiné au réemploi. À l'inverse, l'absence de documentation, le mélange d'équipements cassés et le nombre élevé d'objets inutilisables au sein d'un même lot peuvent révéler un mouvement de déchets.

Toutefois, une conception trop large du déchet compromettrait le réemploi et priverait les consommateurs de biens accessibles. Une conception trop étroite permettrait, quant à elle, d'importer ou de vendre des objets hors d'usage sous la simple appellation de matériels d'occasion. La qualification doit donc préserver l'économie de la réparation sans ouvrir la voie à une circulation incontrôlée des déchets. C'est pourquoi la loi malienne prévoit des règles plus strictes lorsque le déchet présente une dangerosité propre. Elle considère comme dangereux les produits non utilisés ou non utilisables ainsi que les résidus issus d'activités commerciales, artisanales ou industrielles qui peuvent menacer la santé ou l'environnement en raison de leurs propriétés ou de leurs réactions avec d'autres produits[51]. De même, elle classe également parmi les déchets spéciaux les piles et accumulateurs usagés ainsi que les déchets électroniques, électriques et électroménagers. Ces déchets doivent recevoir un traitement distinct de celui des déchets ménagers et être éliminés dans des installations spécialisées[52].

Or, cette qualification provoque une rupture juridique. L'objet ne peut plus être traité comme une marchandise ordinaire. Sa collecte, son stockage, son transport, son traitement et son élimination doivent respecter les règles applicables aux déchets. Lorsqu'il s'agit d'un déchet dangereux, son achat, sa vente, son importation, son exportation, son transit, son dépôt ou son stockage exige une autorisation préalable du ministre chargé de l'environnement[53]. Nous constatons que la vente d'un déchet dangereux n'échappe pas donc au droit de l'environnement au motif qu'elle procure un revenu à son détenteur. C'est le cas de l'article 33 qui vise expressément l'achat et la vente parmi les opérations soumises à autorisation[54]. Nous notons ainsi que la circulation économique du bien n'efface pas sa qualification environnementale. Cette règle concerne directement les activités de récupération. Certains objets sont recherchés pour leurs métaux, leurs composants ou leurs pièces détachées alors qu'ils ne peuvent plus être utilisés conformément à leur destination initiale. Leur valeur ne réside plus dans leur fonction, mais dans

[51] Voir l'art. 2, al. 13 de la loi du 24 mai 2021, préc.
[52] Arts. 35 à 37.
[53] Arts. 33 et 34.
[54] Art. 33.

les matières qui en seront extraites. Ils relèvent alors d'une opération de récupération ou de traitement de déchets, non d'une vente ordinaire au consommateur.

En revanche, nous relevons que la distinction devient encore plus sensible lorsque les biens proviennent de l'étranger. On n'ira pas plus loin que de rappeler les dispositions de l'article 29 de la loi du 24 mai 2021 précitée qui, présume dangereux tout déchet provenant de l'extérieur du territoire[55]. Cette présomption protège le Mali contre le transfert de déchets sous couvert de commerce. Il est vrai que son efficacité dépend toutefois de la qualification retenue lors de l'importation. Lorsque les objets sont déclarés comme équipements d'occasion, il faut d'abord démontrer qu'ils constituent en réalité des déchets. Toutefois, la frontière douanière devient ainsi le premier lieu de qualification. En tout état de cause, la présentation des objets comme biens destinés au réemploi devrait être étayée par des documents établissant leur fonctionnement, leur origine, leur destination et, le cas échéant, les réparations prévues. Or, il aurait été plus indiqué que, leur conditionnement puisse également montrer qu'ils sont transportés comme des équipements réutilisables et non comme un amas de matériels destinés au démantèlement. Dans cet ordre d'idées, les orientations élaborées dans le cadre de la Convention de Bâle accordent une place centrale à la destination du bien, à son fonctionnement, à la possibilité d'un réemploi direct ou après réparation ainsi qu'au document qui accompagnent le mouvement transfrontière[56]. Elles confirment que l'appellation choisie par l'expéditeur ne suffit pas. La qualification doit correspondre à l'état réel des équipements.

Depuis le 1er janvier 2025, les amendements relatifs aux déchets électroniques soumettent tous leurs mouvements transfrontaliers à la procédure de consentement préalable en connaissance de cause. Les déchets électroniques dangereux relèvent désormais de la rubrique A1181. Les autres déchets électroniques sont classés sous la rubrique Y49[57]. Cette évolution réduit les possibilités de soustraire certains équipements hors d'usage au contrôle au motif qu'ils ne présentent pas toutes les caractéristiques d'un déchet dangereux. Pourtant, c'est la Convention de Bamako qui complète ce dispositif à l'échelle africaine. Elle interdit l'importation en Afrique de déchets dangereux et soumet leurs mouvements ainsi que leur gestion à un contrôle strict. Le Mali l'a signée le 30 janvier

[55] Voir l'art. 29 de la loi du 30 mai 2001, préc

[56] Convention de Bâle, *Directives techniques relatives aux mouvements transfrontières de déchets électriques et électroniques et d'équipements électriques et électroniques usagés, notamment en ce qui concerne la distinction entre déchets et non-déchets*, version révisée adoptée par la décision BC-16/5, 2023.

[57] ibid.

1991 ratifiée le 6 juin 1991 et à déposer son instrument de ratification le 21 février 1996[58]. Une fausse déclaration présentant des déchets dangereux comme des biens d'occasion peut donc transformer une opération commerciale en mouvement illicite. Pour ce faire, on doit comprendre que ces normes ne mettent pas fin aux difficultés de qualification sur le marché intérieur. Une fois les équipements introduit sur le territoire et dispersés entre importateurs, vendeurs, réparateurs et récupérateurs, leur statut devient difficile à retracer. Le même objet peut passer de l'utilisation à la panne, de la panne à la réparation, de la réparation à la revente, puis de la récupération à l'abandon. Chaque passage peut modifier sa qualification juridique.

On ne peut nier que le droit malien permet d'identifier les deux extrémités de ce parcours. Le bien utilisable relève du droit de la consommation. Le bien abandonné et susceptible de produire des effets nocifs relève du droit des déchets. Mais, la zone intermédiaire reste moins précise. Cependant, la loi malienne ne définit pas la préparation au réemploi, le test de fonctionnalité ou les conditions de réparabilité des équipements usagés. Elle n'établit pas non plus une procédure commune permettant aux services du commerce, de l'environnement et des douanes de décider de leur statut. Toutefois, une méthode de qualification peut néanmoins être dégagée de l'ensemble des normes étudiées. Le bien d'occasion fonctionnel reste commercialisable sous réserve du respect des obligations d'information, de garantie et de sécurité. Le bien réparable peut quant à lui demeurer dans le circuit du réemploi lorsque sa réparation est déterminée, réalisable et documentée. Alors que, le produit dangereux doit être retiré du marché tant que sa mise en conformité n'est pas assurée. Enfin, l'objet abandonné, destiné à l'abandon ou dépourvu de perspective réelle d'utilisation doit sortir du circuit de consommation et intégrer une filière autorisée de traitement des déchets.

Dans ce contexte, le droit positif fournit ainsi les catégories nécessaires pour distinguer le bien encore utilisable, le produit et le déchet. Malgré la présence de ces qualifications, elle ne suffit pourtant pas à protéger subséquemment le consommateur. Encore faut-il que l'état du produit puisse être vérifié, que son parcours soit reconstitué et que les autorités donnent une suite cohérente à son retrait. La difficulté se déplace alors de la définition du statut juridique du bien vers les conditions concrètes de sa mise en œuvre.

[58] Union africaine, *Convention de Bamako sur l'interdiction d'importer en Afrique des déchets dangereux et sur le contrôle des mouvements transfrontières et la gestion des déchets dangereux produits en Afrique*, adoptée le 30 janv. 1991, vol. 2101, I-36508, en ligne, consultée le 1er sept. 2026 à 00 h 00.

II - UNE PROTECTION AFFAIBLIE PAR L'OPACITÉ DU MARCHÉ DE RUE

Dans l'espace public bamakois, l'effectivité de la protection du consommateur dépend, en premier lieu, de la capacité des autorités compétentes à identifier le bien, à apprécier son état et à déterminer les personnes qui l'ont importé, réparé ou commercialisé. Or, le vendeur peut exercer son activité sur un emplacement provisoire, déplacer régulièrement ses marchandises ou ne disposer d'aucun document permettant d'en établir l'origine. Le produit peut, en outre, avoir circulé entre plusieurs détenteurs avant d'être proposé au consommateur. Cette opacité de la chaîne de circulation des biens contraste avec l'étendue des pouvoirs reconnus à l'administration chargée du commerce, aux services compétents en matière d'environnement ainsi qu'aux autorités du District de Bamako. Le droit positif ne laisse donc pas les autorités dépourvues de moyens d'action. Il ne garantit toutefois pas, en pratique, que les informations nécessaires à l'exercice effectif de leurs compétences soient disponibles, accessibles, partagées entre les services concernés et conservées de manière à assurer une véritable traçabilité des biens.

A - Des pouvoirs de contrôle étendus face à une traçabilité déficiente

Le droit positif ne laisse pas les autorités démunies face aux biens usagés susceptibles de présenter un danger. Les agents chargés de la protection du consommateur disposent, à cet égard, de pouvoirs d'inspection et de saisie. Les services compétents en matière d'environnement peuvent également intervenir à l'égard des déchets, des produits polluants et des équipements détenus ou utilisés en violation de la législation applicable. De même, le Maire du District exerce, pour sa part, des pouvoirs de police administrative sur les marchés, les voies publiques et les dépôts qui y sont installés. Toutefois, cette pluralité de compétences permet certes d'appréhender un même objet sous des angles juridiques différents, mais elle ne garantit pas, à elle seule, l'effectivité du contrôle. Encore faut-il déterminer la nature juridique du bien concerné, identifier le régime applicable et préciser l'autorité compétente pour intervenir, ainsi que la personne susceptible de répondre de l'irrégularité constatée. L'enjeu réside donc moins dans l'absence de pouvoirs de contrôle que dans leur articulation et leur mise en œuvre effective.

1 - Une pluralité des autorités habilitées à intervenir

L'un des moyens les plus efficaces de renforcer la sécurité des produits de consommation est d'appliquer des obligations générales de sécurité pour les produits nationaux et les produits importés. L'exercice du contrôle des biens usés commence par les pouvoirs reconnus aux agents chargés de la protection du consommateur. On n'ira pas plus loin que de rappeler les dispositions des articles 56 à 64 du décret du 7 juillet 2016 qui les habilitent à rechercher, à constater et réprimer

les infractions à la loi N°2015-036. Ils peuvent procéder à des contrôles sur place, entendre les personnes mises en cause, recueillir des renseignements et prendre copie des documents utiles[59].

En effet, ces compétences s'étendent à la saisie. Les agents peuvent placer sous saisie conservatoire les produits considérés comme toxiques ou impropres à la consommation ainsi que les appareils ou objets qui paraissent contraires à la législation. En cas de danger imminent pour la santé et la sécurité des consommateurs, la marchandise peut être immédiatement saisie. La juridiction compétente peut ensuite prononcer une saisie définitive, tandis que les produits reconnus toxiques peuvent être détruits[60]. D'ailleurs, ces dispositions permettent une intervention directe sur un lieu de vente de biens d'occasion. Lorsque les appareils présentent des branchements dangereux, des composants exposés ou des signes manifestes d'altération, les agents ne sont pas tenus d'attendre la survenance d'un accident. Ils peuvent immobiliser les biens pendant les vérifications techniques.

Sur ce point, le consommateur dispose également d'une faculté de saisine des autorités compétentes. Toute personne qui s'estime lésée peut saisir le service chargé de la protection du consommateur ou, le cas échéant, la juridiction compétente. Les associations de consommateurs peuvent également exercer une telle action. Lorsque la saisine émane d'un tiers, le service compétent dispose d'un délai de cinq jours ouvrables pour donner suite à la plainte[61]. Ce mécanisme permet ainsi d'élargir le contrôle administratif aux signalements provenant directement du public. Toutefois, l'effectivité de ce dispositif demeure subordonnée à la possibilité d'identifier et de retrouver le vendeur ainsi que le produit concerné, notamment lorsque le signalement intervient après la transaction. Cette exigence constitue l'une des principales difficultés auxquelles les pouvoirs publics doivent faire face. Elle appelle, en conséquence, une organisation efficace des mécanismes de signalement, de traçabilité et de suivi des plaintes, afin de garantir une mise en œuvre effective et coordonnée du dispositif de protection du consommateur.

À ces pouvoirs s'ajoutent ceux de l'administration environnementale. Il convient de rappeler que dans la loi N°2021-032 relative aux pollutions et aux nuisances le législateur confiait déjà aux agents assermentés de la Direction Nationale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances la recherche et la constatation des infractions. La réforme de 2025 a étendu ces prérogatives aux Maires des communes ainsi qu'au Maire du District de Bamako. C'est le cas aussi de l'ordonnance N°2025-018/PT-RM du 1er avril 2025 qui prévoit qu'en cas d'urgence,

[59] Voir les arts. 56 à 64 du décret du 7 juill. 2016, préc.
[60] Voir les arts. 65 à 68, préc.
[61] Arts. 59 et 6 du décret du 7 juill. 2016, préc.

de nécessité liée à l'intérêt général ou d'atteinte à l'ordre public, les agents compétents et les maires peuvent rechercher et constater les manquements à la législation relative aux pollutions et aux nuisances. Ils peuvent solliciter le concours des officiers de police judiciaire, de la Garde nationale ainsi que des agents des Eaux et Forêts[62]. Toutefois, cette ordonnance a été ratifiée par la loi N°2025-028 du 3 juillet 2025[63].

De même, la reforme reconnaît aussi aux Maires le pouvoir de requérir la force publique pour rechercher et saisir les matériels, équipements ou produits exploités, détenus, stockés ou mis en circulation en violation de la loi. Ils peuvent accéder aux entrepôts, dépôts et magasins dans les conditions prévues par les textes. Ils peuvent exiger la communication des documents nécessaires au contrôle de la détention et de la circulation des produits chimiques et des déchets dangereux[64]. On peut citer également les articles 55 et 56 nouveaux qui permettent enfin de saisir les équipements ayant servi à commettre une atteinte à l'environnement ainsi que les déchets dangereux détenus, stockés, importés, vendus ou achetés en fraude. Les procès-verbaux constatant ces saisies doivent être transmis au procureur de la République dans les vingt-quatre heures[65].

De plus, la réforme de 2025 modifie l'analyse institutionnelle. Le Maire n'est plus seulement chargé de la salubrité des rues ou de l'organisation matérielle des marchés. Il devient un acteur de la police environnementale, doté de pouvoirs de constatation et de saisie. Il peut intervenir sur les objets abandonnés et sur les déchets dangereux proposés dans les circuits commerciaux. Or, la loi N°2023-005 du 13 mars 2023 portant statut particulier du District de Bamako lui conférait déjà une assise territoriale. C'est le cas de l'article 66 qui fait du Maire du District l'autorité de police administrative. On peut citer également l'article 67 qui place dans son champ d'action la sécurité de circulation dans les rues et les places publiques, l'interdiction d'exposer des objets susceptibles de blesser les passants ou de provoquer des émanations nuisibles ainsi que le maintien de l'ordre dans les foires, les marchés et les autres lieux publics[66]. Or, il convient de rappeler que les rues de Bamako sont inondées d'objet usés. Ce phénomène se heurte à plusieurs réalités pratiques qui, ne manquent pas de causer des problèmes aux consommateurs.

---

[62] Voir les arts. 49, al. 6, et 50 (nouveaux) de l'Ordonnance n° 2025-018/PT-RM du 1er avril 2025 portant modification de la Loi n° 2021-032 du 24 mai 2021 relative aux pollutions et aux nuisances, JORM, n° 11, 4 avr. 2025, pp. 425-428.

[63] Loi N°2025-028 du 3 juillet 2025 portant Ratification de l'Ordonnance N°2025-018/ PT-RM du 1er avril 2025 portant Modification de la Loi N°2021-032 du 24 mai 2021 Relative aux Pollutions et aux Nuisances, JORM n°20 du 4 juillet 2025 p. 799.

[64] Voir les arts. 51 et s. de l'Ordonnance n°2025-018/PT-RM du 1er avril 2025 portant modification de la Loi n°2021-032 du 24 mai 2021 relative aux pollutions et aux nuisances, JORM n°11 du 4 avril 2025, p. 425-428.

[65] Arts. 55 et 56 nouveaux.

[66] Arts. 66 et 67 de la loi n°2023-005 du 13 mars 2023 portant Statut Particulier du District de Bamako, JORM n°10 du 14 avril 2023 pp. 370-p. 384.

Par ailleurs, le Maire peut également délivrer des permis de stationnement ou de dépôt temporaires sur les voies et autres lieux publics. Les délégations d'arrondissement participent, pour leur part, à la gestion des foires et des marchés[67]. L'occupation de la voie publique par un vendeur de biens usagés n'est donc pas étrangère au droit. Elle relève d'un pouvoir d'autorisation et de police administrative susceptible de prendre en considération la circulation, la sécurité des passants ainsi que les risques liés à la nature ou à l'état des objets exposés. Ainsi, ces différents fondements juridiques permettent d'appréhender les principales dimensions du phénomène. Le droit de la consommation protège l'acheteur contre les produits non conformes ou dangereux. Le droit de l'environnement régit, quant à lui, les objets qui ont acquis la qualification de déchets. Enfin, la police administrative locale encadre l'occupation de l'espace public ainsi que les conditions de sécurité dans les marchés et sur les voies publiques.

Cette réparation ne révèle pas un manque de compétences. Elle présente plutôt un risque de juxtaposition. Un agent de commerce peut considérer l'objet comme un produit dangereux, le service environnemental comme un déchet spécial et l'autorité locale comme une marchandise exposée sur une occupation irrégulière de la voie publique. D'ailleurs, ces qualifications peuvent toutefois se compléter ; elles peuvent aussi conduire à des interventions séparées si aucun mécanisme ne permet de partager les informations et de déterminer la suite donnée au bien saisi. En revanche, le retrait d'un objet de la rue ne règle nécessairement son statut. Si le bien est seulement déplacé vers un dépôt sans diagnostic technique, il peut être récupéré, revendu ou abandonné ailleurs.

Or, la protection du consommateur exige donc que l'opération de police conduise à une décision sur le devenir de l'objet. Celui-ci doit être restitué s'il est conforme, réparé lorsque sa mise en sécurité demeure possible ou orientée vers une filière de traitement lorsqu'il constitue un déchet. Par ailleurs, l'étendue des pouvoirs juridiques contraste ainsi avec la difficulté pratique de suivre le produit. La question n'est plus seulement de savoir qui peut saisir, mais ce que l'autorité peut établir après la saisie.

2 - Une traçabilité comme condition du contrôle effectif

Dans nos sociétés de consommation modernes, les consommateurs deviennent de plus en plus exigeants en ce qui concerne la qualité des produits qu'ils achètent, mais également, et c'est un point encore plus important, concernant la sécurité des produits achetés. Donc, la traçabilité désigne la possibilité de reconstituer le parcours d'un bien depuis son origine jusqu'à sa vente, son

[67] Voir les arts. 24, 68 et 79, préc.

utilisation et sa fin de vie. Pour un objet usagé, elle doit permettre d'identifier son importateur ou son premier détenteur, les réparations qu'il a subies, les vendeurs successifs ainsi que la personne responsable de son dernier transfert.

Sur ce point, la prise en compte de cette information remplit plusieurs fonctions. Elle aide l'administration à distinguer le bien du déchet. Elle permet au consommateur de retrouver le vendeur et d'exercer la garantie. Elle facilite aussi l'identification du responsable lorsque le produit provoque un dommage. Le droit malien contient certains éléments de cette traçabilité. Il en est ainsi de l'article 7 de la loi du 16 juillet 2015 qui impose la remise d'une facture, d'un reçu ou d'une pièce équivalente. C'est le cas aussi de l'article 39 qui exige que *« la facture indique clairement si le bien est déclassé, réparé, reconditionné ou d'occasion*[68]*. »* On peut citer également l'article 13 qui impose au fournisseur de prouver que le produit respecte les normes en vigueur. Ces documents devraient former le premier dossier d'identité du bien.

Mais, le dispositif reste peu adapté à la circulation d'un objet entre plusieurs détenteurs. La loi n'exige pas que la facture indique l'origine du bien, l'identité du réparateur, les pièces remplacées ou le résultat d'un test de fonctionnement. Elle ne prévoit pas non plus de registre spécifique pour les vendeurs habituels de matériels d'occasion. La mention générale portée sur la facture informe le consommateur sur la catégorie du produit. Elle ne reconstitue pas son parcours. Or, cette lacune devient plus grave lorsque la transaction ne donne lieu à aucun écrit. Le consommateur peut alors conserver le bien ou produit défectueux[69] sans pouvoir établir l'identité complète du vendeur. L'administration peut rencontrer la même difficulté lors d'un contrôle. Un vendeur peut déclarer qu'il agit pour le compte d'un tiers, que le bien lui a été confié pour réparation ou qu'il ignore sa provenance. Sans document, ces affirmations sont difficiles à vérifier.

La traçabilité détermine aussi la responsabilité[70]. Face à cette exigence, la sécurité des produits devient une préoccupation majeure pour le législateur consumériste national et communautaire du fait que les préjudices causés aux consommateurs par un produit défectueux

---

[68] Voir les arts. 7, 13 et 39 de la loi du 16 juill. 2015, préc.

[69] Quand on parle de produits défectueux, c'est donc par rapport à une anomalie, un dysfonctionnement que présente un produit et dont les modalités de création ne respectent pas certaines normes importantes tant pour un bon usage du produit que les conséquences que celui-ci pourrait engendrer au cours de son utilisation. À la question de savoir quelles sont les conditions nécessaires pour engager une action en justice pour la responsabilité du fait des produits défectueux ? Trois conditions sont indispensables : la défectuosité, le dommage et le lien de causalité entre la défectuosité et le dommage. Pour que le fournisseur soit responsable des produits ayant un défaut de sécurité, il faut que ces trois conditions soient réunies.

[70] Le terme *« responsabilité »* est dérivé du latin spondeo : je m'engage ou de responsus : se porter garant. Le Doyen Gérard CORNU définit la responsabilité comme « une obligation de répondre d'un dommage devant la justice et d'en assumer les conséquences civiles, pénales et disciplinaires... ». En ce sens, voir amplement Gérard CORNU, *« Vocabulaire Juridique »*, Association Henri Capitant, Paris, Éditions PUF, janvier 2016, v. également l'art. 113 du RGO du Mali, préc.

affaiblissent d'une part la confiance des consommateurs, et d'autre part, le risque de freiner la croissance économique. Il faut ainsi préciser, contrairement au droit commun, la responsabilité du fait des produits défectueux bénéficie à toutes les victimes, aux contractants comme aux tiers bénéficiaires[71]. Ainsi, la Directive N°01/2023/CM/UEMOA prévoit que le distributeur peut être comme producteur lorsque le producteur ou l'importateur ne peut être identifié et qu'il ne communique pas l'identité de son propre fournisseur[72]. Cette solution empêche le vendeur final de tirer avantage de l'opacité de la chaine. Elle fait de la conservation de l'identité du fournisseur une obligation liée au risque de responsabilité.

Par ailleurs, son application aux circuits de rue suppose toutefois que chaque intervenant puisse être lui-même identifié. Or, le vendeur peut ne pas disposer d'une adresse stable, d'une immatriculation accessible ou d'une preuve de son approvisionnement. En tout état de cause, il faut préciser que la mobilité commerciale se transforme alors en mobilité juridique. Le professionnel existe au moment de la vente, mais devient difficile à localiser lorsque le consommateur cherche à exercer un recours. Mais, les données disponibles sur la filière malienne des déchets électroniques éclairent cette difficulté, même si leur ancienneté impose de les utiliser avec mesure. L'étude publiée par le Centre de recherches pour le développement international en 2014 relevait que plusieurs institutions publiques, privées et communautaires intervenaient dans la gestion des déchets tout en agissant de manière isolée. Elle associait cette situation à une faible efficacité de la gestion, surtout à Bamako, et estimait que la multiplicité des acteurs compliquait l'application des lois et règlements[73].

Par ailleurs, la réforme de 2025 répond en partie à ce constat en associant plus directement les Maires à la police environnementale. Elle ne crée toutefois pas, à elle seule, un système commun d'information. Or, le pouvoir de demander des documents n'est utile que si ces documents existent et si les données qu'ils contiennent peuvent être croisées entre les services du commerce, de l'environnement, des douanes et du District. Ce n'est plus une illusion, ni une science-fiction, on a compris que les pratiques d'occupation des abords des marchés montrent une autre limite[74]. Et, ce constat distingue le contrôle de l'effectivité. L'autorité peut également

[71] Voir Philippe LE TOURNEAU, *« Responsabilité des vendeurs et fabricants »,* préc., n° 422, p. 90.
[72] Art. 69 de la Directive n°01/2023/CM/UEMOA du 16 juin 2023, préc.
[73] Voir amplement Cheikh DIOP et Ramata MoloTHIOUNE (dir.), « *Les déchets électroniques et informatiques en Afrique : défis et opportunités pour un développement durable au Bénin, au Mali et au Sénégal »*, Paris, Karthala/CRDI, 2014, en ligne, consultée le 1er sept. 2026 à 00 h 00.
[74] En ce sens, voir un reportage de l'Agence malienne de presse publiée en mai 2026 qui décrit les difficultés rencontrées autour des marchés de Sabalibougou et de Niamakoro. Selon les informations recueillies, les commerçants reviennent parfois quelques minutes après les opérations de dégagement et de saisie menées par les services locaux. Le reportage concerne l'occupation commerciale des voies et non spécialement la vente de biens usés. Il montre

intervenir, saisir une marchandise et libérer une voie. La même pratique réapparaît toutefois si le vendeur conserve ses circuits d'approvisionnement et peut se réinstaller ailleurs. Une action répétée mais dépourvue de suivi risque de déplacer le problème au lieu de le résoudre.

Au sujet de la traçabilité, il est possible de noter qu'elle doit donc porter à la fois sur le bien et sur l'opérateur. L'identité du vendeur, son lieu habituel d'activité et son fournisseur doivent pouvoir être retrouvés. L'objet doit, pour sa part, être rattaché à une facture, à un test ou à une fiche de réparation. Dans cette perspective, ces exigences ne supposent pas nécessairement un système administratif lourd. Un registre simplifié, adapté aux petits vendeurs et aux réparateurs, pourrait suffire à conserver les informations indispensables. Rappelons que l'objectif n'est pas de dépouiller les vendeurs de leur prérogative de promoteurs du produit, mais de les aider à assumer pleinement cette prérogative face à des consommateurs moins outillés et, partant, vulnérables. Aussi, la traçabilité doit également suivre le devenir des biens saisis. Le procès-verbal devrait permettre de connaître la nature du produit, son état, le fondement juridique de la saisie et la décision prise après son examen. Sans ce suivi, l'administration ne peut pas produire de données fiables sur les types de biens dangereux rencontrés, les lieux où ils sont vendus ou la répétition des infractions.

Or, l'absence de données entretient ensuite l'incertitude scientifique. Elle empêche d'établir si la circulation des objets usés augmente, si les contrôles réduisent les risques ou si certains marchés concentrent davantage de produit dangereux. Elle limite aussi la capacité des autorités à cibler leurs interventions. L'opacité du marché de rue ne résulte donc pas seulement de l'informalité des vendeurs. Elle résulte de la rupture des informations entre importation, la réparation, la revente et l'élimination. Chaque acteur ne connaît qu'une partie du parcours. Aucun ne conserve nécessairement la mémoire complète du bien. C'est dire que les pouvoirs de contrôle reconnus par le droit malien sont assez larges pour agir sur les produits dangereux et les déchets. Leur exercice reste cependant dépendant d'une information que les circuits actuels produisent peu ou conservent mal. La traçabilité ne constitue donc pas une formalité secondaire. Elle est la condition sine qua non qui permet de qualifier le bien, de choisir l'autorité compétente et d'identifier le responsable.

néanmoins la faible durée des effets produits par des contrôles ponctuels lorsqu'ils ne modifient pas les conditions d'exercice de l'activité. En ce sens, v. Agence malienne de presse, *« Occupation anarchique des routes aux abords des marches : entre opportunisme économique et incivisme »,* 5 mai 2026, http:amap.ml/2026/05/05/occupation-anarchique-des-routes-aux-abords-des-marches-entre-oppotunisme-economique-et-incivisme/.

Quoiqu'il en soit, la protection du consommateur ne pourra devenir effective par la seule multiplication des saisies. De ce fait, elle demande une surveillance du marché capable de suivre les biens, de coordonner les institutions et de prévenir leur retour dans les circuits de vente. C'est autour de cette fonction que le dispositif doit être reconstruit.

B - Une effectivité à reconstruire autour de la surveillance du marché

L'effectivité de la protection du consommateur ne saurait être mesurée au seul nombre de marchandises saisies ou de vendeurs évacués de la voie publique. Une intervention ponctuelle peut faire disparaître temporairement le risque visible sans agir sur la provenance des produits, la qualité des réparations ou le devenir des objets retirés. Or, la surveillance du marché poursuit un objectif plus large. Elle consiste à recueillir des informations, à cibler les contrôles, à évaluer les biens, à organiser les mesures correctives et à vérifier qu'un produit dangereux ne retourne dans le circuit commercial. Une telle fonction ne suppose la disparition du commerce d'occasion. Elle doit au contraire distinguer l'activité de réemploi, qui mérite d'être soutenue, de la circulation des produits dont la sécurité ne peut être garantie. La reconstruction du dispositif repose dès lors sur deux exigences complémentaires : orienter les contrôles vers les risques les plus sérieux et établir une continuité entre l'identification du vendeur, la qualification du bien et la décision prise sur son devenir.

1 - Un passage d'un contrôle ponctuel à une surveillance fondée sur le risque

Plusieurs facteurs contribuent à l'accroissement des risques[75] liés à l'usage des produits de consommation. Il en est ainsi de la complexité croissante de certaines catégories de biens de consommation, de l'extrême diversification des produits et du souci constant de modifier la composition des produits offerts sur le marché[76]. Mais, tous les biens usés n'appellent pas forcement le même niveau de contrôle. Un meuble présentant une usure visible ne soulève pas les mêmes enjeux qu'une batterie gonflée, un appareil électrique dont les câbles dénudés ou un équipement contenant des substances dangereuses. Or, une surveillance indifférenciée disperserait les moyens disponibles et risquerait de transformer la lutte contre les produits dangereux en police générale du commerce de rue.

[75] En ce sens, le risque lié au produit peut provenir d'une erreur de conception, d'un défaut dans la fabrication, de la présence de composants dangereux pour la santé, d'un étiquetage erroné, incomplet ou peu clair ou d'instructions insuffisantes fournies au consommateur sur la manière d'utiliser le produit et de prévenir les risques possibles.

[76] Pour plus de détails, voir Khalid DERRAZ, *« Principe de précaution et sécurité des produits de consommation : regard sur la loi canadienne sur la sécurité des produits de consommation »,* Mémoire présenté en octobre 2014, Université du Québec à Montréal, p. 3.

De prime à bord, il faut relever que le ciblage doit d'abord subséquemment tenir compte de la gravité du dommage prévisible. Ainsi, les équipements susceptibles de provoquer un incendie, une électrocution, une intoxication ou une exposition à des substances nocives doivent recevoir une priorité particulière. La probabilité du dommage, le nombre de consommateurs exposés et la vulnérabilité des utilisateurs complètent cette appréciation. Autant dire qu'un produit destiné à l'usage domestique ou susceptible d'être manipulé par des enfants justifie ainsi une vigilance accrue.

De toute évidence, l'obligation générale de sécurité des produits fait que les producteurs sont tenus de fournir un produit qui soit sûr, et généralement qui soit *« raisonnablement »* sûr. Constatons que cela ne signifie pas que le producteur soit tenu de fournir un produit exempt de tout risque. Il convient toutefois de relever que le produit doit être soit dépourvu de tout risque, soit ne présenter qu'un risque minimal[77]. Cette approche est conforme à la logique générale de la sécurité des produits. D'ailleurs, les principes directeurs des Nations Unies invitent les États à adopter des politiques permettant que les biens soient sûrs pour l'usage auquel ils sont destinés ou pour un usage normalement prévisible. Ils recommandent aussi que les producteurs et distributeurs signalent sans délai les risques découverts après la mise sur le marché et que les autorités puissent retirer, remplacer ou modifier les produits dangereux[78]. C'est le cas aussi de la Directive N°01/2023/CM/UEMOA qui inscrit également la protection de la santé et de la sécurité parmi les droits essentiels du consommateur et impose aux États d'organiser la surveillance nécessaire à leur garantie[79].

À cet égard, appliquée à Bamako, la surveillance fondée sur le risque devrait combiner l'observation des lieux de vente, les plaintes des consommateurs, les constats des services de santé et les informations recueillies lors des saisies. En cela, les marchés et axes sur lesquels se concentrent les appareils électriques, les batteries, les pièces mécaniques ou les équipements fréquemment réparés pourraient faire l'objet d'opérations régulières associant les compétences commerciales, techniques, environnementales et locales. En revanche, le contrôle visuel conserverait ainsi une fonction de premier tri. De toute évidence, il permettrait de repérer les composants exposés, les traces de brûlure, les batteries déformées, l'absence de protection, les

[77] Voir Boubacary DIALLO, op. cit., p. 196 et s.

[78] Voir Nations Unies, *Principes directeurs des Nations Unies pour la protection du consommateur*, Résolution 70/186 de l'Assemblée générale, 22 déc. 2015, §§ 16 et s., relatifs à la sécurité physique, en ligne sur le site de la CNUCED (UNCTAD).

[79] Voir les arts. 49 et s. de la Directive n°01/2023/CM/UEMOA du 16 juin 2023 relative à la protection du consommateur dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine, préc.

raccordements improvisés ou les conditions de stockage qui accélèrent la dégradation. Il ne suffirait toutefois pas à attester la sécurité d'un appareil. Les biens présentant un doute sérieux devraient être soumis à un test adapté à leur nature et à leur usage.

Ce test ne devrait pas se limiter à constater que le produit s'allume ou démarre. Il devrait subséquemment porter sur les fonctions essentielles de sécurité et, lorsqu'un risque particulier est identifié, sur le comportement du bien dans des conditions normales d'utilisation. C'est le cas des directives techniques élaborées dans le cadre de la Convention de Bâle qui insistent précisément sur l'importance de la preuve de fonctionnalité, de l'évolution de l'état des équipements et de la documentation qui accompagne les mouvements de matériels usagés[80]. Ces orientations peuvent inspirer des protocoles nationaux simples, sans exiger pour chaque objet une expertise disproportionnée à sa valeur.

Or pour prémunir le consommateur contre le danger, la surveillance devrait également commencer en amont du marché de rue. Lorsque des lots d'équipements usés entrent sur le territoire, leur qualification comme produits destinés au réemploi ne devrait pas reposer sur la seule déclaration de l'importateur. Toutefois, un échantillonnage, des documents de fonctionnement, l'identification de la destination et un conditionnement compatible avec le réemploi peuvent fournir des indices objectifs. Les amendements de la Convention de Bâle entrés en vigueur le 1er janvier 2025 renforcent l'intérêt de cette vigilance en soumettant les mouvements transfrontières de déchets électroniques au consentement préalable[81].

Or, le contrôle en amont ne peut cependant absorber l'ensemble des risques. Certains produits deviennent dangereux après plusieurs années d'utilisation ou à la suite d'une réparation locale. Les réparateurs occupent donc une place centrale dans la surveillance. Ils sont en mesure de détecter des défauts invisibles pour le consommateur, mais peuvent aussi créer un risque lorsqu'ils emploient des pièces inadaptées ou neutralisent un dispositif de protection. Leur association à l'élaboration de fiches de contrôle et de règles minimales de réparation permettrait de mobiliser leur savoir pratique tout en rendant leur intervention plus véritable.

---

[80] Convention de Bâle, *Directives techniques relatives aux mouvements transfrontières de déchets électriques et électroniques et d'équipements électriques et électroniques usagés, notamment en ce qui concerne la distinction entre déchets et non-déchets*, version révisée adoptée à titre intérimaire par la décision BC-16/5 ; id., « *E-waste Amendments: Frequently Asked Questions* », relatifs aux amendements adoptés par la décision BC-15/18, en ligne sur le site officiel de la Convention de Bâle.

[81] Voir Convention de Bâle, « E-waste Amendments: Frequently Asked Questions », décision BC-15/18, amendements aux annexes II, VIII et IX, entrés en vigueur le 1er janvier 2025, en ligne sur le site de la Convention de Bâle. E-waste Amendments: Frequently Asked Questions

Pour ce faire, on doit comprendre qu'une surveillance fondée sur le risque, doit enfin organiser la réponse après le diagnostic. Le bien conforme[82] peut être maintenu sur le marché. Le bien réparable doit être retiré de la vente jusqu'à sa mise en sécurité. Le produit dont le danger ne peut être supprimé doit rejoindre une filière de déchets autorisée. Cette orientation évite deux écueils : détruire des objets encore réparables et replacer dans la rue des équipements dont le retrait n'a été que provisoire. Par conséquent, la décision doit être consignée. Le procès-verbal de contrôle devrait indiquer la nature du bien, les défauts observés, le test réalisé, la qualification retenue et la mesure ordonnée. Ce document assurerait la continuité entre l'intervention sur le lieu de vente, l'éventuelle expertise technique et la décision finale. Il permettrait aussi d'identifier les défauts récurrents et d'adapter les contrôles futurs.

Concrètement, le développement d'une telle surveillance exige des moyens humains et techniques, mais il ne se réduit pas à la création d'un laboratoire lourd. Des protocoles de tri, quelques équipements de test, la formation d'équipes mixtes et l'accès à une expertise lorsque le doute persiste peuvent déjà améliorer la qualité des décisions. La priorité consiste moins à examiner indistinctement chaque objet qu'à repérer ceux dont le risque justifie une intervention approfondie.

2 - Une traçabilité proportionnée adossée à une coordination permanente

La surveillance ne peut être fondée sur le risque si aucune information n'est conservée sur les produits et les opérateurs. La traçabilité doit cependant rester proportionnée à la structure du commerce concerné. Sur ce point, imposer aux petits vendeurs les mêmes procédures qu'aux grands importateurs pourrait certainement déplacer l'activité sans améliorer la sécurité. D'où, l'objectif est de préserver les informations indispensables, non de multiplier les formalités sans utilité pour le contrôle. Ainsi, une fiche simplifiée pourrait accompagner les biens techniques d'occasion. Dans ce cadre, elle permettrait d'identifier le vendeur ainsi que, lorsque cette information est disponible, la personne qui lui a fourni le produit, la catégorie du bien, son état déclaré, les principales réparations effectuées et le résultat du test réalisé. Remise avec la facture ou le reçu, elle contribuerait ainsi à une meilleure information du consommateur sur le bien acquis et permettrait à l'administration de retracer plus aisément l'opérateur responsable.

En effet, cette exigence prolonge les obligations déjà posées par les articles 7 et 39 de la loi du 16 juillet 2015. La remise d'une pièce justificative et l'indication du caractère réparé,

[82] En droit OHADA, la conformité peut être appréhendée comme la réponse de l'entreprise à l'*« attente légitime du consommateur »* concernant le produit ou le service objet du contrat de consommation (voir l'art. 70 de l'Avant-projet d'Acte uniforme relatif au droit de la consommation de l'OHADA).

reconditionné, déclassé ou d'occasion du bien ne constituent pas des mécanismes étrangers aux pratiques que le législateur entend organiser[83]. La reforme consisterait surtout à rendre ces obligations utilisables dans les circuits de rue et à compléter les informations lorsque la nature technique du produit le justifie. Sauf par abus de langage, la responsabilité prévue par la Directive de l'UEMOA donne à cette conservation une portée particulière. Le distributeur qui ne peut identifier le producteur ou l'importateur et ne communique pas son propre fournisseur peut être assimilé au producteur[84]. Cette règle transforme l'opacité en risque juridique pour le vendeur final. Sa transposition et son application effective inciteraient les professionnels à demander eux-mêmes une preuve lors de l'approvisionnement. Toutefois, la traçabilité de l'opérateur pourrait s'appuyer sur les pouvoirs locaux d'autorisation de l'occupation du domaine public. Dans son principe, le permis de stationnement ou de dépôt temporaire ne devrait pas devenir une autorisation générale de vendre tout type de produit. Cependant, il pourrait néanmoins permettre d'identifier le titulaire, son emplacement habituel et la nature de son activité. Les délégations d'arrondissement disposeraient ainsi d'un premier registre des vendeurs exerçant sur les sites qu'elles administrent[85].

Dès lors, l'enregistrement ne devrait pas avoir pour effet d'exclure les acteurs les plus modestes. Une procédure accessible, délivrée à proximité des marchés et accompagné d'une information sur les obligations de sécurité serait plus efficace qu'une formalité dont le coût ou la complexité favorise la clandestinité. Or, l'identification peut devenir un moyen d'intégration progressive si elle ouvre l'accès à la formation, à des zones de vente adaptées et à des services de test partagés. Il est possible de constater que la coordination institutionnelle constitue l'autre condition sine qua non de continuité. Les compétences du commerce, de l'environnement, des douanes, du District et des services de sécurité se rencontrent sur le même objet sans se confondre. Leur articulation devrait être organisée par un protocole précisant l'autorité qui reçoit le signalement, celle qui réalise le premier constat, le service chargé du diagnostic et la destination du bien selon la qualification retenue.

Il est possible de constater que, la réforme de 2025 offre un point d'appui à cette organisation. En reconnaissant ainsi aux Maires des compétences de constatation et de saisie en matière de pollutions et de nuisances, elle rapproche la police de l'environnement des lieux où les objets sont exposés et abandonnés. En outre, elle permet aussi le concours de la force publique et

[83] Voir les arts. 7 et 39 de la loi du 16 juill. 2015, préc.
[84] Voir l'art. 69 de la Directive n°01/2023/CM/UEMOA du 16 juin 2023, préc.
[85] Voir les arts. 24, 68 et 79 de la Loi n° 2023-005 du 13 mars 2023 portant Statut particulier du District de Bamako, préc.

impose la transmission rapide des procès-verbaux au procureur dans les cas prévus[86]. Cette extension doit désormais s'accompagner de pratiques harmonisées entre les services techniques et les services commerciaux. Toutefois, un dispositif permanent de concertation au niveau du District pourrait réunir périodiquement les autorités concernées, les associations de consommateurs, les représentants des vendeurs, les réparateurs et les acteurs de la récupération. Donc, sa fonction ne serait pas de substituer une nouvelle institution aux services existants. Si tel est le cas, il servirait sans nul doute à partager les constats, à identifier les produits prioritaires, à préparer les opérations conjointes et à suivre le devenir des biens retirés.

De surcroit, le partage d'information devrait rester simple. À cet effet, une base commune pourrait enregistrer la date et le lieu du contrôle, l'identité de l'opérateur, la catégorie du produit, la qualification retenue et la mesure prise. Ainsi, ces données permettraient de repérer la répétition des infractions, les fournisseurs fréquemment associés à des biens dangereux et les zones dans lesquelles les mêmes réapparaissent. Elles fourniraient aussi un socle empirique aux recherches futures sur les risques liés au marché d'occasion à Bamako. Il est d'usage de rappeler que, la participation des consommateurs complète ce dispositif. Il s'agit notamment de mettre en place un mécanisme de signalement accessible, utilisable sans connaissance juridique particulière, qui pourrait orienter très rapidement les plaintes vers le service compétent. En revanche, l'information du public devrait expliquer les signes de danger, l'utilité de la facture et les recours disponibles. Elle devrait également éviter d'assimiler tout produit ancien à un produit dangereux, afin de ne pas discréditer le réemploi sûr.

Cependant, la reconstruction de l'effectivité ne repose donc pas sur une interdiction générale des ventes de rue. Elle demande une gradation des obligations selon le risque, une identification minimale des opérateurs, des critères communs de qualification et un suivi du bien jusqu'à sa remise en conformité ou son traitement comme déchet. C'est cette continuité qui permettrait de transformer des pouvoirs juridiques dispersés en une véritable politique de sécurité du marché.

Conclusion

Au terme de cette réflexion, il semble s'établir que la libéralisation du commerce, doublée de l'expansion rapide de l'économie numérique, a fait de la sécurité des produits de consommation un sujet de première importance des activités de coopération internationale. Cependant, la présence croissante de biens usés dans les rues de Bamako ne permet pas, à elle seule, de conclure à

[86] Voir les arts. 49 et s. nouveaux de l'Ordonnance n° 2025-018/PT-RM, préc.

l'existence d'un danger pour la santé et la sécurité du consommateur. De ce fait, nous constatons que le commerce d'occasion répond à des besoins économiques réels, soutient la réparation et prolonge la durée de vie des produits. Mais, certes, l'analyse révèle que ces objets ne sont pas exempts de risques pour le consommateur. Et, le risque apparaît surtout lorsque l'ancienneté, l'usure ou les réparations ont rendu le bien dangereux, mais également lorsque le vendeur dissimule l'état réel du produit au consommateur ou lorsqu'un objet qui devrait relever du régime juridique des déchets continue d'être présenté et commercialisé comme une marchandise.

De ce point de vue, le droit comme une prérogative reconnue à tous, individuellement ou collectivement, impose à l'État de mettre en place des mesures et des moyens de protection tendant à prévenir la survenue de ces risques. Dans tous les cas, le droit positif permet de saisir ces situations. Incontestablement, la loi du 16 juillet 2015 portant protection du consommateur précitée, soumet le bien d'occasion aux exigences d'information, de facture, de garantie et de sécurité. Toujours, dans le cadre de la protection, elle autorise le retrait et la saisie des produits dangereux. De même, la loi n°2021-032 organise le passage vers le droit des déchets lorsque l'objet est abandonné, destiné à l'abandon ou ne peut plus être utilisé sans risque. Aussi, Il convient aussi de rappeler que les normes de l'UEMOA, de la Convention de Bâle et de la Convention de Bamako renforcent avec prégnance ce cadre en matière de responsabilité, de traçabilité et de mouvements transfrontières.

La difficulté tient moins à l'absence de qualification qu'à la zone intermédiaire entre le produit réparable et le déchet. Aucun critère unique ne suffit à la résoudre. L'état fonctionnel, la nature du défaut, la faisabilité de la réparation, la documentation disponible, les conditions de stockage et la destination réelle du bien doivent être appréciés ensemble. Cette méthode permet de préserver le réemploi lorsque celui-ci est réel sans accepter que la valeur résiduelle d'un objet masque son impropriété. De même, l'analyse montre également que les autorités disposent des pouvoirs étendus. Les agents du commerce peuvent inspecter et saisir. Les services environnementaux interviennent sur les déchets et les produits polluants. Le Maire du District exerce une police sur les voies, les marchés et les objets exposés dans l'espace public. Depuis la réforme de 2025, il participe directement à la recherche, à la constatation et à la saisie de certains équipements et déchets détenus en violation de la législation.

Mais, nous estimons que cette pluralité de compétences ne devient protectrice que si elle s'accompagne d'une continuité de l'action. Une saisie dépourvue de diagnostic peut déplacer le bien sans supprimer le potentiel risque. Donc, une facture qui n'identifie pas l'origine ou la réparation du produit renseigne imparfaitement le consommateur. Une autorisation d'occuper la

voie publique ne garantit pas la sécurité des marchandises exposées. L'opacité du circuit fragilise ainsi chacune des interventions prises isolement. Ainsi, le devoir de loyauté débouche ici, comme le rappelle fort heureusement M. HORSMANNS, sur une obligation de coopération *« accrue »*[87]. À cet égard, la réponse doit être proportionnée à la réalité économique de Bamako. Elle ne peut consister à soumettre chaque objet à une expertise coûteuse ni à exclure indistinctement les vendeurs informels. Elle suppose de concentrer les contrôles sur les produits présentant les risques les plus graves, d'établir des tests adaptés, d'identifier les opérateurs et de conserver une information minimale sur l'origine et l'état du bien. Elle exige surtout qu'une décision définitive soit prise après le retrait : restitution du produit conforme, réparation contrôlée du bien réparable ou orientation du déchet vers une filière autorisée.

La protection effective du consommateur dépend donc de la transformation de contrôles ponctuels en surveillance du marché. Ainsi, il faut noter que les autorités seraient au bout de leur logique en concentrant leurs efforts pour pouvoir relier l'importation, la réparation, la vente et la fin de vie du produit, tout en associant les services du commerce, de l'environnement, des douanes et du District. À cet égard, nous rendrons la protection plus robuste et efficace, tout en produisant les données qui manquent encore pour mesurer le phénomène et ajuster l'action publique.

À ce titre, il faut reconnaître aussi que la qualification juridique constitue ainsi une condition nécessaire, mais non suffisante, de la sécurité du consommateur. Elle donne aux autorités les mots et les pouvoirs pour intervenir. Toutefois, nous devrons mettre en exergue une politique claire, globale et cohérente de surveillance de marché pour mieux organiser le contrôle (par exemple améliorer la traçabilité des produits et services tout au long de la chaine d'approvisionnement) et de cibler les produits de consommation présentant le plus de risques pour la santé et la sécurité des consommateurs. C'est à cette condition que le droit pourra préserver la valeur économique du réemploi sans abandonner au consommateur le coût humain de l'incertitude.

[87] Horsmanns GUY et VerwilGhen MICHEL, *« Stabilité et évolution »,* in le contrat économique international, journée d'études juridiques Jean DABIN, p. 470, n° 35, v., aussi Morin GEORGES, *« Le devoir de coopération dans les contrats internationaux »,* Dr., et part. com. Intern. 1980, pp. 9 et s.

L'égalité dans le droit positif tchadien de la famille et des personnes

Equality in Chad's Positive Family and Personal Law

Par :

DEDJINGAR MBAILEDE Alain

Université de Moundou (Tchad)

alainmbailede@yahoo.fr

Résumé :

Le présent article met en exergue les difficultés à la mise en œuvre du principe d'égalité dans le droit de la famille, consacré par la constitution et par divers instruments juridiques internationaux et nationaux relatifs aux droits humains ratifiés par le Tchad. L'examen de l'égalité dans le droit de la famille demeure une question d'une importance capitale en raison de son actualité qui justifie la nécessité de la présente recherche. A cet égard, il est aisé de relever d'emblée que le pluralisme juridique solidement ancrée dans les pratiques institutionnelles créent un environnement peu propice à la mise en œuvre des lois et politiques favorables au principe de l'égalité. Il est frappant de constater que c'est dans le domaine du droit des personnes et de la famille qu'on constate le plus de discriminations à l'égard de la femme tchadienne. C'est donc la mesure de ces insuffisances qu'il convient de prendre afin de montrer qu'une relecture des textes consacrant le principe d'égalité s'impose comme une nécessité impérieuse.

Mots Clés : l'égalité, la famille, le droit positif tchadien

Abstract:

This article highlights the challenges in implementing the principle of equality in family law, as enshrined in the Constitution and in various international and national human rights instruments ratified by Chad. The examination of equality in family law remains a matter of paramount importance due to its current relevance, which justifies the need for this research. In this regard, it is immediately apparent that legal pluralism, firmly rooted in institutional practices, creates an environment that is not conducive to the implementation of laws and policies that promote the principle of equality. It is striking to note that it is in the field of personal and family law that the most discrimination against Chadian women is observed. It is therefore necessary to assess the extent of these shortcomings in order to demonstrate that a reexamination of the legal texts enshrining the principle of equality is an urgent necessity.

Keywords: equality, family, Chadian positive law

Introduction

Le droit de la famille est un domaine en constante évolution. Cette évolution a été fortement influencée, à partir des années 1970, par la mise en œuvre du principe d'égalité[1]. L'égalité dans la famille a été la transformation la plus importante qu'ait connue le droit civil depuis 1804[2]. C'est dans cette optique que les États africains de l'espace francophone dans leur ensemble ont rénové leur droit de la famille, par la refonte des dispositions du Code civil français, reçu en héritage colonial. Le droit tchadien de la famille ne saurait en principe résister à cette crise profonde inhérente aux mutations modernes et postmodernes de ce droit contemporain. Cependant, à la différence de certains pays africains[3], le législateur tchadien, depuis l'accession à l'indépendance, n'a toujours pas réussi à se doter d'un texte censé promouvoir le statut de la femme et de l'enfant. L'application des textes français[4] qui devrait être une situation transitoire pour permettre au Tchad de se doter de ses propres lois perdure en ce qui concerne les biens et l'état des personnes. Le pluralisme juridique[5], fortifié par le pluralisme judiciaire[6], caractérisé par la coexistence du droit

[1] MARGUET (L.), MESNIL (M.), « l'égalité des sexes et des sexualités au prisme du droit de la famille », La Découverte | « Mouvements », 2015/2 n° 82 | pp. 50 à 57.

[2] MALAURIE (P.) et AYNES (L.), *Les personnes, les incapacités*, Paris, 2ème éd., 2005, éditions juridiques associées, p.89.

[3] Tels que le Bénin, le Cameroun, Sénégal ou la Côte d'Ivoire.

[4] Il s'agit du Code civil français de 1958. Les différentes versions du Code civil qui ont été adoptées après 1958 ont connu des modifications par le législateur français (non tchadien). Par voie de conséquence ces différentes versions ne sont pas d'application au Tchad selon le célèbre principe constitutionnel qui dispose que "La loi est une délibération de l'Assemblée nationale, régulièrement promulguée".

[5] Pour le doyen Carbonnier, le pluralisme juridique correspond à la situation où « *au même moment, dans le même espace social, peuvent coexister plusieurs systèmes juridiques, le système étatique certes, mais d'autres avec lui, indépendants de lui, éventuellement ses rivaux* », (Cf. J. CARBONNIER, Sociologie juridique, Paris, 2è éd., PUF, 2004, p. 356). Cette définition correspond, selon lui, à la situation vécue par les anciennes colonies d'Afrique. Par contre, pour certains auteurs comme M. Vanderlinden, le pluralisme juridique est « l'existence, au sein d'une société déterminée, de mécanismes juridiques différents s'appliquant à des situations identiques ». Pour ce dernier, il peut exister le pluralisme juridique en dehors du contexte colonial qui n'est qu'une modalité de pluralisme juridique qu'il désigne « pluralisme juridique parallèle ou intégré », (J. VANDERLINDEN, « Le pluralisme juridique, essai de synthèse », in J. GILISSEN (dir.), Le pluralisme juridique, Bruxelles, éd. de l'Université de Bruxelles, 1971, p. 19).

[6] BANANBA (B.), « Regard nouveau sur un texte déjà trentenaire : le cas du décret du 19 déc. 1969 portant organisation et fonctionnement des juridictions traditionnelles de l'ex-Cameroun oriental », RASJ, 2000, pp. 102-140. Il convient de souligner qu'avant les indépendances du Tchad, il a existé deux juridictions différentes, une de droit traditionnel et l'autre de droit moderne. Après les indépendances, le système judiciaire a subi un pan de l'unification. Désormais, une seule et même juridiction est appelée à statuer sur les litiges. Il n'existait donc que des tribunaux de conciliation, des tribunaux de Grande instance et une Cour d'appel ainsi qu'une Cour suprême. Après l'unification judiciaire, il existait toujours la dualité juridique. En matière de succession, certains citoyens préfèrent soumettre leur litige à des tribunaux parallèles faisant application du coran.
C'est en effet une situation d'inégalité déjà créée par la dualité judiciaire. Cette inégalité consiste à soumettre certaines personnes à des règles qui ne protègent pas assez suffisamment leur droit en tant qu'être humain. L'unification du système judiciaire ne pourra être totalement achevée qu'avec l'adoption du Code des personnes et de la famille qui sera un droit unique.

colonial et du droit traditionnel[7] solidement ancrée dans les pratiques institutionnelles créent un environnement peu propice à la mise en œuvre des lois et politiques favorables au principe de l'égalité.

C'est dans ce contexte que le présent article met en exergue les difficultés à la mise en œuvre du principe d'égalité dans le droit de la famille, consacré par la constitution et par divers instruments juridiques internationaux[8] et nationaux relatifs aux droits humains ratifiés par le Tchad. L'examen de l'égalité dans le droit de la famille demeure une question d'une importance capitale en raison de son actualité qui justifie la nécessité de la présente recherche intitulée « *L'égalité dans le droit positif tchadien de la famille et des personnes* ».

En effet, le principe d'égalité revêt une importance capitale s'agissant du mariage fondant la famille, qui, curieusement, s'avère être le lieu où se cristallisent les inégalités sociales entre époux et enfants[9]. Il est ainsi constaté que c'est généralement au sein de la famille que subsistent les inégalités, ce qui est logique puisque c'est la spécificité du rôle familial de la femme qui a fondé historiquement le système de son oppression[10]. Pour situer les interrogations, peut-être faut-il évoquer que le Code civil français de 1804, reçu dans l'ordre interne des anciennes colonies africaines de la France « *et au Tchad en particulier* » après les indépendances[11], était structuré à partir de l'idée d'un *« mari »,* conjoint ''tutélaire'', et d'une *« femme »,* conjoint ''sous tutelle''[12]. Sous l'empire de ce texte, le mariage portait les inégalités de sexe à leur comble[13].

Il peut paraître sûrement très utile de rappeler à cet égard que le Tchad à l'instar des autres pays d'Afrique a maintenu les textes hérités de la colonisation tout en espérant que les mutations

[7] Il s'agit du droit coutumier regroupant un droit coutumier animiste, celui des populations du sud du pays aujourd'hui fortement christianisées et un droit coutumier musulman s 'appliquant à la quasi-totalité des habitants du centre et du nord du Tchad. En droit coutumier, dit animiste, il existe autant de normes coutumières que d'ethnies. Quant au droit écrit, il se compose du Code civil français dans sa rédaction antérieure à l'indépendance du Tchad et de rares textes nationaux adoptés après l'indépendance.

[8] Il s'agit de la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948, de la charte des Nations Unies, de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, de la Conventions internationale relative aux droits de l'homme et des libertés, particulièrement la Convention des droits politiques de la femme adoptée en 1952, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966, la Déclaration de Mexico sur l'égalité des femmes et leurs contributions au développement et à la paix de 1975, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme de 1978.

[9] Cf. TAHON (M-B), *Sociologie des rapports de sexe*, Presses universitaires de Rennes/Les Presses universitaires d'Ottawa, Collection « *Le sens social* », 2004, p. 27

[10] DEKEUWER-DÉFOSSEZ (F.), *L'égalité des sexes*, Paris, éd. Dalloz, Coll. « Connaissance du droit », 1998, p.8.

[11] Cf. BOKOLOMBE (B.), *L'influence du modèle juridique français en Afrique : Cas de la réception du Code civil en République démocratique du Congo*, Paris, éd. L'Harmattan, 2016, p. 21-22.

[12] TERRE (F.) et FENOUILLET (D.), *Droit civil, La famille*, Paris, Précis Dalloz, 8e éd., Dalloz, 2011, p. 137.

[13] SINGLY (F.), *Fortune et infortune de la femme mariée*, Essai, Presses universitaires françaises – Collection Quadrige, Paris, 2002, p.246.

socio-économiques finiraient bien par transformer les coutumes[14]. Etant donné que, « *le rêve d'unité juridique a parcouru les siècles et traversé les cultures* »[15], il semble se réaliser au Tchad par la rédaction d'un avant-projet de loi relative au code des personnes et de la famille. , toutefois vivement contesté par les organisations musulmanes et chrétiennes. Si les chrétiens sont favorables à un code calqué sur le modèle français, ce n'est pas le cas de la communauté musulmane qui trouve certaines dispositions contraires à l'Islam[16]. C'est la raison pour laquelle, elle souhaite avoir un code spécifique inspiré du Coran qui réglemente les statuts de l'enfant et de la femme musulmane[17].

Mais considérant que le Tchad est un pays laïc, il apparait logique que les textes issus des réformes mettent fin au pluralisme juridique qui résultait de la coexistence du droit positif et des normes coutumières et religieuses. En tout état de cause, bon sens et saine logique voudraient bien que les tchadiens de toutes les confessions religieuses soient appelés à partager la vie civile, politique et confessionnelle telle que prônée par les textes de loi. Ils ont les mêmes droits et devoirs. C'est à ce titre que la Constitution tchadienne consacre clairement : « *l'Etat assure à tous l'égalité devant la loi sans distinction d'origine, de race, de sexe, de religion, d'opinion politique ou de position sociale. Il a le devoir de veiller à l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme et d'assurer la protection de ses droits dans tous les domaines de la vie privée et publique.* »[18]. Inscrire ainsi un droit dans la loi fondamentale, c'est tout à la fois lui assurer la place la plus élevée dans la hiérarchie normative et lui garantir la plus grande stabilité. Mais une telle percée normative, pour significative qu'elle soit, est encore loin de se traduire dans les faits, par un exercice effectif des droits déclarés[19]. Tel est le cas au Tchad où nonobstant la consécration faite dans la constitution, l'égalité est difficilement perceptible.

---

[14] GBAGUIDI (A.N) *Pluralisme juridique et conflit de lois en Afrique noire francophone*, Thèse, Bordeaux IV, 1998, p. 22.

[15] DELMAS-MARTY (M.), *Les forces imaginantes du droit (I), Le relatif et l'universel*, Paris, Seuil, 2004, p.26

[16] Il s'agit précisément des articles concernant l'âge du mariage pour les filles, la puissance paternelle, le divorce, l'interdiction de porter des coups et blessures à une épouse ou encore le droit de succession des enfants nés hors mariage au même titre que les enfants légitimes.

[17] Selon le chargé des relations extérieures de l'Union des cadres musulmans : *« Un code de la famille unique est pratiquement impossible, les réalités sont multiples : nous voulons que chaque communauté ait son propre code* », puis ajoute-t-il : *« Les musulmans ont rédigé leur propre code et une copie de notre code est à l'Assemblée et nous demandons aux autres communautés d'élaborer leur code dans lequel elles se retrouvent* ». Mais dans ce cas, il y a lieu de se demander, quel est l'intérêt de parler de la laïcité si chaque communauté tchadienne devrait avoir son propre code ? (Source : https://lafenetreetoilee.mondoblog.org/le-code-de-la-famille-la-laicite-et-letat-tchadien-les-parfaits-partenaires-du-crime/ consulté le 17 novembre 2025).

[18] Cf. Art 15 de la constitution du 23 décembre 2023, promulgué par décret N° 3892/PT/2023.

[19] MEKOUAR (M. A.), *Le Droit à l'environnement dans la charte Africaine des droit de l'homme et des peuples*, étude juridique en ligne de la FAO. N°16, 2001, p.8.

Il est d'un constat avéré que pour la bonne compréhension du sujet, il faut apporter des précisions sur les notions principales qui lui servent de trame de fond. D'abord, l'égalité est définie de deux manières par Gérard Cornu dans son Vocabulaire juridique. Primo, pour lui, l'égalité de droit signifie que tous les citoyens, sans distinction sont égaux en droit c'est-à-dire qu'ils ont les mêmes droits et les mêmes devoirs[20]. Elle est un principe constitutionnel qui résulte de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789[21] et des articles 2 et 3 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples[22], des articles 14 et 15 de la constitution tchadienne du 23 décembre 2023, entre autres. L'égalité de droit ou formelle [23] n'est pas une égalité réelle et de vocation[24].

Secundo, l'égalité, c'est l'admission de tous les citoyens à la jouissance des droits civils ; vocation semblable de tous les citoyens, à l'application du droit des personnes et de la personnalité, des biens et du patrimoine, de la filiation, du mariage et de la famille, des obligations et des successions[25]. C'est cette dernière définition qui a le mérite d'être retenu dans le cadre de ce travail.

Ensuite, la famille est la cellule de base de la société et le lieu d'épanouissement de la personne[26]. Originellement, la *familia*[27] était un patrimoine et le couple a longtemps consisté en un rapprochement de deux lignées familiales aux fins de préserver ce patrimoine. Au sens large, la famille est un groupe naturel qui rassemble des individus unis par une communauté de vie et, le plus souvent, par une communauté de sang[28]. Au sens étroit, la famille est un groupe de personnes reliées entre elles par des liens fondés sur le mariage et sur la filiation[29]. Elle se compose des époux et de leurs descendants mineurs. C'est ce second sens c'est-à-dire la famille nucléaire basée uniquement sur le mariage civil qui correspond à la présente thématique de recherche.

---

[20] Pour être plus précis, les individus sont soumis aux mêmes droits et aux mêmes obligations et il ne peut y avoir de distinctions basées sur des critères que sont l'origine, la race, le sexe, la religion, l'opinion politique, toute autre opinion, la position sociale, l'ethnie, la couleur, la langue, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou toute autre situation.

[21] Cf. Art. 1 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 selon laquelle « les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit. Les discriminations sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune ».

[22] Cf. Art. 2 et 3 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples adoptée par la 18è Conférence des chefs d'État et de gouvernement le 27 juin 1981 à Naïrobi (Kenya) et entrée en vigueur le 21 octobre 1986.

[23] L'égalité de droit est une règle générale qui voudrait que l'on accorde les mêmes droits et les mêmes obligations à des personnes placées dans des situations identiques.

[24] Elle n'oblige pas à attribuer les mêmes droits à tout le monde. Il est juste que les droits soient différents lorsque les situations sont différentes.

[25] Cf. GERARD (C.), Vocabulaire juridique, 8ème éd., PUF, Paris, 2010, p.347.

[26] Cf. LABRUSSE-RIOU (C.), *De la famille en générale,* in Jean Carbonnier, «*Ecrits*», éd. PUF, 2008, p. 1001.

[27] En son premier usage, ce terme évoquait en effet l'ensemble des biens et des esclaves se trouvant aux mains d'un seul individu (Cf. LEFEBVRE-TELLARD (A.), *introduction historique au droit des personnes et de la famille*, PUF, 1996, p.99).

[28] Cf. DEBOVE (F.), SALOMON (R.), JEANVILLE (T.), *droit de la famille*, Paris, 5ème éd. Vuibert, 2009, p.5.

[29] Ibid.

Enfin, le droit positif tchadien désigne l'ensemble des règles juridiques en vigueur et applicables au Tchad à un moment donné. Il se caractérise par la coexistence de règles d'origine moderne inspirées en grande partie de la tradition romano-civiliste française et de règles coutumières ou religieuses. Il regroupe la Constitution, les lois, les décrets, les ordonnances, les règlements administratifs, ainsi que la jurisprudence et les traités internationaux ratifiés par le Tchad.

Afin de rendre efficiente cette recherche, il serait fort intéressant de ne se focaliser que sur le principe d'égalité en droit de la famille au Tchad. Ce cadrage s'impose en raison de la dimension considérable du principe d'égalité qui constitue en effet l'exemple d'une notion au carrefour de plusieurs disciplines de droit. Il serait délicat d'écarter complètement les aspects du droit comparé sans lesquels l'analyse perdrait tout son intérêt scientifique. Le choix a été fait d'opter pour une voie médiane en choisissant de faire référence aux solutions du droit comparé, non pas de manière systématique, mais seulement lorsque cela apparait nécessaire[30]. De même, il est difficile en écrivant sur la question de l'égalité de prendre en compte l'ensemble des dimensions du droit de la famille, ce qui nous conduit à écarter les incapacités et la tutelle de l'étude. De ce fait, l'examen de l'égalité dans le droit de la famille sera envisagé entre enfants et époux au sein de la famille.

Sous cet angle, la problématique de cette recherche est la suivante : l'égalité entre mari et femme dans le droit de la famille tchadienne est- elle effective ?

Pour répondre à cette question, il faut admettre par voie de conséquence que la situation actuelle du droit positif tchadien de la famille est pour le moins ambiguë. C'est cette situation complexe qui fait de l'égalité un sujet particulièrement intéressant. La société tchadienne est de type patriarcal et accorde plus de valeur aux garçons et aux hommes qu'aux filles et femmes qui sont marginalisées dès la petite enfance. On constate la prédominance de la tradition sur le principe de l'égalité de l'homme et de la femme. L'application distributive du Code civil, de la coutume et des textes religieux au Tchad aboutit immanquablement à une remise en cause, lorsqu'il est affirmé, du principe d'égalité. On comprend dès lors que dans ce ménage « *Code civil, Coutume*»[31], et religion, la mise en œuvre du principe d'égalité ne se fasse sans difficultés.

Tout ceci contribue à l'illisibilité de la règle légale dans le droit familial. La pratique coutumière réduit le rôle de la femme à celui de procréation, d'éducation des enfants et de

[30] HONVOU (S.K), Le principe d'égalité en droit Béninois de la famille, Thèse de doctorat en droit privé, Facultés de Droit et de Sciences Politiques des Universités Paris-Est et d'Abomey-Calavi, 2016, p.38.

[31] ALLIOT (M.), « La place des coutumes dans les systèmes juridiques africains modernes », Études de droit africain et malgache, Paris, Cujas, 1965, pp. 258-266.

préparation de la nourriture pour la famille. Comment tolérer une telle situation à l'issue d'un siècle de profusion de déclarations où la communauté internationale, dans son ensemble, constate, reconnaît et consacre l'existence d'un minimum de règles humanitaires protectrices des droits élémentaires ? Il est temps de faire valoir l'émancipation de la femme et la dénonciation de sa réification. Cette réalité ne pourra être évidente que si le code de la famille et des personnes venait à être adoptée et appliquée. Ce texte de loi mis en sommeil par le pouvoir public est censé être un instrument juridique d'une importance capitale dans le domaine de la famille.

Toutefois, pour combler l'absence de ce code et procéder progressivement à la "décolonisation des normes juridiques", un dispositif normatif a été pris afin de modifier les lois, les dispositions réglementaires ou coutumières qui constituent une discrimination à l'égard des femmes et des enfants[32]. Cependant, leur application pose problème face à la persistance des pesanteurs socioculturelles et à la difficulté pour l'État de faire évoluer les mentalités au rythme de ses engagements internationaux[33].

Plus fondamental, une réflexion sur le droit de la famille trouve tout son intérêt affirmé dès lors qu'elle vise à mettre en relief les problématiques actuelles notamment celles visant la protection des droits de l'homme au détour de la promotion de l'individualisme. L'intérêt théorique de cette recherche découle de la place qu'occupe l'égalité dans le système des normes juridiques et des valeurs politiques, de la fréquence de son rôle dans le contentieux constitutionnel, des problèmes cuisants et actuels qu'elle sous-tend et dont notamment ceux des revendications en droit de la famille. L'étude du principe d'égalité participe de l'effort tendant à accroître la sécurité juridique qui est l'une des conditions premières de la réalisation d'un véritable État de droit. Il faut un droit de la famille qui prenne en compte les exigences de la société, qui s'adapte vraiment aux exigences contemporaines sans toutefois heurter l'éthique et les bonnes mœurs[34]. Une démarche scientifique exigerait alors qu'on échafaude une théorie de l'égalité adaptée à la conception actuelle de la famille[35]. L'intérêt pratique consiste à faire cerner par les praticiens du droit le principe d'égalité afin de favoriser son effectivité.

[32] Le résultat de ces efforts reste encore bien timide. Malgré l'évolution des mœurs, les femmes demeurent enfermées dans des rôles d'épouse et de mère et sont éduquées comme telles. Rien d'étonnant que certaines d'entre elles, aujourd'hui acquises à l'idée d'émancipation, mettent tout en œuvre pour revendiquer leur autonomie, et s'affirmer dans la société.

[33] https://www.ohchr.org/fr/press-releases/2011/10/committee-elimination-discrimination-against-women-considers-report-chad, consulté le 24 octobre 2022.

[34] HONVOU (S.K), op.cit., p.45.

[35] JESTAZ (P.) *Le principe d'égalité des personnes en droit privé, in La personne humaine, sujet de droit* : quatrième journée René SAVATIER, Poitiers, 25 et 26 mars 1993, Paris, PUF, 1994, p. 255.

Cette étude vise à démontrer que l'égalité qu'accorde le droit positif tchadien aux époux n'est qu'une égalité éprouvée dans la vie conjugale (I) et à sa rupture (II).

I- UNE EGALITE EPROUVEE DANS LA VIE CONJUGALE

Le droit tchadien de la famille s'inspire des règles coutumières de la parenté fondées essentiellement sur des rapports de subordination qui font intervenir des distinctions discriminatoires entre l'homme et la femme. Les inégalités se perpétuent aussi bien dans les rapports personnels des époux (A) que dans leur rapport avec les enfants (B) et méritent que l'on s'arrête un instant pour y réfléchir.

A- Les discriminations persistantes dans les rapports personnels des époux

Ces discriminations sont perceptibles au sein du couple non seulement dès l'entrée au mariage (1) mais aussi pendant la durée de la vie commune (2).

1- Les égalités quasi- inexistantes des époux au moment de la fondation de la famille

On s'attardera primordialement quelque peu sur le consentement des époux (1.1) puis, il serait d'un grand intérêt de jeter un *« dévolu »* sur la dot et la disparité de l'âge qui constituent des instruments de renforcement de l'inégalité des sexes (1.2).

1.1- L'exigence du consentement des futurs époux

Le mariage est une union légitime d'un homme et d'une femme en vue de vivre en commun et de fonder une famille, un foyer[36]. Lors de la célébration du mariage, le consentement des époux doit être existant, et en outre ne pas être vicié. Cette exigence découle directement de la liberté du mariage, laquelle n'est pas seulement une condition de validité du mariage mais également une liberté fondamentale de l'individu[37]. Dans ce sens, les lois relatives au mariage disposent pour la plupart « *qu'aucun mariage ne peut être célébré si les époux n'y consentent pas* », étant donné que la volonté humaine est l'élément essentiel de l'acte contractuel[38]. C'est dans cette même lancée que l'article 146 du code civil de 1958 rendu applicable en République du Tchad dispose fermement qu'il *« n'y a pas de mariage lorsqu'il n'y a point de consentement »*. Cet article a entendu interdire la pratique du sororat[39] et du lévirat[40] ou, de manière générale, le mariage forcé.

[36] CORNU (G), *Vocabulaire juridique*, Paris, 8e éd. 1987, PUF, p.577.
[37] DEBOVE (F.) et autres, *Droit de la famille*, Vuibert, 5e éd.2010, p.106.
[38] WEIL (A.) and Terre (F.). 1986. *Droit civil – Les obligations*, 4ème éd., Dalloz : 48 et s.
[39] Le sororat consistait à obliger, la sœur de la défunte à épouser le veuf de sa sœur.
[40] Quant au lévirat est une pratique ancestrale qui consistait à obliger la veuve d'épouser un frère ou même un des enfants de son époux défunt. La perpétuation de la pratique coutumière du lévirat contrarie aussi fondamentalement la liberté de la femme veuve de se remarier à un tiers non membre de la famille de son défunt mari. Ces pratiques existent encore dans certaines provinces du Tchad notamment celles de la Tandjilé et du Mayo kebbi.

En effet, il est prévu que pour être valable le consentement des futurs conjoints, de sexe opposé, doit être personnellement exprimé par eux à l'officier d'état civil au moment de la célébration du mariage[41]. Pourtant, le mariage par procuration[42] et le mariage de la jeune fille[43] organisé par ses parents restent courants[44]. Dans ce dernier cas, lorsque l'un des futurs époux est mineur, son consentement doit être appuyé de celui de ses père et mère ; et en cas de dissentiment entre le père et la mère, le consentement d'un seul parent suffit[45]. Cette formule est en réalité trompeuse puisque le parent dont le consentement suffit en cas de mariage d'enfant légitime est celui du père car, c'est ce dernier qui exerce la puissance paternelle. Cela explique à suffisance que la validité du mariage d'un époux mineur laissée à la souveraineté des seuls parents s'avère être une option très autoritariste du contrôle parental précisément de la puissance paternelle.

En tout état de cause et quel que soit le type de famille, l'autorisation familiale présente toujours les mêmes caractères. En premier lieu, il s'agit d'une autorisation spéciale car elle ne vaut que pour tel mariage avec telle personne déterminée. Il s'agit, en second lieu d'une autorisation discrétionnaire[46]. En conséquence, le consentement familial ou son refus n'a pas besoin d'être motivé et il n'existe aucun recours contre une décision de refus[47], sauf dans le cas où le refus émane du conseil de famille.

Il est à noter que lorsqu'une personne qui n'a pas encore l'âge nubile veut se marier, elle doit justifier d'une dispense judiciaire en vue du mariage et aussi rapporter un consentement parental au mariage. Ces deux exigences ont pour but d'entourer la décision de se marier du mineur des plus grandes précautions, compte tenu de sa jeunesse et de ses inexpériences. Le juge se prononce sur la question de la dispense après avoir, le cas échéant, fait procéder à des enquêtes pour éclairer sa décision. Normalement, il ne rend une décision favorable que si les éléments

[41] L'article 34 la Loi n°008/PR/2013 du 10 mai 2013 portant organisation de l'état civil en République du Tchad indique qu' « Au jour convenu, les futurs époux comparaissent personnellement devant l'officier d'état civil accompagné chacun de deux témoins majeur et sains d'esprit ».

[42] L'alinéa 2 de l'article 34 ajoute : « Toutefois, pour des raisons sérieuses et justifiées, l'officier d'état civil peut exceptionnellement procéder à la célébration d'un mariage par procuration après avoir vérifié que les conditions de fond et de forme sont remplies ».

[43] Art 148 du code civil.

[44] TOUKAM (J.N), « les droits des femmes dans les pays de tradition juridique Française », Presses Universitaires de France, 2003/1 Vol. 53 | p. 95-108

[45] Cf. l'article 148 du code civil de 1958 qui indique que « Les mineurs ne peuvent contracter mariage sans le consentement de leurs père et mère ; en cas de dissentiment entre le père et la mère, ce partage emporte consentement ».

[46] DEBOVE (F.) et autres, Op.cit., p.113.

[47] ROUEN, 26 juillet 1949, D. 1951, p.532, note Lebrun.

éventuellement réunis lui permettent de penser que le mineur a atteint un degré de maturité suffisant pour s'engager dans une union matrimoniale.

1.2- La dot et la disparité d'âge comme atteintes à la liberté individuelle

L'analyse du droit de mariage nous permet de mettre en évidence deux niveaux d'obstacles à l'exercice du droit et de la liberté de se marier qui constituent en réalité des atteintes à la liberté individuelle. Il s'agit principalement des contours de l'âge requis et de la problématique de la dot en vue de la célébration de l'union conjugale.

Le problème de la dot[48] préoccupe. Représentant des biens en nature et en espèces d'un montant conséquent, elle est souvent exigée du fiancé et de sa famille à la fois comme contrepartie du départ de la fille et condition de son mariage. Alors qu'elle est perçue comme un cadeau, un symbole ou une garantie pour le mariage. L'inégalité dont il s'agit au sujet de la dot existe en raison de sa dénaturalisation. Certains États ont fait le choix d'une suppression sans délai de la dot : c'est le cas du Burkina Faso et de la Côte-d'Ivoire[49]. Le Mali l'a rendu obligatoire, en limitant le montant[50]. Le Sénégal[51] l'a laissée à la discrétion des prétendants, en l'entourant simplement de règles, D'autres pays comme le Bénin et le Togo[52] en ont souligné le caractère symbolique. Il n'en reste pas moins que la tendance qui se dégage est le refus de lier la validité du mariage au paiement de la dot. Le fait est qu'elle place les époux dans un rapport inégal.

En effet, l'égalité entre les futurs époux impliquerait qu'on donne les mêmes droits et les mêmes charges à ces derniers. Or, la dot est une exigence unilatérale pour le mari. Elle participe à ce titre, dans un contexte d'égalité des droits et des obligations des conjoints, à une inégalité avérée dans les rapports des conjoints.

Elle peut constituer une inégalité entre les futurs époux lorsque sa valeur, de plus en plus grande, fait d'elle un moyen de spéculation creusant ainsi un fossé entre les futurs époux. Si la dot

---

[48] NKOUENDJIN (M.), *Le Cameroun à la recherche de son droit de la famille,* Paris, LGDJ, 1975, p. 85-92, Certains auteurs définissent à tort ou à raison la dot comme « *le prix d'achat de la femme* » mais pour cet auteur, « *On n'achète pas la femme, on dédommage seulement sa famille* ». C'est une compensation de la perte subite par la famille de la jeune fille. Elle désigne les biens et avantages que la famille du jeune homme procure au chef de la famille de la jeune fille.

[49] Cf. Pour la Côte d'Ivoire les articles 20 à 22 de la loi n°64-381 du 7 oct. 1964 relative aux dispositions diverses applicables aux matières régies par les lois sur le mariage. Pour le Burkina Faso, l'article 244 du Code burkinabè de la famille indique que : « Le versement d'une dot soit en espèces, soit en nature, soit sous forme de prestations de service est illégal ».

[50] Au Mal l'article 288, alinéa 2, du Code malien des personnes et de la famille dispose que la dot « ne peut en aucun cas excéder la somme de 15 000 francs ».

[51] Cf. Les articles 65, 116, 123, 130, 132, 138, 139 et 384 du Code de la famille du Sénégal.

[52] Au Togo, l'article 56 de la loi n°2012-014 du 6 juillet 2012 dispose que « La dot a le caractère de symbole. Elle peut être payée en nature ou en espèce ou sous les deux (02) formes. Son montant ne peut excéder la somme de dix mille (10 000) francs ».

doit être maintenue, elle doit être une obligation imposée à chacun des deux époux ou à leurs familles. Cependant, cette option ne trouvera pas application compte tenu du poids de la tradition. Toutefois dans le vécu quotidien des tchadiens, seuls les préparatifs de la cérémonie de la remise de la dot incombent aux deux familles. En plus, la suppression de la dot se heurtera à des oppositions farouches de la grande majorité des tchadiens conservateurs. L'article 30 de la Loi n°008/PR/2013 du 10 mai 2013 portant organisation de l'état civil en République du Tchad indique que lors du dépôt de dossier, l'officier d'état civil exige des futurs époux la remise d' « *une déclaration relative au montant de la dot convenue, ou la convention de non versement de la dot* ». Cet article offre aux futurs époux la possibilité d'accéder à la célébration du mariage par une convention de non versement de la dot. De même, la fixation d'un montant de la dot sera un échec puisque le futur époux agit en général en tenant compte de ses moyens, la dot pouvant être un moyen de prouver ses possibilités financières. C'est ainsi que parfois les futurs époux se cotisent pour le paiement de la dot. Enfin, il y a lieu de retenir que lorsque la dot versée est vraiment symbolique et ne devient pas une dépense très onéreuse, on peut considérer qu'il n'y a pas d'inégalité à son sujet. C'est d'ailleurs le seul moyen de réduire l'inégalité qui existe entre futurs époux en raison de l'obligation unilatérale du versement de la dot imposé au futur époux. La dot est donc effectivement une obligation unilatérale du mariage imposée au futur mari puisque l'inobservation de cette condition est sanctionnée[53]. Elle est une exigence pour la célébration du mariage lorsque les futurs époux ont atteint l'âge nubile.

Pour sceller les liens de mariage, les législations africaines en général et tchadiennes en particulier distinguent plusieurs conditions de fond au rang desquelles l'âge requis ou l'âge matrimonial. Selon l'article 488 du code civil, pour être capable de tous les actes de la vie civile, il faut avoir vingt et un an accomplis[54]. Une ouverture est tout de même prévue afin que des individus qui manifesteraient un intérêt *« précoce »* pour le mariage puissent en obtenir la célébration. On pourrait relever que l'âge requis pour se marier est fixé à 18 ans pour l'homme et à 15 ans pour la femme[55]. En fixant l'âge nubile à 15 ans pour les filles, le législateur exposait ces dernières aux pratiques de mariage forcé. Toutefois, l'Ordonnance n°006/PR/2015 portant interdiction du mariage d'enfants mineurs renforce le cadre légal du Tchad. A ces différentes inégalités précédemment ressorties s'ajoutent celles qui sont liées aux rapports conjugaux pendant la durée de la vie commune.

[53] HONVOU (S.). Op.cit., p.62

[54] L'article 488 du code civil de 1958 indique que : «*La majorité est fixée à vingt et un ans accomplis ; à cet âge, on est capable de tous les actes de la vie civile* ».

[55] Art. 144 du code civil de 1958.

2- Les rapports conjugaux disproportionnés entre époux pendant la durée de la vie commune

Pendant la durée de la vie commune, l'institution du patriarcat engendre des dominations conjugales à travers le devoir d'obéissance de la femme envers l'homme (2.1). Les inégalités liées aux traditions d'identification de la personne sont le fait des conditions d'attribution du nom conjugal d'une part et celles liées au choix du domicile conjugal d'autre part (2.2).

2.1 L'institution du patriarcat dans le ménage

Le premier axe discriminatoire est inhérent au concept de la puissance paternelle ou maritale. A l'égard de la femme, le code civil de 1958 avait énoncé la prédominance maritale, conférant au mari une puissance maritale et rendant incapable la femme mariée ; pendant la durée du mariage, l'épouse était soumise à un statut d'effacement[56]. Cette conception était également caractéristique de la culture européenne antérieure aux réformes émancipatrices de la femme[57]. Le Tchad a hérité et conservé le modèle français bâti sur le principe de l'homme, dirigeant de la famille. La puissance maritale et l'incapacité juridique de la femme mariée étaient deux institutions fondatrices de l'inégalité entre l'homme et la femme en droit tchadien de la famille. L'article 213 du Code civil prévoyait que : «*Le mari est le chef de la famille. Il exerce cette fonction dans l'intérêt commun du ménage et des enfants. La femme concourt avec le mari à assurer la direction morale et matérielle de la famille, à pourvoir à son entretien, à élever les enfants et à préparer leur établissement(…)* »[58]. Par principe donc, la direction morale et matérielle de la famille est du ressort du mari et, la femme, de ce point de vue, lui est subalterne quand elle ne lui est pas suppléante. Ainsi, pendant longtemps, la notion et ses corollaires, la puissance maritale et la puissance paternelle, ont gouverné les rapports familiaux. L'impérieuse exigence d'égalité au sein du couple[59] a été foulée au pied.

Le second axe problématique qui opère discrimination est celui du devoir d'obéissance de la femme. Ce droit, autant que le "droit à la protection" que lui devrait le mari, participent de la thèse de l'incapacité juridique de la femme mariée, une incapacité qui n'est pas loin de celle du mineur ou du majeur incapable. Pourtant, il n'existe pas d'argument sérieux qui fonde le préjugé sexiste selon lequel la femme a besoin d'être protégée, à cause d'une supposée faiblesse. Comme se le demande un auteur, *« si la femme est vraiment un être faible, pourquoi ne la protéger que*

[56] MALAURIE (P.) et AYNES (L.), *les personnes, les incapacités*, 2e éd. juridiques associés, 2005, Paris, p.88.
[57] DEKEUWER-DÉFOSSEZ (F.), Op.cit., p. 23.
[58] TOUKAM (J.N), Op.cit., p. 96-108
[59] DEKEUWER-DEFOSSEZ (F.), Loi, libertés et mœurs, Actes du colloque « Vive la Loi », sur http://www.senat.fr/colloques/vive_la_loi/vive_la_loi13.html, consulté le 24 juin 2025.

lorsqu'elle est mariée et non lorsqu'elle est célibataire ? »[60]. On pourrait penser que ce devoir implique que la femme mariée obtienne l'agrément de son époux pour passer certains actes. Pour s'en tenir à un cas en particulier, le devoir d'obéissance peut venir contrarier la possibilité pour la femme d'exercer une profession sur son unique décision, ou celle d'ouvrir un compte bancaire et de le faire fonctionner seule.

L'égalisation des sexes dans le mariage s'est opérée dans certains pays africains au fil de réformes successives[61]. En droit comparé, le législateur français a opéré des larges reformes dans la promotion de la coparentalité[62].

2.2 Les discriminations dans le choix du domicile conjugal et dans la transmission du nom conjugal

Le domicile conjugal est le lieu où se trouvait le principal établissement du mari et de la femme. On nomme aujourd'hui la résidence de la famille c'est-à-dire le lieu où s'exerce la communauté de vie[63]. La communauté de vie est l'une des obligations nées du mariage. Elle implique une vie de couple, c'est-à-dire non une simple cohabitation ou une communauté d'intérêts, mais une véritable communauté de toit et de lit[64]. Le logement conjugal se rapporte à la communauté de toit des époux et il est d'ailleurs la forme extérieure de la communauté de vie des époux. L'article 215 du code civil précise que « *Le choix de la résidence de la famille appartient au mari ; la femme est obligée d'habiter avec lui, et il est tenu de la recevoir* ». Cette prérogative du mari s'accorde fort logiquement avec sa qualité de chef de famille, elle n'en apparaît pas moins contraire à l'esprit de l'égalité des sexes proclamée par la constitution[65] et le protocole de Maputo qui dispose en son article 6 que : « *les Etats veillent à ce que l'homme et la femme jouissent des droits égaux et soient considérés comme partenaires égaux dans le mariage* ». Ce qui n'est pas évident dans le contexte tchadien où la consécration inégalitaire des mœurs bafoue de plein fouet les instruments internationaux ratifiés.

---

[60] DEKEUWER-DÉFOSSEZ (F.), *idem.*
[61] DABO (A), Op.cit., p. 176.
[62] Définie par Françoise DEKEUWER-DÉFOSSEZ comme « l'idée selon laquelle il est de l'intérêt de l'enfant d'être élevé par ses deux parents, dans la famille fondée sur le mariage comme dans la famille créée hors mariage, que le couple parental soit uni ou qu'il soit désuni » (*cf.* F. DEKEUWER-DÉFOSSEZ (F), *Rénover le droit dela famille : propositions pour un droit adapté aux réalités et aux aspirations de notre temps : rapport au Garde des sceaux, ministre de la justice,* éd. La Documentation française, Collection des rapports officiels, déc. 1999, accessible sur http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/994001755.pdf consulté le 17 novembre 2025.
[63]CORNU (G), *Vocabulaire juridique*, Paris, 8e éd. 1987, PUF, P.327.
[64] MILLARD (E.), *Le droit constitutionnel de la famille*, M. VERPEAUX (M.), code civil et constitution, economica, 2005, pp.65-81.
[65] ATANGANA-MALONGUE (T.), Op.cit., pp. 840-858;

La femme peut par exception, être autorisée à avoir, pour elle et ses enfants, une autre résidence fixée par le juge que lorsque la résidence fixée par le mari présente pour la famille des dangers d'ordre physique ou d'ordre moral[66]. La preuve exigée de la femme pour obtenir en justice un domicile séparé suscite tout de même la question suivante : comment un domicile choisi par le mari peut présenter un danger d'ordre physique ou moral pour la femme ou pour ses enfants sans l'être pour le mari ? Cette question d'intérêt pratique relève la difficulté que la femme pourrait rencontrer à rapporter la preuve d'un danger d'ordre moral ou physique pour elle ou ses enfants. Il s'agit là d'un autre point en défaveur de la femme au sujet de la fixation du domicile conjugal[67]. Il semble intéressant à ce stade de notre analyse d'exiger la suppression des inégalités liées au choix du domicile conjugal par le mari.

Il aurait été judicieux de soumettre le choix de la résidence de la famille à l'accord commun des époux et de protéger le logement familial contre les agissements préjudiciables de chaque époux. Le privilège de masculinité du choix du domicile creuse davantage le fossé de l'inégalité entre l'homme et la femme comme ce fut le cas du port de nom conjugal.

Le nom est un vocable servant à désigner une personne[68] et marque son appartenance à une famille. Il est l'appellation servant à identifier une personne[69] dans la vie sociale et juridique en vue de l'exercice de ses droits et de l'accomplissement de ses devoirs. La dévolution du nom du père, imposée dans la famille légitime, favorisée dans la famille naturelle, et le port du nom du mari par son épouse constituent des coutumes très anciennes[70].

La coutume africaine en générale et tchadienne en particulier ne connaissait pas l'usage du port du nom marital par la femme mariée avant l'ère de la colonisation. Il constitue l'un des rares traits de culture de l'Occident qui sont passés dans les habitudes africaines sans susciter d'opposition. De fait, comme il ne rentrait pas en conflit avec l'idéologie africaine de la prépondérance du mari, il a été plus facile à accepter[71].Dans le sillage de la préséance maritale se pose la question du port du nom conjugal. Le code civil n'a pas explicitement consacré les coutumes relatives au port du nom conjugal. La famille unie, légitime et dominé par le père était reflétée par le port du seul nom du père par tous les membres de la famille.

---

[66] Art 215 alinéa 2 du code civil de 1958 rendu applicable en République du Tchad Par l'Acte législatif n°1 portant constitution du 31 mars 1959 et par la Loi constitutionnelle n° 2/62 du 16 avril 1962

[67] Cf. : https://www.lexbase.fr/article-juridique/48914374-doctrine-lrautorite-parentale-en-droit-beninois-de-la-famille, consulté le 16 novembre 2025.

[68] Cf. Lexique des termes juridiques, 17e éd. 2010, Dalloz, p.484.

[69] KAYSER (P.), *La défense du nom de la famille d'après la jurisprudence civile et d'après la jurisprudence administrative,* RTD Civ.1959, p.10-42.

[70] STASI (L.), *Droit civil, Personnes, Incapacités, Famille*, Paris, éd. Paradigme, 2006, p.12.

[71] DABO (A), Op.cit., p.190.

En effet, le nom est un élément de l'état des personnes[72]. Dès lors, le mariage comme la filiation peuvent être des éléments fondant un droit sur le nom et pouvant permettre de l'acquérir. Mais l'on constate qu'en général, c'est le nom du père dit patronyme qui est transmis aux enfants. Quant à l'attribution du nom par le mariage, c'est à la femme qu'il est fait obligation de porter le nom de son époux. Il existe donc une inégalité dans le régime du nom au sein de la famille. Certains auteurs pensent d'ailleurs que le nom est le dernier bastion de la prépondérance maritale. Ce qui est en cause n'est pas seulement que la femme porte le nom du mari, mais encore et surtout que seul le nom du mari soit transmis aux enfants. C'est justement en vue de conforter l'idée d'infériorisation de la femme.

Il faut observer qu'en raison du mariage, la femme est appelée à porter le nom de son époux et jamais le contraire n'est possible[73]. L'homme, lui peut divorcer une ou plusieurs fois sans jamais faire l'objet de changement de nom et sans que sa vie privée ne soit révélée du fait du port ou du changement de nom[74]. Il est loisible de voir d'un côté dans le port du nom du mari une pratique qui participe de l'unité familiale. De l'autre, il est possible d'observer que, derrière l'affiche de l'unité conjugale, le port du nom du mari contribue à asseoir la supériorité masculine dans le mariage[75].

Le législateur tchadien doit tenir compte de tous ces aspects pour la refonte de ses textes tout en limitant les inégalités des époux dans leurs rapports avec les enfants.

B- Les discriminations dans les rapports des époux avec les enfants

La famille, espace par excellence de la socialisation des individus continue d'être aujourd'hui encore le cadre majeur de la production des discriminations, que celles-ci soient liées à la conjugalité ou la parentalité. Elle est de ce fait même le lieu de différentes revendications de liberté[76]. La discrimination dans les droits parentaux porte sur la prééminence masculine dans la détermination du nom de l'enfant (1) puis sur le principe de priorité masculine dans les rapports entre les parents et l'enfant (2).

---

[72] CARBONNIER J., *Droit civil*, t. 1, *introduction, les personnes, la famille, l'enfant, le couple*, Paris, PUF, 2004, p.493.

[73] Il semble donc que la solution la plus égalitaire est celle constituant à donner aux époux eux-mêmes le choix du nom de famille. Mais cette forme de consécration pourra rencontrer l'assentiment de la population tchadienne car les hommes, même non-initiés, montreraient leurs incapacités à se défaire de l'influence des règles et pratiques coutumières.

[74] https://www.lexbase.fr/article-juridique/48914374-doctrine-lrautorite-parentale-en-droit-beninois-de-la-famille, consulté le 12 juin 2025.

[75] DABO (A.), Op.cit., p.190.

[76] RADICA (G.), libertés et pouvoirs : le rôle de l'égalité dans la famille, Presses universitaires de Caen | « Le Télémaque », 2014/2 n° 46 | p. 153 à 154.

1- La prééminence masculine dans la détermination du nom de l'enfant

Au Tchad, la dévolution du nom de l'enfant emporte prolongement de la puissance maritale (1.1) tandis que le privilège de masculinité dans la dévolution du nom de l'enfant est supprimé en France (1.2).

1.1- La dévolution du nom de l'enfant, un prolongement de la puissance maritale en droit tchadien

Pour marquer que le nom est un prolongement de la puissance maritale autant que de la puissance paternelle de l'époux, le doyen Carbonnier désigne le nom de la femme mariée comme étant « le nom du mari de sa mère… »[77]. Cette réflexion met en lumière que, du moment où le nom de l'enfant est donné par référence au père, le fait d'accorder à la femme de conserver son nom de naissance ne résout qu'en partie le problème de l'autonomie du nom, puisqu'elle-même tient son nom de son père[78].

En cas de légitimation par le mariage ou par autorisation de justice, l'enfant acquiert le nom du père même s'il portait antérieurement le nom de la mère. L'enfant naturel porte le nom de celui de ses père et mère à l' égard de qui sa filiation est établie en premier lieu. Lorsque la filiation de l'enfant a été simultanément établie à l'égard des deux parents qui l'ont par exemple reconnue dans un même acte, il prend le nom du père.

Dans le cas de la reconnaissance ultérieure par le père, la discrimination envers la femme est plus prononcée, car le nom de la mère que l'enfant avait commencé à porter est automatiquement remplacé par celui du père qui vient de le reconnaître. L'exception concerne par exemple le cas où la filiation de l'enfant n'est pas établie à l'égard d'aucun des deux parents, alors c'est le nom de la mère qui peut être indiqué dans l'acte, si le déclarant révèle le nom de la mère naturelle à l'officier d'état civil. Dans le cas échéant, celui-ci doit donner à l'enfant un nom.

Il convient de noter que le privilège masculin demeure la règle dans la transmission du nom dans le code civil de 1958. Mais ce privilège est supprimé par le législateur français.

[77] CARBONNIER (J.), *op.cit.* n° 554, p. 1237.

[78] La France aussi a, pendant longtemps, utilisé l'expression de « nom patronymique », puis elle a opéré de profonds changements à partir de la loi n° 85-1372 du 23 déc. 1985 relative à l'égalité des époux dans les régimes matrimoniaux et des parents dans la gestion des biens des enfants mineurs. Cette loi a remodelé l'ensemble des règles relatives au nom.

1.2- L'effacement du privilège de masculinité dans la dévolution du nom de l'enfant en droit français

Dans le droit comparé français actuel, l'expression "nom patronymique"[79] a été remplacée par celle de "nom de famille" pour désigner le nom de naissance d'une personne. Ce changement a été rendu possible grâce à l'effacement du principe de priorité masculine dans la dévolution du nom de l'enfant. La France a fait cette réforme bien après d'autres États européens[80]. La perméabilité du nom à la volonté des parents est nouvelle et elle est égale pour le père et la mère[81]. Au Tchad, la prédominance paternelle vaut tout autant, dans les rapports des époux avec l'enfant.

2- Le principe de priorité masculine dans les rapports entre les parents et l'enfant

Il serait judicieux de jauger a priori l'aptitude des époux à consentir au mariage des enfants mineurs (2.1) puis à posteriori de la possibilité offerte aux époux pour administrer les biens de leurs enfants mineurs (2.2).

2.1 Le droit égal des époux pour consentir au mariage de l'enfant mineur

Il existe un droit égal des père et mère pour consentir au mariage de l'enfant mineur. Dans le cadre de l'autorisation du mariage du mineur, les père et mère ont la responsabilité conjointe de consentir à son mariage. On constate que les deux époux sont donc sur un pied de totale égalité. Mais comme on l'avait si bien souligné ci-haut, l'aptitude conjointe des époux à consentir est en réalité trompeuse puisque le parent dont le consentement suffit en cas de mariage d'enfant mineur est celui du père car, c'est ce dernier qui exerce la puissance paternelle. Si le mineur pouvait se marier avec le consentement de l'un quelconque de ses parents, ce serait à son avantage, parce qu'il lui importe que les personnes habilitées à consentir valablement, seules, à son mariage lui soient aussi proches que possible.

Dans la pensée juridique contemporaine, la prise en compte des droits de l'enfant, en même temps que des droits de la femme, devrait mener à délaisser le privilège masculin dans les règles qui encadrent la gouvernance de l'enfant. Celui-ci est notamment exprimé par la notion de «

[79] Le nom patronymique marque l'appartenance à une famille, c'est le nom de la famille. Il permet de désigner les individus d'une même famille.

[80] BUFFELAN-LANORE (Y.), LARRIBAU-TERNEYRE (V.), *Droit civil : Introduction, Biens, Personnes, Famille, op.cit.*, p. 385.

[81] En France, la pression égalitariste en faveur de la femme a entraîné en 2002, la disparition du nom patronymique au profit des mots « nom de famille ». La loi du 4 mars 2002 relative au nom de famille donne au couple la liberté de choix du nom de leur enfant. Trois possibilités s'offriront à eux : transmettre le seul nom de père ou le seul de la mère ou les deux (2) noms accolés dans l'ordre qui leur convient. Le choix effectué par les parents pour l'ainé s'imposera à ses frères et sœurs. Les parents ne pourront pas revenir sur leur choix. Celui-ci est irréversible.

puissance paternelle »[82] qui engendre une vocation inégale d'administration des biens de l'enfant entre les époux.

2.2 La vocation démesurée d'administration des biens de l'enfant entre les époux

Selon l'article 389 du code civil, le père est, du vivant des époux, administrateur légal des biens de leurs enfants mineurs non émancipés, à l'exception de ce qui leur aurait été donné ou légué sous la condition expresse d'être administré par un tiers.

Lorsque le père est déchu de l'administration, la mère devient de droit administratrice en ses lieux et place avec les mêmes pouvoirs que lui, sans avoir besoin de son autorisation maritale.

Pour éviter toute discrimination, ne serait- il pas idéal que l'administration légale soit exercée conjointement par le père et la mère en leur conférant l'autorité parentale?

En effet, le jus scriptum tchadien reconnaît à la veuve le droit d'assurer la tutelle de l'enfant en cas de décès de l'époux. Telle est la lecture qu'il convient de faire de l'article 390 du Code civil : « *Après la dissolution du mariage, arrivée par mort naturelle ou civile de l'un des époux, la tutelle des enfants mineurs et non émancipés appartient de plein droit au survivant des père et mère* ». Cependant, ce pouvoir de tutelle dont jouit le conjoint survivant, en particulier la veuve n'est pas sans limite. Ainsi, en cas de remariage, la veuve ne peut continuer à exercer la tutelle qu'avec l'autorisation du conseil de famille. Mais quand on connaît le conservatisme de cet organe, c'est autant affirmer qu'en cas de remariage, la veuve perd la tutelle des enfants. Car ici, l'intérêt de l'enfant de pouvoir mener une vie paisible auprès de sa maman s'efface devant la rancune et l'égoïsme des proches du parent décédé. L'aperçu de la jurisprudence tchadienne laisse entrevoir que le juge tchadien se montre ouvert au discours ambiant sur l'intérêt de l'enfant.

Mais force est de constater qu'en matière coutumière, l'autorité de la mère sur ses enfants est confiée aux parents du mari, telle est la position de la plupart des coutumes au Tchad ; ce

qui est en contradiction avec le jus scriptum tchadien pour qui c'est le conjoint survivant qui a la tutelle des enfants.

II-UNE EGALITE EPROUVEE A LA RUPTURE DU LIEN CONJUGAL

Lorsque la dissolution du mariage intervient par suite d'un divorce ou d'un décès, l'homme et la femme ne sont pas exactement sur un pied d'égalité. Les inégalités des sexes peuvent être constatées aussi bien dans la dissolution du mariage au plan légal (A) qu'au plan religieux et coutumier (B).

[82] BUFFELAN-LANORE (Y.), LARRIBAU-TERNEYRE (V.), *op.cit.*, n° 1482, p. 674.

A- La dissolution du mariage au plan légal

En cas de divorce contentieux, la décision prononçant le divorce règle en même temps les questions subsidiaires au nombre desquelles figure la fixation de la pension alimentaire, le délai de viduité (1) et la vocation successorale de la femme tchadienne (2).

1- Une Discrimination sexuelle en matière de la pension alimentaire et du délai de viduité

En portant une attention soutenue sur les cas de rupture des liens conjugaux, on s'aperçoit aisément que la pension alimentaire ne profite généralement qu'aux femmes (1.1) et le délai de viduité est jugé prohibitif et obsolète (1.2).

1.1- Une pension alimentaire ne bénéficiant qu'aux femmes

Indépendamment de toutes autres réparations dues par l'époux contre lequel le divorce a été prononcé, les juges pourront allouer au conjoint qui a obtenu le divorce des pensions alimentaires suite à la dissolution du mariage. C'est ce qui ressort de la quintessence de l'article 301 du code civil qui précise : « *Si les époux ne s'étaient fait aucun avantage, ou si ceux stipulés ne paraissaient pas suffisants pour assurer la subsistance de l'époux qui a obtenu le divorce, le tribunal pourra lui accorder, sur les biens de l'autre époux, une pension alimentaire, qui ne pourra excéder le tiers des revenus de cet autre époux. Cette pension sera révocable dans le cas où elle cesserait d'être nécessaire* ». Nous nous trouvons là face à une disposition qui est certes formulée de façon neutre, mais qui, dans les faits, ne bénéficie qu'aux femmes. En fait, tout époux ne pouvant pourvoir lui-même à son entretien est créancier d'une pension alimentaire envers son ancien conjoint. Mais, comme le fait remarquer une partie de la doctrine, en pratique, la pension alimentaire ne bénéficiera presque qu'aux femmes, notamment à celles dont le niveau de vie pendant le mariage était assez élevé et qui n'exerçaient pas de profession[83].

Une femme ne pouvait obtenir de pension alimentaire si le divorce avait été prononcé à ses torts exclusifs ou prépondérants. Le droit tchadien de la famille continue de lier, sans concession, le droit à la pension alimentaire à l'existence de torts à l'encontre de l'un des époux (article 301 du code civil).

De ce fait, seuls les conjoints innocents pouvaient y prétendre. Également, l'idée voulait que l'état de besoin la justifiant puisse être constatée au moment de la dissolution du mariage pour cause de mort, ou lorsqu'il résultait de la rupture du mariage. La théorie ainsi construite se basait sur l'article 1382 du Code civil, siège de la responsabilité civile délictuelle, ce qui permettait également, au-delà de l'époux redevable, de faire supporter la charge de la pension alimentaire aux

[83] FREDERIQUE (F), Op.cit., pp. 889-895.

héritiers du débiteur[84]. Il est noté que le législateur tchadien a omis de préciser le type des torts susceptibles d'ouvrir le droit à la pension alimentaire. S'agit-il des torts exclusifs du mari ou des torts partagés entre les époux. À défaut de précision, les torts partagés du mari et de la femme risquent probablement d'être considérés comme une cause d'exclusion de l'octroi d'une pension à la femme partiellement fautive.

Au demeurant, l'exclusion d'office de l'homme du bénéfice de la pension alimentaire n'est pas prudente, car de nombreux couples, à l'heure actuelle, ne répondent plus au modèle classique dans lequel les avoirs financiers du mari sont plus importants que ceux de la femme. En effet, la femme exerce plus couramment qu'avant une activité rémunérée. La loi devrait, de ce fait, intégrer cette évolution sociologique, qui s'impose pour partie en raison de

l'amoindrissement du pouvoir d'achat des ménages et pour l'autre par la volonté d'émancipation du sexe féminin. Ce constat suggère d'instituer le droit à la pension alimentaire après la dissolution du mariage pour tous les conjoints. Mais pour la tradition, il n'est pas question que l'homme obtienne une pension alimentaire, elle voulant qu'il soit à même de pourvoir lui-même à son entretien.

Bien davantage, la nature indemnitaire de la pension alimentaire préconise de ne pas en fermer l'accès à un sexe, dans la mesure où l'appréciation doit se faire sur la base de critères objectifs.

En droit français, le législateur a pris le soin de procéder à l'effacement de la référence aux torts. Aujourd'hui, le divorce ne prend plus appui sur la faute comme c'est le cas en droit tchadien de la famille. Toutefois, après le divorce, si l'épouse prétend se lancer dans un autre lien de mariage, il faut bien que le délai de viduité soit respecté.

1.2 Un délai de viduité apparue obsolète

Le délai de viduité est un empêchement temporaire au remariage qui ne concerne que la femme. L'objet en était principalement de prévoir les difficultés que pourrait susciter l'établissement de lien de filiation à l'égard d'un enfant dont elle serait enceinte. En d'autres termes, la règle du délai de viduité était motivée par le souci d'éviter ce que l'on appelle une confusion de part c'est-à-dire une incertitude sur la paternité de l'enfant qui viendrait à naître pendant ce délai. Aux termes de l'article 228 du code civil : « *La femme ne peut contracter un nouveau mariage qu'après trois cents jours révolus depuis la dissolution du mariage précédent* ». Ce délai avait pour but d'éviter l'incertitude relative à la paternité de l'enfant qui doit naître. Cette

[84] DABO (A.), Op.cit., p.233

prévention est toutefois apparue obsolète, compte tenu des progrès constants réalisés dans la démonstration de l'incertitude sur le plan biologique des liens de filiation. Il serait loisible d'abroger purement et simplement les dispositions relatives à ce délai de viduité.

Dans le Codes civil rendu applicable au Tchad, l'empêchement à mariage lié au délai de viduité est simplement prohibitif. De ce fait, il peut être levé par une preuve de non grossesse. C'est ainsi que les alinéas 2 et 3 de l'article 228 du code civil apportent quelques dérogations.

En premier lieu, le délai de viduité prend fin lorsque la femme accouchait après le décès de son mari (article 228 al.2 du code civil). En second lieu, la femme n'était pas tenue de respecter le délai de viduité lorsqu'elle produisait un certificat médical qu'elle n'était pas en état de grossesse. Dans ces deux hypothèses il était en effet en toute probabilité exclu que le premier mari soit le père de l'enfant en cas de nouvelle grossesse. Les mêmes raisons expliquaient que le délai de viduité soit supprimé lorsque le divorce était prononcé pour rupture de la vie commune, ou sur conversion d'une séparation de corps en divorce.

La sémantique du délai de viduité renvoie aussi au veuvage. Il représentait dans les traditions africaines ancestrales un moyen d'aménagement du veuvage.
Le délai de viduité, selon les traditions africaines se rapproche d'un autre point de vue qui laisse entendre qu'il n'est imposé à toute personne dont le conjoint serait décédé pour lui permettre de faire le deuil. La période de deuil est accompagnée au Tchad par des rites de veuvage aux termes des trois jours de funérailles. Une femme âgée procède au rasage des cheveux de la veuve ; ensuite, la veuve se retire dans la chambre et observe un deuil d'au moins un an dans la modestie ; désormais, elle a une tenue vestimentaire de couleur noire qu'elle peut raccommoder en cas de besoin. Il pèse sur elle la présomption d'un être souillé, avec lequel le contact n'est pas souhaitable et ce jusqu'au retrait de deuil. Elle assiste impuissante à l'enlèvement des biens de la famille ; lentement, elle s'avance sur le chemin de la mendicité. Peut-on penser que de telles pratiques soient encore compatibles avec l'idée des droits de la personnalité des temps modernes[85] ? Si le délai de viduité avait pour but d'organiser le veuvage, il serait la preuve d'une inégalité à l'égard de la femme dans la mesure où, il reste une exigence unilatérale pour elle.

Aux difficultés liées au respect du délai de viduité s'ajoute celle relative à la vocation successorale de la femme.

[85] DJIKOLOUM (B.B), « La condition de la veuve dans le droit positif tchadien des personnes et de la famille », In: Revue internationale de droit comparé, Vol. 54 N°3, Juillet-septembre 2002, pp. 819-833.

2- La vocation successorale de la femme tchadienne dans le droit écrit

La situation du conjoint survivant telle que prévue par les dispositions légales, est déplorable. Cependant, il bénéficie de l'usufruit (2.1) et succèdera en pleine propriété (2.1).

2.1- L'usufruit du conjoint survivant

La femme mariée ne vient dans la succession de son défunt mari que lorsque celui-ci n'a laissé ni descendant, ni ascendant ; tel est le sens des dispositions de l'article 767 du code civil qui rappelle que, « *le conjoint survivant non divorcé qui ne succède pas à la pleine propriété et contre lequel n'existe pas de jugement de séparation de corps passé en force de chose Jugée a, sur la succession du prédécédé, un droit d'usufruit* ». S'il est vrai que cette disposition s'applique indifféremment à l'homme et à la femme, la forte implication de la coutume dans la gestion du droit de la famille laisse augurer que les femmes auront toujours plus de difficultés à s'imposer dans l'ordre des successibles que les hommes.

La veuve en tant que conjoint survivant a une part dans la succession de son époux prédécédé sur le fondement de l'article 767 du code civil qui prévoit que lorsque le conjoint survivant est face aux descendants du de cujus, il a droit au quart de la succession en usufruit (article 767, al. 4). Mais si les descendants sont d'un autre lit, l'usufruit équivaut à la part d'un enfant, sans qu'elle puisse excéder un quart. A défaut de descendant et en présence d'ascendants, et des collatéraux privilégiés du de cujus, le conjoint survivant indifféremment du sexe a droit à la moitié de la succession. La volonté du législateur d'établir une vocation successorale égalitaire ne s'arrête pas à ce point. A défaut de descendants et de parents au degré successible, la succession est dévolue en totalité au conjoint survivant[86]. L'égalité est ici consacrée non seulement sur le fondement de l'indifférenciation du sexe mais aussi dans le partage successoral des descendants prédécédés.

L'usufruit accordé au conjoint survivant est destiné à lui permettre de continuer à mener une vie normale sans souffrir de l'amenuisement éventuel de ses ressources consécutives à la mort de son partenaire. Mais lorsqu'il apparait que ce conjoint a des moyens de vivre décemment sans recourir aux biens successoraux, son usufruit peut être supprimé. C'est pourquoi il cesse toutes les fois que des ressources suffisantes sont déjà à la disposition du bénéficiaire. Le code civil cite notamment le remariage du conjoint survivant s'il existe des descendants du défunt, et le fait que le conjoint survivant ait reçu du de cujus des libéralités dont le montant atteint celui de l'usufruit. Si ce montant n'est pas atteint, il y a juste lieu à compléter.

[86] Par exemple face aux autres successibles tels que les ascendants et collatéraux ordinaires.

La loi reconnait en outre au conjoint survivant, la possibilité d'exiger des aliments à la succession, sur le fondement de l'article 205 du code civil[87]. Il faut souligner avec force que le droit à l'usufruit de la femme est un droit qui est très ineffectif en raison de l'état des mentalités des tchadiens. Néanmoins le législateur offre la possibilité au conjoint survivant de succéder en pleine propriété.

2.2- La pleine propriété du conjoint survivant

S'agissant des droits de propriété, le conjoint survivant succèdera en pleine propriété dans deux cas. C'est d'abord le cas où le de cujus n'a laissé ni parent au degré successible, ni enfant. Alors, la totalité des biens va au conjoint survivant en pleine propriété (article 767, al 1er).

Le second cas est celui où le défunt n'a laissé de parent successible que dans l'une des deux lignes, paternelle ou maternelle. La part qui aurait dû être attribuée à l'autre ligne est dévolue en pleine propriété au conjoint survivant (article 767, al 2). Toutes ces deux hypothèses sont d'application rare, eu égard à la taille de la famille en Afrique. Le conjoint survivant a un droit supplémentaire reconnu par la jurisprudence qui vient s'ajouter à son usufruit normal. Il s'agit du droit d'habiter la maison conjugale ou mieux d'occuper la concession de son ex-conjoint.

Mais alors, la veuve peut encore être troublée dans la jouissance de ses droits par le fait des beaux-parents exclus de la succession en raison de sa présence parmi les héritiers[88]. Les agissements peuvent aller des intimidations à des voies de fait, même dans le cas où une décision judiciaire serait intervenue. Raison pour laquelle il faudrait légiférer, notamment afin d'interdire les faits qui concourent à l'ineffectivité des droits successoraux de la conjointe survivante. Il faut pour cela une refonte qui consiste en la remontée du conjoint survivant dans l'ordre successoral, la consécration d'une réserve héréditaire et la reconnaissance d'un droit au logement viager sur la résidence principale du couple.

B- La dissolution du mariage au plan coutumier et religieux

Les règles coutumières recèlent de fortes inégalités entre l'homme et la femme. Le contenu variable des règles coutumières et religieuses constitue un obstacle à l'application du droit écrit (1) et à la dévolution successorale (2).

[87] L'article 205 est clair : « *Les enfants doivent des aliments à leurs père et mère ou autres ascendants qui sont dans le besoin. La succession de l'époux prédécédé en doit, dans le même cas, à l'époux survivant. Le délai pour les réclamer est d'un an à partir du décès et se prolonge, en cas de partage, jusqu'à son achèvement* ».

[88] BUFFELAN-LANORE (Y.), LARRIBAU-TERNEYRE (V.), op.cit., p. 689.

1- Le contenu variable des règles coutumières, religieuses comme obstacle à l'application du principe de l'égalité

L'application de la coutume requiert le consentement des parties (1.2) et sa prédominance sur le droit écrit constitue un obstacle au principe de l'égalité (1.1).

1.1- L'influence de la coutume, un frein à l'application du principe d'égalité

Les règles traditionnelles et modernes au Tchad cohabitent très souvent dans un environnement conflictuel. Le système légal hérité de la colonisation ne s'adapte pas sur certains aspects à l'évolution de la société tchadienne d'une part et d'autre part les réformes post coloniales se caractérisent par la coexistence du droit moderne et du droit coutumier[89]. Aussi, l'intégration des normes internationales à l'échelon national ou sous régional ne se fait en général pas sans heurt, notamment avec la coexistence des normes de droit coutumier et des normes dites de droit moderne[90]. La reconnaissance du droit coutumier risque de donner libre cours à toutes les pratiques néfastes au regard du principe de l'égalité.

Sur le plan strictement légal, aucune restriction n'est faite entre l'égalité de l'homme et de la femme. Mais force est de constater que la loi constitutionnelle en vigueur instaure une discrimination en accordant de la place à la coutume qui relègue déjà la femme au second plan et qui ne reconnaît pas l'égalité entre l'homme et la femme dans les domaines du mariage, du divorce, du droit de propriété et de la succession. L'application distributive du Code civil et de la coutume dans le droit tchadien de la famille aboutit immanquablement à une remise en cause, lorsqu'il est affirmé, du principe d'égalité. L'influence vivace de la coutume[91] freine quelque peu l'application intégrale des dispositions de la Constitution. L'expérience a montré que les juges appliquent difficilement le droit positif. Ils sont également le reflet de leur société qui privilégie la pratique des us et coutumes à celle des lois modernes. Ce qui contribue à l'illisibilité de la règle légale dans le droit familial.

De même, l'Ordonnance 67-006 PR.MJ du 21 mars 1967 permet au juge tchadien d'appliquer, selon les cas, la coutume ou la loi en attendant leur codification. Toutefois, lorsque la coutume est contraire à l'ordre public, c'est le droit positif qui prime[92].

---

[89] Il est regrettable que les citoyens d'un même Etat ne sont pas soumis aux mêmes lois.

[90] GRANIER (L.) et autres, *Aspect contemporains du droit de l'environnement en Afrique de l'ouest et centrale,* Op.cit., p. 159.

[91] Le Tchad est une société fortement traditionnelle. Il compte plus d'une centaine d'ethnies caractérisées d'une part, par un ensemble de pratiques et de coutumes aussi tenaces les unes que les autres et, par des pratiques religieuses profondes d'autre part.

[92] Cf. Art. 71 de l'ordonnance 67-006 PR.MJ du 21 mars 1967 portant réforme de l'organisation judiciaire.

1.2- Les règles coutumières ne s'appliquant qu'avec le consentement des parties

Les règles coutumières et traditionnelles régissant les régimes matrimoniaux et les successions ne peuvent s'appliquer qu'avec le consentement des parties concernées. A défaut de consentement, la loi nationale c'est-à-dire le Code civil de 1958 est seule applicable. Il en est de même en cas de conflit entre deux ou plusieurs règles coutumières. Il est regrettable que la loi écrite puisse faire l'objet d'une application supplétive, quand les coutumes ne « *fournissent pas au juge les éléments qui seraient nécessaires pour résoudre une difficulté* » alors que c'est elle qui organise le mieux la défense des droits fondamentaux. Evidemment, la prépondérance de la coutume donne au droit des personnes et de la famille à la fois l'imprécision et l'immobilité. Pire, certaines traditions véhiculent des valeurs qui ne répondent plus aux principes élémentaires d'égalité entre les individus. Conscient de la nécessité de ne pas donner carte blanche à la coutume pour régir toute cette branche du droit civil, le législateur de 1967 avait jugé utile de poser une limite : *« les coutumes doivent être écartées lorsqu'elles sont contraires à l'ordre public de l'État*[93]*, ».* Cette disposition est reprise dans le nouveau texte régissant la justice, autrement dit, l'application du droit coutumier est subordonnée à sa compatibilité à l'ordre public[94].

Néanmoins, dans le vécu, le droit en vigueur reste couramment contrebalancé par les coutumes locales. Ces coutumes sont à l'origine des pratiques discriminatoires en matière de dévolution successorale.

2- La pratique de la dévolution successorale des règles coutumières et religieuses

Dans cette partie, on notera que la veuve est considérée comme un objet de droit (2.1) et faisant partie de l'héritage (2.2).

2.1- La veuve, un objet de droit sans aucune vocation successorale

Les coutumes inconciliables avec les droits humains[95] sont d'application récurrente en matière de succession au Tchad. Ainsi, on observe que dans la plupart des ethnies tchadiennes, le décès de l'époux déclenche une situation d'enfer créé et attisé par les membres de la grande famille du défunt. La douleur immédiate suscitée par la perte d'un être *« cher »* fait place à la cruauté du sort qui l'attend : un statut qui réduit la veuve à l'état de chose avec, de surcroît, le risque de l'éloignement de la progéniture. La veuve, considérée comme un objet de droit, n'a aucune vocation successorale. Le droit positif ne parvient pas véritablement à prendre le pas sur les règles de succession coutumières ou religieuses, qui font prévaloir le critère de priorité masculine.

[93] Cf. Art. 72 de l'ordonnance 67-006 PR.MJ du 21 mars 1967 portant réforme de l'organisation judiciaire.
[94] DJIKOLOUM (B.B), Op.cit., pp. 814-833.
[95] DABO (A.), Op.cit., P.3.

En Afrique, certainement et peut-être ailleurs, les pratiques coutumières consacrent deux sortes de privilèges : le privilège de masculinité qui écarte de la succession les filles[96] et le privilège d'aînesse qui justifie que le fils aîné recueille seul toute la succession[97]. En effet, il n'est pas certain que la veuve puisse tirer profit ne serait-ce que de la richesse qu'elle a contribué à créer avec le mari de son vivant. Tous les groupes ethniques ont pour trait dominant que les biens hérités sont dévolus dans le lignage paternel du défunt[98]. En milieu rural, cette règle s'avère indétrônable, aidée en cela par la difficulté d'appréhender le concept d'héritage. En milieu urbain, par contre, on observe que, face à cette pratique cruelle, des mouvements de résistance, soutenus par les associations de défense des droits de l'homme, sont signalés çà et là. Il ne sert à rien d'épiloguer sur une quelconque quotité du conjoint survivant. Aussi, la veuve peut être considérée comme un objet de droit faisant partie de l'héritage, donc identifiée à une chose.

2.2- La veuve, objet de droit faisant partie de l'héritage

On est d'abord tenté d'invoquer le fait que la veuve est elle-même considérée, comme faisant partie de l'héritage, situation qui peut être traduite par le droit moderne « *objet de droit* » ; autrement dit, la veuve est identifiée à une chose. Il est intéressant de souligner d'emblée que ces coutumes qui menacent la veuve sont la conséquence de la dot qui a été versée à l'occasion du mariage. Cette institution a conféré des pouvoirs exorbitants au mari sur elle. A la disparition du conjoint, elle est censée rester dans le lignage pour être donnée en mariage à un membre de la famille de l'époux défunt. En somme, la dot l'a exposée à « *n'être qu'un objet d'exploitation* », une partie de la masse successorale.

Cette conception de la veuve semble irriter André Ngongang-Ouandji[99] qui affirme à juste titre que « *la veuve n'est pas un bien comme certains pourront le penser, car elle ne peut pas être vendue* ». Cette affirmation est plein de sens et interpelle la société au respect de la valeur humaine qu'incarne la femme.

On allègue ensuite que la femme est étrangère au groupe et qu'elle n'est jamais intégrée à la famille de son mari. Aussi, lui reconnaître une vocation successorale, c'est prendre le risque de la voir partir avec les biens de la famille de son mari. On retiendra enfin que le concept de

[96] Les familles ont naturellement érigé en privilège, la masculinité donnant en tout la préférence au fils. Dès lors, la fille se trouve reléguée au second rang. Destinée à fonder un foyer, elle entrera dans celui-ci conditionnée par l'éducation qu'elle a reçue d'être soumise à son mari, de lui faire des enfants et de les élever pendant qu'il travaille pour la famille D'autres inégalités existent contre la fille dans la famille. On juge qu'elle n'a pas à prétendre à l'héritage de ses parents puisque « *en transit* » dans sa famille, elle va appartenir à l'héritage de son mari.

[97] Cf. TOUKAM (J.N), Op.cit., p. 93 à 108.

[98] LAMPUE (P.), « Les rapports de la coutume et de la loi dans le droit des successions en Afrique francophone », RJPIC, n° 4, 1972, pp. 831.

[99] NGONGANG-OUANDJI (A), *La dévolution successorale au Cameroun*, RJPIC, 1974, 2, p. 639.

succession paraît étrange, d'une manière générale, dans le cadre des rapports entre époux. En effet, même l'époux n'hérite pas. Lorsque l'épouse meurt, ses frères et sœurs viennent chercher tout ce qui l'appartenait, et le mari ne reçoit aucun bien[100]. Les biens qui ont une certaine consistance sont ceux du clan. Aussi, au décès du mari, ils rentrent dans le patrimoine du clan sans aucune formalité particulière[101].

Il y a lieu de se préoccuper par le fait qu'en dépit de la loi qui prévoit des droits de successions égaux et le droit de posséder des terres, la pratique est très différente. La plupart des femmes n'héritent et ne possèdent pas de terres. Dans certains cas, elles ont une utilisation partielle de la terre mais ne jouissent pas de leur droit à la propriété.

Conclusion

C'est dans le domaine du droit des personnes et de la famille qu'on constate le plus de discriminations à l'égard de la femme tchadienne. Pourtant, la Constitution représente une base solide pour assurer le droit des femmes à l'égalité dans la famille. Cependant, la coexistence de plusieurs systèmes légaux[102] rend difficile la mise en œuvre du droit des femmes à l'égalité dans la famille, auquel s'est engagé le Tchad en ratifiant la CEDEF[103]. L'absence d'un Code de la Famille en conformité avec les standards internationaux rend la tâche d'autant plus difficile. Il faut avouer que l'État tchadien semble être dépassé face à cet avant-projet de loi vieux de plus de 25 ans prévoyant le Code de la famille. Il y a lieu de se demander si la frontière entre religion et État de droit n'est pas une menace pour l'émancipation de la famille tchadienne ?

Pendant que l'État joue la figuration avec des législateurs et des individus qui profitent du système, la famille tchadienne en général en pâtit[104]. Il serait nécessaire d'avoir un code laïc, car il pourrait aider à préserver le vivre ensemble. Toutefois, il serait aussi important de faire un travail

[100] DJIKOLOUM (B.B), Op.cit., pp. 827-833.

[101] En effet, dans ces sociétés traditionnelles, les biens qui ont une certaine consistance sont en général ceux du groupe et rarement des biens individuels. Dans le domaine foncier, par exemple, la notion de propriété est liée au droit d'usage. C'est donc la mise en culture qui crée le droit de propriété. La propriété concerne davantage les récoltes que les parcelles elles-mêmes qui restent dans le clan. Il faut relever que même en ce qui concerne les récoltes, toute une série de cérémonies mythiques s'imposent pour remercier les ancêtres, ce qui ne saurait être conduit par une veuve fût-elle héritière. S'agissant de l'habitation, la veuve n'a aucun intérêt à la revendiquer, d'abord à cause de son caractère éphémère, la durée de vie d'une case est de deux ans, ensuite parce qu'elle court le risque d'être hantée par les mauvais esprits.

[102] Un code civil caduc datant de l'époque coloniale, la prédominance des droits coutumiers et religieux.

[103] La Convention sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDEF). Le Tchad a ratifié presque tous les instruments internationaux des droits de l'homme. Il a renforcé son cadre légal concernant la promotion et la protection des droits humains des femmes notamment l'Acte n°. 006/PR/02 concernant la santé reproductive et interdisant la violence domestique et sexuelle ainsi que les mutilations génitales féminines, l'Ordonnance n°006/PR/2015 portant Interdiction du Mariage d'enfants et l'adoption en2017 d'un nouveau Code Pénal criminalisant les violences basées sur le genre.

[104] Cf. https://lafenetreetoilee.mondoblog.org/le-code-de-la-famille-la-laicite-et-letat-tchadien-les-parfaits-partenaires-du-crime/.

de fond avec les communautés avant de décider de promulguer une quelconque loi sur le code de la famille au pays. Lorsque les gens ne s'entendent pas sur une loi, il n'est pas sage de la promulguer car *« L'esprit des lois doit précéder les lois »*[105]. Nous espérons qu'un Code de la Famille respectueux des droits humains des femmes pourra être adopté dans un futur proche. Cela urge car le droit écrit actuel en la matière est obsolète, peu appliqué et constitue par conséquent du droit inactif.

[105]https://www.ialtchad.com/index.php/details/item/934-code-de-la-famille-le-projet-qui-divise

La prévention des risques professionnels au Cameroun : mythe ou réalité

Occupational risk prevention in Cameroon: myth or reality

Par :

REMAILA Frédéric

Doctorant en droit privé de l'Université de N'gaoundéré (Cameroun)

Résumé :

La prévention des risques professionnels est incontestablement une réalité au Cameroun vues les mesures de prévention garanties par la législation sociale. Cependant, elle présente quelques limites décevantes pour la santé des travailleurs. Celles-ci tiennent les unes non seulement à la limitation du champ de protection mais encore à l'insuffisance du contrôle des mesures préventives par les acteurs de contrôle. En effet, le champ de protection ne se limite qu'à certains risques et certaines catégories particulières de travailleurs. Le contrôle quant à lui souffre aussi d'efficacité non seulement faute en nombre et qualification des acteurs de contrôle mais aussi faute de moyens matériels et financiers adéquats.

Mots clés : Prévention, Risque professionnel, Mythe, Réalité

Abstract :

The prevention of occupational risks is undoubtedly a reality in Cameroon, as evidenced by the preventive measures provided for under social legislation. However, it presents certain regrettable limitations with regard to workers' health. These stem not only from the limited scope of protection but also from the inadequate monitoring of preventive measures by the supervisory authorities. Indeed, the scope of protection is restricted to certain risks and particular categories of workers. The effectiveness of monitoring is also limited, owing not only to an insufficient number of adequately qualified supervisory personnel but also to inadequate material and financial resources.

Keywords: Prevention; Occupational risk; Myth; Reality

Introduction

De la fin du XVIII[ème] siècle et jusqu'au début du XIX[ème] siècle, le monde a connu une métamorphose exceptionnelle[1] qui se manifestera à différents moments selon les pays et sera le point de départ d'une profonde métamorphose sociétale. En France par exemple, elle s'est manifestée par l'abandon d'une société principalement basée sur l'agriculture pour une société à la pointe de l'industrie en pleine transformation digitale. Elle va permettre au pays de basculer d'une société artisanale, basée sur l'agriculture, vers une société davantage tournée vers l'industrie et le commerce.

Au cours de cette période, l'ouvrier est traité comme une marchandise aisée à remplacer et par suite de peu de valeur. L'afflux, non ou mal règlementé, des femmes et des enfants dans les ateliers bouche les trous et opère continuellement la relève des travailleurs que l'industrie, sans hygiène, sans législation protectrice, sans limitation des heures de travail, use d'une manière effroyable.

L'engagement de la responsabilité de l'employeur n'était pas évident car pendant ce temps, la responsabilité civile n'avait pour seul fondement que la faute[2]. Dans tous les cas, il appartient donc à la victime, pour obtenir réparation du dommage qu'elle a subi, de prouver la faute de l'auteur du dommage, conformément au droit commun de la preuve. Si elle n'y parvient pas, c'est qu'elle est la victime d'un mauvais sort[3]. Dans cette mesure, il existe donc des dommages que le système ne permet pas de réparer, mais ils sont très exceptionnels[4].

Nouveaux par les circonstances où ils se produisaient, ces dommages l'étaient, aussi et surtout, par leurs caractères. C'est d'ailleurs dans ce sens que JOSSERAND dit que « *Dans une société plus industrialisée, les accidents prennent un caractère anonyme* »[5]. La raison en est simple. Lorsqu'une machine explose dans une usine, comment pour l'ouvrier victime de cet accident de travail d'établir la faute soit de l'employeur, soit du fabricant de la machine ? C'est dire qu'on n'accordait pas tant d'attention au gaspillage des vies humaines, à l'accumulation des fatigues, à la destruction de la santé par l'industrie[6]. Les accidents du travail rendaient

[1] DE QUENGO DE TONQUEDEC (A), *La prise en compte du facteur humain et organisationnel dans le management des risques professionnels*, thèse, Université Paris-Saclay, 2021, n°5.
[2] V. les art. 1382 et 1383 du code civil camerounais.
[3] DJUIKOUO (J), *Les obligations de l'employeur en matière d'accident du travail en droit camerounais et français*, thèse, Université de Yaoundé II, P. 11.
[4] MALAURIE (Ph), AYNES (L), *Cours de droit civil, Les obligations, 5*è éd. Tome VI, éditions CUJAS, n°906.
[5] JOSSERAND (L), *De la responsabilité du fait des choses inanimées, 1897.* Cité par TERRE (F), SIMLER (P), LEQUETTE (Y), CHENEDE (F), *Droit civil, les obligations*, 12[ème] éd., 2019, précis Dalloz, n°908.
[6] FRIEDMANN (G), *Machine et humanisme, Problèmes humains du machinisme industriel*, éd. Revue et augmentée Gallimard, P. 36.

particulièrement problématique l'absence de protection satisfaisante des victimes[7] parce que faute de la preuve de la faute de l'auteur du dommage.

L'ampleur de ces lésions, décès et maladies au travail a fait une prise de conscience croissante en Europe, aux Etats-Unis et dans certaines colonies européennes aux dix-huitième et dix-neuvième siècles. On n'a constaté que la protection et la conservation de l'élément humain dans la production a été une nécessité. Comment-a-t-on pris conscience de ce cruel état de choses et tenter de le dépasser ? Des causes variées concourent ainsi à créer des circonstances favorables à l'étude scientifique des nouvelles formes que le machinisme donne au travail humain.

Le *boom* des forces productives à la fin du XIXème siècle avait suscité les premières tentatives d'organisation du travail. Le mouvement ouvrier se développe et s'organise par la suite. Sous la pression de revendications qu'il appuie, une législation sociale s'élabore peu à peu en Europe et aux Etats-Unis. La durée du travail, le travail des femmes et des enfants, le travail de nuit sont réglementés, des mesures de salubrité sont obtenues. La politique de non intervention de l'Etat, qui avait caractérisé la période de laisser-faire, est peu à peu abandonnée en ce domaine. L'hygiène sociale naguère entièrement laissée au gré des chefs d'entreprise devient en principe une affaire publique.

A partir de ce moment précis, l'importance d'améliorer la santé et la sécurité au travail est de plus en plus largement reconnue. La domination quasi exclusive de la faute, ainsi entendue, comme fondement de la responsabilité civile, a pris fin[8]. L'influence de la théorie du risque a rapidement révélé les insuffisances d'une telle conception de la responsabilité car les victimes, trop souvent, dans l'incapacité de prouver la faute qu'elles invoquaient, n'obtenaient aucune réparation et étaient maintenues dans une situation d'une injustice insupportable.

De la sorte, la jurisprudence s'orientait en faveur des victimes, lors que le législateur la devança dans une certaine mesure en règlementant l'indemnisation des accidents de travail[9]. Dans la mesure où la notion traditionnelle de faute ne permettait plus d'expliquer toutes les solutions[10], la loi d'avant-garde du 21 avril 1810 a consacré, même en l'absence de faute, la responsabilité du concessionnaire d'une mine pour les dommages causés à la surface. Elle sera suivie par de nombreux autres textes qui, dans des domaines spécifiques, multiplieront ces responsabilités dites « de plein droit », spécialement par la loi du 9 avril 1898 tendant à assurer l'indemnisation

[7] PENAUD (P) et al., *Politiques sociales*, 2ème éd., revue et mise à jour, Presses de sciences PO et Dalloz, 2013, P. 284.
[8] DJUIKOUO (J), *op. cit*., P. 11.
[9] TERRE (F), SIMLER (P), LEQUETTE (Y), *Droit civil, les obligations*, 5ème éd., 1993, précis Dalloz, n°659.
[10] MALAURIE (Ph), AYNES (L), O*p. Cit*., n°907.

systématique des victimes d'un accident du travail. Cette loi française constitue alors le jalon essentiel d'un dispositif original de prévention et de réparation des risques professionnels. Elle établit le principe de la présomption de responsabilité de l'employeur pour les accidents survenus dans son entreprise[11].

La jurisprudence va imaginer, avec la découverte de l'autonomie de l'alinéa 1 de l'article 1384 du Code civil, le principe général d'une responsabilité du fait des choses entièrement détachée de la faute. Ce texte énonce qu'« on est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde ». A partir de là, les tribunaux vont en tirer un principe conduisant à rendre responsable le gardien non seulement d'un animal ou d'un bâtiment, mais encore d'une chose quelconque, même en l'absence d'une faute de sa part à l'origine du dommage.

Le Cameroun, pour sa part, n'est pas resté en marge de cette mouvance[12]. L'obligation d'assurer les travailleurs contre les risques professionnels existait déjà au Cameroun avant son accession à l'indépendance. Il s'agit de l'ordonnance n° 59/100 du 31 décembre 1959 qui réglementait déjà la réparation et la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles au Cameroun. Ce texte sera modifié plus tard par la loi n°68/LF/16 du 18 novembre1968 portant organisation de la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles. et abrogé par la loi n° 77/11 du 13 juillet 1977 portant prévention et réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles et divers textes pris pour son application, loi actuellement en vigueur.

Le code du travail du 14 août 1992, applicable jusqu'à ce jour, pose en son article 2 alinéa 1 que « *le droit au travail est reconnu à chaque citoyen comme un droit fondamental. L'État doit tout mettre en œuvre pour l'aider à trouver un emploi et à le conserver lorsqu'il l'a obtenu* ». Aussi, consacré dans le préambule de la loi constitutionnelle camerounaise du 18 janvier 1996[13] « *tout homme a le droit et le devoir de travailler* ». Cette disposition constitutionnelle consacre le travail, non seulement comme un droit, mais aussi comme un devoir incombant à tout être humain.

[11] PENAUD (P) et al., *op. cit.*, P. 283.
[12] Cf. TCHAKOUA (J-M), « Le droit du travail dans la République du Cameroun », dans *Dignité humaine en Afrique Hommage à Henry De DECKER,* Cahier de l'UCAC 1996, Presses de l'Université Catholique d'Afrique Centrale, 1996. Lire aussi, NYAMA (J-M), *Droit et contentieux du travail et de la sécurité sociale*, Presses de l'Université Catholique d'Afrique Centrale, 2012. Cité par CDHC **:** *Rapport sur l'état des droits de l'homme au Cameroun en 2021,* P. 85.
[13] Cf. Loi n° 96/06 du 18 janvier 1996 portant révision de la Constitution du 2 juin 1972, modifiée et complétée par la loi n° 9008/001 du 14 avril 2008.

Aux termes de l'alinéa 2 de l'article 26 de cette loi fondamentale, font partie des Droits des travailleurs : le droit au travail, la liberté syndicale, le droit de grève et le droit à la protection sociale.

Malgré la mise en place de mesures de prévention et de protection à tous les niveaux, les accidents du travail et les maladies professionnelles sont malheureusement trop fréquents[14]. Les chiffres relevés de l'annuaire statistique de la CNPS montrent qu'en 2016, la CNPS a reçu 2252 dossiers d'accidents du travail (AT) contre 9 dossiers de maladies professionnelles (MP). En 2017, 2003 dossiers d'accidents du travail contre 5 dossiers de maladies professionnelles. En 2018, 2078 dossiers d'accidents du travail contre 12 dossiers de maladies professionnelles [15]. Ce qui fait une moyenne de 2111 dossiers d'accidents du travail par an contre 9 dossiers de maladies professionnelles par an. Il faudrait déjà comprendre que les 2111 cas d'accidents du travail sont très loin de la réalité car, la sous-déclaration est ici endémique. Pour ce qui est des maladies professionnelles, la situation pourrait simplement être qualifiée d'épidémie silencieuse.

Pourtant, la prévention est l'action de prévenir[16], c'est-à-dire l'acte par lequel on prend les devants sur un événement possible afin de l'empêcher de se produire et de diminuer les effets négatifs de cet événement au cas où on ne peut être certain de l'empêcher. Comme telle, la prévention est proche de l'anticipation. Elle est beaucoup plus qu'une prévision qui implique simplement le fait d'avoir vu à l'avance ce qui avait le plus de chances de se produire mais sans agir. Naturellement, elle est beaucoup plus que prédire.

La notion de risque est une donnée fondamentale du droit de la responsabilité en amont de la réalisation des dommages et en termes de liberté d'entreprendre[17]. Selon le lexique des termes juridiques, le « risque professionnel » se définit comme un risque inhérent à l'exercice d'une profession[18]. Il s'agit d'une éventualité permanente de toutes les situations de travail, plus ou moins probable et dommageable selon la nature du travail et les conditions dans lesquelles l'activité professionnelle est exercée ou d'un événement dont l'occurrence met en danger des personnes dans le cadre de l'exercice de leur métier. Par essence évolutive, le risque professionnel est actuellement perçu comme le résultat des conditions matérielles et organisationnelles du travail

[14] BIT : *Renforcer le rôle des programmes « Accidents du travail et maladies professionnelles » pour contribuer à prévenir les accidents et les maladies sur le lieu de travail*, Genève, Première édition 2013, P. 1.
[15] cf. les annuaires des statistiques de la CNPS. V. également Cameroon Tribune du 29 Avril 2019 op. cit. P. 7.
[16] Du latin *praevnir* : prendre les devants, devancer.
[17] MALAURIE (Ph), AYNES (L), *Cours de droit civil, Les obligations, 5*è éd. Tome VI, éditions CUJAS, n°908.
[18] V. *Lexique des termes juridiques*, 21ème éd., Dalloz, 2014, P. 839.

portant atteinte, non seulement à la sécurité et à la santé physique des salariés, mais aussi à leur santé mentale.

De la sorte, peut-on parler de l'effectivité de la prévention des risques professionnels au Cameroun ? S'il est effectivement vrai que le Cameroun dispose d'un système de prévention contre les risques professionnels (I), il reste limité dans la pratique (II).

I- LES MESURES DE PREVENTION GARANTIES

La prévention contre les risques professionnels est assurée par l'employeur qui doit mettre en œuvre des mesures de protection pour l'ensemble des travailleurs[19]. Le législateur camerounais, en organisant les mesures de prévention des risques professionnels, s'est focalisé d'une part sur les conditions générales d'hygiène sur les lieux de travail (A) et d'autre part sur les mesures spécifiques de sécurité (B).

A- Les mesures générales d'hygiène sur les lieux de travail

Le domaine de la réglementation du travail est celui où la responsabilité des dirigeants de l'entreprise se trouve le plus fréquemment engagée. Cette réglementation s'étend sur un domaine très vaste[20]. Mais aucun domaine n'est sans doute plus important que celui de la réglementation des conditions matérielles d'exécution du travail et notamment toutes les prescriptions touchant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans l'entreprise[21]. C'est dans cette optique que le législateur impose un certain nombre d'obligations à l'employeur dans l'optique de garantir la santé et la sécurité au travailleur sur les lieux de travail. Si les unes visent les normes de construction (1), les autres concernent les conditions d'ambiance[22] (2).

1- Les normes de construction

Ces contraintes portent les conditions techniques d'hygiène et de sécurité des locaux de travail d'une part et la propreté même de ces locaux d'autre part.

Par rapport aux conditions techniques d'hygiène et de sécurité des locaux de travail, ils doivent être tenus dans un état constant de propreté et présentant des conditions d'hygiène et de salubrité propres à assurer la santé des intéressés. La notion des locaux de travail n'ayant fait l'objet d'aucune définition en notre droit positif, le Code de travail français les définit comme les lieux destinés à recevoir des postes de travail situés ou non dans les bâtiments de l'établissement,

[19] Cf. art. 142 de l'avant-projet d'Acte Uniforme portant code du travail.
[20] De l'embauchage à la durée quotidienne, hebdomadaire ou annuelle du travail jusqu'aux modalités du paiement du salaire.
[21] LEVASSEUR (G), « L'imputabilité des infractions en droit français », *Revue de droit pénal et de criminologie*, quarante-neuvième année (1968-1969), N°5-6, Fév.-Mars 1969, P. 398 et s.
[22] A titre de droit comparé, V. l'article L. 171 et L. 172 du code du travail sénégalais.

ainsi que tout autre endroit compris dans l'aire de l'établissement auquel le travailleur a accès dans le cadre de son travail[23].

Ainsi, tout local de travail doit répondre à des conditions techniques garantissant une hygiène et une sécurité satisfaisante pour les travailleurs[24]. A cet effet, les projets de construction, d'agrandissement ou de transformation des bâtiments servant de lieux de travail doivent être adressés par l'employeur, avant exécution, à l'Inspection du Travail du ressort pour avis. Les projets sont accompagnés des plans indiquant l'emplacement des constructions, la nature et la disposition des aménagements, des installations mécaniques, électriques, sanitaires et autres. Les organismes publics chargés de délivrer les autorisations de bâtir sont tenus de prendre en considération l'avis émis par l'Inspecteur du Travail.

Quant à la propreté de ces locaux de travail, ils doivent présenter les conditions d'hygiène et de salubrité nécessaires à la santé du personnel et être exempts de tout encombrement[25]. Le sol doit être en matériau résistant, imperméable, facile à nettoyer. Lorsqu'il est rendu glissant par les matières travaillées dans le local, il est muni d'un revêtement antidérapant. Les différentes zones de travail doivent être au même niveau. Dans le cas contraire, l'inclination doit être aussi faible que possible. Le sol est nettoyé complètement au moins une fois par jour.

Dans les locaux où le travail n'est pas organisé d'une façon interrompue de jour et de nuit, ce nettoyage est effectué avant l'ouverture ou après la clôture de travail, mais jamais pendant les heures de travail[26]. Le nettoyage se fait, soit par aspiration, soit par lavage, soit à l'aide de brosse, de balais, ou de linges humides si les conditions de l'exploitation ou la nature de revêtement du sol s'opposent au lavage. Les murs et les plafonds doivent faire l'objet de fréquents nettoyages ; les enduits sont refaits toutes les fois qu'il est nécessaire.

2- Les conditions d'ambiance

Par rapport aux conditions d'ambiance, le législateur camerounais a mis l'accent sur quatre points : l'atmosphère des lieux de travail, l'ambiance thermique, l'éclairage et l'ambiance sonore.

Par rapport à l'atmosphère des lieux de travail, la composition de l'air des locaux de travail doit, dans toute la mesure du possible, présenter les caractéristiques de l'air normal. Elle ne doit

[23] Cf. art. R4221-1 du code du travail français.
[24] Cf. art. 15 al. 1 de l'arrêté n° 039 /MTPS /IMT du 26 novembre 1984 fixant les mesures générales d'hygiène et de sécurité sur les lieux de travail.
[25] LEFEBVRE (F), *Social, 2009*, n°42150.
[26] Art. 20 al. 1 de l'arrêté n° 039 /MTPS /IMT du 26 novembre 1984 fixant les mesures générales d'hygiène et de sécurité sur les lieux de travail.

en aucun cas constituer un danger pour les travailleurs[27]. En cas de risque de pollution grave par poussière, émanations toxiques ou caustiques, ou simplement incommodes, il est mis en place des dispositifs signalant des niveaux de concentration dangereuse pour la santé ainsi que les dispositifs antipollution appropriés.

Les locaux de travail doivent être pourvus d'une aération naturelle suffisante au moyen de fenêtres et autres ouvertures à châssis mobiles donnant directement sur l'extérieur. Les parties ouvrantes, dont la superficie doit être au moins égale à 1/6 de la surface du sol, doivent être réparties judicieusement pour assurer une ventilation efficace, permettant de maintenir la composition de l'air dans les limites de la normale[28].

Dans les locaux de travail fermés, dépourvus ou insuffisamment pourvus de parties ouvrantes donnant directement sur l'extérieur, des mesures seront prises pour introduire de l'air neuf à raison de 30 mètres cubes au moins par heure et par personne. Si besoin est, l'air ainsi introduit est au préalable épuré par filtration ou tout autre moyen efficace. L'air vicié et pollué ne doit pas être évacué par les passages et les escaliers.

L'atmosphère des lieux de travail doit être tenue constamment à l'abri de toute pollution d'origine extérieure, provenant notamment d'égouts, fosses, puisards, fosses d'aisance. Les poussières ainsi que les gaz incommodes, insalubres ou toxiques sont évacués directement en dehors des locaux de travail, au fur et à mesure de leur production, sous réserve que soient respectées les dispositions légales et réglementaires concernant les établissements dangereux, insalubres ou incommodes[29].

Dans les locaux où se dégagent des poussières, vapeurs, fumées ou gaz irritants ou toxiques, des masques et dispositifs de protection appropriés doivent être mis à la disposition des travailleurs. Le chef d'entreprise doit prendre toutes mesures utiles pour que ces masques et dispositifs soient maintenus en bon état de fonctionnement et désinfectés avant d'être attribués à un nouveau titulaire. Des contrôles d'atmosphère sont périodiquement faits à l'initiative de l'employeur et les résultats de ces contrôles sont consignés dans un registre spécial ouvert à cet effet.

[27] Art. 28 al. 1 de l'arrêté n° 039 /MTPS /IMT du 26 novembre 1984 fixant les mesures générales d'hygiène et de sécurité sur les lieux de travail.
[28] Art. 29 al. 1 de l'arrêté n° 039 /MTPS /IMT du 26 novembre 1984 fixant les mesures générales d'hygiène et de sécurité sur les lieux de travail.
[29] Art. 33 al. 1 de l'arrêté n° 039 /MTPS /IMT du 26 novembre 1984 fixant les mesures générales d'hygiène et de sécurité sur les lieux de travail.

Parlant de l'ambiance thermique, le degré de température et d'humidité ambiantes des locaux de travail ne doit entraîner ni inconfort, ni risque pour la santé des travailleurs. Des mesures appropriées sont prises chaque fois qu'il existe des sources de chaleurs ou d'autres causes susceptibles de modifier la température et l'humidité des locaux de travail pour ramener celles-ci dans des limites acceptables. Des temps de pauses pris sur la durée de travail sont accordés aux travailleurs soumis à des conditions extrêmes de température et d'humidité. Les personnes travaillant à l'extérieur doivent bénéficier d'un équipement de protection contre les intempéries[30].

Pour ce qui est de l'éclairage, la lumière est, parmi les éléments du milieu physique, un de ceux qui affectent le plus les relations entre l'ouvrier et son travail[31]. De la sorte, tous les locaux de travail et leurs dépendances, y compris les passages et les escaliers doivent être suffisamment éclairés pour assurer la sécurité du travail et, de la circulation des personnes[32]. Le niveau d'éclairage des postes de travail doit être adapté à la nature des activités qui y sont exercées.

Normalement, l'éclairage doit autant que possible provenir de la lumière naturelle suffisante[33] au moyen des ouvertures dont la surface totale sera au moins égale au 1/16e de la surface. Les recherches sur la lumière artificielle sont l'indispensable complément de celles qui ont pour objet l'éclairage naturel : lorsque l'éclairage naturel est insuffisant, il est prévu un éclairage artificiel. Autrement dit, on peut corriger, après étude, les défauts de l'éclairage ou bien ne placer dans l'atelier, après sélection, que des ouvriers capables de le supporter[34]. Mais ce point de vue peut être, à notre sens, fort dangereux car l'accommodation des yeux à un certain éclairage n'empêche nullement tous les dommages visuels qui peuvent s'en suivre.

S'agissant de l'ambiance sonore, des niveaux de bruit élevés peuvent être source de danger pour la sécurité des travailleurs, car ils peuvent non seulement perturber les communications et empêcher d'entendre les signaux d'avertissement, mais aussi accroître la fatigue et l'irritabilité, tout en réduisant la performance. Les dommages auditifs apparaissent généralement sur de longues périodes en raison d'une exposition prolongée à des niveaux de bruit élevés. Si les travailleurs continuent d'être exposés à un niveau de bruit élevé, ils souffriront de pertes auditives irréversibles.

[30] Art. 37 al. 1 de l'arrêté n° 039 /MTPS /IMT du 26 novembre 1984 fixant les mesures générales d'hygiène et de sécurité sur les lieux de travail.
[31] FRIEDMANN (G), *op. cit.*, P. 86.
[32] Art. 38 al. 1 de l'arrêté n° 039 /MTPS /IMT du 26 novembre 1984 fixant les mesures générales d'hygiène et de sécurité sur les lieux de travail.
[33] LEFEBVRE (F), *op. cit.,* n°42160.
[34] FRIEDMANN (G), *op. cit*., P. 87.

Le bruit constitue un grave danger professionnel pour les travailleurs. Un déficit auditif peut résulter d'une exposition unique mais intense ou d'une exposition cumulée au bruit[35]. Les règles régissant ce risque ont pour objet la prévention de la surdité d'origine professionnelle. Il est à noter que la surdité (hypoacousie) est potentiellement reconnue comme maladie professionnelle[36]. L'arrêté de 1984[37] prévoit des mesures de prévention visant à supprimer ou à réduire au minimum les risques résultant de l'exposition au bruit, en tenant compte du progrès technique et de la disponibilité de mesures de maîtrise du risque à la source.

Dans toute la mesure du possible l'intensité sonore au voisinage d'un poste de travail ne doit pas dépasser 85 décibels (DB). Il est tenu compte à cet effet des caractéristiques des machines au moment de leur achat, de leur mise en circulation et de leur installation. Dans ce cadre, l'employeur doit faire procéder au mesurage des niveaux de bruit auxquels sont exposés les travailleurs afin de vérifier que les valeurs limites d'exposition et les valeurs d'exposition déclenchant une action de prévention sont respectées[38].

Selon le Bureau International du Travail[39], le meilleur moyen de réduire le bruit est d'intervenir à la source par une bonne conception de l'équipement. Il consiste à réduire le bruit en installant des enclos insonorisés, des matériaux acoustiques et d'autres dispositifs techniques. Si ces moyens se révèlent insuffisants, il conviendrait de fournir des protecteurs d'oreilles et de limiter la durée d'exposition à un environnement bruyant. En plus des dispositifs de protection collective portant sur l'aménagement des postes de travail et des bâtiments, il est alloué aux travailleurs un équipement de protection individuelle reconnu efficace.

B- Les mesures particulières de sécurité

En plus des mesures générales de protection, d'autres mesures spécifiques ont été édictées dans le but du renforcement de la prévention contre les risques professionnels. Ces mesures sont édictées en tenant compte de la dangerosité des appareils et machines d'une part (1) et de la substance d'autre part (2).

[35] BIT, *Recueil de directives pratiques sur la sécurité et la santé dans l'agriculture,* BIT Genève, 25-29 octobre 2010, P 134.
[36] BARDOU (J-P), *Santé et sécurité au travail : de la complexité à l'effectivité. Proposition d'un guide de bonnes pratiques de prévention des risques professionnels*, thèse, Université de Bretagne Sud, 2020, n°188.
[37] Art. 41 al. 1 de l'arrêté n° 039 /MTPS /IMT du 26 novembre 1984 fixant les mesures générales d'hygiène et de sécurité sur les lieux de travail.
[38] BARDOU (J-P), *op.cit.*, n°189.
[39] BIT, *op. cit.*, P. 134.

1- Les mesures visant l'emploi d'appareils et machines dangereux

La personne humaine étant perçu comme une fin en soi, il faut tout mettre en œuvre pour prévenir les atteintes à son intégrité[40]. C'est dans cette optique que les lieux de travail et les lieux accessibles dans le cadre du travail doivent être aménagés de façon à garantir la sécurité des salariés[41]. Raison pour laquelle les salles de machines génératrices et de machines motrices ne doivent être accessibles qu'aux ouvriers affectés à la conduite et à l'entretien de ces machines. Dans les cas où celles-ci ne sont pas disposées dans un local distinct, elles doivent être isolées par des cloisons ou barrières de protection rigides et fixes d'une hauteur minima d'un mètre. Entre les machines, mécanismes et outils mus par des moteurs, les passages auront une largeur d'au moins 80 cm. Dans les intervalles, le sol est nivelé et rendu non glissant.

L'objectif du contrôle étant de protéger les travailleurs pour l'avenir en faisant cesser des situations dangereuses ou anormales, avant la construction d'une usine, l'aménagement d'une installation, la fabrication d'une machine, par exemple, il prévu de veiller à ce qu'elles soient conformes, dès la conception, à la législation applicable[42]. C'est pourquoi, tous appareils, machines ou éléments de machines reconnus dangereux doivent être disposés ou protégés de manière à empêcher le personnel d'entrer volontairement ou involontairement en contact avec eux pendant le fonctionnement.

La mise en train et l'arrêt collectifs de machines actionnées par une commande doit être toujours précédés d'un signal convenu. L'appareil d'arrêt des machines motrices est toujours placé en dehors de la zone dangereuse et de telle manière que les conducteurs qui dirigent ces machines puissent actionner l'appareil facilement et immédiatement[43]. Les ouvriers et ouvrières qui ont à se tenir près de machines en marche doivent porter des vêtements ajustés et non flottants.

2- Les mesures tenant compte de la dangerosité de la substance

Des mesures appropriées doivent être prises dans tous les lieux de travail où des substances dangereuses[44] sont produites, manipulées, utilisées, stockées, transportées, notamment en ce qui

[40] TCHAKOUA (J.-M.), *Droits fondamentaux et dignité des salariés Réflexion à partir des droits camerounais et français*, thèse, Yaoundé II, 1999, P. 47.
[41] LEFEBVRE (F), *op. cit.*, n°42225.
[42] BIT, *L'inspection du travail, Manuel d'éducation ouvrière,* Bureau international du Travail, Genève, 1ère éd. 1986, P. 14.
[43] Art. 76 al. 1 de l'arrêté n° 039 /MTPS /IMT du 26 novembre 1984 fixant les mesures générales d'hygiène et de sécurité sur les lieux de travail.
[44] Sont considérées comme substances dangereuses :
a) les substances explosives, qu'il s'agisse des explosifs proprement dits, ou de toute autre substance susceptible d'exploser à la faveur dans certaines circonstances, telles que combinaison avec d'autres matières, effet de la chaleur, du choc, etc. ;

concerne la conception des locaux ; le choix des matériaux de construction ; l'éclairage ; le degré de température et d'humidité et la ventilation. Les travailleurs affectés aux activités les mettant en contact avec ces substances, doivent faire l'objet d'examens médicaux appropriés d'embauche et de surveillance. Il est interdit d'y affecter les femmes et les enfants de moins de 18 ans, sans une autorisation délivrée par le médecin de l'entreprise, compte tenu de la réglementation en la matière[45].

Des mesures adéquates doivent être prises pour réduire au minimum l'exposition des travailleurs, notamment par des moyens de protection collective ou par des moyens de protection individuelle quand les moyens de protection collective s'avèrent insuffisants. Lorsqu'à des substances dangereuses, il est possible de substituer des substances inoffensives ou réputées moins dangereuses, celles-ci doivent être employées de préférence aux premières même si leur utilisation s'avère plus onéreuse. Dans tous les cas où ces activités constituent une menace grave pour la santé ou la vie du personnel, des dispositifs d'alarme doivent être mis en place pour signaler l'apparition du danger et permettre l'évacuation des locaux. Vus les mesures de prévention mises en place par le législateur, il y a lieu d'affirmer que l'objectif de protection voulu par le législateur reste une réelle protection. Cependant, l'on constate qu'elle reste limitée dans la pratique. D'où la nécessité de montrer ses insuffisances.

II- LES LACUNES LIEES AUX MESURES DE PREVENTION GARANTIES

A son origine, le droit du travail est apparu comme un droit protecteur des salariés. Pourtant, l'on observe certaines lacunes au sein du droit positif. Celles-ci tiennent à la limitation du champ de protection (A) et les autres à l'insuffisance du contrôle des mesures préventives par les institutions de contrôle (B).

A- La restriction du champ de protection

Elle vise aussi bien les risques couverts (1) que les personnes supposées couvertes (2).

1- La restriction du champ de protection quant aux risques couverts

Tous les risques ne sont pas couverts par la législation camerounaise. Ce qui veut dire que si certains risques sont visés d'autres par contre en sont exclus. En effet, trois principaux risques

b) les substances ou précautions facilement inflammables, ainsi que toute substance favorisant la propagation de l'incendie ;
c) les substances toxiques, nocives ou corrosives, quelle que soit la voie de pénétration dans l'organisme (respiratoire, digestive, transcutanée) ;
d) les substances émettant des radiations ionisantes, qu'il s'agisse de composés radioactifs naturels ou artificiels.

[45] Art. 98 al.2 de l'arrêté n° 039 /MTPS /IMT du 26 novembre 1984 fixant les mesures générales d'hygiène et de sécurité sur les lieux de travail.

professionnels garantis sont couverts par la sécurité sociale. Il s'agit des accidents du travail proprement dits, des accidents du trajet et des maladies professionnelles[46].

Parlant des accidents du travail, il s'agit de tout accident, quelle qu'en soit la cause, survenu à tout travailleur par le fait ou à l'occasion du travail[47]. Est ainsi soulignée la relation entre l'accident et le travail, fondement du régime particulier de réparation. Le droit assure la protection pour tous les événements se déroulant à l'intérieur de l'espace dans lequel l'employeur exerce son autorité mais également pendant le temps où le salarié se trouve sous cette autorité[48]. Longtemps, l'accident a supposé la survenance d'un événement soudain tel un choc, une chute ou une explosion. L'élément de soudaineté permettait ainsi de caractériser l'accident et de le distinguer de la maladie, processus pathologique à évolution lente dont l'origine ne peut être située dans le temps avec la même précision[49]. Dès lors qu'un salarié ne peut pas apporter la preuve matérielle du lien de causalité entre une lésion et son travail, l'accident n'aura pas la qualification d'accident du travail. Cette qualification sera d'autant plus rejetée que les certificats médicaux ont été produits tardivement et les déclarations d'accident du travail ont été dressées sous la dictée[50]. En un mot, tout accident qui survient aux temps et lieu de travail est qualifié d'accident de travail sauf preuve contraire apportée par l'employeur[51].

Avec les accidents de trajet, le droit protège également des situations où le salarié n'est pas à proprement parler sous l'autorité de l'employeur. En effet, l'accident du travail n'est pas le seul risque qu'encourt un salarié dans l'exercice de son activité professionnelle. Celle-ci va l'amener à se déplacer, ne serait-ce que pour se rendre sur les lieux du travail ou pour revenir à son domicile. Que se passe-t-il, si hors de tout déplacement professionnel, le travailleur est victime d'un accident alors qu'il se rend à son travail ou qu'il en revient, par quelque moyen que ce soit ? Pour désigner cet événement, on parle d'accident de trajet[52].

Dans le passé, la législation sur les accidents du travail n'offrait pas de protection aux salariés victimes d'un accident de trajet[53]. Aujourd'hui, le trajet accompli par le travailleur pour se rendre au travail ou en revenir fait partie de l'exécution de son contrat quand le déplacement est compté

[46] MEUNIER-BOFFA (M), *Droit social, Politique de l'emploi, Politique sociale*, 3ème éd., Litec, n°814.
[47] V. l'article 2 de la loi n° 77-11 du 13 juillet 1977 portant réparation et prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.
[48] EMANE (A) : « La santé au travail sous l'angle de la protection et de la réparation des risques professionnels : Évolution et perspectives », *RFAS* n°2-3, 2008, P. 284.
[49] CHAUCHARD (J-P), *Droit de la sécurité sociale*, 5ème éd., LGDJ, Lextensoéditions., n°547 et s.
[50] Cass. Soc., 5 nov. 1999, M. Allouat c/ SA Eurest France et a…
[51] MEUNIER-BOFFA (M), op. cit., n°816.
[52] TERRE (F), SIMLER (P), LEQUETTE (Y), *Droit civil, les obligations*, 9ème éd., précis Dalloz, n°917.
[53] CHAUCHARD (J-P), *op. cit.*, n°569.

comme temps de travail. Le trajet protégé vise l'itinéraire normal. Il s'agit des accidents survenus sur le parcours aller et retour entre[54] sa résidence principale ou une résidence secondaire présentant un certain caractère de stabilité et son lieu de travail ; le lieu de travail et le restaurant, la cantine ou, d'une manière générale, le lieu où il prend habituellement ses repas et pendant les voyages dont les frais sont mis à la charge de l'employeur en application du code du travail[55], à condition que le parcours n'ait pas été interrompu ou détourné par un motif dicté par l'intérêt personnel et étranger aux nécessités essentielles de la vie courante ou indépendant de l'emploi.

Sont ainsi exclus, les détours et les interruptions[56] solution qui s'explique car le trajet accompli peut être en rapport direct avec le travail. Mais ce rapport peut aussi s'estomper, voire disparaître si le trajet est interrompu ou détourné pour un motif étranger à l'emploi ou dicté par l'intérêt personnel[57]. Dans ce cas, la protection légale n'a alors plus lieu de s'appliquer[58]. La raison fondamentale ici en est que le parcours ne soit interrompu ou détourné par un motif dicté par l'intérêt personnel et étranger aux nécessités essentielles de la vie courante ou indépendant de l'emploi[59]. La jurisprudence française est très stricte sur ce point[60].

Enfin, les maladies professionnelles désignent toute maladie résultant de l'exercice de certaines activités professionnelles[61]. Pour que la législation protectrice soit applicable, il faut que la maladie ait une origine professionnelle[62]. Cependant, le principe d'une liste limitative des maladies professionnelles[63], indemnisées en tant que telles, y a été retenu. Le lien de causalité existant entre la maladie et l'activité professionnelle est constaté au moyen des présomptions consignées dans les tableaux des maladies professionnelles établis par décret pris après avis de la

[54] JEANTET (M) et THIEBEAULD (A), « Les missions de la branche AT/MP », *Regards*, n°51, Juin 2017, P. 35 ; V. également l'art. 2 al. 1 (b) de la loi n° 77-11 du 13 juillet 1977.

[55] Art. 2 al. 1 (c) de la loi n° 77-11 du 13 juillet 1977 portant réparation et prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.

[56] DUPRIEZ (K), *Les sanctions de l'obligation de sécurité du chef d'entreprise*, mémoire de DEA, université de Lille II, 2002-2003, P. 7.

[57] CHAUCHARD (J-P), *Droit de la sécurité sociale*, 5ème éd., LGDJ, Lextensoéditions, n°578.

[58] La faute éventuelle de la victime dans le choix du trajet ne suffit pas à dénaturer l'accident qui reste un accident de trajet (Cass. Soc., 8 mai 1963, Dr. Ouvrier 1964, 248, Bull. IV, n°386).

[59] DUPEYROUX (J.J), *Droit de la sécurité sociale*, 10ème éd., Précis Dalloz, n°192.

[60] V. not. Note A. D., D., 1972.750. Sont ainsi considérés comme détours par un « motif d'intérêt personnel » la traversée d'une rue pour saluer une personne connue : soc., 25 févr. 1970, *JCP*., 1970.10005, note P. L ; la recherche d'un bon restaurant : soc., 10 déc. 1969, D., 1971.154 : le rendez-vous chez un dentiste installé en dehors du parcours normal : soc., 24 mai 1966, Bull. IV, n°157 ; le détour même très bref pour acheter des timbres et poster des lettres : soc., 8 nov. 1972, D.,1972.750, note A. D. (comp. soc., 28 oct. 1975, *jurispr. soc*., n°357). Mais le détour n'est pas l'interruption : soc. 8 déc. 1982.

[61] Art. 3 al. 1 de la loi n° 77-11 du 13 juillet 1977 portant réparation et prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.

[62] DUPRIEZ (K), *op. cit.*, P. 9.

[63] TIENTCHEU (E. E), *L'incidence de la maladie sur le contrat de travail*, Mémoire de maîtrise de Droit privé, Université de Yaoundé, 1983-1984, P. 42.

Commission Nationale d'hygiène et de sécurité du travail[64]. Dès lors que ces conditions légales sont remplies, la victime bénéficie de la présomption d'imputabilité du caractère professionnel de sa maladie, de la prise en charge des soins et de la réparation forfaitaire de la perte de capacité de travail au titre de l'assurance accident du travail[65].

En dehors des cas prévus par ce tableau, sont également considérées comme maladies professionnelles, les cas pour lesquels la Commission Nationale d'hygiène et de sécurité du travail saisie, aura statué en ce sens[66]. Dans ces cas, les maladies reconnues comme étant d'origine professionnelle font l'objet d'un tableau additif aux tableaux officiels. Elles ouvrent droit à la réparation à compter du jour où elles ont été reconnues par la Commission Nationale d'Hygiène et de Sécurité comme étant d'origine professionnelle[67]. Telle est l'originalité du mécanisme mis en place. Mais, cette liste présente un caractère relativement statique au Cameroun[68]. La raison en est qu'établie depuis 1962[69], elle n'a jusqu'ici été complétée qu'une seule fois en 1984[70]. Et même, le nombre de nouvelles maladies alors reconnues professionnels n'était pas important. Cela traduit la réticence du législateur à admettre le caractère professionnel à une maladie. Cette réticence est doublée de la méfiance de la CNPS face aux déclarations des prétendues victimes de maladies professionnelles[71].

Son inconvénient majeur est qu'à défaut de figurer sur la liste, une maladie pourtant née du travail ne peut être réparée à ce titre, surtout quand les conditions mises au bénéfice de cette réparation sont rigoureuses. En plus, une présomption d'imputabilité en faveur des victimes de maladies professionnelles est dégagée du texte qui suppose que la victime réunisse trois conditions : elle doit être atteinte d'une maladie inscrite aux tableaux et a exercé une des activités

---

[64] Art. 3 al. 2 de la loi n° 77-11 du 13 juillet 1977 portant réparation et prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.

[65] EMANE (A) : « La santé au travail sous l'angle de la protection et de la réparation des risques professionnels : Évolution et perspectives », *RFAS* n°2-3, 2008, P. 287.

[66] Il s'agit[66] :
- des manifestations morbides d'intoxication aiguë ou chronique présentées par les travailleurs exposés de façon habituelle à certains travaux ;
- des infections microbiennes, lorsque les victimes ont été occupées de façon habituelle à certains travaux ;
- des affections présumées résulter de conditions ou d'attitudes particulières de travail ;
- des infections microbiennes ou affections parasitaires susceptibles d'être contractées à l'occasion du travail dans les zones qui seraient déclarées officiellement comme affectées.

[67] Art. 4 al. 2 de la loi n° 77-11 du 13 juillet 1977 portant réparation et prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.

[68] FOKO (A), « Recherches sur les risques professionnels en droit social (cas du Cameroun) », *Revue africaine des sciences juridiques*, 2009, Vol. 6. n° 1, P. 37.

[69] V. arrêté n°005/TLS/SS du 9 mars 1962 fixant la liste des maladies professionnelles.

[70] V. arrêté n°38/MTPS/IMT du 26 novembre 1984 complétant la liste des maladies professionnelles.

[71] FOKO (A), article précité, P. 38.

visées, source de risque ; en outre, le délai d'incubation visé aux tableaux ne doit pas avoir été dépassé.

Son inconvénient, pour ne pas dire l'injustice, est d'empêcher la réparation de la maladie qui ne figure pas sur la liste, mais dont l'origine professionnelle n'est pas douteuse[72]. Là alors, l'obligation faite à tout médecin de signaler toute maladie présentant selon lui une origine professionnelle, est sans véritable portée pratique car elle n'est pas utilisée[73]. Afin de pouvoir accompagner efficacement les victimes d'expositions aux risques professionnels, la révision ou l'actualisation des listes de maladies professionnelles nous semble un impératif.

En plus de cette difficulté, l'on remarque encore que de nouveaux risques (troubles musculo-squelettiques, exposition aux risques chimiques) s'ajoutent aux risques traditionnels. Ce qui veut en réalité dire qu'il y a apparition de nouveaux risques professionnels[74] avec l'émergence de nouveaux procédés et modalités de travail et de nouveaux matériaux[75]. Les santé et sécurité au travail peinent à faire face à ces nouveaux enjeux.

Il s'agit des risques psychosociaux : stress, harcèlement, troubles musculo-squelettiques, violence, dépression, suicide[76]. S'ils ne sont pas nouveaux, les risques psychosociaux semblent toutefois devenir de plus en plus répandus sur le lieu de travail[77]. Parmi les risques psychosociaux, le stress[78] est le plus répandu en entreprise et constitue un enjeu majeur de santé au travail, donc de santé publique[79]. Un stress prolongé peut également entraîner une incapacité à faire face à la charge de travail[80]. C'est là l'importance de faire face aux dangers et aux risques émergents sur les lieux de travail, en instaurant et en renforçant en permanence une culture de prévention en matière de sécurité et de santé[81]. De plus, par ses effets sur la santé et la productivité, le stress a aussi beaucoup d'impact sur l'économie.

---

[72] Cass. Soc. 12 Juillet 1986, *jurispr*. UIMM 1986.409 ; 18 fév. 1999, *jurispr*. UIMM 1999.282.
[73] CHAUCHARD (J-P), op. cit., n°582.
[74] WEIL (D), « Pour une approche stratégique en matière d'inspection du travail », *Revue internationale du travail,* vol. 147, nº 4, 2008, P. 379.
[75] BIT, *La protection des travailleurs dans un monde du travail en mutation*, Discussion récurrente sur l'objectif stratégique de la protection sociale (protection des travailleurs) Rapport VI, CIT, 104e session, Genève, 2015, n°76.
[76] ADAM (P), « La prise en compte des risques psychosociaux par le droit du travail français », *Droit ouvrier*, 2008, P. 313 ; LEROUGE (L), « Les « risques psychosociaux » en droit : retour sur un terme controversé », *Droit social*, 2014, P. 152.
[77] Agence européenne pour la santé et la sécurité au travail: *New and Emerging Risks in Occupational Safety and Health*, Observatoire européen des risques, Luxembourg, 2009.
[78] COLLARD (P), *L'obligation de sécurité de l'employeur : obligation de résultat ou obligation de moyens renforcée ?,* Mémoire de recherche, Université de Lille 2, 2016-2017, P. 33.
[79] DE MIRAS (R), *La faute inexcusable de l'employeur*, Mémoire DEA, Université Panthéon-Assas, 2011, n°150.
[80] BIT, *La protection des travailleurs dans un monde du travail en mutation*, Discussion récurrente sur l'objectif stratégique de la protection sociale (protection des travailleurs) Rapport VI, CIT, 104e session, Genève, 2015, n°84.
[81] BIT : *Etude d'ensemble de 2009*, n° 8.

Pour faire face aux risques nouveaux et émergents, il est donc important, pour garantir la sécurité et la santé au travail, de recenser les nouveaux risques et de prendre des mesures de prévention afin d'empêcher qu'ils ne nuisent à la santé et au bien-être des travailleurs[82]. Déjà un effort est fait dans certains pays d'Afrique qui s'emploient eux à actualiser leur législation sur la sécurité et la santé pour tenir compte de l'émergence de nouveaux risques[83]. Tel devrait également être, à notre avis, la position de la législation camerounaise. A cette flexibilité du champ de protection quant aux risques couverts, s'ajoute la faiblesse numérique des personnes supposées couvertes.

2- La restriction du champ de protection quant aux personnes supposées couvertes

L'étendue du système de sécurité sociale quant aux personnes reste encore très étroite. Ceux qui remplissent les conditions d'exercice d'une activité salariée ou d'une activité professionnelle tout court ne représentent en fait qu'une portion congrue de toute la population[84]. Ce qui fait que la législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles s'applique, comme celle sur les assurances sociales, aux travailleurs dépendants [85] . Il s'agit des personnes sans discrimination entre femmes et hommes ou selon la nationalité qui se sont engagées à mettre leur activité professionnelle moyennant rémunération, sous la direction et l'autorité d'une autre personne physique ou morale, publique ou privée, celle-ci étant considérée comme employeur[86]. En plus de la notion de travailleur stricto sensu, il y a dans la législation de la prévoyance sociale une notion du travailleur lato sensu. Elle inclut d'autres catégories de travailleurs[87].

---

[82] BIT, *La protection des travailleurs dans un monde du travail en mutation*, Discussion récurrente sur l'objectif stratégique de la protection sociale (protection des travailleurs) Rapport VI, CIT, 104e session, Genève, 2015, n°85.

[83] C'est le cas par exemple du Burkina Faso qui a adopté en 2011un décret général sur les mesures d'hygiène et de sécurité au travail qui contient des dispositions relatives à la prévention des risques ergonomiques. Le Code du travail burkinabé de 2008 dispose en outre que l'employeur doit prévoir des mesures de protection de la santé mentale des travailleurs dans toute action de prévention. Les Comores ont adopté en 2012 une loi qui impose aux employeurs de protéger les travailleurs contre la fatigue mentale et interdit expressément le harcèlement moral et sexuel. En 2012 également, le Niger a adopté un nouveau Code du travail dans lequel le stress lié au travail, le tabagisme, l'alcoolisme, la toxicomanie et le VIH/sida sont reconnus comme faisant partie des nouveaux risques pour la santé au travail. Ce code fait obligation aux employeurs de sensibiliser les travailleurs à ces risques et de leur proposer des services d'assistance psychosociale et interdit le harcèlement sexuel. En Ouganda, un règlement contre le harcèlement sexuel au travail a été adopté en 2012.

[84] SOWEND (D), *Le système camerounais de prévoyance sociale entre son passé et son avenir*, thèse université de Yaoundé II, P. 59 et s.

[85] DUPEYROUX (J-J), *Droit de la sécurité sociale*, 13ème éd., Précis Dalloz 2013, n°395.

[86] Art. 1èr al. 2 du code du travail camerounais.

[87] Il s'agit entre autres :

- Des marins qui relèvent de l'ordonnance n° 62/OF/30 du 31 mars 1962 portant Code de la Marine marchande, sous réserve que ces risques ne soient pas pris en charge par le navire à bord duquel se trouveraient ceux-ci, et à condition que leur employeur soit affilié à la CNPS ;
- Des gérants des sociétés à responsabilité limitée, à condition que lesdits gérants ne possèdent pas ensemble plus de la moitié du capital social.
- Des apprentis ;

Cependant, un très grand nombre de travailleurs sont souvent privés de toute protection, en droit ou dans la pratique. En fait, le champ d'application exclut les travailleurs du secteur informel (les gens de maison, les travailleurs occasionnels et, surtout, les travailleurs des petites entreprises). Cette restriction a une portée d'autant plus grande que les petits employeurs représentent souvent une forte proportion des entreprises nationales[88]. Le fait que les activités de ce secteur ne soient ni reconnues, ni enregistrées, ni protégées, ni favorablement réglementées par les pouvoirs publics constitue un préjudice aux droits sociaux et économiques de ces travailleurs et une entorse au développement économique et social du pays. C'est pourquoi, étendre la protection à cette catégorie de travailleurs doit être un impératif. A cette première lacune, s'ajoute en plus l'insuffisance du contrôle des mesures préventives par les institutions de contrôle.

B- L'insuffisance du contrôle des mesures préventives par les institutions de contrôle

Elle vise aussi bien services de santé au travail (1) que les services d'inspection du travail (2).

1- Les problèmes liés à l'exercice de la mission des services de santé au travail

Constitués notamment des médecins du travail et du personnel infirmier, les services de santé au travail jouent un rôle capital dans la prévention. Ils ont un caractère obligatoire[89] pour toute entreprise ou tout établissement, afin d'assurer un service médical à ses travailleurs et aux membres de leurs familles reconnus par la CNPS[90]. Les entreprises qui ne peuvent se doter de formation sanitaire adéquates doivent se regrouper pour créer des formations sanitaires interentreprises.

Le rôle assigné à ces services de santé au travail et aux médecins du travail qui les composent est exclusivement préventif[91], c'est-à-dire d'éviter toute altération de la santé des travailleurs[92] du fait de leur travail. Cette action constitue l'essentiel de l'idée de prévention, c'est-à-dire d'empêcher un accident de se produire[93]. Dans le cadre de ses missions préventives, le médecin

- Des étudiants des établissements d'enseignement technique, des personnes placées dans les centres de formation professionnelle de rééducation fonctionnelle et de réadaptation professionnelle pour les accidents survenus par le fait ou à l'occasion de cet enseignement ou de cette formation ;
- Des personnes assujetties au service civique national de participation au développement. Cf. Article 5 de la loi n° 77-11 du 13 juillet 1977 portant réparation et prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.

[88] MOUTON (P) et VOIRIN (M), « La prévention et la réparation des lésions professionnelles en Afrique : problèmes et lacunes », *Revue internationale du travail*, Vol. 118, n°4 Juillet-Août 1979, P. 503.
[89] LEFEBVRE (F), *op. cit.*, n°42820.
[90] Cf. art. 98 al. 1 du Code du travail camerounais.
[91] Cf. art. 98 du code du travail.
[92] LEFEBVRE (F), *op. cit.*, n°42820.
[93] GOUGUELIN (P), *La prévention des risques professionnels, Que sais-je ?,* PUF, 1996, P. 36.

du travail est amené à observer autant les travailleurs que leur travail. Il procède au contrôle d'aptitude à l'emploi.

Le contrôle de l'aptitude à l'embauche plonge ses racines dans les premières lois relatives à la protection des femmes et des enfants[94]. Ce contrôle d'aptitude qui, autrefois, n'était obligatoire que pour des catégories de travailleurs vulnérables pour l'affectation à des travaux dangereux et insalubres est aujourd'hui étendu à tous les travailleurs. Son but serait de veiller au non-épuisement de la main d'œuvre. De ce fait, tout travailleur doit obligatoirement faire l'objet d'un examen médical, en principe avant son embauche[95] ou, au plus tard, avant l'expiration de la période d'essai[96].

L'examen d'aptitude à l'embauche pour les travailleurs exposés à certains risques permet de s'assurer de la compatibilité de l'état de santé du travailleur avec le poste auquel il est affecté, afin de prévenir tout risque grave d'atteinte à sa santé ou à sa sécurité ou à celles de ses collègues ou des tiers évoluant dans l'environnement immédiat de travail.

Il s'impose tant dans l'intérêt du travailleur qui entend occuper un poste sans risque pour lui et ses collègues que dans celui de l'employeur qui voudrait pouvoir compter sur une collaboration régulière et paisible. Les médecins appelés à pratiquer les examens médicaux préalables à l'embauche doivent donc fournir aux parties au contrat de travail des informations exactes car les déceptions de celles-ci peuvent être à la mesure de la dose de confiance placée en ceux-là[97].

En plus de l'examen médical préalable à l'embauche, tout travailleur doit bénéficier d'une visite médicale annuelle à la charge de l'employeur. Les travailleurs assurant des activités particulièrement dangereuses pour leur santé dans des secteurs particuliers, doivent être soumis à une surveillance médicale spéciale. Une liste de ces activités particulièrement dangereuses pour la santé est obligatoirement arrêtée. Lorsque le maintien d'un travailleur à un poste est déclaré dangereux pour des raisons médicales tenant à la personne du travailleur, tous les moyens doivent être mis en œuvre pour l'affecter à un autre emploi compatible avec son état de santé[98].

[94] Les premières lois relatives au travail des enfants et des femmes de 1946 ne font pas apparaître la notion d'aptitude, sauf à lier âge et aptitude.
[95] V. l'article 100 (1) du code du travail ; V. égal. VERON-CLAVIERE (C), LAFARGE (Ph), CLAVIERE SCHIELE (J), *Droit pénal du travail*, Editions sirey, n°570.
[96] MINE (M), MARCHAND (D), *Le droit du travail en pratique*, 21ème éd., Eyrolles éd., d'organisation, P. 143. ; LEFEBVRE (F), *op. cit.*, n°42945.
[97] KOM (J), « Droit de travail et maladie non professionnelle », *Rev. Jur. Afr.*, 1994, P. 216.
[98] Cf. art. 139 al. 1 et 2 de l'avant-projet d'Acte Uniforme portant code du travail.

L'obligation d'assurer la surveillance médicale est le ferment de toutes les solutions imaginées en droit pour adapter l'emploi à l'état de santé[99]. Les visites médicales, qu'elles soient d'embauche ou périodique, occupent une place centrale dans l'activité des services de santé. Et comme le note si bien le Professeure Victorine KUITCHE KAMGOUI, la surveillance médicale des salariés constitue « l'épine dorsale de l'action du médecin du travail[100] ».

Cependant, malgré le fait de doter le service de santé d'une telle mission essentielle dans l'optique d'une meilleure prévention des risques en milieu professionnel, il présente toujours quelques limites décevantes pour la santé des travailleurs. Celles-ci tiennent particulièrement au nombre de médecins du travail en exercice. On observe une insuffisance criarde de médecins diplômés de la médecine du travail (une vingtaine seulement sur l'ensemble du territoire national) [101] , d'ingénieurs en sécurité du travail, d'hygiénistes du travail, d'ergonomes et d'auxiliaires qualifiés au Cameroun.

L'annuaire statistique nationale a pu constater qu'en 1994, le Cameroun ne comptait que 26 médecins du travail alors que le nombre était deux fois plus grand en 1986[102]. C'est ce qui explique en partie l'insuffisance du contrôle du service médical car le rôle préventif du médecin du travail est contrarié par la pénurie du nombre de médecins[103]. En conséquence, la règle de ne recruter en qualité de médecin de prévention que des titulaires du certificat d'études spéciales ou du diplôme d'études spécialisée de médecine du travail, ou encore des médecins inscrits au tableau de l'ordre comme spécialités en médecine du travail souffre d'efficacité puisqu'en cas de pénurie de praticiens spécialisés, l'exercice de médecine du travail peut être étendu aux autres médecins, compte tenu des besoins et des nécessités locales[104].

Pourtant, contrairement à son homologue généraliste, le médecin du travail a de par sa formation, accès à la réalité de l'entreprise. Il maîtrise mieux les mécanismes auxquels il peut être fait appel pour éviter toute altération de la santé des travailleurs du fait de leur travail et favoriser le maintien dans leur emploi. Mais au Cameroun, ce ne sont pas toujours les médecins de travail

---

[99] TCHAKOUA (J.-M.), *Droits fondamentaux et dignité des salariés Réflexion à partir des droits camerounais et français*, thèse, Yaoundé II, 1999, P. 56.

[100] KUITCHE KAMGOUI (V), « Le médecin du travail : levier de la prévention de la santé au travail au Cameroun ? », *Cahiers juridiques et politiques*, 2016/1, P. 127.

[101] BOWEN (EG), « La compensation des maladies professionnelles au Cameroun » in « Maladies professionnelles : surveillance, reconnaissance et compensation », P. 5. Cité par FOUOMENE (E), *Les prestations traditionnelles et le développement du système de sécurité social au Cameroun*, thèse, Université de Genève, 2013, P. 591.

[102] POUGOUE (P. G.), « Situation de travail et protection des travailleurs au Cameroun », *Bulletin de droit comparé du travail et de la sécurité sociale*, 1987/5, P. 29.

[103] MONTPELLIER (T), *La prévention des risques professionnels à l'épreuve de la responsabilité de l'employeur*, Thèse Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2021, n°213.

[104] Cf. l'alinéa 2 de l'article 2 du décret n° 79- 096 du 21 mars 1979 fixant les modalités d'exercice de la médecine du travail.

qui exerce dans les entreprises[105]. Ce qui fait qu'actuellement, les PME et PMI sont souvent en difficulté face aux problèmes de la protection et de la prévention des risques professionnels.

Cette situation de pénurie est avérée et menace à court terme les conditions d'exercice effectif de la protection des salariés[106]. Pour ce faire, la voie diplômante et de qualification n'ayant pas permis de recruter en nombre suffisant des médecins du travail, des mesures législatives devraient être prises afin d'ouvrir une troisième voie : l'une de régularisation, l'autre de reconversion.

La première allait consister à instaurer une formation permettant aux médecins non qualifiés en poste de régulariser leur situation par une formation diplômante et la seconde à organiser un processus de reconversion des médecins généralistes à travers la formation à la capacité en médecine du travail. Ces deux actions allaient à coup sûr produire de résultats positifs et par voie de conséquence contribuer à la prévention des risques professionnels. Tel est également le problème rencontré par les services d'inspection du travail.

2- Les difficultés rencontrées par les services d'inspection dans le contrôle

Il est reconnu de manière générale que l'inspection du travail est investie de trois principales missions : le contrôle de l'application des lois et règlements du travail ; la conciliation en matière de conflits individuels et collectifs du travail et le conseil aux employeurs et aux travailleurs, et la conduite d'enquêtes ou d'études[107]. Ainsi, l'inspecteur du travail est un acteur clé dont le rôle paraît essentiel pour assurer une suffisante effectivité aux règles du code du travail en général et à celles intéressant l'hygiène et la sécurité en particulier[108].

Il leur appartient par conséquent de contrôler l'effectivité de la démarche de prévention et en particulier de s'assurer que l'employeur a bien pris les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs. Ce contrôle s'exerce dans le cadre des visites d'entreprise et grâce aux investigations menées par les inspecteurs de travail sur les lieux de travail.

Comme l'a si bien relevé le professeur Paul-Gérard POUGOUE[109], « dans tous les pays, l'inspection est l'institution clée sans laquelle le droit du travail resterait souvent lettre morte. Elle s'occupe du contrôle si important de l'application des lois sociales ». En d'autres termes, le contrôle de l'application des dispositions relatives à la santé et à la sécurité des travailleurs ainsi qu'aux conditions de travail est l'une des missions principales de l'inspection du travail. Ses agents

[105] KUITCHE KAMGOUI (V), article précité, P. 127 et s.
[106] PENAUD (P) et al., *op. cit.*, P. 298.
[107] LEMESLE (R), *Le Droit du travail en Afrique francophone*, Edicef/Aupelf, Uref, P. 119.
[108] PELISSIER (J), SUPIOT (A), JEAMMAUD (A), *Droit du travail*, 23ème éd., Précis Dalloz, n°985.
[109] POUGOUE (P-G), *Droit du travail et de la prévoyance sociale au Cameroun*, Tome 1, PUC, 1988, P. 38.

de contrôle ont à cet égard un rôle essentiel puisqu'il leur appartient de fournir des informations et des conseils aux employeurs et aux travailleurs sur les moyens les plus efficaces à mettre en œuvre pour respecter la réglementation applicable en matière de santé et de sécurité au travail.

Malgré la dotation du service d'inspection d'important pouvoirs en matière de contrôle des mesures de prévention contre les risques professionnels, il ne fait pas de doute que l'action de l'inspecteur du travail dans le cadre du contrôle de l'application de la législation du travail peine à trouver des résultats satisfaisants en droit positif camerounais. La relativité des résultats observés est due à l'insuffisance en nombre et en qualification d'inspecteurs du travail et au déficit des moyens matériels et financiers.

La lacune en nombre d'inspecteurs du travail [110] constitue la cause fondamentale de l'imperfection du système camerounais de prévention des risques professionnels. Le nombre d'inspecteurs du travail en fonction au Cameroun est relativement faible. A cause du nombre insuffisant d'inspecteurs du travail, les visites d'entreprise qui devraient s'effectuer assez régulièrement ne sont pas toujours une réalité. A cet égard, la mesure la plus simple consiste au recrutement d'inspecteurs[111] supplémentaires.

Aux difficultés en nombre, s'ajoute les lacunes en qualification car les inspecteurs du travail ne bénéficient d'aucune formation spécifiquement adaptée à leur mission de contrôle dans le cadre de la prévention des atteintes à la santé et à la sécurité au travail. Si le contrôle est la mission principale de l'inspecteur du travail, ce contrôle présente un double aspect : contrôle juridique du respect de la réglementation et contrôle technique à propos de l'hygiène et de la sécurité. En général, l'inspecteur du travail est assez outillé pour le contrôle juridique. Et comme il n'est pas un médecin, il est assez limité pour le contrôle technique. En plus des difficultés en nombre et en qualification, s'ajoute le déficit des moyens matériels et financiers[112].

Au Cameroun, des difficultés d'ordre matériel et financier affectant l'inspection du travail sont souvent constatées dans les inspections et constituent un sérieux frein à l'action propice des inspecteurs du travail[113]. Pourtant, l'exercice effectif d'une telle mission n'a de signification réelle que si les inspecteurs du travail disposent des moyens adéquats pour leurs services.

[110] FOKO (A), article précité, P. 28. ; MIRA MOHAMADOU, *La sanction pénale en droit du travail camerounais*, mémoire DEA en Droit privé, Université de Ngaoundéré 2007-2008, P. 42. ; V. MOUTON (P) et VOIRIN (M), « La prévention et la réparation des lésions professionnelles en Afrique : problèmes et lacunes », *Revue internationale du travail*, Vol. 118, n°4 Juillet-Août 1979, P. 511 ; WEIL (D), « Pour une approche stratégique en matière d'inspection du travail », *Revue internationale du travail,* vol. 147, nº 4, 2008, P. 379.

[111] FOKO (A), article précité, P. 26.

[112] MIRA MOHAMADOU, *op. cit.*, P. 43.

[113] FOKO (A), article précité, P. 29 ; FOUOMENE (E), *Les prestations traditionnelles et le développement du système de sécurité social au Cameroun*, thèse, Université de Genève, 2013, P. 591.

Malheureusement, les services de l'inspection n'ont qu'une existence symbolique car privés des moyens matériels dont ils ont besoin.

A l'insuffisance des moyens matériels, il faut ajouter la faiblesse des moyens financiers alloués à la prévention des risques professionnels. Ces contraintes nous laissent entrevoir un déséquilibre entre la mission confiée à l'inspection du travail et les moyens mis à sa disposition car la possibilité de recourir à l'aide des employeurs à cette fin serait susceptible de porter atteinte à l'impartialité et à l'autorité indispensable aux relations des inspecteurs avec les employeurs et les travailleurs, en créant un risque de dépendance à l'égard des employeurs.

Conclusion

En définitive, la prévention des risques professionnels au Cameroun reste beaucoup plus un mythe qu'une réalité. La raison en est que, même travailleur au sens du code du travail, beaucoup d'entre eux ne bénéficient pas de cette protection soit parce que certains risques sont exclus du champ de protection ou soit parce que certaines catégories de travailleurs ne sont pas visées par la législation sociale. En plus de ces lacunes, les acteurs chargés du contrôle de l'application de la législation ne jouent pas confortablement leurs rôles, d'une part faute en nombre et qualification et d'autre part par manque de moyens matériels et financiers à l'exercice efficace de leurs missions, toute chose qui ne contribue réellement pas à la protection des travailleurs.

La responsabilité contractuelle des microfinances

The contractual liability of microfinance institutions

Par :

KOUSSIDALAI RABIATOU

Doctorante en droit des Affaires/FSJP de l'Université de Maroua (Cameroun)

Résumé :

La responsabilité civile contractuelle des Etablissements de microfinance, est un sujet d'actualité car la microfinance est devenue un pilier de l'inclusion financières. Or cette activité est par nature contractuelle, chaque relation entre l'Etablissement de microfinance et son client repose sur un contrat de dépôt ou de crédit. Le droit spécial qui encadre le secteur de la microfinance, notamment la loi de 2019 et les règlements CEMAC ET COBAC, assure le contrôle prudentiel des Etablissements de microfinance mais reste silencieux sur la réparation du préjudice subi par le client. Ce vide oblige le juge à appliquer le droit commun en l'occurrence l'article 1382 du code civil. Notre analyse révèle cependant que ce régime du droit commun est inefficace. D'abord la difficulté dans la formation du contrat, la distinction classique entre l'obligation de moyen et de résultat est inadaptée à la conservation de l'épargne, ensuite la mise en œuvre de cette responsabilité est également difficile, avec la charge de la preuve qui pèse sur le client qui ne dispose pas des documents comptables des Etablissements de microfinance, avec le contrat d'adhésion imposés par les Etablissement de microfinance qui contiennent des clauses exclusives de responsabilité que le droit commun valide, vidant ainsi la responsabilité de son sens.

Mots clés : responsabilité contractuelle, microfinance, droit commun ; microfinance.

Abstract:

The contractual civil liability of microfinance institutions (MFIs) is a current issue, as microfinance has become a cornerstone of financial inclusion. This activity is inherently contractual; every relationship between an MFI and its client is based on a deposit or loan agreement. The specific legislation governing the microfinance sector, notably the 2019 law and the CEMAC and COBAC regulations, ensures the prudential supervision of MFIs but remains silent on compensation for damages suffered by clients. This gap forces judges to apply general law, specifically Article 1382 of the Civil Code. Our analysis, however, reveals that this general law regime is ineffective. Firstly, the difficulty in forming the contract, the classic distinction between obligation of means and of result is unsuitable for the preservation of savings, secondly the implementation of this liability is also difficult, with the burden of proof falling on the client who does not have the accounting documents of the EMF, with the adhesion contract imposed by the EMF contain clauses excluding liability which common law validates, thus emptying the liability of its meaning.

Keywords: contractual liability, microfinance, common law; microfinance.

Introduction

La crise du système bancaire de la zone CEMAC suivie de sa restructuration dans les années 90 semble n'avoir pas comblé les attentes. En effet dans son rôle d'intermédiation financière qui consiste pour la banque à se positionner comme acteur principal du financement de l'économie en octroyant du crédit aux investisseurs, les banques ne se sont pas montrées à la hauteur des sollicitudes des populations. L'intervention des banques dans ce domaine est essentiellement élitiste car elles n'octroient du crédit qu'aux gros investisseurs ayant fourni des garanties de remboursement. A ce sujet, le dicton selon lequel on ne prête qu'aux riches est plus qu'illustratif. De ce fait, les autres acteurs économiques émergents[1] se trouvent marginalisés, voire exclus du circuit économique. C'est la raison pour laquelle ils ont été très souvent obligés de se replier vers le secteur informel[2] , mais aussi et surtout vers les entités de microcrédit telles que les Coopératives d'Epargne et de Crédit (COOPEC) qui ont progressivement pris la dénomination d'établissement de microfinance (EMF) et qui, dans le contexte de l'Afrique Centrale, sont nés récemment à la faveur de la libéralisation financière et ont occupé les espaces laissés par les banques. Mais bien que l'activité de microfinance soit récente en Afrique Centrale, ses origines mondiales remontent au 19è siècle où, sous l'initiative de l'humaniste FRIRDRICH WILHEM RAIFFEISEM alors maire d'une petite commune du sud de l'Allemagne, le crédit coopératif et populaire fit son apparition dans l'optique de pallier aux souffrances de la population rurale marginalisée par la révolution industrielle. L'initiative reçue le soutien de l'allemand HERMAN SCHULZE et de l'italien LUIGI LUZZATTI qui créèrent en revanche en zone urbaine des établissements de crédit populaire pour fournir du crédit aux artisans et aux petits commerçants[3]. · Le mouvement s'étendit peu à peu en Europe et à d'autres continents[4]. Dans son évolution, l'activité de microcrédit a emprunté plusieurs

[1] Il s'agit des agriculteurs, des « bayam –sallam », des vendeurs à la sauvette, des promoteurs de PME qui, ont besoin de financement pour développer leur activité. En effet, il est révélé qu'une « bayam –sellam » a souvent besoin de 1500frs seulement pour débuter son activité et il serait impossible qu'elle se présente au guichet d'une banque pour demander une pareille somme.

[2] Comme les tontines ou faire recours aux usuriers.

[3] MBOUOMBOUO NDAM (J), « Banque contre microfinance : les enjeux de l'intégration financière dans la zone CEMAC », Clé ,2007, pp, 51.

[4] Plus précisément aux pays voisins de l'Allemagne et notamment le Canada. En Amérique il est observé à partir de 1990

dénominations[5] et elle doit son appellation actuelle « d'Etablissement de Microfinance » (EMF) au Dr MUHAMED YUMUS[6].

Depuis plus de trois décennies la microfinance s'est imposée comme un instrument incontournable de la lutte contre la pauvreté et de l'inclusion financière. Née de l'initiative du professeur Muhammad Yunus au Bangladesh dans les années 1970, elle a rapidement conquis les pays en développement ou le système bancaire classique se montrait incapable de répondre aux besoins des populations à faibles revenus. En zone OHADA, et particulièrement au Cameroun, les Etablissements de microfinances jouent aujourd'hui un rôle fondamental :ils collectent l'épargne des ménages, octroient des ,microcrédits ; financent les petites activités génératrices de revenus et participent activement au développement économique locale.

Cependant, cette expansion fulgurante s'est accompagnée d'une complexification des rapports juridiques. La relation entre l'EMF et ses clients, ses employés ou les tiers n'est plus une simple relation de confiances, c'est une véritable relation contractuelle encadrée par des textes spécifiques mais qui reste soumise, pour une large part aux principes généraux du droit. La responsabilité civile se décline en deux branches majeures : la responsabilité contractuelle qui sanctionne l'inexécution d'une obligation née d'un contrat, et la responsabilité extracontractuelle ou délictuelle, qui sanction la faute causant un dommage en dehors de tout contrat. Notre étude portera sur la responsabilité contractuelle. Le secteur de la microfinance est régi par un droit spécial[7] mais ces lois spécifiques restent largement silencieux sur la questions de la réparation des préjudices subis par les clients.

L'appréhension de notre sujet commande que l'on définisse la notion la responsabilité, la responsabilité civile, et l'établissement de microfinance. La responsabilité est l'obligation de répondre de ses actes ou de celles de autre, d'être gérant de quelque chose[8]. Elle peut également être l'obligation qu'a une personne de répondre de ses actes, de les assumer, d'en supporter les conséquences du fait de sa charge, de sa charge, de sa position etc…La responsabilité contractuelle est l'obligation pour le débiteur d'une obligation née d'un contrat valablement formé de réparer le

[5] Relativement à ces appellations, on peut citer notamment celle de crédit coopératif, les établissements de crédit populaire, les coopératives d'épargne, et de crédit, expression plus utilisées au Cameroun avant l'intervention de la règlementation communautaire.

[6] Il est un éminent économiste originaire du Bangladesh. Il fonde l « Gramen Bank » en 1976 qui lui permet d'instaurer un système de prêt basé sur la solidarité des emprunteurs à travers le groupe de caution mutuelle. Ce qui assure un taux de recouvrement de 98%. Il reçut le prix Nobel de la paix en 2007.V*oir*. MBOUOBOUO NDAM (J.), op. Cit, p 52.

[7] La loi N° 2019 / 24 Décembre 2019 fixant certaines règles relatives à l'activité de crédit dans les secteurs bancaires et de la microfinance au Cameroun.

[8] Selon le dictionnaire français LAROUSSE

préjudice causé aux créances de l'inexécution, de la mauvaise exécution de son obligation. C'est l'obligation mit par la loi à la charge d'une personne de réparer un dommage subi par une autre[9] Un établissement « est une unité économique située en un lieu géographiquement bien distinct, mais juridiquement dépendante[10],dans laquelle ou à partir de laquelle ou à partir de laquelle sont exercées les activités de production, de vente ou de service. Il est relativement homogène et son activité principale apparait proche du produit »

La microfinance à son tour est l'offre des services de proximité de façon pérenne aux exclus du système bancaire classique[11] . Autrement dit, elle est « l'offre des services financiers[12] aux populations pauvres, exclues du système financier, sans ressources ni droit de propriété ». Elle est également une activité exercée par des entités agréées n'ayant le statut de banque ou d'établissement financier tel que défini à l'annexe à la convention du 17 janvier 1992 portant harmonisation de la règlementation bancaire dans les Etats de l'Afrique Centrale et qui pratiquent, à titre habituel, des opérations de crédit et /ou de collecte de l'épargne ,et offre des services financier spécifiques au profit des populations évoluant pour l'essentiel en marge du circuit bancaire traditionnel.[13] Pris dans son ensemble, le libellé de notre sujet demande d'examiner les techniques ou moyens utilisés pour résoudre le problème lié à la responsabilité civile d'EMF.

La valeur d'une telle étude peut donc s'observer à plusieurs égards : d'abord sur le plan économique, la microfinance dans la sous-région Afrique Centrale fait des pays en voie de développement un moyen incontournable de financement de l'investissement et de réduction de la pauvreté. Sur le plan juridique, l'étude de la responsabilité civile de microfinance permettra de constater et de recenser les insuffisances juridiques dans l'encadrement de cette activité, ce qui pourra permettre de renforcer ou d'assainir l'encadrement juridique du secteur de la microfinance car une base juridique solide garantie la pérennité d'une institution. Sur le plan social enfin, l'analyse nous permettra de voir la nécessité du renforcement de l'intermédiation sociale qui fera ses acteurs de la microfinance des partenaires donc les objectifs probablement connus convergeront pour la saine croissance de l'activité. Le constat est que au Cameroun, on observe une multiplication des défaillances, des fermetures abusives et des contentieux entre les

[9] Sur l'origine et le sens du mot « responsabilité », HENRIOT (V.J), Note sur la date et le sens de l'apparition du mot « responsabilité », Arch, philo, droit 1977,59 ;
[10] Sauf dans le cas d'une entreprise ne comportant qu'un seul établissement
[11] KOUM GUIADEME (M). La *protection de la clientele des Establishments de microfinance eb zone CEMAC*, Memoire de Master II Recherche, Université de YaoundéII,2021,112 p.
[12] Microcrédit, micro assurance etc. …)
[13] Selon le règlement n°01/17/CEMAC/UMAC/COBAC, relatif aux conditions d'exercice et de contrôle de l'activité de microfinance dans la CEMAC.

Etablissement de microfinance et leur clientèle. Pourtant, force est de constater que très peu de clients parviennent à obtenir réparation de leur préjudice malgré les textes en vigueurs. Dès lors, toute la question est de savoir : comment expliquer l'inaboutissement de la responsabilité contractuelle des microfinances ? nous pouvons répondre en disant que c'est non aboutissement s'observe par l'inadaptabilité des textes nationaux aux EMF. Pour amener des éléments de réponses nous analyserons d'une part la complexité dans la formation du contrat (I) et la difficile mise en œuvre de la responsabilité contractuelle (II).

I- LA COMPLEXITE DANS LA FORMATION DU CONTRAT ENTRE L'ETABLISSEMENT DE MICROFINANCE ET SON CLIENT

L'inexécution des obligations contractuelles demeure la source principale de la responsabilité civile des EMF parce que toute opération effectué par l'EMF suppose à la base une relation contractuelle[14]cette responsabilité est considérée dans un cadre plus large , pourtant la microfinance est institution particulière qui devrait avoir ses conditions propres à elle .Le contrat est une convention par laquelle une ou plusieurs personnes, s'obligent, envers une ou plusieurs autres, à donner, à faire, ou ne pas faire quelque chose.[15]. On ne peut parler de la responsabilité contractuelle que s'il y a un contrat ou du moins un engagement unilatéral dans la relation entre les EMF et leur client, ce dernier est ignorant des dispositifs du contrat (A) et il peut arriver que dans l'exécution des obligations une des parties commet une faute, cette faute peut également être ignorée par le client (B).

A- L'ignorance du droit des contrat par les clients

Il y'a contrat lorsque les quatre conditions prévues par l'article 1108 du code civil est réunies outre les conditions de forme exigées par certains contrats. Ces conditions sont : la capacité de contracter, l'accord de volonté des parties, un objet certain et une cause licite[16]. La microfinance dans ses activités conclues des contrats avec ses clients, on peut citer entre autres le contrat d'ouverture d'un compte, le contrat de crédit, le contrat de prêt…A lors dès qu'un client de l'EMF doit conclure un contrat avec ce dernier il doit respecter les dispositions légales. Mais nous constatons que le contrat entre ces deux personnes[17] est un contrat qui bénéficie à l'une des parties étant donné que les clients des EMF sont majoritairement des personnes illettré. En effet nous verrons ici la formation de ce contrat.

[14] GRUA (F.), *les contrats de base de la pratique bancaire,* ed. Litec, Paris ,2000, 367p.
[15] Article 1101 du code civil.
[16] L'article 1108 du code civil.
[17] L'EMF et son client.

1- La formation d'un contrat d'adhésion incompréhensible

En effet la convention d'ouverture d'un compte obéit aux conditions prévues par l'article 1108 du code civil, d'une part la capacité des parties, ensuite le consentement et l'objet et la cause. Evidemment pour conclure un contrat valable, il faut avoir la capacité juridique. Le premier élément de la capacité juridique est l'existence de la personnalité juridique. Ne peut ainsi contracter avec l'EMF qu'une personne physique et un groupement ayant une personnalité morale. Sont ainsi exclus les groupements dépourvus de personnalité morale, tels que les groupes de sociétés, les sociétés de faits, les sociétés en participations et les sociétés en formation. Pour la capacité de personne physique, celle-ci n'est pas altérée par la situation matrimoniale des époux. Le contrat se forme aussi par la rencontre des volontés des parties. Il faut ainsi que le consentement existe, ensuite il faut que ce consentement soit exempt de vices, tel que l'article 1109 du code civil le prévoit : « Il n'y a point de consentement valable, si le consentement n'a pas été donné que par erreur, ou s'il a été extorqué par violence ou surpris par dol ».A de cela nous avons aussi l'objet[18] du contrat, on va simplement essayer de répondre à la question de savoir qu'est-ce-que les parties ont voulu lorsqu'elles ont conclu une convention d'ouverture de compte. On va de ce fait analyser l'étendue de la convention. L'objet de la convention de compte ne se limite pas à l'enregistrement des opérations effectuées par les parties. La convention d'ouverture de compte s'analyse en deux principaux mécanismes. Elle est d'abord un contrat-cadre [19] des services bancaires, elle est ensuite un instrument de règlement des créances. A titre de validité ou à titre probatoire ? Si on choisit la première solution, l'absence d'écrit entraînera la nullité du contrat ; par contre, si l'on opte pour la seconde, le contrat ne pourra pas être prouvé par témoins s'il y a un commencement de preuve par écrit ou une impossibilité, matérielle ou morale, de rédiger un écrit. La jurisprudence française[20] semble opter pour la solution selon laquelle si le législateur n'a pas prévu expressément la nullité de l'acte, l'écrit n'est pas exigé *ad validatem*, l'écrit est seulement édicté *ad probationem*. L'écrit exigé pour la convention d'ouverture de compte est donc un formalisme informatif qui même s'il est très marqué, son absence n'entraine pas la nullité du contrat. Selon la jurisprudence, un établissement de crédit qui a admis de stipuler dans la convention d'ouverture de compte des conditions relatives au prix et aux frais des services, n'est pas déchu du droit de les percevoir, il suffisait qu'il régularise en obtenant l'accord ultérieur du client, cet accord *a postériori* pouvant résulter de la non-protestation du client lors de la réception d'un relevé d'opération. Il est à

[18] L'article 1128 du code civil qui dispose « qu'il n'y a que les choses qui sont dans le commerce qui peuvent faire l'objet du contrat »
[19] Article 1164 du nouveau code civil
[20] Civ.,1ere, 4 juillet 1978, inf. rap., p.193, obs.H. Groutel.

remarquer enfin que ce formalisme imposé aux établissements de microfinance quand il s'agit d'un non professionnel se justifie par le souci de protection de consommateur, par contre, lorsqu'il est imposé même dans le cas où la personne physique agit à titre professionnel et lorsqu'il s'agit du contrat-cadre de services de paiement avec un professionnel, le formalisme alourdit la relation et va à l'encontre de l'exigence de célérité et de simplicité nécessaire dans les relations d'affaires. Nous verrons ensuite le formalisme de la convention d'ouverture d'un compte et la pratique au Cameroun.

2- Le formalisme inadapté de la convention d'ouverture d'un compte et la pratique au Cameroun

Comme on a expliqué plus haut, la loi de base sur le droit bancaire au Cameroun ne prévoit rien quant à la forme de la convention d'ouverture de compte. Aussi, va-t-on se référer à la pratique des banques camerounais et sur la jurisprudence qu'on a pu recueillir afin de pouvoir apporter la réponse à la question si l'écrit est exigé ou non dans la conclusion du contrat[21] d'ouverture de compte.

Premièrement, eu égard à la procédure d'ouverture de compte qu'on a évoqué dans la notion de consentement dans ledit contrat, celle-ci se fait par un imprimé préétabli signé par les parties. Ce qui signifie que l'usage consiste dans un contrat écrit. Deuxièmement, à partir d'un jugement[22] concernant un litige sur l'existence ou non de contrat de crédit entre les parties, le jugement a fait mention de l'existence d'une attestation d'ouverture de compte, une attestation n'est pas certes, un contrat mais elle constitue une preuve écrite. Même si la loi n'a rien prévu, les banques camerounaises font usage comme en droit français d'un écrit pour la conclusion d'une convention de compte, la différence est qu'elles ne font pas la distinction entre une personne physique et une personne morale. Dans la pratique, les deux concluent un contrat écrit. En cas de litige, il ne sera pas surprenant que le juge camerounais appliquer la règle du droit camerounais.

B- La meconnaissance de faute contractuelle par les clients

La faute contractuelle se présente sous diverses formes. Mais pour engager la responsabilité de son auteur l'existence de faute ne suffit pas, il faut en plus que cette faute soit source d'un préjudice. Dans une relation contractuelle il arrive fréquemment que les parties procèdent à des aménagements conventionnels afin de limiter les conséquences de leur faute contractuelle comme il arrive que des faits indépendants de leurs volontés les aient empêchés d'exécuter le contrat en

[21] Le consentement des parties.
[22] Tribunal de commerce d'Antananarivo du 04 septembre 2008, jugements commentés du tribunal de commerce d'Antananarivo année 2008, tome 1. Jurid'ika 2011, p. 509.

l'absence de toute faute de leurs parts. Mais dans la relation entre la microfinance et son client un client dans dix reconnaissent qu'il Ya faute dans une procédure de conclusion du contrat. L'incompréhension de la notion de faute par le client. La faute *est* une attitude d'une personne qui par négligence, imprudence ou malveillance ne respecte pas ses engagements contractuels[23] ou son devoir de ne causer aucun dommage à autrui[24],. Nous allons présenter d'une part la preuve de la faute (1) et d'autre part il est judicieux pour nous de parler de la faute et du préjudice (2).

1- La difficile preuve de la faute : obligation de moyen et de résultat.

Le code civil fait une distinction entre les obligations de moyens et les obligations de résultat. Le débiteur d'une obligation de résultat est responsable du préjudice découlant de l'inexécution de celle-ci par le seul fait que le résultat prévu au contrat n'a pas été atteint. Le débiteur d'une obligation de moyens est responsable du préjudice découlant de son défaut de prudence ou de diligence dans l'exécution d'un contrat dont il n'avait pas garanti le résultat. En d'autres termes, lorsque le débiteur est tenu d'une obligation de résultat, il commet une faute par le simple fait que le résultat attendu n'ait pas été atteint, tandis que s'il est tenu d'une obligation de moyens, sa responsabilité est engagée que si le créancier prouve qu'il a commis une négligence ou une imprudence[25]. Appliquant cette règle en droit bancaire, la question qui se pose est : dans l'exécution de ses obligations contractuelles l'EMF est-il tenu d'une obligation de moyen ou d'une obligation de résultat ? De la réponse à cette question découle la solution de : qui a la charge de la preuve ? Est-ce le client qui doit apporter la preuve que le gérant de l'EMF ait commis une faute ou au contraire la faute l'EMF est présumée en cas d'inexécution, de mauvaise exécution ou de retard dans l'exécution et que pour se dégager il lui appartient d'apporter la preuve contraire ? Contrairement à certains auteurs qui estiment qu'il est inutile de faire la distinction entre obligation de moyens et obligation de résultat en matière de la responsabilité de l'EMF parce que « la preuve de l'inexécution de l'obligation de moyens une fois rapportée, c'est au débiteur à tenter de se libérer, et il le fait de la même façon qu'en matière d'obligation de résultat : il peut démontrer soit qu'il a exécuté son obligation, autrement dit qu'il n'a pas commis de faute, soit qu'il a été empêché par un événement qui exigeait de lui une diligence supérieure à celle qu'il devait[26] ,nous estimons qu'une distinction s'impose étant donné qu'en matière de procédure civile si on a posé le principe

[23] La faute contractuelle.
[24] La faute délictuelle ou quasi-délictuelle.
[25] RAMAROLANTO-RATIARAY et SEUBE (J B), « Sur la distinction entre obligation de moyen et obligation de résultat », tome1, p.268-270.
[26] VEZIAN (J) , *La responsabilité du banquier en droit privé français*, éd, paris 1977,p.17.

de « *l'actori incombit probatio* » c'est parce qu'il est plus facile d'engager la responsabilité lorsqu'on n'a pas la charge de la preuve.

Ce qui signifie que si l'obligation d'EMF est une obligation de résultat, il sera plus facile au client d'engager sa responsabilité que s'il était tenu d'une obligation de moyens Dans le mécanisme de la responsabilité du banquier, deux aspects doivent être impérativement prit en considération : la qualité du professionnel d'EMF qui alourdit son obligation et le risque permanent qu'il prend, qui doit être pris en compte pour alléger sa responsabilité. On ne peut pas sortir une théorie générale sur le régime de responsabilité d'EMF car sa responsabilité dépend de l'opération qu'il est amené à effectuer.

2- La faute et le préjudice : deux notions complexe pour les clients.

La complexité vient du fait que les clients de EMF ne sont pas capables d'identifier ces notions. La responsabilité contractuelle suppose une faute, un dommage et un lien de causalité entre la faute et le dommage. Il faut que la faute contractuelle soit la cause directe du dommage, la gravité de la faute importe peu. Que la faute soit légère ou lourde, en principe la responsabilité est toujours engagée. La seule inexécution ou retard dans l'exécution de son obligation par le débiteur suffit à prouver l'existence d'un préjudice subi par le créancier. Prenons l'exemple d'un ordre de virement, si l'EMF refuse d'exécuter l'ordre de virement donné par le client alors que le compte est autonome et présente une provision suffisante, l'EMF commet une faute du moment où le débiteur n'exécute pas son obligation contractuelle et sa responsabilité est engagée du seul fait de l'inexécution de son obligation contractuelle qui est d'exécuter l'ordre de virement en vertu du contrat de mandat qui le lie avec son client ; même si le client ne prouve pas le préjudice subi.. La responsabilité contractuelle suppose une faute contractuelle, un dommage et un lien de causalité entre la faute et le dommage. Il faut que la faute contractuelle soit la cause directe du dommage, la gravité de la faute importe peu. Que la faute soit légère ou lourde, en principe la responsabilité est toujours engagée. Le droit camerounais retient qu'il n'est pas nécessaire de prouver le préjudice subi par le créancier dans la responsabilité contractuelle, la seule inexécution ou retard dans l'exécution de son obligation par le débiteur suffit à prouver l'existence d'un préjudice subi par le créancier.

II- LA DIFFICILE MISE EN ŒUVRE DE LA RESPONSABILITE CONTRACTUELLE DES EMF

Nous nous focaliserons ici sur la difficile détermination du lien de causalité (A). Et la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle est subordonnée à l'établissement d'un lieu de causalité

entre l'inexécution de l'obligation et le préjudice causé au cocontractant[27]. Ensuite nous verrons la difficile détermination de la preuve (B).

A- La difficile détermination du lien de causalité

À l'instar de la responsabilité délictuelle, la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle est subordonnée à l'établissement d'un lieu de causalité entre l'inexécution de l'obligation et le préjudice causé au cocontractant. Cette exigence est exprimée à l'article 1151du Code civil qui dispose que « dans le cas même où l'inexécution du contrat résulte d'une faute lourde ou dolosive, les dommages et intérêts ne comprennent que ce qui est une suite immédiate et directe de l'inexécution. » Autrement dit, selon ce texte[28], L'exigence d'un rapport de causalité entre le fait générateur et le dommage constitue ainsi le troisième terme de l'équation en matière de responsabilité contractuelle. L'évaluation du lien de causalité entre le préjudice et le fait dommageable est difficile à appréhender. Le Code civil ne définit pas cette notion de causalité. Seules la doctrine et des jurisprudences proposent deux théories : celle de l'équivalence des conditions et celle de la causalité adéquate. Dans tous les cas**,** le lien de causalité doit être certain et direct pour ouvrir droit à réparation à la victime. La difficulté pour engager un EMF se trouve au niveau de son appréhension (1) il faudra analyser les différentes théories du lien de causalité (2).

1- La difficile appréhension du rapport de causalité.

Bien que l'exigence d'un rapport de causalité ne soulève guère de difficulté dans son énoncé, sa mise en œuvre n'en est pas moins éminemment complexe. La complexité du problème tient à la détermination du lien de causalité en elle-même. Afin d'apprécier la responsabilité du défendeur, la question se posera, en effet, au juge de savoir quel fait retenir parmi toutes les causes qui ont concouru à la production du dommage. Or elles sont potentiellement multiples, sinon infinies dans l'absolu. Dans une zone rurale, un client d'une microfinance voulant se procurer de l'argent se rend compte que le gestionnaire est allé en ville pour ravitailler ses caisses, de cette longue attente, le client furieux repart. A défaut d'attendre n'a pas pu déposer ces dossiers dans les délais. Ce dernier épris d'un malaise suite au non envoi du dossier est immédiatement pris en charge par les pompiers qui décident de l'emmener à l'hôpital le plus proche. Cependant, à la suite de l'intervention chirurgicale, elle contracte une infection nosocomiale, dont elle décédera quelques jours plus tard. Qui est responsable du décès du client ? Plusieurs responsables sont

[27] Cette exigence est exprimée à l'article 1231-4 du Code civil français reformé qui dispose que *« dans le cas même où l'inexécution du contrat résulte d'une faute lourde ou dolosive, les dommages et intérêts ne comprennent que ce qui est une suite immédiate et directe de l'inexécution. »*

[28] L'article 1151 du Code civil.

susceptibles d'être désignés en l'espèce : À la vérité, si l'on raisonne par l'absurde, il est possible de remonter la chaîne de la causalité indéfiniment. Il apparaît, dans ces conditions, que pour chaque dommage les causes sont multiples. Faut-il alors retenir toutes les causes qui ont concouru à la production du dommage ou doit-on seulement en retenir certaines ? Différentes causes sont ici en présence Causes juridiques et les causes scientifiques. Le juge ne s'intéressera pas à toutes les causes qui ont concouru à la réalisation du dommage. Déterminer ce qu'est l'analyse juridique de rapport de causalité revient à caractériser l'originalité du droit dans tous les sens du terme. D'abord, l'originalité au sens propre de l'origine du dommage qui constitue la forme parfaite de l'indemnisation. Ensuite, l'originalité au sens spécifique de ce qui porte son origine la faute commise, ce qui n'a pas de modèle connu. On s'est focalisé sur le dommage que sur la faute[29]. En effet, l'effort même du droit a été de s'élaborer comme un savoir propre, de se construire comme un champ autonome, distinct de la morale et de la politique[30]. Il appartient donc au juge de fond de qualifier le lien de causalité existant entre la faute et le dommage. Ainsi, les causes scientifiques lui importeront peu, sauf à ce qu'elles conduisent à une personne dont la responsabilité est susceptible d'être engagée Deux raisons l'expliquent : D'une part, le juge n'a pas vocation à recenser toutes les causes du dommage. Cette tâche revient à l'expert. D'autre part, sa mission se borne à déterminer si le défendeur doit ou non répondre du dommage. Ainsi, le juge ne s'intéressera qu'aux causes du dommage que l'on pourrait qualifier de juridiques, soit aux seules causes génératrices de responsabilité.

2- Les différentes théories complexes pour des personnes illettrées.

Le lien de causalité est un élément commun à toutes les responsabilités civiles. Il unie le fait générateur au préjudice. Néanmoins, il constitue une difficulté car un événement est toujours le résultat d'une pluralité de facteurs. Le problème est de distinguer entre celui qui peut être qualifié

[29] Longtemps le droit français s'est passé de la notion de faute. En droit romain, celui qui était à l'origine d'un dommage matériel était tenu de le réparer. Dès lors, toute culpabilité morale était inutile. C'est sous l'influence chrétienne au 17ème siècle que s'établit un lien entre la faute et l'obligation d'en répondre. La faute prend ainsi une coloration morale. En effet, comme l'a justement souligné le Professeur ESMEIN, « dans l'esprit de tous, la faute contient un élément psychologique et une appréciation morale de la conduite ».
Nous entendons par faute, une erreur de conduite et plus précisément selon le Professeur MAZEAU « une erreur de conduite telle qu'elle n'aurait pas été commise par une personne avisée dans les mêmes circonstances ». La subjectivité de la faute implique un caractère tant psychologique que moral. La psychologie se traduisant par l'étude de l'esprit, cette discipline implique de comprendre mais aussi de prévoir les comportements d'un individu. Quant à la morale celle-ci est relative à la pensée et à l'entendement. En quelque sorte la morale est la science du bien ou du mal. Ainsi, dire que la faute comporte un élément moral et une appréciation morale de la conduite revient à dire que la faute implique de prendre en compte le discernement de celui qui la commet mais aussi de déterminer si le comportement qu'il a adopté est conforme ou non à certaines valeurs sociales.

[30] Rouvière (F.). « La distinction des normes juridiques et des normes morales : un point de vue constructiviste. » *Les Cahiers de droit*, volume 59, numéro 1, mars 2018, p. 261–283. https://doi.org/10.7202/1043692ar.

de cause. On recherche surtout l'aspect qualitatif du lien de causalité. Afin d'appréhender le rapport de causalité dont l'appréhension est source de nombreuses difficultés, la doctrine a élaboré deux théories : la théorie de l'équivalence des conditions et la théorie de la causalité adéquate Selon la théorie de l'équivalence des conditions, tous les faits qui ont concouru à la production du dommage doivent être retenus, de manière équivalente, comme les causes juridiques du dit dommage, sans qu'il y ait lieu de les distinguer, ni de les hiérarchiser. Cette théorie repose sur l'idée que si l'un des faits à l'origine de la lésion n'était pas survenu, le dommage ne se serait pas produit. Aussi, cela justifie-t-il que tous les faits qui ont été nécessaires à la production du dommage soient placés sur un pied d'égalité. La théorie de l'équivalence des conditions est, incontestablement, extrêmement simple à mettre en œuvre, dans la mesure où il n'est point d'opérer de tri entre toutes les causes qui ont concouru à la production du dommage. Tous les maillons de la chaîne de responsabilité sont mis sur le même plan[31]. La cause à retenir est l'événement le plus proche du dommage et le dernier en date. C'est la théorie la plus simple à appliquer. Cependant l'ordre chronologique n'est pas nécessairement l'ordre causal. En pratique, on est passé de l'appréciation de la cause la plus proche à l'appréciation de la faute la plus proche. L'inconvénient est l'application de la théorie de l'équivalence des conditions est susceptible de conduire à retenir des causes très lointaines du dommage dès lors que, sans leur survenance, le dommage ne se serait pas produit, peu importe leur degré d'implication. Comme le relève Patrice Jourdain, il y a donc un risque, en retenant cette théorie de contraindre le juge à remonter la « *causalité de l'Univers* ». Et selon la théorie de la causalité adéquate, tous les faits qui ont concouru à la production du dommage ne sont pas des causes juridiques. Tous ne sont pas placés sur un pied d'égalité, dans la mesure où chacun possède un degré d'implication différent dans la survenance du dommage. Aussi, seule la cause prépondérante doit être retenue comme fait générateur de responsabilité, la causalité ne saurait être négligée par les parties[32].

B- La difficile détermination de la preuve

Prouver le lien de causalité présente des difficultés lorsqu'il faut faire le tri entre plusieurs antécédents au dommage. Il faut que le dommage se rattache à un fait générateur précis par un lien de cause à effet. En droit camerounais de la responsabilité un degré variable de certitude est exigé pour prouver l'existence de ce lien. Or, les exemples de difficultés causales sont nombreux. On

[31] Dans l'arrêt 1e civ 4 décembre 2001 (Bull. civ. n° 310), à la suite d'un accident de la route, la victime est transfusée et développe l'hépatite C. Elle fait une action contre le centre de transfusion qui fait un appel en garantie contre le responsable de l'accident. La Cour de cassation retient que l'accident a rendu nécessaire la transfusion et donc l'équivalence des conditions sur l'art. 1382.

[32] Com. 13 sept. 2011, n°10-15732.

peut prendre le cas du retard dans le paiement, à l'occasion duquel il est souvent laborieux d'en identifier la cause précise parmi le concours d'évènements factuels antérieurs à la survenance de l'événement. En matière de responsabilité des EMF, cette difficulté est d'autant plus grande. Lorsque la science ne peut pas identifier la cause d'un phénomène extranaturel, il est parfois impossible d'établir que le fait générateur du défendeur[33] est à l'origine de la création ou de l'aggravation d'un fait chez le client. Ainsi, si on appliquait les règles de causalité dites « traditionnelles », une partie significative des victimes de dommages des EMF serait potentiellement privée d'indemnisation, du fait de cette impossibilité de preuve du lien causal. Voyons donc le régime de la preuve (1) et la rupture du lien de causalité (2).

1- La complexité dans l'établissement du régime de preuve de la responsabilité délictuelle des EMF

La confrontation juridique entre le droit francophone et *common law* à la partie anglophone du Cameroun[34] soulève la question de la cohérence de ces exceptions et de leur justification. Une trop grande souplesse donnée par rapport aux conditions ordinaires de la responsabilité pourrait présenter un risque d'atteinte à la sécurité juridique. Voyons l'objet et la charge de la preuve avant de voir les présomptions de causalité Le contexte dans lequel nous nous situons est celui de la responsabilité des EMF, de la responsabilité des dirigeants ainsi que de celle des employeurs ayant été négligents quant au travail de leurs employés et le traitement des clients. Il est de principe que le demandeur doit prouver la relation de cause à effet entre le fait générateur et le dommage[35]

La victime doit établir l'existence d'un rapport de nécessité entre le fait générateur et le dommage. Autrement dit, elle doit prouver que sans la survenance du fait illicite dont elle tient responsable le défendeur, le dommage ne se serait pas produit. Aussi, cela suppose-t-il que la

[33] Le fait générateur de responsabilité est, avec le dommage et le lien de causalité, un des trois éléments nécessaires pour mettre en œuvre la responsabilité délictuelle ou contractuelle d'un individu. C'est le fait matériel qui va causer le dommage.

[34] Du fait non seulement de l'impact négatif de la crise anglophone. Mais également à cause de nombreux dysfonctionnements: les politiques ruineuses mises en place par les membres des conseils d'administration des EMF au détriment des épargnants, un système déficitaire de contrôle interne voulu par les dirigeants des EMF de notre pays, l'éloignement de certaines microfinances dans les villages reculés, la mauvaise répartition géographique, le non-respect des dispositions contenues dans les divers cadres de régulation du secteur des EMF, notamment les 21 normes prudentielles édictées par le Régime CEMAC, l'Acte uniforme OHADA, la COBAC ou le Ministère des finances, autorité monétaire participent par ailleurs de cette fébrilité. Même si David Kegne expert des microfinances pense qu'il est impossible pour une EMF de respecter les 21 normes prudentielles requises. Il propose le respect « des normes majeures «, à savoir, « les fonds propres, le respect des engagements des apparentés, une trésorerie équilibrée et une bonne tenue du taux du portefeuille à risque à moins de 5%. Toutes ces bonnes pratiques n'auront plus de secrets pour les EMF, les banques, entreprises commerciales du Cameroun dans le cadre de la deuxième édition de l'Itimac placé sous les thèmes » principales innovations du nouveau règlement CEMAC/UMAC/COBAC », « Banque-Microfinance : partenariat gagnant-perdant ? », » Enjeux et défis de la digitalisation des services financiers en zone CEMAC ».

[35] Civ. 2ème, 1er avril 1963, D. 1963.403, droit francophone ; en droit anglais : Barnett v Chelsea & Kensington Hospital [1969] 1 QB 428.

victime établisse que le lien de causalité est certain. Cette exigence conduit à exclure toute indemnisation lorsque le lien de causalité est douteux. En raison de l'incertitude du lien de causalité, les victimes n'étaient donc pas fondées à obtenir réparation[36].

Conformément au droit commun, la charge de la preuve repose sur celui qui réclame l'exécution d'une obligation. Or en matière de responsabilité des EMF, cette personne n'est autre que la victime du dommage, laquelle se revendique comme créancière d'une obligation de réparation. Il lui appartient donc de démontrer que les conditions posées par le Code civil sont réunies, ce qui donc inclut l'établissement du lien de causalité entre le dommage et le fait générateur.

Dans le cas des dommages contractuels des EMF, cette tâche peut paraître difficile, et constituer une charge assez lourde pour les demandeurs. Parce que la preuve du lien de causalité est parfois extrêmement difficile à rapporter par la victime, le législateur ainsi que la Cour de cassation française estiment que certaines circonstances justifient que le rapport causal soit présumé. Dans cette hypothèse, l'objectif d'indemnisation de la victime prime sur l'exigence de certitude du lien de causalité. L'instauration d'une présomption va, en effet, permettre d'établir l'existence du rapport causal entre le fait générateur et le dommage, alors que la caussalité n'est pas certaine. La conséquence en est un renversement de la charge de la preuve à la faveur de la victime. Il appartiendra alors au défendeur de démontrer que le fait illicite qu'on lui impute n'a pas concouru à la production du dommage.

2- La rupture du lien de causalité : un obstacle à la réparation des préjudices pour les clients des EMF

Le lien de causalité est une des conditions de la reconnaissance de la responsabilité civile contractuelle des EMF. Les deux autres conditions de la responsabilité sont l'existence d'un fait générateur et d'un dommage. Il peut également être pertinent de distinguer l'atteinte proprement dite, constituée par le dommage, de ses conséquences préjudiciables, que l'on désigne par le terme de préjudice. En effet, ceci se justifie puisque pour un même dommage, il peut y avoir plusieurs préjudices. Enfin, il faut aussi établir un lien d'imputation entre le responsable et le dommage : dans la mesure où la responsabilité créé une obligation de réparer, il faut être capable d'identifier qui est le débiteur de cette obligation. Implicitement, on impute la faute à celui qui l'a commise, mais il est possible d'imputer la faute à une personne différente de son auteur, comme dans le cas des régimes de responsabilité du fait d'autrui. La responsabilité civile contractuelle sera le point

[36] 1re civ., 23 sept. 2003, n° 01-13.063.

de focalisation de cette étude, excluant ainsi la responsabilité administrative, et la responsabilité civile délictuelle[37]. Il semble plus intéressant de ne se focaliser uniquement sur la responsabilité contractuelle, dans la mesure où le projet de réforme du 13 mars 2017 français prévoit la *décontractualisation* du préjudice corporel que « les préjudices résultant d'un dommage corporel sont réparés sur le fondement des règles de la responsabilité extracontractuelle, alors même qu'ils seraient causés à l'occasion de l'exécution du contrat. »[38] En droit anglais, ce choix se justifie également puisque l'étude du droit des contrats est traditionnellement dissociée de celle de la « tort law »[39].

Il ne suffit pas qu'un fait illicite soit établi pour que naisse une obligation de réparation à la charge de l'auteur du dommage. Dans la mesure où les conditions de mise en œuvre de la responsabilité civile sont cumulatives, le non-respect d'une d'entre elles suffit à faire obstacle à l'indemnisation de la victime. Trop souvent la cause étrangère est confondue avec la force majeure alors qu'il s'agit là de deux notions bien distinctes : la cause étrangère consiste en un fait, un événement dont la survenance a pour effet de rompre le lien de causalité entre le fait générateur de responsabilité et le dommage. La force majeure consiste quant à elle, non pas en un fait, mais en plusieurs caractères que la cause étrangère est susceptible d'endosser. Plénière a finalement tranché en jugeant que : « il n'y a lieu à aucuns dommages-intérêts lorsque, par suite d'une force majeure ou d'un cas fortuit, le débiteur a été empêché de donner ou de faire ce à quoi il était obligé, ou a fait ce qui lui était interdit ; qu'il en est ainsi lorsque le débiteur a été empêché d'exécuter par la maladie, dès lors que cet événement, présentant un caractère imprévisible lors de la conclusion du contrat et irrésistible dans son exécution, est constitutif d'un cas de force majeure »[40].

En l'état du droit positif, la jurisprudence n'exige pas que la force majeure remplisse la condition d'extériorité, à l'exception de deux hypothèses bien précises : Dans ces deux hypothèses, la force majeure ne saurait prendre sa source dans le fait de la personne dont l'auteur du dommage doit répondre. La cause étrangère produit des effets différents sur la responsabilité de l'auteur du dommage, selon qu'elle revêt ou non les caractères de la force majeure. Dans cette hypothèse, quelle que soit la forme sous laquelle la cause étrangère se manifeste[41], elle a pour effet de faire

[37] Etudiée *infra*.
[38] En son article 1233-1, alinéa 1.
[39] La responsabilité délictuelle en *common law* (*tort law*) regroupe différents délits qui permettent à une personne d'être indemnisée par une autre.
[40] Cass. ass. plén., 14 avr. 2006, n° 02-11.168.
[41] Le fait d'un tiers, fait de la victime ou cas fortuit.

obstacle à la naissance de l'obligation de réparation, dans la mesure où le lien de causalité est totalement rompu.

Dans l'hypothèse où l'auteur du dommage a commis une faute, quand bien même il établit qu'une cause étrangère présentant les caractères de la force majeure est survenue, il ne peut s'exonérer que partiellement de sa responsabilité. Telle est la solution retenue dans un arrêt Lamoricière où, à la suite d'un naufrage provoqué par une tempête, le gardien d'un navire n'a pu s'exonérer que partiellement de sa responsabilité, la chambre commerciale ayant estimé que si le charbon utilisé avait été de meilleure qualité, la tragédie aurait pu être évitée[42].

Si, en matière délictuelle, l'aménagement de la responsabilité est prohibé, tel n'est pas le cas en matière contractuelle. Aussi, les parties sont-elles libres, de prévoir des causes limitatives de responsabilité, en excluant, par exemple, certaines causes d'exonération. Il convient ici de distinguer selon que la cause étrangère consiste en une faute de la victime ou selon qu'elle se manifeste sous la forme du cas fortuit, du fait d'un tiers ou encore du fait non-fautif de la victime : Dans l'hypothèse où la cause étrangère ne revêt pas les caractères de la force majeure, la faute de la victime, qui a concouru à la réalisation du préjudice, exonère partiellement le défendeur de sa responsabilité, au prorata du degré d'implication de chacun dans la production du dommage[43].

La Cour de cassation française considère que lorsque le fait non-fautif de la victime a concouru à la production du dommage, le défendeur n'est pas fondé à s'exonérer de sa responsabilité. Dans un arrêt Desmares du 21 juillet 1982, la deuxième chambre civile a jugé en ce sens que « seul un événement constituant un cas de force majeure exonère le gardien de la chose, instrument du dommage, de la responsabilité par lui encourue par application de l'article 1384, alinéa 1, du Code civil ; que, dès lors, le comportement de la victime, s'il n'a pas été pour le gardien imprévisible et irrésistible, ne peut l'en exonérer, même partiellement »[44]. C'est le système du tout ou rien qui est ici instauré par la Cour de cassation française. Autrement dit, soit le fait non-fautif de la victime revêt les caractères de la force majeure, auquel cas l'exonération est totale, soit-il ne revêt pas les caractères de la force majeure et, dans ce cas, l'auteur du dommage est infondé à s'exonérer de sa responsabilité, même partiellement. Si la jurisprudence Desmares a été abandonnée par la Cour de cassation, notamment dans trois arrêts du 6 avril 1987, lorsqu'une faute est imputable à la victime[45], elle a toujours vocation à s'appliquer lorsque le comportement de celle-ci est non-fautif.

[42] Com., 19 juin 1951.
[43] 2e civ., 29 avr. 2004 ; Cass. 2e civ., 11 avr. 2002 ; Cass. 2e civ. 22 oct. 2009.
[44] 2e civ., 21 juill. 1982.
[45] 2e civ., 6 avr. 1987.

Le fait d'un tiers Dans l'hypothèse où le fait d'un tiers ne revêt pas les caractères de la force majeure, il convient de distinguer deux situations. Si la responsabilité de l'auteur du dommage est recherchée sur le fondement de la faute, celui-ci pourra s'exonérer de sa responsabilité à concurrence du degré d'implication du fait du tiers dans la production du dommage Autrement dit, la victime pourra rechercher la responsabilité du défendeur et du tiers *in solidum*. Si la responsabilité de l'auteur du dommage est recherchée sur le fondement d'une responsabilité objective, ce dernier ne pourra pas s'exonérer de sa responsabilité. Il sera tenu de réparer le dommage subi par la victime dans son intégralité, à charge pour lui d'exercer un recours contre le tiers afin d'obtenir, par ce biais, un partage de responsabilité. Dans l'hypothèse où le cas fortuit[46] ne revêt pas les caractères de la force majeure, l'auteur du dommage ne saurait bénéficier d'une exonération, même partielle, de sa responsabilité[47]. Il est tenu d'indemniser la victime du préjudice pour le tout.

Conclusion

En conclusion, la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle entre les EMF et leur client se heurte à des difficultés importantes, liées notamment à la complexité des contrats, à l'inégalité de pouvoir entre les parties et à la faiblesse des mécanismes de recours. Ces difficultés entrainent une insécurité juridique pour les clients, qui sont souvent les plus vulnérables et compromettent la confiance dans le système financier. Pour surmonter ces difficultés, il est essentiel de renforcer les mécanismes de protection des consommateurs, de promouvoir la transparence et la clarification des contrats, et de mettre en place des procédures de recours efficaces et accessibles. Les autorités de régulation et les EMF doivent travailler ensemble pour créer un environnement propice à la protection des droits des clients.

[46] Evénement naturel ou action collective.
[47] 2e civ., 30 juin 1971.

La Douane face au redressement et la liquidation des entreprises en cessation des paiements OHADA

Customs Authorities and the Reorganization and Liquidation of Companies in Insolvency OHADA

Par :

HAMIDOU YONKI

Doctorant en Droit des affaires, université de Ngaoundéré (Cameroun)

Résumé *:*

Dans l'Acte uniforme portant organisation des procédures collectives d'apurement du passif adopté le 10 septembre 2015 à Grand Bassam (côte d'ivoire), Le sort réservé à la douane en tant que créancière publique apparaît ambivalent et comparable à l'image d'un Janus bifrons[1]*. D'un côté son régime est aligné sur celle des autres créanciers en raison de la primauté accordée aux intérêts privés de sauvegarde de l'entreprise débitrice et du maintien des emplois. A ce titre, elle est soumise, comme les autres créanciers, à la discipline collective. De l'autre côté, la douane à l'instar des autres créanciers publics, notamment le Trésor public et les organismes de sécurité sociale bénéficie d'une protection particulière du législateur. Cette protection se justifie par la prise en compte de la spécificité de ses créances, indispensables à la satisfaction de l'intérêt général de l'Etat, ainsi que du caractère postérieur de certaines d'entre elles. Le présent article vise donc à concilier ces deux objectifs contradictoires tantôt d'affaiblissement tantôt de réhabilitation par la recherche d'un équilibre.*

Mots clés : Douane ; créancière publique cessation de paiements ; procédures collectives ; redressement judiciaire ; liquidation des biens.

[1] Cette métaphore renvoie au dieu romain janus représenté avec deux visages (bifrons signifie à deux fronts ou à deux visages .

Abstract :

In the Uniform Act on the Organization of Collective Debt Settlement Proceedings, adopted on September 10, 2015, in Grand Bassam (Ivory Coast), the treatment of customs as a public creditor appears ambivalent and comparable to the image of a two-faced Janus[2]*. On the one hand, its status is aligned with that of other creditors due to the priority given to the private interests of safeguarding the debtor company and preserving jobs. As such, it is subject, like other creditors, to collective discipline. On the other hand, the customs authority, like other public creditors notably the Treasury and social security agencies enjoys special protection under the law. This protection is justified by recognition of the unique nature of its claims, which are essential to serving the general interest of the State, as well as the subsequent nature of certain claims. This article therefore aims to reconcile these two conflicting objectives sometimes weakening, sometimes restoring by seeking a balance.*

Keywords: Customs; public creditor; cessation of payments; insolvency proceedings; judicial reorganization; liquidation of assets.

[2] This metaphor refers to the Roman god Janus, depicted with two faces (bifrons means “two-faced” or “having two foreheads”).

Introduction

L'entreprise est au cœur de l'économie car elle est source créatrice des richesses, pourvoyeuse des emplois et débitrice à l'égard des partenaires .A cet égard, Paillusseau Jean définit l'entreprise comme

> « *un centre de production des biens et des services , un outil de travail et un élément essentiel du tissu économique local , régional et national dont la survie est d'intérêt général et dont la protection relève aux yeux* du *législateur* , de *l'ordre public économique* et *social*[3] ».

Toutefois, l'entreprise peut connaître des turbulences ou difficultés économiques ou financières et être en cessation de paiements .D'ailleurs , les professeurs Françoise Pérochon et Régine bonhomme illustrent cette situation de l'entreprise qui est comparable à celui du cycle de vie d'un être humain en ces termes « *Comme un être vivant , l'entreprise naît , vit et peut être le siège de désordre divers, dont les plus graves sont susceptibles de provoquer sa disparition , par l'arrêt du crédit et ses flux financiers*[4] ».

Dès lors, La cessation des paiements fait partie des défaillances graves auxquelles peut être confrontée l'entreprise. En effet, la définition de la cessation de paiement n'est pas aisée[5] . Cette notion est définie d'abord par le législateur aux articles 1-3 et 25 alinéa 2 de l'AUPC

> « *La cessation des paiements est l'état où le débiteur se trouve dans l'impossibilité de faire face à son actif exigible avec son actif disponible , à l'exclusion des situations où les réserves de crédit ou les délais de paiement dont le débiteur bénéficie de la part de ses créanciers lui permettent de faire face à son passif exigible*[6] ».

Ensuite, la jurisprudence la définit comme le fait pour le débiteur d'être « *dans l'impossibilité de faire face au passif exigible avec l'actif disponible*[7] ». C'est donc cette définition qui a inspiré le législateur OHADA du 15 septembre 2015. De l'interprétation de ces définitions, il ressort que la cessation de paiement a donc trois composantes :

La première composante exige que le passif soit exigible[8]. A cet effet, le passif exigible doit être échu[9]. Par ailleurs, la dette impayée doit être liquide c'est-à-dire soit être évaluée en argent ou résulter d'un titre[10]. En outre, elle doit être exigible, c'est-à-dire échue et susceptible

[3] PAILLUSEAU J., « Mais qu'est-ce que l'entreprise ? » JCPG, 2018, p.21-26
[4] F. PEROCHON ; R. BONHOMME, Droit des entreprises en difficulté
[5] ALLASSANE SAGARA « Réflexion sur la cessation des paiements : une notion flexible et adaptable aux procédures 2024 PP 3 -11
[6] Articles 1-3 et 25 alinéa 2 AUPC
[7] Com ,14 févr 1978, D ; 1978, Info .rap .443, note Honorat ; 7 déc. 1983, D ; 1984
[8] GUYON Y., Droit des affaires, Tome 2 Entreprises en difficulté Redressement judicaire –Faillite 5éd 1995 p.143 n°1118
[9] Ibid
[10] Ibid

d'exécution forcé. En plus, la dette doit être certaine c'est-à-dire indiscutée dans son existence et son montant[11]. Enfin la dette non payée peut avoir un caractère civil ou commercial[12].

La deuxième composante exige que l'insuffisance de l'actif soit disponible[13]. En effet l'actif disponible c'est la trésorerie de l'entreprise[14]. Il comprend les sommes dont l'entreprise peut disposer immédiatement soit parce que qu'elles sont liquides soit parce que leur conversion en liquide est possible à tout moment et sans délai[15].

La troisième composante réside en l'impossibilité de faire face[16] c'est-à-dire le fait pour le débiteur de ne pas payer qui diffère avec celui qui ne veut pas payer.

Une fois, que l'entreprise se trouve en cessation de paiement, le débiteur qui est en état de cessation de paiement doit faire une déclaration dans le délai de 30 jours aux fins d'obtenir l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation des biens quelle que soit la nature de ses créances[17] . par ailleurs ,cette déclaration doit être , déposée auprès du greffe de la juridiction compétente .Après que cette déclaration ait été déposée et que les conditions de cessation sont réunies , la juridiction compétente ouvre la procédure de redressement judiciaire ou de liquidation des biens à l'endroit de l'entreprise défaillante. La procédure de redressement ou de liquidation sont deux types distincts de procédures collectives. En effet, La notion de procédure collective varie en fonction de la doctrine et la loi. Ainsi plusieurs auteurs ont essayé de clarifier cette notion. d'abord le professeur Michel Sawadogo définit , les procédures collectives comme *« des procédures faisant intervenir la justice lorsque le commerçant n'est plus en mesure de payer ses dettes ; on dit d'un tel commerçant aux abois qu'il est en état des cessation de paiements ou , à tout le moins , connaît de sérieuses difficultés financières* ». Ensuite pour Yves Guyon ,ce sont « *des procédures de sacrifices qui limitent les pouvoirs du débiteur et qui restreignent les droits des créanciers*[18] » . Enfin Yvette Kalieu , définit ces procédures en fonction de leur caractère, ce sont des procédures ayant un caractère collectif[19], puisque elles soumettent toutes personnes concernées par la défaillance d'un débiteur, à savoir le débiteur lui-même qui subit les restrictions et à l'ensemble des créanciers indépendamment de leur situation

[11] Ibid
[12] Ibid
[13] Ibid P.145 n°1119
[14] ibid
[15] Ibid
[16] Ibid p.148 n°1120
[17] Art 25 alinéa 3 et 4 de l'AUPC
[18] GUYON Y op . cit ; P .
[19] KALIEU Y. R. ELONGO « La notion de procédure collective » in Encyclopédie du droit OHADA éd Lamy 2012 1247 -1263

particulière (salariés, privilégiés, chirographaires) .Ensuite ce sont des procédures égalitaires et unitaires[20] . De ces définitions il ressort que les procédures collectives sont des procédures judiciaires qui affectent à la fois le débiteur et les créanciers. En plus, l'article 2 de l'AUPC définit quatre types de procédures, outre, la conciliation et le règlement préventif qui sont des procédures préventives, le redressement et la liquidation des biens sont des procédures curatives . On entend donc par redressement judiciaire « une procédure collective destinée au sauvetage de l'entreprise débitrice en cessation de paiements *mais irrémédiablement compromise, et à l'apurement de passif au moyen d'un concordat de redressement* ». Tandis que la liquidation des biens est « *une procédure collective destinée à la réalisation de l'actif de l'entreprise en cessation des paiements dont la situation est irrémédiablement compromise pour apurer son actif* ».Ces procédures de redressement et de liquidation produisent des effets sur les créanciers sans exception .Ainsi d'après, l'article 72 « *La décision d'ouverture de la procédure de redressement judiciaire ou de liquidation des biens constitue les créanciers en une masse représentée par le syndic qui , seul , agit en son nom* et *dans l'intérêt collectif* ». Il ressort de cet article que la décision d'ouverture modifie profondément[21] les droits des créanciers, car ils appartiennent désormais à la masse dans le redressement judiciaire et à l'union dans la liquidation des biens. En effet, au sein de la masse, les créanciers titulaires de privilèges généraux sont astreints à la discipline collective. Parmi ces créanciers titulaires des privilèges généraux, figurent les créanciers publics tels qu'énoncés aux articles 81 et suivants de l'AUPC, notamment le Trésor public, l'administration des douanes et l'organisme de sécurité sociale. En cas d'ouverture de la procédure de redressement judicaire et de liquidation des biens, l'administration des douanes qui est *« une administration chargée du recouvrement des créances douanières pour le compte du trésor public* » est affaiblie par la discipline collective. A cet égard, la douane est traité comme un créancier ordinaire, car l'exercice de ses prérogatives exorbitantes de recouvrement sont anéanties et le contenu de ses créances affecté. On entend par discipline collective , un ensemble de règles communes qui neutralisent l'exercice des droits des créanciers et le contenu de leurs créances à l'instar de l'interruption des poursuites individuelles (art 75 AUPC) ,arrêt des cours d'inscriptions des suretés et des intérêts (art 73 et 77AUPC), la déchéance du terme(art 76), l'obligation pour le créancier de produire leurs créances(art 78 AUPC) et de la participer aux remises concordataires et délais de paiement[22](art 134 al .1 AUPC). Cette soumission de la douane à la discipline

[20] Ibid

[21] F-M SAWADOGO

[22] KALIEU ELONGO R., Ouvrage précité P.118 ; également SAWADOGO FM « Effets de l'ouverture d'une procédure collective à l'égard des créanciers » , Encyclopédie OHADA édition Lamy 2012 P725 et s .

collective et égalitaire[23], trouve sa justification d'abord dans le principe cardinal de l'égalité des créanciers[24] et ensuite dans l'objectif de l'acte uniforme OHADA adopté à Grand Bassam le 10 septembre 2015 qui est celui

> *« d'organiser les procédures préventives de conciliation et de règlement ainsi que les procédures curatives de redressement judiciaire et de liquidation des biens afin de préserver les activités économiques et les niveaux d'emplois des entreprises débitrices , de redresser rapidement les entreprises viables* et de *liquider* les *entreprises non viables* ».

C'est ce qui a amené le professeur Jacqueline Kom à affirmer que l'objectif de la procédure est *« dorénavant la survie de l'entreprise et le maintien des emplois, sacrifiant ainsi les droits des créanciers*[25] ». En revanche, l'acte uniforme OHADA du 15 septembre 2015 accorde un traitement de faveur aux créances publiques y compris les créances douanières en raison de leur spécificité .Cette spécificité des créances douanières repose sur leur nature, leur finalité et leur typologie. S'agissant de leur nature et typologie, la créance douanière[26] est une créance née des importations et des exportations régulières ou irrégulières des marchandises, notamment les droits et taxes nés des opérations d'importation ou à l'exportation, des amendes douanières et autres pénalités pécuniaires comme les confiscations et intérêt de retard .En ce qui concerne leur finalité , elles sont destinés à « alimenter les caisses du trésor public grâce à la fonction de *collecte* de l'impôt *douanier*. En effet, c'est cette spécificité qui permet au législateur de lui accorder aux articles 81 et 85 de l'AUPC, un traitement de faveur dans la phase de déclaration, d'admission et de contestation de ses créances .Ces mesures de faveur sont de deux ordres :

La première faveur, c'est l'admission par provision de ses créances (art 81al.1 et 2 AUPC).En effet, la douane à l'instar du trésor public et des organismes de sécurité sociale (Caisse nationale de prévoyance sociale au Cameroun) ont la faculté de déclarer à titre indicatif leur créance .et dans la phase de déclaration, ses créances sont déclarées et admises par provision.

---

[23] Arret Cass . com 16 mars 1965 affaire Société Pasquier et cie c /Directeur Général des Douanes et Droits indirects, cet arrêt consacrait autrefois l'exorbitance des prérogatives de la douane sur la masse , cette tendance est aujourd'hui inversée ,par la soumission de la douane à la discipline collective et égalitaire depuis la loi du 13 juillet 1967 qui a inspiré l'acte uniforme OHADA sur les procédures collectives .En effet , l'administration des douanes est désormais traité comme une créancière ordinaire .

[24] L'égalité est une notion polysémique. D'un côté , l'égalité formelle consiste à appliquer un traitement identique à tous les individus , d'un autre côté , l'égalité matérielle traite différemment des personnes placées dans des situations différentes in AURELIE CHAPON LE BRETHON , le principe de l'égalité entre créanciers , 2021 P . 17 n° 20 ; ALASSANE KANTE « Réflexions sur le principe de l'égalité entre les créanciers dans le droit des procédures collectives d'apurement du passif OHADA in Revue sénégalaise de droit des affaires , n°1, janvier – juin 2003 , p67 .

[25] KOM J., Droit OHADA des entreprises en difficulté : prévention - traitements - sanctions 2éd, L'harmattan 2021

[26] J. L. A., Douane et droit douanier, P.160

La deuxième mesure de faveur, c'est la contestation de ses créances admises ou déclarées entre les mains du syndic, selon les règles du code des douanes (art 85 al 3 AUPC). D'après le code des douanes, le contentieux du bien – fondé des créances de la douane est dévolu au juge civil douanier et non au juge de la procédure collective.

En outre, en cas de léthargie du syndic dans la phase de liquidation, elle est protégée, conformément aux articles 149al.3AUPC et 150 al.4 de l'AUPC, elle reprend ses poursuites au bout de trois mois. Il en est de même en cas de clôture pour insuffisance de l'actif ou en cas d'annulation et de résolution du concordat préventif ou de redressement.

De plus, dans la phase concordataire ses créances sont protégées de la relativité de l'opposabilité dont elle bénéficie.

Dans le même ordre d'idée, elle est protégée aussi en raison de la postériorité de certaines de ses créances, à ce titre elle bénéficie d'un traitement préférentiel[27], lorsque ses créances sont nées de la poursuite de l'activité tel qu'énoncé à l'article 117 de l'AUPC .Ainsi la douane face au redressement et la liquidation des biens se trouve dans une situation duale. D'une part, elle est au service du redressement et de la liquidation des biens comme les autres créanciers publics ou privés. D'autre part elle est au service de l'intérêt général de l'Etat comme les autres créanciers publics. Cette situation duale et contradictoire de la douane dans les procédures de redressement et de liquidation, nous conduit à se poser la question de savoir si la subordination de la douane à la discipline collective est – elle justifié au regard des intérêts en présence ? Ce sujet a un double d'abord un intérêt théorique il met en exergue les règles du droit douanier notamment celles du code des douanes CEMAC avec celles du droit des procédures collectives notamment l'acte uniforme OHADA du 15 septembre 2015 .Ensuite , dans le volet pratique elle vise à concilier ces deux intérêts contradictoires, à travers la recherche d'un équilibre. Cette recherche de l'équilibre nous permet sous une approche binaire de présenter dans un premier temps l'affaiblissement de la douane par les intérêts privés de sauvegarde des entreprises et de maintien des emplois dans les procédures de redressement et de liquidation (I) et dans un deuxième temps de présenter la réhabilitation de la douane par la prise en compte de l'intérêt général de l'ETAT (II)

I- L'AFFAIBLISSEMENT DE LA DOUANE PAR LES INTÈRÊTS PRIVÈS DANS LES PROCEDURES DE REDRESSEMENT ET DE LA LIQUIDATION

La Douane, est un créancier public antérieur appartenant à la masse et à l'union des créanciers, pour les importations et exportations antérieures au jugement d'ouverture à ce titre,

[27] NGUIHÈ KANTÈ P., Les techniques de sauvetage des entreprises en difficulté en droit OHADA, P . 322

c'est un créancier dans la masse , traité comme les autres créanciers, sa condition juridique est uniforme[28], ce créancier d'un genre particulier est ,soumis aux règles communes appelées la discipline collective[29], car, il est donc « *un créancier prisonnier*[30] » d'une part, l'exercice de ses droits est paralysé à travers la règle de la suspension des poursuites individuelles (A) et d'autre part , le contenu de ses créances est affecté (B).

A- La fragilisation des droits de la douane par les intèrêts privés

Cette suspension des poursuites individuelles de la douane est omniprésente dans les procédures collectives, tant préventives que curatives, affectant, ainsi leurs prérogatives de recouvrement des créances, qui se trouvent désormais, amenuisées et annihilées.

1- La fragilisation par la suspension des poursuites individuelles dans le règlement judiciaire

La suspension des procédures collectives individuelles est un des effets marquants de la procédure de règlement. C'est probablement l'objectif principal du débiteur , cette règle trouve son fondement en France avec l'ordonnance n°-67-820 du 23 septembre 1967 ,qui est le premier texte a institué la suspension provisoire[31] des poursuites individuelles de la douane, créance fiscale recouvrée par le Trésor public, le juge Français dans un célèbre arrêt[32] a jugé que l'administration des douanes est assujettie à la suspension provisoire des poursuites individuelles au profit de la société d'approvisionnement vinicole et que celle –ci ne peut plus pratiquer des saisies mais seulement des mesures conservatoires.

En droit OHADA, la suspension des poursuites trouve son fondement à l'article[33] 9 en ces termes

> *« la décision d'ouverture du règlement suspend ou interdit toutes les poursuites individuelles tendant à obtenir le paiement des créances nées antérieurement à ladite décision pour une durée de trois (03) mois qui peut être prorogée d'un mois (01) dans les conditions prévues l'article 13 ,alinéa 2 ,sans préjudice de l'application de l'article 14alinéa 3 ci-dessous .*

---

[28]. SAWADOGO (F-M), Droit OHADA des entreprises en difficulté, op.cit. .P .201

[29] Il s'agit de : l'interruption des poursuites individuelles, l'arrêt des cours d'intérêts, des inscriptions des surétés,la déchéance du terme et l'obligation de produire les créances entre les mains du syndic dans les délais légaux , KALIEU ELONGO(Y -R)in Droit des procédures collectives OHADA,op .cit ;p .119

[30] P-M LE CORRE « le créancier face au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises », PUAM 2000

[31] Article 16 de l'ord n°67-820 du 23 septembre 1967 tendant à faciliter le redressement économique et financier de certaines entreprises « le jugement d'ouverture suspend toutes les poursuites individuelles de la part des créanciers chirographaires ou ceux dont les créances sont garanties par un privilège, un nantissement, une hypothèque, y compris le Trésor public »

[32] . Cass.com ;15 février 1983 sapvin c/administration des douanes

[33] Article 9 de l'AUPC révisé de 2015

La suspension des poursuites individuelles concerne aussi bien les voies d'exécution que les mesures conservatoires, y compris toute mesure d'exécution extrajudiciaire .elle s'applique à toutes les créances chirographaires et à celles garanties par un privilège général, un privilège mobilier spécial, un gage, un nantissement ou une hypothèque, à l'exception des créances de salaires et d'aliments. », Il découle de cette disposition, que la suspension des poursuites individuelles dans le règlement est limitée dans le temps, cette régle admet aussi des exclusions.

S'agissant de son domaine, elle concerne d'abord, toutes les créances antérieures à la décision de suspension sans qu'il soit nécessaire de les viser dans la requête, on entend par créance antérieure[34], une créance *« née avant le jugement d'ouverture des procédures collectives, ces créances peuvent donc être dans la masse ou hors de la masse »*, pour l'administration des douanes, créancière antérieure publique , il s'agit des droits dont le fait générateur est né à l'importation et l'exportation des marchandises antérieurement au jugement d'ouverture.

Ensuite, cette suspension s'applique aussi bien aux demandes en paiement qu'à l'exercice des voies d'exécution. Puis elle s'applique non seulement aux créanciers chirographaires mais également aux créanciers munies des privilèges généraux ou suretés réelles spéciales telles qu'un gage .ainsi donc, la douane ,est un créancier privilégié [35] , comme les autres créanciers publics :Trésor, sécurité sociale, et le fisc, puisque, elle est soumise à la suspension des poursuites individuelles, ses demandes en paiement ou action civile, sont suspendues, y compris ses voies[36] d'exécution, saisies et contraintes prévues dans le code des douanes CEMAC ,sont paralysées, même aussi, ses privilèges et suretés réelles[37] sont neutralisés.

Par conséquent, il y'a pas lieu de distinguer selon que les poursuites soient engagés avant ou après la décision de suspension, il suffit qu'elle n'est pas encore produit un effet définitif[38].Cette suspension des poursuites s'étend, au concordat, une fois le concordat homologué, aucune poursuite ne peut plus être engagé et aucune actions, en principe, la douane, créancière publique de l'entreprise en difficulté, est aussi par ailleurs, contrainte à accorder des délais et remises des

[34] . SAWADOGO (F-M), op. cit ; p250

[35] . KALIEU ELONGO (Y-R) , « les privilèges bénéficient à l'administration des douanes et les autres créanciers publics : trésor, sécurité sociale et fisc , pour des raisons d'intérêt général » in Droit et pratique des suretés réelles OHADA, PUF ,2010, p .153-154 ; son privilège est repris dans les dispositions de l'Art 424 al1 DU C.D révisé CEMAC en ces termes «l'administration a , pour ses droits et taxes , confiscation , amende , et restitution ,privilège et préférence à tous les créanciers sur les meubles et effets mobiliers des redevables »

[36] Article 426 et s du C.D CEMAC révisé 2019, saisies mobilière, saisie immobilière, saisie conservatoire douanière, avis à tiers détenteur, contrainte, confiscation et vente ou adjudication aux enchères publiques

[37] Article 423 et s du C .D CEMAC révisé 2019, privilèges et hypothèques

[38] SAYEGH ISSA (J), POUGOUE (P-G), SAWADOGO (F-M), OHADA, traité et actes annotés juriscope,2016

dettes douanières dans le concordat de redressement selon l'article 134 de l'AUPC, à ce titre elle est traité comme des créanciers ordinaires.

En ce qui concerne les exclusions, de la suspension des poursuites , cette règle ne s'applique pas aux salariés[39] , sans doute en raison du caractère alimentaire de leurs créances et aux créances d'aliments ,aux poursuites pénales en raison de l'autonomie du droit pénal et aux créances nées, régulièrement après la décision de suspension, celles-ci seront payées à leur échéance.

En outre, la suspension des poursuites dans le règlement préventif pour corolaire les interdictions faites au débiteur , prévu à l'article 11 de l'acte uniforme[40] e de 2015, *« sauf autorisation motivée du président de la juridiction compétente ,la décision d'ouverture du règlement préventif interdit au débiteur , à peine de nullité de droit :*

- de payer, en tout ou en partie, les créances nées antérieurement à la décision d'ouverture ;

- de faire un acte de disposition étranger à l'exportation normale de l'entreprise ou de consentir des suretés

Il est également interdit de désintéresser les coobligés et les personnes ayant consenti une sureté personnelle ou ayant affecté ou cédé un bien en garantie lorsqu'elles ont acquitté des créances nées antérieurement à la décision d'ouverture ».

Au vu de ce qui précède, il ressort de l'interprétation de cette disposition que l'entreprise redevable en cessation des paiements envers l'administration des douanes sera interdite de payer les créances antérieures douanières et ne pourra plus consentir une sureté ou désintéresser les cautions qui se sont acquittés des créances antérieures douanières, sous peine de nullité, ceci dans le but d'éviter que l'égalité entre les créanciers antérieurs soit rompue du fait du débiteur[41]. Cette suspension des poursuites individuelles est présente aussi dans les procédures curatives.

2- La fragilisation par la suspension des poursuites individuelles dans les procédures collectives curatives

L'article 75[42] de l'acte uniforme de 2015 , énonce la règle de la suspension des poursuites individuelles de la Douane , dans le redressement judiciaire et la liquidation des biens ,en ces

[39] SAYEGH ISSA (J), « le sort des travailleurs dans les entreprises en difficulté (droit Ohadata) », prenant n°870 ,p . 80 ; Foko-(A) « le salarié et les procédures collectives d'apurement du passif OHADA » ,RPAN°45-2008 PP .23-68.

[40] Art 11 de L'AUPC

[41] . KALIEU ELONGO (Y-R),le Droit des procédures collectives de l'OHADA, PUF ,2016 ,p .85

[42] Article 75 de l'AUPC révisé

termes « la décision d'ouverture du redressement judiciaire ou liquidation des biens interrompt ou interdit toute action en justice de la part de tous les créanciers composant la masse, qui tend :

1° à la condamnation d'une somme d'argent ;

2° à la résolution d'un contrat pour défaut de paiement.

La décision d'ouverture arrête ou interdit, également toute procédure d'exécution de la part de ses créanciers ; tant sur les meubles que les immeubles, ainsi que, toute distribution n'ayant pas produit un effet attributif avant la décision d'ouverture ». il ressort de l'interprétation de ce texte, que la douane est interdite, d'abord, de l'exercice des actions en justice tendant à la condamnation d'une somme d'argent, à ce titre donc, l'exercice de son l'action civile ou en recouvrement est interdit, pour les faits d'importations ou exportations antérieurs au jugement d'ouverture, le juge Français a jugé dans l'affaire STARGEL[43] que

> *« l'administration des douanes doit produire à la procédure collective en ce qui concerne le paiement des droits fraudés , pour une importation antérieure irrégulière de riz, que le paiement des sommes fraudées ou indument obtenues a un caractère d'action civile , la mise en redressement fait obstacle à la condamnation de ce dernier au paiement de droits, la juridiction devant se limiter à fixer le montant des droits* »,

D'après cette jurisprudence, le paiement des droits fraudés est soumis au régime général des sommes d'argent par conséquent irrécouvrables et que l'action tendant au recouvrement de l'amende douanière, auprès de l'entreprise redevable en redressement judiciaire est recevable, en vertu de son caractère pénal. outre, les actions en justice , les voies d'exécution[44], qui sont définies comme « *des moyens par lesquels, le créancier poursuit la réalisation forcée de son droit* », de la douane[45] prévues aux articles 426 et suivants ,sont paralysées et interdites, la pratique des saisies[46] devient impossibles[47], il s'agit des saisies mobilières, des saisies immobilières repris par le nouvel acte uniforme[48] et des poursuites particulières à la douane, des saisies conservatoires douanières, de la contrainte douanière et l' avis à tiers détenteur, qui se trouvent tous annihilées par la règle de suspension des poursuites individuelles.

Par ailleurs, la suspension des poursuites individuelles de la douane, s'étend aussi à l'encontre des personnes physiques cautions, personnelles ou réelles, conformément aux

[43] Cass .crim 11mai 1995 affaire société Stargel c/Administration des douanes
[44] .KERE KERE (G) , les voies d'exécution en Droit OHADA, PUCAC , 2011 P 246
[45] Art 426 C.D Révisé CEMAC
[46] Selon l'Article 426 du code des Douanes, de toutes voies de droit
[47] POUGOUE (P-G) et KALIEU ELONGO (Y-R), l'organisation des procédures collectives d'apurement du passif, PUA ,Droit uniforme africain ,1999 P.54
[48] AUVE du 17 oct. .2023, nouvel acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution

dispositions de l'article 75 al1 *« la décision d'ouverture du redressement judiciaire suspend toute action contre les personnes physiques coobligées ou ayant affecté ou cédé un bien en garantie à compter dudit jugement durant l'exécution du concordat de redressement judiciaire* ». Toutefois, Ce principe de suspension des poursuites individuelles, comporte quelques exceptions : les actions de la douane poursuivies contre les dirigeants sociaux ; en raison des fautes personnelles, ne sont pas soumises à la suspension des poursuites individuelles[49] et les dispositions des articles 149 et 150 de l'acte uniforme de 2015, accorde à la douane, la faculté d'exercer et de reprendre leurs poursuites individuelles en cas de léthargie du syndic, au moment de la liquidation des biens. Quant aux amendes douanières, en vertu de l'autonomie du droit pénal douanier celles –ci restent recouvrables, nonobstant, l'ouverture des procédures collectives.

La douane, créancière dans la masse, est subjuguée, par la discipline collective qui affecte, le contenu de ses créances en cas de redressement judiciaire ou liquidation des biens.

B- La fragilisation du contenu des créances douanières par les intérêts privés

Il s'agit abord, de l'obligation de produire ses créances comme les autres créanciers à la masse des créanciers et ensuite, des arrêts des cours d'inscriptions des suretés, d'intérêts et la déchéance du terme.

1- L'obligation de produire à la masse

La douane en tant que créancière antérieure , est astreinte à l'obligation de déclarer ou produire ses créances douanières dont le fait générateur est né des importations ou exportations des marchandises antérieurement au jugement d'ouverture, conformément à l'article 78 [50]de l'acte uniforme 2015, entre les mains du syndic[51], cette obligation s'impose à tous les créanciers chirographaires ou privilégiés à l'exception des créanciers d'aliments ou revendiquant, cette production porte sur le montant de la créance et leurs accessoires[52], cette production doit intervenir dans un délai légal de soixante (60) jours et de quatre-vingt-dix jours (90), pour les créanciers domiciliés hors du territoire national, cette production pourra se faire soit par lettre au porteur contre récépissé, soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et doit indiquer,

[49] Cass .com. ; 29 mars 2023 n°21-21 .005 ,F-B , affaire société softness , M-H associé dirigeant c / Directeur des Douanes et droits indirects

[50] Art 78 de l'AUPC *« A partir de la décision d'ouverture du redressement judiciaire ou de la liquidation des biens et jusqu'à l'expiration du délai de 60 jours , tous les créanciers composant la masse , à l'exception des créanciers d'aliments , doivent ,sous peine de forclusion ,produire leurs créances entre les mains du syndic* »

[51] Le syndic : c'est un mandataire de la justice , un organe ambivalent, qui représente la masse des créanciers d'une part et d'autre part agit en lieu et place du débiteur (liquidation des biens) , dans cette hypothèse c'est l'interlocuteur de la douane et l'assiste simplement (redressement judiciaire), désigné par le jugement d'ouverture parmi , choisi sur une liste des spécialistes, expert –comptable , avocat , huissier ou gestionnaire in OHADA Droit des entreprise en difficulté F-M SAWADOGO op cit p .147-148

[52] KALIEU ELONGO (Y-R), le droit des procédures collectives de l'OHADA op, cit ; P .120-121

les sommes à échoir, les dates de leurs échéances et la nature des suretés, si la douane, créancière antérieure ne produit pas sa créance , dans les délais , elle sera frappée de forclusion et elle a la possibilité de demander un relevé de forclusion , par voie de requête , adressée au juge commissaire . Ces créances antérieures douanières produites, feront l'objet d'une vérification ultérieure par le syndic et le juge commissaire[53], qui pourra, donc les admettre ou les rejeter. La douane en tant que créancière antérieure dans la masse, subit, aussi d'autres mesures communes affectant sa créance, il s'agit des arrêts des cours d'inscriptions des suretés, d'intérêts et la déchéance du terme.

2- Le cloisonnement des intérêts pécuniaires

Selon l'Article 73[54] de l'acte uniforme OHADA de 2015, la décision d'ouverture arrête d'abord, le cours d'inscription des suretés de l'administration des douanes. il s'agit de toutes les suretés mobilières ou immobilières prévues par le code des douanes révisé[55] toutefois, la douane ,créancière antérieure de l'entreprise redevable, pour ses importations ou exportations des marchandises , conserve la faculté de procéder à la publication de sa sureté conformément àl'article181de l'acte uniforme de 2010[56] , « *sont privilégiées au-delà du montant fixé à l'article 180 les créances douanières , ces privilèges n'ont d'effet que s'ils sont inscrits dans les six mois de l'exigibilité de ces créances au registre du commerce et du crédit mobilier* » .

Ensuite, la décision d'ouverture, arrête à l'égard de la masse seulement, le cours des intérêts légaux et conventionnels, de tous les intérêts et majorations de toutes les créances, qu'elles soient ou non garanties par une sureté selon l'article 77 de l'acte uniforme de 2015[57]. Ses fondements sont d'abord, d'ordre technique parce qu'il, facilite, la connaissance du passif du débiteur, ensuite, logique, parce qu'il permet de ne pas invoquer les intérêts là où c'est incertain et sur le plan juridique c'est égalisation ou le nivellement de la condition juridique des créanciers, l'arrêt du cours d'intérêts a une portée absolue sus évoquée et relative, puisque, l'arrêt du cours d'intérêts ne

[53] Le juge commissaire : c'est un membre du tribunal , il veille au déroulement rapide de la procédure et aux intérêts en présence SAWADOGO (F-M)op, cit ;P141, « c'est Homme-orchestre de la procédure , personnage central du nouveau redressement »in A-Jacquemont ,Droit des entreprises en difficulté , 4éd,LEXIS NEXIS 2006 P125

[54] Art .73 de l'AUPC révisé du 10 septembre 2015 « la décision d'ouverture du redressement judiciaire et la liquidation des biens, arrête le cours des inscriptions de toute sureté mobilière ou immobilière »

[55] Il s'agit du droit de rétention de la douane prévu à l'article 423du C.D révisé CEMAC ; les privilèges , hypothèques , subrogation prévues à l'article 424 du C.D « l'administration des douanes a pour les droits , taxes ,confiscation et amende et restitution ,privilège et préférence à tous les créanciers sur les meubles et effets mobiliers des recevables ; l'administration a pareillement hypothèque sur les immeubles des redevables mais pour les droits et taxes seulement et les cautions solidaires prévues à l'article 458 et s du C.D

[56] Acte uniforme du 15 Décembre 2010 portant organisation des suretés

[57] Art 77 de l'AUPC

joue qu'a égard de la masse, seule fondée à s'en prévaloir. Les intérêts continuent de courir à l'égard des cautions et codébiteurs et même à, l'égard des contrats de prêt.

Enfin, cette décision d'ouverture entraine la déchéance du terme des créances , cette s'applique uniquement dans la procédure de liquidation des biens, elle signifie que dès l'ouverture de la procédure, les dettes du débiteur de la douane sont immédiatement exigibles, ce qui permet de déterminer immédiatement et définitivement le passif qui devra être réglé et cette règle conformément aux dispositions de l'article 23 al4 de l'Acte uniforme de 2010[i58]qui prévoit que la déchéance du terme accordé au débiteur principal ne s'étend pas à la caution même douanière.

II-LA RÈHABILITATION DE LA DOUANE PAR LA PRISE EN COMPTE DE L'INTÈRÊT GÈNÈRAL DE L'ETAT

D'emblée, Le régime spécifique attribué à la douane, créance du Trésor public dans la procédure collective découle de la mission d'intérêt général poursuivie par l'ETAT [59]. Le recouvrement des créances douanières est d'un enjeu capital pour l'Etat qui doit financer les services publics dont il a la charge[60].

L'Acte uniforme OHADA de 2015, accorde un traitement de faveur à la douane, en tant que créancière antérieure, ses privilèges sont préservés d'une part(A), un traitement préférentiel ou prioritaire d'autre part, est accordé à ses créances en vertu de leur postériorité (B) et dans cette hypothèse, ses prérogatives de recouvrement sont donc affermies.

A- La réhabilitation en raison de la spécificité de leurs créances

La Douane bénéficie dans l'acte uniforme 2015, d'un traitement de faveur dans la phase de production des créances fondé sur la nature et la qualité de sa créance d'une part et au dénouement des procédures curatives, ses privilèges sont restaurés.

1- Un Traitement de faveur fondé sur la nature de leurs créances

La douane bénéficie d'un double traitement de faveur, d'abord la possibilité de déclarer ses créances douanières par provision et ensuite, ces créances, ne peuvent être contestées que selon le code des douanes.

S'agissant du premier régime de faveur, l'administration des douanes a la faculté de déclarer ses créances par provision[61], ce privilège de la douane trouve son fondement dans l'article

[58] Art 23 de l'AUS.
[59] Cité par .SERLOOTEN (P), « le Trésor, créancier de l'entreprise », in La situation des créanciers d'une entreprise, Monchrétien, 1998, P .105
[60] -chapon –le Berthon (A), le principe de l'égalité entre les créanciers, LGDJ, 2021, P278n°440
[61] La déclaration par provision c'est *« une déclaration faite à titre indicatif et indiquant le montant enregistré et susceptible de modification »* Jacquemont (A) op. cit . P231 ; selon NYAMA (J-M) in OHADA Droit des entreprises

81[62] du nouvel acte uniforme OHADA de 2015, qui dispose *« les productions des créances du Trésor, de l'administration des douanes et des organismes de sécurité et de prévoyance sociales sont toujours faites sous réserve des créances non encore établies et des redressements ou rappels individuels.*

Ces créances sont admises par provision si elles résultent d'une taxation d'office ou d'un redressement, même contesté par le débiteur, dans les conditions de l'article 85 ci-dessous. »

Quant à la deuxième mesure de faveur , il s'agit de l'autonomie du contentieux des contestation des créances douanières , qui obéit aux règles prévues dans le code des douanes , cette contestation est faite, par le débiteur ou l'entreprise redevable , cette mesure de faveur trouve son fondement dans les dispositions de l'article 85al2[63] *« toutefois , les créances fiscales, douanières et sociales ne peuvent être contestées que dans les conditions résultant des textes qui leur sont respectivement applicables »* . Ainsi donc, les contestations des créances douanières par le débiteur se fait plus devant le juge judiciaire[64], le problèmes de la délimitation des compétences entre les juridictions administratives et judiciaires ne pose pas grand problème c' est le juge judiciaire seul compétent pour connaitre des contestations en matière douanière[65] concernant les impôts indirects , cette règle a été énoncé par le code douanes révisé de 2019, en son article 402 [66]« *les tribunaux d'instance connaissent des contestations concernant le paiement ou le remboursement des droits, des oppositions à contrainte et les autres affaires de la douane n'entrant pas dans la compétence des juridictions répressives* », selon cet article, rentre dans le champ de la compétence des tribunaux civils ou d'instance, les contestations relatives au paiement ou au remboursement des droits, des oppositions à contrainte, toute contestation engagée par le redevable à la liquidation et au remboursement des droits et taxes de la douane, ainsi que les actions en responsabilité encourue par la douane en raison de ses opérations de liquidation et de recouvrement [67] . Tandis que les tribunaux de police et correctionnels connaissent des contraventions et délits douaniers et toutes questions douanières soulevées par voie d'exception[68].

---

en difficulté, CERFOD, 2004, p 233 « *c'est un droit de formuler des productions complémentaires* ou supplémentaires »

[62] Art 81 de l'AUPC

[63] Art 85 de l'AUPC

[64] NJOYA NKAMGA (B) « la procédure contentieuse douanière camerounaise : un nouveau Janus ? » in Juridis périodique n°85 p15 ?, mars 2011

[65] NYAMA (J-M), Droit douanier de la CEMAC, CERFORD 2003 p316 ; voir M-DJEUWO, le contentieux douanier dans les pays de la CEMAC, HARMATTAN, P .225

[66] Art 402 du C.D

[67] BAHEL (D-L) Droit du contentieux de la CEMAC, PANTHEON , 2020 ,P158

[68] Art 400 C .D , par voie préjudicielle selon arrêt, ROCHARD Cass .Crim ; 26 Février 1990 ; bull .crim .N°93 « l'action fiscale peut être exercée concomitamment à l'action pénale devant le juge répressif »

Au Cameroun, il s'agit du tribunal de première instance (TPI) et le tribunal de grande instance (TGI) qui connaissent des contestations des créances douanières[69] ces deux mesures de faveur ont été reconnue à la créance douanière, qui par essence est une créance fiscale dans deux jurisprudences[70] françaises. la Douane bénéficie aussi d' un traitement de faveur ou privilégié au dénouement des procédures curatives ,en cas de liquidation des biens par la faculté accordée de reprise de son droit de poursuite individuelle et pendant le concordat de redressement , elle bénéficie de la relativité de l'opposabilité, cette administration , créancière de l'entreprise redevable est réconfortée, par la revitalisation de ses droits, mis en veille pour les besoins de la procédure .

2- La Restauration des prérogatives de la douane à l'issue des procédures curatives

L'administration des douanes bénéficie dans le cadre des procédures curatives, de deux mesures de protection contre les effets contraignants des procédures collectives. A cet effet, c'est donc un créancier résistant ou revivifié[71] dans la phase de liquidation des biens par, sa faculté de reprise des poursuites individuelles et son bénéfice de la relativité de l'opposabilité dans le concordat de redressement.

La première mesure de protection de la douane, c'est en cas de liquidation des biens , une protection efficace est accordée à la douane par le législateur, en cas de léthargie prolongée du syndic dans un délai de trois mois, à compter du jugement prononçant la liquidation des biens tant dans la réalisation des biens meubles ou immeubles, par conséquent, ce créancier d'un genre particulier reprend l'exercice de son droit de poursuites individuelles, ce qui constitue une des exceptions ,à la règle de suspension ou interruption des poursuites individuelles, avec son corollaire, l'interdiction de paiement. Ainsi donc, la douane va donc se substituer au syndic et au juge commissaire, elle va donc bénéficier du pouvoir liquidatif, pour procéder à la vente des marchandises, meubles et immeubles ,conforment, à l'acte sur les procédures simplifiées et voies d'exécution[72] de l'entreprise redevable, en cessation des paiements et recouvrer ses créances et régler sa dette, c'est qui ressort des dispositions des articles149[73] et 150 de L'acte uniforme de

[69] Loi N°2006/015 du 29 décembre 2006 portant organisation judicaire au Cameroun

[70] Cass .Com 3fevrier 2021 ; cass . com 2 fevrier 2021 « l'admission des créances fiscales ou douanières est de plein droit ; elles ne peuvent être contestées que selon le livre de procédure fiscal ou code des douanes 3

[71] Voir HAMIDOU YONKI, l'administration des douanes face au droit OHADA Des entreprises en difficulté, MEMOIRE DE MASTER DROIT PRIVE, université de ngaoundéré (Cameroun) 2021 , P .57

[72] La Douane pourra procéder à la saisie et vente ou adjudication des immeubles du redevable conformément au nouveau AUPSVE 2023

[73] Art 149 al. 3 de l' AUPC *« si , dans le délai de trois mois (03) suivant la décision prononçant la liquidation des biens , le syndic n'a pas retiré le gage ou le nantissement ou entrepris la procédure de réalisation du gage ou nantissement , le créancier gagiste pou nanti peut exercer ou reprendre son droit de poursuite individuelle à charge de rendre compte au syndic .*

2015 qui reconnait ce droit des poursuites individuelles à la douane au moment de la réalisation de l'actif . Mais, cette reprise n'est pas automatique, néanmoins, elle est conditionnée par un compte rendu au syndic. Ce créancier public, reprend son droit de poursuite individuelle aussi, à la clôture de la liquidation ou de l'union, abord, notamment ; en cas d'insuffisance de l'actif et ensuite, en cas de clôture pour extinction du passif. L'article 174[74] alinéa 2 de l'AUPC, permet à tous les créanciers admis ou non de recouvrer leurs droits de poursuite individuelle, en cas d'insuffisance de l'actif dans certaines hypothèses : en cas de faillite personnelle du débiteur, en cas de condamnation du débiteur en banqueroute, en cas de fraude du débiteur et en cas de condamnation du dirigeant par l'action en comblement du passif. Ainsi donc, pour, les cas évoqués, la douane peut utiliser un avis à tiers détenteur, dans l'optique de recouvrer ses créances. Quant à l'hypothèse de la clôture pour extinction du passif, la reprise par la douane, des poursuites individuelles restera infructueuse ou superfétatoire.

Outre, la reprise du droit de poursuites individuelle en cas de réalisation de l'actif ,à la clôture de l'union ,la deuxième mesure de protection des intérêts de la douane ,c'est son bénéfice de la relativité de l'opposabilité du concordat de redressent . En principe en vertu de l'opposabilité du concordat , tous les créanciers antérieurs doivent exécuter les clauses du concordat, la douane qui est un créancier public, bénéficie ,de cette relativité de l'opposabilité du concordat, surtout, si un texte ou une disposition réglementaire ou législatif ,l'interdit de consentir des remises ou délais de paiement, pour le sauvetage de son redevable en cessation de paiement . C'est ce qui ressort des dispositions de l'article 134 al1[75] de l'AUPC

> *« l'homologation du concordat de redressement judiciaire rend celui –ci obligatoire à l'égard de tous les créanciers antérieurs à la décision d'ouverture, quelle que soit la nature de leurs créances sauf disposition législative particulière interdisant à l'administration de consentir les remises ou des délais* ».

La douane est un créancier public dont les intérêts, ne sont pas seulement sauvegardés ou préservés, dans la phase de déclaration, de liquidation des biens et à la clôture de l'union,

---

Le Trésor public, l'Administration des douanes et les organismes de sécurité et de prévoyance sociales disposent du même droit pour le recouvrement de leurs créances privilégiées, qu'ils exercent dans les mêmes conditions que les créanciers gagistes et nantis » ;

Art 150 alinéa 4 de l'AUPC « si le délai de trois suivant la décision de liquidation des biens , le syndic n'a pas entrepris la procédure de réalisation des immeubles , le créancier hypothécaire peut exercer ou reprendre son droit de poursuite individuelle à charge d'en rendre compte au syndic .

Le Trésor public, l'Administration des douanes et les organismes de sécurité et prévoyances sociales disposent du même droit pour le recouvrement de leurs créances privilégiés qu'ils exercent dans les mêmes conditions que les créanciers hypothécaires »

[74] Art 174 de l'AUPC

[75] Art 134al2 de l'AUPC

toutefois, ces intérêts sont aussi protégés ou favorisés, en vertu de la postériorité du fait générateur de leurs créances nées des importations ou exportations après le jugement d'ouverture opérées par son redevable en cessation de paiements, à ce titre, elles bénéficient d'un traitement préférentiel ou prioritaire.

II-LA REHABILITATION EN RAISON DE LA POSTERIORITE DE LEURS CREANCES

La Douane, est un créancier postérieur, c'est donc « *un créancier libéré* [76]», car, il est affranchi de la discipline collective et bénéficie d'une priorité de paiement en cas de concours, en tant que titulaire d'un privilège général, qui lui confère un droit de préférence, lorsque , ses créances sont nées après le jugement d'ouverture, le législateur OHADA, fait la distinction entre les créances douanières de la masse ou contre la masse et celles hors la masse, pour mieux cerner la créance postérieure douanière, la recherche de ses critères de qualification est nécessaire pour éviter toute confusion avec, celles antérieures (A) une fois les critères satisfaits ou remplies, la douane, en vertu donc de la postériorité de sa créance, va bénéficier d'un traitement préférentiel ou privilégié (B).

A- Détermination des créances postérieures douanières

Les créances postérieures douanières, sont des créances légales ou extracontractuelles[77] à l'instar des créances fiscales et sociales. Par ailleurs, ce sont des créances qui bénéficient des privilèges généraux pour des raisons d'intérêt général et qui existent du fait de la loi et non du contrat. Ces créances sont postérieures du fait du critère chronologique et de la régularité, sont des créances douanières nées après le jugement d'ouverture[78]. Elles ont pour fondement, les dispositions de l'article 117 de l'AUPC[79] , qui les définissent, comme *« Toutes dettes nées régulièrement , après la décision d'ouverture , de la continuation de l'activité et de toute activité régulière du débiteur ou du syndic sont des créances de la masse »*. De l'interprétation de cet article, il ressort que, le législateur OHADA de 2015, a retenu, trois critères, D'abord, celui chronologique puis celui de la régularité et enfin, le critère de l'utilité, limité aux avances du Trésor public ,en droit OHADA. Ainsi donc ,pour qualifier les créances douanières ,de créances postérieures, il faut que ces dettes douanières soient nées de la poursuite de l''activité, c'est-à-dire

[76] LE CORRE (P-M), le créancier face au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises, P .U .A .M 2000
[77] KOM (J) Droit OHADA des entreprise en difficulté : prévention –traitement -sanctions, PUA, Droit uniforme africain, 2013, p .248 ; voir KOM (J), Droit OHADA des entreprises en difficulté : prévention –traitement – sanctions , HARMATTAN , 2021
[78] Voir HAMIDOU YONKI, l'Administration des douanes en Droit OHADA des entreprises en difficulté, mémoire de master en droit privé, université de Ngaoundéré 2021, p52
[79] Article 117 de L'AUPC

en tenant compte du dessaisissement du débiteur au profit du syndic ou de l'assistance du débiteur par le syndic , la loi plus précisément le code des douanes , a essayé de définir et préciser notion de créance douanière en son article 5[80]. 1- *« les marchandises qui entrent sur le territoire douanier sont passibles des droits d'importation inscrit au tarif des douanes. 2. Les marchandises qui sortent du territoire douanier sont passibles des droits de sortie »*. De l'interprétation de cette disposition, il ressort que le fait générateur de la dette douanière[81], c'est l'introduction régulière ou irrégulière des marchandises à l'importation ou droits à l'importation et la sortie régulière ou irrégulière des marchandises à l'exportation ou droits d'exportation. Ainsi donc les dettes postérieures ou créances postérieures douanières sont celles dont les droits sont nés à l'importation ou à l'exportation des marchandises par l'entreprise redevable, en cessation de paiements, après le jugement d'ouverture. le juge français a essayé d'apporter quelques précisions au caractère postérieur des créances douanières, en se fondant sur le critère chronologique, notamment dans trois cas jurisprudentiels, illustratifs suivants, d'abord, celui du sort de l'amende douanière, puis, le cas de la restitution des droits de douane en cas de répétition de l'indu et enfin ,le sort des créances des marchandises placées sous régime suspensif.

S'agissant du premier cas , le juge a été saisi au sujet de savoir quel était le sort réservé à la créance d'amende douanière dans les procédures collectives[82], dans cette affaire d'importation irrégulière des télécopieurs, le juge avait refusé le caractère postérieur à la créance d'amende douanière a en arguant que *« l' amende douanière prononcée pour les faits antérieurs au jugement d'ouverture du contrevenant, créance de l'administration des douanes ne bénéficie pas de la priorité de paiement de l'article 40 »* .

Quant au deuxième cas, celui de la restitution des droits de douane en cas de paiement de l'indu ,dans ce cas[83], le juge a reconnu la qualité de créance postérieure à la créance de restitution des droits de la douane indu , en ces termes *« le fait générateur de la créance de restitution des droits de douane , est le fait juridique a l'origine de l'obligation de restitution de ces droits par l'administration des douanes et non la restitution elle-même »*

Enfin, dans le troisième cas[84],dans une affaire récente, le juge, a relevé que, la créance née des opérations d'importation , pour stockage en entrepôt des bières, sont des créances

[80] Article 5 du nouveau code des douanes CEMAC révisé de 2019
[81] SOULARD (ch), guide du contentieux douanier op .cit P 345
[82] Cass .Crim 5 févr .1998 AFFAIRE Eric X (Dirigeant), Me Muriel (es qual liquidateur de la société X) C/Administration des douanes
[83] Cass . com ; 23 Janv ,2007 pourvoi n°05 -13 . 995, Société Xerox Europe limited C/ Administration des douanes
[84] CA Douai 16 fev 2023, affaire sociétés Care et Atradius C/ Directeur régional des douanes Dunkerque, Directeur général des douanes et droits indirects

postérieures douanières et que *« le fait générateur ayant donné naissance à la dette douanière est la constatation de manquants lors de l'inventaire réalisé par les douanes après l'ouverture du jugement de conversation en liquidation judiciaire »,* outre, le premier cas , les autres deux autres sont des créances postérieures douanières , admises au traitement préférentiel[85] ou privilégié, par conséquent, c'est sont donc ,des créances de la masse, dispensées, de production entre les mains du syndic.

B- Le traitement préférentiel des créances postérieures douanières

Ces créances postérieures douanières bénéficient, d'un double régime de faveur d'abord le paiement à échéance et ensuite, le paiement prioritaire ou privilégié. Ces privilèges trouvent leur fondement, dans les dispositions de l'article 40 de la loi N° 85 /98 DU 25 JANVIER 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises , qui a inspiré, l'article 117 de l'acte uniforme OHADA de 2015, bien que flou, ambigu et imprécis, sur le traitement préférentiel.

S'agissant du paiement à échéance, elle signifie que, les créances postérieures douanières, seront payées , malgré l'interdiction des paiement, d'une part, et que la douane est affranchie de la discipline collective, d'autre part, cette dernière, va donc bénéficier de la liberté d'exercice de ses poursuites individuelles et pourra alors exercer toutes poursuites ou voies d'exécution qu'elle jugera bon, par ailleurs, la règle de suspension des poursuites ne lui sera pas applicable, elle pourra pratiquer librement et individuellement ses saisies ou voies d'exécution, procéder aux ventes des marchandises et exercer ses poursuites particulières de contrainte[86] et d'avis à tiers détenteur[87] conformément aux articles 426 du code des douanes et suivants, cette règle du paiement à échéance, a été mise en œuvre dans une affaire récente, suscitée par l'administration des douanes françaises, pour une créance postérieure dont le fait générateur était l'importation postérieur au jugement d'ouverture de la liquidation judiciaire sous le régime de l'entrepôt des bières et vins par les sociétés care et Atradius[88], le juge avait débouté ces deux sociétés de leur demande

[85] NGUIHE KANTE (P), les techniques de sauvetage des entreprises en difficulté en droit OHADA , l'Harmattan ,2019,P271 n° 467

[86] La contrainte est « un ordre enjoignant à un débiteur ou à sa caution de s'acquitter des droits , amendes et autres sommes dues en cas d'inexécution des engagements » in NYAMA (J-M) ,Droit douanier de la CEMAC op, cit .P369 ; c'est donc un acte administratif qui permet à l'administration des douanes de recouvrer ses créances , c'est une procédure simple , rapide sans avoir besoin d'engager une action en justice in Règlementation douanière éd 2007

[87] C'est une voie d'exécution particulière de la douane avec effet immédiat , que la saisie attribution , elle est prévu à l'article 432 du C .D révisée CEMAC en ces termes « Tous dépositaires et débiteurs issus des redevables et affectés aux privilèges visés à l'article 431 ci-dessous sont tenus sur demandes qui leur est faite par le juge de payer tout ou partie des sommes dues , les dispositions du présent article s'appliquent aux gérants , administrateurs , directeurs ou liquidateurs des sociétés pour les dettes de ces sociétés constituant une créance douanière privilégiée »

[88] CA DOUAI 16 févr. 2016 affaire sociétés Care et Atradius suscitée

d'annulation de l'avis de mise en recouvrement[89], et a jugé que l'administration des douanes est libre d'émettre un avis de mise en recouvrement ou contrainte, qui est une poursuite douanière particulière et dans une deuxième affaire[90] il a été jugé que l'administration douanière, qui a une mission fiscale pouvait librement faire usage d'un avis à tiers détenteur pour le recouvrement de créances douanières (créances fiscales) nées après l'ouverture du redressement judiciaire. Outre, le paiement à échéance, la créance douanière bénéficie aussi du paiement privilégié ou de procédure.

En ce qui concerne son paiement privilégié ou de procédure, ce paiement privilégié de la créance douanière postérieure va lui conférer un privilège, c'est un droit que la loi, en fonction de la qualité de la créance donne d'être préféré aux autres créances[91] ainsi la créance douanière si elle n'est pas payée à échéance, sera réglé selon un classement précis qualifié d'interne et externe. L'acte uniforme[92] du 15 Décembre 2010, accorde en son article 180[93] à la douane, un privilège général, pour des raisons d'intérêt général de L'ETAT. La douane pour ses créances privilégiées non soumis à la publicité est classée au 6e rang et en cas de publicité au 5^{e} rang. Dès lors, ce créancier d'un genre particulier qui bénéficie, pourtant, du privilège du trésor public, voit son privilège banalisé, déclassé et désacralisé[94], son privilège général et primé par d'autres privilèges : les frais d'inhumation qui a pour fondement le respect et la dignité du défunt[95] ; les frais de maladie du débiteur qui a pour fondement la protection de la vie et de la santé du débiteur[96], les fournitures de subsistance du débiteur qui a repose sur un fondement humanitaire[97] favoriser la fourniture à crédit de biens indispensables (vêtements, nourriture, électricité et eau), les sommes dues aux travailleurs qui repose sur un fondement alimentaire et l'accroissement du patrimoine de l'employeur[98].

En plus, lors de liquidation des biens, la douane est classée, en cas de vente des immeubles au 5^{éme} rang avec tous les privilèges généraux dans l'ordre fixé par l'article 180 de l'acte uniforme sur les suretés, conformément à l'article 166 de l'AUPC[99] et en cas de vente des

[89] En Droit douanier CEMAC, on parle de contrainte à l'article 426 al 3 du C .D révisée, en droit douanier FRANÇAIS , cette notion de contrainte a été remplacée par l'avis de mise en recouvrement
[90] cass.com 20 juin 1989 affaire société Ducler C / trésorier payeur général
[91] KALIEU ELONGO (Y-R), Droit et pratique des suretés réelles OHADA op ; cit P ;153
[92] Art 180 de l'AUS
[93] ibid
[94] ANOUKAHA(F), le Droit des suretés dans l'acte uniforme OHADA, PUF, 1998 P.68 n°170
[95] YVETTE RACHEL KALIEU ELONGO, Droit et pratique des sûretés réelles OHADA, 2éd 2024 P.233
[96] ELONGO KALIEU (Y –R) op. cit P. 234.
[97] Ibid
[98] Ibid P.235
[99] Art 166 de l'AUPC

meubles au 8e rang de l'article 167[100]de l'AUPC. Ce classement en défaveur des créanciers publics se justifie dans cette phase du professeur Kalieu

> « *Les privilèges bénéficient soit aux créanciers privés dont les créances sont modiques mais dignes d'intérêt pour des raisons de dignité humaine ou de justice sociale, soit aux créanciers publics : trésor, douane, sécurité sociale et ce, pour des raisons d'intérêt général*[101]»

Au vu de tout ce qui précède, la douane est un créancier privilégié avec un rang défavorable dans les procédures collectives. Néanmoins, la créance douanière postérieure va primer sur la créance douanière antérieure. En revanche, la créance douanière, qui est une créance du trésor et qui bénéficie du privilège du trésor peut faire objet d'avance des frais pour faire face aux dépenses urgentes découlant de l'ouverture de la procédure[102] : frais de publicité de la décision, apposition des scellés, exercice d'action en justice, dans cette hypothèse, cette avance accordée au trésor en cas de remboursement bénéficie d'un rang excellent sur les premiers recouvrements conformément à l'article 50 de l'AUPC[103]

Conclusion

En définitive, notre étude a porté sur le sort réservé à la douane, en droit OHADA des procédures collectives. De notre analyse, il ressort que, son sort est ambivalent**.** D'une part, ce créancier parait sacrifié au nom des intérêts privés de sauvegarde et de maintien des emplois. A cet effet, lorsque les importations ou exportations des marchandises de l'entreprise débitrice, sont antérieures au jugement d'ouverture des procédures collectives, elle est traitée comme les autres créanciers, c'est un créancier prisonnier ou ordinaire, assujetti à la discipline collective. En revanche, ce créancier public parait protégé ou favorable, compte tenu de la nature et de la postériorité de leurs créances, destinées à satisfaire la mission d'intérêt général de l'ETAT. Elle apparait donc, comme un vrai géant au pied d'argile[104], en cas d'ouverture des procédures collectives, c'est donc, un créancier résistant, aux affres des procédures collectives par ses privilèges de puissance publique prévus dans le code des douanes CEMAC, notamment ses actions multiples envers les tiers :suretés personnelles douanières (cautionnement et solidarité) et l'avis à tiers détenteur mais aussi ses suretés réelles (privilège général de la douane , privilège du Trésor et droit de rétention).

---

[100] Art 167 de l'AUPC

[101]YVETTE KALIEU ELONGO, Droit et pratique des sûretés réelles OHADA, 2éme éd, PUA P .231

[102] AKONO ADAM (R), les privilèges dans les procédures collectives : Réflexions à partir des droits OHADA et français des entreprises en difficulté, thèse de Doctorat en droit privé des affaires p

[103] Art 50 de l'AUPC

[104] GATSI(J), « le créancier privilégié dans les procédures collectives OHADA : un géant au pied d'argile ?, »in Revue Trimestrielle de Droit Economique – LE NEMRO, 2017-1, janvier /mars 2017 P59-82

La protection des droits fondamentaux dans l'espace numérique en droit camerounais

The protection of fundamental rights in the digital space under camerounian law

Par :

Agnès DANNE PALLY

Doctorante en droit privé

Université de Ngaoundéré (Cameroun)

Résumé :

Bien que propice à la réalisation des droits fondamentaux, l'espace numérique constitue également un obstacle à leur plein exercice. Conscient de cet enjeu, le législateur camerounais a entrepris de protéger les internautes. Cet engagement se manifeste à la fois par la consécration des droits spécifiques à la sphère numérique et par l'instauration de mécanismes répressifs sanctionnant leurs violations. Toutefois, cette protection demeure embryonnaire au regard de la montée exponentielle de la cybercriminalité. Le régime camerounais de protection des droits fondamentaux dans l'environnement numérique révèle, en effet, ses limites tant sur le plan normatif que dans sa mise en œuvre effective. Il devient dès lors important de renforcer la protection des utilisateurs d'Internet en droit camerounais.

Mots clés : protection, droit fondamentaux, espace numérique, droit camerounais

Abstract :

Although conducive to the realization of fundamental rights, the digital space also constitutes an obstacle to their full exercise. Aware of this challenge, the Cameroonian legislature has undertaken to protect internet users. This commitment is reflected both in the enshrinement of rights specific to the digital sphere and in the establishment of enforcement mechanisms to penalize violations of these rights. However, this protection remains in its infancy given the exponential rise in cybercrime. Indeed, Cameroon's framework for the protection of fundamental rights in the digital environment reveals its limitations both in terms of legislation and in its effective implementation. It is therefore important to strengthen the protection of internet users under Cameroonian law.

Keywords: protection, fundamental rights, digital space and Cameroonian law

Introduction

Au Cameroun comme ailleurs, Internet [1] et les technologies numériques offrent de nouvelles opportunités d'expression[2], d'accès au savoir et de participation à la vie publique, contribuant ainsi à la réalisation des droits et libertés fondamentaux[3]. L'on constate cependant avec amertume que leur usage peut également avoir des externalités négatives[4]. Ceci démontre donc le fait que le numérique exerce un effet ambivalent sur l'exercice et la protection des droits fondamentaux[5]. À ce propos, Florence Guillaume et Sven Riva estiment que : *« Le droit doit être conçu de façon à protéger l'être humain et à garantir le respect des droits fondamentaux non seulement dans le monde physique, mais également dans l'espace numérique [6]».* Cela revient à dire que, la mission primordiale du droit demeure la protection de la personne humaine, quel que soit l'espace dans lequel elle se trouve[7]. Face à ces enjeux, le législateur camerounais se doit donc

[1] Internet désigne *« un réseau mondial associant des ressources de télécommunication et des ordinateurs serveurs et clients, destinés à l'échange de messages électroniques, d'information multimédias et des fichiers* », VIVANT (M.), *Lamy droit du numérique : Lexique des termes relatifs au vocabulaire informatique et à la terminologie des communications et du réseau internet*, Wolters Kluwer SAS, 2013, p. 1948, et KCHAOU de le définir comme *« un réseau informatique mondial constitué d'un ensemble de réseaux nationaux, régionaux et privés qui utilise un même protocole de communication »*, lire AMENI KCHAOU, *Responsabilité civile et Internet*, Thèse, Université Jean Moulin Lyon III, Université de Sfax, 2022, p. 13.

[2] PELLIGRINY (F.), « La liberté à l'ère du numérique », *Politeia*, 2017, p. 1.

[3] Les droits fondamentaux tels que la vie, l'intégrité physique, l'honneur sont d'ailleurs considérés comme « les biens de premières importance », voir DELMAS-MARTY (M.) et LUCAS DE LEYSSAC (C.) in *le « Le paradoxe du pénal », Libertés et droits fondamentaux,* Paris, Seuil 1996, p. 368 cités par PELISSIER (P.), in *La garantie des droits fondamentaux en matière pénale en Haïti*, Thèse, Université de Toulouse 1 Capitole, 2018, p. 10.

[4] L'usage de l'Internet a aujourd'hui entraîné une forme de criminalité appelée cybercriminalité qui est considérée comme un véritable TZUNAMI (terme japonais désignant une vague gigantesque souvent destructrice résultant, habituellement d'un tremblement de terre ou d'un volcan sous-marin, aussi appelé raz de marée) informatique au regard des dégâts et pertes qu'elle occasionne et constitue pour certains la troisième grande menace au monde après les armes chimiques, bactériologiques et nucléaire, lire CHAKWI (M.), « Essai sur la notion de cybercriminalité », *IEHE*I, 2006, p. 2 disponible sur www.iehel.com, consulté le 2juin 2025, MITONGO KOLONJI (T.G.), « Notion de cybercriminalité : praxis d'une pénalisation de la délinquance électronique en droit pénal congolais », disponible sur www.tgk.certerblog.net, p. 2.

[5] SAUVE (J.M.), « La protection des droits fondamentaux à l'ère du numérique », 2017, disponible sur Google : www.conseil-etat.fr, consulté le 7 décembre 2024.

[6] GUILLAUME (F.) et MAHON (P.), *Le droit à l'intégrité numérique Réelle innovation ou simple évolution du droit, Helbing Lichtenhahn*, 2021, p. 12.

[7]Cependant doit-on se demander si on peut réellement parler d'un espace numérique différent de l'espace physique. S'il faut se fier au fait que l'être humain ne peut se téléporter dans l'espace numérique, on dirait non ; puisque même si ce dernier y navigue, il garde ses pieds sur terre : l'espace physique. Ceci peut donc amener à dire qu'une éventuelle atteinte à la personne d'un individu ou à ses biens serait sans doute ressentie par l'individu dans l'espace physique et non dans l'espace numérique, lire la participation de ROCHEL (J.), « l'intégrité physique dans la constitution : entre liberté et technologies numérique », in FLORENCE GUILLAUME et MAHON (P.), *Le droit à l'intégrité numérique Réelle innovation ou simple évolution du droit ?* , Faculté de droit de l'Université de Neuchâtel, *Helbing Lichtenhaln,* 2021, www.helbing.ch www.unine.ch/droit, pp 13 et suivants.

d'encadrer[8] les usages du numérique et d'assurer la protection[9] des prérogatives des internautes en la matière. La présente analyse se propose, ainsi, d'examiner le niveau de protection des droits fondamentaux dans l'espace numérique exercé par le droit Camerounais. Pour y arriver, étayons tour à tour les concepts et expressions clés de notre étude.

Le vocable ***« protection »*** désignant l'action de protéger, consiste à veiller sur quelqu'un de manière à ce qu'il ne lui arrive pas de mal, le préserver d'un risque, d'un danger qui pourrait le menacer[10], et au cas d'espèce, de veiller au respect de ses *« droits fondamentaux »*. L'appréhension de ces derniers, par contre, ne fait pas l'unanimité dans la doctrine juridique. Mais, en général[11], les droits fondamentaux désignent les garanties inscrites dans la constitution[12], différents des droits humains[13] qui sont consacrés à l'échelon supranational, principalement dans les conventions internationales[14]. Dans l'espace numérique, les principaux droits fondamentaux à protéger sont notamment le droit à l'image, à la vie privée incluant les

[8] TRUDEL (P.), soulignait d'ailleurs à ce propos que *« l'époque des visions Idylliques d'un cyberespace échappant aux lois des pays est maintenant révolu »* in « La responsabilité civile sur Internet selon la loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information et de la communication », *Centre de recherche en droit public faculté de droit université de Montrea*l, 2001, p. 3.

[9] Puisque l'être humain ne peut se défendre tout seul devant ses semblables et face à la nature, Kenneth MINOGUE restitue sa faiblesse par ces : « créature extrêmement vulnérables, les êtres humains ont besoin d'une certaine protection. L'escargot est protégé par sa coquille, le caméléon par son mimétisme, le lion est fort et rapide, mais l'Homme, lui est lent et fragile », c'est pourquoi il faut le protéger, lire MINOGUE (K.), « L'histoire de la notion des droits de l'homme », in *Anthologie des droits de l'homme,* NewYork, éd. Nouveaux Horizons, 1989, p. 7, cité par MBANDJI MBENA (E.), in *les droits fondamentaux de l'enfant en droit camerounais*, Thèse, Université de Toulouse 1 Capitole en cotutelle internationale avec l'Université de Douala, 2013, p. 2.

[10] AUZOU (P.) (dir.), *Dictionnaire encyclopédique AUZOU*, édition Auzou, Paris 2012, P.1633.

[11] Pour Geral CORNU, le droit fondamental est une *« norme juridique pouvant être énoncée dans une constitution ou un traité international (…) considérée comme intransgressible par une juridiction constitutionnelle[11] »*. Pour Paul Geral POUGOUE, les droits fondamentaux désignent *« les droits et libertés constitutionnellement protégés »* ou alors *« ceux exprimés ou garantis par les normes supérieures d'un ordre juridique donné ou qui sont essentiels à l'existence et au contenu d'autres droits de l'ordre juridique »[11]*.

[12] PICARD (E.), in « L'émergence des droits fondamentaux en France » (AJDA), N° spécial, juillet 1998, pp. 6-20 a pu remarquer que plusieurs travaux des chercheurs ont contribué à préciser le débat en clarifiant les difficultés que comporte cette notion de droit fondamental. Ainsi en s'impliquant dans un mouvement moderne de l'expression d'origine allemande des « droits fondamentaux » Grundrechte, il fait donc remarquer que la première difficulté réside dans le risque de banalisation, ce qui oblige donc à établir une discrimination faisant apparaitre la notion *« fondamentalité »* des droits ainsi consacrés, qui nécessite donc de mêler les aspects substantiels et formels, lire PELISSIER (P.), *op.cit*.

[13] En effet, dans une cogitation inédite, le Doyen Dominique BREILLAT reconnaît que la simple évocation du concept des droits fondamentaux traduit l'idée d'une hiérarchie, ce qui signifie qu'il y a d'abord des droits, parmi eux, certains sont fondamentaux et d'autres pas, mais au sujet de l'origine du caractère fondamental, il bute sur la lancinante polémique entre les sources et le régime juridique, BREILLAT(D.*), Libertés publiques et les droits de la personne humaine*, Paris, édition GUALINO, 2003, p.25, à sa suite, Mireille DELMAS-MARTY parle de l'incertitude de la notion de droits fondamentaux et de difficile possibilité de leurs énumération, DELMAS-MARTY (M.), « Introduction », *Libertés et droits fondamentaux, idem*, p. 10 ; DIME LI NLEP (Z. P.), *La garantie des droits fondamentaux au Cameroun,* Mémoire de DEA, Université d'Abomey Calavi, 2004, http://www.memoireonline.com/03/07/396/la-garantie-des-droits-fondamentaux-au-cameroun.html , consulté le 1/12/2012, p. 3 et 11, cités par MBANDJI MBENA (E.), *op.cit., p.* 8.

[14] KIENER, KALIN et WYTTENBACH, GRUNDRECHTE, 2018, chap.1, ch. marg. 26, cité par GHIELMINI (S.), in. *Droits fondamentaux et droits humains à l'ère du numérique*, buch & netz, CSDH, 2021, p. 31.

informations personnelles, la sécurité des données, les actifs numériques ou le droit de propriété intellectuelle ainsi que la disponibilité des comptes et services, et l'identité numérique voire la réputation en ligne. Les droits de la personnalité[15] sont en effet, les droits des internautes les plus attaquables sur la toile.

Synonyme du concept cyberespace[16], *« l'espace numérique",* quant à lui, peut être entendu comme un ensemble de données, d'outils et services numériques intégrés ou connectés qu'une institution ou organisation met à la disposition de ses usagers[17]. Il permet ainsi des échanges entre producteurs, créateurs de contenus et spécialistes du marketing et leurs publics cibles en offrant la possibilité d'agir, de se connecter ou de parler de manière puissante et efficace. Il s'agit d'un nouvel espace public qui peut être occupé par des identités privées, numériques et variables aux contenus numériques versatiles au gré des nécessités[18]. C'est pourquoi il est considéré par la doctrine[19] comme le lieu de réalisation de toutes les formes de liberté. De toutes les façons, c'est ici plus qu'ailleurs que les conditions de commission des actes dommageables semblent plus aisées[20]. Avec acuité, se pose donc le souci de protéger les internautes. Car, il serait faux de croire que cette problématique est résolue. En effet, face aux dégâts générés par le monde virtuel, la doctrine s'est progressivement intéressée à la manière dont l'environnement numérique reconfigure les rapports entre Internet et la réalisation des droits fondamentaux. Cependant, la présente étude permet d'évaluer la cohérence, les lacunes et limites, voire le niveau d'effectivité et d'efficacité du régime camerounais de protection des droits fondamentaux dans le monde

---

[15] Entendus comme *« les droits inhérents à la personne humaine qui appartiennent de droit à toute personne physique (innés et inaliénables) pour la protection de ses intérêts primordiaux »,* CORNU (G.), *Vocabulaire juridique*, association Henri CAPITAN, *PUF,* 10ème édition, 2014, p. 758.

[16] Inventé par un auteur américain William GIBSON (dans le roman le Neuromancier), l'un des initiateurs du mouvement anarchiste « Cyberpunk » qui le définit comme l'univers dissimulé derrière les systèmes informatiques, les téléphones et les terminaux. Le terme a été repris et appliqué à Internet par John Perry BARLOW, libertaire convaincu co-fondateur du l'Electronic Frontier Fondation (EFF), lire THOUMYRE (L.), « Responsabilité sur le Web, une histoire de réglementation des réseaux numériques », *Lex Electronica*, vol.6, n°1, printemps 2000, p.24. Il est globalement constitué de trois couches : une couche matérielle, une couche logicielle et une couche sémantique ou informationnelle, chacune d'elles ayant des composantes bien précises, Lire à ce sujet la Conférence-débat sur le thème « Cyberespace, nouvel enjeu stratégique » du mardi 18 septembre 2012, IRIS, Paris, autour de François-Bernard Huyghe et Oliver Kempf, disponible sur www.iris-france.org/docs/html , consulté le 27 janvier 2026, il est également appelé « infosphère », lire NZOH SANGONG (J.), « La preuve du cybercrime, les victime à la traversé d'un labyrinthe », *IMJST*, vol 6, 2021, p. 1.

[17] MARE (A.), « Espace numériques, droits et responsabilités vers un modèle de devoir de diligence en Afrique Australe », Fridrich Ebert Stiftung *fesmedia Africa*, 2023, p. 4, disponible sur Google : https://fesmedia-africa.fes.de/ .

[18] NZOH SANGONG (J.), *op.cit.*

[19] THOUMIRE (L.), « Responsabilité sur le web : une histoire de réglementation des réseaux numériques », Lex Electronica, vol.6, n°1 printemps, 2000, p.1.

[20] MMAN (R.), *La politique criminelle camerounaise de lutte contre la cybercriminalité*, Thèse, Université de Ngaoundéré, 2020, p. 344.

virtuel. Ainsi, l'on se demande : le droit camerounais assure-t-il suffisamment la protection des droits fondamentaux face aux mutations induites dans l'espace numérique ? Dans l'ensemble, face à la puissante montée de la cybercriminalité, la protection des droits fondamentaux en ligne en droit camerounais reste à parfaire. C'est pourquoi il est primordial de reconnaitre l'effort de protection entrepris par le législateur camerounais (I) avant de relever ses lacunes et perfectibilité (II).

I- UN EFFORT DE PROTECTION DES DROITS FONDAMENTAUX DANS L'ESPACE NUMERIQUE EN DROIT CAMEROUNAIS

Dans un contexte où les données numériques sont devenues un enjeu majeur de liberté individuelle et de sécurité, le législateur camerounais ainsi que les pouvoirs publics, en s'inspirant des standards internationaux [21], et des instruments classiques[22] de protection des droits et libertés fondamentales adaptés au numérique, manifestent leurs volontés de protéger les droits fondamentaux non seulement à travers les textes (A.), mais aussi à travers les organes institutionnels du pays (B).

A- L'effort normatif garantissant les droits fondamentaux en ligne

Le législateur camerounais n'a pas attendu la révolution des TIC[23] pour protéger les droits fondamentaux [24] . Cependant, même si certaines mesures de protection pouvaient s'appliquer dans la sphère numérique, d'autres par contre se sont avérées inadaptées aux réalités de la toile. C'est pourquoi le législateur a vu l'importance d'apporter d'autres éléments. Ainsi, le droit positif camerounais, fortement marqué de l'empreinte des textes communautaires de la communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale portant réglementations des communications électroniques[25], renferme des règles visant directement ou indirectement la protection des droits fondamentaux des internautes dans l'espace numérique. Lesquelles règles se déclinent en mesures

[21] C'est le cas de la convention de Budapest sur la cybercriminalité, les résolutions des Nations Unies sur les droits de l'homme sur Internet, la convention de Malabo sur la cybercriminalité et la protection des données personnelles…

[22] Même si on peut affirmer que les instruments contraignants internationaux qui proclament, consacrent et garantissent des droits fondamentaux, sont applicable à Internet et sur Internet, lire TAXIL (B.), in « Internet et l'exercice des droits fondamentaux », *SFDI*, 2014, p. 87.

[23] Technologies de l'information et de la communication

[24] Dès le préambule de la constitution camerounaise, il est mentionné que *« le peuple camerounais proclame que l'être humain, sans distinction et sans discrimination de race, de religion, de sexe, de croyance possède des droits inaliénables et sacrés ; affirme son attachement aux libertés fondamentales inscrites dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Charte des Nations Unies, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et toutes les conventions y relatives et dûment ratifiées… ».*

[25] Il s'agit notamment de la directive n°07/O8-UEAC-133-CM-18 fixant le cadre juridique de la protection des droits des utilisateurs de réseaux et de services de communications électroniques et de la directive n°09/08-UEAC-133-CM-18 harmonisant les régimes juridiques des activités électroniques des Etats membres de la CEMAC.

de consécration des droits fondamentaux (1) d'une part, et d'autre part, en mesures de répression en cas de violation desdits droits (2).

1- La consécration des droits fondamentaux dans l'espace numérique

Il est évident que tous les spécialistes du droit s'accordent[26] sur le fait qu'aucune lutte efficace contre la cybercriminalité ne peut se faire sans une place primordiale accordée à la prévention[27]. Avec l'avènement du numérique, pour ne pas parler de vide juridique voire de « no man's land » juridique[28], il s'est avéré judicieux que chaque Etat[29] puisse prendre des mesures nécessaires pour l'encadrer. C'est dans cette logique que dès 1990, le Cameroun[30] commença à vouloir créer un cadre juridique régulant les télécommunications et l'évolution du numérique et technologique, chose qui s'est matérialisée par la promulgation de la loi n°98/014 du 14 juillet 1998 régissant les Télécommunications au Cameroun complétée et modifiée par la loi n°2005/013 du 9 décembre 2005. Cette réforme montrera très rapidement ses faiblesses. C'est pourquoi le législateur optera pour une nouvelle réforme à partir de 2010 ; dont une série de lois[31] en la matière fut promulguée. C'est ainsi que la loi n°2010/012 du 21 décembre 2010 relative à la cybersécurité et la cybercriminalité, consacre des dispositions visant à protéger les citoyens camerounais dans la sphère numérique. Dès le premier article, il est disposé que cette loi, *« Vise notamment à […] protéger les droits fondamentaux des personnes physiques, notamment le droit à la dignité humaine, à l'honneur et au respect de la vie privée, ainsi que les intérêts légitimes des personnes morales ».* Bien plus, la promulgation de cette loi mentionne expressément que toute personne a le droit de bénéficier des services de communications électroniques, et établit un Fonds d'accès au service universel, visant l'égalité et un accès abordable aux services.

---

[26] MMAN (R.), *La politique criminelle camerounaise de lutte contre la cybercriminalité, op. cit.*, p. 40.

[27] Entendu comme *« L'ensemble des mesures et institutions destinées à empêcher ou au moins à limiter la réalisation d'un risque, la production d'un dommage, l'accomplissement d'actes nuisibles etc…, en s'efforçant d'en supprimer les causes et les moyens »,* CORNU (G.), *Vocabulaire Juridique,* PUF, 10ème édition, 2014, p. 800.

[28] Interview de l'auteur au quotidien national Cameroun Tribune n°8923 du 30 août 2007-Dossier spécial TIC et Télécommunications, cité par : ISSOWA IYONI (S.*),* in *Le droit des réseaux et services de communications électroniques au Cameroun Dérèglement, régimes juridiques, stratégie du numérique 2020-2030, infractions et contentieux*, l'Harmattan, 2023, p. 20.

[29] Le plan d'action du Sommeil Mondial sur la Société de l'Information (SOMSI) encourageait les Etats membres à tirer le meilleur parti des avantages socio-économiques et environnementaux qu'offre la société de l'information, en créant *« … un cadre juridique, réglementaire et politique fiable, transparent et non discriminatoire ». Confert* ISSOWA IYONI*, ibid.*

[30] Connecté à Internet depuis 1997, voir[30] NDONGMO (C.), « Etat des libertés sur Internet au Cameroun 2019, Cartographie des tendances en matière de contrôle de l'internet par les pouvoirs publics 1999-2019 », *CIPESA*, p. 3.

[31] La loi n°2010/012 du 21 décembre 2010, relative à la cybersécurité et à la cybercriminalité, la loi n°2010/013 du 21 décembre 2010, régissant les communications électroniques, modifiée et complétée par la loi n°2015/006 du 20 avril 2015, la loi n°2010/021 du 21 décembre 2010 régissant le commerce électronique, la loi-cadre n°2011/012 du 6 mai 2011 portant protection du consommateur au Cameroun, la loi n° 2015/007 du 20 avril 2015 régissant l'activité audiovisuelle au Cameroun.

Par la suite, le 24 décembre 2019, le Cameroun a promulgué la loi modifiant l'article 241 du Code pénal ; cet amendement relatif à la lutte contre le discours de haine et le tribalisme au Cameroun, incluant désormais le délit *d'« Outrage à une tribu ou à une ethnie ».* Le ministre de la Justice, Laurent Esso, avait justifié le projet de loi disant que la montée du tribalisme dans l'espace public, en particulier au niveau des réseaux sociaux, pourrait compromettre la sécurité, la cohésion sociale et la vie d'ensemble.

Toujours dans la quête de la protection des droits fondamentaux en ligne, après les affaires Malika Bayemi c. Martin Camus Mimb et Wilfried Eteki en 2021 et de l'influenceuse Brigitte Christelle Biloa Atangana en 2022, vu l'inquiétude suscitée dans les cœurs des parents de voir leurs progénitures exposées dans le cyberespace ainsi que le trouble de l'ordre public, le Cameroun a pu légiférer sur la protection des enfants en ligne, une loi qui contient des mesures aussi préventives que répressives : c'est la loi n°2023/009 du 25 juillet 2023 portant charte de protection des enfants en ligne au Cameroun. L'adoption de cette loi s'inscrit en droite ligne avec les recommandations de la Convention de Budapest sur la cybercriminalité qui exhorte les États parties[32] à définir dans leurs lois internes des comportements répréhensibles contre les droits des enfants en ligne, notamment la pornographie enfantine et la pédophilie.

Naguère en 2024, la loi n° 2024/017 du 23 décembre 2024 relative à la protection des données à caractères personnels, loi qui vise à garantir les droits et les libertés fondamentaux des personnes en matière de traitement de leurs données personnelles est promulguée. Cette garantie se matérialise donc par la consécration de certains droits aux internautes ainsi que la définition des obligations auxquelles doivent répondre le responsable du traitement des données et le sous-traitant assujettis. Les principaux droits en matière des données personnelles selon la doctrine et la législation[33] se ramènent en effet aux droits à l'information, à l'opposition, d'accès et de rectification. A l'ère où les données à caractère personnel sont devenues stratégiques, l'article premier de ce dispositif législatif précise que ce traitement leur est réservé quel que soit leurs natures, leurs modes d'exécution ou les responsables, l'objectif étant d'instaurer la confiance dans l'écosystème numérique[34].

---

[32] Le Cameroun a adopté la convention de Budapest sur la cybercriminalité le 15 décembre 2023.

[33] GAORANG WANGKARI WAIROU, « Internet et la protection du droit à la vie privée au Cameroun », *Revue de droit international et de droit comparé,* 2022, n°4, p. 696.

[34] GAORANG WANGKARI WAIROU souligne à ce propos que *« la confiance dans l'écosystème numérique constitue un élément essentiel pour le développement de l'économie numérique en ce qu'elle peut stimuler l'innovation locale et attirer les investisseurs »*, in « Le nouveau cadre de protection des données à caractère personnel au Cameroun : une avancée certaine à l'avenir incertaine », *Revue de l'association française des docteurs en droit*, 2025, p. 37.

Au-delà des mécanismes préventifs destinés à éviter les atteintes aux droits fondamentaux dans l'espace numériques, le droit camerounais a également prévu des mesures répressives destinées à sanctionner les comportements portant atteinte à ces droits.

2- La répression des atteintes aux droits fondamentaux dans l'espace numérique

Une panoplie de mesures de répression des atteintes aux droits fondamentaux des internautes dans l'espace numérique est consacrée par l'arsenal juridique camerounais. En effet, le droit camerounais réprime non seulement les atteintes aux valeurs fondamentales de la personne mais également les atteintes à ses intérêts économiques. Ainsi, la violation des droits fondamentaux dans l'espace numérique entraîne des sanctions administratives, civiles et pénales.

Des sanctions administratives sont encourues lorsque les responsables chargés de la protection des droits fondamentaux dans l'espace numérique violent leurs devoirs. A titre illustratif, lorsque l'autorité de certification ne respecte pas les obligations auxquelles elle est assujettie, l'Agence peut, après avoir mis sa structure en demeure de présenter ses observations, prononcer l'interdiction de mise en circulation du moyen de cryptographie concerné[35]. Dans le même sens, lorsque l'autorité en charge de protection des données à caractère personnel constate le non-respect des obligations mises à la charge du responsable du traitement, elle peut mettre en demeure celui-ci de s'y conformer dans un délai de 10 jours, passé ce délai, l'autorité peut prononcer la suspension du responsable du traitement, ou le retrait de son autorisation ou l'interdiction d'exercer tout traitement de données à caractère personnel[36]. Ainsi, l'article 62 alinéa 1 de ladite loi précise qu'« *en cas d'atteintes aux droits mentionnés dans la présente loi, la personne concernée peut demander à la juridiction compétente, statuant suivant la procédure d'urgence, d'ordonner, le cas échéant, sous astreinte, toute mesure nécessaire à la sauvegarde de ces droits* ».

En ce qui concerne les sanctions civiles, le droit positif camerounais reste en droite ligne avec les articles 1382 et suivants du code civil. C'est dire que, comme en droit commun, il est permis à toute personne ayant subi une violation de ses droits fondamentaux de saisir la juridiction compétente pour obtenir la réparation du préjudice subi.

Pour ce qui est des sanctions pénales en fin, une panoplie de peines et d'amendes est consacrée par le législateur camerounais. Ainsi par exemple, les articles 61 et suivants de la loi numéro 2010/012 du 21 décembre 2010 relative à la cybersécurité et la cybercriminalité au

[35] Art 60 de la loi n°2010/O12 du 21 décembre 2010 relative à la cybersecurité et la cybercriminalité au Cameroun.
[36] Lire l'article 54 de la loi de 2024 /0017 du 23 décembre 2024 relative à la protection des données à caractère personnel au Cameroun.

Cameroun sont spécialement consacrés à la répression des atteintes aux droits des internautes. Il en va de même des articles 42 à 43 de la loi du 21 décembre régissant le commerce électronique au Cameroun. Plusieurs peines et amendes sont en effet prescrites par le législateur en la matière qu'on retrouve dans les lois impliquant le numérique. Toujours est-il que ces peines peuvent être encourues par les internautes et les intermédiaires du net.

Si malgré les mesures de préventions les internautes se retrouvent victimes de la cybercriminalité, ils ont en effet la possibilité de porter leurs actions devant les organes juridictionnels du pays.

B- L'effort institutionnel garantissant les droits fondamentaux en ligne

Plusieurs institutions étatiques interviennent dans la garantie de la protection des droits fondamentaux, voire le respect, la promotion et la défense des libertés fondamentales. Ces organes exercent des fonctions législatives, juridictionnelles, administratives ou consultatives afin d'encadrer l'action publique et de protéger les citoyens contre les atteintes à leurs droits dans l'espace numérique. Même s'il demeure vrai que le web nous a forcés à circonscrire voire redéfinir certaines de nos institutions lesquelles, devaient, et dans certains cas, doivent toujours s'adapter à de nouvelles problématiques[37], le pays dispose donc des organes spécialisés en la matière (1) et de ceux du droit commun adaptés au numérique (2)

1- L'intervention des organes de régulation et de contrôle

Les organes chargés de la régulation et du contrôle des droits fondamentaux dans l'espace numérique font référence à l'administration chargée de télécommunication [38] incluant principalement le Ministère des Postes et Télécommunication, chargé de la régulation et du contrôle des services de communication électronique, l'ANTIC[39] et l'ART[40].

Le Ministère des postes et télécommunication est donc responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique de sécurité des communications électroniques en tenant compte de l'évolution technologique et des priorités du gouvernement dans ce domaine[41]. Ainsi, il peut,

[37] VERMEY (N.W.), « La responsabilité civile des prestateurs de moteurs de recherches et des fournisseurs d'hyperliens en droit québécois », *Lex electronica*, vol.10, n°1, 2005, p. 1.

[38] Article 6 de la loi de 2010 relative à la cybersécurité et la cybercriminalité au Cameroun.

[39] C'est l'abréviation de l'Agence Nationale des Technologies de l'Information et de la Communication. C'est un établissement public camerounais chargé notamment de promouvoir les TIC, de réguler certains aspects de la cybercriminalité, de veiller à la sécurité des systèmes d'information et de participer à la régulation de l'Internet au Cameroun.

[40] C'est l'abréviation de l'Agence de Régulation des Télécommunications. C'est en effet un organisme public camerounais chargé de réguler le secteur des télécommunications et communications électroniques, notamment en assurant le respect des règles applicables aux opérateurs et à la protection des usagers.

[41]Art 6 de la loi N°2010/ O12 du 21 décembre 2010 relative à la cybersécurité et la cybercriminalité au Cameroun. A ce titre, l'administration chargée des télécommunications assure la promotion de la sécurité des réseaux de communications électroniques et des systèmes d'information ainsi que le suivi de l'évolution des questions liées à la

en cas de besoin ou à la demande du gouvernement, organiser un audit de la qualité des services offerts par les opérateurs de télécommunication[42].

Il est également apte à mettre en œuvre la politique du gouvernement de protection des droits fondamentaux en ligne. C'est le cas avec la mise sur pied du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) au Cameroun, pour la période allant de 2010 à 2020 , qui, parmi ses objectifs, il était également important de porter la densité fixe à 45% et la densité mobile à 65% , doter 40000 villages des outils de télécommunications modernes, de faire passer le débit de transfert des données à 3800 Mb/s en 2020, multiplier par 50 le nombre d'emplois directs et indirects ; ceci dans la logique de réduire dans la mesure du possible la fracture numérique en faisant passer l'indice d'accès numérique de 0,16 à 0,47 en 2035[43] .

Ainsi, en 2016, le paysage numérique du pays a été dynamisé par le lancement du Plan stratégique national des TIC pour 2020, qui a reconnu l'économie numérique comme moteur de développement. L'on enregistre par conséquent une augmentation des investissements dans les infrastructures de télécommunications et des TIC, notamment l'extension de la dorsale nationale de fibre optique à environ 12000 km, reliant 209 des 360 communes du pays et également la connexion aux pays voisins tels que le Tchad, le Gabon, la Guinée équatoriale, la République centrafricaine et le Nigéria et même l'extension du réseau panafricain des services en ligne[44]. Ceci s'est réalisé avec l'implication du ministère des Postes et Télécommunication. Aussi est-il impliqué dans le déploiement de l'infrastructure à clé publique[45] et l'extension du réseau WIMAX nécessaire pour la réalisation et la protection des droits fondamentaux en ligne.

Il est parfois assisté par d'autres ministères dans sa mission. Au Cameroun, tous les départements ministériels sont d'ailleurs dotés d'un site Internet permettant ainsi de garantir les droits fondamentaux des citoyens. A ce titre, dans un communiqué de presse publié le 04 juin 2025, le ministre camerounais de la femme et de la famille a annoncé la fermeture d'un site internet

sécurité et aux activités de certification, coordonne sur le plan national les activités concourant à la sécurisation et à la protection des réseaux de communications électroniques et des systèmes d'information , veille à la mise en place d'un cadre adéquat pour la sécurité des communications électroniques, arrête la listes des autorités de certification et assure la représentation du Cameroun aux instances internationales chargées des activités liées à la sécurisation et à la protection des réseaux de communication électroniques et des systèmes d'information.

[42] Rapport du ministère de la justice sur l'état des droits de l'homme au Cameroun, p. 67.

[43] DSCE, p. 6.

[44] CISPESA , « Etat des libertés au Cameroun 2019, Cartographie des tendances en matière de contrôle de l'Internet par les pouvoirs publics, 1999-2019, 2020, p.7, disponible sur Google, consulté le 24 septembre 2025.

[45] Clé servant au chiffrement d'un message dans un système asymétrique et donc librement diffusée différente de la clé privée, utilisée dans les mécanismes de chiffrement asymétrique (ou chiffrement à clé publique), qui appartient à une entité et qui doit être secrète, et de la clé sécrète, clé connue de l'émetteur et du destinataire servant de chiffrement et de déchiffrement des messages et utilisant le mécanisme de chiffrement symétrique, Art 4 de la loi n° 2010/012 du 21 décembre 2010 relative à la cybersécurité et la cybercriminalité.

dénommé «JEDOLO»[46] indexé pour des pratiques de pornographie et de proxénétisme sur des jeunes filles mineures. C'est également le cas de la Douane notamment qui avait adopté le système électronique de traçabilité des transactions effectuées appelé SYDONIA lié à son site, qui a migré aujourd'hui vers un nouveau système beaucoup plus moderne et entièrement numérisé baptisé CAMCIS[47] ; du ministère du commerce avec le « e-Guce » ou le Guichet Unique des Opérations du Commerce extérieur lié à son site internet également [48] ; également de l'AIGLE[49] qui a fusionné les anciens systèmes SIGIPES[50] et ANTILLOPE[51] éliminant les problèmes qui existaient entre le MINFOPRA et le MINFI.

Dans le même sillage, le ministre camerounais de la Justice, Garde des Sceaux, Laurent ESSO, dans son rapport sur l'état des droits de l'homme en 2017, salue l'effort de l'Etat qui met l'accent sur l'augmentation des fibres optiques, qui, selon lui, a permis la familiarisation de la population rurale aux outils informatiques et réduit la facture numérique.[52]

D'autres organes sont également chargés d'assurer la protection des droits fondamentaux dans l'espace numérique. C'est le cas de l'Agence Nationale des Technologies de l'Information et de la Communication (ANTIC), instituée par la loi régissant les communications électroniques au Cameroun, habilitée à réguler les activités de sécurité électronique en collaboration avec l'Agence de Régulation des Télécommunications (ART). Elle a entre autres missions celle d'assurer la veille technologique et d'émettre des alertes et recommandations en matière de sécurité des réseaux et de communication électroniques, et de certification, de participer aux activités de recherche, de formation et d'études afférentes à la sécurité des systèmes d'information et de certification, d'assurer la surveillance, la détection et l'information aux risques informatiques et cybercriminels. En assurant ces missions, elle protège par ricochet certains droits fondamentaux pouvant se réaliser dans la sphère virtuelle. En clair, elle assure pour le compte de l'Etat, la régulation, le contrôle et le suivi des activités liées à la sécurité des systèmes d'information et des réseaux de communications électronique[53].

[46] V. Le communiqué Radio-Presse n°0000052 daté du 04 juin 2025 du Ministre de la Femme et de la Famille du Cameroun à propos du sit web «cm.jedolo.cm».
[47] Cameroon Customs Information Système
[48] MMAN (R.) *op.cit*, p. 6.
[49]Application Informatique de Gestion Logique des Effectif et de la Solde.
[50] Système Informatique de Gestion Intégré des Personnels de l'Etat et de la solde, lié au site Internet du Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative
[51] Application nationale pour le traitement informatique et logistique du personnel de l'Etat
[52] Rapport du ministre de la justice sur l'état des droits de l'homme au Cameroun en 2017, *op. cit*.
[53] Article 7 al 2 de la loi de 2010 relative à la cybersécurité et la cybercriminalité au Cameroun.

L'ART quant à elle, instituée par la loi n° 2010 régissant les communications électroniques au Cameroun, est chargée d'assurer pour le compte de l'Etat, la régulation, le contrôle et le suivi des activités des opérateurs et des exploitants du secteur des communications électroniques et des technologies de l'information[54].

La commission Nationale des Droits de l'Homme et des libertés (CNDHL), créée en 2004 et ayant pour mission générale la protection et la promotion des droits de l'homme, qui incluent les aspects liés à la vie privée, participe en même temps à la protection des droits fondamentaux en ligne en enquêtant sur les violations, en conseillant le gouvernement et en promouvant la sensibilisation aux droits de l'homme. Ses fonctions renferment à ce titre l'étude des situations problématiques et la formulation de recommandations pour assurer la mise en œuvre effective des droits humains sur Internet.

L'on note également l'implication de l'Observatoire des Droits de l'Homme et des Libertés (ODHL), un organisme qui, de manière indépendante, surveille et promeut les droits de l'homme, y compris les droits fondamentaux.

Si malgré ces efforts les victimes des contenus illicites ne sont toujours pas satisfaites, elles peuvent se plaindre devant les juridictions de droit commun pour obtenir la protection de leurs droits fondamentaux en ligne.

2- L'apport des organes juridictionnels du droit commun

Les organes juridictionnels de protection des droits fondamentaux en ligne incluent aussi la Cour suprême, le Conseil constitutionnel, les cours d'appel et les tribunaux de grande instance. Assurant les mêmes attributions que celles de la sphère analogue, ces juridictions sont compétentes non seulement pour protéger les droits fondamentaux en ligne, mais également pour contester des décisions administratives ou des lois qui portent atteinte à ces droits. D'ailleurs, l'article 8 de la Déclaration Universelle des Droits de l'homme du 10 décembre 1948 dispose à cet égard que *« Toute personne a droit à un recours effectif devant les juridictions nationales compétentes contre les actes violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus par la constitution ou par la loi »*. Bien plus, la loi camerounaise de 2010 relative à la cybersécurité et cybercriminalité dispose expressément que les juges peuvent prendre les mesures conservatoires, notamment le séquestre et la saisie pour empêcher ou faire cesser une atteinte à la vie privée[55]. Ils sont également habilités à donner commission rogatoire tant nationale qu'internationale, à toute personne morale ou physique pour rechercher les éléments constitutifs des infractions de cybercriminalité, dont au

[54] Article 36 de la loi n°2010/013 du 21 décembre 2010 régissant les communications électroniques au Cameroun.
[55] Article 41 de ladite loi.

moins l'un des éléments constitutifs a été commis sur le territoire camerounais ou dont l'un des acteurs ou complices se trouve sur le territoire camerounais.

En clair, ces organes juridictionnels travaillent ensemble[56] pour protéger les prérogatives numériques, notamment : la liberté d'expression et d'information, la protection des données personnelles et de la vie privée, l'accès à l'information et aux services en ligne et la protection contre la cybercriminalité et les contenus illicites de tout genre. Cependant, penser qu'ils assurent une protection satisfaisante des droits fondamentaux en ligne reviendrait tout simplement à ignorer les lacunes perfectibles remarquables.

II- LA PERFECTIBILITE DE LA PROTECTION DES DROITS FONDAMENTAUX EN LIGNE EN DROIT CAMEROUNAIS

Avant d'apporter des pistes d'amélioration de la protection des droits fondamentaux en ligne envisageables au législateur camerounais (2), relevons d'abord les lacunes actuelles (1) du régime juridique camerounais en matière numérique.

A- Les limites de la protection des droits fondamentaux dans l'espace numérique

A côté de l'effort fourni par le droit camerounais pour encadrer les droits fondamentaux dans l'espace numérique, un certain nombre de failles reste perceptible. Déjà, l'absence d'un régime véritablement approprié en la matière (1) constatable, fragilise de la mise en œuvre de cette protection (2).

1- L'insuffisance du régime juridique camerounais de protection des droits fondamentaux en ligne

Les mesures de protection des droits fondamentaux des internautes émanent en effet, de plusieurs textes : certains d'origine internationale et communautaire, d'autres d'origine nationale. Ces règles étant donc éparpillées dans plusieurs lois et règlements, peuvent brouiller la piste d'un régime juridique efficace de protection des droits fondamentaux en ligne, car elles peuvent entraîner des incohérences, des chevauchements voire des conflits de lois. Bien plus, certaines problématiques virtuelles restent non encadrées par l'arsenal juridique mis en place. C'est le cas de l'encadrement juridique de l'Intelligence Artificielle qui peine à trouver son chemin au Cameroun, pourtant son utilisation dans l'espace numérique est autant offensive qu'utile.

Encore est-il qu'il existe une faille de protection à travers les compétences attribuées aux organes régulateurs. En effet, les bases juridiques régissant l'ANTIC et l'ART ne leur donnent pas réellement compétence pour connaitre certaines questions touchant les droits fondamentaux en

[56] Article 52 et suivants de la loi du 21 décembre 2010 relative à la cybersécurité et la cybercriminalité au Cameroun.

lignes[57]. Tant il est vrai que les juridictions de droits communs peuvent connaitre les questions numériques, elles sont limitées également par les techniques utilisées par les délinquants. D'ailleurs, même si le législateur s'est donné pour tâche d'élaborer des mesures préventives, une bonne partie de la société doute de l'efficacité de ces mesures[58]. Puis que malgré tout, l'on remarque toujours une certaine résistance des internautes, de la précarité dans laquelle se trouvent certaines entreprises qui développent ou proposent de nouveaux produits et services technologiques. A cela, s'ajoute l'évolution permanente du numérique qui engendre de nouvelles formes d'atteinte aux droits fondamentaux, avec les délinquants qui développent chaque jour de nouvelles techniques préjudiciables, de nouvelles formes d'attaques qui ne sont pas toujours prévues par les textes. En réalité, les innovations technologiques évoluent souvent plus vite, elles créent rapidement un décalage entre l'apparition de nouveaux risques numériques et l'adaptation des mécanismes juridiques de protection des utilisateurs d'Internet.

Toutes ces failles fragilisent ainsi la mise en œuvre de la protection des droits fondamentaux dans l'espace numérique.

2- La fragilisation de l'effectivite de la protection des droits fondamentaux en ligne

Nonobstant l'effort consenti par le droit positif camerounais de pouvoir garantir la protection des droits fondamentaux des internautes, cette protection est malheureusement fragilisée en pratique.

Déjà, l'on note l'ingérence même du gouvernement dans la restriction des droits fondamentaux dans l'espace numérique. En effet, les enjeux de sécurité et de gouvernance envisagés par les pouvoirs publics camerounais les poussent de plus en plus, dans leurs recherches de réglementation des communications électroniques, à mettre en danger les droits fondamentaux des internautes. L'on remarque des mesures de coupure d'internet enregistrées[59] qui peuvent empiéter les droits économiques des camerounais. Puisque des milliers d'internautes vivent aujourd'hui grâce aux activités menées à travers l'utilisation de l'Internet. De telles coupures paralysent non seulement les activités parasites, mais également empêchent les citoyens *lambda* de manifester librement leurs pensées et opinions sur les réseaux. En fait, les perturbations du

[57] En effet, les lois de 2010 relative à la cybersécurité et cybercriminalité au Cameroun et celle régulant les communications électroniques au Cameroun ne leur confèrent pas directement une compétence matérielle de statuer sur les questions liées aux dommages causés en ligne, mais les dotent du pouvoir de sécurité et contrôle des activités se déroulant dans l'espace numérique.

[58] GAORANG WANGKARI WAIROU, « Regard sur la loi n°2023/009 du 25 juillet 2023 portant charte de protection des enfants en ligne au Cameroun » *Revue des Droits de l'Homme,* 2023, p. 3.

[59] Même si l'objectif visé par le gouvernement est d'empêcher la multiplication des messages de haine et l'incitation à la violence. Lire le Rapport du ministre de la justice sur l'état des droits de l'homme au Cameroun en 2017, p. 72.

réseau, telles que le blocage des SMS, le blocage des médias sociaux et la coupure d'internet, sont apparues comme une pratique majeure à laquelle divers gouvernements africains ont fait recours pour violer les droits numériques et ces perturbations visent principalement à couper les communications et à freiner l'accès des citoyens aux informations, limitant ainsi ce que ces derniers peuvent voir et faire en ligne [60].

En plus s'ajoutent les coûts exorbitants des données. D'après la loi camerounaise régissant les communications électroniques, il est dit que toute personne […] a le droit de bénéficier des services de communication électroniques. Cette même loi établit un Fonds d'accès au service universel, visant l'égalité et un accès abordable aux services. Cependant, malgré la mise en place de cette loi, l'accès à l'internet reste un défi au Cameroun, surtout dans les communautés rurales et pauvres.

Bien plus, les utilisateurs continuent à faire face à la lenteur des connexions et aux coûts élevés dans les cybercafés, car le Cameroun dispose d'un des tarifs de bande passante les plus élevés d'Afrique occidentale et centrale.[61] La persistance des coûts exorbitants des données fragilise donc la jouissance effective des droits fondamentaux en lignes. Par ailleurs, elle cause plutôt des risques nouveaux ou accrus pour certains droits fondamentaux , notamment les fractures numériques[62] qui désignent les différences dans l'accès et les chances créées par les technologies numériques. Ces fractures exacerbées par les facteurs sociaux tels que la classe sociale, le genre ou la race, amplifient les divisions du monde analogue téléportées dans la sphère numérique, et pourtant, le droit est censé prôner l'égalité de tous.

Toutes ces lacunes résultent en fait, de la dégradation de la qualité des services offerts chez tous les opérateurs, et, dans la plupart des cas, proviennent de l'insuffisance des investissements par rapport à l'accroissement du nombre d'abonnés au niveau du réglage des équipements et un dimensionnement des réseaux non optimisé[63].

L'une des difficultés liées à la protection des droits fondamentaux dans l'espace numérique relève également de l'application même des règles élaborées par le législateur en la matière par les organes juridictionnels. En effet, l'internaute ayant subi un préjudice sur la toile, en voulant revendiquer ses droits peut faire face à certaines pratiques techniques qui lui brouilleront la piste

[60] CIPESA, « Etat des libertés au Cameroun 2019, Cartographie des tendances en matière de contrôle de l'Internet par les pouvoirs publics, 1999-2019, 2020, op.cit., p. 12.
[61] NDONGMO (C.), *op.cit.*
[62] Conseil œcuménique des Eglise, La justice numérique Guide d'étude et d'action, www.waccglobal.org, disponible sur Google, consulté le 24 avril 2025.
[63] Rapport du ministre de la justice sur l'état des droits de l'homme au Cameroun en 2017, p.68.

d'obtenir réparation. A cet effet, la compétence juridictionnelle camerounaise s'incline parfois devant les techniques telles que l'anonymat, le traçage des délinquants, la localisation du délit… Ainsi, face à l'épineux problème de la preuve électronique, ainsi qu'aux complexifications procédurales découlant du caractère international de l'Internet, les victimes de la cybercriminalité peuvent ne pas obtenir réparation de leurs droits lésés. C'est pourquoi, il demeure important de présenter d'autres pistes de règlement de litiges impliquant l'utilisation des outils numériques.

B- Vers une protection efficace des droits fondamentaux dans l'espace numerique : repenser le regime juridique de l'usage des outils numeriques

Une protection effective et efficace passerait par le renforcement du régime juridique actuel de protection des droits fondamentaux en ligne, tant le sur plan national (1) que sur le plan international (2).

1- Sur le plan national

Il serait important de définir un cadre juridique adapté à la protection des droits fondamentaux, en d'autres termes, renforcer[64] la législation en la matière, une législation qui pourra permettre de lutter contre les cas d'utilisation malveillante d'internet susceptibles de causer préjudice aux individus. Ceci en fixant avec précision la responsabilité des différents acteurs intervenant dans l'espace numérique, et en établissant des mécanismes de recours efficaces pour les victimes de la cybercriminalité. Cependant, il est d'une importance capitale de marteler que le législateur devrait *« d'une part, tenir compte en permanence des évolutions d'Internet et, d'autre part, contrôler l'efficacité des dispositions législatives en vigueur, mission d'autant plus importante que les technologies réseau évoluent rapidement*[65] *».*

Il se pose également la nécessité de renforcer la formation du personnel de justice spécialisé dans la cybercriminalité pour que la mise en œuvre de ces connaissances soit effective et efficace. L'Etat devrait, du coup, mobiliser et allouer des ressources financières et humaines importantes pour permettre le déploiement effectif de l'ensemble des activités et programmes de prévention sur l'ensemble du terroir national. Et pourquoi pas avoir un programme d'enseignement académique et même professionnel sur le droit du numérique au Cameroun ? Ainsi faudra-t-il

[64] Il est bel et bien connu que des politiques d'entraide sont déjà évoquées dans certains instruments juridiques (c'est le cas de la convention de Budapest sur la cybercriminalité qui, dès son préambule, fait montre de la nécessité de mener, en priorité, une politique pénale commune destinée à protéger la société de la cybercriminalité dans le cyberespace, notamment par l'adoption d'une législation appropriée et l'amélioration de la coopération internationale, le titre IV de la loi camerounaise n° 2010/012 du 21 décembre relative à la cybersécurité et cybercriminalité au Cameroun est également consacré à la coopération et de l'entraide judiciaire internationale…)), elles ne souffrent dans leurs mises en œuvres.

[65] Confert MMAN (R.), *op. cit.,* p. 44.

sensibiliser et éduquer non seulement les acteurs de l'espace numérique, précisément à ce titre les fournisseurs de services et les utilisateurs par rapport aux droits fondamentaux et à leurs mesures de protection dans l'espace numérique, mais également l'ensemble des internautes.

Bien plus, il serait nécessaire que l'Etat réorganise l'arbitrage en matière de cybercriminalité. Puisque les arbitres OHADA compétents pour connaitre les litiges commerciaux et civils ne peuvent statuer sur les affaires pénales et ne maitrisent pas toutes les questions numériques. Il serait aussi louable qu'il soit créé une chambre arbitrale spécialisée pour toute affaire numérique. En d'autres termes, élargir le champ d'arbitrage de l'OHADA au numérique.

2- Sur le plan international

Penser à renforcer l'entraide sur la question serait important pour pouvoir assurer efficacement la protection des internautes dans l'espace numérique. Car, seul, le Cameroun aurait du fil à retordre. En réalité, la structure du réseau Internet est bien complexe pour pouvoir être régulée par une seule nation. Il est d'une évidence notoire que l'ère numérique ignore les frontières entre les Etats. En effet, de près, la structure de l'Internet ressemble aux systèmes complexes de nature biologique et sociale tels que définis par le sociologue Edgar MORIN[66]. En ce sens qu'Internet est polycentrique car, il possède plusieurs centres indépendants d'un centre nerveux unique ; et acentrique dans la mesure où son organisation s'établit de manière anarchique et indépendamment des multiples centres d'accès. Le caractère anarchique et mobiliste de l'Internet constitue ainsi un espace propice pour amplifier les atteintes aux droits fondamentaux sur la toile. A ce propos, Michel VIVANT a pu dire que l' Internet est un lieu étrange, lieu pascalien où le centre est partout et la circonférence nulle part, lieu de tous les fantasmes, inquiète ou fait rêver selon les gens[67]. C'est pourquoi, il est important que les Etats s'unissent pour définir ensemble un régime juridique de protection des droits fondamentaux dans l'espace numérique et viser une harmonisation des lois régulant le cyberespace.

Conclusion

De tout ce qui précède, il en ressort que le législateur camerounais, face à la révolution du numérique n'est pas resté les mains croisées. Il a sans doute fait un effort pour protéger les droits fondamentaux de ses sujets dans l'espace numérique. Cette protection est donc ressentie à travers

[66] *« Les organisations sociales et biologiques sont complexes, parce qu'elles sont à la fois acentriques (c'est-à-dire fonctionnent de façon anarchique par interactions spontanées), polycentriques (qui ont plusieurs centres de contrôle ou d'organisation) et centriques (qui disposent en même temps d'un centre de décision),* Lire MORIN (E.), *Science avec conscience*, Paris, Fayard, Point Seuil, 1990, p. 168, cité par THOUMYRE (L.), in « Responsabilités sur le Web, une histoire de la réglementation des réseaux numériques », *Lex Electronica*, vol.6, n°1, printemps 2000, p. 13.

[67] VIVANT (M.), « Internet et le droit », p. 1, www.unam.mx, disponible sur Google, consulté le 4 avril 2O25.

l'adoption de certains textes de lois, et également par la volonté des institutions juridiques et judiciaires de mettre en œuvre ces lois. Toutefois, ces mesures de protection sont parsemées de faiblesses et présentent certaines limites. Elles sont non seulement éparpillées dans plusieurs textes, leurs mises en œuvre rencontre plusieurs difficultés : le manque de personnel judiciaire qualifié dans les TIC, l'épineux problème que soulève la preuve électronique, la complexification de la procédure judiciaire de manière brève. À côté de ces difficultés nous relevons également des difficultés provenant de la politique gouvernementale camerounaise qui jusque-là ne procure pas totalement un accès facile et fiable au réseau internet dans le pays. Il serait donc de bon ton que le gouvernement redouble d'efforts dans sa gérance, qu'il renforce la formation du personnel judiciaire dans le domaine des TIC et que le législateur prenne le soin de renforcer les mesures de protection et de veiller à leur application.

SCIENCE POLITIQUE

****

****

***

R.I.D.S.P, Vol. 6, N°9 — Septembre 2026
ISSN : 2790-4830
www.revueridsp.com

Biopolitique, nécropolitique et décomposition démocratique : proposition théorique à partir de trajectoires africaines

Biopolitics, Necropolitics and Democratic Decomposition: A Theoretical Proposal Based on African Trajectories

Par :

Steeve NZEGHO DIEKO

Maître de conférences en science politique (CAMES)

Centre de Recherche et d'Études Constitutionnelles, Administratives, Parlementaires, Politiques et Internationales (CRECAPPI)

Faculté de Droit et des Sciences Économiques (FDSE)

Département de Science politique, Université Omar Bongo de Libreville

Fondateur du CAPS (Centre Africain d'Analyses Politiques et Stratégiques)

Courriel : nzeghodieko@gmail.com

Résumé :

Cet article interroge la portée des concepts de biopolitique et de nécropolitique pour analyser les transformations contemporaines du pouvoir et des institutions démocratiques en Afrique subsaharienne. À partir des travaux de Michel Foucault et d'Achille Mbembe, il examine l'articulation entre gouvernement de la vie, exposition différentielle à la vulnérabilité et détérioration des mécanismes institutionnels de limitation et de réversibilité du pouvoir. L'étude adopte une démarche qualitative, documentaire et comparative. Elle met en dialogue un corpus de philosophie politique et de science politique avec trois trajectoires africaines, examinées à partir de dimensions communes : compétitivité politique, autonomie des contre-pouvoirs, réversibilité du pouvoir et exposition différentielle à la vulnérabilité. L'hypothèse défendue est que biopolitique et nécropolitique constituent des logiques imbriquées du gouvernement du vivant, mais qu'elles ne suffisent pas, à elles seules, à saisir les processus par lesquels des institutions démocratiques peuvent subsister formellement tout en perdant progressivement leur capacité à limiter le pouvoir et à garantir une compétition politique effective. L'article propose ainsi la notion de décomposition démocratique, entendue comme un processus graduel, cumulatif et potentiellement réversible de désarticulation entre la forme institutionnelle de la démocratie et son fonctionnement substantiel. Cette proposition est distinguée de l'érosion démocratique, du recul démocratique, de l'autocratisation et de l'autoritarisme compétitif. Trois prolongements normatifs sont enfin discutés : la banalisation de l'alternance démocratique, l'économie politique de la dignité et la politique de la respiration.

Mots-clés : biopolitique ; nécropolitique ; décomposition démocratique ; démocratie ; pouvoir ; Afrique subsaharienne ; alternance ; vulnérabilité.

Abstract :

This article examines the analytical scope of biopolitics and necropolitics for understanding contemporary transformations of power and democratic institutions in sub-Saharan Africa. Drawing on Michel Foucault and Achille Mbembe, it explores the relationship between the government of life, differential exposure to vulnerability, and the deterioration of institutional mechanisms designed to limit power and ensure its reversibility. The study adopts a qualitative, documentary, and comparative approach. It brings a corpus of political philosophy and political science into dialogue with three African trajectories examined through common dimensions: political competitiveness, the autonomy of checks and balances, the reversibility of power, and differential exposure to vulnerability. The article argues that biopolitics and necropolitics are intertwined logics of governing life, but that neither concept is sufficient, on its own, to account for processes through which democratic institutions may formally persist while progressively losing their capacity to constrain power and guarantee effective political competition. To capture this gap, the article proposes the concept of democratic decomposition, understood as a gradual, cumulative, and potentially reversible process of disarticulation between the institutional form of democracy and its substantive functioning. The concept is distinguished from democratic erosion, democratic backsliding, autocratization, and competitive authoritarianism. Finally, three normative extensions are discussed: the normalization of democratic alternation, a political economy of dignity, and a politics of breathing.

Keywords: biopolitics; necropolitics; democratic decomposition; democracy; power; sub-Saharan Africa; political alternation; vulnerability.

Introduction

Si l'on admet que le pouvoir politique constitue une nécessité inhérente à toute société, son exercice pose immédiatement la question de la manière dont il organise, protège, administre ou, à l'inverse, expose la vie des individus et des populations. Jean-William Lapierre[1] envisage ainsi le pouvoir politique à partir des rapports de commandement et d'obéissance qui structurent les sociétés humaines, tandis que Maurice Duverger considère le pouvoir comme, « en premier lieu, un phénomène biologique[2] ». Cette articulation entre pouvoir et vie trouve une formulation décisive dans les travaux de Michel Foucault consacrés au biopouvoir et à la biopolitique.

Chez Foucault, le biopouvoir renvoie aux mécanismes par lesquels les caractéristiques biologiques fondamentales de l'espèce humaine entrent dans une stratégie générale de pouvoir. La vie devient ainsi un objet de gouvernement : les populations sont administrées, mesurées, régulées et inscrites dans des dispositifs politiques qui agissent sur leur existence. Cette perspective a profondément renouvelé l'analyse du pouvoir moderne en déplaçant l'attention de la seule souveraineté juridique vers les mécanismes par lesquels le pouvoir prend en charge la vie.

La réflexion d'Achille Mbembe sur la nécropolitique prolonge cette interrogation tout en en déplaçant le centre de gravité. Si la biopolitique permet de penser les mécanismes de gouvernement de la vie, la nécropolitique interroge les formes de souveraineté qui déterminent les conditions dans lesquelles certaines populations peuvent vivre tandis que d'autres sont exposées à la mort, à la violence ou à des formes d'existence profondément dégradées. Dans son article fondateur, Mbembe[3] pose précisément la question de la capacité souveraine à déterminer qui peut vivre et qui doit mourir.

La confrontation entre ces deux perspectives acquiert une résonance particulière lorsqu'elle est rapportée aux trajectoires politiques contemporaines de l'Afrique subsaharienne. Depuis les processus de démocratisation amorcés au début des années 1990, le continent a connu une diffusion du multipartisme, des élections concurrentielles et des constitutions consacrant formellement les principes de l'État de droit. Cette évolution n'a cependant pas fait disparaître les pratiques autoritaires, les violences pré- et postélectorales, les manipulations constitutionnelles,

[1] Jean-William Lapierre, *Essai sur le fondement du pouvoir politique,* Paris, Publications des Annales de la Faculté des Lettres Aix-En Province, n°63, 1968, p.91.
[2] Maurice Duverger, *Méthodes de la science politique, Introduction*, Paris, Presses Universitaires de France, 1959, pp.4-5.
[3] Achille Mbembe, « Necropolitics », traduction du lamba par Libby Meintjes, *Public Culture,* Vol. 1. 15, n°1, 2003, pp.11-40.

les fraudes électorales, les difficultés de l'alternance et différentes formes de précarisation du corps social.

La démocratie africaine se trouve ainsi traversée par une tension entre les principes qu'elle proclame et certaines pratiques susceptibles d'en altérer profondément le fonctionnement. Cette tension invite à dépasser une lecture exclusivement institutionnelle de la démocratie.

Jean-François Bayart[4] a montré combien les trajectoires de l'État africain demeurent liées aux logiques historiques d'appropriation du pouvoir, tandis que Richard Banégas[5], à partir du cas béninois, a décrit une « démocratie à pas de caméléon », caractérisée par des transformations, des continuités et des recompositions. Ces analyses permettent de replacer les difficultés contemporaines de la démocratie dans des trajectoires historiques et sociales plus complexes que la seule opposition entre démocratie et autoritarisme.

C'est dans cet espace théorique que se situe la présente réflexion. Elle s'organise autour de la question suivante : dans quelle mesure les concepts de biopolitique et de nécropolitique permettent-ils de rendre compte des transformations contemporaines du pouvoir en Afrique subsaharienne, et quelles sont leurs limites pour penser les processus de décomposition démocratique ?

L'hypothèse défendue est que biopolitique et nécropolitique ne doivent pas être envisagées comme deux catégories strictement dichotomiques. Elles constituent plutôt deux modalités permettant d'interroger les rapports entre pouvoir, vie et mort. Toutefois, appliquées aux trajectoires politiques africaines contemporaines, elles ne suffisent pas entièrement à rendre compte de certains processus par lesquels les institutions démocratiques subsistent formellement tout en voyant progressivement s'altérer les principes, pratiques et mécanismes qui leur donnent leur substance.

C'est à partir de cette limite que nous proposons d'interroger ce que nous désignons ici comme une politique de la décomposition démocratique. Cette notion est employée comme une proposition analytique. Elle ne désigne ni la disparition nécessaire de la démocratie ni son basculement immédiat dans l'autoritarisme. Elle vise plutôt à rendre compte d'un processus graduel de détérioration de ses mécanismes substantiels : affaiblissement de l'alternance, instrumentalisation des institutions, manipulation des règles constitutionnelles et électorales,

[4]Jean-François Bayart, *L'État en Afrique : la politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989.
[5] Richard Banégas, *La démocratie à pas de caméléon. Transitions et imaginaires politiques au Bénin,* Paris, Karthala, 2003.

violences politiques, fragilisation de l'État de droit et dégradation de la confiance du corps social envers les institutions.

Sur le plan méthodologique, cette recherche adopte une démarche qualitative, documentaire et comparative. Elle repose principalement sur l'analyse des travaux de Michel Foucault[6] relatifs à la biopolitique et au biopouvoir et de ceux d'Achille Mbembe[7] consacrés à la nécropolitique, mis en dialogue avec des contributions portant sur le pouvoir, la démocratie et les trajectoires politiques africaines[8]. Il ne s'agit donc pas d'une enquête empirique exhaustive sur l'ensemble des États du continent, mais d'une proposition théorique appuyée sur la littérature scientifique et sur une comparaison qualitative ciblée de plusieurs trajectoires politiques.

Afin de rendre la comparaison explicite, les situations du Gabon, du Bénin et du Cameroun ne sont pas considérées comme représentatives de l'ensemble de l'Afrique subsaharienne. Elles sont retenues comme configurations contrastées et examinées à partir de quatre dimensions communes : la compétitivité politique, l'autonomie des mécanismes de contrôle, la réversibilité du pouvoir et l'exposition différentielle des populations à la vulnérabilité. Le corpus mobilisé associe les textes théoriques fondateurs de Foucault et Mbembe aux travaux de science politique consacrés aux trajectoires nationales retenues. La sélection répond donc à une logique analytique : confronter des configurations différentes afin d'éprouver la portée et les limites des catégories mobilisées, sans prétendre à une généralisation continentale.

La séquence causale examinée peut être formulée ainsi : concentration du pouvoir → affaiblissement des contre-pouvoirs → réduction de la compétition et de la réversibilité → exposition potentiellement accrue de certains groupes à la vulnérabilité. Cette séquence n'est ni automatique ni uniforme : elle constitue une hypothèse de travail dont chaque relation doit être contextualisée et confrontée aux cas étudiés.

L'analyse sera organisée en trois temps. La première partie revient sur la biopolitique et le biopouvoir chez Michel Foucault. La deuxième examine la nécropolitique d'Achille Mbembe. La troisième confronte ces deux perspectives aux trajectoires démocratiques africaines afin d'en discuter les complémentarités et les limites, avant d'examiner la proposition d'une politique de la décomposition démocratique et les perspectives ouvertes par l'alternance, la dignité et la respiration.

---

[6] Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France 1978-1979*, 2004, Paris, Gallimard, 2004.

[7] Achille Mbembe, *Necropolitics.* Durham, Duke University, 2019.

[8] Steeve Nzegho Dieko, *Le syndrome d'hubris dans les arènes politiques africaines. Essai d'analyse épistémologique et de sociologie comparée,* Paris, Connaissances et Savoirs, pp.19-99.

I. Biopolitique : gouverner la vie

Dans l'exercice du pouvoir politique, une distinction doit être opérée entre le désir du pouvoir et son exercice effectif. Désirer le pouvoir relève de l'aspiration à le conquérir ou à le détenir ; l'exercer implique d'agir sur une société, d'organiser les rapports entre gouvernants et gouvernés et de prendre des décisions qui affectent directement les conditions d'existence des individus.

Chez Aristote, la politique est inséparable de la nature sociale de l'être humain[9]. L'homme est un zoon politikon, un « animal politique », parce qu'il ne peut pleinement accomplir son existence qu'au sein de la cité. La politique ne se réduit donc pas à la conquête ou à la conservation du pouvoir : elle doit permettre l'organisation de la communauté et la recherche du bien commun. Elle entretient, dans cette perspective, un rapport étroit avec l'éthique, puisque le gouvernement de la cité doit favoriser une vie collective orientée vers la justice et le bien-être des citoyens.

Cette conception classique rappelle que le pouvoir politique agit nécessairement sur les conditions de la vie collective. Mais la pensée moderne du pouvoir déplace progressivement cette interrogation. Il ne s'agit plus seulement de savoir qui gouverne et dans quel but, mais de comprendre comment le pouvoir agit sur la vie elle-même.

C'est précisément ce déplacement qui donne toute sa portée aux travaux de Michel Foucault sur le biopouvoir et la biopolitique. Dans *Naissance de la biopolitique*, cours prononcé au Collège de France en 1978-1979 et publié en 2004, Foucault poursuit notamment son analyse de la gouvernementalité moderne et libérale.

La population n'est alors plus seulement composée de sujets juridiques sur lesquels s'exerce une autorité souveraine. Elle devient une réalité que le pouvoir peut observer, mesurer, administrer et réguler. La vie, dans ses dimensions biologiques, démographiques, sanitaires et sociales, entre ainsi dans le champ de l'action politique.

Le passage à cette forme de pouvoir traduit une transformation importante des modalités de gouvernement. Le pouvoir souverain classique était notamment associé au droit de vie et de mort. Le biopouvoir déplace cette logique en faisant de la gestion de la vie une dimension essentielle du gouvernement moderne. Gouverner consiste dès lors également à agir sur les populations, leurs conditions d'existence, leur santé, leur reproduction, leurs comportements et les risques auxquels elles sont exposées.

[9]Aristote, *La Politique*, trad. J. Tricot, Paris, Vrin, 1995, livre I, chap. 2.

Cette transformation ne signifie cependant pas la disparition du pouvoir souverain. Chez Foucault, le développement des mécanismes destinés à administrer et protéger la vie peut coexister avec la possibilité d'exposer certaines catégories de population à la violence ou à la mort. C'est notamment à travers la question du racisme que cette articulation devient intelligible.

Cette tension est importante pour comprendre que la biopolitique ne peut être réduite à une simple politique bienveillante de protection de la vie. Le pouvoir qui administre la vie est également un pouvoir de différenciation, de classification et de hiérarchisation. Il organise les conditions dans lesquelles certains groupes sont protégés, accompagnés ou valorisés tandis que d'autres peuvent être marginalisés ou exposés à une plus grande vulnérabilité.

Thomas Lemke [10] permet d'approfondir cette réflexion en distinguant deux grandes conceptions de la biopolitique. La première, naturaliste, considère que la politique doit préserver les principes naturels de la vie ; la seconde, politologique, envisage la politique comme un dispositif de régulation des formes de vie à l'échelle de la population. Lemke souligne cependant les limites d'une opposition trop rigide et privilégie, dans le prolongement de Foucault, une conception relationnelle entre « vie » et « politique ».

Ainsi comprise, la biopolitique désigne moins une politique particulière qu'une manière de penser les rapports entre pouvoir et vivant. Elle permet d'interroger les dispositifs par lesquels l'État et les institutions prennent en charge la population, mais également les mécanismes de sélection et de différenciation qui traversent cette prise en charge.

Cette grille de lecture revêt une portée particulière lorsqu'elle est appliquée aux sociétés contemporaines. La qualité des politiques de santé, d'éducation, de protection sociale, d'accès aux ressources essentielles ou de sécurité peut être envisagée comme l'expression d'une capacité du pouvoir à prendre en charge la vie du corps social. Inversement, l'abandon durable de certaines populations ou leur exposition à la violence interrogent les limites mêmes de cette fonction de protection.

C'est précisément à partir de cette limite qu'Achille Mbembe engage son dialogue critique avec Foucault.

II. Nécropolitique : lorsque le pouvoir expose à la mort

La réflexion sur la nécropolitique développée par Achille Mbembe s'inscrit dans le prolongement critique des analyses foucaldiennes du biopouvoir. Là où Foucault interroge les mécanismes par lesquels le pouvoir moderne prend en charge et régule la vie des populations,

[10] Thomas Lemke, *Biopolitique. Une introduction,* Paris, EHESS, coll. « Cas de figure », 2023.

Mbembe déplace l'analyse vers les situations dans lesquelles la souveraineté s'exerce par la capacité à exposer certaines catégories de population à la violence, à l'abandon ou à la mort.

La nécropolitique ne peut donc être comprise comme le simple contraire de la biopolitique. Elle en interroge plutôt les limites. Mbembe considère que la notion de biopouvoir demeure insuffisante pour rendre compte de certaines formes contemporaines de soumission de la vie au pouvoir de la mort[11]. Son article développe ainsi une réflexion sur la souveraineté, la mortalité et la capacité politique de déterminer qui peut vivre et qui doit mourir.

Cette réflexion conduit à réinterroger la souveraineté elle-même. Le pouvoir souverain ne se manifeste pas uniquement par l'administration d'un territoire, la production de normes ou l'organisation de la vie collective. Il réside également dans la capacité de déterminer les conditions dans lesquelles certaines vies peuvent être protégées tandis que d'autres deviennent vulnérables ou sacrifiables.

Cette distribution n'est pas étrangère à la pensée de Foucault. Mbembe rappelle que le biopouvoir fonctionne notamment par la production de distinctions à l'intérieur du vivant. La population est divisée en groupes et sous-groupes, créant une césure entre ceux dont la vie doit être protégée et ceux qui peuvent être exposés à la mort. Le racisme occupe ici une place déterminante.

Mbembe approfondit cependant cette problématique en accordant une place centrale à l'expérience historique de la plantation, de l'esclavage et de la colonie. Ces espaces montrent que la modernité politique ne s'est pas seulement construite autour de mécanismes destinés à administrer et améliorer la vie. Elle s'est également développée à travers des dispositifs de domination dans lesquels certains corps ont été soumis à l'exploitation, à la dépossession et à la violence.

Cette dimension est essentielle pour comprendre la portée de la nécropolitique dans les sociétés contemporaines. L'expérience de l'esclavage, de la colonisation ou de l'apartheid révèle l'existence de populations pour lesquelles la promesse du « faire vivre » a toujours été profondément inégale.

La nécropolitique permet ainsi de penser une zone dans laquelle la frontière entre vie et mort devient incertaine. Elle ne désigne pas seulement l'acte de tuer directement. Elle renvoie également à la création de conditions d'existence dans lesquelles des individus ou des populations

[11] Achille Mbembe, « Necropolitics », traduction du lamba par Libby Meintjes, *Public Culture,* vol. 15, n°1, 2003.

sont durablement exposés à la précarité, à la violence, à la privation ou à la possibilité permanente de la mort. Mbembe parle à cet égard de « mondes de mort ».

La réflexion développée ultérieurement dans *Necropolitics* [12] élargit encore cette problématique à l'inégalité, la militarisation, l'inimitié, la résurgence des logiques raciales et aux tensions internes des démocraties contemporaines. L'ouvrage, publié en anglais par Duke University Press en 2019, poursuit ainsi le travail de Mbembe sur démocratie, race, colonialisme et biopolitique.

Cette approche permet d'élargir l'analyse du pouvoir au-delà de la violence physique immédiate. L'administration inégale des moyens d'existence peut participer d'une logique de vulnérabilisation des populations. L'accès à la sécurité, aux ressources essentielles, aux soins, à l'eau ou aux conditions élémentaires d'une existence digne devient alors une question politique.

Appliquée aux trajectoires africaines contemporaines, cette grille de lecture exige néanmoins de la prudence. Toute défaillance de l'État, toute pauvreté ou toute insuffisance des politiques publiques ne saurait être automatiquement qualifiée de nécropolitique. Une telle extension ferait perdre au concept sa capacité analytique. La notion devient particulièrement pertinente lorsque l'exposition de certaines populations à la violence, à l'abandon ou à la privation résulte de mécanismes politiques identifiables et s'inscrit dans des rapports durables de pouvoir.

Le Gabon offre un exemple permettant de préciser cette prudence analytique. L'élection présidentielle de 2016 a donné lieu à une forte contestation de l'intégrité du processus électoral. Michael Amoah [13], dans une étude comparative consacrée au contrôle des dispositifs de compilation des résultats électoraux, montre que le scrutin gabonais s'est caractérisé par une compétition très serrée, l'interruption d'Internet et des réseaux sociaux pendant le vote et le dépouillement, ainsi que par des controverses portant sur la compilation et la vérification des résultats. L'auteur souligne également les anomalies relevées dans le Haut-Ogooué et les critiques formulées à l'égard du manque de transparence du processus de recomptage. Mobilisé ici comme illustration, ce cas ne suffit pas à qualifier globalement un régime de nécropolitique ; il montre en revanche comment l'affaiblissement de la confiance électorale, la contestation des mécanismes de contrôle et la concentration des ressources institutionnelles peuvent nourrir un processus de décomposition démocratique.

[12] Achille Mbembe, *Necropolitics.* Durham, Duke University, 2019.
[13] Michael Amoah, . « Sleight is right: Cyber control as a new battleground for African elections. » *African Affairs*, 119(474), 68–89. https://doi.org/10.1093/afraf/adz023, 2020.

La notion de « démocratie nécropolitique » doit être maniée avec la même précaution. La présence d'élections, de partis et de constitutions ne garantit pas que l'exercice du pouvoir respecte les principes substantiels de la démocratie et de l'État de droit. Mais qualifier un régime de nécropolitique suppose de montrer précisément par quels mécanismes certaines vies deviennent politiquement plus exposées que d'autres.

La relation entre biopolitique et nécropolitique apparaît dès lors plus complexe qu'une opposition entre une « politique de la vie » et une « politique de la mort ». Les deux logiques peuvent se croiser au sein d'un même État.

Toutefois, cette articulation laisse ouverte une autre interrogation : que se passe-t-il lorsque les institutions démocratiques continuent formellement d'exister, mais que leurs mécanismes substantiels se détériorent progressivement ?

III. Lectures critiques et perspectives : penser la décomposition démocratique

La confrontation entre Foucault et Mbembe permet de saisir les rapports complexes que le pouvoir entretient avec la vie et la mort. Cependant, appliquées aux trajectoires politiques de l'Afrique subsaharienne, ces deux catégories ne permettent pas, à elles seules, d'épuiser l'analyse des transformations contemporaines de la démocratie.

Entre le gouvernement de la vie et l'exposition au pouvoir de la mort existe un autre processus : celui de l'altération progressive des institutions, des pratiques et des valeurs qui donnent à la démocratie sa substance.

C'est dans cet espace que nous proposons de situer ce que nous appelons une politique de la décomposition démocratique. Cette expression ne prétend pas constituer une théorie générale applicable indistinctement à l'ensemble des États africains. Elle désigne une proposition analytique permettant de penser les situations dans lesquelles la démocratie demeure formellement présente — à travers les constitutions, les élections, les partis politiques, les parlements et les juridictions — tandis que les mécanismes qui assurent son fonctionnement effectif connaissent une détérioration progressive.

Cette proposition prolonge une intuition déjà formulée dans notre travail sur le syndrome d'hubris dans les arènes politiques africaines, où la démesure dans l'exercice du pouvoir était mobilisée pour éclairer certaines pathologies institutionnelles[14].

La décomposition ne signifie donc pas nécessairement la disparition de la démocratie. Elle désigne plutôt une dissociation croissante entre sa forme institutionnelle et sa substance politique.

[14] Steeve Nzegho Dieko, *Le syndrome d'hubris dans les arènes politiques africaines.* Paris, Connaissances et Savoirs, Paris, 2025.

Les institutions peuvent continuer d'exister, les élections être régulièrement organisées et les constitutions demeurer officiellement en vigueur, alors même que l'alternance devient difficile, que les règles électorales sont contestées, que les constitutions sont instrumentalisées ou que la compétition politique produit des formes récurrentes de violence.

Cette perspective permet de distinguer la décomposition démocratique de la nécropolitique. La première ne suppose pas nécessairement l'existence d'une politique organisée autour de l'exposition de certaines populations à la mort. Elle peut lui être antérieure et créer progressivement les conditions institutionnelles dans lesquelles l'arbitraire et la violence deviennent possibles.

Il ne s'agit pas davantage d'opposer mécaniquement biopolitique, nécropolitique et décomposition démocratique. Ces trois dimensions peuvent se superposer. Un État peut continuer à administrer la vie par des politiques publiques, connaître simultanément une dégradation de ses institutions démocratiques et, dans certaines circonstances, exposer certains groupes à des formes de violence ou d'abandon.

Cette réflexion rejoint l'image d'une démocratie « à pas de caméléon » proposée par Richard Banégas[15]. Les processus démocratiques engagés à partir des années 1990 ont permis l'installation du pluralisme politique et électoral dans de nombreux États. Ils n'ont toutefois pas fait disparaître les pratiques autoritaires, les crises institutionnelles, les difficultés de l'alternance ou les violences liées à la conquête et à la conservation du pouvoir.

La notion de décomposition démocratique peut alors être appréhendée à travers plusieurs manifestations : l'affaiblissement de l'alternance politique, l'instrumentalisation des institutions, la manipulation des règles constitutionnelles, la fragilisation de la compétition électorale, les violences politiques et la détérioration de la confiance des citoyens envers l'État.

Pour opérationnaliser la notion, quatre dimensions sont distinguées. Premièrement, la compétitivité politique renvoie à la possibilité effective pour des forces concurrentes d'accéder au pouvoir. Deuxièmement, l'autonomie des contre-pouvoirs désigne la capacité des juridictions, parlements et autres institutions de contrôle à exercer leurs fonctions sans subordination systématique. Troisièmement, la réversibilité du pouvoir correspond à la possibilité réelle d'une alternance et d'une transmission pacifique. Quatrièmement, l'ouverture de l'espace public renvoie à la possibilité pour l'opposition, les médias et les citoyens de contester, participer et s'organiser.

[15] Richard Banégas, *La démocratie à pas de caméléon. Transitions et imaginaires politiques au Bénin,* Paris, Karthala, 2003.

La décomposition démocratique est envisagée lorsque plusieurs de ces fonctions se détériorent de manière cumulative alors que l'architecture institutionnelle demeure formellement en place.

Ces manifestations ne possèdent ni la même intensité ni les mêmes causes selon les pays. Elles ne permettent donc pas d'enfermer l'Afrique subsaharienne dans une catégorie homogène.

Cette réflexion doit également être mise en relation avec les transformations démographiques, la jeunesse, la pauvreté, la dette, les migrations, la sécurité et les difficultés d'intégration régionale. Ces éléments sont pertinents à condition de ne pas confondre difficultés de développement et décomposition démocratique. La pauvreté ou les difficultés économiques ne constituent pas, à elles seules, la preuve d'une décomposition politique.

À partir de ce diagnostic, trois perspectives normatives peuvent être discutées. Elles ne constituent pas des résultats empiriquement démontrés par la comparaison, mais des prolongements théoriques de l'analyse : la banalisation de l'alternance démocratique, l'économie politique de la dignité et la politique de la respiration.

1. Pour une banalisation de l'alternance démocratique

L'alternance au pouvoir désigne le processus par lequel différentes forces politiques peuvent se succéder à la direction de l'État à travers des mécanismes institutionnels et électoraux.

Jean-Louis Quermonne[16] a consacré d'importants travaux à cette question, tandis que Léo Hamon [17] s'est interrogé sur ses conditions. Dans cette perspective, l'alternance suppose notamment le pluralisme, des élections régulières, le respect de l'opposition et l'acceptation par les acteurs de règles communes.

L'alternance ne constitue pourtant pas à elle seule une définition suffisante de la démocratie. Certaines démocraties reposent sur des formes de coalition et de consensus qui relativisent la succession régulière de majorités opposées. L'enjeu essentiel est donc moins l'alternance comme événement obligatoire que la possibilité réelle de l'alternance.

Banaliser l'alternance signifie faire de la transmission pacifique du pouvoir un événement ordinaire de la vie démocratique et non une rupture exceptionnelle ou une menace existentielle pour les gouvernants.

Une démocratie se consolide lorsque la perte d'une élection ne signifie ni la disparition politique du perdant ni l'effondrement de l'État. Léo Hamon et Jean-Louis Quermonne insistent notamment sur l'idée d'un « ticket de retour » : celui qui perd aujourd'hui doit pouvoir

[16] Jean-Louis, Quermonne. *L'alternance au pouvoir.* Paris, Montchrestien, 2003.
[17] Léo Hamon, « Nécessité et condition de l'alternance ». *Revue pouvoirs,* 1977.

légitimement espérer revenir demain au pouvoir par les urnes. Le consensus démocratique suppose également l'accord sur les institutions et l'exercice d'un pouvoir limité.

L'alternance remplit également une fonction de contrôle. Elle permet aux citoyens de sanctionner les gouvernants et oblige les responsables politiques à envisager la possibilité de redevenir eux-mêmes opposition. Cette réversibilité du pouvoir constitue l'un des mécanismes susceptibles de limiter sa personnalisation.

Elle favorise également le renouvellement des élites, des idées et des politiques publiques. L'alternance n'est cependant pas dépourvue de risques : une succession trop conflictuelle de majorités peut renforcer la polarisation, perturber la continuité de certaines politiques publiques et transformer la compétition démocratique en confrontation permanente.

La banalisation de l'alternance ne doit donc pas être assimilée au changement pour le changement. Elle suppose des institutions suffisamment solides pour que la succession des gouvernants ne remette pas en cause la continuité de l'État.

Cette perspective prend une importance particulière lorsque le pouvoir tend à se confondre avec la personne de celui qui l'exerce. La personnalisation excessive peut nourrir ce que nous avons analysé à travers la métaphore du syndrome d'hubris : une relation au pouvoir caractérisée par la démesure et la difficulté à envisager sa propre fin politique.

Gouverner doit ainsi pouvoir être conçu comme une responsabilité temporaire et non comme une appropriation durable de l'État. L'alternance devient alors moins la victoire d'un camp sur un autre qu'une respiration normale de la démocratie.

2. Une économie politique de la dignité

La démocratie ne peut toutefois être réduite à la compétition électorale. Une démocratie peut organiser régulièrement des élections tout en laissant une partie importante de sa population dans des conditions d'existence incompatibles avec la dignité humaine. La question sociale doit donc être réintroduite au centre de l'analyse du pouvoir.

C'est ici que la réflexion de Felwine Sarr[18] sur une économie politique de la dignité apporte une perspective complémentaire. Cette approche invite à penser des politiques publiques orientées prioritairement vers l'éducation, la santé, la lutte contre la pauvreté, la culture et la réduction des vulnérabilités.

Penser une économie politique de la dignité revient ainsi à déplacer la mesure de l'action publique. Le développement ne saurait être apprécié uniquement à partir de la croissance

[18] Felwine Sarr, *La fabrique du présent. Pour des utopies en actes.* Paris, Philippe Rey/Jimsaan, 2026, p.49.

économique ou des performances macroéconomiques, mais également à partir de la capacité d'une société à garantir à ses membres les conditions matérielles, sociales et symboliques d'une existence digne.

Cette approche rejoint, sous un autre angle, la problématique biopolitique. Si gouverner consiste également à prendre en charge la vie des populations, la qualité du pouvoir peut être interrogée à partir de sa capacité à assurer les conditions permettant aux individus non seulement de survivre, mais de vivre dignement.

L'accès aux soins, à l'éducation, à l'eau, à la sécurité et aux ressources nécessaires à l'existence devient alors inséparable de la réflexion démocratique. Une économie politique de la dignité permet ainsi de déplacer la démocratie de la seule institution vers le corps social.

3. Pour une politique de la respiration

La troisième perspective est celle de la respiration.

Chez Achille Mbembe, le « droit universel à la respiration » dépasse la dimension strictement biologique de l'acte de respirer[19]. Cette réflexion peut être mise en dialogue avec Marielle Macé et sa conception d'une « vie respirable[20] », inscrivant ainsi la respiration dans un rapport au monde, aux autres et au vivant.

Rapportée à notre problématique, cette politique de la respiration constitue une réponse possible à la logique nécropolitique. Là où la nécropolitique produit des espaces de vulnérabilité et de mort, la respiration réaffirme la nécessité de préserver les conditions matérielles et politiques de la vie.

Elle constitue également une réponse à la décomposition démocratique. Une démocratie respirable est une démocratie dans laquelle la pluralité politique peut s'exprimer, les institutions fonctionner, les citoyens participer et le pouvoir circuler sans que chaque alternance soit vécue comme une menace existentielle.

Ces trois perspectives ne constituent pas un programme politique exhaustif. Elles dessinent plutôt trois dimensions d'une reconstruction possible : faire circuler le pouvoir par l'alternance, restituer sa centralité au corps social par la dignité et replacer la possibilité de vivre au centre du politique par la respiration.

[19] Achille Mbembe. « Le droit universel à la respiration ». *AOC*. https://aoc.media/opinion/2020/04/05/le-droit-universel-a-la-respiration/, 2020.

[20]Marielle Macé. Respire. Verdier, 2023.

La démocratie pourrait alors être pensée non seulement comme une architecture institutionnelle, mais comme une manière d'organiser le pouvoir afin que celui-ci demeure limité, réversible et orienté vers la préservation d'une vie collective digne.

4. Discussion : de l'érosion démocratique à la décomposition démocratique

La notion de « décomposition démocratique » proposée dans cet article gagne à être distinguée des catégories désormais classiques de recul démocratique, d'érosion démocratique ou de démocratisation inversée. Ces dernières désignent généralement des processus graduels par lesquels des dirigeants élus réduisent la compétitivité électorale, affaiblissent les contre-pouvoirs ou restreignent les libertés publiques sans abolir immédiatement les institutions démocratiques. La décomposition démocratique, telle que nous l'entendons ici, insiste davantage sur la désarticulation interne du système : les institutions demeurent visibles, mais leurs fonctions de limitation, de médiation et de réversibilité du pouvoir s'altèrent. Le concept cherche donc moins à nommer un changement de régime qu'à saisir une perte progressive de substance politique au sein d'architectures institutionnelles qui peuvent rester formellement intactes.

La différence est donc une différence de focale analytique. Le democratic backsliding et l'autocratisation décrivent prioritairement une trajectoire de recul ou de transformation du régime ; l'autoritarisme compétitif qualifie une configuration dans laquelle les institutions démocratiques existent mais où la compétition est systématiquement déséquilibrée. La décomposition démocratique, telle qu'elle est proposée ici, se concentre sur la désarticulation progressive des fonctions internes de médiation, de limitation et de réversibilité, y compris avant qu'un changement de régime puisse être établi. Elle n'a de valeur ajoutée que si cette désarticulation peut être empiriquement identifiée et distinguée des catégories voisines.

Cette distinction permet d'éviter deux écueils. Le premier consisterait à considérer toute faiblesse institutionnelle comme une forme d'autoritarisme achevé. Or les trajectoires politiques sont souvent plus ambiguës : des espaces de compétition, de pluralisme et de mobilisation peuvent subsister au sein d'un ordre institutionnel fragilisé. Le second écueil serait inverse : confondre la permanence des procédures avec la vitalité démocratique. Une élection périodique ne suffit pas, à elle seule, à garantir la possibilité effective de l'alternance, l'autonomie des institutions de contrôle ou l'égalité des acteurs devant les règles de la compétition politique.

Dans cette perspective, la décomposition démocratique peut être observée à partir d'un faisceau d'indices plutôt que d'un indicateur unique : réduction de la compétitivité électorale, affaiblissement de l'indépendance juridictionnelle, révisions opportunistes des règles du jeu, marginalisation de l'opposition, contraction de l'espace public, personnalisation du pouvoir et

normalisation de l'exception. Ces dimensions n'ont pas vocation à constituer ici un index quantitatif. Elles fournissent plutôt une grille de lecture destinée à être éprouvée par des recherches comparatives ultérieures.

Le cas béninois illustre précisément l'intérêt d'une telle approche diachronique. Longtemps étudié comme une expérience remarquable de transition et de survie démocratiques, notamment en raison des alternances exécutives intervenues après la Conférence nationale de 1990, le Bénin a ensuite fait l'objet d'analyses décrivant une détérioration graduelle de la compétition politique. Des travaux récents soulignent, à partir de 2016, la réduction de la compétitivité électorale ainsi que l'affaiblissement des libertés d'expression et de réunion[21]. L'intérêt analytique de cette trajectoire tient précisément à l'absence d'une rupture unique : elle montre comment un ordre démocratique peut se transformer par accumulation de modifications institutionnelles et politiques.

Ce cas invite également à relativiser toute représentation linéaire de la démocratisation. Une démocratie consolidée à un moment donné n'est jamais définitivement soustraite aux dynamiques de concentration du pouvoir. Inversement, l'érosion n'implique pas nécessairement une disparition irréversible de toute capacité de résistance. La coopération accrue de forces d'opposition peut, dans certaines circonstances, freiner la détérioration sans suffire immédiatement à inverser l'ensemble du processus. La décomposition démocratique doit donc être pensée comme un processus potentiellement discontinu, conflictuel et réversible.

5. Articuler biopolitique et nécropolitique : une discussion conceptuelle

La relation entre biopolitique et nécropolitique mérite d'être approfondie au-delà de l'idée d'un simple prolongement de Foucault par Mbembe. Une partie de la littérature récente conteste en effet la possibilité de séparer nettement les deux catégories. Leonard D'Cruz[22] soutient que certains phénomènes décrits comme nécropolitiques peuvent déjà être pensés à partir du racisme d'État, du pouvoir souverain et de la thanatopolitique chez Foucault. Cette critique ne rend pas la notion de nécropolitique inutile ; elle oblige plutôt à préciser ce que l'apport de Mbembe permet de voir que le vocabulaire foucaldien laisse moins directement apparaître.

Cet apport réside notamment dans la mise au premier plan des expériences coloniales, esclavagistes et raciales, mais aussi dans les notions de « mondes de mort » et de « morts-vivants

[21] Dominika Koter. « Elite collusion and dismantling democracy in Benin ». *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, 712(1), 211–222. https://doi.org/10.1177/00027162241309423, 2024.

[22] Leonard D'Cruz. « What demarcates necropolitics from biopolitics? A Foucauldian critique of Mbembe ». Theory, Culture & Society, 43(2), 3–20. https://doi.org/10.1177/02632764251379790, 2026.

». Mbembe permet de déplacer le regard des seules technologies administratives de gestion des populations vers des espaces dans lesquels l'exposition à la violence, à la dépossession ou à l'abandon devient une condition durable d'existence. L'intérêt de la nécropolitique ne tient donc pas nécessairement à l'identification d'un pouvoir totalement distinct du biopouvoir, mais à sa capacité à rendre visibles certaines configurations historiques et sociales dans lesquelles la protection différentielle de la vie produit des existences radicalement inégales.

Cette lecture conduit à préférer une articulation à une opposition. La biopolitique et la nécropolitique peuvent être compris comme des logiques imbriquées de gouvernement du vivant. Une même formation politique peut développer des dispositifs sanitaires, éducatifs ou sécuritaires destinés à protéger une population tout en organisant, volontairement ou par des mécanismes institutionnalisés, une exposition différentielle de certains groupes au risque, à la précarité ou à la violence. Cette imbrication interdit de réduire la biopolitique à la bienveillance et la nécropolitique à la seule mise à mort directe.

Des recherches contemporaines menées dans des contextes africains confortent cette prudence analytique. Au Cameroun, Basile Ndjio [23] mobilise conjointement biopolitique et nécropolitique pour analyser la manière dont des institutions médicales peuvent devenir à la fois des dispositifs de prise en charge et des mécanismes de discrimination et d'exclusion. Ce type d'analyse montre que la frontière entre « faire vivre » et « laisser mourir » n'est pas toujours institutionnellement nette et qu'elle doit être rapportée à des mécanismes précis de différenciation des populations.

Cette articulation permet de mieux situer notre proposition. La décomposition démocratique n'est pas un troisième terme destiné à remplacer la biopolitique ou la nécropolitique : elle se situe sur un autre plan analytique. Les deux premières catégories interrogent prioritairement la relation du pouvoir à la vie, à la vulnérabilité et à la mort ; la troisième porte sur l'état des médiations institutionnelles qui limitent le pouvoir, permettent son contrôle et organisent sa réversibilité. Ces catégories peuvent ainsi être mobilisées ensemble sans être confondues.

[23]Basile Ndjio. « Medical discrimination, moral panic, and the politics of sexuality in Cameroon ». *Current History,* 125(871), 180–185. https://doi.org/10.1525/curh.2026.125.871.180, 2026.

6. Trois configurations africaines : alternance, érosion et exposition différentielle

La comparaison est organisée autour de variables communes afin d'éviter de traiter les cas comme de simples illustrations. Le tableau suivant synthétise la fonction analytique attribuée à chaque trajectoire dans le cadre de cet article.

Trajectoire	Compétitivité politique	Contre-pouvoirs	Réversibilité	Fonction analytique
Bénin	Alternance puis contraction de la compétition	Affaiblissement discuté dans la littérature récente	D'une alternance institutionnalisée à un recul graduel	Observer une trajectoire de décomposition progressive
Gabon	Compétition électorale contestée en 2016	Controverses sur les mécanismes de contrôle électoral	Alternance longtemps difficile	Examiner le lien entre concentration institutionnelle et confiance électorale
Cameroun	Le cas est mobilisé surtout hors du seul registre électoral	Analyse de mécanismes institutionnels de différenciation	Non centrale dans le matériau retenu	Éprouver l'articulation biopolitique/nécropolitique par l'exposition différentielle

Conçu et réalisé par l'auteur, 2026.

Pour donner une assise plus empirique à cette proposition théorique, trois configurations peuvent être distinguées, sans prétendre épuiser la diversité des trajectoires africaines. La première est celle de l'alternance institutionnalisée : elle correspond aux situations dans lesquelles la compétition politique permet effectivement la succession des gouvernants et où la défaite électorale demeure compatible avec la survie politique de l'opposition. La deuxième est celle de l'érosion graduelle : les institutions demeurent, mais les conditions de la compétition et les contre-pouvoirs se contractent progressivement. La troisième renvoie à l'exposition différentielle : certains groupes subissent de façon durable des politiques, des pratiques ou des abandons qui affectent directement leurs possibilités de vivre, de circuler, de se soigner ou d'exercer leurs droits.

Le Bénin permet d'observer successivement les deux premières configurations. Les travaux de Rachel Gisselquist[24] ont montré que la transition initiée en 1990-1991 avait débouché sur une démocratie minimale durable et plusieurs alternances exécutives. Cette expérience a longtemps constitué une référence pour l'analyse de la démocratisation en Afrique de l'Ouest. Les travaux plus récents de Dominika Koter[25] décrivent cependant un recul continu entre 2016 et 2023, associé notamment à une limitation de la compétitivité électorale et à une détérioration des libertés

[24]Rachel M. Gisselquist. « Democratic transition and democratic survival in Benin ». *Democratization*, 15(4), 789–814. https://doi.org/10.1080/13510340802191078, 2008.

[25] Dominika Koter. « Elite collusion and dismantling democracy in Benin ». *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, 712(1), 211–222. https://doi.org/10.1177/00027162241309423, 2024.

d'expression et de réunion. La comparaison de ces deux moments est particulièrement féconde : elle rappelle que la qualité démocratique doit être étudiée comme une trajectoire et non comme un statut définitivement acquis.

La troisième configuration apparaît lorsque l'analyse se déplace des institutions électorales vers la distribution concrète de la vulnérabilité. Les travaux qui mobilisent la biopolitique et la nécropolitique dans les sociétés africaines montrent que la question du pouvoir se joue aussi dans l'accès aux dispositifs de protection et dans les mécanismes d'exclusion. Dans ces situations, la démocratie ne peut être évaluée uniquement à partir du pluralisme partisan. Elle doit également être interrogée à partir de la capacité des institutions à reconnaître les individus comme sujets de droits et à empêcher que certaines catégories soient durablement rendues plus vulnérables que d'autres.

Ces trois configurations permettent de reformuler la relation entre alternance, dignité et respiration. L'alternance concerne la réversibilité du pouvoir ; la dignité, les conditions sociales et matérielles de l'existence ; la respiration, la possibilité de demeurer pleinement sujet dans un espace politique commun. Ensemble, elles dessinent trois exigences complémentaires de la démocratie substantielle : pouvoir changer ceux qui gouvernent, pouvoir vivre dignement sous les institutions qui gouvernent et pouvoir appartenir à la communauté politique sans être placé dans une zone permanente de vulnérabilité.

7. Portée et limites de la proposition

La notion de décomposition démocratique demeure volontairement exploratoire. Son intérêt dépendra de sa capacité à être distinguée empiriquement de catégories voisines telles que l'érosion démocratique, l'autocratisation, l'autoritarisme compétitif ou l'effondrement institutionnel. Une recherche ultérieure devrait donc construire des indicateurs comparables, sélectionner des cas contrastés et préciser les séquences causales par lesquelles l'altération d'une institution affecte progressivement l'ensemble du système démocratique.

Une seconde limite tient au niveau d'analyse. Le présent article privilégie l'État et les institutions politiques, alors que la production de la vulnérabilité implique également des acteurs économiques, des groupes armés, des organisations internationales, des entreprises privées et des dispositifs transnationaux. Mbembe lui-même attire l'attention sur les « machines de guerre » et sur la pluralisation des détenteurs de la violence. Une socio-anthropologie du pouvoir gagnerait donc à examiner davantage les interactions entre pouvoir étatique, pouvoirs privés et pratiques ordinaires de résistance.

Enfin, le recours à l'Afrique subsaharienne comme espace de réflexion ne doit jamais conduire à la constituer en exception politique. Les phénomènes d'érosion institutionnelle, de concentration exécutive, de vulnérabilisation sociale et de restriction des libertés traversent des démocraties situées dans des contextes très différents. L'intérêt d'une réflexion à partir de l'Afrique réside moins dans l'identification d'une singularité déficitaire que dans la possibilité de produire, depuis des trajectoires historiques spécifiques, des catégories susceptibles d'enrichir la théorie générale du pouvoir et de la démocratie.

Conclusion

Cette réflexion avait pour objectif d'interroger la portée des concepts de biopolitique et de nécropolitique dans l'analyse des transformations contemporaines du pouvoir en Afrique subsaharienne, tout en examinant leurs limites lorsqu'il s'agit de penser les processus de détérioration des institutions démocratiques.

La confrontation entre Michel Foucault et Achille Mbembe montre d'abord que biopolitique et nécropolitique ne peuvent être réduites à une opposition simple entre une politique de la vie et une politique de la mort. La biopolitique permet de comprendre comment le pouvoir moderne prend en charge la vie, administre les populations et organise leurs conditions d'existence. La nécropolitique déplace cette interrogation vers les situations dans lesquelles certaines catégories de population sont exposées à la violence, à l'abandon ou à la mort.

Mbembe ne se contente donc pas d'inverser Foucault. Il prolonge et déplace la problématique du biopouvoir en montrant que la modernité politique comporte également des espaces dans lesquels la distribution de la vulnérabilité et de la mort constitue une modalité du pouvoir.

Appliquées aux trajectoires politiques africaines, ces deux perspectives sont particulièrement fécondes, mais elles ne suffisent pas à rendre compte de l'ensemble des transformations observées. Les difficultés de l'alternance, l'instrumentalisation des institutions, les manipulations constitutionnelles, les contestations électorales, les violences politiques ou la fragilisation de l'État de droit ne relèvent pas nécessairement, dans chacune de leurs manifestations, d'une logique nécropolitique. Elles peuvent néanmoins traduire une détérioration progressive des mécanismes qui donnent à la démocratie sa substance.

C'est pour saisir cet espace que nous avons proposé la notion de politique de la décomposition démocratique. Celle-ci ne constitue pas, à ce stade, une théorie générale de la démocratie africaine. Elle doit être comprise comme une proposition analytique destinée à décrire le processus par lequel des institutions démocratiques peuvent continuer d'exister formellement

tout en perdant progressivement une partie de leur capacité à limiter le pouvoir, garantir la compétition politique, organiser sa réversibilité et protéger les droits du corps social.

La décomposition démocratique se distingue ainsi de l'effondrement institutionnel. Elle peut être lente, discontinue et parfois réversible. Elle ne suppose ni la disparition des élections ni celle des constitutions. Elle apparaît précisément dans la distance croissante qui peut s'établir entre la permanence des formes démocratiques et l'altération de leur fonctionnement substantiel.

Cette proposition permet de préciser l'articulation entre les trois catégories mobilisées dans cette étude : la biopolitique interroge le gouvernement de la vie ; la nécropolitique, les conditions politiques d'exposition à la mort ; la décomposition démocratique, la détérioration des médiations institutionnelles qui doivent limiter, réguler et rendre réversible l'exercice du pouvoir.

Ces logiques ne sont pas nécessairement exclusives. Elles peuvent coexister, se chevaucher et se transformer au sein d'une même trajectoire politique.

Une précaution demeure cependant essentielle. L'Afrique subsaharienne ne constitue pas un ensemble politique homogène. Les trajectoires nationales, les histoires institutionnelles et les expériences démocratiques y sont différentes. La présente étude, fondée principalement sur une démarche documentaire et théorique, ne prétend donc pas démontrer empiriquement l'existence d'un même processus de décomposition dans l'ensemble des États africains.

Cette limite ouvre au contraire une perspective de recherche. La notion proposée devra être confrontée à des études de cas comparatives permettant d'en préciser les indicateurs, les conditions d'apparition et les limites explicatives.

Le résultat principal de l'article est donc de situer la décomposition démocratique sur un plan distinct mais articulable à la biopolitique et à la nécropolitique : elle ne décrit ni le gouvernement du vivant ni l'exposition à la mort, mais l'altération progressive des médiations institutionnelles qui rendent le pouvoir limité, contrôlable et réversible. Sa validité scientifique dépendra désormais de sa confrontation à des comparaisons empiriques plus systématiques.

Face aux processus analysés, trois perspectives ont été dégagées : la banalisation de l'alternance démocratique, l'économie politique de la dignité et la politique de la respiration. La première rappelle que le pouvoir démocratique doit pouvoir circuler et demeurer réversible ; la deuxième replace la dignité du corps social au centre de l'action publique ; la troisième affirme la nécessité de préserver les conditions permettant aux individus et aux sociétés de respirer, au sens biologique, politique et social.

Il ne s'agit pas de présenter ces perspectives comme une thérapie universelle des démocraties africaines. Elles permettent plutôt de rappeler qu'une démocratie ne vit pas uniquement de constitutions et d'élections. Elle suppose également des institutions capables de limiter le pouvoir, une société dans laquelle la dignité des individus demeure une finalité politique et un espace public suffisamment ouvert pour que la pluralité puisse s'exprimer.

La littérature permet enfin de restituer avec une force particulière ce que l'analyse politique décrit parfois plus abstraitement. Dans *L'Automne du patriarche* de Gabriel García Márquez[26] comme dans Le *Pleurer-rire* d'Henri Lopes[27], la figure du pouvoir autoritaire renvoie à sa personnalisation, à sa démesure et à l'illusion de sa permanence.

La métaphore de la décomposition prend ici une signification supplémentaire. Dans *L'Automne du patriarche*, le corps du pouvoir finit lui-même par apparaître comme un corps voué à la putréfaction : derrière l'illusion de l'omnipotence demeure la finitude de celui qui gouverne.

Cette interrogation ramène finalement le pouvoir politique à sa propre finitude. Aucun pouvoir démocratique ne devrait se concevoir comme éternel. Sa vitalité réside précisément dans sa capacité à accepter sa limitation, sa transmission et son renouvellement.

Banaliser l'alternance, restituer sa dignité au corps social et rendre la démocratie respirable constituent alors moins une promesse de résurrection qu'une exigence permanente : empêcher que l'exercice du pouvoir ne conduise progressivement à la décomposition de la démocratie elle-même.

[26]Gabriel García Márquez, *L'Automne du patriarche*, trad. Claude Couffon, Paris, Grasset, 1976.
[27]Henri Lopes, *Le Pleurer-rire*, Paris, Présence Africaine, 1982.

Se mobiliser contre l'extractivisme sous contrainte autoritaire : l'institutionnalisation négociée des répertoires d'action collective au Cameroun

Mobilizing against Extractivism under Authoritarian Constraint: The Negotiated Institutionalization of Collective Action Repertoires in Cameroon

Par:

Yves Patrick MBANGUE NKOMBA

Enseignant-chercheur au Département de science politique - GIRSHP

Faculté des sciences juridiques et politiques, Université de Yaoundé II (Cameroun)

Résumé :

À rebours d'une lecture de la contestation environnementale centrée sur ses manifestations les plus visibles, cet article examine les formes procédurales, expertes et négociées par lesquelles des organisations camerounaises rendent politiquement discutables les effets de l'extractivisme forestier et minier. L'analyse porte sur le Centre pour l'environnement et le développement et Forêts et développement rural, à partir d'une enquête qualitative conduite entre 2018 et 2020, comprenant une dizaine d'entretiens semi-directifs auprès de six personnes, l'observation d'une rencontre publique et l'exploitation d'un corpus documentaire. L'argument défendu est que la contrainte autoritaire ne fait pas disparaître la conflictualité, mais contribue à en déplacer les formes. La circulation transnationale des normes, des ressources et des savoir-faire militants se combine à un apprentissage des règles formelles et informelles de l'ordre politique national. De cette articulation procède un répertoire institutionnalisé d'action collective, repérable par la stabilisation des pratiques, leur inscription dans des canaux reconnus, la professionnalisation de la preuve et la négociation continue des seuils de tolérance. Expertise, sensibilisation, pétition, veille citoyenne et observation indépendante constituent dès lors moins les signes d'une dépolitisation que les instruments d'une contestation rendue praticable sous contrainte. L'article montre ainsi que l'institutionnalisation peut simultanément ouvrir des prises sur l'action publique et circonscrire l'autonomie de ceux qui la contestent.

Mots-clés : *extractivisme ; action collective ; répertoire institutionnalisé ; société civile ; autoritarisme.*

Abstract:

Moving beyond approaches to environmental contention centered on its most visible manifestations, this article examines the procedural, expert-based, and negotiated forms through which Cameroonian organizations make the effects of forestry and mining extractivism politically contestable. The analysis focuses on the Centre for Environment and Development and Forests and Rural Development. It draws on qualitative research conducted between 2018 and 2020, including around ten semi-structured interviews with six individuals, observation of a public meeting, and documentary analysis. The article argues that authoritarian constraint does not eliminate conflict but contributes to reshaping its forms. The transnational circulation of norms, resources, and activist know-how combines with a practical learning of the formal and informal rules of the domestic political order. This articulation produces an institutionalized repertoire of collective action, identifiable through the stabilization of practices, their inscription in recognized channels, the professionalization of evidence, and the continuous negotiation of thresholds of tolerance. Expertise, awareness-raising, petitions, citizen monitoring, and independent observation therefore appear less as signs of depoliticization than as instruments that make contention practicable under constraint. Institutionalization can consequently open limited leverage over public action while simultaneously circumscribing the autonomy of those who challenge it.

Keywords: extractivism; collective action; institutionalized repertoire; civil society; authoritarianism.

Introduction

Les contestations suscitées par l'exploitation intensive des ressources naturelles occupent une place croissante dans les transformations contemporaines de l'action collective. Au Cameroun, elles prennent forme dès les années 1990 autour de la déforestation, du partage de la redevance forestière annuelle et des droits des communautés riveraines, avant de se déplacer vers l'exploitation minière artisanale semi-mécanisée, les atteintes environnementales et l'abandon des trous miniers. Ces mobilisations ne se présentent pourtant ni comme des insurrections ouvertes ni comme de simples campagnes techniques. Elles associent plaidoyer, expertise, sensibilisation, pétition, production de données et coopération ponctuelle avec les administrations. Cette combinaison invite à revenir sur la notion de « répertoire d'action collective », entendue comme l'ensemble historiquement disponible des moyens par lesquels des groupes formulent des revendications[1]. Elle oblige surtout à se demander comment un répertoire protestataire se transforme lorsqu'il est déployé dans un régime où l'expression publique demeure sélectivement autorisée[2].

L'extractivisme ne désigne pas seulement l'extraction matérielle d'une ressource. Il renvoie à un mode d'organisation économique et politique fondé sur l'exploitation intensive de matières premières, leur faible transformation locale et leur insertion dans des chaînes de valeur orientées vers l'extérieur[3]. La littérature latino-américaine a montré que cette logique peut persister sous des gouvernements idéologiquement différents et se légitimer par la promesse de développement, de redistribution ou de modernisation[4]. Transposée avec prudence au Cameroun, la notion permet de saisir ensemble les asymétries d'accès à la terre, la captation des rentes, les dommages écologiques et la marginalisation des communautés. Elle ne saurait cependant être utilisée comme une catégorie totalisante. Le secteur forestier et le secteur minier obéissent à des histoires, des dispositifs juridiques et des configurations d'acteurs distincts. Leur rapprochement est ici analytique. Il sert à identifier des régularités dans les manières dont les organisations de la société civile rendent les abus visibles et cherchent à peser sur l'action publique.

[1] TILLY (C.), La France conteste, de 1600 à nos jours, Paris, Fayard, 1986, pp. 541-542.
[2] POMMEROLLE (M.-E.), « Routines autoritaires et innovations militantes. Le cas d'un mouvement étudiant au Cameroun », Politique africaine, n° 108, 2007, pp. 155-172.
[3] ACOSTA (A.), « Extractivism and Neoextractivism: Two Sides of the Same Curse », in LANG (M.) et MOKRANI (D.) (dir.), Beyond Development: Alternative Visions from Latin America, Amsterdam/Quito, Transnational Institute/Rosa Luxemburg Foundation, 2013, pp. 61-86.
[4] SVAMPA (M.), « Néo-"développementisme" extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine », Problèmes d'Amérique latine, n° 81, 2011, pp. 101-127.

Les travaux sur les mobilisations en Afrique ont souvent été structurés par une opposition entre résistance et soutien. Une première orientation privilégie les émeutes, les manifestations de rue, les mobilisations étudiantes ou les confrontations avec les pouvoirs publics. Elle éclaire l'inventivité contestataire, les « modes populaires d'action politique » et les formes d'indiscipline qui travaillent les dispositifs de domination[5]. Une deuxième orientation insiste sur les contraintes propres aux situations autoritaires : faiblesse des garanties juridiques, surveillance, incertitude de l'autorisation administrative, cooptation et coût de la prise de parole[6]. Enfin, d'autres analyses montrent que les rassemblements peuvent servir la reproduction de l'ordre, la mise en scène du soutien populaire et la stabilisation hégémonique[7]. Ces lectures sont indispensables, mais l'antinomie opposition/soutien rend moins visibles les pratiques qui contestent un secteur de l'action gouvernementale tout en recherchant la présence, l'autorisation ou l'expertise des agents de l'État[8].

Trois débats permettent de préciser la contribution de l'article. Le premier porte sur la transformation des répertoires. Chez Tilly, le répertoire renvoie à un stock historiquement disponible de moyens d'action, tandis que les approches du processus politique insistent davantage sur la variation des opportunités et sur l'ajustement stratégique des acteurs. Le second débat concerne la participation sous contrainte autoritaire. Les travaux sur le Cameroun montrent que l'ouverture d'espaces d'expression n'abolit ni les routines de contrôle ni l'incertitude administrative. La participation peut dès lors constituer simultanément une ressource d'accès et un mécanisme de canalisation. Le troisième débat porte sur l'expertise et la production de données. Celles-ci ne valent pas seulement par leur contenu cognitif. Elles redistribuent inégalement la capacité de qualifier un dommage, de rendre une situation vérifiable et d'adresser une demande à l'administration. L'article se situe à l'intersection de ces trois débats. Il cherche moins à proposer une catégorie entièrement détachée des notions existantes qu'à identifier une configuration spécifique dans laquelle la contestation se stabilise à travers les canaux mêmes de l'action publique sans perdre toute capacité critique.

L'article propose, pour dépasser cette difficulté, la notion de « répertoire institutionnalisé d'action collective». Elle désigne un ensemble stabilisé de pratiques revendicatives qui empruntent

[5] BAYART (J.-F.), L'État en Afrique. La politique du ventre, Paris, Fayard, 1989, pp. 33-36.
[6] POMMEROLLE (M.-E.) et VAIREL (F.), « S'engager en situation de contrainte », Genèses, n° 77, 2009, pp. 2-6.
[7] MANGA (J.) et MBASSI (A.), « De la fin des manifestations à la faim de manifester : revendications publiques, rémanence autoritaire et procès de la démocratie au Cameroun », Politique africaine, n° 146, 2017, pp. 73-97.
[8] BATCHOM (P.), « La guerre du peuple : de la popularisation de la guerre contre Boko Haram au Cameroun », Études internationales, vol. 47, n° 2-3, 2016, pp. 285-304.

les canaux reconnus de l'action publique, mobilisent le langage de la légalité et de l'expertise, et sont ajustées aux seuils de tolérance du régime. L'institutionnalisation ne signifie donc ni normalisation complète ni disparition du conflit. Elle renvoie à une relation : des entrepreneurs de cause cherchent à convertir des ressources militantes en prises institutionnelles, tandis que les autorités ouvrent, ferment ou contrôlent les espaces d'interlocution. Cette perspective articule les travaux sur les processus politiques, qui relient les formes de mobilisation à la structure des opportunités[9] et ceux qui insistent sur la variation des possibilités contestataires selon les conjonctures[10]. Elle conserve également l'attention portée aux transformations internes des organisations et à la professionnalisation de leurs savoir-faire[11].

Le répertoire est qualifié ici d'« institutionnalisé » lorsque quatre propriétés sont simultanément observables. Premièrement, les pratiques se répètent et se stabilisent au-delà d'une campagne ponctuelle. Deuxièmement, elles empruntent des procédures ou des espaces reconnus par les institutions publiques, tels que les consultations, pétitions, forums, dispositifs de transparence ou mécanismes d'observation. Troisièmement, elles reposent sur des compétences professionnalisées de production de preuve, de rédaction, de suivi et de plaidoyer. Quatrièmement, leur mise en œuvre suppose une négociation continue des seuils de tolérance avec l'administration et les autres détenteurs de ressources. Ces critères distinguent le répertoire institutionnalisé d'un simple répertoire associatif. Ils le distinguent aussi de l'ONGisation, qui décrit d'abord une transformation organisationnelle, de la participation institutionnelle, qui peut être ponctuelle et dépourvue de visée contestataire, et de l'action transnationale, qui renseigne sur l'échelle des circulations sans préjuger de leur traduction dans les routines nationales. La notion proposée désigne donc moins un nouveau type d'organisation qu'une manière stabilisée d'articuler critique, expertise et accès institutionnel.

La question centrale est dès lors la suivante : comment les organisations engagées contre les effets de l'extractivisme convertissent-elles des savoirs militants transnationaux en modes d'action localement recevables, sans renoncer à la portée critique de leurs revendications ? L'hypothèse défendue est que l'efficacité relative de ces mobilisations repose sur une double opération. La première est une extraversion sélective : les OSC acquièrent, auprès de partenaires internationaux, des ressources, des normes et des techniques de preuve. La seconde est une introversion stratégique

[9] MCADAM (D.), Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970, Chicago, University of Chicago Press, 1982, pp. 36-59.
[10] TARROW (S.), Power in Movement: Social Movements and Contentious Politics, Cambridge, Cambridge University Press, 2011, pp. 26-34.
[11] NEVEU (É.), Sociologie des mouvements sociaux, Paris, La Découverte, 2011, pp. 15-28.

: elles adaptent ces ressources aux routines administratives, aux réseaux de pouvoir et aux contraintes de la prise de parole publique. La rencontre de ces deux mouvements produit un répertoire hybride. Celui-ci institue une contestation par la coopération, sans dissoudre l'asymétrie entre l'État, les opérateurs économiques et les communautés.

L'enquête porte principalement sur deux organisations : le Centre pour l'environnement et le développement (CED), actif depuis les années 1990 dans la gouvernance forestière, et Forêts et développement rural (FODER), créé en 2002 et progressivement engagé dans les enjeux miniers. Le choix de ces cas tient à la durée de leur engagement, à leur présence dans les deux secteurs et à la traçabilité de leurs interventions. La comparaison est de type focalisé : elle ne vise pas à assimiler la forêt et la mine, mais à observer la circulation de mécanismes semblables dans des configurations sectorielles différentes[12]. Elle répond ainsi à la logique d'une comparaison contrôlée, attentive aux équivalences fonctionnelles plutôt qu'à l'identité des objets[13].

Le matériau a été recueilli entre octobre 2018 et juin 2020. L'enquête comprend une dizaine d'entretiens semi-directifs réalisés auprès de six personnes, principalement en lien avec les organisations étudiées. Le recours à plusieurs entretiens avec certains interlocuteurs a permis de revenir sur la genèse des organisations, leurs campagnes, leurs instruments de plaidoyer et les relations entretenues avec l'administration. À ce matériau s'ajoutent l'observation du Forum sur la gouvernance minière organisé en 2018 et l'analyse de rapports, communiqués, pétitions, documents de projets et textes réglementaires. Les informations disponibles ne permettent pas de standardiser rétrospectivement la durée de chaque entretien ni de présenter comme homogènes leurs conditions d'enregistrement. L'analyse repose donc sur une lecture thématique croisée des entretiens, des observations et des documents, en distinguant systématiquement les déclarations des acteurs, les traces documentaires et les inférences de l'auteur. Les cas du CED et de FODER ont été retenus en raison de la durée de leur engagement, de la traçabilité de leurs interventions et de leur présence dans les espaces forestier et minier. Ce choix introduit un biais institutionnel qu'il convient d'assumer : le matériau renseigne plus directement les organisations qui portent la mobilisation que les administrations, opérateurs et communautés auxquels elles s'adressent. La démonstration ne prétend donc ni mesurer exhaustivement les effets de chaque campagne sur la décision publique ni établir une causalité exclusive. Elle porte sur la construction et la recevabilité du répertoire, en confrontant autant que possible discours militants, documents publics et

[12] SARTORI (G.), « Concept Misformation in Comparative Politics », American Political Science Review, vol. 64, n° 4, 1970, pp. 1033-1053.
[13] GAZIBO (M.) et JENSON (J.), La politique comparée. Fondements, enjeux et approches théoriques, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2004, pp. 43-51.

séquences observables de réaction institutionnelle. Elle analyse d'abord l'apprentissage transnational et l'appropriation locale des répertoires (I), puis leur mise en pratique à travers la sensibilisation et la dénonciation instrumentée (II).

I- L'APPRENTISSAGE NÉGOCIÉ DES RÉPERTOIRES DE MOBILISATION

L'institutionnalisation des mobilisations ne se comprend ni comme une importation passive de modèles internationaux ni comme une production strictement domestique. Elle résulte d'une circulation de ressources et d'un travail de traduction. Les OSC acquièrent d'abord des compétences au sein de réseaux transnationaux (A), puis les ajustent aux règles formelles et informelles de l'ordre politique camerounais (B).

A- La circulation transnationale des savoirs militants

Le CED et FODER se sont construits dans un espace d'action où la cause environnementale est déjà internationalisée. La réforme forestière de 1994, les programmes de conservation, le dispositif FLEGT, l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives et les financements de projets ont multiplié les interfaces entre administrations, bailleurs, ONG internationales et organisations locales. La gouvernance forestière camerounaise s'est ainsi recomposée autour du partage de la rente, de la foresterie communautaire et de dispositifs participatifs qui contestent sans l'abolir la centralité de l'État[14]. La loi forestière de 1994 a ouvert des prises nouvelles aux communautés, même si leurs droits demeurent encadrés par des procédures administratives complexes[15]. Dans les zones extractives, la pluralité des usages du sol et le chevauchement des titres ont parallèlement nourri des conflits durables[16].

Le CED occupe une position pionnière dans cette configuration. Né d'une mise en commun d'acteurs camerounais et étrangers, il a fait de la documentation des irrégularités forestières une activité centrale : augmentation de la production industrielle, exploitation illégale, braconnage et effets sociaux de la pression commerciale sur les forêts. La production de rapports transforme alors des dommages dispersés en problèmes publiquement formulables. Elle donne aux organisations locales la possibilité d'adresser simultanément l'administration camerounaise, les partenaires techniques et les acteurs des marchés internationaux. Lorsque ses interventions s'étendent aux

[14] KARSENTY (A.), « Vers la fin de l'État forestier ? Appropriation des espaces et partage de la rente forestière au Cameroun », Politique africaine, n° 75, 1999, pp. 147-161.
[15] KAM YOGO (E. D.), « Droit de préemption et foresterie communautaire en droit camerounais de l'environnement », Revue juridique de l'environnement, vol. 37, n° 2, 2012, pp. 237-254.
[16] NGUIFFO (S.), « Une autre facette de la malédiction des ressources ? Chevauchements entre usages différents de l'espace et conflits au Cameroun », Politique africaine, n° 131, 2013, pp. 143-162.

industries extractives, le CED devient un intermédiaire entre des communautés affectées, des institutions nationales et des organisations capables d'internationaliser les alertes.

FODER suit une trajectoire distincte mais comparable. Son émergence en 2002 intervient dans un espace associatif déjà structuré. Le profil forestier et universitaire de ses membres facilite son positionnement sur la foresterie communautaire, puis sur les relations entre mines, environnement, santé et société. Les collaborations avec le CED, SOCODEVI, l'Union européenne et d'autres partenaires ne se limitent pas au financement. Elles fournissent des formats d'enquête, des grilles d'observation, des techniques de plaidoyer, des normes de traçabilité et des manières de formuler une recommandation. La ressource transnationale est ainsi cognitive autant que matérielle. Elle permet de convertir l'expérience locale en données susceptibles de circuler dans les espaces administratifs et internationaux.

Le dispositif FLEGT illustre cette circulation. En liant l'accès au marché européen à la légalité du bois, il déplace une question autrefois traitée comme strictement domestique vers une chaîne de responsabilité plus large[17]. Les organisations locales participent aux débats sur la légalité, la traçabilité et l'observation indépendante. Elles gagnent une capacité d'expertise qui modifie leur rapport à l'administration : la revendication ne repose plus uniquement sur la dénonciation morale, mais sur la maîtrise des procédures et la possibilité d'opposer des faits documentés aux récits officiels. L'expertise environnementale devient ainsi une voie d'accès à l'agenda gouvernemental[18].

Cette extraversion n'est cependant pas synonyme de dépendance mécanique. Elle correspond à une stratégie historique par laquelle des acteurs africains mobilisent des ressources externes pour poursuivre des objectifs internes[19]. Les organisations ne reproduisent pas à l'identique les priorités de leurs partenaires. Elles sélectionnent les ressources utiles, redéfinissent les enjeux et les articulent aux attentes des communautés. Ce travail de traduction explique que des normes globales (transparence, participation, légalité, responsabilité) puissent devenir des supports de revendications très concrètes : redistribution de la redevance, fermeture ou réhabilitation des trous miniers, respect des cahiers de charges et protection des usages locaux de la forêt.

[17] MOUNTOUROY (Y.), « Le changement dans la gouvernance globale des forêts : la recentralisation de l'action européenne contre le bois illégal », Gouvernement et action publique, vol. 3, n° 1, 2014, pp. 107-128.

[18] TCHINGANKONG YANOU (M.), « L'agenda gouvernemental de croissance saisi par l'expertise environnementale des organisations de la société civile de défense des forêts au Cameroun », VertigO, vol. 17, n° 3, 2017.

[19] BAYART (J.-F.), « L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion », Critique internationale, n° 5, 1999, pp. 97-120.

La circulation internationale produit enfin des effets organisationnels. Les campagnes par projets imposent des calendriers, des indicateurs et des rapports ; elles professionnalisent le plaidoyer et stabilisent des routines. L'institutionnalisation des idées n'est jamais séparée des espaces dans lesquels celles-ci sont produites et validées[20]. Cette professionnalisation peut éloigner les organisations de leur base sociale, mais elle leur procure aussi une grammaire reconnue par les décideurs. La protestation gagne en recevabilité ce qu'elle risque parfois de perdre en radicalité. C'est précisément cette ambivalence qui rend nécessaire l'étude de son appropriation locale.

B- L'appropriation locale sous contrainte néo-patrimoniale

Recevoir un savoir militant ne suffit pas à le rendre opératoire. Les OSC doivent apprendre les frontières pratiques de ce qui peut être dit, organisé et rendu public. La structure des opportunités n'est pas un cadre fixe : elle est perçue, interprétée et testée par les acteurs[21]. Au Cameroun, l'autorisation administrative, l'accès aux agents publics et la protection informelle de certains opérateurs créent une forte incertitude. Une conférence peut bénéficier de la présence de hauts responsables sans qu'une critique ouverte de l'action gouvernementale soit tolérée. Une pétition peut être admise si elle emprunte le langage de la légalité et de l'intérêt général, mais neutralisée lorsqu'elle menace des intérêts situés au sommet des chaînes décisionnelles.

Cette contrainte prend une dimension néo-patrimoniale lorsque les règles impersonnelles coexistent avec des relations de clientèle, des interventions hiérarchiques et des protections personnalisées[22]. Les acteurs rencontrés décrivent un secteur extractif dans lequel le responsable chargé de contrôler peut dépendre politiquement ou administrativement de ceux qui soutiennent l'opérateur. La corruption, les cadeaux distribués localement et le trafic d'influence affaiblissent alors la portée des procédures. La société civile ne se heurte pas seulement à une absence de droit, mais à un usage différentiel du droit. Les textes existent ; leur mise en œuvre dépend de configurations relationnelles et de rapports de force.

L'introversion stratégique désigne l'apprentissage de ces règles non écrites. Les OSC identifient les interlocuteurs accessibles, choisissent les formulations qui réduisent le risque de fermeture et construisent des alliances ponctuelles avec des parlementaires, des autorités traditionnelles ou des cadres administratifs. Ce travail ne relève pas nécessairement de la

[20] FOUILLEUX (È.), « Entre production et institutionnalisation des idées. La réforme de la politique agricole commune », Revue française de science politique, vol. 50, n° 2, 2000, pp. 277-306.
[21] EISINGER (P. K.), « The Conditions of Protest Behavior in American Cities », American Political Science Review, vol. 67, n° 1, 1973, pp. 11-28.
[22] MÉDARD (J.-F.), « L'État néo-patrimonial en Afrique noire », in MÉDARD (J.-F.) (dir.), États d'Afrique noire. Formations, mécanismes et crise, Paris, Karthala, 1991, pp. 323-353.

cooptation. Il traduit une recherche de prises dans un système où la concurrence demeure inégale et où l'hégémonie se stabilise par des coalitions multiples[23]. La coopération est donc instrumentale et réversible : elle permet de transmettre une information, de sécuriser une rencontre ou de donner une suite administrative à une alerte.

L'échec constitue, dans ce processus, une source d'apprentissage. Les campagnes sans réponse, les projets dont les recommandations restent inappliquées et les alertes neutralisées renseignent les organisations sur les limites de leur répertoire. La défection, la prise de parole et la loyauté ne sont pas des options abstraites ; elles sont continuellement combinées au sein des organisations[24]. Certaines choisissent de reformuler la critique en proposition technique ; d'autres déplacent l'alerte vers un partenaire international ; d'autres encore accumulent des preuves dans l'attente d'une conjoncture plus favorable. L'institutionnalisation procède ainsi par essais, ajustements et mémorisation des précédents.

Cette adaptation explique que l'extraversion et l'introversion ne soient pas contradictoires. La première élargit le stock de ressources disponibles ; la seconde en conditionne l'usage. Ensemble, elles produisent un répertoire qui n'est ni entièrement importé ni enfermé dans les routines nationales. Les OSC étudiées, dont la fonction d'intermédiation est au cœur de l'action transnationale[25], convertissent les normes internationales en instruments localisés. Elles peuvent, par exemple, transformer une exigence globale de transparence en formation destinée aux communautés, ou une norme de légalité du bois en protocole d'observation villageoise.

Le résultat est une forme de contestation à basse intensité, mais non dépourvue d'effets politiques. Elle évite la confrontation frontale, cherche à réduire l'exposition directe à la répression en s'appuyant sur des normes officiellement reconnues et maintient la cause dans l'espace public. Son institutionnalisation ne doit donc pas être confondue avec sa neutralisation. Elle déplace le conflit, en réalité, celui-ci se joue dans la définition des indicateurs, la sélection des données, l'accès aux réunions, la rédaction des rapports et la capacité de faire circuler une alerte. Ces pratiques deviennent pleinement observables lorsqu'on examine les deux principales modalités du répertoire : sensibiliser et dénoncer.

[23] SINDJOUN (L.), « Élections et politique au Cameroun : concurrence déloyale, coalitions de stabilité hégémonique et politique d'affection », African Journal of Political Science, vol. 2, n° 1, 1997, pp. 89-121.
[24] HIRSCHMAN (A. O.), Exit, Voice, and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations, and States, Cambridge, Harvard University Press, 1970, pp. 30-43.
[25] RYFMAN (P.), Les ONG, Paris, La Découverte, 2014, pp. 55-70.

II- LA MISE EN PRATIQUE D'UN RÉPERTOIRE HYBRIDE

Les ressources acquises ne prennent sens que dans leur mise en œuvre. Le répertoire étudié repose sur deux familles d'action étroitement liées. La sensibilisation fabrique des publics, des alliances et un langage commun (A). La dénonciation instrumentée transforme les expériences locales en preuves, puis les preuves en demandes adressées à l'État (B).

Dans les développements qui suivent, trois niveaux de preuve sont distingués. Les propos rapportés par les responsables associatifs sont traités comme des déclarations d'acteurs. Les rapports, pétitions, textes juridiques et comptes rendus de rencontres sont mobilisés comme traces documentaires. Les effets politiques ne sont inférés que lorsque la séquence permet de rapprocher une action, une réaction institutionnelle et, le cas échéant, une modification observable. Cette précaution évite d'assimiler la revendication d'un effet par une organisation à la démonstration de cet effet.

A- Sensibiliser : produire des publics et des espaces d'interlocution

La sensibilisation recouvre des forums, conférences, séminaires de formation, émissions radiophoniques, ateliers communautaires et missions d'observation. À première vue, ces activités peuvent sembler faiblement protestataires. Elles remplissent pourtant trois fonctions politiques. Elles construisent d'abord un diagnostic partagé ; elles relient ensuite des acteurs dispersés ; elles rendent enfin possible une interpellation publique formulée dans un langage admissible. La sensibilisation n'est donc pas un simple préalable pédagogique. Elle constitue une action de cadrage : elle nomme les dommages, attribue des responsabilités et définit des solutions.

La conférence internationale organisée par le CED en avril 2015 sur les droits des communautés et la gouvernance des ressources naturelles en offre une illustration. Universitaires, experts, responsables administratifs et membres de la société civile y confrontent leurs analyses des réformes foncières et forestières. La rencontre produit un rapport adressé aux autorités. Sa portée tient moins à l'adoption immédiate de ses propositions qu'à la constitution d'un espace où la critique peut circuler sous la forme de l'expertise. Le caractère international de l'événement renforce sa visibilité, tandis que la participation ou le silence des autorités signale une tolérance provisoire. Cette tolérance demeure révocable, mais elle fournit aux OSC une marge d'action.

Le Forum sur la gouvernance minière organisé par FODER en octobre 2018 répond à une logique analogue. Il rassemble organisations locales, partenaires internationaux, acteurs administratifs et représentants de communautés autour de la transparence des opérations, de la redistribution des revenus et de l'amélioration du cadre normatif. La présence d'agents publics ne supprime pas la critique ; elle modifie sa forme. Les revendications sont traduites en

recommandations, indicateurs et propositions de réforme. Cette traduction permet aux autorités de participer sans reconnaître une opposition politique organisée, et aux OSC de porter leurs demandes sans se placer immédiatement dans une logique de confrontation.

La Coalition camerounaise « Publiez ce que vous payez », active depuis l'adhésion du Cameroun à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives, prolonge cette stratégie. Radio, télévision, presse, ateliers et formations communautaires servent à diffuser les principes de transparence des contrats et des revenus. Les OSC créent ainsi des publics capables de demander des comptes. La participation ne naît pas spontanément de l'existence d'un dispositif juridique ; elle suppose l'appropriation de catégories, l'accès à l'information et la capacité de relier une expérience locale à une obligation publique.

Dans le secteur forestier, ce travail s'inscrit dans les ouvertures ménagées par la loi n° 94/01 du 20 janvier 1994[26]. Dans le secteur minier, il se déploie autour des dispositifs de transparence, des cahiers de charges et de la surveillance des impacts. Les formations organisées par le CED et FODER varient selon leurs destinataires : communautés riveraines, associations locales, chefs traditionnels, journalistes ou agents publics. Cette différenciation témoigne d'une conception relationnelle du répertoire. Il ne s'agit pas de diffuser le même message à tous, mais de produire des capacités d'action complémentaires.

La sensibilisation remplit également une fonction de sécurisation. Un atelier annoncé, documenté et soutenu par des partenaires identifiables est plus difficile à interdire qu'une manifestation spontanée. Le recours au vocabulaire du développement durable, de la légalité et de la transparence inscrit la critique dans des engagements auxquels l'État a lui-même souscrit. L'accord de partenariat volontaire FLEGT entre le Cameroun et l'Union européenne illustre cette ressource de légitimation[27]. En rappelant les engagements officiels, les organisations contestent l'écart entre norme et pratique sans mettre directement en cause la légitimité générale du régime.

Cette modalité connaît néanmoins des limites. La multiplication des rencontres peut produire une participation rituelle, dissocier la discussion de la décision et favoriser une professionnalisation fermée. Les rapports peuvent circuler sans modifier la conduite des opérateurs. L'espace d'interlocution demeure asymétrique : l'administration contrôle souvent l'accès aux informations décisives et conserve le pouvoir de sanction. La sensibilisation devient

[26] Loi n° 94/01 du 20 janvier 1994 portant régime des forêts, de la faune et de la pêche au Cameroun.

[27] Union européenne et République du Cameroun, Accord de partenariat volontaire entre l'Union européenne et la République du Cameroun sur l'application des réglementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux de bois et produits dérivés vers l'Union européenne (FLEGT), signé à Bruxelles le 6 octobre 2010, Journal officiel de l'Union européenne, L 92, 6 avril 2011, pp. 4-125.

véritablement contestataire lorsqu'elle est articulée à des instruments capables de documenter les écarts et de rendre le coût de l'inaction publiquement visible.

B- Dénoncer : convertir les données locales en prises institutionnelles

La dénonciation complète la sensibilisation par une opération de preuve. Pétitions, comités de veille, observation indépendante et systèmes normalisés de collecte forment une « boîte à outils » qui permet de transformer un dommage vécu en information vérifiable. Le pouvoir de ces instruments ne tient pas seulement aux chiffres qu'ils produisent. Il réside dans la chaîne sociopolitique qui relie un témoin local, une organisation capable de vérifier l'information, un support de diffusion et un destinataire institutionnel. La donnée devient alors une ressource de mobilisation.

La pétition relative à la redevance forestière annuelle illustre cette conversion. La loi de finances pour l'exercice 2015 a modifié la répartition de la redevance forestière annuelle en supprimant, dans le dispositif alors applicable, la quote-part directement affectée aux communautés riveraines[28]. FODER et ses partenaires ont porté la revendication de sa restauration auprès des autorités, des parlementaires et des chefs traditionnels. La réintroduction ultérieure d'une quote-part communautaire, inférieure au taux antérieurement revendiqué, coïncide avec cette séquence de mobilisation. Le matériau disponible ne permet toutefois pas d'attribuer à la seule pétition cette modification normative. L'efficacité de la pétition tient ici à son inscription dans une mémoire juridique : elle ne demande pas une rupture générale, mais la restauration d'une redistribution antérieurement reconnue.

La campagne sur les trous miniers ouverts et abandonnés procède de façon comparable. Les organisations mettent en circulation le nombre de chantiers non réhabilités, les décès enregistrés et la localisation des risques. Les signatures recueillies donnent à la revendication une matérialité collective, tandis que les données sur les accidents contribuent à construire une urgence publique. Le chiffre précis avancé dans certains supports militants n'est pas retenu ici faute de disposer, dans le corpus actuellement mobilisé, de la pièce primaire permettant d'en contrôler directement le décompte. Le chiffre n'est toutefois jamais neutre. Sa force dépend de la confiance accordée à ceux qui l'ont collecté, des possibilités de vérification et de son articulation à une obligation de l'opérateur ou de l'administration.

Les comités de veille citoyenne dans les zones minières organisent cette production à partir des communautés. Composés de volontaires, ils observent les problèmes prioritaires, définissent

[28] Loi n° 2014/026 du 23 décembre 2014 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2015.

des règles de fonctionnement et rendent compte de leurs activités. Leur intérêt analytique est double. Ils réduisent la distance entre l'expérience locale et le plaidoyer national ; ils redistribuent partiellement la capacité de surveillance. La transparence ne se limite plus à la publication descendante d'un rapport officiel : elle repose sur la possibilité, pour les populations, de produire et de transmettre une information contradictoire.

Les Comités paysans-forêts remplissent une fonction proche dans le secteur forestier. Inscrits dans l'environnement institutionnel issu de la réforme de 1994, ils servent de relais entre communautés, administration forestière et partenaires. Ils participent à la sensibilisation, donnent des avis sur des dossiers et contribuent à la surveillance des activités. Leur position est ambivalente : parce qu'ils sont reconnus par le dispositif public, ils disposent d'un accès ; parce qu'ils dépendent de ce dispositif, leur autonomie peut être limitée. Les pratiques communautaires de surveillance peuvent néanmoins constituer des communs de résistance et de production d'information[29].

L'observation indépendante externe approfondit cette logique. Elle introduit des auditeurs issus de la société civile dans un domaine longtemps monopolisé par l'administration. Les observations sont documentées, transmises aux services compétents et susceptibles de déclencher des missions de contrôle, des saisies, des amendes ou des suspensions. Le Système normalisé d'observation indépendante externe cherche à renforcer la qualité et la crédibilité des informations. Il ne privatise pas simplement le contrôle : il reconfigure la relation entre contrôle public et vigilance sociale. L'administration conserve le pouvoir de sanction, mais elle ne maîtrise plus entièrement la production initiale des faits.

Ces instruments constituent des technologies politiques au sens où ils organisent des relations, distribuent des compétences et définissent ce qui peut compter comme preuve. L'action publique environnementale ne résulte pas uniquement de décisions centrales ; elle est fabriquée par des dispositifs qui sélectionnent les problèmes et rendent certains acteurs audibles[30]. L'expertise, la pétition et l'observation indépendante donnent aux OSC des prises institutionnelles, mais elles imposent aussi leurs formats. Ce qui ne peut être quantifié, géolocalisé ou traduit en manquement réglementaire risque de rester invisible.

Le répertoire institutionnalisé apparaît ainsi comme un compromis instable. Les OSC acceptent les contraintes de la preuve, du dialogue et de la procédure afin de maintenir la possibilité

[29] BOUTINOT (L.), BATICLE (C.), DKAMELA (G.), KARPE (P.) et LE ROY (É.), « Surveiller sans punir. Un commun de résistance au travers du braconnage dans les forêts camerounaises », Espaces et sociétés, n° 175, 2018, pp. 51-68.

[30] LASCOUMES (P.), Action publique et environnement, Paris, Presses Universitaires de France, 2018, pp. 45-63.

de contester. Les autorités peuvent tolérer ces actions parce qu'elles sont sectorielles, techniques et compatibles avec le langage officiel de la gouvernance. Mais la multiplication des données peut déplacer la frontière du tolérable : elle met en évidence la responsabilité des administrations, rend les alliances économiques visibles et offre aux communautés des ressources pour contester les récits dominants. La coopération contient donc une conflictualité latente.

Conclusion

L'analyse comparée des mobilisations forestières et minières met en évidence une forme d'action collective qui échappe à l'opposition classique entre protestation frontale et soutien au pouvoir. Le CED, FODER et leurs partenaires ne renoncent pas à la critique ; ils la rendent praticable en l'inscrivant dans des formats reconnus : expertise, formation, pétition, veille communautaire, observation indépendante et dialogue avec l'administration. Leur répertoire est institutionnalisé parce qu'il se stabilise, se professionnalise et emprunte les canaux de l'action publique. Il demeure contestataire parce qu'il expose les écarts entre les normes proclamées, les pratiques extractives et les droits des communautés.

La contribution centrale de l'article tient à l'idée d'une institutionnalisation négociée. Celle-ci ne résulte ni d'une ouverture linéaire du régime ni d'une capture totale de la société civile. Elle naît de l'interaction entre trois mécanismes : la circulation transnationale de ressources militantes, leur traduction au regard des contraintes néo-patrimoniales et leur matérialisation dans des instruments de preuve. L'extraversion fournit des normes, des financements et des savoir-faire ; l'introversion permet de repérer les seuils de tolérance, les interlocuteurs et les formes recevables de critique. La combinaison des deux réduit les coûts de la prise de parole sans supprimer les rapports de domination.

Cette lecture nuance l'idée selon laquelle les mobilisations africaines devraient être recherchées uniquement dans les séquences spectaculaires de rupture. Les formes discrètes, procédurales et expertes peuvent également transformer la distribution de l'information, fabriquer des publics et susciter, dans certaines séquences documentées, une réaction des autorités. Elles prolongent ainsi les analyses qui invitent à étudier ce que signifie protester, mobiliser ou ne pas consentir dans des contextes africains différenciés[31]. Au Cameroun, où la démocratisation demeure travaillée par la permanence gouvernementale et l'ouverture sélective des espaces politiques[32], ces

[31] SIMÉANT (J.), « Protester, mobiliser, ne pas consentir. Sur quelques avatars de la sociologie des mobilisations appliquée au continent africain », Revue internationale de politique comparée, vol. 20, n° 2, 2013, pp. 125-143.
[32] OWONA NGUINI (M.-E.) et MENTHONG (H.-L.), « Gouvernement perpétuel et démocratisation janusienne au Cameroun (1990-2018) », Politique africaine, n° 150, 2018, pp. 97-114.

pratiques constituent moins une sortie de l'autoritarisme qu'une manière de négocier avec ses frontières.

Les effets observés restent partiels. La restauration incomplète de la part communautaire de la redevance, la persistance de l'exploitation illégale et l'abandon de nombreux sites montrent que la production d'une alerte ne garantit pas sa traduction en décision. Le matériau mobilisé ne permet pas non plus d'établir une causalité exclusive entre campagne associative et réforme publique. Une recherche ultérieure pourrait suivre plusieurs alertes depuis leur production locale jusqu'à leur traitement administratif, comparer les réponses des ministères concernés et intégrer plus systématiquement la parole des communautés et des opérateurs. Elle permettrait de distinguer les situations dans lesquelles l'institutionnalisation ouvre une prise réelle de celles où elle transforme la contestation en participation sans effet.

Il reste que le répertoire institutionnalisé ne doit pas être réduit à une faiblesse politique. Dans un ordre contraignant, la capacité à documenter, relier et faire circuler les expériences constitue déjà une ressource de pouvoir. La mobilisation contre l'extractivisme se joue alors dans une zone intermédiaire : suffisamment proche de l'institution pour être entendue, suffisamment autonome pour produire une vérité contradictoire sur l'exploitation des ressources. C'est dans cette tension, plus que dans une opposition simple entre consentement et résistance, que se recompose l'action collective environnementale au Cameroun.

Gouvernance politique et conflits en République démocratique du Congo : entre fragmentation de l'autorité et enjeux de ressources

Political governance and conflicts in the Democratic Republic of the Congo: between the fragmentation of authority and resource stakes

Par :

Norbert Kasereka Siviri

Dr en Science Administrative, Specialiste en Science Politique et Pdministrative. Vice-doyen du Domaine des Sciences Juridique, Politique et Administrative à l'Université Catholique du Graben et Professeur Visiteur à l'Université de Goma en Rdc

Marcel Kazadi Mwin Kasheb

Chef de Travaux et Chercheur en Domaine des Sciences Juridique, Politique et administrative à l'université de Goma

Gerlas Paluku Kisonia

Chef de Travaux et chercheur en Relations Internationales. Doctorant en R.I, Université Catholique du Graben en Domaine des Sciences Juridique, Politique et Administrative

Résumé :

Cet article analyse les relations entre gouvernance politique, fragmentation de l'autorité et conflits armés dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC). Il part d'un paradoxe : malgré la mise en œuvre de réformes institutionnelles, notamment la décentralisation, et de programmes de stabilisation d'envergure (P-DDRCS, ISSSS, réforme du secteur de la sécurité), les violences armées persistent et se recomposent. L'étude mobilise une méthodologie qualitative fondée sur l'analyse documentaire, des entretiens discursifs et l'observation participante. Le cadre théorique articule le matérialisme dialectique avec les approches géopolitique, géostratégique et historico-diplomatique. Les résultats montrent que la crise congolaise ne se réduit pas à une rébellion locale : elle résulte d'une gouvernance fragmentée, produite par la déconnexion entre des réformes descendantes et des réalités sociopolitiques locales, ainsi que par une économie politique de la guerre alimentée par l'exploitation et la contrebande des ressources naturelles. L'article plaide pour une paix positive, passant par la restauration de l'autorité de l'État, la transparence dans la gouvernance des ressources, la justice transitionnelle et un dialogue inclusif aux niveaux local, national et régional.

Mots-clés : gouvernance fragmentée ; conflits armés ; République démocratique du Congo ; ressources naturelles ; M23/AFC ; décentralisation ; stabilisation ; économie politique.

Abstract:

This article examines the relationships between political governance, fragmentation of authority and armed conflicts in the eastern Democratic Republic of the Congo (DRC). It starts from a paradox: despite institutional reforms, including decentralization, and large-scale stabilization programs (P-DDRCS, ISSSS, security sector reform), armed violence persists and recomposes itself. The study uses a qualitative methodology based on documentary analysis, discursive interviews and participant observation. The theoretical framework combines dialectical materialism with geopolitical, geostrategic and historical-diplomatic approaches. The findings show that the Congolese crisis cannot be reduced to a local rebellion: it stems from fragmented governance, produced by the disconnect between top-down reforms and local sociopolitical realities, as well as from a political economy of war fueled by the exploitation and smuggling of natural resources. The article argues for positive peace, requiring the restoration of state authority, transparency in resource governance, transitional justice and inclusive dialogue at local, national and regional levels.

Keywords: fragmented governance; armed conflicts; Democratic Republic of the Congo; natural resources; M23/AFC; decentralization; stabilization; political economy.

Introduction

Depuis le début des années 1990, les provinces du Kivu et de l'Ituri, dans l'Est de la République démocratique du Congo, sont le théâtre de conflits armés d'une rare violence[1]. Parmi ces régions, le Nord-Kivu constitue l'épicentre de l'insécurité. Berceau de plus d'une vingtaine de groupes armés créés en deux décennies, il a été le lieu des prémices des guerres congolaises, avec les violences ethniques de 1993[2]. Cette situation s'enracine dans un faisceau de facteurs historiques, politiques et économiques complexes : l'effondrement relatif de l'État sous la dictature de Mobutu, les guerres régionales consécutives au génocide rwandais de 1994, les deux guerres du Congo (1996-1997 et 1998-2003) et d'autres conflits armés ont fragilisé les institutions politiques.

La littérature sur la gouvernance politique et les conflits armés a déjà mobilisé plusieurs chercheurs. Khan examine la guerre hybride et ses manifestations opérationnelles dans les environnements de conflit modernes[3]. À partir d'une analyse comparative portant sur la Russie-Ukraine, les opérations de zone grise chinoises en mer de Chine méridionale et la stratégie de réseau proxy iranienne au Moyen-Orient, il montre que la guerre hybride exploite l'ambiguïté institutionnelle, sape les mécanismes de défense collective et érode les fondements normatifs de l'ordre international en opérant sous le seuil du conflit armé formel. Une réponse efficace exigerait donc une conceptualisation complète de la doctrine de sécurité, une coordination inter-agences renforcée et le développement de cadres de gouvernance résilients.

Kłosowicz et Mormul examinent l'émergence et le fonctionnement des États de facto en Afrique, en les reliant à l'héritage colonial et à la décolonisation inachevée[4]. À travers les cas du Sahara occidental, du Somaliland, du Katanga et d'autres entités, ils démontrent que la fragmentation, l'autonomie et la sécession s'inscrivent dans une continuité historique où les frontières héritées de la colonisation constituent à la fois le cadre et la limite des revendications de souveraineté. Ils appellent à dépasser la dichotomie reconnaissance/non-reconnaissance pour analyser les États de facto comme des phénomènes politiques à part entière.

Lacroix analyse l'escalade militaire dans l'Est de la RDC, notamment la prise d'Uvira par l'AFC/M23 avec le soutien présumé des Forces de défense rwandaises (RDF), et ses implications

[1] Pierre Jacquemot, « Les conflits dans l'est de la République démocratique du Congo Voisins cupides, groupes armés et prédation minière », *in Étude, Fondation Jen-Jaurès*, 03 – 2025, p.1.
[2] Jason Stearns, Usalama « Nord-Kivu Contexte historique du conflit dans la province du Nord-Kivu, à l'est du Congo », *in l'Institut de la Vallée du Rift | Projet*, 2012, p.8.
[3] Khan, Ayesha. « War Without Declaration: Hybrid Warfare Strategies and the Transformation of Modern Conflict », *in Dialogue Social Science Review (DSSR),* vol. 4, n° 6, 2026, pp. 22-38.
[4] Kłosowicz, Robert ; Mormul, Joanna (dir.)., "The Problem of De Facto States in International Relations" *in Africa. Peter Lang*, Berlin, 2024.

pour la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays[5]. Il identifie trois dynamiques convergentes : l'expansion territoriale de l'AFC/M23, l'établissement d'administrations parallèles et l'affaiblissement de la présence étatique dans certaines zones. Il appelle à la mise en œuvre rapide de la résolution 2773 du Conseil de sécurité, qui exige un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel. Ekyamba analyse les rebelles du M23 et les dynamiques du conflit armé prolongé dans l'Est de la RDC[6]. Il remet en question les récits académiques dominants qui confondent le M23 avec les Rwandophones congolais. Il démontre, preuves à l'appui, notamment les conclusions répétées des Nations Unies, que le M23 fonctionne comme un proxy stratégique faisant avancer les intérêts géopolitiques et économiques occultes du Rwanda sous prétexte de protéger les populations rwandophones. Il critique les stratégies de paix défaillantes du gouvernement congolais, qui renforcent souvent les cycles de violence en légitimant les groupes armés par des arrangements de partage du pouvoir.

Cet état de l'art montre que le conflit en RDC ne peut être réduit à une simple rébellion locale. Il s'agit d'un phénomène complexe où la fragmentation de l'autorité — historique, institutionnelle ou territoriale — s'articule avec les enjeux de ressources et des modes de gouvernance politique défaillants. L'originalité de notre étude réside dans le dépassement des analyses sectorielles pour proposer une approche intégrée. Elle croise la théorie des conflits hybrides, la sociologie des États fragiles et l'économie politique des ressources afin de repenser la crise congolaise dans sa globalité.

Aujourd'hui, la persistance des conflits s'explique par l'imbrication de plusieurs dynamiques. D'une part, la gouvernance est contestée et fragmentée : l'autorité de l'État est constamment négociée, voire disputée, aux plans local et national. Les réformes de décentralisation, censées rapprocher l'administration des administrés, se sont transformées en « moments de déstabilisation », ravivant les compétitions pour le pouvoir et l'accès aux ressources entre notabilités coutumières, autorités locales et élites nationales. D'autre part, il existe une économie politique de la guerre : l'exploitation des ressources naturelles — or, coltan, étain, tungstène — finance les groupes armés et entretient des circuits de contrebande impliquant des acteurs régionaux et internationaux.

Face à cette situation, la communauté internationale, à travers l'Union européenne, les États-Unis et d'autres partenaires, a élaboré des stratégies d'appui à la réforme du secteur de la

[5] Lacroix, Jean-Pierre. Briefing au Conseil de sécurité des Nations Unies sur la situation en RDC. ONU, New York, 12 décembre 2025.

[6] Ekyamba, Ibrahim Steven, « The M23 Rebels and the Dynamics of Protracted Armed Conflicts in the Eastern Democratic Republic Of Congo », *in African Journal of Peace & Conflict Studies*, vol. 15, n° 1, 2026.

sécurité[7]. Ces approches dites « holistiques » visent à instaurer un système de sécurité efficace, au service de l'État de droit[8].

En 2012, le M23 a capté l'attention médiatique et diplomatique mondiale. Il est, à bien des égards, l'héritier de ses prédécesseurs, le CNDP et le RCD. Cette rébellion incarne la persistance des logiques conflictuelles dans l'Est congolais[9]. Le gouvernement congolais a engagé des réformes du secteur de la sécurité et mené des opérations militaires avec l'appui de la MONUSCO. En novembre 2013, ces efforts ont abouti à la défaite militaire du M23[10]. Cependant, cette victoire s'est avérée précaire. La résurgence du M23 en 2021 constitue un paradoxe sécuritaire. Cette seconde phase s'est distinguée par sa durée, ses conquêtes territoriales stratégiques (Goma, Bukavu) et une implication des Forces de défense rwandaises[11]. Le M23 ne se contente pas d'un simple contrôle des sites miniers : il vise à supplanter les notabilités coutumières, à instaurer son système de taxation et à contrôler les routes commerciales pour asseoir son pouvoir économique.

Au regard de cet état de choses, la problématique de cette recherche s'articule autour du paradoxe suivant : comment expliquer que, malgré l'existence de réformes institutionnelles — décentralisation — et de programmes de stabilisation d'envergure — P-DDRCS, ISSSS —, la RDC continue de connaître des violences récurrentes ? Dans quelle mesure les modes de gouvernance politique, à la fois formels et informels, contribuent-ils à la perpétuation ou à la résolution de ces conflits ? L'hypothèse centrale est que l'échec relatif de la gestion des conflits en RDC est moins lié à une absence de politiques publiques qu'à une « gouvernance fragmentée » et « multi-niveaux » défaillante. Les réformes, souvent pensées de manière descendante (top-down), entrent en contradiction avec les réalités locales et les stratégies des acteurs, créant de nouvelles arènes de compétition pour l'autorité publique, ce qui exacerbe les tensions au lieu de les apaiser.

[7] OCDE-CAD, Réforme des systèmes de sécurité et gouvernance : principes et bonnes pratiques, Editions OCDE, Mars 2006, 172.
[8] Durtour I., La perspective africaine de la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS). De l'appropriation d'un concept par ses bénéficiaires, Communication lors de la Rencontre nationale des jeunes chercheurs(e)s en études africaines tenue à Paris du 11 au 12 Janvier 2013, p.03
[9] Jason STEARNS, « Du CNDP au M23 Évolution d'un mouvement armé dans l'est du Congo », *in InstItut de la Vallée du RIft | Projet Usalama*, 2012, Nairobi, p.61.
[10] Pierre Jacquemot. Est de la RD Congo convoitises des voisins, groupes armés et prédation minière. Fondation Jean Jaurès. 2025. hal-05029158, p.07.
[11] Balingene Kahombo, « La deuxième guerre du M23 : Diagnostic, escalade militaire et perspectives de paix en République Démocratique du Congo », *in African Security Sector Network* (ASSN), Avril 2025, p.7.

La méthodologie repose sur le matérialisme dialectique[12], appuyé par les approches géopolitique, géostratégique et historico-diplomatique[13]. La méthode dialectique a permis de structurer l'étude autour du conflit entre un État centralisateur (thèse) et des forces de fragmentation (antithèse), aboutissant à une gouvernance hybride (synthèse). La géopolitique explique la base matérielle et territoriale de cette contradiction — déterminisme géographique et malédiction des ressources. La géostratégie dévoile les rapports de force entre les acteurs (FARDC, AFC/M23, ADF, FDLR, ONG, sociétés multinationales, etc.) et leurs stratégies — interventionnisme régional, mécanismes de traçabilité, violence politique. L'approche historico-diplomatique retrace la genèse du phénomène et évalue l'inefficacité des réponses apportées — échec de la diplomatie, justice transitionnelle et développement.

La collecte des données a privilégié les approches qualitatives[14], notamment la technique documentaire, complétée par des entretiens discursifs avec dix informateurs — trois scientifiques, deux leaders de la société civile, deux autorités politico-administratives et trois membres de la communauté locale dans la zone de conflit — et par l'observation participante. L'analyse de contenu a suivi les étapes suivantes : définition du corpus et des objectifs, préparation des données, lecture flottante, découpage en unités d'analyse, construction de la grille de catégories, codage du corpus, vérification de la fiabilité, analyse des résultats et interprétation.

Notre réflexion analyse la gouvernance politique et les conflits en RDC en mettant un accent particulier sur les provinces de l'Est. Cette zone, où l'enquête a été centrée, est dominée par l'insécurité et l'occupation de l'AFC/M23, ce qui a rendu l'accès difficile et a pu influencer les entretiens téléphoniques, ainsi que les réponses des enquêtés par crainte de représailles. L'étude couvre la période allant de janvier 2025 — prise de la ville de Goma — à septembre 2026 — intensification de l'administration parallèle dans la zone occupée par l'AFC/M23.

Outre cette introduction et la conclusion, la présente étude est organisée en deux grandes parties. La première porte sur la gouvernance fragmentée et les racines politiques et institutionnelles de la fragmentation de l'autorité. La seconde analyse l'économie politique de la fragmentation, les ressources, la prédation et les enjeux de stabilisation.

---

[12] Grawitz, M., *Méthodes des sciences sociales*, Paris, Dalloz, 2e Éd., 1974 ; voir aussi Jean OTEMIKONGO Mandefu Yahisule, *Guerre des méthodes en sciences sociales. Du choix du paradigme épistémologique à l'évolution des résultats*, Paris, L'Harmattan, 2018, p.76 ; voir aussi SHOMBA KINYAMBA S., *Méthode et épistémologie de la recherche scientifique*, Kinshasa, éd. PUK, 2016, p.28.

[13] Benoit . Verhaegen, « Histoire immédiate et engagement politique », *in Cahiers Zaïrois d'études politiques et sociales*, UNAZA campus de Lubumbashi, n°3, Octobre 1974.

[14] Guillaume Devin, *Méthodes de recherche en relations internationales*, Ed.SciencesPo, Paris, 2016

I- GOUVERNANCE FRAGMENTÉE ET RACINES POLITIQUES ET INSTITUTIONNELLES DE LA FRAGMENTATION DE L'AUTORITÉ

Cette première partie vise à clarifier le concept de gouvernance fragmentée et à en montrer les racines politiques et institutionnelles en RDC. Il s'agit de comprendre comment la déconnexion entre les réformes nationales et les réalités locales produit une autorité disputée, plurielle et souvent inefficace. Nous examinerons d'abord la définition de la gouvernance fragmentée et ses concepts connexes, avant d'analyser deux dynamiques majeures : la fragilisation de la légitimité électorale et l'inachèvement de la décentralisation, puis la rupture du monopole de la violence légitime.

A- Définition de la gouvernance fragmentée et concepts connexes

1- Gouvernance fragmentée

Selon notre étude, la gouvernance fragmentée se définit comme un mode de gestion de l'État caractérisé par une contradiction structurelle et dysfonctionnelle entre les réformes institutionnelles descendantes (top-down) et les réalités sociopolitiques locales. Elle ne désigne pas simplement une absence d'État, mais un paradoxe : malgré l'existence de programmes de stabilisation et de réformes, la violence persiste. La gouvernance fragmentée est donc le produit d'une déconnexion entre le centre — Kinshasa et les bailleurs internationaux — et la périphérie. Les réformes conçues au niveau macro entrent en collision avec les dynamiques micro-locales, ce qui, au lieu de pacifier les territoires, exacerbe les tensions et pérennise les conflits. C'est une pathologie de l'articulation entre le pouvoir central et les territoires.

2- Rapports entre gouvernance fragmentée et concepts connexes

Parmi les concepts connexes à la gouvernance fragmentée, nous citons : la gouvernance hybride, l'État fragile, la gouvernance multi-niveaux et l'autorité négociée.

La gouvernance hybride met l'accent sur la nature des acteurs — coexistence d'institutions étatiques modernes et d'autorités traditionnelles, coutumières ou de groupes armés [15]. La gouvernance fragmentée, telle que définie ici, met l'accent sur le processus de déconnexion verticale : réformes descendantes vs réalités locales. Une gouvernance peut être hybride sans être fragmentée si les acteurs négocient et s'articulent efficacement. La fragmentation naît précisément de l'échec de cette articulation.

L'État fragile est un diagnostic macro sur l'incapacité d'un État à assurer ses fonctions régaliennes — sécurité, justice — sur l'ensemble de son territoire[16]. La gouvernance fragmentée

[15] Colona, F., & Jaffe, R. "Hybrid Governance Arrangements", *in The European Journal of Development Research*, vol. 28, n° 2. Ville : Londres, 2016, p. 175-183.
[16] Cebotari, A., et Ali.,. "State Fragility: Towards a Conceptual Framework*", in IMF Working Papers*, n° 205. Ville : Washington, D.C., 2025, Article A001.

est un mécanisme spécifique qui explique comment cette fragilité se manifeste et se reproduit dans la gestion des conflits. La fragmentation est à la fois une cause et une manifestation de la fragilité, mais elle se concentre sur la dissonance entre politiques publiques et terrain, et non sur le seul manque de capacités institutionnelles.

Selon Roe, la gouvernance multi-niveaux est un cadre descriptif ou normatif neutre qui analyse la répartition des compétences entre les échelons local, national, régional et international, en supposant une certaine coordination[17]. La gouvernance fragmentée en est la pathologie : elle décrit une situation où cette répartition ne fonctionne pas, où les niveaux se contredisent — les réformes nationales sapant les réalités locales —, générant incohérence et tensions au lieu de la synergie attendue.

D'après Rice, l'autorité négociée renvoie à un processus dynamique de marchandage permanent entre l'État et les acteurs locaux pour l'exercice du pouvoir[18]. C'est une forme d'interaction. Dans la gouvernance fragmentée, cette négociation est rompue ou biaisée : les réformes descendantes imposent un cadre qui ne tient pas compte des réalités locales, ce qui ne permet pas une négociation apaisée, mais alimente au contraire la confrontation et l'exacerbation des tensions.

En somme, la « gouvernance fragmentée » est un concept qui permet de dépasser l'analyse statique de l'État fragile ou hybride, en se concentrant sur le défaut d'articulation verticale comme moteur principal de la persistance des violences dans l'Est de la RDC.

I.2- Les racines politiques et institutionnelles de la fragmentation de l'autorité

1- Une légitimité électorale fragilisée et une décentralisation inachevée

Les scrutins présidentiel et législatifs ont eu lieu dans un calme relatif le 30 décembre 2018. Trois candidats étaient favoris à l'élection présidentielle : Emmanuel Ramazani Shadary pour la majorité présidentielle ; Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, leader de l'opposition ; et Martin Fayulu Madidi, du parti Engagement pour la citoyenneté et le développement. Alors que les chiffres officiels proclamés par la Commission électorale nationale indépendante désignaient Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo élu, un dénombrement parallèle réalisé par 40 000 observateurs de la Conférence épiscopale nationale du Congo déclarait Martin Fayulu vainqueur. Des données confidentielles divulguées par des sources au sein même des autorités électorales confirmaient les

[17] Roe, M. "Multi-level and polycentric governance: effective policymaking for shipping*", in Maritime Policy & Management*, vol. 36, n° 1. Ville : Abingdon, 2009, p. 39.

[18] Rice, R. M. "Communicating Authority in Interorganizational Collaboration". Éd. *Routledge Studies in Communication, Organization, and Organizing*. Ville : New York, 2022, p. 1-50.

chiffres de l'Église, suggérant fortement un effort du clan Kabila pour truquer le vote en faveur de Félix Tshisekedi, « plus acceptable » pour le président sortant et ses alliés[19].

Les élections de 2018 ont donc été extrêmement controversées. Environ la moitié des Congolais sondés au mois de juin 2019 estimaient que ces scrutins avaient été truqués, tout en acceptant toutefois les résultats[20]. L'accession de Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo à la présidence en janvier 2019, à l'issue d'élections contestées par les opposants, a constitué un test immédiat pour la diplomatie congolaise. Dans ce contexte délicat, la politique étrangère, sous l'impulsion du Président, a orchestré une vigoureuse offensive diplomatique pour obtenir la reconnaissance internationale des résultats officiels. Cette stratégie a porté ses fruits : dès février 2019, la tempête post-électorale s'est apaisée avec la reconnaissance par l'Union africaine. Ensuite, le 3 juin 2025, la RDC a été élue membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies pour la période 2025-2026[21].

En outre, la Constitution congolaise de 2006 prévoit la décentralisation du pouvoir politique afin de renverser la tendance antérieure à un État centralisé. La mise en œuvre fait toutefois défaut. Les élections locales ont été organisées, mais l'installation des élus demeure non effective. En plus, les transferts de ressources financières et de capacités aux niveaux locaux ont été limités. La révision constitutionnelle de 2011 a permis à l'État central de récupérer un certain contrôle sur les pouvoirs exécutifs provinciaux. Les élites politiques nationales et provinciales interviennent régulièrement directe ment dans la nomination des chefs traditionnels, ce qui a contribué à de nombreux conflits locaux[22]. On distingue trois principales formes de décentralisation — délégation, déconcentration et dévolution — ainsi que trois aspects différents : administratif, financier/fiscal et politique[23].

Dans le Document de la stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté de juillet 2006[24], on esquisse une vision de l'avenir à l'horizon 2025 pour un pays qui compte 26 provinces, en se référant au processus de décentralisation en cours et en esquissant les différents chantiers ou

[19] Le bilan de début de mandat de Félix Tshisekedi : Son alliance avec Kabila, la situation des partisans de l'UDPS, des opposants, de la société civile et la question de l'impunité, République démocratique du Congo, OFPRA, DIDR, Avril 2020, p.03.
[20] Rapport Sondage - Juillet 2021 : L'an 2 de Tshisekedi, Année de l'émancipation ? Groupe d'étude sur le Congo, Bureau d'études, de recherche et de consulting international (Berci), p.10.
[21] Ibid
[22] Hans Hoebeke, et Ali., « Garantir la stabilité légitime en RDC : hypothèses extérieures et perspectives locales Étude de politique », *in SIPRI*, Septembre 2019, p.6.
[23] NIAMH GAYNOR, Gouvernance locale, conflits et consolidation de la paix en république démocratique du congo, Rapport de recherche élaboré en collaboration avec le Programme Gouvernance et Genre de Trócaire RDC, DCU, JUIN, 2013, p.17.
[24] DSCRP-Vision 25/26 : http://siteresources.worldbank.org/intcongodemocraticinfrench/resources/ DSCRP.pdf., consulté le 21/05/2026.

conditions nécessaires pour réaliser ce potentiel : bonne gouvernance, stabilité et croissance, accès aux services de base, lutte contre le sida, renforcement communautaire. Si la décentralisation du pouvoir était aussi prioritaire dans une vision politique, il n'y aurait pas de grands écarts de niveau de vie entre les villages, les cités et les villes qui obligent les gens à vouloir vivre en ville même sans travail. Aujourd'hui, on compte plusieurs villages désertés par suite des conflits, ce qui entraîne des conséquences du point de vue du développement, de l'agriculture, de l'éducation et de la sécurité[25]. Le programme de décentralisation fiscale doit être conçu et mis en œuvre de façon à rendre ce mode de gestion effectif et à améliorer les conditions socioéconomiques locales afin d'étouffer certaines tensions[26].

2- La rupture du monopole de la violence légitime

Les violences persistantes à l'Est du pays depuis les années 1990 trouvent leur origine dans des conflits antérieurs. La multiplicité d'acteurs nationaux et internationaux, ainsi que les enjeux politiques et socioéconomiques, exacerbent le contexte actuel. Les tensions complexes entre les pays des Grands Lacs — RDC, Ouganda, Rwanda, Burundi — fragilisent l'équilibre régional. Depuis plus de deux décennies, la RDC est en proie à des conflits ravageurs. Le génocide rwandais de 1994 a contribué au déclenchement de la première guerre du Congo (1996-1997) et à la chute de Mobutu.

La deuxième guerre (1998-2003), dite « Grande Guerre d'Afrique », a impliqué de nombreux pays — Rwanda, Ouganda, Angola, Zimbabwe. Officiellement terminée en 2003 avec un accord de paix et la mise en place d'un gouvernement de transition, elle a complexifié le paysage sécuritaire[27]. La crise continue jusqu'aujourd'hui. Fin 2021, le conflit avec le Rwanda a repris après quelques années d'accalmie lorsque le groupe M23 a pris le contrôle d'une grande partie du Nord-Kivu — avec le soutien financier et logistique du Rwanda, selon le gouvernement congolais et l'ONU. De son côté, le gouvernement congolais est accusé d'apporter de nouveau son soutien aux Hutus extrémistes. En novembre 2024, on dénombre 6,9 millions de déplacés internes dans l'Est de la RDC[28]. Parallèlement, le Rwanda et d'autres pays voisins qui soutiennent les milices en RDC ont des intérêts financiers dans les mines congolaises. Un nouvel acteur s'est

[25] Godefroid Nzila Yaav. Les conflits sociopolitiques en République Démocratique du Congo: une anal yse dans la perspective de Paul Ricoeur. Philosophie. Université Bourgogne Franche-Comté, 2023. Français. NNT: 2023UBFCH014. tel-04197675, consulté le 21/05/2026.

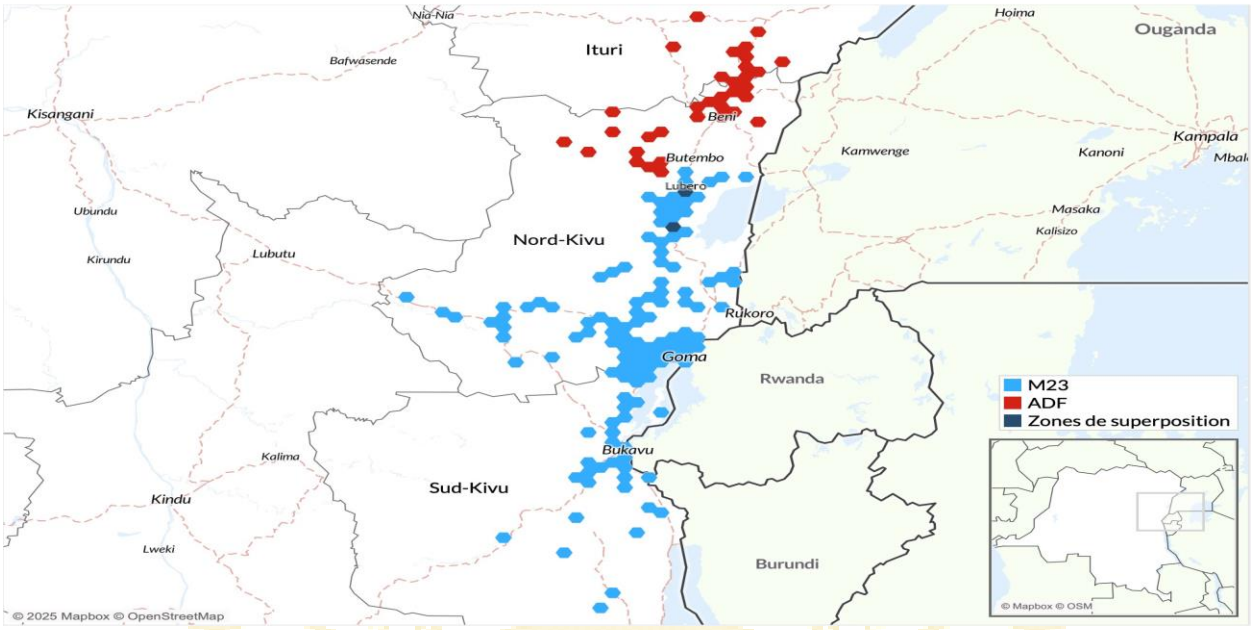
[26] Tsebelis, cité par Conflits en République Démocratique du Congo Causes, impact et implications pour la région des Grands Lacs, Nations Unies, Commission Economique pour l'Afrique, 2015, p.10.

[27] FAO. 2023. République démocratique du Congo: Analyses de conflicts dans les provinces du Nord-Kivu et Sud-Kivu – Rapport complet. Rome. https://doi.org/10.4060/cc7526fr, consulté samedi 21/02/2026 à 20h00'.

[28] Bénédicte Yenyi et boursière Herbert Scoville Jr, Pourquoi nous avons besoin de bâtisseurs de paix locaux. étude de cas : nord kivu, rdc, op. cit., p.02.

récemment ajouté à la dynamique déjà complexe de l'Est de la RDC : l'organisation État islamique[29]. Sur cette base, l'insécurité entrave la stabilité nationale, le développement et les conditions de vie des Congolais[30]. Fin janvier 2025, le M23 s'est emparé de Goma, puis de Bukavu en février 2025 sans combat. Cette avancée a isolé les FARDC[31]. Selon les données d'ACLED, la violence a causé plus de 2 500 décès au premier trimestre 2025, faisant de cette période la plus meurtrière depuis 2002[32]. Le M23 a su coordonner ses actions avec d'autres groupes, comme les ADF, exacerbant le chaos[33]. Cela peut s'observer à travers la figure suivante :

Figure 1. Carte de l'espace d'activisme de l'AFC/M23 et des ADF[34]



La carte ci-dessus montre une répartition géographique bien marquée. Les ADF (rouge) concentrent leurs activités dans la province de l'Ituri et le nord du Nord-Kivu, à proximité de la frontière ougandaise. Le M23 (bleu clair) opère plus au sud, dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, à Goma — depuis janvier 2025 —, Rutshuru et Masisi. Les zones de superposition (bleu foncé) indiquent des points de friction ou de coexistence entre ces deux groupes. Cette carte matérialise

[29] https://actiondecareme.ch/aux-origines-de-la-crise-en-rdc/, cousulté le 21/03/2026. consulté le 21/05/2026.
[30] Discours de son excellence monsieur felix-antoine tshisekedi tshilombo, président de la République démocratique du Congo, sur l'etat de la nation Palais du Peuple Kinshasa, 11 Décembre 2024, pp.26-27.
[31] Kahombo, La deuxième guerre du M23, op. cit., p. 12.
[32] Olivia Le Poidevin, "Fighting in Congo has killed 7,000 since January, DRC prime minister says," *in Reuters,* 24 février 2025.
[33] Christian Jaffe, « Alors que les rebelles du M23 prennent le contrôle de l'est du Congo, l'État islamique exploite le chaos », *in ACLED*, Washington, 2025.
[34] *Idem.*

visuellement la fragmentation de l'autorité en RDC. L'État congolais n'est plus l'acteur dominant sur une vaste portion de son territoire, laissant la place à des économies de guerre et à des administrations parallèles. Bien que les minerais ne soient pas explicitement représentés ici, cette carte se superpose directement à la figure 3 (zones minières). Le contrôle de ces territoires par les groupes armés est le moyen d'accéder aux ressources — or, coltan, cassitérite — qui financent leurs opérations. Pour une paix durable, il ne suffit pas de négocier avec un seul groupe, comme le M23. Il faut une stratégie globale de restauration de l'autorité de l'État sur l'ensemble de ces territoires fragmentés, en s'attaquant simultanément aux causes profondes — gouvernance, ressources — et à tous les acteurs armés.

Cette première partie a montré que la gouvernance fragmentée en RDC résulte d'une combinaison de facteurs politiques et institutionnels. La légitimité électorale fragilisée, l'inachèvement de la décentralisation et la rupture du monopole de la violence légitime ont progressivement affaibli l'autorité de l'État. Les réformes descendantes, censées stabiliser le pays, se heurtent à des réalités locales complexes et à des stratégies d'acteurs qui les détournent ou les neutralisent. La fragmentation de l'autorité n'est donc pas une simple absence d'État : elle est une pathologie de l'articulation entre le centre et la périphérie, entre les normes formelles et les pratiques informelles. La deuxième partie prolonge cette analyse en examinant l'économie politique de la fragmentation et les stratégies de stabilisation.

II- ÉCONOMIE POLITIQUE DE LA FRAGMENTATION : RESSOURCES, PRÉDATION ET ENJEUX DE STABILISATION

Cette deuxième partie analyse le rôle des ressources naturelles dans la perpétuation des conflits et la fragmentation de l'autorité en RDC. Elle montre que les minerais stratégiques — or, coltan, cassitérite, tungstène — constituent à la fois l'objet de la prédation et le carburant des groupes armés. Elle examine ensuite les stratégies de stabilisation mises en œuvre aux niveaux national, régional et international, ainsi que leurs limites. Enfin, elle interroge les conditions d'une paix positive, articulant gouvernance des ressources, justice transitionnelle et développement.

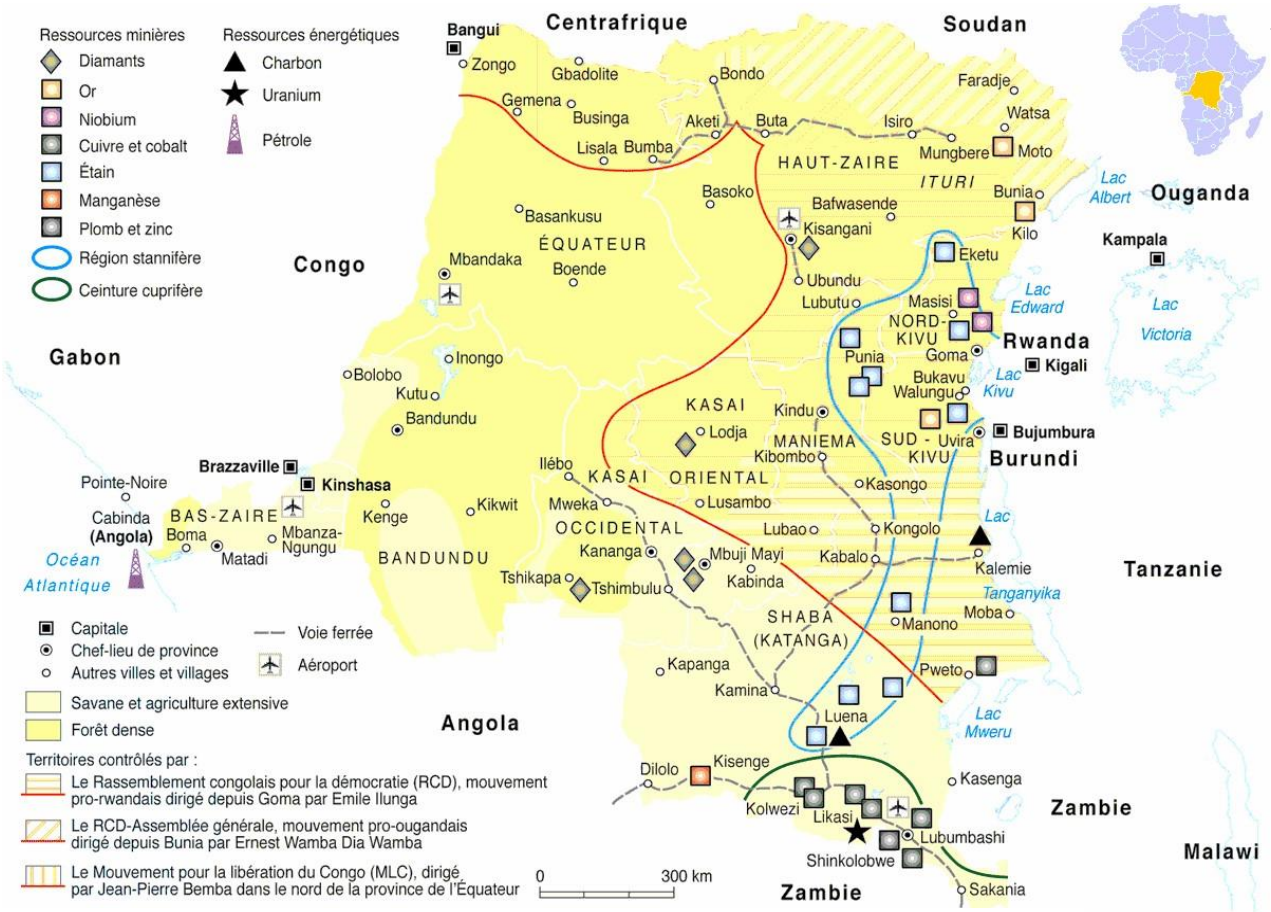
A- La gouvernance des ressources naturelles au cœur des conflits

1- L'économie politique de la guerre dans l'Est de la RDC

En RDC, le secteur minier occupe une place centrale et stratégique tant sur le plan économique que géopolitique. Première productrice mondiale de cobalt, la terre congolaise est

aussi très riche en cuivre, coltan, or, diamants, étain, tungstène, tantale, etc.[35], comme le montre la figure 2.

Figure 2. Carte des espaces miniers en RDC[36]



Cette carte illustre le paradoxe congolais : la RDC est un « scandale géologique » doté d'une richesse minérale et énergétique exceptionnelle et diversifiée — diamants, or, cuivre, cobalt, étain, uranium, pétrole, etc. —, répartie sur l'ensemble de son vaste territoire. La carte met en évidence que les régions les plus riches en minerais stratégiques — or, étain, niobium, manganèse — se concentrent dans l'Est du pays (Nord-Kivu, Sud-Kivu, Maniema, Ituri), précisément là où se concentrent les conflits armés, comme vu sur les figures 1 et 3. Le Katanga (cuivre, cobalt) et le Kasaï (diamants) constituent d'autres pôles majeurs. Cette carte fournit la base géo-économique de notre problématique : elle montre l'objet de la prédation. Ce ne sont pas des territoires

[35] Perrine Chaffois. Le principe de gouvernance responsable pour les entreprises dans l'exploitation minière en RDC. 2025. ⟨hal-05136582⟩, consulté le 21/05/2026.

[36] Le Soir, Article parus en Juillet et Août 1999, Le Soir, Bruxelles, 1999 ; voir aussi Groupe Jeune Afrique, Atlas du chiffrement africain, Groupe Jeune Afrique et les Editions du Juguar, Paris, 1993 ; voir aussi Collectif-Editions Jeune Afrique, Atlas de la République du Zaire, Edition Jeune Afrique, Paris, 1987.

quelconques qui sont fragmentés, mais des terres regorgeant de ressources hautement stratégiques pour l'économie mondiale. La dispersion des ressources sur un territoire aussi vaste, couplée à un État faible, explique en partie la fragmentation de l'autorité. Kinshasa ne peut pas physiquement ni institutionnellement contrôler l'ensemble de ces espaces miniers, laissant la porte ouverte aux groupes armés et aux réseaux criminels. Cette carte souligne l'urgence d'une gouvernance minière efficace. Pour une paix durable, il ne suffit pas de stopper les combats — paix négative —, il faut transformer cette malédiction des ressources en moteur de développement, en garantissant une gestion transparente et équitable.

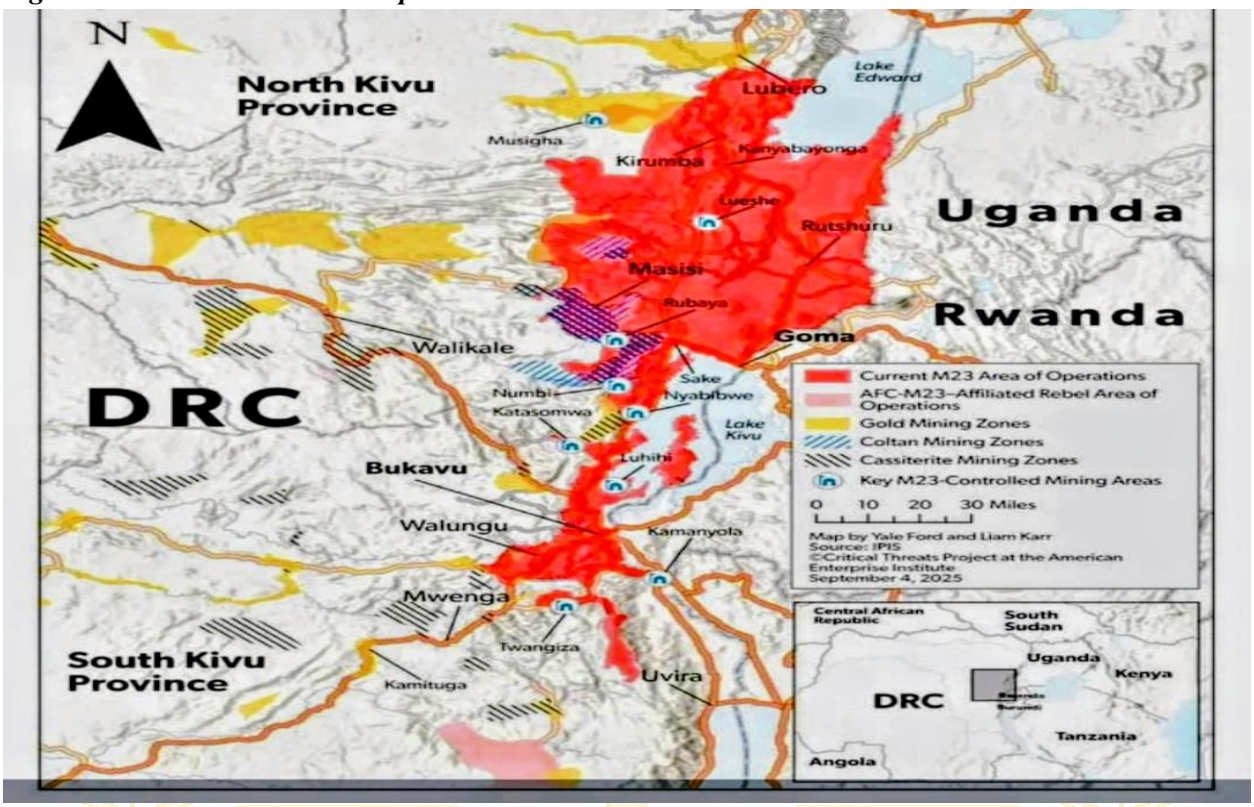
La majeure partie de ces ressources reste inexploitée et inexplorée. Le bassin côtier est le seul site d'exploitation actif depuis une trentaine d'années, avec une production moyenne limitée à 25 000 barils de brut par jour — 10 000 onshore et 15 000 offshore. Il faut noter que le pays possède une diversité d'espèces et de plantes qui le situe au cinquième rang des pays ayant la biodiversité la plus riche au monde[37].

Les conflits dans les Grands Lacs sont, pour certains acteurs, des activités très lucratives. Ils se nourrissent eux-mêmes : vente de minerais pour l'achat d'armes, armes pour contrôler les sites miniers. Les bénéfices dégagés de l'exploitation et du commerce frauduleux permettent aux belligérants d'acquérir des armements lourds, mortiers de longue portée, AK-47, munitions, appareils de transmission et uniformes à l'étranger, par des voies tout aussi frauduleuses sur les marchés est-européens et asiatiques[38]. La figure 3 illustre les activités d'exploitation minière de l'AFC/M23.

[37] Kabwe, F. (2014) « Ressources minières de la R.D.Congo, source de la croissance économique et de conflits armés », *in Les Cahiers du CEDIMES*, vol 8 n°2 p.68-74.

[38] Pierre Jacquemot, « Les conflits dans l'est de la République démocratique du Congo Voisins cupides, groupes armés et prédation minière », *in Étude, Fondandtion Jean Jaurès*, 2024, p.12.

Figure 3. Carte des activités d'exploitation minière de l'AFC/M23[39]

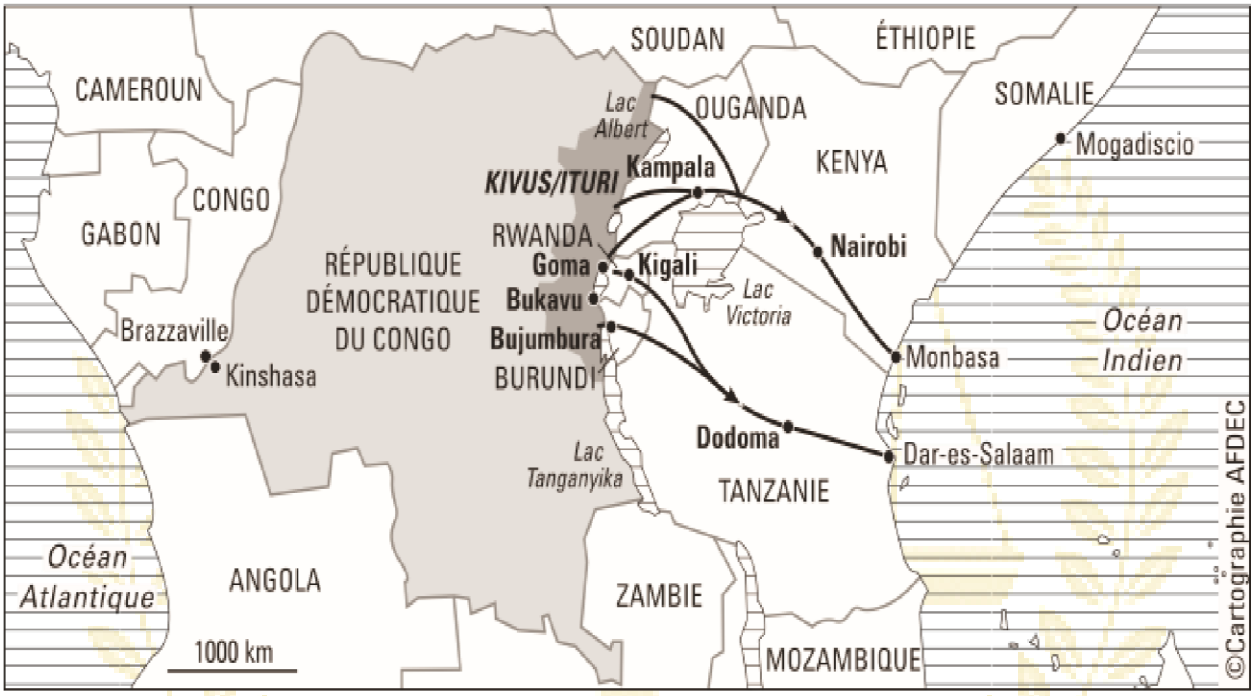


Cette carte superpose la zone d'opérations du groupe armé AFC/M23 (en rouge) avec les zones d'exploitation minière — hachures jaunes pour l'or, bleues pour le coltan, grises pour la cassitérite. La corrélation est frappante. Le territoire contrôlé par le M23 englobe directement la quasi-totalité des zones minières stratégiques du Nord-Kivu et s'étend vers le Sud-Kivu. Le groupe ne contrôle pas un territoire par hasard, mais bien pour ses ressources — or, coltan, cassitérite. Les « principales zones minières contrôlées par le M23 » montrent comment le groupe armé tire des revenus directs de l'exploitation, ce qui alimente son effort de guerre et son autonomie financière. Cette carte matérialise la perte de souveraineté de l'État congolais. Kinshasa ne contrôle plus ces zones, administrées de facto par un groupe armé. L'autorité est fragmentée au profit de seigneurs de guerre. Elle illustre le cœur de notre problématique : les ressources ne sont pas seulement un enjeu économique ; elles sont le carburant direct du conflit. Cette carte explique pourquoi les tentatives de paix échouent : le contrôle des mines est trop lucratif pour être abandonné. Tant que le contrôle des zones minières restera aux mains des groupes armés, la paix négative — arrêt des combats — sera précaire. Une paix positive exige de restaurer l'autorité de l'État sur ces zones et de garantir une exploitation transparente au profit de la population.

[39] Critical Threats Project (CTP)/American Enterprise Institute (AEI)? Cartographie des activités d'exploitation minière de l'AFC/M23 [Carte], Washington, D.C: American Etreprise Institute, SD.

Aux diverses parties prenantes locales qui veulent tirer parti de ces ressources viennent s'ajouter des intérêts commerciaux internationaux. Les figures 4 et 5 présentent les principaux corridors de sortie des minéraux et les filières d'approvisionnement internationales de minerais 3T d'origine douteuse, blanchis par le biais d'ITSCI.

Figure 4. Carte des principaux corridors de sortie des minéraux[40]

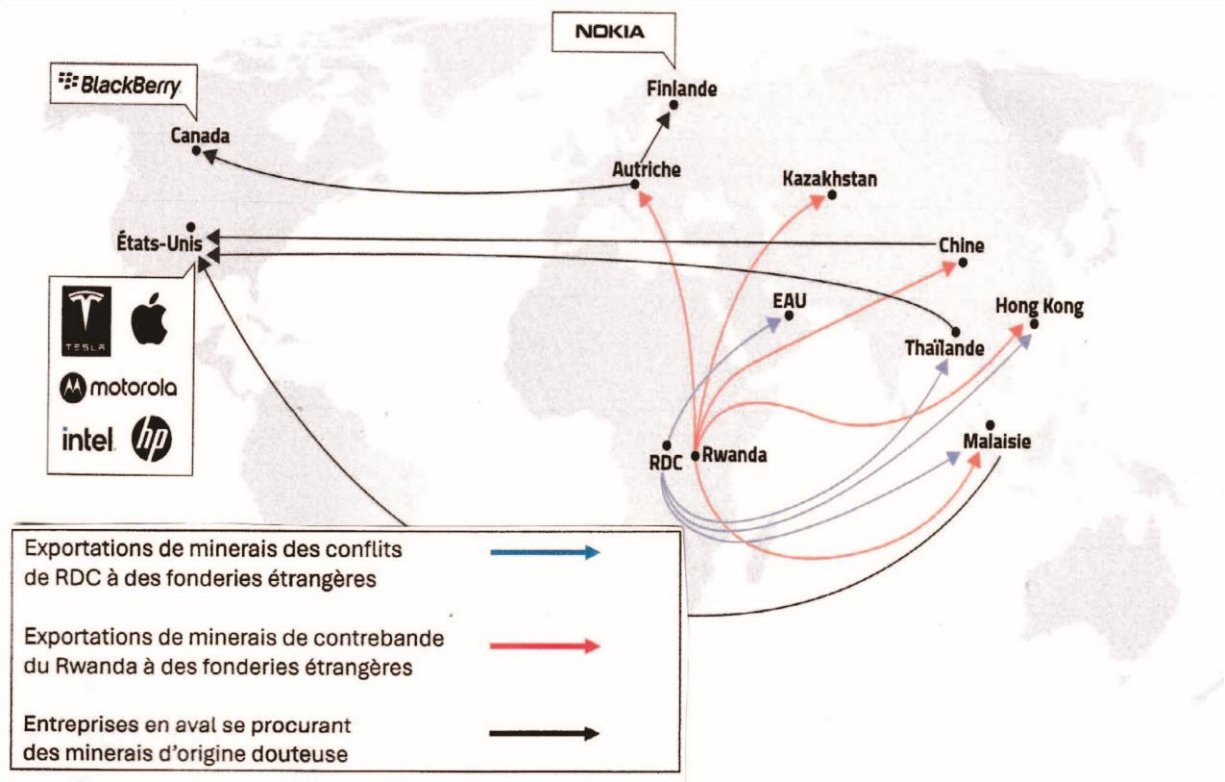


Cette carte illustre la géographie des flux d'exportation des minerais extraits dans l'Est de la RDC (Kivu/Ituri). Elle met en évidence un fait crucial : l'enclavement de cette région et sa dépendance aux corridors des pays voisins. Les flèches montrent que les minerais quittent la RDC principalement par des routes traversant le Rwanda (Kigali), le Burundi (Bujumbura), l'Ouganda (Kampala) et la Tanzanie (Dodoma, Dar-es-Salaam) pour atteindre les ports de l'océan Indien (Mombasa, Dar-es-Salaam). Le corridor atlantique, via Kinshasa, est ici absent ou marginal. Cette configuration géographique place les pays voisins en position de force et facilite la contrebande, comme l'illustre la figure 5. Les minerais sont facilement acheminés vers des pays qui servent de plaques tournantes pour leur blanchiment. Cette carte matérialise la perte de contrôle de l'État congolais sur ses périphéries. Kinshasa ne maîtrise ni les routes, ni les frontières, ni les circuits d'exportation de ses propres richesses. Elle confirme la dimension régionale du conflit. La prédation minière n'est possible que grâce à cette architecture de transit qui implique directement les économies et les réseaux des pays voisins. Pour une paix durable, il est indispensable de

[40] Pierre Jacquemot, « Les conflits dans l'est de la République démocratique du Congo : Voisins cupides, groupes armés et prédation minière », Op. cit., p.17.

repenser l'intégration régionale et de sécuriser des corridors d'exportation légaux et transparents, échappant au contrôle des réseaux criminels et des groupes armés.

Figure 5. Carte des filières d'approvisionnement internationales de minerais 3T d'origine douteuse et blanchis par le biais d'ITSCI[41]



Ce schéma illustre la complexité et l'opacité des chaînes d'approvisionnement internationales des minerais 3T — étain, tantale, tungstène. Il met en évidence un mécanisme de blanchiment de minerais d'origine douteuse via le système de certification ITSCI. Le système de traçabilité, détourné alors qu'il est censé garantir une exploitation responsable, sert de « biais » pour blanchir des minerais issus de zones de conflit ou de contrebande. Les flux montrent que le Rwanda exporte des minerais de contrebande vers des fonderies étrangères, qui sont ensuite mélangés aux circuits officiels. La carte démontre que le conflit en RDC n'est pas qu'une affaire locale. Les minerais extraits dans l'Est transitent par des pays intermédiaires — Rwanda, Émirats arabes unis, Chine, Thaïlande, Kazakhstan — avant d'alimenter les plus grandes multinationales de la tech — Apple, Intel, Nokia, HP, etc. — en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. L'incapacité de l'État congolais à contrôler ses frontières et ses ressources alimente directement cette économie de la contrebande, souvent contrôlée par des réseaux criminels et des groupes armés. Cette carte

[41] Global Witness, 2022, cité par Pierre Jacquemot. Est de la RD Congo convoitises des voisins, groupes armés et prédation minière. Fondation Jean Jaurès. 2025, p.55.

matérialise parfaitement les « facteurs externes » du tableau des moteurs de conflits, notamment les « réseaux criminels internationaux » et l'« appui extérieur aux rebelles ». Pour une paix durable, il ne suffit pas de sécuriser les mines — paix négative. Il faut s'attaquer à la gouvernance mondiale des ressources, exiger une traçabilité réelle et responsabiliser les entreprises en aval. Sans cela, la prédation minière continuera d'alimenter la fragmentation de l'autorité en RDC. Alors que l'extraction de ces minerais a lieu en RDC, c'est depuis « le Rwanda voisin où ils sont blanchis qu'ils sont illégalement exportés », pouvait-on lire dans la plainte déposée en France. La plainte belge évoquait la « contamination » de la chaîne d'approvisionnement de la firme. Les deux plaintes mettaient en cause le système de certification ITSCI auquel Apple se réfère[42].

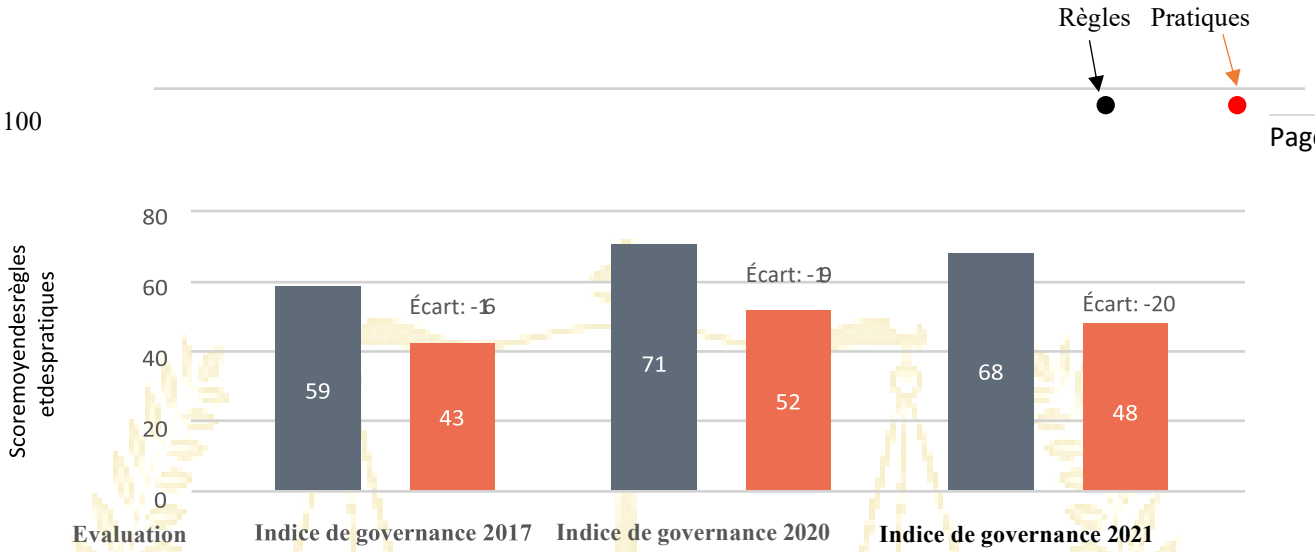
2- Des échecs de la gouvernance et de leur impact sur les communautés

En analysant la situation sociopolitique et sécuritaire actuelle du pays, il y a lieu d'établir un lien direct entre la mauvaise performance gouvernementale et le manque de changement dans les politiques publiques en RDC. De la même manière qu'un cadre réglementaire efficace peut expliquer la bonne performance gouvernementale dans un pays en situation post-conflit comme la Côte d'Ivoire, l'absence d'un tel cadre en RDC entretient l'inertie et la prédation[43].

La bonne gouvernance encouragée par la démocratie est la culture de rendre compte à la nation de la gestion de ce patrimoine commun. Cependant, en RDC, la démocratie est souvent devenue un « bien privé », avec la possibilité pour certains d'acheter des votes, alors que le système de contre-pouvoirs (checks and balances) est un « bien public » que les politiciens congolais, se réclamant de la majorité présidentielle au pouvoir, n'ont visiblement aucun intérêt à promouvoir[44]. Dans bien des cas, la mise en exploitation minière nécessite la prise en compte des besoins des populations riveraines pour étouffer les tensions sociales. La mauvaise gouvernance fait partie des moteurs des conflits, comme le montre la figure 7.

[42] Jean-Pierre Olivier de Sardan, La revanche des contextes. Des mésaventures de l'ingéniérie sociaale, en Afrique et au-delà, Paris, Karthala, 2021.
[43] Fabrice Mukendi Mutombo, Inertie politique et efficacité gouvernementale en RDCongo travail de recherche dirigé présenté comme exigence partielle de la maitrise en science politique, Université du Québec à Montréal juillet 2024, p.31.
[44] François Kabuya Kalala et Tshiunza Mbiye, « Ressources naturelles, gouvernance et défis d'une croissance soutenue en RDC », *in L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2008-2009*, Kinshasa, avril 2009, pp. 141-159.

Figure 6. Graphique de l'évolution de l'écart entre les règles et la pratique dans le secteur minier de la RDC[45]



Ce graphique, basé sur les données du Natural Resource Governance Institute (NRGI), met en évidence un déficit chronique de mise en œuvre dans le secteur minier congolais. Dans toutes les évaluations — 2017, 2020, 2021 —, les scores des « règles » (barres bleues) sont nettement supérieurs à ceux des « pratiques » (barres orange). Cela signifie que la RDC dispose d'un cadre légal et réglementaire relativement solide sur le papier, mais que son application sur le terrain est défaillante. L'écart est passé de -16 en 2017 à -19 en 2020, puis à -20 en 2021. Malgré une légère hausse globale des scores en 2020, la pratique n'a jamais rattrapé les règles, et le fossé s'est même élargi en 2021. Ce constat illustre parfaitement la fragmentation de l'autorité en RDC. Il ne suffit pas d'édicter des lois pour contrôler les ressources ; l'incapacité de l'État à faire respecter ces règles alimente la corruption, l'exploitation illégale et, in fine, les conflits. Comme le suggère le triangle de Galtung, s'attaquer aux enjeux de ressources nécessite de combler ce fossé. Promouvoir une paix positive en RDC exige de passer d'une simple réglementation à une réelle redevabilité et application des textes sur le terrain.

[45] L'Institut de gouvernance des ressources naturelles (NRGI, Natural Resource Governance Institute), Indice de gouvernance des ressources naturelles 2021 République Démocratique du Congo, Ressource Gouvernance Index, 2021, p.6.

R.I.D.S.P, Vol. 6, N°9 — Septembre 2026
ISSN : 2790-4830
www.revueridsp.com

Figure 7. Tableau des moteurs des conflits[46]

Tensions	***Facteurs internes***	***Facteurs externes***
Sécurité	* Héritage de violence	Invasion/ occupation ; appui extérieur aux rebelles ; retombées transfrontalières ; réseaux criminels internationaux
Economie	Faible revenu ; chômage de jeunes ; richesse en ressources naturelles ; corruption ; urbanisation croissante	Choc de prix; changement climatique
Politique	Inégalités horizontales[47]; discrimination ; abus de droits de l'homme	Inégalités et injustice en général dans le traitement des ethnies et groupes religieux.

Ce tableau présente une analyse multidimensionnelle des moteurs des conflits, structurée autour de trois piliers — sécurité, économie, politique — et distinguant les facteurs internes des facteurs externes.

1. Sécurité : l'héritage de violence interne est nourri par des dynamiques externes — ingérences, soutien aux rebelles, réseaux criminels. En RDC, cela fait directement écho à l'activisme des groupes armés à l'Est et à la dimension régionale du conflit.

2. Économie : la combinaison « richesses en ressources naturelles » + « corruption » + « chômage des jeunes » est un cocktail explosif. L'ajout des facteurs externes — choc des prix, climat — montre que l'économie congolaise est vulnérable aux chocs mondiaux, ce qui exacerbe les tensions locales.

3. Politique : les « inégalités horizontales », la « discrimination » et les « abus de droits de l'homme » sont directement liés à la fragmentation de l'autorité. Le facteur externe souligne le traitement inéquitable des ethnies, un point crucial pour comprendre les tensions communautaires.

En somme, ce tableau complète le triangle de Galtung. Les « moteurs » listés ici constituent le contexte et les attitudes profondes. Pour une paix positive en RDC, il ne suffit pas de traiter le comportement violent — paix négative —, il faut s'attaquer à ces moteurs structurels — gouvernance, gestion des ressources, inégalités — tant internes qu'externes.

[46] Adapté de la Banque mondiale (2011 : 7), cité par Niamh Gaynor, Gouvernance locale, conflits et consolidation de la paix en République démocratique du Congo, rapport de recherche élaboré en collaboration avec le Programme Gouvernance et Genre de Trócaire RDC, Dublin City University, Irlande, 2013, p. 17.

[47] Les inégalités horizontales sont les inégalités entre les groupes ou catégories de personnes (définies par l'appartenance ethnique/clanique; appartenance régionale; appartenance religieuse; allégeance à des réseaux sociaux ou politiques particuliers, etc.), par opposition aux inégalités entre individus - voir Stewart (2004, 2008).

B- Les stratégies de stabilisation à l'épreuve des faits

1- Évolution des cadres nationaux, régionaux et internationaux de stabilisation

La mise en œuvre des approches de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) en RDC a montré comment, dans le contexte de sortie de guerre des années 2002-2003, les accords de paix et l'appui massif de la communauté internationale ont suscité de grands espoirs. Les plans stratégiques successifs, du Plan de mai 2008 au Plan révisé 2013-2025, ont tenté de structurer la réforme autour d'objectifs ambitieux. Pourtant, le bilan est contrasté : si certaines avancées ponctuelles méritent d'être soulignées, notamment dans le domaine de la conditionnalité de l'appui international, les limites sont considérables. Les services régaliens — FARDC, PNC, etc. — restent marqués par la fragmentation des chaînes de commandement, l'ingérence politique, la prédation économique et les violations des droits humains. Surtout, la crise de confiance avec la population, alimentée par l'impunité généralisée, constitue un échec majeur qui sape les fondements mêmes de la relation entre les services publics et la nation. La politique du pays étant tournée vers les intérêts propres de la classe politique, la population en souffre, ce qui contribue à de nombreux problèmes comme le chômage et la guerre sans fin[48].

D'abord, les logiques clientélistes et patrimoniales qui structurent le système politico-militaire congolais ont constamment entravé les efforts de réforme. Loin de chercher à construire des services publics professionnels, les élites ont souvent instrumentalisé les faiblesses de l'administration pour préserver leurs intérêts. L'absence de contrôle démocratique effectif a permis la persistance de ces pratiques. Ensuite, sur le plan conceptuel, les approches de RSS importées se sont révélées trop techniques, négligeant les dimensions psychologiques, sociales et doctrinales pourtant essentielles. L'adoption de la stratégie nationale du PDDRCS en 2022, suivie de la préparation du plan opérationnel, pourrait changer cette situation[49]. Enfin, le poids de la géopolitique régionale, avec l'implication permanente des voisins et l'internationalisation des rébellions, a constamment sapé les efforts de réforme, rendant toute solution purement interne illusoire.

Les acteurs régionaux et internationaux affichent des ambitions de régulation, mais leur implication effective — entre soutien occulte à certains belligérants, complicité dans le blanchiment des minerais et inefficacité des systèmes de certification — contribue à perpétuer

[48] Bulonza Zabangire. Théories explicatives du sous-développement de la République Démocratique du Congo. Revue. Palais de la decouverte (Paris, France), A paraître, Théories explicatives du sous développement de la République Démocratique du Congo, Vol1 (1), pp.1. hal-04454130, consulté le 21/05/2026.

[49] Le manque de clarté autour du PDDRCS a entravé cette activité et il s'est avéré difficile de susciter l'intérêt de la FRPI. L'adoption de la stratégie nationale du PDDRCS en 2022, suivie de la préparation du plan opérationnel provincial pour l'Ituri pourrait changer cette situation, Rapport FCS n°11 – Janvier-Décembre 2021

l'instabilité. Le récit qui oppose le Rwanda et la RDC depuis trente ans repose sur une architecture particulière des relations régionales[50]. La paix en RDC est indissociable de la normalisation des relations avec ses voisins, en particulier le Rwanda. Il est impératif de dépasser le seul cadre bilatéral pour construire un processus diplomatique inclusif et contraignant. Cela implique :

- des négociations sous l'égide d'un médiateur unique et reconnu (UA, SADC), avec un agenda clair incluant le retrait des troupes rwandaises — conformément à la résolution 2773 du Conseil de sécurité[51] —, le désarmement des FDLR et des garanties sécuritaires mutuelles ;
- le déploiement d'une force multinationale impartiale (SADC, UA, ONU) le long de la frontière pour superviser le cessez-le-feu, garantir la sécurité et soutenir la formation des FARDC[52] ;
- un dialogue politique inclusif entre le gouvernement congolais et l'AFC/M23, mais préparatoire à une conférence nationale plus large sur la gouvernance, la justice et la réconciliation[53]. La médiation qatarie et les efforts occidentaux doivent être maintenus pour garantir le respect des engagements[54].

Dès lors, la transformation du secteur minier en levier de paix exige une rupture radicale avec les logiques prédatrices et une véritable appropriation locale des richesses.

2- La justice transitionnelle et les défis du développement dans un contexte de gouvernance fragmentée

La lutte contre l'impunité est un préalable à toute réconciliation durable. Le système de justice militaire actuel est incapable de mener efficacement cette lutte en raison de faiblesses institutionnelles, d'un cadre législatif anachronique et d'ingérences politiques constantes[55]. Une réforme en profondeur est indispensable pour établir des mécanismes de justice transitionnelle — vérité, réparations, garanties de non-répétition — afin de traiter les crimes du passé[56] ; réformer la justice militaire pour garantir son indépendance et son efficacité, en mettant fin à la compétence des tribunaux militaires sur les civils ; renforcer le contrôle parlementaire sur le secteur de la

[50] Pierre Jacquemot, Les conflits dans l'est de la République démocratique du Congo Voisins cupides, groupes armés et prédation minière, Op Cit., p.38.
[51] Résolution 2773 (2025) du Conseil de sécurité de l'ONU.
[52] Kahombo, La deuxième guerre du M23, op. cit., p. 22.
[53] Ibid.
[54] International Crisis Group, op. cit., p. 6.
[55] Marcel Wetsh'okonda Koso, « La justice militaire et le respect des droits de l'homme... », *in AfriMAP*, 2009, p. 8
[56] Mukwege, op. cit.

sécurité, conformément aux principes de bonne gouvernance, et assurer la transparence et la redevabilité[57].

La RDC doit concevoir et mettre en œuvre un programme national de consolidation de la paix visant à établir un pacte entre les populations elles-mêmes et entre les populations et l'État, comme fondement d'un État développementaliste. Un élément clé de la consolidation de la paix est un dialogue ouvert aux niveaux local et national sur les questions fondamentales qui sont soit à l'origine des conflits, soit des conséquences de la guerre[58].

À la suite de cette analyse, les recommandations de la Banque mondiale[59] sur la manière de promouvoir la paix sont les suivantes : rétablir la confiance entre les citoyens et l'État ; améliorer la sécurité et l'État de droit ; créer des emplois ; promouvoir l'équité et la redistribution des ressources ; construire des institutions adaptées au pays afin que les directives et les politiques soient conduites par celles-ci et non par les personnes ; et assurer une gouvernance inclusive.

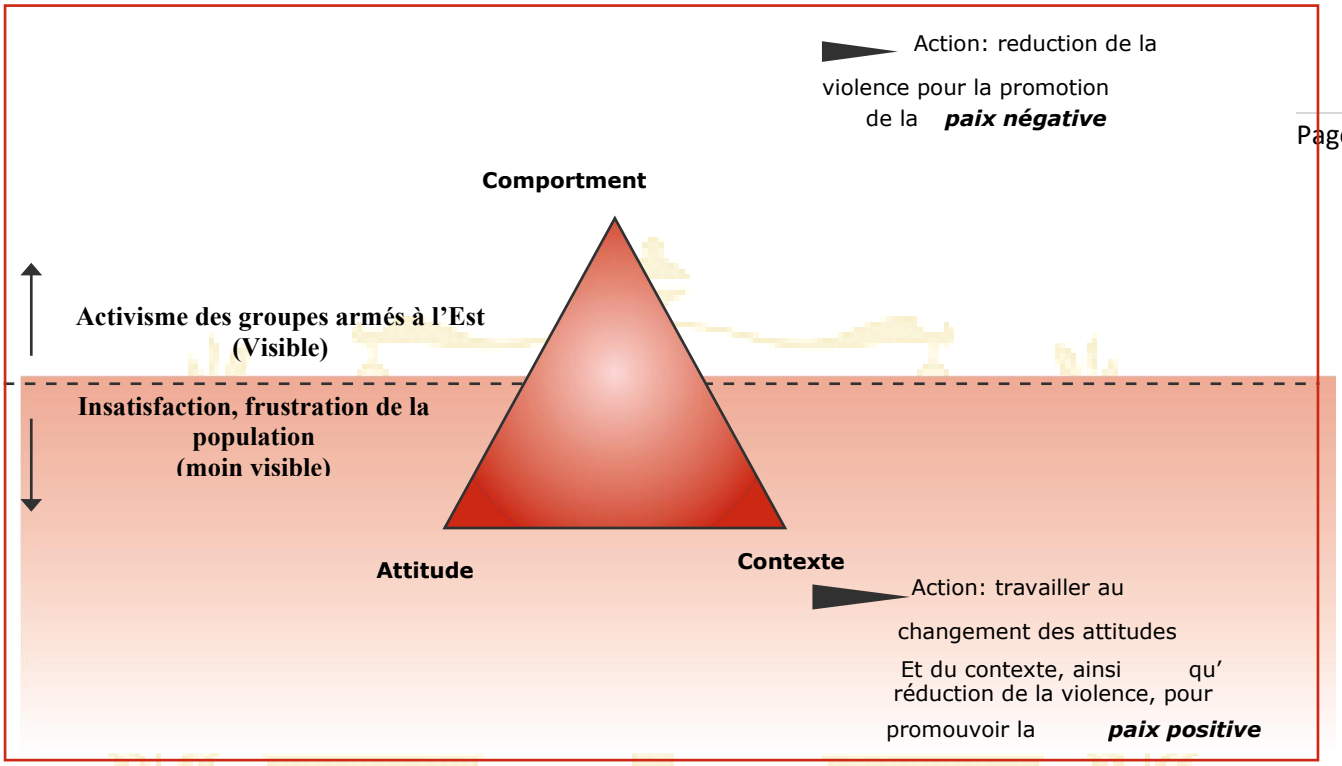
Au regard de cela, nous pouvons conclure que les mécanismes mis en œuvre pour la sortie de la première rébellion du M23 ont permis l'instauration d'une paix négative. Ces nouvelles approches constituent un moyen d'atteindre une paix positive, en s'attaquant aux attitudes et au contexte, comme l'illustre l'adaptation du triangle de Galtung.

[57] N'Diaye, op. cit.

[58] Conflits en République Démocratique du Congo Causes, impact et implications pour la région des Grands Lacs, Nations Unies, Commission Economique pour l'Afrique, 2015, p.10.

[59] Banque mondiale. [Renforcement de l'Etat et consolidation de la paix en République démocratique du Congo : vers une gouvernance locale inclusive], Washington, D.C. : Groupe de la Banque mondiale, 2022., p.17.

Figure 8. Adaptation du triangle de Galtung[60]



Le triangle de Galtung est un outil d'analyse des conflits qui repose sur trois dimensions interconnectées (ABC) :

- **Attitude (A)** : les perceptions, émotions et frustrations des parties.
- **Comportement (B)** : les actions observables, souvent la violence ou la coopération.
- **Contexte/Contradiction (C)** : les enjeux de fond, les incompatibilités d'intérêts ou les structures — ici, le terme « contexte » est utilisé.

Ces trois pôles s'influencent mutuellement. Galtung distingue aussi deux types de paix : la paix négative — absence de violence directe — et la paix positive — résolution des causes profondes du conflit. La figure 8 adapte ce triangle à la situation de l'Est de la RDC, en lien avec la gouvernance politique, la fragmentation de l'autorité et les enjeux de ressources :

- **Comportement (visible)** : l'activisme des groupes armés à l'Est. C'est la manifestation concrète et visible du conflit — violences, affrontements.
- **Attitude (moins visible)** : l'insatisfaction et la frustration de la population. Ces ressentis profonds, souvent liés à la mauvaise gouvernance et à la fragmentation de l'autorité, alimentent le comportement des groupes armés.

[60] *Fisher et al., Working with Conflict : Skills and Strategies for Action, Ed.Zed Books (en association avec Responding to Conflit), Londre, 2000, p.10*

- **Contexte** : les enjeux de ressources et la fragmentation de l'autorité politique. C'est la structure de base qui génère les frustrations et alimente la violence.

Le schéma montre deux types d'actions pour résoudre le conflit :

1. Action pour la paix négative : réduire la violence — opérations militaires, cessez-le-feu — pour stopper l'activisme des groupes armés. C'est une réponse au symptôme visible.

2. Action pour la paix positive : travailler sur le changement des attitudes — dialogue, réconciliation — et du contexte — réforme de la gouvernance, gestion équitable des ressources. C'est la seule voie pour une paix durable en RDC, car elle s'attaque aux racines du mal : la fragmentation de l'autorité et la mauvaise gestion des ressources.

Cette deuxième partie a montré que l'économie politique de la fragmentation repose sur l'exploitation des ressources naturelles, qui finance les groupes armés et entretient des réseaux de contrebande régionaux et internationaux. Les stratégies de stabilisation, bien que nombreuses, restent limitées par la fragmentation des chaînes de commandement, l'ingérence politique, la prédation économique et l'impunité. La justice transitionnelle et les réformes de gouvernance apparaissent comme des conditions indispensables à une paix positive. Cependant, sans articulation entre le local, le national et le régional, ces efforts risquent de reproduire les mêmes logiques de fragmentation.

Conclusion

Cet article a analysé la gouvernance politique et les conflits en RDC à partir du concept de gouvernance fragmentée. Il a montré que la persistance des violences dans l'Est du pays ne s'explique pas par une simple absence de politiques publiques, mais par une déconnexion entre des réformes descendantes et des réalités sociopolitiques locales. La légitimité électorale fragilisée, l'inachèvement de la décentralisation et la rupture du monopole de la violence légitime ont affaibli l'autorité de l'État. Parallèlement, l'économie politique de la guerre, fondée sur l'exploitation et la contrebande des ressources naturelles, alimente les groupes armés et les réseaux criminels.

L'analyse a également montré que les stratégies de stabilisation, qu'elles soient nationales, régionales ou internationales, restent limitées par des logiques clientélistes, patrimoniales et géopolitiques. La paix négative, obtenue par des cessez-le-feu ou des victoires militaires, demeure précaire. Une paix positive exige de s'attaquer aux causes structurelles : gouvernance fragmentée, inégalités horizontales, impunité, mauvaise gestion des ressources et ingérences régionales.

Pour y parvenir, plusieurs conditions apparaissent indispensables : restaurer l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire ; garantir une gouvernance transparente et équitable des ressources ; renforcer la justice transitionnelle et lutter contre l'impunité ; promouvoir un dialogue

inclusif aux niveaux local, national et régional ; et repenser l'intégration régionale afin de sécuriser des corridors d'exportation légaux et transparents. Sans ces réformes profondes, la fragmentation de l'autorité continuera de nourrir les conflits et de faire obstacle au développement de la RDC.

La gouvernance des espaces marchands de la ville de Yaoundé : jeux d'acteurs et rapports de pouvoir entre les communes d'arrondissement et la Communauté urbaine

The Governance of Marketplace Spaces in the City of Yaoundé: Actor Strategies and Power Relations between Borough Municipalities and the Urban Community

Par:

Essolbo Koh Madeleine Larissa

Doctorante, Université de Yaoundé-II

Résumé :

Comment se recomposent les rapports de pouvoir entre la Communauté urbaine et les Communes d'arrondissement dans la gestion des espaces marchands ? Par hypothèse, la recomposition des rapports entre ces deux acteurs s'opère à l'aune de la captation de la rente marchande exprimée sous des logiques de néopatrimonialisation et de manipulation des zones d'incertitudes. En effet, depuis l'érection de la ville de Yaoundé en communauté urbaine en 1987, la gestion des espaces marchands de la capitale camerounaise fait l'objet d'une compétence formellement partagée entre la Communauté urbaine de Yaoundé (CUY) et les communes d'arrondissement qui la composent. Si cette architecture est censée organiser une coopération institutionnelle au service du développement local, elle donne pourtant lieu à des conflits récurrents exprimés par des démolitions contestées, des chevauchements fiscaux et des différends de compétence entre le « super-maire » et les maires d'arrondissement. À partir d'une lecture des dynamiques stratégiques et néopatrimoniales de la gouvernance des marchés de la ville de Yaoundé, cet article offre une analyse constituant un cadre à part entière d'interprétation des enjeux autour des espaces marchands au Cameroun.

Mots-clés *:* gouvernance, décentralisation, espaces marchands, système d'action, conflits.

Abstract:

How are power relations between the Urban Community and the borough municipalities being reshaped regarding the management of market spaces? The central hypothesis is that the restructuring of relations between these two actors is driven by the capture of market-generated rents, playing out through logics of neo-patrimonialism and the manipulation of zones of uncertainty. Indeed, since Yaoundé was designated an Urban Community in 1987, the management of the Cameroonian capital's market spaces has been a shared responsibility between the Yaoundé Urban Community (CUY) and its constituent borough municipalities. While this institutional framework is intended to foster cooperation for local development, it has instead given rise to recurring conflicts manifested in contested demolitions, overlapping taxation, and jurisdictional disputes between the "super-mayor" and the borough mayors. By examining the strategic and neo-patrimonial dynamics of market governance in Yaoundé, this article provides a comprehensive framework for interpreting the issues surrounding market spaces in Cameroon.

Keywords: governance, decentralization, marketplace areas, system of action, conflicts

Introduction

Le 15 mai 2026, une réforme de la fiscalité locale intervient en prolongement de la loi du 23 décembre 2024 portant fiscalité locale et retire aux communes d'arrondissement et communautés urbaines la prérogative d'émission et de recouvrement des recettes fiscales, au profit d'« Unités de Suivi de la Fiscalité Locale » placées sous contrôle de l'administration centrale[1]. Alors que la mise en cause du principe d'autonomie financière locale par le recouvrement direct des micro-taxes de marché (droits de place, tickets de gare routière) par les collectivités territoriales décentralisées[2] est soulevée par l'opinion publique, la résolution d'un problème de fond est plutôt invisibilisée.

En effet, entre août et octobre 2020, des démolitions de boutiques construites sous l'autorité des maires de Yaoundé II, Yaoundé IV et Yaoundé VI ont été menées sans préavis par les engins de la Communauté urbaine. En mai 2021, la démolition par les agents de la CUY de boutiques en construction au carrefour Nkolbisson, dans la commune d'arrondissement de Yaoundé VII, a donné lieu à un différend ouvert entre le maire de cette commune et le délégué du gouvernement, nécessitant la mise en place d'une commission de crise[3]. Si les démolitions de 2020 et le différend de Nkolbisson en 2021 sont ainsi antérieurs de plusieurs années à la réforme fiscale du 15 mai 2026 mentionnée plus haut, ils permettent la mise en sens des logiques de pouvoir autour de la construction et de l'exploitation des espaces marchands.

Les espaces marchands concentrent une part considérable de l'activité commerciale de détail et de l'économie dite informelle, laquelle représente plus de 80 % des emplois urbains en Afrique subsaharienne[4]. Cette centralité économique et sociale des marchés constitue un enjeu de pouvoir disputé entre deux entités de collectivités territoriales décentralisées superposées sur le même espace urbain : la Communauté urbaine de Yaoundé (CUY) et les communes d'arrondissement[5]. Cette architecture est depuis plusieurs années le théâtre de tensions répétées entre les deux entités de collectivités territoriales décentralisées. Les affrontements les plus

[1] *Cameroon tribune* « Suivi de la fiscalité ce qui va changer », 25 mai 2026 (en ligne) https://www.cameroon-tribune.cm/article.html/77008/fr.html/suivi-de-la-fiscalite-locale-ce-qui-va-changer, consulté le 19/08/2026.

[2] ActuCameroun, « Décentralisation au Cameroun : l'État reprend la main, les communes perdent leur substance », 19 mai 2026.

[3] ActuCameroun, « Yaoundé : une commission de crise pour régler le conflit entre le super-maire et le maire de Yaoundé 7 », 5 mai 2021, consulté le 19/08/2026.

[4] Banque mondiale, « Soutien au secteur informel dans les villes d'Afrique : la protection sociale au cœur des politiques », 2024, worldbank.org/fr/africacan; Organisation internationale du Travail, L'économie informelle en Afrique : quelle voie suivre ? Rendre les politiques adaptées, inclusives et durables, Genève, BIT, 2024, où le taux d'emploi informel est estimé à 83 % en Afrique et 85 % en Afrique subsaharienne. https://www.ilo.org/fr/meetings-and-events/leconomie-informelle-en-afrique-quelle-voie-suivre-rendre-les-politiques

[5] Loi n° 2004/018 du 22 juillet 2004 fixant les règles applicables aux communes, art. 111 et suivants, https://www.cvuc-uccc.com/minat/textes/12.pdf, consulté le 19/08/2026.

fréquents sont recensés au marché Mokolo dans la commune d'arrondissement de Yaoundé II. Les affrontements entre « sauveteurs » et la Communauté urbaine de Yaoundé constituent une conflictualité chronique dont l'origine remonte à la création du marché en 1949 et à l'instauration d'une première taxe sur les commerçants dès 1956[6].

Ceci dit, comprendre la récurrence de ces affrontements suppose de dépasser la seule description factuelle pour interroger les cadres explicatifs disponibles. Il s'agit de partir d'une lecture inscrivant ces tensions dans un contentieux plus large de répartition de compétences et d'interprétations juridiques divergentes[7]. A ce titre, la littérature scientifique consacrée à une approche institutionnelle souligne d'emblée le caractère inabouti et ambigu du transfert de compétences aux collectivités locales[8]. Si la légitimité des élus locaux est reconnue par les textes, ceux-ci restent inféodés aux représentants de l'État[9]. Les articles de loi encadrant la décentralisation se contredisent subtilement ou demeurent en attente de décrets d'application[10]. Les travaux de Bayart[11] et de Médard[12] soulignaient déjà la façon dont les ressources de l'État postcolonial y compris à l'échelle municipale, tendent à être captées et redistribuées selon des logiques personnalisées plutôt que strictement réglementaires. Cette lecture est consolidée par l'approche élitaire de la gestion des ressources locales[13] où se rencontrent plusieurs niveaux d'autorités aux prérogatives enchevêtrées[14] mieux, où la planification urbaine constitue moins un instrument de service public qu'un outil de contrôle social et politique des populations[15]. Cette situation conduit les acteurs économiques à négocier en permanence leur rapport à la fiscalité et à la réglementation étatique[16].

---

[6] Irenees, « Communauté urbaine de Yaoundé et vendeurs à la sauvette : acteurs et causes d'un conflit au marché », Irénées, ressource documentaire sur la transformation des conflits, https://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-1030_fr.html, consulté le 19/08/2026.

[7] Cameroon Tribune, « Communauté urbaine-communes de Yaoundé : inutiles batailles », 7 mai 2021, https://www.cameroon-tribune.cm/article.html/39846/fr.html/communaute-urbaine-communes-de-yaounde-inutiles, consulté le 19/08/2026.

[8] J. Owona , *La décentralisation camerounaise,* Paris, L'Harmattan, 2011.

[9] F. J. Tchenkeu et M. Raynaud, « Décentralisation au Cameroun : quelle place pour la gouvernance urbaine ? », African Cities Journal, vol. 2, n° 2, 2021.

[10] V. Ondoua Biwolé, « Processus de décentralisation et gouvernance urbaine au Cameroun : leçons d'une enquête in situ », in M. Simeu-Kandem et Touna Mama (dir.), *Les politiques de la ville en question. À la recherche d'une meilleure gouvernance urbaine en Afrique subsaharienne*, 2018, p. 233-252.

[11] J.-F. Bayart, *L'État en Afrique : la politique du ventre,* Paris, Fayard, 1989.

[12] J.-F. Médard, « Le rapport de clientèle », *Revue française de science politique,* vol. 26, n° 1, 1976, p. 103-131.

[13] J.-P. Daloz, « Au-delà de l'État néo-patrimonial. Jean-François Médard et l'approche élitaire », *Revue internationale de politique comparée,* vol. 13, n° 4, 2006, p. 617-623.

[14] C. Lund, « Twilight Institutions: Public Authority and Local Politics in Africa », Development and Change, vol. 37, n° 4, 2006, p. 685-705.

[15] A. J. Njoh, *Planning in Contemporary Africa: The State, Town Planning and Society in Cameroon*, Aldershot, Ashgate, 2003.

[16] J. Roitman, *Fiscal Disobedience: An Anthropology of Economic Regulation in Central Africa,* Princeton, Princeton University Press, 2005.

Par ailleurs, ces logiques de contrôle et de fragmentation institutionnelle n'épuisent cependant pas la compréhension du fonctionnement quotidien des marchés dans un contexte où cette négociation continue comme un « empiètement silencieux du quotidien »[17] par lequel les catégories populaires étendent progressivement leur accès à l'espace et aux ressources urbaines sans jamais recourir à une confrontation ouverte avec l'autorité. En d'autres termes, ces arrangements prennent progressivement la forme d'une gouvernance hybride que l'État ne parvient ni à contrôler pleinement ni à supprimer[18]. Si oui cela s'opère selon des considérations plus politiques que techniques[19].

Outre cette lecture sur les systèmes d'action, une fragilité normative demeure. Si elle n'est pas propre au secteur marchand, elle prolonge cependant une ambiguïté constitutionnelle originelle de la décentralisation camerounaise où le constituant de 1996 a posé le principe de la libre administration des collectivités territoriales sans en tirer toutes les conséquences organiques[20]. Cette même incertitude a été décriée dans l'analyse du régime des biens publics locaux[21]. Dans l'analyse de la gouvernance marchande, l'indétermination organique se double d'une fragilité du statut juridique de l'occupant de l'espace marchand lui-même en ce qui concerne le droit à l'indemnisation[22].

Toutefois, si cette littérature documente abondamment les ambiguïtés générales de la décentralisation camerounaise, qu'il s'agisse du caractère inabouti du transfert de compétences aux collectivités locales, de l'inféodation des élus locaux aux représentants de l'État ou des contradictions du cadre légal de la décentralisation, ainsi que les logiques de pouvoir qui la traversent, cette littérature reste limitée pour lire les relations en tant que socle d'analyse du pouvoir.

L'apport de cet article tient ainsi l'analyse de la relation entre Communauté urbaine et communes d'arrondissement dans la gestion quotidienne des espaces marchands. En d'autres termes, il s'agit de montrer que l'indétermination des compétences ne constitue pas seulement une

[17] A. Bayat, « Uncivil Society: The Politics of the "Informal People" », Third World Quarterly, vol. 18, n° 1, 1997, p. 53-72.
[18] K. Meagher, « The Strength of Weak States? Non-State Security Forces and Hybrid Governance in Africa », *Development and Change*, vol. 43, n° 5, 2012, p. 1073-1101.
[19] C. Bénit-Gbaffou, « Governing Street Trading in Contemporary Cities. Anatomy of the Policy Instruments Used by the City of Johannesburg in the Post-Apartheid Era », *Urban Research & Practice,* vol. 11, n° 4, 2018, p. 396-425.
[20] B.-R. Guimdo Dongmo, « Les bases constitutionnelles de la décentralisation au Cameroun. Contribution à l'émergence d'un droit constitutionnel des collectivités territoriales décentralisées », *Revue Générale de Droit de l'Université d'Ottawa,* vol. 29, n° 1, 1998, p. 79-100.
[21] J. Owona, *Droit administratif spécial de la République du Cameroun*, Paris, EDICEF, 1985.
[22] P.-E. Abane Engolo, « La pratique des déguerpissements publics en droit camerounais », in M. Ondoa (dir.), *L'administration publique camerounaise à l'heure des réformes,* Paris, L'Harmattan, 2010, p. 217-240.

défaillance juridique mais aussi une ressource de pouvoir que les acteurs locaux s'efforcent de mobiliser. Puisque, alors que les textes de la décentralisation attribuent à la communauté urbaine les « compétences structurantes » (construction, équipement, entretien des marchés) et aux communes d'arrondissement les « compétences de proximité » [23], la collecte de taxes, l'aménagement des espaces de vente, l'attribution des comptoirs et le maintien de l'ordre marchand se heurte à des conflits entre plusieurs autorités simultanément compétentes. Ainsi, comment se recomposent les rapports de pouvoir entre la Communauté urbaine et les Communes d'arrondissement dans la gestion des espaces marchands ? Par hypothèse, la recomposition des rapports entre ces deux acteurs s'opère à l'aune de la captation de la rente marchande exprimée sous des logiques de néopatrimonialisation et de manipulation des zones d'incertitudes. La « rente marchande » désigne ici le surplus qu'un acteur retire de sa capacité à contrôler l'accès à un espace marchand, indépendamment de tout service rendu proportionnel à ce surplus. Elle se définit ainsi par le mécanisme de sa captation plutôt que par la forme juridique du flux qui la véhicule. Elle doit à ce titre être distinguée de la taxe légale, fixés par un texte et qui alimente un budget public identifiable ou du paiement informel qui rémunère un service ponctuel rendu hors du cadre légal sans nécessairement reposer sur un contrôle durable de l'accès à l'espace. La rente marchande ici est la position de contrôle sur une zone d'incertitude institutionnelle qui permet à l'acteur qui la perçoit d'en fixer unilatéralement, le montant, les bénéficiaires et les conditions d'accès.

Pour démontrer cela, cette analyse s'appuie sur une entrée théorique de l'analyse stratégique pour penser les rapports entre communauté urbaine et communes d'arrondissement comme un « système d'action concret » traversé par des jeux d'acteurs autour de zones d'incertitude. A cette dernière est greffée une grille d'interprétation permettant de lire, certaines logiques de captation et de redistribution des ressources marchandes par les autorités municipales et communautaires comme pouvant relever d'un registre clientéliste[24].

Sur le plan méthodologique, l'analyse de contenu porte sur un corpus de textes juridiques et administratifs relatifs à la décentralisation et à la fiscalité locale, ainsi que sur un ensemble d'articles de presse papier et numérique consacrés aux épisodes de conflit recensés à Yaoundé entre 2017 et 2026. Ce corpus documentaire est complété par douze entretiens semi-directifs

[23] Communauté urbaine de Yaoundé, « Missions de la Mairie », yaounde.cm, https://yaounde.cm/?page_id=2119 consulté le 19/08/2026. Sur la répartition légale de ces compétences, J. T. Hond, « État des lieux de la décentralisation territoriale au Cameroun », in M. Ondoa (dir.), *L'administration publique camerounaise à l'heure des réformes,* Paris, L'Harmattan, 2010, p. 93-114.

[24] J.-F. Médard, « L'État néopatrimonial en Afrique noire », in J.-F. Médard (dir.), *États d'Afrique noire : formation, mécanismes et crise,* Paris, Karthala, 1991, p. 323-353.

conduits entre juin et août 2026 auprès de trois catégories d'acteurs : des cadres et agents de la Communauté urbaine de Yaoundé et des communes d'arrondissement de Yaoundé I, II et VII (six entretiens), des commerçants et responsables d'associations de vendeurs exerçant au marché Mokolo et au carrefour Nkolbisson (quatre entretiens), ainsi que deux intermédiaires informels intervenant dans l'attribution des comptoirs. Les personnes interrogées ont été sélectionnées par un échantillonnage raisonné puis de proche en proche, en fonction de leur implication directe dans les épisodes étudiés. Leur identité est protégée par l'anonymisation des citations. Les entretiens, d'une durée moyenne d'une heure, ont été conduits à l'hôtel de ville de Yaoundé, dans les locaux des mairies d'arrondissement concernées et sur les sites marchands eux-mêmes puis retranscrits et soumis à une analyse thématique croisant les catégories du cadre théorique (compétences, zones d'incertitude, rente) avec les thèmes émergeant du matériau empirique. Cette triangulation entre sources documentaires et entretiens vise à limiter le risque d'une lecture purement déclarative des rapports de pouvoir étudiés. Cet article est structuré autour de deux parties : l'aménagement institutionnel d'un ordre marchand (I) et la marchandisation des espaces marchands (II).

I- L'AMÉNAGEMENT INSTITUTIONNEL D'UN ORDRE MARCHAND

Le marché constitue un espace de pouvoir. Les autorités administratives construisent, autorisent, taxent et arbitrent les rapports entre les commerçants. En dépit de la codification qui structure les rapports entre ces acteurs, leurs relations demeurent partiellement concurrentes. Il convient donc d'examiner d'une part, comment le cadre juridique nourrit cette architecture bicéphale (A), avant de montrer que cette construction juridique contient des zones d'incertitude structurellement entretenues (B).

A- L'empilement des compétences : la fabrique juridique d'un ordre marchand bicéphale

L'histoire institutionnelle des marchés de Yaoundé est indissociable de celle de la décentralisation camerounaise. L'érection de la ville de Yaoundé en communauté urbaine en 1987 a créé au-dessus des communes d'arrondissement préexistantes un échelon intermédiaire doté de compétences dites structurantes au nombre desquelles figurent la construction, l'équipement et l'entretien des infrastructures marchandes[25]. La loi n° 2004/018 du 22 juillet 2004 fixant les règles applicables aux communes est venue préciser cette répartition en consacrant à la faveur de la création subséquente des communes d'arrondissement, un principe de compétences dites de proximité. Ce principe s'exprime par la gestion quotidienne des espaces de vente, attribution des

[25]Entretien avec un cadre de la Communauté urbaine de Yaoundé le 08 juin 2026 à hôtel de ville de Yaoundé. Entretien semi-directif d'environ une heure. Propos anonymisés conformément au protocole méthodologique.

comptoirs, encaissement des petites taxes[26]. Cette œuvre de clarification s'est poursuivie avec la loi n° 2019/024 du 24 décembre 2019 portant Code général des collectivités territoriales décentralisées, dont l'une des innovations revendiquées est précisément une « précision accentuée des compétences entre la Communauté urbaine et la commune d'arrondissement »[27]. La principale innovation demeure l'élection du maire de la ville à la tête de la communauté urbaine, un poste jusqu'alors pourvu par nomination et couramment désigné, dans le langage courant, sous le vocable de « super-maire »[28].

Cependant, l'idée qu'un ordre marchand ne préexiste pas au cadre institutionnel mais procède des dynamiques de pouvoirs liées à la fixation des droits de construire, des prérogatives fiscales et des pouvoirs de police sur les espaces de vente. Cette dynamique est ce qui rend possible l'activité d'échange elle-même[29]. Dans cette perspective, la réforme fiscale du 15 mai 2026 qui retire aux communes d'arrondissement et à la communauté urbaine la prérogative d'émission et de recouvrement des recettes marchandes au profit d'unités de suivi placées sous administration centrale, ne constitue pas une rupture. Mais encore, elle constitue l'avatar d'un même mouvement travaillé par le réaménagement continu de l'architecture institutionnelle du marché. L'ordre marchand au sein des marchés apparaît ainsi comme un objet politique façonné et refaçonné par des textes successifs dont l'empilement ne cesse de complexifier la gouvernance locale.

B- L'entretien institutionnalisé de zones d'incertitude

Empruntée à Michel Crozier et Erhard Friedberg, la zone d'incertitude, désigne un point du système d'action où l'application de la règle reste indéterminée et que les acteurs s'efforcent de contrôler afin d'en tirer un pouvoir de négociation. Elle s'appréhende dans un système d'action concret désignant l'ensemble structuré mais non figé des relations que nouent les acteurs engagés dans la gouvernance des marchés pour atteindre des objectifs partiellement convergents et partiellement contradictoires.

[26] Loi n° 2004/018 du 22 juillet 2004 fixant les règles applicables aux communes.
[27] Loi n° 2019/024 du 24 décembre 2019 portant Code général des collectivités territoriales décentralisées, livre préliminaire, art. 1er, https://faolex.fao.org/docs/pdf/Cmr192567.pdf, consulté le 19/08/2026 ; Ministère de la Décentralisation et du Développement Local, « Les innovations du nouveau Code général des collectivités territoriales décentralisées », communication au Colloque international de Dschang sur la décentralisation au Cameroun, 29 octobre 2020.
[28] MINDEVEL, « le maire de la ville », (en ligne) https://www.minddevel.gov.cm/le-maire-de-la-ville/, consulté le 19/08/2026.
[29] K. Polanyi, *La Grande Transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps,* Paris, Gallimard, 1983.

Ainsi, pendant plusieurs décennies, la nomination d'un délégué du gouvernement directement désigné par la présidence de la République[30] à la tête de la Communauté urbaine de Yaoundé s'inscrit dans une dynamique de personnalisation du pouvoir et la subordination de l'administration locale à des logiques de fidélité politique plutôt qu'à une seule rationalité gestionnaire[31]. Cette logique repose sur une hybridation entre bureaucratie moderne et pratiques d'appropriation personnelle des ressources publiques, plutôt que sur une opposition tranchée entre tradition et modernité administrative[32]. Les conflits fiscaux observés autour de l'OTVP, où des commerçants dénoncent des pratiques de recouvrement perçues comme abusives[33] peuvent ainsi être relus comme des manifestations locales et quotidiennes de cette économie politique néopatrimoniale du prélèvement, plus que comme de simples dysfonctionnements administratifs isolés.

Par ailleurs, si la sédimentation normative a bien doté Yaoundé d'un ordre marchand juridiquement instauré, elle n'a pas pour autant produit une répartition univoque des compétences entre les deux entités de collectivités territoriales décentralisées. La distinction entre compétences structurantes et compétences de proximité se heurte en pratique à l'indivisibilité de nombreux actes de gestion marchande. Des interrogations demeurent non éludées34 dans la pratique notamment la construction d'un marché engage-t-elle la compétence de son exploitation quotidienne ? ou encore l'attribution d'un comptoir relève-t-elle de la gestion de proximité ou de la politique d'aménagement de l'espace communautaire ? Cette indétermination n'est pas un simple défaut de rédaction appelé à se résorber par décrets d'application successifs. Au contraire, elle prolonge une ambiguïté constitutionnelle puisque la constitution de 1996 a posé le principe de la libre administration des collectivités territoriales sans en tirer toutes les conséquences organiques quant à l'articulation des compétences entre acteurs locaux superposés[35]. La définition de ce qui constitue un « équipement marchand d'intérêt communautaire », l'autorisation implicite ou

[30] Loi n° 2004/018 du 22 juillet 2004 fixant les règles applicables aux communes, art. 115, op. cit. ; Comité technique « Foncier et développement », Décentralisation, foncier et acteurs locaux. Fiche pays Cameroun, Paris, Agence française de développement/Ministère des Affaires étrangères, https://www.foncier-developpement.fr/wp-content/uploads/fiche-pays-cameroun.pdf.

[31] J-F Médard, « L'État néopatrimonial en … ». *Op.cit*.

[32] J.-F. Bayart, L'État en Afrique : la politique du ventre, *Op. cit*.

[33] Cameroun24.net « Taxes communales : cafouillage autour de l'Otvp », juin 2016, https://cameroun24.net/article/31355-Taxes_communales__Cafouillage_autour_de_lOtvp.html, consulté le 19/08/2026.

[34]Les interrogations relatives à l'articulation entre construction, exploitation quotidienne et attribution des comptoirs ont également été abordées dans les entretiens conduits auprès des cadres et agents de la CUY et des communes d'arrondissement réalisés entre juin et août 2026. Le recours à ce sous-corpus permet de confronter l'architecture juridique aux pratiques déclarées des acteurs institutionnels.

[35] B.-R. Guimdo Dongmo, « Les bases constitutionnelles de la décentralisation au Cameroun ... ». *Op.cit.*

explicite de construire des boutiques sur une portion de voirie, la fixation du montant réel des droits de place constitue des enjeux de pouvoir. Chacun de ces points constitue, un espace où l'acteur qui parvient à imposer son interprétation accroît sa capacité de négociation face à l'autre[36].

Le flou de la répartition des compétences marchandes entre communauté urbaine et communes d'arrondissement fonctionne de ce point de vue moins comme une défaillance technique à corriger que comme une ressource stratégique disponible pour les deux acteurs locaux. Ainsi, le « super-maire » peut invoquer sa compétence structurante pour justifier une démolition unilatérale, quand le maire d'arrondissement peut opposer sa légitimité de proximité et sa connaissance du terrain pour contester cette même intervention[37]. Ce jeu est d'ailleurs facilité par le fait que les collectivités territoriales décentralisées camerounaises demeurent inféodées aux représentants déconcentrés de l'État tels que le recours aux préfets pour l'arbitrage des différends intercommunaux[38].

La mise en place d'une commission de crise pour désamorcer le différend de Nkolbisson illustre avec netteté ce jeu de pouvoir. Le maire de la commune d'arrondissement de Yaoundé VII avait engagé en amont, une démarche de coordination avec le délégué du gouvernement pour sécuriser son projet de recasement des commerçants mais la démolition, réalisée sans notification préalable par les agents de la Communauté urbaine peut être interprétée, dans ce cas précis, comme l'exercice d'un pouvoir de contrôle au profit de la communauté urbaine[39]. Les acteurs sont contraints d'improviser un dispositif ad hoc de négociation, dont l'issue reste par nature incertaine[40].

La recomposition récente de la gouvernance communautaire à travers le remplacement du délégué du gouvernement nommé par un maire de ville élu par le collège des conseillers municipaux d'arrondissement[41] ne supprime pas ce jeu stratégique. Elle modifie seulement la distribution des ressources de pouvoir en offrant plus de légitimité au « super maire » sans nécessairement clarifier les zones d'incertitude relatives à la gestion des équipements marchands.

---

[36] Michel Crozier et Erhard Friedberg, *L'acteur et le système : les ...Op.cit*, p. 20-45.

[37]

[38] *Ibid.*

[39] ActuCameroun, « Yaoundé : une commission de crise pour régler le conflit entre le super-maire et le maire de Yaoundé 7 », 2021. (en ligne) https://actucameroun.com/2021/05/05/une-commission-de-crise-pour-regler-le-conflit-entre-le-super-maire-et-le-maire-de-yaounde-7/ consulté le 31/08/2026.

[40] Cameroon Tribune, « Communauté urbaine-communes de Yaoundé : inutiles batailles », 2021, *(en ligne) https://www.cameroon-tribune.cm/article.html/39846/en.html/communaute-urbaine-communes-de-yaounde-inutiles* consulté le 31/08/2026.

[41] Cameroon Tribune, « Communautés urbaines : place aux maires élus », 3 mars 2020, (en ligne) https://www.cameroon-tribune.cm/article.html/30845/fr.html/communautes-urbaines-place-aux-maires-elus consulté le 19/08/2026.

Le système d'action concret qui organise la relation CUY-communes d'arrondissement demeure ainsi fondamentalement instable, se recomposant à chaque réforme institutionnelle sans jamais se figer durablement.

L'aménagement institutionnel de l'ordre marchand se donne ainsi à voir comme un dispositif récessif. Il offre une répartition juridique ordonnée du pouvoir marchand entre deux acteurs locaux décentralisés mais peut aussi être interprété, dans les cas étudiés, comme reconduisant les conditions d'une contestation permanente de cette même répartition. C'est cette tension entre norme instituante et pratique contestataire qui commande d'examiner dans un second temps, la manière dont les acteurs concrets de la gouvernance marchande yaoundéenne se saisissent de ces zones d'incertitude pour en faire le terrain d'une véritable marchandisation des espaces marchands.

II- LA MARCHANDISATION DES ESPACES MARCHANDS

La « marchandisation » constitue ici le processus par lequel des prérogatives d'administration publique (attribution, taxation, contrôle) se transforment progressivement en ressources appropriables, cessibles ou monnayables. Si l'aménagement institutionnel fixe le cadre formel au sein duquel s'exerce le pouvoir marchand, il ne dit encore rien de la manière dont ce pouvoir se convertit concrètement en ressource appropriable. Or c'est précisément ce que donne à voir la gestion quotidienne des marchés de Yaoundé. Les zones d'incertitude laissées ouvertes par le droit de la décentralisation ne sont pas de simples failles techniques, elles sont activement transformées en gisements de rente par les acteurs en présence. L'espace de vente, ses accès et les prérogatives qui l'encadrent cessent progressivement d'être de purs objets d'administration publique pour devenir des ressources appropriables, monnayables et redistribuables selon des logiques de rente. Cette marchandisation s'observe d'abord dans la fabrique quotidienne des rentes marchandes, par laquelle la gestion publique des marchés, des comptoirs et des taxes glisse vers des formes d'appropriation privative (A), avant de se donner à voir comme une économie de la captation croisée entre Communauté urbaine et communes d'arrondissement (B).

A- La fabrique des rentes marchandes

La distinction entre gestion publique et appropriation privée des espaces marchands s'estompe sensiblement dès lors que l'on observe les pratiques concrètes d'attribution et de taxation des comptoirs. Les travaux de Giorgio Blundo et Jean-Pierre Olivier de Sardan sur la corruption quotidienne dans les administrations ouest et centre-africaines permettent d'interpréter

le fait que l'attribution d'un emplacement de vente42, la délivrance d'un ticket de stationnement, la constatation d'une infraction à la réglementation du marché constituent les points de contact où l'écart entre norme officielle et pratique effective se creuse le plus systématiquement sous l'effet de « commissions »informelles devenues quasi institutionnalisées[43]. Au marché Mokolo, cette logique s'inscrit dans le temps long. La taxation des commerçants instaurée dès 1956, s'est doublée au fil du temps d'un marché parallèle de l'attribution des comptoirs où l'obtention d'un emplacement stable procède moins d'une décision administrative transparente que d'une négociation avec les « chefs de marché » et les intermédiaires informels qui font le lien entre les vendeurs à la sauvette et les agents municipaux[44]. Le conflit chronique qui oppose les sauveteurs à la Communauté urbaine de Yaoundé ne relève donc pas seulement d'une police du désordre commercial mais de la lutte pour le contrôle d'accès à l'espace qui, a lui-même valeur de rente.

Cette fabrique de la rente marchande45 redouble les prélèvements officiels d'une fiscalité de fait dont l'existence explique en partie les résistances rencontrées par la réforme du 15 mai 2026. En transférant la prérogative de recouvrement des recettes marchandes à des unités de suivi placées sous administration centrale[46], cette réforme visait précisément à limiter la capacité des agents locaux, communaux comme communautaires, à percevoir des droits de place et des taxes de stationnement selon des montants et des modalités que les commerçants dénoncent régulièrement comme discrétionnaires[47]. Or une réforme de la collecte ne suffit pas à déraciner une économie de la rente qui ne repose pas seulement sur le prélèvement fiscal proprement dit. Elle repose par ailleurs sur l'ensemble des points de passage obligés de l'activité marchande notamment l'attribution initiale du comptoir, sa transmission à un tiers en cas de cession ou d'héritage, la tolérance ou non d'un débordement sur la voirie, l'inscription ou non sur les listes de recasement en cas de démolition. Ces phénomènes traduisent la patrimonialisation de l'Etat par

[42]Les mécanismes informels d'attribution des comptoirs ont également été abordés avec deux intermédiaires informels intervenant dans l'attribution des comptoirs (E11-E12), interrogés entre juin et août 2026. Leurs témoignages sont utilisés pour éclairer les modalités pratiques d'accès à l'espace marchand, sans permettre à eux seuls d'établir l'ampleur du phénomène à l'échelle de l'ensemble des marchés de Yaoundé.

[43] G. Blundo et J.-P. Olivier de Sardan, *Everyday Corruption and the State: Citizens and Public Officials in Africa*, London, Zed Books, 2006.

[44] *Irénées*, « Communauté urbaine de Yaoundé et vendeurs à la sauvette : acteurs et causes d'un conflit au marché », *(en ligne) https://www.irenees.net/bdf_fiche-experience-824_fr.html* consulté le 31/08/2026.

[45]Les pratiques de perception des taxes, d'accès aux emplacements et de relations avec les agents municipaux ont été documentées auprès des commerçants et responsables d'associations de vendeurs interrogés au marché Mokolo et au carrefour Nkolbisson (E7-E10), entre juin et août 2026. Ces témoignages sont mobilisés ici comme matériau empirique complémentaire et non comme preuve statistique de la généralisation des pratiques observées.

[46] *ActuCameroun*, « Décentralisation au Cameroun : l'État reprend la main, les communes perdent leur substance », *Op.cit. 2026.*

[47] *Cameroun24.net,* « Taxes communales : cafouillage autour de l'Otvp », *Op.cit.,* 2016.

des agents publics qui instrumentalisent les positions publiques pour l'accumulation privée sans que cela suppose nécessairement une rupture avec la légalité formelle. Il s'agit d'un détournement systématique des ressources à des fins de captation[48]. En d'autres termes les espaces marchands de Yaoundé fonctionnent à partir d'un ordre marchand dont les données recueillies suggèrent que certains acteurs tirent parti, de façon récurrente, des vides ou des ambiguïtés institutionnelles.

Détruire des boutiques construites sous l'autorité d'un maire d'arrondissement revient à interrompre un cycle de captation locale de la rente pour en ouvrir un autre potentiellement plus favorable à la Communauté urbaine et, selon les données recueillies, à certains réseaux d'attribution qui lui sont proches. Ainsi, la mise en place d'une commission de crise pour Nkolbisson 49 ne s'interprète pas comme une simple résolution technique d'un conflit de compétences. Elle constitue un moment de renégociation du partage de la rente entre les deux acteurs locaux[50]. La financiarisation de l'espace marchand constitue donc une modalité de cette marchandisation dans une perspective où l'autorité qui maîtrise la construction d'ouvrage capte le bénéfice de l'attribution des comptoirs et la perception des loyers qui s'y attachent. L'inauguration, en juillet 2017, de l'«espace sauvette de l'émergence » au marché Mokolo illustre cette lecture. Construit pour un coût de 1,5 milliard de francs CFA dans le cadre d'un partenariat entre la Communauté urbaine de Yaoundé et un promoteur privé, cet ensemble de 936 comptoirs, 160 kiosques, 44 boutiques et 20 magasins a été conçu moins comme une simple réponse à l'anarchie de l'occupation des trottoirs que comme une opération de valorisation foncière d'un espace jusque-là occupé gratuitement par les vendeurs à la sauvette[51].

Face à l'économie de la place, le marché en tant qu'espace administré devient lui-même un marché où l'accès à l'espace s'y négocie désormais à travers le prix plus qu'à travers le statut. Cette financiarisation de l'espace marchand rencontre cependant une résistance sociale que la littérature n'a pas manqué de documenter.

B- La négociation permanente de l'assujettissement fiscal

[48] J.-F. Bayart, S. Ellis et B. Hibou, *La criminalisation de l'État en Afrique,* Bruxelles, Complexe, 1997.

[49] Sur le différend de Nkolbisson, le matériau d'entretien comprend les témoignages des acteurs institutionnels interrogés dans le cadre de l'enquête. Ces entretiens ont été croisés avec les sources de presse relatives à la démolition et à la commission de crise. Les identités des personnes interrogées ne sont pas indiquées afin de préserver leur anonymat.

[50] ActuCameroun, « Yaoundé : une commission de crise pour régler le conflit entre le super-maire et le maire de Yaoundé 7 », *Op.cit.,* 2021.

[51] *Cameroon Tribune,* « Marché Mokolo : un nouvel espace dédié aux sauveteurs », 31 juillet 2017, https://www.cameroon-tribune.cm/article.html/10600/en.html/marche-mokolo-un-nouvel-espace-dedie-aux-sauveteurs, consulté le 19/08/2026.

La concurrence entre les deux acteurs locaux s'opère à travers des relations de connivence tacite qui ne sont ni pleinement publiques ni pleinement privées, mais qui tirent leur efficacité pratique de leur zone grise même[52]. La coexistence sur un même marché, de collecteurs communautaires et communaux qui se tolèrent mutuellement plutôt que de s'affronter systématiquement illustre cette dynamique de jeu entre les deux acteurs locaux. Kate Meagher décrit cette situation comme un mode de régulation où l'État ne renonce ni au contrôle ni au monopole théorique de la force, mais compose durablement avec des autorités concurrentes qu'il ne parvient pas à absorber[53]. Cette connivence se double d'une dimension proprement clientéliste. L'attribution des comptoirs les plus rentables, la tolérance envers certains débordements de voirie ou la clémence dans le recouvrement des droits de place bénéficient de façon disproportionnée aux réseaux de soutien politique des édiles locaux, qu'il s'agisse du maire de ville ou des maires d'arrondissement, reconduisant à l'échelle du marché urbain la logique du rapport de clientèle comme matrice des rapports de pouvoir en Afrique postcoloniale[54].

La seconde modalité de cette marchandisation procède, à l'inverse, des pratiques des commerçants eux-mêmes, sommés de composer avec une pluralité d'autorités taxatrices dont les prétentions se superposent sans jamais s'annuler. Un vendeur installé au bord de la voie publique à Mokolo55 peut ainsi déclarer acquitter déjà des taxes au marché avant même toute relocalisation vers un espace aménagé ce qui s'accompagne d'un prélèvement informel parallèle au régime formel[56]. Cette coexistence d'une fiscalité de droit et d'une fiscalité de fait, dessine un espace où l'obéissance fiscale n'est jamais acquise une fois pour toutes mais se négocie en permanence entre le contribuable informel et les agents qui le taxent[57]. Loin d'un simple refus de l'impôt, cette « désobéissance fiscale » est donc elle-même une modalité de marchandisation. Le montant effectivement perçu l'identité de l'agent percepteur et la régularité du prélèvement deviennent des variables négociables au cas par cas plutôt que les termes fixes d'une règle uniformément appliquée. Les épisodes de confrontation avec les commerçants sont révélateurs de

[52] C. Lund, « Twilight Institutions: Public Authority and Local Politics in…" Op. *cit.*
[53] K. Meagher, « The Strength of Weak States? Non-State Security Forces and Hybrid Governance…" *Op.cit.,* 2012.
[54] J.-F. Médard, « L'État néopatrimonial en … ». *Op.cit*.
[55]Les déclarations recueillies auprès des commerçants et responsables associatifs interrogés au marché Mokolo et au carrefour Nkolbisson (E7-E10) ont permis de documenter la coexistence, dans les situations étudiées, de prélèvements officiellement présentés comme fiscaux et de pratiques de paiement négociées. Ces données ont été confrontées aux sources documentaires et ne sont pas extrapolées à l'ensemble des commerçants.
[56] *leconomie.info,* « Marché Mokolo : le difficile assainissement », L'Économie, 14 novembre 2024, https://leconomie.info/marche-mokolo-le-difficile-assainissement/ , consulté le 19/08/2026.
[57] J. Roitman, *Fiscal Disobedience: An Anthropology of Economic Regulation…Op.Cit.*

cette logique de pouvoirs en ce qu'ils mettent en scène une pluralité d'autorités concurrentes notamment le commissariat central, la sous-préfecture.

Ce jeu de négociation permanente constitue ainsi un empiètement silencieux du quotidien à partir duquel les catégories populaires étendent progressivement leur accès à l'espace et aux ressources urbaines sans forcément recourir à la confrontation ouverte[58]. Sous cet angle, la marchandisation des espaces marchands de Yaoundé n'oppose donc pas simplement des autorités prédatrices à des commerçants passifs. Elle constitue un système d'échanges où chaque partie, autorité communautaire, autorité communale, agent de terrain et commerçant, cherche à convertir à son profit les ambiguïtés d'un ordre marchand.

Conclusion

Cet article s'est proposé d'interroger la manière dont se recomposent les rapports de pouvoir entre la Communauté urbaine de Yaoundé et les communes d'arrondissement dans la gouvernance des espaces marchands de Yaoundé. L'hypothèse qui a guidé cette analyse était que cette recomposition ne procède pas d'un simple défaut de coordination administrative, mais qu'elle constitue l'expression d'une captation de la rente marchande, obéissant à des logiques de néopatrimonialisation et de manipulation des zones d'incertitude que la décentralisation camerounaise a elle-même instituées. En d'autres termes, le contentieux silencieux entre Communauté urbaine et communes d'arrondissement autour des espaces marchands ne s'explique pas seulement par un cadre juridique imparfait, mais par la fonction structurante que remplissent ces ambiguïtés. La réforme du 15 mai 2026, qui recentralise le recouvrement des recettes marchandes au profit d'unités de suivi placées sous administration centrale, s'inscrit dans la continuité de ce mouvement. En introduisant un troisième acteur dans un système d'action jusque-là récessif, elle ouvre moins la voie à une clarification durable des compétences qu'à une redéfinition des termes de la négociation entre acteurs locaux et autorité centrale.

Au terme de cette analyse, il convient de distinguer ce que le corpus documentaire et les entretiens permettent effectivement d'établir de ce qui demeure, en l'état, une hypothèse à approfondir. Les données recueillies confirment de façon relativement solide l'existence de zones d'incertitude dans la répartition des compétences marchandes et leur mobilisation comme ressource de négociation par les deux niveaux de collectivités. En revanche, l'ampleur exacte de la captation de la rente marchande, l'identité précise des réseaux qui en bénéficient et le caractère systématique de la redistribution clientéliste n'ont pu être établis, dans le cadre de cette étude, qu'à

[58] A. Bayat, « Uncivil Society: The Politics of the "Informal…". *Op. cit.,*

partir d'un nombre limité de cas et de témoignages ; ils constituent moins des résultats démontrés qu'une hypothèse de travail que des recherches ultérieures, mobilisant un corpus empirique plus large, devront chercher à confirmer ou à nuancer.

Cette étude invite enfin à prolonger la réflexion dans une approche comparative avec d'autres métropoles de la zone CEMAC confrontées à une dualité institutionnelle analogue permettrait d'apprécier si la matrice néopatrimoniale mise en évidence à Yaoundé relève d'une singularité camerounaise ou d'une logique plus largement partagée par les décentralisations d'Afrique centrale.

Puissance fonctionnelle et régulation des politiques vaccinales au Cameroun : étude comparée des cas de la poliomylite, le covid-19 et le Human Papilloma Virus (HPV)

Functional power and the regulation of vaccination policies in Cameroon: a comparative study of poliomyelitis, covid-19 and Human Papillomavirus (HPV)

Par :

FOUDA BENGONO CELINE

Université de Yaoundé II,

Département de Science politique,

Doctorante en politique et Administration Publique

Résumé :

Cet article analyse les déterminant de la puissance fonctionnelle des politiques vaccinales au Cameroun à travers les cas de la poliomyélite, le covid-19 et le Human Papilloma Virus (HPV). Il montre que l'effectivité de la régulation vaccinale repose sur l'articulation entre capacités politico-institutionnelles, instrumentation de l'action publique, facteurs environnementaux et sociétaux. L'analyse met en évidence l'importance de la coordination entre institutions, mobilisation des ressources, adaptation des instruments et implication des acteurs communautaires. Elle souligne également l'influence des normes internationales, des contraintes économiques, des disparités territoriales et des phénomènes de défiance sur la mise en œuvre des politiques vaccinales. L'étude conclut que la puissance fonctionnelle ne se réduit pas à la capacité juridique ou décisionnelle de l'Etat, elle constitue une capacité relationnelle, instrumentale et adaptative permettant de transformer les orientations publiques en actions effectivement réalisées.

Mots-clés : puissance fonctionnelle, politique vaccinale, régulation, politiques publiques de santé, instrumentation, gouvernance sanitaire, poliomyélite, covid-19 et HPV.

Abstract:

This article analyzes the determinants of the functional capacity of vaccination policies in Cameroon through the cases of poliomyelitis, covid-19 and Human Papilloma Virus (HPV). It demonstrates that the effectiveness of vaccination regulation relies on the interaction between political and institutional capacities, public policy instrumentation, environmental and societal factors. The analysis highlights the importance of institutional coordination, resource mobilization, policy instrument adaptation and the involvement of community actors. It also emphasizes on the influence of international standards, economic constraints, territorial disparities and forms of distrust on the implementation of vaccination policies. The study concludes that functional capacity can't be reduced to the state's legal or decision- making capacity, rather, it constitutes a relational, instrumental and adaptive capacity that enables public authorities to transform policy orientations into effectively implemented actions.

Keywords: Functional capacity, vaccination policies, regulation, health public policies, policy instrumentation, health governance, poliomyelitis, covid-19, HPV.

Introduction

La vaccination constitue aujourd'hui l'un des principaux instruments de l'action publique en matière de santé. Au-delà de sa fonction biomédicale de prévention des maladies infectieuses, elle représente un objet privilégié d'intervention des pouvoirs publics, dans la mesure où sa réussite dépend de la capacité des institutions à organiser l'offre vaccinale, à mobiliser des ressources, à coordonner une pluralité d'acteurs et à susciter l'adhésion des populations. Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, cette dimension est particulièrement importante, car les politiques de vaccination se déploient dans des environnements institutionnels, économiques et socioculturels caractérisés par de fortes contraintes. Au Cameroun, les travaux consacrés aux politiques vaccinales ont principalement porté sur les conditions d'acceptabilité, les déterminants de l'adhésion et les difficultés de mise en œuvre des différents programmes de vaccination. Les recherches consacrées au Human Papilloma Virus (HPV) ont notamment montré que l'acceptabilité vaccinale dépends fortement de l'information des parents, de la mobilisation communautaires et de la confiance accordée aux acteurs sanitaires, comme le démontre les travaux de Ogembo[1] sur les premières expériences de vaccination contre le HPV au Cameroun, et Njoh[2] sur l'amélioration de la couverture vaccinale.

La littérature sur la vaccination contre le covid-19 au Cameroun s'est quant à elle, davantage intéressée à l'hésitation vaccinale, au refus et aux facteurs susceptibles d'influencer l'acceptation du vaccin. Les travaux consacrés montrent notamment que la crainte des effets indésirables, le défit d'information et le manque de confiance constituent des facteurs importants du refus vaccinal. C'est dans cette perspective que Tchiasso[3] et ses collaborateurs ont montré que l'adhésion à la vaccination contre le covid-19 varient selon les périodes et les contextes régionaux. Les recherches récentes sur le HPV prolongent cette réflexion en mettant davantage l'accent sur les stratégies institutionnelles d'adaptation. Ces travaux montrent ainsi que la vaccination au Cameroun ne peut être appréhendée uniquement comme une intervention biomédicale, mais également comme une politique publique dont la réussite dépend des capacités institutionnelles,

[1] OGEMBO Gordon Janvier, MANGA Simon, NULAH Kathleen, PERLMAN Stacey, « Achieving high uptake of human papillomavirus vaccine in Cameroon: lessons learned in overcoming challenges", *Vaccine*, vol 32, n°35, 2014, p 4399-4403.

[2] NJOH ATEKE Andreas, BOLIO Ana, VENCZEL Linda, LIBWEA NJUMA John, KONGNYUY Justine et CLEENEWERCK DE KIEV Laurent, "Key players and determinants improving human papilloma virus vaccination coverage in Cameroon: a cross-sectional nationwide health workers survey", *Vaccine,* vol 69, 2026.

[3] TCHIASSO Dora, MENDJIME Patricia, NJUWA Karl, WANDI Nana, YUYA Francis, YOUM Eric, KARIMU Ismael et BOUM Yap, "Dynamic factors associates with covid-19 vaccine uptake in Cameroon between 2021 and 2022", *Journal of public health in Africa*, vol 15, n°1, 2024.

des interactions entre acteurs, des dispositifs de communication et des formes d'appropriation locale.

Dès lors, la question de la régulation vaccinale ne saurait être réduite à la seule capacité de l'État à édicter des normes. Elle renvoie davantage à sa capacité à transformer une décision politique en action effectivement opératoire. Cette capacité peut être appréhendée à travers la notion de puissance fonctionnelle, entendue ici comme l'aptitude des institutions publiques à mobiliser des ressources, coordonner les acteurs, construire des instruments d'action et adapter les interventions aux contraintes des différents environnements de mise en œuvre[4]. Autrement dit, l'existence d'un programme national de vaccination ou l'adoption d'une stratégie sanitaire ne garantit pas nécessairement sa traduction effective dans les pratiques des professionnels et dans les comportements des populations. Cette distinction prend tout son sens lorsque l'on observe les trajectoires différenciées de la poliomyélite, du covid-19 et du HPV au Cameroun.

La politique de lutte contre la poliomyélite s'inscrit principalement dans une logique d'éradication et de surveillance épidémiologique, nécessitant des campagnes répétées, un suivi des enfants insuffisamment vaccinés et une forte mobilisation communautaire. La vaccination contre le covid-19 s'est, quant à elle, construite dans un contexte d'urgence sanitaire caractérisé par l'incertitude, la circulation de controverses et la nécessité d'une adaptation rapide des dispositifs institutionnels. La vaccination contre le HPV relève davantage d'une logique préventive ciblée, impliquant notamment l'articulation entre les secteurs de la santé et de l'éducation. Ces trois configurations révèlent ainsi des formes différenciées d'instrumentation et de régulation, mais également une même exigence : rendre l'action publique suffisamment opérationnelle pour produire les effets attendus.

Cette problématique peut être approfondie à partir de deux théories, à savoir ; le constructivisme social en premier et le référentiel des politiques publiques en deuxième. Le constructivisme social de Peter Berger et Thomas Luckmann montre que la réalité sociale n'est pas simplement donnée mais construite à travers les interactions, les processus d'institutionnalisation et les mécanismes de légitimation qui permettent aux individus et aux groupes de donner du sens à leur environnement social[5]. Appliquée aux politiques vaccinales, cette perspective permet de considérer la vaccination non seulement comme une intervention biomédicale, mais également comme une construction sociale et institutionnelle. Le vaccin, la

[4] PRESSMAN Jeffrey et WILDAVSKY Aaron, *Implementation: How great expectations in Washington are dashed in Oakland*, 3ème éd, Berkeley, University of California Press, 1984.
[5] BERGER Peter et LUCKMANN Thomas, *The Social Construction of Reality: A Treatise in the Sociology of Knowledge,* New York, Anchor Books, 1966.

maladie, le risque sanitaire, la protection collective ou encore la confiance envers les institutions prennent sens à travers des représentations, des discours, des pratiques et des interactions sociales.

Dans cette perspective, la puissance fonctionnelle ne dépend pas exclusivement de la capacité administrative de l'État, mais repose plutôt sur sa capacité à faire reconnaître la pertinence de son intervention et à produire des significations partagées autour de la vaccination. La construction sociale de la réalité vaccinale suppose ainsi un travail institutionnel de définition du problème, de production de normes, de diffusion de connaissances et de légitimation des comportements attendus. Les campagnes de sensibilisation, l'intervention des professionnels de santé, la mobilisation des chefs traditionnels et religieux ou encore l'implication des relais communautaires peuvent alors être considérées comme des mécanismes de construction et de diffusion d'une certaine représentation légitime de la vaccination.

Le référentiel des politiques publiques développé par Pierre Muller repose sur un ensemble de représentations, de normes, de valeurs et de principes d'action qui permettent aux acteurs publics de construire une représentation du problème à traiter et de définir les modalités légitimes de l'intervention[6]. Il permet ainsi de comprendre comment une société et ses gouvernants donnent sens à une situation et déterminent ce qui doit être fait pour la transformer. Dans le domaine vaccinal, la définition de la poliomyélite comme problème d'éradication, du covid-19 comme urgence sanitaire ou du HPV comme enjeu de prévention constitue autant de manières différentes de construire le problème public et, par conséquent, de sélectionner des instruments spécifiques de régulation. Cette perspective rejoint également les travaux de Lascoumes et Le Galès sur l'instrumentation de l'action publique. Pour ces auteurs, les instruments ne sont pas de simples moyens techniques permettant aux gouvernants d'atteindre des objectifs préalablement définis. Ils constituent également des dispositifs qui organisent les relations entre les autorités publiques et les destinataires de l'action publique[7]. Dans le secteur vaccinal, les campagnes de vaccination, les calendriers vaccinaux, les dispositifs de surveillance, le micro planning, la vaccination en milieu scolaire, les stratégies de proximité ou encore les mécanismes de communication constituent ainsi des instruments à travers lesquels l'État cherche à orienter les conduites, à organiser les ressources et à produire l'adhésion.

[6] MULLER Pierre, *Les politiques publiques*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 2000 ; voir également Pierre Muller, *L'analyse cognitive des politiques publiques : vers une sociologie politique de l'action publique,* Paris, Presses de Sciences Po, 2005.

[7] LASCOUMES Pierre et LE GALES Patrick, « L'action publique saisie par ses instruments », *Sociologie du travail,* vol. 44, n° 1, 2002, p. 5-22.

L'intérêt scientifique de cette approche réside dès lors dans la possibilité d'articuler la construction sociale, référentiel d'action publique et instrumentation pour comprendre la formation des régimes de régulation vaccinale au Cameroun. L'enjeu n'est pas simplement de déterminer si l'État est capable ou incapable d'agir, mais d'identifier les conditions dans lesquelles sa capacité d'action devient effectivement opératoire. La puissance fonctionnelle apparaît ainsi comme une propriété construite au sein d'un système d'interactions entre institutions publiques, partenaires internationaux, professionnels de santé, acteurs communautaires et populations.

Dans cette perspective, la présente analyse part de l'hypothèse selon laquelle la puissance fonctionnelle des politiques vaccinales camerounaises résulte de la combinaison entre une capacité politico-institutionnelle de coordination et d'instrumentation de l'action publique, et une capacité d'adaptation aux environnements sociaux, économiques, territoriaux et culturels dans lesquels la vaccination est mise en œuvre. Autrement dit, plus les dispositifs institutionnels sont capables d'articuler les ressources, les instruments et les représentations du problème sanitaire avec les réalités locales, plus la régulation vaccinale est susceptible de produire des effets concrets. À l'inverse, les décalages entre le référentiel national, les instruments mobilisés et les réalités sociales peuvent générer des formes d'impuissance fonctionnelle.

Dans le cas de la collecte des données empiriques, elle repose principalement sur des entretiens semi-directifs réalisés auprès de différentes catégories d'acteurs impliqués dans la conception, la mise en œuvre et la réception des politiques publiques de vaccination au Cameroun. Ce choix méthodologique a permis de recueillir non seulement les discours des acteurs institutionnels et sanitaires chargés de l'élaboration et de l'exécution des politiques vaccinales, mais également les perceptions des acteurs communautaires et des populations concernés. La diversité des enquêtés vise ainsi à croiser les points de vue et à saisir les écarts éventuels entre les orientations prescrites par les autorités publiques, leur traduction opérationnelle sur le terrain et les appropriations sociales dont elles font l'objets.

L'analyse s'inscrit ainsi dans une démarche comparative portant sur trois politiques vaccinales : la poliomyélite, le covid-19 et le HPV. Le choix d'une démarche comparative répond à une exigence à la fois théorique et empirique. Il ne s'agit pas de juxtaposer trois politiques vaccinales, mais de mettre en regard des configurations différentes d'action publique afin d'identifier les mécanismes qui favorisent ou limitent leur puissance fonctionnelle. La poliomyélite renvoie à une politique d'éradication reposant sur une forte coordination

institutionnelle et partenariale[8] ; le covid-19 correspond à une situation d'urgence sanitaire caractérisée par l'incertitude, l'accélération décisionnelle et l'introduction d'instruments exceptionnels ; le HPV relève davantage d'une politique de prévention nécessitant une importante adaptation aux représentations sociales, familiales et culturelles. La comparaison de ces trois configurations permet ainsi d'analyser la manière dont les ressources institutionnelles, les instruments de régulation et les capacités d'adaptation se combinent différemment selon la nature du problème public.

La délimitation temporelle de 2014 à 2025 répond à la même logique. Elle permet d'inscrire l'analyse dans une temporalité suffisamment longue pour saisir les transformations des politiques vaccinales camerounaises avant, pendant et après la crise du covid. L'année 2014 constitue le point de départ permettant d'appréhender la dynamique de lutte contre la poliomyélite[9] antérieure à la pandémie, tandis que la séquence 2020-2022 constitue une période de rupture caractérisée par l'urgence sanitaire et la recomposition. L'extension jusqu'en 2025 permet d'apprécier les recompositions et les continuités observables après la phase aiguë de la pandémie[10]. Cette délimitation permet ainsi de mettre en évidence que la puissance fonctionnelle de l'Etat ne constitue pas une capacité uniforme et permanente, mais une capacité relationnelle et évolutive, construite dans l'interaction entre institutions, instruments, acteurs et territoires.

Pour démontrer cette proposition, l'analyse sera structurée autour de deux axes complémentaires. Le premier examine les ressorts politico-institutionnels de la puissance fonctionnelle, en mettant l'accent sur l'architecture institutionnelle, les mécanismes de coordination et les instruments de régulation mobilisés dans la construction des politiques vaccinales (I). Le second s'intéresse aux facteurs environnementaux et sociétaux de cette puissance, en analysant l'influence des dynamiques internationales, des contraintes économiques, des configurations territoriales et des représentations sociales sur la capacité de l'action publique à produire les effets recherchés (II). L'articulation de ces deux dimensions permettra ainsi de montrer que la régulation vaccinale au Cameroun est le produit d'un processus simultanément institutionnel, cognitif, social et instrumental.

[8] https://www.minsante.cm Ministère de la Santé Publique (MINSANTE), Plan national de développement sanitaire (PNDS), 2021-2025, Yaoundé,

[9] https://pevcameroon.cm Programme Elargie de Vaccination (PEV), Plan d'action du programme élargie de vaccination, Yaoundé, Ministère de la santé publique, 2014.

[10] https://www.who.int Organisation Mondial de la santé (OMS), implementing the immunization agenda 2030: A framework for action through coordinated planning, monitoring & evaluation, ownership & accountability, and communication & advocacy, Genève, OMS 2021.

I- LES RESSORTS POLITICO-INSTITUTIONNELS DE LA PUISSANCE FONCTIONNELLE DANS LA RÉGULATION DES POLITIQUES VACCINALES AU CAMEROUN

La construction des régimes de régulation des politiques de vaccination au Cameroun repose, en premier lieu, sur la capacité des institutions publiques à transformer les orientations sanitaires en dispositifs concrets d'action. Cette capacité ne renvoie pas uniquement à l'existence d'un cadre juridique ou administratif. Elle suppose également la mobilisation de ressources humaines, financières, techniques et informationnelles, ainsi que la coordination des différents acteurs intervenant dans la conception et la mise en œuvre des politiques vaccinales. En ce sens, la puissance fonctionnelle de l'action publique désigne ici la capacité effective des institutions à décider, coordonner, instrumenter et mettre en œuvre des interventions permettant d'atteindre les objectifs de vaccination. Cette approche rejoint les travaux de Lucy Gilson et Gill Walt sur l'analyse des politiques de santé[11]. Leur modèle du *« triangle des politiques de santé »* invite précisément à ne pas réduire l'analyse au seul contenu des politiques : les acteurs, le contexte et les processus participent également à leur production et à leur mise en œuvre.

Dans le cas camerounais, cette grille permet d'appréhender les politiques vaccinales comme le produit d'interactions entre le ministère de la Santé publique, le Programme élargi de vaccination (PEV), les services déconcentrés, les partenaires techniques et financiers, les professionnels de santé, les collectivités territoriales ainsi que les acteurs communautaires comme le démontre les travaux de Walt[12] pour qui une politique publique repose sur les interactions entre l'état et d'autres acteurs. La puissance fonctionnelle se construit donc à travers une architecture institutionnelle qui organise les responsabilités, mais également à travers des instruments permettant de traduire les orientations politiques en pratiques opérationnelles. Deux dimensions apparaissent dès lors essentielles : d'une part, la structuration politico-institutionnelle de l'action vaccinale (A), d'autre part, la capacité des institutions à produire et à mobiliser des instruments de régulation adaptés aux différents problèmes sanitaires (B).

A- L'architecture politico-institutionnelle et la capacité de coordination de l'action vaccinale

La première condition de la puissance fonctionnelle réside dans l'organisation institutionnelle de la politique vaccinale. Au Cameroun, celle-ci s'inscrit dans une architecture

[11] WALT Gill et GILSON Lucy, « reforming the health sector in developing countries: the central role of policy analysis" *health policy and planning*, vol 9, n°4, 1994, p 353-370.
[12] WALT Gill, *Health Policy: An introduction to process and power,* London, Zed Books, 1994.

administrative relativement hiérarchisée, dans laquelle le ministère de la Santé publique assure une fonction centrale dans la définition des orientations, de planification et de supervision[13]. Le PEV constitue, à cet égard, un dispositif essentiel de traduction des orientations nationales et internationales en programmes opérationnels [14] . Cependant, l'existence d'une organisation institutionnelle ne suffit pas, à elle seule, à garantir l'efficacité de la régulation. Encore faut-il que les différents niveaux de l'administration puissent communiquer, coordonner leurs actions, gouverner les corps[15] et disposer des moyens nécessaires à leur mise en œuvre. La régulation vaccinale apparaît ainsi comme une chaîne d'action reliant le niveau central aux régions, districts de santé et aux communautés. Un responsable de district souligne que : *« Les directives viennent du niveau central, mais c'est au niveau du district que nous devons les adapter aux réalités du terrain »*[16].

Cet entretien montre que la mise en œuvre de la politique vaccinale ne repose pas sur une simple application mécanique des décisions centrales. Les acteurs locaux disposent d'une marge d'adaptation pour tenir compte des contraintes rencontrées sur le terrain. Dans la perspective de Lipsky[17], les agents de première ligne participent ainsi à la construction effective de l'action publique à travers leurs pratiques quotidiennes et leurs arbitrages. La politique vaccinale apparait donc comme le produit d'une articulation entre décision centrale et adaptation locale. Appliquée aux politiques vaccinales camerounaises, cette perspective permet de comprendre l'importance des personnels de santé, des responsables de district, des agents communautaires et des relais locaux dans la traduction des orientations nationales. La mise en œuvre de la vaccination contre la poliomyélite illustre particulièrement cette articulation entre décision centrale et adaptation locale. La stratégie nationale peut fixer des objectifs de couverture, définir les populations prioritaires et organiser les campagnes ; toutefois, l'identification des enfants *« zéro dose »,* l'élaboration du micro planning, la mobilisation des familles et l'organisation des séances de vaccination dépendent largement du fonctionnement des structures locales. La puissance de l'État ne se mesure donc pas seulement à sa capacité à édicter une norme, mais à son aptitude à faire circuler cette norme jusqu'aux espaces où elle doit produire des effets.

[13] Décret n°2013/093 du 03 avril 2013, portant organisation du Ministère de la santé publique.
[14] Article 1 de la décision n° 7038/MINSANTE/CAB, du 19 sept 2022, portant réorganisation du Programme Elargie de Vaccination.
[15] FOUCAULT Michel, "la gouvernementalité", *dans dits et écrits II*, 1976-1988, Paris, Gallimard, 2001, p 635-657.
[16] Entretien effectué avec Monsieur BENG ALEMBA Jean Yves, chef de district de Batouri, fait le 7 Mars 2025.
[17] LIPSKY Michael, *Street-level Bureaucracy: Dilemmas of the individual in public services*, New York, Russell Sage Foundation, 1980.

Cette dimension est également perceptible dans la vaccination contre la covid-19. La décision nationale de vacciner la population s'est trouvée confrontée à des contraintes opérationnelles particulières : disponibilité des vaccins, chaîne du froid, organisation des sites de vaccination, mobilisation du personnel, communication et acceptabilité sociale. La puissance décisionnelle de l'État devait ainsi être relayée par une puissance opérationnelle permettant de transformer la décision en vaccination effective. Dans cette perspective, la mise en œuvre constitue une séquence à part entière au cours de laquelle les acteurs administratifs et professionnels, confrontés aux contraintes du terrain peuvent transformer les modalités concrètes de l'action publique[18]. Un agent de santé rencontré sur le terrain explique que : *« La vaccination a mieux marché lorsqu'on allait vers les populations, notamment dans les marchés, les églises et les carrefours »*[19].

Cet entretient montre que l'efficacité de la politique vaccinale dépend également de la capacité des acteurs à adopter les modalités d'interventions aux réalités sociales du terrain. Le déplacement des équipes vers les marchés, les églises et les carrefours traduit ainsi une évolution d'une stratégie essentiellement institutionnelle vers une démarche de proximité et de mobilisation sociale. Cette observation rejoint l'analyse de Le Galès et Lascoumes, pour qui les instruments de l'action publique ne sont pas de simples moyens techniques : ils structurent les relations entre les institutions publiques et les populations qui participent à la mise en œuvre concrète de la politique publique[20].

La vaccination contre le HPV présente une configuration encore différente. Son introduction nécessite une coordination entre les structures sanitaires, le système éducatif, les familles et les communautés. Le recours aux établissements scolaires comme espaces de vaccination montre que la politique sanitaire ne peut fonctionner sans articulation avec d'autres secteurs de l'action publique. La régulation vaccinale devient alors une politique intersectorielle, dans laquelle la santé, l'éducation, la communication et l'action communautaire se rencontrent.

Cette pluralité d'acteurs conduit à dépasser une conception strictement verticale de l'action publique. La politique vaccinale résulte d'un système d'interdépendances institutionnelles dans lequel l'État conserve une position centrale, mais ne détient pas nécessairement l'ensemble des ressources nécessaires à l'action. Les partenaires internationaux, les organisations non

[18] THOEING Jean-Claude, " la quête du deuxième souffle », *revue française de science politique*, vol 46, n°1, 1996, p 102-107.
[19] Entretien effectué avec Madame Nathalie, infirmière au District de Souari, fait le 23 Avril 2025.
[20] LASCOUMES Pierre et LE GALES Patrick, « introduction : l'action publique saisie par ses instruments », *sociologie du travail*, vol 44, n°1, 2002, p 5-21.

gouvernementales, les organisations communautaires et les acteurs locaux contribuent également à la production de la politique. La pensée de Paul Sabatier permet ici montrent que les politiques publiques se construisent à travers l'interaction de coalitions d'acteurs partageant certaines croyances et cherchant à influencer l'orientation des politiques[21]. Cette approche remet en question une conception exclusivement verticale du processus décisionnel et accorde une place importante aux experts, groupes d'intérêt, administrations, chercheurs et autres acteurs engagés dans un secteur de politique publique.

Dans le secteur vaccinal, cette lecture permet de comprendre le rôle des acteurs gouvernementaux, des organisations internationales, des experts scientifiques, des partenaires techniques et financiers et des acteurs communautaires dans la définition et la légitimation des orientations vaccinales. Ainsi, la puissance fonctionnelle du dispositif vaccinal repose moins sur la seule concentration du pouvoir que sur la capacité à organiser les interdépendances entre les différents acteurs. Une institution peut disposer d'une forte autorité juridique tout en rencontrant des difficultés d'exécution si elle ne maîtrise pas les ressources, les réseaux et les mécanismes de coordination nécessaires à la mise en œuvre.

B- L'instrumentation de l'action publique comme expression de la puissance fonctionnelle

La deuxième dimension de la puissance fonctionnelle réside dans la capacité des institutions à construire et mobiliser des instruments de régulation. Les politiques vaccinales ne sont pas uniquement constituées de principes généraux ; elles prennent corps à travers des calendriers vaccinaux, des campagnes, des plans stratégiques, des systèmes de surveillance, des dispositifs de communication, des mécanismes de financement, des stratégies de proximité et des outils de suivi-évaluation. L'approche de Pierre Lascoumes et Patrick Le Galès [22] est particulièrement pertinente pour analyser cette dimension. Pour ces auteurs, les instruments d'action publique sont des dispositifs à la fois techniques et sociaux qui structurent les relations entre les autorités publiques et leurs destinataires. Ils ne sont donc pas neutres : leur choix traduit une certaine conception de l'action publique et du rapport entre gouvernants et gouvernés. Cette dimension peut également être éclairée par Foucault à travers son analyse des rapports entre pouvoirs, savoir et techniques de gouvernement. Dans surveiller et punir, foucault montre que le pouvoir moderne ne repose pas exclusivement dur la contrainte juridique ou sur l'exercice visible

[21] SABATIER Paul, JENKINS-SMITH Hank, *policy change and learning: an advocacy coalition approach*, Boulder, Westview Press, 1993.
[22] LASCOUMES Pierre et LE GALES Patrick, *Gouverner par les instruments*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004.

de l'autorité. Il fonction également à travers des dispositifs de surveillance, de normalisation, d classement d'enregistrement et de conduites[23].

Dans le domaine vaccinal, cette perspective permet de considérer le micro planning, la surveillance épidémiologique, la vaccination de routine, les campagnes de masse, la communication communautaire ou encore la vaccination en milieu scolaire comme de véritables instruments de régulation. Chacun de ces instruments produit des effets particuliers sur les comportements et sur l'organisation de l'action publique. La poliomyélite constitue à cet égard un exemple particulièrement révélateur. La logique d'éradication implique une instrumentation fortement structurée : surveillance des cas, campagnes de vaccination, recherche des enfants insuffisamment vaccinés, mobilisation communautaire et suivi des indicateurs. L'instrumentation traduit ici une conception de la régulation fondée sur la prévention du risque et sur l'objectif de couverture maximale. Cette conception est approfondie dans sécurité, territoire, population, où Foucault analyse le passage d'un pouvoir essentiellement centré sur la loi et la discipline vers des technologies se sécurité prenant pour objet la population. Il montre que le gouvernement moderne cherche à agir sur des phénomènes collectifs en s'appuyant sur leur connaissance, leur mesure et la régulation de leurs régularités[24]. Avec le covid-19, l'instrumentation s'est progressivement adaptée à une situation d'urgence sanitaire. La communication de crise, les campagnes de vaccination, les stratégies de proximité, la mobilisation des personnels de santé et, dans certains contextes, les dispositifs administratifs destinés à favoriser la vaccination témoignent d'une diversification des instruments. La puissance fonctionnelle apparaît alors comme une capacité d'adaptation instrumentale face à une situation sanitaire évolutive.

Pour le HPV, l'instrumentation prend une forme davantage préventive et ciblée. Le choix d'une vaccination centrée sur les jeunes filles, notamment à travers des stratégies en milieu scolaire, constitue un instrument de ciblage des populations considérées comme prioritaires. La régulation repose ici moins sur une intervention de masse que sur la combinaison d'un ciblage épidémiologique, d'une mobilisation institutionnelle et d'une stratégie de communication. Cette différenciation des instruments montre que la régulation vaccinale ne constitue pas un dispositif uniforme. Elle varie selon la nature du problème public, le degré d'urgence, les populations ciblées et les ressources disponibles. L'instrumentation constitue ainsi un indicateur de la capacité de l'État à adapter son intervention aux caractéristiques du problème sanitaire. Peter Hall permet

[23] FOUCAULT Michel, *Surveiller et punir : naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975.
[24] FOUCAULT Michel, *Sécurité, territoire, population : cours au collège de France*, éd, Michel Senellart, sous la direction de François Ewald et Alessandro Fontana, Paris, Gallimard, 2004.

d'approfondir cette analyse à travers la notion de *« Policy paradigme »*[25]. Selon lui, les politiques publiques reposent sur des cadres cognitifs qui définissent simultanément la nature du problème, les objectifs poursuivis et les instruments considérés comme légitimes pour agir. Il distingue notamment différents niveaux de changement dans les politiques publiques, depuis l'ajustement des instruments jusqu'à la transformation plus profonde du paradigme qui oriente l'action publique.

Appliquée aux politiques vaccinales camerounaises, cette approche rejoint l'analyse foucaldienne de la biopolitique qui s'intéresse à la manière dont la pratique gouvernementale prend en charge les phénomènes propres à une population, notamment la santé, l'hygiène, la natalité et la longévité[26]. Le passage d'une logique centrée principalement sur la vaccination de routine à des stratégies intégrant davantage la surveillance, la vaccination de proximité, la mobilisation communautaire ou le ciblage des populations insuffisamment vaccinées traduit une adaptation progressive des instruments aux difficultés rencontrées. La puissance fonctionnelle doit donc être comprise comme une capacité dynamique. Elle ne consiste pas simplement à disposer d'instruments, mais à savoir les sélectionner, les combiner et les réorienter en fonction des contraintes rencontrées. L'efficacité de la régulation vaccinale dépend ainsi de la capacité des institutions à apprendre de l'action et à ajuster leurs instruments.

III- LES FACTEURS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIÉTAUX DE LA PUISSANCE FONCTIONNELLE DES POLITIQUES VACCINALES

La puissance fonctionnelle de la régulation vaccinale ne peut toutefois être expliquée uniquement par les caractéristiques internes des institutions. Elle dépend également de L'environnement dans lequel les politiques sont conçues et mises en œuvre. Les conditions économiques, sociales, culturelles, territoriales et internationales influencent directement la capacité des pouvoirs publics à atteindre leurs objectifs. Cette dimension correspond au deuxième volet du modèle proposé par Walt et Gilson[27]. Leur approche invite à analyser le contexte comme un ensemble de facteurs politiques, économiques, sociaux et culturels qui façonnent le processus de production des politiques de santé. Dans le cas du Cameroun, les politiques vaccinales sont ainsi insérées dans un environnement marqué par la coopération internationale, les inégalités territoriales, les contraintes économiques, les dynamiques socioculturelles et, selon les périodes, les situations d'urgence ou d'insécurité.

[25] HALL Peter, « policy paradigms, social learning and the state: the case of economic policymaking in Britain", *Comparative Politics*, vol 25, n°3, pp 275-296.
[26] FOUCAULT Michel, *Naissance de la biopolitique : cours au collège de France*, Paris, Gallimard, 2004.
[27] WALT Gill et GILSON Lucy, « reforming the health sector in developing countries", *op.cit* page 1.

Deux dimensions méritent particulièrement d'être distinguées : l'influence de l'environnement international et socio-économique sur la construction de l'action vaccinale (A), puis le poids des réalités territoriales et socioculturelles dans sa mise en œuvre (B).

A- L'influence de l'environnement international, économique et sanitaire sur les capacités de régulation

Les politiques vaccinales camerounaises sont profondément insérées dans un environnement international. Les normes, recommandations et financements provenant des organisations internationales participent à la définition des priorités sanitaires et à la structuration des dispositifs nationaux. Cette situation ne signifie cependant pas que la politique nationale serait entièrement déterminée de l'extérieur. Elle traduit plutôt une relation d'interdépendance entre l'État camerounais et les institutions internationales. La poliomyélite constitue l'un des domaines où cette interdépendance apparaît le plus nettement. L'objectif mondial d'éradication a contribué à renforcer les systèmes nationaux de surveillance, à multiplier les campagnes de vaccination et à développer des stratégies spécifiques pour atteindre les enfants insuffisamment vaccinés. Le Cameroun inscrit ainsi son action dans une architecture internationale plus large tout en adaptant les stratégies aux réalités nationales.

Le covid-19 a accentué cette interdépendance. La disponibilité des vaccins, les mécanismes internationaux d'approvisionnement, les recommandations scientifiques et les dispositifs de coopération ont fortement influencé les possibilités d'action nationales. Le dispositif COVAX, par exemple, a constitué un mécanisme international visant à faciliter l'accès aux vaccins contre la COVID-19 dans les pays participants. Cette situation montre que la puissance fonctionnelle d'un État en matière de santé dépend également de sa capacité à s'insérer dans des réseaux internationaux d'approvisionnement, de financement et d'expertise. L'analyse de John King don permet de comprendre comment les crises peuvent favoriser l'ouverture de *« fenêtres d'opportunité »*[28] dans l'action publique. Son modèle des courants multiples distingue notamment le courant des problèmes, celui des solutions et celui de la politique ; lorsque ces courants se rejoignent, une fenêtre peut s'ouvrir et permettre l'adoption ou la transformation d'une politique. La pandémie de COVID-19 peut ainsi être interprétée comme une situation ayant profondément modifié la perception du problème vaccinal, accéléré la production de solutions et renforcé la nécessité d'une décision publique rapide.

[28] KINGDON John, *Agendas, Alternatives, and Public Policies*, Boston, Little Brown and Company, 1984.

Cependant, la dépendance aux ressources extérieures révèle également les limites de la puissance fonctionnelle nationale. Lorsque les financements, les vaccins, les équipements ou l'expertise technique sont partiellement dépendants de partenaires extérieurs, la capacité de l'État à agir demeure liée à la disponibilité de ressources qu'il ne contrôle pas entièrement. Cette situation invite à distinguer la puissance normative de la puissance opérationnelle. La première correspond à la capacité de définir des orientations, des normes et des objectifs ; la seconde renvoie à la capacité de disposer des ressources permettant de réaliser effectivement ces objectifs. Dans les politiques vaccinales camerounaises, l'écart entre ces deux dimensions constitue un élément essentiel de compréhension des difficultés de régulation.

Les contraintes économiques renforcent cette tension. Les besoins en ressources humaines, équipements, chaîne du froid, transport, communication et surveillance nécessitent des investissements continus. Une politique vaccinale peut donc être juridiquement et politiquement prioritaire tout en rencontrant des limites matérielles dans sa mise en œuvre. L'environnement international constitue par conséquent à la fois une ressource et une contrainte. Il renforce les capacités nationales en fournissant expertise, financement, normes et produits de santé, mais il peut également accroître la dépendance du système national à l'égard des ressources extérieures.

B- La construction de la régulation à l'épreuve des réalités territoriales, socioculturelles et communautaires : une étude comparative du covid-19, de la poliomyélite et du HPV

La construction de la régulation des politiques vaccinales au Cameroun ne peut être appréhender indépendamment des réalités territoriales, socioculturelles et communautaires dans lesquelles elle se déploie. En effet, si les orientations vaccinales sont principalement définies au niveau central par les autorités publiques et avec l'appui des partenaires internationaux, leur mise en œuvre s'effectue dans des espaces territoriaux caractérisés par des configurations sociales, culturelles, économiques et communautaires différenciées. La régulation apparait ainsi comme un processus d'adaptation des orientations nationales aux contraintes et aux ressources propres aux territoires. Cette logique est particulièrement visible dans les stratégies du PEV, qui mobilisent, selon les contextes, des approches de vaccination, ainsi que des stratégies spéciales destinées aux populations difficiles à atteindre. Dans les zones urbaines, les difficultés peuvent être liées à la mobilité, à la densité de population ou à la circulation rapide de l'information et des rumeurs. Un agent de santé interrogé explique que : *« Les gens ne font pas toujours confiance aux informations*

venant du gouvernement. Il faut aller vers eux, dans les marchés, les églises et les carrefours, pour les sensibiliser »[29].

Cet entretient montre que dans les espaces urbains, la forte mobilité des populations et la circulation rapide des informations peuvent compliquer l'action vaccinale. La stratégie ne consiste donc plus uniquement à atteindre les populations dans les structures sanitaires, mais à aller vers elles dans leur espace de vie. Cette adaptation peut être rapprochée des travaux de Lipsky, selon lesquels les agents de première ligne disposent d'une marge de discrétion leur permettant d'adapter la mise en œuvre des politiques publiques aux contraintes rencontrées sur le terrain[30]. La mobilisation des marchés, des églises et des carrefours traduit ainsi une adaptation opérationnelle de la politique vaccinale.

Dans les zones rurales ou éloignées, elles peuvent davantage concerner l'accessibilité géographique, la disponibilité des personnels et la logistique. Cette nécessité rejoint les travaux de Ridde sur les politiques publiques de santé en Afrique. L'auteur montre que les résultats d'une politique sanitaire ne peuvent être expliquées uniquement sur la qualité de son contenu normatif ou par décisions prises au niveau central. Ils dépendent également des conditions concrètes de mise en œuvre[31]. Un responsable sanitaire de terrain rapporte : *« Les directives sont reçues mais sur le terrain il faut souvent improviser en fonction des réalités locales »*[32].

Cet extrait met en évidence le décalage entre la planification centrale et les conditions concrètes de mise en œuvre dans les territoires. Dans les zones éloignées, les difficultés d'accès géographique, la disponibilité du personnel et les contraintes logistiques peuvent obliger les acteurs locaux à réorganiser les activités prévues. Cette situation rejoint les travaux de Reynaud sur la régulation sociale[33], notamment l'idée d'une régulation qui se construit également à partir des acteurs de terrain. La mise en œuvre vaccinale apparait alors comme une régulation conjointe, dans laquelle les prescriptions institutionnelles sont réinterprétées et ajustées en fonction des contraintes locales.

La vaccination contre la poliomyélite illustre particulièrement cette nécessité d'adaptation. L'identification des enfants non vaccinés nécessite une connaissance fine des mouvements de population et des réalités locales. Les stratégies de proximité, le recours aux agents

[29] Entretien effectué avec Madame Bikie, agent de santé au district de Garoua 1, fait le 23 Avril 2025.
[30] LIPSKY Michael, *Street-level Bureaucracy: Dilemmas of the individual in public services*, New York, op.cit p 10.
[31] RIDDE Valéry, "politiques publiques de santé, logiques d'acteurs et ordre négocié au Burkina Faso *», cahiers d'études africain,* vol 51, n° 201, pp 115-143.
[32] Entretien effectué avec Madame Suzanne, infirmière au centre de santé de Gadji, fait le 7 Mars 2025.
[33] REYNAUD Jean-Daniel, *Les règles du jeu : l'action collectives et la régulation sociale*, 3ème Ed, Paris, Armand Colin, 1997.

communautaires et la mobilisation des autorités traditionnelles permettent alors de réduire la distance entre les dispositifs institutionnels et les populations. Dans le cas du HPV, la dimension socioculturelle est également déterminante. La vaccination d'adolescentes peut susciter des interrogations liées à la compréhension du vaccin, à la perception de sa finalité ou aux représentations sociales qui entourent la sexualité et la prévention. La réussite de la politique dépend dès lors non seulement de la disponibilité du vaccin, mais aussi de la capacité des autorités à produire une communication compréhensible et socialement acceptable. Cette dimension s'inscrit dans les travaux de Sardan sur les politiques publiques en Afrique. A partir de ses travaux socio-anthropologiques, l'auteur montre que les politiques publiques ne sont jamais simplement appliquées telles qu'elles ont été conçues au sommet de l'administration. Leur mise en œuvre donne lieu à des processus d'appropriation, d'interprétation, de négociation et d'adaptation par les acteurs locaux[34].

La covid-19, quant à elle, particulièrement mis en évidence l'importance de la confiance. Les rumeurs, les controverses, les incertitudes scientifiques perçues par les populations et la défiance envers certaines institutions ont pu affecter l'adhésion à la vaccination. Dans ce contexte, la régulation ne peut pas être réduite à une logique d'offre de soins. Elle devient également une politique de production de confiance. Cette dimension peut être rapprochée de l'approche de Walt et Gilson : les politiques de santé sont le résultat d'interactions entre acteurs, contexte, processus et contenu[35]. Le contexte social notamment avec l'implication des chefs traditionnels, des responsables religieux, des leaders communautaires et des professionnels de santé influence l'adhésion des populations. Leur participation permet de traduire le discours institutionnel dans des registres de communication davantage adaptés aux représentations locales. La prise en charge des dimensions socioculturelles est également essentielle pour comprendre les résistances et les inégalités face à la vaccination. Sur ce point les travaux de Fassin ont particulièrement éclairants. Dans son analyse politique de santé, Fassin montre que la santé ne peut être considéré comme un domaine exclusivement technique ou biomédical, elle constitue également un espace de rapports sociaux, de pouvoir et d'inégalités. Son approche met en évidence la manière dont les conditions sociales et politique s'inscrivent dans les corps et produisent des disparités dans l'accès aux soins et dans l'expositions aux risques sanitaires[36].

[34] DE SARDAN Jean- Pierre Olivier et RIDDE Valéry, « Etudier les politiques publiques de santé en Afrique de l'Ouest », *Afrique contemporaine*, n° 243, 2013/3, pp 98-99.
[35] WALT Gill et GILSON Lucy, « reforming the health sector in developing countries", *op.cit* p 1.
[36] FASSIN Didier, *Pouvoir et maladie en Afrique, Anthropologie sociale de la banlieue de Dakar*, Paris, PUF, 1992.

La comparaison des trois cas permet dès lors de considérer la régulation non comme un simple mécanisme administratif d'application des décisions centrales, mais comme un processus d'ajustement, de négociation et de territorialisation de l'action publique. Les acteurs intermédiaires et locaux deviennent ainsi essentiels dans la transformation des normes nationales en pratiques concrètes. Cette observation rejoint les données disponibles sur le covid où l'OMS et les partenaires avaient identifié la mobilisation communautaire comme condition importantes de l'adhésion vaccinales[37]. Le tableau suivant illustre de manière comparatif les trois formes de régulation vaccinales.

Tableau comparatif : les trois formes de régulation vaccinale

Dimension de comparaison	**Covid-19**	**Poliomyélite**	**HPV**
Période de forte régulation	2020-2022	2014-2025	2022-2025
Problème public central	Gestion d'une pandémie et construction de la confiance vaccinale	Éradication et prévention de la circulation du poliovirus	Prévention du cancer du col de l'utérus
Échelle dominante de régulation	National, régionale te communautaire	Territoriale et communautaire	National, scolaire et communautaire
Principales contraintes territoriales	Accessibilité des populations, disparités entre territoires, faible fréquentation des sites	Zones enclavées, mobilité des populations, insécurité, frontières et déplacements	Accès aux établissements scolaires et aux populations adolescentes
Contraintes socioculturelles	Rumeurs, faible perception du risque, méfiance	Croyances, rumeurs, normes sociales et	Représentation du vaccin, sexualité, âge, genre et normes religieuses

[37] https://www.who.int, organisation mondiale de la santé, documents sur l'engagement communautaire et la vaccination contre le covid-19.

	envers les autorités et les vaccins	perceptions des campagnes répétées	
Acteurs communautaires	Leaders religieux, associations, agents de santé, société civile	Chefs traditionnels et religieux, agents communautaires, mobilisateurs sociaux, jeunes relais	Parent, enseignants, leaders religieux et traditionnels, agents communautaire
Mode de régulation privilégié	Communication, sensibilisation, mobilisation et dispositifs incitatifs	Porte-à-porte, vaccination avancée, sites fixes/temporaire, mobilisation communautaire	Vaccination en milieu scolaire, sensibilisation familiale et communautaire
Rapport de confiance	Construire/rétablir la confiance dans le vaccin et l'action gouvernementale	Construire la confiance par la proximité et les relais locaux	Construire la confiance auprès des parents et des communautés
Adaptation locale	Forte nécessité d'adapter les messages aux groupes sociaux	Très forte adaptation selon les territoires et les conditions d'accès	Adaptation aux normes familiales, religieuses et de genre
Principale forme de régulation	Régulation communicationnelle et institutionnelle	Régulation territoriale et communautaire	Régulation socioculturelle et préventive
Limites principale	Défiance, désinformation et faible perception du risque	Inégalités territoriales, insécurité et populations difficiles à atteindre	Résistances liées aux représentations sociales et au genre

La comparaison montre que les trois politiques ne mobilisent pas exactement les mêmes mécanismes de régulation. Le covid-19 privilégie une régulation fondée sur la communication et la restauration de la confiance ; la poliomyélite repose davantage sur une régulation territoriale et communautaire permettant d'atteindre les populations éloignées ou mobiles ; tandis que le HPV exige une régulation davantage centrée sur les représentations socioculturelles, familiales et de

genre. Cette différenciation confirme que la puissance de la régulation publique dépend moins de la seule existence de normes centrales que de la capacité des acteurs à traduire, ajuster et territorialiser ces normes dans les espaces sociaux où elles doivent produire leurs effets. La régulation vaccinale apparaît ainsi comme une combinaison de plusieurs modalités d'action : normaliser, informer, convaincre, inciter, coordonner et, dans certaines circonstances, contraindre. Cette combinaison dépend fortement du contexte dans lequel l'action publique se déploie.

Conclusion

L'analyse des facteurs de la puissance fonctionnelle politico-institutionnelle et environnementale montre que la régulation des politiques vaccinales au Cameroun ne repose pas sur une capacité univoque de l'État. Elle résulte plutôt de l'articulation entre plusieurs ressources et plusieurs niveaux d'action. La puissance fonctionnelle procède d'abord de la capacité des institutions à organiser la décision, coordonner les acteurs et produire des instruments de régulation. Elle dépend ensuite de la capacité à adapter ces instruments aux contraintes économiques, internationales, territoriales et socioculturelles. L'apport de Walt et Gilson permet de replacer la politique vaccinale dans l'interaction entre acteurs, contenu, processus et contexte. L'approche de Lascoumes et Le Galès montre, pour sa part, que les instruments ne sont jamais de simples moyens techniques : ils structurent les relations entre gouvernants et gouvernés et traduisent une certaine conception de la régulation. Lipsky rappelle que la mise en œuvre concrète dépend également des acteurs situés au niveau opérationnel, tandis que Hall souligne l'importance des paradigmes et des apprentissages dans l'évolution des politiques publiques.

L'étude comparée de la poliomyélite, du covid-19 et du HPV révèle ainsi trois configurations de régulation différentes. La poliomyélite est principalement structurée par une logique d'éradication et de surveillance ; le covid-19 par une logique d'urgence, d'adaptation et de recherche d'adhésion ; le HPV par une logique de prévention ciblée et d'intégration intersectorielle. Malgré ces différences, les trois politiques reposent sur une même nécessité : transformer la décision publique en capacité effective d'action.

Dès lors, la puissance fonctionnelle ne saurait être assimilée à la seule puissance juridique ou institutionnelle. Elle doit être envisagée comme une capacité relationnelle, instrumentale et adaptative, construite dans l'interaction entre l'État, les partenaires, les professionnels de santé, les communautés et les populations. Cette conclusion conduit à interroger, dans la suite de l'analyse, les situations dans lesquelles cette puissance fonctionnelle rencontre des résistances, des déficits de ressources, des problèmes de coordination ou des formes de défiance susceptibles de produire une véritable impuissance fonctionnelle de l'action publique vaccinale.

L'action publique urbaine à l'épreuve de l'urbanisation au Cameroun

Urban public action under the test of urbanization in Cameroon

Par:

DJIBRILLA Issa

Docteur en Science Politique, Chargé de Cours, enseignant-chercheur au Département de Science Politique et d'Etudes Internationales et Stratégiques à la Faculté de Sciences Juridiques et Politiques (FSJP) de l'Université de Garoua au Cameroun.

Résumé :

L'urbanisation constitue l'une des principales transformations territoriales que le Cameroun a connue depuis les années 1960. Elle se caractérise par une croissance rapide de la population et l'extension spatiale des villes. Cette urbanisation génère ainsi des problèmes urbains qui se traduisent par l'insuffisance des infrastructures urbaines, les difficultés d'accès au logement, les problèmes de mobilité et de transport urbains etc. Face à ces transformations, l'action publique urbaine apparait comme un outil de régulation de la ville. Cette étude s'interroge ainsi sur la capacité de l'action publique urbaine à relever les défis produits par l'urbanisation au Cameroun. En mobilisant la théorie de la gouvernance et celle de l'action publique, il interroge sur la capacité des acteurs urbains à maîtriser les défis de l'urbanisation au Cameroun. Dès lors, l'action publique urbaine permet-elle de relever les défis liés à l'urbanisation des villes au Cameroun ? Elle part de l'hypothèse selon laquelle l'urbanisation rapide des villes camerounaises produit des défis urbains que l'action publique cherche à réguler, mais dont l'efficacité demeure limitée. Notre analyse montre que l'urbanisation apparaît donc comme un phénomène qui produits des défis urbains pluriels. Pour surmonter ces défis, les acteurs urbains ont apporté des réponses qui participent à la régulation des villes camerounaises, même si ces réponses sont limitées.

Mots- clés : Urbanisation, action publique urbaine, épreuve

Abstract:

Urbanization is one of Cameroon's most significant territorial transformations since the 1960s. It is distinguished by rapid population growth and the spatial expansion of cities. As a result, his urbanization causes urban problems such as insufficient urban infrastructure, difficulty accessing housing, mobility and urban transportation issues, and so on. Faced with these transformations, urban public action emerges as a tool for city regulation. This study thus calls into question the capacity of urban public action in Cameroon to address the challenges posed by urbanization. It calls into question the capacity of urban actors in Cameroon to meet the challenges of urbanization by drawing on governance and public action theories. As a result, does urban public action enable Cameroonian cities to address the challenges associated with urbanization? It begins with the hypothesis that Cameroonian cities' rapid urbanization creates urban challenges that public action seeks to address but whose effectiveness remains limited. Our findings indicate that urbanization is a phenomenon that generates a variety of urban challenges. To address these challenges, urban actors have provided responses that contribute to the regulation of Cameroonian cities even if these responses are limited.

Keywords: Urbanization, urban public action, test

Introduction

L'urbanisation constitue aujourd'hui l'une des principales transformations les plus marquantes des sociétés contemporaines[1]. Elle représente la mutation la plus profonde du XXIe siècle à l'échelle mondiale[2]. Sous l'effet conjugué de la croissance démographique, de l'exode rural, de la mondialisation des échanges et des mutations économiques, les villes connaissent une expansion rapide qui redéfinit les rapports entre les populations, les territoires et les institutions[3]. Partout les populations se concentrent de plus en plus dans les villes, mais c'est en Afrique subsaharienne que cette dynamique est la plus spectaculaire et la plus répandue[4]. En effet, la région Afrique enregistre des taux de croissance urbaine parmi les plus élevés de la planète, avoisinant en moyenne 3,8% à 4,3% en 2024 et faisant d'elle le principal foyer mondial de l'expansion urbaine mondiale[5]. Depuis les années 1960, le Cameroun connaît une urbanisation soutenue, accélérée par la croissance naturelle de la population, les migrations rurales, et l'attractivité économique des centres urbains. Aujourd'hui, plus de la moitié de la population camerounaise vit en milieu urbain. Selon le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, en 2010, la moitié de la population camerounaise était urbaine, ce qui fait du pays l'un des plus urbanisés d'Afrique centrale[6]. Ce taux d'urbanisation connait depuis quelques années une augmentation forte et régulière, selon la banque mondiale, le Cameroun connait une croissance annuelle de l'urbanisation d'environ 3,6%[7]. Toutefois, cette urbanisation s'effectue souvent dans un contexte marqué par la faiblesse de la planification urbaine, l'insuffisance des infrastructures, la prolifération des quartiers précaires, les difficultés d'accès aux services sociaux de base, les problèmes de mobilité, les risques environnementaux et la pression croissante sur les pouvoirs publics. Cette situation fait de l'urbanisation un enjeu majeur de l'action publique. En effet, la ville est aujourd'hui au cœur des politiques de développement, de décentralisation, d'aménagement du

[1] Ascher, (F.), *Métapolis ou l'avenir des villes*, Paris, Edition Odile Jacob, 1995, p. 45.
[2] OCDE et al. Dynamiques de l'urbanisation africaine 2025 : Planifier l'expansion urbaine, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, 2025, p. 16.
[3] Le Galès, (P.), *Le retour des villes européennes: Sociétés urbaines, mondialisation, gouvernement et gouvernance,* 2e édition augmentée, Paris : Presses de Sciences Po, 2011, p. 30.
[4] Messina Ndzomo (J. P.), « Dynamiques, facteurs et enjeux de l'étalement urbain en Afrique Subsaharienne : Analyse comparée de Yaoundé, Kinshasa et Brazzaville », *Scientia, Technology science and society*, N° 3, Vol. 6, 2026, p. 115.
[5] World Bank, *Urbanisation et développement en Afrique subsaharienne*, Washington DC, The World Bank, 2021.
[6] MINHDU, Programmes C2D Urbain, Capitales régionales, Yaoundé, 2023.
[7] World Bank Group, New project Boosts infrastructure and land services in cameroon, Washington, Mai 2025, p. 12.

territoire et de gouvernance locale[8]. Les autorités publiques sont confrontées à la nécessité de concilier la croissance urbaine, le développement économique, l'inclusion sociale et la durabilité environnementale. Cette urbanisation rapide s'accompagne de nombreux défis auxquels les pouvoirs publics font face à travers notamment la formulation des politiques publiques afin de limiter le phénomène urbaine.

La littérature scientifique consacrée à l'urbanisation en Afrique met en évidence la rapidité de l'urbanisation et ses implications pour le développement. Au Cameroun, plusieurs chercheurs se sont intéressés à cette problématique sous plusieurs angles. Tout d'abord, Tassou André qui étudie les études urbaines sous un angle historique[9]. Il analyse l'évolution historique de l'action publique urbaine en montrant que la gouvernance urbaine au Cameroun est le résultat d'un long processus marqué par la centralisation administrative, les reformes de décentralisation et la recomposition des acteurs urbains[10]. Ensuite Blaise Nguendo-Yongsi l'aborde sous l'angle géographique, il part du constat que l'urbanisation est devenue un phénomène structurant du développement du Cameroun. Les villes ne sont plus seulement des lieux de concentration de la population, elles constituent désormais les principaux espaces de production économique, d'innovation, de pouvoir politique et de transformation sociale. Toutefois, selon lui, cette urbanisation s'accompagne de nombreux déséquilibres qui compromettent la durabilité du développement urbain[11]. En outre, Dominique Meva'a Abomo et al., dans son étude sur l'urbanisation[12], partent du constat que l'urbanisation des villes camerounaises connaît une croissance rapide mais celle-ci ne s'accompagne pas toujours d'une amélioration du bien être des populations. Les auteurs analysent les principaux facteurs de l'urbanisation au Cameroun, selon eux celle-ci est alimentée par la croissance démographique, les migrations, la concentration des activités économiques dans les grandes villes, les transformations de l'économie nationale et les effets de la mondialisation. Ces facteurs expliquent l'expansion des villes camerounaises. Quant à Adolphe Ayissi Eteme dans son étude sur l'urbanisation défend l'idée que les difficultés de

[8] Ondoua Biwolé (V. M.), « Processus de décentralisation et gouvernance urbaine au Cameroun : Leçons d'une enquête in situ », in Michel Simeu Kamdem et Touna Mana (dir.), *Les politiques de la ville en question : A la recherche d'une meilleure gouvernance urbaine en Afrique Subsaharienne*, Paris, l'Harmattan, 2018, p. 53.
[9] Tassou (A.), *Urbanisation et décentralisation au Cameroun, Essai d'analyse historique de la gestion urbaine (1900-2012)*, Paris L'harmattan, 2013, p. 14.
[10] Ibid., p. 21.
[11] Nguendo-Yongsi (B.), Urbanisation, Villes et systèmes urbains au Cameroun : Sur les pas de D. Dickens Priso, Vol. 1 : Villes-systèmes, Douala, Pygmies éditions 2026, p. 123.
[12] Meva'a Abomo (D.) et Fogwe Zephania Nji, « Peut-on prétendre à l'émergence urbaine à l'horizon centenaire (2060) ? », in Fouda Martin (dir.), *Urbanisation et Développement humain au Cameroun*., Vol. 1, Saarbrucken, *Editions universitaires Européennes*, 2015, pp. 23-28.

l'urbanisation au Cameroun ne pourront être résolues sans une meilleure planification urbaine et sans l'utilisation des systèmes d'information performante[13]. Selon lui, l'aménagement urbain ne peut plus reposer uniquement sur les approches classiques, les décisions relatives au foncier, aux infrastructures, aux transports, à l'environnement ou aux services publics doivent s'appuyer sur des données fiables, actualisées et accessibles. Au total l'état de la question fait ressortir les facteurs qui expliquent l'urbanisation des villes camerounaises et les défis qui interpellent l'intervention des pouvoirs publics. Son insuffisance réside sur l'absence des actions concrètes pour résoudre le phénomène de l'urbanisation. De ce fait, la présente étude s'inscrit donc dans la sociologie de l'action publique en s'interrogeant sur les défis urbains et de faire une évaluation de l'action publique urbaine. Ainsi, l'objectif de cet article est d'analyser les défis de l'urbanisation des villes camerounaises et d'évaluer les réponses que les acteurs urbains produisent pour résoudre le phénomène de l'urbanisation. Dès lors, l'action publique urbaine permet-elle de relever les défis liés à l'urbanisation des villes du Cameroun ? L'hypothèse qui est la nôtre est que l'urbanisation rapide des villes camerounaises produit des défis urbains que l'action publique cherche à réguler, mais dont l'efficacité demeure limitée.

Le cadre théorique de cette étude repose sur la théorie de l'action publique et celle de la gouvernance. La théorie de l'action publique se définit comme l'ensemble des actions par lesquelles les acteurs urbains cherchent à réguler les espaces urbains. Cette théorie permet d'appréhender l'urbanisation non pas seulement comme un phénomène démographique et spatial, mais également comme un processus politique et institutionnel, révélateur de la capacité des acteurs à gouverner la ville. Cette grille théorique explique comment les acteurs urbains gouvernent ce phénomène et pourquoi ces réponses produisent des résultats parfois limités, elle permet donc d'interroger la finalité de l'action publique urbaine. Pour ce qui est de la théorie de la gouvernance élaboré par Patrick Le Gales, elle permet de comprendre les transformations contemporaines de l'action publique urbaine[14]. Le Gales montre que la conduite des affaires urbaines ne relève plus exclusivement des autorités publiques, elle implique également les acteurs non étatiques.

Cette théorie permet donc de voir comment une pluralité d'acteurs interdépendants construit collectivement l'action publique destinée à répondre aux défis de l'urbanisation. Sur le

[13] Ayissi Eteme (A.), *Développement et aménagement urbain au Cameroun : De l'urbanisation au sens propre à l'urbanisation des systèmes d'information, Tome 1 : Etat des lieux de l'explosion urbaine et analyse des champs urbains pour une gestion urbaine durable,* Sarrebruck, Editions universitaires européennes, 2018, p. 17.
[14]Le Gales, (P.) « Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine », *Revue française de Science* Politique, Vol. 45, N°1, 1995, p.65.

plan méthodologique, pour faire une analyse cohérente, on a eu recours à une méthodologie qualitative centrée sur l'analyse documentaire. De ce fait, on a mobilisé des ouvrages et articles scientifiques, des rapports scientifiques, des rapports d'étude des institutions publiques des acteurs privés. Pour analyser cette dynamique, il convient d'étudier d'abord les défis de l'urbanisation des villes camerounaises (I) avant d'aborder l'action publique face à cette urbanisation rapide (II).

I- LES DÉFIS DE L'URBANISATION DES VILLES CAMEROUNAISES

L'urbanisation des villes camerounaises ne constitue pas seulement une augmentation du nombre d'habitants en milieu urbain. Elle entraîne une transformation rapide de l'espace urbain et crée des tensions sur le foncier, le logement, les infrastructures, les transports, l'environnement, les services publics et la gouvernance urbaine. Mais pour les besoins de l'analyse on se focalisera sur quelques défis qu'on a jugé plus importants dans la mesure où ils touchent directement les habitants de la ville. Il s'agit des défis politico-institutionnels et géographiques d'une part (A) et les défis socio-économiques et environnementaux (B).

A- Les défis politico-institutionnels et géographiques

Les villes camerounaises sont confrontées aux défis politiques et institutionnels (1) et à celui de l'étalement urbain (2).

1- Les défis politico-institutionnels de l'urbanisation

L'urbanisation des villes camerounaises et le passage du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine conduit à la recomposition du pouvoir urbain[15]. Cette recomposition fait émerger des défis politiques et institutionnels. Tout d'abord, la mise en œuvre effective de la décentralisation est un défi politique majeur de la gouvernance urbaine. En effet, depuis l'adoption des lois d'orientation de la décentralisation puis récemment du code général des collectivités territoriales décentralisées au Cameroun, les communes et les communautés urbaines ont reçu des compétences en matière du développement et de l'aménagement urbain. Cependant, il existe une tension permanente entre la volonté de renforcer l'autonomie locale et le maintien d'une forte tutelle de l'Etat[16]. Ainsi, le problème politique majeur n'est pas le transfert des compétences aux collectivités locales mais la capacité réelle des acteurs locaux à exercer un pouvoir réel autonome[17]. De même, l'autre défi politique est celui de coordination entre les acteurs urbains

[15] Le Gales (P.), *Le retour des villes européennes, sociétés urbaines, mondialisation, gouvernement et gouvernance*, *op. cit*. p. 54.
[16] Ondoua Biwolé (V. M.), « Processus de décentralisation et gouvernance urbaine au Cameroun : Leçons d'une enquête in situ », in Michel Simeu Kamdem et Touna Mana (dir.), *op. cit*., p. 59.
[17] Bissou II, (William), *Les Instruments d'action publique et la gouvernance urbaine au Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 2022, p. 53.

puisque chaque acteur poursuit un objectif diffèrent. Ce défi consiste donc à construire des mécanismes de coordination capables d'éviter les conflits de compétences et les blocages institutionnels. Les défis politiques de l'action publique urbaine révèlent donc une transformation profonde du pouvoir urbain. La ville camerounaise n'est plus uniquement administrée par l'Etat, elle devient un espace de négociation pluri acteurs. Le véritable enjeu est donc de reconstruire une gouvernance urbaine capable d'articuler une coordination institutionnelle entre les acteurs[18].

2- Le défi de l'étalement urbain

L'un des premiers problèmes liés à l'urbanisation accélérée est l'extension spatiale rapide et parfois anarchique des villes c'est-à-dire l'étalement urbain qui est une forme de croissance urbaine caractérisée par la dispersion des activités et des populations sur un vaste espace, souvent à la périphérie des agglomérations existantes[19]. Ce phénomène se manifeste par une faible densité d'occupation des sols, une prédominance de l'habitat individuel, une forte dépendance à la voiture pour les déplacements et une consommation croissante d'espaces naturels ou agricoles[20]. L'étalement urbain résulte de plusieurs facteurs, d'abord, la démographie constitue un déterminant essentiel à l'étalement urbain au Cameroun. Les villes camerounaises sont le théâtre d'une croissance démographique, ce phénomène est causé par un double dynamique. La croissance naturelle de la population urbaine et la concentration progressive de la population dans les espaces urbains. Cette convergence de déterminants génère une pression démographique colossale, forçant les agglomérations à s'étendre rapidement pour accueillir et loger les nouvelles populations. Ainsi, la croissance naturelle de la population constitue le premier facteur, elle résulte de la différence entre les naissances et les décès. Une population urbaine qui s'accroit rapidement exerce une pression sur les espaces urbains. En outre, l'exode rural est également un facteur de l'expansion de villes au Cameroun, il désigne le déplacement des populations des zones rurales vers les villes soit à la recherche d'emplois et de revenus et de services sociaux soit à la quête de meilleures conditions de vies. L'exode rural favorise également l'extension spatiale des villes et contribue à leur transformation économique et sociale[21].

De plus, l'étalement urbain s'explique également par la spéculation foncière du moment où dans certaines villes camerounaises le marché foncier est caractérisé par une forte spéculation

---

[18]

[19] Messina Ndzomo (J. P.), « Dynamiques, facteurs et enjeux de l'étalement urbain en Afrique Subsaharienne : Analyse comparée de Yaoundé, Kinshasa et Brazzaville », *op. cit*. p. 113.

[20] UN-Habitat, World cities report 2016, *Urbanization and Development, Emerging futures*, Nairobi Kenya, 2016, p. 10.

[21] Messina Ndzomo (J. P.), Dynamiques, facteurs et enjeux de l'étalement urbain en Afrique Subsaharienne : Analyse comparée de Yaoundé, Kinshasa et Brazzaville, *op. cit*. p. 119.

et une prépondérance de l'informalité[22]. Cette spéculation est souvent alimentée par l'absence des cadastres fiables et de systèmes d'enregistrement foncier transparent, la faiblesse des régulations urbaines et l'incapacité des autorités à faire appliquer les plans d'occupation des sols. De ce fait, un grand part de ses transactions foncières échappe au contrôle de l'Etat, favorisant ainsi l'occupation illégale du sol, la construction anarchique et une expansion urbaine désordonnée qui contourne les règles de planification[23]. En outre, l'absence ou la faiblesse des outils de planification urbaine est un déterminant majeur de l'étalement urbain au Cameroun. Les principales villes du Cameroun souffrent de l'absence de documents de planification urbaine actualisés. Ainsi, les outils tels que les schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) ou les plans locaux d'urbanisme (PLU) sont soit inexistants ou obsolètes face à une croissance urbaine galopante et imprévue[24]. A cela s'ajoute les fléaux de la corruption qui peut détourner les fonds destinés à l'urbanisme et compromettre l'application des règles, favorisant ainsi les constructions illégales et les aménagements opportunistes. Au Cameroun, le phénomène est particulièrement visible dans les grandes métropoles comme Yaoundé où l'extension périphérique s'accompagne de quartiers spontanés et d'une occupation de zones qui devraient être protégées. Ainsi, on assiste d'un côté à l'apparition et à l'expansion rapide des quartiers informels et spontanés sur les flancs de collines pentues ou dans les bas-fonds inondables comme Nkolbikok, Mvan ou Nkomkana. De l'autre côté, on assiste au développement de lotissements planifiés destinés aux classes moyennes et aisées. Dans les villes secondaires, l'extension urbaine constitue également un enjeu important puisque la croissance de la ville tend à repousser progressivement les limites de l'espace bâti vers les périphéries et à transformer les relations entre la ville et les espaces ruraux environnants. Ainsi, l'urbanisation accélérée produit un paradoxe, la ville s'étend plus rapidement que la capacité des institutions à organiser et à équiper son extension.

B- Les défis socio-économiques et environnementaux de l'urbanisation

Les problèmes de gouvernance urbaine relèvent des multiples défis politiques et institutionnels (1), des défis socio-économiques (2) et des défis environnementaux (3).

[22] Ibid,
[23] Nnomenko'o (J E), *Gouvernance foncière et jeux d'acteurs au Cameroun : L'exemple des concessions foncieres agro-industrielle*, Paris, L'Harmattan, coll. Etudes africaines, 2019, p. 192.
[24] Messina Ndzomo (J. P.), Dynamiques, facteurs et enjeux de l'étalement urbain en Afrique Subsaharienne : Analyse comparée de Yaoundé, Kinshasa et Brazzaville, op. cit. p. 123.
[24] Ibid, p. 22.

1- Les défis sociaux liés au logement urbain

L'accroissement de la population urbaine crée une demande considérable en logements. Or, l'offre de logements formels ne progresse pas toujours au même rythme que la demande. Une partie de la population, notamment les ménages à revenus modestes, se tourne alors vers des solutions d'habitat moins coûteuses (constructions informelles, quartiers spontanés, location de logements surpeuplés ou installation dans des secteurs périphériques insuffisamment équipés). Ainsi, Idrissou Mounpe relève dans son étude sur l'urbanisation que cette dernière est la cause principale de déficit de logement dans les villes camerounaises. Elle se traduit par des logements indécentes et abritant des nombreuses populations[25]. De même, l'accélération de l'urbanisation est un déterminant majeur du déficit du logement au Cameroun dans la mesure où les villes connaissent une extension spatiale et démographique importante alors que la production de logements et l'aménagement des terrains ne progressent pas au même rythme. La banque mondiale estimait en 2015 dans son rapport d'étude que le déficit en matière de logement à environ 1,5 million, dont 80% en milieu urbain, elle évalue également le besoin annuel à 150 000 logements[26]. Plus récemment le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain (MINHDU) a évalué un déficit pouvant atteindre 2,5 millions d'unités[27], ce qui montre l'ampleur et le caractère structurel de la crise. De ce fait, dans ce contexte de déficit croissant, les zones urbaines camerounaises font également face au développement de l'habitat informel avec plus de 50% du parc de logements considérés comme informels. De plus, l'insuffisance quantitative de l'offre de logement explique également la crise de logement du fait d'une production insuffisante de logement par rapport aux besoins des habitants. Le secteur public intervient à travers la société immobilière du Cameroun (SIC), les programmes de logements sociaux et les opérations d'aménagement foncier. Toutefois, la quantité produit ne répond pas aux besoins des habitants. Cette insuffisance explique la multiplication des constructions individuelles et de l'habitat spontané [28]. Dans les villes camerounaises cette situation contribue à la formation de quartiers précaires et à l'occupation de terrains exposés à différents risques et une grande partie des ménages se tournent vers l'auto-construction souvent progressivement en fonction des ressources disponibles. Ainsi, la principale manifestation de ce déficit du logement est la progression des quartiers d'habitat précaire ou

[25] Idrissou Mounpe (S.), « Au Cameroun quand l'accès aux logements décents devient élitiste), *Afrique contemporaie*, N°1, 2025, p. 17.
[26] Banque Mondiale, Diagnostic du financement du logement au Cameroun et au Gabon : Diagnostic du financement du logement au Cameroun, Washington, D. C., Mars 2015, p. 12.
[27] MINHDU, Programmes C2D Urbain, Capitales régionales, Yaoundé, 2023.
[28] Djatche Kamkain (M. L.) et Monverra (S. P.), « L'habitat précaire, une réponse populaire à la crise du logement à Yaoundé au Cameroun », *Revue de la ville et de l'environnement de l'UC3*, Vol.03, N°1, 2022, p. 14.

spontané. En effet, la question de l'habitat précaire s'est rapidement étendu à l'habitat des villes du Cameroun qui connaissent des quartiers d'auto-construction, la plus part du temps sans résolution de la question foncière[29]. Selon, ONU-Habitat, les bidonvilles et l'habitat informel constituent une caractéristique importante des centres urbains, l'organisation estime qu'environ 60% de la population urbaine vit dans des établissements informels et des bidonvilles, elle relève également la croissance rapide de l'urbanisation et les difficultés de planification et d'application des documents d'urbanisme[30]. Ce déficit de logement produit des conséquences importantes sur la gouvernance et le développement urbain, elle contribue à l'extension anarchique des villes, à la ségrégation socio-spatiale, à l'éloignement des populations pauvres des centres d'emploi et à l'augmentation des déplacements quotidiens. Le déficit de logement constitue ainsi un problème de gouvernance urbaine, elle révèle les limites de la capacité des pouvoirs publics à coordonner la gouvernance urbaine. L'insuffisance du logement est donc une crise multiforme qui résulte principalement du décalage entre l'accélération de l'urbanisation et la capacité de production de logements abordables et décents.

2- Les défis économiques

Les collectivités locales camerounaises sont confrontées à un certain nombre de problèmes socioéconomiques notamment la pauvreté et la promiscuité urbaine, le déficit des infrastructures de base, le chômage urbain etc. Les défis socio-économiques de la gouvernance urbaine sont donc la capacité des acteurs urbains à répondre efficacement aux préoccupations et besoins des habitants de villes dans un contexte marqué par une urbanisation rapide, l'extension des quartiers périphériques, la montée de l'économie informelle et la demande croissante en service urbain[31]. Tout d'abord, le premier défi de l'urbanisation est le déficit de fourniture des services sociaux de base, c'est-à-dire l'accès des citadins à l'eau potable, à l'électricité, à l'éclairage public. En effet, les villes camerounaises connaissent depuis un certain temps une croissance démographique qui exerce une forte pression sur les infrastructures existantes. La gouvernance urbaine doit donc résoudre le décalage entre l'augmentation des besoins sociaux et les capacités limitées des institutions locales[32]. Ainsi par exemple dans les grandes agglomérations du Cameroun, les autorités urbaines doivent s'atteler à résoudre ces problèmes. En outre, l'autre défi est également celui de l'intégration de l'économie informelle dans la ville dans la mesure où celle-ci constitue

[29] ONU-Habitat, Profil Urbain National du Cameroun, Nairobi, 2010, p. 12.
[30] Ibid, p.17.
[31] Kobou (G.) et al., *Développement urbain, économie informelle et inégalités au Cameroun*, Papiers de recherche, Edition AFD, 2021, p. 63.
[32] MINHDU, *Programmes C2D Urbain, Capitales régionales*, Yaoundé, 2023.

une activité majeure des populations urbaines, elles tirent ses revenus du petit commerce, des activités de services, de marchés de proximité. Par exemple, la gestion des marchés urbains montre la complexité des interactions entre les communes, les commerçants et les usagers, ces espaces marchands ne sont pas seulement des lieux économiques, ils sont aussi des espaces sociaux où se négocient les règles d'occupation et de contrôle urbain[33]. De plus, la mobilité urbaine constitue un défi économique majeur puisque les problèmes de transport urbain participent à la réduction de l'efficacité économique des agglomérations camerounaises. A Douala et Yaoundé, les difficultés de circulation dues aux embouteillages quotidiens affectent les déplacements des travailleurs, des commerçants et des entreprises. L'enjeu est donc de construire des systèmes de transport capable de réduire les difficultés de circulation et permettant d'accompagner la croissance urbaine. En outre, la maitrise du territoire est également un défi à relever puisque en l'absence de politique de gestion anticipative du territoire, les différentes interventions des acteurs locaux aboutissent au désordre, à l'insalubrité et constitue un frein à l'émergence des communautés locales[34].

3- Les défis environnementaux de l'urbanisation

Au Cameroun, la gouvernance des villes fait face à une crise environnementale qui se traduit par l'accumulation des déchets, la dégradation des écosystèmes urbains, l'insuffisance des infrastructures d'assainissement. Les défis environnementaux interrogent sur la capacité des institutions, des collectivités locales et des populations à coordonner leurs actions pour construire une ville durable. Le premier défi est celui de la gestion des déchets urbains, qui suite à l'augmentation de la population urbaine entraîne une production croissante de déchets alors que les capacités institutionnelles de collecte, de traitement et de valorisation restent limitées[35]. Ce problème révèle une faiblesse de coordination entre les différents acteurs impliqués dans la chaine de déchets. Ainsi, par exemple dans les grandes agglomérations comme Yaoundé et Douala, les difficultés de collecte favorisent la présence de dépôts sauvages dans certains espaces urbains, ce qui affecte la qualité du cadre de vie et augmente les risques sanitaires. En outre, l'assainissement urbain est également un défi majeur des acteurs urbains car il demeure une préoccupation centrale dans les villes camerounaises. L'insuffisance des réseaux de drainage, la mauvaise évacuation des eaux usées et l'entretien limité des infrastructures contribuent à la pollution des milieux urbains. Ce qui engendre des conséquences notamment la stagnation des eaux, la prolifération des maladies

[33] Yemele (F.) et al., « La gouvernance urbaine dans les espaces marchands à Bafoussam (Ouest-Cameroun) », *European Scientific journal*, Vol. 16, N° 29, 2020, pp. 243-266.
[34] Petnga Nyamen (S. P.), « Défis et enjeux de la gouvernance locale au Cameroun à l'ère de la décentralisation : Cas de la ville de Garoua », *Journal of the Cameroon Académie of sciences*, 2021, p. 21.
[35] Bissou II, (W.), *op. cit.* p. 312.

hydriques, la dégradation des conditions sanitaires. L'environnement urbain devient ainsi un espace où se croisent les enjeux écologiques et sociaux. La gestion urbaine doit dépasser cette approche sectorielle en intégrant l'eau, l'habitat, l'assainissement et l'aménagement territorial dans une même stratégie. De ce fait, les défis environnementaux de la gouvernance urbaine montrent que la ville est devenue un espace où se confrontent le développement économique, la croissance démographique et les impératifs écologiques. Les problèmes liés aux déchets, à l'assainissement, à l'urbanisation incontrôlée et aux risques climatiques révèlent les limites des modes traditionnels de gestion urbaine. Au regard de ces multiples défis urbains, l'Etat et les autres acteurs ont apporté des solutions concrètes afin de résoudre les problèmes de l'urbanisation.

II-L'ACTION PUBLIQUE URBAINE FACE AUX DÉFIS DE L'URBANISATION AU CAMEROUN

L'action publique urbaine est l'ensemble des mesures prises par des acteurs urbains afin des maitriser l'urbanisation. Face aux multiples défis urbains, plusieurs mesures sont prises pour réguler le phénomène d'urbanisation (A) même si cette action publique reste limitée (B).

A- La régulation du phénomène de l'urbanisation au Cameroun

Les problèmes que posent les villes camerounaises ont conduit les acteurs urbains à élaborer des actions concrètes afin d'apporter des solutions à ce phénomène. Il s'agit des mesures prises par les institutions de l'Etat central (1), les actions des collectivités territoriales décentralisées (2) et l'action des acteurs non étatiques (3).

1- L'action des institutions de l'Etat face aux défis urbains

Face aux défis urbains l'Etat a entrepris un certains nombre de mesures afin de réguler la croissance urbaine. Tout d'abord, la planification urbaine apparaît comme un instrument privilégié de gouvernement de la ville. Elle ne se réduit plus à une simple technique d'aménagement spatial, elle constitue un dispositif d'action publique permettant aux autorités de définir des orientations, de produire des normes, d'organiser les usages de l'espace et de coordonner les interventions des différents acteurs urbains. Ainsi, les documents de planification tels que les plans d'urbanisme, les schémas directeurs d'aménagement et les programmes de développement urbain participent à la construction d'un ordre urbain. L'enjeu étant de maîtriser l'expansion anarchique des villes en déterminant les espaces réservés à l'habitat, aux activités économiques, aux équipements collectifs et aux espaces verts. C'est ainsi que la loi de 2004 sur l'urbanisme a été élaboré, l'adoption de ces textes a permis la relance de la planification urbaine[36]. En outre, cette urbanisation favorise

[36] Loi n°2004/003 du 21 avril 2004 portant sur l'urbanisme au Cameroun.

également le développement des quartiers spontanés caractérisés par l'occupation irrégulière des terrains. Face à ce constat alarmant, le gouvernement a mis en place un programme de construction des logements sociaux. Ce programme implique la construction de 10 000 logements sociaux qui a été lancé à Yaoundé en 2009 et à Douala en 2010[37]. Ce projet vise en outre l'aménagement de 50 000 parcelles constructibles dans les capitales régionales[38]. Ainsi en considérant d'autres projets de construction de logements porté par les partenaires du Cameroun, le gouvernement envisageait la construction d'au moins 17 000 logements sociaux et l'aménagement de 50 000 parcelles constructibles à l'horizon 2020[39]. Ce programme gouvernemental a permis aux citoyens d'accéder aux logements sociaux décents.

De plus, l'Etat intervient également à travers la construction et la modernisation des infrastructures urbaines, cette intervention cherche à réduire le déficit d'équipement produit par l'urbanisation rapide, vise à accompagner la croissance démographique, à améliorer les conditions de vies des populations. Cette action étatique repose sur la réalisation des infrastructures de transport et la voirie urbaine, ces voies de circulation permettent de faciliter les déplacements des habitants des villes et des marchandises. La réponse étatique concerne également les équipements d'eau, d'assainissement et de drainage car la croissance urbaine accroit les besoins des populations. De ce fait, la production d'équipements urbains constitue une réponse essentielle à l'urbanisation accélérée parce qu'elle permet à l'action publique de rattraper les déficits générés par la croissance urbaine et d'anticiper les besoins futurs des populations urbaines. Ainsi, un vaste programme gouvernemental en matière d'équipement urbain a été mis sur place afin de moderniser les infrastructures urbaines. Il s'agit entre autre du projet de développement des secteurs urbains et de l'approvisionnement en Eau (PDUE) qui a comporté une composante « travaux infrastructures et voiries » dans les quartiers précaires des villes de Douala, Yaoundé, Bamenda, Maroua et Mbalmayo pour un montant estimé à 48 Milliards de francs CFA. Des projets de deux Contrats de Développement et Désendettement (C2D). Le premier d'une valeur de 74 Milliards de francs CFA qui a une composante investissement et entretien des infrastructures avait pour but de renforcer les capacités économiques des pôles urbains au Cameroun et le second d'un montant de 100 Milliards de francs CFA engagé depuis 2014 dans trois capitales régionales (Bafoussam, Bertoua et Garoua) vise à améliorer la mobilité urbaine, l'accès aux services urbains de base, le développement

[37] Idrissou Mounpe (S.), *op. cit.* , p. 12.
[38] Ibid., p. 14.
[39] MINHDU, Plaquette sur les premiers logements du programme gouvernemental de construction des logements sociaux disponibles, logements sociaux d'Olembe, 2020.

économique des villes, désenclaver les quartiers et participer à la création de revenus pour les communautés urbaines et les communes d'arrondissements[40].

2- La montée en puissance des collectivités locales dans la gestion de l'urbanisation

L'urbanisation rapide constitue aujourd'hui l'un des principaux défis de l'action publique au Cameroun. L'extension spatiale des villes, la croissance démographique, le développement de l'habitat spontané, les difficultés d'accès aux services de base, les problèmes de mobilité, d'assainissement, de gestion des déchets et les risques d'inondation mettent à rude épreuve les capacités des pouvoirs publics. Le document d'orientation stratégique du Cameroun reconnaît d'ailleurs que le pays est confronté à une urbanisation rapide et mal maîtrisée, caractérisée notamment par l'étalement urbain et le développement anarchique de certains quartiers. Dans ce contexte, les collectivités territoriales décentralisées (CTD), particulièrement les communes et communautés urbaines, occupent une position stratégique. La loi n°2019/024 du 24 décembre 2019 portant Code général des collectivités territoriales décentralisées leur reconnaît une autonomie administrative et financière et organise le transfert de compétences de l'État vers les collectivités locales [41] . Le premier rôle des communautés urbaines et des communes d'arrondissement consiste à organiser et orienter le développement spatial des villes. L'urbanisation rapide produit souvent une extension désordonnée des quartiers, une occupation irrégulière des terrains et une insuffisance des équipements collectifs. La collectivité doit donc intervenir afin d'assurer une utilisation plus rationnelle de l'espace urbain. Plus précisément, l'article 158 du Code général des collectivités territoriales décentralisées attribue notamment aux communes des compétences en matière d'élaboration des plans d'occupation des sols et autres documents d'urbanisme, d'aménagement urbain, et de rénovation urbaine[42]. Les communes disposent également de compétences relatives à la délivrance de certains actes d'urbanisme, à la création et à l'entretien des voiries municipales et à la viabilisation des espaces habitables. D'ailleurs la Stratégie Nationale de Développement du Cameroun 2020-2030 (SND30) prévoit que les municipalités soient dotées d'outils de planification urbaine tels que les plans directeurs d'urbanisme, les plans d'occupation des sols ou les plans sommaires d'urbanisation[43].

[40] Nations Unies, Rapport de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains, (l'Habitat II), Istanbul, Juin 1996, p. 29.
[41] Loi n°2019/024 du 24 décembre 2019 portant Code général des collectivités territoriales décentralisées au Cameroun.
[42] L'article 158 du code général des collectivités territoriales décentralisées.
[43] MINEPAT, Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30)

En outre, les collectivités urbaines participent également à la production des équipements et infrastructures de proximité. Une ville en croissance nécessite constamment de nouvelles routes, des marchés, des gares routières, des espaces publics, des réseaux d'éclairage, des ouvrages d'assainissement et différents équipements sociaux. Le Code général des collectivités territoriales décentralisées attribue ainsi aux communes des compétences en matière de création et d'entretien des voiries municipales, d'aménagement et de viabilisation des espaces habitables, d'éclairage public, ainsi que de création et d'aménagement d'espaces publics urbains. De même, l'urbanisation rapide s'accompagne souvent d'une augmentation des besoins en matière de santé, d'éducation, de logement, d'accès à l'eau, de marchés et d'activités génératrices de revenus. La commune camerounaise a une mission générale de développement local et d'amélioration du cadre et des conditions de vie des habitants. Elle dispose également de compétences dans plusieurs secteurs sociaux et économiques[44]. Le Programme de Gouvernance Urbaine (PGU) mis en œuvre au Cameroun avec l'appui notamment du PNUD et d'ONU-Habitat avait précisément pour objectif de renforcer les capacités des autorités locales et de promouvoir des mécanismes de participation de la société civile et du secteur privé dans la gestion urbaine. Il mettait également l'accent sur la lutte contre la pauvreté urbaine et l'accès des populations défavorisées aux services de base[45].

3- L'action des acteurs non étatiques face aux défis urbains

Face à l'accélération de l'urbanisation au Cameroun, les acteurs non étatiques occupent une place croissante dans la prise en charge des défis urbains, en complément de l'action des pouvoirs publics. Ces acteurs regroupent notamment les organisations non gouvernementales (ONG), les organisations de la société civile, les associations communautaires, les partenaires techniques et les populations locales. Leur intervention se justifie par l'ampleur des problèmes auxquels sont confrontées les villes camerounaises[46]. Ainsi, l'Association des Amoureux du Livre dénommée Assoal qui est une organisation de la société civile camerounaise participe à la maîtrise des défis urbains[47]. Son intérêt pour l'implication des citoyens dans la gestion des affaires locales à travers le mécanisme de la participation des citoyens à la gouvernance urbaine remonte dans les années 2000[48]. Elle met en œuvre un programme d'accompagnement de la décentralisation et jouit d'une longue expérience dans le domaine du renforcement de la bonne gouvernance et de l'éveil

[44] Loi n°2019/024 du 24 décembre 2019 portant Code général des collectivités territoriales décentralisées
[45] MINHDU, missions relatives à la planification, au contrôle du développement urbain et à l'assainissement
[46] Programmes des Nations Unies pour les établissements humains, (ONU-Habitat), Note de Politique urbaine nationale du Cameroun, Nairobi Kenya.
[47] *CF, Réseau national des habitants du Cameroun.*
[48] Plus précisément en 2003 à l'occasion du sommet Africité 3.

citoyen en faveur du contrôle de l'action publique urbaine[49]. Elle a contribué également à un meilleur accès des habitants des quartiers défavorisés de la capitale politique tels Nkolbikok, Melen, cité verte Nord aux services sociaux de base[50]. De même, la Banque Africaine de Développement accompagne l'Etat du Cameroun à la maitrise de l'urbanisation. En collaboration avec les acteurs institutionnels de la capitale camerounaise, elle s'est engagée dans le Projet d'assainissement de Yaoundé (PADY 2) en 2014[51]. Ce projet a permis l'amélioration significative de l'assainissement pluvial de Yaoundé et a amélioré les conditions de santé des populations. Il a participé également à réduire la pauvreté en milieu urbain grâce à l'amélioration du cadre de vie et de la mise en œuvre de travaux à haute intensité de main d'Œuvre. En outre, l'Agence Française du Développement (AFD), à travers le financement du Contrat de Désendettement et de Développement (C2D), en coopération avec l'Etat du Cameroun à améliorer le développement urbain des capitales régionales camerounaises. A cet effet, les premiers projets capitales régionales dont trois villes sont bénéficiaires (Bafoussam, Bamenda et Garoua) visent à promouvoir le développement économique de ces villes et l'amélioration des conditions des vies de ses habitants. Cette coopération entre l'Etat du Cameroun et l'AFD a produit des effets socioéconomiques notamment le renforcement de la mobilité urbaine, la contribution au désenclavement des quartiers, l'amélioration de l'accès aux services urbains de base et à l'amélioration du cadre urbain et l'image de la ville. Enfin, les populations locales mènent aussi des actions concrètes face à l'urbanisation. Cette intervention se traduit par des initiatives communautaires et associatives destinées à améliorer leur environnement urbain. Par exemple, à la commune de Yaoundé 6 avec la mise ouvre du budget participatif depuis 2012, les résidents de cette municipalité se sont engagés à entretenir les routes et les pistes dans les quartiers. La municipalité s'est engagée à distribuer des outils tels que les machettes, les houes, les bottes aux populations, leur permettant d'entretenir les voies de circulation de leurs quartiers. Grâce à l'implication des citoyens, diverses voies d'accès et pistes ont été aménagées dans cette collectivité, notamment le bitumage des trottoirs piétons au quartier Nkolbikok1 sur une longueur de 2,5KM avec un coût de vingt-cinq millions de FCFA (25 000 000)[52], la réalisation des petits ponts et pistes à Melen 6, ainsi qu'une

[49] *Idem.*
[50]Nguebou Dumas (J.), Manuel du budget participatif au Cameroun : Concept, méthodes et outils pour suivre la décentralisation et améliorer la gouvernance locale, Yaoundé, CRDL, 2014, p. 23.
[51] Banque Africaine de Développement (BAD), Cameroun, Deuxième phase du projet d'assainissement de Yaoundé (PADY 2), 2013, p. 7.
[52] Rapport d'atelier de priorisation des besoins de populations à la commune d'arrondissement de Yaoundé 6, BP, 2012.

reconstruction de 4 ponceaux sur une distance de 3,5KM et l'aménagement des voies secondaires dans le quartier Etoug-ébé pour un montant de 108000 000 FCFA[53] .

B- Les limites de l'action publique dans la régulation de l'urbanisation

Malgré des actions entreprises afin d'améliorer les défis de l'urbanisation des villes, il y a lieu de relever des obstacles qui limitent la maitrise de l'urbanisation des villes camerounaises.

1- Les limites de l'action étatique face aux défis de l'urbanisation

Face à l'urbanisation rapide des villes camerounaises, l'État camerounais n'est cependant pas resté passif. Il a élaboré des politiques urbaines, des documents de planification et des programmes d'investissement. Toutefois, les résultats demeurent en décalage avec l'ampleur et la rapidité de la croissance urbaine. Les limites de l'action étatique peuvent être analysées autour de plusieurs dimensions. La première limite réside dans l'insuffisance de l'anticipation et de la planification urbaine[54]. En effet, l'urbanisation camerounaise s'est souvent développée à un rythme supérieur à celui des capacités institutionnelles de programmation et de contrôle. Les villes s'étendent rapidement vers leurs périphéries, alors que les documents d'urbanisme, les équipements collectifs et les réseaux de transport ne suivent pas toujours cette dynamique. Cette situation produit un phénomène de croissance urbaine désordonnée, caractérisé par l'occupation spontanée des espaces périphériques, l'insuffisance des réserves foncières aménagées et la multiplication des quartiers sous-équipés. Le Profil Urbain National du Cameroun publié par ONU-Habitat relevait déjà l'importance de l'habitat spontané, de l'enclavement des quartiers sous-intégrés et de l'insuffisance des services urbains[55]. En outre, l'autre limite de l'insuffisance de l'Etat concerne les capacités financières de l'État. La croissance urbaine exige des investissements considérables dans les routes, les transports publics, l'eau potable, l'électricité, les réseaux d'assainissement, la gestion des déchets, les équipements scolaires et sanitaires ainsi que le logement[56]. Or, les ressources disponibles restent insuffisantes par rapport aux besoins. La Banque mondiale souligne que les investissements dans les infrastructures et les équipements économiques n'ont pas suivi le rythme de concentration de la population dans les villes camerounaises. Elle relève notamment que les villes sont densément peuplées mais demeurent insuffisamment équipées et fragmentées spatialement. Cette contrainte financière explique en partie la persistance des déficits urbains. L'État doit ainsi recourir à des partenariats avec les bailleurs internationaux, le secteur privé et les collectivités territoriales. À titre d'exemple, la Banque Mondiale a approuvé

[53] *Idem.*
[54] Banque Mondiale, New Project Boosts Infrastructure and Land Services in Cameroon, 2025
[55] ONU-Habitat, Cameroun : Profil urbain national du Cameroun, 2010.
[56] World Bank, Cameroon Systematic Country Diagnostic: An Update, 2022, p. 11.

en 2025 un financement de 200 millions de dollars destiné notamment à améliorer les infrastructures urbaines résilientes et les services fonciers au Cameroun[57]. De ce fait, l'État demeure l'acteur central de la politique urbaine, mais ne dispose pas toujours des ressources financières suffisantes pour agir seul. De même, l'action étatique est également limitée par la multiplication des acteurs intervenant dans la gouvernance urbaine. La gestion des villes ne relève plus exclusivement de l'administration centrale[58]. Elle implique les ministères sectoriels, les communes, les régions, les entreprises publiques, les opérateurs privés, les ONG, les organisations communautaires et les partenaires internationaux. Cette pluralité peut favoriser la coordination et la participation, mais elle peut également produire des chevauchements de compétences, des problèmes de coordination et une dilution des responsabilités. De ce qui précède, les limites de l'action étatique face aux défis de l'urbanisation au Cameroun ne résultent pas d'une absence d'intervention publique. Elles tiennent plutôt à l'écart entre l'ampleur des transformations urbaines et les capacités institutionnelles, financières, techniques et réglementaires de l'État à les accompagner. L'insuffisance des infrastructures, la faiblesse de la maîtrise foncière, la croissance de l'habitat spontané, les difficultés de coordination institutionnelle, les limites financières de l'Etat et la faible effectivité de certaines normes réduisent l'efficacité de l'action publique urbaine.

2- Les limites de l'action des collectivités locales

Malgré l'élargissement de leurs compétences à la faveur de la loi portant code général des collectivités territoriales décentralisées, les collectivités camerounaises restent confrontées à des contraintes importantes. Le principal problème réside dans le décalage entre les compétences transférées et les ressources effectivement disponibles. La gestion d'une ville exige des ressources financières, humaines et techniques importantes. Or certaines communes disposent de capacités limitées pour élaborer des documents d'urbanisme, financer de grands projets d'infrastructures ou assurer efficacement l'entretien des équipements. À cela s'ajoutent les problèmes de coordination institutionnelle, la dépendance à l'égard des financements de l'État et des partenaires extérieurs, ainsi que les difficultés liées à l'urbanisation informelle. On retrouve ici un paradoxe de la décentralisation urbaine, les collectivités sont juridiquement appelées à jouer un rôle croissant dans la gouvernance urbaine, alors que leurs capacités d'action peuvent rester insuffisantes face à l'ampleur des problèmes urbains[59]. L'insuffisance des ressources financières des collectivités locales est un obstacle à la maitrise des défis urbains dans la mesure où la maitrise de l'urbanisation

[57] Odilia Hebga, (R.), World Bank Group, New Project Boosts Infrastructure and Land Services in Cameroon, Press Release, n°: 2024/078/AFW, Washington, Mai 2025.
[58] ONU-Habitat, Note de Politique Urbaine Nationale du Cameroun, 2016.
[59] MINHDU, Programme de Gouvernance Urbaine (PGU), avec l'appui du PNUD et d'ONU- Habitat,

exige des investissements importants dans les routes, l'éclairage public, l'assainissement etc. or, le transfert des compétences par le pouvoir central ne s'accompagne pas véritablement d'un transfert proportionnel des ressources financières. Au total, les collectivités locales constituent désormais des acteurs incontournables de la gestion des défis urbains au Cameroun. Leur rôle couvre la planification urbaine, la production et l'entretien des infrastructures, la gestion des déchets et de l'environnement, la mobilité, les services sociaux, l'amélioration du cadre de vie et la participation citoyenne. Cependant, leur efficacité dépend largement de la capacité à rendre effectif le principe de transfert concomitant des compétences et des moyens. Le véritable enjeu de la décentralisation urbaine camerounaise n'est donc pas seulement de savoir si les communes disposent de compétences, mais de déterminer dans quelle mesure elles disposent des ressources institutionnelles, financières, humaines et techniques nécessaires pour les exercer effectivement.

3- Les limites des acteurs non étatiques dans la maîtrise de l'urbanisation au Cameroun

Malgré leur contribution croissante à la gouvernance urbaine, les acteurs non étatiques présentent plusieurs limites qui réduisent leur capacité à participer efficacement à la maîtrise de l'urbanisation au Cameroun. La première tient à la faiblesse de la coordination entre les différents acteurs. Ainsi, ces acteurs non étatiques interviennent souvent à partir de projets, de financements et d'objectifs spécifiques qui ne sont pas toujours suffisamment articulés aux politiques publiques nationales et aux documents locaux de planification. Selon la Note de Politique Urbaine Nationale du Cameroun, le manque de communication et de coordination entre acteurs et le déficit des outils de planification urbaine par les différentes parties prenantes constitue un obstacle à la maitrise de l'urbanisation[60]. Deuxièmement, la faiblesse des moyens financiers et techniques propres aux organisations de la société civile et aux communautés locales est une pesanteur qui limite les actions des acteurs non étatiques. En effet, ils peuvent identifier les besoins des populations ou participer à des projets d'aménagement, mais leurs interventions restent souvent dépendantes de financements extérieurs et de programmes ponctuels. Ainsi par exemple, le Programme de Gouvernance Urbaine mis en œuvre par le gouvernement camerounais avec l'appui du PNUD et d'ONU-Habitat illustre cette dépendance à l'expertise et aux ressources des partenaires internationaux. En enfin, la faible institutionnalisation des acteurs étatiques ne permet à ces derniers de contribuer dans les mécanismes de décision urbaine. Bien que ces acteurs soient associés à certaines initiatives, leur participation ne signifie pas nécessairement qu'ils disposent

[60] ONU-Habitat, Note de Politique Urbaine Nationale du Cameroun, 2016.

d'un véritable pouvoir de décision sur l'affectation des sols, la réglementation foncière ou la réalisation des grandes infrastructures.

Conclusion

Au terme de cette réflexion consacrée à l'action publique à l'épreuve de l'urbanisation des villes camerounaises. Il apparaît clairement que la croissance rapide des villes camerounaises constitue un véritable défi pour les pouvoirs publics. L'urbanisation transforme profondément les territoires, accroît les besoins des populations et met sous tension les dispositifs existants de planification, d'aménagement et de fourniture des services urbains. L'analyse de l'action publique montre cependant que les pouvoirs publics ne restent pas inactifs face à ces transformations. L'État, les collectivités territoriales décentralisées et les acteurs non étatiques interviennent, à différents niveaux, dans la production et la régulation de l'espace urbain. La décentralisation a notamment contribué à renforcer la place des collectivités territoriales dans la gestion des affaires locales. De même, les instruments de planification urbaine, les programmes d'investissement, les projets d'infrastructures et les dispositifs de gouvernance constituent autant de mécanismes destinés à accompagner la croissance des villes et à améliorer les conditions de vie des populations. Toutefois, la confrontation entre ces dispositifs d'action publique et la réalité des dynamiques urbaines révèle un décalage entre les ambitions affichées et les résultats observables. La rapidité de l'urbanisation dépasse souvent les capacités institutionnelles, financières et techniques des collectivités territoriales. De ce fait, l'action publique contribue effectivement à réguler les dynamiques urbaines à travers les politiques, les institutions et les instruments mobilisés. Cependant, son efficacité demeure limitée par l'ampleur et la rapidité des transformations urbaines ainsi que par les contraintes qui affectent la mise en œuvre des politiques publiques. L'hypothèse de recherche se trouve donc globalement confortée du fait que l'urbanisation rapide produit des défis auxquels l'action publique tente de répondre, mais les réponses apportées restent insuffisamment adaptées à la complexité et à l'évolution des réalités urbaines. Ainsi, il serait donc fondamental de repenser les modalités de fabrication et de mise en œuvre de l'action publique urbaine. Cela suppose notamment de renforcer les capacités financières, techniques et institutionnelles des collectivités territoriales, d'améliorer la coordination entre l'État et les acteurs locaux, de moderniser les instruments de planification, d'intégrer davantage les populations dans la gestion urbaine et de développer des mécanismes permettant d'anticiper les transformations démographiques et spatiales.

Karnou et la guerre du *Kongo-Wara* (1928-1931) : une résistance anticoloniale marginalisée dans l'historiographie du nationalisme camerounais ?

Karnou and the Kongo-Wara War (1928–1931): A Marginalized Anticolonial Resistance in the Historiography of Cameroonian Nationalism?

Par :

Jean Francis Gabana

Ph.D en Histoire Politique

Enseignant-chercheur

Université de Ngaoundéré, Laboratoire économie et Société

Résumé :

Au Cameroun, la guerre de Kongo-wara constitue l'une des mobilisations anticoloniales majeures de l'Afrique équatoriale française, par son extension géographique et ses répercussions dans les territoires aujourd'hui camerounais. Déclenchée à Nahing, dans l'Oubangui-Chari, en 1928, elle s'étend rapidement à plusieurs espaces de l'AEF, notamment à l'est et au nord-est du Cameroun sous mandat français. Pourtant, sa place demeure limitée dans certains récits consacrés aux résistances anticoloniales et au nationalisme camerounais. Dès lors, pourquoi une mobilisation qui embrasa en quelques jours l'Oubangui-Chari, le Tchad et les territoires du Cameroun sous mandat français, et qui fit de nombreuses victimes, demeure-t-elle relativement marginale dans certains récits consacrés aux résistances anticoloniales et au nationalisme camerounais ? Pour répondre à cette question, l'article adopte une démarche fondée sur la critique historique des sources et une approche socio-politique de la mobilisation anticoloniale. L'analyse croise les sources administratives et militaires coloniales, les travaux historiographiques et les entretiens contemporains, en interrogeant à la fois les conditions de production des traces, les catégories coloniales de qualification du mouvement et les logiques sociales et politiques de la mobilisation. Elle montre d'abord que la guerre de Kongo-Wara constitue une résistance anticoloniale fondée notamment sur le refus de l'impôt, des travaux forcés, du recrutement de main-d'œuvre et du contrôle colonial. Son extension à plusieurs territoires aujourd'hui camerounais permet ensuite de l'inscrire dans l'histoire politique du Cameroun, sans occulter sa dimension transfrontalière. En revanche, les sources disponibles ne permettent pas d'établir l'existence d'un projet explicite de construction d'un État camerounais indépendant. La qualification de la mobilisation karnouiste comme nationalisme camerounais doit donc être nuancée et replacée dans une histoire plus longue et plurielle des mobilisations anticoloniales.

Mots-clés : Guerre de Kongo-wara, Karnou, résistance anticoloniale, nationalisme, Cameroun

Abstract :

In Cameroon, the Kongo-Wara War was one of the major anticolonial mobilizations in French Equatorial Africa, owing to its geographical spread and its repercussions in territories that are now part of Cameroon. Triggered in Nahing, in Oubangui-Chari, in 1928, it rapidly spread across several areas of French Equatorial Africa, particularly eastern and northeastern Cameroon under the French Mandate. Yet its place remains limited in some accounts devoted to anticolonial resistance and Cameroonian nationalism. This raises the question of why a mobilization that, within a few days, engulfed Oubangui-Chari, Chad, and the territories of Cameroon under the French Mandate, and resulted in numerous casualties, has remained relatively marginal in some accounts of anticolonial resistance and Cameroonian nationalism. To address this question, the article adopts an approach based on historical source criticism and a socio-political analysis of anticolonial mobilization. It draws on colonial administrative and military sources, historiographical studies, and contemporary oral accounts, while examining both the conditions under which historical records were produced, the colonial categories used to characterize the movement, and the social and political dynamics underlying the mobilization. The analysis first demonstrates that the Kongo-Wara War constituted an anticolonial resistance movement rooted notably in opposition to taxation, forced labour, labour recruitment, and colonial control. Its spread across several territories that are now part of Cameroon makes it possible to situate the conflict within Cameroon's political history without overlooking its transborder character. However, the available sources do not establish the existence of an explicit project to create an independent Cameroonian state. The characterization of the Karnouist mobilization as Cameroonian nationalism must therefore be qualified and situated within the longer and more plural history of anticolonial mobilizations.

Keywords: Kongo-Wara War; Karnou; anticolonial resistance; nationalism; Cameroon.

Introduction

La guerre de *Kongo-Wara* constitue une mobilisation anticoloniale dirigée contre les formes de domination imposées par l'administration française : prélèvements fiscaux, recrutement de main-d'œuvre, travaux forcés, contrôle des populations et remise en cause des autonomies locales. En fait,

> la guerre menée par Karnou d'origine ethnique gbaya, dite guerre du *Kongo-wara* de 1928-1930, s'est inscrite dans l'histoire de l'Afrique centrale comme l'une des manifestations les plus violentes de la lutte contre la domination coloniale française par son ampleur et ses répercussions internationales.[1]

Le classement de *Kongo-wara* parmi les premières manifestations du nationalisme camerounais soulève toutefois une difficulté conceptuelle qu'il convient de ne pas éluder. De prime abord, une résistance à la domination coloniale ne constitue pas toujours un nationalisme. Du point de vue historique, elle renvoie à une mobilisation qui tend à faire coïncider une communauté politique avec une communauté nationale et qui, dans sa dimension politique, revendique une forme de souveraineté collective. Les travaux d'Eric Hobsbawm invitent cependant à distinguer le nationalisme constitué des formes de « proto-nationalisme », entendues comme des formes antérieures de solidarité et d'appartenance susceptibles d'être mobilisées ultérieurement à l'échelle de constructions nationales.[2] Dans le cas de Kongo-Wara, trois critères doivent dès lors être examinés : l'existence d'une conscience collective dépassant les appartenances locales, la contestation explicite d'une souveraineté étrangère et l'existence éventuelle d'un projet politique de souveraineté ou d'autonomie. Pourtant, la mobilisation conduite par Karnou entre 1928 et 1931 se déploie dans un espace qui précède les frontières politiques actuelles, demeure principalement rurale et s'appuie sur un langage religieux, initiatique et communautaire. Les sources mobilisées ne permettent pas d'établir l'existence d'un projet explicite de construction d'un État camerounais indépendant. L'enjeu de cet article n'est donc pas de faire de Karnou, rétrospectivement, un nationaliste au même sens que les dirigeants de l'UPC à partir de la fin des années 1940. Il consiste plutôt à déterminer dans quelle mesure la guerre de *Kongo-wara* peut être considérée comme une composante de l'histoire politique des territoires devenus camerounais et comme une mobilisation anticoloniale précoce susceptible d'avoir contribué à la genèse plus large des contestations nationalistes. Cette distinction permet de

[1] **ASSANA**, « *Memoranda* et démocratisation dans l'Adamaoua (Cameroun) : mutation des modes de participation politique ou entreprise d'instrumentalisation ? », *Droit et cultures,* n° 68, 2014, pp. 214.
[2] HOBSBAWM (E. J), *Nations and Nationalism since 1780: Programme, Myth, Reality*, 2e éd., Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

suggérer trois propositions : le caractère anticolonial de la mobilisation, son inscription dans l'histoire politique de territoires aujourd'hui camerounais et sa possible contribution à une histoire longue du nationalisme, sans la qualifier pour autant de nationalisme camerounais au sens strict.

Par ailleurs, malgré l'ampleur de cette mobilisation et les conséquences qu'elle a entraînées dans l'espace de l'Afrique centrale, la guerre de *Kongo-wara* demeure relativement peu présente dans certains récits généraux de l'histoire politique et du nationalisme camerounais. Elle est parfois évoquée de manière linéaire, sans que soient suffisamment interrogées sa portée politique, son inscription dans un espace transfrontalier et sa place dans la généalogie des contestations anticoloniales. Cette situation pose dès lors la question de sa marginalisation dans les constructions historiographiques et mémorielles du nationalisme camerounais. Il convient toutefois de distinguer cette faible visibilité dans certains récits nationaux d'un oubli absolu de l'événement, puisque la guerre de *Kongo-wara* a fait l'objet de plusieurs travaux historiques et anthropologiques. La marginalisation de la guerre de *Kongo-wara* dans les récits du nationalisme camerounais tient moins à son absence de portée politique qu'à la combinaison de quatre caractéristiques : son inscription dans un espace transfrontalier antérieur aux frontières nationales actuelles, son langage religieux et initiatique, son implantation principalement rurale et l'orientation ultérieure de l'historiographie nationale vers les formes urbaines et partisanes du nationalisme, notamment celles incarnées par l'UPC.

Les sources archivistiques et les travaux de quelques auteurs transitologues et africanistes qui se sont intéressés à l'histoire coloniale en Afrique équatoriale française (AEF) traitent de la « révolte Karnou ». Il existe d'ailleurs aux Archives nationales de Yaoundé (ANY) de nombreuses notes, procès-verbaux et carnets de route sur le déroulement de la guerre de *Kongo-wara*. À ces documents d'archives, très riches d'informations sur les événements de 1928 à 1931, les travaux consacrés à la guerre de *Kongo-wara* permettent aujourd'hui d'en établir les principaux contours, mais ils ne répondent pas tous à la même question. Thierno Mouctar Bah[3] insiste sur les formes de résistance des populations gbaya et sur les conditions coloniales qui favorisent l'insurrection. Raphaël Nzabakomada-Yakoma[4] élargit l'analyse à l'espace de l'Afrique équatoriale française et restitue la diffusion du mouvement ainsi que la réaction des administrations coloniales. Philip

[3] BAH THIERNO (M.), « Contribution à l'étude de la résistance des peuples africains à la colonisation. Karnou et l'insurrection des Gbaya. La situation au Cameroun 1928-1930 », *Afrika Zamani,* n° 3, 1974, pp. 105-161.

[4] NZABAKOMADA-YAKOMA (R.*), La Guerre de Kongo-Wara, 1928-1931 : un chapitre de la résistance anticoloniale en Afrique équatoriale*, Thèse de Doctorat, Université de Paris Diderot - Paris7, 1975 ; NZABAKOMADA-YAKOMA (R.*), L'Afrique centrale insurgée. La guerre du Kongo-wara 1928-1931*, Paris, L'Harmattan, 1986.

Burnham et Thomas Christensen[5] accordent une place particulière au message de Karnou et à l'articulation entre croyances, prophétisme et mobilisation collective. Les travaux de David Mokam[6], Dieudonné Ndanga et André Ndang[7]a ainsi que ceux de Nana Tembar[8] ont, pour leur part, contribué à préciser les dimensions culturelles, sociales et régionales du mouvement et à mieux documenter sa présence dans les territoires orientaux du Cameroun. Ces recherches ont donc permis de sortir progressivement la guerre de *Kongo-wara* d'une lecture strictement locale ou événementielle. Elles laissent cependant ouverte une question qui intéresse directement le présent article : comment situer historiquement cette mobilisation dans le récit du nationalisme camerounais sans lui attribuer rétrospectivement des catégories politiques qui lui sont étrangères ? Une seconde question demeure liée à la mémoire de l'événement : alors que la guerre est relativement bien documentée par plusieurs travaux spécialisés, pour quelles raisons demeure-t-elle peu visible dans les récits généraux consacrés au nationalisme camerounais et dans certaines formes de mémoire publique au Cameroun ? Le présent article se situe à l'intersection de ces deux interrogations. Il ne cherche donc pas à reprendre l'histoire événementielle de la guerre, déjà largement étudiée, mais à examiner le décalage entre son importance historique, sa dimension anticoloniale et sa faible intégration dans le récit national camerounais. La question priincipale qui oriente l'analyse dans cet article est la suivante : pourquoi une mobilisation qui embrasa en quelques jours l'Oubangui-Chari, le Tchad et les territoires du Cameroun sous mandat français, et qui fit de nombreuses victimes, demeure-t-elle relativement marginale dans certains récits consacrés aux résistances anticoloniales et au nationalisme camerounais ?

La démarche retenue dans cet article repose principalement sur la critique historique et sur une approche socio-politique de la mobilisation anticoloniale. L'analyse croise trois catégories de matériaux. La première est constituée des archives et documents administratifs et militaires coloniaux, qui renseignent notamment sur les opérations, les déplacements de troupes, les réactions de l'administration et les mesures de contrôle des populations. Ces documents doivent toutefois être lus avec précaution, car les termes employés par l'administration tels que « rébellion », « pacification », « sorcellerie », « troubles » ou « agitation » traduisent aussi le regard et les objectifs de l'autorité coloniale. La deuxième catégorie regroupe les travaux historiographiques consacrés

[5] BURNHAM (P.) et CHRISTENSEN (T.), « *Karnu's Message and the war of the Hoe Handle: Interpreting a Central African Resistance Movement* », *Journal of the International African Institute*, vol. 53, nº 4, 1983, pp. 3–22.
[6] MOKAM (D.), « Les guerres camerounaises aux XIXe et XXe siècles », in TIREFORT (A.) *Guerres et paix en Afrique noire et à Madagascar*, Rennes, Presses universitaires de Rennes 2016, pp. 41-53.
[7] NDANGA (D.) et NDANGA (A.), *L'identité gbaya. Essai de reconstitution de l'histoire et des coutumes gbaya de l'est Cameroun*, Sarrebruck, Éditions universitaires européenes, 2010.
[8] NANA (T.), *Biro Karnou ou l'insurrection gbaya de 1928,* Yaoundé, Éditions Proximité, 2025.

à la guerre de *Kongo-wara*, aux résistances anticoloniales et à l'histoire politique de l'Afrique équatoriale. Ils permettent de confronter les interprétations, les chronologies et les estimations disponibles. La troisième catégorie regroupe les traditions orales et les entretiens contemporains. Les entretiens réalisés en 2025-2026 ne sont pas mobilisés comme des preuves directes des faits militaires, administratifs ou chronologiques de la guerre de Kongo-Wara (1928-1931). Ils servent plutôt à analyser la mémoire actuelle de Karnou, les représentations qui lui sont associées, les modalités de transmission de son histoire ainsi que les débats contemporains sur sa place dans l'histoire camerounaise.

Le croisement de ces sources répond à un principe de hiérarchisation : les archives contemporaines des événements sont privilégiées pour établir les faits militaires et administratifs ; les travaux historiographiques sont mobilisés pour confronter les interprétations ; les entretiens et traditions orales servent principalement à analyser la mémoire et les représentations contemporaines. Lorsqu'une information demeure incertaine ou repose sur des versions divergentes, celle-ci est présentée comme telle. L'analyse est organisée chronologiquement pour restituer les principales étapes de la mobilisation, puis thématiquement pour examiner les conditions de sa marginalisation dans les récits historiques et mémoriels camerounais.

I- CAUSES PROFONDES ET DÉROULEMENT DE LA GUERRE DE *KONGO-WARA*

Dans l'histoire coloniale et du mouvement anticolonial, le Cameroun est un territoire atypique de par son statut et l'ampleur des hostilités. Ancien protectorat allemand, le Cameroun avait été récupéré par la France et la Grande-Bretagne à la fin de la Première Guerre mondiale. Ce territoire d'Afrique équatoriale fut placé, et ce, par le truchement du traité de Versailles (1919) mieux la Société des Nations (SDN), sous le régime de mandat. La France occupa les 5/6 de cet ancien territoire d'Allemagne alors que la Grande-Bretagne se contentait de « la partie qui longe le Nigeria britannique »[9]. Après quelques semaines qui suivirent ces annexions voilées, la France décida de faire de ce territoire sa chasse gardée. Comme partout dans l'AEF, le système colonial français au Cameroun reposait sur l'exploitation intensive des ressources et des populations locales qui étaient soumises aux travaux forcés, sur une économie de pillage et sur l'impôt de capitation. Ce sont ces pratiques qui ont transformé le mécontentement des populations soumises en une révolte ouverte.

[9] DELTOMBE (T.) et *al.*, *Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la Françafrique*, 1948-1971, Paris, La Découverte, 2011, pp. 35-57.

A- Véritables causes d' une insurrection initiée en Oubangui-Chari

Le déclenchement de la guerre de *Kongo-wara* est la réponse à l'oppression et à l'exploitation brutale des populations locales. Lorsque cette insurrection éclatait en Oubangui-Chari en 1928, l'establishment colonial français du Cameroun s'inquiétait des événements et de leurs répercussions au Cameroun, territoire sous mandat de la SDN où vivent les Gbaya et les autres tribus ralliées à la cause de Karnou.[10] Ainsi, comment une insurrection née à Nahing, un petit village de l'Oubangui-Chari, s'est-elle rapidement propagée dans l'AEF et au Cameroun ? Si l'on s'en tient aux documents d'archives de l'ORSTOM et aux travaux de Thierno Mouctar Bah,[11] de Nzabakomada-Yakoma[12] et Nana Tembar,[13] l'insurrection s'origine en réalité dans les dures réalités et les conditions de vie précaire dans l'AEF entre 1927 et 1928. En fait, selon Nzabakomada-Yakoma, l'année 1927 était marquée par les recrutements forcés de la main-d'œuvre, les conditions de travail pénible, l'augmentation et le recouvrement de l'impôt de capitation, les travaux forcés de réfection ou de construction des routes et des ponts.[14] Abondant dans le même sens, Dieudonné Ndanga et André Ndanga notent que ce sont les conquêtes, les affrontements sanglants, le régime de compagnies concessionnaires, l'impôt de capitation imposé par le colonat et recouvré par des moyens inhumains (sévices, crime), les travaux forcés de la construction du chemin de fer Congo-Océan long de 512 km qui devaient rallier Pointe Noire et la route Bangui-Yaoundé qui sont à la base de la révolte/insurrection karnouiste.[15]

Au sujet des travaux forcés, Ndanga et Ndanga rapportent que 125 000 hommes furent enrôlés de force et plus de 25 000 perdirent la vie dans les chantiers à cause du mauvais traitement. La méthode de calcul de cette estimation n'étant pas explicitée dans la source utilisée, elle ne peut être considérée comme un chiffre consolidé. Dans la région de Bouar, très frontalière au Cameroun, des hommes furent enrôlés pour la conscription ou pour la participation à l'effort de guerre de 1914-1918. Il s'agit de 500 porteurs recrutés par l'administration coloniale française, dont un tiers fut décimé dans le ravitaillement de la colonne de la Sangha-Cameroun. Durant la Grande Guerre, les produits des habitants de la Haute-Sangha, de l'Ybenga, de Likouala furent réquisitionnés, leurs enfants enlevés pour le portage et d'autres faits de soldats.[16] Aussi, note-t-on une augmentation de

[10] BAH THIERNO (M.), *op. cit.*, p. 110.
[11] BAH THIERNO (M.), *op. cit.*
[12] NZABAKOMADA-YAKOMA (R.), *op. cit.*
[13] NANA (T.), *op. cit.*
[14] NZABAKOMADA-YAKOMA (R.), *op. cit.*, p. 43.
[15] NDANGA (D.) et NDANGA (A.), *op. cit.*, p. 54.
[16] NDANGA (D.) et NDANGA (A.), *op. cit.*, p. 55.

l'impôt de 3 francs en 1925 à 7,5 francs entre 1926 et 1927 dans la région de Bouar.[17] Ainsi, victimes, depuis plus d'une dizaine d'années, de brimades, de sévices et de tribulations, les conditions du déclenchement d'une révolte étaient réunies. Le mécontentement avait atteint son comble et les administrés manifestaient leur hostilité vis-à-vis du colonat. À partir de ce moment, les gardes envoyés pour le recrutement de la main-d'œuvre et ceux envoyés pour collecter l'impôt tombaient très souvent dans les guets-apens tendus par les combattants de Karnou.

Tout compte fait, à la fin de la décennie 1920, le bilan de l'occupation coloniale était tout sauf la fameuse mission de civilisation tant clamée par les défenseurs de la colonisation. À cet effet, Ndanga Dieudonné et André Ndanga notent que : « Le bilan des vingt premières années de l'occupation coloniale montra nettement que la colonisation avait été incapable de réaliser l'œuvre de la civilisation ».[18] C'est dans ce contexte que se manifestent les premiers signes de révolte et de résistance. Toutefois, il convient de ne pas les qualifier automatiquement de nationalistes, car les sources disponibles permettent surtout d'établir l'existence d'une mobilisation anticoloniale visant à défendre certaines formes d'autonomie collective. C'est dans cet environnement marqué par l'oppression, les brimades et l'assujettissement que s'inscrit l'émergence de Barka Ngaïnoubeï, un natif de Nahing qui portera le nom de Karnou (qui veut dire en langue gbaya « celui qui roule la terre »). Sa trajectoire s'inscrit ainsi dans un contexte social et politique qui contribue à expliquer son engagement ultérieur dans la contestation de l'ordre colonial.

Contrairement au nationalisme politique qui a été pensé par les élites intellectuelles, et qui s'est constitué autour des partis politiques et des syndicats dans les centres urbains, la mobilisation initiée par Karnou peut être interprétée comme une forme précoce de conscience anticoloniale, sans qu'il soit possible, à partir des sources mobilisées, de lui attribuer un projet national camerounais au sens strict. Cette mobilisation est née en milieu rural au sein des communautés villageoises et s'est enracinée dans les solidarités interethniques et les parentés culturelles. Face à un système colonial qui était perçu comme une menace existentielle, le mouvement apparaît comme une forme de résistance collective et traduit la volonté des autochtones de préserver leur autonomie sociale, économique et politique.

B- Stratégies et manifestations de la guerre de *Kongo-wara* : de la non-violence à une guerre ouverte contre l'ordre colonial français

Le mouvement de *Kongo-wara*, au départ, reposait uniquement sur la non-violence, une stratégie de résistance asymétrique et sur la mobilisation spirituelle. Ensuite, la révolte s'est muée

[17] BAH THIERNO (M.), *op. cit.*, p. 127.
[18] NDANGA (D.) et NDANGA (A.), *op. cit.*, p. 55.

en une *guérilla* avec des attaques directes contre l'ordre colonial. Pour venir à bout de cette guerre, les autorités coloniales ont mis en place une violente « guerre de pacification » en usant des méthodes expéditives et en pourchassant les leaders.

1- Des orientations de mobilisation et de contestation de l'ordre colonial

Comme le note si bien Nzabakomada-Yakoma, il existe peu de sources sur la véritable origine de Barka Ngaïnoubeï dit Karnou.[19] De nombreux auteurs qui ont consacré des études sur la révolte de la Haute-Sangha n'ont pas apporté assez de précisions sur son origine. Cependant, quelques notes, notamment celles de Ndanga et Ndanga [20] et de Leonidas Bateranzigo [21] s'accordent sur le fait que Karnou serait originaire de Nahing dans la Haute-Sangha. Pour ne pas épiloguer longuement sur ses origines, ce qui n'est d'ailleurs pas notre objectif ici, il faut noter que Karnou est issu de la communauté gbaya où il était considéré comme un prophète. Ndanga Dieudonne et Ndanga décrivaient son statut de prophète en ces termes :

> Karnou commença à prophétiser à son peuple qu'une guerre allait s'abattre sur eux, mais qu'il ne devait pas riposter par la violence. Le message de Karnou était celui de la paix et son peuple fut épargné de toutes attaques aussi longtemps qu'il obéit à ses ordres selon lesquels aucune goutte de sang ne serait versée et ses abeilles seraient autorisées à chasser de la contrée ceux qui viendraient le provoquer.[22]

La réputation de prophète de Karnou alla au-delà de Nahing. Et à Nzabakomada-Yakoma de renchérir que :

> dans la région de Bouar-Baboua, mis à part les chefs comme Abba, Naziboro, Koundé, acquis à la cause de l'administration coloniale, la plupart des notables apportèrent leur soutien au prophète de Nahing. Il s'agit des notables des villages qui portent encore leur nom:
>
> – Koursou, Npokourta, Nabawe, Kpote, Lokoti, sur la route de Bangui à Bouar,
>
> – Herman, Noko-Boudey, Ndale, Zotoua, Bingue, Dongue, Bayanga-Didi, entre Bouar et Baboua ;
>
> – Meygaro, Niem, sur la route de Bouar à Bocaranga.
>
> Autour de Baibokoum, à 250 kilomètres environ de Bouar, le chef Yanga, du village de Zaorrolim, mena une vive campagne dans le pays pour rallier les Gbaya, les Mboum et les Pana.[23]

Au regard de ce qui précède, on note que les Gbaya du Cameroun et bien d'autres tribus rallièrent très tôt la cause de Karnou. À titre illustratif, dans la région de Bétaré-Oya, à Bertoua, à

[19] NZABAKOMADA-YAKOMA (R.), *op. cit.*, p. 43.
[20] NDANGA (D.) et NDANGA (A.), *op. cit.*, p. 56.
[21] BATERANZIGO (L.), *Les Gbaya et les Kaka de l'est du Cameroun des origines à 1960 : Approche historique,* Thèse de Doctorat du 3ème cycle en Histoire, Université de Yaoundé I, 1993.
[22] NDANGA (D.) et NDANGA (A.), *op. cit.*, p. 56.
[23] NZABAKOMADA-YAKOMA (R.), *op. cit.*, p. 45.

Batouri, à Djohong et à Meiganga et même à Ngaoundéré au Cameroun sous mandat français, on retrouvait des disciples de Karnou dont les leaders étaient Ngaro-Gbaya et Zaorolim.[24] Les revendications et consignes attribuées à Karnou témoignent moins de l'existence d'un programme politique constitué au sens moderne que d'un ensemble cohérent d'orientations de contestation de l'ordre colonial. Le boycott de l'impôt, le refus des travaux forcés, la désobéissance à l'administration et le rejet de certaines pratiques et marchandises associées à la présence européenne traduisent une remise en cause concrète de l'autorité coloniale.[25] La contestation porte donc simultanément sur les instruments matériels de la domination et sur sa légitimité. Cette distinction est importante : les sources disponibles permettent d'établir une opposition organisée à l'ordre colonial, mais elles ne suffisent pas à démontrer l'existence d'un projet de construction d'un État camerounais indépendant.

Les revendications initiées par Karnou ne doivent donc pas être réduites à une réaction spontanée aux abus de l'administration coloniale. Le mouvement contestait les institutions coloniales, notamment le système fiscal, les travaux forcés et certaines formes de contrôle administratif. Cette dimension politique est importante, mais elle ne suffit pas à qualifier la mobilisation de nationalisme camerounais. Elias Banèssé estime que « Karnou contestait la légitimité de l'ordre colonial et envisageait une réappropriation du pouvoir ». Aussi-affirme-t-il, que « l'importance des moyens militaires et l'ampleur de la répression coloniale révèle que la guerre de *Kongo-wara* était une menace pour le système colonial ».[26] Cette interprétation permet de souligner la dimension politique de la mobilisation, sans pour autant démontrer l'existence d'un projet étatique camerounais. Il paraît dès lors plus prudent de considérer la guerre de *Kongo-wara* comme une mobilisation anticoloniale organisée, porteuse de revendications d'autonomie et de contestation de la souveraineté coloniale. La notion de « proto-nationalisme » peut éventuellement être mobilisée à titre heuristique, à condition de préciser qu'elle ne désigne pas ici un nationalisme camerounais constitué, mais une forme de mobilisation collective qui conteste une souveraineté étrangère et cherche à restaurer des formes d'autonomie collective, sans pour autant formuler un projet d'État-nation.

En réalité, l'anticolonialisme de Karnou reposait sur le refus de tout ce qui vienait de « l'homme blanc », notamment les produits importés. Et selon Ndanga et Ndanga, Karnou était d'ailleurs vêtu de peau de mouton et évitait tout contact avec le Blanc.[27] Dans son idéologie de

[24] NZABAKOMADA-YAKOMA (R.), *op. cit.*, p. 48.
[25] BAH THIERNO (M.), *op. cit.*, p. 135.
[26] Entretien avec Elias Banèssé, Enseignant-chercheur, Ngaoundéré, 22 juillet 2026.
[27] NDANGA (D.) et NDANGA (A.), *op. cit*., p. 57.

« non-violence », Karnou prêchait contre l'occupation blanche et la colonisation dont il annonçait la fin. Sur cet aspect, David Mokam note que :

> L'engagement était d'autant plus grand que les Gbaya avaient une tactique de lutte respectant une règle du *Labi* selon laquelle il ne faut pas chercher à se battre, mais plutôt s'esquiver. Cette tactique consistait à ne pas se battre avec l'ennemi de front, mais à l'esquiver.[28]

Cette note confirme que Karnou, s'inspirant des règles de l'initiation chez les Gbaya, le *Labi*, fonde sa stratégie sur la non-violence. C'est une évidence, dans la mesure où Karnou, étant un « maître-*labi* », utilisa tous les enseignements acquis pendant son initiation pour asseoir le programme de la révolte dont il était le principal meneur. D'après Pierre Hervé Madougou « l'influence de Karnou ne se limitait pas aux seuls Gbaya, mais s'étendait aux peuples partageant le *Labi* comme rite initiatique ».[29] Il ressort de cette affirmation que la mobilisation autour de Karnou reposait sur un socle culturel et initiatique partagé par plusieurs communautés.

Abandonnant ses armes préférées, notamment le couteau de jet et la sagaie, Karnou marchait désormais en tenant deux bâtons de commandement, donc un bambou (appelé en gbaya *Tikine*[30]) et un bois en forme de manche de houe appelé *Kongo-wara* en langue gbaya. Il remettait aux visiteurs qui venaient à sa rencontre à Nahing à chacun d'eux une manche *Kongo-wara* en signe de protection contre les oppresseurs et les balles des gardes. C'est de là que naît le nom de « l'insurrection *Kongo-wara* ». La manche de la houe était donc l'arme sacrée de combat pour les ade ptes du *Kongo-wara.* Les prêches de Karnou encouragèrent ses disciples et les villages à se battre sans armes adéquates et imprudemment contre les soldats coloniaux. John Iliffe décrivait une scène où un guerrier de Karnou dansait devant un commandant français en le narguant en chantant : « Tire, gorille, votre pistolet ne tirera que de l'eau ! ».[31] Par ailleurs, l'un des faits étranges dans l'insurrection karnouiste est le fait que le prince de Nahing ne fut pas un prophète pèlerin, mais ses idées embrasèrent très vite les environs de Nahing et l'Est-Cameroun, une partie sud du Tchad et provoquèrent un «enthousiasme monstre» au sein des administrés. De nombreux chefs de communautés déléguèrent auprès du prophète de Nahing leurs hommes de confiance, afin de recevoir eux-aussi la protection du *Kongo-wara*. Les adeptes de Karnou étaient de toutes les tribus de la Haute-Sangha et des régions environnantes.

[28] MOKAM (D.), *op. cit*., p. 21.
[29] Entretien avec Pierre Hervé Madougou, Vice-Président département du MOÏNAM-Mbere et acteur de la société civile, 25 juillet 2026.
[30] « *Tikine* » renvoie à une sorte de spatule qui sert à préparer la boule de couscous. C'est un outil de cuisine sacré parce qu'il symbolise le foyer, la fécondité et la famille chez les Gbaya.
[31] ILIFFE (J.), *Honour in African history*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005, p. 189.

Face à la répression de l'administration coloniale, Karnou adopta la « tactique de la terre brulée » comme au temps de Samory Touré : détruire tous les vivres, les cases et les moyens de vie et s'enfuir. À propos de cette tactique, une note de l'administration coloniale rapportée par Thierno Mouctar Bah dit ceci : « Tuez et mangez votre bétail […] Brûlez vos cases, coupez les ponts […]. C'est la grande guerre contre le Blanc qui doit commencer ».[32] En outre, au début, Karnou s'opposa à la colonisation en prônant la non-violence, la résistance passive, la désobéissance civile et le boycott du commerce européen. Par la suite, lorsque l'administration coloniale usa de la brutalité, Karnou et ses partisans optèrent pour la lutte armée. Ainsi les gardes, les porteurs, les commerçants haoussa et bornouans considérés comme les alliés des colons étaient fréquemment agressés et exécutés. Pour illustrer ce fait, Ndanga et Ndanga notent que : « De mai à octobre 1928, une série d'actes de violence, attaque de commerçants européens, massacre des Haoussas et Bornouans, meurtres de gardes, routes barrées, ponts coupés, annoncèrent l'insurrection et la guerre d'indépendance ».[33] Toutefois, le terme « guerre d'indépendance », employée par Ndanga et Ndanga, est rétrospective et doit être distinguée de la qualification retenue dans le présent article. Les sources disponibles établissent une insurrection anticoloniale, mais ne permettent pas d'assimiler automatiquement celle-ci à une guerre d'indépendance au sens politique moderne. Nzabakomada-Yakoma rapporte les notes de Leroux sur l'escalade de la violence en ces termes :

> Mon cher Germain,
>
> J'apprends à l'instant une nouvelle très grave : deux miliciens, trois boys ont été tués à Amada-Gaza. La situation s'aggrave. Tout craque. Filez sur Baboua, en vitesse par Carnot, c'est-à-dire d'ici deux jours pour occuper sérieusement le poste. Renvoyez-moi mes gardes régionaux par Carnot et la rive droite de la Mambéré. Gardez le silence là-dessus, et gardez les cartouches !
>
> Le feu prend où je ne comptais pas. Je croyais ce coin tranquille. Qu'est-ce qu'il y a eu ?
>
> Bien à vous.[34]

En réalité, l'administration coloniale s'était rendu compte de la gravité de la situation en juin 1928 lorsque Crubilé, chef de la subdivision de Baboua, ayant appris qu'à Nahing, un certain Karnou se prétendait envoyé de Dieu et accomplissait des miracles. Selon Pierre Hervé Madougou : « l'administration coloniale a d'abord été surprise par l'ampleur de la résistance. Elle a subi des revers militaires dont on parle encore très peu aujourd'hui ». Cet informateur poursuit en affirmant qu'un administrateur ou responsable colonial, qui s'était rendu dans une localité

[32] BAH THIERNO (M.), *op. cit.*, p. 135.
[33] NDANGA (D.) et NDANGA (A.), *op. cit.*, p. 59.
[34] NZABAKOMADA-YAKOMA (R.), *op. cit.*, p. 57.

notamment pour procéder à la collecte des impôts, tomba dans une embuscade organisée par les populations. Il y aurait subi une importante défaite et ne serait parvenu à se sauver qu'avec difficulté.[35] Cette remarque souligne l'ampleur initialement sous-estimée de la résistance et les difficultés rencontrées par l'administration coloniale face aux forces locales. C'est à partir de ce type d'affrontements que l'administration coloniale aurait progressivement pris conscience qu'elle n'était pas confrontée à une simple opposition locale et ponctuelle, mais à un mouvement de résistance plus vaste, structuré et préparé.

2- Coalition des forces en présence et opérations sur le sol camerounais

Au Cameroun, Dissara, chef de Mararaba, était l'un des principaux disciples de Karnou. Sa tête fut mise à prix, car l'administrateur, commandant de la subdivision de Batouri, était conscient du malaise au sein de la population à cause des prêches de Karnou. Il en est de même à Ngaoundéré et à Mboula où quelques signes d'agitation étaient déjà visibles au sein de la population. Dès décembre 1928, l'insurrection s'implanta sur le territoire camerounais. On note, entre autres, l'attaque du poste de Deng-Deng et l'assassinat de quatre gardes par les insurgés. Un garde envoyé à Kongôlo échappe de justesse aux insurgés. Deux gardes envoyés pour rétablir la liaison avec Dang-Patou sont attaqués et l'un d'eux au nom de Samaki est tué le 19 décembre 1928 par les guerriers de Karnou ; cinq gardes envoyés pour récupérer la dépouille de Samaki rencontrèrent une colonne d'hommes armés en marche sur Dissara ; un garde au nom de Meva est tué à l'arbalète empoisonnée. La fièvre de la révolte atteint Ngaoundéré en octobre 1928.

La situation se complique lorsque d'autres mouvements se rallient à la cause de Karnou. Cependant, qu'est-ce qui peut bien expliquer le ralliement des autres ethnies à la révolte Karnou ? La première raison qu'on peut évoquer réside dans les liens culturels entre certains peuples de l'AEF et surtout dans ce que David Mokam nomme la « communauté rituelle et la parenté linguistique ». La communauté rituelle ici renvoie au fait que le *Labi*, rite d'initiation, est en même temps pratiqué par les Gbaya, les Mboum et les Laka. C'est donc une pratique commune, un atout linguistique dans la mesure où les initiés pouvaient communiquer et véhiculer facilement les messages au sein de leur population. Il est donc possible que cette communauté rituelle ait facilité certaines formes de circulation des messages et de mobilisation. Toutefois, les sources disponibles ne permettent pas de mesurer précisément son rôle dans la coordination militaire du movement. Aussi, faut-il noter que la langue fut un atout majeur dans la mesure où le Mboum et le Gbaya appartiennent à la sous-famille adamaoua-oubangui et aussi entre le Mboum et le Laka, il existe

[35] Entretien avec Pierre Hervé Madougou, Vice-Président département du MOÏNAM-Mbere et acteur de la société civile, Meiganga, 25 juillet 2026.

une parenté linguistique et coutumière. Ces alliances culturelles et linguistiques ont pu favoriser la circulation de l'information, la coordination des actions et l'extension de la mobilisation. Elles constituent ainsi un élément du réseau relationnel ayant facilité le ralliement à l'insurrection menée par Karnou.

La deuxième raison, celle avancée par Nana Tembar, est que du côté de l'Oubangui-Chari, il y eut une grande adhésion des autres tribus à la lutte de Karnou : les Gbaya s'associèrent aux Yangueré, aux Pana, aux Pandé, aux Bonitaba, aux Karré, aux Toli pour faire un front commun contre l'occupation. Au Cameroun, les Mboum, les Laka, les Dii adhèrent à la révolte karnouiste et firent front dans la partie nord-est du pays. Les Laka qui se regroupent dans la Vina furent renforcés par un nombre important de guerriers venus de Mbaibokoum. David Mokam confirme le ralliement de la cause de Karnou par d'autres tribus en ces termes : « En sus des Gbaya, d'autres peuples sont également gagnés à la cause de la révolte. Il s'agit des Kaka, des Mboum et des Laka ».[36] L'affirmation de Pierre Hervé Madougou selon laquelle« Karnou constitue un personnage central qui incarne des valeurs telles que le courage, le rassemblement et l'opposition aux violences de la domination coloniale et une figure dont la portée dépassait le cadre communautaire » conforte les notes de David Mokam .

Au total, selon l'estimation proposée par Pierre Kalck, le mouvement aurait rassemblé jusqu'à 350 000 personnes, dont environ 60 000 combattants. [37] Ces chiffres doivent toutefois être considérés comme des estimations et non comme un recensement établi, les sources disponibles ne permettant pas de vérifier précisément les effectifs mobilisés. Il faut noter à la suite de ce qui précède qu'entre 1928 et 1931, c'est toute la partie ouest de l'Oubangui-Chari et l'est du Cameroun, donc tout le pays gbaya et d'autres peuples qui se rallient à l'insurrection lancée depuis Naahing dans la Haute-Sangha par Barkaa Ngaïnoubeï dit Karnou le prophète.

Au Cameroun, la colonne des Laka fixée au nord-est du pays était réputée rustique et très combative vis-à-vis des colons et de leurs alliés. C'est cette colonne qui attaqua la position du Lieutenant Laporte, chef de subdivision de Mbaibokoum et qui élimina deux domestiques de Laporte, qui avait eu le temps de fuir en se jetant dans un cours d'eau. C'est encore cette colonne qui, sur instigation du chef Bikouhoul, attaqua à Bouli (situé à 60 km du Cameroun) le marchand syrien Georges Michel qui tentait de traverser la frontière pour rejoindre le Tchad. En fait, Georges Michel, qui avait éliminé quelques années plus tôt une dizaine de Laka, était la cible de la colonne

[36] MOKAM (D.), *op. cit*., p. 21.
[37] KALCK (P.), *Historical dictionary of the Central African Republic*, 3e éd, Lanham (Md.), Scarecrow, 2005, p. xxviii.

laka. Il fut attaqué et massacré avec 9 de ses gardes. [38] En plus, on note une autre colonne rassemblée dans la forêt de Pangar et dans celle située entre Yaoundé et Yoko. Tous les villages étaient en alerte et sur pied de guerre. Les insurgés communiquaient par des signes conventionnels de guerre qui marquaient leur ralliement à la guerre du *Kongo-wara*. Ce sont entre autres une lance plantée à laquelle sont accrochés un arc et une flèche qui symbolisent l'état de guerre ou les tiges de manioc placées le long de la route.

De manière succincte, l'insurrection du prophète de Nahing avait très vite atteint le Cameroun et avait touché les villages situés sur les deux rives de la Vina et atteint le pays dii. L'ancien chef de Mararaba s'est illustré par son adhésion à la cause de Karnou et sa bravoure. En fait, c'est après la visite qu'il rendit au prophète de Nahing en compagnie de ses quatre compagnons que le mouvement prit corps. C'est lui qui marcha sur Dissara et entra en maquis en janvier 1929. De sa cachette, il chercha à établir un contact avec Koundé où réside Zaorrolim, le successeur de Karnou. Il était considéré par le colonat comme un dangereux leader à abattre. C'est pourquoi sa tête a été mise à prix à 100 F.

3- Fin de la guerre de *Kongo-Wara* et triomphe de la colonisation française

L'affirmation « à menace globale, riposte globale » trouve tout son sens dans la réaction de l'administration coloniale face à l'insurrection transfrontalière lancée par Karnou. Pour mieux combattre Karnou et ses alliés qui se répartissent entre l'Oubangui-Chari, le Cameroun et le Tchad, la France avait usé d'une stratégie transfrontalière en intégrant ses forces réparties entre ses possessions de l'AEF où sévit la révolte et en organisant des rencontres de concertation entre les administrateurs.[39]

Les troupes de l'AEF et celles du Cameroun français furent mobilisées et mises à contribution dans la riposte contre la révolte karnouiste. Ainsi, des missions de liaisons entre l'Oubangui-Chari et le Cameroun français furent périodiquement organisées pour coordonner le nettoyage de ce que le colonat qualifiait de « rébellion ». Dès octobre 1928, les troupes de l'AEF et du Cameroun, commandées par le général Thiry, entament la marche sur Nahing où réside Karnou. Elles rencontrèrent la résistance des troupes du chef Bouar organisées pour faire front à leur avancée. Partie de Bangui en octobre 1928, la colonne du Lieutenant Bouli, chargée de capturer Karnou, atteignit Nahing au début du mois de décembre 1928. Cette lenteur s'explique par la résistance des troupes des partisans de Karnou avec qui elle livra des combats. Au cours de la bataille de Nahing, Barka Ngaïnpubeï dit Karnou, le prophète, thaumaturge de Nahing, disparait

[38] BAH THIERNO (M.), *op. cit.*, p. 145.
[39] MOKAM (D.), *op. cit*., p. 23.

dans des circonstances peu élucidées, car certains auteurs estiment qu'il n'a pas été capturé et mis à mort, mais qu'il se serait lui-même donné la mort avec quelques-uns de ses partisans.[40] Cette version est confirmée par Issa Douamidal pour qui le Karnou, le prophète, n'a pas été tué, mais se serait donné la mort pour éviter que les « colons blancs » ne découvrent ses secrets.[41] Ces deux versions sont plausibles dans la mesure où, à l'époque, lorsque les Colons réussissaient à neutraliser un leader de la résistance, sa dépouille était parfois présentée comme un trophée à la population en signe de puissance pour décourager ceux qui oseraient s'opposer à l'ordre colonial. Or, il se trouve que le corps de Karnou n'a jamais été exhibé, encore moins sa tombe. Ce qui contribue à faire de lui un leader énigmatiquement charismatique. La coordination militaire, la neutralisation des leaders insurgés, le regroupement et le contrôle des populations relève d'une stratégie de contre-insurrection bien pensée et ménée par l'ordre colonial français.

In fine, de 1928 à 1931, c'est tout l'ouest du pays, territoire des Gbaya et des autres peuples, qui se soulève. La guerre de *Kongo-wara* atteignit le Cameroun, notamment les villages d'Alim et de Gbangen respectivement dans les vallées du Mbéré et de Pangar et dans le village de Mboula.[42] La phase principale de l'insurrection s'achève en 1931 avec la désorganisation progressive des principaux foyers de résistance. La répression et la neutralisation de certains acteurs se poursuivent toutefois au-delà de cette date, notamment avec l'emprisonnement et l'exécution de Bissi et Yandjere en 1935 selon Burnham et Christensen.[43] Il convient donc de distinguer la fin de la phase insurrectionnelle de la poursuite des opérations de répression et de contrôle colonial.

II- LES FACTEURS DE MARGINALISATION DE LA GUERRE DE *KONGO-WARA* DANS LES RÉCITS DU NATIONALISME CAMEROUNAIS

Cette partie contribue à une meilleure connaissance des facteurs qui expliquent la marginalisation de la Guerre de *Kongo-wara* dans les récits et manuels d'histoire officiels et sa faible intégration dans les récits consacrés au nationalisme camerounais.

A- Une mobilisation rurale, prophétique et transfrontalière

Au départ la résistance de Karnou ou guerre de *Kongo-wara* était plus spirituel (non-violence) qu'armée. La résistance de Karnou était née à Nahing, un petit village de l'Oubangui - Chari (actuel République centrafricaine) et s'appuyait sur les fondements spirituels, lesquels sont traités de mystiques par certaines sources coloniales. En effet, Karnou était qualifié de prophète

[40] NDANGA (D.) et NDANGA (A.), *op. cit*., p. 60
[41] Entretien avec Issa Douamidal, historien-traditionaliste, Ngaoundéré, 1er mai 2025.
[42] NZABAKOMADA-YAKOMA (R.), *op. cit.*, p. 57.
[43] BURNHAM (P.) et CHRISTENSEN (T.), *op. cit*., p. 14.

par les siens et avait une vaste bâtisse comme une église dans laquelle il prêchait.[44] Cette bâtisse, qui se trouvait à Nahing, était semblable à un lieu de pèlerinage. Karnou, un maître *Labi*, (chef d'initiation) avait commencé son magistère après une disparition en se donnant la mort et en revenant transfiguré.[45] Dans les sources coloniales rapportées par Thierno Mouctar Bah, Karnou est parfois désigné comme « sorcier », « féticheur » ou « thaumaturge ».[46] Ces qualificatifs ne doivent cependant pas être repris comme des catégories descriptives neutres. Ils relèvent du vocabulaire employé par les agents de l'administration et les observateurs coloniaux pour interpréter une mobilisation dont les fondements religieux et initiatiques leur échappaient en partie. Leur utilisation doit donc être replacée dans le contexte documentaire précis de leur production.

Selon Christian Seignobos, Karnou délivrait son message par le biais de médiums et/ou en contrefaisant sa voix. Ses « sacrifices seraient assez puissants pour chasser les « colons », massacrer leurs suppôts, les chefs qu'ils ont nommés et leurs protégés, les Peuls, les conquérants d'hier ». Il prêchait le « désespoir, avec une transposition de la lutte à travers la mobilisation de forces religieuses occultes […]».[47] Philippe Secondy va plus loin en notant que

> l'élément déclencheur repose sur le travail de sape d'un sorcier considéré comme « l'âme de l'insurrection de la Haute-Sangha ». Depuis 1925 […] Karno ou Karinou, prône dans des prêches enflammés le rejet des oppresseurs européens responsables de l'esclavage et de la paupérisation du peuple. Il marche en brandissant une canne de bambou et un morceau de bois, un *kondi* en forme de manche de houe, c'est-à-dire de *Kongo-wara*. Karnou affirme que ceux qui le possèdent seront protégés des sévices et des balles tirées par les Blancs. Le sorcier fédère les rancœurs. Les délégués des chefs de tribus se ruent à Nahing à la rencontre de Karnou pour recevoir le kongo-wara, connaître les rituels magiques et écouter ses prédications.[48]

En dépit de ces qualificatifs, Karnou appelait dans des discours messianiques à combattre la colonisation par la non-violence en rejetant tous ce qui vient du « Blanc », notamment l'argent, l'impôt, l'école, etc. La dimension religieuse de la Guerre de *Kongo-wara* ne doit occulter la conscience politique de ce mouvement anticolonial, car dans plusieurs sociétés précoloniales et coloniales, les contestations se sont très souvent fondées sur la religion et la politique pour mobiliser les masses et opposer le refus à la domination. Dans le même élan, le prophétisme de

[44] BAH THIERNO (M.), *op. cit.,* p. 145.
[45]SEIGNOBOS (C.), « Le « dieu de Lam », prophète millénariste (Nord-Cameroun et Tchad méridional, 1927 à 1930) », *Journal des africanistes*, n°89, 2019, p. 33.
[46] BAH THIERNO (M.), *op. cit.,* p. 146.
[47] SEIGNOBOS (C.), *op. cit*., p. 33.
[48] SECONDY (P.) *Fabrication d'un collabo. Le cas de JosephLaporte, 1892-1944*, Paris CNRS, (Collection Nationalisme et guerres mondiales), 2019, p. 73.

Karnou était basé sur la contestation contre l'ordre colonial qui est un pouvoir étranger jugé illégitime.

Le combat de Karnou ne correspond pas au modèle classique des résistances et luttes contre l'occupation coloniale comme celles des syndicalistes et des intellectuels des milieux urbains du Cameroun, notamment Ruben Um Nyobè, Félix-Roland Moumié et Ernest Ouandié, tous leaders de l'UPC. La guerre du *Kongo-wara*, qualifiée de mystico-religieuse a été initiée dans un petit village de l'Oubangui-Chari. Très spontanée, localisée et populaire, les combattants étaient armés d'armes blanches comptaient sur la protection spirituelle promise par le leader Karnou. La lutte a fusionné des croyances locales traditionnelles avec des éléments ésotériques, ce qui a poussé l'administration coloniale à qualifier ses adeptes de « sorciers » pour discréditer la rébellion.[49] La guerre de *Kongo-wara* s'appuyait donc sur les fondements spirituels pour protéger les colonisés contre les abus et l'exploitation coloniale ; une méthode très marginalisée et qualifiée de mysticisme, de thaumaturgie ou de sorcellerie noire pour décrédibiliser la lutte et le message du leader. Cette catégorisation avait pour effet de déplacer l'interprétation du conflit du registre politique vers celui de l'irrationalité, de la superstition ou du désordre.

B- L'éloignement des centres administratifs et les catégories coloniales de description de la guerre de *Kongo-wara*

La guerre de *Kongo-wara* qui s'est structurée chez les Gbaya autour d'un double terreau (culturel et cultuel) était géographiquement éloignée des capitales politiques coloniales du Cameroun, lieux de prise de décisions, puis minimisée par les autorités coloniales. À cela, s'ajoutent la diabolisation des meneurs et le déni des véritables causes du mouvement. En outre, la guerre de *Kongo-wara* s'est muée en un mouvement communautaire en ralliant d'autres peuples apparentés de la région à l'instar des Laka, des Mboum, etc. Ces peuples ont en commun le Labi, un rite initiatique majeur qui est perçu comme une école de vie qui marque le passage entre l'enfance et la vie adulte et qui structure l'identité.[50] Ce rite initiatique aurait servi puissant lien culturel pour mobiliser les masses lors de la guerre de *Kongo-wara*. Considérée comme cadre organisationnel et spirituel, les sources suggèrent que Karnou aurait mobilisé le *Labi* pour faire rallier les autres peuples et transformer la guerre du *Kongo-wara*, initialement déclenchée à Nahing en un mouvement de masse pour deux raisons : premièrement, le *Labi* prône la solidarité inter-ethnique, ce qui a permis à Karnou de transcender les divisions locales pour unir les peuples. En

[49] SECONDY (P.), *op. cit*., p. 82.
[50] NINGA (S.), « Le "labi" rite d'initiation des Gbaya », in ADALA (H.) & BOUTRAIS (J.), (éd.) *Peuples et cultures de l'Adamaoua (Cameroun),* Paris, ORSTOM ; Ngaoundéré-Anthropos*)*, 1993, pp. 181-186.

second lieu, les initiés du Labi utilisent un langage et des symboles secrets[51] lesquels ont permis aux combattants de communiquer facilement.

De manière succincte, bien que la guerre de *Kongo-wara* ait transcendé le cadre ethnique en fédérant plusieurs peuples dans l'AEF notamment des groupes et communautés gbaya, laka, mboum et dii sont mentionnés dans les sources comme ayant participé, à des degrés variables et selon des espaces différents, à la mobilisation. Cette participation ne saurait toutefois être interprétée comme une adhésion uniforme de l'ensemble de ces populations. Le mouvement s'est concentré dans la Haute-Sangha (Oubangui-Chari, actuel RCA), à l'est du Cameroun précisément (Bertoua, Batouri) et dans le Mbéré (Meiganga, Lokoti, Djohong, Pangara, Mboula). Ces zones étaient non seulement très éloignées des capitales politiques de l'administration coloniale comme Yaoundé ou Douala, mais aussi séparées par de vastes forêts. L'éloignement géographique du mouvement par rapport aux centres de décision coloniale constitue donc un élément à prendre en compte dans l'analyse de sa perception initiale par l'administration. Bien plus, il faut noter qu'au début, le mouvement lancé par Karnou depuis Nahing contre l'ordre colonial dans l'Oubangui-Chari était minimisé par les administrateurs coloniaux français. D'ailleurs, le Lieutenant Leroux qualifiait la guerre de *Kongo-wara* comme de simples troubles ou de « crises de folie passagère »,[52] négligeant l'allure politique et organisationnelle de la crise. Le mouvement était donc considéré comme un « petit soulèvement » ou une simple jacquerie localisée plutôt qu'une mobilisation anticoloniale d'ampleur régionale, sans projet national camerounais explicitement attesté par les sources disponibles. En plus de la minimisation, les autorités coloniales avaient procédé par diabolisation des meneurs du mouvement. Pour décrédibiliser la portée philosophique et politique de la guerre de *Kongo-wara*, les autorités coloniales qualifiaient Karnou, le leader et ses lieutenants de simples « féticheurs », de « charlatans » ou de « sorciers ».[53] Ils ont donc réduit ce conflit à des pratiques de « sorcellerie » ou à du charlatanisme et présenté les meneurs de « manipulées » ou de « sauvages », occultant par le fait les véritables causes de cette crise. Aussi, note-t-on que la presse et les rapports officiels coloniaux auraient escamoté le nombre de victimes et l'ampleur des combats qui se sont déroulés dans l'Oubangui-Chari, au Tchad et au Cameroun,

[51] BOYER (P.), « Les figures du savoir initiatique », *Journal des africanistes*, tome 50, fascicule 2, 1980, pp. 31-57.
[52] SECONDY (P.), *op. cit*., p. 78.
[53] BRUN (F.) et DUVERGER (M.-H.), « Centrafrique : La Françafrique au passé et au présent », 2014, disponible en ligne à l'adresse https://lanticapitaliste.org/index.php/opinions/international/centrafrique-la-francafrique-au-passe-et-au-present.

territoire qui n'était une colonie française, mais placé sous mandat de la SDN pour éviter le scandale politique.

C- Une guerre censurée par les pouvoirs publics et les hommes politiques

D'autres facteurs qui expliquent la marginalisation de la guerre de *Kongo-wara* résident dans la censure coloniale qui a insidieusement contribué à effacer ce mouvement de la mémoire collective et surtout dans la focalisation des pouvoirs publics, des hommes politiques et des intellectuels sur l'Union des Populations du Cameroun (UPC) et de ses figures. En outre, pour purger l'Afrique d'une part importante de son passé, on a très souvent procédé par l'écriture d'une « histoire officielle » expurgée des luttes nationalistes et des souvenirs jugés « dangereux ». Au Cameroun, la mémoire des guerres menées par la France dans le cadre de la colonisation a du mal à se transmettre. Il faut dire que la documentation coloniale a contribué à cadrer la guerre à travers des catégories administratives telles que « rébellion », « troubles », « agitation » ou « pacification ». Ces catégories ont influencé les modalités de description et de conservation de l'événement dans les archives coloniales. Il serait toutefois excessif d'en déduire, sans étude spécifique des politiques documentaires, l'existence d'une stratégie systématique visant à effacer la mémoire de tous les soulèvements anticoloniaux.

En réalité, comme le note si bien Patrick Dramé, la guerre de *Kongo-wara* portée par Karnou est réduite à des « troubles » ou des « opérations de pacification » dans l'historiographie officielle française.[54] Qualifiée de « guerre à huis clos », puisqu'officiellement rien ne s'est passé selon les autorités coloniales, la guerre de *Kongo-wara* a fait l'objet d'une censure coloniale stricte. Selon Jean-Pierre Tuquoi, à l'époque, les autorités coloniales avaient pris des mesures pour étouffer l'ampleur de ce conflit : le courrier était censuré, la presse métropolitaine était tenue dans l'ignorance presque totale des événements et de nombreux rapports militaires étaient dissimulés ou détruits.[55]

La guerre de *Kongo-wara* fait donc partie des conflits refoulés de l'historiographie coloniale. C'est une guerre qui avait été brutalement réprimée par les autorités coloniales françaises, lesquelles ont produit une documentation abondante mais largement inscrite dans leurs propres catégories administratives et militaires. Cette censure coloniale, combinée à une documentation presque exclusivement rédigée par les colonisateurs (vainqueurs) ont contribué à étouffer le souvenir de ce mouvement. Toutefois, cette censure ne doit pas être assimilée à une

[54] DRAMÉ (P.), « L'ordre et la civilisation au service de la guerre de pacification contre les populations bayas et panas de la Haute-Sangha et de l'Ouham-Pendé (1928-1930) », in DERUELLE (B.), *Quand l'histoire sert à faire la guerre,* Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, pp. 67-82.
[55] TUQUOI (J.-P), *Oubangui-Chari : le pays qui n'existait pas,* Paris, La Découverte, 2017.

disparition totale des traces documentaires, puisque quelques archives administratives et militaires conservent aujourd'hui un ensemble substantiel de documents relatifs au conflit. L'enjeu est donc moins celui d'une disparition matérielle de la documentation que celui de la manière dont les catégories coloniales ont contribué à cadrer l'événement comme une « rébellion », une « agitation » ou une opération de « pacification ».

Cette marginalisation semble également se manifester dans certains récits historiographiques camerounais. Une première lecture d'ouvrages généraux et de manuels d'histoire suggère une place limitée accordée à la guerre de *Kongo-wara*. Cette observation demeure toutefois exploratoire et ne saurait être transformée en conclusion générale sans un dépouillement systématique des différentes éditions, des programmes scolaires et des chapitres consacrés aux résistances anticoloniales. Il est donc plus prudent, à ce stade, de considérer la faible visibilité de la guerre de *Kongo-wara* dans certains récits nationaux comme une hypothèse de recherche. De même, l'idée selon laquelle les politiques mémorielles de l'État après l'indépendance auraient directement contribué à cette marginalisation nécessite une étude spécifique des discours officiels, des monuments, des commémorations, des programmes scolaires et des autres dispositifs de mémoire. Les éléments actuellement réunis permettent seulement d'identifier cette piste explicative, sans en établir définitivement la causalité.

Par ailleurs, dans les discours officiels, l'accent est mis sur les figures de la côte, du sud camerounais et sur la guerre d'indépendance, marginalisant les luttes de l'arrière-pays. Après l'indépendance, les politiques mémorielles du gouvernement d'Ahmadou Ahidjo dans l'élan de construction de l'unité nationale pourraient avoir contribué à marginaliser certaines résistances rurales au profit de quelques héros nationaux.[56] Cette hypothèse nécessite toutefois une étude systématique des politiques mémorielles et des dispositifs d'écriture de l'histoire sous Ahidjo.

L'histoire du nationalisme a très souvent été réduite, du moins dans la mémoire collective et autres récits officiels, à l'UPC et à ses figures emblématiques telles que Ruben Um Nyobè, Felix Roland Moumié, Ernest Ouandié, etc. Il est vrai qu'on ne peut pas nier le rôle central qu'a joué l'UPC dans la guerre d'indépendance du Cameroun au cours des années 1950. Ce parti a eu le mérite de structurer politiquement le nationalisme à la fin des années 1940. La centralité accordée à l'UPC dans de nombreux récits du nationalisme camerounais contribue à structurer une lecture principalement politique et partisane du nationalisme de l'après-Seconde Guerre mondiale. [57]

[56] TIÈMENI (S.), « Mémoire nationaliste versus mémoire colonialiste », *Socio-anthropologie*, n° 37, 2018, pp. 123-135.

[57] HONGLA HAMOS (J.), «Le mouvement nationaliste au Cameroun. Les origines sociales de l'UPC », *Revue française d'histoire d'outre-mer*, tome 75, n°281, 1988, pp. 496-497.

Cette orientation peut rendre moins visibles des mobilisations anticoloniales plus anciennes, rurales ou transfrontalières, sans qu'il soit possible d'en déduire à elle seule une volonté d'effacement de la guerre de *Kongo-wara.*

D- Les limites de la mobilisation mémorielle gbaya autour de Karnou : acteurs, associations et controverses

Selon une célèbre maxime du proverbe africain rapporté par Sandra Swart, « tant que les lions n'auront pas leurs propres historiens, l'histoire de la chasse glorifiera toujours le chasseur ».[58] Cette maxime qui illustre comment le récit du passé est souvent monopolisé par les dominants pour légitimer leur pouvoir et effacer les perspectives des vaincus, trouve écho chez les gbaya. En outre, l'historiographie coloniale sur l'Afrique a été produite pour justifier l'impérialisme, la conquête et « la mission civilisatrice », qui serait le « fardeau de l'homme blanc ». Cet instrument majeur de domination a systématiquement décrédibilisé les résistants en les qualifiant d' « agitateurs », de « terroristes », ou de « manipulés » dans le but de délégitimer leurs revendications ou leurs luttes et de masquer la violence du système colonial.[59] Pour rejeter les récits coloniaux européocentriques qui ont minimisé ou déformé les luttes de résistances africaines en les qualifiant de « rebellions » ou de « sauvagerie », les grands courants intellectuels et historiographiques africains comme l'école historique d'Ibadan et celle de Dakar lançaient un appel aux Africains pour qu'ils s'approprient et écrivent eux-mêmes leur histoire. Dans cet élan, certains intellectuelles, élites politiques et traditionnelles ont joué un rôle important pour déconstruire le discours colonial, valoriser les résistances anticoloniales et réhabiliter la mémoire des héros.

La comparaison avec les processus de patrimonialisation de figures telles que Chaka[60] ou Modibo Adama[61] montre, à titre heuristique, que la production historiographique peut jouer un rôle important dans la stabilisation d'une mémoire historique. Les organisations communautaires et les dispositifs commémoratifs participent également à la construction et à la transmission de la mémoire historique. Le *Tabital Pulaaku International* organise très souvent à Yola, au Nigeria, des colloques et manifestations culturelles consacrés à la mémoire de Modibo Adama, contribuant ainsi à sa valorisation et à sa transmission intergénérationnelle. Pour ce qui de la guerre de *Kongo-*

[58] SWART (S.), *The Lion's Historian: Africa's Animal Past*, Jacana, Johannesburg, 2023.
[59] BLANCHARD (E.) et GLASMAN (J.), «Introduction générale. Le maintien de l'ordre dans l'empire français : une historiographie émergente », in BAT (J.-P.) et COURTIN (N.) (dir.), *Maintenir l'ordre colonial. Afrique et Madagascar. XIXe –XXe siècles,* Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012.
[60] Cf. LANGALIBALELE DUBE (J.)*, Insila kaShaka*, Mariannhill, Mission Press, *1971 ou* MAZISI (K.), *Emperor Shaka the Great,* Nairobi, East African Educational Publishers, 1978.
[61] HAMADOU (A.), et BAH THIERNO (M.), *Un manuscrit arabe sur l'histoire du Royaume de Kontcha dans le Nord-Cameroun (XIXè - XXè siècle),* Rabat, Institut des Études Africaines, Université Mohamed V, 2001.

wara, on note une relative marginalisation de la mémoire karnouiste dans les initiatives du MOÏNAM (Mouvement d'Intégration et d'Assistance Mutuelle), la principale association socioculturelle de la communauté gbaya au Cameroun. Les entretiens réalisés dans le cadre de cette étude font apparaître, chez certains interlocuteurs, le constat d'une insuffisance des structures spécifiquement consacrées à l'inventaire, à la documentation et à la transmission du patrimoine historique gbaya.

En outre, les témoignages recueillis en 2025-2026 auprès des élites gbaya ne permettent pas d'établir directement les faits de 1928-1931, mais ils sont mobilisés ici pour saisir les formes contemporaines de connaissance, de transmission, d'interprétation et de patrimonialisation de la mémoire de Karnou. Elias Banèssé estime pour sa part qu'

> il n'existe aucun réseau de spécialistes chargés d'assurer la conservation des traditions, des généalogies ou des grands moments d'histoire des gbaya, comme on peut observer chez les Bamoun, les Bamiéké ou les Béti où de nombreux travaux ont été commis pour préserver et transmettre la mémoire collective.[62]

Interrogé sur cette question, Wilfried Derick Doko, secrétaire général du Be-MOINAM, l'organe chargé de la jeunesse, relevait les principales raisons qui expliquent le faible engagement de cette association dans la transmission et la valorisation de l'histoire de Karnou et de la guerre du *Kongo-wara* en ces termes :

> Les orientations du MOINAM semblent avoir davantage privilégié les fonctions d'intégration, de représentation communautaire et de mobilisation culturelle que la production d'un programme structuré de recherche historique. Par ailleurs, ses orientations restent fortement influencées par des pratiques et références traditionnelles, ce qui limite l'émergence d'initiatives de réhabilitation historique. Ensuite, le MOINAM est un espace de promotion sociale et politique, où la question de la transmission de l'histoire des héros n'apparaît toujours pas comme une priorité institutionnelle. Enfin, on note réticence des élites gbaya à s'engager véritablement dans des projets mémoriels susceptibles de raviver des rivalités internes ou de modifier certains équilibres d'influence.[63]

Ces observations corroborent avec l'analyse d'Elias Banèssé selon laquelle

> […] en dépit de l'aspect folklorique qui est d'ailleurs important pour la préservation de la culture matérielle, le MOINAM peine à assumer pleinement son rôle en ce qui concerne la valorisation du patrimoine historique gbaya. Cette situation trouve son explication dans le contexte de création de l'association et de ceux qui étaient à l'origine de l'initiative à savoir les fonctionnaires et les

[62] Entretien avec Elias Banèssé, Enseignant-chercheur, Ngaoundéré, 22 juillet 2026.
[63] Entretien avec Wilfried Derick Doko, secrétaire général du Be-MOÏNAM, Yaoundé, 21 août 2026.

élites politiques qui étaient plus préoccupés par les enjeux de représentation sociale que le projet de préservation de la mémoire collective. À cela s'ajoutent les ambitions égoïstes, les luttes de leadership, les rivalités internes. Tout ceci à contribué à reléguer l'élaboration d'un projet de recherche axé sur la valorisation du patrimoine historique gbaya.[64]

Ces propos qui mettent en exergue le décalage entre les priorités sociopolitiques du MOINAM et la problématique de préservation de la mémoire historique gbaya, méritent d'être nuancés tout de même, car les difficultés de la communauté à institutionnaliser la mémoire de Karnou ne signifient pas pour autant une absence totale d'intérêt pour ce patrimoine. À cet égard, un projet portant sur la réhabilitation des figures de l'histoire issues de la communauté gbaya avait été initié lors de la 5e édition du festival culturel, *Gbanga Moïnam*, organisé conjointement avec le 8e congrès à Bertoua en 2022. Cependant depuis cette date, sa mise en œuvre tarde encore à se concrétiser. Ce retard semble témoigner d'un faible engagement de l'association en faveur de ce projet pourtant important pour ce qui concerne la transmission de la mémoire collective.

La question de la reconnaissance de la guerre de *Kongo-wara* comme une mobilisation anticoloniale au Cameroun a souvent fait l'objet de débat dans le milieu intellectuel gbaya au Cameroun. En fait, alors que le *Top management* de l'Université de Ngaoundéré au Cameroun s'apprêtait à baptiser ses principaux amphithéâtres pour rendre hommage aux figures emblématiques de l'histoire du Cameroun et de la région de l'Adamaoua, le nom de Karnou, leader du mouvement *Kongo-wara* avait été choisi. Ce choix avait été diversement apprécié dans un forum de discussion WhatsApp gbaya. Les échanges observés dans ce forum numérique gbaya en 2026 dont les membres /participants sont estimés à plus des trois cent cinquante (350) personnes constituent un matériau complémentaire sur les controverses contemporaines relatives à la place de Karnou dans le récit historique camerounais. Ils ne sont pas utilisés ici comme preuve des événements de 1928-1931. Ce matériau ne saurait être assimilé à un échantillon représentatif de l'opinion gbaya. Il permet seulement d'observer certaines formes contemporaines de réception et de contestation autour de la figure de Karnou.

Pour les uns, la guerre de *Kongo-wara* qui a été initiée à Nahing dans l'Oubangui-Chari et qui s'est propagée au Cameroun doit être reconnue comme mouvement faisant partie des luttes nationalistes du Cameroun pour trois raisons : premièrement, cette guerre fut l'une des plus importantes insurrections anticoloniales de l'Afrique équatoriale française qui a embrasé l'Adamaoua et les confins orientaux du Cameroun français notamment le pays gbaya. Deuxièmement, le *Kongo-wara* symbolise le refus de l'oppression ou alors le refus des populations

[64] Entretien avec Elias Banèssé, Enseignant-chercheur, Ngaoundéré, 22 juillet 2026.

locales d'être enrôlées dans les travaux forcés notamment la construction du chemin de fer Congo-Océan, lequel devait servir les intérêts des colons. Troisièmement, le mouvement initié et dirigé par Karnou a, malgré les moyens traditionnels, ébranlé l'ordre colonial de l'époque qui avait pourtant une puissance de feu et montré une capacité d'organisation précoce.

Pour les autres, le mouvement que portait Karnou était à la fois une insurrection anticoloniale, mystique et transnationale. À l'inverse du nationalisme camerounais qui était structurée dès la fin des années 1940, le mouvement de *Kongo-wara* était guidé par un chef spirituel qui aspirait au retour à l'ordre ancestral. Aussi, ajoutent-ils que c'est insurrection initié dans l'Oubangui-Chari qui concernait peu le Cameroun. Les populations de cette colonie française luttaient contre les violences matérielles et immédiates notamment les travaux forcés, les abus des compagnies concessionnaires, le portage, etc. et non pour l'émancipation politique et la souveraineté du Cameroun. Pour eux, le véritable nationalisme camerounais s'est structuré à travers les syndicats et les partis politiques comme l'UPC à partir de 1948. Cette seconde lecture privilégie donc une définition stricte du nationalisme, centrée sur la construction d'une souveraineté nationale et sur les organisations politiques constituées après la Seconde Guerre mondiale. Elle conduit à distinguer la mobilisation de Karnou des formes de nationalisme politique incarnées ultérieurement par l'UPC. Aussi, faut-il noter que cette perception procèderait d'une méconnaissance des réalités historiques antérieures aux découpages coloniaux. En réalité, au déclenchement de la Guerre de *Kongo-wara*, les populations gbaya formaient un même espace historique et culturel en dépit des frontières coloniales. L'attribution exclusive de la mémoire de Karnou à la République centrafricaine aurait contribué à l'efface progressive de cette figure dans la mémoire des Gbaya du Cameroun. : Selon un informateur qui a demandé à rester anonyme :

> le faible investissement du MOÏNAM s'explique notamment par trois raisons principales : la première est relative à l'existence des récits divergents sur Karnou ; la deuxième relève du fait que l'association ne souhaite pas cautionner les informations qui ne sont pas suffisamment vérifiée et en fin, il y a un manque des ressources humaines, financières et matérielles nécessaire pour mener des recherches approfondies.[65]

Il conviendrait donc de s'interroger sur l'ancrage institutionnel du MOINAM ainsi que sur les moyens dont il dispose pour porter efficacement cette question auprès des pouvoirs publics et des organisations internationales. Cependant, l'explication de cet informateur qui permet, certes, de comprendre la diversité d'interprétations sur Karnou demeure partielle. En effet, l'absence de consensus historique, des moyens et d'autres contraintes évoquées ne saurait empêcher les

[65] Entretien avec un informateur ayant demandé l'anonymat, Yaoundé 23 juillet 2026.

initiatives de collecte, de conservation ou de diffusion de la mémoire collective, l'organisation des rencontres ou de commémorations. Cette nécessité de dépasser les seules difficultés institutionnelles est également soulignée par Pierre Hervé Madougou, qui insiste sur la valorisation des recherches déjà réalisées :

> Je pense qu'il faut multiplier ce type de travaux. Mais il faut surtout parvenir à capitaliser les recherches qui sont déjà réalisées. Il ne suffit pas de produire des travaux universitaires : il faut également les transformer en actions de plaidoyer et de lobbying afin de faire connaître et reconnaître cet héritage. Par exemple, certaines organisations disposent déjà d'un ancrage auprès du ministère des Affaires sociales et peuvent également avoir des canaux de communication avec des institutions internationales, notamment l'UNESCO et les Nations unies.[66]

Ce témoignage met ainsi en évidence la nécessité de relier la production scientifique aux actions concrètes de valorisation et de reconnaissance de la mémoire de Karnou.

En clair, le faible investissement mémoriel des élites intellectuelles et associatives gbaya se manifeste notamment par la faiblesse de la production scientifique, l'absence d'un projet de recherche historique consacré aux Gbaya, les insuffisances de la transmission familiale, les effets des frontières héritées de la colonisation sur les représentations historiques, les divergences d'interprétations ainsi que le faible investissement du MOÏNAM dans la sauvegarde de la mémoire collective.

Conclusion

En définitive, la guerre de *Kongo-Wara* apparaît, à partir des sources mobilisées, comme une importante mobilisation anticoloniale développée entre 1928 et 1931 dans un espace transfrontalier reliant l'Oubangui-Chari, le Cameroun sous mandat français et les régions voisines. Son déclenchement s'inscrit dans un contexte de prélèvements fiscaux, de recrutement de main-d'œuvre, de travaux forcés et de remise en cause des autonomies locales. La mobilisation conduite autour de Karnou a progressivement dépassé son foyer initial et atteint plusieurs territoires aujourd'hui camerounais. La réponse militaire et administrative française, puis la poursuite de la répression au-delà de la phase principale de l'insurrection, témoignent de l'importance accordée par les autorités coloniales au contrôle de ces espaces.

L'analyse conduit toutefois à distinguer trois propositions qui ne sauraient être confondues. Premièrement, le caractère anticolonial de la guerre de *Kongo-wara* est fortement documenté par les revendications, les pratiques de désobéissance, les attaques contre les représentants de

[66] Entretien avec Pierre Hervé Madougou, Vice-Président département du MOÏNAM-Mbere et acteur de la société civile, Meiganga, 25 juillet 2026.

l'administration et les réponses militaires coloniales. Deuxièmement, l'extension du mouvement dans l'est et le nord-est du Cameroun permet de l'intégrer à l'histoire politique des territoires qui composent aujourd'hui le Cameroun, même si son foyer initial se situe dans l'Oubangui-Chari et si sa dynamique demeure transfrontalière. Troisièmement, sa qualification comme « nationalisme camerounais » au sens strict doit être maniée avec prudence. Les sources disponibles ne permettent pas d'attribuer à Karnou un projet explicite de construction d'un État camerounais indépendant comparable à celui porté ultérieurement par les organisations nationalistes de l'après-Seconde Guerre mondiale. Il paraît dès lors plus clair de considérer la guerre de *Kongo-wara* comme une mobilisation anticoloniale précoce qui participe à l'histoire longue des contestations de la domination étrangère en Afrique centrale et qui constitue, pour les territoires devenus Cameroun, un antécédent de l'histoire des mobilisations politiques. L'intérêt de cette relecture ne consiste donc pas à remplacer le récit centré sur l'UPC par un autre récit héroïque centré sur Karnou, mais à élargir l'histoire du politique en intégrant des formes rurales, communautaires, religieuses et transfrontalières de contestation.

La marginalisation de la guerre de *Kongo-wara* dans certains récits du nationalisme camerounais semble, pour sa part, tenir à la combinaison de plusieurs facteurs : la nature transfrontalière du mouvement, difficile à intégrer dans un récit national construit à partir des frontières postcoloniales ; son langage religieux et initiatique, souvent réduit dans les sources coloniales à la « sorcellerie » ou au « mysticisme » ; son implantation principalement rurale, éloignée des principaux centres politiques ; et la place progressivement occupée par les organisations partisanes et syndicales, notamment l'UPC, dans les récits du nationalisme camerounais. Ces facteurs doivent toutefois être distingués des hypothèses relatives aux politiques mémorielles de l'État et à l'investissement des élites gbaya, qui nécessitent encore des enquêtes documentaires plus poussées. L'enjeu n'est donc pas de substituer un héros à d'autres dans la mémoire nationale, mais de réinscrire la guerre de *Kongo-wara* dans une histoire plurielle des résistances et des mobilisations politiques. Une telle démarche permet de reconnaître la portée historique de l'expérience karnouiste sans lui attribuer rétrospectivement un programme national qui n'est pas attesté par les sources.

Entre quête de reconnaissance institutionnelle et calculs rationnels : les ressorts motivationnels de l'action des réseaux parlementaires camerounais

Between the quest for institutional recognition and rational calculations: the motivational drivers behind the actions of Cameroonian parliamentary networks

Par:

NTSAMA BEKOLO Samuel Nathanaël

Doctorant à l'Université de Yaoundé II SOA

Faculté des Sciences Juridiques et Politiques

ntsamasamuel@gmail.com

Résumé :

Pourquoi des parlementaires déjà dotés d'un mandat représentatif choisissent-ils d'investir un espace organisationnel supplémentaire, non prévu par le droit parlementaire ? Cet article interroge les motivations de l'engagement dans les réseaux parlementaires camerounais (REPAR-CEFDHAC, REJE, REP-COD, REPPAS) à partir d'une double logique non exclusive : une logique de reconnaissance institutionnelle, par laquelle le réseau s'affirme comme acteur légitime du jeu politique, et une logique de rationalité individuelle, par laquelle chaque parlementaire calcule les bénéfices de carrière, matériels et symboliques, qu'il peut tirer de son engagement. En mobilisant la théorie néo-institutionnaliste de la légitimité organisationnelle, l'interactionnisme stratégique et la théorie du choix rationnel, et en s'appuyant sur quatre trajectoires contrastées de coordonnateurs de réseaux, nous montrons que reconnaissance collective et bénéfices individuels ne sont pas deux ordres d'explication concurrents mais les deux faces d'une même dynamique cumulative.

Mots-clés : réseaux parlementaires, légitimité organisationnelle, choix rationnel, Cameroun, néo-institutionnalisme.

Abstract:

Why do members of parliament already holding a representative mandate choose to invest in an additional organizational space, one not provided for by parliamentary law? This article examines the motivations behind engagement in Cameroonian thematic parliamentary networks (REPAR-CEFDHAC, REJE, REP-COD, REPPAS) through a dual, non-exclusive logic: an institutional recognition-seeking logic, through which the network asserts itself as a legitimate actor in the political game, and an individual rationality logic, through which each member of parliament calculates the career, material and symbolic benefits derivable from engagement. Drawing on neo-institutionalist theories of organizational legitimacy, strategic interactionism, and rational choice theory, and on four contrasting trajectories of network coordinators, we show that collective recognition and individual benefits are not competing explanations but two faces of the same cumulative dynamic.

Keywords: parliamentary networks, organizational legitimacy, rational choice, Cameroon, neo-institutionalism

Introduction

L'analyse des réseaux parlementaires camerounais ne saurait s'arrêter à l'inventaire de leurs actions à l'intérieur et à l'extérieur de l'hémicycle. Elle doit remonter aux ressorts qui poussent des élus, déjà dotés d'un mandat représentatif, à investir un espace organisationnel supplémentaire et non prévu par le droit parlementaire stricto sensu. Cette question est d'autant plus pressante que le Cameroun compte, à ce jour, une trentaine de réseaux parlementaires, dont la prolifération interroge tant les observateurs que les praticiens sur leur utilité réelle face aux commissions permanentes déjà chargées de l'examen technique des textes. Ainsi, qu'entend-on par réseaux parlementaires ?

D'entrée de jeu, il convient de noter que la notion de « réseaux parlementaire » n'a fait l'objet d'aucune définition doctrinale. Si comme le pense Pierre MUSSO, le terme de réseau est d'une polysémie et d'une plasticité fortes[1], il est donc indispensable et fondamental d'en préciser le sens. En effet, la notion de réseau a fait l'objet d'une multitude de définitions, celles-ci variant d'un auteur à l'autre et selon les domaines. Etymologiquement, le terme *« réseau »* vient du mot latin *« retiolus »* qui signifie *petit filet* diminutif de « *retis »* qui signifie *filet*. Il s'agit dans les différents domaines techniques *« d'un ensemble de nœuds (ou pôles) reliés entre eux par des liens (ou canaux) afin d'échanger des informations, de partager des ressources, de transporter de la matière ou de l'énergie »*[2]. Dans le langage courant, l'usage de la notion de *« réseau »* est fait pour désigner des ensembles complexes de relations entre personnes. Mais cette conception bien qu'étant nécessaire pour la compréhension de ladite notion, ne constitue pas celle qui est adéquate pour cette étude, d'où la nécessité de préciser les divers sens que revêt le concept selon les domaines scientifiques[3]. Aussi, dans les années 1970, le terme « réseau » a commencé à être employé pour désigner *« les formes d'organisation qui permettent à des acteurs d'être tous reliés entre eux, directement ou indirectement »*[4].

Si l'intérêt porté aux réseaux par les politologues date des années 1970, c'est notamment à partir des années 1980 avec l'étude des réseaux dits de politique publique ou *« policy networks »*[5]

[1] MUSSO (Pierre), *Critique des réseaux*, Paris, PUF, 2003,384 pages.
[2] « Toupictionnaire », le *dictionnaire de politique, in* www.toupie.org consulté le 12 Mars 2022 à 10h20 min.
[3] Il convient de signaler que le terme est aussi utilisé de façon plus spécifique pour nommer un type de structure relationnelle particulier, dont la définition est variable selon les chercheurs.
[4] LEMIEUX (Vincent), « Réseaux et science politique », *Globe*, *Revue internationale d'études québécoises*, Vol.7, n°1, 2004, p.1, *in* https://id.erudit.org/iderudit/1000829ar consulté le 12 Octobre 2021 à 2h30 min.
[5] LEMIEUX (Vincent), « Réseaux et science politique », *in Globe Revue internationale d'études québécoises,* vol 7, n°1,2004, pp. 27–41 https://doi.org/10.7202/1000829ar

que la notion de réseau va se rependre en science politique.[6] Cette apparition s'inscrit dans un contexte général de la multiplication des acteurs considérés comme légitimes à participer à l'action publique. Autrement dit, l'émergence de la notion de réseau de politiques publiques au sein de la boîte à outils de l'analyse des politiques publiques est tributaire des problématiques autour des enjeux de coordination dans l'action publique et des conditions de participation d'acteurs qui relèvent à la fois du privé et du public[7]. En effet, la notion de « réseau » dans l'analyse des politiques publiques a eu du succès en mettant en évidence des acteurs pluriels impliqués dans la production des biens publics[8]. La notion de réseau s'inscrit dans un débat classique composant de l'analyse des politiques publiques qui oppose néocorporatisme et pluralisme[9]. En tant qu'outil analytique ou paradigme, le terme "réseaux" fait donc référence à des espaces intermédiaires, des lieux au sein desquels se construit l'action publique[10]. De ce fait, il permet d'ouvrir la brèche à une sociologie des pouvoirs publics en interaction afin d'outrepasser des analyses qui mettaient les services de l'État au centre et qui livraient une vision relativement désincarnée de l'action publique, chosifiant la puissance publique.[11]

Par ailleurs, beaucoup de chercheurs ont considéré les réseaux comme une réalité concrète et une pratique sociale. Il s'agissait d'attacher de l'importance à la forme réseau non plus comme une catégorie d'analyse mais comme une catégorie d'action. A ce titre, l'on note une multitude de terrain d'enquêtes. Tout d'abord, les réseaux renvoient à des infrastructures techniques organisant les territoires[12] . Ensuite les réseaux peuvent réunir des institutions autour d'intérêts territoriaux et/ou sectoriels[13].Enfin, les réseaux peuvent également recouvrir une dimension professionnelle en

---

[6] L'analyse des réseaux de politiques publiques *« policy networks »,* développée d'abord aux Etats-Unis puis largement diffusée dans la littérature internationale, a donné lieu a toute une série de déclinaisons, *policy community, issue network, iron triangle, advocacy coalition* ou encore *epistemic community*.

[7] LE NAOUR (Gwenola), *Op. Cit*.,p.1.

[8] En d'autres termes, l'approche par les réseaux cherche à analyser la participation de groupes multiples aux politiques publiques. Il convient de relever par ailleurs que l'élargissement du cercle des participants n'est pas synonyme d'égalité entre eux, mais repose sur des asymétries de ressources entre les différents protagonistes.

[9] LE NAOUR (Gwenola), *Idem.* Il s'agit d'un débat débat qui renvoie à deux interrogations majeures : 1. Qui est autorisé à participer à une politique publique ? 2. Les décisions prises sont-elles démocratiques ?

[10] LE NAOUR (Gwenola), *Op. Cit*., p.3.

[11] L'une des contributions des "réseaux d'action publique" est de mettre en avant la dimension collective et interactive des processus décisionnels. Une nouvelle façon de concevoir la place des pouvoirs publics va en découler. Ceux-ci n'ont pas a priori une place centrale, voire peuvent être relégués au rang d'acteurs secondaires. L'on pourrait donc déduire que les réseaux sont donc également les résultantes de ce constat d'un effacement relatif des autorités publiques et de l'importance prise par des espaces intermédiaires dans la structuration de l'action publique.

[12] OFFNER (Jean-Marc), PUMAIN (Denise) (dir.), *Réseaux et territoire, significations croisées,* Paris, Éditions de l'Aube, 1996 ; LORRAIN (Dominique), MARCHAIS-ROUBELAT (Anne), "Retour sur la dé-régulation des réseaux techniques, 1985- 2001", *Flux,* 44-45, septembre 2001, pp. 4-7.

[13] Il s'agit des « Réseaux de ville » créés par la DATAR au début des années 1990, les réseaux regroupant des villes européennes : Eurocités et Euromed, le Forum européen pour la sécurité urbaine.

réunissant des acteurs économiques[14], ou encore des praticiens[15]. Que nous soyons dans l'un ou l'autre des cas précédemment évoqués, les objectifs dévoilés sont souvent identiques à savoir échanger des informations et des expériences, promouvoir des solutions et des revendications, défendre des intérêts et des identités, produire de l'expertise et des connaissances. C'est ce qui conduit donc Gwenola LE NAOUR à définir les réseaux comme *« des modes d'organisation et de relation entre les acteurs pour favoriser des rapports horizontaux reposant sur la diffusion des connaissances et des instruments qui en découlent »*[16]. Les analystes de cette tendance vont donc interroger la capacité des "réseaux" à faire circuler non seulement des individus, mais aussi des recettes d'action publique. Sur cette base, les recherches font le plaidoyer d'une conception incarnée et concrète des circulations de politiques publiques en scrutant des lieux, des acteurs, des dispositifs tissant des toiles de relations[17]. Ce qui pousse Renaud PAYRE à affirmer que *« la circulation des informations met en relation des acteurs, mais contribue également à faire émerger des positions collectives et des solutions »*[18]. Ainsi, le réseau sert de canal de propagation des ressources cognitives et conatives autrement des ressources pour connaitre et agir. La notion de réseau a également été mobilisée en science politique comme grille d'analyse du pouvoir[19] au sein des sociétés modernes. De prime à bord, il convient de rappeler que Michel FOUCAULT souligne dans son article *« Comment le pouvoir s'exerce-t-il ? »*[20], que le pouvoir s'inscrit dans l'ordre de la relation et que, loin d'être un principe monolithique à traquer dans les institutions traditionnellement perçues comme détentrices de son monopole légitime, le pouvoir intervient à tous les niveaux des appareils sociaux : « On s'expose en analysant les relations de pouvoir à partir des institutions, à chercher dans celles-ci l'explication et l'origine de celles-là, c'est-à-dire en somme à expliquer le pouvoir par le pouvoir »[21]. Ainsi, s'intéresser aux rapports entre réseaux et pouvoirs conduit à la fois à s'interroger sur les formes de pouvoirs qui sont engendrées par les

[14] l'UNICE, l'Union of industrial and employers confederations of Europe ou le CEFIC, European Chemical Industry Council), associatifs (réseau européen de réduction des risques liés à l'usage de drogues : European Harm Reduction Network – EuroHRN.

[15] Inter-réseau des professionnels du développement social urbain.

[16] LE NAOUR (Gwenola), *Op. Cit*., p.4

[17] SAUNIER (Pierre-Yves), "La toile municipale aux XIX° et XX° siècles : un panorama transnational vu d'Europe", *Revue d'Histoire Urbaine*, vol. XXXIV, n°2, 2006, pp.163-176.

[18] PAYRE (Renaud), *La science communale ? Réseaux réformateurs et municipalité providence*, Paris, éditions du CNRS, 2007.

[19] BOCHER (Héloïse), TAMIATTO (Jérémie), TIGNOLET (Claire) & TRONCHET (Guillaume), "Réseaux et pouvoir : Logiques de l'informel", *Hypothèses*, vol.14, n°1, 235-246. https://doi.org/10.3917/hyp.101.0235 consulté le 27 Octobre 2023.

[20]FOUCAULT (Michel), « Deux essais sur le sujet et le pouvoir. II, Le pouvoir, comment s'exerce-t-il ? », dans H.L. Dreyfus et P. Rabinow, *Michel Foucault. Un parcours philosophique. Au-delà de l'objectivité et de la subjectivité*, Paris, 1984, p. 308-321, ici p. 317-318 (1re éd. 1982).

[21] *Ibid*., p. 315.

réseaux et sur le rôle des réseaux dans l'établissement et le maintien d'un pouvoir[22] d'une part, et de dépasser l'approche classique d'une société fragmentée selon des corps sociaux, des statuts, des fonctions[23]. Un réseau en science politique ou réseau politique est donc ici entendu selon LAGROYE *« comme un système de relations traversant en quelque sorte divers secteurs de la vie sociale (politique, sociale, économique, culturel, administratif etc.) et liant durablement ses membres par l'intérêt commun qu'ils trouvent à s'épauler mutuellement dans l'action politique…C'est par exemple le réseau un notable local peut mobiliser son profit il est candidat au conseil général de son département »*[24]. Alain DEGENNE et Michel FORSE vont également mobiliser la notion de réseau pour développer la thématique du capital social.[25] Pour se faire, les auteurs vont orienter leur pensée dans une perspective duale[26].

La notion de réseau parlementaire emprunte le plus souvent à la représentation que les acteurs eux-mêmes se font du concept voir de l'institution. Pour le député sénégalais Famara SARR, les réseaux parlementaires sont des *« outils opérationnels aptes à faciliter la prise en charge en temps réels des problèmes sur lesquels les Députés sont interpellés »*[27]. Cette définition a le mérite de conceptualiser les réseaux parlementaires dans l'exercice ou la mise en œuvre de l'action publique, mais la mention *« sur lesquels les Députés sont interpellés »* a une connotation restrictive. D'une part, elle sous-entend une conception des réseaux parlementaires comme étant composés uniquement des députés pourtant les parlementaires sont à la fois les députés et les sénateurs. D'autre part, elle exclut toute initiative propre des parlementaires.

Par ailleurs, le député camerounais Joshua OSIH conçoit le réseau parlementaire comme *« une association de parlementaires ou un groupe de lobby qui se préoccupent ou défendent une cause commune ».*[28] Cette définition, plus extensive présente deux avantages. Premièrement, elle est plus inclusive et permet la prise en compte des deux acteurs qui composent les réseaux parlementaires à savoir les députés et les sénateurs. Deuxièmement, elle permet une assimilation

[22]JOUANNA (Arlette), « Réseaux et pouvoirs : les orientations actuelles de la recherche française et anglo-saxonne », dans *Familles, pouvoirs, solidarités. Domaines méditerranéens et hispano-américains*, BARBAZZA (Marie-Catherine) et HEUSCH (Carlos) dir., Montpellier, 2002, pp. 9-16.
[23]BOCHER (Héloïse), TAMIATTO (Jérémie), TIGNOLET (Claire) & TRONCHET (Guillaume),, *idem.*
[24] LAGROYE (Jacques), *Op. Cit.,*p. 198.
[25] DEGENNE (Alain) et FORSE (Michel), *Les réseaux sociaux une analyse structurale en sociologie*, Paris Colin ,1994, pp.135-136.
[26] Celle de Thomas Hobbes « avoir des amis c'est avoir du pouvoir » et de Max Weber les trois types de ressources dont dispose l'individu sont l'économique, le symbolique et le politique.
[27] MBAYE (Sidy), « Audit et fonctionnement des Réseaux Parlementaires », République du Sénégal Assemblée Nationale, mai 2007, p.6 (Rappelant les propos du Député Famara SARR lors des journées de réflexion sur le sujet).
[28] Il s'agit d'une définition donnée par l'acteur parlementaire lors de notre entretien.

ou mise en relief avec le concept de lobby. Ainsi, elle permet de mieux penser l'influence ou la contribution des réseaux parlementaires au processus décisionnel.

Par réseaux parlementaires, nous entendons des structures institutionnellement créées dans l'exercice de la fonction parlementaire ou au sein du Parlement camerounais, à composition transpartisane, à vocation sectorielle thématique, qui développent des pratiques formelles et informelles d'influence sur les politiques sectorielles de leur domaine de compétence. Cette définition retient quatre traits distinctifs à savoir l'ancrage institutionnel, le transpartisanisme, la spécialisation sectorielle et l'hybridité des modes d'action qui la distinguent aussi bien du groupe parlementaire, adossé à une appartenance partisane et doté d'un statut officiel, que du simple groupe d'intérêt externe au Parlement.

En outre, par ressorts motivationnels ou motivations, nous entendons l'ensemble des raisons collectives et individuelles, explicites et latentes qui poussent un acteur à s'engager dans une action ou une structure donnée, et qui rendent cet engagement intelligible au regard de ses intérêts, de ses ressources et de sa position dans le champ où il évolue. Appliquée aux réseaux parlementaires, cette notion recouvre ici deux niveaux distincts mais articulés : les motivations de l'organisation elle-même, entendue comme cherchant à s'affirmer et à se faire reconnaître en tant qu'acteur légitime du jeu politique, et les motivations des parlementaires qui l'animent, entendues comme le calcul des bénéfices de carrière, matériels et symboliques que chacun peut retirer de son engagement.

Cette double définition conduit à se demander *pourquoi des parlementaires déjà dotés d'un mandat représentatif choisissent-ils d'investir un espace organisationnel supplémentaire, non prévu par le droit parlementaire ?* Pour répondre à cette interrogation, usage est fait dans l'article d'un cadre théorique tripartite, articulé à deux échelles d'analyse. À l'échelle organisationnelle, la théorie néo-institutionnaliste de la légitimité organisationnelle (Suchman ; DiMaggio et Powell) permet de rendre compte de la manière dont les réseaux construisent une légitimité parallèle à celle du Parlement et se disputent la reconnaissance dans le jeu politique. À l'échelle individuelle, la théorie du choix rationnel et la sociologie des capitaux (Olson ; Bourdieu) éclairent les calculs de carrière, de ressources et de notabilité qui sous-tendent l'engagement de chaque parlementaire. L'interactionnisme stratégique (Crozier et Friedberg), enfin, articule ces deux échelles en montrant comment les acteurs, individuels et collectifs, mobilisent leurs ressources et leurs marges de manœuvre respectives au sein d'un même système d'action. Outre les entretiens avec les coordonnateurs des réseaux parlementaires étudiés, cet article repose sur un corpus documentaire

secondaire (comptes rendus institutionnels, articles de presse, pages Facebook et sites web des réseaux étudiés).

L'idée défendue dans le présent article est que l'engagement dans les réseaux parlementaires procède d'une double logique, non exclusive l'une de l'autre. D'une part, une logique de reconnaissance institutionnelle, par laquelle le réseau cherche à s'affirmer comme acteur légitime du jeu politique (I). D'autre part, une logique de rationalité individuelle, par laquelle chaque parlementaire calcule les bénéfices de carrière, matériels et symboliques, qu'il peut tirer de son engagement (II). Ces deux niveaux d'analyse, macro-organisationnel et micro-individuel, ne s'opposent pas. Ils se combinent, le premier fournissant le cadre collectif dans lequel s'exercent les stratégies individuelles étudiées ensuite.

I- LES DYNAMIQUES DE RECONNAISSANCE ET DE LÉGITIMATION INSTITUTIONNELLE

Cette première section explore la manière dont les réseaux parlementaires camerounais, en tant qu'organisations collectives, cherchent à s'imposer comme des acteurs reconnus du système politique. Loin d'être de simples clubs informels d'élus partageant un centre d'intérêt commun, ils se comportent, dans leurs discours et leurs pratiques, comme des organisations en quête d'affirmation politique à part entière, sur deux registres complémentaires : d'une part, une aspiration à l'autonomisation institutionnelle, qui les pousse à se construire une légitimité propre dans un environnement saturé d'organisations concurrentes ; d'autre part, un besoin de visibilité institutionnelle, qui les conduit à déployer des stratégies de communication et à rechercher un ancrage relationnel durable auprès des autres institutions de l'État. Ces deux registres s'alimentent mutuellement dans une spirale cumulative : la capacité d'un réseau à se faire reconnaître comme un interlocuteur légitime dépend directement de sa capacité à se rendre visible auprès des décideurs et de l'opinion, tandis que cette visibilité, en retour, ne produit d'effets durables que si elle s'inscrit dans un processus plus large de reconnaissance institutionnelle, au sens développé par SUCHMAN[29].

1.1. La construction d'une légitimité parallèle au sein du Parlement

Les réseaux parlementaires camerounais ne se contentent pas d'exister. Ils cherchent activement à consolider leur ancrage institutionnel, dans un mouvement qui s'apparente à la recherche de ce que Mark SUCHMAN définit comme la légitimité cognitive et pragmatique d'une

[29]SUCHMAN (Mark C.), « Managing Legitimacy: Strategic and Institutional Approaches », *Academy of Management Review,* vol. 20, n° 3, 1995, pp. 571-611. L'auteur y démontre que la légitimité morale s'appuie sur des jugements normatifs universellement validés par le corps social, rendant l'organisation structurellement impérative et incontestée.

organisation, soit la perception, par son environnement, que ses actions sont désirables et appropriées au regard d'un système socialement construit de normes et de valeurs[30]. Le cas du REPAR-CEFDHAC illustre cette dynamique de manière exemplaire. En effet, le réseau met en avant comme étapes de sa montée en puissance institutionnelle, l'obtention d'une autorisation formelle d'exercer sur l'ensemble du territoire camerounais et la célébration de son vingtième anniversaire deux marqueurs qui traduisent une volonté explicite de se doter d'une légitimité durable, quasi institutionnelle, alors même que le réseau ne dispose d'aucune existence dans le règlement intérieur de l'Assemblée nationale.

Cette recherche de légitimité s'inscrit dans une temporalité longue. Le REPAR-CEFDHAC n'est pas né ex nihilo de la seule volonté de parlementaires camerounais. Il constitue la déclinaison nationale d'un dispositif régional, la Conférence sur les Écosystèmes de Forêts denses et humides d'Afrique Centrale (CEFDHAC), lancée dès 1996 à Brazzaville sous l'appellation de « Processus de Brazzaville », avant d'être formellement reconnue par les chefs d'État dans le traité instituant la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC) en 2005. Cette généalogie montre que la légitimité du REPAR camerounais procède d'un double mouvement de légitimation. Descendant, par adossement à un instrument juridique international reconnu par des chefs d'État. Et ascendant, par les efforts propres du réseau national pour se faire reconnaître au sein du parlement camerounais. Coordonné par l'honorable Jean Jacques ZAM, le REPAR a ainsi participé, au nom du Cameroun, aux travaux du 7e forum sous-régional de la CEFDHAC tenu à Kigali en novembre 2012, où il a présenté l'expérience des parlementaires camerounais, donnant à voir, devant une assemblée internationale, une légitimité que le réseau peine encore à faire pleinement reconnaître sur la scène nationale.

Cette stratégie n'est pas propre au REPAR-CEFDHAC. Elle traverse, à des degrés divers, l'ensemble des réseaux parlementaires camerounais, ce qui conduit à mobiliser la théorie néo-institutionnaliste de Paul DiMAGGIO et Walter POWELL sur l'isomorphisme organisationnel[31]. Selon ces auteurs, les organisations évoluant dans un même champ tendent, sous l'effet de pressions mimétiques, normatives ou coercitives, à adopter des structures et des pratiques similaires, non pas nécessairement parce que celles-ci sont les plus efficaces, mais parce qu'elles procurent une légitimité socialement reconnue. Le foisonnement des réseaux parlementaires

[30] *Ibid,* p. 571-585. L'auteur y démontre que la légitimité cognitive s'acquiert lorsque l'organisation s'intègre si profondément dans les représentations des acteurs tiers qu'elle devient impensable à contester, tandis que la légitimité pragmatique repose sur les incitations et l'utilité directe perçue par son environnement immédiat.

[31] DIMAGGIO (Paul J.) et POWELL (Walter W.), « The Iron Cage Revisited: Institutional Isomorphism and Collective Rationality in Organizational Fields », *American Sociological Review,* vol. 48, n° 2, 1983, pp. 147-160.

camerounais, tous construits sur un modèle organisationnel quasi identique à savoir un coordonnateur ou président, un bureau, une thématique sectorielle affichée, une communication institutionnelle propre illustre ce mécanisme. Chaque nouveau réseau, en se calquant sur le modèle du REPAR-CEFDHAC, pionnier du genre, cherche à bénéficier par association de la légitimité progressivement acquise par ce dernier.

Cette recherche de légitimité parallèle se traduit également dans le choix des intitulés et des missions que se donnent les réseaux, souvent calqués sur le vocabulaire de l'action publique plutôt que sur celui, plus modeste, du groupe d'intérêt parlementaire. Le REPAR-CEFDHAC se présente ainsi, à la lecture de l'article 4 du règlement intérieur de la COMIFAC, comme devant *« assurer la participation des Parlementaires à la conservation et à la gestion durable et bénéfique des écosystèmes de forêts denses et humides en Afrique Centrale »,* empruntant un registre qui le rapproche, dans le discours, d'une instance de politique publique à part entière plutôt que d'un simple regroupement thématique d'élus. Cette rhétorique de la mission quasi étatique participe de ce que Max WEBER identifiait comme la recherche d'une légitimité rationnelle-légale, fondée sur la croyance en la validité de règles et de procédures édictées[32], alors même que le réseau, dépourvu de base légale propre, ne peut prétendre qu'à une légitimité d'emprunt. En déclinant ses ambitions selon un vocabulaire adapté (formulation, mise en œuvre, suivi, évaluation), le réseau s'approprie les séquences canoniques du cycle de l'action publique formalisé par Charles JONES[33]. Cette appropriation du langage technocratique par des organisations qui n'en maîtrisent, dans les faits, qu'une fraction limitée du cycle principalement la sensibilisation et le plaidoyer en amont illustre un mécanisme de légitimation par mimétisme discursif.

Le rythme de cette construction légitimante varie sensiblement d'un réseau à l'autre. Le REPAR-CEFDHAC bénéficie d'une antériorité considérable, puisque son ancrage régional remonte à 1996, tandis que le REP-COD, le REJE et le REPPAS sont des créations plus récentes, dont la légitimité reste, de ce fait, moins sédimentée. Cette différence de temporalité rejoint l'observation plus générale de Philip NORTON sur les parlements comparés, selon laquelle l'autorité d'une institution parlementaire ou parlementaire-adjacente se construit moins par un acte fondateur unique que par l'accumulation, dans la durée, de précédents, de routines et de reconnaissances successives[34]. À cet égard, le REPAR-CEFDHAC semble disposer d'un avantage

[32]WEBER (Max), *Économie et société,* trad. fr., tome 1, Paris, Plon, 1971 [éd. orig. posthume en allemand, 1921], pp. 285-300.
[33]JONES (Charles O.), *An Introduction to the Study of Public Policy,* Belmont, Wadsworth Publishing Company, 1970, p.11.
[34]NORTON (Philip) (dir.), *Parliaments and Governments in Western Europe*, Londres, Frank Cass, 1998, pp. 12-20.

cumulatif net sur les réseaux plus jeunes, qui doivent, pour rattraper ce capital de légitimité, redoubler d'efforts de communication et de mise en visibilité.

Cette dynamique trouve un écho supplémentaire dans les travaux de Philip SELZNICK sur l'institutionnalisation des organisations. L'auteur y modélise le processus par lequel une structure initialement instrumentale, conçue pour exécuter une mission purement technique, se voit progressivement investie d'une valeur intrinsèque, indépendante de sa stricte utilité fonctionnelle[35]. Le REPAR-CEFDHAC, créé pour assurer la participation des parlementaires camerounais à la gestion durable des écosystèmes forestiers, semble avoir emprunté cette trajectoire. D'instrument technique de représentation sectorielle, il devient progressivement, à travers la célébration de ses vingt années d'existence et la formalisation de son autorisation d'exercer, une institution dotée d'une valeur symbolique propre. Cette « institutionnalisation » n'est cependant jamais achevée ni garantie ; elle demeure un processus fragile, susceptible d'être remis en cause par un changement de majorité parlementaire, une réforme du règlement intérieur, ou simplement l'essoufflement de ses animateurs.

Il convient néanmoins de nuancer cette lecture par trop linéaire. John MEYER et Brian ROWAN ont montré que les organisations peuvent adopter des structures formelles répondant davantage à des « mythes rationalisés » de leur environnement institutionnel qu'à une nécessité fonctionnelle réelle, créant ainsi un découplage entre la structure affichée et l'activité effective de l'organisation[36]. Appliquée aux réseaux parlementaires camerounais, cette hypothèse amène à s'interroger sur l'écart potentiel entre, d'une part, le discours institutionnel déployé par le REPAR-CEFDHAC autorisation nationale, vingtième anniversaire, participation aux instances régionales de la CEFDHAC et, d'autre part, la réalité de son activité législative concrète, qui reste largement circonscrite à des actions de sensibilisation et de plaidoyer plutôt qu'à une production normative autonome. La légitimité recherchée serait alors, pour partie, une légitimité de façade, entretenue par un affichage institutionnel soigné plus que par une transformation effective du pouvoir normatif du réseau. Cette réserve méthodologique ne doit toutefois pas conduire à disqualifier entièrement la portée de la construction légitimante observée : même une légitimité largement symbolique produit des effets réels, en conditionnant l'accès du réseau aux ressources extérieures et en façonnant les stratégies d'engagement des parlementaires eux-mêmes.

[35]SELZNICK (Philip), *Leadership in Administration: A Sociological Interpretation,* Evanston, Rowman & Littlefield, 1957, pp. 13-17.
[36]MEYER (John W.) et ROWAN (Brian), « Institutionalized Organizations: Formal Structure as Myth and Ceremony », *American Journal of Sociology,* vol. 83, n° 2, 1977, pp. 340-363.

Un dernier élément gagne à être versé au dossier de cette construction légitimante : la dimension formative que revendiquent plusieurs réseaux, à commencer par le REPAR-CEFDHAC, qui inscrit parmi ses missions statutaires *« d'assurer le renforcement des capacités et la formation des Parlementaires sur les questions locales, nationales et internationales »* relatives à la gestion de l'environnement. Cette fonction de formation, qui rapproche le réseau d'un centre de ressources technique plutôt que d'un simple groupe de pression, constitue un puissant vecteur de légitimation par la compétence, en inversant en partie la relation de dépendance qui prévaut habituellement entre un groupe d'intérêt et les parlementaires qu'il cherche à convaincre.

Si le rythme de création observé en 2020 devait se maintenir, le nombre de réseaux parlementaires camerounais pourrait, à moyen terme, dépasser celui des commissions permanentes elles-mêmes, posant avec une acuité renouvelée la question de la soutenabilité organisationnelle d'un tel dispositif. Un parlementaire ne peut, matériellement, s'investir avec la même intensité dans un nombre indéfiniment croissant de structures parallèles, ce qui laisse présager, à terme, soit une consolidation de certains réseaux entre eux, soit une différenciation plus nette entre réseaux réellement actifs et réseaux purement nominaux.

1.2. La lutte pour la reconnaissance dans le jeu politique

Cette quête de légitimité ne va pas sans concurrence. La multiplication des réseaux parlementaires au fil des années partant de la création du tout premier réseau parlementaire, le Réseau des Parlementaires chargés des Télécommunications et des Technologies de l'Information et de la Communication (REPATIC) en 2009, puis en 2020 de dix réseaux parlementaires parmi lesquels se situent le REP-COD et le REPPAS, en passant par le REJE et le REPAR-CEFDHAC en 2010 et 2011 traduit une compétition larvée pour l'occupation de l'espace sectoriel disponible, chaque coordonnateur cherchant à faire reconnaître son réseau comme l'interlocuteur légitime sur un enjeu donné.

Cette dynamique concurrentielle valide l'approche stratégique de CROZIER et FRIEDBERG. Au sein de tout système d'action concret, les acteurs rivalisent pour monopoliser une « zone d'incertitude » spécifique, source de pouvoir et de reconnaissance[37]. En se positionnant sur un segment thématique précis (les assurances pour le REPPAS, la diaspora pour le REP-COD, la jeunesse pour le REJE, les écosystèmes forestiers pour le REPAR-CEFDHAC), chaque réseau tente de sécuriser un monopole informel de représentation qui le distingue des commissions

[37]CROZIER (Michel) et FRIEDBERG (Erhard), *L'Acteur et le Système*, Paris, Seuil, 1977, p.112.

permanentes, structures certes plus anciennes et institutionnalisées, mais moins réactives et moins personnalisées.

Cette logique de spécialisation thématique peut également se lire à travers le prisme du champ politique de Pierre BOURDIEU. Pour l'auteur, les agents engagés dans un champ luttent en permanence pour l'appropriation d'un capital spécifique ici, un capital de représentation sectorielle leur permettant d'occuper une position dominante ou, à tout le moins, distinctive au sein de l'espace parlementaire[38]. Cette compétition inter-réseaux peut en outre être approfondie à l'aune de la théorie de l'action collective de Mancur OLSON, qui souligne que, dans tout groupe cherchant à produire un bien à caractère collectif, les incitations sélectives matérielles ou symboliques, réservées aux seuls membres actifs, jouent un rôle déterminant dans le maintien de la mobilisation, faute de quoi le groupe s'expose au risque du « passager clandestin »[39]. Transposée aux réseaux parlementaires camerounais, cette grille de lecture éclaire pourquoi la reconnaissance institutionnelle ne peut se limiter à un objectif diffus et collectif. Elle doit se traduire, pour chaque parlementaire membre, par des bénéfices tangibles et personnalisés (visibilité médiatique individuelle, accès à des missions officielles, invitations à des cérémonies protocolaires) sans lesquels l'incitation à s'investir dans le réseau s'amenuiserait rapidement.

Ce constat invite à prendre au sérieux les dynamiques internes de confiscation du pouvoir, théorisées dès le début du XXe siècle par Robert MICHELS à travers sa célèbre *« loi d'airain de l'oligarchie ».* L'auteur démontre que toute organisation, même animée au départ par des objectifs collectifs et démocratiques, tend inéluctablement à voir le pouvoir se concentrer entre les mains d'une minorité dirigeante, qui finit par poursuivre des intérêts propres, distincts de ceux de la base qu'elle est censée représenter[40]. Cette dynamique oligarchique semble à l'œuvre dans plusieurs réseaux parlementaires camerounais, où la fonction de coordonnateur ou de président se trouve généralement occupée, sur plusieurs législatures consécutives, par la même personnalité politique, configuration qui interroge la profondeur de la démocratie interne de ces organisations.

Cette compétition pour la reconnaissance se joue également dans le rapport ambigu que les réseaux entretiennent avec les groupes parlementaires proprement dits, qui bénéficient d'un statut officiel indiscutable, gravé dans le Règlement Intérieur de l'Assemblée nationale dès lors qu'ils

[38]BOURDIEU (Pierre), « La représentation politique. Éléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales,* vol. 36-37, mars 1981, pp. 3-24.
[39]OLSON (Mancur), *Logique de l'action collective : Biens publics et théorie des groupes,* trad. fr., Paris, Presses Universitaires de France, coll. « Sociologies », 1978, 199pages.
[40]MICHELS (Robert), *Les Partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, trad. fr., Paris, Flammarion, 1914 [éd. orig. en allemand, 1911], pp. 275-290.

fédèrent au moins quinze députés sous une bannière partisane[41]. Contrairement aux groupes parlementaires, dont l'existence est directement adossée à la représentation partisane, les réseaux parlementaires doivent sans cesse re-légitimer leur existence, leur transversalité partisane constituant à la fois leur principale force reposant sur la capacité à rassembler des élus de bords politiques différents autour d'un enjeu sectoriel, et leur principale fragilité institutionnelle, faute d'un statut équivalent à celui des groupes parlementaires.

Le rythme de création de ces réseaux mérite également d'être souligné pour lui-même. En 2020, l'Assemblée nationale camerounaise a vu naître ou se structurer formellement pas moins de cinq nouveaux réseaux parlementaires. Cette accélération correspond très précisément au moment où les réseaux pionniers, à commencer par le REPAR-CEFDHAC et le REJE, commençaient à recueillir les fruits médiatiques et institutionnels de leur propre stratégie de légitimation, entretenant ainsi, chez d'autres parlementaires observant ce succès relatif, une incitation à répliquer le modèle sur d'autres segments thématiques encore disponibles. Ce phénomène de contagion organisationnelle, typique des situations d'isomorphisme mimétique décrites par DiMAGGIO et POWELL, contribue à expliquer pourquoi le nombre de réseaux parlementaires camerounais a connu une croissance quasi exponentielle sur la période récente, sans qu'aucune régulation institutionnelle centralisée n'en ait jusqu'ici freiné l'expansion.

Cette hétérogénéité dans la profondeur institutionnelle des réseaux invite enfin à formuler une hypothèse complémentaire : celle d'une hiérarchisation implicite entre réseaux « fondateurs » et réseaux « suiveurs », pour reprendre une distinction empruntée aux théories de la diffusion de l'innovation organisationnelle[42]. Le REPAR-CEFDHAC et, dans une moindre mesure, le REJE, apparaissent ici comme des réseaux fondateurs, ayant essuyé les premiers les obstacles inhérents à la construction d'une légitimité inédite au sein du parlement camerounais, tandis que le REP-COD et le REPPAS bénéficient, en tant que réseaux suiveurs, d'un terrain déjà partiellement défriché. Il n'en demeure pas moins que cette lutte pour la reconnaissance, aussi intense soit-elle, ne débouche que rarement sur une remise en cause frontale ou publique d'un réseau par un autre. La compétition observée demeure feutrée, se jouant davantage dans l'accès différencié aux ressources de visibilité que dans une confrontation ouverte.

1.3. Le besoin de visibilité institutionnelle

Au-delà de la construction d'une légitimité fonctionnelle et de la lutte pour la reconnaissance dans le jeu politique, les réseaux parlementaires camerounais déploient des

[41]Assemblée nationale du Cameroun, Règlement Intérieur de l'Assemblée nationale, Yaoundé, art. 20 al. 1.
[42]ROGERS (Everett M.), *Diffusion of Innovations*, 4e éd., New York, The Free Press, 1995, pp. 252-268.

stratégies actives de mise en visibilité, qui répondent à une contrainte structurelle propre à tout acteur politique évoluant dans un espace médiatique concurrentiel. Le REJE illustre cette recherche de visibilité par la régularité et la ritualisation de ses activités, à travers l'organisation annuelle du Parlement jeunesse depuis 2017, dispositif qui, en se répétant chaque année, construit dans la durée un rendez-vous institutionnel identifiable du grand public. Cette régularité relève, dans les termes de SUCHMAN, d'un travail de légitimation qui repose sur une forme de légitimité morale, adossée à une cause consensuelle (la participation citoyenne de la jeunesse) difficilement contestable par quelque acteur politique que ce soit[43].

La recherche de visibilité par la ritualisation des activités se double, pour le REPAR-CEFDHAC, d'une stratégie de coexistence organisée avec les autres réseaux membres du dispositif CEFDHAC, notamment le Réseau des Jeunes pour les Forêts d'Afrique Centrale (REJEFAC), le Réseau des Populations Autochtones et Locales d'Afrique centrale (REPALEAC) et le Réseau des Femmes Africaines pour le Développement Durable (REFADD). Loin de se neutraliser mutuellement, cette pluralité de réseaux sectoriels, tous rattachés à la même architecture institutionnelle régionale, contribue à renforcer la visibilité d'ensemble du dispositif CEFDHAC. La portée symbolique de cette visibilité régionale se mesure également à l'ampleur institutionnelle des assises auxquelles participe le REPAR-CEFDHAC. A ce titre, le 7e forum sous-régional de la CEFDHAC, tenu à Kigali en 2012, a réuni, aux côtés des délégations parlementaires, des représentants d'organisations internationales et de bailleurs de fonds tels que l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), le Fonds mondial pour la nature (WWF), le Centre de Recherche Forestière Internationale (CIFOR), la Banque Africaine de Développement (BAD), l'Agence Française de Développement (AFD) et l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID)[44]. Être associé, en tant que réseau parlementaire national, à des assises rassemblant un tel éventail d'organisations internationales confère au REPAR-CEFDHAC une visibilité par association qui dépasse largement ce qu'un réseau purement national pourrait espérer obtenir par ses seuls moyens.

Cette quête de visibilité se double d'une recherche d'ancrage institutionnel dans la durée, qui passe par la multiplication d'audiences officielles et de partenariats formalisés. Le REP-COD, présidé par l'honorable Louis Henri NGANTCHA, a ainsi été reçu en audience, le 9 juillet 2020, par le ministre des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Économie sociale et de l'Artisanat, Achille

[43]SUCHMAN (Mark C.), *Op. cit.,* pp. 571-585.

[44]Actes du 7ème Forum sous-régional de la CEFDHAC, Kigali, novembre 2012. Voir aussi Actes 7ème Forum sous-régional CEFDHAC 2013, disponible sur : https://comifac.org/wp-content/uploads/2017/12/Actes%207%C3%A8me%20CEFDHAC%20Final%20version%20060213.pdf

BASSILEKIN III, occasion pour son président de définir le rôle du réseau comme celui d'un « facilitateur » entre le gouvernement et la diaspora camerounaise. Le REPPAS, présidé par l'honorable Bénilde DJEUMENI, a de son côté organisé, le 17 novembre 2023 à l'Assemblée nationale, un atelier d'échanges avec la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS) sur la digitalisation de ses prestations[45], avant de recevoir, le 19 septembre 2024, une délégation de la compagnie d'assurances AREA venue consolider son partenariat avec l'Assemblée nationale[46]. Cette stratégie d'ancrage relationnel peut être utilement éclairée par la théorie de la dépendance aux ressources de Jeffrey PFEFFER et Gerald SALANCIK, selon laquelle toute organisation cherche à sécuriser son accès aux ressources critiques détenues par son environnement, qu'il s'agisse de ressources financières, informationnelles ou, comme c'est ici le cas, relationnelles et symboliques[47]. Ce comportement peut également s'analyser comme une forme d'isomorphisme mimétique, le REP-COD et le REPPAS reproduisant, à quelques années d'écart, le schéma d'ancrage institutionnel déjà emprunté par le REPAR-CEFDHAC.

Cette recherche d'ancrage n'est pas socialement neutre. En effet, elle repose sur la capacité personnelle du coordonnateur à mobiliser son propre réseau relationnel (administratif, diplomatique, entrepreneurial ou religieux) au service de la structure collective qu'il anime, ce qui rejoint la théorie du capital social de Pierre BOURIDEU, entendu comme l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées[48]. L'ancrage durable recherché se mesure enfin à l'aune de la capacité des réseaux à survivre aux alternances de mandature. La comparaison entre le REPAR-CEFDHAC, dont la coordination par Jean Jacques ZAM s'inscrit dans une stabilité de plusieurs législatures adossée à un dispositif régional structuré, et des réseaux plus récents, dont la pérennité reste moins éprouvée par le temps, illustre l'hétérogénéité des trajectoires institutionnelles entre les quatre cas étudiés.

[45] Le compte-rendu est disponible sur la page Facebook de l'honorable DJEUMENI : https://web.facebook.com/HonorableBenildeDjeumeni/posts/actualit%C3%A9-%C3%A0-lassembl%C3%A9e-nationale-du-cameroun-ce-vendredi-17-novembre-2023-sest-t/1121223335886009/?_rdc=1&_rdr# Voir aussi : afriqueeneveil.org, « Innovation des prestations offertes à la CNPS: Députés et sénateurs rassurés également ». Disponible sur : https://www.afriqueeneveil.org/post/innovation-des-prestations-offertes-%C3%A0-la-cnps-d%C3%A9put%C3%A9s-et-s%C3%A9nateurs-rassur%C3%A9s.

[46] AREA Assurances, « Le Respect la parole donnée », areaassurances.com, réunion de coordination du 19 septembre 2024. Consultable sur : https://areaassurances.com/

[47] PFEFFER (Jeffrey) et SALANCIK (Gerald R.), *The External Control of Organizations: A Resource Dependence Perspective,* New York, Harper and Row, 1978, pp. 43-51.

[48] BOURDIEU (Pierre), « Le capital social : notes provisoires », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 31, n° 1, 1980, pp. 2-3.

Les développements qui précèdent, centrés de façon disproportionnée sur le REPAR-CEFDHAC en raison de son antériorité et de la densité documentaire dont il fait l'objet, gagnent à être synthétisés dans une grille comparative rassemblant les quatre cas d'étude :

Réseau	Coordonnateur	Création / statut	Segment thématique	Stratégie de légitimation dominante
REPAR-CEFDHAC	Jean Jacques ZAM	2011 ; ancien réseau parlementaire (ancrage régional dès 1996)	Écosystèmes forestiers	Adossement à un dispositif régional (CEFDHAC/COMIFAC), captation de ressources internationales, participation aux instances sous-régionales
REJE	Joshua OSIH	2010 ; ancien réseau parlementaire	Jeunesse	Événementiel annuel (Parlement jeunesse), représentation symbolique, reconversion en notabilité partisane
REP-COD	Louis Henri NGANTCHA	29 avril 2020 ; réseau parlementaire plus récent	Diaspora et Coopération Décentralisée	Représentation identitaire, inauguration de siège, ancrage relationnel avec les Camerounais de l'extérieur
REPPAS	Bénilde DJEUMENI	2020 ; réseau parlementaire plus récent	Assurances, banques, finances	Notabilité par expertise professionnelle sectorielle

II- LES MOTIVATIONS INDIVIDUELLES ET LA RATIONALITÉ DES ACTEURS

L'examen des dynamiques de reconnaissance qui animent les réseaux parlementaires camerounais en tant qu'organisations collectives impose un changement d'échelle analytique. Une organisation collective, aussi structurée soit-elle, ne se maintient dans la durée que si les individus qui la composent y trouvent un intérêt propre, distinct de l'intérêt collectif qu'elle affiche officiellement. Cette section s'appuie sur les trajectoires de quatre coordonnateurs de réseaux Jean Jacques ZAM (REPAR-CEFDHAC), Louis Henri NGANTCHA (REP-COD), Joshua OSIH (REJE) et Bénilde DJEUMENI (REPPAS). Le choix de concentrer l'analyse sur les seuls coordonnateurs, plutôt que sur l'ensemble des membres de chaque réseau, tient à ce que c'est bien la figure du coordonnateur ou du président qui concentre, dans les faits, l'essentiel de la visibilité médiatique, des responsabilités protocolaires et, par conséquent, des bénéfices symboliques

associés à l'existence du réseau. Concentration du capital politique déjà relevée à propos du risque de la « loi d'airain de l'oligarchie » modélisée par MICHELS[49].

2.1. Les réseaux comme instruments d'ascension politique

Si les réseaux parlementaires se présentent dans le discours officiel comme des instruments neutres voués au service de causes collectives, l'observation clinique des trajectoires individuelles de leurs dirigeants dévoile une fonction latente d'ascension politique et personnelle. Le collectif s'apparente à une technologie de propulsion de carrière pour l'élu qui en détient les clés. Cette rationalité ne s'exerce cependant jamais dans un vide partisan, mais s'articule au carrefour de reconversions de capitaux privés et de négociations avec les structures de pouvoir établies.

Le cas de l'honorable Louis Henri NGANTCHA, président du REP-COD, cette logique de capitalisation. Avant son élection à l'Assemblée nationale, le député avait déjà accumulé un capital relationnel considérable au sein de la diaspora, ayant vécu près de trente ans en France et présidé l'Association des Ressortissants de l'Ouest vivant dans le Moungo (AROM)[50]. La création du REP-COD, dont il devient le premier président en avril 2020, ne constitue donc pas une rupture dans sa biographie, mais consacre son prolongement à l'échelle nationale. Cette logique de conversion rejoint directement la théorie du capital social de Pierre BOURDIEU, pour qui un tel capital n'a de valeur que dans la mesure où il peut être mobilisé et transformé en d'autres espèces de capital. Ici, un capital politique et institutionnel[51]. Ancien maire de la commune de Loum, où il a supervisé des projets de réhabilitation routière et d'électrification, il a également présidé le Réseau Africain de la Coopération Décentralisée (RAFCOD) au sein de Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique (CGLUA), accumulant ainsi, avant même son élection législative, un portefeuille de mandats et de responsabilités communautaires que le REP-COD lui permet ensuite de fédérer et de faire fructifier sur la scène nationale.

Jean Jacques ZAM, coordonnateur du REPAR-CEFDHAC, emprunte une trajectoire de capitalisation différente mais tout aussi cohérente, fondée non sur un capital communautaire préexistant mais sur la construction progressive d'une expertise technique reconnue. Son positionnement sur les enjeux forestiers lui permet de nouer des partenariats techniques durables, à l'instar de l'atelier de renforcement des capacités des parlementaires sur les enjeux environnementaux organisé à Ebolowa avec le soutien de la coopération allemande, dont il assurait le lancement officiel. Ces partenariats répétés avec des bailleurs internationaux consolident sa

[49]MICHELS (Robert), *Op. Cit.,* pp. 275-290.

[50] La Boutique Africavivre, « Louis Henri Ngantcha », disponible sur : https://www.laboutiqueafricavivre.com/s/43242/louis-henri-ngantcha

[51]BOURDIEU (Pierre), BOURDIEU (Pierre), « Le capital social : notes provisoires », *Op. Cit,* pp. 2-3.

stature d'expert reconnu sur la scène environnementale régionale, bien au-delà du strict cadre de sa circonscription de la Mvila, dont il reste par ailleurs l'élu attentif, comme en témoignent ses visites de restitution des travaux parlementaires à ses administrés[52]. Cette reconnaissance internationale, bien que rarement convertible directement en avantage électoral immédiat au sein de sa circonscription rurale, constitue une forme de capital politique différée, susceptible d'être mobilisée ultérieurement dans une éventuelle carrière post-parlementaire.

Le cas de Bénilde DJEUMENI, président du REPPAS, offre une troisième variante de cette logique de capitalisation, plus directe encore, dans la mesure où l'adéquation entre son profil académique et professionnel antérieur et le secteur représenté par son réseau est quasi totale. Doctorant en droit, il est titulaire de trois masters, notamment en droit, en droit des assurances, ainsi qu'en banques et finances, complétés par une spécialisation en droit maritime[53]. Cette accumulation de diplômes directement liés au secteur assurantiel et financier constitue un capital académique rarement observé avec une telle spécialisation sectorielle chez les autres coordonnateurs étudiés.

Ces trois trajectoires de capitalisation contrastent avec celle de Joshua OSIH, coordonnateur du REJE, dont l'ascension procède moins d'une conversion de ressources techniques ou communautaires que d'une intégration réussie au sommet de l'appareil de son parti, le Social Democratic Front (SDF). L'engagement d'OSIH dans l'animation du REJE s'inscrit dans une trajectoire déjà largement engagée au sein de son parti, où il occupait des responsabilités de premier plan bien avant la création du réseau. Cette différence de point de départ invite à mobiliser la distinction établie par Michel OFFERLE entre filières de professionnalisation adossées à l'ancienneté militante et au loyalisme partisan, et filières fondées sur la captation d'une compétence technique ou d'une notoriété sectorielle spécifique[54]. OSIH illustre le premier registre, tandis que ZAM, NGANTCHA et DJEUMENI illustrent, chacun à sa manière, des variantes du second. Cette opposition rejoint l'analyse de Daniel GAXIE sur les rétributions du militantisme politique, qui distingue les rétributions internes, liées à la progression dans l'appareil partisan, des rétributions externes, liées à la reconnaissance obtenue sur la scène publique indépendamment du parti[55]. Pour

[52]Actu Cameroun, « Mvila : le député Jean Jacques Zam explique aux populations les projets de lois adoptés à l'Assemblée Nationale », 24 avril 2019, https://actucameroun.com/2019/04/24/mvila-le-depute-jean-jacques-zam-explique-aux-populations-les-projets-de-lois-adoptes-a-lassemblee-nationale/

[53]Afrique Business Magazine, portrait « Honorable Djeumeni Benilde : un jeune aux cimes de l'excellence », n° 035.

[54]OFFERLE (Michel), *Les Partis politiques*, 7e éd., Paris, Presses Universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 2010, p. 45-58.

[55]GAXIE (Daniel), *Op. Cit.,* pp. 123-154.

un cadre déjà installé au sommet de son parti comme OSIH, le réseau consolide et accélère une ascension déjà engagée ; pour un élu plus périphérique comme DJEUMENI, il ouvre une voie de notabilité alternative, qui ne dépend pas exclusivement de la progression dans l'organigramme partisan.

2.2. Les réseaux comme leviers dans les jeux partisans

Cette instrumentalisation individuelle des réseaux ne s'effectue jamais en dehors du contrôle, au moins implicite, des appareils partisans. Le cas de Louis Henri NGANTCHA est ici particulièrement éclairant. Membre titulaire du Comité central du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC), parti au pouvoir, il préside un réseau qui se revendique pourtant explicitement transpartisan, « ouvert à tous les enfants du Cameroun sans exclusion »[56]. Cette position exige de lui une négociation permanente entre deux loyautés potentiellement concurrentes : celle due à son parti, dont il est un cadre reconnu, et celle que requiert la crédibilité transpartisane de son réseau auprès d'une diaspora dont une fraction significative reste acquise à l'opposition[57]. Cette négociation peut être éclairée par la théorie des conflits de rôles *(role conflict)* formalisée par Robert K. MERTON, selon laquelle un acteur occupant simultanément plusieurs positions institutionnelles porteuses d'attentes potentiellement contradictoires doit arbitrer en continu entre ces attentes plutôt que de s'y conformer une fois pour toutes[58].

Jean Jacques ZAM se trouve confronté à une négociation partisane de nature différente. En tant que député RDPC de la circonscription forestière de la Mvila, il représente un territoire où l'exploitation du bois constitue une activité économique importante, parfois en tension avec les objectifs de conservation que porte le REPAR-CEFDHAC à l'échelle régionale. Cette configuration s'aligne sur le modèle des jeux à deux niveaux *(two-level games)* théorisé par Robert PUTNAM, qui démontre comment un négociateur installé à l'interface du national et de l'international doit formuler des compromis capables de satisfaire simultanément les pressions de sa base domestique et les critères des instances globales[59].

L'épisode consécutif à l'élection présidentielle d'octobre 2025 offre l'illustration la plus achevée de cette tension entre discipline partisane et autonomie individuelle. À l'issue du scrutin,

[56] StopBlablaCam, « L'Assemblée nationale crée une plateforme d'échanges avec la diaspora », https://www.stopblablacam.com/politique/0405-3955-l-assemblee-nationale-cree-une-plateforme-d-echanges-avec-la-diaspora.

[57]Jeune Afrique, « Cameroun : Louis Henri Ngantcha, le député qui veut calmer les anti-Biya de la diaspora », 23 juillet 2020, https://www.jeuneafrique.com/1018548/politique/cameroun-louis-henri-ngantcha-le-depute-qui-veut-apaiser-la-diaspora/

[58]MERTON (Robert K.), Social Theory and Social Structure, éd. rev., New York, The Free Press, 1957, pp. 368-384.

[59]PUTNAM (Robert D.), « Diplomacy and Domestic Politics: The Logic of Two-Level Games », *International Organization*, vol. 42, n° 3, 1988, pp. 427-460.

l'honorable Bénilde DJEUMENI a publié une déclaration félicitant le candidat du Front pour le Salut National du Cameroun (FSNC), reconnaissant la victoire de ce parti concurrent sur la base des procès-verbaux compilés dans sa propre circonscription du Moungo-Sud[60]. Cette prise de position publique, en rupture ouverte avec la ligne officielle de sa formation politique (le SDF), démontre qu'un parlementaire peut s'octroyer une liberté de parole inédite lorsque cette indiscipline s'adosse à une notabilité sectorielle accumulée en marge des structures du parti. Une telle configuration valide les analyses de CROZIER et FRIEDBERG relatives à la résilience des agents face aux contraintes de l'organisation. De ce fait, un acteur ne subit jamais passivement les règles du système, et conserve une marge de jeu d'autant plus vaste qu'il maîtrise une « zone d'incertitude » ou une ressource propre le rendant difficilement substituable aux yeux de l'appareil[61]. Cette résilience individuelle ne doit cependant pas être surestimée dans sa portée pratique. Le droit parlementaire camerounais, comme la plupart des régimes inspirés de la tradition constitutionnelle française, ne prévoit pas de sanction automatique pour un parlementaire qui s'écarterait publiquement de la ligne de son parti[62]. La marge de manœuvre dont a pu se prévaloir Bénilde DJEUMENI relève donc moins d'une résilience institutionnelle formalisée que d'une résilience pratique, reposant sur l'absence de mécanisme disciplinaire automatique et sur le calcul, propre à chaque parti, du coût politique qu'il y aurait à sanctionner publiquement un élu doté d'une notabilité sectorielle reconnue.

Cette absence de sanction automatique amène à formuler une hypothèse complémentaire à celle de la loi d'airain de l'oligarchie de MICHELS. Plus un parlementaire acquiert, via l'animation d'un réseau, une notabilité reconnue au-delà des seules frontières de son parti, plus le coût politique d'une sanction disciplinaire à son encontre s'élève pour la direction de ce parti, qui risquerait, en le sanctionnant, de perdre non seulement un cadre mais aussi la visibilité et les relations institutionnelles que celui-ci a construites via le réseau qu'il anime. Cette dynamique confère paradoxalement aux réseaux parlementaires une fonction de protection informelle de leurs animateurs vis-à-vis des logiques disciplinaires les plus strictes de leur propre parti, fonction latente, non recherchée par les textes fondateurs de ces réseaux. Il convient toutefois de dépouiller cet effet protecteur de tout calcul machiavélique prémédité. Aucun élément dans les sources

[60]Panorama Papers, « Cameroun | Présidentielle 2025 : Le député Sdf Djeumeni Benilde félicite Issa Tchiroma et dénonce des fraudes électorales », 14 octobre 2025, https://panoramapapers.com/cameroun-presidentielle-2025-le-depute-sdf-djeumeni-benilde-felicite-issa-tchiroma-et-denonce-des-fraudes-electorales/

[60] *Idem*

[61]CROZIER (Michel) et FRIEDBERG (Erhard), *Op. Cit*., pp. 86-112.

[62]Constitution camerounaise, art. 15 al. 3 ; cf. également l'article 27 de la Constitution française de 1958 sur la prohibition du mandat impératif.

disponibles n'indique que Bénilde DJEUMENI ait investi la présidence du REPPAS dans le but conscient de s'aménager une immunité future contre l'appareil du SDF. La fonction protectrice identifiée ici relève donc davantage d'un effet secondaire, non anticipé, de l'accumulation de notabilité sectorielle, que d'une stratégie consciente de couverture politique ce qui rejoint le mécanisme de découplage *(decoupling)* modélisé par MEYER et ROWAN, selon lequel les structures de façade ne répondent pas toujours aux intentions stratégiques initiales de leurs promoteurs[63].

2.3. Les incitations matérielles : ressources et budgets

Au-delà des logiques de carrière proprement dites, l'engagement des parlementaires dans les réseaux répond également à des incitations plus directement matérielles. La captation de ressources financières auprès de bailleurs internationaux constitue le premier de ces leviers. La coopération allemande revendique, à l'échelle de l'ensemble de ses interventions au Cameroun, un portefeuille de plus de deux cent soixante milliards de francs CFA répartis sur une soixantaine de projets en cours, parmi lesquels figurent les interventions en matière de gestion durable des ressources forestières dont bénéficie directement le REPAR-CEFDHAC[64]. Si la part de ce portefeuille global directement fléchée vers les activités du réseau parlementaire demeure modeste au regard de l'ensemble de la coopération germano-camerounaise, l'ordre de grandeur de l'enveloppe globale donne la mesure du potentiel de ressources auquel un réseau bien inséré dans un tel dispositif peut prétendre accéder. Potentiel sans commune mesure avec les moyens propres dont dispose un parlementaire isolé, non affilié à un réseau thématique reconnu par les partenaires internationaux.

Cette lecture transactionnelle de la relation entre réseau parlementaire et bailleur international valide, au niveau micro-sociologique, la théorie de la dépendance aux ressources de PFEFFER et SALANCIK déjà mobilisée plus haut[65]. Ce qui s'analysait à l'échelle organisationnelle comme une stratégie de sécurisation de ressources externes se donne à voir, à l'échelle individuelle, comme une opportunité concrète pour chaque parlementaire membre du réseau de bénéficier, à titre personnel, des moyens matériels que cette dépendance aux ressources permet de mobiliser.

[63]MEYER (John W.) et ROWAN (Brian), *Op. Cit*., pp. 340-363.
[64]Investir au Cameroun, « La coopération allemande revendique un portefeuille de 260 milliards FCFA à travers 60 projets en cours au Cameroun », https://www.investiraucameroun.com/gestion-publique/2102-20351-la-cooperation-allemande-revendique-un-portefeuille-de-260-milliards-fcfa-a-travers-60-projets-en-cours-au-cameroun
[65]PFEFFER (Jeffrey) et SALANCIK (Gerald R.), *Op. Cit.,* pp. 43-51.

La captation des ressources financières ne se cantonne pas à la seule production d'une expertise ou d'un plaidoyer technique : elle s'investit également, de façon instrumentale, dans l'accroissement de la visibilité institutionnelle du réseau. L'inauguration du siège du REP-COD à Yaoundé, le 11 décembre 2021, en présence du premier vice-président de l'Assemblée nationale et de trois membres du gouvernement, illustre de manière topique cette orientation stratégique des ressources vers des activités à forte visibilité médiatique plutôt que vers des activités techniques discrètes[66]. La tenue annuelle du Parlement jeunesse par le REJE procède d'une logique budgétaire analogue, mobilisant chaque année des ressources organisationnelles substantielles (accueil de près de trois cents jeunes parlementaires juniors, logistique événementielle, couverture médiatique) pour un événement dont la portée normative directe demeure limitée, mais dont la rentabilité en termes de visibilité politique est considérable. Cette orientation stratégique des budgets vers la visibilité plutôt que vers la seule technicité peut s'éclairer sous le prisme de la distinction entre logique de production et logique d'institution formalisée par Erhard FRIEDBERG[67]. Une organisation guidée, au moins partiellement, par une logique d'institution investit des ressources significatives dans des activités dont la rentabilité se mesure moins à l'aune de leur efficacité technique immédiate qu'à celle de la reconnaissance qu'elles procurent à l'organisation et à ses animateurs.

Cette lecture rejoint plus largement les analyses africanistes du néopatrimonialisme, qui ont montré que la frontière entre ressources publiques et bénéfices privés demeure structurellement poreuse dans nombre d'États africains, à commencer par le Cameroun, terrain sur lequel le concept a été initialement forgé[68]. Sous cet éclairage, la captation de ressources financières par les réseaux parlementaires camerounais ne relève pas d'une déviance marginale, mais s'inscrit dans une logique plus générale de personnalisation des ressources institutionnelles, déjà identifiée par la politique du ventre décrite par Jean-François BAYART.

2.4. La reconnaissance symbolique comme capital politique

Au-delà des ressources matérielles, l'engagement des coordonnateurs se nourrit également d'une dimension plus proprement symbolique, qui fonctionne, ainsi que BOURDIEU l'a montré,

[66] 237online, « Cameroun : Le réseau de la diaspora inaugure son siège », 13 décembre 2021 https://www.237online.com/cameroun-le-reseau-de-la-diaspora-inaugure-son-siege/

[67] FRIEDBERG (Erhard), *Le pouvoir et la règle. Dynamiques de l'action collective,* Paris, Seuil, coll. « Sociologie politique », 1993, p. 200-215.

[68] MÉDARD (Jean-François), « L'État néopatrimonial en Afrique noire », in *États d'Afrique noire : formations, mécanismes et crises,* Paris, Karthala, 1991, p. 323-353 ; BAYART (Jean-François), *L'État en Afrique : la politique du ventre,* Paris, Fayard, 1989, 440 pages.

comme une espèce de capital à part entière[69]. L'animation d'un réseau parlementaire fonctionne comme un incubateur d'image publique, alimentant la construction d'une image d'élu engagé, réactif et proche de ses administrés. L'honorable DJEUMENI, dont les interpellations de membres du gouvernement sur des questions concrètes touchant sa circonscription du Moungo-Sud (désenclavement routier), illustre cette rationalité : à travers son engagement au sein du REPPAS comme à travers son activité parlementaire locale, il échafaude une image de responsabilité qui excède la seule fonction de représentation corporatiste du secteur des assurances. Jean Jacques ZAM déploie une dynamique similaire au cœur de la circonscription rurale de la Mvila dans la mesure où ses tournées de restitution des travaux parlementaires à son électorat témoignent d'un souci de reddition de comptes locale qui vient compléter, sans s'y substituer, la reconnaissance technique internationale qu'il acquiert par ailleurs via le REPAR-CEFDHAC[70]. Cette coexistence des registres valide la typologie des rôles législatifs formalisée par John WAHLKE, Heinz EULAU, William BUCHANAN et LeRoy FERGUSON, qui séparent le rôle de pur législateur *(trustee)*, centré sur la technicité normative, du rôle de mandataire territorial *(district servant),* axé sur la présence et la réactivité auprès de la base électorale[71].

Cette construction d'une image de responsabilité se double d'une quête explicite de distinction et de recherche de notabilité politique, au sens que Max WEBER donnait à cette notion lorsqu'il analysait la recherche d'estime sociale comme un ressort à part entière de l'action des groupes de statut[72]. Le portrait consacré à l'honorable DJEUMENI par un magazine panafricain, le qualifiant de *« jeune aux cimes de l'excellence »* et mettant en scène son parcours académique et professionnel, constitue une manifestation aboutie de cette recherche de notabilité[73]. L'honorable Joshua OSIH incarne l'exemple de reconversion d'une légitimité sectorielle en une notabilité politique de premier plan : son élection à la présidence du SDF en octobre 2023, avec plus de 60 % des voix, constitue l'aboutissement d'une trajectoire où la notabilité acquise à la tête du REJE a pu jouer un rôle, parmi d'autres facteurs, dans la construction de son image de leader rassembleur au sein de son parti[74].

---

[69]BOURDIEU (Pierre), « La représentation politique. Éléments pour une théorie du champ politique », *Op. Cit.,* pp. 3-24.

[70]Actu Cameroun, « Mvila : le député Jean Jacques Zam explique aux populations les projets de lois adoptés à l'Assemblée Nationale », 24 avril 2019, https://actucameroun.com/2019/04/24/mvila-le-depute-jean-jacques-zam-explique-aux-populations-les-projets-de-lois-adoptes-a-lassemblee-nationale/

[71]WAHLKE (John C.), EULAU (Heinz), BUCHANAN (William) et FERGUSON (LeRoy C.), *The Legislative System: Explorations in Legislative Behavior,* New York, John Wiley and Sons, 1962, 517 pages.

[72]WEBER (Max), *Économie et société*, trad. fr., tome 1, Paris, Plon, 1971, pp. 302-315.

[73]Afrique Business Magazine, portrait « Honorable Djeumeni Benilde... », art. cit., n° 035.

[74] Actu Cameroun, « Qui est Joshua Osih, le nouveau président du SDF ? », 30 octobre 2023, https://actucameroun.com/2023/10/30/qui-est-joshua-osih-le-nouveau-president-du-sdf/; Africa24 TV, « Cameroun :

Les ressources matérielles et la visibilité budgétaire relèvent d'une logique essentiellement organisationnelle, bénéficiant d'abord au réseau en tant que tel avant de rejaillir sur ses membres ; la construction d'une image de responsabilité et la recherche de notabilité relèvent, à l'inverse, d'une logique plus directement individuelle. Ces deux logiques ne s'opposent cependant pas. Elles se nourrissent mutuellement, ainsi que l'illustre de façon paradigmatique le cas du coordonnateur du REJE, dont la conversion réussie d'une notabilité sectorielle en notabilité partisane nationale n'aurait pu s'opérer sans l'assise organisationnelle et budgétaire que lui a offerte, en amont, l'animation du réseau.

Conclusion

L'hypothèse d'une double logique motivationnelle, non exclusive l'une de l'autre, se trouve confirmée par les développements empiriques consacrés aux quatre réseaux étudiés. La première section a montré que le REPAR-CEFDHAC, le REJE, le REP-COD et le REPPAS ne se contentent pas d'agir au service des causes sectorielles qu'ils portent : ils poursuivent, en tant qu'organisations collectives, une quête active de reconnaissance institutionnelle, déployée sur trois registres complémentaires la construction d'une légitimité parallèle à celle du Parlement, la recherche de visibilité auprès des décideurs et de l'opinion, et la représentation d'enjeux ou de groupes sociaux spécifiques avant de se prolonger dans une compétition pour la captation des fenêtres d'opportunité que leur dispute, plus ou moins directement, les commissions permanentes et les partis. Cette dynamique collective, théorisée à la suite de SUCHMAN comme un processus d'acquisition de légitimité cognitive et pragmatique, ne relève pas d'une simple rhétorique institutionnelle : elle conditionne l'accès des réseaux aux ressources, aux partenariats et à l'attention des décideurs sectoriels.

La seconde section a déplacé le regard vers le niveau individuel, sans rompre le fil conducteur de la démonstration. Elle a mis en évidence que l'engagement des parlementaires dans ces réseaux procède d'un calcul rationnel de bénéfices de carrière, de ressources matérielles et de capital symbolique, sans que ce calcul individuel n'entre en contradiction avec la logique organisationnelle décrite en amont les deux se nourrissant au contraire mutuellement, ainsi que l'illustre de façon paradigmatique la trajectoire de Joshua OSIH. La comparaison de cette trajectoire avec celles de ZAM, NGANTCHA et DJEUMENI a permis de nuancer ce mécanisme de conversion, cher à BOURDIEU. Son intensité varie selon les conditions de possibilité

Joshua Osih élu président du parti d'opposition (SDF) avec plus de 60% des voix », https://africa24tv.com/cameroun-joshua-osih-elu-president-du-parti-sdf-dopposition-avec-plus-de-60-des-voix/

antérieures à l'engagement, au premier rang desquelles la position déjà acquise par chaque acteur dans le champ partisan.

Cet article établit ainsi que la reconnaissance institutionnelle recherchée par le réseau en tant que collectif et les bénéfices individuels que chaque parlementaire peut en retirer ne sont pas deux ordres d'explication concurrents, mais les deux faces d'une même dynamique : la première fournit au réseau les conditions de sa survie organisationnelle, tandis que la seconde alimente, par l'engagement soutenu de ses animateurs, la légitimité collective dont elle a besoin pour perdurer. Cette circularité vertueuse ou, selon les cas, cette instrumentalisation réciproque invite cependant à ne pas s'arrêter à la seule question des motivations. Que les réseaux parlementaires camerounais soient mus par une quête de reconnaissance autant que par des calculs individuels rationnels ne préjuge en rien de leur capacité effective à convertir cette double motivation en contributions concrètes à la mise en œuvre des politiques publiques sectorielles. Question que des recherches ultérieures, mobilisant notamment le cadre des contraintes structurelles et des asymétries de ressources entre réseaux, gagneraient à approfondir.

L'indépendance sécuritaire de l'Union africaine à l'épreuve de la sécurité internationale

The African Union's Security Independence Put to the Test by International Security

Par :

Henri Lionel ESSOMBA ESSOMBA

Doctorant en science politique,

Département de science politique

Faculté des sciences juridiques et politiques

Université d'Ebolowa

Résumé :

La sécurité est une mission régalienne de l'État. En Afrique, l'histoire politique et institutionnelle rappelle que la paix et la stabilité comptent parmi les principaux défis auxquels les jeunes États ont dû faire face au sortir de la colonisation. Longtemps tenues à l'écart des débats sur la sécurité internationale du fait du passif colonial, les structures westphaliennes africaines ont surtout été pensées comme des objets à sécuriser, rarement comme des acteurs de sécurité à part entière. Cet article défend la thèse inverse : à travers l'institution panafricaine,les sociétés africaines gagneraient à devenir actrices de la définition de leurs propres intérêts sécuritaires. Une telle appropriation suppose une refonte de la politique africaine commune de défense et de sécurité, ainsi que l'activation de leviers diplomatiques, économiques et environnementaux dans les relations internationales des États africains. Plutôt que d'évaluer la capacité sécuritaire de chaque État pris isolément, l'article interroge celle de l'Union africaine à mutualiser les ressources de ses membres pour affronter collectivement les défis sécuritaires du continent en s'appuyant notamment sur l'exemple récent de la rupture entre la CEDEAO et les États du Sahel central, qui illustre les limites persistantes de cette mutualisation.

Mots clés : Union africaine, souveraineté sécuritaire, Architecture africaine de paix et de sécurité, autonomie financière, sécurité internationale.

Abstract :

Security is traditionally regarded as a sovereign function of the state. In Africa, political and institutional history shows that peace and stability have ranked among the foremost challenges facing newly independent states. Long excluded from debates on international security because of the colonial legacy, African Westphalian structures have chiefly been treated as objects to be secured rather than as security actors in their own right. This article argues the opposite :through the pan-African institution, African societies should become actors in defining theirown security interests. Such ownership requires a thorough overhaul of the common African defence and security policy, together with the activation of diplomatic, economic and environmental levers in African states' international relations. Rather than assessing the security capacity of each African state in isolation, the article asks whether the African Union is able to pool its members' resources to meet the continent's security challenges collectively an ability tested, in particular, by the recent rupture between ECOWAS and the Central Sahel states, which exposes the limits of this collective approach.

Keywords: African Union, security sovereignty, African Peace and Security Architecture,financial autonomy, international security.

Introduction

Peut-on, aujourd'hui encore, penser l'Union africaine (UA) comme une puissance sécuritaire à part entière sur la scène internationale ? La question ne souffre pas de réponse tranchée, tant la configuration coloniale, puuis néocoloniale, du continent continue de peser sur ce jugement. Rappelons que la puissance renvoie classiquement à « la capacité d'un acteur d'imposer sa volonté aux autres » (Aron, 1962, p. 16-17) ou, plus modestement, à la capacitéd' infléchir les décisions d'autrui. Mais l'exercice de la puissance ne se réduit plus au seul *hard* power (Perrot, 2005) : il faut aussi compter avec le *soft* power, cette capacité de rayonnement culturel et institutionnel qui accroît le degré d'influence d' un acteur (Nye, 2004), et avec le *smart power,* cette aptitude à combiner les ressorts du *hard* et du *soft power* pour mieux servir ses intérêts (Nye, 2011). La sécurité des États africains, telle qu' on l'envisage ici à travers l'institution panafricaine, ne se réduit pas à sa dimension extérieure. C'est-à-dire, la capacitéde l'UA à répondre au terrorisme transfrontalier, aux ingérences étrangères ou aux influences internationales concurrentes. Elle recouvre tout autant une dimension interne, moins souvent mise en avant : la montée en puissance des coups d'État militaires, les instabilités politiques,les renversements de régimes autoritaires, les velléités sécessionnistes, les tensions sociopolitiques pour ne citer que celle-ci. Il faut donc concevoir l'indépendance sécuritaire africaine, sous le prisme de l'Union africaine, comme une sécurisation globale du continent :non plus un objet que d'autres doivent sécuriser, mais un acteur qui sécurise et qui, à l'occasion,échoue à le faire, y compris vis-à-vis de lui-même. La fin de la guerre froide a constitué, un tournant pour les organisations régionales de sécurité à l'instar de : l'OTAN, l'Union européenne (UE), l'Union africaine (UA). On peut en déduire que l'UA porte depuis lors une responsabilité singulière : celle de promouvoir l'appropriation africaine des processus de réforme du secteur de la sécurité, qu'il s'agisse de prévention des conflits, de maintien de la paix, de reconstruction post-conflit ou de consolidation de la paix. Depuis les années 2000, elle incarne la volonté des chefsd'État africains de jouer un rôle de premier plan dans la prévention et le règlement des conflits qui surviennent sur le continent (Luntumbue & Padonou, 2014). Conformément au principe de «non-indifférence » inscrit dans son Acte constitutif et à la responsabilité de protéger, elle s'est dotée d'un cadre d'intervention face aux crises susceptibles de conduire à l'effondrement de l'ordre institutionnel comme ce fut le cas des configurations critiques notamment en Somalie ou le génocide au Rwandais, dans des contextes où la communauté internationale peinait à se mobiliser.

Sans négliger les dynamiques et les intérêts politico-stratégiques qui gouvernent l'ordre sécuritaire international, on peut soutenir que les recompositions actuelles de la scène internationale confèrent au continent africain une importance renouvelée. Le repositionnement du couple Russo-Chine, la contestation croissante de l'hégémonie occidentale et, plus récemment encore, le retrait des dispositifs militaires occidentaux du Sahel au profit d'autres partenaires extérieurs, donnent à voir un continent moins périphérique qu'auparavant dans les rapports de force mondiaux. Ce regain d'intérêt fait de l'Afrique un acteur de sécurité qu'il n'est plus possible d'ignorer. Ce qui invite à reconsidérer, à partir des grilles d'analyse intergouvernementaliste et constructiviste, ce moment particulier de son histoire. Encore faut-il ne pas se laisser abuser par ce regain d'attention : être convoité n'est pas encore synonyme de décider par soi-même, et c'est précisément ce que ce moment de l'histoire africaine invite àinterroger. D'où la question qui organise cet article : les États africains, réunis sous l'égide de l'UA, sont-ils en mesure d'assurer par eux-mêmes leur sécurité ?

Il faut, pour y répondre, examiner d'abord les conditions, internes puis externes, qui pèsent sur la souveraineté sécuritaire des États africains au sein de l'UA (I), avant d'envisager l'exercice, encore largement hypothétique, de cette souveraineté à travers l'institution panafricaine et ses limites concrètes, telles que les révèle la crise récente entre la CEDEAO et les États du Sahel (II).

I- L'EXAMEN PANORAMIQUE DE LA SOUVERAINETÉ SÉCURITAIRE DES ÉTATS AFRICAINS (UA)

Cette première partie évalue la souveraineté sécuritaire du continent africain à travers l'institution panafricaine, à l'aune des dynamiques qui gouvernent la scène internationale.Deux ordres de préalables méritent d'être distingués. Il s'agira successivement de ceux relatifs au fonctionnement interne de l'UA (A) d'une part, et d'autres part, ceux qui tiennent à ses rapports avec l'extérieur (B).

A- Les préalables internes à la souveraineté sécuritaire de l'institution panafricaine

Le problème sécuritaire auquel fait face le continent africain s'inscrit dans une histoire longue, dont la colonisation demeure l'un des legs les plus lourds. Pour peser sur la scène internationale, l'Union africaine doit d'abord se défaire de ce qu'elle a elle-même hérité de son acte constitutif non pas ses principes, largement défendables, mais les pratiques et les dépendances qui la cantonnent trop souvent à un rôle d'observatrice plutôt que d'actrice.

1- La dépendance budgétaire et financière de l'UA

Difficile de faire de l'institution panafricaine un acteur à part entière de la conduite des affaires du monde au même titre que l'Union européenne, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) ou l'Union des nations sud-américaines (UNASUR), sans lui garantir d'abord une indépendance budgétaire et financière réelle. L'article 3, alinéa I, dde l'Acte constitutif de l'UA fixe d'ailleurs cet objectif en engageant les États membres à créer les conditions permettant au continent de jouer le rôle qui est le sien dans l'économie mondiale et les négociations internationales. L'argent, on le sait, est le nerf de la guerre ; et le continent,pourtant riche en ressources, souffre d'un manque chronique de moyens propres pour son institution continentale (Meyer, 2016).

Conscients de ce paradoxe, les chefs d'État et de gouvernement ont adopté, au sommet de Kigali de juillet 2016, une réforme destinée à en sortir : un prélèvement de0,2%sur la valeur des importations éligibles en provenance d'États non-membres, censé financer 100 %du budget de fonctionnement, 75 % du budget-programme et 25 % du budget des opérations de soutien à la paix. Presque une décennie plus tard, le bilan reste mitigé : seule une minoritéd'États membres appliquait pleinement ce prélèvement plusieurs années après son entrée en vigueur théorique, ce qui en dit long sur l'écart entre l'ambition affichée d'autosuffisance financière et la réalité des pratiques nationales. Le budget de l'UA continue ainsi de dépendre,pour une part significative, de contributions extérieures européennes en premier lieu, mais aussi chinoises. Cette dépendance budgétaire se double d'une dépendance particulière au financement des opérations de soutien à la paix. L'adoption, le 21 décembre 2023, de la résolution 2719 du Conseil de sécurité des Nations unies a marqué à cet égard une étape réelle,quoique ambiguë : ce texte permet un financement, au cas par cas, des opérations conduites par l'UA et autorisées par le Conseil de sécurité, à hauteur maximale de 75 % par des contributions statutaires onusiennes et le solde devant être assuré par l'UA elle-même ou par d'autres partenaires. On peut y voir un progrès pour la prévisibilité du financement africain ; on peut tout aussi bien y lire la reconduction, sous une forme actualisée, de la primauté du Conseil de sécurité et donc des grandes puissances qui y siègent sur l'autorisation et le contrôle final des opérations que l'Afrique conduit pourtant elle-même sur son propre sol. Les deuxlectures ne s'excluent d'ailleurs pas : la résolution 2719 est à la fois une avancée et le signe que cette avancée reste concédée plutôt que conquise.

2- Le défi de la bonne gouvernance au sein de l'institution panafricaine

L'UA fait par ailleurs face à un défi de gouvernance qui déborde largement la seule question budgétaire. Il s'agit d'un un défi à la fois politique, économique, stratégique et sécuritaire.

Sur le plan politico-sécuritaire, l'organisation peine à faire entendre une voix unifiée,les États membres ne parlant pas toujours d'une seule voix dans l'intérêt du continent. Les rivalités entre organisations africaines en matière de maintien de la paix en sont un symptôme récurrent, en particulier dans les rapports verticaux, souvent tendus, entre l'Union africaine et les Communautés économiques régionales (CER). L'Architecture africaine de paix et de sécurité (APSA), censée matérialiser la volonté d'impliquuer pleinement l'UA dans la gestion des crises, permet certes d'aligner en partie l'action de l'Union sur celle des CER ; mais son opérationnalisation demeure d'une portée limitée face à ces rivalités, les puissances sous-régionales tendant à faire de leurs propres mécanismes le fer de lance de leur politique sécuritaire plutôt qu'un simple relais du niveau continental (Songolé, 2020,p. 259-277).

La rupture intervenue entre la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et les trois États du Sahel central, en l'occurrence le Mali, le Burkina Faso et le Niger, notifiée en janvier 2024 et effective en janvier 2025 illustre ce constat avec une acuité particulière. Ces trois pays, dirigés par des juntes militaires arrivées au pouvoir entre 2020 et 2023, ont créé dès septembre 2023 leur propre organe de défense mutuelle, l'Alliance des États du Sahel (AES), avant de quitter formellement la CEDEAO en lui reprochant, entre autres griefs, un abandon sécuritaire face au terrorisme et des sanctions jugées déconnectées des urgences du terrain. Une analyse récente qualifie cette décision d'« exit stratégique » : les États sahéliens n'auraient pas tant contesté la légalité du droit communautaire que sa capacitéà répondre à des menaces jugées existentielles, préférant recentrer leur sécurité sur un format plus restreint et, à leurs yeux, plus réactif (Balima, 2026). On retrouve ici, à l'échelle sous-régionale, exactement la tension qui traverse le rapport entre les États africains et l'UA elle-même : la solidarité collective a un coût politique que les États les plus exposés ne sont pas toujours disposés à payer, surtout lorsqu'ils doutent des bénéfices sécuritaires concrets qu'elle leur procure. Le sociologue Albert Hirschman avait forgé, pour d'autres objets, la distinction entre la sortie et la voix comme deux réponses possibles au mécontentement à l'égard d'une organisation (Hirschman, 1970) ; le cas sahélien montre qu'en matière de sécurité régionale africaine, la sortie reste une option bien réelle et que

la fragmentation qui en résulte n'épargne pas nécessairement les coopérations informelles, qui se poursuivent souvent malgré la rupture institutionnelle officielle.

Sur le plan économique, l'organisation panafricaine peine à garantir les fonds nécessaires au fonctionnement de ses activités et à l'atteinte des objectifs qu'elle se fixe chaque exercice. La planification d'un budget prévisionnel annuel se heurte à une réalité tenace : ce budget demeure sans commune mesure avec l'ampleur des problèmes du continent, ce qui appelle un effort accru des États membres et une planification mieux arrimée à la disponibilitéréelle des ressources.

À ces difficultés s'ajoutent le poids des arriérés de cotisation et les insuffisances du contrôle des ressources de l'UA. Le budget de l'Union est en théorie assuré à 100 %par ses États membres ; mais ceux-ci ne s'acquittent pas toujours des sommes auxquelles ils se sont librement engagés, ce qui produit un budget en partie virtuel. C'est ce constat que dressait déjà,en 2013, le représentant spécial de l'UE auprès de l'UA, Gary Quince, en pointant l'écart entre les engagements financiers affichés par les États membres et les versements effectivement réalisés (Defait, 2013). L'organisation a par ailleurs connu plusieurs cas de mauvaise gestion de ses ressources, notamment s'agissant de la passation de certains marchés publics. Ce qui interpelle sur la nécessité d'une réforme profonde de sa gouvernance financière (Caped, 2017,p. 32). Ce constat invite à envisager la mise en place d'un organisme de contrôle réellement indépendant, doté de son autonomie financière propre, afin d'échapper aux pressions des hautsfonctionnaires de l'institution et de produire des audits réguliers de la gestion budgétaire de l'Union.

B- Les préalables externes à la souveraineté sécuritaire de l'Union africaine

1- La tutelle financière des partenaires extérieurs

L'Union africaine entretient des relations de natures diverses avec plusieurs institutions internationales, dont beaucoup trouvent leur origine dans les liens historiques et politiques bâtis autour de la colonisation car les pays membres de ces organisations étant, pour beaucoup, les anciennes puissances coloniales elles-mêmes. Cette configuration alimente l'extraversion de l'État africain et, par ricochet, paralyse en partie l'institution panafricaine (Fogue Tedom, 2008,p. 418). Jean-François Bayart a proposé de lire ce phénomène non comme une simple subordination passive, mais comme une stratégie active par laquelle les acteurs africains eux-mêmes tirent parti de leur position de dépendance à l'égard de l'extérieur (Bayart, 1999),nuance importante, qui invite à ne pas réduire les dirigeants africains au rôle de simples victimes d'un système qu'ils contribuent aussi, parfois, à entretenir.

La coopération UE-UA en matière financière illustre bien cette relation de dépendance entre l'Europe et le continent africain (Kabou, 2012). Le financement de nombreux projets de l'institution panafricaine est assuré en grande partie par les partenaires extérieurs et l'UE n'échappe pas à cette réalité. Dans la même veine, plusieurs centaines de millions d'euros depuis 2007 au seul titre de la Facilité de paix pour l'Afrique confère de fait à l'institution du vieux continent un rôle de tutelle financière. Cela s'explique aussi par l'abondance des matières premières que recèle le sous-sol africain, et par l'incapacité des États du continent à les transformer eux-mêmes, et plus largement par un rapport à leurs propres ressources demeuré,encore aujourd'hui, davantage commercial que stratégique.

2- La tutelle stratégico-diplomatique des partenaires extérieurs

Les États africains peinent également à exister pleinement sur la scène internationale,qu'il s'agisse des opérations de maintien de la paix sur le continent ou de leur poids au sein d'organisations comme l'ONU. L'exemple de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) est, à cet égard, éclairant. Son rôle dans la prévention des conflits, la réaction aux crises et la consolidation de la paix traduit une ambition d'influence francophone qui s'appuie sur des dispositifs concrets de renforcement des capacités : le Réseau francophone international de formation policière (Francopol), le soutien à l'École nationale de police centrafricaine, ou encore l'envoi d'experts pour appuyer la réforme de la police civile en Guinée (Abourabi &Durand de Sanctis, 2016, p. 13-20). L'OIF a par ailleurs adopté, dans sa Déclaration de Bamako, des mesures spécifiques en cas de rupture de la démocratie, qu'il s'agisse de mesures ciblées, comme au Togo et en Mauritanie en 2005, ou de suspensions d'instances, comme au Mali, en Guinée-Bissau ou à Madagascar entre 2008 et 2012. Ce regain d'intérêt d'' une organisation extérieure au continent traduit, plus largement, la persistance d'une dépendance stratégique, sécuritaire et diplomatique des États africains y compris, on vient de le voir, sous l'égide de l'institution panafricaine ou de ses relais régionaux.

II- L'EXERCICE HYPOTHÉTIQUE DE LA SOUVERAINETÉ SÉCURITAIRE DE L'UNION AFRICAINE : LES ÉTATS AFRICAINS, ACTEURS DE SÉCURITÉ

Cette seconde partie met à l'épreuve l'hypothèse selon laquelle le continent africain, àpartir de l'institution panafricaine, pourrait devenir un acteur majeur de sa propre sécurité.Deux piliers, complémentaires, structurent cette sécurité : un pilier matériel, relevant du *hard* power, et un pilier immatériel, relevant du *soft power* politico-diplommatique. Encore faut-il,avant d'en tirer des

conclusions optimistes, examiner l'activation réelle des leviers de cette souveraineté (A), puis ses conséquences concrètes et ses limites, telles que les révèle la crise sahélienne évoquée plus haut pour l'émancipation des États africains sur la scène internationale (B).

A- L'activation des leviers de la souveraineté sécuritaire de l'Union africaine :l'opérationnalisation de la politique africaine commune de sécurité

La paix et la sécurité comptent parmi les conditions les plus élémentaires detout développement, pour un État comme pour un continent. Pour l'Afrique, prendre en charge sa propre sécurité pourrait bien être la réponse la plus durable à la prolifération des crises qui entravent sa marche vers la stabilité à condition, précisément, que cette prise en charge dépasse le stade de la déclaration d'intention.

Cette idée n'est pas nouvelle. En effet, dès 1958, l'illustre Kwame Nkrumah proposait la création d'un haut commandement et d'une légion militaire en Afrique (Gnanguenom,2013), projet qui se heurta aux réticences de dirigeants peu enclins à renoncer à leur souveraineté toute jeune. D'autres initiatives suivirent dans les années 1960 et 1970 : une structure militaire unifiée proposée par le Ghana en 1963, une organisation africaine de défense suggérée par la Sierra Leone en 1965, un système africain de défense porté par le Nigeria en 1970, puis un nouveau projet de force de défense entre 1978 et 1981. La déclaration du Caire de juin 1993 aboutit finalement à la création du Mécanisme de l'OUA pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits (Mvie Meka, 2007, p. 77). Cette généalogie, longue de plus de six décennies, montre que l'ambition d'une sécurité africaine assumée par les Africains eux-mêmes ne date pas de la création de l'UA en 2002 : elle en constitue au contraire l'un des fils conducteurs les plus anciens et les plus obstinément inaboutis.

1- Les leviers sécuritaires de la souveraineté sécuritaire de l'Union africaine

C'est dans ce contexte qu'a été mise en place, en 2002, 1'Architecture africaine de paix et de sécurité (APSA), destinée à répondre efficacement aux crises internes du continent. Elle s'organise autour de plusieurs mécanismes. Le Système continental d'alerte rapide, prévu àl'article 12 du Protocole relatif à la création du Conseil de paix et de sécurité (CPS), repose sur un centre d'observation et de contrôle chargé de la collecte et de l'analyse des données, ainsi que sur des unités d'observation régionales, en lien avec les Nations unies, des centres de recherche et des organisations non gouvernementales (Zozime Tamekamta, 2015, p. 1-7). Le Conseil des Sages, prévu à l'article 11 du même protocole, réunit cinq personnalités africaines respectées ayant contribué de façon exceptionnelle à la paix et à la sécurité du continent ; il vise, par l'envoi d'un

médiateur ou d'un facilitateur, à maintenir ou à rétablir le dialogue entre les parties, le recours à la force armée n'intervenant qu'en cas d'échec de cette médiation. La Force africaine en attente (FAA), enfin, a vu son concept approuvé à Addis-Abeba en juillet 2004, à l'issue d'un processus engagé dès mai 2003 et formalisé au sommet de Maputo (Zozime Tamekamta, 2015, p. 1-7).

L'architecture sécuritaire africaine repose ainsi sur une sécurité collective à deux niveaux. Au niveau régional, avec les cinq Communautés économiques régionales à savoir :CEEAC, CEDEAO, SADC, IGAD et UMA. Ces communautés régionales encore appelées CER constituent les brigades de la FAA. Et au niveau continental, avec l'UA. C'est précisément cette architecture à deux niveaux que la rupture CEDEAO-AES est venue fragiliser : lorsqu'un bloc sous-régional constitués trois États possède une part majoritaire du territoire ouest-africain, se retire du cadre communautaire qui devait porter sa brigade régionale, c'est bien le maillon régional de l'APSA qui se trouve directement impacté, et non un simple différend diplomatique périphérique. Le paradoxe est frappant : l'APSA a été conçue pour donner corps à l'appropriation africaine de la sécurité du continent, et c'est précisémentau nom de cette même appropriation revendiquée cette fois à l'échelle nationale plutôt que continentale que trois États s'en sont retirés.

Le Conseil de paix et de sécurité (CPS), organe de décision de l'UA institué comme organe permanent par l'article 5, alinéa 2, de l'Acte constitutif, poursuit des objectifs multiples : promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité ; prévention, gestion et règlement des conflits; consolidation des processus de paix et reconstruction post-crise ; action humanitaire (Lecoutre, 2004, p. 131-162). Il s'est notamment illustré par l'envoi de troupes au Burundi (MAPROBU), au Mali (MISMA), puis en Somalie depuis 2007 (AMISOM), soutenue logistiquement et financièrement par l'ONU et l'UE ; il s'implique également dans le pilotage de la force multinationale mixte créée par les États du bassin du lac Tchad contre Boko Haram.Malgré des tensions persistantes au Burundi en 2016, en RDC depuis 1997, en RCA à partir de 2013 et des menaces nouvelles comme la crise malienne de 2012 ou les violences liées aux mouvements sécessionnistes ambazoniens au Cameroun, l'institution panafricaine affiche une volonté réelle de se hisser à la hauteur de ces préoccupations. Seulement, la distance entre volonté affichée et capacité effective demeure, précisément, le noeud du problème que cet article cherche à mettre au jour.

Il faut, enfin, dépasser l'esprit même de l'expression « Force africaine en attente », qui laisse entendre que le continent demeurerait éternellement dans l'attente d'une force militaire opérationnelle. Le dispositif actuel invite plutôt à penser une force adossée à des brigades

régionales et à des centres d'entraînement propres à chaque communauté : la FOMAC pour la CEEAC, l'ECOMOG pour la CEDEAO, l'EASTBRIG pour l'IGAD, la NABRIG pour l'UMA (Tsafack, 2016, p. 191-217).Cette architecture privilégie les solutions africaines aux problèmes africains, l'appropriation et la responsabilisation africaines étant devenues des concepts clés de la gestion des crises continentales.

Le principe de non-indifférence inscrit dans la Constitution de l'UA, qui rompt avec la doctrine de non-ingérence de l'OUA, traduit cette volonté d'implication renforcée. En effet,cette volonté a de nouveau été mise à l'épreuve notamment avec le cas sahélien avec les logiques de fragmentation régionale (Clément, 2016, p. 23-28). Ce qui montre qu'il ne suffit pas seulement d'afficher une volonté, mais de la consolider et de l'affirmer comme telle, en faisant face aux logiques de fragmentation régionale. (Clément, 2016, op.cit., p. 23-28).

2- Les leviers politico-diplomatiques

Deux leviers principaux méritent ici d'être distingués, qui visent tous deux àsauvegarder les intérêts des États africains et à guider leurs rapports internes comme externes.

Le premier consiste à sortir du déficit d'autonomie stratégique. La souverainetésécuritaire à laquelle aspire le continent africain, pour espérer voir naître l'Afrique que nous voulons, suppose une rupture avec l'ancienne puissance coloniale, non par posture, mais par nécessité pratique. L'Union africaine ne saurait en effet prétendre à une émancipation stratégique sur la scène internationale sans sortir, au préalable, de la dépendance qu'elle affiche aujourd'hui. Cela suppose que les États africains soient eux-mêmes associés à la mise en cuvre des décisions concernant leur propre sécurité, plutôt que de laisser ce rôle à l'Occident.

L'octroi d'aides aux pays africains illustre bien cette absence d'autonomie stratégique : à travers l'UE, des puissances comme la France cherchent aussi à crédibiliser un ordre multipolaire par leur implication dans les opérations de maintien de la paix, tout en contestant l'ordre unipolaire dominé par les États-Unis (Battistella, 2004, p. 89-98). Le financement àdistance de ces opérations permet à ces partenaires de conserver une influence sur les institutions qui les organisent comme sur celles qui les reçoivent ; ces dernières, faute d'autonomie réelle, restent tributaires de centres de décision situés hors de leurs frontières (Ludenois, 2016), ce qui explique en partie le regain d'intérêt manifeste de la France pour les questions de défense africaines (Perrot, 2005, p. 111-130).

Le second levier consiste à sortir de la diplomatie de mimétisme et d'extraversion. Les enjeux de sécurité et de défense devraient conduire les États africains vers une diplomatie pensée pour et par l'Afrique. Le continent s'est pourtant longtemps illustré, ausortir de la guerre froide, par un mimétisme ontologique de sa politique étrangère, agissant sous le couvert de l'autorité des anciennes puissances coloniales. La division idéologique du continent, héritée de la conférence de Bandung de 1955 et de la naissance des blocs de Monrovia et de Casablanca (Yacouba, 2003,p. 113-127), a durablement orienté la diplomatie africaine. Dépourvus d'un socle idéologique commun pouvant servir de matrice à une pensée stratégique proprement africaine, les États du continent se sont longtemps persuadés qu'ils pouvaient exister en imitant les idéologies dominantes de l'échiquier international. Une diplomatie panafricaniste pensée sur le temps long permettrait, à l'inverse, de construire un poids économique et commercial réel, en se dotant d'instruments de projection de l'influence politique africaine sur la scène régionale et internationale (Nguembock, 2014,p. 13-14).

B- Les conséquences de l'exercice de la souveraineté sécuritaire de l'Union africaine sur la scène internationale

1- L'émancipation politique et stratégique

L'émancipation politique et stratégique renvoie à la capacité de l'élite politique africaine à s'inscrire pleinement dans le jeu de puissance qui structure les relations internationales de l'après-guerre froide. L'activation des leviers de la politique africaine commune de sécurité devrait permettre le passage d'une simple volonté d'autonomisation àune autonomie effective, tant au niveau des politiques que des stratégies. Le cas sahélien invite toutefois à nuancer sérieusement cet optimisme : la quête d'autonomie peut aussi bien se retourner contre l'échelon continental lui-même, lorsque les États jugent que celui-ci ne répond pas à leurs urgences sécuritaires immédiates. L'émancipation par rapport à l'ancienne tutelle coloniale n'implique donc pas mécaniquement un renforcement de l'UA : elle peut, à l'inverse,emprunter la voie d'un repli sur des cadres plus restreints, quitte à fragiliser l'édifice continental que cet article appelle par ailleurs de ses voeux. En dépit des nombreuses contraintes structurelles auxquelles elle demeure confrontée, l'Afrique peut et doit néanmoins s'inscrire pleinement dans ce jeu de puissance (Verluise, 2013), à condition de résoudre, en amont, cette tension entre souveraineté nationale et solidarité continentale.

La disponibilité des ressources naturelles, le potentiel démographique du continent et le regain d'intérêt de ses partenaires extérieurs constituent autant d'atouts susceptibles de permettre

à l'Afrique de se construire comme puissance sur la scène internationale. Il ne s'agit plus d'adopter une posture attentiste, comme ce fut longtemps le cas, mais de prendre en main son propre devenir (Gaye, 2006, p. 14), sans quoi ce regain d'intérêt extérieur restera un intérêt pour l'Afrique, non un intérêt de l'Afrique.

2- L'émancipation militaire et économique

L'institution panafricaine demeure généralement confrontée à une double dépendance,militaire et financière, qui l'empêche de se doter d'une base réellement solide. Sur le plan sécuritaire, cette dépendance se traduit par la multiplication des opérations de maintien de la paix sur le continent et par de nombreux partenariats de formation des soldats africains ; sans négliger leuur apport réel, cette configuration continue de peser sur les prétentions souverainistes des États africains. Sur le plan financier, elle se traduit par le poids persistant des aides accordées par les bailleurs de fonds internationaux. L'émancipation ici visée est celle de l'autonomie en matière de stratégie militaire, de défense et de sécurité, qui sont des prérogatives essentielles de tout gouvernement, qui gagneraient à être assurées par les États africains eux-mêmes, sous l'égide d'une institution panafricaine érigée en garante de ces priorités.

Sur le plan financier, les États africains doivent honorer leurs obligations statutaires de façon plus systématique : les écueils financiers persistants de l'institution limitent nécessairement les attentes qu'on peut placer en elle, faute de ressources suffisantes pour exercer pleinement son rôle. Disposant par ailleursd'une abondante richesse en matières premières, les États africains peuvent et doivent reconfigurer les termes de leurs échanges commerciaux en priorisant davantage leurs propres intérêts, tout en convergeant, à terme, vers des instruments monétaires communs à l'échelle du continent.

Le projet, toujours en discussion, d'une monnaie unique pour l'Afrique de l'ODuest malgré la diversité des traditions économiques des pays concernés peut à cet égard servir d'exemple aux décideurs de l'Union africaine dans la perspective d'une affirmation réelle sur la scène internationale (Nubukpo, 2021, p. 19-32). Il ne s'agirait pas d'aller directement vers une monnaie unique continentale, mais de construire d'abord des solutions monétaires àl'échelle de chaque communauté économique régionale, susceptibles de servir ensuite de socle à une monnaie commune plus large, appelée à s'imposer, à terme, aux côtés des autres monnaies du système monétaire international.

Conclusion

Cet article s'est proposé de trancher, ou du moins d'instruire, la question de savoir si les États africains sont, aujourd'hui, un objet ou uun acteur de sécurité. Il en ressort une réponse à double face. À l'aune des dynamiques nationales, transnationales et internationales actuelles,les configurations westphaliennes africaines, en dépit de leurs nombreuses difficultés,paraissent en mesure d'assumer les fonctions régaliennes propres à tout État − la sécurité et la défense. Mais l'exercice concret de cette capacité demeure fragile, discontinu, et parfois contredit par les États africains eux-mêmes, comme le montre la rupture entre la CEDEAO et les États du Sahel central : la revendication de souveraineté sécuritaire, portée au nommême des principes que défend cet article, peut se retourner contre l'édifice continental qu'elle est censée renforcer. L'examen des préalables à la souveraineté sécuritaire de l'Union africaine, puis de son exercice hypothétique, invite à penser que l'affirmation du continent en tant qu'acteur de sécurité reconnu suppose de sortir véritablement de son giron colonial et néocolonial, pour proposer à ses partenaires occidentaux une autre Afrique celle dont les objectifs sont inscrits dans l'Agenda 2063 (Konadje, 2013). Mais elle suppose tout autant que les États africains résolvent, entre eux, la question de savoir à quel niveau national, sous-régional ou continental,cette souveraineté sécuritaire doit s'exercer en priorité. Faute de quoi, la contestation légitime des tutelles extérieures pourrait se prolonger en une fragmentation interne tout aussi coûteuse pour l'ambition d'une Afrique actrice de sa propre sécurité.

Sans prétendre avoir épuisé la question, cette contribution a permis de dégager, à partir des grilles d'analyse constructiviste et réaliste, les efforts qui restent à fournir. Du point de vue réaliste, la prise en compte des atouts énergétiques, humains, géographiques et économiques du continent devrait permettre à l'Afrique de faire pencher la balance en sa faveur en se repositionnant sur la scène internationale. Du point de vue constructiviste, la mise en place des Communautés économiques régionales et des brigades régionales contribue au renforcement des capacités du continent mais aussi, la crise sahélienne le rappelle, à la production de nouvelles lignes de fracture, dès lors que les représentations de la souveraineté divergent entre l'échelon national et l'échelon continental (Mvom, 2017,p.538).

La construction d'une véritable force africaine, en guise de *hard power* ; d'une diplomatie véritablement africaine au service de l'Afrique que nous voulons, en guise de soft power (Nguembock, 2014, p. 13-14); et d'une prise en compte pleine et entière du potentiel économique, environnemental et humain du continent, en guise de *smart power* : ces trois éléments demeurent

essentiels à la quête de puissance sécuritaire africaine. Mais ils ne suffiront pas sans un quatrième, plus politique que technique : un accord minimal entre États africains sur ce que « souveraineté sécuritaire » veut dire, et sur l'échelle à laquelle elle doit s'exercer.

Fermer pour régner ?
Église de réveil et régimes de politisation au Cameroun : lecture croisée de la crise de juillet 2026

Close to Rule?

The Revival Church and Regimes of Politicization in Cameroon:

A Comparative Analysis of the July 2026 Crisis

FOUDA Joseph Uriel

Doctorant/PhD,

Département de Science Politique

Faculté des Sciences Juridiques et Politiques,

Université d'Ébolowa

Résumé :

Le 8 juillet 2026, à la suite du meurtre d'une fillette de onze ans à Nkolndongo (Yaoundé), le ministre de l'Administration territoriale du Cameroun, Paul Atanga Nji, a annoncé la fermeture imminente de 1 400 églises dites « de réveil » jugées en situation irrégulière. Cet épisode, qui reproduit presque à l'identique une campagne similaire menée en 2025, interroge un couple analytique central dans l'étude des rapports entre religion et politique au Cameroun : celui de la disqualification et de l'auto-disqualification du champ religieux protestant informel. L'article propose une lecture croisée de la crise à partir du cadre théorique des régimes de politisation de Bernard Lacroix, complété par le concept opératoire de Zone d'Implantation Protestante (ZIP). Il soutient que l'auto-disqualification structurelle des églises de réveil informalité juridique, opacité financière, absence de traçabilité des responsables ne s'oppose pas à la disqualification politique opérée par l'État, mais lui fournit son prétexte le plus commode, dans une dialectique récurrente et non résolue.

Mots-clés : églises de réveil, Cameroun, régimes de politisation, disqualification, ZIP, MINAT, régulation du religieux.

Abstract:

On 8 July 2026, following the murder of an eleven-year-old girl in the Nkolndongo district of Yaoundé, Cameroon's Minister of Territorial Administration, Paul Atanga Nji, announced the imminent closure of 1,400 so-called "revival churches" operating in an irregular legal situation. This decision echoed an almost identical campaign launched in 2025 and revived scholarly debates on the relationship between religion and politics in Cameroon. This article examines the episode through the analytical lens of the twin concepts of disqualification and self-disqualification within the informal Protestant religious field. Drawing on Bernard Lacroix's theory of regimes of politicization, complemented by the operational concept of Protestant Implantation Zones (PIZ), the article argues that the structural self-disqualification of revival churches characterized by legal informality, financial opacity, and the lack of accountability of religious leaders does not contradict the political disqualification exercised by the state. Rather, it provides the state with a convenient justification for strengthening administrative regulation. The article demonstrates that these two dynamics are not mutually exclusive but form a recurrent and unresolved dialectic that shapes state religion relations in contemporary Cameroon.

Keywords: revival churches; Cameroon; regimes of politicization; disqualification; Protestant Implantation Zones (PIZ); Ministry of Territorial Administration (MINAT); regulation of religion

Introduction

Le mercredi 8 juillet 2026, le ministre camerounais de l'Administration territoriale (MINAT), Paul Atanga Nji, convoque les responsables de l'église évangélique *« Vie et Paix au Cameroun »* et annonce, dans la foulée, la fermeture prochaine de près de 1 400 églises de réveil réparties sur l'ensemble du territoire national[1]. L'annonce fait suite au meurtre, dans la nuit du 28 juin 2026, d'une fillette de onze ans au quartier Nkolndongo, à Yaoundé, dont la suspecte présumée serait affiliée à cette confession[2]. *« La période de tolérance est révolue »,* déclare alors le ministre, qui exige des responsables religieux un recensement sous quatorze jours, un renforcement de la formation des pasteurs et une collaboration accrue avec l'administration territoriale.

Cet épisode, qui a occupé l'espace médiatique camerounais durant plusieurs semaines, ne constitue pas un fait isolé. Un an plus tôt, en 2025, une campagne similaire avait déjà conduit à la fermeture annoncée de 188 structures religieuses, sans qu'aucun bilan public ne permette aujourd'hui d'établir combien d'entre elles ont effectivement disparu, combien ont rouvert après une simple régularisation de façade, et combien poursuivent leurs activités sous un autre nom, dans un autre quartier, en misant sur ce que l'on pourrait appeler *« la lassitude administrative ».*

Cette répétition quasi scénarisée fait divers déclencheur, convocation ministérielle, chiffre spectaculaire, promesse de fermeté, invite à dépasser le simple commentaire d'actualité pour interroger la nature profonde du rapport que l'État camerounais entretient avec un christianisme pentecôtiste et néo-évangélique en expansion rapide, largement informel, et structurellement extérieur aux cadres de reconnaissance légale hérités de la période coloniale et postcoloniale[3] (Messina et van Slageren, 2005 ; Mary, 2000).

La crise de juillet 2026 ne se réduit ni à un problème de discipline interne au champ religieux camerounais, ni à une pure instrumentalisation étatique d'un fait divers. Elle interroge un couple analytique central dans l'étude des rapports entre religion et politique au Cameroun : celui de la disqualification et de l'auto-disqualification du champ religieux protestant informel. En réalité, ces deux dynamiques ne s'opposent pas, mais s'articulent dans une dialectique récurrente,

[1]Journal Étudiant, « Mort d'une fillette à Nkolndongo : le Minat ferme 1400 églises réveillées », 8 juillet 2026.
[1]KOACI, « Cameroun : le gouvernement va fermer 1 400 églises de réveil, si c'était encore une fois, juste une chanson ? », 9 juillet 2026.
[1]Magazine Actualités Cameroun, « Cameroun : le Minat annonce la fermeture de 1 400 églises de réveil », 9 juillet 2026.
[1]Ibid.
[2]Ibid. La suspecte présumée serait membre de l'église « Vie et Paix au Cameroun », dont les dirigeants ont été convoqués par le ministre le 8 juillet 2026.
[3]KOACI, art. cit., 9 juillet 2026. L'article évoque 188 églises fermées lors de la campagne de 2025, sans qu'aucun bilan public n'établisse le nombre de fermetures effectives.

où la vulnérabilité structurelle du champ religieux informel fournit à l'État l'occasion et la légitimité d'un contrôle dont la finalité dépasse la seule protection des populations.

La question posée et qui invite à la réflexion est ainsi formulée : La prolifération et la fermeture des églises de réveil sont-elles le problème des Camerounais eux-mêmes, ou celui d'un gouvernement en quête de leviers de contrôle territorial ? Elle mérite d'être reformulée en des termes moins binaires. Elle recoupe en réalité la problématique centrale de l'étude des rapports entre protestantisme et politique au Cameroun : celle de la disqualification et de l'auto-disqualification du champ religieux hors des cadres institutionnels reconnus.

L'hypothèse défendue ici est que ces deux lectures ne s'excluent pas mais s'articulent dans une dialectique récurrente, où la vulnérabilité structurelle du champ religieux informel fournit à l'État l'occasion et la légitimité d'un contrôle dont la finalité dépasse la seule protection sanitaire ou sécuritaire des populations.

L'article expose d'abord le cadre théorique mobilisé, à savoir le fonctionnalisme, le constructivisme, les régimes de politisation de Lacroix, et le concept de concept de ZIP[4]. Il précise ensuite la méthodologie et le corpus. Par ailleurs, il propose une analyse empirique de la crise de juillet 2026 replacée dans sa séquence historique récente. Enfin, il y a deux lectures concurrentes auto-disqualification et disqualification instrumentale avant de proposer une synthèse dialectique et d'ouvrir sur les limites de l'exercice.

Dans une perspective fonctionnaliste, la multiplication des églises de réveil au Cameroun s'explique par leur capacité à combler des déficits que ni l'État ni les Églises historiques catholique, presbytérienne, baptiste ne parviennent plus à satisfaire : accompagnement social de proximité, réponse thérapeutique à la précarité sanitaire, cadre communautaire de redistribution informelle, offre de sens face à l'incertitude économique. Cette lecture fonctionnaliste explique l'ampleur du phénomène plus de trois millions de fidèles seraient concernés au Cameroun, pour seulement cinq confessions légalement reconnues selon les chiffres mêmes du MINAT sans toutefois rendre compte des logiques de pouvoir qui président à sa régulation.[5]

L'expression même *d'« église de réveil »* n'est pas neutre. Elle est mobilisée différemment selon les locuteurs : catégorie administrative floue dans le discours du MINAT, catégorie stigmatisante dans une partie de la presse qui l'associe systématiquement aux faits divers, catégorie

[4] Zone d'Implantation Protestante

[5]Esbimedia, « Exclusif Les églises "de réveil" au Cameroun : un trait d'union entre désespoir et régulation », décembre 2024. Le MINAT y est cité comme source du chiffre de cinq confessions légalement reconnues, pour une population estimée à plus de trois millions de fidèles.

revendiquée ou au contraire refusée par les structures religieuses elles-mêmes selon qu'elles y trouvent un gain de visibilité ou un risque de disqualification. Une lecture constructiviste invite ainsi à traiter la catégorie non comme une donnée mais comme un enjeu de la controverse elle-même.

La grille des régimes de politisation proposée par Bernard Lacroix distingue les moments où un objet social entre dans le champ politique de façon routinière par l'inscription progressive dans des dispositifs administratifs stables des moments où il y entre par l'événement, sous l'effet d'une crise qui impose une politisation rapide, réactive et à forte charge symbolique[6]. La crise de juillet 2026 relève incontestablement de ce second registre : c'est un fait divers tragique, non une évolution législative planifiée, qui déclenche l'annonce ministérielle.

Ce cadre a déjà été mobilisé pour distinguer, dans l'étude des rapports entre protestantisme et politique au Cameroun, des régimes de politisation faible *« apoliticisme »* doctrinal, politisation passive, dépolitisation stratégique et des régimes de politisation forte prophétisme politique, action sociale transformatrice, réponses existentielles[7]. La crise des églises de réveil permet d'observer, en temps réel, le passage possible d'un régime à l'autre : la dépolitisation stratégique, mode de survie habituel de ces structures informelles, est mise à l'épreuve par une politisation par l'événement qui leur est imposée de l'extérieur.

Le concept de Zone d'Implantation Protestante, forgé pour cartographier les cinq bassins historiques d'implantation protestante identifiés à l'indépendance camerounaise, offre un outil pertinent pour interroger la géographie de la crise de 2026[8] : les 1 400 structures visées par la mesure ministérielle se situent-elles majoritairement dans le prolongement de ces ZIP historiques, ou relèvent-elles au contraire d'une dynamique urbaine récente, largement déconnectée de ces bassins l'affaire de Nkolndongo, quartier périphérique de Yaoundé, en étant l'illustration ? Faute de données de géolocalisation publiées par le MINAT, cette question ne peut être ici que posée, non tranchée ; elle constitue une piste de recherche ultérieure, notamment pour l'exploitation de la Figure 1 déjà produite dans le cadre de la thèse.

Enfin, la notion barthésienne d'« effet de réel », reprise par Érik Neveu et Rémy Rieffel dans une perspective de sociologie des médias, éclaire la manière dont le traitement journalistique

[6]Bernard Lacroix, « Ordre politique et ordre social. Objectivisme, objectivation et analyse politique », in Madeleine Grawitz et Jean Leca (dir.), Traité de science politique, Paris, PUF, 1985, t. 1, p. 469-565.

[7]Fouda Joseph Uriel, « L'Église protestante et la politique au Cameroun », thèse de doctorat, Université d'Ébolowa, chapitre 3 : régimes de politisation faible (apoliticisme doctrinal, politisation passive, dépolitisation stratégique) et forte (prophétisme politique, action sociale transformatrice, réponses existentielles).

[8]Fouda Joseph Uriel, thèse citée, chapitre 2 : le concept de Zone d'Implantation Protestante (ZIP), cinq zones historiques identifiées à l'indépendance.

du fait divers de Nkolndongo le prénom de la fillette, l'âge, le quartier, la circonstance macabre produit un effet de vérité qui légitime, en amont de toute délibération publique, la mesure administrative qui s'ensuit[9].

Le corpus mobilisé associe les communiqués et déclarations du MINAT tels que relayés par la presse camerounaise[10], une mise en perspective diachronique avec la campagne de fermetures de 2025, et un travail comparatif entre les différentes sources journalistiques afin de neutraliser les effets de cadrage propres à chaque organe. L'analyse ne prétend pas à l'exhaustivité statistique les données chiffrées relatives aux 1 400 structures visées n'étant, à la date de rédaction, ni publiées ni vérifiables de façon indépendante mais à une lecture qualitative et théoriquement outillée d'un épisode significatif de politisation par l'événement.

Dans le prolongement du matériau de terrain déjà constitué et conduit entre 2022 et 2025 dans sept régions camerounaises, cet article ne mobilise pas de nouvelles données d'entretien, la crise étant postérieure à la clôture de la collecte. Il constitue en ce sens un exercice d'actualisation théorique plutôt qu'un chapitre empirique supplémentaire, destiné à tester la robustesse du cadre d'analyse à l'épreuve d'un événement contemporain. C'est se qui donne à saisir, d'une part, à travers l'analyse empirique de la crise de juillet 2026 (I) ; et, d'autre part, une discussion révélatrice de deux lectures concurrentes, consacrant une dialectique (II).

I- L'ANALYSE EMPIRIQUE DE LA CRISE DE JUILLET 2026

Cette analyse renseigne successivement sur l'anatomie d'une séquence (A), une hiérarchisation du légitime (B), le précédent de 2025 : récidivisme et vide de redevabilité (B), le langage du pouvoir : de la loi à la stigmatisation morale (D), une extension au-delà du champ pentecôtiste : les Témoins de Jéhovah (E), une réaction politique révélatrice : le registre de la « secte » (F), et une note comparative régionale : le contre-exemple gabonais (G).

A- Anatomie d'une séquence

La séquence débute par un fait divers d'une violence extrême : le meurtre d'une fillette de onze ans dans la nuit du 28 juin 2026, au quartier Nkolndongo, dans l'arrondissement de Yaoundé IV. La suspecte présumée est présentée par la presse comme fidèle de l'église « Vie et Paix au Cameroun »[11]. Dès le 8 juillet, soit dix jours après les faits, le ministre convoque les responsables de cette confession et annonce, dans le même mouvement, une mesure de portée nationale visant

[9]Roland Barthes, « L'effet de réel », Communications, vol. 11, 1968, p. 84-89 ; Érik Neveu, Une société de communication ?, Paris, Montchrestien, 2001 ; Rémy Rieffel, Sociologie des médias, Paris, Ellipses, 2005.
[10] Entre autres, KOACI, Actu Cameroun, Journal Étudiant, Magazine Actualités Cameroun.
[11]Journal Étudiant, art. cit.

1 400 structures, sans lien direct établi avec l'affaire elle-même sinon celui, symbolique, de la catégorie religieuse à laquelle appartiendrait la suspecte.

Ce glissement d'un fait divers individuel à une mesure administrative de portée nationale est en soi significatif. Il illustre un mécanisme classique de politisation par l'événement : un cas singulier, à forte charge émotionnelle, sert de point d'appui à une action publique dont la préparation, si elle existait déjà dans les cartons de l'administration, n'attendait sans doute qu'un déclencheur légitimant.

B- Une hiérarchisation du légitime

Le communiqué ministériel ne se limite pas à l'annonce de fermetures. Il rappelle également aux responsables des Témoins de Jéhovah l'obligation de respecter les lois et les symboles républicains, en exigeant notamment l'allégeance au drapeau[12]. Ce doublement de la mesure fermeture d'un côté, rappel à l'ordre symbolique de l'autre, suggère que l'enjeu dépasse la seule protection sanitaire des fidèles pour toucher à une définition de la loyauté institutionnelle attendue de toute organisation religieuse, qu'elle soit ou non légalement reconnue.

L'administration territoriale pointe, pour justifier sa mesure, l'absence de traçabilité des dirigeants religieux et l'opacité des sources de financement de ces structures, ainsi que l'échappement de leurs discours à tout contrôle légal[13]. Ces trois griefs traçabilité des personnes, traçabilité financière, contrôle du discours dessinent un objectif de gouvernementalité qui excède la seule prévention de la délinquance individuelle : il s'agit de faire entrer dans le champ de visibilité administrative un ensemble d'acteurs sociaux qui, par leur nombre même 1 400 structures recensées comme irrégulières, constituent, selon les termes de l'administration elle-même, un *« angle mort »* pour le contrôle du territoire.

C- Le précédent de 2025 : récidivisme et vide de redevabilité

La comparaison avec la campagne de 2025 est ici décisive. Celle-ci s'était soldée par l'annonce de la fermeture de 188 églises, sans qu'aucune donnée publique ne permette, un an plus tard, d'en évaluer l'exécution effective[14]. Ce silence sur le suivi constitue, en lui-même, un élément d'analyse : il suggère que la mesure administrative produit avant tout un effet d'annonce une

[12]Magazine Actualités Cameroun, art. cit. Le communiqué ministériel associe, dans le même mouvement, le rappel à l'ordre adressé aux responsables des Témoins de Jéhovah sur le respect des symboles républicains.
[12]KOACI, art. cit.
[12]Esbimedia, art. cit.
[13]Magazine Actualités Cameroun, art. cit. : « L'existence de 1 400 structures évoluant totalement en dehors du radar de l'administration constitue un véritable angle mort pour le contrôle du territoire. »
[14]KOACI, art. cit. L'article relève que le scénario de juillet 2026 reproduit celui de 2025 : fait divers déclencheur, convocation ministérielle, chiffre spectaculaire, promesse de fermeté.

démonstration de fermeté à destination de l'opinion publique plutôt qu'un dispositif de régulation dont l'administration se donnerait les moyens d'évaluer, dans la durée, l'efficacité réelle.

Ce récidivisme sans bilan documenté invite à s'interroger sur la fonction structurelle, et non seulement conjoncturelle, de ce type d'annonce dans le répertoire d'action du MINAT : moins un dispositif de politique publique qu'un rituel de réaffirmation de la souveraineté administrative sur un espace social perçu comme en expansion incontrôlée.

D- Le langage du pouvoir : de la loi à la stigmatisation morale

Le registre lexical employé par le ministre lors de la concertation du 8 juillet mérite une attention particulière. Au-delà du vocabulaire administratif attendu irrégularité, tolérance, encadrement, le MINAT qualifie certains responsables religieux de *« brigands »* et de *« bandits »,* les accusant d'avoir *« brisé des familles »* et *« monté des enfants contre les parents »*[15]. Cette rhétorique, qui déborde largement le registre juridique pour investir un registre moral et quasi criminel, contribue à construire au sens constructiviste défini plus haut une figure du pasteur de réveil comme *« prédateur social »,* indépendamment de toute procédure judiciaire individualisée. La formule ministérielle rapportée par un autre organe de presse, selon laquelle *« la foi ne peut plus s'affranchir de la loi »*[16], résume à elle seule le déplacement en cours : d'une régulation administrative de structures vers une remise en cause de la légitimité spirituelle même de ces mouvements.

Un examen comparatif des sources fait par ailleurs apparaître une divergence de cadrage non négligeable quant à la nature même du chiffre de 1 400. Alors que la majorité des organes de presse le présentent comme l'annonce d'une fermeture à venir, un article évoque un bilan cumulatif : *« depuis un an et demi, environ 1 400 églises de réveil ont été fermées »*, ce qui déplacerait le sens de l'annonce d'une mesure nouvelle vers la publicisation d'un total déjà atteint. Cette ambiguïté, loin d'être un simple artefact journalistique, illustre concrètement le mécanisme barthésien de l'effet de réel évoqué plus haut : le chiffre *« 1 400 »* circule et s'impose comme une évidence statistique, alors que sa nature exacte flux annoncé ou stock cumulé demeure indéterminée dans le débat public lui-même.

Cette indétermination est cohérente avec la genèse plus ancienne du dispositif : dès février-mars 2025, le sous-préfet de l'arrondissement de Yaoundé IV avait fait fermer 188 lieux de culte

[15]Journal du Cameroun, « Cameroun : le ministre Paul Atanga Nji rappelle certaines églises à l'ordre », 9 juillet 2026. Le ministre y dénonce des responsables religieux qu'il qualifie de « brigands » et de « bandits », accusés d'avoir « brisé des familles » et « monté des enfants contre les parents ».

[16]Kewoulo, « Cameroun : le gouvernement annonce la fermeture de 1 400 églises », 10 juillet 2026. Citation attribuée au ministre : « La foi ne peut plus s'affranchir de la loi. »

sur 615 recensés dans sa seule circonscription, sur instruction du même ministre, avant que l'opération ne s'étende à l'arrondissement de Yaoundé VI, portant alors le total à environ 300 fermetures dans la capitale[17]. Le chiffre national de 1 400 apparaît ainsi moins comme une rupture que comme l'extrapolation, à l'échelle du territoire, d'une dynamique répressive locale déjà engagée dix-huit mois plus tôt ce qui confirme la lecture proposée en 4.3 d'un dispositif récurrent plutôt que d'une réponse ponctuelle au drame de Nkolndongo.

E- Une extension au-delà du champ pentecôtiste : les Témoins de Jéhovah

La même séquence voit le ministre exiger des responsables des Témoins de Jéhovah qu'ils chantent l'hymne national et se fassent soigner dans les hôpitaux publics[18], exigences qui n'ont aucun lien direct avec l'affaire de Nkolndongo ni avec la catégorie des *« églises de réveil »* au sens strict. Cette extension révèle que la crise de juillet 2026, bien qu'elle se présente sous l'habillage d'une réponse à un fait divers précis, sert en réalité de point d'appui à une remise en ordre plus générale du champ religieux minoritaire dans son ensemble pentecôtiste, néo-évangélique et non trinitaire confondus, unifié moins par une doctrine commune que par sa position d'extériorité relative aux institutions religieuses historiquement reconnues par l'État camerounais.

F- Une réaction politique révélatrice : le registre de la « secte »

Le 12 juillet 2026, soit quatre jours après l'annonce ministérielle, Célestin Djamen, président de l'Alliance Patriotique Républicaine (APAR), déclare sur le plateau de l'émission Canal Presse : *« que ce soient les églises de réveil, les témoins de Jéhovah… ce sont des sectes »*[19], ajoutant que ces mouvements religieux détruiraient des familles entières. Cette prise de position d'un acteur politique de l'opposition n'est pas anodine : elle indique que la mesure gouvernementale, loin de susciter une critique de l'usage du pouvoir administratif contre la liberté de culte, rencontre au contraire une forme de consensus transpartisan autour de la nécessité d'un contrôle accru ce qui affaiblit d'autant la probabilité d'une contestation organisée du dispositif, et

[17]KOACI, art. cit. : en février-mars 2025, le sous-préfet de l'arrondissement de Yaoundé IV, Elvis Akondi, avait fait fermer 188 lieux de culte sur les 615 recensés dans sa seule circonscription, sur instruction de Paul Atanga Nji, qui avait annoncé dès décembre 2024 son intention de sévir. L'opération s'était ensuite étendue à Yaoundé VI, portant le total à environ 300 fermetures dans la capitale à l'époque.

[18]Vitrine du Cameroun, « Paul Atanga Nji exige aux Témoins de Jéhovah de chanter l'hymne national et de se faire soigner dans les hôpitaux », 9 juillet 2026.

[18]Cameroun actuel, « Après le meurtre de Nkolndongo, Atanga Nji annonce la fermeture de 1 400 églises », 9 juillet 2026. La délégation de l'église « Vie et Paix au Cameroun » était conduite par son secrétaire général, l'Apôtre Philippe Obaker.

[19]Actu Cameroun, « Célestin Djamen : “que ce soient les églises de réveil, les témoins de Jéhovah… ce sont des sectes” », 12 juillet 2026, propos tenus dans l'émission Canal Presse (Canal 2 International) du président de l'Alliance Patriotique Républicaine (APAR).

confirme la prégnance du régime de dépolitisation stratégique évoqué en 5.3, y compris dans l'opinion politique non gouvernementale.

G- Note comparative régionale : le contre-exemple gabonais

Il est utile, à titre de contrepoint, de signaler qu'un mois avant la crise camerounaise, le Conseil national des Églises de réveil et pentecôtistes du Gabon recevait en audience le Forum national des organisations de jeunesse gabonaises, dans le but explicite de mobiliser la jeunesse chrétienne évangélique en faveur de la gouvernance du pays[20]. Cette configuration régionale où l'Église de réveil est associée, sur un mode institutionnel et fédératif, à un projet civique plutôt que soumise à une opération de fermeture administrative illustre que la trajectoire camerounaise, marquée par l'absence de structure fédérative reconnue et par la récurrence des campagnes répressives, n'a rien d'un schéma nécessaire à l'échelle de l'Afrique centrale. Le contraste invite à interroger, dans des travaux ultérieurs, le rôle spécifique de l'absence d'interlocuteur fédératif unique du côté camerounais dans la vulnérabilité du champ religieux informel face à l'État.

II- DISCUSSION : DEUX LECTURES CONCURRENTES, UNE DIALECTIQUE

À ce niveau, il n'est que de rendre compte de certaines réalités pour confirmer ces deux lectures concurrentes, aussi bien une dialectique. Il s'agit de la thèse de l'auto-disqualification (A), la thèse de la disqualification instrumentale (B), une dialectique plutôt qu'une alternative (C), l'essor des Églises de réveil dans un contexte de crises sociales (D), les Églises de réveil comme acteurs de solidarité et de transformation sociale (E), Les Églises de réveil et l'action publique au Cameroun : entre reconnaissance institutionnelle et encadrement administratif (F).

A- La thèse de l'auto-disqualification

La première lecture, la plus immédiatement disponible dans le débat public camerounais, impute aux églises de réveil elles-mêmes la responsabilité de leur mise à l'écart. L'informalité juridique de nombre de ces structures, l'absence de formation théologique standardisée de leurs responsables, l'opacité des circuits financiers qu'alimentent la dîme et les offrandes, et les dérives sporadiques dont le drame de Nkolndongo constituerait, dans cette lecture, une illustration paroxystique fournirait une justification suffisante à l'intervention de l'État. Cette lecture n'est pas dénuée de fondement empirique : le différentiel entre trois millions de fidèles revendiqués et cinq structures légalement reconnues signale une informalité massive, difficilement contestable en tant que telle.

[20]AllAfrica, « Gabon : audience au Conseil national des Églises de réveil et pentecôtistes du Gabon », 22 janvier 2026, sur la mobilisation de la jeunesse des Églises de réveil gabonaises en faveur de la « gouvernance du pays » configuration régionale contrastant avec le registre principalement répressif observé au Cameroun.

Le ralliement d'une partie de l'opposition politique à cette lecture le registre de la *« secte »* mobilisé par un responsable de l'APAR quatre jours seulement après l'annonce ministérielle renforce cette thèse en apparence : si la critique de l'action gouvernementale ne porte pas sur le principe même du contrôle, mais tout au plus sur ses modalités, c'est que l'auto-disqualification du champ religieux informel fait l'objet d'un large consensus social et politique, au-delà des clivages partisans habituels.

B- La thèse de la disqualification instrumentale

La seconde lecture déplace le regard vers l'appareil d'État. Elle relève que la mesure de juillet 2026 cible spécifiquement des structures échappant aux cinq confessions officiellement reconnues, sans que cette distinction recoupe nécessairement celle, plus fine, entre pratiques légitimes et dérives effectives. Elle relève également que l'annonce s'accompagne d'un rappel à l'allégeance symbolique le drapeau, les institutions qui déborde le strict registre sanitaire ou sécuritaire pour toucher à une exigence de loyauté politique. Elle relève, enfin, le caractère récurrent et peu documenté du dispositif, qui suggère une fonction de mise en scène de l'autorité étatique plus qu'une politique de régulation construite dans la durée.

C- Une dialectique plutôt qu'une alternative

Ces deux lectures, loin de s'exclure, s'articulent dans un rapport dialectique que le cadre lacroixien permet de formaliser. L'auto-disqualification structurelle du champ religieux informel son absence de personnalité juridique stabilisée, sa dépendance à des financements non tracés ne produit pas mécaniquement la disqualification politique : elle en fournit le matériau, le prétexte le plus commode, mobilisable au moment où l'État choisit d'entrer dans un régime de politisation par l'événement[21]. Sans le fait divers de Nkolndongo, l'informalité structurelle des églises de réveil n'aurait probablement pas, à cette date précise, débouché sur une mesure de cette ampleur ; mais sans cette informalité préexistante, le fait divers n'aurait pas offert à l'administration une cible aussi immédiatement disponible et aussi peu susceptible de mobiliser une résistance organisée.

Du côté des structures religieuses elles-mêmes, la réponse attendue relève très largement de la dépolitisation stratégique déjà identifiée comme régime dominant de leur rapport au pouvoir : convocation acceptée sans contestation publique, promesse de coopération, recensement engagé dans les délais impartis[22]. Rien, à ce stade, ne signale l'émergence d'un régime de politisation forte

[21]Lacroix, art. cit., p. 490 sq., sur la distinction entre politisation routinière et politisation par l'événement.
[22]Fouda Joseph Uriel, thèse citée, chapitre 3, sur la dépolitisation stratégique comme mode de survie institutionnelle des structures religieuses face à la pression administrative.
[22]Voir supra, note 5, sur l'absence de bilan documenté de la campagne de 2025.

prophétisme critique ou mobilisation collective des structures visées ce qui confirme, par la négative, la robustesse du cadre théorique mobilisé : le champ religieux informel camerounais demeure structurellement disposé à l'absorption de la pression étatique plutôt qu'à sa contestation frontale.

D- L'essor des Églises de réveil dans un contexte de crises sociales

L'expansion des Églises de réveil au Cameroun ne peut être comprise sans tenir compte des transformations économiques, politiques et sociales intervenues depuis la fin des années 1980. Cette période est marquée par une crise économique profonde, la mise en œuvre des programmes d'ajustement structurel et l'ouverture progressive du système politique. Ces mutations ont fragilisé une partie importante de la population. Le chômage, la baisse du pouvoir d'achat et la précarité ont renforcé le sentiment d'incertitude chez de nombreux Camerounais[23].

Dans ce contexte, les Églises de réveil apparaissent comme des espaces d'espérance. Elles proposent un discours fondé sur la foi, la délivrance, la guérison et la restauration sociale. Elles présentent Dieu comme un acteur capable d'intervenir dans les difficultés quotidiennes des fidèles. Cette prédication rencontre un écho particulier auprès des jeunes, des femmes, des chômeurs et des travailleurs du secteur informel[24].

Paul Gifford explique que le succès du pentecôtisme africain repose en grande partie sur sa capacité à répondre aux préoccupations concrètes des populations. Contrairement à une approche exclusivement tournée vers le salut futur, les Églises pentecôtistes insistent sur la transformation immédiate des conditions de vie. Elles abordent les questions relatives à la santé, à l'emploi, à la famille, à la réussite scolaire et à la prospérité économique[25].

Cette dynamique est également observée au Cameroun. Les grandes agglomérations comme Yaoundé, Douala, Bafoussam ou Bertoua connaissent une multiplication des lieux de culte pentecôtistes. Cette présence témoigne d'une adaptation rapide aux réalités urbaines et aux attentes d'une population confrontée à des défis multiples[26].

L'essor des Églises de réveil s'explique aussi par leur souplesse organisationnelle. Leur mode de fonctionnement favorise une implantation rapide dans les quartiers populaires. Les coûts d'installation sont généralement faibles. Les responsables religieux développent des stratégies de

[23]Jean-François Bayart, L'État en Afrique. La politique du ventre, Paris, Fayard, 1989, p. 221-245.
[24]Achille Mbembe, De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine, Paris, Karthala, 2000, p. 211-236.
[25]Paul Gifford, African Christianity: Its Public Role, Bloomington, Indiana University Press, 1998, p. 109-142.
[26]André Mary, Le Bricolage africain des héros chrétiens, Paris, Cerf, 2000, p. 95-128.

proximité qui facilitent le recrutement de nouveaux fidèles. Les médias, les réseaux sociaux et les campagnes d'évangélisation renforcent encore cette dynamique[27].

Ainsi, la croissance des Églises de réveil traduit moins une simple évolution religieuse qu'une recomposition des modes de prise en charge des attentes sociales. Dans un environnement où les institutions publiques peinent parfois à satisfaire certains besoins essentiels, ces communautés religieuses apparaissent comme des acteurs capables d'offrir un accompagnement moral, spirituel et parfois matériel[28].

E- Les Églises de réveil comme acteurs de solidarité et de transformation sociale

Les Églises de réveil occupent une place importante dans les réseaux de solidarité au Cameroun. Au-delà de leurs activités cultuelles, plusieurs d'entre elles développent des actions sociales destinées à répondre aux besoins des populations. Ces initiatives concernent notamment l'assistance aux familles vulnérables, l'accompagnement des malades, l'encadrement des jeunes et l'aide aux personnes en situation de précarité[29].

Dans de nombreuses communautés, les responsables religieux organisent des collectes de vivres, des visites aux personnes hospitalisées et des actions de soutien en faveur des orphelins ou des veuves. Ces pratiques renforcent les liens communautaires et favorisent l'intégration sociale des fidèles. Elles constituent également un espace d'entraide dans un contexte où les mécanismes publics de protection sociale demeurent limités[30].

Les Églises de réveil participent aussi à la diffusion de normes morales. Elles encouragent des comportements fondés sur la discipline, la responsabilité, la fidélité conjugale, la lutte contre les addictions et la valorisation du travail. Selon Max Weber, les croyances religieuses peuvent influencer les comportements économiques et sociaux en orientant les conduites individuelles vers certaines valeurs[31]. Sans expliquer à elles seules les transformations sociales, ces normes contribuent à modifier les pratiques de nombreux fidèles.

Par ailleurs, plusieurs Églises investissent dans l'éducation et la formation. Elles organisent des séminaires, des formations professionnelles, des écoles bibliques et des activités destinées à développer les compétences des jeunes. Certaines mettent également en place des établissements

[27]Allan Anderson, An Introduction to Pentecostalism: Global Charismatic Christianity, 2e éd., Cambridge University Press, 2014, p. 167-196.
[28]Danièle Hervieu-Léger, Le Pèlerin et le Converti. La religion en mouvement, Paris, Flammarion, 1999, p. 123-151.
[29]Paul Gifford, African Christianity: Its Public Role, Bloomington, Indiana University Press, 1998, p. 141-168.
[30]Ruth Marshall, Political Spiritualities: The Pentecostal Revolution in Nigeria, Chicago, University of Chicago Press, 2009, p. 92-118.
[31]Max Weber, L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme, Paris, Flammarion, 2000, p. 39-81.

scolaires, des centres de santé ou des œuvres caritatives[32]. Ces initiatives témoignent d'une volonté de participer au développement local, même si leur ampleur varie fortement d'une communauté à une autre.

L'influence des Églises de réveil s'observe également dans le domaine psychologique. Les cultes, les groupes de prière et les séances d'accompagnement offrent à de nombreux fidèles un espace d'écoute et de soutien. Pour des personnes confrontées au chômage, au deuil, aux conflits familiaux ou à la maladie, ces communautés représentent un cadre de reconstruction personnelle et de renforcement de l'espérance[33].

Cependant, ces contributions ne doivent pas conduire à une généralisation. Toutes les Églises de réveil ne disposent pas des mêmes ressources ni des mêmes capacités d'action. Certaines développent des programmes sociaux structurés, tandis que d'autres concentrent principalement leurs activités sur la prédication et les pratiques cultuelles. Une analyse scientifique impose donc de distinguer les expériences selon leur organisation, leurs ressources et leur implantation territoriale.

Ainsi, les Églises de réveil apparaissent comme des acteurs de la société civile capables de produire du lien social, de mobiliser des ressources communautaires et d'accompagner certaines catégories de population. Cette contribution explique en partie leur forte attractivité dans le contexte camerounais. Elle n'exclut toutefois pas l'existence de défis qui seront examinés dans la troisième partie de cette étude.

F- Les Églises de réveil et l'action publique au Cameroun : entre reconnaissance institutionnelle et encadrement administratif

L'expansion des Églises de réveil a conduit l'État camerounais à renforcer son rôle de régulateur du fait religieux. Si la liberté de religion est garantie par la Constitution, l'exercice collectif du culte demeure soumis à un cadre juridique et administratif[34]. Cette régulation vise à préserver l'ordre public tout en garantissant le libre exercice des croyances religieuses.

Au Cameroun, les confessions religieuses relèvent d'un régime d'autorisation. Les demandes de reconnaissance sont instruites par le ministère chargé de l'Administration territoriale avant d'être soumises au Président de la République, seul habilité à autoriser les congrégations

[32]Allan Anderson, An Introduction to Pentecostalism: Global Charismatic Christianity, 2e éd., Cambridge, Cambridge University Press, 2014, p. 245-271.
[33]Danièle Hervieu-Léger, Le Pèlerin et le Converti. La religion en mouvement, Paris, Flammarion, 1999, p. 123-151.
[34]Constitution de la République du Cameroun du 18 janvier 1996 (révision du 14 avril 2008), Préambule ; Ministère de la Justice, rapport sur l'état des droits de l'homme au Cameroun, section relative à la liberté de religion et au régime applicable aux associations religieuses.

religieuses par décret[35]. Cette procédure traduit la volonté de l'État d'assurer un contrôle institutionnel sur les organisations religieuses exerçant sur le territoire national.

Toutefois, la forte croissance des Églises de réveil rend cette mission particulièrement complexe. De nombreuses communautés exercent leurs activités sans avoir achevé la procédure de reconnaissance administrative. D'autres changent régulièrement de dénomination ou s'implantent rapidement dans les quartiers urbains. Cette situation complique le suivi administratif et alimente le débat sur l'efficacité des mécanismes de régulation[36].

Les autorités administratives interviennent également lorsque certaines pratiques sont susceptibles de porter atteinte à l'ordre public. Les plaintes liées aux nuisances sonores, à l'occupation irrégulière de l'espace public ou au non-respect des règles administratives donnent parfois lieu à des mises en demeure ou à des mesures de fermeture temporaire de lieux de culte. Ces interventions illustrent la recherche d'un équilibre entre la protection de la liberté religieuse et le respect des lois de la République[37].

Au-delà de la dimension juridique, cette régulation possède une portée politique. L'État cherche à préserver la paix sociale dans un contexte marqué par une forte diversité confessionnelle. Il doit éviter que les rivalités religieuses, les pratiques frauduleuses ou les discours de haine ne compromettent la cohésion nationale. Cette responsabilité s'inscrit dans une logique de gouvernance du pluralisme religieux[38].

Cependant, l'encadrement administratif ne peut, à lui seul, répondre aux défis posés par la multiplication des Églises de réveil. Une gouvernance efficace suppose également un dialogue permanent entre les pouvoirs publics, les responsables religieux et les organisations de la société civile. Cette approche favorise la prévention des conflits, la transparence dans la gestion des communautés religieuses et le respect des droits fondamentaux des citoyens[39].

Ainsi, l'expérience camerounaise montre que la question des Églises de réveil ne se réduit ni à un problème de sécurité ni à une simple question religieuse. Elle constitue un enjeu de politique publique, de gouvernance et de régulation institutionnelle. L'objectif de l'État n'est pas de

[35]Loi n° 90/053 du 19 décembre 1990 relative à la liberté d'association, dispositions relatives aux associations religieuses ; les congrégations religieuses sont autorisées par décret du Président de la République après avis du ministère chargé de l'Administration territoriale.

[36]Ministère de l'Administration territoriale, documentation officielle relative aux confessions religieuses.

[37] Ministère de l'Administration territoriale, règles administratives et procédures applicables aux confessions religieuses.

[38]Jean-François Bayart, L'État en Afrique. La politique du ventre, Paris, Fayard, 1989, p. 35-68.

[39]Pierre Muller, Les politiques publiques, 13e éd., Paris, PUF, 2022, p. 45-63.

restreindre la liberté de culte, mais de garantir que son exercice s'effectue dans le respect de la loi et de l'intérêt général[40].

Conclusion

L'épisode de juillet 2026 ne se laisse réduire ni à un simple problème de discipline interne au champ religieux camerounais, ni à une pure instrumentalisation étatique d'un fait divers. Il illustre, avec une netteté rare, la dialectique de la disqualification et de l'auto-disqualification qui structure de longue date les rapports entre protestantisme informel et pouvoir politique au Cameroun : une vulnérabilité structurelle du côté religieux, exploitée mais non fabriquée de toutes pièces par l'administration, dans un régime de politisation déclenché par l'événement plutôt que planifié dans la durée.

Cette lecture rejoint, sur un mode contemporain, l'interrogation plus ancienne portée par une critique du rapport entre Église et pouvoir en Afrique, transposée du contexte catholique au contexte protestant camerounais : celle d'un christianisme dont l'autonomie institutionnelle demeure fragile face à un État qui module, selon les circonstances, les termes de sa reconnaissance[41]. La pensée plus ancienne portée par des auteurs comme Jean-Marc Éla sur le rapport entre christianisme et pouvoir en Afrique : celle d'un christianisme dont l'autonomie institutionnelle demeure fragile face à un État qui module, selon les circonstances, les termes de sa reconnaissance (Éla, 1980 ; Éla, 1985). La crise des églises de réveil révèle ainsi une tension constitutive du champ religieux camerounais : entre, d'une part, une demande sociale forte d'accompagnement spirituel et matériel qui nourrit l'expansion du pentecôtisme et du néo-évangélisme, et d'autre part, une régulation étatique qui oscille entre tolérance administrative et fermeture récurrente, sans jamais parvenir à une politique publique stabilisée de reconnaissance et d'encadrement du fait religieux informel.

Trois limites doivent être signalées. D'abord, l'absence de données chiffrées vérifiables sur les 1 400 structures visées interdit toute quantification fine de leur répartition géographique au regard des Zones d'Implantation Protestante historiques. Ensuite, l'article a été rédigé alors que la séquence est encore en cours : le délai de quatorze jours fixé pour le recensement n'était pas encore expiré à la date de rédaction, et le précédent de 2025 invite à la prudence quant à l'exécution effective de la mesure. Enfin, faute d'entretiens de terrain postérieurs à l'événement, l'analyse

[40]Michel Crozier et Erhard Friedberg, L'Acteur et le système, Paris, Seuil, 1977, p. 287-312.
[41]Jean-Marc Éla, mobilisé dans le contexte protestant camerounais par transposition de sa critique du rapport Église-pouvoir en contexte catholique. Cf. Fouda Joseph Uriel, thèse citée, introduction générale.
[41]Magazine Actualités Cameroun, art. cit.

repose sur un corpus exclusivement médiatique, qui devra être complété, dans un travail ultérieur, par une enquête qualitative auprès des responsables religieux directement concernés.

Il reste que cette crise, par sa récurrence même, invite à interroger moins l'événement singulier de 2026 que le dispositif structurel dont il est l'expression : celui d'un contrôle étatique du fait religieux informel qui se rejoue, à intervalles réguliers, sans jamais se stabiliser en politique publique durable signe, peut-être, que l'incertitude entretenue sert, elle aussi, une fonction de gouvernement.

Le contraste avec la configuration observée au Gabon, où une structure fédérative reconnue permet au contraire d'associer les Églises de réveil à un projet civique plutôt que de les exposer à une police administrative récurrente, ouvre une piste de recherche comparative pour la suite de ces travaux : dans quelle mesure l'absence, au Cameroun, d'un interlocuteur fédératif unique et reconnu par l'État. À la différence des instances historiques que sont la FEMEC, la CEPCA ou la FEPEC pour le protestantisme institutionnel explique-t-elle la vulnérabilité particulière du champ pentecôtiste et néo-évangélique informel face aux cycles de fermeture administrative ? Cette question, qui déborde le cadre du présent article méritent une réflexion approfondie.

Les fondements méthodologiques de l'analyse du risque politique : entre positivisme et post modernisme

The Methodological Foundations of Political Risk Analysis: Between Positivism and Postmodernism

Par :

OWONA WOLFGANG Jr, Ph.D.

Politologue,

Enseignant de Science Politique et Chercheur au CRDEIFORCES

Résumé :

Le présent article examine les fondements méthodologiques de l'analyse du risque politique. En s'interrogeant sur la manière de déterminer la construction de ses fondements méthodologiques. Au-delà du positivisme et du post modernisme, il construit, dans une approche mixte, l'idée selon laquelle l'analyse du risque politique mobilise une posture combinatoire qui oscille entre le positivisme, avec une inclination vers l'objectivité et la quantification d'une part, et les fondements constructivistes et postmodernistes, bâtis autour des représentations et des perceptions subjectives d'autre part. Par-delà ce duopole méthodologique, l'analyse du risque politique s'inscrit donc dans une approche holistique, complexe et configurationnelle qui cadre avec la complexité du phénomène et des motivations des acteurs.

Mots-clés : méthodologie, risque politique, positivisme, postmodernisme

Abstract *:*

This article examines the methodological foundations of political risk analysis, exploring how these methodological foundations are constructed. Moving beyond positivism and postmodernism, it develops, through a mixed approach, the idea that the analysis of political risk employs a combinatory stance that oscillates between positivism – with a tendency towards objectivity and quantification – on the one hand, and constructivist and postmodernist foundations, built around subjective representations and perceptions, on the other. Moving beyond this methodological duopoly, the analysis of political risk is therefore part of a holistic, complex and configurational approach that is consistent with the complexity of the phenomenon and the motivations of the actors involved.

Keywords : methodology, political risk, positivism, postmodernism

Introduction

La complexité du champ politique[1], des contextes économiques et stratégiques qui caractérisent les sociétés humaines ont favorisé dans l'écosystème de la pensée politique et stratégique actuelle la prolifération de nouveaux instruments d'analyse[2] et de perception de l'imbrication entre le social, l'économique et le politique[3], voire d'autres variables. C'est à juste titre que l'émergence dans le champ des études stratégiques contemporaines[4] des instruments de mesure des contextes[5] et de l'attractivité des pays[6] constitue désormais une récurrence dans la littérature spécialisée. Il est de plus en plus rare de constater l'absence d'instruments de mesure quantitatifs, ou encore des variables qualitatives et cognitives dans l'analyse du risque politique, perçu comme tout évènement politique susceptible d'entrainer des conséquences négatives et préjudiciables sur l'attractivité économique d'un Etat pour de potentiels investisseurs. C'est pourquoi en parcourant la galaxie des notations internationales diverses, faites par les grands cabinets internationaux, et les classements des organisations internationales, on observe le foisonnement d'une littérature spécialisée de plus en plus féconde. La compréhension des contextes[7] , les analyses prospectives[8] , les écrits sur le risque économique[9], le risque-pays[10] et sur le risque politique[11] font désormais parties des lectures quasiment incontournables pour saisir les dynamiques contextuelles[12] actuelles sur les Etats à divers horizons.

Face à ce constat, et au-delà des nécessités économiques liées à l'interrogation des investisseurs potentiels, des préoccupations concernant les communautés et cénacles épistémiques

---

[1] Dulong, Delphine. *La construction du champ politique*. Presses universitaires de Rennes, 2010.

[2] Logan, Timothy M., et al. "Advancing Systemic Risk Assessment for Complex, Interdependent Systems: A Research Agenda." *Risk Analysis*, 2026.

[3] Merkel, Wolfgang, Raj Kollmorgen, and Hans-Jürgen Wagener, editors. *The Handbook of Political, Social, and Economic Transformation*. Oxford UP, 2019.

[4] Baylis, John, et al., editors. *Strategy in the Contemporary World*. 7th ed., Oxford UP, 2022.

[5] Vandeweerdt, Clara, et al. "Measuring Social and Political Identities in Social Media Self-Descriptions." *Sociological Methods & Research*, 2026.

[6] Torres, Jose F., and Real Karaburun. *Nation and Place Branding: An Applied Approach to Building the Image of Countries, Regions, and Cities*. Springer, 2025.

[7] Prokop, Matej. "Patchwork Stability as an Analytical Category: Rethinking Political Stability in Hybrid Regimes." *Frontiers in Political Science*, 2026. https://doi.org/10.3389/fpos.2026.1900778.

[8] Berti, Benedetta, et al. *The Art, Science, and Technology of Geopolitical Scenario Planning*. McKinsey & Company, 2026.

[9] Gorea, Denis, Denis Xie Ng, and Fabrizio Zampolli. *Financial and Real Effects of Fiscal Risk*. BIS Working Papers No. 1364, Bank for International Settlements, 2026.

[10] Bouchet, Michel Henry, Charles A. Fishkin, and Amaury Goguel. *Managing Country Risk in an Age of Globalization: A Practical Guide to Overcoming Challenges in a Complex World*. Palgrave Macmillan, 2018.

[11] Verisk Maplecroft. *Political Risk Outlook 2025*. 2025, https://eurocham.org.sg/wp-content/uploads/2025/12/Verisk_Maplecroft_Political_Risk_Outlook_2025.pdf.

[12] Béland, Daniel, and Robert H. Cox. "Contextual Dynamics, Policy Feedback, and Institutional Risk." *Policy Sciences*, 2023.

sont susceptibles de se poser. Parmi celles-ci figurent les préoccupations relatives à la scientificité[13] et à la crédibilité heuristique des analyses construites et produites sous ce registre. Ce constat n'est pas isolé ; il entraine aussi celui de la nécessité de l'élucidation des diverses approches méthodologiques mobilisées pour la construction et la validation de ces réflexions techniques et expertes, qui le plus souvent oscillent clairement par la mise en perspectives de la mobilisation d'instruments relevant non seulement du positivisme sociologique[14], mais aussi de la construction du sens[15], voire des rapports stratégiques[16]. De ces problèmes heuristiques, un questionnement central et structurant émerge : comment analyser de manière intelligible et pertinente le risque politique en dépassant le duopole positivisme et postmodernisme qui semble aisément y faire son lit? Autrement dit, il est question dans cette contribution d'élucider les fondements méthodologiques pertinents de l'analyse du risque politique[17], posée en modalité rationnelle de la compréhension du fait politique et stratégique, en outil de mesure, d'évaluation et de prise de décision en référence aux contextes sociopolitiques géolocalisés et chronologiquement délimités. Ce questionnement d'une importance certaine sur le plan scientifique recèle un intérêt dual qui se décline plus spécifiquement sur les plans théorique et méthodologique.

Sur le plan strictement théorique[18], il permet de comprendre les diverses approches théoriques mobilisées dans l'étude du risque politique démontrant une certaine inclinaison à la scientificité[19] par la mobilisation d'instruments épistémologiques. Dans ce cadre, la théorie est mobilisée dans ses dimensions explicative et compréhensive. Sur le plan méthodologique, cette réflexion tend à démontrer que l'utilisation des techniques diverses, dans la construction d'une étude et une évaluation du risque politique se fait toujours sur la base d'un appareillage technique ayant des ressorts scientifiques. A travers une méthodologie mixtes[20] qui mobilise autant

[13] Dans, Nora. "Country Risk Assessment Methodologies: How Risky Are They?" *Papeles de Europa*, vol. 27, no. 2, 2015, pp. 18–41.
[14] Howell, Llewellyn D., and Brad Chaddick. "Models of Political Risk for Foreign Investment and Trade: An Assessment of Three Approaches." *The Columbia Journal of World Business*, vol. 29, no. 3, 1994, pp. 70–91.
[15] Hansson, Sven Ove. "Risque : objectif ou subjectif, faits ou valeurs ?" *Journal of Risk Research*, vol. 13, no. 2, 2010, pp. 231–38. https://doi.org/10.1080/13669870903126226.
[16] Sun, Xiaolei, Qiang Feng, and Jianping Li. "Understanding Country Risk Assessment: A Historical Review." *Applied Economics*, vol. 53, no. 37, 2021, pp. 4329–41.
[17] Sottilotta, Christopher E., et al., editors. *The Routledge Handbook of Political Risk*. Routledge, 2025. https://doi.org/10.4324/9781003456117.
[18] Hoffmann-Martinot, Vincent. "Les comparatismes en science politique." *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 6, no. 2, 1999, pp. 297–319.
[19] Hay, Colin, and Cyril Benoit. "Un échec des modèles explicatifs de la science politique ?" *Revue Française de Science Politique*, vol. 71, no. 4, 2021, pp. 555–74.
[20] Oranga, James. "Mixed Methods Research: Merits, Applications and Challenges." *International Journal of Social Science*, vol. 5, no. 2, 2025, pp. 233–38.

d'éléments qualitatifs que quantitatifs, l'analyse se déclinera en deux grands volets dont le premier mettra en lumière les ressorts positivistes de l'analyse du risque politique (I), et la seconde les fondements postmodernistes de cette dernière (II).

I- LES RESSORTS POSITIVISTES DE L'ANALYSE DU RISQUE POLITIQUE

Domaine de la science politique et des études stratégiques, l'analyse du risque politique se construit autour d'une inclination à l'objectivité[21], et mobilise de ce fait une gamme variée d'éléments positivistes. Dans la perspective de ce paradigme comtien, les faits sociaux sont considérés comme des données objectives qui facilitent la construction d'une connaissance positive[22]. En recherchant des explications causales déterministes[23], la volonté de s'inscrire dans une perspective prédictive[24] et une tendance constante à la production des données chiffrées et quantifiées[25] irradient les analyses produites. En effet, on observe que dans l'analyse du risque politique, posée en inclination crisologique, les fondements méthodologiques positivistes postulent l'idée selon laquelle les crises politiques, les contextes de troubles et les situations politiques violentes peuvent être considérés comme des phénomènes empiriques observables, quantifiables et modélisables de manière logique. C'est ainsi qu'on pourra observer que du point de vue méthodologique, la perspective positiviste de l'analyse du risque politique mobilise l'observation proto-neutre des éléments en recherchant la prévisibilité. En réalité, ces deux tendances fondamentales structurent ses fondements. Il s'agit notamment des fondements basés sur la recherche des dimensions causales et empiriques d'une part (A), et d'autre part sur une orientation vers la mesurabilité (B).

A- Les perspectives causales et empiriques

Dans une approche strictement positiviste, la vocation à la recherche de l'objectivité des analyses sur le risque politique mobilise des instruments de plusieurs dimensions. Qu'elles soient produites par les institutions internationales, par les cénacles intellectuels et les diverses agences de notation, la tendance à objectiver le risque politique reste fondamentale. Bien que ces études participent d'une dynamique d'élucidation d'une phénoménologie complexe, elles s'attèlent tout de même à produire des connaissances objectives susceptibles d'être utilisées par les acteurs

[21] Hassan, Tarek A., et al. "Firm-Level Political Risk : Measurement and Effects." *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 134, no. 4, 2019, pp. 2135–202.
[22] Bourdeau, Michel. *Auguste Comte et la philosophie positive*. Éditions Vrin, 2018.
[23] Luo, Yadong. "Political Risk and Country Risk in International Business: Concepts and Measures." *The Oxford Handbook of International Business*, edited by Alan M. Rugman, 2nd ed., Oxford UP, 2009, pp. 677–707.
[24] Fägersten, Björn. "Political Risk and the Commercial Sector – Aligning Theory and Practice." *Risk Management*, vol. 17, no. 1, 2015, pp. 23–39. https://doi.org/10.1057/rm.2015.5.
[25] Bekaert, Geert, et al. "Political Risk and International Valuation." *Journal of Corporate Finance*, vol. 37, 2016, pp. 1–23. https://doi.org/10.1016/j.jcorpfin.2015.12.007.

politiques et les entreprises[26]. En analysant la phénoménologie politique dans sa complexité (crise, violences, conflits, adoptions de nouvelles normes constitutionnelles et législatives…), les analystes s'inscrivent dans une logique de recherche de l'impact des dynamiques politiques sur l'attractivité économique à destination des investisseurs étrangers. C'est pourquoi dans le processus de leur construction, ils s'attèlent d'une part à élucider les dimensions causales de ces phénomènes (1), et d'autre part à les cristalliser sur des éléments empiriques (2).

1- L'élucidation des fondements causaux

En parcourant la littérature disponible sur les études relatives à l'évaluation du risque politique, force est de constater que l'élucidation de la dimension causale reste un objectif fondamental de ces dernières. Qu'elles soient institutionnelles[27], liées aux cabinets, et agences de notation, la quête des causes objectives à la dégradation et/ou à l'amélioration[28] du contexte politique reste des objectifs de choix de la part de ces productions qui constituent de précieux outils[29] d'aide à la décision et des indicateurs pertinents de la vie politique. C'est ainsi qu'en analysant la dimension causale dans les rationalités positivistes sur le risque politique, on y dénombre la recherche des objectifs tels que l'évaluation de la vulnérabilité[30], l'élaboration de mécanismes d'alerte précoce pour anticiper la survenance des crises et des conflits[31], la construction de stratégies visant à atténuer ces risques[32] et la nécessité d'élaborer des scénarios de résolution[33].

[26] Sottilotta, op. cit.
[27] OECD. *States of Fragility 2025*. OECD Publishing, 2025.
[28] Cebotari, Aliona, et al. *Political Fragility: Coups d'État and Their Drivers*. IMF Working Paper No. 2024/034, International Monetary Fund, 2024.
[29] Bruno, C. C. "Managing Political Risk: A Multidisciplinary Review and Reconsideration." *Academy of Management Perspectives*, 2024. https://doi.org/10.5465/amp.2024.0320.
[30] Tan, David. "The Causal Effect of Economic Sanctions on Political Stability: A Two-Stage Difference-in-Differences Analysis." *International Journal of Social Welfare*, 2025. https://doi.org/10.1111/ijsw.12707.
[31] Chadefaux, Thomas. "Early Warning Signals for War in the News." *Journal of Peace Research*, vol. 51, no. 1, 2014, pp. 5–18. https://doi.org/10.1177/0022343313507302.
[32] Lotfi, S., G. Pagliardi, and S. A. Zenios. *Which Political Beta? Measuring and Hedging Deep Uncertainty in Political Risk*. SSRN, 2025, https://ssrn.com/abstract=6087486.
[33] Conflict Forecast / Fundació d'Economia Analítica. *Dynamic Early Warning and Action Model (DEWAM): Policy Evaluation and Prevention Gains*. 2024–2026.

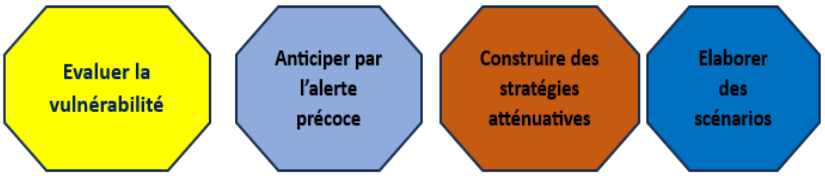


Schéma 1 : Les objectifs recherchés par l'analyse causale

Ces objectifs sont ainsi visibles à travers la mobilisation des techniques telles que le contrôle synthétique[34], les modèles vectoriels régressifs[35], voire l'analyse qualitative comparée[36]. A ces éléments centrés sur l'élucidation des dynamiques causales dans une perspective positiviste on note aussi une certaine tendance à la mobilisation de l'empirisme.

2- La tendance à l'empirisme

Posture philosophique défendant l'idée selon laquelle la connaissance dérive de l'expérience sensible[37], l'empirisme jouit d'une déclinaison sociologique qui procède par l'observation et l'analyse des faits collectés[38]. Dans une approche politiste, il procède dans l'analyse de la phénoménologie politique par l'observation, le recueil des données et l'expérimentation à des fins explicatives, voire compréhensives. En mobilisant des données objectives et vérifiées, l'empirisme se pose est courant très important de la science politique qui confirme son inclination positiviste. Dans sa démarche, il procède aussi par une combinaison maitrisée et cohérente des schémas théoriques et la vérification par l'expérience et l'observation[39]. Comme substitut pertinent à l'expérimentation en laboratoire, l'empirisme en politologie est une posture féconde, ce qui est aussi le cas dans la construction du risque politique. En procédant à l'objectivation et à la quantification des variables sociopolitiques[40], à la modélisation et à des

[34] Matta, Samer, et al. "The Economic Impact of Political Instability and Mass Civil Protest." *Economics & Politics*, 2022. https://doi.org/10.1111/ecpo.12197.
[35] Caldara, Dario, and Matteo Iacoviello. "Measuring Geopolitical Risk." *American Economic Review*, vol. 112, no. 4, 2022, pp. 1194–225. https://doi.org/10.1257/aer.20191823.
[36] Fan, Di, Yuchao Su, and Mike W. Peng. "A Configurational Approach to Political Risks and Institutional Logics." *Journal of International Management*, vol. 30, no. 2, 2024, p. 101088. https://doi.org/10.1016/j.intman.2023.101088.
[37] Locke, John. *An Essay Concerning Human Understanding*. Edited by Peter H. Nidditch, Oxford UP, 1975.
[38] Scott, John, and Gordon Marshall. "Empiricism." *A Dictionary of Sociology*, 3rd ed., Oxford UP, 2009.
[39] Surel, Y. (2015). *La science politique et ses méthodes*. Armand Colin.
[40] Bremmer, Ian. "Managing Risk in an Unstable World." *Harvard Business Review*, vol. 83, no. 6, 2005, pp. 51–60.

séries prédictives [41] , l'étude empirique du risque politique traduit en données exploitables des informations issues de l'observation tout en s'inscrivant dans une tendance à la mesurabilité.

B- L'orientation du risque politique vers la mesurabilité

Concept déterminant des sciences sociales, la mesurabilité traduit le processus permettant de passer du caractère abstrait des concepts théoriques à leur caractère empiriques mesurable par des indicateurs de quantification. Dans son ambition d'objectivation de la réalité sociopolitique, la réflexion sur le risque-politique procède toujours par une recherche de la mesurabilité. Comme inclination à la précision empirique, la mesurabilité s'inscrit dans la nécessité de relier des concepts abstraits à des indicateurs empiriques observables en vue de rendre leur réplication possible[42]. En réalité, dans une approche positiviste, il n'existe aucune étude de risque politique qui ne procède par une volonté manifeste de mesurer la réalité pour faciliter l'élucidation des dynamiques causales et explicatives. Dans la production des analyses sur le risque politique, les logiques méthodologiques dominantes s'inscrivent dans deux tendances. Il s'agit de la tendance à la quantification (1) et son inclination probabiliste (2).

1- La tendance à la quantification du risque

La tendance à la quantification du risque politique, comme inclination à l'objectivité dans une perspective positiviste surabonde dans la littérature spécialisée en la matière. Cet état des choses traduit une volonté constante d'objectivation de la réalité et des contextes politiques crisogènes et proto-conflictuels en vue d'élucider la compréhension des situations pourtant évanescentes par nature. Dans cette dynamique, plusieurs méthodes et techniques sont mobilisées pour satisfaire à l'exigence de mesurabilité. Il s'agit notamment de l'analyse quantitative des données de certains évènements politiques (conflits violents, actes terroristes, conflits sociaux professionnels généralisés à partir des données empiriques issues du terrain) ; de l'analyse des contenus médiatiques et mediasphériques (qui porte notamment sur des sources issues des médias classiques et numériques traitant des phénomènes tels que la fragilité sécuritaire, le terrorisme, des conflits, les crises insurrectionnelles, l'instabilité politique…)[43] ; les mesures des contraintes institutionnelles (par la quantification du risque politique sur la base des rapports et

[41] Schincariol, Tomasz, Hans Frank, and Thomas Chadefaux. "Prise en compte de la variabilité dans la dynamique des conflits : Un modèle prédictif basé sur les schémas." *Journal of Peace Research*, vol. 62, no. 6, 2025, pp. 2052–69.

[42] Blalock, Hubert M. "The Measurement Problem: A Gap Between the Languages of Theory and Research." *Methodology in Social Research*, edited by Hubert M. Blalock and Ann B. Blalock, McGraw-Hill, 1968, pp. 5–27.

[43] Caldara, Dario, and Matteo Iacoviello. "Measuring Geopolitical Risk." *American Economic Review*, vol. 112, no. 4, 2022, pp. 1194–225. https://doi.org/10.1257/aer.20191823.

interdépendances entre les diverses institutions politiques décisionnelles du pays)[44] ; les séries temporelles et le comptage d'événements sur la base des temporalités définies selon des variables annuelles, trimestrielles, mensuelles, hebdomadaires et journalières[45]. Ces deux dernières techniques visent notamment à élucider les tendances, les facteurs de prédiction et des cycles des divers évènements politiques crisogènes. Ces techniques participent aussi d'une inclination probabiliste.

2- L'inclination probabiliste

L'inclination à la prédictibilité[46] et à l'analyse prospective en science politique[47] constitue un objectif déterminant dans la construction heuristique et technique du risque politique. En recherchant l'atteinte des objectifs liés à des clarifications chiffrées et des estimations, plusieurs méthodes et techniques sont activées par les études sur le risque politique dans le but de l'affiner. Ainsi, en mesurant la fréquence des facteurs de vulnérabilité des régimes[48], en recherchant la dimension prédictive des analyses[49], il est question d'élaborer des mécanismes d'alerte précoce[50] et de les incorporer dans les modèles financiers nécessaires pour rassurer les investisseurs[51]. Qu'il s'agisse de la mise à jour bayesienne s'inscrivant dans une dynamique d'analyse processuelle[52], ou encore du modèle de Monte Carlo par l'élaboration des scénarios aléatoires[53], ou le modèle de volatilité stochastique[54] , l'analyse du risque politique mobilise dans une approche positiviste et quantitativiste des instrument mathématiques sur la base des données réelles et observables sur le

---

[44] Henisz, Witold J. "The Institutional Environment for Economic Growth." *Economics & Politics*, vol. 12, no. 1, 2000, pp. 1–31. https://doi.org/10.1111/1468-0343.00066.

[45] Schrodt, Philip A., and Deborah J. Gerner. *Analyzing International Event Data: A Handbook of Computer-Based Techniques*. U of Kansas, 2000.

[46] Wenger, Andreas, Ursula Jasper, and Myriam Dunn Cavelty, editors. *The Politics and Science of Prevision: Governing and Probing the Future*. Routledge, 2020.

[47] Theys, Jacques, and Audrey Dolez. "Prospective et sciences humaines et sociales : une relation à réinventer pour surmonter la « panne » de futurs." *Émulations – Revue de sciences sociales*, vol. 47, 2024, pp. 101–17.

[48] Goldstone, Jack A., et al. "A Global Model for Forecasting Political Instability." *American Journal of Political Science*, vol. 54, no. 1, 2010, pp. 190–208.

[49] Ward, Michael D., Brian D. Greenhill, and Kristin M. Bakke. "The Perils of Policy by P-Value : Predicting Civil Conflicts." *Journal of Peace Research*, vol. 47, no. 4, 2010, pp. 363–75.

[50] Chadefaux, Thomas, op. cit.

[51] Bruno, C., and Witold Henisz. "Managing Political Risk : A Multidisciplinary Review and Reconsideration." *Academy of Management Perspectives*, 2026. https://doi.org/10.5465/amp.2024.0320.

[52] Clark, Ephraim, and Radu Tunaru. "Quantification of Political Risk with Multiple Dependent Sources." *Journal of Economics and Finance*, vol. 27, no. 2, 2003, pp. 125–35. https://doi.org/10.1007/BF02827214.

[53] Dramé, Aminata. *Simulation de Monte Carlo pour l'évaluation du risque pays en présence de variables aléatoires corrélées non gaussiennes*. 2025. Université du Québec en Outaouais, Master's thesis. *Di-UQO*, https://di.uqo.ca/id/eprint/1809/.
Lien PDF : https://di.uqo.ca/id/eprint/1809/1/Drame_Aminata_2025_memoire.pdf

[54] Mitra, Subrata. "Political Risk Modelling and Measurement from Stochastic Volatility Models." *International Journal of Sustainable Economy*, vol. 11, no. 2, 2019, pp. 184–218. https://doi.org/10.1504/IJSE.2019.099064.

terrain. Par ailleurs, ces analyses essayent de mesurer et de quantifier la phénoménologie du risque. Cette perspective positiviste analyse ainsi le risque politique selon une posture externe, observable indépendamment de l'observateur et mesurable à travers des instruments précis.

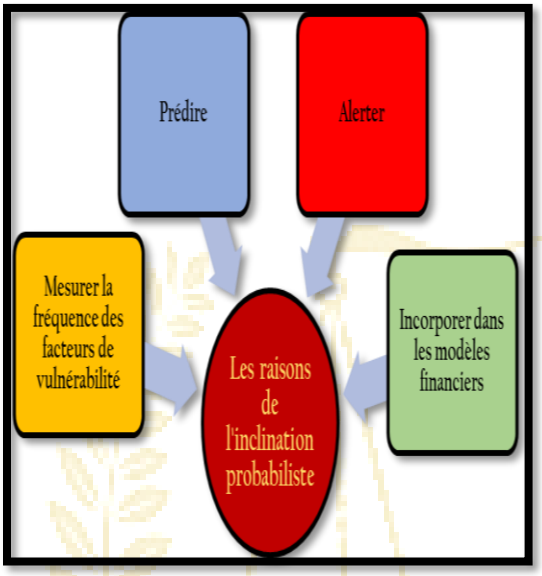


Schéma 2: Les raisons de l'inclination probabiliste

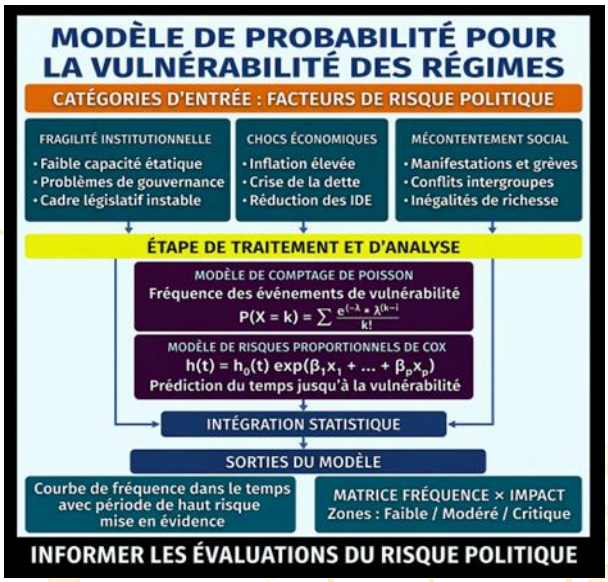


Schéma 3: Le modèle probabiliste de la vulnérabilité des régimes

Au-delà de cette posture positiviste structurée autour de la recherche objective de la causalité, de l'inclination à la précision par la quantification et l'usage de la probabilité à des fins prédictives et prospectives, on note aussi le recours aux méthodes postmodernistes

II-LES RESSORTS POSTMODERNISTES DE L'ANALYSE DU RISQUE

Posture philosophique construite autour du scepticisme, du subjectivisme, du relativisme et d'une suspicion générale envers la raison, tout en privilégiant l'idéologie, la sensibilité dans l'analyse des faits politiques, sociaux et économiques[55], le postmodernisme est une approche fondamentalement opposée au positivisme. Fortement influencée par la pensée française des années 1970 des auteurs comme Baudrillard Derrida, Deleuze et Foucault [56], la pensée postmoderne qui réhabilite les angles-morts du positivisme, irradie plusieurs champs du savoir, y compris les études politistes. Dans sa trame, quatre critères fondamentaux structurent sa construction. Il s'agit notamment du relativisme dans la construction sociale, l'incrédulité des

[55] "Postmodernism." *Encyclopedia of Quality of Life and Well-Being Research*, Springer, 2024. https://doi.org/10.1007/978-3-031-17299-1_2223.

[56] Drew, Chris. "Postmodernism in Sociology: Definition, Terms & Critique." *Helpful Professor*, 7 Oct. 2023, https://helpfulprofessor.com/postmodernism-in-sociology/.

métarécits (*grands récits)*[57], la déconstruction, l'instabilité du sens[58] , et la relation entre le pouvoir et le savoir[59] , toutes choses qui postulent le rejet de la neutralité heuristique.

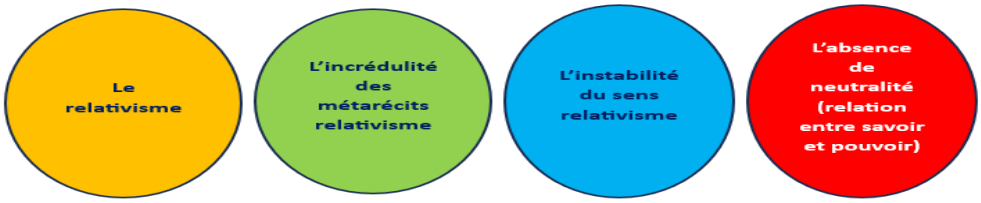


Schéma 4: Les critères fondamentaux de la pensée postmoderniste

Dans une conception politiste, le postmodernisme de manière générale renvoie à une posture éclectique dans l'analyse des faits politiques qui se caractérise par un scepticisme important envers les croyances et postures associées à la modernité et aux idées des Lumières. Loin des postures rigides du positivisme et des méthodes empiriques, le postmodernisme met l'accent dans l'analyse du risque politique sur l'importance des particularismes liées à la sensibilité de la nature humaine. Dans une approche postmoderne, le risque politique se présente essentiellement comme un construit social (A), une donnée complexe et stratégique (B).

A- Le risque comme un construit social

Par-delà la tendance à la recherche de l'objectivité et celle de la certitude empirique, le risque politique est aussi une construction sociale. En effet, quand l'on se base sur son acception postmoderne, le risque politique se conçoit selon un rejet des critères objectivables et est soumis à un pluralisme de conceptions et d'interprétations. Donnée fondamentalement relative et non objective par nature, le risque politique ici est essentiellement le fruit de l'intersubjectivité bâtie autour des représentations, des croyances, des normes et des savoirs plus ou moins partagés. Il se fonde sur les constructions idéationnelles [60] et les représentations sociales collectives [61] qu'analysent certains auteurs afin de lui donner une signification et une compréhension opératoires. Voilà pourquoi dans cette perspective, l'analyse du risque politique se décline selon

[57] Lyotard, Jean-François. *The Postmodern Condition: A Report on Knowledge*. Translated by Geoff Bennington and Brian Massumi, U of Minnesota P, 1984.
[58] Derrida, Jacques. *Of Grammatology*. Translated by Gayatri Chakravorty Spivak, Johns Hopkins UP, 1976.
[59] Foucault, Michel. *Power/Knowledge: Selected Interviews and Other Writings, 1972–1977*. Edited by Colin Gordon, Pantheon Books, 1980.
[60] Wendt, Alexander. "Constructing International Politics." *International Security*, vol. 20, no. 1, 1995, pp. 71–81. https://doi.org/10.2307/2539217.
[61] Adler, Emanuel. "Seizing the Middle Ground: Constructivism in World Politics." *European Journal of International Relations*, vol. 3, no. 3, 1997, pp. 319–63.

deux tendances sémantiques fortes, à savoir sa perception comme une construction sociale (1) et sa conception comme étant le fruit des représentations (2).

1- Le risque politique comme construction sociale

Selon l'approche postmoderniste, le risque politique est essentiellement une construction sociale. En reprenant le concept sociologique de construction sociale (qui renvoie à une dynamique processuelle dialectique permanente fondée autour de l'extériorisation, de l'objectivation et de l'intériorisation des faits et évènements sociaux[62]) pour l'appliquer au risque politique, la pensée postmoderne conçoit ce dernier comme le fruit d'une dynamique similaire qui se base sur un processus de validation sociale des éléments politiques crisogènes qui apparaissent désormais avec le temps comme des éléments objectifs, pourtant ils sont bel et bien construits et validés par des normes collectives diverses. En réalité, selon cette conception, le risque politique n'est pas considéré comme issu de la nature des choses[63], ni de par ses propriétés physiques, mais plutôt par une intentionnalité collective. Il se caractérise notamment par la création d'une réalité qu'on prétend décrire, relative et non universelle fruit de processus sociologiques et culturels[64] pluriels. Il apparaît ainsi comme un construit narratif[65] et identitaire[66] qui caractérise le sens de la vulnérabilité et de l'incertitude politique en les orientant comme outils d'aide à la décision pour les investisseurs ou les puissances étrangères, les institutions, voire de simples chercheurs. De ce fait, il apparait aussi comme fruit des représentations.

2- Le risque comme fruit des représentations

Selon les lectures postmodernes, les représentations sociales renvoient à des systèmes de valeurs, d'idées, de normes et de pratiques qui construisent un ordre qui permet aux acteurs sociaux de s'orienter. Ce faisant, elles facilitent la communication et le comportement en fournissant des codes d'échanges et d'échelles classificatrices [67]. Dans une perspective sociologique en lien avec les corporations d'experts et acteurs du champ concernés, le risque politique se conçoit comme un

[62] Berger, Peter L., and Thomas Luckmann. *The Social Construction of Reality: A Treatise in the Sociology of Knowledge*. Anchor Books, 1966.
[63] Hacking, Ian. *The Social Construction of What?* Harvard UP, 1999.
[64] Jackson, Steven T. "Risking Sustainability: Political Risk Culture as Inhibiting Ecology-Centered Sustainability." *Risks*, vol. 9, no. 11, 2021, p. 186.
[65] Adarkwah, G. K., et al. "The Social Construction of Political Risk: How Narratives Shape Perception and Constrain Investments." *Academy of Management Proceedings*, vol. 2025, no. 1, 2025. https://doi.org/10.5465/AMPROC.2025.18625abstract.
[66] Green, Stuart D., and Irem Dikmen. "Narratives of Project Risk Management: From Scientific Rationality to the Discursive Nature of Identity Work." *Project Management Journal*, vol. 53, no. 6, 2022, pp. 608–24.
[67] Moscovici, Serge. Foreword. *Health and Illness: A Social Psychological Analysis*, by Claudine Herzlich, Academic Press, 1973, pp. ix–xiv.

dispositif de pouvoir-savoir institutionnalisé[68]. Pour les experts, les cabinets spécialisés et les agences de notation, le risque politique vise à prévenir les dérives des Etats, et définit ce qui pourrait constituer un climat des affaires attractif ou non pour les investisseurs. A ce propos, il traduit une inclination à la construction de la performance, de la performativité et de la capacité de l'Etat (*State capacity*)[69] en donnant des qualifications qui renforcent ou déprécient l'attractivité économique[70] des Etats ou de certaines régions précises. Cette tendance fortement construite influence dans un sens ou un autre le comportement des marchés et des investisseurs potentiels. Ce faisant, les approches d'analyse et de construction du risque politique s'inscrivent dans des logiques de complexité et sont mobilisés dans une perspective stratégique.

B- Le risque politique comme donnée complexe et stratégique

Si pour certains le risque politique se résume à l'analyse d'une simple instabilité gouvernementale[71], force est de constater que dans sa phénoménologie et la littérature, il va au-delà. Comme outil d'analyse du risque pays, il apparait comme une matrice décisionnelle qui élucide l'incertitude des contextes politiques et sociaux comme levier de l'anticipation pour les investissements et la gouvernance. En tant que réalité évanescente, construite et parfois insaisissable, la phénoménologie politique est une chose dont la description et la compréhension ne constituent en rien des sinécures. Cette difficulté est encore plus grande quand il s'agit du risque politique qui navigue entre rationalités objectives et subjectives[72]. Dans une perspective méthodologique, la construction et la validation du risque politique s'apparentent non seulement à une réalité imprévisible (1), mais aussi à une donnée stratégique qui charrie plusieurs enjeux (2).

1- Le risque politique comme donnée imprévisible

Malgré la prétention à l'objectivité et à la causalité strictement identifiables, le risque politique reste essentiellement une donnée imprévisible. Les crises politiques et sécuritaires[73], la

[68] Huber, Michael, Nina Kleinöder, and Christian Kleinschmidt. "Security and Risk: The Case of Foreign Trade Securitisation." *Security and Risk in Business History*, edited by Michael Huber, Nina Kleinöder, and Christian Kleinschmidt, Nomos, 2024, pp. 7–35.

[69] Hansson, Sven Ove. "Risque : objectif ou subjectif, faits ou valeurs ?" *Journal of Risk Research*, vol. 13, no. 2, 2010, pp. 231–38. https://doi.org/10.1080/13669870903126226.

[70] Jeutang, Paul. "A Novel Measure of Political Risk and Foreign Direct Investment Inflows." *Journal of Risk and Financial Management*, vol. 14, no. 10, 2021, p. 482.

[71] Benner, Niklas, Boris Blagov, and Michael Dirks. *Measuring Political Instability at a High Frequency*. Ruhr Economic Papers No. 1186, RWI – Leibniz-Institut für Wirtschaftsforschung, 2025.

[72]Bartenev, Vladimir, and Alim Mendagaziev. "Constants and Variables in International Business' Political Risk Assessment (2010–2020s)." *International Organisations Research Journal*, vol. 19, no. 1, 2024, pp. 55–84. https://doi.org/10.17323/1996-7845-2024-01-03.

[73] Caldara, Dario, and Matteo Iacoviello. "Measuring Geopolitical Risk." *American Economic Review*, vol. 112, no. 4, 2022, pp. 1194–225. https://doi.org/10.1257/aer.20191823.

mal-gouvernance et la qualité défaillante des institutions[74] ne conduisent pas nécessairement à une implosion politique, ni à dissuader les investisseurs, d'autant plus que l'économie de guerre peut être un facteur d'attractivité [75] de ces derniers qui sont prêts à prendre des risques. Ce faisant, le risque politique dans une approche postmoderniste ne saurait être objectivé et n'obéirait pas à une logique positive. En réalité, le fait qu'il mette en interaction des acteurs humains aux rationalités et perceptions différentes induit son caractère imprévisible, puisque les mêmes causes ne produisent pas nécessairement les mêmes effets, ceux-ci étant variables selon les contextes. Il relève aussi d'une incertitude radicale[76], tout en échappant à la quantification, sans oublier la complexité de certains dirigeants politiques personnalistes [77] qui aggrave l'incertitude.

2- Le risque comme donnée stratégique

Dans un contexte de guerres d'influence [78] , la construction et la validation technoscientifique du risque politique comme dispositif d'analyse et outil d'aide à la décision sont fortement soumises aux rationalités stratégiques. Au-delà du simple soft power, la contemporanéité internationale, qui se caractérise par une recherche forte de la séduction d'une part, et par l'élaboration des normes intellectuelles et techniques de la gouvernance[79], d'autre part crée un terreau fertile pour influencer, voire intimider les orientations et divers choix des Etats. Dans cet écosystème, les think tanks et des agences de notation jouent un rôle important. Si les premiers influencent essentiellement les penseurs et chercheurs en faisant deux des conseillers précieux et des légitimateurs des politiques[80], les agences de notation quant à elles s'inscrivent dans une logique plus stratégique à travers les biais subjectifs [81], en cherchant à orienter les choix des États dont ils constituent parfois des vecteurs de la puissance et de l'influence. Dans cette perspective, la construction du risque politique devient le fruit d'une production obéissant à des logiques d'influence des communautés épistémiques, mais aussi des décideurs politiques qu'ils influencent dans le sens voulu.

---

[74] Jamsheed, Rasha A., and Chen Mingxing. "Can Institutional Quality Reduce Geopolitical Risk ? Evidence from G20 Countries." *International Political Science Review*, 2026.
[75] Hrytsenko, Larysa, et al. "Foreign Direct Investment in Wartime: Factors, Consequences and Recovery." *European Journal of Sustainable Development*, 2025.
[76] Katzenstein, Peter J. "Introduction: 'An Imaginary Knowledge of the Perfect Truth' Meets the Risk-Uncertainty Conundrum." *Entanglements in World Politics*, Cambridge UP, 2025.
[77] Baturo, Alexander, et al., editors. *Personalism and Personalist Regimes*. Oxford UP, 2024.
[78] Charillon, Frédéric. *Guerres d'influence : Les États à la conquête des esprits*. Odile Jacob, 2022.
[79] Bernstein, Steven, Aarie Glas, and Marion Laurence. Norms, Practices, and Social Change in Global Politics. Cambridge University Press, 2025.
[80] Zedner, Lucia. "Governing by Think Tank ? From Experts to Political Ideologues in UK Criminal Justice and Security." *Theoretical Criminology*, vol. 29, no. 3, 2025, pp. 268–87.
[81] Lange Machado, Pedro. *Political Risk and the Politics of Risk: Credit Rating Agencies and the Political Process in Brazil and Argentina*. Palgrave Macmillan, 2025.

Conclusion

Face à la vulgarisation des études sur le risque pays[82] dont le risque politique est une donnée déterminante, les préoccupations heuristiques plurielles se sont faites sentir, notamment celles relatives à la scientificité[83] de ce dernier et celle de ses procédés. A l'observation et à l'analyse, on peut en déduire qu'au-delà des dynamiques crisogènes structurant la phénoménologie politique posée en objet, le risque politique reste sur un plan théorique et méthodologique un objet complexe[84]. En postulant que l'étude du risque politique se situe entre objectivité et construction, la présente réflexion a pu déterminer qu'au-delà du positivisme et du postmodernisme, il apparait comme un sujet qui mobilise une méthodologie mixte intrinsèquement complexe de par ses sources, ses méthodes, ses niveaux d'analyse et ses approches. Les anal du risque politique proposent une approche configurationnelle qui s'inscrit au-delà des méthodes linéaires complexes, pour mieux saisir la phénoménologie critique du politique, le plus souvent au service des investissements.

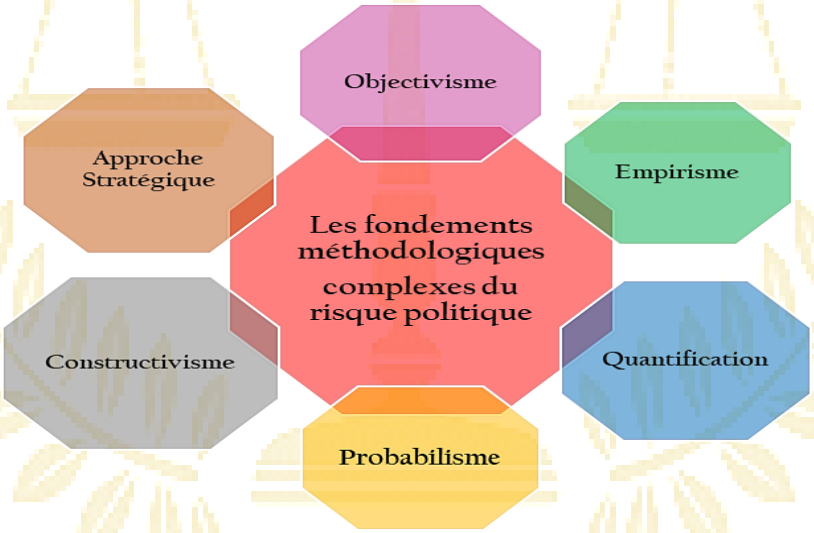


Schéma 5: les fondements méthodologiques complexes du risque politique

[82] Morse, Stephen. "Read All About It: Media Reporting of Country Ranks." *Ranking Nations*, Edward Elgar Publishing, 2023, pp. 131–63.
[83] Aven, Terje. "Risk Science and Politics: What Is and Should Be the Relationship?" *Risk Analysis*, vol. 45, no. 2, 2025.
[84] Fainshmidt, Stav, et al. "Making Sense of Socio-Political Risks in International Business : A Configurational Approach to Embracing Complexity." *Journal of International Management*, vol. 30, no. 2, 2024, p. 101066.

Le risque politique apparait ainsi dans une perspective scientifique comme le fruit d'une méthode complexe et synergique[85] combinant : l'objectivisme, l'empirisme, le probabilisme, les nécessités de quantification, le constructivisme, et les approches stratégiques. Cette complexité méthodologique fonde ainsi une scientificité qui s'intègre aisément dans les approches d'analyse du risque pays dont l'élucidation détaillée de l'articulation pourra faire l'objet d'une autre réflexion.

[85] Naumkina, S., & Kamenchuk, T. (2025). Forecasting political risks: Modern models and their efficiency in the conditions of "black swans". *Evropský politický a právní diskurz*, 12(5), 44–47.

R.I.D.S.P

REVUE INTERNATIONALE DE DROIT ET SCIENCE POLITIQUE

Une revue mensuelle dédiée à la recherche approfondie



© RIDSP, 2026.
Tous droits réservés.